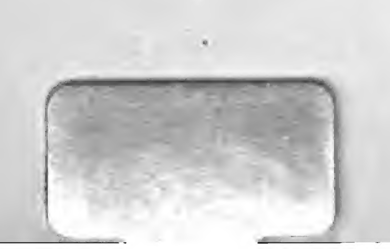




NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XX.

GŒTTINGUE,

LIBRAIRIE DIETERICH.

1896.

1895, Apl 5–1896, Apr 17

Minot fund

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XX.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GOETTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH
1895.

Table des matières.

Unions, Traités, Arrangements spéciaux.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XX.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GŒTTINGUE,

LIBRAIRIE DIETERICH.

1895.

1.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, DANEMARK, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL, RUSSIE, SUÈDE ET NORVÈGE, TURQUIE.

Procès-verbal concernant de dépôt des ratifications de la Convention sanitaire internationale de Venise, du 30 janvier 1892; signé à Rome le 18 novembre 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. January 1894. [C. — 7250.]

Procès-verbal.

Les Parties Contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications de la Convention Sanitaire de Venise du 30 Janvier, 1892,*) se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affairs Étrangères d'Italie, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère Royal des Affaires Étrangères ce jourd'hui, le 30 Juillet, 1892.

Les Parties Contractantes sont d'accord à considérer comme étant régulièrement prorogé jusqu'à la date de clôture du présent procès-verbal le délai que la Convention avait fixé au 31 Juillet, 1892, pour l'échange des ratifications.

Au sujet d'une phrase contenue au § 3 des dispositions concernant le passage du Canal de Suez en quarantaine (Annexe I), le Gouvernement des Pays-Bas a désiré voir figurer au présent procès-verbal la déclaration suivante, à savoir que: »selon la marche de la Conférence de Venise, les mots chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance ne sauraient être autrement interprétés que dans le sens que le Gouvernement de chaque Puissance prendra, dans les limites de sa législation, des mesures contre les bâtiments, &c.«

Sur quoi, le dépôt des ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., &c., et Roi Apostolique de Hongrie, de Sa Majesté la Reine-Régente d'Espagne, de Sa Majesté le Roi d'Italie, de Sa

*) V. N. R. G. 2e. s. T. XIX, 260 sqq.

Majesté la Reine-Régente des Pays-Bas, et de Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège, a été effectué ce même jour, le 30 Juillet, 1892.

Ont été successivement présentées au dépôt: —

Le 31 Juillet, 1892, la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

Le 2 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes.

Le 3 Août, 1892, les ratifications du Président de la République Française et de Sa Majesté le Roi des Hellènes.

Le 4 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies.

Également, le 4 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté le Roi des Belges.

Le 9 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté le Roi de Danemark.

Le 13 Février, 1893, la ratification de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans. Au moment de la déposer l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale demande l'insertion au présent procès-verbal de la réserve suivante, que les Puissances Contractantes ont toutes préalablement admise, à savoir que »Sa Majesté Impériale le Sultan ratifie la Convention Sanitaire de Venise à la condition expresse que cet Acte ne porte aucune atteinte, tant aux Règlements et Instructions Sanitaires actuellement en vigueur dans l'Empire, ou à adopter à l'avenir, qu'aux mesures que le Gouvernement Impérial Ottoman pourrait prendre, en temps d'épidémie, à la suite des Résolutions du Conseil Supérieur de Santé.«

Une note du Ministre de Portugal auprès de la Cour Royale, en date du 31 Août, 1892, porte la déclaration que »le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, sauf ultérieure ratification, dépendant, selon la Constitution Portugaise, d'un Acte de Pouvoir Législatif, et en tant que son adhésion appartient au Pouvoir Exécutif, accepte définitivement l'Acte de la Conférence Internationale de Venise, aussi bien que les modifications y apportées par les récentes négociations de Paris,« et qu'il »accepte également la proposition Néerlandaise concernant une phrase de l'Acte de Venise.«

A la suite de cette double déclaration, et le dépôt des autres ratifications étant maintenant complet, le présent procès-verbal a été ce jourd'hui, le 13 Février, 1893, provisoirement clos, avec réserve de le rouvrir ultérieurement pour le dépôt de la ratification de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarve.

L'exemplaire unique du présent procès-verbal reste aux archives du Ministère Royal des Affaires Étrangères, par les soins duquel une copie certifiée conforme à l'original en sera délivrée à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Ce jourd'hui, 18 Novembre, 1893, le présent procès-verbal a été rouvert, le Chargé d'Affaires de Portugal s'étant présenté pour procéder au dépôt de la ratification de Sa Majesté Très-Fidèle. A cette occasion le Chargé d'Affaires a déclaré que la ratification de son Souverain est délivrée sous les deux conditions ci-dessous énoncées, analogues à celles qui ont respectivement accompagné les ratifications de Sa Majesté la Reine-Régente

des Pays-Bas et de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, à savoir: (1) qu'aucune des clauses de la Convention dont il s'agit ne modifie la législation sanitaire applicable dans les ports Portugais; (2) qu'aucune de ces clauses ne rend obligatoire la promulgation d'aucune nouvelle disposition pénale. Le Chargé d'Affaires constate que ces deux conditions ne préjugent en rien les autres déclarations formulées en son temps par le Comte de Macedo, et acceptées par la Conférence de Venise, comme interprétation de la Convention, relativement aux avis télégraphiques prescrits à l'Annexe I, et aux charges découlant de l'emprunt prévu à l'Annexe II.

Le dépôt des ratifications étant ainsi complet de la part de toutes les Parties Contractantes, le présent procès-verbal a été définitivement clos, et replacé, comme original unique, aux archives du Ministère Royal des Affaires Étrangères d'Italie, par les soins duquel une nouvelle copie, certifiée conforme à l'original ainsi complété, sera délivrée à chacune des Hautes Parties Contractantes.

(L. S.) *Eperjésy*, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie.
(L. S.) Le Comte de *Benomar*, Ambassadeur d'Espagne.
(L. S.) *B. Brin*, Ministre des Affaires Étrangères d'Italie.
(L. S.) *Westenberg*, Ministre des Pays-Bas.
(L. S.) *H. Bohn*, Consul de Suède et Norvège.
(L. S.) Comte *Solms*, Ambassadeur d'Allemagne.
(L. S.) *Vivian*, Ambassadeur d'Angleterre.
(L. S.) *H. Marchand*, Chargé d'Affaires de France.
(L. S.) *M. A. Durutti*, Chargé d'Affaires de Grèce.
(L. S.) *A. Vlangaly*, Ambassadeur de Russie.
(L. S.) Baron *Moncheur*, Chargé d'Affaires de Belgique.
(L. S.) *Knuth*, Ministre de Danemark.
(L. S.) *Mahmoud Nédim*, Ambassadeur de Turquie.
(L. S.) *Augusto de Sequeira Thedim*, Chargé d'Affaires de Portugal.

Rome, ce 18 Novembre, 1893.

Le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie,
(Signé) *B. Brin.*

Copie certifiée conforme à l'original déposé aux archives du Ministère Royal des Affaires Étrangères.

Rome, ce 25 Novembre, 1893.

Le Secrétaire-Général,
(L. S.) *Malvano.*

2.

ALLEMAGNE, RUSSIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Berlin le 10 février 29 janvier 1894.*)

Reichsgesetzblatt 1894 S. 153 ff.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de Russie d'autre part, désirant développer les relations commerciales entre l'Allemagne et la Russie, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation entre les deux Pays et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Monsieur Léon Comte de Caprivi, Son Chancelier de l'Empire, Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères en Prusse,

et

Monsieur Max Baron de Thielmann, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Hambourg,

et

Sa Majesté l'Empereur de Russie:

Monsieur le Comte Paul Schouvaloff, Son Aide de Camp Général, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

et

Monsieur Basile Timiriaseff, Son Conseiller d'Etat Actuel, Vice-Directeur du Département du

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs einerseits, und Seine Majestät der Kaiser von Russland andererseits, von dem Wunsche geleitet, die Handelsbeziehungen zwischen Deutschland und Russland zu fördern, haben beschlossen, einen Handels- und Schiffahrtsvertrag zwischen den beiden Ländern abzuschliessen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren Reichskanzler, Staatsminister und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten in Preussen, Herrn Leo Grafen von Caprivi,

und

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Hamburg, Herrn Max Freiherr von Thielmann,

und

Seine Majestät der Kaiser von Russland:

Allerhöchstihren Generaladjutanten, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Herrn Grafen Paul Schuwalow,

und

Allerhöchstihren Wirklichen Staatsrath, Vizedirektor des Departements für Handel und Manufak-

*) Ratifié.

Commerce et des Manufactures du Ministère des Finances,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvé en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du Pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de

turen im Finanzministerium, Basil Timiriasew,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Angehörigen eines der beiden vertragschliessenden Theile, welche sich in dem Gebiete des anderen Theiles niedergelassen haben oder sich dort vorübergehend aufhalten, sollen dort im Handels- und Gewerbebetriebe die nämlichen Rechte geniessen und keinen höheren oder anderen Abgaben unterworfen werden, als die Inländer. Sie sollen in dem Gebiete des anderen Theiles in jeder Hinsicht dieselben Rechte, Privilegien, Freiheiten, Begünstigungen und Befreiungen haben wie die Angehörigen des meistbegünstigten Landes.

Es herrscht jedoch darüber Einverständniss, dass durch die vorstehenden Bestimmungen die besonderen Gesetze, Erlasse und Verordnungen auf dem Gebiete des Handels, der Gewerbe und der Polizei nicht berührt werden, welche in jedem der beiden vertragschliessenden Länder gelten oder gelten werden und auf alle Ausländer Anwendung finden.

Artikel 2.

Die Angehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Theile sollen in dem Gebiete des anderen Theiles berechtigt sein, jede Art von beweglichem oder unbeweglichem Vermögen zu erwerben und zu besitzen, soweit dieses Recht nach den Landesgesetzen Angehörigen irgend einer fremden Nation jetzt oder künftig zusteht. Sie sollen berechtigt sein, darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung,

quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions, qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront établies sur les nationaux.

Ils pourront de même, en se conformant aux lois du Pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du Pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action soit pour s'y défendre, et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux, et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du Pays.

Article 3.

Les ressortisants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, de tout service personnel dans l'armée, la marine, la réserve de terre et de mer et la milice nationale, ainsi que de tous les impôts, emprunts forcés, réquisitions et prestations militaires de tout genre qui seraient imposés en cas de guerre

Eheschliessung, letzten Willen oder auf andere Weise zu verfügen, sowie Vermögen durch Erbschaften zu erwerben und zwar unter denselben Bedingungen, welche jetzt oder künftig für die Angehörigen irgend einer anderen fremden Nation bestehen, ohne in einem der genannten Fälle unter irgend einer Bezeichnung anderen oder höheren Abgaben, Steuern oder Auflagen unterworfen zu sein, als die Inländer.

Ebenso sollen sie den Erlös aus dem Verkaufe ihres Eigenthums und ihr Vermögen überhaupt unter Beobachtung der Landesgesetze frei ausführen können, ohne als Ausländer zur Entrichtung anderer oder höherer Abgaben verpflichtet zu sein, als die Inländer unter gleichen Verhältnissen zu entrichten haben würden.

Sie sollen unter Beobachtung der Landesgesetze freien Zutritt zu den Gerichten haben, um als Kläger oder Beklagte aufzutreten, und sollen in dieser Hinsicht alle Rechte und Befreiungen der Inländer geniessen und wie diese befugt sein, sich in jeder Rechtssache der durch die Landesgesetze zugelassenen Anwälte, Sachwalter und Vertreter jeder Art zu bedienen.

Artikel 3.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Theile sollen in dem Gebiete des anderen zu Gerichts-, Administrativ- oder Munizipaldiensten mit Ausnahme der Vormundschaft nicht verpflichtet sein, ebenso bleiben sie frei von jedem persönlichen Dienste im Landheere, in der Marine, in der Reserve der Land- und Seemacht und in der Nationalmiliz, sowie von allen Lasten, Zwangsanleihen, militärischer Requisitionen und Leistungen jeder Art, welche im Kriegs-

ou par suite de circonstances extraordinaires; toutefois sont exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que l'obligation du logement militaire et d'autres prestations spéciales pour la force militaire, auxquels les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée sont soumis comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Article 4.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières domiciliées dans l'un des deux Pays et à condition qu'elles y aient été validement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre Pays, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action soit pour s'y défendre.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans l'un des deux Pays sera admise ou non dans l'autre Pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent ou existeront à cet égard dans ce dernier Pays.

En tout cas les dites sociétés et associations jouiront dans l'autre Pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

falle oder in Folge von aussergewöhnlichen Umständen auferlegt werden; ausgenommen sind die aus irgend welchem Rechtstitel mit dem Besitze eines Grundstücks verbundenen Lasten sowie die Verpflichtung zur Quartierleistung und zu sonstigen besonderen Leistungen für die bewaffnete Macht, die den Inländern und den Angehörigen der meistbegünstigten Nation als Eigenthümern, Pächtern oder Miethern von Immobilien obliegen.

Artikel 4.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, welche in einem der beiden Länder nach den bestehenden Gesetzen rechtsgültig errichtet worden sind und dort ihren Sitz haben, sollen in dem anderen Lande als gesetzlich bestehend anerkannt werden und dort namentlich das Recht haben, vor Gericht als Kläger oder als Beklagte Prozesse zu führen.

Es herrscht jedoch darüber Einverständniss, dass durch die vorstehende Bestimmung die Frage nicht berührt wird, ob derartige in einem der beiden Länder errichtete Gesellschaften in dem anderen Lande zum Handels- und Gewerbebetriebe zugelassen werden sollen oder nicht. Diese Frage bleibt, wie bisher, den in dem betreffenden Lande bestehenden oder noch einzuführenden Bestimmungen vorbehalten.

In jedem Falle sollen die gedachten Gesellschaften in dem anderen Lande dieselben Rechte geniessen, welche den gleichartigen Gesellschaften irgend eines Landes zustehen oder zugestanden werden sollten.

Article 5.

Les Parties contractantes s'engagent à n'empêcher le commerce réciproque entre les deux Pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation, et à admettre le transit libre à l'exception des voies qui ne sont ou ne seront pas ouvertes à ce dernier.

Des exceptions ne pourront avoir lieu que pour les articles qui, sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, font ou feront l'objet d'un monopole de l'Etat, ainsi que pour certains articles qui, pour des motifs d'hygiène, de police vétérinaire et de sécurité publique ou pour d'autres considérations de haute gravité, pourraient être l'objet de mesures de prohibition exceptionnelles.

Artikel 5.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen beiden Ländern durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote zu hemmen, auch die freie Durchfuhr zu gestatten, soweit es sich nicht um Wege handelt, die der Durchfuhr verschlossen sind oder sein werden.

Ausnahmen sind nur für solche Erzeugnisse zulässig, welche auf dem Gebiete eines der vertragschliessenden Theile den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden oder bilden werden, sowie auch für gewisse Erzeugnisse, für die aus Rücksichten auf die Gesundheit, die Veterinärpolizei und die öffentliche Sicherheit oder aus anderen schwerwiegenden Gründen ausserordentliche Verbotsmassregeln ergehen könnten.

Article 6.

Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en Allemagne, et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne qui seront importés en Russie, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. Nommément, toute faveur, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels, que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, à titre permanent ou temporairement, sera immédiatement et sans condition étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Artikel 6.

Die russischen Boden- und Gewerbserzeugnisse, welche in Deutschland, und die deutschen Boden- und Gewerbserzeugnisse, welche in Russland eingeführt werden, sollen dort, sie mögen zum Verbrauch, zur Lagerung, zur Wiederausfuhr oder zur Durchfuhr bestimmt sein, der nämlichen Behandlung unterliegen und keinen höheren oder anderen Abgaben unterworfen werden, als die Erzeugnisse des in dieser Beziehung meistbegünstigten Landes. Insbesondere wird jede Begünstigung, jede Befreiung und jede Ermässigung der in dem Generaltarife oder in den Vertragstarifen enthaltenen Eingangszölle, welche einer der vertragschliessenden Theile einer dritten Macht dauernd oder zeitweise zugesteht, ohne Weiteres und bedingungslos auf die Boden- und Gewerbserzeugnisse des anderen ausgedehnt werden.

Article 7.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne, énumérés dans le tarif A joint au présent Traité, à leur importation en Russie, et les produits du sol et de l'industrie de la Russie énumérés dans le tarif B, joint au présent Traité, à leur importation en Allemagne, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres, ni plus élevés que ceux fixés dans les dits annexes.

Si l'une des Parties contractantes venait à établir un nouvel impôt intérieur ou accise prélevé au profit de l'Etat ou un supplément d'un pareil impôt intérieur ou d'accise sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans le tarif A ou B annexé au présent Traité, l'article similaire pourra être grevé, à l'importation, d'un droit égal ou correspondant, mais à condition que ce droit soit le même pour les provenances de tous les pays.

Article 8.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires indigènes.

Article 9.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des deux Pays dans l'autre, que ceux appliqués

Artikel 7.

Die in dem beiliegenden Tarif A bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbserzeugnisse sollen bei ihrer Einfuhr in Russland und die in dem beiliegenden Tarif B bezeichneten russischen Boden- und Gewerbserzeugnisse sollen bei ihrer Einfuhr in Deutschland keinen anderen oder höheren Eingangszöllen unterliegen, als den in diesen Anlagen festgesetzten.

Wenn einer der vertragschliessenden Theile auf einen in Anlage A oder Anlage B des gegenwärtigen Vertrags angeführten Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation zum Vortheil der Staatskasse eine neue innere Steuer oder Accise oder einen Zuschlag zu einer solchen inneren Steuer oder Accise legen sollte, so kann der gleichartige Gegenstand bei der Einfuhr mit einer gleichen oder entsprechenden Abgabe belegt werden, vorausgesetzt, dass diese Abgabe für die Provenienzen aller Länder gleich ist.

Artikel 8.

Innere Abgaben, welche in dem Gebiete eines der vertragschliessenden Theile für Rechnung des Staates, der Gemeinden oder der Korporationen auf der Hervorbringung, der Bearbeitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses ruhen oder ruhen werden, dürfen für Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder lästiger sein als für die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel 9.

Bei der Ausfuhr von Waaren aus einem der beiden Länder nach dem anderen dürfen keine anderen oder höheren Ausgangsabgaben erhoben

à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Article 10.

Les marchandises de toute nature traversant le territoire de l'un des deux Pays par une voie commerciale ouverte au transit, seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Article 11.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions du présent Traité:

1° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à quinze kilomètres de largeur;

2° les faveurs accordées par l'Allemagne, par suite de l'union douanière existante, au Grand-Duché de Luxembourg et aux communes Autrichiennes de Jungholz et de Mittelberg, auxquels les dispositions du présent Traité seront applicables;

3° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation, aux habitants du Gouvernement d'Arkhangel, ainsi

werden als bei der Ausfuhr nach dem in dieser Beziehung meistbegünstigten Lande. Auch jede sonst von einem der vertragschliessenden Theile einer dritten Macht für die Ausfuhr zugestandene Begünstigung wird ohne Weiteres und bedingungslos dem anderen zu Theil werden.

Artikel 10.

Die Waaren aller Art, welche durch das Gebiet eines der beiden Theile auf einem dem Transithandel geöffneten Wege durchgeführt werden, sollen wechselseitig von jeder Durchfuhrabgabe frei sein, sei es, dass sie unmittelbar durchgeführt werden, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert und wieder aufgeladen werden.

Artikel 11.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags berühren nicht:

1. die Begünstigungen, welche anderen angrenzenden Staaten zur Erleichterung des örtlichen Verkehrs innerhalb einer Grenzzone bis zu fünfzehn Kilometer Breite gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten,

2. die von Deutschland auf Grund der bestehenden Zolleinigung dem Grossherzogthum Luxemburg und den österreichischen Gemeinden Jungholz und Mittelberg zugestandenen Begünstigungen, auf welche Gebietstheile im Uebrigen die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags Anwendung finden,

3. die Begünstigungen, welche für die Einfuhr oder Ausfuhr den Bewohnern des Gouvernements Archangel sowie für die nördlichen und östlichen Küsten des asiatischen Russlands (Sibiriens)

que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Il est bien entendu, en outre, que les dispositions des articles 6, 9 et 10 du présent Traité ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le $\frac{26 \text{ avril}}{5 \text{ mai}}$ 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront dans aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation, établies entre les deux Parties contractantes par le présent Traité.

gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten.

Es wird ausserdem der Vorbehalt gemacht, dass die Bestimmungen der Artikel 6, 9 und 10 des gegenwärtigen Vertrags weder auf die besonderen Abmachungen des Vertrags zwischen Russland und Schweden und Norwegen vom $\frac{26 \text{ April}}{5 \text{ Mai}}$ 1838 noch auf diejenigen Vereinbarungen Anwendung finden sollen, welche die Handelsbeziehungen mit den angrenzenden Staaten und Ländern Asiens regeln oder regeln werden. Auf diese Abmachungen darf in keinem Falle Bezug genommen werden, um die Handels- und Schiffahrtsverhältnisse, wie sie zwischen den beiden vertragschliessenden Theilen durch den gegenwärtigen Vertrag begründet worden sind, abzuändern.

Article 12.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leurs pays qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante. Les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis voyageurs seront traités réciproquement dans les deux Pays en ce qui concerne les passeports et le paiement des taxes frappant l'exercice du commerce, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Artikel 12.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch den Besitz einer von den Behörden des Heimathlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Gewerbebetrieb berechtigt sind, sollen befugt sein, persönlich oder durch die in ihren Diensten stehenden Reisenden in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Theiles Waareneinkäufe zu machen oder Bestellungen, auch unter Mitführung von Mustern, zu suchen. Die gedachten Kaufleute, Fabrikanten und anderen Gewerbetreibenden oder Handlungsreisenden sollen wechselseitig in den beiden Ländern hinsichtlich der Pässe und der den Handelsbetrieb treffenden

Les industriels (commis voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation, pourront avoir avec eux des échantillons, mais point de marchandises. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les dits voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, du modèle de ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Abgaben wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen wohl Waarenmuster, aber keine Waaren mit sich führen. Für zollpflichtige Gegenstände, welche als Muster von den bezeichneten Handlungsreisenden eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben unter der Voraussetzung zugestanden, dass diese Gegenstände, falls sie nicht verkauft worden sind, binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist wieder ausgeführt werden, und die Identität der ein- und wieder ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, wobei es gleichgültig sein soll, über welches Zollamt die Gegegenstände ausgeführt werden.

Die Wiederausfuhr der Muster muss in beiden Ländern bei der Einfuhr durch Niederlegung des Betrages der bezüglichen Zollgebühren oder durch Sicherstellung gewährleistet werden.

Die vertragschliessenden Theile werden sich gegenseitig Mittheilung darüber machen, welche Behörden zur Ertheilung von Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen, nach welchem Muster diese Karten ausgefertigt werden, und welche Vorschriften die Reisenden bei Ausübung des Gewerbebetriebes zu beachten haben.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Theile, welche sich in das Gebiet des anderen zum Besuche der Messen und Märkte begeben, um dort Handel zu treiben oder ihre Erzeugnisse feilzuhalten, werden wechselseitig wie die Inländer behandelt und keinen höheren Abgaben als diese unterworfen werden.

Article 13.

Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Russie, et les navires russes et leurs cargaisons seront traités en Allemagne absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons, quel que soit le pays de départ des navires ou leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons ou leur destination.

Tout privilège et toute franchise accordé à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes sera accordé à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne:

a) les avantages particuliers dont la pêche nationale et ses produits sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre Pays,

b) les faveurs actuellement accordées, ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Les dispositions du présent Traité ne sont point applicables au cabotage lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. Toutefois les navires russes et allemands pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère.

Artikel 13.

Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Russland und die russischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland ganz wie die inländischen Schiffe und Ladungen behandelt werden, gleichviel, von wo die Schiffe ausgelaufen oder wohin sie bestimmt sind, und woher die Ladungen stammen oder wohin sie bestimmt sind.

Jedes Vorrecht und jede Befreiung, welche in dieser Beziehung von einem der vertragschliessenden Theile einer dritten Macht eingeräumt werden sollte, soll ohne Weiteres und bedingungslos auch dem anderen Theile zustehen.

Von den vorstehenden Bestimmungen wird jedoch eine Ausnahme gemacht

a) in Betreff derjenigen besonderen Begünstigungen, welche dem inländischen Fischfang und dessen Erzeugnissen in dem einen oder dem anderen Lande jetzt oder in Zukunft gewährt werden sollten,

b) in Betreff der jetzt oder künftig der nationalen Kauffahrteiflotte gewährten Begünstigungen.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags finden keine Anwendung auf die Küstenschiffahrt, welche nach wie vor durch die in jedem der beiden Länder jetzt oder künftig in Kraft stehenden Gesetze geregelt wird. Immerhin soll es den deutschen und den russischen Schiffen freistehen, aus einem Hafen des einen der beiden vertragschliessenden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes zu fahren, sei es, um dort die aus dem Auslande mitgebrachte Ladung ganz oder theilweise zu löschen, oder um eine nach dem Auslande bestimmte Ladung einzunehmen oder zu ergänzen.

Article 14.

La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord et délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes seront reconnus par l'autre d'après les arrangements spéciaux convenus ou à convenir entre les deux Parties contractantes.

Artikel 14.

Die Nationalität der Schiffe soll beiderseits nach den jedem Lande eigenthümlichen Gesetzen und Verordnungen auf Grund der an Bord befindlichen, durch die zuständigen Behörden ausgestellten Urkunden und Patente anerkannt werden.

Die von dem einen der vertragschliessenden Theile ausgestellten Schiffsmessbriefe werden nach Maassgabe der zwischen den beiden vertragschliessenden Theilen getroffenen oder zu treffenden besonderen Vereinbarungen von dem anderen Theile anerkannt werden.

Article 15.

Les navires allemands entrant dans un port de Russie et réciproquement les navires russes entrant dans un port d'Allemagne, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Artikel 15.

Die deutschen Schiffe, welche nach einem russischen Hafen, und umgekehrt die russischen Schiffe, welche nach einem deutschen Hafen kommen, nur um dort ihre Ladung zu vervollständigen oder einen Theil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Theil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen Theil ihrer Ladung irgend welche Gefälle zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem für die inländische Schiffahrt bestimmten Satze erhoben werden dürfen.

Article 16.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Pays:

1° les navires qui, entrés sur lest

Artikel 16.

Von Tonnengeldern und Abfertigungsgebühren sollen in den Häfen eines jeden der beiden Länder völlig befreit sein:

1. die Schiffe, welche von irgend

de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Pays dans un ou plusieurs ports du même Pays, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Pays;

3° les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage, de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour les services et l'outillage, établis dans l'intérêt de la circulation, et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Article 17.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Pays respectifs accorde à ses propres navires

einem Orte mit Ballast ein- und damit wieder auslaufen;

2. die Schiffe, welche aus einem Hafen des einen der beiden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes kommen und sich über die in einem anderen Hafen desselben Landes bereits erfolgte Zahlung jener Abgaben ausweisen können;

3. die Schiffe, welche freiwillig oder nothgedrungen mit Ladung nach einem Hafen kommen und ihn, ohne irgendwie Handel betrieben zu haben, wieder verlassen.

Diese Befreiung wird nicht gewährt für Leuchtthurm-, Lootsen-, Remorquirungs-, Quarantäne- und sonstige auf dem Schiffskörper lastende Abgaben, welche für dem Verkehr dienende Leistungen und Vorkehrungen in gleichem Masse von den inländischen und von den Schiffen der meistbegünstigten Nation zu entrichten sind.

Ist das Einlaufen durch Noth veranlasst worden, so gelten nicht als Ausübung des Handelsbetriebes das zur Ausbesserung des Schiffes erfolgte Löschen und Wiedereinladen der Waaren, das Ueberladen auf ein anderes Schiff im Falle der Seeuntüchtigkeit des ersten, die zur Verproviantirung der Schiffsmannschaft nothwendigen Aufwendungen und der Verkauf der beschädigten Waaren mit Genehmigung der Zollverwaltung.

Artikel 17.

Wenn ein Schiff eines der vertragschliessenden Theile an den Küsten des anderen Theiles strandet oder Schiffbruch leidet, sollen Schiff und Ladung dieselben Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetzgebung des betreffenden Landes den eigenen Schiffen in

en pareilles circonstances. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Article 18.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront réciproquement le droit de faire usage, aux mêmes conditions et contre payement des mêmes droits que les nationaux, des chaussées et routes, des canaux, écluses, bacs, ponts et ouvertures de ponts, des ports et quais de débarquement, des voier d'eau et passes marquées et éclairées, du service du pilotage, des grues, balances et bascules, des dépôts, des établissements et institutions destinés au sauvetage et à la mise en sûreté des charges des navires et des autres établissements et institutions de ce genre, en tant qu'ils sont destinés au service du public et à l'usage du commerce en général, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par des particuliers autorisés par l'Etat.

Ces droits ne seront prélevés que pour l'utilisation réelle et effective, à la réserve toutefois des dispositions contraires admises pour le service du pilotage et de l'éclairage maritime.

Article 19.

Les deux Parties contractantes se réservent la liberté de régler, par voie autonome, les tarifs de transport de leurs chemins de fer.

gleicher Lage bewilligt. Es soll jederlei Hülfe und Beistand dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person, wie für Schiff und Ladung geleistet werden.

Die vertragschliessenden Theile kommen ausserdem überein, dass die geborgenen Waaren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen.

Artikel 18.

Die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Ladungsplätzen der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne und Waageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, soll, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr und den Handel im Allgemeinen bestimmt sind, gleichviel, ob sie vom Staate, oder mit staatlicher Genehmigung von Privatpersonen verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragschliessenden Theiles unter gleichen Bedingungen und gegen Zahlung gleicher Gebühren wie den Angehörigen des eigenen Staates gestattet werden.

Solche Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benutzung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Artikel 19.

Die beiden vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, ihre Eisenbahntransporttarife nach eigenem Ermessen zu bestimmen.

Toutefois il ne sera fait de différence, ni quant au prix de transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition, entre les habitants des territoires des Parties contractantes. Notamment, les envois de marchandises venant de Russie et dirigés sur une station allemande, ou transitant par l'Allemagne, ne seront pas passibles de tarifs de transports, sur les chemins de fer allemands, plus élevés que ceux appliqués dans la même direction et entre les mêmes stations des chemins de fer allemands aux marchandises similaires allemandes ou étrangères. Il en sera de même, quant aux chemins de fer russes, pour les envois de marchandises venant d'Allemagne et dirigés sur une station russe ou transitant par la Russie.

Des exceptions ne pourront avoir lieu que pour les transports à prix réduit pour cause d'intérêt public ou de charité.

Jedoch soll weder hinsichtlich der Beförderungspreise noch hinsichtlich der Zeit und der Art der Abfertigung zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Theile ein Unterschied gemacht werden. Insbesondere sollen für die von Russland nach einer deutschen Station oder durch Deutschland beförderten Gütertransporte auf den deutschen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige deutsche oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke erhoben werden. Das Gleiche soll auf den russischen Bahnen für Gütersendungen aus Deutschland gelten, welche nach einer russischen Station oder durch Russland befördert werden.

Ausnahmen von vorstehenden Bestimmungen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte zu ermässigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt.

Article 20.

Le présent Traité entrera en vigueur le 20/8 mars 1894 ou plus tôt si faire se peut, et restera exécutoire jusqu'au 31/18 décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets du Traité, celui-ci continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Artikel 20.

Der gegenwärtige Vertrag soll am 20./8. März 1894 oder womöglich früher in Kraft treten und bis znm 31./18. Dezember 1903 in Geltung bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor dem Eintritt des letzten Termins seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgiebt, soll dieser in Geltung bleiben bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, wo der eine oder der andere der vertragschliessenden Theile ihn kündigt.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié et

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag soll ra-

les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le $\frac{10 \text{ février}}{29 \text{ janvier}}$ 1894.

(L. S.) *Léon* Comte *de Caprivi.*
(L. S.) *Max* Baron *de Thielmann.*
(L. S.) Comte *Paul Schouvaloff.*
(L. S.) *Basile Timiriaseff.*

tifizirt und die Ratifikations-Urkunden sollen in Berlin sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben ihn die beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Berlin, den $\frac{10 \text{ Februar}}{29 \text{ Januar}}$ 1894.

Tarif A

annexé au Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Allemagne et la Russie.

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
	Tableau des droits d'entrée.			
ex 4	Fécule de pommes de terre	poud	—	60
	Amidon de toute espèce; dextrine. . . .	poud	1	15
	Ex remarque. Les amidons de toute espèce et la dextrine, importés en paquets, boîtes et autres enveloppes de petite dimension, y compris le poids de l'emballage intérieur, acquittent un droit de 1 r. 30 cop. or par poud.			
ex 5	1. Légumes communs non préparés; oignon et ail en gousses	—	exempts	
	in 3. Chicorée en racines ou hachée, séchée et non séchée	poud brut	—	40
ex 6	ex 1. Fruits frais	poud brut	—	60
ex 26	1. Houblon	poud	3	50
32	Eaux minérales, naturelles ou artificielles .	le cruchon ou la bouteille	—	$3^1/_2$
35	Fromage	poud	5	40
ex 46	ex 2. Objets en soies de porc montés en bois commun sans placage; pinceaux en soies de porc et tous autres pour peinture .	poud	2	50
ex 55	2. Maroquin, peau glacée, chevreau, chagrin; peau de tout genre avec ornements pressés; peaux vernies, petites . . .	poud	12	—

(Uebersetzung.)

Tarif A.

Anlage zum Handels- und Schiffahrtsvertrage zwischen Deutschland und Russland.

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
	Verzeichniss der Einfuhrzölle.			
aus 4	Kartoffelmehl	Pud	—	60
	Stärke aller Art, Dextrin	Pud	1	15
	Aus der Anmerkung. Stärke aller Art und Dextrin in Packeten, Schachteln und anderen kleinen Verpackungen eingeführt, entrichten mit der inneren Verpackung gewogen eine Zollgebühr von 1 Rbl. 30 Kop. Gold für das Pud.			
aus 5.	1. Gewöhnliches Gemüse, nicht zubereitet; Zwiebel und Knoblauch in Hülsen . .	—	zollfrei	
	zu 3. Cichorie in Wurzeln oder gehackt, getrocknet und nicht getrocknet . . .	Pud br.	—	40
aus 6.	aus 1. Frische Früchte	Pud br.	—	60
aus 26.	1. Hopfen	Pud	3	50
32.	Mineralwasser, natürliche oder künstliche.	Kr.od.Fl.	—	$3^1/_2$
35.	Käse	Pud	5	40
aus 46.	aus 2. Fabrikate aus Schweinsborsten mit Einfassung aus gewöhlichem Holze ohne Fournirung; Pinsel aus Borsten und Malerpinsel jeder Art	Pud	2	50
aus 55.	2. Saffian, Glacé, Chevreau, Chagrin; Leder jeder Art mit eingepressten Mustern; lackirtes Leder, kleines	Pud	12	—

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en or. rou-bles	co-pecs
(ex 55)	in 3. Courroies de transmission pour machines, non cousues; crides de chasse de métiers à tisser; petites courroies rondes de transmission	poud	6	—
	4. Peaux vernies, grandes	poud	6	80
	Remarque. Les rognures et les morceaux de peaux préparées, à moins qu'ils ne soient découpés pour faire des chaussures ou de petits ouvrages, acquittent les mêmes droits que les peaux dont proviennent les dits morceaux et rognures.			
ex 56	in 2. Peaux de rats musqués	poud	6	80
	ex 4. Peaux de renard (hormis celles dénommées à l'alinéa 1 du présent article) et morceaux de ces peaux	poud	12	—
ex 57	3. Gants et peau de toute espèce . . .	livre	2	55
	Ouvrages en peau de chamois, en peau glacée, en maroquin, en parchemin, hormis les chaussures et les appareils de chirurgie	livre	2	—
	in 5. Carnets et portefeuilles en cuir, en peau de chamois, en peau glacée, en maroquin, en parchemin	livre	—	70
	Remarque à l'alinéa 5. Les droits fixés au présent alinéa sont appliqués à tous les ouvrages y mentionnés, même dans le cas où ces ouvrages contiennent de la soie ou de la demi-soie comme garniture pour ornement.			
ex 61	1. Ouvrages de menuisier et de tourneur, en bois commun, non vernis, non polis, sans placage; chevilles ou clous en bois à l'usage des cordonniers	poud	—	55
	2. Ouvrages de menuisier et de tourneur, en bois non commun, même non vernis et non polis; ouvrages de menuisier et de tourneur, en bois commun, vernis, polis, avec placage; meubles en hêtre courbé, non cannés et non garnis, montés ou non montés	poud	1	80
	3. Ouvrages de tout genre en bois sculpté (hormis ceux dénommés à l'alinéa 4 du présent article); ouvrages de menuisier et de tourneur dorés, argentés et bron-			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Gold. Rubeln	Zollsatz in Gold. Kopeken
(aus 55.)	zu 3. Maschinentreibriemen, ungenäht; lederne Pickers für Webstühle, runde Treibriemchen	Pud	6	—
	4. Lackirtes Leder, grosses	Pud	6	80
	Anmerkung. Abfälle und Theile von verarbeiteten Häuten unterliegen, falls sie nicht für Schuhwerk oder kleine Arbeiten zugeschnitten sind, demselben Zollsatz wie die Häute, von denen sie herrühren.			
aus 56.	zu 2. Bisamfelle	Pud	6	60
	aus 4. Felle von Rothfüchsen (mit Ausnahme der in Absatz 1 dieses Artikels genannten) und Theile solcher Felle	Pud	12	—
aus 57.	3. Lederne Handschuhe aller Gattungen .	Pfund	2	55
	Fabrikate aus Sämisch-, Glacéleder, Saffian, Pergament, mit Ausnahme von Schuhwerk und chirurgischen Apparaten	Pfund	2	—
	zu 5. Lederne Notizbücher und Portefeuilles, auch solche aus Sämisch-, Glacéleder, Saffian, Pergament	Pfund	—	70
	Anmerkung zu Absatz 5. Der in diesem Absatze vorgesehene Zollsatz ist auf alle darin erwähnten Fabrikate anzuwenden, selbst wenn sie zur Verzierung mit Seide oder Halbseide ausgestattet sind.			
aus 61.	1. Tischler- und Drechslerarbeit aus gewöhnlichem Holze, unlackirte, unpolirte, ohne Fournirung; hölzerne Stifte oder Nägel für Schusterarbeiten	Pud	—	55
	2. Tischler- und Drechslerarbeit aus werthvollem Holze, wenn auch unlackirt und unpolirt; Tischler- und Drechslerarbeit aus gewöhnlichem Holze, lackirt, polirt, mit Fournirung; gebogene Buchenholzmöbel, ohne Flechtwerk und Bezug, zusammengesetzt oder in Theilen . . .	Pud	1	80
	3. Holzschnitzereien jeder Art (ausser der in Absatz 4 dieses Artikels genannten); Tischler- und Drechslerarbeit, vergoldet, versilbert und bronzirt oder mit			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
(ex 61)	zés, ou avec ornements dorés, argentés et bronzés	poud	4	50
ex 62	ex 2. Graines de betterave	poud brut	—	10
ex 65	ex 4. Ciments de toutes dénominations (de Portland, artificiel ou naturel, romain, mélangé, ciment de scories et tous autres); briques, dalles et tuyaux en ciment	poud	—	8
ex 68	Ambre jaune (hormis celui spécialement dénommé)	poud	2	10
ex 74	Poterie de terre commune et de terre réfractaire:			
	2. Vaisselle et objets de toute espèce (hormis les tuyaux et les ouvrages spécialement dénommés) sans ornements ni peinture, même si les dits objets et vaisselle sont émaillés et vernissés; briques et tuiles émaillées et vernissées	poud	—	25
	Carreaux de terre cuite pour dallage et pour revêtement de murs, pièces (unies) de terre cuite pour poêles, parties saillantes en terre cuite des dits poêles (crêtes et autres), même émaillés et vernissés et ornés de moulures en relief faites à la forme — unicolores; cruchons de grès pour eaux minérales, même émaillés et vernissés, mais sans peinture, sculpture ni dorure	poud	—	20
	2. Vaisselle et objets de toute espèce (hormis les tuyaux et les ouvrages spécialement dénommés) avec ornements, peinture, sculpture, dorure	poud	—	60
	Carreaux de terre cuite pour dallage et pour revêtement de murs, pièces (unies) de terre cuite pour poêles, parties saillantes en terre cuite des dits poêles (crêtes et autres), même émaillés et vernissés et ornés de moulures en relief faites à la forme — multicolores	poud	—	50
	in 3. Carreaux de terre cuite pour dallage et revêtement de murs, pièces unies et			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
(aus 61.)	Verzierungen solcher Art	Pud	4	50
aus 62.	aus 2. Zuckerrübensamen	Pud br	—	10
aus 65.	aus 4. Cement aller Arten (Portländer, künstlicher oder natürlicher, romanischer, gemischter, Schlackencement und alle anderen); Ziegel, Fliesen und Röhren aus Cement	Pud	—	8
aus 68.	Bernstein (mit Ausnahme des besonders benannten)	Pud	2	10
aus 74.	Töpferwaaren aus gewöhnlichem und feuerfestem Thon:			
	1. Geschirr und Gegenstände jeder Art (mit Ausnahme von Röhren und besonders genannten Arbeiten), ohne Verzierungen und ohne Malerei, wenn auch emaillirt und glasirt; Ziegel und Dachziegel, emallirt une glasirt	Pud	—	25
	Thonplatten zum Belegen der Fusböden und Wände, (glatte) Ofenkacheln, vorspringende Ofentheile aus Thon (Bekrönungen und andere), auch emaillirt und glasirt, mit gepressten Reliefverzierungen — einfarbige; Steinkrüge für Mineralwasser, auch emaillirt und glasirt, aber ohne Malerei, Skulptur oder Vergoldung	Pud	—	20
	2. Geschirr und Gegenstände jeder Art (mit Ausnahme von Röhren und besonders genannten Arbeiten), mit Verzierungen, Malerei, Skulptur, Vergoldung . . .	Pud	—	60
	Thonplatten zum Belegen der Fussböden und Wände, (glatte) Ofenkacheln, vorspringende Ofentheile aus Thon (Bekrönungen und andere), auch emaillirt und glasirt, mit gepressten Reliefverzierungen — mehrfarbige	Pud	—	50
	zu 3. Thonplatten zum Belegen der Fussböden und Wände, glatte Ofenkacheln und vor-			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	copecs
(ex 74.)	parties saillantes (crêtes et autres) en terre cuite pour poêles — avec dorure ou sculpture	poud	1	50
ex 75	2. Ouvrages en faïence avec dessins, bords, bordures d'une seule couleur ; ouvrages en faïence coloriés autrement qu'en pâte	poud	1	25
	3. les mêmes, avec peinture, dorure et dessins de diverses couleurs	poud	3	30
ex 76	ex 1. Majolique de toute espèce, même avec ornements moulés.	poud	3	30
ex 77	ex 2. Objets, hormis ceux spécialement dénommés, en verre blanc et demi-blanc et en cristal, non polis, non taillés ailleurs que sur fonds, bords, goulots, bouchons et couvercles, et avec chiffres et dessins moulés ou pressés, mais sans autres ornements:			
	b) soufflés (unis)	poud	3	20
	3. Ouvrages en verre blanc non colorié et en cristal, polis, taillés mais sans ornements	poud	4	80
	in 5. Ornements en verre pour arbres de Noël, même coloriés, dorés, argentés, avec parties (inséparables) métalliques ou autres pour suspendre les dits ornements (crochets ou agrafes, fils)	poud	10	—
ex 79	ex 1. Houille, charbon de tourbe et de bois, tourbe, importés par la frontière occidentale de terre	poud	—	1
	ex 2. Coke importé par la frontière occidentale de terre	poud	—	1½
ex 96	2. Spath pesant et whitérite natifs, moulus	poud	—	50
	3. Baryte : sulfate de baryte (blanc fixe) et carbonate de baryte, artificiels . . .	poud	—	80
ex 100	ex 1. Sels d'acide chromique solubles dans l'eau (bichromate de potasse, chromate de potasse neutre, chromate de soude)	poud	2	15
ex 108	ex 6. Acide tannique (tannin)	poud	5	—

Artikel des russi- Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Ru- beln Gold.	Kope- ken Gold.
(aus 74.)	springende Ofentheile aus Thon mit Vergoldung oder Skulptur	Pud	1	50
aus 75.	2. Fayencewaaren mit einfarbigen Mustern, Zeichnungen, Kanten und Rändern; Fayencewaaren, gefärbt, aber nicht in der Masse gefärbt	Pud	1	25
	3. dieselben mit Malerei, Vergoldung und verschiedenfarbigen Mustern	Pud	3	30
aus 76.	aus 1. Majolika jeder Art, wenn auch mit geformten Verzierungen	Pud	3	30
aus 77.	aus 2. Nicht besonders benannte Waaren aus weissem und halbweissem Glase und Krystall, ungeschliffen, unpolirt, nicht facettirt, wenn auch mit abgeschliffenen oder ausgearbeiteten Böden, Rändern, Mündungen, Stöpseln und Deckeln, und mit gegossenen oder gepressten Wappen und Mustern, aber ohne andere Verzierungen: b) geblasene (glatte)	Pud	3	20
	3. Waaren aus weissem, ungefärbtem Glase und Krystall, geschliffen, polirt, facettirt, aber ohne Verzierungen.	Pud	4	80
	zu 5. Christbaumschmuck aus Glas, auch buntfarbig, vergoldet, versilbert, mit den (untrennbaren) zum Aufhängen dienenden Theilen aus Metall oder sonstigen Stoffen (Häkchen, Oesen, Fäden)	Pud	10	—
aus 79.	aus 1. Stein-, Torf-, Holzkohlen und Torf, über die westliche Landgrenze eingeführt	Pud	—	1
	aus 2. Koks, über die westliche Landgrenze eingeführt	Pud	—	$1^1/_2$
aus 96.	2. Schwerspath und Witherit, natürliche, gemahlen	Pud	—	50
	3. Baryum: schwefelsaures (blanc-fixe) und kohlensaures, künstlich zubereitet. . .	Pud	—	80
aus 100.	aus 1. Salze der Chromsäure, in Wasser auflösbar (Chrompik, Chromkali, Chromnatron)	Pud	2	15
aus 108.	aus 6. Gerbsäure (Tannin)	Pud	5	—

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	copecs
ex 109	2. Couperose de cuivre, hormis la couperose anhydre, couperose de Salzbourg (mélange de sulfates de fer et de cuivre), couperose de zinc ou blanche; chlorure de zinc .	poud	—	80
ex 111	Tartre stibié (émétique)	poud	3	—
112	Produits chimiques et pharmaceutiques non spécialement dénommés	poud brut	1	50
113	Médicaments composés (préparés), dont l'importation est autorisée d'après des listes spéciales	poud brut	16	—
ex 125	2c. Craie lavée ou ayant subi l'opération du délayage; craie et talc moulus . .	poud brut	—	12
131	Blanc de plomb (céruse) et blanc de zinc .	poud	—	50
132	Minium de plomb	poud	—	35
133	Couleurs à base de cuivre (hormis le vert-de-gris) et d'arsenic	poud	3	—
	Vert-de-gris (acétate basique de cuivre) . .	poud	3	60
135	Substances tinctoriales (pigments), préparées avec les produits de la distillation du goudron de houille; alizarine, extrait de garance, laque de garance ou d'alizarine; carmin de cochenille, laque carminée; indigotine (extrait d'indigo à l'état sec) .	poud	14	—
	Remarque. Les substances tinctoriales mélangées avec des matières non colorantes, telles que, par exemple, l'argile et l'huile, acquittent les droits portés à l'art. 137, lorsque les substances tinctoriales n'entrent pas pour plus de 10% dans le poids total du mélange.			
in 136	Couleurs fines dites pour miniature, sur godets et soucoupes de faïence ou de porcelaine, en tubes et dans des capsules d'étain; encre de Chine liquide en flacons . . .	poud	5	—
ex 139	Fonte en saumons, en débris et limaille:			
	ex 1. de toute sorte, hormis celle spécialement dénommée, importée par la frontière occidentale de terre	poud	—	30
140	Fer :			
	1. en barres, fer marchand de toute sorte hormis celui dénommé ci-dessous, fer en			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
aus 109.	2. Kupfervitriol, ausser wasserfreiem, Salzburger (ein Gemisch schwefersaurer Salze von Eisen und Kupfer), Zink- oder weisses Vitriol, Chlorzink	Pud	—	80
aus 111.	Brechweinstein	Pud	3	—
112.	Chemische und pharmaceutische Produkte, nicht besonders genannte	Pud br.	1	50
113.	Zusammengesetzte Medikamente (zubereitete). deren Einfuhr laut besonderen Verzeichnissen erlaubt ist	Pud br.	16	—
aus 125.	2c. Kreide, gewaschen oder geschlemmt; Kreide und Talk, gemahlen	Pud br.	—	12
131.	Blei- und Zinkweiss	Pud	—	50
132.	Bleimennige	Pud	—	35
133.	Kupferfarben (ausgenommen Grünspan) und Arsenik-Kupferfarben	Pud	3	—
	Grünspan (basisches Kupfer-Acetat) . . .	Pud	3	60
135.	Farbstoffe (Pigmente) aus Destillationsprodukten von Steinkohlentheer; Alizarin; Krappextrakt, Krapp- oder Alizarinlack; Kochenille-Karmin, Karminlack; Indigotin (Indigoextrakt in trokenem Zustande) . .	Pud	14	—
	Anmerkung. Färbende Pigmente, gemischt mit nicht färbenden Stoffen, wie z. B. Thon und Oel, werden nach Artikel 137 verzollt, wenn die Mischung im Ganzen nicht mehr als 10 % färbende Pigmente enthält.			
zu 136.	Feine Miniaturfarben in Näpfchen und Untersätzen aus Fayence oder Porzellan, in Tuben und Zinnhülsen; flüssige chinesische Tusche, in Fläschchen	Pud	5	—
aus 139.	Roheisen in Gänzen, im Bruch und in Hobelspähnen:			
	aus 1. aller Gattungen, mit Ausnahme des besonders genannten, über die westliche Landgrenze eingeführt	Pud	—	30
140.	Eisen:			
	1. Band- und Sortireisen jeder Art, mit Ausnahme des unten genannten, in Kritzen,			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
(140)	gueuses, blocs puddlés, en débris et milbars; fer en poudre.	poud	—	50
	2. rails en fer, même perforés et avec rainures	poud	—	50
	3. en feuilles de toute sorte, jusqu'au No 25 inclusivement du calibre de Birmingham; en plaques d'une largeur de plus de 18 pouces; fer marchand de toute espèce d'une largeur ou d'une hauteur de plus de 18 pouces, ainsi que d'une épaisseur ou d'un diamètre de 7 pouces et au-dessus; fer façonné (fer à T et à double T, à barrots, à Z et d'autres profils compliqués, hormis le fer à angles sujet à l'alinéa 1 du présent article); fers minces d'une largeur ou d'un diamètre de plus d'un quart à un demi-pouce inclusivement	poud	—	65
	4. en feuilles, au-dessus du No 25 du calibre de Birmingham	poud	—	80
141	Fer-blanc (fer en feuilles étamé), même verni, avec ornements imprimés, et irisé (moire métallique); tôle de fer peinte, vernie, zinguée, cuivrée, nickelée ou recouverte d'autres métaux communs	poud	1	55
142	Acier:			
	1. en barres, acier marchand de toute sorte hormis celui dénommé ci-dessous; acier en gueuses, ferraille d'acier	poud	—	50
	2. rails en acier, même perforés et avec rainures	poud	—	50
	3. en feuilles de toute espèce, jusqu'au No 25 inclusivement du calibre de Birmingham; en plaques d'une largeur de plus de 18 pouces; acier marchand de toute espèce d'une largeur ou d'une hauteur de plus de 18 pouces, ainsi que d'une épaisseur ou d'un diamètre de 7 pouces et au-dessus; acier façonné (à T et à double T, à barrots, à Z et d'autres profils compliqués, hormis l'acier à an-			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
(140)	Puddling-Stücken oder Blöcken, als Bruch. Millbars, Eisen in Pulverform . . ,	Pud	—	50
	2. eiserne Schienen (Rails), wenn auch mit Bohrungen und Spunden	Pud	—	50
	3. in Blättern jeder Art, bis Nr. 25 einschliesslich nach Birminghamer Kaliber; in Tafeln über 18 Zoll breit; Sortireisen aller Art, bei einer Breite oder Höhe über 18 Zoll, ebenso bei einer Dicke oder einen Durchmesser von 7 Zoll und mehr; Façoneisen (T-Eisen, Doppel-T-Eisen, B-Eisen, Z-Eisen und dergleichen zusammengesetzte Profile, ausser Winkeleisen, welches nach Absatz 1 dieses Artikels verzollt wird); dünnsortiges Eisen, bei einer Breite oder einem Durchmesser von mehr als 1/4 bis 1/2 Zoll einschliesslich	Pud	—	65
	4. in Blättern über Nr. 25 nach Birminghamer Kaliber	Pud	—	80
141.	Blech (verzinntes Dünneisen), wenn auch lackirt, mit Mustern und Moiréezeichnungen bedruckt; Eisenblech mit Farbe, Lack, Zink, Kupfer, Nickel und anderen gewöhnlichen Metallen überzogen	Pud	1	55
142.	Stahl:			
	1. Band- und Sortirstahl jeder Art, mit Ausnahme des unten genannten; in Blöcken, in Bruchstücken	Pud	—	50
	2. Stahlschienen (Rails), wenn auch mit Bohrungen und Spunden	Pud	—	50
	3. in Blättern jeder Art, bis Nr. 25 einschliesslich nach dem Birminghamer Kaliber; in Tafeln über 18 Zoll breit; Sortirstahl aller Art bei einer Breite oder einer Höhe von mehr als 18 Zoll; desgleichen bei einer Dicke oder einem Durchmesser von 7 Zoll und mehr; Façonstahl (T-Stahl, Doppel-T-Stahl, B-Stahl, Z-Stahl und dergleichen zusammengesetzte Profile, ausser Winkel-			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or	Droits en copecs or
(142)	gles sujet à l'alinéa 1 du présent article); aciers minces d'une largeur ou d'un diamètre de plus d'un quart à un demi-pouce inclusivement	poud	—	65
	4. en feuilles, au-dessus du No 25 du calibre de Birmingham	poud	—	80
ex 144	in 2. Feuilles d'étain minces, pesant un zolotnik et au-dessous par 25 pouces carrés	poud	2	—
ex 146	Plomb:			
	2. en rouleaux, feuilles, fil et tuyaux . .	poud	—	25
ex 147	Zinc:			
	1. en saumons et débris; cendre de zinc .	poud	—	45
	2. en feuilles, même planées et polies . .	poud	—	80
ex 148	1. Or ouvré de tout genre, bijouterie et joaillerie d'or sans pierres, de même qu'avec toute espèce de pierres, perles, etc., véritables ou artificielles	livre	35	20
ex 149	Ouvrages en cuivre, alliages de cuivre et autres métaux non précieux et leurs alliages dénommés à l'art. 143:			
	1. Ouvrages sans ornements en relief ou gravés et ouvrages estampés, même avec parties en bois, en fer, en fer-blanc, en cuir et autres matières communes .	poud	4	32
	2. Ouvrages avec ornements en relief ou gravés (hormis les ornements estampés), garnis ou non garnis, recouverts ou non recouverts de patine, montés ou non montés	poud	13	60
	Remarque. Les cuillers et les fourchettes de métal anglais, fondues, unies, pressées, estampées, mais non gravées, même avec noyaux de fer ou d'acier, acquittent les droits de l'alinéa 1 du présent article.			
ex 150	1. Pièces en fonte sans retouche . . .	poud	—	60
	3. Ouvrages en fonte façonnés, polis, planés, peints, bronzés, étamés, recouverts de vernis, d'émail (hormis la vaisselle), de zinc ou d'autres métaux communs, même			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
(142.)	stahl, welcher laut Absatz 1 dieses Artikels verzollt wird); Stahl in dünnen Sorten, bei einer Breite oder einem Durchmesser von mehr als $^1/_4$ bis $^1/_2$ Zoll einschliesslich	Pud	—	65
	4. in Blättern über Nr. 25 nach Birminghamer Kaliber	Pud	—	80
aus 144.	zu 2. Zinnfolie mit einem Gewicht von 1 Solotnik oder weniger auf 25 □ Zoll englisch	Pud	2	—
aus 146.	Blei:			
	2. in Rollen, Blättern, Draht und Röhren	Pud	—	25
aus 147.	Zink:			
	1. in Blöcken und Bruchstücken; Zinkasche	Pud	—	45
	2. Zinkblech, wenn auch geschliffen und polirt	Pud	—	80
aus 148.	1. Goldarbeiten jeder Art, Juwelierarbeit aus Gold, ohne Edelsteine, sowie mit jeder Art von echten und unechten Edelsteinen, Perlen und dergleichen . . .	Pfund	85	20
aus 149.	Fabrikate aus Kupfer, Kupferlegirungen und aus anderen im Artikel 143 genannten unedlen Metallen und deren Legirungen:			
	1. Fabrikate ohne Relief- oder gravirte Verzierungen und gestanzte Fabrikate, wenn auch mit Theilen aus Holz, Eisen, Blech, Leder und anderen gewöhnlichen Materialien	Pud	4	32
	2. Fabrikate mit Relief- oder gravirten Verzierungen (mit Ausnahme der gestanzten), sowohl verarbeitete, als auch unverarbeitete, mit Patina überzogen oder nicht, zusammengesetzt oder auseinandergenommen	Pud	13	60
	Anmerkung. Löffel und Gabeln aus Britanniametall, gegossen, geglättet, gepresst, gestanzt, aber nicht gravirt, mit oder ohne Eisen- und Stahlkern, werden nach Absatz 1 dieses Artikels verzollt.			
aus 150.	1. Gusseiserne Gussstücke ohne Bearbeitung	Pud	—	60
	3. Gusseisenfabrikate, bearbeitete, polirte, geschliffene, gefärbte, bronzirte, verzinnte, mit Lack überzogene, emaillirte (Geschirr ausgenommen), mit Zink oder anderen			

Articles du tarif général russe. (11 Juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
(ex 150)	avec parties de bois, de cuivre ou d'alliages de cuivre	poud	1	40
151	Ouvrages en fer et en acier, forgés, estampés, pressés, fondus — non limés ou limés sur les bords et les côtes, mais sans autre retouche, hormis ceux spécialement dénommés; clous forgés	poud	1	40
152	Ouvrages de chaudronnerie en fer et en acier, tels que: chaudières, réservoirs, bassins, caisses, ponts, tuyaux, ainsi que les ouvrages de tout genre en tôle de fer et tôle d'acier, hormis ceux spécialement dénommés . .	poud	1	40
ex 153	Ouvrages en fer et en acier, hormis ceux spécialement dénommés, façonnés, tournés, polis, taillés, bronzés ou ayant subi quelque autre façon, avec ou sans parties en bois, cuivre ou alliages de cuivre, pesant par pièce:			
	1. plus de 5 livres	poud	1	40
	2. 5 livres et moins	poud	2	20
ex 154	Ouvrages en fer-blanc:			
	1. de tout genre; ouvrages en tôle de fer: recouverts de vernis, d'émail, de zinc, d'étain, de nickel et d'autres métaux communs, ainsi que les ouvrages couverts d'une couche de peinture, hormis ceux auxquels s'applique l'alinéa 2 du présent article	poud	2	25
155	Fil d'archal:			
	1. en fer et en acier:			
	a) d'une épaisseur ou d'un diamètre à partir de $^1/_4$ de pouce jusqu'au No. 25 inclusivement du calibre de Birmingham	poud	1	—
	b) au-dessus du No. 25 jusqu'au No. 29 inclusivement	poud	1	50
	c) plus fin que le No. 29	poud	2	—
	2. en cuivre, en alliages de cuivre et en toute espèce d'alliages de métaux non précieux:			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
(aus 150.)	gewöhnlichen Metallen bedeckt, wenn auch mit Theilen aus Holz, Kupfer und dessen Legirungen	Pud	1	40
151.	Eisen und Stahlfabrikate, ausser den besonders genannten; geschmiedete, gestanzte, gepresste, gegossene, unbefeilte oder an den Seiten und Rändern gefeilt, jedoch ohne weitere Bearbeitung, geschmiedete Nägel	Pud	1	40
152.	Eisen- und Stahlkesselarbeiten, als: Kessel, Reservoirs, Bassins, Kasten, Brücken, Röhren, sowie alle Fabrikate aus Eisen- und Stahlblech, ausser den besonders genannten .	Pud	1	40
aus 153.	Eisen- und Stahlfabrikate, mit Ausnahme der besonders benannten, bearbeitete, abgedrehte, polirte, geschliffene, bronzirte oder anderswie bearbeitete, mit Theilen aus Holz, Kupfer und dessen Legirungen oder ohne solche:			
	1. Stücke mit einem Gewicht von mehr als 5 Pfund	Pud	1	40
	2. von 5 Pfund oder weniger	Pud	2	20
aus 154.	Blechfabrikate:			
	1. jeder Art, sowie Fabrikate aus Eisenblech: mit Lack überzogene, emaillirte, verzinkte, verzinnte, vernickelte und mit anderen gewöhnlichen Metallen gedeckte, auch mit Farbe überzogene, ausser denen, die unter Absatz 2 dieses Artikels fallen .	Pud	2	25
155.	Draht:			
	1. Eisen und Stahldraht:			
	a) bei einer Breite oder einem Durchmesser von $^1/_4$ Zoll, bis Nr. 25 einschliesslich nach Birminghamer Kaliber	Pud	1	—
	b) über Nr. 25 bis Nr. 29 einschliesslich	Pud	1	50
	c) feiner als Nr. 29	Pud	2	—
	2. Kupferdraht, Draht aus Kupfer- und anderen nicht kostbaren Metalllegirungen:			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droit en roubles or.	Droit en copecs or.
(155)	a) d'une épaisseur ou d'un diamètre à partir de ½ pouce jusqu'au No. 25 inclusivement du calibre de Birmingham	poud	4	—
	ex a) câbles électriques de toute espèce .	poud	2	—
	b) au-dessus du No. 25 jusqu'au No. 29 inclusivement	poud	5	—
	c) plus fin que le No. 29	poud	6	—
	Remarque. Tout fil d'archal étamé, recouvert de zinc ou d'autres métaux communs, acquitte les droits d'entrée d'après les alinéas correspondants du présent article avec une majoration de 25 %.			
ex 156	Ouvrages en fil d'archal:			
	ex 1. en fil de fer et d'acier:			
	in a) fil de fer et d'acier, même étamé et zingué, recouvert de matières textiles ou de guttapercha	poud	3	20
	b) rubans de cardes et cardes de tout genre	poud	3	20
	ex 2. en cuivre et en alliages de cuivre:			
	ex b) fil d'archal jusques et y compris le No. 29 du calibre de Birmingham, recouvert de matières textiles ou de guttapercha	poud	7	50
	Remarque. Le fil d'archal recouvert de soie, même mélangée à d'autres matières textiles, acquitte 20 % en sus des droits fixés à l'alinéa 1 a et à l'alinéa 2 b du présent article.			
ex 158	Coutellerie:			
	1. de toute espèce, montée en matières communes; ciseaux (hormis les ciseaux à tondre les moutons), petites pinces, lames de couteaux et fourchettes sans manches, non façonnés ou façonnés	poud	13	60
160	Faux et faucilles, hache-paille et serpes, ciseaux à tondre les moutons, bêches, pelles, rateaux, houes et fourches	poud	1	10
161	Outils pour arts, métiers, fabriques et usines	poud	1	10
ex 168	3. Ouvrages en étain, en zinc et leurs alliages, recouverts de cuivre, d'alliages de cuivre, de nickel (hormis les ouvrages qui se rapportent à l'art. 215) . . .	poud	4	32

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Gold. Rubeln	Zollsatz in Gold. Kopeken
(155.)	a) bei einer Breite oder einem Durchmesser von ½ Zoll, bis Nr. 25 einschliesslich nach Birminghamer Kaliber	Pud	4	—
	aus a) elektrische Kabel aller Art	Pud	2	—
	b) über Nr. 25 bis Nr. 29 einschliesslich	Pud	5	—
	c) feiner als Nr. 29	Pud	6	—
	Anmerkung. Draht aller Gattungen, verzinnt, mit Zink oder anderen gewöhnlichen Metallen überzogen, wird nach den entsprechenden Absätzen dieses Artikels mit einem Zuschlage von 25 % verzollt.			
aus 156.	Drahtfabrikate:			
	aus 1. aus Eisen und Stahl:			
	zu a) Eisen- und Stahldraht, auch verzinnt oder verzinkt, überzogen mit Faserstoffen oder Guttapercha	Pud	3	20
	b) Kardenbänder und Karden jeder Art	Pud	3	20
	aus 2. aus Kupfer und Kupferlegirungen:			
	aus b) Draht von einer Breite oder einem Durchmesser von höchstens Nr. 29 des Birminghamer Kalibers, überzogen mit Faserstoffen oder Guttapercha .	Pud	7	50
	Anmerkung. Draht mit Seide überzogen, auch unter Beimischung von anderen Faserstoffen, unterliegt einem Zuschlag von 20 Prozent zu den in Absatz 1a und Absatz 2b dieses Artikels festgesetzten Zollsätzen.			
aus 158.	Messerwaaren:			
	1. jeder Art, in Einfassung aus gewöhnlichen Materialien; Scheeren (mit Ausnahme von Schafscheeren), Pincetten, Messerklingen und Gabeln ohne Stiele, ausgearbeitet oder nicht ausgearbeitet	Pud	13	60
160.	Sensen und Sicheln, Häckselmesser, Mäher, Schafscheeren, Spaten, Schaufeln, Harken, Hacken und Heugabeln	Pud	1	10
161.	Handwerkzeuge für Handwerker, Künstler, Fabriken	Pud	1	10
aus 163.	3. Fabrikate aus Zinn, Zink und ihren Legirungen (ausser den nach Art. 215 gehörenden), mit Kupfer, Kupferlegirungen und Nickel überzogen	Pud	4	32

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
167	Machines, appareils et leurs modèles, — complets ou non complets, montés ou non montés:			
	1. de toute espèce, en cuivre et alliages de cuivre, ou dans le poids desquels le cuivre entre pour la plus grande partie	poud	4	32
	2. gazomètres, compteurs à eau, moteurs à gaz, à air chaud, à pétrole; machines magnéto; machines dynamo-électriques de toute sorte; machines à coudre, à tricoter; locomobiles (hormis celles dénommées à l'alinéa 5), tenders, pompes à incendie (hormis celles dénommées à l'alinéa 3); machines de toute sorte non spécialement dénommées en fonte, fer, acier, — avec ou sans parties en autres métaux	poud	1	40
	3. locomotives de chemins de fer ou routières, wagons-locomotives, wagonettes à vapeur, pompes à in endie à vapeurc .	poud	1	80
	4. machines et appareils agricoles non pourvus de moteurs à vapeur et non spécialement dénommés, ainsi que leurs modèles	poud	—	50
	5. locomobiles importées avec batteuses à système compliqué	poud	1	20
	Remarque. Les parties de machines et d'appareils, importées séparément des machines et des appareils, acquittent: a) celles en cuivre ou alliages de cuivre — un droit d'entrée de 4 r. 32 cop. or par poud: b) celles en fonte, fer et acier — un droit d'entrée de 1 r. 40 cop. or par poud.			
168	Balances avec leurs accessoires; parties de balances, hormis celles en cuivre et en alliages de cuivre:			
	1. pour les 3 premiers pouds de chaque balance; poids pour balances	poud	3	—
	2. pour chaque poud en sus	poud	1	40
ex 169	Appareils et accessoires pour l'éclairage élec-			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
167.	Maschinen, Apparate, Konstruktionsmodelle dazu, vollständig, oder unvollständig, zusammengestellt oder auseinandergenommen:			
	1. jeder Art, aus Kupfer und Kupferlegirungen, oder solche, in denen Kupfer dem Gewichte nach das Hauptmaterial ausmacht	Pud	4	32
	2. Gasmesser, Wassermesser; Gas-, kalorische, Petroleum-, Magnet-, dynamoelektrische Maschinen jeder Art; Näh- und Strickmaschinen; Lokomobilen (mit Ausnahme der in Absatz 5 benannten); Tender; Feuerspritzen (ausser den in Absatz 3 genannten); alle nicht besonders genannten Maschinen aus Gusseisen, Eisen, Stahl, mit Theilen aus anderen Metallen oder ohne solche	Pud	1	40
	3. Lokomotiven für Eisenbahnen und gewöhnliche Strassen, Lokomotivwaggons, Dampfdraisinen; Dampffeuerspritzen . .	Pud	1	—
	4. nicht besonders genannte landwirthschaftliche Maschinen und Geräthe, ohne Dampfmotore; deren Modelle	Pud	—	50
	5. Lokomobilen, eingeführt mit komplizirten Dreschmaschinen	Pud	1	20
	Anmerkung. Maschinen- und Apparatentheile, welche besonders eingeführt werden, zahlen: a) wenn sie aus Kupfer und Kupferlegirungen bestehen, 4 Rubel 32 Kop. Gold vom Pud; b) wenn aus Gusseisen, Eisen und Stahl, 1 Rubel 40 Kop. Gold vom Pud.			
168.	Waagen mit Zubehör; Waagentheile, mit Ausnahme der aus Kupfer und Kupferlegirungen bestehenden:			
	1. für die ersten 3 Pude jeder Waage; Gewichte	Pud	3	—
	2. für jedes Pud mehr	Pud	1	40
aus 169.	Apparate für elektrische Beleuchtung und			

Artikles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en or. rou-bles	co-pecs
(ex 169)	trique, quand ils sont composés de méta estampé ou repoussé, même décapé, verni ou émaillé — mais non poli — monté en porcelaine, verre, bois et autres matières communes	poud	6	—
ex 171	Horlogerie:			
	ex 1. Mouvements:			
	b) pour horloges, pendules de cheminée, de voyage et de table, importés, sans leurs cages ou boîtes ou séparément de leurs cages ou boîtes, acquittent par pièce 1 r. or et en outre par . . .	livre	—	50
	Remarque 1. Les horloges, pendules de cheminée, de voyage et de table, dont les mouvements ne peuvent, sans l'aide d'un instrument, être séparés de leurs cages ou boîtes, acquittent les droits d'après la matière de la cage et, en outre, elles sont sujettes à un droit d'entrée de 1 r. 50 cop. or par pièce pour le mouvement.			
	Remarque 3. Les mécanismes d'horlogerie du système dit américain, c'est-à-dire avec platines et roues estampées et même brunies et vernies, mais non polies, avec pignons non taillés, acquittent 60 cop. or par pièce, sans qu'il soit rien perçu pour le poids. Les horloges et pendules ayant un mécanisme du type ci-dessus, lorsque le mécanisme ne peut être séparé de sa cage sans l'aide d'un instrument, acquittent les droits au poids d'après la matière de la cage et, en outre, acquittent 60 cop. or par pièce pour chaque mécanisme.			
	6. Pièce (parties) d'horlogerie de toute sorte, non assemblées	livre	—	50
ex 172	1. Pianos à queue; orgues non portatives de toute espèce	pièce	112	—
	2. Pianinos	pièce	64	—
	4. Instruments de musique de tout genre non spécialement dénommés; accessoires d'instruments de musique, importés séparément, tels que: archéts, cordes en boyau ou en soie (les cordes métalliques sont sujettes aux droits de l'art. 155),			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
(aus 169.)	ihre Zubehörtheile, wenn sie aus gestanzten oder gedrückten, auch gebeizten, lackirten oder emallirten, aber nicht pollirten Metalltheilen in Verbindung mit Porzellan, Glas, Holz und anderen gewöhnlichen Materialien bestehen	Pud	6	—
aus 171.	Uhrmacherwaaren:			
	aus 1. Uhrwerke:			
	b) zu Wand-, Reise-, Kamin- und Tischuhren, ohne Gehäuse oder getrennt vom Gehäuse eingeführt, entrichten 1 Rubel Gold vom Stück und ausserdem von jedem	Pfund	—	50
	Anmerkung 1. Wand-, Kamin-, Reise- und Tischuhren, deren Werke sich von Gehäuse ohne Hülfe eines Instrumentes nicht trennen lassen, werden nach dem Material des Gehäuses verzollt; daneben wird eine Zollgebühr von 1 Rubel 50 Kop. Gold vom Stück für das Werk erhoben.			
	Anmerkung 3 Uhrwerke nach amerikanischer Art, das heisst solche, deren Gestelle und Räder gestanzt, selbst gebeizt und lackirt, aber nicht polirt, und deren Hohltriebe nicht geschnitten sind, zahlen 60 Kop. Gold für das Stück; ein Gewichtszoll wird nicht erhoben. Wenn sich bei Uhren mit Werken dieser Art das Werk vom Gehäuse ohne Hülfe eines Instrumentes nicht trennen lässt, so wird ein Gewichtszoll nach dem Material des Gehäuses erhoben, daneben eine Zollgebühr von 60 Kop. Gold vom Stück für das Werk.			
	6. Uhrwerktheile jeder Art, nicht zusammengesetzt	Pfund	—	50
aus 172.	1. Flügel; nicht transportable Orgeln jeder Art	Stück	112	—
	2. Pianinos	Stück	46	—
	4. Nicht besonders genannte musikalische Instrumente aller Art; Zubehörtheile musikalischer Instrumente, die gesondert eingeführt werden, als: Bogen-, Darm- und Seidensaiten (metallene Saiten werden nach Artikel 155 verzollt), Klavia-			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	copecs or.
	claviers, martelets (les chevilles pour pianos sont sujettes aux droits de l'art. 156 alinéa 3), métronomes, diapasons, crans etc.	livre	—	10
ex 177	in 3. Cols, manchettes, plastrons (devants de chemise) en papier, même recouverts d'un côté ou des deux côtés d'un tissu de coton blanc ou imprimé, sans traces de couture, conjointement avec le poids des boîtes ou cartons dans lesquels ces objets sont contenus	poud	2	40
	4. Papier collé de toute espèce, hormis celui spécialement dénommé, blanc ou colorié en pâte, sans ornements; cahiers avec couverture (mais non reliés); carton Bristol et autre de toute espèce satiné et poli — en rouleaux, en feuilles et découpé en bandes ou en cartes de visite; bobines en papier pour pelotonner le fil; papier collé sur tissu à clairevoie, sur toile ou sur gros calicot; tissus transparents à calquer	poud	3	30
	6. Papier à écrire, pour ouvrages de typographie, de lithographie, de reliure et de confiserie, avec ornements, tels que: dorure, argenture, bronzage, impressions, découpures en dentelles, dessins, appliques, bordures, armoiries, chiffres, images, etc.; papier à cigarettes, papier fin à envelopper, dit de Chine; papier colorié sur un côté ou sur les deux côtés (mais non colorié en pâte); ouvrages en papier: enveloppes, abat-jours, fleurs artificielles en papier et autres . . .	poud	8	75
	ex 7. Oléographies et chromolithographies .	poud	5	—
ex 178	2. Musique, cartes géographiques et plans, reproduits au moyen de l'imprimerie, de la lithographie ou de la photographie .	poud	3	20

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
	turen, Hämmerchen (Stifte für Fortepianos werden nach Artikel 156 Absatz 3 verzollt), Metronome, Stimmgabeln, Krone und dergleichen	Pfund	—	10
aus 177.	zu 3. Kragen, Manschetten und Vorhemden aus Papier, selbst mit weissem oder bedrucktem baumwollenen Stoff auf einer oder auf beiden Seiten überzogen, ohne jedwede Naht, zusammengewogen mit den zur Verpackung dienenden Schachteln oder Kartons	Pud	2	40
	4. Geleimtes Papier aller Art, mit Ausnahme des besonders benannten, weisses und farbiges (in der Masse gefärbtes), ohne Verzierungen, Hefte in Einschlag (aber ohne Einband), Bristolkarton und aller Art satinirte und polirte Pappe in Rollen, Blättern und in Streifen oder zu Visitenkarten geschnitten; Röhrchen zum Aufwinden von Garn; Papier auf undichtes Gewebe, Leinwand oder Mitkal (baumwollenes Zeug) geklebt; durchsichtige Gewebe zum Durchzeichnen . . .	Pud	3	30
	6. Schreibpapier, Papier zu Typographen-, Lithographen-, Buchbinder- und Konditorarbeiten, mit Verzierungen, als: Vergoldung, Versilberung, Bronzirung, Einprägungen, gepressten Spitzen, Mustern, Zeichnungen, aufgeklebten Theilen, Bordüren, Wappen, Monogrammen, Bildern und dergleichen; Cigarettenpapier, dünnes Einschlagepapier (Chinesisches), farbiges Papier, nicht in der Masse gefärbtes (auf einer oder auf beiden Seiten mit Farbe überzogen); verarbeitetes Papier: Kouverts, Lichtschirme, künstliche Blumen aus Papier und dergleichen .	Pud	8	75
	aus 7. Oeldruckbilder und Chromolithographien	Pud	5	—
aus 178.	2. Musiknoten, geographische Karten und Pläne, durch Druck, Lithographie oder Photographie vervielfältigt	Pud	3	20

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
ex 186	Laine peignée, filée et torse:			
	1. peignée:			
	a) non teinte	poud	4	50
	b) teinte	poud	6	—
	2. laine filée avec ou sans mélange de coton, de lin ou de chanvre:			
	a) non teinte	poud	8	50
	b) teinte	poud	9	80
	3. laine retorse (en 2 bouts et plus):			
	a) non teinte	poud	9	80
	b) teinte	poud	11	40
ex 187 et 188	ex remarques communes aux art. 187 et 188: 2) Les tissus de coton de toute espèce, fichus et mouchoirs, serviettes, nappes et autres semblables, avec dessins ou raies formés de quelques fils supplémentaires de soie, acquittent les droits respectifs des articles 187 et 188 avec une majoration de 50 %. Sont exemptes de cette majoration les marchandises qui rentrent dans l'alinéa 4 de l'art. 187 et l'alinéa 4 de l'art. 188.			
192	Tissus de lin, de chanvre, de jute et d'autres matières dénommées à l'art. 179, alinéa 3, — hormis les tissus dénommées aux art. 191 et 193, — avec ou sans mélange de coton, ainsi qu'avec mélange d'oripeau:			
	1. coutil pour matelas et pour meubles; toiles damassées pour tapis et ameublement et autres tissus épais semblables .	livre	—	40
	2. sergé, croisé, satin, panama, drillings (treillis), coutil, etc. et autres tissus semblables pour vêtements	livre	—	50
	3. nappes, serviettes et essuie-mains . .	livre	—	90
	Remarque. Les tissus dénommés au présent article et contenant de la soie — si la soie n'y entre que comme dessins ou raies formés par quelques duites ou fils additionnels — acquittent 30 % en sus des droits spécifiés aux alinéas respectifs du présent article.			
ex 197	Velours et peluche, rubans de velours et de peluche avec poil de soie (ou de bourre			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
aus 186.	Wolle, gekämmte, gesponnene und gewundene:			
	1. gekämmte:			
	a) nicht gefärbte	Pud	4	50
	b) gefärbte	Pud	6	—
	2. gesponnene, ohne oder mit Beimengung von Baumwolle, Flachs oder Hanf:			
	a) nicht gefärbte	Pud	8	50
	b) gefärbte	Pud	9	80
	3. gewundene (aus zwei oder mehr Fäden gedrehte):			
	a) nicht gefärbte	Pud	9	80
	b) gefärbte	Pud	11	40
aus 187 u. 188	Aus den gemeinsamen Anmerkungen zu den Artikeln 187 und 188. 2. Baumwollene Gewebe jeder Art, Hals- und Taschentücher, Servietten, Tischtücher und dergleichen mit Mustern oder Streifen aus einigen ergänzenden Seidenfäden unterliegen den entsprechenden Zollsätzen der Artikel 187 und 188 mit einem Zuschlag von 50%. Von diesem Zuschlag bleiben frei die unter Absatz 4 des Artikels 187 und Absatz 4 des Artikels 188 fallenden Waaren.			
192.	Gewebe aus Jute, Flachs, Hanf und anderen, in Artikel 179 Absatz 3 bezeichneten Materialien, mit Ausnahme der in den Artikeln 191 und 193 genannten Gewebe, mit oder ohne Beimischung von Baumwolle, sowie auch in Verbindung mit Rauschgold:			
	1. Zwillich zu Matratzen und Möbeln, Teppichgewebe, Möbelstoffe und dergleichen schwere Gewebe	Pfund	—	40
	2. Sarsche, Köper, Satin, Panama, Drell, Kutil u. s. w. und dergleichen Gewebe für Kleider	Pfund	—	50
	3. Tischtücher, Servietten und Handtücher	Pfund	—	90
	Anmerkung. Wenn die in diesem Artikel benannten Gewebe Seide nur als Muster oder Streifen aus einigen Einschlagsfäden enthalten, so wird ein Zuschlag von 30% zu den in den betreffenden Absätzen dieses Artikels genannten Zollsätzen erhoben.			
aus 197.	Sammt und Plüsch, Sammt- und Plüschbänder, deren Pohl aus Seide (oder Abfallseide)			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en or. roubles	Droits en or. copecs
	de soie), ne contenant de la soie (ou de la bourre de soie) ni dans la chaîne ni dans la trame, — même avec une chaîne de lisière de soie ou de demi-soie d'un demi-pouce de largeur au plus, de chaque côté de l'étoffe ou du ruban	livre	8	—
199	Etoffes tissées et tricotées, non spécialement dénommées, en laine ou en poil de chèvre, unies, chinées, avec ou sans mélange de coton:			
	a) de toute espèce, hormis celles dénommées à l'alinéa b.	livre	1	5
	b) de laine peignée ou avec mélange de la dite laine	livre	1	5
200	Les mêmes tissus imprimés acquittent 30 % en sus des droits fixés par l'art. 199.			
	ex remarques communes aux art. 199 et 200.			
	1. Les étoffes de laine ou de poil de chèvre, avec chaîne ou trame seule en soie, acquittent les droits d'après les articles fixés pour les soieries; celles de ces étoffes, qui ne contiennent que des dessins ou des raies formés de quelques fils supplémentaires en soie, acquittent 20 % en sus des droits d'entrée fixés aux présents articles.			
205	Ouvrages tricotés et passementerie:			
	1. Ouvrages tricotés, même avec traces de couture:			
	a) en soie.	livre	5	—
	b) en demi-soie	livre	1	90
	c) en coton	livre	—	50
	de toute autre espèce	livre	—	60
	2. Cordons et tresses de passementerie, agréments, franges, glands, garnitures et autres ouvrages tressés:			
	a) en soie et en demi-soie	livre	1	90
	b) de toute autre espèce	livre	—	60
	Remarque. Les ouvrages dénommés aux alinéas 1c et 2b avec mélange de soie et de clinquant (or ou argent faux) en guise d'ornements acquittent 20 % en sus des droits d'entrée fixés par les dits alinéas.			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
	besteht, die aber weder in Kette noch im Schuss Seide (oder Abfallseide) enthalten, — auch mit einer Lisiere aus Seide oder Halbseide von höchstens ½ Zoll Breite auf jeder Seite des Stoffes oder Bandes .	Pfund	3	—
199.	Nicht besonders genannte gewebte und gestrickte Zeuge aus Wolle oder Ziegenhaar, glatte, buntgewebte, mit oder ohne Beimischung von Baumwolle:			
	a) jeder Art, mit Ausnahme der in Absatz b genannten	Pfund	1	5
	b) aus Kammwollgarn oder mit Beimischung von Kammwollgarn	Pfund	1	5
200.	Dieselben Gewebe, bedruckt, unterliegen der im Artikel 199 festgesetzten Zollgebühr mit einem Zuschlag von 30 Prozent.			
	Aus den gemeinsamen Anmerkungen zu den Artikeln 199 und 200.			
	1. Zeuge aus Wolle oder Ziegenhaar, in denen entweder die Kette oder der Einschlag allein aus Seide besteht, werden nach den Artikeln über Seidenwaaren verzollt; wenn jedoch diese Stoffe nur Muster oder Streifen aus einigen seidenen Einlagefäden enthalten, wird ein Zuschlag von 20% zu den in diesen Artikeln festgesetzten Zollsätzen erhoben.			
205.	Gestrickte Fabrikate und Posamentierarbeit:			
	1. Gestrickte Fabrikate, auch mit Anzeichen von Nähterei:			
	a) seidene	Pfund	5	—
	b) halbseidene	Pfund	1	90
	c) baumwollene	Pfund	—	50
	alle anderen	Pfund	—	60
	2. Schnüre und Posamentierbänder, Agramanten, Fransen, Quasten, Garnituren und andere geflochtene Fabrikate:			
	a) seidene und halbseidene	Pfund	1	90
	b) alle anderen	Pfund	—	60
	Anmerkung. Wenn die in Absatz 1c und 2b genannten Fabrikate eine Beimischung von Seide und Rauschgold als Verzierungen haben, so wird die dort festgesetzte Zollgebühr mit einem Zuschlage von 20% erhoben.			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en roubles or.	Droits en copecs or.
ex 206	Tulle de coton:			
	1. pour meubles (antigras) avec dessins brodés et tissés; rideaux en tulle et en mousseline	livre	1	20
ex 207	ex 2. Dentelles à la machine de toute sorte, hormis celles de soie	livre	3	15
ex 209	ex 3. Vêtements pour hommes, avec ou sans garniture:			
	b) en tissus de laine	livre	1	55
ex 211	Parapluies, parasols et cannes-parapluies:			
	ex 1. de toute sorte, recouverts de tissu de demi-soie, avec ou sans doublure, avec ou sans garniture	pièce	1	50
	ex 2. de toute sorte, recouverts d'étoffe de laine, avec ou sans garniture. . . .	pièce	—	60
	3. de toute sorte non spécialement dénommés, recouverts ou non recouverts d'étoffe, avec ou sans garniture, avec pommeau uni ou orné	pièce	—	35
ex 212	Boutons:			
	ex 1. métalliques de toute espèce, hormis ceux en or, en argent ou en platine (art. 148); boutons de toute espèce en lin, coton, laine et soie	livre	—	60
	ex 2. en porcelaine	livre	—	25
ex 215	Articles de mercerie et de toilette, non spécialement dénommés, montés ou non montés; jouets d'enfants:			
	1. mercerie fine, contenant des matières de prix, telles que: soie, aluminium, nacre, corail, écaille, ivoire, émail, ambre et autres matières précieuses, métaux ou compositions métalliques dorés ou argentés; ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés, en nacre, écaille, ivoire et ambre	livre	1	80
	2. mercerie commune, avec parties, montures ou ornements en métaux non précieux et alliages métalliques (non dorés et non argentés) en corne, os, bois,			

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Rubeln Gold.	Zollsatz in Kopeken Gold.
aus 206.	Baumwollener Tüll:			
	1. zu Möbeln (Antigras) mit gestickten oder eingewebten Mustern; Tüll- und Musselinvorhänge	Pfund	1	20
aus 207.	aus 2. Spitzen jeder Art, Maschinenarbeit, mit Ausnahme der seidenen	Pfund	3	15
aus 209.	aus 3. Männerkleider mit oder ohne Besatz:			
	b) aus Wollenzeugen	Pfund	1	55
aus 211.	Sonnen-, Regenschirme und Stöcke mit Schirmen:			
	aus 1. Jeder Art, überzogen mit Halbseidenzeug, mit oder ohne Unterlage (Futter), mit oder ohne Besatz	Stück	1	50
	aus 2. Jeder Art, überzogen mit Wollenzeug, mit oder ohne Besatz	Stück	—	60
	3. Nicht besonders benannte jeder Art, bezogen oder nicht bezogen, mit oder ohne Besatz, mit glattem oder verziertem Griffe	Stück	—	35
aus 212.	Knöpfe:			
	aus 1. Metallknöpfe jeder Art, mit Ausnahme der goldenen, silbernen und Platinknöpfe (Art. 148); aller Art leinene, baumwollene, wollene und seidene Knöpfe .	Pfund	—	60
	aus 2. Porzellanknöpfe	Pfund	—	25
aus 215.	Galanterie- und Toilettesachen, nicht besonders benannte, zusammengestellt und auseinandergenommen; Kinderspielwaaren:			
	1. werthvolle, aus Seide, Aluminium, Perlmutter, Korallen, Schildpatt, Elfenbein, Schmelz, Bernstein und dergleichen kostbaren Materialien, vergoldeten und versilberten Metallen und Metallkompositionen bestehend, nicht besonders genannte Fabrikate jeder Art aus Perlmutter, Schildpatt, Elfenbein und Bernstein . .	Pfund	1	80
	2. gewöhnliche, mit Theilen, Einfassungen oder Verzierungen aus nicht kostbaren Metallen und Metallkompositionen (unvergoldeten und unversilberten), aus			

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	Dénomination des marchandises.	Unités	Droits en roubles	copecs or.
	porcelaine, pierres, gemmes, verre, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et autres matières de bas prix; ouvrages de toute espèce, non spécialement dénommés, en corne, os, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et cire.	livre	—	40
	Remarque à l'alinéa 2. Acquittent les droits fixés au présent alinéa les objets y dénommés, même s'ils contiennent de la soie ou de la demi-soie comme garniture pour ornement.			
ex 216	Crayons de toute sorte, y compris ceux de couleur, assemblé ou non, conjointement avec le poids des boîtes dans lesquelles ils sont importés	livre	—	35
	Remarque 2. Les ardoises acquittent les droits fixés à l'art. 70, alinéa 2a, avec une majoration de 50 %.			
	in remarque 2. Les crayons d'ardoise, non recouverts de papier ou d'autres matières, suivent le régime des ardoises.			
	Tableau des droits de sortie.			
3	Chiffons et drilles de toute espèce, rognures de laine et demi-pâte de papier . . .	poud	—	30

Artikel des russischen Zolltarifs vom 11. Juni 1891.	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Gold. Rubeln	Zollsatz in Gold. Kopeken.
	Horn, Knochen, Holz, Porzellan, unedlen Steinen, Glas, Meerschaum, Fischbein, Gagat, Celluloid, Lava und dergleichen billigen Materialien; alle nicht besonders genannten Fabrikate aus Horn, Knochen, Meerschaum, Fischbein, Gagat, Celluloid, Lava und Wachs	Pfund	—	40
	Anmerkung zu Absatz 2. Die hier genannten Waaren entrichten denselben Zoll, auch wenn sie zur Verzierung mit Seide oder Halbseide ausgestattet sind.			
aus 216.	Bleistifte aller Art einschliesslich der Farbstifte, einzeln oder assortirt, mit den Schachteln, in denen sie eingeführt sind, zusammengewogen	Pfund	—	35
	Anmerkung 2. Schiefertafeln werden nach Art. 70 Absatz 2a mit 50% Zuschlag verzollt.			
	Zu Anmerkung 2. Schiefergriffel, nicht mit Papier oder anderen Stoffen überzogen, werden wie die Schiefertafeln behandelt.			
	Verzeichniss der Ausfuhrzölle.			
3.	Lappen und Lumpen jeder Art, sowie auch wollene Abschnitzel und Papierhalbmasse	Pud	—	30

Tarif B

annexé au Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Allemagne et la Russie.

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
ex 1	b)			Sang de bétail, frais et desséché; nerfs et et tendons; drèche; résidu de la distillation de l'eau-de-vie; balles de grains; son; germes de malt; cendres de charbon de terre; fumiers d'animaux et autres engrais, tels que charrée (cendres de bois lessivées), cendres de chaux, écume sèche de raffinerie de sucre et os d'animaux de toute sorte	—	exempts
	c)			Drilles de toute sorte; rognures de papier; maculatures de papier écrit ou imprimé; filets vieux et cordages vieux; charpie (linge effilé)	—	exempts
ex 4				(Brosserie et tamiserie:)		
	ex a)			(communes:)		
		1.		Brosses en écorces, en paille, en roseaux, en herbes, en racines, en joncs et matières similaires, même combinés avec du bois, du fer, non polis ni vernis .	100kilogr.	4
				Balais en écorces, en paille, en roseaux, en herbes, en racines, en joncs et matières similaires, même combinés avec du bois, du fer, non polis, ni vernis .	100kilogr.	3
ex 5		ex a)		Plombagine en tablettes et en pains, etc., comprimés et préparés	100kilogr.	2
		ex d)		Allumettes de bois	100kilogr.	10
ex 6	c)			Tôles et feuilles en fer à forger:		
		1.		brutes	100kilogr.	3
		2.		polies, vernies, laquées, cuivrées, étamées (fer-blanc), zinguées ou plombées	100kilogr.	5
	ex e			(Ouvrages en fer:)		
		ex 2.		(Ouvrages communs:)		
			β.	Dégrossis, vernis, cuivrés, zingués, étamés, plombés ou émaillés, mais non polis ni laqués; y compris patins, marteaux,		

(Uebersetzung)

Tarif B.

Anlage zum Handels- und Schiffahrtsvertrage zwischen Deutschland und Russland.

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).	Bezeichnung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
aus 1. b)	Blut von geschlachtetem Vieh, flüssiges und eingetrocknetes; Thierflechsen; Treber; Branntweinspülig; Spreu; Kleie; Malzkeime; Steinkohlenasche; Dünger, thierischer, und andere Düngungsmittel, als: ausgelaugte Asche, Kalkäscher, Knochenschaum oder Zuckererde und Thierknochen jeder Art	—	frei
c)	Lumpen aller Art; Papierspäne; Makulatur, beschriebene und bedruckte; alte Fischernetze, altes Tauwerk und alte Stricke; gezupfte Charpie	—	frei
aus 4. aus a)	(Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:) (grobe:)		
1.	Bürsten aus Bast, Stroh, Schilf, Gras, Wurzeln, Binsen und dergleichen, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen ohne Politur und Lack	100 kg	4
	Besen aus Bast, Stroh, Schilf, Gras, Wurzeln, Binsen und dergleichen, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen ohne Politur und Lack	100 kg	3
aus 5. aus a)	Graphit in gepressten und abgepassten kleinen Tafeln oder Blöcken und dergleichen	100 kg	2
aus d)	Zündhölzer	100 kg	10
aus 6. e)	Platten und Bleche aus schmiedbarem Eisen:		
1.	rohe	100 kg	3
2.	polirte, gefirnisste, lackirte, verkupferte, verzinnte (Weissblech), verzinkte oder verbleite	100 kg	5
aus e)	(Eisenwaaren:)		
aus 2.	(grobe:)		
β.	abgeschliffen, gefirnisst, verkupfert, verzinkt, verzinnt, verbleibt oder emaillirt, jedoch weder polirt noch lackirt; ebenso alle		

Articles du tarif allemand (en vigueur le dès 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
				cognées haches, serrures ordinaires, coutellerie commune, faux, faucilles, étrilles, horloges d'édifices publics, clefs pour écrous, équerres, vis à bois, vis pour serrures, pour roues, à fil de fer, tenailles, clefs simplement étampées, fourches à fumier et à foin	100 kilogr	10
		ex 3.		(Ouvrages fins :)		
			α.	en fonte fine, telle que ornements legers en fonte, fonte polie, fonte d'art, fonte malléable;		
			β.	en fer à forger, polis ou laqués, tels que couteaux, ciseaux, aiguilles à tricoter et crochets (à crocheter), ouvrages de fourbisseur, etc.		
				tous lesdits objets en tant que non repris à d'autres numéros du tarif, même quand ils sont combinés avec du bois ou d'autres matières, pourvu que, par le fait de la combinaison, ils ne rentrent pas dans la Mercerie (No 20)	100 kilogr	24
ex 7	a)			Terres et substances minérales brutes, calcinées, lavées ou moulues, minerais, même apprêtés, non spécialement tarifés; métaux fins en monnaie, en barres et en débris d'objets; fibres d'amiante, même épurées, mastic d'amiante, pâte d'amiante liquide	—	exempts
	b)			Carton et papier d'amiante en feuilles, rouleaux ou plaques:		
		1.		non moulés	100 kilogr	10
		2.		moulés, même estampés	100 kilogr	24
8				Lin et autres matières textiles végétales, non compris le coton, bruts, rouis, teillés, peignés, et déchets desdites matières .	—	exempts
ex 9	a)			Froment	100 kilogr	3,50
	b)		α.	Seigle	100 kilogr	3,50
			β.	Avoine	100 kilogr	2,80
			γ.	Sarrasin	100 kilogr	2
			δ.	Légumes secs (Hülsenfrüchte)	100 kilogr	1,50

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).				Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
				Schlittschuhe, Hämmer, Beile, Aexte, ordinäre Schlösser, grobe Messer, Sensen, Sicheln, Strigeln, Thurmuhren, Schrauben Winkelhaken Holz-, Schloss-, Radschlüssel, und Drahtschrauben, Zangen, gepresste Schlüssel, Dung- und Heugabeln . .	100 kg	10
		aus 3		(feine:)		
			α.	aus feinem Eisenguss, als: leichtem Ornamentguss, polirtem Guss, Kunstguss, schmiedbarem Guss;		
			β.	aus schmiedbarem Eisen, polirt oder lackrt; wie Messer, Scheeren, Stricknadeln. Häkelnadeln, Schwertfegerarbeit u. s. w.		
				alle diese Gegenstände, anderweitig nicht genannt, auch in Verbindung mit Holz und anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter Nr. 20 fallen. . .	100 kg	24
aus 7.	a)			Erden und rohe mineralische Stoffe, auch gebrannt, geschlemmt oder gemahlen, im gleichen Erze, auch aufbereitete, soweit diese Gegenstände nicht mit einem Zollsatze namentlich betroffen sind; edle Metalle, gemünzt, in Barren oder Bruch, Asbestfiber, auch gereinigt; Asbestkitt und Asbestanstrichmasse	—	frei
	b)			Pappe und Papier aus Asbest in Bogen, Rollen oder Platten:		
		1.		ungeformt	100 kg	10
		2.		geformt. auch durchlocht	100 kg	24
8.				Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch Abfälle	—	frei
aus 9.	a)			Weizen	100 kg	3,50
	b)		α.	Roggen	100 kg	3,50
			β.	Hafer	100 kg	2,80
			γ.	Buchweizen	100 kg	2
			δ.	Hülsenfrüchte	100 kg	1,50

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
			ε.	Autres grains non dénommés	100 kilogr	1
	c)			Orge	100 kilogr	2
	d)		α.	Colza et navette, oeillette, sésame, arachide et autres fruits à huile non dénommés	100 kilogr	2
			ex β.	Graine de lin	—	exempte
	ex e)			Maïs	100 kilogr	1,60
	ex f)			Malt (orge maltée)	100 kilogr	3,60
	g)			Anis, coriandre, fenouil, carvi . . .	100 kilogr	3
	ex i)			Chicorée séchée	100 kilogr	0,80
	k)			Produits agricoles non dénommés ailleurs	—	exempts
ex 10	e)			Pendeloques de lustre en verre, boutons de verre, même de couleur; verre massif blanc, non spécialement dénommé; verre moulé, égrisé, poli, adouci, taillé, gravé à l'eau forte, à dessins, ne rentrant pas dans les lettres d ou f	100 kilogr	12
ex 11	ex a)			Crins bruts, peignés, bouillis, teints, frisés, filés; soies de porc et de sanglier; plumes à lit, brutes	—	exempts
	ex f)			Plumes à lit, nettoyées et apprêtées . .	—	exemptes
12				Peaux et pelleteries:		
	a)			Peaux grandes et petites, brutes (vertes, salées, passées à la chaux, sèches) pour tannage, même dépouillées de leur poil	—	exemptes
	b)			Pelleteries pour fourrures	—	exemptes
ex 13	ex a)			Charbon de bois; rognures de corne, sabots et griffes, os, (comme matières à tailler), bruts	—	exempts
	b)			Tan, écorces à tan, moulues ou non . .	—	exempts
	ex c)			(Bois à construire et pour usages industriels:)		
		1.		brut ou simplement ébauché à la hache ou scié en travers ou dégrossi, avec ou sans écorce; douves en chêne pour futaille	100 kilogr Mètre cube	0,20 1,20
		2.		Bois fendu dans le sens de la longueur préparé autrement que par un dégrossissage à la hache, ou bébité en morceaux; douves ne rentrant pas		

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).			Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
		ε.	andere, nicht besonders genannte Getreidearten	100 kg	1
	c)		Gerste	100 kg	2
	d)	α.	Raps, Rübsaat, Mohn, Sesam, Erdnüsse und anderweit nicht genannte Oelfrüchte	100 kg	2
		aus β	Leinsaat	—	frei
	aus e)		Mais	100 kg	1,60
	aus f)		Malz (gemalzte Gerste)	100 kg	3,60
	g)		Anis, Koriander, Fenchel und Kümmel .	100 kg	3
	aus i)		Cichorien, getrocknet (gedarrt)	100 kg	0,80
	k)		Erzeugnisse des Landbaues, anderweit nicht genannt	—	frei
aus 10	e)		Behänge zu Kronleuchtern von Glas; Glasknöpfe, auch gefärbte; massives, weisses Glas, nicht besonders benanntes; gepresstes, geschliffenes, polirtes, abgeriebenes, geschnittenes, geätztes, gemustertes Glas, insoweit es nicht unter d oder f fällt	100 kg	12
aus 11	aus a)		Pferdehaare, roh, gehechelt, gesotten, gefärbt, auch in Lockenform gelegt, gesponnen; Borsten; rohe Bettfedern . .	—	frei
	aus f)		Bettfedern, gereinigt und zugerichtet . .	—	frei
12.			Häute und Felle:		
	a)		Häute und Felle, rohe (grüne, gesalzene, gekalkte, trockene), zur Lederbereitung, auch enthaart	—	frei
	b)		Felle zur Pelzwerk- (Rauchwaaren-) Bereitung	—	frei
aus 13	aus a)		Holzkohlen, Hornspähne, Klauen, Knochen (als Schnitzstoffe), rohe	—	frei
	b)		Holzborke und Gerberlohe	—	frei
	aus c)		Bau und Nutzholz:		
		1.	roh oder lediglich in der Querrichtung mit der Axt oder Säge bearbeitet oder bewaldrechtet, mit oder ohne Rinde; eichene Fassdauben	100 kg oder 1 Festmeter	0,20
		2.	in der Richtung der Längsachse beschlagen oder auf anderem Wege als durch Bewaldrechtung vorgearbeitet oder zerkleinert; Fassdauben, welche		1,20

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
(ex13)	(ex c)	(2.)		sous le No 1; osier pour vannerie et bois: pour cercles, non pelés; moyeux, jantes de roues et rais.	100 kilogr Mètrecube	0,30 1,80
		3.		Bois scié dans le sens de la longueur; planches non rabotées; bois d'équarrissage et autres ouvrages sciés et découpés	100 kilogr Mètrecube	0,80 4,80
	d)			Tonnellerie commune, non peinte; tour (ouvrages de), communs, non peints; menuiserie commune, non peinte, et autres articles en bois simplement ébauchés au rabot, non compris les meubles en bois dur ou plaqués; charronnage (ouvrages de) ébauchés; osier pour vannerie, pelé; vannerie commune, non peinte, non passée au mordant, non polie, ni vernie; rotin, passé au mordant ou refendu	100 kilogr	3
				Vannerie en copeaux, non peinte . . .	100 kilogr	1
				Corne en feuillets; os bruts, simplement débités en feuilles ou plaques . . .	100 kilogr	1,50
	e)			Bois débité en feuilles de placage; parties de parquets non assemblées, non passées au mordant	100 kilogr	5
	ex g)			Vannerie fine	100 kilogr	30
				Vannerie en copeaux, peinte.	100 kilogr	10
				Nota sur la lettre g:		
				1. Cornes de buffles et d'autres animaux à corne, aplanies, polies ou autrement préparées pour être employées	100 kilogr	40
				2. Boutons de corne moulés	100 kilogr	30
ex 15	ex b)			Machines:		
		ex 2.		d'après la matière qui domine en poids:		
			α.	— en bois	100 kilogr	3
ex 20	ex b)	2.		Ouvrages désignés sous la dénomination de Mercerie et Quincaillerie fines (articles de parure pour homme et femme, et objets propres à garnir les toilettes et les étagères, etc.):		
				— en tout ou partie d'aluminium en autres métaux communs, mais d'un travail fin, plus ou moins recouverts de		

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).				Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
(aus 13).	(aus c)	(2.)		nicht unter 1 fallen; ungeschälte Korbweiden und Reifenstäbe, Naben; Felgen und Speichen	100 kg oder 1 Festmeter	0,30 1,80
		3.		in der Richtung der Längsachse gesägt; nicht gehobelte Bretter; gesägte Kanthölzer und andere Säge- und Schnittwaaren	100 kg oder 1 Festmeter	0,30 4,80
	d)			grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und blos gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, mit Ausnahme der Möbel von Hartholz und der fournirten Möbel; geschälte Korbweiden; grobe Korbflechterwaaren, weder gefärbt, gebeizt, lackirt, polirt noch gefirnisst; Stuhlrohr, gebeiztes oder gespaltenes	100 kg	3
				Spangeflechte, ungefärbt	100 kg	1
				Hornplatten und rohe blos geschnittene Knochenplatten	100 kg	1,50
	e)			Holz in geschnittenen Fournieren; unverleimte, ungebeizte Parketbodentheile .	100 kg	5
	aus g)			feine Korbflechterwaaren	100 kg	30
				Spangeflechte, gefärbte	100 kg	10
				Anmerkung zu g:		
				1. Hornstäbe aus Büffel- oder anderen Thierhörnen, geebnete, glatte oder sonst zur Verwendung bereits vorgerichtete .	100 kg	40
				2. Gepresste Hornknöpfe.	100 kg	30
aus 15	aus b)			Maschinen:		
		aus 2.		je nachdem der überwiegende Bestandtheil gebildet wird:		
			a.	aus Holz	100 kg	3
aus 20	aus b)	2.		feine Galanterie- und Quincailleriewaaren (Herren- und Frauenschmuck, Toiletten- und sogenannte Nippestischsachen u. s. w.):		
				— ganz oder theilweise aus Aluminium, aus anderen unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet und entweder mehr oder		

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).			Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
(ex20)	(exb)	(2.)	nickel, plus ou moins dorés, argentés ou vernis, ou dans lesquels entrent les pierres demi-fines ou pierres fausses, l'albâtre, l'émail, ou avec parties sculptées ou ciselées, avec pâtes, avec camées, ornements coulés en métaux	100 kilogr	175
ex21	ex b)		Cuirs pour semelles; peaux pour gants, dites de Bruxelles et de Danemark	100 kilogr	30
ex22			Lin et chanvre (Fils et tissus de), c'est-à-dire fils, tissus et bonneterie de lin et autres matières textiles végétales, non compris le coton:		
	a)		Fil non teint, non imprimé, non blanchi, y compris les fils similaires retors de jute et de chanvre de Manille:		
		1.	Jusqu'au No 8 anglais	100 kilogr	5
			Fil de jute jusqu'au No 8 anglais . .	100 kilogr	4
		2.	Au-dessus du No 8 jusqu'au No 20 anglais	100 kilogr	6
			Fil de jute au dessus du No 8 jusqu'au No 20 anglais	100 kilogr	5
		3.	Du No 20 au No 35 anglais . . .	100 kilogr	9
		4.	Au-dessus du No 35 anglais. . . .	100 kilogr	12
	c)		Fil à coudre, assorti; fil retors non dénommé sous les lettres a, b et d . .	100 kilogr	36
	d)		Fil à coudre, retors, assorti, de lin ou autres filaments végétales, à l'exception du coton	100 kilogr	60
	e)		Cordages:		
		1.	Cordes, câbles, même blanchis ou goudronnés	100 kilogr	10
		2.	Cordages de toute sorte, hormis ceux désignés sous le No 1	100 kilogr	24
	ex f)		Toile, coutil et treillis, non teints, non imprimés, non blanchis:		
		1.	ayant, sur une surface carrée de 4 centimètres carrés, jusqu'à 40 fils, chaîne et trame comprises; tapis de pied en chanvre de Manille, en fibres de noix de coco, en jute et autres filaments similaires, non teints . .	100 kilogr	12

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).			Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
(aus 20)	(aus b)	(2.)	weniger vernickelt, vergoldet oder versilbert, oder auch vernirt, oder in Verbindung mit Halbedelsteinen, oder nachgeahmten Edelsteinen, Alabaster, Email, oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Kameen, Ornamenten in Metallguss und dergleichen	100 kg	175
aus 21	aus b)		Sohlleder; brüsseler und dänisches Handschuhleder	100 kg	30
aus 22			Leinengarn, Leinwand und andere Leinenwaaren, d. i. Garn und Webe- oder Wirkwaaren aus Flachs oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen mit Ausnahme von Baumwolle:		
	a)		Garn, ungefärbt, unbedruckt, ungebleicht, auch dergleichen gezwirntes Garn aus Jute oder Manillahanf:		
		1.	bis Nr. 8 englisch	100 kg	5
			Jutegarn bis zu Nr. 8 englisch . . .	100 kg	4
		2.	über Nr. 8 bis Nr. 20 englisch . . .	100 kg	6
			Jutegarn über Nr. 8 bis Nr. 20 englisch	100 kg	5
		3.	über Nr. 20 bis Nr. 35 englisch . .	100 kg	9
		4.	über Nr. 35 englisch	100 kg	12
	c)		accommodirtes Nähgarn; Zwirn unter a, b und d nicht genannt	100 kg	36
	d)		accomodirter Nähzwirn, aus Flachs oder anderen Pflanzenfasern, jedoch nicht aus Baumwolle	100 kg	60
	e)		Seilerwaaren:		
		1.	Seile, Taue und Stricke, auch gebleicht oder getheert	100 kg	10
		2.	aller Art, mit Ausnahme der unter 1 genannten	100 kg	24
	aus f)		Leinwand, Zwillich, Drillich, ungefärbt, unbedruckt, ungebleicht:		
		1.	bis 40 Fäden in der Kette und dem Schuss zusammen auf eine quadratische Gewebefläche von 4 qcm; Fussdecken aus Manillahanf-, Kokos-, Jute- und ähnlichen Fasern, ungefärbt . . .	100 kg	12

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
	(ex f)	(1.)		Toile d'emballage de jute, de chanvre de Manille ou d'autres matières similaires, à l'exception du lin, non teinte, non imprimée, non blanchie, ayant jusqu'à 40 fils, chaîne et trame comprises, dans 4 centimètres carrés	100 kilogr	10
	k)			Dentelles de fil	100 kilogr	600
ex 25	ex o)	1.		Vin en futailles:		
				— Vin et moût de raisin en futailles .	100 kilogr	20
				— Vin rouge et moût pour vin rouge pour le coupage, sous contrôle. . .	100 kilogr	10
				— Vin pour la fabrication du cognac, sous cotrôle	100 kilogr	10
	f)			Beurre, même artificiel	100 kilogr	16
	ex g)	ex 1.		Viande de boucherie, fraîche, excepté la viande de porc	100 kilogr	15
				Viande de porc, fraîche, et viande préparée, excepté le lard frais ou préparé	100 kilogr	17
				Extrait de viande et tablettes de bouillon	100 kilogr	20
		ex 2.		Poisson:		
			γ.	conservé dans le vinaigre, l'huile ou des épices, en barils	100 kilogr	12
		3.		Volaille de toute sorte tuée	100 kilogr	12
				Gibier de toute espèce tué	100 kilogr	20
	n)			Caviar et succédanés du caviar	100 kilogr	150
	o)			Fromages à pâte dure, en pains, ayant la forme de meules, la pièce pesant au moins 50 kilogrammes	100 kilogr	15
				Autres fromages	100 kilogr	20
	ex p)	ex 1.		Confitures et sucreries, pâtisseries de toute sorte, fruits, épices, légumes et autres comestibles (champignons, truffes, volailles, coquillages de mer, etc.) conservés au sucre, au vinaigre, à l'huile, au sel, ou étuvés, en bocaux, boîtes, etc.; moutarde préparée; câpres, pâtés, sauces et autres produits alimentaires de luxe	100 kilogr	60

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1891 ab geltenden Fassung).				Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
	(aus f)	(1.)		Packleinwand aus Jute oder Manillahanf, sowie den diesen gleichstehenden Spinnstoffen (Flachs ausgenommen), ungefärbt, unbedruckt, ungebleicht, bis 40 Fäden in der Kette und dem Schuss zusammen auf eine quadratische Gewebefläche von 4 qcm	100 kg	10
	k)			Zwirnspitzen	100 kg	600
aus 25	aus e)	1.		Wein in Fässern:		
				— Wein und Most in Fässern . . .	100 kg	20
				— Rother Wein und Most zu rothem Wein zum Verschneiden, unter Kontrole	100 kg	10
				— Wein zur Cognacbereitung, unter Kontrole	100 kg	10
	f)			Butter, auch künstliche	100 kg	16
	aus g)	aus 1.		Fleisch, ausgeschlachtetes, frisches, mit Ausnahme von Schweinefleisch . .	100 kg	15
				Schweinefleisch, ausgeschlachtetes, frisches, und Fleisch zubereitetes, mit Ausnahme von Speck, frisch oder zubereitet	100 kg	17
				Fleischextract, flüssiger, und Tafelbouillon	100 kg	20
		aus 2.		Fische:		
			γ.	mit Essig, Oel oder Gewürzen zubereitete, in Fässern eingehend . . .	100 kg	12
		3.		Federvieh aller Art, nicht lebend . .	100 kg	12
				Wild aller Art, nicht lebend	100 kg	20
	n)			Kaviar und Kaviarsurrogate	100 kg	150
	o)			Hartkäse in mühlsteinförmigen Laiben, das Stück im Gewicht von mindestens 50 Kilogramm	100 kg	15
				anderer Käse	100 kg	20
	aus p)	aus 1.		Konfitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk aller Art; mit Zucker, Essig, Oel, oder sonst, namentlich alle in Flaschen, Büchsen und dergleichen eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Verzehrungsgegenstände (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere und dergleichen); zubereiteter Senf; Kapern,		

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).			Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
(ex 25)	(ex p)	(ex l)	Farine lactée (de Nestlé et autres) . .	100 kilogr	50
			Concombres marines ou salés (dits concombres de Znaïm) additionnés des épices reprises en i, No 25, ou avec une légère addition d'autres légumes, en futailles, cruchons ou récipients de poterie ou de verre, etc. . . ,	100 kilogr	4
		ex 2.	Fruits, graines et semences, baies, feuilles et fleurs, champignons, légumes, séchés, torréfiés, pulvérisés, simplement cuits ou salés, et ne rentrant dans aucune autre catégorie du tarif, jus de fruits et de baies, cuits, sans sucre	100 kilogr	4
	q)	2.	Préparations de grains et de légumes secs (pois, haricots, etc.), savoir: grains mondés ou concassés, gruaux, semoule, farine, articles de boulangerie, ordinaires	100 kilogr	7,30
ex 26	g)		Résidus solides de la fabrication des huiles grasses, même moulus	—	exempts
	ex h)		Graisses d'oie et autres graisses fondues, telles qu'oléomargarine, graisse économique (mélanges de graisses analogues au suif avec de l'huile), moëlle de boeuf	100 kilogr	10
	k)		Graisse et huile de poisson	100 kilogr	3
	l)		Suif de boeuf et de mouton, graisse d'os et autres graisses animales non dénommées ailleurs	100 kilogr	2
ex 27	a)		Pâte de chiffons, non blanchie ou blanchie	—	exempte
	ex b)		Pâte de bois, de paille, de sparte ou d'autres filaments pour la fabrication du papier, blanchie ou non blanchie; papier buvard gris et papier de paille grossier, jaune; carton autre que carton glacé et que carton-cuir	100 kilogr	1
		c)	Papier d'emballage non repris aux lettres b ci-avant et d ci-après, non lissé . .	100 kilogr	3

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).			Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
	(aus p)	(aus l)	Pasteten, Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses	100 kg	60
			Kindermehl (Nestlemehl und dergleichen)	100 kg	50
			in Essig eingelegte oder eingesalzene Gurken (sogenannte Znaimer Gurken) mit Zuthaten von Gewürzen der Nr. 25 i oder auch mit geringen Zusätzen anderer Gemüse, in Fässern, Krügen, Töpfen, Gläsern und dergleichen	100 kg	4
		aus 2	Obst, Sämereien, Beeren, Blätter, Blüthen, Pilze, Gemüse, getrocknet, gebacken, gepulvert, blos eingekocht oder gesalzen, alle diese Erzeugnisse, soweit sie nicht unter anderen Nummern des Tarifs begriffen sind; Säfte von Obst und Beeren zum Genuss ohne Zucker eingekocht	100 kg	4
	q)	2.	Mühlenfabrikate aus Getreide und Hülsenfrüchten, nämlich geschrotene oder geschälte Körner, Graupe, Gries, Grütze, Mehl; gewöhnliches Backwerk (Bäckerwaare)	100 kg	7,50
aus 26	g)		Rückstände, feste, von der Fabrikation fetter Oele, auch gemahlen . . .	—	frei
			Schmalz von Gänsen, sowie andere schmalzartige Fette, als: Oleomargarin, Sparfett (Gemisch von talgartigen Fetten mit Oel), Rindsmark (beef marrow)	100 kg	10
	k)		Fischspeck, Fischthran	100 kg	3
	l)		Talg von Rindern und Schafen, Knochenfett und sonstiges Thierfett, anderweit nicht genannt	100 kg	2
aus 27	a)		ungebleichtes oder gebleichtes Halbzeug aus Lumpen	—	frei
	aus b)		ungebleichter oder gebleichter Halbstoff zur Papierfabrikation aus Holz, Stroh, Esparto oder anderen Fasern; graues Lösch- und gelbes, rauhes Strohpapier; Pappe mit Ausnahme der Glanz- und Lederpappe	100 kg	1
	c)		Packpapier, nicht unter b oder d begriffen, ungeglättet.	100 kg	3

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).			Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
(ex 27)	d)		Papier d'amballage, lissé	100 kilogr	3
			Carton glacé et carton-cuir; carton à presser	100 kilogr	6
	e)		Papier à imprimer, à écrire, buvard, de soie, de toute sorte, et papier lithographié, imprimé ou ligné, pour notes, pour étiquettes, pour lettres de voiture, pour devises, etc.	100 kilogr	6
			Papier doré ou argenté, à dessins d'or ou d'argent, ou découpé à jour, à l'emporte-pièce, etc.; bandes desdites sortes de papier; carton à peindre ou à dessiner	100 kilogr	10
28			Pelleteries:		
	a)		Pelisses de fourrure doublées, bonnets fourrés doublés, gants de fourrure doublés, couvertures de fourrure avec doublure, fourrures doublées, garnitures et autres articles analogues doublés	100 kilogr	150
	b)		Pelisses de mouton confectionnées mais non doublées, couvertures confectionnées mais non doublées, peaux de mouton ou d'angora, blanchies ou teintes, confectionnées, mais non doublées, garnitures et fourrures non doublées, pour pelisses	100 kilogr	6
ex 30	a)		Soies en cocons; soie grège ou moulinée, bourre de soie peignée, filée ou retorse; toutes lesdites soies non teintes; déchets de soie teinte . . .	—	exempts
	b)		Ouat de soie.	100 kilogr	24
	ex e)	1.	Tissus de soie ou de bourre de soie, même combinés avec des fils métalliques; tissus de soie mélangés d'autres matières textiles, ainsi que de fils métalliques	100 kilogr	800
			Tissus de soie ou de bourre de soie .	100 kilogr	600
ex 33	a)		Pierres brutes ou simplement taillées, même moulues	—	exemptes
	ex b)		Meules de moulin, même avec cercle en fer	—	exemptes
36			Goudron, poix, résines de toute sorte; asphalte	—	exempts

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).			Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
(aus 27).	d)		Packpapier, geglättetes	100 kg	3
			Glanz- und Lederpappe, Pressspähne . .	100 kg	6
	e)		Druck-, Schreib-, Lösch- und Seidenpapier aller Art, sowie lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, vorgerichtetes Papier zu Rechnungen, Etiketten, Frachtbriefen, Devisen u. s. w..	100 kg	6
			Gold- und Silberpapier; Papier mit Gold- oder Silbermuster; durchschlagenes Papier; imgleichen Streifen von diesen Papiergattungen; Malerpappe	100 kg	10
28.			Pelzwerk (Kürschnerarbeiten):		
	a)		überzogene Pelze, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze und dergleichen	100 kg	150
	b)		fertige, nicht überzogene Schafpelze, desgleichen weissgemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- oder Schaffelle, ungefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	100 kg	6
aus 30	a)		Seidenkokons; Seide, abgehaspelt (unfilirt, Greze) oder gesponnen (filirt); Floretseide, gekämmt, gesponnen oder gezwirnt; alle diese Seide nicht gefärbt, auch Abfälle von gefärbter Seide	—	frei
	b)		Seidenwatte	100 kg	24
	aus e)	1.	Waaren aus Seide oder Floretseide, in Verbindung mit Metallfäden; Waaren aus Seide, gemischt mit anderen Spinnmaterialien und zugleich in Verbindung mit Metallfäden	100 kg	800
			Waaren aus Seide oder Floretseide . .	100 kg	600
aus 33	a)		Steine, roh oder blos behauen, auch gemahlen	—	frei
	aus b)		Mühlsteine, auch mit eisernen Reifen	—	frei
36.			Theer; Pech; Harze aller Art; Asphalt (Bergtheer)	—	frei

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
87				Animaux et produits du règne animal, non dénommés ailleurs:		
	a)			Animaux vivants et produits animaux non dénommés d'autre part; ruches renfermant des abeilles vivantes . .	—	exempts
	b)			Oeufs de volaille	100 kilogr	2
ex 38	f)			Porcelaine et produits analogues à la porcelaine (parian, jaspe, etc.):		
		1.		Blancs	100 kilogr	10
		2.		De couleur, avec bords en couleur, avec impressions, peints, dorés, argentés .	100 kilogr	20
				Combinés avec d'autres matières, en tant que, par la combinaison, ils ne rentrent pas dans le No 20 (mercerie)	100 kilogr	24
ex 39	b)			Taureaux et vaches	Tête	9
	c)			Boeufs	Tête	25,50
				Nota sur la lettre c. Pour les habitants des frontières, les boeufs de travail, de deux ans et demi à cinq ans peuvent être introduits au droit de 20 marks par tête, s'il est démontré d'une manière évidente qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du fonds appartenant à l'importateur.		
	d)			Bouvillons, taurillons et génisses au-dessous de deux ans et demi . . .	Tête	5
	e)			Veaux de moins de six semaines . .	Tête	3
	f)			Porcs	Tête	5
	g)			Cochons de lait de moins de 10 kilogr.	Tête	1
	h)			Moutons, brebis et béliers.	Tête	1
	i)			Agneax.	Tête	0,40
ex 41	a)			Laine, brute, teinte, moulue; poils d'animaux non dénommés ailleurs, bruts, peignés, bouillis, teints, frisés . . .	—	exempts
	ex d)	1.		Lisières.	—	exemptes
		2.		Feutres grossiers, non imprimés, non teints	100 kilogr	3
		5.		Draps et tissus non imprimés, ne rentrant pas sous les Nos 7 et 8:		
			α.	D'un poids dépassant 200 grammes pour une surface de 1 mètre carré, à l'exception de ceux qui sont spécialement dénommés ci-après	100 kilogr	135

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).				Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
37.				Thiere und thierische Produkte, nicht anderweit genannt:		
	a)			Lebende Thiere und thierische Produkte, anderweitig nicht genannt; ferner Bienenstöcke mit lebenden Bienen .	—	frei
	b)			Eier von Geflügel	100 kg	2
aus 38	f)			Porzellan und porzellanartige Waaren (Parian, Jaspis u. s. w.):		
		1.		weiss	100 kg	10
		2.		farbig, gerändert, bedruckt, bemalt, vergoldet, versilbert	100 kg	20
				in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter Nr. 20 fallen	100 kg	24
aus 38	b)			Stiere und Kühe	1 Stück	9
	c)			Ochsen	1 Stück	25,50
				Anmerkung zu c. Für Bewohner des Grenzbezirkes dürfen unter den vom Bundesrath vorzuschreibenden besonderen Kontrolen Zugochsen von $2^1/_2$ bis 5 Jahren zu dem Zollsatze von 20 Mark für 1 Stück eingeführt werden, sofern sie zum eigenen Wirthschaftsbetriebe nachweislich nothwendig sind.		
	d)			Jungvieh im Alter bis zu $2^1/_2$ Jahren .	1 Stück	5
	e)			Kälber unter 6 Wochen	1 Stück	3
	f)			Schweine	1 Stück	5
	g)			Spanferkel unter 10 kg	1 Stück	1
	h)			Schafvieh	1 Stück	1
	i)			Lämmer	1 Stück	0,50
aus 41	a)			Wolle, rohe, gefärbte, gemahlene; ferner Haare, nicht anderweit genannte, roh, gehechelt, gesotten, gefärbt, auch in Lockenform gelegt	—	frei
	aus d)	1.		Tuchleisten	—	frei
		2.		grobe unbedruckte, ungefärbte Filze .	100 kg	3
		aus 5		unbedruckte Tuch- und Zeugwaaren, soweit sie nicht zu Ziffer oder 7 8 gehören:		
			α.	im Gewicht von mehr als 200 Gramm auf den Quadratmeter Gewebefläche, mit Ausnahme der hierunter besonders aufgeführten	100 kg	135

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 février 1892).				Dénomination des marchandises.	Unités.	Droits en marks.
(ex41)	(ex d)	(5.)		Tissus feutrés, en laine, écrus, même combinés avec du coton ou du lin, tissés sans fin pour la fabrication de pâtes de bois et de paille, de cellulose et de papier	100 kilogr	100
		6.	α.	Tissus imprimés ne rentrant pas parmi les tapis de pied, d'un poids supérieur à 200 grammes pour une surface de 1 mètre carré; passementerie et boutonnerie; peluches; tissus combinés avec des fils métalliques . .	100 kilogr	150
			β.	Tissus imprimés ne rentrant pas parmi les tapis, du poids de 200 grammes ou moins, pour une surface de 1 mètre carré.	100 kilogr	220

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu ce jour à Berlin entre l'Allemagne et la Russie, les soussignés sont convenus de ce qui suit:

Première partie

relative au texte du Traité.

Aux articles 1 et 12.

En ce qui concerne les passe-ports, les ressortissants des deux Parties contractantes seront traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Aux articles 5, 6, 7, 9 et 10.

Certaines marchandises étant actuellement soumises en Russie à des droits plus élevés à l'entrée par la

(Uebersetzung.)

Schlussprotokoll.

Im Begriff, zur Unterzeichnung des zu Berlin am heutigen Tage abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen Deutschland und Russland zu schreiten, sind die Unterzeichneten über folgende Punkte übereingekommen:

Erster Theil.

Zum Vertragstext.

Zu Artikel 1 und 12.

Im Passwesen werden die Angehörigen beider Theile wie die der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Zu den Artikeln 5, 6, 7, 9 und 10.

Im Hinblick darauf, dass zur Zeit in Russland gewisse Waaren bei der Einfuhr über die Landgrenze höheren

Artikel des deutschen Tarifs (nach der vom 1. Februar 1892 ab geltenden Fassung).				Benennung der Waaren.	Einheit.	Zollsatz in Mark.
(aus 41.)	(aus d)	(aus 5.)		rohe Filztücher aus Wolle, auch in Verbindung mit Baumwolle oder Leinen, endlos gewebt, zur Holzstoff-, Strohstoff-, Cellulose- und Papierfabrikation	100 kg	100
		6.	α.	bedruckte Waaren, soweit sie nicht zu den Fussdecken gehören, im Gewicht von mehr als 200 Gramm auf den Quadratmeter Gewebefläche; ferner Posamentier- und Knopfmacherwaaren; Plüsche; Gespinnste in Verbindung mit Metallfäden	100 kg	150
			β.	bedruckte Waaren, soweit sie nicht zu den Fussdecken gehören, im Gewicht von 200 Gramm oder weniger auf den Quadratmeter Gewebefläche . .	100 kg	220

frontière de terre qu'à l'entrée par la mer Baltique, il est entendu que le jour où le présent traité entrera en vigueur, les droits à l'entrée par la frontière de terre seront réduits aux taux des droits à l'entrée par la mer Baltique, et qu'aucun nouveau droit différentiel favorisant les importations par la voie maritime de la mer Baltique, de la mer Noire et de la mer d'Azow (le littoral du Caucase excepté) ne sera établi.

De son côté, le Gouvernement Allemand s'engage à n'admettre pour aucune des frontières de l'Empire Allemand des droits de douane autres ou plus favorables que ceux prélevés à la frontière russe. Exception est faite, toutefois, pour le sel, pour les blocs sciés et ouvrages grossiers en pierre de taille et les

Zollsätzen unterliegen als bei der Einfuhr über die Ostsee, besteht Einverständniss darüber, dass vom Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Vertrages die Zölle bei der Einfuhr über die Landgrenze auf die Sätze der Zölle bei der Einfuhr über die Ostsee ermässigt werden sollen, und dass kein neuer, die Einfuhr über die Ostsee, das Schwarze und das Asow'sche Meer (mit Ausnahme der kaukasischen Küste) begünstigender Unterscheidungszoll eingeführt werden darf.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich ihrerseits, an keiner Grenze des Deutschen Reichs andere oder günstigere Zölle einzuführen als an der russischen Grenze. Eine Ausnahme wird jedoch gemacht für Salz, gesägte Blöcke und grobe Steinmetzarbeiten sowie für rohe Schieferplatten (Nr. 25 t, 33 d und 33 e des Deut-

plaques d'ardoises brutes (articles 25 t, 33 d et 33 e du tarif douanier allemand), marchandises pour lesquelles l'Allemagne se réserve de maintenir les différences actuelles entre les droits perçus à l'entrée par mer et ceux à l'entrée par terre.

schen Zolltarifs), für welche Waaren Deutschland sich vorbehält, die gegenwärtig bestehenden Unterschiede zwischen Seezöllen und Landzöllen aufrecht zu erhalten.

Aux articles 6, 7 et 11.

Les produits du sol ou de l'industrie d'une tierce Puissance, transportés en transit par le territoire de l'une des Parties contractantes, à leur entrée dans celui de l'autre, ne payeront des droits de douane autres ni plus élevés que n'auraient payé les mêmes produits importés directement de leur pays de provenance.

Zu Artikel 6, 7 und 11.

Die Boden- und Gewerbserzeugnisse einer dritten Macht, welche durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Theile durchgeführt werden, sollen bei ihrem Eingang in das Gebiet des anderen Theiles keinen anderen oder höheren Zöllen unterworfen werden, als wenn sie direkt aus dem Ursprungslande eingeführt worden wären.

Aux articles 6 à 9.

Quant au payement des droits, le Gouvernement Impérial de Russie se déclare prêt à faire accepter, par les douanes, les monnaies allemandes d'or en reconnaissant 1 000 marks d'or en espèce comme équivalant à 308 roubles en or.

Zu den Artikeln 6 bis 9.

Die Kaiserlich Russische Regierung erklärt sich bereit, bei Zollzahlungen deutsche Goldmünzen durch die Zollämter annehmen zu lassen und zwar 1 000 Mark Gold als Gegenwerth von 308 Rubel Gold.

Aux articles 6 et 7.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'exiger des certificats d'origine, constatant la production ou la fabrication dans l'un des deux Pays des marchandises importées dans l'autre. De son côté, chacune des deux Parties prendra ses mesures afin que les certificats exigés soient le moins possible une gêne pour le commerce.

Zu Artikel 6 und 7.

Die vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, bei der Einfuhr von Waaren zum Nachweise der einheimischen Erzeugung oder Bearbeitung die Vorlegung von Ursprungszeugnissen zu fordern. Es wird seitens der beiden Theile Fürsorge getroffen werden, dass die verlangten Zeugnisse den Handel möglichst wenig beengen.

A l'article 13.

Les Parties contractantes se réservent de s'entendre par un arrangement spécial sur l'exercice de la navigation sur le Niemen, la Vistule et la Warta.

Zu Artikel 13.

Die vertragschliessenden Theile behalten sich eine besondere Vereinbarung über die Ausübung der Schiffahrt auf dem Niemen, der Weichsel und der Warthe vor.

A l'article 19.

Les Parties contractantes se prêteront mutuellement tout le concours possible à l'égard des tarifs des chemins de fer, notamment au moyen de l'établissement des tarifs de communication directe. Ces tarifs directs seront spécialement établis pour les villes-ports allemandes de Danzig (Neufahrwasser), de Koenigsberg (Pillau) et de Memel en ce qui concerne tant les exportations de Russie que les importations en Russie, selon les besoins du commerce.

En même temps, les prix de transport à percevoir sur les marchandises qui dans le tarif des chemins de fer russes sont citées sous la rubrique des céréales, ainsi que sur le lin et le chanvre, depuis les stations de départ des chemins de fer russes jusqu'aux villes-ports allemandes susmentionnées, doivent être calculés et répartis entre les chemins de fer russes et allemands, ayant participé au transport, d'après les règlements qui sont ou seront en vigueur pour les chemins de fer russes jusqu'aux villes-ports de Libau et de Riga. Les taxes supplémentaires (frais accessoires) perçues en sus du prix de transport, doivent également être établies et le montant en être réparti entre les lignes intéressées d'après les règlements russes, étant entendu qu'il ne sera perçu qu'une seule et unique taxe-frontière, laquelle sera partagée par moitié, entre les chemins de fer russes et allemands aboutissant à la frontière.

Cette obligation ne concerne réciproquement que les chemins de fer de l'Etat; mais les deux Gouvernements tâcheront d'amener les chemins de fer privés à appliquer sur leurs lignes les mêmes principes pour l'établissement des tarifs et la répartition

Zu Artikel 19.

Die vertragschliessenden Theile werden einander im Eisenbahntarifwesen, insbesondere durch Herstellung direkter Frachttarife, thunlichst unterstützen. Namentlich sollen solche direkte Frachttarife nach den deutschen Häfen Danzig (Neufahrwasser), Königsberg (Pillau) und Memel zur Vermittelung sowohl der Ausfuhr aus als der Einfuhr nach Russland den Bedürfnissen des Handels entsprechend eingeführt werden.

Zugleich sollen die Frachtsätze für die im russischen Eisenbahntarif zum Getreide gerechneten Artikel sowie für Flachs und Hanf von den russischen Aufgabestationen bis zu den oben erwähnten Häfen nach denjenigen Bestimmungen gebildet und unter die am Transport betheiligten deutschen und russischen Bahnen vertheilt werden, welche für die nach den Häfen Libau und Riga führenden russischen Eisenbahnen jetzt in Kraft sind oder in Kraft treten werden. Die ausser den Frachtsätzen erhobenen Zuschläge (Nebengebühren) sollen in gleicher Weise gebildet und der Betrag derselben nach den russischen Vorschriften unter die betheiligten Linien vertheilt werden, wobei man darüber einverstanden ist, dass nur eine einzige Grenzgebühr, die den russischen und den deutschen zur Grenze führenden Bahnen zu gleichen Theilen zufällt, erhoben werden darf.

Diese Verpflichtung bezieht sich nur auf die beiderseitigen Staatsbahnen; doch werden die beiden Regierungen dahin zu wirken suchen, dass die Privatbahnen bei der Tarifbildung und Frachtvertheilung auf ihren Linien die gleichen Grundsätze

des prix de transport. Si, malgré cela, les lignes privées qui participent au transport dans l'une des directions indiquées ne se soumettent pas aux règles de calcul et de répartition susmentionnées, ces règles cesseront, en même temps, d'être obligatoires pour les chemins de fer d'Etat des deux Parties contractantes.

Les dispositions actuellement en vigueur à l'effet de régulariser la concurrence entre Koenigsberg et Danzig resteront en vigueur.

A l'article 20.

La dénonciation de la convention consulaire en vigueur entre les deux Parties contractantes du $\frac{\text{8 Décembre}}{\text{26 Novembre}}$ 1874 ne pourra avoir lieu avant celle du présent Traité.

anwenden. Sollten sich jedoch trotzdem die am Verkehr in einer der bezeichneten Richtungen betheiligten Privatbahnen diesen Grundsätzen der Tarifbildung und Vertheilung nicht unterwerfen, so sollen diese Grundsätze auch für die Staatsbahnen der vertragschliessenden Theile nicht mehr bindend sein.

Die zur Zeit bestehenden besonderen Bestimmungen zur Regelung des Wettbewerbs zwischen Königsberg und Danzig bleiben in Kraft.

Zu Artikel 20.

Der zwischen beiden vertragschliessenden Theilen bestehende Konsularvertrag vom $\frac{\text{8. Dezember}}{\text{26. November}}$ 1874 soll nicht früher als gleichzeitig mit dem gegenwärtigen Vertrage gekündigt werden können.

Deuxième partie

relative au Tarif conventionnel Russe.

A l'article 5, alinéa 3.

La dénomination de chicorée séchée s'applique à la chicorée séchée par n'importe quel procédé.

A l'article 55.

Les grandes peaux, même lorsquelles sont grainées artificiellement, acquittent les droits spécifiés à l'alinéa 3 de l'art. 55.

A l'article 72, alinéa 2.

Le mortier de chamotte (coulis ou ciment réfractaire), c'est-à-dire le mélange de terre réfractaire brute avec de la terre réfractaire cuite, le tout broyé, acquitte les droits d'après l'alinéa 2 de l'art. 72.

Zweiter Theil.

Zum russischen Vertragstarif.

Zu Artikel 5 Absatz 3.

Die Bezeichnung: Getrocknete Cichorie begreift jede durch irgend welches Verfahren getrocknete Cichorie in sich.

Zu Artikel 55.

Die grossen Häute werden nach den in Artikel 55 Absatz 3 festgesetzten Zollsätzen auch dann verzollt, wenn sie mit künstlich eingepressten Narben versehen sind.

Zu Artikel 72 Absatz 2.

Chamottemörtel (Fugenmörtel oder feuerfester Cement), das heisst eine Mischung von rohem und gebranntem feuerfestem Thon, das Ganze zerrieben, wird nach Artikel 72 Absatz 2 verzollt.

A l'article 79, alinéa 1.

Les droits d'entrée fixés à l'alinéa 1 du présent article pour la houille, le charbon de tourbe et de bois ainsi que pour la tourbe importés par la frontière occidentale de terre pourront être augmentés à partir du 1[er] janvier (vieux style) 1898, pourvu que le taux des droits reste le même pour la frontière occidentale de terre et pour les ports de la mer Baltique.

Zu Artikel 79 Absatz 1.

Die in Absatz 1 dieses Artikels festgesetzten Einfuhrzölle für Stein-, Torf- und Holzkohle sowie für Torf, über die westliche Landgrenze eingeführt, können vom 1. Januar 1898 an (alten Stils) erhöht werden, falls nur die Höhe der Zölle für die westliche Landgrenze und für die Ostseehäfen dieselbe bleibt.

A l'article 112.

Sous la dénomination de produits chimiques et pharmaceutiques non spécialement dénommés sont compris les dits produits non spécialement dénommés dans le tarif général russe du 11 juin 1891.

Zu Artikel 112.

Unter der Bezeichnung nicht besonders genannte chemische und pharmaceutische Produkte sind diejenigen Produkte dieser Art zu verstehen, welche im russischen allgemeinen Zolltarif vom 11. Juni 1891 nicht besonders genannt sind.

A l'article 131.

Acquittent également les droits spécifiés à l'art. 131 les blancs de plomb et de zinc mélangés avec d'autres substances, lorsque les dites substances ne sont pas assujetties à des droits plus élevés que la céruse.

Zu Artikel 131.

Die in dem Artikel 131 aufgeführten Zölle treffen in gleicher Weise Bleiweiss und Zinkweiss, wenn sie mit anderen Stoffen vermischt sind, welche keinen höheren Zölllen unter als Bleiweiss.

Aux articles 140 et 142.

Acquittent les droits des alinéas 3 et 4 des art. 140 et 142 les feuilles et plaques de fer et d'acier mentionnées dans les dits alinéas, quelle que soit la forme en laquelle ces feuilles et plaques sont découpées.

Zu Artikel 140 und 142.

Eisen und Stahl in Blättern und Tafeln, wie sie in den Absätzen 3 und 4 der Artikel 140 und 142 aufgeführt sind, unterliegen den dort festgesetzten Zollgebühren ohne Rücksicht auf die Form, in der die Blätter und Tafeln zugeschnitten sind.

A l'article 141.

Les métaux communs ou non précieux mentionnés dans le tarif russe comprennent tous les métaux, excepté l'or, l'argent et le platine. L'aluminium est considéré comme métal commun à moins qu'il ne soit

Zu Artikel 141.

Die im russischen Zolltarif aufgeführten gewöhnlichen oder nicht kostbaren Metalle begreifen alle Metalle mit Ausnahme von Gold, Silber und Platina in sich. Aluminium gilt als gewöhnliches Metall, ausgenommen

ticles du tarif russe pour lesquels le taux des droits est plus élevé.
spécialement dénommé dans les ar-

Aux articles 141, 147, 154, 155, 156 et 163.

Le fer, l'acier et le zinc (ainsi que les ouvrages en fer, en acier et en zinc), lorsque par n'importe quel procédé (procédé galvanique, application d'une couche fondue, laminage ou autres) ils sont recouverts de métaux communs, acquittent sans majoration les droits respectivement spécifiés pour le fer, l'acier et le cinc et les ouvrages en fer, en acier et en zinc, dans le cas où la couche du métal superposé n'entre pas dans le poids total de chacune des marchandises pour plus: de 25 % à l'égard des marchandises dénommées aux art. 141, 147, 154, 155 et 156, et de 10 % à l'égard des marchandises dénommées à l'art. 163.

A l'article 150.

Les droits portés à l'alinéa 1 du présent article seront applicables aux tuyaux de fonte enduits de goudron ou d'asphalte, non façonnés de quelque manière que ce soit, à moins que la façon ne consiste dans la retouche des traces restées sur le métal après l'enlèvement des bavures, jets ou masselottes.

A l'article 152.

Les tuyaux de fer et d'acier fabriqués suivant le procédé Mannesmann, même recouverts d'asphalte et de matières textiles (communes et à l'état brut) acquitteront les droits du présent article.

A l'article 153.

Toutes ferrures et garnitures de

die Fälle, in denen es in den russischen Tarifartikeln mit höheren Zollsätzen besonders aufgeführt ist.

Zu Artikel 141, 147, 154, 155, 156 und 163.

Eisen, Stahl und Zink (sowie die Fabrikate daraus), welche durch irgend ein Verfahren (auf galvanischem Wege durch Umguss, durch ein Walzverfahren oder anderswie) einen Ueberzug von gewöhnlichem Metall erhalten haben, werden ohne Zuschlag nach den für Eisen, Stahl und Zink und die Fabrikate daraus festgesetzten Zollsätzen verzollt, vorausgesetzt dass der Metallüberzug im Gesammtgewicht jedes einzelnen Artikels nicht übersteigt: bei den in Artikel 141, 147, 154, 155 und 156 aufgeführten Waaren 25 %, und bei den im Artikel 163 aufgeführten Waaren 10 %.

Zu Artikel 150.

Die in Absatz 1 dieses Artikels festgesetzte Zollgebühr ist auf gusseiserne, mit Theer oder Asphalt überzogene Röhren anzuwenden, welche auf nicht irgend eine Weise bearbeitet sind, es sei denn, dass die Bearbeitung in dem Ausmerzen der Spuren besteht, welche nach Beseitigung der Gussnähte, Angüsse oder Gusszapfen am Metall zurückbleiben.

Zu Artikel 152.

Eiserne und stählerne Mannesmannröhren, auch mit Asphalt und Faserstoffen (gewöhnlichen und im rohen Zustand) überzogen, werden nach diesem Artikel verzollt.

Zu Artikel 153.

Alle eisernen und stählernen Bau-

fer et d'acier employées dans les constructions et les meubles acquitteront les droits des alinéas respectifs de l'art. 153, à moins qu'elles ne soient spécialement dénommées dans des articles du tarif russe pour lesquels le taux des droits est plus élevé. Le nickelage ne sera pas considéré comme une raison suffisante d'appliquer aux objets de cette espèce des droits plus élevés.

und Möbelbeschläge werden nach den betreffenden Absätzen des Artikels 153 verzollt, falls sie nicht in Artikeln des russischen Tarifs mit höheren Zollsätzen besonders aufgeführt sind. Vernickelung genügt für sich allein nicht, um Gegenstände dieser Art höher zu verzollen.

A l'article 154, alinéa 1.

La vaisselle en fer émaillée, vernie et couverte d'une couche de peinture est passible du droit fixé à l'alinéa 1 du présent article même avec les bords et les anses couverts d'une autre couleur que le fond.

Zu Artikel 154 Absatz 1.

Geschirr aus emaillirtem, lackirtem und mit Farbe überzogenem Eisenblech wird nach Absatz 1 dieses Artikels verzollt, auch wenn die Ränder und Henkel mit einer anderen Farbe als die übrige Fläche überzogen sind.

A l'article 155, alinéa 2.

Seront compris sous la dénomination de câbles électriques les conducteurs métalliques recouverts de matières isolatrices (caoutchouc, guttapercha, matières fibreuses végétales ou animales, papier, ces matières même impregnées) et munis en outre d'une enveloppe protectrice commune en chanvre ou autre matière fibreuse et en métal (plomb, fer, acier, etc.). Cette enveloppe métallique peut même être entourée en outre d'un ruban ou fil en chanvre, jute, etc. goudronnés.

Zu Artikel 155 Absatz 2.

Als elektrische Kabel gelten die metallischen Leitungen, welche mit Isolirstoffen (Kautschuck, Guttapercha, vegetabilischen oder animalischen Faserstoffen, Papier, alle diese Stoffe auch imprägnirt) überzogen und ausserdem mit einer gemeinschaftlichen Schutzhülle aus Hanf oder anderem Faserstoff in Verbindung mit Metall (Blei, Eisen, Stahl etc.) versehen sind. Dieser Metallüberzug kann ausserdem sogar mit getheertem Band oder Garn von Hanf, Jute u. s. w. umwickelt sein.

A l'article 156, alinéa 2b.

Acquitte également les droits fixés au présent alinéa le fil d'archal étamé ou zingué recouvert de matières textiles ou de guttapercha. Ce qui est dit aux alinéas 1 a et 2 b de la guttapercha s'applique aussi au caoutchouc.

Zu Artikel 156 Absatz 2 b.

Nach diesem Absatz wird auch verzollt verzinnter oder verzinkter Draht, überzogen mit Faserstoffen oder Guttapercha. Was in Absatz 1 a und 2 b von Guttapercha gesagt ist, findet auch auf Kautschuck Anwendung.

A l'article 158.

Les couteaux et fourchettes avec

Zu Artikel 158.

Tischmesser und -Gabeln mit Stielen

manches en matières communes acquitteront les droits de l'alinéa 1 du présent article.

A l'article 160.

Les fourches de toute espèce, telles que, par exemple, les fourches à déterrer la betterave, les fourches à fumier, etc. acquitteront les droits du présent article.

A l'article 161.

Les parties en bois des outils, lorsqu'elles sont importées séparément des parties métalliques, acquitteront les droits portés aux alinéas respectifs de l'art. 61.

A l'article 167, alinéa 2.

Par machines dynamo-électriques il faut entendre les machines et appareils qui servent:

1° à convertir une force motrice en électricité ou l'électricité en force motrice;
2° à convertir le courant électrique de haute tension en courant de basse tension ou vice-versa (transformateurs), et
3° à convertir le courant électrique continu en courant alternatif ou en courant polyphasé (courant à champ tournant) ou vice-versa.

Acquitteront également les droits du présent alinéa les excavateurs à sec, les échelles métalliques de pompier et les accumulateurs électriques de toute sorte ainsi que leurs accessoires.

A l'article 169.

Acquitteront également les droits du présent article, au même titre que les appareils et accessoires pour l'éclairage électrique, les accessoires employés pour les signaux et pour la transmission de la force motrice

aus gewöhnlichen Materialien werden nach Absatz 1 dieses Artikels verzollt.

Zu Artikel 160.

Unter diesen Artikel fallen alle grossen Gabeln jeder Art, wie z. B. Gabeln zum Ausnehmen von Zuckerrüben, Mistgabeln u. s. w.

Zu Artikel 161.

Holztheile von Werkzeugen werden, falls sie getrennt von den Metalltheilen eingeführt werden, nach den betreffenden Absätzen des Artikels 61 verzollt.

Zu Artikel 167 Absatz 2.

Als dynamo-elektrische Maschinen gelten die Maschinen und Apparate

1. zur Umwandlung von Kraft in Elektrizität oder umgekehrt;
2. zur Umwandlung eines elektrischen Stromes höherer Spannung in einen solchen niedrigerer Spannung oder umgekehrt (Transformatoren);
3. zur Umwandlung eines konstanten elektrischen Stromes in einen wechselnden oder einen verschiedenartigen (Drehstrom) und umgekehrt.

Ebenso werden nach diesem Absatz verzollt Trockenbagger, Feuerleitern aus Metall und aller Art elektrische Akkumulatoren, sowie deren Zubehör.

Zu Artikel 169.

Ebenso wie die Apparate zur elektrischen Beleuchtung und deren Zubehör werden nach diesem Artikel auch verzollt die Zubehörstücke zu Signalapparaten und zu Apparaten für die Ueberleitung der Triebkraft,

y compris les interrupteurs, coupe-circuit, commutateurs, etc.

einschliesslich der Stromunterbrecher, Ausschaltungen, Vertauscher u. s. w.

A l'article 177, alinéa 3.

Pour les cols, manchettes, plastrons (devants de chemise) en papier, l'estampage imitant la couture n'est pas considéré comme traces de couture.

Zu Artikel 177 Absatz 3.

Bei Kragen, Manschetten und Vorhemden aus Papier ist eine durch Pressung hervorgebrachte Nachahmung von Nähten nicht als Naht anzusehen.

A l'article 183, remarque.

Acquitteront les droits suivant cette remarque les cordes de métier à filer, dit métier renvideur ou selfacting.

Zu Artikel 183, Anmerkung.

Nach dieser Anmerkung werden auch die Selfaktorseile verzollt.

A l'article 186.

La laine blanchie est sujette aux droits de la laine non teinte.

Zu Artikel 186.

Gebleichte Wolle wird wie nicht gefärbte verzollt.

A l'article 191.

Les sacs en jute et en toile, ayant servi à l'exportation de céréales russes de toute sorte, seront, à leur réimportation, exempts de droits.

Zu Artikel 191.

Jute- und Leinwandsäcke, welche zur Ausfuhr von russischem Getreide aller Art gedient haben, sind bei der Wiedereinfuhr zollfrei.

A l'article 192, alinéa 3.

Les nappes, serviettes et essuie-mains acquitteront les droits de l'alinéa 3 du présent article, même si elles sont ornées d'ourlé à jour simple d'un demi-pouce de largeur au plus et d'une frange non cousue au tissu mais formée seulement par la prolongation des fils du tissu.

Zu Artikel 192 Absatz 3.

Tischtücher, Servietten und Handtücher werden nach Absatz 3 dieses Artikels verzollt, auch wenn sie mit einfachem, höchstens $^1/_2$ Zoll breitem Saum und einer Franse verziert sind, welche nicht an das Gewebe angenäht ist, sondern lediglich aus der Verlängerung der Webefäden besteht.

A l'article 202.

Les courroies de transmission en poil de chameau, les serviettes et sacs filtrants acquitteront les droits du présent article.

Zu Artikel 202.

Treibriemen aus Kameelhaar und Presstücher und -Säcke werden nach diesem Artikel verzollt.

A l'article 205.

Acquitteront les droits fixés aux alinéas correspondants du présent article les ouvrages tricotés et passementeries confectionnés à la main

Zu Artikel 205.

Nach den entsprechenden Absätzen dieses Artikels werden verzollt Strick- und Posamentierwaaren, Hand- oder Maschinenarbeit, regulär oder ge-

ou au métier, finis au métier ou coupés, même cardés, ou pelucheux, avec ou sans traces de couture. Les objets tricotés en coton, lin et laine peuvent avoir une garniture sans être pour cela passibles d'un droit plus élevé, pourvu qu'il n'entre pas de soie dans cette garniture. Les vêtements tricotés de toute espèce rentrent dans l'art. 205. —

Les ouvrages tricotés et la passementerie en soie, demi-soie et mélangés de soie acquitteront les droits d'après la classification suivante: seront considérés comme ouvrages ou travaux en soie ceux qui seront couverts de soie dans la proportion de 50 à 100 % du total de la surface de l'endroit et de l'envers; comme ouvrages en demi-soie ceux couverts de soie dans la proportion de 20 à 50 % du dit total de surface et enfin comme ouvrages mélangés de soie ceux couverts de soie dans une proportion inférieure à 20 % du dit total.

schnitten, auch wenn gerauht oder plüschartig, mit oder ohne Nähterei. Strickwaaren aus Baumwolle, Leinwand oder Wolle können, ohne deshalb höher verzollt zu werden, einen Besatz haben, wenn darin nur keine Seide enthalten ist. Kleidungsstücke aus Strickwaaren aller Art fallen unter Artikel 205.

Strick- und Posamentierwaaren, aus Seide, Halbseide und mit Seide vermischt, werden folgendermassen verzollt: als Seidenfabrikate oder -Arbeiten gelten diejenigen, bei denen 50 bis 100 % der Oberfläche, Vorderseite und Rückseite zusammengenommen, mit Seide bedeckt sind; als Halbseidenfabrikate diejenigen, bei denen 20 bis 50 % der bezeichneten Oberfläche und als mit Seide vermischte Fabrikate diejenigen, bei denen weniger als 20 % der Oberfläche mit Seide bedeckt sind.

A l'article 212.

Les droits du présent article seront perçus y compris le poids des cartes sur lesquelles les boutons sont fixés.

Zu Artikel 212.

Bei der Verzollung nach diesem Artikel werden auch die Karten, auf denen die Knöpfe befestigt sind, mitgewogen.

A l'article 216.

Les ardoises, même avec cadres en bois ordinaire, lignées ou non lignées, rentrent dans la remarque 2 du présent article.

Zu Artikel 216.

Auch die Schiefertafeln mit gewöhnlichen Holzrahmen, liniirt oder unliniirt, fallen unter Anmerkung 2 dieses Artikels.

A l'article 218.

Les échantillons de tissus et d'ouvrages de toute espèce, n'ayant pas la forme et le caractère de marchandises, suivront le régime du présent article, même dans le cas où ils sont fixés sur cartes, brochés ou reliés en volume.

Zu Artikel 218.

Muster von Geweben und Fabrikaten aller Art, welche nicht das Aussehen und die Natur von Waaren haben, fallen unter diesen Artikel, auch wenn sie auf Karten befestigt, und diese geheftet oder gebunden sind.

A l'article 220 b.

Les cartouches de dynamite acquitteront les droits, y compris seulement le poids de l'emballage qui leur est propre.

Troisième partie

relative au Tarif conventionnel Allemand.

Au numéro 29 a.

L'huile de pétrole et les autres huiles minérales, propres à l'éclairage, raffinées, non dénommées ailleurs, pourront être dédouanées, au gré de l'importateur, soit au poids, sur la base de 100 kilogrammes, soit au volume, sur la base de cent vingt-cinq litres équivalant, à la température de 15 degrés centigrades, à 100 kilogrammes nets.

Quatrième partie

relative aux Règlements douaniers, etc.

§ 1.

Afin de rendre plus faciles les relations commerciales entre les deux Empires, à la frontière de terre, le Gouvernement Impérial de Russie transformera en des classes supérieures quelques bureaux de douane et en créera de nouveaux sur des points qui n'en étaient pas encore pourvus, à condition que les bureaux allemands opposés soient dotés d'attributions équivalentes, — savoir:

a) les douanes de seconde classe de Praszka et de Gerby, et celles de troisième classe de Krottingen et de Slupcy seront transformées en douanes de première classe;

b) les douanes-barrières de Modrzejewo et de Piotrkow et le point

Zu Artikel 220 b.

Bei der Verzollung von Dynamitpatronen ist nur das Gewicht ihrer eigenen Verpackung mitzurechnen.

Dritter Theil.

Zum deutschen Vertragstarif.

Zu Nr. 29 a.

Petroleum und die übrigen raffinirten Miniralöle, die Beleuchtungszwecken dienen und anderswo nicht genannt sind, können nach Wahl des Importeurs entweder nach dem Gewicht verzollt werden, wobei 100 Kilogramm als Einheit gelten, oder nach dem Rauminhalt, wobei 125 Liter, bei einer Temperatur von 15 Grad des hunderttheiligen Thermometers, 100 Kilogrammen gleichkommen sollen.

Vierter Theil.

Zu den Zoll-Reglements u. s. w.

§ 1.

Um die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Reichen an der Landgrenze zu erleichtern, wird die Kaiserlich russische Regierung einige Zollämter in Aemter höherer Ordnung umwandeln und neue derartige Zollämter an Punkten, wo solche bisher nicht bestanden, einrichten, unter der Voraussetzung, dass die gegenüberliegenden deutschen Zollämter mit entsprechenden Befugnissen ausgestattet werden; es sollen nämlich:

a) die Zollämter zweiter Klasse in Praszka und Herby sowie diejenigen dritter Klasse in Krottingen und Slupce in Zollämter erster Klasse,

b) die Nebenzollämter in Modrzejewo und Petrikau und der Uebergangs-

de passage d'Osiek seront transformés en douanes de troisième classe;

c) les points de passage de Wilczyn, Gniazdow, Gola, Czeladz, Sluziew (Rosno), Podlenka et Tworki seront transformés en douanes-barrières;

d) des douanes-barrières seront créées à Karw et à Zakrzewo, et des points de passage à Groscienczyk, Rakowka, Upidamisch, Bakalarzewo et Czarnowka;

e) la douane-barrière de Wilczyn qui sera créée à la place du point de passage du même nom, aura l'autorisation de dédouaner le sel;

f) le point de passage de Degoutzky sera autorisé de faire entrer le blé allemand pour le faire moudre au moulin d'eau, situé sur le territoire russe, et de laisser sortir la farine qui en aura été faite.

§. 2.

Le droit de faire des expéditions en transit des marchandises allemandes par le territoire russe sera attribué aux douanes russes de première classe situées vis-à-vis des bureaux allemands de première classe (Hauptzollaemter), savoir:

Tauroggen . . vis-à-vis Tilsit,
Wirballen . . » » » Eydtkuhnen,
Graewo . . . . » » » Prostken,
Alexandrowo » » » } Thorn,
Neschawa . . » » » }
Szipiorno . . . » » » Skalmierzyce,

à la condition que ces expéditions en transit soient soumises aux règlements russes de transport du même genre par voie de terre et par voie fluviale, qui seront publiés, après avoir été sanctionnés.

punkt in Osiek in Zollämter dritter Klasse,

c) die Uebergangspunkte in Wilczyn, Gniazdow, Gola, Czeladz, Sluziew (Rosno), Podlenka und Tworki in Nebenzollämter umgewandelt, und

d) in Karw und Zakrzewo Nebenzollämter und in Groscienczyk, Rakowka, Upidamisch, Bakalarzewo und Czarnowka Uebergangspunkte errichtet werden,

e) das an die Stelle des bisherigen Uebergangspunkte tretende Nebenzollamt in Wilczyn wird die Abfertigungsbefugniss für Salz erhalten,

f) der Uebergangspunkt in Degutzky wird die Abfertigungsbefugniss für deutsches Getreide erhalten, welches zur Vermahlung in der auf russischem Gebiete liegenden Wassermühle eingeht, und ebenso für das Mehl, das daraus gewonnen wird und ausgeht.

§. 2.

Die Befugniss zur Abfertigung von deutschen Gütern im Transit durch Russland soll den russischen Zollämtern erster Klasse, welche deutschen Hauptzollämtern gegenüberliegen, ertheilt werden, nämlich:

Tauroggen gegenüber Tilsit,
Wirballen gegenüber Eydtkuhnen,
Grajewo gegenüber Prostken,
Alexandrowo gegenüber } Thorn,
Neschawa gegenüber }
Sczypiorno gegenüber Skalmierzyce,

unter der Bedingung, dass auf diese Transitabfertigungen die russischen Bestimmungen Anwendung finden, welche für Land- und Flusstransporte dieser Art nach vorausgegangener Sanktion veröffentlicht werden sollten.

Il est entendu que, réciproquement, le droit de faire des expéditions en transit des marchandises russes par le territoire allemand restera attribué aux bureaux allemands susindiqués.

§ 3.

Le droit de transmettre des marchandises, sous le contrôle de la douane à d'autres bureaux, sera étendu de part et d'autre à toutes les douanes de première classe qui ne sont pas reliées par voie ferrée avec les douanes d'entrepôt, à condition que ces envois soient soumis aux règlements et aux lois concernant la matière.

§ 4.

Le droit de réexpédier à l'étranger les marchandises n'ayant pas acquitté les droits d'entrée, sera attribué — à charge de réciprocité pour les bureaux de douane allemands — en dehors des douanes situées sur les chemins de fer et dans les ports, aux douanes russes de première classe suivantes:

Tauroggen,
Georgenburg,
Neschawa,
Szipiorno,
Weruschewo.

§ 5.

Il est entendu de part et d'autre que les bureaux de douane des deux Pays seront ouverts tous les jours de l'année, à l'exception des dimanches et des jours de fête indiqués ci-dessous:

A. en Russie:

I. Fêtes de la Maison Impériale: Les anniversaires de naissance et les fêtes de nom de Leurs Majestés Impériales et de Son Altesse Impériale le Grand Duc

Es wird andererseits vorausgesetzt, dass die Befugniss zur Abfertigung von russischen Gütern im Transit durch Deutschland den vorbezeichneten deutschen Zollämtern verbleiben wird.

§. 3.

Die Befugniss zur Ueberweisung von Waaren unter Zollkontrole an andere Aemter wird beiderseits auf alle Zollämter erster Klasse, welche keine Eisenbahnverbindung mit den Lagerämtern haben, ausgedehnt werden. Doch ist dabei Bedingung, dass solche Sendungen den einschlägigen Gesetzen und Vorschriften unterworfen bleiben.

§. 4.

Die Befugniss zur Rücksendung nicht verzollter Waaren nach dem Ausland wird — unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit für die deutschen Zollämter —, abgesehen von den Aemtern an Eisenbahnlinien oder in Hafenplätzen, noch folgenden russischen Zollämtern erster Klasse gegeben werden:

Tauroggen,
Georgenburg,
Neschawa,
Sczypiorno,
Weruschewo.

§. 5.

Es besteht beiderseitiges Einverständniss, dass die Zollämter der beiden Länder an allen Tagen des Jahres geöffnet bleiben, mit Ausnahme der Sonntage und der nachbezeichneten Festtage:

A. In Russland.

I. Feste des Kaiserlichen Hauses: Die Geburts- und Namenstage Ihrer Kaiserlichen Majestäten und Seiner Kaiserlichen Hoheit des Grossfürsten-Thronfolgers,

Héritier, les anniversaires de l'avènement au trône et du couronnement.

II. Fêtes mobiles: Vendredi et samedi de la semaine du carnaval; Jeudi-, Vendredi- et Samedi-Saints, Lundi et Mardi de Pâques, le jour de l'Ascension et le lundi de la Pentecôte.

III. Fêtes fixes:
Janvier le 1 (Nouvel an)
» le 6 (Epiphanie)
Février le 2 (Purification de la Ste Vierge)
Mars le 25 (l'Annonciation)
Mai le 9 (St Nicolas)
Juin le 29 (St Pierre et St Paul)
Août le 6 (Transfiguration)
» le 15 (l'Assomption)
Août le 29 (Décapition de St Jean Baptiste)
Septembre le 8 (Nativité de la Ste Vierge)
» le (Exaltation de la Croix)
» le 26 (St Jean)
Octobre le 1 (Pokrow de la Ste Vierge)
» le 22 (Notre Dame de Kasan)
Novembre le 21 (Présentation de la Ste Vierge au temple)
Décembre le 6 (St Nicolas)
» le 25, 26 et 27 (Noël).

IV. Dans le Royaume de Pologne et dans quelques gouvernements limitrophes de la frontière, où la majeure partie de la population est catholique, le travail est également suspendu durant les premiers jours de grande fête du calendrier catholique romain, ainsi que la Fête-Dieu et la Toussaint.

die Jahrestage der Thronbesteigung und der Krönung.

II. Bewegliche Feste: Freitag und Sonnabend der Karnevalswoche, Gründonnerstag, Charfreitag und Charsamstag, Ostermontag und Osterdienstag, der Himmelfahrtstag, Pfingstmontag.

III. Unbewegliche Feste:
1. Januar (Neujahr)
6. » (Heilige drei Könige)
2. Februar (Lichtmess)
25. März (Mariä Verkündigung)
9. Mai (Skt. Nikolaus)
29. Juni (Skt. Peter und Paul)
6. August (Verklärung)
15. » (Himmelfahrt)
29. August (Enthauptung Johannis des Täufers)
8. September (Mariä Geburt)
14. » (Kreuzerhöhung)
26. » (Johanni)
1. Oktober (Schutz der Heiligen Jungfrau)
22. » (Unsere Liebe Frau von Kasan)
21. November (Mariä Opfer)
6. Dezember (Skt. Nikolaus)
25., 26. u. 27. Dezember (Weihnachten).

IV. Im Königreich Polen und einigen Grenz-Gouvernements, wo der grössere Theil der Bevölkerung katholisch ist, ruht die Arbeit auch während der ersten Tage der grossen Feste des römisch-katholischen Kalenders, ebenso zu Frohnleichnam und an Aller Heiligen.

B. en Allemagne:

Le jour de l'an, le jour de Jeûnes et de Prières nationales (Buss- und Bettag) — le mercredi qui précède le dernier dimanche du mois de novembre — le vendredi-saint, la fête de l'Ascension, les lundis de la fête de Pâques et de la Fête de la Pentecôte et les deux jours de la fête de Noël, le jour de l'anniversaire de naissance de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

B. In Deutschland.

Der Neujahrstag, der Buss- und Bettag — der Mittwoch vor dem letzten Sonntag im November —, Charfreitga, Himmelfahrt, Ostermontag und Pfingstmontag, die beiden Weihnachtsfeiertage und der Geburtstag Seiner Majestät des Deutschen Kaisers, Königs von Preussen.

§. 6.

Les heures de service seront affichées dans les bureaux de douane des deux Pays.

Les heures de service pour la révision des passeports et des cartes de légitimation seront déterminées pour chaque arrondissement et pour chaque point-frontière, après accord spécial entre les autorités respectives des deux Pays, en établissant des heures égales des deux côtés, en tenant compte des besoins locaux et en accordant pour les douanes de troisième classe, les douanes-barrières et les points de passage une interruption de service pour les repas des fonctionnaires.

§. 6.

Die Dienststunden sollen in den Zollämtern der beiden Länder angeschlagen werden.

Die Dienststunden für die Revision der Reisepässe und der Legitimationskarten sollen für jeden Bezirk und jeden Grenzpunkt nach besonderer Vereinbarungzwischen denbetreffenden Behörden der beiden Länder festgesetzt werden. Es sollen hierbei auf beiden Seiten die gleichen Stunden eingeführt, den örtlichen Bedürfnissen Rechnung getragen und bei den Zollämtern dritter Klasse, den Nebenzollämtern und den Uebergangspunkten eine Unterbrechung des Dienstes für die Mahlzeiten der Beamten gewährt werden.

§. 7.

Les articles soumis aux droits et introduits par des personnes en possession d'une légitimation régulière, les autorisant à passer la frontière, pourront être, de part et d'autre, l'objet d'une déclaration verbale à toutes les stations de douane, dans la mesure de leur compétence, à condition que ces articles ne soient pas importés dans un intérêt de commerce, et que la totalité des droits à percevoir ne dépasse pas

§. 7.

Zollpflichtige Waaren, welche von Personen eingeführt werden, die sich im Besitze einer ordnungsmässigen Legitimation zur Ueberschreitung der Grenze befinden, sollen auf beiden Seiten mündlich deklarirt werden können, und zwar auf allen Zollämtern innerhalb ihrer Zuständigkeit, vorausgesetzt, dass diese Waaren nicht zu Handelszwecken eingeführt werden, und dass die Gesammtheit der zu erhebenden Zollgebühren nicht übersteigt:

trois roubles or pour l'importation en Russie,
et neuf marks pour l'importation en Allemagne.

Les points de passage auront le droit, en vertu de cette autorisation, de dédouaner les provisions de boucho (à l'exception de l'eau de vie et autres spiritueux) ainsi que les produits destinés exclusivement à la consommation domestique.

§ 8.

L'entrée en franchise sera accordée, de part et d'autre, aux provisions de bouche des ouvriers passant quotidiennement la frontière, à l'exception de l'eau de vie et d'autres spiritueux, du thé, du sucre, du vin; la quantité apportée ne devra pas dépasser, par individu, les besoins d'une journée.

§ 9.

La visite douanière des passagers des bateaux à vapeur du Memel (Niemen) aura lieu, de part et d'autre, à bord du bateau, à condition que les colis des passagers soient réunis à l'avance à bord du bateau, soit sur le pont, soit à une autre place à désigner.

§ 10.

Aux bureaux de la frontière de terre russes, la présentation de la lettre de voiture par le voiturier sera considérée comme équivalente à la déclaration à condition que le transport soit totalisé sur l'une des lettres de voiture, c'est-à-dire que celle-ci porte le nombre des lettres de voiture et des colis constituant le transport entier.

§ 11.

La houille, importée en Russie en voitures, y sera dédouanée d'après

drei Rubel Gold für die Einfuhr nach Russland, und
neun Mark für die Einfuhr nach Deutschland.

Auf Grund dieser Ermächtigung sollen die Uebergangspunkte das Recht haben, Mundvorräthe (mit Ausnahme von Branntwein und anderen geistigen Getränken) sowie auch Erzeugnisse, die ausschliesslich zum Hausgebrauch bestimmt sind, zollamtiich abzufertigen.

§. 8.

Der Mundvorrath der Arbeiter welche täglich die Grenze überschreiten soll zollfrei sein, ausgenommen Branntwein und andere geistige Getränke, Thee, Zucker und Wein; jede Person darf nicht mehr als den Bedarf eines Tages mit sich führen.

§. 9.

Die zollamtliche Durchsuchung der Passagiere der Memeldampfer soll beideseits an Bord des Dampfers stattfinden unter der Bedingung, dass das Gepäck der Reisenden schon vorher an Bord des Schiffes, auf Deck oder an einer anderen zu bestimmenden Stelle, zusammengestellt ist.

§. 10.

An den russischen Landzollstellen soll die Vorzeigung des Frachtbriefes durch den Frachtführer der Zolldeklaration gleichgeachtet werden, wenn in einem der Frachtbriefe die ganze Ladung aufgeführt, das heisst die Zahl der Frachtbriefe und der die ganze Ladung bildenden Stücke vermerkt ist.

§. 11.

In Wagen nach Russland eingeführte Steinkohle soll dort nach dem

le poids enregistré sur les lettres de voiture toutes les fois qu'à ces dernières sera annexé le certificat de pesage des mines.

§ 12.

Les fleurs et les plantes vivantes, les fruits frais, les poissons frais ainsi que toute marchandise rapidement périssable seront dédouanés, de part et d'autre, dans un délai de 24 heures, à compter du moment où ils auront été reçus dans les entrepôts de la douane, en tenant compte, toutefois, des cas de force majeure.

§ 13.

Les droits d'emmagasinage pour les marchandises importées seront perçus par les douanes russes pour le nombre des jours effectifs de séjour dans les entrepôts, à compter du jour du commencement de la révision douanière.

Toutefois le terme du séjour gratuit sera limité par le délai donné à chaque douane, pour faire une déclaration de la marchandise importée, savoir de 5 à 14 jours.

§ 14.

Les articles 15 et 16 de la convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 ayant réglé le droit de l'expéditeur de la marchandise de disposer de ses envois, le Gouvernement Impérial de Russie déclare qu'il ne sera apporté aucune modification à ces dispositions de la convention de Berne pendant la durée du présent Traité.

§ 15.

Le système des amendes, imposées pour des déclarations inexactes des marchandises importées, actuellement

auf den Frachtbriefen angegebenen Gewichte verzollt werden unter der Voraussetzung, dass dem Frachtbriefe der Wägeschein der Gruben beiliegt.

§. 12.

Blumen und lebende Pflanzen, frische Früchte und frische Fische, sowie alle einem raschen Verderbe ausgesetzte Waaren sollen beiderseits, vorbehaltlich Fälle höherer Gewalt, binnen 24 Stunden, vom Einbringen der Waaren in die Zolllager an gerechnet, verzollt werden.

§. 13.

Von eingeführten Waaren soll Lagergeld durch die russischen Zollämter nur für die Tage der wirklichen Lagerung in den Zolllagern, vom Tage des Beginns der Zollrevision an gerechnet, erhoben worden.

Jedoch soll die Zeit, während welcher die Lagerung gebührenfrei ist, begrenzt sein durch die an dem betreffenden Zollamt für die Deklaration von eingeführten Waaren gewährte Frist, d. h. 5 bis 14 Tage.

§. 14.

Die Kaiserlich russische Regierung verpflichtet sich, die Bestimmungen der Artikel 15 und 16 der Berner Konventionen vom 14. Oktober 1890, welche das Verfügungsrecht des Absenders über seine Sendungen regeln, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags in keiner Weise zu ändern.

§. 15.

Das in Russland gegenwärtig bestehende System der Strafen für unzutreffende Deklarationen von einge-

en vigueur en Russie, sera soumis à une révision et sera simplifié.

Les amendes imposées pour des fautes involontaires seront abaissées et la compétence des douanes, en ce qui touche l'adoucissement et la remise de ces amendes, sera élargie. En attendant cette réforme qui devra être soumise à l'approbation de l'autorité législative, le Gouvernement Impérial de Russie, prenant en considération les désirs formulés par le Gouvernement Impérial d'Allemagne, croit pouvoir prendre une mesure provisoire consistant à réduire les droits dits d'accidence, perçus jusqu'à présent dans le plus grand nombre des cas sur la base de 10 % au taux de 5 % pour tous les cas de déclaration incomplète.

führten Waaren soll einer Revision unterzogen und vereinfacht werden.

Die Strafen für unabsichtlige Verstösse sollen ermässigt und die Zuständigkeit der Zollämter hinsichtlich der Milderung und des Erlasses von Strafen erweitert werden. Bis zu dieser Reform, welche der Genehmigung der gesetzgebenden Gewalt unterbreitet werden muss, glaubt die Kaiserlich russische Regierung unter Berücksichtigung der von der Kaiserlich deutschen Regierung ausgesprochenen Wünsche vorläufige Massnahmen dahin treffen zu können, dass die sogenannten Accidentien, die bisher in den meisten Fällen in Höhe von 10 Prozent erhoben wurden, auf den Satz von 5 Prozent für alle Fälle einer unvollständigen Deklaration ermässigt werden.

§ 16.

Le droit de réclamation contre les décisions des douanes russes concernant tant les amendes pour déclaration inexacte ou fausse, que la classification des marchandises d'après le tarif, sera étendu à l'envoyeur de la marchandise sur la même base qu'à la personne qui a fait la déclaration.

Les requêtes de ce genre pourront être rédigées par l'envoyeur en langue allemande.

§. 16.

Das Recht der Reklamation gegen Entscheidungen der russischen Zollbehörden, die sich sowohl auf Strafen wegen einer unzutreffenden oder falschen Deklaration, als auf die Tarif-Klassifizirung der Waaren beziehen, soll dem Absender der Waare in gleicher Weise wie dem Deklaranten zustehen.

Eingaben dieser Art dürfen von dem Absender in deutscher Sprache abgefasst werden.

§ 17.

Le délai de réclamation dans les matières indiquées au § 16 sera fixé à trois semaines pour l'envoyeur ainsi que pour la personne qui a fait la déclaration, à compter du jour où la décision a été communiquée à celle-ci.

Pour les décisions concernant la classification des marchandises, les requêtes de l'envoyeur seront reçues

§. 17.

Die Reklamationsfrist in den im §. 16 bezeichneten Angelegenheiten wird für den Absender wie für den Deklaranten auf drei Wochen festgesetzt werden, von dem Tage an gerechnet, wo die Entscheidung dem Deklaranten mitgetheilt worden ist.

Was die Entscheidungen über die Tarifirung von Waaren anlangt, so werden innerhalb dieser Frist Vor-

dans ce délai à condition que les marchandises en litige n'aient pas quitté les entrepôts de la douane.

§ 18.

Les consuls allemands en Russie ainsi que les consuls russes en Allemagne auront le droit de correspondre directement, les premiers avec le Département des Douanes en Russie, les seconds avec les Directions de douanes en Allemagne (Provinzial-Steuerdirektor etc.) pour les affaires de réclamation douanière, qui seront en instance devant les administrations indiquées ci-dessus.

§ 19.

Les conducteurs, mécaniciens et le personnel au service des chemins de fer de chacune des deux Parties contractantes, convaincus d'avoir importé, dans les trains, des marchandises de contrebande sur le territoire de l'autre Partie, seront, sur la demande des autorités douanières compétentes, privés du droit de convoyer les trains à la frontière.

§ 20.

Toutes les mesures de quarantaine et de police vétérinaire, savoir: les décisions relatives soit à la fermeture ou à l'ouverture de la frontière pour une catégorie quelconque de marchandises, soit à des modifications à introduire dans les règlements locaux régissant la matière, etc., seront réciproquement communiquées par chacune des deux Parties contractantes à l'autre Partie dès qu'elles seront édictées.

Les détails de cette question seront réglés par voie diplomatique.

stellungen des Absenders nur dann zugelassen werden, wenn die streitigen Waaren die Zolllager noch nicht verlassen haben.

§. 18.

Die deutschen Konsuln in Russland und die russischen Konsuln in Deutschland sollen berechtigt sein, die ersteren mit dem russischen Zolldepartement, die letzteren mit den Vorständen der deutschen Zollbehörden (Provinzial-Steuerdirektor u. s. w.) wegen der vor diesen Behörden schwebenden Zollreklamationen unmittelbar zu verkehren.

§. 19.

Falls Schaffner, Maschinisten und sonstige Eisenbahnbedienstete eines der beiden vertragschliessenden Theile überführt werden, in den Zügen Schmuggelwaaren in das Gebiet des anderen Theiles eingeführt zu haben, so sollen sie auf Ansuchen der zuständigen Zollbehörden des Rechtes, Bahnzüge nach der Grenze zu begleiten, verlustig gehen.

§. 20.

Alle Quarantäne- und veterinärpolizeilichen Massregeln, nämlich die Beschlüsse wegen Schliessung oder Oeffnung der Grenze für irgend eine Waarengattung oder wegen Abänderungen der einschlägigen örtlichen Verordnungen u. s. w. sollen, sobald sie erlassen sind, wechselseitig von jedem der beiden vertragschliessenden Theile dem anderen mitgetheilt werden.

Die Einzelheiten dieser Frage werden auf diplomatischem Wege geregelt werden.

§ 21.

Les mesures de quarantaine contre l'invasion de maladies épidémiques seront appliquées de part et d'autre à tous les voyageurs passant la frontière selon la probabilité plus ou moins grande d'une contagion, sans faire distinction entre les nationalités.

§ 22.

Il ne sera fait de part et d'autre aucun empêchement à la réintégration des voyageurs pour cause de passeports défectueux ou de non-acquittement des droits de douane; seront réintégrés, de part et d'autre, dans les conditions désignées, même les sujets étrangers, surtout dans les cas où ils n'auraient pas encore pénétré à l'intérieur du pays. Les autorités compétentes des deux côtés s'entendront sur les mesures à prendre.

Les émigrants juifs d'origine russe et autres, munis d'un certificat russe d'expatriation, renvoyés en Russie par les autorités allemandes, doivent être admis par les autorités de frontière russes, pourvu que ces personnes n'aient pas séjourné en Allemagne plus d'un mois à partir du jour où elles auraient franchi la frontière allemande-russe.

§ 23.

Les autorités frontières de chacune des deux Parties contractantes seront tenues de faire diriger exclusivement aux points-frontières où fonctionne un service de voyageurs, les vagabonds, dépourvus de passeports et

§. 21.

Die Quarantäne-Massregeln gegen die Einschleppung epidemischer Krankheiten sollen beiderseits auf alle die Grenze überschreitenden Reisenden, je nach der grösseren oder geringeren Ansteckungsgefahr, ohne Unterschied der Nationalität angewandt werden.

§. 22.

Es wird beiderseits der Wiederaufnahme von Reisenden, die wegen mangelhafter Reisepässe oder wegen Nichtzahlung von Zollgebühren zurückgewiesen werden, kein Hinderniss entgegengestellt werden; unter den bezeichneten Umständen sollen beiderseits selbst fremde Staatsangehörige wieder aufgenommen werden, zumal in den Fällen, wo sie noch nicht in das Innere des Landes gelangt sind. Die auf beiden Seiten zuständigen Behörden werden sich über die zu ergreifenden Massregeln verständigen.

Mit einem russischem Auswanderungsscheine versehene jüdische Auswanderer russischer Abkunft und andere, welche von den deutschen Behörden nach Russland zurückgesandt werden, müssen von den russischen Grenzbehörden zugelassen werden, vorausgesetzt, dass sich diese Personen in Deutschland nicht länger als einen Monat aufgehalten haben, von dem Tage an gerechnet, wo sie über die deutsch-russische Grenze gegangen sind.

§. 23.

Die Grenzbehörden jedes der beiden vertragschliessenden Theile sollen gehalten sein, passlose Landstreicher und andere Personen dieser Art, welche in das Gebiet des anderen Theiles, dessen Angehörige sie sind,

autres individus de la même catégorie, devant être réintégrés sur le territoire de l'autre Partie dont ils sont les ressortissants.

wieder aufgenommen werden sollen, ausschliesslich nach denjenigen Grenzpunkten führen zu lassen, wo eine Abfertigung für Reisende stattfindet.

Le présent Protocole qui fera partie intégrante du Traité auquel il se rapporte, sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité même.

En foi de quoi les Plénipotentiaires y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le $\frac{10\ \text{février}}{29\ \text{janvier}}$ 1894.

Léon Comte *de Caprivi.*
Max Baron *de Thielmann.*
Comte *Paul Schouvaloff.*
Basile Timiriaseff.

Das gegenwärtige Protokoll, welches einen wesentlichen Theil des Vertrages, auf den es sich bezieht, bilden wird, soll ohne besondere Ratifikation mit der blossen Thatsache des Austausches der Ratifikationen zum Vertrage selbst als von den betreffenden Regierungen genehmigt und bestätigt gelten.

Zu Urkund dessen haben es die Bevollmächtigten mit ihren Unterschriften versehen.

So geschehen zu Berlin, den $\frac{10\ \text{Februar}}{29.\ \text{Januar}}$ 1894.

Berlin, le $\frac{29\ \text{Janvier}}{10\ \text{Février}}$ 1894.

Monsieur le Baron,

Au cours d'un échange de vues qui a précédé la conférence de Berlin pour négocier un traité de commerce et de navigation entre la Russie et l'Allemagne, le Gouvernement Impérial de Russie ayant décidé l'assimilation du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif douanier de l'Empire, avait cru pouvoir déclarer que son intention serait de ne procéder que graduellement à la majoration du premier de ces tarifs le tarif finlandais ne devant être définitivement assimilé au tarif russe que vers la fin de 1905.

Confirmant actuellement cette intention le Gouvernement Impérial

(Uebersetzung.)

Berlin, den $\frac{29.\ \text{Januar}}{10.\ \text{Februar}}$ 1894.

Herr Baron,

Im Laufe des Meinungsaustausches, welcher der Berliner Konferenz über einen Handels- und Schiffahrtsvertrag zwischen Russland und Deutschland vorherging, konnte die Kaiserlich Russische Regierung, bei welcher der Entschluss feststand, den Zolltarif des Grossfürstenthums Finland dem Zolltarif des Reichs gleichzustellen, die Erklärung abgeben, dass es ihre Absicht sei, nur schrittweise mit der Erhöhung des ersteren dieser Tarife vorzugehen, sodass der finländische Tarif erst gegen Ende des Jahres 1905 endgültig mit dem russischen gleichgestellt werden sollte.

Indem die Kaiserlich Russische Regierung gegenwärtig diesen Entschluss

de Russie, désireux d'écarter toute incertitude à ce sujet qui ne saurait être avantageuse au développement des relations commerciales extérieures, croit devoir établir dès-à-présent les principaux termes pour la majoration graduelle du tarif finlandais.

Le Gouvernement Impérial de Russie déclare à cet effet qu'il n'est pas dans son intention de procéder à cette majoration avant le 19/31 décembre de l'année 1898; à partir de cette date le tarif finlandais pourra être majoré de 50 % des différences qui existeront entre les taux des tarifs russe et finlandais; dès le 18/31 décembre 1901 une nouvelle majoration de 25 % des dites différences pourra avoir lieu; à partir du 18/31 décembre 1903 le Gouvernement Impérial de Russie se réserve une pleine et entière liberté d'action quant à l'assimilation définitive du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif douanier de l'Empire.

Toutefois les stipulations précitées réglant le mode de majoration graduelle du tarif finlandais ne privent pas les autorités compétentes du Grand-Duché de Finlande du droit d'introduire dans le dit tarif des changements partiels, motivés par les besoins locaux du commerce et de l'industrie.

Il est bien entendu que l'effet du Traité de commerce et de navigation conclu le $\frac{\text{29 Janvier}}{\text{10 Février}}$ 1894 entre la Russie et l'Allemagne avec les dispositions de la première partie du Protocole final qui fait partie inté-

bestätigt, hegt sie den Wunsch, alle Unsicherheit auf diesem Gebiete als bedenklich für die Entwickelung der auswärtigen Handelsbeziehungen auszuschliessen und glaubt schon jetzt die hauptsächlichsten Zeitpunkte für die schrittweise Erhöhung des finländischen Tarifs festsetzen zu sollen.

Die Kaiserlich Russische Regierung erklärt zu diesem Behuf, dass es nicht in ihrer Absicht liegt, mit dieser Erhöhung vor dem 19./31. Dezember des Jahres 1898 zu beginnen; von diesem Zeitpunkt ab wird der finländische Tarif um 50 % derjenigen Unterschiede erhöht werden können, welche zwischen den Sätzen des russischen und des finländischen Tarifs alsdann bestehen werden; nach dem 18./31. Dezember 1901 wird eine neue Erhöhung um 25 % der genannten Unterschiede eintreten können; vom 18./31. Dezember 1903 ab behält die Kaiserlich Russische Regierung sich volle und unbeschränkte Freiheit vor hinsichtlich der endgültigen Gleichstellung des Zolltarifs des Grossfürstenthums Finland mit dem Zolltarif des Reichs.

Immerhin beschränken die vorstehenden Abmachungen, welche die Art der schrittweisen Erhöhung des finländischen Tarifs regeln, die zuständigen Behörden des Grossfürstenthums Finland nicht in ihrem Rechte, in dem genannten Tarif theilweise Aenderungen einzuführen, sofern solche in örtlichen Bedürfnissen des Handels und der Industrie ihre Begründung finden.

Es ist dabei wohl verstanden, dass die Wirkung des Handels- und Schifffahrtsvertrages, welcher am $\frac{\text{29. Januar}}{\text{10. Februar}}$ 1894 zwischen Russland und Deutschland abgeschlossen worden ist, nebst den Bestimmungen im ersten Theile

grante du Traité s'entendra au Grand-Duché de Finlande en tout ce qui lui est applicable et spécialement à l'effet des dispositions portées aux articles 6, 9 et 13 du Traité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

P. Cte Schouvaloff.

A
Son Excellence
Mr. le Baron *de Marschall.*
etc. etc. etc.

des Schlussprotokolls, welches einen integrirenden Theil des Vertrages bildet, sich auf das Grossfürstenthum Finland in Allem erstreckt, was darauf anwendbar ist, und besonders in Betreff der in den Artikeln 6, 9 und 13 enthaltenen Abmachungen.

Genehmigen Sie, Herr Staatssekretär, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

An
Seine Excellenz
Herrn Freiherrn *von Marschall.*
etc. etc. etc.

Berlin, le 10 Février 1894.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par la lettre que Votre Excellence a eu la bonté de m'adresser sous la date d'aujourd'hui Vous avez bien voulu me faire part des modalités suivantes, établies par Votre Gouvernement par rapport à l'assimilation du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif de l'Empire russe.

D'après Votre lettre le Gouvernement Impérial de Russie est disposé à ne pas procéder à la majoration du tarif finlandais avant le 19/31 décembre de l'année 1898. A partir de cette date le Gouvernement Impérial de Russie se réserve de majorer le dit tarif de 50 % des différences qui existeront entre les taux des tarifs russe et finlandais, et d'introduire, dès le 18/31 décembre 1901, une nouvelle majoration de 25 % des dites différences.

Non obstant les stipulations qui précèdent le Gouvernement Impérial

(Uebersetzung.)

Berlin, den 10. Februar 1894.

Herr Botschafter,

Euere Excellenz haben durch das gefällige Schreiben vom heutigen Tage mir von den nachstehenden Modalitäten Kenntniss gegeben, welche Ihre Regierung zum Zwecke der Gleichstellung des Zolltarifs des Grossfürstenthums Finland mit dem russischen Tarife festgesetzt hat.

Ihrem Schreiben zufolge beabsichtigt die Russische Regierung mit der Erhöhung des finnischen Tarifs nicht vor dem 19./31. Dezember des Jahres 1898 vorzugehen. Die Kaiserlich Russische Regierung behält sich vor, den genannten Tarif nach diesem Termine um 50 % derjenigen Unterschiede zu erhöhen, welche zwischen den Sätzen des russischen und des finländischen Tarifs alsdann bestehen werden, und nach dem 18./31. Dezember 1901 eine neue Erhöhung um 25 % der genannten Unterschiede eintreten zu lassen.

Unbeschadet der vorstehenden Abmachungen behält die Kaiserlich

de Russie, en se gardant une pleine et entière liberté d'action quant à l'assimilation définitive du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif de l'Empire russe à partir du 18/31 décembre 1903, croit devoir réserver aux autorités compétentes du Grand-Duché de Finlande le droit d'introduire dans le dit tarif des changements partiels, motivés par les besoins locaux du commerce et de l'industrie.

En outre, la lettre de Votre Excellence constate que le Gouvernement Impérial de Russie consent à ce que l'effet du traité de commerce et de navigation conclu le $\frac{29\text{ Janvier}}{10\text{ Février}}$ 1894 entre l'Allemagne et la Russie, avec les dispositions de la première partie du Protocole final qui fait partie intégrante du Traité s'étendra au Grand-Duché de Finlande en tout ce qui lui est applicable et spécialement pour ce qui concerne les dispositions portées aux articles 6, 9 et 13 du Traité.

Au nom de Mon Gouvernement je m'empresse de prendre acte de ces déclarations contenues dans Votre lettre précitée.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance réitérée de ma haute considération.

Baron *de Marschall.*

A
Son Excellence
le Comte *de Schouvaloff*,
Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur
de toutes les Russies.

Russische Regierung vom 18./31. Dezember 1903 ab sich volle und unbeschränkte Freiheit vor hinsichtlich der endgültigen Gleichstellung des Zolltarifs des Grossfürstenthums Finland mit dem Zolltarife des Russischen Reichs; auch glaubt sie den zuständigen Behörden des Grossfürstenthums Finland das Recht wahren zu sollen, in dem genannten Tarif theilweise Aenderungen einzuführen, sofern solche in örtlichen Bedürfnissen des Handels und der Industrie ihre Begründung finden.

Im Uebrigen ist die Kaiserlich Russische Regierung, wie das Schreiben Euerer Excellenz feststellt, damit einverstanden, dass die Wirkung des Handels- und Schiffahrts-Vertrages, welcher am $\frac{29\text{ Januar}}{10.\text{ Februar}}$ 1894 zwischen Deutschland und Russland abgeschlossen worden ist, nebst den Bestimmungen im ersten Theile des Schlussprotokolls, welches einen integrirenden Theil des Vertrages bildet, sich auf das Grossfürstenthum Finland in Allem erstreckt, was darauf anwendbar ist, und besonders in Betreff der in den Artikeln 6, 9 und 13 enthaltenen Abmachungen.

Ich beeile mich, im Namen meiner Regierung von den in Ihrem gedachten Schreiben enthaltenen Erklärungen Akt zu nehmen.

Genehmigen Sie, Herr Botschafter, die erneute Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

An
Seine Excellenz den Kaiserlich Russischen Botschafter
Herrn Grafen *Schuwalow.*
etc. etc. etc.

3.

ETATS-UNIS, CHINE.

Actes et documents relatifs à l'admission des ouvriers chinois dans les Etats-Unis; du 18 juin 1858 au 4 avril 1893.

Publications officielles; Washington Government Printing Office.

I.

Loi concernant l'Interdiction d'immigrer applicable aux étrangers engagés par contrat ou convention pour l'exécution de travaux quelconques aux Etats-Unis, dans leurs territoires et dans le district de Colombie du 26 février 1885.

Archives Diplomatiques 1892.

Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis, réunis en Congrès, ont décidé ce qui suit:

Chapitre Premier.

A dater de l'adoption de la présente loi, il est interdit à toute personne, société, association ou corporation, de payer le voyage à des étrangers qui se sont engagés, avant leur départ, à exécuter un travail quelconque ou à entrer en service aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou dans le district de Colombie. Il leur est également interdit de faciliter et de favoriser l'immigration de ces étrangers.

Chapitre II.

Tous les contrats ou arrangements conclus dès maintenant avec des étrangers, soit verbalement ou par écrit, soit formellement ou tacitement, par des personnes, sociétés, associations ou corporations, concernant l'exécution de travaux ou l'entrée dans un service quelconque aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou dans le district de Colombie sont déclarés nuls, s'ils ont été conclus avant l'arrivée de ces étrangers dans le pays de destination.

Chapitre III.

Les personnes, sociétés, associations ou corporations qui se rendent coupables de contravention à l'une ou l'autre des dispositions du chapitre 1 de la présente loi ou qui facilitent et favorisent sciemment le débarquement, aux Etats-Unis, sur leurs territoires ou dans le district de Colombie, d'étrangers venus pour y exécuter des travaux auxquels ils se sont engagés par contrat verbal ou écrit, sont punissables, si le contrat ou l'arrangement a été conclu avant l'arrivée de ces étrangers aux Etats-Unis. Chaque contravention entraîne une amende de 1,000 dollars, qui peut être réclamée et encaissée, soit par l'Etat, soit par la personne qui a intenté le procès, quand même celle-ci serait étrangère et impliquée

elle-même comme partie dans de pareils contrats ou arrangements. Les amendes encaissées sont versées au trésor d'Etat des Etats-Unis. Chaque étranger impliqué comme partie dans un des contrats ou arrangements sus-mentionnés est poursuivi séparément. Les procureurs de districts sont tenus, chacun dans son arrondissement, de se charger desdits procès aux frais de l'Etat.

Chapitre IV.

Tout propriétaire de navire qui, en connaissance de cause, conduit un ouvrier étranger aux Etats-Unis, l'y débarque ou l'y fait débarquer, se rend coupable d'un délit, si cet étranger s'était engagé avant son embarquement, soit verbalement, soit par contrat écrit, soit formellement ou tacitement, à exécuter un travail quelconque ou à prendre du service aux Etats-Unis. S'il est jugé coupable, il est condamné à une amende de 500 dollars au maximum pour chaque ouvrier ainsi transporté et peut, en outre, être puni d'emprisonnement jusqu'à six mois.

Chapitre V.

La présente loi n'interdit pas à un citoyen d'un Etat étranger, séjournant passagèrement sur le territoire des Etats-Unis, qu'il revête des fonctions officielles ou non, d'engager par contrat ou autrement, en qualité de secrétaires privés, valets ou domestiques, des personnes qui n'habitent pas les Etats-Unis. De même, elle n'interdit pas aux personnes, associations ou corporations, d'engager par contrat ou arrangement des ouvriers spéciaux (skilled workmen) pour les faire travailler dans une branche d'industrie non encore introduite aux Etats-Unis, à condition, toutefois, qu'on ne puisse obtenir ces ouvriers spéciaux d'une autre manière. Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux acteurs, artistes, conférenciers, chanteurs et domestiques. En outre, elles n'interdisent à personne d'aider un membre de famille, un parent ou un ami personnel à venir s'établir aux Etats-Unis.

Chapitre VI.

Toutes les dispositions législatives en contradiction avec la présente loi sont abrogées.

II.

Loi complétant diverses lois sur l'immigration et sur l'expédition aux Etats-Unis d'ouvriers étrangers engagés par contrat du 3 mars 1891.

Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis, réunis en Congrès, ont décidé ce qui suit:

Chapitre Premier.

En vertu des lois actuellement en vigueur sur l'immigration (abstrac-

tion faite de la loi sur les ouvriers chinois), l'entrée sur le territoire des Etats-Unis est interdite aux catégories suivantes d'étrangers: les idiots, les personnes atteintes de maladies mentales, les mendiants ou personnes dont il est à prévoir qu'elles tomberont à la charge de la bienfaisance publique, les personnes atteintes d'une maladie rebutante ou contagieuse, celles qui ont commis un crime commun ou déshonorant ou un délit témoignant de corruption morale; en outre, les partisans de la polygamie et tous ceux dont le billet ou le passage a été payé par une tierce personne ou dont l'émigration aux Etats-Unis a été favorisée par des tiers, à moins qu'il ne soit prouvé clairement et suffisamment que ces personnes n'appartiennent ni à l'une des cotégories précitées, ni à la catégorie des ouvriers engagés par contrat et dont l'immigration est interdite par la loi du 26 février 1885. Toutefois, ces dispositions n'interdisent pas à une personne habitant les Etats-Unis d'y faire venir un parent ou ami n'appartenant pas à l'une des categories exclues, pourvu qu'elle observe les prescriptions établies par le secrétaire du trésor d'Etat. La présente loi n'est pas applicable aux personnes qui se sont rendues coupables d'un délit politique, lors même que ce délit politique serait considéré par les lois du pays d'où vient la personne en question ou par les tribunaux compétents comme un crime vulgaire ou déshonorant, ou comme un délit témoignant de mœurs dépravées.

Chapitre II.

Aucune plainte pour contravention à la loi du 26 Février 1885 interdisant l'immigration des ouvriers étrangers engagés par contrat ne peut être annulée, ni liquidée par entente à l'amiable, ni suspendue sans le consentement motivé du tribunal compétent.

Chapitre III.

Quiconque facilite ou favorise l'émigration d'étrangers pour les Etats-Unis en répandant, à l'étranger, des avis imprimés leur promettant de l'occupation, se rend coupable d'infraction à la loi précitée du 26 février 1885; tout étranger arrivant aux Etats-Unis ensuite d'un pareil avis est considéré comme ouvrier engagé par contrat dans le sens de ladite loi; en pareil cas, on applique les pénalités prévues dans la loi mentionnée. Toutefois, les divers Etats de l'Union et leurs bureaux d'immigration qui viendraient à publier dans les journaux les avantages qu'ils accordent aux personnes émigrant pour leur territoire ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent chapitre.

Chapitre V.

Le chapitre V de la loi du 26 février 1885 est modifié par l'adjonction suivante à son second alinéa: »ni aux ecclésiastiques, à quelque religion qu'ils appartiennent, ni aux maîtres d'écoles supérieures et d'écoles

normales«; en revanche, les mots du second alinéa de ce même chapitre »à un parent ou à un ami personnel« sont retranchés.

Chapitre VI.

Quiconque expédie aux Etats-Unis, soit par mer, soit autrement, un étranger auquel l'entrée est interdite par la loi, ou lui facilite le voyage, se rend coupable d'un délit et est passible d'une amende de 1,000 dollars au maximum ou d'emprisonnement jusqu'à un an, ou enfin d'amende et d'emprisonnement tout à la fois.

Chapitre VII.

Il est institué un Bureau général de contrôle pour surveiller l'immigration. Le Président des Etats-Unis est, après avoir pris l'avis et le consentement du Sénat, autorisé et chargé de nommer à cet effet un fonctionnaire auquel est alloué un traitement de 4,000 dollars payable tous les mois. L'inspecteur en chef de l'immigration est adjoint au département des finances et placé spécialement sous le contrôle du secrétaire du trésor d'Etat auquel il doit chaque année présenter un rapport écrit sur sa gestion, ainsi que des rapports spéciaux chaque fois qu'il en reçoit l'ordre. Le secrétaire du trésor d'Etat met à la disposition de l'inspecteur en chef, dans la ville de Washington, un bureau bien organisé et toutes les installations nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions. Il est adjoint à l'inspecteur un premier secrétaire avec un traitement annuel de 2,000 dollars, et deux aides de première classe.

Chapitre VIII.

A l'arrivée d'émigrants étrangers dans une localité quelconque des Etats-Unis, le capitaine et les fonctionnaires des navires à bord desquels ils ont fait le trajet sont tenus, avant de les débarquer, d'indiquer aux fonctionnaires chargés de l'inspection le nom de chacun d'eux, sa nationalité, son dernier domicile et le lieu où il se rend; les inspecteurs ou leurs adjoints doivent se rendre à bord des navires pour procéder à l'inspection des étrangers arrivés. Ils peuvent aussi ordonner qu'on conduise les étrangers dans un lieu de leur choix et à une heure fixée, afin de les y inspecter; ils sont autorisés à les retenir dans cet endroit jusqu'à ce qu'ils aient procédé à une inspection minutieuse. Cette descente dans un endroit désigné n'est pas considérée comme débarquement proprement dit aussi longtemps que dure l'inspection. La visite médicale a lieu par les médecins des hôpitaux de marine. Lorsqu'il n'est pas possible d'en obtenir un sans retard important, l'inspecteur peut faire visiter les étrangers par un médecin civil, et le secrétaire du trésor d'Etat fixe alors l'indemnité à laquelle ce médecin a droit. Les inspecteurs et leurs aides sont autorisés à faire prêter serment et à procéder à l'audition de témoins dans le but de constater si un étranger a le droit de débarquer aux Etats-Unis. Les dépositions des témoins sont consignées dans un procès-verbal. L'inspecteur en chef veille à ce que les étrangers conduits dans un lieu désigné pour être visités soient logés, nourris et

soignés convenablement; il en est de même pour les immigrants qui ne peuvent continuer leur voyage immédiatement après la visite. La décision prise par les inspecteurs ou leurs adjoints relativement au droit d'immigration d'un étranger est considérée comme définitive lorsque ce droit est refusé, sauf recours à l'inspecteur en chef de l'immigration, dont la décision doit être soumise au secrétaire du trésor d'Etat. Les fonctionnaires de navire sus-mentionnés doivent prendre les précautions propres à empêcher que les immigrants ne débarquent ailleurs qu'aux endroits désignés par les inspecteurs. Chaque fonctionnaire ou employé de navire qui, sciemment ou par négligence, fait débarquer un étranger à une autre heure et dans un autre endroit que ceux fixés par les inspecteurs se rend coupable d'un délit et est passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 1,000 dollars, ou d'emprisonnement jusqu'à une année, ou enfin d'emprisonnement et d'amende tout à la fois.

Chapitre IV.

Aucune société de navigation ou autre société de transport, ni aucun propriétaire de navire ne peut, soit directement, soit par l'entremise d'agents, soit par écrit ou par le moyen d'avis imprimés ou d'invitations verbales, engager ni encourager un étranger à émigrer pour les Etats-Unis; cette disposition ne vise pas les lettres ordinaires d'affaires, les circulaires, avis ou communications verbales concernant le départ des navires et les conditions et avantages des entreprises de transport. En cas d'infraction à cette disposition, on applique aux sociétés de navigation ou autres sociétés de transport, aux propriétaires de navires et à leurs agents, les pénalités prévues au chapitre III de la loi du 26 février 1885.

Le secrétaire du trésor d'Etat peut édicter pour l'inspection le long des frontières du Canada, de la Colombie britannique et du Mexique, des prescriptions ayant pour but d'empêcher que les personnes voyageant simplement d'un Etat dans un autre ne soient inutilement retardées, arrêtées ou importunées. Il est nommé, par arrondissement douanier, un seul inspecteur dont le traitement annuel s'élève jusqu'à 1,200 dollars au maximum. Toutes les fonctions et compétences exercées en vertu du chapitre II de la loi du 3 août 1882 par les commissaires d'Etat et par les fonctionnaires en rapport avec le trésor sont, le cas échéant, exercées par les fonctionnaires de l'inspectorat des Etats-Unis.

Chapitre IX.

Afin de maintenir l'ordre et de faciliter l'arrestation des criminels conformément aux lois des Etats sur le territoire desquels se trouvent les places de débarquement des immigrants, les fonctionnaires de l'administration centrale chargés du service sur ces places doivent au besoin se faire aider par les fonctionnaires de l'Etat et des communes chargés de l'exécution de ces lois; dans ce cas, les compétences de ces derniers et celles des tribunaux locaux s'étendront aussi à ces places.

Chapitre X.

Les étrangers qui arrivent aux Etats-Unis d'une façon illégale doivent,

si possible, être renvoyés immédiatement par le navire qui les y a conduits. Les frais de leur entretien, pendant la durée de leur séjour à terre et de leur retour, sont à la charge du propriétaire du navire qui les a amenés. Si le capitaine, agent, intendant ou propriétaire d'un navire refuse de prendre ces étrangers à bord, s'il néglige de les y retenir, s'il refuse ou néglige de les reconduire au port où ils se sont embarqués, ou s'il ne paie pas les frais de leur entretien durant leur séjour à terre, il se rend coupable de délit et encourt chaque fois une amende d'au moins 300 dollars. Son navire ne peut quitter aucun port des Etats-Unis avant que l'amende ne soit payée.

Chapitre XI.

Tout étranger qui pénètre sur le territoire des Etats-Unis d'une façon contraire aux lois peut être réexpédié, dans le délai d'un an après son arrivée, aux frais de la personne, du navire, de la société de transport ou de la corporation qui l'a transporté et, si ce n'est pas possible, aux frais des Etats-Unis. Tout étranger qui, dans le délai d'un an après son arrivée aux Etats-Unis, tombe à la charge de la bienfaisance publique pour des motifs qui existaient déjà avant son arrivée, est considéré comme ayant immigré d'une façon contraire aux lois et doit être réexpédié comme il vient d'être mentionné plus haut.

Chapitre XII.

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux procès en matière pénale ou civile instruits sous l'empire d'une loi qui se trouverait amendée par la présente; ces procès doivent suivre leur cours sans égard à la présente loi.

Chapitre XIII.

Les tribunaux de district et d'arrondissement des Etats-Unis sont chargés de la juridiction pénale et civile dans tout ce qui a trait aux dispositions de la présente loi.

La présente loi entrera en vigueur le 1er août 1891.

III.

Additional Articles to the Treaty between the United States and China, of June 18, 1858.

Whereas since the conclusion of the treaty between the United States of America and the Ta-Tsing Empire (China) of the 18th of June, 1858, circumstances have arisen showing the necessity of additional articles thereto, the President of the United States and the august sovereigen of the Ta-Tsing Empire, have named for their plenipotentiaries, to wit: the President of the United States of America, William H. Seward, Secretary of State, and his Majesty the Emperor of China, Anson Burlingame, accredited as his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and Chih-

Kang and Sun Chia-Ku, of the second Chinese rank, associated high envoys and ministers of his said Majesty, and the said plenipotentiaries, after having exchanged their full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles:

Article I.

His Majesty the Emperor of China, being of the opinion that, in making concessions to the citizens or subjets of foreign powers of the privilege of residing on certain tracts of land, or resorting to certain waters of that empire for purposes of trade, he has by no means relinquished his right of eminent domain or dominion over the said land and waters, hereby agrees that no such concession or grant shall be construed to give to any power or party which may be at war with or hostile to the United States the right to attack the citizens of the United States or their property within the said lands or waters. And the United States, for themselves, hereby agree to abstain from offensively attacking the citizens or subjects of any power or party or their property with which they may be at war on any such tract of land or waters of the said empire. But nothing in this article shall be construed to prevent the United States from resisting an attack by any hostile power or party upon their citizens or their property. It is further agreed that if any right or interest in any tract of land in China has been or shall hereafter be granted by the government of China to the United States or their citizens for purposes of trade or commerce, that grant shall in no event be construed to divest the Chinese authorities of their right of jurisdiction over persons and property within said tract of land, except so far as that right may have been expressly relinquished by treaty.

Article II.

The United States of America and his Majesty the Emperor of China, believing that the safety and prosperity of commerce will thereby best be promoted, agree that any privilege or immunity in respect to trade or navigation within the Chinese dominions which may not have been stipulated for by treaty, shall be subject to the discretion of the Chinese government and may be regulated by it accordingly, but not in a manner or spirit incompatible with the treaty stipulations of the parties.

Article III.

The Emperor of China shall have the right to appoint consuls at ports of the United States, who shall enjoy the same privileges and immunities as those which are enjoyed by public law and treaty in the United States by the consuls of Great Britain and Russia, or either of them.

Article IV.

The twenty-ninth article of the treaty of the 18th of June, 1858, having stipulated for the exemption of Christian citizens of the United States and Chinese converts from persecution in China on account of their

faith, it is further agreed that citizens of the United States in China, of every religious persuasion, and Chinese subjects in the United States, shall enjoy entire liberty of conscience, and shall be exempt from all disability or persecution on account of their religious faith or worship in either country. Cemeteries for sepulture of the dead, of whatever nativity or nationality, shall be held in respect and free from disturbance or profanation.

Article V.

The United States of America and the Emperor of China cordially recognize the inherent and inalienable right of man to change his home and allegiance, and also the mutual advantage of the free migration and emigration of their citizens and subjects, respectively, from the one country to the other, for purposes of curiosity, of trade, or as permanent residents. The high contracting parties, therefore, join in reprobating any other than an entirely voluntary emigration for these purposes. They consequently agree to pass laws making it a penal offence for a citizen of the United States or Chinese subjects to take Chinese subjects either to the United States or to any other foreign country, or for a Chinese subject or citizen of the United States to take citizens of the United States to China or to any other foreign country, without their free and voluntary consent respectively.

Article VI.

Citizens of the United States visiting or residing in China shall enjoy the same privileges, immunities or exemptions in respect to travel or residence as may there be enjoyed by the citizens or subjects of the most favored nation. And, reciprocally, Chinese subjects visiting or residing in the United States, shall enjoy the same privileges, immunities, and exemptions in respect to travel or residence, as may there be enjoyed by the citizens or subjects of the most favored nation. But nothing herein contained shall be held to confer naturalization upon citizens of the United States in China, nor upon the subjects of China in the United States.

Article VII.

Citizens of the United States shall enjoy all the privileges of the public educational institutions under the control of the government of China, and, reciprocally, Chinese subjects shall enjoy all the privileges of the public educational institutions under the control of the government of the United States, which are enjoyed in the respective countries by the citizens or subjects of the most favored nation. The citizens of the United States may freely establish and maintain schools within the Empire of China at those places where foreigners are by treaty permitted to reside, and, reciprocally, Chinese subjects may enjoy the same privileges and immunities in the United States.

Article VIII.

The United States, always disclaiming and discouraging all practices

of unnecessary dictation and intervention by one nation in the affairs or domestic administration of another, do hereby freely disclaim and disavow any intention or right to intervene in the domestic administration of China in regard to the construction of railroads, telegraphs or other material internal improvements. On the other hand, his Majesty, the Emperor of China, reserves to himself the right to decide the time and manner and circumstances of introducing such improvements within his dominions. With this mutual understanding it is agreed by the contracting parties that if at any time hereafter his imperial Majesty shall determine to construct or cause to be constructed works of the character mentioned within the empire, and shall make application to the United States or any other western power for facilities to carry out that policy, the United States will, in that case, designate and authorize suitable engineers to be employed by the Chinese government, and will recommend to other nations an equal compliance with such application, the Chinese government in that case protecting such engineers in their persons and property, and paying them a reasonable compensation for their service.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed this treaty and thereto affixed the seals of their arms.

Done at Washington the twenty-eighth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-eight.

William H. Seward.
Anson Burlingame.
Chih-Kang.
Sun Chia-Ku.

2.

Treaty between the United States and China. Concerning Immigration. Concluded November 17, 1880*).

Whereas, in the eighth year of Hsien Feng, Anno Domini 1858, a treaty of peace and friendship was concluded between the United States of America and China, and to which were added, in the seventh year of Tung Chih, Anno Domini 1868, certain supplementary articles to the advantage of both parties, which supplementary articles were to be perpetually observed and obeyed: — and

Whereas the Government of the United States, because of the constantly increasing immigration of Chinese laborers to the territory of the United States, and the embarrassments consequent upon such immigration, now desire to negotiate a modification of the existing Treaties which shall not be in direct contravention of their spirit: —

Now, therefore, the President of the United States of America has

---

*) Ratifications exchanged July 19, 1881.

appointed James B. Angell, of Michigan, John F. Swift, of California, and William Henry Trescot, of South Carolina as his Commissioners Plenipotentiary; and His Imperial Majesty, the Emperor of China, has appointed Pao Chün, a member of His Imperial Majesty's Privy Council, and Superintendent of the Board of Civil Office; and Li Hungtsao, a member of His Imperial Majesty's Privy Council, as his Commissioners Plenipotentiary; and the said Commissioners Plenipotentiary, having conjointly examined their full powers, and having discussed the points of possible modification in existing Treaties, have agreed upon the following articles in modification.

Article I.

Whenever in the opinion of the Government of the United States, the coming of Chinese laborers to the United States, or their residence therein, affects or threatens to affect the interests of that country, or to endanger the good order of the said country or of any locality within the territory thereof, the Government of China agrees that the Government of the United States may regulate, limit, or suspend such coming or residence, but may not absolutely prohibit it. The limitation or suspension shall be reasonable and shall apply only to Chinese who may go to the United States as laborers, other classes not being included in the limitations. Legislation taken in regard to Chinese laborers will be of such a character only as is necessary to enforce the regulation, limitation, or suspension of immigration, and immigrants shall not be subject to personal maltreatment or abuse.

Article II.

Chinese subjets, whether proceeding to the United States as teachers, students, merchants or from curiosity, together with their body and household servants, and Chinese laborers who are now in the United States shall be allowed to go and come of their own free will and accord, and shall be accorded all the rights, privileges, immunities, and exemptions which are accorded to the citizens and subjects of the most favored nation.

Article III.

If Chinese laborers, or Chinese of any other class, now either permanently or temporarily residing in the territory of the United States, meet with ill treatment at the hands of any other persons, the Government of the United States will exert all its power to devise measures for their protection and to secure to them the same rights, privileges, immunities, and exemptions as may be enjoyed by the citizens or subjects of the most favored nation, and to which they are entitled by treaty.

Article IV.

The high contracting Powers having agreed upon the foregoing articles, whenever the Government of the United States shall adopt legislative measures in accordance therewith, such measures will be communi-

cated to the Government of China. If the measures as enacted are found to work hardship upon the subjects of China, the Chinese Minister at Washington may bring the matter to the notice of the Secretary of State of the United States, who will consider the subject with him; and the Chinese Foreign Office may also bring the matter to the notice of the United States Minister at Peking and consider the subject with him, to the end that mutual and unqualified benefit may result.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the foregoing at Peking in English and Chinese being three originals of each text of even tenor and date, the ratifications of which shall be exchanged at Peking within one year from date of its execution.

Done at Peking, this seventeenth day of November, in the year of our Lord, 1880. Kuanghsü, sixth year, tenth moon, fifteenth day.

James B. Angell.
John F. Swift.
Wm. Henry Trescot.
Pao Chün.
Li Hungtsao.

8.

Supplemental Treaty between the United States and China. Concerning Commercial Intercourse and Judicial Procedure. Concluded November 17, 1880*).

The President of the United States of America and His Imperial Majesty the Emperor of China, because of certain points of incompleteness in the existing treaties between the two governments, have named as their commissioners plenipotontiary, that is to say:

The President of the United States, James B. Angell of Michigan, John F. Swift of California, and William Henry Trescot of South Carolina;

His Imperial Majesty, the Emperor of China, Pao Chün, a member of His Imperial Majesty's privy council and superintendent of the board of civil office, and Li Hungtsao, a member of His Imperial Majesty's privy council, who have agreed upon and concluded the following additional articles:

Article I.

The Governments of the United States and China, recognizing the benefits of their past commercial relations, and in order still further to promote such relations between the citizens and subjects of the two powers, mutually agree to give the most careful and favorable attention to the representations of either as to such special extension of commercial intercourse as either may desire.

---

*) Ratifications exchanged, July 19, 1881.

Article II.

The Governments of China and of the United States mutually agree and undertake that Chinese subjects shall not be permitted to import opium into any of the ports of the United States; and citizens of the United States shall not be permitted to import opium into any of the open ports of China; to transport it from one open port to any other open port; or to buy and sell opium in any of the open ports of China. This absolute prohibition, which extends to vessels owned by the citizens or subjects of either power, to foreign vessels employed by them, or to vessels owned by the citizens or subjects of either power and employed by other persons for the transportation of opium, shall be enforced by appropriate legislation on the part of China and the United States; and the benefits of the favored nation clause in existing treaties shall not be claimed by the citizens or subjects of either power as against the provisions of this article.

Article III.

His Imperial Majesty the Emperor of China hereby promises and agrees that no other kind or higher rate of tonnage dues, or duties for imports or exports, or coastwise trade shall be imposed or levied in the open ports of China upon vessels wholly belonging to citizens of the United States; or upon the produce, manufactures or merchandise imported in the same from the United States; or from any foreign country; or upon the produce, manufactures, or merchandise exported in the same to the United States or to any foreign country; or transported in the same from one open port of China to another, than are imposed or levied on vessels or cargoes of any other nation or on those of Chinese subjects.

The United States hereby promise and agree that no other kind or higher rate of tonnage dues or duties for imports shall be imposed or levied in the ports of the United States upon vessels wholly belonging to the subjects of His Imperial Majesty and coming either directly or by way of any foreign port, from any of the ports of China which are open to foreign trade, to the ports of the United States; or returning therefrom either directly or by way of any foreign port, to any of the open ports of China; or upon the produce, manufactures or merchandise imported in the same from China or from any foreign country, than are imposed or levied on vessels of other nations which make no discrimination against the United States in tonnage dues or duties on imports, exports, or coastwise trade; or than are imposed or levied on vessels and cargoes of citizens of the United States.

Article IV.

When controversies arise in the Chinese Empire between citizens of the United States and subjects of His Imperial Majesty, which need to be examined and decided by the public officers of the two nations, it is agreed between the Governments of the United States and China that such cases shall be tried by the proper official of the nationality of the

defendant. The properly authorized official of the plaintil's nationality shall be freely permitted to attent the trial and shall be treated with the courtesy due to his position. He shall be granted all proper facilities for watching the proceedings in the interests of justice. If he so desires, he shall have the right to present, to examine, and to cross-examine witnesses. If he is dissatisfied with the proceedings, he shall be permitted to protest against them in detail. The law administered will be the law of the nationality of the officer trying the case.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed and sealed the foregoing at Peking in English and Chinese, being three originals of each text, of even tenor and date, the ratifications of which shall be exchanged at Peking within one year from the date of its execution.

Done at Peking this seventeenth day of November, in the year of our Lord, 1880, Kuanghsü, sixth year, tenth moon, fifteenth day.

James B. Angell.
John F. Swift.
Wm. Henry Trescot.
Pao Chün.
Li Hungtsao.

4.

An act to regulate Immigration. Public No. 195.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That there shall be levied, collected, and paid a duty of fifty cents for each and every passenger not a citizen of the United States who shall come by steam or sail vessel from a foreign port to any port within the United States. The said duty shall be paid to the collector of customs of the port to which such passenger shall come, or if there be no collector at such port, then to the collector of customs nearest thereto, by the master, owner, agent, or consignee of every such vessel, within twenty-four hours after the entry thereof into such port. The money thus collected shall be paid into the United States Treasury, and shall constitute a fund to be called the immigrant fund, and shall be used, under the direction of the Secretary of the Treasury, to defray the expense of regulating immigration under this act, and for the care of immigrants arriving in the United States, for the relief of such as are in distress, and for the general purposes and expenses of carrying this act into effect. The duty imposed by this section shall be a lien upon the vessels which shall bring such passengers into the United States, and shall be a debt in favor of the United States against the owner or owners of such vessels; and the payment of such duty may be enforced by any legal or equitable remedy. Provided, That no greater sum shall be expended for the purposes hereinbefore mentioned, at any port, than shall have been collected at such port.

Sec. 2. — That the Secretary of the Treasury is hereby charged with the duty of executing the provisions of this act and with supervision over the business of immigration to the United States, and for that purpose he shall have power to enter into contracts with such State commission, board, or officers as may be designated for that purpose by the governor of any State to take charge of the local affairs of immigration in the ports within said State, and to provide for the support and relief of such immigrants therein landing as may fall into distress or need public aid, under the rules and regulations to be prescribed by said Secretary; and it shall be the duty of such State commission, board, or officers so designated to examine into the condition of passengers arriving at the ports within such State in any ship or vessel, and for that purpose all or any of such commissioners or officers, or such other person or persons as they shall appoint, shall be authorized to go on board of and through any such ship or vessel; and if on such examination there shall be found among such passengers any convict, lunatic, idiot, or any person unable to take care of himself or herself without becoming a public charge, they shall report the same in writing to the collector of such port, and such persons shall not be permitted to land.

Sec. 3. — That the Secretary of the Treasury shall establish such regulations and rules and issue from time to time such instructions not inconsistent with law as he shall deem best calculated to protect the United States and immigrants into the United States from fraud and loss, and for carrying out the provisions of this act and the immigration laws of the United States; and he shall prescribe all forms of bonds, entries, and other papers to be used under and in the enforcement of the various provisions of this act.

Sec. 4. — That all foreign convicts except those convicted of political offenses, upon arrival, shall be sent back to the nations to which they belong and from whence they came. The Secretary of the Treasury may designate the State board of charities of any State in which such board shall exist by law, or any commission in any State, or any person or persons in any State whose duty it shall be to execute the provisions of this section without compensation. The Secretary of the Treasury shall prescribe regulations for the return of the aforesaid persons to the countries from whence they came, and shall furnish instructions to the board, commission, or persons charged with the execution of the provisions of this section as to the mode of procedure in respect thereto, and may change such instructions from time to time. The expense of such return of the aforesaid persons not permitted to land shall be borne by the owners of the vessels in which they came.

Sec. 5. — That this act shall take effect immediately.

Approved, August 3, 1882.

5.

An Act to prohibit the importation and migration of foreigners and aliens under contract or agreement to perform labor in the United States, its Territories, and the District of Columbia. [Public — No. 52.]

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That from and after the passage of this act it shall be unlawful for any porson, company, partnership, or corporation, in any manner whatsoever, to prepay the transportation, or in any way assist or encourage the importation or migration of any alien or aliens, any foreigner or foreigners, into the United States, its Territories, or the District of Columbia, under contract or agreement, parol or special, express or implied, made previous to the importation or migration of such alien or aliens, foreigner or foreigners, to perform labor or service of any kind in the United States, its Territories, or the District of Columbia.

Sec. 2. That all contracts or agreements, express or implied, parol or special, which may hereafter be made by and between any person, company, partnership, or corporation, and any foreigner or foreigners, alien or aliens, to perform labor or service or having reference to the performance of labor or service by any person in the United States, its Territories, or the District of Columbia previous to the migration or importation of the person or persons whose labor or service is contracted for into the United States, shall be utterly void and of no effect.

Sec. 3. That for every violation of any of the provisions of section one of this act the person, partnership, company, or corporation violating the same, by knowingly assisting, encouraging or soliciting the migration or importation of any alien or aliens, foreigner or foreigners, into the United States, its Territories, or the District of Columbia, to perform labor or service of any kind under contract or agreement, express or implied, parol or special, with such alien or aliens, foreigner or foreigners, previous to becoming residents or citizens of the United States, shall forfeit and pay for every such offence the sum of one thousand dollars, which may be sued for and recovered by the United States or by any person who shall first bring his action therefor including any such alien or foreigner who may be a party to any such contract or agreement, as debts of like amount are now recovered in the circuit courts of the United States; the proceeds to be paid into the Treasury of the United States; and separate suits may be brought for each alien or foreigner being a party to such contract or agreement aforesaid. And it shall be the duty of the district atorney of the proper district to prosecute every such suit at the expense of the United States.

Sec. 4. That the master of any vessel who shall knowingly bring within the United States on any such vessel, and land, or permit to be landed, from any foreign port or place, any alien laborer, mechanic, or artisan who, previous to embarkation on such vessel, had entered into contract or agreement, parol or special, express or implied, to perform

labor or service in the United States, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and on conviction thereof, shall be punished by a fine of not more than five hundred dollars for each and every such alien laborer, mechanic or artisan so brought as aforesaid, and may also be imprisoned for a term not exceeding six months.

Sec. 5. That nothing in this act shall be so construed as to prevent any citizen or subject of any foreign country temporarily residing in the United States, either in private or official capacity, from engaging, under contract or otherwise, persons not residents or citizens of the United States to act as private secretaries, servants, or domestics for such foreigner temporarily residing in the United States as aforesaid; nor shall this act be so construed as to prevent any person, or persons, partnership, or corporation from engaging, under contract or agreement, skilled workman in foreign countries to perform labor in the United States in or upon any new industry not at present established in the United States: Provided, That skilled labor for that purpose cannot be otherwise obtained; nor shall the provisions of this act apply to professional actors, artists, lecturers, or singers, nor to persons employed strictly as personal or domestic servants: Provided, That nothing in this act shall be construed as prohibiting any individual from assisting any member of his family or any relative or personal friend, to migrate from any foreign country to the United States, for the purpose of settlement there.

Sec. 6. That all laws or parts of laws conflicting herewith be, and the same are hereby, repealed.

Approved, February 26, 1885.

6.

An act to prohibit the coming of Chinese laborersto the United States.
[Public — No. 287.]

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That from and after the date of the exchange of ratifications of the pending treaty between the United States of America and His Imperial Majesty the Emperor of China, signed on the twelfth day of March, anno Domini eighteen hundred and eighty-eight, it shall be unlawful for any Chinese person, whether a subject of China or of any other power, to enter the United States, except as hereinafter provided.

Sec. 2. That Chinese officials, teachers, students, merchants, or travelers for pleasure or curiosity, shall be permitted to enter the United States, but in order to entitle themselves to do so, they shall first obtain the permission of the Chinese Government, or other Government of which they may at the time be citizens or subjets. Such permission and also their personal identity shall in such case be evidenced by a certificate to be made out by the diplomatic representative of the United States in the country, or of the consular representative of the United States at the

port or place from which the person named therein comes. The certificate shall contain a full description of such person, of his age, height, and general physical features, and shall state his former and present occupation or profession and place of residence, and shall be made out in duplicate. One copy shall be delivered open to the person named and described, and the other copy shall be sealed up and delivered by the diplomatic or consular officer as aforesaid to the captain of the vessel on which the person named in the certificate sets sail for the United States, together with the sealed certificate, which shall be adressed to the collector of customs at the port where such person is to land. There shall be delivered to the aforesaid captain a letter from the consular officer addressed to the collector of customs aforesaid, and stating that said consular officer has on a certain day delivered to the said captain a certificate of the right of the person named therein to enter the United States as a Chinese official, or other exempted person, as the case may be. And any captain who lands or attempts to land a Chinese person in the United States, without having in his possession a sealed certificate, as required in this section, shall be liable to the penalties prescribed in section nine of this act.

Sec. 3. That the provisions of this act shall apply to all persons of the Chinese race, whether subjects of China or other foreign power, excepting Chinese diplomatic or consular officers and their attendants; and the words »Chinese laborers,« whenever used in this act, shall be construed to mean both skilled and unskilled laborers and Chinese employed in mining.

Sec. 4. That the master of any vessel arriving in the United States from any foreign port or place with any Chinese passengers on board shall, when he delivers his manifest of cargo, and if there be no cargo, when he makes legal entry of his vessel, and before landing or permitting to land any Chinese person (unless a diplomatic or consular officer, or attendant of such officer), deliver to the collector of customs of the district in which the vessel shall have arrived the sealed certificates and letters as aforesaid, and a separate list of all Chinese persons taken on board of his vessel at any foreign port or place, and of all such persons on board at the time of arrival as aforesaid. Such list shall show the names of such persons and other particulars as shown by their open certificates, or other evidences required by this act, and such list shall be sworn to by the master in the manner required by law in relation to the manifest of the cargo.

The master of any vessel as aforesaid shall not permit any Chinese diplomatic or consular officer or attendant of such officer to land without having first been informed by the collector of customs of the official character of such officer or attendant. Any refusal or willful neglect of the master of any vessel to comply with the provisions of this section shall incur the same penalties and forfeitures as are provided for a refusal or neglect to report and deliver a manifest of the cargo.

Sec. 5. That from and after the passage of this act, no Chinese laborer in the United States shall be permitted, after having left, to return thereto, except under the conditions stated in the following sections.

Sec. 6. That no Chinese laborer within the purview of the preceding section shal be permitted to return to the United States unless he has a lawful wife, child, or parent in the United States, or property therein of the value of one thousand dollars, or debts of like amount due him and pending settlement. The marriage to such wife must have taken place at least a year prior to the application of the laborer for a permit to return to the United States, and must have been followed by the continuous cohabitation of the parties as man and wife.

If the right to return be claimed on the ground of property or of debts, it must appear that the property is bona fide and not colorably acquired for the purpose of evading this act, or that the debts are unascertained and unsettled, and not promissory notes or other similar acknowledgments of ascertained liability.

Sec. 7. That a Chinese person claiming the right to be permitted to leave the United States and return thereto on any of the grounds stated in the foregoing section, shall apply to the collector of customs of the district from which he wishes to depart at least a month prior to the time of his departure, and shall make on oath before the said collector a full statement descriptive of his family, or property, or debts, as the case may be, and shall furnish to said collector such proofs of the facts entitling him to return as shall be required by the rules and regulations prescribed from time to time by the Secretary of the Treasury, and for any false swearing in relation thereto he shall incur the penalties of perjury. He shall also permit the collector to take a full description of his person, which description the collector shall retain and mark with a number. And if the collector, after hearring the proofs and investigating all the circumstances of the case, shall decide to issue a certificate of return, he shall at such time and place as he may designate, sign and give to the person applying a certificate containing the number of the description last aforesaid, which shall be the sole evidence given to such person of his right to return. If this last named certificate be transferred, it shall become void, and the person to whom it was given shall forfeit his right to return to the United States. The right to return under the said certificate shall be limited to one year; but it may be extended for an additional period, not to exceed a year, in cases where, by reason of sickness or other cause of disability beyond his control, the holder thereof shall be rendered unable sooner to return, which facts shall be fully reported to and investigated by the consular representative of the United States at the port or place from which such laborer departs for the United States, and certified by such representative of the United States to the satisfaction of the collector of customs at the port where such Chinese person shall seek to land in the United States, such certificate to be delivered by said representative to the master of the vessel on which he departs for the United States. And no Chinese laborer shall be permitted to re-enter the United States without producing to the proper officer of the customs at the port of such entry the return certificate herein required. A Chinese laborer possessing

a certificate under this section shall be admitted to the United States only at the port from which he departed therefrom, and no Chinese person, except Chinese diplomatic or consular officers, and their attendants, shall be permitted to enter the United States except at the ports of San Francisco, Portland, Oregon, Boston, New York, New Orleans, Port Townsend, or such other ports as may be designated by the Secretary of the Treasury.

Sec. 8. That the Secretary of the Treasury shall be, and he hereby is, authorized and empowered to make and prescribe, and from time to time to change and amend such rules and regulations, not in conflict with this act, as he may deem necessary and proper to conveniently secure to such Chinese persons as are provided for in articles second and third of the said treaty between the United States and the Empire of China, the rights therein mentioned, and such as shall also protect the United States against the coming and transit of persons not entitled to the benefit of the provisions of said articles. And he is hereby further authorized and empowered to prescribe the form and substance of certificates to be issued to Chinese laborers under and in pursuance of the provisions of said articles, and prescribe the form of the record of such certificate and of the proceedings for issuing the same, and he may require the deposit, as a part of such record, of the photograph of the party to whom any such certificate shall be issued.

Sec. 9. That the master of any vessel who shall knowingly bring within the United States on such vessel, and land, or attempt to land, or permit to be landed any Chinese laborer or other Chinese person, in contravention of the provisions of this act, shall be deemed guilty of a misdemeanor and, on conviction thereof, shall be punished with a fine of not less than five hundred dollars nor more than one thousand dollars, in the discretion of the court, for every Chinese laborer or other Chinese person so brought, and may also be imprisoned for a term of not less than one year, nor more than five years, in the discretion of the court.

Sec. 10. That the foregoing section shall not apply to the case of any master whose vessel shall come within the jurisdiction of the United States in distress or under stress of weather or touching at any port of the United States on its voyage to any foreign port or place. But Chinese laborers or persons on such vessel shall not be permitted to land, except in case of necessity, and must depart with the vessel on leaving port.

Sec. 11. That any person who shall knowingly and falsely alter or substitute any name for the name written in any certificate herein required, or forge such certificate, or knowingly utter any forged or fraudulent certificate, or falsely personate any person named in any such certificate, and any person other than the one to whom a certificate was issued who shall falsely present any such certificate, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and upon conviction thereof shall be fined in a sum not exceeding one thousand dollars, and imprisoned in a penitentiary for a term of not more that five years.

Sec. 12. That before any Chinese passengers are landed from any

such vessel, the collector, or his deputy, shall proceed to examine such passengers, comparing the certificates with the list and with the passengers; and no passenger shall be allowed to land in the United States from such vessel in violation of law; and the collector shall in person decide all questions in dispute with regard to the right of any Chinese passenger to enter the United States, and his decision shall be subject to review by the Secretary of the Treasury, and not otherwise.

Sec. 13. That any Chinese person, or person of Chinese descent, found unlawfully in the United States, or its Territories, may be arrested upon a warrant issued upon a complaint, under oath, filed by any party on behalf of the United States, by any justice, judge, or commissioner of any United States court, returnable before any justice, judge, or commissioner of a United States court, or before any United States court, and when convicted, upon a hearing, and found and adjudged to be one not lawfully entitled to be or remain in the United States, such person shall be removed from the United States to the country whence he came. But any such Chinese person convicted before a commissioner of a United States court may, within ten days from such conviction, appeal to the judge of the district court for the district. A certified copy of the judgment shall be the process upon which said removal shall be made, and it may be executed by the marshal of the district, or any officer having authority of a marshal under the provisions of this section. And in all such cases the person who brought or aided in bringing such person into the United States shall be liable to the Government of the United States for all necessary expenses incurred in such investigation and removal; and all peace officers of the several States and Territories of the United States are hereby invested with the same authority in reference to carrying out the provisions of this act, as a marshal or debuty marshal of the United States, and shall be entitled to like compensation, to be audited and paid by the same officers.

Sec. 14. That the preceding sections shall not apply to Chinese diplomatic or consular officers or their attendants, who shall be admitted to the United States under special instructions of the Treasury Department, without production of other evidence than that of personal identity.

Sec. 15. That the act entitled »An act to execute certain treaty stipulations relating to Chinese,« approved May sixth, eighteen hundred and eighty-two, and an act to amend said act approved July fifth, eighteen hundred and eighty-four, are hereby repealed to take effect upon the ratification of the pending treaty as provided in section one of this act.

Approved, September 13, 1888.

7.

An act a supplement to an act entitled »An act to execute certain treaty stipulations relating to Chinese,« approved the sixth day of May eighteen hundred and eighty-two. [Public — No. 305.]

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That from and after the passage of this act, it shall be unlawful for any chinese laborer who shall at any time heretofore have been, or who may now or hereafter be, a resident within the United States, and who shall have departed, or shall depart, therefrom, and shall not have returned before the passage of this act, to return to, or remain in, the United States.

Sec. 2. That no certificates of identity provided for in the fourth and fifth sections of the act to which this is a supplement shall hereafter be issued; and every certificate heretofore issued in pursuance thereof, is hereby declared void and of no effect, and the chinese laborer claiming admission by virtue thereof shall not be permitted to enter the United States.

Sec. 3. That all the duties prescribed, liabilities, penalties and forfeitures imposed, and the powers conferred by the second, tenth, eleventh, and twelfth, sections of the act to which this is a supplement are hereby extended and madè applicable to the provisions of this act.

Sec. 4. That all such part or parts of the act to which this is a supplement as are inconsistent herewith are hereby repealed.

Approved, October 1, 1888.

8.

An act making an appropriation for the enforcement of the Chinese exclusion act. [Public — No. 339.]

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That for the purpose of carrying into effect the provisions of the act approved October first, eighteen hundred and eighty-eight, entitled »An act a supplement to an act entitled 'An act to execute certain Treaty Stipulations Relating to Chinese,'« approved the sixth day of May, eighteen hundred and eighty-two, and to defray the expenses which may be incurred in the enforcement of said act by the Secretary of the Treasury during the fiscal year eighteen hundred and eightynine, the sum of fifty thousand dollars, or so much thereof as may be necessary, be and the same is hereby appropriated out of any money in the Treasury not otherwise appropriated.

Approved, October 19, 1888.

9.

An act in amendment to the various acts relative to immigration and the importation of aliens under contract or agreement to perform labor. [Public — No. 152.]

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That the following classes of aliens shall be excluded from admission into the United States, in acco dance with the existing acts regulating immigration, other than those concerning Chinese laborers: All idiots, insane persons, paupers or persons likely to become a public charge, persons suffering from a loathsome or a dangerous contagious disease, persons who have been convicted of a felony or other infamous crime or misdemeanor involving moral turpitude, polygamists, and also any person whose ticket or passage is paid for with the money of another or who is assisted by others to come, unless it is affirmatively and satisfactorily shown on special inquiry that such person does not belong to one of the foregoing excluded classes, or to the class of contract laborers excluded by the act of February twenty-sixth, eighteen hundred and eigthy-five, but this section shall not be held to exclude persons living in the United States from sending for a relative or friend who is not of the excluded classes under such regulations as the Secretary of the Treasury may prescribe: Provided, That nothing in this act shall be construed to apply to or exclude persons convicted of a political offense, notwithstanding said political offense may be designated as a »felony, crime, infamous crime, or misdemeanor, involving moral turpitude« by the laws of the land whence he came or by the court convicting.

Sec. 2. That no suit or proceeding for violations of said act of February twenty-sixth, eighteen hundred and eigthy-five, prohibiting the importation and migration of foreigners under contract or agreement to perform labor, shall be settled, compromised, or discontinued without the consent of the court entered of record with reasons therefor.

Sec. 3. That it shall be deemed a violation of said act of February twenty-sixth, eighteen hundred and eighty-five, to assist or encourage the importation or migration of any alien by promise of employment through advertissements printed and published in any foreign country; and any alien coming to this country in consequence of such an advertisement shall be treated as coming under a contract as contemplated by such act; and the penalties by said act imposed shall be applicable in such a case: Provided, This section shall not apply to States and Immigration Bureaus of States advertising the inducements they offer for immigration to such States.

Sec. 4. That no steamship or transportation company or owners of vessels shall directly, or through agents, either by writing, printing, or oral representations, solicit, invite or encourage the immigration of any alien into the United States except by ordinary commercial letters, circulars, advertisements, or oral representations, stating the sailings of their vessels and the terms and facilities of transportation therein; and for a violation of this provision any such steamship or transportation company, and any such owners of vessels, and the agents by them employed, shall

be subjected to the penalties imposed by the third section of said act of February twenty-sixth, eighteen hundred and eighty-five, for violations of the provisions of the first section of said act.

Sec. 5. That section five of said act of February twenty-sixth, eighteen hundred and eighty-five, shall be, and hereby is, amended by adding to the second proviso in seid section the words »nor to ministers of any religious denomination, nor persons belonging to any recognized profession, nor professors for colleges and seminaries,« and by excluding from the second proviso of said section the words »or any relative or personal friend.«

Sec. 6. That any person who shall bring into or land in the United States by vessel or otherwise, or who shall aid to bring into or land in the United States by vessel or otherwise, any alien not lawfully entitled to enter the United States shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall, on conviction, be punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment for a term not exceeding one year, or by both such fine and imprisonment.

Sec. 7. That the office of superintendent of immigration is hereby created and established, and the President, by and with the advice and consent of the Senate, is authorized and directed to appoint such officer, whose salary shall be four thousand dollars per annum, payable monthly. The superintendent of immigration shall be an officer in the Treasury Department, under the control and supervision of the Secretary of the Treasury, to whom he shall make annual reports in writing of the transactions of his office, together with such special reports, in writing, as the Secretary of the Treasury shall require. The Secretary shall provide the superintendent with a suitabl furnished office in the city of Washington, and with such books of record and facilities for the discharge of the duties of his office as may be necessary. He shall have a chief clerk, at a salary of two thousand dollars per annum, and two first-class clerks.

Sec. 8. That upon the arrival by water at any place within the United States of any alien immigrants it shall be the duty of the commanding officer and the agents of the steam or sailing vessel by which they came to report the name, nationality, last residence, and destination of every such alien, before any of them are landed, to the proper inspection officers, who shall thereupon go or send competent assistants on board such vessel and there inspect all such aliens, or the inspection officiers may order the temporary of such aliens for examination at a designated time and place, and then and there detain them until a thorough inspection is made. But such removal shall not be considered a landing during the pendency of such examination. The medical examination shall be made by surgeons of the Marine Hospital Service. In cases where the services of a Marine Hospital Surgeon can not be obtained without causing unreasonable delay the inspector may cause an alien to be examined by a civil surgeon and the Secretary of the Treasury shall fix the compensation for such examination. The inspection officers and their assistants shall have power to administer oaths, and to take and consider testimony

touching the right of any such aliens to enter the United States, all of which shall be entered of record. During such inspection after temporary removal the superintendent thall cause such aliens to be properly housed, fed, and cared for, and also, in his discretion, such as are delayed in proceeding to their destination after inspection. All decisions made by the inspection officers or their assistants touching the right, of any alien to land, when adverse to such right, shall be final unless appeal be taken to the superintendent of immigration, whose action shall be subject to review by the Secretary of the Treasury. It shall be the duty of the aforesaid officers and agents of such vessel to adopt due precautions to prevent the landing of any alien immigrant at any place or time other than that designated by the inspection officers, and any such officer or agent or person in charge of such vessel who shall either knowingly or negligently land or permit to land any alien immigrant at any place or time other than that designated by the inspection officers, shall be deemed guilty of a misdemeanor and punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment for a term not exceeding one year, or by both such fine and imprisonment.

That the Secretary of the Treasury may prescribe rules for inspection along the borders of Canada, British Columbia, and Mexico so as not to obstruct or unnecessarily delay, impede, or annoy passengers in ordinary travel between said countries: Provided, That not exceeding one inspector shall be appointed for each customs district, and whose salary shall not exceed twelve hundred dollars per year.

All duties imposed and powers conferred by the second section of the act of August third, eighteen hundred and eighty-two, upon State commissioners, boards, or officers acting under contract with the Secretary of the Treasury shall be performed and exercised, as occasion may arise, by the inspection officers of the United States.

Sec. 9. That for the preservation of the peace and in order that arrests may be made for crimes under the laws of the States where the various United States immigrant stations are located, the officials in charge of such stations as occasion may require shall admit therein the proper State and municipal officers charged with the enforcement of such laws, and for the purposes of this section the jurisdiction of such officers and of the local courts shall extend over such stations.

Sec. 10. That all aliens who may unlawfully come to the United States shall, if practicable, be immediately sent back on the vessel by which they were brought in. The cost of their maintenance while on land, as well as the expense of the return of such aliens, shall be borne by the owner or owners of the vessel on which such aliens came; and if any master, agent, consignee, or owner of such vessel shall refuse to receive back on board the vessel such aliens, or shall neglect to detain them thereon, or shall refuse or neglect to return them to the port from which they came, or to pay the cost of their maintenance while on land, such master, agent, consignee, or owner shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall be punished by a fine not less than three hundred dollars

for each and every offense; and any such vessel shall not have clearance from any port of the United States while any such fine is unpaid.

Sec. 11. That any alien who shall come into the United States in violation of law may be returned as by law provided, at any time within one year thereafter, at the expense of the person or persons, vessel, transportation company, or corporation bringing such alien into the United States, and if that can not be done, then at the expense of the United States; and any alien who becomes a public charge within one year after his arrival in the United States from causes existing prior to his landing therein shall be deemed to have come in violation of law and shall be returned as aforesaid.

Sec. 12. That nothing contained in this act shall be construed to affect any prosecution or other proceeding, criminal or civil, begun under any existing act or any acts hereby amended, but such prosecution or other proceedings, criminal or civil, shall proceed as if this act had not been passed.

Sec. 13. That the circuit and district courts of the United States are hereby invested with full and concurrent jurisdiction of all causes, civil and criminal, arising under any of the provisions of this act; and this act shall go into effect on the first day of April, eighteen hundred and ninety-one.

Approved, March 3, 1891.

10.

Circular. Exclusion of Chinese.

1892. Treasury Department,

Department No. 69. Office of the Secretary,

Division of Special Agents. Washington, D. C., May 7, 1892.

To Collectors and other Officers of the Customs:

The act approved May 5, 1892, entitled »An Act to prohibit the coming of Chinese persons into the United States,« and continuing in force for a period of ten years from said date all laws then in force prohibiting and regulating the coming into this country of Chinese persons and persons of Chinese descent, is printed below for the information and guidance of Collectors of Customs, Collectors of Internal Revenue, Chinese Inspectors, and all other persons concerned.

The several acts of Congress upon the subject referred to in said act approved May 5, 1892, are also appended for general information.

The act approved September 13, 1888, being dependent upon the ratification of the then pending treaty with China, which treaty was not ratified, is omitted.

The instructions heretofore prescribed for the guidance of officers whose duty it is to enforce these laws will continue to be observed.

Regulations will be hereafter prescribed as to the certificates which are to be issued within one year from the date of the passage of the act approved May 5, 1892, to Chinese laborers now within the limits of the United States, and to Chinese persons other than laborers having a right to be and remain in the United States, and who may desire to obtain such certificates as evidence of such right.

Charles Foster,
Secretary.

[Public No. 50.]

An act to prohibit the coming of Chinese persons into the United States.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That all laws now in force prohibiting and regulating the coming into this country of Chinese persons and persons of Chinese descent are hereby continued in force for a period of ten years from the passage of this act.

Sec. 2. That any Chinese person or person of Chinese descent, when convicted and adjudged under any of said laws to be not lawfully entitled to be or remain in the United States, shall be removed from the United States to China, unless he or they shall make it appear to the justice, judge, or commissioner before whom he or they are tried that he or they are subjects or citizens of some other country, in which case he or they shall be removed from the United States to such country: Provided, That in any case where such other country of which such Chinese person shall claim to be a citizen or subject shall demand any tax as a condition of the removal of such person to that country, he or she shall be removed to China.

Sec. 3. That any Chinese person or person of Chinese descent arrested under the provisions of this act or the acts hereby extended shall be adjudged to be unlawfully within the United States unless such person shall establish, by affirmative proof, to the satisfaction of such justice, judge, or commissioner, his lawful right to remain in the United States.

Sec. 4. That any such Chinese person or person of Chinese descent convicted and adjudged to be not lawfully entitled to be or remain in the United States shall be imprisoned at hard labor for a period of not exceeding one year and thereafter removed from the United States, as hereinbefore provided.

Sec. 5. That after the passage of this act, on an application to any judge or court of the United States in the first instance for a writ of habeas corpus, by a Chinese person seeking to land in the United States, to whom that privilege has been denied, no bail shall be allowed, and such application shall be heard and determined promptly without unnecessary delay.

Sec. 6. And it shall be the duty of all Chinese laborers within the limits of the United States at the time of the passage of this act, and who are entitled to remain in the United States, to apply to the collector

of internal revenue of their respective districts, within one year after the passage of this act, for a certificate of residence, and any Chinese laborer within the limits of the United States who shall neglect, fail, or refuse to comply with the provisions of this act, or who, after one year from the passage hereof, shall be found within the jurisdiction of the United States without such certificate of residence, shall be deemed and adjudged to be unlawfully within the United States, and may be arrested by any United States customs official, collector of internal revenue or his deputies, United States marshal or his deputies, and taken before a United States judge, whose duty it shall be to order that he be deported from the United States as hereinbefore provided, unless he shall establish clearly to the satisfaction of said judge that by reason of accident, sickness or other unavoidable cause, he has been unable to procure his certificate, and to the satisfaction of the court, and by at least one credible white witness, that he was a resident of the United States at the time of the passage of this act; and if upon the hearing it shall appear that he is so entitled to a certificate, it shall be granted upon his paying the cost. Should it appear that said Chinaman had procured a certificate which has been lost or destroyed, he shall be detained and judgement suspended a reasonable time to enable him to procure a duplicate from the officer granting it, and in such cases the cost of said arrest and trial shall be in the discretion of the court. And any Chinese person, other than a Chinese laborer, having a right to be and remain in the United States, desiring such certificate as evidence of such right, may apply for and receive the same without charge.

Sec. 7. That immediately after the passage of this act the Secretary of the Treasury shall make such rules and regulations as may be necessary for the efficient execution of this act, and shall prescribe the necessary forms and furnish the necesary blanks to enable collectors of internal revenue to issue the certificates required hereby, and make such provisions that certificates may be procured in localities convenient to the applicants. Such certificates shall be issued without charge to the applicant, and shall contain the name, age, local residence, and occupation of the applicant, and such other description of the applicant, as shall be prescribed by the Secretary of the Treasury, and a duplicate thereof shall be filed in the office of the collector of internal revenue for the district within which such Chinaman makes application.

Sec. 8. That any person who shall knowingly and falsely alter or substitute any name for the name written in such certificate or forge such certificate, or knowingly utter any forged or fraudulent certificate, or falsely personate any person named in such certificate, shall be guilty of a misdemeanor, and upon conviction thereof shall be fined in a sum not exceeding one thousand dollars or imprisoned in the penitentiary for a term of not more that five years.

Sec. 9. The Secretary of the Treasury may authorize the payment of such compensation in the nature of fees to the collectors of internal revenue, for services performed under the provisions of this act, in

addition to salaries now allowed by law, as he shall deem necessary, not exceeding the sum of one dollar for each certificate issued.

Approved, May 5, 1892.

An act to execute certain treaty stipulations relating to Chinese.

Whereas, in the opinion of the Government of the United States, the coming of Chinese laborers to this country endangers the good order of certain localities within the territory thereof: Therefore,

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in congress assembled, That from and after the expiration of ninety days next after the passage of this act, and until the expiration of ten years next after the passage of this act, the coming of Chinese laborers to the United States be, and the same is hereby, suspended; and during such suspension it shall not be lawful for any Chinese laborer to come, or, having so come after the expiration of said ninety days, to remain within the United States.

Sec. 2. That the master of any vessel who shall knowingly bring within the United States on such vessel, and land or permit to be landed, any Chinese laborer, from any foreign port or place, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and on conviction thereof shall be punished by a fine of not more than five hundred dollars for each and every such Chinese laborer so brought, and may be also imprisoned for a term not exceeding one year.

Sec. 3. That the two foregoing sections shall not apply to Chinese laborers who where in the United States on the seventeenth day of November, eighteen hundred and eighty, or who shall have come into the same before the expiration of ninety days next after the passage of this act, and who shall produce to such master before going on board such vessel, and shall produce to the collector of the port in the United States at which such vessel shall arrive, the evidence hereinafter in this act required of his being one of the laborers in this section mentioned; nor shall the two foregoing sections apply to the case of any master whose vessel, being bound to a port not within the United States, shall come within the jurisdiction of the United States by reason of being in distress or in stress of weather, or touching at any port of the United States on its voyage to any foreign port or place: Provided, That all Chinese laborers brought on such vessel shall depart with the vessel on leaving port.

*)[Sec. 4. That for the purpose of properly identifying Chinese laborers who were in the United States on the seventeenth day of November, eighteen hundred and eighty, or who shall have come into the same before the expiration of ninety days next after the passage of this act, and in

---

*) See Act approved October 1, 1888, which prohibits the issuance of certificates of identity of Chinese laborers and declares void such certificates theretofore issued.

order to furnish them with the proper evidence of their right to go from and come to the United States of their free will and accord, as provided by the treaty between the United States and China dated November seventeenth, eighteen hundred and eighty, the collector of customs of the district from which any such Chinese laborer shall depart from the United States shall, in person or by deputy, go on board each vessel having on board any such Chinese laborer and cleared or about to sail from his district for a foreign port, and on such vessel make a list of all such Chinese laborers, which shall be entered in registry-books to be kept for that purpose, in which shall be stated the name, age, occupation, last place of residence, physical marks or peculiarities, and all facts necessary for the identification of each of such Chinese laborers, which books shall be safely kept in the custom-house; and every such Chinese laborer so departing from the United States shall be entitled to, and shall receive, free of any charge or cost upon application therefor, from the collector or his deputy, at the time such list is taken, a certificate, signed by the collector or his deputy and attested by his seal of office, in such form as the Secretary of the Treasury shall prescribe, which certificate shall contain a statement of the name, age, occupation, last place of residence, personal description, and facts of identification of the Chinese laborer to whom the certificate is issued, corresponding with the said list and registry in all particulars. In case any Chinese laborer after having received such certificate shall leave such vessel before her departure he shall deliver his certificate to the master of the vessel, and if such Chinese laborer shall fail to return to such vessel before her departure from port the certificate shall be delivered by the master to the collector of customs for cancellation. The certificate herein provided for shall entitle the Chinese laborer to whom the same is issued to return to and re-enter the United States upon producing and delivering the same to the collector of customs of the district at which such Chinese laborer shall seek to re-enter; and upon delivery of such certificate by such Chinese laborer to the collector of customs at the time of re-entry in the United States, said collector shall cause the same to be filed in the custom-house and duly canceled.]

*)[Sec. 5. That any Chinese laborer mentioned in section four of this act being in the United States, and desiring to depart from the United States by land, shall have the right to demand and receive, free of charge or cost, a certificate of identification similar to that provided for in section four of this act to be issued to such Chinese laborers as may desire to leave the United States by water; and it is hereby made the duty of the collector of customs of the district next adjoining the foreign country to which said Chinese laborer desires to go to issue such certificate, free of charge or cost, upon application by such Chinese laborer, and to enter-

---

*) See Act approved October 1, 1888, which prohibits the issuance of certificates of identity of Chinese laborers and declares void such certificates theretofore isued.

the same upon registry-books to be kept by him for the purpose, as provided for in section four of this act.]

Sec. 6. That in order to the faithful execution of articles one and two of the treaty in this act before mentioned, every Chinese person other than a laborer who may be entitled by said treaty and this act to come within the United States, and who shall be about to come to the United States, shall be identified as so entitled by the Chinese Government in each case, such identity to be evidenced by a certificate issued under the authority of said government, which certificate shall be in the English language or (if not in the English language) accompanied by a translation into Enghlish, stating such right to come, and which certificate shall state the name, title, or official rank, if any, the age, height, and all physical peculiarities, former and present occupation or profession, and place of residence in China of the person to whom the certificate is issued and that such person is entitled conformably to the treaty in this act mentioned to come within the United States. Such certificate shall be prima-facie evidence of the fact set forth therein, and shall be produced to the collector of customs, or his deputy, of the port in the district in the United States at which the person named therein shall arrive.

Sec. 7. That any person who shall knowingly and falsely alter or substitute any name for the name written in such certificate or forge any such certificate, or knowingly utter any forged or fraudulent certificate, or falsely personate any person named in any such certificate, shall be deemed guilty of a misdemeanor; and upon conviction thereof shall be fined in a sum not exceeding one thousand dollars, and imprisoned in a penitentiary for a term of not more than five years.

Sec. 8. That the master of any vessel arriving in the United States from any foreign port or place shall, at the same time he delivers a manifest of the cargo, and if there be no cargo, then at the time of making a report of the entry of the vessel pursuant to law, in addition to the other matter required to be reported, and before landing, or permitting to land, any Chinese passengers, deliver and report to the collector of customs of the district in which such vessels shall have arrived a separate list of all Chinese passengers taken on board his vessel at any foreign port or place, and all such passengers on board the vessel at that time. Such lists shall show the names of such passengers (and if accredited officers of the Chinese Government traveling on the business of that government, or their servants, with a note of such facts), and the names and other particulars, as shown by their respective certificates; and such list shall be sworn to by the master in the manner required by law in relation to the manifest of the cargo. Any willful refusal or neglect of any such master to comply with the provisions of this section shall incur the same penalties and forfeiture as are provided for a refusal or neglect to report and deliver a manifest of the cargo.

Sec. 9. That before any Chinese passengers are landed from any such vessel, the collector or his deputy shall proceed to examine such passengers, comparing the certificates with the list and with the passengers;

and no passenger shall be allowed to land in the United States from such vessel in violation of law.

Sec. 10. That every vessel whose master shall knowingly violate any of the provisions of this act shall be deemed forfeited to the United States, and shall be liable to seizure and condemnation in any district of the United States into which such vessel may enter or in which she may be found.

Sec 11. That any person who shall knowingly bring into or cause to be brought into the United States by land, or who shall knowingly aid or abet the same, or aid or abet the landing in the United States from any vessel of any Chinese person not lawfully entitled to enter the United States, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall, on conviction thereof, be fined in a sum not exceeding one thousand dollars, and imprisoned for a term not exceeding one year.

Sec. 12. That no Chinese person shall be permitted to enter the United States by land without producing to the proper officer of customs the certificate in this act required of Chinese persons seeking to land from a vessel. And any Chinese person found unlawfully within the United States shall be caused to be removed therefrom to the country from whence he came, by direction of the President of the United States, and at the cost of the United States, after being brought before some justice, judge, or commissioner of a court of the United States and found to be one not lawfully entitled to be or remain in the United States.

Sec. 13. That this act shall not apply to diplomatic and other officers of the Chinese Government traveling upon the business of that government, whose credentials shall be taken as equivalent to the certificate in this act mentioned, and shall exempt them and their body and household servants from the provisions of this act as to other Chinese persons.

Sec. 14. That hereafter no State court or court of the United States shall admit Chinese to citizenship; and all laws in conflict with this act are hereby repealed.

Sec. 15. That the words »Chinese laborers«, wherever used in this act, shall be construed to mean both skilled and unskilled laborers and Chinese employed in mining.

Approved, May 6, 1882.

An act to amend an act entitled »An act to execute certain treaty stipulations relating to Chinese, approved May sixth, eighteen hundred and eighty-two.«

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That section one of the act entitled »An act to execute certain treaty stipulations relating to Chinese,« approved May sixth, eighteen hundred and eighty-two, is hereby amended so as to read as follows:

Whereas in the opinion of the Government of the United States the coming of Chinese laborers to this country endangers the good order of certain localities within the territory thereof; Therefore

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That from and after the passage of this act, and until the expiration of ten years next after the passage of this act, the coming of Chinese laborers to the United States be, and the same is hereby, suspended, and during such suspension it shall not be lawful for any Chinese laborer to come from any foreign port or place, or having so come to remain within the United States.«

Section two of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 2. That the master of any vessel who shall knowingly bring within the United States on such vessel, and land, or attempt to land, or permit to be landed any Chinese laborer from any foreign port or place, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and, on conviction thereof, shall be punished by a fine of not more than five hundred dollars for each and every such Chinese laborer so brought, and may also be imprisoned for a term not exceeding one year.«

Section three of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 3. That the two foregoing sections shall not apply to Chinese laborers who were in the United States on the seventeenth day of November, eighteen hundred and eighty, or who shall have come into the same before the expiration of ninety days next after the passage of the act to which this act is amendatory, nor shall said sections apply to Chinese laborers, who shall produce to such master before going on board such vessel, and shall produce to the collector of the port in the United States at which such vessel shall arrive, the evidence hereinafter in this act required of his being one of the laborers in this section mentioned; nor shall the two foregoing sections apply to the case of any master whose vessel, being bound to a port not within the United States, shall come within the jurisdiction of the United States by reason of being in distress or in stress of weather, or touching at any port or the United States on its voyage to any foreign port or place: Provided, That all Chinese laborers brought on such vessel shall not be permitted to land except in case of absolute necessity, and must depart with the vessel on leaving port.«

Section four of said act is hereby amended so as to read as follows:

*) [»Sec. 4. That for the purpose of properly identifying Chinese laborers who were in the United States on the seventeenth day of November, eighteen hundred and eighty, or who shall have come into the same before the expiration of ninety days next after the passage of the act to which this act is amendatory, and in order to furnish them with the proper evidence of their right to go from and come to the United States as provided by the said act and the treaty between the United States and China dated November seventeenth, eighteen hundred and eigthy, the collector of customs of the district from which any such Chinese laborer shall depart from the United States shall, in person or by deputy, go on

*) See Act approved October 1, 1888, which prohibits the issuance of certificates of identity of Chinese laborers and declares void such certificates theretofore issued.

board each vessel having on board any such Chinese laborer, and cleared or about to sail from his district for a foreign port, and on such vessel make a list of all such Chinese laborers, which shall be entered in registry-books, to be kept for that purpose in which shall be stated the individual, family, and tribal name in full, the age, occupation, when and where followed, last place of residence, physical marks or peculiarities, and all facts necessary for the dentification of each such Chinese laborers, which books shall be safely kept in the custom-house; and every such Chinese laborer so departing from the United States shall be entitled to and shall receive, free of any charge or cost upon application therefor, from the collector or his deputy, in the name of said collector and attested by said collector's seal of office, at the time such list is taken, a certificate, signed by the collector or his deputy and attested by his seal of office, in such form as the Secretary of the Treasury shall prescribe, which certificate shall contain a statement of the individual, family, and tribal name in full, age, occupation, when and where followed, of the Chinese laborer to whom the certificate is issued, corresponding with the said list and registry in all particulars. In case any Chinese laborer, after having received such certificates, shall leave such vessel before her departure, he shall deliver his certificate to the master of the vessel; and if such Chinese laborer shall fail to return to such vessel before her departure from port, the certificate shall be delivered by the master to the collector of customs for cancellation. The certificate herein provided for shall entitle the Chinese laborer to whom the same is issued to return to and re-enter the United States upon producing and delivering the same to the collector of customs of the district at which such Chinese laborer shall seek to re- enter, and said certificate shall be the only evidence permissible to establish his right of re-entry; and upon delivering of such certificate by such Chinese laborer to the collector of customs at the time of re-entry in the United States, said collector shall cause the same to be filed in the custom-house and duly canceled.«]

Section six of said act is hereby amended so as to read as follows:

Sec. 6. That in order to the faithful execution of the provisions ot this act, every Chinese person, other than a laborer, who may be entitled by said treaty or this act to come within the United States, and who shall be about to come to the United States, shall obtain the permission of and be identified as so entitled by the Chinese Government, or of such other foreign Government of which at the time such Chinese person shall be a subject, in each case to be evidenced by a certificate issued by such Government, which certificate shall be in the English language, and shall show such permission, with the name of the permitted person in his or her proper signature, and which certificate shall state the individual, family, and tribal name in full, title or official rank, if any, the age, height, and all physical peculiarities, former and present occupation or profession, when and where and how long pursued, and place of residence of the person to whom the certificate is issued, and that such person is entitled by this act to come within the United States. If the person so applying for a

certificate shall be a merchant said certificate shall, in addition to above requirements, state the nature, character, and estimated value of the business carried on by him prior to and at the time of his application as aforesaid: Provided, That nothing in this act nor in said treaty shall be construed as embracing within the meaning of the word 'merchant,' hucksters, peddlers, or those engaged in taking, drying, or otherwise preserving shell or other fish for home consumption or exportation. If the certificate be sought for the purpose of travel for curiosity, it shall also state whether the applicant intends to pass through or travel within the United States, together with his financial standing in the country from which such certificate is desired. The certificate provided for in this act, and the identity of the person named therein, shall, before such person goes on board any vessel to proceed to the United States, be vised by the indorsement of the diplomatic representatives of the United States in the foreign country from which said certificate issues, or of the consular representative of the United States at the port or place from which the person named in the certificate is about to depart; and such diplomatic representative or consular representative whose indorsement is so required is hereby empowered, and it shall be his duty, before indorsing such certificate as aforesaid, to examine into the truth of the statements set forth in said certificate, and if he shall find upon examination that said or any of the statements therein contained are untrue it shall be his duty to refuse to indorse the same. Such certificate vised as aforesaid shall be prima facie evidence of the facts set forth therein, and shall be produced to the collector of customs of the port in the district in the United States at which the person named therein shall arrive, and afterward produced to the proper authorities of the United States whenever lawfully demanded, and shall be the sole evidence permissible on the part of the person so producing the same to establish a right of entry into the United States; but said certificate may be controverted and the facts therein stated disproved by the United States authorities.«

Section eight of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 8. That the master of any vessel arriving in the United States from any foreign port or place shall, at the same time he delivers a manifest of the cargo, and if there be no cargo, then at the time of making a report of the entry of the vessel pursuant to law, in addition to the other matter required to be reported, and before landing, or permitting to land, any Chinese passengers, deliver and report to the collector of customs of the district in which such vessels shall have arrived a separate list of all Chinese passengers taken on board his vessel at any foreign port or place, and all such passengers on board the vessel at that time. Such list shall show the names of such passengers (and if accredited officers of the Chinese or of any other foreign Government, traveling on the business of that Government, or their servants, with a note of such facts), and the names and other particulars as shown by their respective certificates; and such list shall be sworn to by the master in the manner required by law in relation to the manifest of the cargo. Any

refusal or wilful neglect of any such master to comply with the provisions of this section shall incur the same penalties and forfeiture as are provided for a refusal or neglect to report and deliver a manifest of the cargo.«

Section ten of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 10. That every vessel whose master shall knowingly violate any of the provisions of this act shall be deemed forfeited to the United States, and shall be liable to seizure and condemnation in any district of the United States into which such vessel may enter or in which she may be found.«

Section eleven of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 11. That any person who shall knowingly bring into or cause to be brought into the United States by land, or who shall aid or abet the same, or aid or abet the landing in the United States from any vessel, of any Chinese person not lawfully entitled to enter the United States, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall on conviction thereof, be fined in a sum not exceeding one thousand dollars, and imprisoned for a term not exceeding one year.«

Section twelve of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 12. That no Chinese person shall be permitted to enter the United States by land without producing to the proper officer of customs the certificate in this act required of Chinese persons seeking to land from a vessel. And any Chinese person found unlawfully within the United States shall be caused to be removed therefrom to the country from whence he came, and at the cost of the United States, after being brought before some justice, judge, or commissioner of a court of the United States and found to be one not lawfully entitled to be or to remain in the United States; and in all such cases the person who brought or aided in bringing such person to the United States shall be liable to the Government of the United States for all necessary expenses incurred in such investigation and removal; and all peace officers of the several States and Territories of the United States are hereby invested with the same authority as a marshal or United States marshal in reference to carrying out the provisions of this act or the act of which this is amendatory, as a marshal or deputy marshal of the United States, and shall be entitled to like compensation to be audited and paid by the same officers. And the United States shall pay all costs and charges for the maintenance and return of any Chinese person having the certificate prescribed by law as entitling such Chinese person to come into the United States who may not have been permitted to land from any vessel by reason of any of the provisions of this act.«

Section thirteen of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 13. That this act shall not apply to diplomatic and other officers of the Chinese or other Governments traveling upon the business of that Government, whose credentials shall be taken as equivalent to the certificate in this act mentioned, and shall exempt them and their body and household servants from the provisions of this act as to other Chinese persons.«

Section fifteen of said act is hereby amended so as to read as follows:

»Sec. 15. That the provisions of this act shall apply to all subjects of China and Chinese, whether subjects of China or any other foreign power; and the words Chinese laborers, wherever used in this act shall be construed to mean both skilled and unskilled laborers and Chinese employed in mining.«

Sec. 16. That any violation of any of the provisions of this act, or of the act of which this is amendatory, the punishment of which is not otherwise herein provided for, shall be deemed a misdemeanor, and shall be punishable by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment for not more than one year, or both such fine and imprisonment.

Sec. 17. That nothing contained in this act shall be construed to affect any prosecution or other proceeding criminal or civil, begun under the act of which this is amendatory; but such prosecution or other proceeding, criminal or civil, shall proceed as if this act had not been passed.

Approved, July 5, 1884.

An act a supplement to an act entitled »An Act to execute certain treaty stipulations relating to Chinese,« approved the sixth day of May, eighteen hundred and eighty-two.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That from and after the passage of this act, it shall be unlawful for any Chinese laborer who shall at any time heretofore have been, or who may now or hereafter be, a resident within the United States, and who shall have departed, or shall depart, therefrom, and shall not have returned before the passage of this act, to return to, or remain in, the United States.

Sec. 2. That no certificates of identity provided for in the fourth and fifth section of the act to which this is a supplement shall hereafter be issued; and every certificate heretofore issued in pursuance thereof, is hereby declared void and of no effect, and the Chinese laborer claiming admission by virtue thereof shall not be permitted to enter the United States.

Sec. 3. That all the duties prescribed, liabilities penalties and forfeitures imposed, and the powers conferred by the second, tenth, eleventh, and twelfth, section of the act to which this is a supplement are hereby extended and made applicable to the provisions of this act.

Sec. 4. That all such part or parts of the act to which this is a supplement as are inconsistent herewith are hereby repealed.

Approved, October 1, 1888.

11.

Regulations for the Issue of Certificates of Residence to Chinese laborers, and Chinese persons other than laborers, under the Provisions of the act of May 5, 1892.

Treasury Department,
Office of the Commissioner of Internal Revenue,
Washington, D. C., April 8, 1893.

To Collectors of Internal Revenue:

Section 6 of the act of Congress approved May 5, 1892, entitled »An act to prohibit the coming of Chinese persons into the United States,« provides that it shall be the duty of all Chinese laborers within the limits of the United States at the time of the passage of this act, and who are entitled to remain in the United States, to apply to the collector of internal revenue of their respective districts within one year after the passage of this act for a certificate of residence.

Section 7 of said act provides that such certificates shall be issued without charge to the applicant, and shall contain the name, age, legal residence, and occupation of the applicant, and such other description of the applicant as shall be prescribed by the Secretary of the Treasury, and a duplicate thereof shall be filed in the office of the collector of internal revenue for the district in which such Chinaman makes application.

The honorable Secretary has issued the accompanying revised rules and regulations, deemed necessary by him for the execution of this act, and copies of such regulations will be furnished to collectors of internal revenue.

Collectors of internal revenue are hereby required to see that certificates of residence are issued to such Chinese persons as are entitled to them, and to deliver such certificates in localities convenient to the applicants. Collectors will be careful to accurately fill out the original and duplicate certificates and the stubs thereof.

The duplicate certificate and the application will be kept on file in the office of the collector in whose district the applicant resides.

The stubs, properly filled out, will be forwarded to this office as soon as the certificates contained in book are consumed.

At the close of business on May 5, 1893, all books of certificates wholly or partially used will be promptly returned to this office, with the stubs of the certificates issued therefrom correctly filled out.

John W. Mason,
Commissioner.

Regulations for the Issue of Certificates of Residence to Chinese laborers, and Chinese persons other than laborers, under the provisions of the act of May 5, 1892.

Treasury Department,
Office of the Secretary,
Washington, D. C., April 8, 1893.

Section 7 of the act of Congress approved May 5, 1892, entitled »An act to prohibit the coming of Chinese persons into the United States,« provides »that immediately after the passage of this act the Secretary of the Treasury shall make such rules and regulations as may be necessary for the efficient execution of this act, and shall prescribe the necessary forms and furnish the necessary blanks to enable to collectors of internal revenue to issue the certificates required hereby, and make such provision that certificates may be procured in localities convenient to the applicants,« etc.

In accordance with the foregoing authority, the following rules and regulations are prescribed for the purposes therein indicated, to wit:

Applications for certificates of Residence.

Collectors of internal revenue will receive applications on the following form, at their own offices, from such Chinese as are conveniently located thereto, and will cause their deputies to proceed to the towns or cities in their respective divisions where any considerable number of Chinese are residing, for the purpose of receiving applications:

No. —.

Application of Chinese laborer (or Chinese person other than laborer) for certificate of residence under act of May 5, 1892.

I, ——— ———, a Chinese ———, hereby make application to the collector of internal revenue for the ——— district of ——— for a certificate of residence under the provisions of the act of Congress approved May 5, 1892, and state that I arrived in the United States on the ——— day of ———, 18—, at the part of ———, per———, and that I was lawfully within the limits of the United States residing at ———, ———, on the 5th day of May, 1892. That my age was ——— years on my last birthday, and that my present local residence is at ———, and my occupation is ———.

(Sign here.) ——— ———.

Subscribed and sworn to before me this ——— day of ———, 189—, at ———, ———.

——— ———.

Deputy Collector Internal Revenue ——— District———,

No applications will be received later than May 5, 1883.

Collectors and deputies will give such notice through leading Chinese, or by notices posted in the Chinese quarter of the various localities, as will be sufficient to apprise all Chinese residing in their districts of their

readiness to receive applications and the time and place where they may be made.

All applications received by deputies must be forwarded to the collector's office, from whose office all certificates of residence will be issued, and sent to the deputy for delivery.

Affidavit of witness.

The affidavit of at least one credible witness of good character to the fact of residence and lawful status within the United States must be furnished with every application. These affidavits shall be, in substance, as follows:

Affidavit of witness to application of Chinese laborer (or Chinese person other than laborer) for certificate of residence.

I, ——— ———, residing at ———, ———, do solemnly swear that I am well acquainted with ——— ———, a Chinese ——— whose application for a certificate of residence is set forth on a preceding page; that I know of my own knowledge that on the 5th day of May, 1892, said ——— ——— was within the limits of the United States, residing at ———, and I am informed and verily believe that said ——— ——— arrived in the United States on the ——— day of ———, 18—, per ———, and was lawfully within the United States on said 5th day of May, 1892; that the said applicant now resides at ———, and is by occupation a ———.

Signature of witness: ——— ———.

Subscribed and sworn to before me this ——— day of ———, 189—.

——— ———,

Deputy Collector Internal Revenue,

——— District of ———.

If the applicant is unable to furnish such witness satisfactory to the collector or his deputy, his application will be rejected, unless he shall furnish other proof of his right to remain in the United States, in which case the application with the proofs presented shall be forwarded to the Commissioner of Internal Revenue for his decision.

The witness must appear before the collector or his deputy, and be fully questioned in regard to his testimony before being sworn.

Issue of certificates of residence.

Certificates of residence in the following form will be furnished, bound in books of one hundred each, and numbered consecutively from one upward, to-wit:

(Original.)

No. ——.

United States of America.

Certificate of residence issued to Chinese laborer (or Chinese person other than laborer) under the provision of the act of May 5, 1892.

This is to certify that ——— ———, a Chinese ——— now residing at ——, has made application, No. ——, to me for a certificate of residence under the provisions of the act of Congress approved May 5, 1892, and I certify that it appears from the affidavit of witness submitted with said application that said ——— ——— was within the limits of the United States at the time of the passage of said act, and, was then residing at ———, and that he was at that time lawfully entitled to remain in the United States, and that the following is a discriptive list of said Chinese ———:

Name.	Age.	Local residence.	Occupation.	Height.	Color of eyes.	Complexion.	Physical marks or peculiarities for identification.

Given under my hand and seal this ——— day of ———, 189—, at ———, State of ———.

[Collector's Seal.]

——— ———,
Collector of Internal Revenue,
——— District of ———.

(Stub.)

Name.
Age.
Local residence.
Occupation.
Height.
Color of eyes.
Complexion.
Physical marks or peculiarities for identification.

The original, duplicate, and stub will be printed on one page so that the original and duplicate can be cut off, leaving the stub in the book.

All books of certificates must be kept in the collector's office and all certificates must be issued from there.

All certificates must be accounted for, and if any certificate is des-

troyed before being issued an affidavit must be attached to the book in which it was contained showing the facts in regard to its destruction.

After signing the certificate, and before issue, the collector must affix his official seal thereto.

Issue of certificates of residence to Chinese persons other than laborers.

The same forms will be used in issuing certificates of residence to Chinese persons other than laborers as are used in issuing certificates to laborers, by inserting between the words »Chinese« and »laborers,« wherever they should occur in said forms, the words »person other than,« a blank space being provided in each form sufficient to admit of writing the four words, »person other than laborer.«

Issue of duplicate original certificates.

In all cases of loss or destruction of original certificates of residence where it can be established to the satisfaction of the collector of the district in which the certificate was issued that such loss or destruction was accidental, and without fault or negligence on the part of the applicant, a duplicate of the original may be issued under the same conditions that governed the original issue. Across the face of each of such duplicates so issued and the stub thereof the collector shall write, in red ink, the words, »Issued in lieu of original certificate No. ——— which, upon evidence submitted, appears to have been unavoidably lost« [or destroyed, as the case may be], to which shall be attached the collector's official signature. And upon the issue of every such duplicate certificate the collector shall, by circular letter, report the fact to the office of the Commissioner of Internal Revenue and to each collector of internal revenue, embracing in such report the serial number of the certificate for which the duplicate was issued and the name and personal description of the person to whom issued, as appearing in the original application.

Collector's record of certificates issued.

Collectors of internal revenue will keep in their offices an alphabetica record of all certificates of residence issued. A suitable book for this purpose will be prepared by the Treasury Department and furnished to collectors in due time.

The person referred to in the acts of Congress to which these regulations apply, and whose immigration into the United States is prohibited, are limited to Chinese laborers. No class of Chinese are prohibited from coming into the United States, or remaining her e, except such as may properly and within the meaning of said statutes be known as »laborers.« But persons other than laborers must present as a condition precedent to landing the certificate required by section 6 of the act approved July 5, 1884.

Collectors of internal revenue and their deputies are instructed that all classes of skilled and unskilled laborers, and persons employed in mining, as well as hucksters, peddlers, and persons engaged in taking and drying or otherwise preserving shells or fish for home consumption or ex-

portation and laundrymen shall be classed as laborers. Persons who are employed in stores, but who are not owners or part owners in the business, shall be classed as laborers. A person to be exempted from the operations of this law as a merchant must be an owner or part owner of a bona-fide mercantile establishment.

J. G. Carlisle,
Secretary.

12.

Immigration Laws and Regulations. March 11, 1893.

Regulation of immigration.

Treasury Department,
Office of the Secretary,
Washington, D. C., March 11, 1893.

Article 1. Collectors of customs will collect, as provided in section 1 of the act of August 3, 1882, a duty of 50 cents for each and every passenger not a citizen of the United States who shall come by steam or sail vessel from a foreign port to any port of the United States, except such vessels as are employed exclusively between the ports of the United States and the ports of the Dominion of Canada or of the ports of Mexico, as provided in section 22 of the act of June 26, 1884.

Art. 2. All such moneys collected must be deposited to the credit of the Treasurer of the United States on account of »Immigrant fund« with an assistant treasurer of the United States, or national bank depositary, in the same manner as other miscellaneous collections are reported. Separate accounts of the receipts and expenditures of money under the act must be rendered monthly to the Secretary of the Treasury, on forms to be furnished by the Government for the purpose.

Art. 3. Collectors of customs on the Canadian frontier, and at all points where commissioners of immigration are not employed, are charged within their respective districts with the execution of the laws partaining to immigration, and all importation of laborers under contract or agreement to perform labor in the United States. They will employ all customs, immigration, and other officers assigned to them for duty in the enforcement of the immigration acts; and all such officers are hereby designated and authorized to act as immigration officers.

Art. 4. Whenever it shall be necessary, in making the examination of immigrants, to temporarily remove them from the vessel upon which they arrived to a desirable place provided for the examination, such immigrants shall not be regarded as landed so long as they are undergoing the examination, and are in charge of the officers whose duty it is to make such examination; and such removal shall not be considered a landing during the pendency of any question relating to such examination, or while awaiting their return as provided by law.

Art. 5. The commissioner of immigration shall enter of record the name of every immigrant found upon examination to be within either of the prohibited classes, with a statement of the decision in each case, and at the same time give notice in writing to the master, agent, consignee, or owner of the vessel upon which such immigrant arrived, together with the grounds of refusal to land such immigrant, that said vessel is required to return such immigrant to the port whence he came.

Art. 6. The regular examination of immigrants under the special inquiry required by the statute will be separate from the public, but any immigrant who is refused permission to land, or pending an appeal in his case, will be permitted to confer with friends or counsel in such manner as the commissioner may deem proper.

Art. 7. Any immigrant claiming to be aggrieved by the decision of the inspection officers may appeal therefrom, and such appeal shall stay his deportation until decision shall be had thereon. Such appeal shall be in writing, and shall specify the grounds of appeal, and shall be presented to the commissioner within twenty-four hours after notice of such decision, who shall at once forward such appeal to the Department with all the evidence in the case and his views thereon.

Any examining inspector dissenting from a decision to admit an immigrant may appeal therefrom, which appeal shall be in writing and specify the grounds thereof, and shall be forwarded by the commissioner to the Department in like manner as in cases of an appeal by an immigrant.

Art. 8. Upon a decision of the appeal the immigrant shall be at once landed or deported in accordance with such decision, and, in case landing is refused, the master, agent, consignee, or owner of the vessel by which the immigrant arrived shall be notified of such decision by the commissioner, and that the immigrant will be placed on board said vessel to be returned as aforesaid.

Art. 9. The expenses for the keeping and maintenance of such immigrants as are ordered to be returned pending the decision of their right to land and the subsequent expenses for the keeping and maintenance of those ordered to be returned, and the expense of their return shall be borne by the owner or owners of the vessel on which they came.

Art. 10. At least twenty-four hours before the sailing of the vessel upon which immigrants are ordered to be returned, the master, agent, consignee, or owner of such vessel shall notify the commissioner of the proposed hour of sailing, who shall thereupon place on board all immigrants to be returned by such vessel as aforesaid, and in case any master, agent, consignee, or owner of such vessel shall refuse to receive such immigrants on board, or shall neglect to retain them thereon, or shall refuse or neglect to return them to the port from which they came, or to pay the cost of their maintenance while on land, such master, agent, consignee, or owner shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall be punished by a fine of not less than Doll. 300 for each and every offence, and any such vessel shall not have clearance from any port of the United States while any such fine is unpaid.

Art. 11. No vessel bringing immigrants in the steerage or in apartments other than in the first or second cabin, from ports where contagious or infectious disceses are prevailing, shall be admitted to entry unless it appear by the certificate of the consular officer at such port that said immigrants have been detained at the port of embarkation at least five days under medical observation in specially designated barracks or houses set apart for their exclusive use, and that their clothing, baggage, and personal effects have been disinfected before being placed on board by one of the following methods:

(1) Boiling in water not less than thirty minutes.

(2) Exposure to steam not less than thirty minutes, the steam to be of a temperature not less than 100° C. (212° F.), nor greater than 115° C. (239° F.), and unmixed with air.

(3) Solution of carbolic acid of a 2 per cent strength.

This method (No. 3) may be applied only to leather goods, such as trunks, satchels, boots, shoes; to rubber goods, etc., the articles to be saturated with the solution.

(4) Articles that would be distroyed or injured when subjected to any of the above methods may be disinfected by immersion in solution of bichloride of mercury, 1 part to 2,000, until all parts are thoroughly saturated, due precaution being taken against mercurial poisoning.

The above restrictions will also be applied to vessels bringing immigrants from noninfected ports, but who come from infected localities.

Art. 12. There shall be delivered to the commissioner of immigration at the port of arrival by the master or commanding officer of the vessel, lists or manifests, made at the time and place of embarkation, of such immigrants, which shall, in answer to questions at the top of said lists or manifests, state as to each of said passengers —

(1) Full name.
(2) Age.
(3) Sex.
(4) Whether married or single.
(5) Calling or occupation.
(6) Whether able to read or write.
(7) Nationality.
(8) Last residence.
(9) Seaport for landing in the United States.
(10) Final destination in the United States.
(11) Whether having a ticket through to such final destination.
(12) Whether the immigrant has paid his own passage or wehther it has been paid by other persons, or by any corporation, society, municipality, or government.
(13) Whether in possession of money, and if so, whether upward of $30, and how much, if $30 or less.
(14) Whether going to join a relative, and if so, what relative, and his name and address.
(15) Whether ever before in the United States, and if so, when and where.

(16) Whether ever in prison, or almshouse or supported by charity.

(17) Whether a poligamist.

(18) Whether under contract, express or implied, to perform labor in the United States.

(19) The immigrant's condition of health, mentally and physically, and whether deformed or crippled; and, if so, from what cause.

Art. 13. Such manifests or lists shall be accompanied by the foregoing interrogatories and answers thereto in the language of the immigrant which shall be signed by him in the presence of the agent granting him transportation; and there shall be indorsed thereon, in the language of the immigrant, a notice that, if upon his arrival in the United States it is found that such interrogatories have not been correctly answered, he will be immediately returned; also, that he will be required to make oath to the truth of such answers if it be called for by the commissioner of immigration at the port of arrival in the United States, and that a false oath will subject him to fine or imprisonment.

Art. 14. Said immigrants shall be listed in convenient groups, and no one list or manifest shall contain more than thirty names. There shall be delivered to each such immigrant or head of a family, prior to or at the time of embarkation, a ticket, on which shall be written his name, a number or letter, designating the list and his number on the list for convenience of identification on arrival. Each list or manifest shall be verified by the signature and the oath or affirmation of the master or commanding officer, or of the officer, first or second, below him in command, and of the surgeon of said vessel or other medical officer, as provided in sections 2 and 3 of the act of March 3, 1893.

Art. 15. In case of the failure of said master or commanding officer of said vessel to deliver to the said inspector of immigration lists or manifests, verified as aforesaid, containing the information above required as to all immigrants on board, there shall be paid to the collector of customs at the port of arrival the sum of $10 for each immigrant qualified to enter the United States concerning whom the above information is not contained in any list, as aforesaid, or said immigrant shall not be permitted so to enter the United States, but shall be returned like other excluded persons.

Art. 16. The certificate required by section 8 to be filed by the Secretary of the Treasury shall be filed upon the first days of January and July of each year.

Art. 17. These regulations shall take immediate effect, except as to the last paragraph of article 7 and articles 11 to 16, inclusive, and as to those articles they will take effect on the 3d day of May, 1893.

J. G. Carlisle,
Secretary.

Appendix 1 et 2 v. No. 4. 5.

Appendix No. 3.

Amendatory Act.

An act to prohibit the importation and immigration of foreigners and aliens under contract or agreement to perform labor in the United States, the Territories, and the District of Columbia.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That an act to prohibit the importation and immigration of foreigners and aliens under contract or agreement to perform labor in the United States, its Territories, and the District of Columbia, approved February twenty-sixth, eighteen hundred and eighty five, and to provide for the enforcement thereof, be amended by adding the following:

»Sec. 6. That the Secretary of the Treasury is hereby charged with the duty of executing the provisions of this act, and for that purpose he shall have power to enter into contracts with such State commission, board, or officers as may be designated for that purpose, by the governor of any State to take charge of the local affairs of immigration in the ports within said State, under the rules and regulations to be prescribed by said Secretary; and it shall be the duty of such State commission, board, or officers so designated to examine into the condition of passengers arriving at the ports within such State in any ship or vessel, and for that purpose all or any of such commissioners or officers, or such other person or persons as they shall appoint, shall be authorized to go on board of and through any such ship or vessel; and if in such examination there shall be found among such passengers any person included in the prohibition in this act, they shall report the same in writing to the collector of such port, and such person shall not be permitted to land.

»Sec. 7. That the Secretary of the Treasury shall etablish such regulations and rules, and issue from time to time such instructions, not inconsistent with law, as he shall deem best calculated for carrying out the provisions of this act; and he shall prescribe all forms of bonds, entries, and other papers to be used under and in the enforcement of the various provisions of this act.

»Sec. 8. That all persons included in the prohibition in this act, upon arrival, shall be sent back to the nations to which they belong and from whence they came. The Secretary of the Treasury may designate the State board of charities of any State in which such board shall exist by law, or any commission in any State, or any person or persons in any State, whose duty it shall be to execute the provisions of this section and shall be entitled to reasonable compensation therefor to be fixed by regulation prescribed by the Secretary of the Treasury. The Secretary of the Treasury shall prescribe regulations for the return of the aforesaid persons to the countries from whence they came, and shall furnish instructions to the board, commission, or persons charged with the execution

of the provisions of this section as to the time of procedure in respect thereto, and may change such instructions from time to time. The expense of such return of the aforesaid persons not permitted to land shall be borne by the owners of the vessels in which they came. And any vessel refusing to pay such expenses shall not hereafter be permitted to land at or clear from any port of the United States. And such expenses shall be a lien on said vessel. That the necessary expense in the execution of this act for the present fiscal year, shall be paid out of any money in the Treasury not otherwise appropriated.

»Sec. 9. That all acts and parts of acts inconsistent with this act are hereby repealed.

»Sec. 10. That this act shall take effect at the expiration of thirty days after its passage.«

Approved, February 23, 1887 (24 Stat., 414).

Amendment to the Alien Contract-Labor Law contained in the Deficiency Bill, approved October 19, 1885 (25 Stat., 566).

That the act approved February twenty-third, eighteen hundred and eighty-seven, entitled »An act to amend an act to prohibit the importation and immigration of foreigners and aliens under contract or ageement to perform labor in the United States, its Territories, and rthe District of Columbia,« be, and the same is hereby, so amended as to authorize the Secretary of the Treasury, in case that he shall be satisfied that an immigrant has been allowed to land contrary to the prohibition of that law, to cause such immigrant within the period of one year after landing or entry, to be taken into custody and returned to the country from whence he came, at the expense of the owner of the importing vessel; or, if he entered from an adjoining country, at the expense of the person previously contracting for the services.

An act in amendment to the various acts relative to immigration and the importation of aliens under contract or agreement to perform labor. v. No. 9.

Appendix No. 4.

An act to facilitate the enforcement of the immigration and contract-labor laws of the United States.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That, in addition to conforming to all present requirements of law, upon the arrival of any alien immigrants by water at any port within the United States, it shall be the duty of the master or commanding officer of the steamer or sailing vessel having said immigrants on board to deliver to the proper inspector of immigration at the port lists or manifests made at the time and place of embarkation of such alien immigrants on board such steamer or vessel, which shall, in answer to questions at the top of said lists, state as to each immigrant the full name, age, and sex, whether married or single;

the calling or occupation; whether able to read or write; the nationality; the last residence; the seaport for landing in the United States; the final destination, if any, beyond the seaport of landing; whether having a ticket through to such final destination; whether the immigrant has paid his own passage or whether it has been paid by other persons or by any corporation, society, municipality, or government; whether in possession of money, and if so, whether upwards of thirty dollars and how much if thirty dollars or less; whether going to join a relative, and if so, what relative and his name and address; whether ever before in the United States, and if so, when and where; whether ever in prison or almshouse or supported by charity; whether a polygamist; whether under contract, express or implied, to perform labor in the United States; and what is the immigrant's condition of health mentally and physically, and whether deformed or crippled, and if so, from what cause.

Sec. 2. That the immigrants shall be listed in convenient groups and no one list or manifest shall contain more than thirty names. To each immigrant or head of a family shall be given a ticket on which shall be written his name, a number or letter designating the list, and his number on the list, for convenience of identification on arrival. Each list or manifest shall be verified by the signature and the oath or affirmation of the master or commanding officer or of the officer first or second below him in command, taken before the United States consul or consular agent at the port of departure, before the sailing of said vessel, to the effect that he has made a personal examination of each and all of the passengers named therein, and that he has caused the surgeon of said vessel sailing therewith to make a physical examination of each of said passengers, and that from his personal inspection and the report of said surgeon he believes that no one of said passengers is an idiot or insane person, or a pauper or likely to become a public charge, or suffering from a loathsome or dangerous contagious disease, or a person who has been convicted of a felony or other infamous crime or misdemeanor involving moral turpitude, or a polygamist, or under a contract or agreement, express or implied, to perform labor in the United States, and that also, according to the best of his knowledge and belief, the information in said list or manifest concerning each of said passengers named therein is correct and true.

Sec. 3. That the surgeon of said vessel sailing therewith shall also sign each of said lists or manifests before the departure of said vessel, and make oath or affirmation in like manner before said consul or consular agent, stating his professional experience and qualifications as a physician and surgeon, and that he has made a personal examination of each of the passengers named therein and that said list or manifest, according to the best of his knowledge and belief, is full, correct, and true in all particulars relative to the mental and physical condition of said passengers. If no surgeon sails with any vessel bringing alien immigrants, the mental and physical examinations and the verifications of the lists or manifests may be made by some competent surgeon employed by the owners of the vessel.

Sec. 4. That in the case of the failure of said master or commanding officer of said vessel to deliver to the said inspector of immigration lists or manifests, verified as aforesaid, containing the information above required as to all alien immigrants on board, there shall be paid to the collector of customs at the port of arrival the sum of ten dollars for each immigrant qualified to enter the United States concerning whom the above information is not contained in any list as aforesaid, or said immigrant shall not be permitted so to enter the United States, but shall be returned like other excluded persons.

Sec. 5. That it shall be the duty of every inspector of arriving alien immigrants to detain for a special inquiry, under section one of the immigration act of March third, eighteen hundred and ninety-one, every person who may not appear to him to be clearly and beyond doubt entitled to admission, and all special inquiries shall be conducted by not less than four officicials acting as inspectors, to be designated in writing by the Secretary of the Treasury or the superintendent of immigration, for conducting special inquiries; and no immigrant shall be admitted upon special inquiry except after a favorable decision made by at least three of said inspectors; and any decision to admit shall be subject to appeal by any dissenting inspector to the superintendent of immigration, whose action shall be subject to review by the Secretary of the Treasury, as provided in section eight of said immigration act of March third, eighteen hundred and ninety-one.

Sec. 6. That section five of the act of March third, eighteen hundred and ninety-one »in amendment of the various acts relative to immigration and the importation of aliens under contract or agreement to perform labor,« is hereby amended by striking out the words »second proviso« where they first occur in said section and inserting the words »first proviso« in their place; and section eight of said act is hereby so amended that the medical examinations of arriving immigrants to be made by surgeons of the Marine-Hospital Service may be made by any regular medical officers of such Marine-Hospital Service detailed therefor by the Secretary of the Treasury; and civil surgeons shall only be employed temporarily from time to time for specific emergencies.

Sec. 7. That no bond or guaranty, written or oral, that an alien immigrant shall not become a public charge shall be received from any person, company, corporation, charitable or benevolent society or association, unless authority to receive the same shall in each special case be given by the Superintendent of Immigration, with the written approval of the Secretary of the Treasury.

Sec. 8. That all steamship or transportation companies, and other owners of vessels, regularly engaged in transporting alien immigrants to the United States, shall twice a year file a certificate with the Secretary of the Treasury that they have furnished to be kept conspicuously exposed to view in the office of each of their agents in foreign countries authorized to sell emigrant tickets, a copy of the law of March third, eighteen hundred and ninety-one, and of all subsequent laws of this country relative to immigration, printed in large letters, in the language of the country where

the copy of the law is to be exposed to view, and that they have instructed their agents to call the attention thereto of persons contemplating emigration before selling tickets to them; and in case of the failure for sixty days of any such company or any such owners to file such a certificate, or in case they file a false certificate, they shall pay a fine of not exceeding five hundred dollars, to be recovered in the proper United States court, and said fine shall also be a lien upon any vessel of said company or owners found within the United States.

Sec. 9. That after the first day of January, eighteen hundred and ninety-three, all exclusive privileges of exchanging money, transporting ipassengers or baggage, or keeping eating houses and all other like privi leges in connection with the Ellis Island immigrant station, shall be disposed of after public competition, subject to such conditions and limitations as the Secretary of the Treasury may prescribe.

Sec. 10. That this act shall not apply to Chinese persons; and shall take effect as to vessels departing from foreign ports for ports within the United States after sixt dyays from the passage of this act.

Approved, March 3, 1893.

13.

Laws and Regulations for the Maritime Quarantines of the United States. April 4, 1893.

Laws and Regulations for the Maritime Quarantines of the United States.

Treasury Department,
Office of the Secretary,
April 4, 1893.

To Officers of the Treasury Department, Maritime Quarantine Officers in the United States, Consular Officers, and others concerned:

Pursuant to act of February 15, 1893, entitled »An act granting additional quarantine powers and imposing additional duties upon the Marine-Hospital Service,« the quarantine laws in force are published, and the following regulations made thereunder for the government of domestic ports are hereby promulgated.

J. G. Carlisle,
Secretary.

Extracts from Existing Laws.

[Extracts from the Revised Statutes.]

Sec. 4794. There shall be purchased or erected, under the orders of the President, suitable warehouses, with wharves and inclosures, where marchandise may be unladen and deposited, from any vessel which shall

be subject to a quarantine or other restraint, pursuant to the health-laws of any State, at such convenient places therein as the safety of the public revenue and the observance of such health-laws may require.

Sec. 4795. Whenever the cargo of a vessel is unladen at some other place than the port of entry or delivery under the foregoing provisions, all the articles of such cargo shall be deposited, at the risk of the parties concerned therein, in such public or other warehouses or inclosures as the collector shall designate, there to remain under the joint custody of such collector and of the owner, or master, or other person having charge of such vessel, until the same are entirely unladen or discharged, and until the articles so deposited may be safely removed without contravening such health-laws. And when such removal is allowed, the collector having charge of such articles may grant permits to the respective owners or consignees, their factors or agents, to receive all merchandise which has been entered, and the duties accruing upon which have been paid, upon the payment by them of a reasonable rate of storage; which shall be fixed by the Secretary of the Treasury for all public warehouses and inclosures.

Sec. 4796. The Secretary of the Treasury is authorized, whenever a conformity to such quarantines and health-laws requires it, and in respect to vessels subject thereto, to prolong the terms limited for the entry of the same, and the report or entry of their cargoes, and to vary or dispense with any other regulations applicable to such reports or entries. No part of the cargo of any vessel shall, however, in any case, be taken out or unladen therefrom, otherwise than is allowed by law, or according to the regulations hereinafter established.

Sec. 4797. Whenever by the prevalence of any contagious or epidemic disease in or near the place by law established as the port of entry for any collection district, it becomes dangerous or inconvenient for the officers of the revenue employed therein to continue the discharge of their respective offices at such port, the Secretary of the Treasury, or, in his absence, the First Comptroller, may direct the removal of the officers of the revenue from such port to any other more convenient place, within, or as near as may be to, such collection district. And at such place such officers may exercise the same powers, and shall be liable to the same duties, according to existing circumstances, as in the port or district established by law. Public notice of any such removal shall be given as soon as may be. [See § 1776.]

Sec. 4798. In case of the prevalence of a contagious or epidemic disease at the seat of Government, the President may permit and direct the removal of any or all the public offices to such other place or places as he shall deem most safe and convenient for conducting the public business. [See § 1776.]

Sec. 4799. Whenever, in the opinion of the Chief Justice, or, in case of his death, or inability, of the senior associate justice of the Supreme Court, a contagious or epidemic sickness shall render it hazardous to hold the next stated session of the court at the seat of Government,

the chief or such associate justice may issue his order to the marshal of the Supreme Court, directing him to adjourn the next session of the court to such other place as such justice deems convenient. The marshal shall thereupon adjourn the court, by making publication thereof in one or more public papers printed at the seat of Government from the time he shall receive such order until the time by law prescribed for commencing the session. The several circuit and district judges shall, respectively, under the same circumstances, have the same power, by the same means, to direct adjournments of the several circuit and district courts to some convenient place within their districts respectively. [See § 1776.]

Sec. 4800. The judge of any district court, within whose district any contagious or epidemic disease shall at any time prevail, so as, in his opinion, to endanger the lives of persons confined in the prison of such district, in pursuance of any law of the United States, may direct the marshal to cause the persons so confined to be removed to the next adjacent prison where such disease does not prevail, there to be confined until they may safely be removed back to the place of their first confinement. Such removals shall be at the expense of the United States.

Sec. 4268. The master of any vessel employed in transporting passengers between the United States and Europe is authorized to maintain good discipline and such habits of cleanliness among the passengers as will tend to the preservation and promotion of health; and to that end he shall cause such regulations as he may adopt for this purpose to be posted up, before sailing, on board such vessel, in a place accessible to such passengers, and shall keep the same so posted up during the voyage. Such master shall cause the apartments occupied by such passengers to be kept at all times in a clean healthy state; and the owners of every such vessel so employed are required to construct the decks and all parts of the apartments so that they can be thoroughly cleansed; and also to provide a safe, convenient privy or water-closet for the exclusive use of every one hundred such passengers. The master shall also, when the weather is such that the passengers can not be mustered on deck with their bedding, and at such other times as he may deem necessary, cause the deck occupied by such passengers to be cleansed with chloride of lime or some other equally efficient disinfecting agent. And for each neglect or violation of any of the provisions of this section the master and owner of any such vessel shall be severally liable to the United States in a penalty of fifty dollars, to be recovered in any circuit or district court within the jurisdiction of which such vessel may arrive or from which she is about to depart, or at any place where the owner or master may be found.

[Extract from act August 1, 1888.]

Whenever any person shall trespass upon the grounds belonging to any quarantine reservation, * * * such person trespassing, * * * shall, upon conviction thereof, pay a fine of not more than three hundred dollars, or be sentenced to imprisonment for a period of not more than

thirty days, or shall be punished by both fine and imprisonment, at the discretion of the court. And it shall be the duty of the United States attorney in the district where the misdemeanor shall have been committed to take immediate cognizance of the offense, upon report made to him by any medical officer of the Marine-Hospital Service, or by any officer of the customs service, or by any State officer acting under authority of section five of said act.

[Extract from act March 27, 1890.]

Sec. 2. That any officer, or person acting as an officer, or agent of the United States at any quarantine station, or other person employed to aid in preventing the spread of such disease, who shall willfully violate any of the quarantine laws of the United States, * * * or any lawful order of his superior officer or officers, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and upon conviction shàll be punished by a fine of not more than three hundred dollars or imprisonment for not more than one year, or both, in the discretion of the court.

Sec. 3. That when any common carrier or officer, agent, or employé of any common carrier shall willfully violate any of the quarantine laws of the United States, * * * such common carrier, officer, agent, or employé shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall, on conviction, be punished by a fine of not more than five hundred dollars, or imprisonment for not more than two years, or both, in the discretion of the court.

An act granting additional quarantine powers and imposing additional duties upon the Marine-Hospital Service.

[Approved, February 15, 1893.]

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That it shall be unlawful for any merchant ship or other vessel from any foreign port or place to enter any port of the United States except in accordance with the provisions of this act and with such rules and regulations of State and municipal health authorities as may be made in pursuance of, or consistent with, this act; and any such vessel which shall enter, or attempt to enter, a port of the United States in violation thereof shall forfeit to the United States a sum, to be awarded in the discretion of the court, not exceeding five thousand dollars, which shall be a lien upon said vessel, to be recovered by proceedings in the proper district court of the United States. In all such proceedings the United States district attorney for such district shall appear on behalf of the United States; and all such proceedings shall be conducted in accordance with the rules and laws governing cases of seizure of vessels for violation of the revenue laws of the United States.

Sec. 2. That any vessel at any foreign port clearing for any port or place in the United States shall be required to obtain from the consul, vice-consul, or other consular officer of the United States at the port of departure, or from the medical officer where such officer has been de-

tailed by the President for that purpose, a bill of health, in duplicate, in the form prescribed by the Secretary of the Treasury, setting forth the sanitary history and condition of said vessel, and that it has in all respects complied with the rules and regulations in such cases prescribed for securing the best sanitary condition of the said vessel, its cargo, passengers, and crew; and said consular or medical officer is required, before granting such duplicate bill of health, to be satisfied that the matters and things therein stated are true; and for his services in that behalf he shall be entitled to demand and receive such fees as shall by lawful regulation be allowed, to be accounted for as is required in other cases.

The President, in his discretion, is authorized to detail any medical officer of the Government to serve in the office of the consul at any foreign port for the purpose of furnishing information and making the inspection and giving the bills of health hereinbefore mentioned. Any vessel clearing and sailing from any such port without such bill of health, and entering any port of the United States, shall forfeit to the United States not more than five thousand dollars, the amount to be determined by the court, which shall be a lien on the same, to be recovered by proceedings in the proper district court of the United States. In all such proceedings the United States district attorney for such district shall appear on behalf of the United States; and all such proceedings shall be conducted in accordance with the rules and laws governing cases of seizure of vessels for violation of the revenue laws of the United States.

Sec. 3. That the Supervising Surgeon-General of the Marine-Hospital Service shall, immediately after this act takes effect, examine the quarantine regulations of all State and municipal boards of health, and shall, under the direction of the Secretary of the Treasury, coöperate with and aid State and municipal boards of health in the execution and enforcement of the rules and regulations of such boards and in the execution and enforcement of the rules and regulations made by the Secretary of the Treasury to prevent the introduction of contagious or infectious diseases into the United States from foreign countries, and into one State or Territory or the District of Columbia from another State or Territory or the District of Columbia; and all rules and regulations made by the Secretary of the Treasury shall operate uniformly and in no manner discriminate against any port or place; and at such ports and places within the United States as have no quarantine regulations, under State or municipal authority, where such regulations are, in the opinion of the Secretary of the Treasury, necessary to prevent the introduction of contagious or infectious diseases into the United States from foreign countries, or into one State or Territory or the District of Columbia from another State or Territory or the District of Columbia, and at such ports and places within the United States where quarantine regulations exist under the authority of the State or municipality which, in the opinion of the Secretary of the Treasury, are not sufficient to prevent the introduction of such diseases into the United States, or into one State or Territory or the District of Columbia from another State or Territory or the

District of Columbia, the Secretary of the Treasury shall, if in his judgment it is necessary and proper, make such additional rules and regulations as are necessary to prevent the introduction of such diseases into the United States from foreign countries, or into one State or Territory or the District of Columbia from another State or Territory or the District of Columbia, and when said rules and regulations have been made they shall be promulgated by the Secretary of the Treasury and enforced by the sanitary authorities of the States and municipalities, where the State or municipal health authorities will undertake to execute and enforce them; but if the State or municipal authorities shall fail or refuse to enforce said rules and regulations the President shall execute and enforce the same and adopt such measures as in his judgment shall be necessary to prevent the introduction or spread of such diseases, and may detail or appoint officers for that purpose. The Secretary of the Treasury shall make such rules and regulations as are necessary to be observed by vessels at the port of departure and on the voyage, where such vessels sail from any foreign port or place to any port or place in the United States, to secure the best sanitary condition of such vessel, her cargo, passengers, and crew; which shall be published and communicated to and enforced by the consular officers of the United States. None of the penalties herein imposed shall attach to any vessel or owner or officer thereof until a copy of this act, with the rules and regulations made in pursuance thereof, has been posted up in the office of the consul or other consular officer of the United States for ten days, in the port from which said vessel sailed; and the certificate of such consul or consular officer over his official signature shall be competent evidence of such posting in any court of the United States.

Sec. 4. That it shall be the duty of the Supervising Surgeon-General of the Marine-Hospital Service, under the direction of the Secretary of the Treasury, to perform all the duties in respect to quarantine and quarantine regulations which are provided for by this act, and to obtain information of the sanitary condition of foreign ports and places from which contagious and infectious diseases are or may be imported into the United States, and to this end the consular officer of the United States at such ports and places as shall be designated by the Secretary of the Treasury shall make to the Secretary of the Treasury weekly reports of the sanitary condition of the ports and places at which they are respectively stationed, according to such forms as the Secretary of the Treasury shall prescribe; and the Secretary of the Treasury shall also obtain, through all sources accessible, including State and municipal sanitary authorities throughout the United States, weekly reports of the sanitary condition of ports and places within the United States, and shall prepare, publish, and transmit to collectors of customs and to State and municipal health officers and other sanitarians weekly abstracts of the consular sanitary reports and other pertinent information received by him, and shall also, as far as he may be able, by means of the voluntary coöperation of State and municipal authorities, of public associations, and private persons, procure

information relating to the climatic and other conditions affecting the public health, and shall make an annual report of his operations to Congress, with such recommendations as he may deem important to the public interest.

Sec. 5. That the Secretary of the Treasury shall from time to time issue to the consular officers of the United States and to the medical officers serving at any foreign port, and otherwise make publicly known, the rules and regulations made by him, to be used and complied with by vessels in foreign ports, for securing the best sanitary condition of such vessels, their cargoes, passengers, and crew, before their departure for any port in the United States, and in the course of the voyage; and all such other rules and regulations as shall be observed in the inspection of the same on the arrival thereof at any quarantine station at the port of destination, and for the disinfection and isolation of the same, and the treatment of cargo and persons on board, so as to prevent the introduction of cholera, yellow fever, or other contagious or infectious diseases; and it shall not be lawful for any vessel to enter said port to discharge its cargo, or land its passengers, except upon a certificate of the health officer at such quarantine station certifying that said rules and regulations have in all respects been observed and complied with, as well on his part as on the part of the said vessel and its master, in respect to the same and to its cargo, passengers, and crew; and the master of every such vessel shall produce and deliver to the collector of customs at said port of entry, together with the other papers of the vessel, the said bills of health required to be obtained at the port of departure and the certificate herein required to be obtained from the health officer at the port of entry; and that the bills of health herein prescribed shall be considered as part of the ship's papers, and when duly certified to by the proper consular or other officer of the United States, over his official signature and seal, shall be accepted as evidence of the statements therein contained in any court of the United States.

Sec. 6. That on the arrival of an infected vessel at any port not provided with proper facilities for treatment of the same, the Secretary of the Treasury may remand said vessel, at its own expense, to the nearest national or other quarantine station, where accommodations and appliances are provided for the necessary disinfection and treatment of the vessel, passengers, and cargo; and after treatment of any infected vessel at a national quarantine station, and after certificate shall have been given by the United States quarantine officer at said station that the vessel, cargo, and passengers are each and all free from infectious disease, or danger of conveying the same, said vessel shall be admitted to entry to any port of the United States named within the certificate. But at any ports where sufficient quarantine provision has been made by State or local authorities the Secretary of the Treasury may direct vessels bound for said ports to undergo quarantine at said State or local station.

Sec. 7. That whenever it shall be shown to the satisfaction of the President that by reason of the existence of cholera or other infectious or contagious diseases in a foreign country there is serious danger of the

introduction of the same into the United States, and that notwithstanding the quarantine defense this danger is so increased by the introduction of persons or property from such country that a suspension of the right to introduce the same is demanded in the interest of the public health, the President shall have power to prohibit, in whole or in part, the introduction of persons and property from such countries or places as he shall designate and for such period of time as he may deem necessary.

Sec. 8. That whenever the proper authorities of a State shall surrender to the United States the use of the buildings and disinfecting apparatus at a State quarantine station, the Secretary of the Treasury shall be authorized to receive them and to pay a reasonable compensation to the State for their use, if in his opinion they are necessary to the United States.

Sec. 9. That the act entitled »An act to prevent the introduction of infectious or contagious diseases into the United States, and to establish a national board of health,« approved March 3, 1879, be, and the same is hereby, repealed. And the Secretary of the Treasury is directed to obtain possession of any property, furniture, books, paper, or records belonging to the United States which are not in the possession of an officer of the United States under the Treasury Department which were formerly in the use of the National Board of Health or any officer or employé thereof.

Preamble.

1. At or convinient to the principal ports of the United States quarantine stations should be equipped with all appliances for the inspection and treatment of vessels, their passengers, crews and cargoes.

2. At all other ports where such provisions have not been made inspection stations should be maintained.

3. An inspection service should be maintained at every port throughout the year.

4. At a fully equipped quarantine station there should be adequate provisions for boarding and inspection, apparatus for mechanical cleaning of vessels, apparatus for steam disinfection, apparatus for disinfection with sulphur dioxide, apparatous for disinfecting solutions, hospitals for contagious and doubtful cases, detention barracks for suspects, bathing facilities, crematory, and sufficient supply of good water.

5. The personnel of quarantine stations in the yellow-fever zone and on fruiters for southern ports should be immune against yellow fever.

6. At quarantine stations all articles liable to convey infection should be handled only by the employés of said station unless the services of the crew are indispensable.

7. Vessels having been treated at national quarantine stations that are located a considerable distance from the ports of entry of said vessels may be inspected by the local quarantine officer, and if for any sanitary reason it is considered inadvisable to admit the vessel he should report the facts immediately to the Supervising Surgeon-General M. H. S. detaining the vessel pending his action.

8. The following regulations are the required minimum standard and do not prevent the addition of such other rules as, for special reasons, may be legally made by State or local authorities.

Regulations for Maritime quarantine at United States ports.

Article I. — Inspection.

1. Vessels arriving at ports of the United States under the following conditions shall be inspected by a quarantine officer prior to entry.*)

A. Any vessel with sickness on board.

B. All vessels from foreign ports.

Exceptions. — Vessels not carrying passengers on inland waters of the United States. Vessels from the Pacific and Atlantic coasts of British America, provided they do not carry persons or effects of persons non-resident in America for the ninety days next preceding arrival, and provided always that the port of departure be free from quarantinable disease. Vessels from other foreign ports via these excepted ports shall be inspected.

C. Vessels from foreign ports having entered a port of the United States without complete discharge of passengers and cargo. Such vessels shall be subject to a second inspection before entering any other port. Vessels from ports suspected of infection with yellow-fever, having entered a port north of the southern boundary of Maryland without disinfection, shall be subjected to a second inspection before entering any port south of said latitude during the quarantine season of such port.

2. The inspection of vessels required by these regulations shall be made between sunrise and sunset, except in case of vessels in distress.

3. The quarantine officer shall at once demand from the master the prescribed bill of health. Should the vessel have no bill of health, the fact shall be reported at once to the collector of customs.

4. In making the inspection of a vessel, the bill of health and crew and passengers' lists and manifests, and, when necessary, the ship's log, shall be examined, together with the clinical record of all cases treated in hospital during the voyage. The crew and passengers shall be mustered and examined and compared with the lists and manifests, and any discrepancies investigated.

Article II. — Quarantine.

1. For the purpose of these regulations the quarantinable diseases are cholera (cholerine), yellow fever, smallpox, plague, and typhus fever.

2. Vessels arriving under the following conditions shall be placed in quarantine:

A. With quarantinable disease on board.

B. Having had such on board during the voyage or within thirty

---

*) At ports at which there is no quarantine officer any physician authorized by the surveyor or collector of customs for the purpose of making inspection shall be considered as a quarantine officer pro tem.

days next preceding arrival; or, if arriving in the quarantine season, having had yellow fever on board after March 1 of the current year, unless satisfactorily disinfected thereafter.

C. Vessels having had cholera on board within six months, unles satisfactorily disinfected thereafter.

D. From ports infected with yellow fever, cholera, plague, or where typhus fever prevails in epidemic form, coming directly or via another foreign port, or via United States ports, unless disinfected as prescribed by the United States quarantine regulations; also vessels from noninfected ports but bringing persons or cargo from places infected with cholera, yellow fever, plague, or where typhus fever prevails in epidemic form, except as subsequently noted.

E. Vessels from ports in the West Indies on the east coast of America between 23° 30' N. and 32° S. latitude, and from the west coast of Africa between 23° 30' N. and 10° S. latitude, except such as are known and declared by the Supervising Surgeon-General to be free from infection, arriving at any port in the United States.

Exceptions. — The following exceptions may be made to Rules D and E with regard to vessels from ports quarantined against on account of fellow fever:

(1) Vessels arriving during certain seasons of the year, to wit, from November 1 to May 1, may be admitted to entry.

(2) Vessels bound for ports in the United States north of the southern boundary of Maryland, with good sanitary condition and history, having had no sickness on board at ports of departure en route or on arrival, provided they have been five days from last infected or suspected port, may be allowed entry at port of destination. But if said vessels carry passengers destined for places south of this latitude, the baggage of siad passengers shall be disinfected.

(3) A vessel calling for orders, supplies, or coaling only may be allowed to proceed, unless there is a quarantinable disease on board at the time, or such disease has been on board at ports en route or at ports of departure, and when she is believed to be infected, in which case coal or supplies by barge can be towed to her, and she can take the coal or supplies from the barge with her on crew; but the local health officer at the port shall allow no person or dunnage from such vessel to go ashore.

(4) Vessels not carrying passengers nor having carried passengers from one port to another and having held no communication with any other vessel engaged in the fruit trade, carrying only fruit, unwrapped rubber, or specie, from ports known to be healthy, and so declared by the Supervising Surgeon-General M. H. S., may be admitted to entry without detention, provided they have complied in every respect with the rules and regulations made by the Secretary of Treasury for such ports.

3. Persons who arrive on vessels coming from any port or place where smallpox is prevailing in epidemic from or having had smallpox on board must be vaccinated or show satisfactory evidence of recent vaccination or of having had smallpox, or be detained in quarantine not less

than fourteen days, and all effects and compartments liable to convey infection disinfected.

4. All passengers occupying apartments other than first and second cabin shall be vaccinated prior to entry, unless they can show that they have had smallpox, or have been recently successfully vaccinated, or be detained in quarantine fourteen days.

Article III. — Treatment in Quarantine of Cholera-Infected Vessels.

1.* Remove all persons from the vessel (if cholera has occurred on board) save those necessary to care for her. Place the sick in hospital and carefully isolate those specially suspected. Segregate the remainder in small groups wherever it is practicable. Those belived to be especially capable of conveying infection must not enter the barracks until they are bathed and furnished with sterile clothing; nor should any material capable of conveying infection be taken into the barracks, especially food.

2. At once proceed with the disinfection of the hand baggage, and, where practicable, bathe those detained.

3. If cholera has occurred in the steerage, all occupants thereof must be bathed.

4. All baggage and effects accompanying steerage passengers and any baggage or effects that may have been exposed to infection must be disinfected.

5. Such articles of cargo as are liable to convey infection must be disinfected.

6. All living apartments and furniture and such other portions of a vessel as are liable to convey infection shall be disinfected.

7. On cholera-infected vessels the water supply must be changed without delay, the casks or tanks disinfected by steam or 10 per cent solution of potassium permanganate, and after thorough rinsing refilled from a source of undoubted purity, or the water supplied be recently boiled.

8. Nothing shall be thrown overboard from a cholera-infected vessel, not even deck sweepings. Such things shall be burned in the furnace or in a place specially designated, but not in the galley.

9. No communication shall be allowed between any vessel in quarantine and the shore or any other vessel, except through the quarantine officer, or by his order, through his agents.

10. The disinfection of iron vessels shall be as follows:

(a) Holds. — After mechanical cleansing, the hold to be thoroughly washed with an acid solution of bichloride 1 to 800 (mercury 1 part, hydrochloric acid 2 parts, water 800 parts), applied to all surfaces by means of a hose. If danger is apprehended from the poisonous effects of the mercury deposited on the surfaces they can be subsequently washed down with clean water.

(b) Steerage. — The same treatment should be given the steerage as the hold, but when there are steam pipes provided for each compartment (for the prevention of fire), steam disinfection of the steerage should

*) It is required only if cholera has occurred on board.

be practiced. The temperature in all parts of the compartments to be not less than 100° C.

(c) The forecastle or apartment for crew. — After mechanical cleansing, the application of bichloride of mercury in the manner heretofore prescribed, or steam disinfection, if facilities are provided for the same.

(d) Officers' quarters, cabin, staterooms, etc. — All compartments thereof to receive the same treatment coming under the same conditions as heretofore specified, with the following exceptions: The decorative and metal work in cabin, saloons, etc., should, after mechanical cleansing, have an application made of 3 per cent solution of pure carbolic acid, applied by means of a brush or cloths. After remaining for two hours, wipe off with dry cloths.

(e) Disinfection by twenty-four hours' exposure to 10 per cent volume of sulphur dioxide, after mechanical cleansing, may be substituted in each of the above a, b, c, and d.

11. Leather cushions shall be wetted with 3 per cent solution of pure carbolic acid, and upholstered goods may be treated in the same way, or by steam.

12. The water ballast of a vessel coming from a cholera-infected port should be discharged at sea, or if discharged in fresh or brackish water, must be previously disinfected. The tanks to be refilled with sea water or disinfected.

13. For a wooden vessel the treatment is as above, except that fumigation of the hold and living apartments with sulphur dioxide, 10 per cent volume, must precede the other treatment for the hold forty-eight to seventy-two hours; for the living apartments, twelve hours.

14. All solid ballast to be discharged or disinfected previous to disinfection of hold. All ballast discharged ashore or in fresh water to be disinfected. Only clear, hard, close-grained rock may be permitted to remain on board after disinfection by dipping (immersing) in an acid solution, 1 to 800, of bichloride of mercury. Ballast removed from vessels must not be taken from the quarantine station.

Article IV. — Detention of Passengers on account of Cholera.

1. The people detained shall be inspected by the physician twice daily and be under constant surveillance, and no intercourse will be allowed between different groups while in quarantine.

2. The water and food supply will be strictly guarded to prevent contamination.

3. In any group in which cholera appears the sick will be immediately isolated in hospital, and the remaining persons in the group shall again undergo disinfection and be detained not less than five days thereafter.

4. After five days from last exposure to infection, any group among which no choleraic disease has developed may be released from quarantine after a final disinfection of clothing.

5. Food of a simple character, sufficient in quantity, thoroughly

cooked, shall be issued to those detained in quarantine. No fruit shall be permitted.

6. Cleanliness and disinfection of quarters and clenaliness of person shall be enjoined and enforced daily. Disinfectants shall be used where there is any possibility of infection.

7. Water-closets, urinals, privies, or troughs shall be provided, and means used for their disinfection before their contents are discharged into pits of unslacked lime.

8. The body of no person dead of cholera shall be allowed to pass through quarantine. The body should be cremated, if practicable. If not, it should be wrapped without preliminary washing in a sheet saturated with a solution of bichloride of mercury, 1 to 500, and buried, surrounded by caustic lime.

Article V. — Disinfection of Cargo of Cholera-infected Vessels.

1. Articles of cargo requiring it will be disinfected by —

(a) Steam heat of 100 ° C. for not less than thirty minutes after such temperature is reached, or by boiling the same length of time.

(b) Wetting throroughly with bichloride solution, 1 to 800, or with 3 per cent solution of pure carbolic acid.

(c) Exposure to sulphur dioxide, volume of 10 per cent, for not less than twelve hours.

2. Clothing and bedding will be disinfected by —

(a) Exposure to steam from 100° to 102 ° C. for thirty minutes after such temperature is reached, or by boiling for thirty minutes.

(b) Immersing in bichloride solution, 1 to 800, or solution of pure carbolic acid, 3 per cent, until thoroughly wetted, and allowed to dry before washing.

This last process (b) to be used only for articles that will be injured by steam or boiling.

Article VI. — Rags.

1. All rags and old textile fabrics used in the manufacture of paper, and all old gunny, old jute, etc., fit only for remanufacture, gathered, collected, packed, or shipped from or via any port or place where cholera (cholerine), yellow fever, or plague exists, or where smallpox or typhus fever prevails in epidemic form, and for thirty days after the port or place shall be officially declared free from such diseases or epidemie, shall be denied entry into any port of the United States.

2. No rags or old textile fabrics used in the manufacture of paper or articles enumerated in 1, Article VI, which have not been disinfected in accordance with Article VII, paragraph 4, of the United States Laws and Regulations, February 24, 1893, shall be admitted into the United States.

Article VII. — Treatment of Vessels infected or suspected of being infected with Yellow Fever.

1. Where practicable, at once remove the sick to hospital and remove and isolate all persons not required for the care of the vessel.

2. If the hold is deemed infected, there shall be a preliminary disinfection of the same with sulphur dioxide and bichloride solution.

3. All ballast except close-grained hard rock must be discharged. This may be retained aboard if disinfected by dipping (immersion) in an acid solution of bichloride of mercury, 1 to 800.

4. The bilge should be cleansed with sea water, if possible, before disinfection, and the hold rendered mechanically clean.

5. After discharge or disinfection of ballast the vessel should be disinfected as provided in Article III, paragraphs a, b, c, and d of these regulations, treating living rooms in addition with fumigation with sulphur dioxide, 4 per cent, twenty-four hours' exposure.

6. All baggage and clothing, bedding, hangings, etc., shall be disinfected by steam at 100° to 102° C. for thirty minutes after such temperature is reached, or boiling thirty minutes. Articles liable to injury by steam or boiling should be disinfected by immersion in solution of bichloride of mercury, 1 to 800, or solution of pure carbolic acid, 3 per cent, all articles to be wholly submerged and thoroughly wetted.

7. Cargo shall be disinfected in situ, if possible, by thorough aëration, followed by fumigation with sulphur dioxide, 10 per cent strength, forty-eight hours' exposure. Where it is impossible to disinfect in situ, the cargo should be removed and disinfected.

8. The personnel of the vessel shall be detained five days from completion of the disinfection, or three days if all packed effects of passengers, crew, and vessel are handled exclusively by quarantine employés. *)

9. Persons arriving on a vessel upon which yellow fever has occured at port of departure, on the voyage, or on arrival, shall be detained not less than five days from the completion of disinfection.

10. If disinfected under the supervision of an accredited medical officer of the United States at the port of departure, the period of quarantine may date from completion of such desinfection, and shall not be less than five days.

11. Passenger traffic may be allowed during the quarantine season from Havana to any southern port of the United States under the following conditions:

(a) Vessels to be of iron and clean immediately prior to taking on passengers.

(b) The vessel must lie at moorings in the open harbor at Havana, and not approach the wharves, nor must the crew be allowed ashore.

---

*) Although it is known that the period of incubation of yellow fever may be over three and in some cases more than five days, the statistics, so far as can be obtained, of the quarantines of the United States demonstrate that the three days' detention after completion of disinfection is reasonably safe with regard to suspected vessels. To this practice is the added requirement that packed effects of passengers, crew, and vessel are to be handled exclusively by quarantine employés. While three days is the minimum required under the above conditions, it is recommended that five days' detention be imposed, as provided for at the national quarantine stations.

(c) All passengers and crew must be immune to yellow fever.*)

(d) All baggage and articles liable to convey infection shall be disinfected as required by United States laws and regulations at port of departure or port of arrival in the United States. No bedding or household effects to be allowed to enter.

Rules for the government of national quarantines.

Art. VIII. At United States ports where there is neither national nor local quarantine, vessels will not be admitted to entry until the collector of customs shall be satisfied that the vessel may be admitted without danger to the public health; and in case the said vessel shall be found to have quarantinable disease on board, or to have had such discase on board during the voyage, the collector of customs at such port may remand such vessel to the nearest national or other quarantine station where proper accommodations and appliances are provided, there to undergo purification and disinfection according to the regulations governing national quarantines.

1. Quarantine will be maintained at South Atlantic und Gulf Quarantine Stations from May 1 to November 1, and at Dry Tortugas from April 15 to November 15.

Boarding and inspection stations will be maintained throughout the year.

2. Quarantinable diseases are cholera, yellow fever, smallpox, plague, and typhus fever.

3. Vessels shall be inspected, without avoidable delay, between sunrise and sunset.

4. The quarantine officer shall at once demand from the master the prescribed bill of health. Should the vessel have no bill of health, she shall be detained and the fact reported at once to the collector of customs.

5. In making an inspection of a vessel, the bill of health, ship's log, and crew and passenger lists and manifests shall be examined, together with clinical record of all cases treated in hospital during the voyage. The crew and passengers shall be mustered, according to the lists, and any discrepancies found investigated.

6. Vessels arriving at any national quarantine station having quarantinable diseases on board, or having had cases during the voyage, or at port of departure, shall be placed in quarantine. After certificate of discharge shall have been given by the United States quarantine officer at said station, the vessel shall be admitted to entry under section 6 of act of February 15, 1893.

7. Pilots bringing infected vessels will be detained in quarantine a sufficient time to cover the period of incubation of the disease for which the vessel is quarantined, or if, in the opinion of the quarantine officer, such

---

*) The evidence of immunity which may be accepted by the sanitary inspector is:

First. Proof of continued residence in an endemic focus of yellow fever for ten years.

Second. Proof of previous attack of yellow fever.

pilots have been exposed to infection. The dunnage of pilots shàll be disinfected when necessary.

8. Prior to the discharge of ballast, or removal of suspected dunnage, a preliminary fumigation or disinfection may be required in the discretion of the quarantine officer, which shall be done by the quarantine employés only.

9. In cholera-infected vessels the water supply must be charged without delay, and the casks disinfected by steam or a 10 per cent solution of permanganate of potash, and thoroughly washed with pure water.

10. All persons on vessels detained on account of smallpox who have been exposed to the contagion will be immediately vaccinated.

11. After mechanical cleaning, discharge of ballast, or shifting of cargo, the vessel shall be disinfected by sulphur dioxide, not less than 10 per cent volume, twenty-four to forty-eight hours' exposure, followed by a washing with acid solution of bichloride of mercury (1 to 800).

12. Discharge of ballast and disinfection of the hold of a vessel will generally be unnecessary when the vessel is detained on account of smallpox.

13. In a wooden vessel fumigation should precede the washing with bichloride; apartments above decks to be closed twenty-four hours, and below decks from forty-eight to seventy-two (the time necessary to allow the sulphur dioxide to penetrate all dead spaces and rotten wood).

14. Objects of polished metal should be removed before fumigation of any compartment.

15. Mattresses, bedding, clothing, dunnage, and textile fabrics *) should be exposed to steam at a temperature of 102° C. for a period of thirty minutes after such temperature is reached.

16. Articles which can not be disinfected will be destroyed.

17. The detention of vessels for cholera, yellow fever, smallpox, and typhus fever shall cover the period of incubation of the disease, the time of detention to commence from the date of last exposure. Yellow fever, not less than five days; typhus fever, not less than twenty days; smallpox, except in cases of successful vaccination, not less than fourteen days; cholera, not less than five days.

18. Steam vessels from suspected or infected ports where yellow fever prevails may be allowed to enter at the port of Baltimore and ports north of Baltimore, Md., after five days from date of departure from such port, without disinfection or detention, unless in bad sanitary condition, or with bad sanitary history.**) In either case they will be detained

*) Articles of rubber, leather, skins, celluloid, hats, and gutta-percha buttons, etc., are destroyed by this process, and should be disinfected by immersion in bichloride solution (1 to 800) or 2 per cent solution of carbolic acid, the articles to be wholly submerged.

**) The following circumstances are among those which shall constitute bad sanitary history for a vessel within the meaming of this paragraph: Sailing from a badly infected port; lying in a badly infected locality of any infected port; lying long in a harbor and having much communication with shore of an infected port; shipping men from shore in an infected port. Such men should

in quarantine five days after disinfection. This regulation to apply to the North Atlantic coast only.

19. A vessel calling for orders, supplies, or coal only may be allowed to proceed, unless there is a quarantinable disease on board at the time, or such disease has been on board at ports en route, or at ports of departure, and when she is believed to be infected, in which case coal or supplies by barge can be towed to her, and she can take the coal or supplies from the barge with her own crew; but the local health officer at the port shall allow no person or dunnage from such vessel to go ashore.

20. Passengers on ships detained at quarantine shall be removed therefrom as soon after arrival as possible.

Passengers and crews detained at any national quarantine will be subject to rules and regulations promulgated from time to time by the Supervising Surgeon-General for their government.

4.

FRANCE, SIAM.

Correspondence et traité concernant les affaires de Siam; du 8 juillet au 3 octobre 1893.

Publication officielle du Ministère des Affaires Etrangères. Paris 1893.

No 1.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,

à M. le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam.

Paris, le 8 juillet 1893.

En présence des derniers événements survenus dans la vallée du Mékong et de l'attitude prise à notre égard par le Gouvernement siamois, le Gouvernement de la République a pensé qu'il y aurait intérêt à profiter du voyage que vous vous proposez de faire à Saïgon, pour vous confier le soin de poursuivre, s'il est possible, le règlement amiable des questions actuellement pendantes.

Il a, en conséquence, après en avoir conféré avec vous, décidé de vous envoyer à cet effet à Bangkok, en mission extraordinaire, et vous trouverez sous ce pli les lettres qui vous accréditent auprès du Roi de Siam avec les pouvoirs les plus étendus.

---

not be allowed to leave the vessel save under the same conditions as passengers, or even more rigorous ones, as their dunnage may be exceedingly dangerous. If shipped from any other vessel without going ashore, save to consul's office, the condition of the vessel which they left is to be considered only.

Des ordres vont être donnés pour qu'un bâtiment de guerre vous attende à Singapore, d'où il vous conduira immédiatement à Bangkok.

Comme vous le savez, nos revendications à l'égard du Siam sont de deux sortes. D'une part, nous avons mis le Gouvernement siamois en demeure de retirer les postes qu'il avait établis sur la rive gauche du Mékong au mépris des droits du Cambodge et de l'Annam. D'autre part, nous avons demandé satisfaction pour l'insulte faite à notre drapeau à Tong-Xieng-Kham, pour les mauvais traitements et l'expulsion dont deux de nos compatriotes, MM. Esquilat et Champenois, ont été l'objet l'année dernière à Outhène, pour les vexations infligées à un autre Français, M. Baraton, pour l'enlèvement par surprise du capitaine Thoreux, enfin pour l'assassinat par le mandarin siamois de Kammoun de l'inspecteur Grosgurin, suivi du massacre d'un certain nombre de nos miliciens. Les démarches pressantes faites à ce sujet par notre Représentant au Siam sont demeurées jusqu'à présent sans effet, et nous n'avons pu obtenir de la cour de Bangkok que des réponses dilatoires.

Vous aurez donc à réclamer du Gouvernement siamois: 1° la reconnaissance de nos revendications territoriales sur la rive gauche du Mékong; 2° les réparations dues pour les incidents que je viens de rappeler, ainsi que le payement d'une indemnité.

Au cas où le Gouvernement siamois se refuserait à faire droit à ces diverses demandes, vous devriez, à l'expiration du délai que vous auriez fixé, amener le pavillon et quitter Bangkok avec le personnel du Consulat général et les navires de guerre français qui se trouveraient dans le port. Vous aviseriez immédiatement le Commandant de la division navale qui procéderait sans retard à la notification et à l'établissement du blocus.

Je m'empresse, d'ailleurs, d'ajouter que le Gouvernement conserve l'espoir qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à des mesures de coercition, et qu'il compte sur votre tact et votre fermeté pour amener la Cour de Bangkok à donner satisfaction à nos légitimes revendications.

Il n'est jamais, vous le savez, entré dans notre pensée de porter atteinte à l'indépendance du Siam. Vous pourrez, si vous le jugez utile, vous expliquer nettement à cet égard avec la Cour de Bangkok et vous attacher à dissiper les craintes qu'elle aurait pu concevoir sur nos intentions. J'appelle, d'ailleurs, votre attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que, dans les pourparlers que vous aurez à suivre à Bangkok, vous vous refusiez catégoriquement à entrer en rapport avec d'autres personnes que le Roi ou ses Ministres et repoussiez l'intervention des conseillers étrangers.

Je vous serais reconnaissant de me tenir très exactement au courant, par le télégraphe, de la marche des pourparlers.

J. Develle.

No. 2.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 8 juillet 1893.

Le Gouvernement anglais ayant résolu d'envoyer plusieurs bâtiments de guerre à Bangkok, en vue de protéger ses nationaux, nous avons décidé de renforcer nos forces navales. Veuillez annoncer au Gouvernement siamois l'arrivée de navires qui rejoindront le Lutin, en précisant qu'il s'agit exclusivement d'une mesure identique aux dispositions dont l'Angleterre et d'autres pays ont pris l'initiative. Il est, d'ailleurs, entendu qu'on ne devra engager aucune hostilité sans qu'il nous en ait été référé, sauf le cas où nos bâtiments seraient attaqués et forcés ainsi de répondre au feu de l'ennemi.

J. Develle.

No. 3.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 9 juillet 1893.

Un bâtiment de guerre hollandais vient d'arriver à Bangkok. On annonce qu'une nouvelle canonnière anglais a mouillé à Kosichan, ce qui porte à trois le nombre des bâtiments britanniques dans les eaux siamoises. Un quatrième est attendu à Paknam. Le Ministre d'Allemagne a demandé à la station navale de Chine d'envoyer à Bangkok une canonnière, qui arrivera le 10.

Pavie.

No. 4.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 11 juillet 1893.

Je viens de recevoir la réponse du Ministre des Affaires étrangères à la communication que je lui ai adressée conformément à vos instructions du 8 de ce mois. Cette réponse porte que le Gouvernement siamois n'a pas reçu du Gouvernement anglais notification de l'intention d'envoyer dans le Ménam un autre bâtiment que la canonnière qui s'y trouve actuellement dans les mêmes conditions que le Lutin; il conclut des termes de notre déclaration que la France n'insistera pas pour envoyer un second navire dans le Ménam, aussi longtemps qu'une autre Puissance n'en aura pas plus d'un.

Je viens de faire connaître au prince Devawongse qu'en attendant votre réponse j'insiste pour que, conformément au traité, l'Inconstant, qui est attendu le 13, mouille à Paknam.

Pavie.

No. 5.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 13 juillet 1893.

J'ai reçu du Ministre de Siam une communication semblable à celle dont vous me rendez compte par votre dépêche du 11 de ce mois. Le prince Vadhana a ajouté qu'il croyait devoir prévenir le Gouvernement français que des torpilles avaient été immergées dans la passe.

Veuillez déclarer au prince Devawongse que nous n'admettons à aucun degré les prétentions du Siam et que nous nous réservons d'user à notre convenance des droits formels que nous tenons de l'article 15 du traité de 1856.

Faites prévenir la division navale que le Gouvernement français a décidé qu'aucun navire ne doit franchir la barre pour le moment. Tant qu'aucune autre puissance n'aura pas plus d'un bateau dans la rivière, nous ne changerons rien à la situation.

Avisez, en outre, l'amiral Humann que vous avez expressément réservé auprès du Gouvernement siamois les droits que nous tenons de l'article 15 du traité de 1856.

J. Develle.

No. 6.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 13 juillet 1893.
(Expédié à 10 h. 30 du matin.)

Le Gouvernement siamois persiste dans son refus et déclare que, dans les circonstances présentes, il ne peut consentir à ce que chaque puissance ait plus d'un bateau dans la rivière.

Pavie.

No. 7.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 13 juillet 1893.
(Expédié à 10 h. 15 du soir.)

Au moment où ils passaient la barre, l'Inconstant et la Comète ont été attaqués par les forts siamois. Après le dixième coup de canon, ils ont riposté et forcé la passe. Ils ont mouillé devant la Légation de France à Bangkok. Un de nos marins a été tué, deux ont été blessés.

Pavie.

No. 8.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 14 juillet 1893.

Veuillez provoquer immédiatement les explications du Ministre des Affaires étrangères sur les faits relatés dans votre dépêche en date d'hier soir. Le Gouvernement siamois était prévenu de nos intentions pacifiques et il ne pouvait ignorer que nous avions envoyé des instructions à l'amiral Humann pour que nos navires s'arrêtassent à la barre. J'en avais avisé le prince Vadhana.

Il y a, dans ces conditions, un véritable guet-apens qui ne peut être justifié. Protestez avec la plus grande energie en déclinant la responsabilité des conséquences éventuelles de l'initiative assumée par le Gouvernement siamois.

Les navires devront rester mouillés devant Bangkok. Toutefois, ils ne recommenceront le feu que s'ils sont attaqués ou sous le coup de menaces.

J. Develle.

No. 9.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 15 juillet 1893.

Le J.-B.-Say, vapeur des messageries maritimes de Cochinchine, passait la barre le 13, en même temps que nos bâtiments. Un projectile siamois l'obligea à s'échouer. La réparation ayant été faite dans la nuit, il allait monter le 14, lorsque des Siamois vinrent s'en emparer, ouvrirent les prises d'eau, pillèrent le bateau, s'emparèrent des lettres confiées par l'amiral au capitaine, firent l'équipage prisonnier et, finalement, vinrent le déposer cette nuit devant l'hôtel de la Légation à Bangkok.

Pavie.

No. 10.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 17 juillet 1893.

J'avais prié le commandant du Forfait, d'accord avec le Ministre des Affaires étrangères, de venir à Bangkok. Il remarqua, en passant en canot à vapeur devant le J-.B.-Say, que le pavillon français était hissé au grand mât, au-dessous du pavillon siamois; il fit amener les deux pavillons et continua sa route. Un peu après, il fut rejoint par une chaloupe portant un officier européen et une quinzaine d'hommes armés, fut arrêté, insulté et menacé d'être fusillé. Grâce à son sang-froid, il se

dégagea de cette agression. J'ai protesté énergiquement auprès du Gouvernement siamois.

Pavie.

No. 11.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 18 juillet 1893.

Il résulte de la déclaration que vient de me faire le Ministre des Affaires étrangères que le télégramme du Ministre de Siam à Paris était arrivée à 11 heures du matin le 13 juillet. Le Gouvernement siamois avait donc le temps nécessaire pour empêcher l'attaque, qui a commencé à 6 h. 6 m. du soir; en effet Bangkok est relié par le télégraphe à Paknam et par le téléphone aux forts de la pointe ouest.

Pavie.

No. 12.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères, à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 19 juillet 1893.

Nous sommes aujourd'hui en mesure d'apprécier la gravité des récents incidents et les responsabilités nouvelles qui sont venues s'ajouter à celles que le Gouvernement siamois avait déjà encourues vis-à-vis de nous. Nous étions en droit de penser que la Cour de Bangkok serait la première à se rendre compte de cette situation. Vos dernières dépêches indiquent au contraire que l'on persiste au Siam dans l'attitude dilatoire opposée jusqu'ici à nos légitimes revendications et que nous ne saurions tolérer plus longtemps.

Veuillez vous rendre immédiatement auprès du prince Devawongse. Vous lui signalerez une dernière fois les conséquences auxquelles son Gouvernement — dont nous n'entendons, d'ailleurs, à aucun degré menacer l'indépendance, — s'exposerait en ne nous accordant pas immédiatement satisfaction. Enfin, vous lui remettrez une communication ainsi conçue:

«Le Gouvernement français exige:

«1° La reconnaissance formelle par le Siam des droits de l'Empire «d'Annam et du Royaume du Cambodge sur la rive gauche du Mékong, «et sur ses îles;

«2° L'évacuation des postes siamois établis sur la rive gauche du «Mékong, dans un délai qui ne pourra excéder un mois;

«3° Les satisfactions que comportent les incidents de Tong-Xieng-«Kham et de Kam-Mon et les agressions dont nos navires et nos marins «ont été l'objet dans la rivière du Ménam;

«4° Le châtiment des coupables et les réparations pécuniaires dues «aux familles des victimes;

«5° Une indemnité de deux millions de francs pour les divers dom-«mages causés à nos nationaux;

«6° Le dépôt immédiat d'une somme de trois millions de francs en «piastres pour garantir ces réparations pécuniaires et ces indemnités, ou, «à défaut, la remise à titre de gage de la perception des fermes et revenus «des provinces de Battambang et de Siem-Reap.

«Le Gouvernement siamois devra faire connaître dans un délai de «quarante-huit heures s'il accepte ces conditions. Dans ce cas, l'accord sera «constaté par un échange de lettres entre le Prince Devawongse et le Mi«nistre de France.

«A défaut de réponse, ou en cas de refus, à l'expiration dudit délai, «le Ministre de France quittera Bangkok et se retirera à bord du Forfait.

«Le blocus sera immédiatement déclaré sur les côtes du Siam.

«Si dans le trajet de Bangkok à la barre un acte hostile se produit «contre nos canonnières, le Gouvernement siamois est avisé qu'il s'expose «à desreprésailles immédiates.«

Si vous n'avez pas reçu une réponse satisfaisante dans les formes expresses indiquées plus haut, à l'expiration du délai de quarante-huit heures, vous rejoindrez le Forfait avec les trois canonnières après avoir prévenu l'amiral Humann, qui reçoit de son côté les instructions necessaires.

J'ai la confiance que votre expérience et votre dévouement vous permettront de vous acquitter de votre mission dans les conditions les plus propres à ménager tous les intérêts qui se recommandent à notre sollicitude dans les circonstances actuelles.

J. Develle.

No. 13.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 20 juillet 1893.

Le Gouvernement avait décidé, antérieurement aux derniers incidents du Ménam, de profiter du voyage à Saïgon de M. le Myre de Vilers, député de la Cochinchine, pour l'envoyer en mission extraordinaire à Bangkok en vue de hâter le règlement des questions pendantes. M. le Myre de Vilers s'est embarqué le 9 de ce mois; un bâtiment de guerre devait l'attendre à Singapore et l'emmener au Siam. Je viens de l'aviser à Aden des derniers événements et de lui annoncer qu'il recevra à Singapore de nouvelles instructions. Si le Gouvernement siamois accepte les bases fixées par nous, M. le Myre de Vilers se rendra à Bangkok pour procéder à la conclusion de l'arrangement définitif.

J'ai vu hier le Prince Vadhana et je lui ai fait connaître les résolutions du Gouvernement français.

J. Develle.

No. 14.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 22 juillet 1893.

La réponse du Gouvernement siamois vient de me parvenir. Il ne

cède la rive gauche que jusqu'au dix huitième degré. Je lui fais connaître que sa réponse n'étant pas pleinement satisfaisante, je quitterai Bangkok le 26 juillet avec les canonnières.

Pavie.

No. 15.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 22 juillet 1893.

J'ai reçu la visite du Ministre de Siam, qui m'a demandé, au nom de son Gouvernement, une polongation du délai fixé pour l'acceptation de nos conditions; jai répondu négativement.

J. Develle.

No. 16.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok.

Paris, le 23 juillet 1893.

La réponse du Gouvernement siamois ne nous donnant pas satisfaction, j'approuve les dispositions que vous avez prises en vue de quitter Bangkok. J'avise le Gouvernement néerlandais des motifs qui nous mettent dans la nécessité de recourir aux bons offices de son représentant à Bangkek, en lui demandant d'autoriser celui-ci par le télégraphe à se charger de la protection des intérêts français au Siam.

J. Develle.

No. 17.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Paknam, le 26 juillet 1893.

Nous avons mouillé hier ici après avoir quitté Bangkok à 3 heures. Nous avons été salués par tous les pavillons consulaires. Le départ a eu lieu sans incident; nous passons la barre ce soir à 5 heures.

Pavie.

No. 18.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, par les soins de M. Keun de Hoogerwoerd, Consul général des Pays-Bas à Bangkok.

Paris, le 29 juillet 1893.

Le Ministre de Siam est venu m'annoncer ce matin que son Gouvernement acceptait sans réserves les conditions de l'ultimatum. J'ai ré-

servé ma réponse jusqu'à ce que j'aie pu en entretenir le Conseil des Ministres.

J. Develle.

No. 19.

Le Ministre du Siam à Paris,
au Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 29 juillet 1893.

Mon Auguste Souverain, S. M. le Roi de Siam, ayant, avec de sincères regrets, constaté que la réponse faite par son Gouvernement à la Note comminatoire du 20 juillet dernier et aux conditions à lui imposées par celle-ci fut considérée comme ne donnant pas toutes les satisfactions que le Gouvernement de la République réclamait, j'ai été chargé par mon Gouvernement de porter à la connaissance de Votre Excellence que S. M. le Roi de Siam, inspiré par les meilleurs sentiments d'amitié pour la France, acceptait, sans réserve, les réclamations du Gouvernement de la République.

Je viens confirmer, par les présentes, ce que j'ai eu l'honneur de communiquer verbalement à Votre Excellence au cours de l'entrevue qu'Elle a bien voulu m'accorder ce matin, et je viens préciser, autant que possible, les motifs qui avaient amené S. M. le Roi à accepter définitivement les conditions de la France. C'était:

1⁰ Pour apaiser et mettre fin à l'excitation, de jour en jour grandissante, de la population de Bangkok, excitation qui menaçait la vie et la propriété des indigènes comme des étrangers;

2⁰ Pour le repos et le bonheur de son peuple;

3⁰ Pour le maintien de la paix;

4⁰ Pour sauvegarder les intérêts du commerce;

5⁰ Pour renouveler les relations diplomatiques à Bangkok entre le Siam et la France, relations interrompues d'une façon regrettable;

6⁰ Pour reprendre les traditions d'un amical et cordial voisinage, et dans l'intérêt des deux nations.

Je me félicite d'avoir l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, et je ne doute point que le Gouvernement de la République, pour mettre, de son côté, fin au différend qui s'est élevé entre le Siam et la France, ne donne les contre-ordres nécessaires en ce qui concerne le blocus que la flotte française, actuellement dans le golfe de Siam, se préparait à établir.

Vadhana.

No. 20.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
au Prince Vadhana, Ministre de Siam à Paris.

Paris, le 30 juillet 1893.

(Note.)

Le retard apporté par le Gouvernement siamois à accepter l'ultimatum,

qui lui a été remis par le Ministre-Résident de France à Bangkok le 20 juillet, autorisait le Gouvernement de la République française à en aggraver les conditions.

Désireux de donner une nouvelle preuve des sentiments de modération qui l'ont constamment inspiré, le Gouvernement français se contentera, comme garantie indispensable de l'exécution pratique des clauses de l'ultimatum, d'occuper la rivière et le port de Chantaboun jusqu'à la complète et pacifique évacuation des postes établis par les Siamois sur la rive gauche du Mékong.

D'autre part, en vue de garantir les bonnes relations heureusement rétablies entre la France et le Siam et de prévenir tout conflit dans la région du Grand-Lac et du Mékong, le Gouvernement siamois s'engagera à n'entretenir désormais aucune force militaire à Battambang et à Siem-Reap ainsi que dans les localités situées dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong à partir des frontières du Cambodge. Il y maintiendra seulement le personnel de police nécessaire pour assurer l'ordre. En outre, il s'abstiendra d'entretenir ou de faire circuler des navires et embarcations armés sur les eaux du Grand-Lac et sur celles du Mékong.

Le Gouvernement français se réserve d'établir des consulats à M-Nan et à Khorat.

L'acceptation par le Siam de ces garanties permettra au Gouvernement français de lever immédiatement le blocus.

No. 21.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam, par les soins de M. le Consul de France à Singapore.

Paris, le 1er août 1893.

Le Siam vient d'accepter les conditions de notre ultimatum et de souscrire aux garanties complémentaires que nous avons dû lui demander. Je vous prie de vous rendre directement à Bangkok sur un de nos bâtiments qui ira incessamment se mettre à votre disposition. L'arrangement que vous aurez à soumettre au Gouvernement siamois devra naturellement reproduire les différentes clauses dont le principe a été accepté par lui. Il vous appartiendra d'y introduire les dispositions qui vous paraîtraient de nature à garantir les bonnes relations heureusement rétablies entre nous et le Siam et à prévenir toute difficulté pour l'avenir.

J. Develle.

No. 22.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Pavie, Ministre-Résident de la République française au Siam, par les soins de M. Keun de Hoogerwoerd, Consul général des Pays-Bas à Bangkok.

Paris, le 1er août 1893.

J'ai reçu ce matin le Prince Vadhana, que est venu m'annoncer que

le Gouvernement siamois conscrivait aux garanties réclamées par la note du 30 juillet. Le Prince Devawongse vous fera part à vous-même de l'acceptation du Gouvernement siamois. Dès que vous aurez échangé avec le Prince Devawongse les communications écrites constatant l'acceptation formelle de l'ultimatum et des garanties complémentaires, vous en donnerez avis à l'amiral Humann, qui lèvera alors le blocus et occupera simultanément la rivière de Chantaboun. Prenez toutes les précautions nécessaires d'accord avec les autorités siamoises pour que cette opération ne donne lieu à aucun incident.

Je vous autorise à vous réinstaller à Bangkok. M. Le Myre de Vilers y arrivera incessamment.

La solution de notre conflit avec le Siam a été accueillie en France avec satisfaction.

J'ai apprécié l'utilité de votre concours dans ces circonstances et je tiens à vous en exprimer mes remerciements.

J. Develle.

No. 23.

M. Pavie, Ministre-Résident de la République française à Bangkok, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 5 août 1893.
Kosichan, 4 août.

L'Amiral a levé le blocus. J'ai fait connaître au Ministre des Affaires étrangères qu'il avait a régulariser par écrit l'acceptation de l'ultimatum et les garanties pour lesquelles je n'ai que des lettres privées. Le secrétaire du Ministre des Affaires étrangères vient de me faire connaître que demain un haut fonctionnaire viendra m'apporter l'instrument authentique de l'acceptation, ainsi que les ordres nécessaires pour que l'occupation de Chantaboun ait lieu sans difficulté. Je me rendrai à Bangkok sur l'Alouette, mise à ma disposition par l'Amiral. Je m'arrêterai à Paknam afin de m'entendre avec le Ministre des Affaires étrangères sur les détails de ma réinstallation.

Pavie.

No. 24.

M. Pavie, Ministre-Résident de la Republique française à Bangkok, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 6 août, 1893.
Kosichan, le 6 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères vient de me faire parvenir la lettre dont il m'avait annoncé l'envoi et qui est ainsi conçue:

»J'ai l'honneur de confirmer formellement l'acceptation par le Gouvernement de Sa Majesté de l'Ultimatum du 20 juillet et des garanties complémentaires contenues dans la Note de Paris du 30 juillet.«

Un haut fonctionnaire est arrivé pour m'accompagner à Bangkok, et aussi un envoyé qui doit se rendre à Chantaboun avec le Lutin.

Pavie.

No. 25.

M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 16 août 1893.

Je suis arrivé ce matin à Bangkok.

Le Myre de Vilers.

No. 26.

M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 20 août 1893.

Le Roi a désigné le Ministre des Affaires étrangères pour son Plénipotentiaire.

Les Conférences commenceront mardi matin.

Le Myre de Vilers.

No. 27.

M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 1er octobre 1893.

Le Traité et la Convention sont signés. Je vous envoie par lettre le texte des instruments.

Le Myre de Vilers.

No. 28.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères, à M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam

Paris, le 2 octobre 1893.

Je suis heureux de vous féliciter du résultat que m'annonce votre télégramme d'hier. Il répond entièrement aux vues du Gouvernement. Je me suis empressé de porter à la connaissance du Président de la République la signature du Traité et de la Convention.

J. Develle.

No. 29.

M. Le Myre de Vilers, Plénipotentiaire de la République française au Siam, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Bangkok, le 5 octobre 1893.

Je vous serais reconnaissant de faire parvenir à M. le Président de la République le télégramme suivant:

»Au cours de l'audience de congé que le Roi m'a accordée à son palais de Bangpain, Sa Majesté m'a chargé de vous exprimer ses sentiments d'amitié et de vous assurer que son Gouvernement exécuterait scrupuleusement le Traité. Sa Majesté m'a répété plusieurs fois que les intérêts de son Royaume exigeaient impérieusement une entente cordiale avec la France, et qu'Elle apporterait tous ses soins à la maintenir.«

Le Myre de Vilers.

No. 30.

Traité

conclu le 3 octobre 1893 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Siam.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Siam, voulant mettre un terme aux contestations survenues dans ces derniers temps entre les deux États et consolider les relations d'amitié qui existent depuis des siècles entre la France et le Siam, ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République française,

M. Charles-Marie Le Myre de Vilers, Grand-Officier de la Légion d'Honneur et de l'Éléphant Blanc, Ministre plénipotentiaire de première classe, député,

Et Sa Majesté le Roi de Siam,

Son Altesse Royale le Prince Devawongse Varoprakar, Chevalier de l'Ordre de Maha Chakrkri, Grand-Officier de la Légion d'Honneur, etc., Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en due et bonne forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement siamois renonce à toute prétention sur l'ensemble des territoires de la rive gauche du Mékong et sur les îles du fleuve.

Article II.

Le Gouvernement siamois s'interdit d'entretenir ou de faire circuler des embarcations ou des bâtiments armés sur les eaux du Grand Lac, du Mékong et de leurs affluents situés dans les limites visées à l'article suivant.

Article III.

Le Gouvernement siamois ne construira aucun poste fortifié ou établissement militaire dans les provinces de Battambang et de Siem-Reap et dans un rayon de ving-cinq kilomètres sur la rive droite du Mékong.

Article IV.

Dans les zones visées par l'article III, la police sera exercée selon l'usage, par les autorités locales, avec les contingents strictement nécessaires. Il n'y sera entretenu aucune force armée régulière ou irrégulière.

Article V.

Le Gouvernement siamois s'engage a ouvrir, dans un délai de six mois, des négociations avec le Gouvernement français en vue du règlement du régime douanier et commercial des territoires visés à l'article III et de la revision du traité de 1856. Jusqu'à la conclusion de cet accord, il ne sera pas établi de droit de douane dans la zone visée à l'article III. La réciprocité continuera à être accordée par le Gouvernement français aux produits de ladite zone.

Article VI.

Le développement de la navigation du Mékong pouvant rendre nécessaires sur la rive droite certains travaux ou l'établissement de relais de batellerie et de dépôts de bois et de charbon, le Gouvernement siamois s'engage à donner, sur la demande du Gouvernement français, toutes les facilités nécessaires à cet effet.

Article VII.

Les Citoyens, sujets ou ressortissants français pourront librement circuler et commercer dans les territoires visés à l'article III, munis d'une passe délivrée par les autorités françaises. La réciprocité sera accordée aux habitants desdites zones.

Article VIII.

Le Gouvernement français se réserve d'établir des Consuls où il le jugera convenable dans l'intérêt de ses ressortissants, et notamment à Korat et à Muang-Nan.

Article IX.

En cas de difficultés d'interprétation, le Texte français fera seul foi.

Article X.

Le présent traité devra être ratifié dans un délai de quatre mois à partir du jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs susnommés ont signé le présent Traité en duplicata et y ont apposé leurs cachets.

Fait au Palais de Vallabha, à Bangkok, le 3 octobre 1893.

(L. S.) *Le Myre de Vilers.*
(L. S.) *Devawongse-Varoprakar.*

Convention.

Les Plénipotentiaires ont arrêté dans la présente Convention les différentes mesures et les dispositions qu'entraîne l'exécution du Traité de paix signé en ce jour et de l'Ultimatum accepté le 5 août dernier.

Article I.

Les derniers postes militaires siamois de la rive gauche du Mékong

devront être évacués dans le délai maximum d'un mois à partir du 5 septembre.

Article II.

Toutes les fortifications de la zone visée à l'article III du Traité en date de ce jour devront être rasées.

Article III.

Les auteurs des attentats de Tong-Xieng-Kham et de Kammoun seront jugés par les autorités siamoises; un représentant de la France assistera au jugement et veillera à l'exécution des peines prononcées. Le Gouvernement français se réserve le droit d'apprécier si les condamnations sont suffisantes, et, le cas échéant, de réclamer un nouveau jugement devant un tribunal mixte dont il fixera la composition.

Article IV.

Le Gouvernement siamois devra remettre à la disposition du Ministre de France à Bangkok ou aux autorités françaises de la frontière tous les sujets français, annamites, laotiens de la rive gauche et les Cambodgiens détenus à un titre quelconque; il ne mettra aucun obstacle au retour sur la rive gauche des anciens habitants de cette région.

Article V.

Le Bam-Bien de Tong-Xieng-Kham et sa suite seront amenés par un délégué du Ministre des Affaires étrangères à la Légation de France, ainsi que les armes et le pavillon français saisis par les autorités siamoises.

Article VI.

Le Gouvernement français continuera à occuper Chantaboun jusqu'à l'exécution des stipulations de la présente Convention et natamment jusqu'à complète évacuation et pacification tant de la rive gauche que des zones visées à l'article III du Traité en date de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait double au Palais de Vallabha, à Bangkok, le 3 octobre 1893.

(L. S.) *Le Myre de Vilers.*
(L. S.) *Devawongse-Varoprakar.*

5.

FRANCE, ITALIE.

Correspondence relative à l'incident d'Aigues-Mortes; du 19 août 1893 au 16 janvier 1894.

Publication officielle du Ministère des Affaires Étrangères. Paris 1894.

No. 1.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
au Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien.

Paris, le 19 août 1893.

Le Président du Conseil, aussitôt qu'il a eu connaissance des désordres qui se sont produits à Aigues-Mortes, a demandé au Préfet du Gard un rapport sur ces regrettables incidents, et une enquête judiciaire a été ouverte. — En l'absence du Ministre des Affaires étrangères, M. Dupuy s'est empressé d'aviser lui-même de ces dispositions M. Ressman, qui avait, d'ailleurs, dès hier matin, reçu officieusement communication au Ministère de l'Intérieur des premières informations parvenues au Président du Conseil. Le Département des Affaires étrangères, de son côté, à la suite d'une démarche faite auprès du Directeur politique par M. Ressman, avait fait tenir des indications dans le même sens à l'Ambassadeur d'Italie.

Develle.

No. 2.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 19 août 1893.

Une vive fermentation a suivi l'annonce des incidents d'Aigues-Mortes. Au Corso, cet après-midi, un grand nombre de drapeaux italiens étaient en berne. Ayant appris qu'une manifestation se préparait pour ce soir, j'ai fait demander à la Questure d'établir un service d'ordre devant le palais Farnèse, le palais Rospigliosi et les principaux établissements français. Le soir, 500 ou 600 manifestants sont venus, vers 9 heures et demie, devant le palais Farnèse. Ils ont sifflé, et cassé une vingtaine de vitres du rez-de-chaussée. Les gendarmes et les agents de police n'étant pas en nombre suffisant pour réprimer la foule, plusieurs compagnies d'infanterie sont alors intervenues, et ont fermé les rues qui donnent accès à la place Farnèse. La manifestation n'a pris fin qu'à onze heures du soir.

Lavaur.

No. 3.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 21 août 1893.

Les mesures prises pour mettre l'Ambassade à l'abri d'une manifestation se sont trouvées, ce soir, insuffisantes, malgré les aseurances qui m'avaient été données à la Consulta. Vers 9 heures, une foule d'un millier de personnes, passant par une rue latérale, a rompu le cordon de police. L'Ambassade, entourée de toutes parts, a été criblée de pierres. On a tenté d'enfoncer avec des poutres la porte du palais et de briser la grille d'une fenêtre du rez-de-chaussée; des papiers enflammés ont été jetés à l'intérieur par les manifestants.

J'ai téléphoné plusieurs fois à la Préfecture de police. C'est au bout de trois quarts d'heure seulement que sont arrivés des renforts d'infanterie. Les troupes ont fait évacuer la place et les rues adjacentes, dont elles gardent actuellement les issues

Lavaur.

No. 4.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 21 août 1893.

Hier soir, un groupe s'est porté à la villa Médicis, et a brisé quelques vitres des fenêtres du rez-de-chaussée. Des manifestants ont aussi tenté de pénétrer dans le jardin; ils ont enfoncé la grille de fer qui y donne accès; mais la police les a forcés à se retirer.

Des démonstrations ont également été faites contre le palais de notre Ambassade près le Saint-Siège.

Lavaur.

No. 5.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Meyer, Consul général de Franc eà Gênes.

Paris, le 21 août 1893.

Le Consul général d'Italie à Marseille a exprimé au Préfet des Bouches-du-Rhône sa reconnaissance pour les soins dont les blessés italiens ont été l'objet de la part de l'Administration de nos hôpitaux.

Develle.

No. 6.

Le Vicomte de Moüy, gérant le Consulat général de France à Naples,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Naples, le 21 août 1893.

Une manifestation agressive contre la France a eu lieu, hier soir,

dans les rues et devant le Consulat. Nos bureaux ont été défendus très vigoureusement par les cavaliers de la police, qui ont empêché la foule d'approcher.

Dans les rues on a brisé toutes les glaces des maisons à noms français.

de Moüy.

No. 7.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 21 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères du Roi vient de m'adresser la lettre officielle suivante:

»Pour le cas où une manifestation se serait reproduite hier soir à Rome, l'ordre avait été donné en termes péremptoires à l'autorité locale d'empêcher l'approche soit aux deux ambassades de France, soit aux établissements français.

Malheureusement et malgré cet ordre formel, le palais Farnèse et la villa Médicis n'ont pas été hier soir à l'abri de toute atteinte.

Voulant s'assurer si ces faits regrettables ont pu être l'effet de mesures insuffisantes d'exécution, le Gouvernement du Roi a immédiatement ouvert à cet égard une enquête en vue de laquelle le Préfet, le Questeur et l'Inspecteur de la section ont été suspendus de leurs fonctions.«

Signé: *Brin.*

Rome, le 21 août 1893.

J'ai accusé réception à M. Brin de cette communication, aujourd'hui même.

Lavaur.

No. 8.

M. Meyer, Consul général de France à Gênes,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Gênes, le 21 août 1893.

Hier soir a eu lieu une démonstration sérieuse contre la France; mais, comme la veille, la rue du Consulat général était barrée et gardée par la gendarmerie et la police. Plusieurs voitures de la Compagnie française de tramways ont été attaquées, renversées et brûlées.

Meyer.

No. 9.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
au Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien.

Paris, le 21 août 1893.

M. Ressman a fait part aujourd'hui au Président du Conseil de l'émotion produite en Italie par les incidents d'Aigues-Mortes.

Il lui a donné connaissance de plusieurs télégrammes de M. Brin, aboutissant tous à ce desideratum unique: la révocation du maire d'Aigues-Mortes, cette mesure étant, d'après le Ministre du Roi Humbert, le seul acte assez démonstratif pour apaiser l'opinion italienne.

M. Dupuy a répondu que, bien que l'attention du Gouvernement eût été absorbée dans ces derniers temps par les élections générales, il n'avait cependant négligé aucune des mesures indiquées par les circonstances: une double enquête administrative et judiciaire a été ouverte, des subsides ont été distribués aux victimes, des mesures d'ordre ont été prises, des facilités ont été données au Consul général d'Italie à Marseille pour son enquête sur place. Il paraîtrait d'ailleurs acquis, dès à présent, que les premiers coups ont été portés par des ouvriers italiens. — En ce qui concerne le maire, qui n'est pas à proprement parler un fonctionnaire, puisqu'il est élu par le suffrage universel, la révocation, si elle était reconnue nécessaire, exige une enquête en vue de laquelle le Président du Conseil a appelé à Paris le chef de la municipalité d'Aigues-Mortes et le préfet du Gard.

Mais, une mesure pouvait être prise immédiatement: la suspension; elle l'a été ce matin. Décidée en principe dequis plusieurs jours, elle ne pouvait être mise à exécution plus tôt, à cause des élections, auxquelles on devait laisser le maire présider, sous peine de superposer une agitation politique à l'agitation sociale qui avait amené le conflit sanglant de ces derniers jours.

M. Dupuy a ajouté qu'il avait besoin, soit pour compléter cette mesure, soit pour arrêter, s'il y avait lieu, d'autres dispositions, de voir le maire et le préfet. Il lui était, d'autre part, nécessaire de conférer avec son collègue, le Ministre des Affaires étrangères, qui, retenu par l'ouverture du Conseil général de la Meuse, ne pourrait rentrer à Paris que dans la soirée.

Il a été indiqué par M. Dupuy, au cours de la conversation, que, sans même discuter le fond de la proclamation, le Ministre faisait un premier grief au maire de l'idée et du fait d'avoir rédigé et publié ce manifeste, dans des circonstances aussi graves, sans en avoir référé au Gouvernement.

Conformément aux indications contenues dans votre télégramme, M. Ressman a appris alors à M. Dupuy que son Gouvernement avait suspendu le Préfet de Rome, le questeur et l'inspecteur de police, en vue de l'enquête ouverte à la suite des scènes de désordre, qui se sont produites devant le Palais Farnèse et certains établissements français. M. Ressman a insisté de nouveau sur la détente immédiate que produirait en Italie la nouvelle de la révocation du maire d'Aigues-Mortes. «Je vais, a-t-il ajouté, télégraphier à Rome ces trois mots qui produiront bon effet: Le Maire est suspendu.»

Il a dit qu'il commenterait ce premier télégramme par le compte rendu de notre conversation, en insistant sur le motif qui avait empêché que la suspension fût prononcée avant le 21 août.

Les motifs de l'arrête qui suspend le maire d'Aigues-Mortes sont ainsi

formulés: «Considérant que le maire d'Aigues-Mortes a publié, au cours des derniers événements, une proclamation qui, étant de nature à provoquer les plus fâcheuses interprétations, engage gravement sa responsabilité . . .»

Develle.

No. 10.

Les journaux qui paraissent à Rome, le soir, ont publié, le 23 août 1893, sous le couvert de l'Agence Stefani, trois communiqués officieux dont le texte est reproduit ci-après:

Rome, le 22 août.

Le Ministre des Affaires étrangères a reçu, hier soir, de l'Ambassadeur du Roi à Paris, le télegramme suivant: «J'informe Votre Excellence que le Président du Conseil m'a annoncé que, dès ce matin, le maire d'Aigues-Mortes a été suspendu de ses fonctions».

Signé: *Ressman.*

Rome, le 22 août.

D'Aigues-Mortes, le Consul général d'Italie à Marseille a télégraphié ce qui suit, hier soir, au Ministre des Affaires étrangères: «J'ai terminé la mission que Votre Excellence m'avait confiée. Le procès contre les coupables est commencé; il continue d'une manière sévère. Beaucoup d'arrestations ont été faites. Je me suis assuré que les autorités civiles et militaires ont reçu l'ordre d'user de la plus grande rigueur.»

Signé: *Durando.*

Rome, le 22 août.

Le Ministre des Affaires étrangères a autorisé l'Ambassadeur du Roi à Paris à déclarer qu'après la suspension, spontanément décidée, du maire d'Aigues-Mortes, le Gouvernement royal, appréciant les amicales dispositions que lui a témoignées le Cabinet de Paris et ayant, pour la punition des coupables, pleine confiance dans l'action impartiale et efficace de la magistrature française, est heureux de pouvoir considérer l'incident comme terminé d'une manière satisfaisante.

No. 11.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 24 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a, à plusieurs reprises, exprimé ses regrets pour les manifestations qui se sont produites en Italie, particulièrement pour l'attaque qui a été dirigée contre l'ambassade, malgré les ordres énergiques que le Gouvernement avait donnés en vue de la protéger.

M. Brin a ajouté qu'il considérait comme très fâcheux que la presse française eût exagéré les incidents d'Aigues-Mortes en publiant des détails dont l'inexactitude est heureusement établie maintenant.

Je lui ai fait observer que la presse italienne avait également envenimé les choses.

D'ailleurs, M. Brin a rendu hommage à l'esprit de conciliation du Gouvernement de la République. Il m'a prié de rappeler à Votre Excellence qu'au cours de la conversation que M. Ressman a eue avec M. Dupuy, le Président du Conseil a donné à espérer à l'Ambassadeur d'Italie l'éventualité de la révocation du maire d'Aigues-Mortes.

Une note officieuse a paru à ce sujet dans les journaux italiens. »Si cette mesure pouvait être prise maintenant, m'a dit M. Brin, M. Ressman n'aurait pas à y revenir, et il ne serait plus question de ces incidents«.

Lavaur.

No. 12.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
au Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien.

Paris, le 27 août 1893.

Vous connaissez déjà le texte de la note annonçant que, dans sa séance de jeudi, le Conseil des Ministres n'avait pas cru devoir accepter la démission offerte par le maire d'Aigues-Mortes; cette note a fait naître dans l'esprit de M. Brin, quant à nos véritables intentions, des incertitudes dont l'Ambassadeur d'Italie est venu me faire part vendredi.

Je n'ai pas eu de peine à dissiper un malentendu que rien ne justifiait, et il m'a été facile de faire comprendre à M. Ressman qu'en refusant d'accepter la démission immédiate du maire, nous avions donné une nouvelle preuve de notre désir de ne pas préjuger en sa faveur le résultat de l'enquête destinée à établir les responsabilités de chacun.

J'ai ajouté que, si le Gouvernement italien jugeait préférable que la démission fût acceptée, elle le serait sur l'heure.

M. Ressman a transmis à Rome ces déclarations et, hier, à la fin de la journée, il est venu, en mon absence, communiquer au Directeur des affaires politiques la réponse de son Gouvernement qui concluait à l'acceptation immédiate de la démission. L'Ambassadeur d'Italie insistait, en même temps, sur l'intérêt qu'il y avait à clore l'incident, en publiant sans retard la décision du Gouvernement français. Une note a été en conséquence communiquée à l'Agence Havas *).

---

*) Texte de la note publiée par l'Agence Havas, le 27 août 1893:

«On sait que le maire d'Aigues-Mortes, suspendu de ses fonctions en raison de sa proclamation, avait adressé au préfet du Gard une lettre dans laquelle il déclarait s'incliner devant cette mesure, et offrait sa démission.

«Les renseignements recueillis par l'enquête établissant que le maire a protégé, au péril de sa vie, les ouvriers italiens, le Gouvernement a décidé d'accepter sa démission.«

M. Ressman a dit au Directeur politique, en le quittant, qu'il était spécialement chargé par le Ministre des Affaires étrangères d'Italie de me remercier de la netteté de mes déclarations. Je n'ai pas gardé moi-même une impression moins favorable de l'attitude de M. Brin. Vous voudrez bien ne pas le lui laisser ignorer.

Develle.

No. 13.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des affaires étrangères.

Rome, le 28 août 1893.

Le Ministre des Affaires étrangères s'est montré fort sensible à la démarche que j'ai faite auprès de lui, conformément à vos instructions. »Si, m'a-t-il dit, les élections générales en France n'avaient causé un retard dans le règlement de cette affaire, elle aurait été terminée tout de suite, grâce à l'esprit de conciliation dont les deux Gouvernements ont fait preuve.« M. Brin m'a demandé de transmettre à Votre Excellence tous ses remerciments pour la communication courtoise dont j'avis été chargé.

Lavaur.

No. 14.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 30 août 1893.

Dans son numéro d'hier soir, la Gazette officielle a publié le rapport de la Commission d'enquête qui doit déterminer les responsabilités encourues par les autorités italiennes dans les troubles qui ont eu lieu à Rome le 20 août. Le Préfet de Rome et le Questeur intérimaire sont tenus pour responsables de ce qui s'est passé.

Lavaur.

No. 15.

Le Vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 16 septembre 1893.

Un décret royal du 13 de ce mois décide que »M. le Commandeur Andrea Calenda di Tavani, préfet de première classe, sénateur du Royaume, a été, sur sa demande, mis à la retraite«. M. Cavassala, préfet d'Alexandrie, est en même temps désigné pour la préfecture de Rome, et M. Ra-

moguini, sénateur, directeur général de la sûreté publique au Ministère de l'Intérieur pendant les désordres du mois dernier, est nommé préfet de Turin. Il n'est pas encore statué sur la situation de M. Sandri, qui sera appelé à d'autres fonctions.

Lavaur.

No. 16.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères,
à S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur d'Italie à Paris.

Paris, le 3 octobre 1893.

En réponse à la demande que vous avez bien voulu me présenter, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, a prescrit une enquête en vue de savoir si de nouveaux cadavres d'Italiens n'auraient pas été découverts à Aigues-Mortes ou dans les environs de cette ville.

Le rapport adressé à ce sujet par M. le Préfet du Gard à M. Dupuy confirme les renseignements recueillis jusqu'ici. Mon Collègue est en mesure d'affirmer que le nombre des Italiens qui ont été victimes des déplorables incidents d'Aigues-Mortes n'a pas dépassé le chiffre déterminé dans ses communications précédentes, à savoir: six tués pendant les troubles, et un blessé qui a succombé à l'hôpital après un mois de traitement.

J'ai l'honneur de porter ces renseignements à la connaissance de Votre Excellence.

Develle.

No. 17.

M. Billot, Ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 5 octobre 1893.

Ces jours derniers, M. Walewski a transmis à l'Ambassade un certain nombre de réclamations de commerçants français établis à Naples, qui font appel au Gouvernement de la République pour obtenir de l'Italie la réparation de dommages éprouvés, durant les troubles dont la ville a été le théâtre, à la suite des événements d'Aigues-Mortes.

Billot.

No. 18.

Note verbale remise par S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie,
à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 18 octobre 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a bien voulu inviter

l'Ambassadeur du Roi à lui faire parvenir une liste des sujets italiens qui ont été tués ou blessés lors des troubles d'Aigues-Mortes et pour lesquels le Gouvernement de la République s'est spontanément déclaré disposé à allouer une indemnité.

Le Gouvernement du Roi estime que la meilleure méthode à suivre en vue d'atriver rapidement au règlement de ces indemnités serait d'en confier la liquidation à une Commission de délégués italiens et français dont pourraient faire partie, pour l'Italie, deux personnes désignées par l'Ambassade royale et, pour la France, deux fonctionnaires nommés par M. le Ministre des Affaires étrangères.

La Commission serait chargée, en premier lieu, d'arrêter les principes généraux de cette liquidation et de fixer, notamment:

a) Quels seront les dommages que le Gouvernement français indemnisera, à savoir, les cas de mort, les blessures, les salaires perdus, les objets volés ou dispersés;

b) Quels chiffres d'indemnité pourraient être établis, suivant les cas, pour les familles des tués et pour les blessés;

c) Parmi quelles personnes et dans quelle proportion on devrait répartir les indemnités dans les cas de mort.

La Commission serait ensuite appelée à recueillir les réclamations des intéressés, à en contrôler le bien fondé, en demandant, le cas échéant, de nouvelles investigations ou de nouveaux documents, et à statuer enfin sur le montant de l'indemnité à allouer à chaque Italien.

L'Ambassadeur du Roi a été chargé par son Gouvernement de présenter à M. le Ministre des Affaires étrangères une proposition à cet effet.

En s'acquittant des instructions qu'il a reçues, M. Ressman exprime à S. Exc. M. Develle la confiance que cette proposition sera accueillie par le Gouvernement de la République avec le même esprit d'équité et de conciliation dont elle s'inspire.

No. 19.

Note verbale remise par M. Develle, Ministre des Affaires rtrangères, à S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 2 novembre 1893.

Par une note verbale en date du 18 du mois dernier, S. Exc. M. Ressman a bien voulu faire part à M. Develle des dispositions que l'Ambassade royale à Paris proposait d'adopter en vue de déterminer et de répartir l'indemnité que le Gouvernement de la République a décidé d'attribuer aux victimes des incidents d'Aigues-Mortes.

Le Ministre des Affaires étrangères a l'honneur de faire savoir à M. Ressman qu'il a désigné M. Geoffray, premier secrétaire d'ambassade, et M. Louis Renault, jurisconsulte de son département, pour prendre part aux travaux de la commission mixte chargée de préparer la répartition.

MM. Geoffray et Louis Renault sont prêts à se mettre en relations avec les délégués italiens aussitôt que l'Ambassade Royale en aura exprimé le désir.

No. 20.

M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur d'Italie à Paris.

Paris, le 9 décembre 1893.

Monsieur L'Ambassadeur,

Me référant à notre conversation du 6 de ce mois et aux assurances données à Votre Excellence par mon prédécesseur au sujet des réclamations nées de l'incident d'Aigues-Mortes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis disposé à présenter aux Chambres un projet de loi allouant des indemnités aux sujets italiens qui ont été victimes des événements du mois d'août. Le montant de ces indemnités, sans entrer dans le détail des réclamations individuelles, serait fixé à la somme de 420,000 francs.

Il ne serait toutefois possible d'adopter cette procédure que si le Gouvernement royal, de son côté, reconnaissait que des indemnités sont également dues aux Français qui ont subi des dommages lors des incidents survenus au mois d'août à Rome, à Naples et à Gênes, et se déclarait lui-même disposé à présenter au Parlement italien une demande de crédit à cet effet. Le montant desdites indemnités, sans entrer dans le détail des réclamations individuelles, serait fixé à la somme de 30,000 francs.

Il n'échappera pas d'ailleurs à Votre Excellence que, si les faits que je viens de rappeler ont eu, au point de vue matériel, des conséquences moins sérieuses que l'incident d'Aigues-Mortes, leur caractère moral est le même, et que la dignité des deux Pays est itéressée à ce que la réparation en soit assurée dans des conditions identiques et par les mêmes voies.

N'attachant pas moins de prix que Votre Excellence à ce qui peut contribuer aux bonnes relations de la France et de l'Italie, j'espère qu'Elle sera bientôt en mesure de me faire savoir que l'accord est établi entre le Gouvernement royal et le Gouvernement de la République sur les points qui font l'objet de la présente communication.

No. 21.

M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Billot, Ambassadeur de la République près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 11 décembre 1893.

Il y a quelque temps déjà, mon prédécesseur a fait connaître à l'Ambassadeur d'Italie à Paris que, dans une pensée d'humanité, le Gouvernement de la République était disposé à allouer un subside aux Italiens qui auraient subi des dommages, dans leurs personnes ou dans leurs biens, lors des incidents d'Aigues-Mortes; et, dans certains cas, à attribuer une indemnité de cette nature aux ayants droit des victimes.

Afin de procéder à une évaluation préliminaire de ces indemnités, le Gouvernement de la République et l'Ambassade d'Italie ont désigné chacun deux délégués qui, après avoir échangé leurs vues, se sont séparés sans avoir adopté de conclusions formelles.

Casimir-Périer.

No. 22.

M. Billot, Ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Casimir-Périer, President du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 24 décembre 1893.

J'ai reçu la visite du Ministre des Affaires étrangères, qui m'a entretenu de la question des indemnités d'Aigues-Mortes, dont le Conseil des Ministres a délibéré hier.

Le Gouvernement royal consent, en fait, à verser la somme réclamée par Votre Excellence pour les dommages subis en août par nos compatriotes en Italie; mais il désire que, dans l'arrangement proposé par votre lettre à M. Ressman, une modification de forme soit introduite.

D'après les correspondances imprimées au Livre vert et confirmées par une déclaration formelle de M. Brin, le nouveau Ministère estime que l'engagement d'indemniser les victimes italiennes, pris sans condition par le Gouvernement de la République, est définitif. Il ne se croit pas autorisée par suite à en modifier les termes, et il désire, d'autre part, prévenir des discussions irritantes.

Il propose, en conséquence, que la question soit réglée des deux parts séparément. Le Gouvernement italien me notifierait que, pour témoigner de ses bonnes dispositions, et dans une pensée d'humanité, il est disposé à remettre spontanément à l'Ambassade une somme de 30,000 francs, à répartir entre les réclaments français.

De votre côté, sans faire aucune allusion à des engagements réciproques, mais en visant, si vous le jugez utile, la résolution du Cabinet de Rome à l'égard de nos compatriotes, vous notifieriez à M. Ressman votre intention de présenter le projet de loi allouant 420,000 francs aux victimes italiennes.

Billot.

No. 23.

S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur d'Italie à Paris, à M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 11 janvier 1894.

Je m'étais empressé de porter à la connaissance de mon Gouvernement le contenu de la lettre que votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 9 décemboe dernier, relativement à l'indemnité accordée par le Gouvernement de la République aux victimes des regrettables faits d'Aigues-Mortes et à celle qu'il croyait devoir réclamer à son tour, en faveur de citoyens français, pour les événements qui en ont été la conséquence à Gênes, à Rome et à Naples. La crise ministèrielle qui, au moment où j'ai reçu la lettre de Votre Excellence, n'était pas encore résolue en Italie, et les entretiens que j'ai eus depuis lors à ce sujet avec Elle, à l'effet de bien établir la portée de la demande dont, pour la pre-

mière fois, j'étais saisi, m'ont empêché de répondre plus tôt à sa communication susdite.

De même que le précédent, le Cabinet italien actuel considère l'incident d'Aigues-Mortes comme clos et se croit en droit, par suite des déclarations qui m'ont été faites par le dernier Cabinet français, de considérer également la question des indemnités en faveur des victimes italiennes comme vidée par l'offre spontanée faite, dès le premier moment, par le Gouvernement de la République. Aussi, toute condition nouvelle qui serait mise à l'exécution de cette offre lui paraîtrait-elle de nature à rouvrir un débat sur les faits mêmes d'Aigues-Mortes, ce que, pour prévenir toute nouvelle cause d'irritaiion entre les deux Pays, il serait nécessaire d'éviter d'un commun accord.

Toutefois, convaincu que l'offre spantanée du Gouvernement de la République s'était inspirée du désir d'éliminer toute occasion d'animosité entre les deux peuples voisins et des sentiments de la solidarité des Gouvernements civilisés dans le souci d'assurer aux honnêtes travailleurs de tout pays le respect, la liberté et la justice qui leur sont dus, le Gouvernement du Roi, animè du mêmé désir et du même sentiment, est disposé à verser une somme de trente mille lires au profit des citoyens français qui ont eu à subir des dommages en conséquence des faits d'Aigues-Mortes.

Quant à la question soulevée par la lettre de Votre Excellence au sujet de la forme dans laquelle il devrait être pourvu au payement de ces indemnités, le Gouvernement du Roi estime qu'elle est d'ordre purement intérieur et qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter. Il espère que Votre Excellence voudra bien le reconnaître et, ayant comme lui souci d'empêcher que les événements d'Aigues-Mortes ne prêtent plus longtemps à des discussions irritantes, rendra justice à la loyauté de ses intentions.

Ressman.

No. 24.

M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur d'Italie à Paris.

Paris, le 22 janvier 1894.

Monsieur l'Ambassadeur,

En écrivant à Votre Excellence la lettre que j'ai eu l'honneur de lui adresser le 9 décembre relativement aux indemnités pour les victimes d'Aigues-Mortes, j'espérais régler définitivement une question que le précédent Cabinet m'avait laissé le soin de poursuivre.

Je suis heureux de constater que je n'ai pas trop présumé des sentiments qui animent le Gouvernement du Roi, en réclamant pour les faits qui se sont produits à Rome, à Naples et à Gênes une réparation analogue à celle que le Gouvernement de la République avait spontanément offerte.

Quant à la forme qu'il convenait de choisir pour assurer le payement de ces indemnités, j'avais pensé que le vote d'un crédit par le Parlement italien et par le Parlement français eût été un témoignage public de respect

réciproque, un gage salutaire d'apaisement et de concorde. Il me semblait qu'il pouvait y avoir lieu, dans les circonstances présentes, non seulement à déterminer quelles sommes seraient matériellement échangées, mais quels actes d'un caractère moral viendraient clore et effacer les regrettables incidents qui, au mois d'août, s'étaient produits en France et en Italie.

La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser n'autorise pas l'espoir d'une telle solution, et j'ai dû rechercher le moyen de ne pas saisir le Parlement français d'une mesure à laquelle le Gouvernement du Roi se réserve de ne pas associer le Parlement italien.

Le caractère de ce règlement ne saurait être à Paris différent de ce qu'il sera à Rome.

Votre Excellence veut bien me faire savoir que le Gouvernement du Roi est disposé à verser une somme de trente mille lires au profit des citoyens français qui ont eu à subir des dommages en Italie. Je viens, à mon tour, confirmant les assurances données par le Cabinet que présidait l'honorable M. Dupuy, mettre immédiatement à la disposition du Gouvernement italien la somme de 420,000 francs, à titre de dommages-intérêts pour les tristes incidents d'Aigues-Mortes. Le Gouvernement de la République espère que Votre Excellence voudra bien reconnaître les efforts qu'il a faits pour régler cette question dans une pensée de dignité commune et de concorde internationale.

No. 25.

S. Exc. M. Ressman, Ambassadeur d'Italie à Paris,
à M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 26 janvier 1894.

Par la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 22 de ce mois, Elle a bien voulu m'informer de Sa décision de mettre immédiatement à la disposition du Gouvernement de Sa Majesté la somme de 420,000 francs, à titre d'indemnité offerte par le Gouvernement de la République aux sujets italiens ayant souffert des dommages par suite des faits qui se sont passés au mois d'août dernier, à Aigues-Mortes.

Ayant porté cette décision aussitôt à la connaissance de mon Gouvernement, le Ministre royal des Affaires étrangères m'a annoncé, par un télégramme, qu'il mettait, de son côté, à la disposition de S. Exc. l'Ambassadeur de la République française à Rome la somme de 30,000 lires en or, à titre d'indemnité allouée aux citoyens français lésés en Italie pendant les événements qui y sont survenus à la suite des faits susdits.

En me félicitant que, grâce aux sentiments de Votre Excellence et à l'esprit d'équité et de concorde qui animent nos deux Gouvernements, un juste dedommagement soit ainsi assuré à tous ceux qui avaient le droit de l'espérer, je vous prie d'agréer, etc.

Ressman.

No. 26.

M. Billot, Ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie,
à M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 26 janvier 1894.

J'ai reçu du Ministre Royal des Affaires étrangères la lettre suivante:

«L'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris vient de me télégraphier que M. le Ministre des Affaires étrangères a mis à sa disposition un bon du Trésor pour la somme de 420,000 francs à titre d'indemnités que le Gouvernement de la République accorde aux familles des ouvriers italiens qui ont eu à souffrir dans les événements d'Aigues-Mortes.

«Le Gouvernement du Roi, désireux de répondre dans un même sentiment de bon vouloir, à ce témoignage donné par le Gouvernement français, s'empresse de mettre à la disposition de Votre Excellence un bon de 30,000 lires en or sur le Trésor italien pour être distribuées par les soins de Votre Excellence aux Français qui ont eu à subir des pertes en Italie à la suite des événements d'Aigues-Mortes.»

Signé: *Blanc.*

La baron Blanc m'a fait remettre en même temps que cette lettre une somme de 30,000 francs.

Billot.

6.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE.

Correspondence relative aux affaires du Haut-Mékong; du 25 novembre au 4 décembre 1893.

Publication officielle du Ministère des Affaires Étrangères. Paris 1893.

M. Casimir-Périer, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Maurice Lebon, Sous-Sécretaire d'État des colonies.

Paris, le 4 décembre 1893.

Votre Administration a été tenue verbalement au courant des pourparlers engagés par mon Département avec le Gouvernement Britannique, au sujet de la création d'une zone intermédiaire entre nos possessions et les possessions anglaises dans la péninsule indo-chinoise. Je crois devoir vous adresser aujourd'hui, pour ordre, les principaux documents se rapportant à cette négociation.

Les bases en avaient été posées, au mois de juillet dernier, dans un document dont vous trouverez ci-joint le texte, et qui a été signé par mon prédécesseur et par lord Dufferin, le 31 du même mois.

A la suite de premiers pourparlers qui avaient eu lieu, après la signature de ces documents, entre M. Develle et lord Dufferin, tous deux décidèrent de confier à une commission spéciale le soin de rechercher quelles limites seraient assignées à la zone dont il s'agit. A cet effet, mon prédécesseur désigna M. Jusserand, Ministre Plénipotentiaire, chargé de la sous-direction du Nord à la direction politique de son Département, et M. Paul Révoil, chef de son cabinet. Lord Dufferin désigna M. Phipps, Ministre Plénipotentiaire, et M. Austin Lee, Sécrétaire d'Ambassade.

La Commission a tenu au Ministère des Affaires étrangères ses réunions dont la première a eu lieu le 16 octobre. La carte de la Mission Pavie a été acceptée, de part et d'autre, pour base des travaux.

L'entente sur la question de frontières, en vue de laquelle la Commission a été constituée, n'a pu s'établir. Les tracés proposés, de part et d'autre, différaient d'une manière sensible, et le défaut de renseignements précis, sur les limites politiques des territoires qui se trouvaient en cause, a obligé les Commissaires à suspendre leur travail, en attendant qu'un supplément d'informations ait été recueilli sur place.

S'il n'a pu être procédé, dès maintenant, à la détermination des limites dont il s'agit, quelques questions qui ne sont pas sans importance ont été réglées, en principe tout au moins. C'est ainsi qu'on a reconnu, d'un commun accord, que la navigation, le transit et les moyens de communication devaient demeurer libres de toute entrave dans la zone à constituer, chacune des parties contractantes s'engageant à ne rechercher aucun avantage qui ne fût également assuré à l'autre.

En conséquence, deux documents, dont vous trouverez le texte ci-joint, ont été signés. Le premier constate la nécessité, où les Commissaires se trouvent, de suspendre leurs séances jusqu'à ce qu'ils soient mis en possession d'informations complémentaires. Dans le second, mon prédécesseur et l'Ambassadeur d'Angleterre ont consigné quelques-uns des points examinés au cours des travaux de la Commission et sur lesquels il paraissait convenable que l'attention des délégués, envoyés sur place, fût spécialement appelée.

Ainsi que vous le remarquerez, la mission de ces délégués devra être une simple mission d'enquête; ils sont chargés uniquement de recueillir des renseignements et non pas de trancher des difficultés. S'il s'élève des divergences de vues entre eux, ils en noteront les motifs. La décision définitive sera réservée aux Gouvernements eux-mêmes. Il a paru que tout différend serait ainsi évité et que la prompte exécution du programme adopté par les deux Gouvernements serait assurée.

Enfin, comme il est évident que la portée de l'accord concernant la liberté de navigation et de transit dans la zone à constituer eût été grandement diminuée si l'une des deux Puissances avait recherché dans la province du Xieng-Hung, située au nord de ladite zone, des avantages exclusifs, un échange de lettres a eu lieu entre mon prédécesseur et l'Ambassadeur d'Angleterre afin qu'aucun doute ne subsistât à cet égard.

Il résulte de ces documents, dont vous trouverez ci-joint copie, qu'aucun monopole, soit pour les chemins de fer ou compagnies de navigation, soit

pour tout autre mode de transit ou de communication, ne sera recherché, dans le Xieng-Hung, par l'une des deux parties, au détriment de l'autre.

Casimir-Périer.

Annexes à la Dépêche de M. Casimir-Périer à M. Maurice Lebon, en date du 4 décembre 1883.

I.

En vue de prévenir les difficultés qui pourraient naître d'un contact direct entre elles, les deux Puissances sont d'accord pour reconnaître la nécessité de constituer, au moyen de sacrifices et d'abandons réciproques, une zone neutre entre leurs possessions.

Les limites de la zone neutre déterminées ultérieurement.

31 juillet 1893.

Jules Develle.
Dufferin and Ava.

II.

Les soussignés, désignés par leurs gouvernements respectifs pour examiner de quelle manière pourrait être constituée, au moyen de contributions réciproques, une zone intermédiaire entre les possessions françaises et anglaises dans la région du Haut-Mékong,

S'étant trouvés arrêtés, au cours de leurs travaux, par la difficulté de déterminer, d'après des données certaines, les limites et la configuration géographique des diverses provinces situées dans cette région,

Ont reconnu d'un commun accord que, pour établir, dans des conditions géographiques normales, et sans occasionner de morcellement, une zone d'une étendue suffisante, il conviendrait de faire procéder à une enquête sur place par des agents techniques des deux pays.

The undersigned, named by their respective Governments, in order to examine in what manner, by means of reciprocal contributions an intermediary zone might be constituted between the French and British possessions, in the region of the Upper-Mekong,

Being arrested in the course of their labours, by the difficulty of determining, according to positive datas, the limits and the geographical configuration of the different provinces, situated in that region,

Have recognised by common agreement that, in order to establish, under normal geographical conditions and without causing disintegration, a zone of sufficient extent, it would be desirable to proceed to an enquiry on the spot, by the technical agents of the two countries.

Fait à Paris, le 25 novembre 1893.

Jusserand.
Paul Révoil.

C. Phipps.
H. Austin Lee.

III.

Les soussignés, ayant pris connaissance du Protocole, en date de ce jour, signé par les Commissaires français et anglais, et y ayant donné leur approbation, ont reconnu d'un commun accord que les agents techniques désignés pour se rendre sur le Haut-Mékong ne devront pas perdre de vue les points suivants:

1° L'examen géographique auquel ils devront se livrer portera sur le cours du Mékong, depuis son entrée dans le Xieng-Kheng jusqu'à son entrée dans le Louang-Prabang; sur les limites de la province de Xieng-Kheng et sur celles de la partie de Nan, au Nord du fleuve,

2° La largeur que les deux Puissances contractantes se proposent de donner à la zone intermédiaire, entre les Possessions françaises et anglaises, est, dans la mesure où la configuration géographique et politique du pays le permettra, de 80 kilomètres de marche, environ. Les agents techniques devront noter soigneusement quelles limites géographiques et politiques atteindraient le mieux ce but.

3° Il est entendu que la navigation, le transit et les moyens de communication seront libres de toute entrave dans la zone ainsi constituée, chacune des Parties contractantes s'engageant à ne chercher aucun avantage qui ne soit également assuré à l'autre.

The undersigned, having taken cognizance of the Protocol signed by the French and English Commissioners on this day and having approved it, have recognised, by common agreement, that the technical agents designated to proceed to the Upper-Mekong should not lose sight of the following points:

1° The geographical examination which they will have to undertake will deal with the course of the Mekong from its entry into Kyaing-Chaing until its entry into Luang-Prabang; with the limits of the province of Kyaing-Chaing and with those of that portion of Muong-Nan which lies to the North of the river.

2° The breadth which the two contracting Powers propose to give to the intermediary zone, between the French and British possessions, is, in so far as the geographical and political configuration of the country will allow, to be about 80 superficial kilometers. The technical agents shall note carefully what geographical and political limits would best attain this objec.

3° Il is agreed that the navigation, transit and means of communication in the zone thus constituted shall be free from every impediment, each of the contracting Parties undertaking not to seek any advantage which is not equally secured to the other.

Fait à Paris, le 25 novembre 1893.

Jules Develle. *Dufferin and Ava.*

IV.

Le Marquis de Dufferin et Ava, Ambassadeur d'Angleterre, à Paris, à M. Develle, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 1er décembre 1893.

In answer to the question that you were good enough to address to me on Tuesday with reference to the rumour that we had come to an agreement with China, concerning the State of Kiang-Hung, I beg to inform you that at present no such Treaty has been signed and that we have no intention of seeking to obtain any monopoly either for Railways, Steamboat Companies, or any other mode of transit or communication to the detriment of any similar French commercial undertakings. It is understood that in the above respects the field is to be left as open to French as English enterprise.

In acknowledging the receipt of this note, perhaps you will kindly intimate the willingness of the French Government to accede to a reciprocal engagement.

Dufferin and Ava.

V.

M. Develle, Ministre des Affaires étrangères, à Paris, au Marquis de Dufferin et Ava, Ambassadeur d'Angleterre, à Paris.

Paris, le 1er décembre 1893.

Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre de ce jour, qu'aucun traité n'a été signé jusqu'ici entre la Grande-Bretagne et la Chine, au sujet de l'État de Xieng-Hung et que l'Angleterre n'a nullement l'intention de chercher à obtenir aucun monopole, soit pour les chemins de fer ou compagnies de navigation, soit pour tout autre mode de transit ou communication, au détriment d'entreprises commerciales françaises de même ordre. Il est entendu que le champ devra demeurer libre à cet égard pour les entreprises françaises et anglaises.

Je m'empresse de vous accuser réception de cette communication dont je prends acte bien volontiers. Réciproquement et conformément à votre demande, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la délimitation des possessions françaises du côté de Xieng-Hung n'a pas encore été faite, mais que dans les négociations que le Gouvernement de la République aura à suivre à ce sujet avec le Gouvernement chinois, il compte se guider d'après les principes mêmes que vous avez bien voulu énoncer dans votre lettre de ce jour et auxquels je ne peux qu'adhérer sans réserve.

Jules Develle.

7.

GRANDE-BRETAGNE, ARGENTINE.

Traité concernant l'extradition des criminels fugitifs; signé à Buenos Ayres le 22 mai 1889.*)

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. February 1894. (C. — 7260.)

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the Argentine Republic, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within the two countries and their jurisdictions, that persons charged with or convicted of the crimes or offences hereinafter enumerated, and being fugitive from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up, have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty (that is to say):

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Her Chargé d'Affaires ad interim Mr. George Jenner;

And his Excellency the President of the Argentine Republic, his Excellency Doctor Don Norberto Quirno Costa, Secretary of State for the Department of Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

The high Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present Treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article II, committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article II.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences:—

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.
2. Manslaughter.
3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.
4. Rape.
5. Carnal knowledge or any attempt to have carnal knowledge of a girl under 16 years of age, if the evidence produced justifies committal for those crimes according to the laws of both the Contracting Parties.

*) Les ratifications ont été échangées à Buenos Ayres le 15 décembre 1893

6. Indecent assault.

7. Kidnapping and false imprisonment, child - stealing.

8. Abduction.

9. Bigamy.

10. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

11. Assault occasioning actual bodily harm.

12. Threats by letter or otherwise, with intent to extort money or orther things of value.

13. Perjury or subornation of perjury.

14. Arson.

15. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny, or embezzlement.

16. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any Company, punishable with imprisonment for not less than one year by any law for the time being in force.

17. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained, the value thereof exceeding 1,000 dollars, or 200l. sterling.

18. — (a). Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

(b.) Knowingly making, without lawful authority, any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of the coin of the realm.

(c.) Forgery, or uttering what is forged.

19. Crimes against bankruptcy law.

20. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any person travelling or being upon a railway.

21. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

22. Piracy and other crimes or offences committed at sea against persons or things which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition offences, and are punishable by more than one year's imprisonment.

23. Dealing in slaves in such manner as to constitute a criminal offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime for which, according to the laws of both the Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article III.

Either Government reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects or citizens to the other Government.

Article IV.

The extradition shall not take place if the person claimed on the part of Her Majesty's Government, or the person claimed on the part of the Government of the Argentine Republic, has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the territory of the Argentine Republic or in the United Kingdom respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of Her Majesty's Government, or on the part of the Government of the Argentine Republic, should be under examination for any other crime in the territory of the Argentine Republic or in the United Kingdom respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Article V.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applying or applied to.

It shall likewise not take place when, according to the laws of either country, the maximum punishment for the offence is imprisonment for less than one year.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Article VII.

A person surrendered can in no case be kept in prison or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored, or has had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered. This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Article VIII.

The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had beed committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be

accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in contumaciam it not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article IX.

If the requistition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article X.

A fugitive criminal may be apprehended under a warrant issued by any Police Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority in either country, on such information or complaint, and such evidence, or after such proceedings, as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime had been committed or the person convicted in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which the Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority exercises jurisdiction: provided, however, that in the United Kingdom the accused shall, in such case, be sent as speedily as possible before a Police Magistrate in London. He shall, in accordance with this Article, be discharged, as well in the Argentine Republic as in the United Kingdom, if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the Diplomatic Agent of his country in accordance with the stipulations of this Treaty. The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this Treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either country which may come into a port of the other.

Article XI.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition, and that the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article XII.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or statements of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sen-

tences issued therein, and certificates of, or judicial documents stating, the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows: —

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate, or officer of the other State.

2. Depositions, or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified under the hand of a Judge, Magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of, or judicial document stating, the fact of a conviction must purport to be certified by a Judge, Magistrate, or officer of the other State.

4. In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of the other State; but any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the country where the examination is taken may be substituted for the foregoing.

Article XIII.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition shall be granted to that State whose demand is earliest in date.

Article XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper Tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article XV.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery of such articles, be given up when the extradition takes place; and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Article XVI.

All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Article XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws for the time being in force in such Colonies and foreign possessions respectively will allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by the Chief Consular officer of the Argentine Republic in such Colony or possession.

Such requisition may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of Argentine criminals who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, of the provisions of the present Treaty.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any Colony or foreign possession of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year, and not less than six months.

The Treaty, after receiving the approval of the Congress of the Argentine Republic, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Buenos Ayres as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Buenos Ayres, on the twenty-second day of May, one thousand eight hundred and eighty-nine.

(L. S.) *G. Jenner.*
(L. S.) *N. Quirno Costa.*

8.

GRANDE-BRETAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Correspondence relative à l'arrangement paisible des différends internationaux par voie d'arbitrage; du 16 mai 1891 au 7 décembre 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. (August 1893. C. — 7103; 7233.)

No. 1.

Sir J. Pauncefote to the Marquis of Salisbury. — (Received May 27.)

My Lord, Washington, May 16, 1890.

I have the honour to inclose herewith copy of a Resolution which was recently passed in the Senate (the House of Representatives concurring) to invite international arbitration in all differences between the United States and other countries.

I have, &c.
(Signed) *Julian Pauncefote.*

Inclosure in No. 1.

51st Congress, 1st Session. — Mis. Doc. No. 113.
House of Representatives.

(Report No. 628.)

Concurrent Resolution to invite International Arbitration as to Differences between Nations.

February 20, 1890.—Referred to the Committee on Foreign Affairs and ordered to be printed.

March 3, 1890.—Referred to the House Calendar and ordered to be printed.

In the Senate of the United States.

February 14, 1890.

Resolved by the Senate (the House of Representatives concurring) that the President be, and is hereby, requested to invite, from time to time as fit occasions may arise, negotiations with any Government with which the United States has, or may have, diplomatic relations, to the end that any differences or disputes arising between the two Governments which cannot be adjusted by diplomatic agency may be referred to arbitration, and be peaceably adjusted by such means.

Attest:
(Signed) *Anson G. McCOOK*, Secretary.

No. 2.

Mr. Wyndham to the Marquis of Salisbury. — (Received August 5.)

My Lord, Rio de Janeiro, July 13, 1890.

I have the honour to inclose herewith the text, as published in the »Diario Official« of the 12th instant,*) of the Treaty on Arbitration which was signed in Washington on the 28th April last by the Representatives of Brazil, Bolivia, Ecuador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Salvador, and the United States ot America.

As your Lordship will doubtless have received the English text of this Treaty from Her Majesty's Minister at Washington, I do not forward a translation of it.

I have, &c.

(Signed) *Hugh Wyndham.*

No. 3.

Sir J. Pauncefote to the Marquis of Salisbury. — (Received September 15.)

My Lord, Washington, September 4, 1890.

In June last I informed your Lordship that Reports had been adopted by the International American Conference recommending the ratification of Treaties binding the Nations of North and South America to settle their differences by arbitration, as well as the adoption of a similar plan for the settlement of controversies between them and the nations of Europe.

The President to-day has transmitted to Congress the recommendations of the Conference on this subject. I have not yet obtained a copy of the President's Message, but from reports which have been published in the press it appears that he has stated in his letter of transmission that »the ratification of the Treaties contemplated by these Reports will constitute one of the happiest and most hopeful incidents in the history of the Western Hemisphere.«

As soon as the Message is published, I will not fail to transmit copies to your Lordship.

I have, &c.

(Signed) *Julian Pauncefote.*

No. 4.

Sir J. Pauncefote to the Marquis of Salisbury. — (Received September 29.)

My Lord, Washington, September 19, 1890.

With reference to my despatch of the 4th instant, I have the honour to transmit to your Lordship herewith copies of the Message of the President, transmitting to Congress the Reports adopted by the Pan-American Conference relating to the subject of international arbitration.

I have, &c.

(Signed) *Julian Pauncefote.*

---

*) See Inclosure 3 in No. 6.

Inclosure in No. 4.

51st Congress, 1st Session. — Ex. Doc. No. 224.

Senate.

Message from the President of the United States, transmitting Reports adopted by the Conference of American Nations recently in Session at Washington, relating to the subject of International Arbitration.

September 3, 1890. — Read, referred to the Committee on Foreign Relations, and ordered to be printed.

To the Senate and House of Representatives:

I Transmit herewith a letter from the Secretary of State, which is accompanied by three Reports adopted by the Conference of American nations recently in session at Washington relating to the subject of international arbitration. The ratification of the Treaties contemplated by these Reports will constitute one of the happiest and most hopeful incidents in the history of the Western Hemisphere.

(Signed) *Benj. Harrison.*

Executive Mansion, September 3, 1890.

The President: Department of State, Washington, August 26, 1890.

The Act of Congress approved on the 24th May, 1888, authorized the President to invite the several other Governments of America to join the United States in a Conference »for the purpose of discussing and recommending for adoption some plan of arbitration for the settlement of disagreements and disputes that may hereafter arise between them.« In pursuance of this invitation the Conference recently in session at this capital adopted three Reports: —

1. Recommending a definite plan of arbitration for the settlement of differences between the American nations.

2. Recommending the adoption of a similar plan by the nations of Europe.

3. Declaring that the right of conquest could not be recognized by the American nations.

I have the honour to inclose herewith copies of these Reports for the information of Congress.

Respectfully submitted,

(Signed) *James G. Blaine.*

International American Conference.

Reports of the Committee on General Welfare.

(As adopted by the Conference.)

1. — Plan of Arbitration.

The Delegates from North, Central, and South America in Conference assembled,

Believing that war is the most cruel, the most fruitless, and the most dangerous expedient for the settlement of international differences;

Recognizing that the growth of the moral principles which govern political societies has created an earnest desire in favour of the amicable adjustment of such differences;

Animated by the conviction of the great moral and material benefits that peace offers to mankind, and trusting that the existing conditions of the respective nations are especially propitious for the adoption of arbitration as a substitute for armed struggles;

Convinced by reason of their friendly and cordial meeting in the present Conference that the American Republics, controlled alike by the principles, duties, and responsibilities of popular government, and bound together by vast and increasing mutual interests, can, within the sphere of their own action, maintain the peace of the continent and the good-will of all its inhabitants;

And considering it their duty to lend their assent to the lofty principles of peace which the most enlightened public sentiment of the world approves;

Do solemnly recommend all the Governments by which they are ac-

Conferencia Internacional A mericana.

Informes de la Comisión de Bienestar General.

(Como quedaron adoptados por la Conferencia.)

1. — Plan de Arbitraje.

Las Delegaciones de Norte, Centro, y Sud América reunidas en Conferencia Internacional Americana,

Creyendo que la guerra es el medio más cruel, el más incierto, el más ineficaz y el más peligroso para decidir las differencias internacionales;

Reconociendo que el desenvolvimiento de los principios morales que gobiernan las sociedades politicas ha creado una verdadera aspiración en favor de la solución pacífica de aquellas disidencias;

Animadas por la idea de los grandes beneficios morales y materiales que la paz ofrece á la humanidad, y confiando en que la condición actual de sus respectivos paises es especialmente propicia para la consagración del arbitraje en oposición á las luchas armadas;

Convencidas, por su amistosa y cordial reunión en la presente Conferencia, de que las naciones Americanas, regidas por los principios, deberes y responsabilidades del Gobierno democrático, y ligadas por comunes, vastos y crecientes intereses, pueden, dentro de la esfera de su propia acción, afirmar la paz del continente y la buena voluntad de todos sus habitantes;

Y reputando de su deber prestar asentimientó á los altos principios de paz que proclame el sentimiento ilustrado de la opinión universal;

Encarecen á los Gobiernos que representan la celebración de un Tra-

credited to conclude a uniform Treaty of Arbitration in the Articles following: —

Article I.

The Republics of North, Central, and South America hereby adopt arbitration as a principle of American international law for the settlement of the differences, disputes, or controversies that may arise between two or more of them.

Article II.

Arbitration shall be obligatory in all controversies concerning Diplomatic and Consular privileges, boundaries, territories, indemnities, the right of navigation, and the validity, construction, and enforcement of Treaties.

Article III.

Arbitration shall be equally obligatory in all cases other than those mentioned in the foregoing Article, whatever may be their origin, nature, or object, with the single exception mentioned in the next following Article.

Article IV.

The sole questions excepted from the provisions of the preceding Articles are those which, in the judgment of any one of the nations involved in the controversy may imperil its independence. In which case, for such nation, arbitration shall be optional; but it shall be obligatory upon the adversary Power.

Article V.

All controversies or differences, whether pending or hereafter arising, shall be submitted to arbitration, even though they may have origi-

tado uniforme de arbitraje sobre las bases siguientes: —

Artículo I.

Las Repúblicas del Norte, Centro y Sud América adoptan el arbitraje como principio de derecho internacional Americano para la solución de las diferencias, disputas ó contiendas entre dos ó más de ellas.

Artículo II.

El arbitraje es obligatorio en todas las cuestiones sobre privilegios Diplomáticos y Consulares, limites, territorios, indemnizaciones, derechos de navegación, y validez, inteligencia y cumplimiento de Tratados.

Artículo III.

El arbitraje es igualmente obligatorio, con la limitación del Artículo siguiente, en todas las demás cuestiones no enunciadas en el Artículo anterior, cualesquiera que sean su causa, naturaleza ú objeto.

Artículo IV.

Se exceptúan únicamente de la disposición del Artículo que precede aquellas cuestiones que, á juicio exclusivo de alguna de las naciones interesadas en la contienda, comprometan su popria independencia. En este caso, el arbitraje será voluntario de parte de dicha nación, pero será obligatr para la otra parte.

Artículo V.

Quedan comprendidas dentro del arbitraje las cuestiones pendientes en la actualidad, y todas las que se susciten en adelante, aún cuando

nated in occurences antedating the present Treaty.

Article VI.

No question shall be revived by virtue of this Treaty concerning which a definite agreement shall already have been reached. In such cases arbitration shall be resorted to only for the settlement of questions concerning the validity, interpretation, or enforcement of such agreements.

Article VII.

The choice of Arbitrators shall not be limited or confined to American States. Any Government may serve in the capacity of Arbitrator which maintains friendly relations with the nation opposed to the one selecting it. The office of Arbitrator may also be intrusted to Tribunals of Justice, to scientific bodies, to public officials, or to private individuals, whether citizenc or not of the States selecting them.

Article VIII.

The Court of Arbitration may consist of one or more persons. If of one person, he shall be selected jointly by the nations concerned. If of several persons, their selection may be jointly made by the nations concerned. Should no choice be agreed upon, each nation showing a distinct interest in the question at issue shall have the right to appoint one Arbitrator on its own behalf.

Article IX.

Whenever the Court shall consist of an even number of Arbitrators,

provengan de hechos anteriores al presente Tratado.

Artículo VI.

No pueden renovarse, en virtud de este Tratado, las cuestiones sobre que las partes tengan cetebrados ya arreglos definitivos. En tales casos, el arbitraje se limitará exclusivamente á las cuestiones que se susciten sobre validez, inteligencia y cumplimiento de dichos arreglos.

Artículo VII.

La elección de Arbitros no reconoce límites ni preferencias. El cargo de Arbitro no reconoce limites ni preferencias. El cargo de Arbitro puede recaer, en consecuencia, sobre cualquiera Gobierno que mantenga buenas relaciones con la parte contraria de la nación que lo escoja. Las funciones arbitrales puenden también ser confiadas á los Tribunales de Justicia, á las corporaciones científicas á los funcionarios públicos, y á los simples particulares, sean ó no ciudadanos del Estado que los nombre.

Artículo VIII.

El Tribunal puede ser unipersonal ó colectivo. Para que sea unipersonal, es necesario que las partes elijan el Arbitro de común acuerdo. Si fuere colectivo, las partes podrán convenir en unos mismos Arbitros. A falta de acuerdo, cada nación que represente un interés destinto tendrá derecho de nombrar un Arbitro por su parte.

Artículo IX.

Siempre que el Tribunal se componga de un número par de Arbitros,

the nations concerned shall appoint an Umpire, who shall decide all questions upon which the Arbitrators may disagree. If the nations interested fail to agree in the selection of an Umpire, such Umpire shall be selected by the Arbitrators already appointed.

las naciones interesadas designarán un Arbitro tercero para decidir cualquiera discordia que ocurra entre ellos. Si las naciones interesadas no se pusieren de acuerdo en la elección del Tercero, la harán los Arbitros nombrados por ellas.

Article X.

The appointment of an Umpire, and his acceptance, shall take place before the Arbitrators enter upon the hearing of the questions in dispute.

Artìculo X.

La designación y eceptación del Tercero se verificarán antes de que los Arbitros principien á conocer del asunton sometido á su resolución.

Article XI.

The Umpire shall not act as a member of the Court, but his duties and powers shall be limited to the decision of questions, whether principal or incidental, upon which the Arbitrators shall be unable to agree.

Artículo X.

El Tercero no se reunirá con los Arbitros para formar Tribunal, y su encargo se limitará á decidir las discordias de aquellos, en lo principal y en los incidentes.

Article XII.

Should an Arbitrator or an Umpire be prevented from serving by reason of death, resignation, or other cause, such Arbitrator or Umpire shall be replaced by a substitute to be selected in the same manner in which the original Arbitrator or Umpire shall have been chosen.

Artículo XII.

En caso de muerte, renuncia ó impedimento sobreviniente, los Arbitros y el Tercero serán reemplazados por otros nombrados por las mismas partes y del mismo modo que lo fueron aquellos.

Article XIII.

The Court shall hold its sessions at such place as the parties in interest may agree upon, and in case of disagreement or failure to name a place the Court itself may determine the location.

Artículo XIII.

El Tribunal ejercerá sus funciones en el lugar designado por las partes; y si ellas no lo designaren, ó no estuvieren de acuerdo, en el que el mismo Tribunal escogiere al efecto.

Article XIV.

When the Court shall consist of several Arbitrators, a majority of the whole number may act notwithstanding the absence or withdrawal of the minority. In such case the

Artículo XIV.

Cuando el Tribunal fuere colegiado, la acción de la mayoría absoluta no será paralizada ó restringida por la inasistencia ó retiro de la minoría. La mayoría deberá, por el

majority shall continue in the performance of their duties until they shall have reached a final determination of the questions submitted for their consideration.

contrario, llevar adelante sus procedimientos y resolver el asunto sometido á su consideración.

Article XV.

The decision of a majority of the whole number of Arbitrators shall be final both on the main and incidental issues, unless in the agreement to arbitrate it shall have been expressly provided that unanimity is essential.

Artículo XV.

Las decisiones de la mayoría absoluta del Tribunal colectivo constituirán sentencia, así sobre los incidentes como sobre lo principal de la causa, salvo que el compromiso arbitral exigiere expresamente que el laudo sea pronunciado por unanimidad.

Article XVI.

The general expenses of arbitration proceedings shall be paid in equal proportions by the Governments that are parties thereto; but expenses incurred by either party in the preparation and prosecution of its case shall be defrayed by it individually.

Artículo XVI.

Los gastos generales del arbitramento serán pagados á prorato entre las naciones que sean parte en el asunto. Los que cada parte haga para su representación y defensa en el juicio serán de su cuenta.

Article XVII.

Whenever disputes arise the nations involved shall appoint Courts of Arbitration in accordance with the provisions of the preceding Articles. Only by the mutual and free consent of all of such nations may those provisions be disregarded, and Courts of Arbitration appointed under different arrangements.

Artículo XVII.

Las naciones interesadas en la contienda formarán, en cada caso, el Tribunal Arbitral, de acuerdo con las reglas establecidas en los Artículos precedentes. Solo por mútuo y libre consentimiento de todas ellas, podrán separarse de dichas disposiciones para constituir el Tribunal en condiciones diferentes.

Article XVIII.

This Treaty shall remain in force for twenty years from the date of the exchange of ratifications. After the expiration of that period, it shall continue in operation until one of the Contracting Parties shall have notified all the others of its desire to determine it. In the event of such notice the Treaty shall continue obligatory upon the party giving it

Articulo XVIII.

Este Tratado subsistirá durante veinte años contados desde la fecha del canje de las ratificaciones. Concluido este término, seguirá en vigor hasta que alguna de las Partes Contratantes notifique á las otras su deseo de que caduque. En este caso, continuará subsistente hasta que transcurra un año desde la fecha de dicha notificación. Es entendido, sin

for one year thereafter, but the withdrawal of one or more nations shall not invalidate the Treaty with respect to the other nations concerned.

Article XIX.

This Treaty shall be ratified by all the nations approving it, according to their respective constitutional methods, and the ratifications shall be exchanged in the city of Washington on or before the 1st day of May, A. D. 1891.

Any other nation may accept this Treaty and become a party thereto by signing a copy thereof and depositing the same with the Government of the United States, whereupon the said Government shall communicate this fact to the other Contracting Parties.

In testimony whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereunto affixed their signatures and seals.

Done in the city of Washington in copies in English, Spanish, and Portuguese, on this day of the month of , one thousand eight hundred and ninety.

2. — Recommendation to European Powers.

The International American Conference resolves: — That this Conference, having recommended arbitration for the settlement of disputes among the Republics of America, begs leave to express the wish that controversies between them and the nations of Europe may be settled in the same friendly manner.

It is further recommended that the Government of each nation herein represented communicate this wish to all friendly Powers.

embargo, que la separación de alguna de las Partes Contratantes no invalidará el Tratado respecto de las otras partes.

Artículo XIX.

Este Tratado se ratificará por todas las naciones que lo aprueben, conforme á sus respectivos procedimientos constitucionales; y las ratificaciones se canjearán en la Ciudad de Washington, el dia 1° de Mayo de 1891, ó antes si fuere posible.

Cualquiera otra nación puede adherir á este Tratado y ser tenida como parte en el, firmando un ejemplar del mismo, y depositándolo ante el Gobierno de los Estados Unidos, el cual hará saber este hecho à las otras Partes Contratantes.

En fé de lo cual, los infrascritos Plenipotenciarios han puesto sus firmas y sellos.

Hecho en la Ciudad de Washington, en ejemplares en Inglés, Español, y Portugués, à los dias del mes de , de mil ochocientos noventa.

2. — Recommendación sobre Arbitraje con Potencias Europeas.

La Conferencia International Americana resuelve: — Que habiendo recomendado esta Conferencia el arbitrage para la decisión de las disputas entre las Repúblicas de América, se permite expresar el desco de que las controversias entre ellas y las naciones de Europa sean decididas por el mismo amistoso medio.

La Conferencia recomienda ademas que los respectivos Gobiernos de las naciones en ella representadas comuniquen este voto á todas las Potencias amigas.

3. — The right of Conquest.

Whereas the International American Conference feels that it would fall short of the most exalted conception of its mission were it to abstain from embodying its pacific and fraternal sentiments in declarations tending to promote national stability and guarantee just international relations among the nations of the continent: Be it therefore

Resolved, — That it earnestly recommends to the Governments therein represented the adoption of the following declarations: —

First. That the principle of conquest shall not, during the continuance of the Treaty of Arbitration, be recognized as admissible under American public law.

Second. That all cessions of territory made during the continuance of the Treaty of Arbitration shall be void if made under threats of war or the presence of an armed force.

Third. Any nation from which such cessions shall be exacted may demand that the validity of the cessions so made shall be submitted to arbitration.

Fourth. Any renunciation of the right to arbitration made under the conditions named in the second section shall be null and void.

3. — Derecho de Conquista.

Considerando: Que la Conferencia Internacional Americana no llenaria la parte mas elevada du su misión si se abstuviera de consagrar sus aspiraciones pacíficas y fraternales por medio de declaraciones que consoliden los vinculos nacionales y afianzen las relaciones internacionales de todos los estados del continente:

Resuelve, — Encarecer á los Gobiernos representados en ella, la adopcíon de las siguientes declaraciones: —

Primera. El principio de conquista queda eliminado del derecho público Americano, durante el tiempo que esté en vigor el Tratado de Arbitrage.

Segunda. Las cesiones de territorios que se hicieren durante el tiempo que subsista el Tratado de Arbitrage serán nulas, si se hubieren verificado bajo la amenaza de la guerra, ó la presión de la fuerza armada.

Tercera. La nación que hubiere hecho tales cesiones tendrá derecho para exigir que se decida por arbitramento acerca de la valides de ellas.

Quarta. La renuncia del derecho de recurrir al arbitrage, hecha en las condiciones del Artículo segundo carecerá de valor y eficacia.

No. 5.

Mr. A. St. John to the Marquis of Salisbury. — (Received October 9.)

My Lord, Quito, August 29, 1890.

Herewith I have the honour to inclose copy of the English version of the Treaty of Arbitration signed at Washington on the 28th April, 1890, by the Representatives of the Republics of Bolivia, Ecuador, Gua-

temala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Salvador, the United States of America, and the United States of Brazil*).

This Treaty has been approved by the Equatorian Congress, but the ratifications have not yet been exchanged.

I have, &c.

(Signed) *Alfred St. John.*

No. 6.

Mr. White to the Marquis of Salisbury. — (Received November 12.)

Legation of the United States, London,

My Lord, November 10, 1890.

I have the honour to transmit herewith to your Lordship the copy of a Circular instruction, with its inclosures, relative to international arbitration, which I have just received from the Secretary of State, and to acquaint you that the President of the United States trusts that the important objects now sought to be obtained by the formal acceptance of the cause of arbitration by the nations of the earth may favourably impress themselves upon Her Majesty's Government.

I have, &c.

(Signed) *Henry White.*

Inclosure 1 in No. 6.

Mr. Blaine to Mr. White.

(Circular.)

Sir, Department of State, Washington, October 23, 1890.

You will perceive by the inclosed copy of the Minutes of the late International American Conference, dated the 18th April, 1890, p. 3, that a Resolution was passed as follows: —

»That this Conference, having recommended arbitration for the settlement of all disputes among the Republics of America, begs leave to express the wish that all controversies between them and the nations of Europe may be settled in the same friendly manner.

»It is further recommended that the Government of each nation herein represented communicate this wish to all friendly Powers.«

With this Resolution the Conference submitted and recommended a form of an Arbitration Treaty. This Treaty has been formally signed by ten of the eighteen Governments represented in the Conference, and it is reasonably expected that a majority of those not yet signing will soon become parties to this important instrument.

Article XIX of the Treaty provides: —

»That any other nation may accept this Treaty and become a party there to by signing a copy thereof and depositing the same with the

*) See Inclosure 3 in No. 6.

Government of the United States, whereupon the said Government shall communicate this fact to the other Contracting Parties.«

In accordance with the Resolution of the Conference, you will communicate to the Government to which you are accredited a copy of this instruction, and say that the President trusts that the important objects now sought to be obtained by the formal acceptance of the cause of arbitration by the nations of the earth may favourably impress themselves upon that Government.

I am &c.

(Signed) *James G. Blaine.*

Inclosure 2 in No. 6.

Extract from the Minutes of the International American Conference, 69th day, April 18, 1890.

The Chair announced that the order of the day called for the consideration of the following Report of the Committee on General Welfare:—

»The International American Conference resolves: That this Conference, having recommended arbitration for the settlement of all disputes among the Republics of America, begs leave to express the wish that all controversies between them and the nations of Europe may be settled in the same friendly manner.

»It is further recommended that the Government of each nation herein represented communicate this wish to all friendly Powers.«

The vote having been taken on the Report as a whole, resulted in its unanimous adoption.

The Delegations voting were: Haïti, Nicaragua, Peru, Guatemala, Colombia, Argentine, Costa Rica, Paraguay, Brazil, Honduras, Mexico, Bolivia, United States, Venezuela, Salvador, and Ecuador.

Inclosure 3 in No. 6.

Form of Arbitration Treaty.

The Republics of . . . . . .

Believing that war is the most cruel, the most fruitless, and the most dangerous expedient for the settlement of international differences;

Recognizing that the growth of the moral principles which govern political societies has created an earnest desire in favour of the amicable adjustment of such differences;

Animated by the conviction of the great moral and material benefits that peace offers to mankind, and trusting that the existing conditions of the respective nations are especially propitious for the adoption of arbitration as a substitute for armed struggles;

Convinced, by reason of their friendly and cordial meeting in the recent Conference, that the American Republics, controlled alike by the principles, duties, and responsibilities of popular government, and bound

together by vast and increasing mutual interests, can, within the sphere of their own action, maintain the peace and good-will of all their inhabitants;

And considering it their duty to lend their assent to the lofty principles of peace which the most enlightened public sentiment of the world approves;

To the end of concluding a uniform Treaty of Arbitration, have named as their Pleinipotentiaries the following:

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles, being the same that were solemnly recommended by the International American Conference which wasc onvened in Washington ont he 2nd day of October, 1889, and adjourned on the 19th day of April, 1890: —

Article I.

The Republics uniting in this Convention hereby adopt arbitration as a principle of American international law for the settlement of the differences, disputes, or controversies that may arise between two or more of them.

Article II.

Arbitration shall be obligatory in all controversies concerning Diplomatic and Consular privileges, boundaries, territories, indemnities, the right of navigation, and the validity, construction, and enforcement of Treaties.

Artiole III.

Arbitration shall be equally obligatory in all cases other than those mentioned in the foregoing Article, whatever may be their origin, nature, or object, with the single exception mentioned in the next following Article.

Article IV.

The sole questions excepted from the provisions of the preceding Articles are those which, in the judgment of any one of the nations involved in the controversy, may imperil its independence. In this event, for such nation, arbitration shall be optional; but it shall be obligatory upon the adversary Power when demanded.

Article V.

All controversies or differences, whether pending or hereafter arising, shall be submitted to arbitration, even though they may have originated in occurrences antedating the present Treaty.

Article VI.

No question shall be revived by virtue of this Treaty concerning which a definite agreement shall already have been reached. In such cases arbitration shall be resorted to only for the settlement of questions concerning the valitity, interpretation, or enforcement of such agreements.

Article VII.

The choice of Arbitrators shall not be limited or confined to American States. Any Government may serve in the capacity of Arbitrator which maintains friendly relations with the nation opposed tothe one selecting it. The office of Arbitrator may also be instruted to Tribunals of Justice, to scientific bodies, to public officials, or to private individuals, whether citizens or not of the States selecting them.

Article VIII.

The Court of Arbitration may consist of one or more persons. If of one person, he shall be selected jointly by the nations concerned. If of several persons, their selection may be jointly made by the nations concerned. Should no choice be agreed upon, each nation showing a distinct interest in the question at issue shall have the right to appoint one Arbitrator on its own behalf.

Article IX.

Whenever the Court shall consist of an even number of Arbitrators, the nations concerned shall appoint an Umpire, who shall decide all questions upon which the Arbitrators may disagree. If the nations interested fail to agree in the selection of an Umpire, such Umpire shall be selected by the Arbitrators already appointed.

Article X.

The appointment of an Umpire, and his acceptance, shall take place before the Arbitrators enter upon the hearing of the questions in dispute.

Article XI.

The Umpire shall not act as a member of the Court, but his duties and powers shall be limited to the decision of questions, whether principal for incidental, upon which the Arbitrators shall be unable to agree.

Article XII.

Should an Arbitrator or an Umpire be prevented from serving by reason of death, resignation, or other cause, such Arbitrator or Umpire shall be replaced by a substitute to be selected in the same manner in which the original Arbitrator or Umpire shall have been chosen.

Article XIII.

The Court shall hold its sessions at such place as the parties in interest may agree upon, and in case of disagreement or failure to name a place the Court itself may determine the location.

Article XIV.

When the Court shall consist of several Arbitrators, a majority of the whole number may act notwithstanding the absence or withdrawal of the minority. In such case the majority shall continue in the performance of

their duties until they shall have reached a final determination of the questions submitted for their consideration.

Article XV.

The decision of a majority of the whole number of Arbitrators shall be final both on the main and incidental issues, unless in the agreement to arbitrate it shall have been expressly provided that unanimity is essential.

Article XVI.

The general expenses of arbitration proceedings shall be paid in equal proportions by the Governments that are parties thereto; but expenses incurred by either party in the preparation and prosecution of its case shall be defrayed by it individually.

Article XVII.

Whenever disputes arise the nations involved shall appoint Courts of Arbitration in accordance with the provisions of the preceding Articles Only by the mutual and free consent of all of such nations may those different arrangements disregarded, and Courts of Arbitration be appointed under.

Article XVIII.

This Treaty shall remain in force for twenty years from the date or the exchange of ratifications. After the expiration of that period, it shall continue in operation until one of Contracting Parties shall have notified all the others of its desire to terminate it. In the event of such notice the Treaty shall continue obligatory upon the party giving it for one year thereafter, but the withdrawal of one or more nations shall not invalidate the Treaty with respect to the other nations concerned.

Article XIX.

This Treaty shall be ratified by all the nations approving it according to their respective constitutional methods; and the ratifications shall be exchanged in the city of Washington on or before the 1st day of May, A. D. 1891.

Any other nation may accept this Treaty and become a party thereto, by signing a copy thereof and depositing the same with the Government of the United States; whereupon the said Government shall communicate this fact to the other Contracting Parties.

In testimony whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereunto affixed their signatures and seals.

Done in the city of Washington, in copies in English, Spanish, and Portuguese, on this day of the month of , one thousand eight hundred and ninety.

No. 7.

The Marquis of Salisbury to Mr. White.

Sir, Foreign Office, November 15, 1890.

I Have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 10th instant, in which, by direction of the President of the United States, you invite the attention of Her Majesty's Government to a Resolution agreed upon by the International American Conference, and to a draft, Treaty, with the object of settling by arbitration all disputes which may arise between the Republics of America and the nations of Europe.

I beg to thank you for this communication, and to assure you that it shall receive the careful consideration of Her Majesty's Government.

I have, &c.
(Signed) *Salisbury.*

No. 8.

Mr. Pakenham to the Marquis of Salisbury. — (Received December 4.)

My Lord, Buenos Ayres, November 3, 1890.

I Have the honour to transmit herewith copy and translation of a note from the Paraguayan Minister for Foreign Affairs, inclosing, for transmission to Her Majesty's Government, a copy of the Resolution passed by the recent Pan-American Congress on the subject of arbitration as a means of settling international differences.

I have, &c.
(Signed) *F. Pakenham.*

Inclosure 1 No. 8.

Señor Centurion to Mr. Pakenham.

(Translation.) Department of Foreign Affairs, Asuncion,

M. le Ministre, October 18, 1890.

The International Conference of Washington, among other important acts during its session, expressed the desire that all the controversies between the American Republics, and between them and European nations, should be settled by arbitration, as the most equitable and reasonable means of adjusting such controversies in an amicable manner, thus avoiding the employment of force, which always has deplorable consequences, contrary to the humane sentiments which distinguish civilization in this century, recommending to the respective Governments of the nations represented therein that they should communicate this decision to all friendly Powers.

In compliance with the said recommendation, and in obedience to the instructions of my Government, I have the honour to address myself to that of Her Britannic Majesty, through the medium of your Excellency, inclosing an exact copy of the Resolution passed by the Committe of Ge-

neral Welfare on the 11th April of the current year, which was approved by the above-mentioned Congress of Washington, hoping that it will meet with a benevolent receptiou on the part of Her Britannic Majesty, and that she will be pleased to afford it the powerful support of her influence, with the view to the adoption of a course of action which is so perfectly in harmony with the humane sentiments which have always served as the guiding principle of the policy of Her Majesty's Government.

I avail, &c.

(Signed) *Juan C. Centurion.*

Incloeure 2 in No. 8.

International American Conference.

Resolution of the Committee of General Welfare.

(Translation.)

The International American Conference resolves: That this Conference, having recommended arbitration for the decision of all disputes between the Republics of America, permits itself to express the desire that all the controversies between them and the nations of Europe should be settled by the same means.

The Conference furthermore recommends that the respective Governments of the nations represented therein should communicate this decision to all friendly Powers.

(Signed) *J. B. Henderson.* *Manuel Quintana.* *J. M. Hurtado.* *Fernando Cruz.* *N. Bolet Peraza.* *J. G. do Amaral Valente.* *Juan Franco. Velarde.*

Washington, April 11, 1890.

True copy of the original:

(Signed) *C. Passoli.*

No. 9.

The Marquis of Salisbury to Mr. Pakenham.

Sir, Foreign Office, December 8, 1890.

In reply to your despatch of the 3rd ultimo, I have to request that you will inform the Paraguayan Minister for Foreign Affairs, in answer to his note of the 18th October, that the Resolution passed by the recent Pan-American Congress on the subject of arbitration has already been communicated by the Government of the United States of America to Her Majesty's Government, who have replied that it shall receive their attentive consideration.

I am, &c.

(Signed) *Salisbury.*

No. 10.

Sir J. Pauncefote to the Marquis of Salisbury. — (Received October 28.)

My Lord, Washington, October 20, 1891.

The proceedings of the Œcumenical Methodist Council, now sitting

at Washington, have attracted considerable attention in this country, and on the 17th instant the President of the United States delivered an Address before that body on the subject of international arbitration.

In view of the large number of British delegates who attended the Council in this city, and also of the announcement that the President would deliver the above-mentioned Address, I thought it advisable to attend the meeting, and I was glad to observe that my presence appeared to give satisfaction to the delegates.

I have the honour to inclose a Report of the proceedings with the text of the President's Address. I have, &c.

(Signed) *Julian Pauncefote.*

Inclosure in No. 10.

Extract from the »New York Tribune« of October 18, 1891.

Address delivered by the President of the United States before the Œcumenical Methodist Council at Washington on October 17, 1891.

Mr. Chairman and Gentlemen of the Conference,

I came here this morning to make an expression of my respect and esteem for this great body of delegates assembled from all the countries of the world, and much more to give a manifestation of my respect and love for that greater body of Christian men and women for whom you stand. (Applause.) Every Œcumenical Conference is a distinct step in the direction, not only of the unification of the Church, but of the unification of humanity. Assembling from countries unlike in their civil institutions, their Church not wholly in accord as to doctrine and Church order, you come together to find that the unlikeness is not so great as you had thought (cries of hear, hear, from the English delegates), and to find this common sympathy and common purpose greater and larger than you had thought — large enough presently to overspread and extinguish all those transitory lesions and divisions. (Applause.) I am glad to know that, as the followers of Wesley, whose hymns we sing, you have been in consultation as to the method and time when these minor divisions among you may be obliterated. It is the natural order that subdivisions should be wiped out before the grand divisions of the Church can be united. Who does not greatly rejoice that the controversial clash of the Church is less than it once was; that we hear more of the work of the Master and His teachings of love and duty than of hair-splitting and theological dissensions? I recall many years ago, while visiting a watering-place in Wisconsin, that when the Sabbath came around I went with some friends to a little Methodist church in an adjoining village. The preacher undertook to overturn my Presbyterianism (laughter), and an irreverent friend who sat beside me, as the young man delivered his telling blasts against Calvinism, was constantly emphasizing the points made by nudges of his elbow. I am glad to recall that, although since then I have worshipped in Methodist churches, that was the last experience of that kind I have had. (Hear, hear.)

You have to-day as the theme of discussion the subject of international arbitration, and, this being a public and enlarged use of the word, perhaps makes my presence here as an officer of the United States specially appropriate. (Applause.) It is a curious incident that on this day, appointed by me some days ago, and before I was aware of the theme of the occasion which we have here this morning, I had appointed this afternoon to visit the great gun foundry of the United States at the Navy Yard. Things have come in their proper sequence. I am here at this arbitration meeting before I go to the gun foundry. This subject is one which has long attracted the attention, and I think I may say has as greatly attracted the interest and adherence, of the United States as that of any other Christian Power in the world. (Applause.)

It is known to you all that in the recent Conference of the American States at Washington the proposition was distinctly made and adopted by the Representatives of all, or nearly all, of the Governments represented, that, as applied to this hemisphere, all international disputes should be settled by arbitration. (Applause.) Of course, there are limitations as yet, in the nature of things, to the complete and general adoption of such a scheme. It is quite possible to apply arbitration to a dispute as to a boundary-line; it is quite impossible, it seems to me, to apply it to a case of international feud. If there is present a disposition to subjugate, an aggressive spirit to seize territory, a spirit of national aggrandizement that does not stop to consider the rights of other men and other people, to such a case and to such a spirit international arbitration has no, or, if any, a remote and difficult application. It is for a Christian sentiment, manifesting itself in the fair international arbitration. (Applause.)

But I did not intend to enter into a discussion of the theme for the setting forth of which you have with deliberation appointed those who have given it attention. Let me therefore say simply this: For myself, temporarily in a place of influence in this country, and much more for the great body of its citizenship, the desire of America is for peace with the whole world. (Applause.) It would have been vain to suggest the pulling down of block-houses and family disarmament to one of the settlers on the hostile Indian frontier. He would have told you rightly that the times were not right. And so it may be, and is probably true, the Devil still being unchained (hear), that we should have our gun foundries, and that we shall best promote the settlement of international disputes by arbitration when it is understood that if the appeal is to some other tribunal we shall be not unprepared. (Applause.) There is one unity of the Church, and but one of humanity. It is through this great Christian sentiment, characterized by a high sense of justice, and by a spirit of love and forbearance imposed on civil institutions and civil Governments of the world, that we shall approach best arbitration methods of settling disputes. Let me thank you, Mr. Chairman, and you, gentleman of the Conference, for the privilege of standing before you for a moment, and for this most cordial welcome you have given me. I beg to renew my high appreciation of the character of this dele-

gation, and the membership of the great Church from which you come. I hope that in your remaining deliberations, and in your journeys to your far distant homes, you may have the guidance of that God whom we all revere and worship.

No 11.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received August 15.)

My Lord, Newport, Rhode Island, August 5, 1892.

I have the honour to inclose copies of a Bill which was introduced in the Senate on the 23rd ulimo by Senator Sherman for the creation of a Tribunal for International Arbitration.

I have, &c.

(Signed) *Michael H. Herbert.*

Inclosure in No. 11.

52nd Congress, 1st Session. — S. 3468.

In the Senate of the United States.

July 23, 1892. — Mr. Sherman introduced the following Bill, which was read twice and referred to the Committee on Foreign Relations.

A Bill to promote Peace among Nations, and for the creation of a Tribunal for International Arbitration.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That the President be, and hereby is, authorized to appoint a Commission to visit such other Governments as he in his discretion may determine, for the purpose of instituting negotiations with them for the creation of a Tribunal for International Arbitration, or other appropriate means whereby all difficulties and disputes between nations may be peaceably and amicably settled and wars prevented.

Sec. 2. That the sum of 50,000 dollars, or so much thereof as may be necessary, is hereby appropriated, out of any moneys in the Treasury not otherwise appropriated, to defray the necessary expenses attendant upon such negotiation.

No. 12.

The Earl of Rosebery to Sir J. Pauncefote.

Sir, Foreign Office, July 28, 1893.

I transmit to your Excellency copy of a Resolution which was passed in the House of Commons on the 16th ultimo, expressing sympathy with the action taken by the Congress of the United States in favour of the settlement disputes of international by arbitration.

Her Majesty's Government have pleasure in bringing this Resolution

to the knowledge of the Government of the United States, and would be glad if the President should see fit to lay it before both Houses of Congress.

I request that your Excellency will communicate a copy of this Resolution to the Secretary of State, with an intimation to the above effect.

I am, &c.

(Signed) *Rosebery*.

Inclosure in No. 12.

Resolution.

Resolved, — That this House has learnt with satisfaction that both Houses of the United States' Congress have, by Resolution, requested the President to invite, from time to time, as fit occasions may arise, negotiations with any Government with which the United States have or may have diplomatic relations, to the end that any differences or disputes arising between the two Governments which cannot be adjusted by diplomatic agency may be referred to arbitration and peaceably adjusted by such means; and that this House, cordially sympathizing with the purpose in view, expresses the hope that Herr Majesty's Government will lend the ready co-operation to the Government of the United States upon the basis of the foregoing Resolution.

No. 1.

Sir J. Pauncefote to the Earl of Rosebery. — (Received December 16.)

My Lord, Washington, December 7, 1893.

In accordance with the instructions contained in your Lordship's despatch of the 28th July last, I transmitted to the United States' Secretary of State the copy of the Resolution passed by the Houses of Commons expressing sympathy with the action taken by Congress in favour of the settlement of international disputes by arbitration, and I informed Mr. Gresham that Her Majesty's Government would be glad, if the President should see fit, to lay it before both Houses of Congress.

I have now the honour to inclose copy of Mr. Gresham's reply, which is dated on the 4th instant, and in which, after stating that it had been unavoidably deferred, he informs me that the President will feel great satisfaction in bringing the Resolution in question to the knowledge of Congress in his forthcoming annual Message.

I transmitted to your Lordship a copy of this Message, which was communicated to Congress on the 4th instant, in my despatch of the 5th instant, and your Lordship will observe that, in alluding, on p. 10, to the receipt of the Resolution, President Cleveland remarks: »It affords me signal pleasure to lay this Parliamentary Resolution before the Congress, and to express my sincere gratification that the sentiment of two great and kindred nations is thus authoritativelly manifested in favour of

the rational and peaceable settlement of international quarrels by honourable resort to arbitration.«

I have, &c.

(Signed) *Julian Pauncefote.*

Inclosure in No. 1.

Mr. Gresham to Sir Julian Pauncefote.

Department of State, Washington,
December 4, 1893.

Excellency,

With regard to your note of the 9th August, 1893, of which acknowledgment has been hitherto unavoidably deferred, I have now the pleasure to inform you that the President will feel great satisfaction in bringing to the knowledge of the Congress, in his forthcoming annual Message, the Resolution of the House of Commons of the 16th July last, whereby that high body expressed its cordial sympathy with the action taken by the Senate and House of Representatives in the concurrent Resolution of the 14th February and 3rd April, 1890, requesting the President »to invite from time to time, as fit occasions may arise, negotiations with any Government with which the United States has or may have diplomatic relations, to the end that any differences or disputes arising between the two Governments which cannot be adjusted by diplomatic agency may be referred to arbitration, and be peaceably adjusted by such means.«

In manifesting the hope that Her Majesty's Government will lend their cordial co-operation to the Government of the United States upon the basis of this concurrent Resolution of Congress, the House of Commons has afforded a most gratifying proof of the sentiment of the two nations in favour of the settlement of international disagreements by honourable resort to impartial arbitration, a mode of adjustment of which the United States and Great Britain have, by mutual accord, given to the world conspicuous illustration on several recent occasions.

I have, &c.

(Signed) *W. Q. Gresham.*

9.

GRANDE-BRETAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention de délimitation (Alaska et Passamaquoddy Bay); signée à Washington le 22 juillet 1892.*)

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. 1892.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the United States of America, being equally desirous to provide for the removal of all possible cause of difference between their respective Governments hereafter in regard to the delimitation of the existing boundary between Her Majesty's possessions in North America and the United States in respect to such portions of said boundary as may not in fact have been permanently marked in virtue of Treaties heretofore concluded, have resolved to conclude a Convention in furtherance of these ends, and for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaires:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Honourable Michael H. Herbert, Chargé d'Affaires ad interim of Great Britain; and

The President of the United States, John W. Foster, Secretary of State of the United States;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles: —

Article I.

The High Contracting Parties agree that a coincident or joint survey (as may be found in practice most convenient) shall be made of the territory adjacent to that part of the boundary-line of the Dominion of Canada and the United States of America dividing the Province of British Columbia and the north-west territory of Canada from the territory of Alaska, from the latitude of 54° 40, north to the point where the said boundary-line encounters the 141st degree of longitude westward from the meridian of Greenwich, by Commissions to be appointed severally by the High Contracting Parties, with a view to the ascertainment of the facts and data necessary to the permanent delimitation of said boundary-line in accordance with the spirit and intent of the existing Treaties in regard to it between Great Britain and Russia and between the United States and Russia.

Application will be made without delay to the respective Legislative

*) Les ratifications ont été échangées à Washington le 23 août 1892.

Bodies for the appropriations necessary for the prosecution of the survey, and the Commissions to be appointed by the two Governments shall meet at Ottawa within two months after said appropriation shall have been made, and shall proceed as soon as practicable thereafter to the active discharge of their duties.

The respective Commissions shall complete the survey and submit their final Reports thereof within two years from the date of their first meeting.

The Commissions shall, so far as they may be able to agree, make a joint Report to each of the two Governments, and they shall also report, either jointly or severally, to each Government on any points upon which they may be unable to agree.

Each Government shall pay the expenses of the Commission appointed by it.

Each Government engages to facilitate in every possible way any operations which, in pursuance of the plan to be agreed upon by the Commissions, may be conducted within its territory by the Commission of the other.

The High Contracting Parties agree that, as soon as practicable after the Report, or Reports of the Commissions shall have been received, they will proceed to consider and establish the boundary-line in question.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the Governments of Her Britannic Majesty in behalf of the Dominion of Canada and of the United States shall, with as little delay as possible, appoint two Commissioners, one to be named by each party, to determine upon a method of more accurately marking the boundary-line between the two countries in the waters of Passamaquoddy Bay in front of and adjacent to Eastport, in the State of Maine, and to place buoys or fix such other boundary marks as they may determine to be necessary.

Each Government shall pay the expenses of its own Commissioner, and cost of marking the boundary in such manner as shall be determined upon shall be defrayed by the High Contracting Parties in equal moieties.

Article III.

The present Convention shall be duly ratified by Her Britannic Majesty and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the ratifications shall be exchanged at Washington within twelve months from the date hereof, or earlier if possible.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this Convention, and have hereunto affixed our seals.

Done in duplicate at Washington, the 22nd day of July, one thousand eight hundred and ninety-two.

(Signed) (L.S.) *Michael H. Herbert.*
(Signed) (L.S.) *John W. Foster.*

10.

GRANDE-BRETAGNE, ÉQUATEUR.

Convention relative à la protection des marques et dessins de commerce; signée à Quito le 26 août 1892*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. March 1893. [*C. — 6917*].

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and his Excellency the President of Ecuador, desiring to conclude a Convention for the reciprocal protection of trade-marks and designs, have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, William Henry Doveton Haggard, Esq., Her Britannic Majesty's Minister Resident and Consul-General at Quito, &c., &c.; and

His Excellency the President of Ecuador, Señor Don Pedro José Cevallos, his Minister Secretary of State for Foreign Affairs, &c., &c.;

Who, having communicated to each other their Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles: —

Article I.

The subjects of each of the Contracting Parties shall have in the dominions and possessions of the other the same rights as are now granted, or may hereafter be granted, to native subjects or to subjects of the most favoured nation in all that relates to trade-marks, industrial designs, and patterns.

In order that such rights may be obtained, the formalities required by the laws of the respective countries must be fulfilled.

Article II.

The stipulations of the present Convention shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
The Cape of Good Hope.
Natal.
New South Wales.
Victoria.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Quito le 3 février 1893.

Queensland.
Tasmania.
South Australia.
Western Australia.
New Zealand.

Provided always that the stipulations of the present Convention shall be made applicable to any of the above-mentioned Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative to the President of Ecuador within one year from the date of the exchange of ratifications of the present Convention.

Article III.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Quito as soon as possible.

It shall come into operation one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either Party may give notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the Undersigned have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Quito, the twenty-sixth day of August, one thousand eight hundred and ninety-two.

(Signed) (L. S.) *W. H. D. Haggard.*
(L. S.) *Pedro José Cevallos.*

List of British Colonies and foreign Possessions which have acceded to the above Convention under Article II: —

1.	Cape of Good Hope	July 3, 1893.
2.	Natal	July 3, 1893.
3.	Newfoundland	July 3, 1893.
4.	Queensland	July 3, 1893.
5.	New Zealand	July 3, 1893.
6.	India	July 29, 1893.
7.	Canada	August 28, 1893.

The following Colonies have not acceded to the Convention: —

1. Victoria.
2. South Australia.
3. Western Australia.
4. New South Wales.
5. Tasmania.

11.

GRANDE-BRETAGNE, LIBERIA.

Traité d'extradition; signé à Londres le 16 décembre 1892 *).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. March 1894. (C. — 7306.)

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and his Excellency the President of Liberia, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within their respective territories, that persons charged with or convicted of the crimes hereinafter enumerated, and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up; the said High Contracting Parties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Right Honourable Archibald Philip, Earl of Rosebery, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

His Excellency the President of Liberia, Henry Hayman, Esq., Consul-General of the Republic of Liberia in London;

Who having communicated to each other their respective Full Powers, found in good aud due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other those persons who being accused or convicted of a crime or offence committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other, under the circumstances and conditions stated in the present Treaty.

Article II.

The crimes or offences for which the extradition is to be granted are the following: —

1. Murder, or attempt, or conspiracy to murder.
2. Manslaughter.
3. Assault occasioning actual bodily harm.
4. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.
5. Counterfeiting or altering money, or uttering counterfeit or altered money.
6. Knowingly making any instrument, tool, or engine adapted and intended for counterfeiting coin.

*) Les ratifications ont été échangées à Londres le 31 janvier 1894.

7. Forgery, counterfeiting, or altering or uttering what is forged, or counterfeited or altered.

8. Embezzlement or larceny.

9. Malicious injury to property if the offence be indictable.

10. Obtaining money, goods, or valuable securities by false pretences.

11. Receiving money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen, embezzled, or unlawfully obtained.

12. Crimes against bankruptcy law.

13. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, or director or member or public officer of any Company, made criminal by any law for the time being in force.

14. Perjury, or subornation of perjury.

15. Rape.

16. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 16 years of age.

17. Indecent assault.

18. Administering drugs, or using instruments, with intent to procure the miscarriage of a woman.

19. Abduction.

20. Child stealing.

21. Abandoning children, exposing or unlawfully detaining them.

22. Kidnapping and false imprisonment.

23. Burglary or housebreaking.

24. Arson.

25. Robbery with violence.

26. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any person in a railway train.

27. Threats by letter or otherwise, with intent to extort.

28. Piracy by law of nations.

29. Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting or conspiring to do so.

30. Assaults on board a ship on the high seas, with intent to destroy life, or do grievous bodily harm.

31. Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas, against the authority of the master.

32. Dealing in slaves in such a manner as to constitute a criminal offence against the laws of both States.

Extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both the Contracting Parties.

Article III.

Either Government may, in its absolute discretion, refuse to deliver up its own subjects to the other Government.

Article IV.

The extradition shall not take place if the person claimed on the

part of the British Government, or the person claimed on the part of the Liberian Government, has already been tried and discharged or punished, or is still under trial, within the territories of the two High Contracting Parties respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of the British Government, or if the person claimed on the part of the Liberian Government, should be under examination, or is undergoing sentence under a conviction, for any other crime within the territories of the two High Contracting Parties respectively, his extradition shall be deferred until after he has been discharged, whether by acquittal, or on expiration of his sentence, or otherwise.

Article V.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution, or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Article VII.

A person surrendered can in no case be kept in prison, or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime or on account of any other matters than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored or had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Article VIII.

The requisition for extradition shall be made in the following manner:—

Application on behalf of Her Britannic Majesty's Government for the surrender of a fugitive criminal in Liberia shall be made by Her Majesty's Consul at Monrovia.

Application on behalf of the Liberian Government for the surrender of a fugitive criminal in the United Kingdom shall be made by the Diplomatic Representative of Liberia in London, or in the absence of such Representative, by the Consul-General for Liberia in London.

The requisition for the extradition of the accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be

accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in contumaciam is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article IX.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article X.

If the fugitive has been arrested in the British dominions he shall forthwith be brought before a competent Magistrate, who is to examine him and to conduct the preliminary investigation of the case, just as if the apprehension had taken place for a crime committed in the British dominions.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the British dominions shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in Liberia, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, and certificates of, or judicial documents stating the fact of, a conviction, provided the same are authenticated as follows: —

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate, or officer of Liberia.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified under the hand of a Judge, Magistrate, or officer of Liberia, to be the original depositions or affirmations, or to be the true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a Judge, Magistrate, or officer of Liberia.

4. In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be autenticated either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of Liberia; but any other mode of authentication for the time being permitted by the law in that part of the British dominions where the examination is taken may be substitutod for the foregoing.

Article XI.

If the fugitive has been arrested in Liberia his surrender shall be granted if, upon examination by a competent authority, it appears that the documents furnished by the British Government contain sufficient primâ facie evidence to justify the extradition.

The Authorities of Liberia shall admit as valid evidence records

drawn up by the British authorities of the disposition of witnesses, or copies thereof, and records of conviction or other judicial documents, or copies thereof, provided that the said documents be signed or authenticated by an authority whose competence shall be certified by the seal of a Minister of State of Her Britannic Majesty.

Article XII.

The extradition shall not take place unless the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime has been committed in the territory of the said State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition, and that the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to. The fugitive criminal shall not be surrendered until the expiration of fifteen days from the date of his being committed to prison to await his surrender.

Article XIII.

If the individual claimed by one of the two High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers, on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition schall be granted to that State whose demand is earliest in date.

Article XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within three months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper Tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set a liberty.

Article XV.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered, at the time of his apprehension, shall, if the competent authority if the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place, and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Article XVI.

All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Article XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws for the time being in force in such Colonies and foreign possessions respectively will allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions may be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by any person authorized to act in such Colony or possession as a Consular officer of Liberia, or if there is no such Consular officer in the Colony, by the Diplomatic Representative of Liberia in London, or in his absence by the Liberian Consul-General.

Such requisitions may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender, or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of criminals from Liberia who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, of the provisions of the present Treaty.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any Colony or foreign possession of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties at any time on giving to the other six months' notice of its intention to do so.

The Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the 16th day of December, 1892.

(L.S.) *Rosebery.*
(L.S.) *H. Hayman.*

12.

GRANDE-BRETAGNE, ROUMANIE.

Traité concernant le mariage de la Princesse Marie et du Prince Ferdinand; signé à Bukarest le 27 décembre 1892*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. February 1893.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, on the one part, and His Majesty the King of Roumania, on the other part, already connected by ties of friendship, having judged it proper that an alliance should be contracted between their respective Royal Houses by a marriage agreed to on both sides, between Her Royal Highness Marie Alexandra Victoria, Princess of Great Britain and Ireland, Duchess of Saxony, granddaughter of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and eldest daughter of His Royal Highness Alfred Ernest Albert, Duke of Edinburgh, Earl of Kent and Ulster, Duke of Saxony, Prince of Saxe Coburg and Gotha, &c., &c., &c., and of Her Imperial Highness the Grand Duchess Marie Alexandrowna of Russia;

And His Royal Highness Ferdinand Victor Albert Mainrad, Prince and Heir to the Throne of Roumania, second son of His Royal Highness Leopold Stephen Charles Antoine Gustave Edward Thassilo, Prince of Hohenzollern, Burgrave of Nuremberg, Count of Sigmaringen and Veringen, Count of Berg, Lord of Haigerloch and Woehrstein, &c., &c., &c., and of Her Royal Highness Princess Antonia of Portugal, Duchess of Saxony, and nephew of His Majesty the King of Roumania;

And the two High Betrothed Parties, as also His Royal Highness the Prince Leopold of Hohenzollern, and Her Royal Highness Princess Antonia, his Consort, having declared their consent to such alliance;

In order, therefore, to attain so desirable an end, and to treat upon, conclude, and confirm the Articles of the Treaty of the said marriage, Her Britannic Majesty, on the one part, and His Majesty the King of Roumania, on the other part, have named as their Plenipotentiaries, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Honourable Charles Hardinge, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires at Bucharest, &c.;

And His Majesty the King of Roumania, M. Alexandre N. Lahovari, Grand Cross of His Order of the Crown of Roumania, &c., &c., his Minister Secretary of State for Foreign Affairs;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bukarest le 27 décembre 1892.

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

It is concluded and agreed that the marriage between Her Royal Highness the Princess Marie Alexandra Victoria, eldest daughter of His Royal Highness Alfred Ernest Albert, Duke of Edinburgh, Earl of Kent and Ulster, Duke of Saxony, Prince of Saxe Coburg and Gotha &c., &c., &c., and of Her Imperial Highness the Grand Duchess Marie Alexandrowna of Russia, and His Royal Highness Prince Ferdinand Victor Albert Mainrad, Prince and Heir to the Throne of Roumania, second son of His Royal Highness Leopold Stephen Charles Antoine Gustave Edward Thassilo, Prince of Hohenzollern, Burgrave of Nuremberg, Count of Sigmaringen and Veringen, Count of Berg, Lord of Haigerloch and Woehrstein, &c., &c., &c., and of Her Royal Highness Princess Antonia of Portugal, Duchess of Saxony, shall be solemnized in person at Sigmaringen as soon as the same may conveniently be done.

Immediately after the celebration of the marriage a formally authenticated act of the same shall be delivered by the competent authority in good and due form.

Article II.

The settlement to be made on either side in regard to the said marriage of Her Royal Highness the Princess Marie Alexandra Victoria, and of His Royal Highness the Prince Ferdinand Victor Albert Mainrad will be agreed upon and expressed in a separate Marriage Contract.

Article III.

The High Contracting Parties take note of the fact that by her marriage with His Royal Highness the Prince Ferdinand Victor Albert Mainrad, who professes the Roman Catholic Faith, Her Royal Highness the Princess Marie Alexandra Victoria, according to the due tenour of the Law of England, forfeits for ever all hereditary rights of succession to the Crown and Government of Great Britain and Ireland and the dominions thereunto belonging or any part of the same.

Article IV.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Bucharest, the fifteenth (third) day of December, in the year of our Lord 1892.

(L. S.) *Charles Hardinge.*
(L. S.) *Al. Lahovari.*

13.

GRANDE-BRETAGNE, ROUMANIE.

Convention concernant la repression des fausses indications de provenance des produits étrangers; signée à Bukarest le 20 mars/1 avril 1893*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. April 1894. [C. — 7309.]

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the King of Roumania, being mutually desirous of concluding a Convention relating to the suppression of false indications of origin on goods, have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Honourable Charles Hardinge, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires at Bucharest, &c., &c, &c.;

And His Majesty the King of Roumania, M. Alexandre N. Lahovari, Grand Cross of the Royal Order of the Crown of Roumania, &c., &., &., his Minister Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, having communicated to each other their Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles: —

Article I.

All goods bearing a false indication of origin, in which one of the Contracting States or a place situated in one of them shall be directly or indirectly indicated as being the country or place of origin, shall be seized on importation into either of the two States.

The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

If the legislation of either of the two States does not sanction seizure on importation, such seizure shall ce replaced by prohibition of importation.

If the legislation of either of the two States does not permit seizure in the interior, such seizure shall be replaced by the remedies assured in such case to natives by the law of that State.

Article II.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department, or of an interested party, whether individual or Society, in conformity whith the domestic legislation of each State.

Article III.

The authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

*) Les ratifications ont été échangées à Bukarest le 113 mars 1894.

Article IV.

The present stipulations do not prevent the vendor from putting his name or address upon goods coming from a country other than that where the sale takes place; but in such case the name or address must be accompanied by a clear indication in legible characters of the country or of the place of manufacture or production.

Article V.

The Tribunals of each country shall decide what appelations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Convention; regional appellations concerning the origin of products of the vine being, however, not comprised in the reserve provided for by the present Article.

Article VI.

The stipulations of the present Convention shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to:

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
The Cape of Good Hope.
Natal.
New South Wales.
Victoria.
Queensland.
Tasmania.
South Australia.
Western Australia.
New Zealand.

Provided always that the stipulations of the present Convention shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative at the Court of His Majesty the King of Roumania within one year from the date of the exchange of ratifications of the present Convention.

Article VII.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into operation one month after the exchange of ratificatons, and shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the two High Contracting Parties may give notice of its intention to terminate the same.

In witness whereof the Undersigned have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Bucharest, the first day of April (the twentieth day of March), in the year of our Lord one thousand eight hundred and ninety-three.

(L. S.) *Charles Hardinge.*
(L. S.) *Al. Lahovari.*

14.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Arrangement concernant le Rio del Rey; signé à Berlin le 14 avril 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. June 1893. [*C. — 7026.*]

The Undersigned:

1. The Honourable P. Le Poer Trench, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires and First Secretary of Embassy;

2. Sir Claude Macdonald, Her Britannic Majesty's Commissioner and Consul-General of the Oil Rivers Protectorate;

3. Dr. Kayser, Privy Councillor, Chie fof the Colonial Department of the Imperial German Foreign Office;

4. B. von Schuckmann, Imperial Councillor in the Foreign Office;

After discussion of various questions affecting the fiscal interests of Germany and Great Britain in their respective territories in the Gulf of Guinea and without prejudice to the conditions laid down in Section 2, Article IV, of the Anglo-German Agreement of the 1st July, 1890, as also the conditions laid down in the Anglo-German Agreements of the $\frac{\text{29th April,}}{\text{7th May,}}$ 1885, and the $\frac{\text{27th July,}}{\text{2nd August,}}$

Die Unterzeichneten:

1. The Honourable P. Le Poer Trench, Königlich Grossbritannischer Geschäftsträger und Botschaftsrath;

2. Der Königlich Grossbritannische Kommissar und General-Konsul des Oil Rivers Protektorats, Sir Claude Macdonald;

3. Der Kaiserlich Wirkliche Geheime Legationsrath Dr. Kayser, Dirigent der Kolonial-Abtheilung des Auswärtigen Amts des deutschen Reichs;

4. Der Kaiserliche Legationsrath B. von Schuckmann;

Haben nach Berathung verschiedener Fragen, welche die Zollinteressen der Deutschland und Grossbritannien gehörigen Gebiete am Golf von Guinea betreffen, Namens ihrer Regierungen unbeschadet der Bestimmungen in Artikel IV, 2 des Deutsch-Englischen Abkommens vom 1 Juli, 1890, sowie unbeschadet der Bestimmungen der Deutsch-Englischen Abkommen vom $\frac{\text{29 April,}}{\text{7 Mai,}}$ 1885, und

1886,*) have come to the following Agrument on behalf of their respective Governments:

1. That the point named in Section 2, Article IV, of the Anglo-German Agreement of July 1st, 1890 as the head or upper end of the Rio del Rey Creek shall be the point at the north-west end of the Island lying to the west of Oron, where the two waterways, named Urüfian and Ikankan, on the German Admiralty Chart of 1889-90, meet.

2. From this upper end of the Rio del Rey to the sea, that is to say, to the promontory marked West Huk on the above mentioned chart, the right bank of the Rio del Rey waterway shall be the boundary between the Oil Rivers Protectorate and the Colony of the Cameroons.

3. The German Colonial Administration engages not to allow any trade-settlements to exist or be erected on the right bank of the Rio del Rey Creek or waterway. In like manner the Administration of the Oil Rivers Protectorate engages not to allow any trade-settlements to exist or be erected on the western bank of the Backasay (Bakassey) Peninsula from the first creek below Archibong's (Arsibon's) village to the sea, and eastwards from this bank to the Rio del Rey waterway.

Berlin, April 14, 1893.

$\frac{27 \text{ Juli}}{2 \text{ August}}$ 1886 *), folgende Uebereinkunft getroffen:

1. Das im Artikel IV, 2, des Deutsch-Englischen Abkommens vom 1 Juli, 1890, erwähnte obere Ende des Rio del Rey Krieks wird an dem Punkte festgesetzt, wo die auf der Deutschen Admiralitätskarte von 1889-90 mit Urüfian und Ikankan bezeichneten Wasserarme am Nordwestende der westlich von Oron gelegenen Insel zusammentreffen.

2. Von diesem oberen Ende des Rio del Rey bis zum Meere, das heisst, bis zu dem auf der gedachten Karte mit West Huk bezeichneten Vorsprung soll das rechte Ufer des Rio del Rey Wasserlaufs die Grenze zwischen dem Oil Rivers Protektorate und der Kolonie von Kamerun bilden.

3. Die Deutsche Kolonialverwaltung verpflichtet sich, nicht zu gestatten, dass auf dem rechten Ufer des Rio del Rey Krieks beziehungsweise Wasserlaufs irgendwelche Handelsniederlassungen bestehen oder errichtet werden. Ebenso übernimmt die Verwaltung des Oil Rivers Protektorates die Verpflichtung, nicht zu erlauben, dass auf dem westlichen Ufer der Bakassey Halbinsel vom ersten Kriek unterhalb Arsibonsdorf bis zum Meere und ostwärts von diesem Ufer bis zum Rio del Rey irgend welche Handelsniederlassungen bestehen oder errichtet werden.

Berlin, den 14 April, 1893.

(L.S.) *P. le Poer Trench.*
(L.S.) *Claude M. Macdonald.*
(L.S.) *Dr. Kayser.*
(L.S.) *B. v. Schuckmann.*

---

*) V. N. R. G. 2 Série T. XI, 471; XVI. 803.

15.

GRANDE-BRETAGNE, ARGENTINE.

Correspondence concernant l'extradition de Jabez Spencer Balfour; du 22 février du 12 mai 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. July 1893. [C. — 7034.]

No. 1.

The Earl of Rosebery to Mr. Welby.

(Telegraphic.) Foreign Office, February 22, 1893, 3.50 P. M.

J. S. Balfour, ex-M. P., accused of very serious frauds. Is supposed at present to be in the Argentine Republic. Her Majesty's Government are very anxious that his arrest should be effected, and would be glad to ascertain whether the Argentine Government would be prepared to grant extradition pending the ratification of the Treaty provided that the necessary proof be produced. If they will consent, information for provisional arrest will be sent to you by telegraph, and warrant and documents by post.

Telegraph reply.

No. 2.

Mr. Welby to the Earl of Rosebery. — (Received February 25.)

(Telegraphic.) Buenos Ayres, February 25, 1893.

In reply to your Lordship's telegram, dated the 23rd instant, I have the honour to state that the Argentine Government refuse to grant the extradition of J. S. Balfour unless, in the absence of the Treaty, reciprocity is conceded, and they refer to the decision given in the case of James Coupe, as reported in Mr. Pakenham's despatch of the 3rd November, 1890*).

No. 3.

Home Office to Foreign Office **) — (Received February 28.)

Sir, Whitehall, February 27, 1893.

With reference to the case of Dr. Freeman, whose arrest and extradition from Spain were sought on a charge of murder, I am directed by the Secretary of State to acquaint you, for the information of the Earl of Rosebery, that the latest information obtained by the police is to the effect that the fugitive has passed on from Spain to the territory of the Argentine Republic, and that his wife has gone there to join him.

---

*) See Appendix No. 10.

**) Copy sent to Her Majesty's Chargé d'Affaires at Buenos Ayres, March 2, 1893.

This information appears to the Secretary of State to point to the importance of pressing for the conclusion of the Extradition Treaty with the Argentine Republic.

It is evident that it is now generally known that extradition cannot be obtained from that country, which is therefore becoming a refuge for English criminals of every class.

I am, &c.

(Signed) *E. Leigh Pemberton.*

No. 4.

The Earl of Rosebery to Mr. Welby.

(Telegraphic.) Foreign Office, March 1, 1893, 5.30 P. M.

Extradition. Her Majesty's Government are only in a position to grant reciprocity by means of a Treaty. The present state of things is dangerous and derogatory to the Argentine Government. Urge the completion of Treaty on grounds of mutual interest.

No. 5.

The Earl of Rosebery to M. Satow.

(Telegraphic.) Foreign Office, April 3, 1893, 4 P. M.

Jabez Spencer Balfour, late Member of Parliament, absconded, charged with fraud as Director of Public Company, and obtaining money by false pretences. Sums charged in warrants, 20,000*l*. Balfour belived to be residing in Buenos Ayres. Age, 50, looks 55; height, 5 ft. 6 in.; broad shoulders; very corpulent; hair dark, turning grey, parted centre, thin top of head; eyebrows dark; nose short; face full; complexion florid; straggling beard; dark, slight whiskers, turning grey; dark, slight moustache; appearance of having weak legs; usually dressed in dark jacket; gentlemanly appearance.

Daniel Hill, accountant, London, passenger for Buenos Ayres on the 29th March, steam-ship »Sorata,« berth 89, due Monte Video on the 23rd April, to transact business with Balfour, who may go to Monte Video to meet Hill. Apply for provisional arrest if Balfour lands at Monte Video.

Telegraph reply.

No. 6.

The Earl of Rosebery to Mr. Pakenham.

(Telegraphic.) Foreign Office, April 3, 1893, 4 P. M.

Jabez Spencer Balfour. Description: Age, 50, looks 55; height, 5 ft. 6 in.; broad shoulders; very corpulent; hair dark, turning grey, parted centre, thin top of head; eyebrows dark; nose short; face full; complexion florid; straggling beard; dark, slight whiskers, turning grey; dark, slight moustache; appearance of having weak legs; usually dressed in dark jacket;

gentlemanly appearance. Arrange if possible for quiet observation. If he leaves Argentine Republic at any time, telegraph destination to me. If he goes to Monte Video about the 23rd April, telegraph to British Minister there.

No. 7.

Mr. Welby to the Earl of Rosebery. — (Received April 6.)

My Lord, Buenos Ayres, February 28, 1893.

On the receipt of your Lordship's telegram of the 22nd instant, I have the honour to state that I at once addressed a note to Dr. Anchorena, the Minister for Foreign Affairs, a copy of which is herein inclosed, informing his Excellency of the very urgent desire on the part of Her Majesty's Government for the arrest of J. S. Balfour, and asking whether, pending the ratification of the Treaty, the Argentine Government could not find some means to grant his extradition, should the necessary proofs be produced.

I have now the honour to transmit herewith translation of the reply which I have received to the above note, and of which I have already had the honour to inform your Lordship in my telegram of the 25th instant. In this note, his Excellency expresses the williegness of the Argentine Government to accede at once to the request for extradition on the grounds of reciprocity, but that otherwise, failing the ratification of the Treaty, the Government were powerless to do so in accordance with the terms of the Constitution, and his Excellency referred to the opinion which was given by the Procurador-General in the case for the demand for the extradition of James Coupe in the year 1890, and of which a full Report was forwarded to your Lordship by Mr. Pakenham in his despatch of the 3rd November, 1890 *).

I have since spoken both to the Minister for Foreign Affairs and to the Procurador-General on this subject, in the hope that some means might still be found to obtain the arrest and extradition of the fugitive in question; but, as your Lordship will see from the inclosed translation of Article 646 of the Criminal Code, it is impossible for the Government to accede to the request unless reciprocity be granted; and, further, that however desirous the Government or the Procurador-General might be to act in this matter in accordance with your Lordship's wishes, the members of the Supreme Court of Justice, before whom the matter would have to be finally laid, would refuse their consent unless in strict accordance with the terms of the Constitution.

I have pointed out to Dr. Anchorena how very important it is for both countries that the Treaty should now be ratified by Congress, and his Excellency begs me to state to your Lordship that he will use his best endeavours during the coming Session to obtain the acceptance of the Treaty. I reminded his Excellency that this was now the third serious case which we had had in the last two years of criminals who had taken

*) See Appendix No. 10.

refuge in this country, and who were still allowed to escape being handed over for trial.

Since my arrival in this country in the month of July last, the late Government were unwilling to take any serious steps to press on Congress during the last few months of their tenure of office the acceptance of any of the twenty different Treaties which are now awaiting their sanction.

There are at present about seven Extradition Treaties with European countries awaiting the sanction of Congress, viz., Belgium, Switzerland, Russie, Italy, and Germany; but in some cases the pressing need of such a Treaty is not so much felt by the Governments who are willing to grant reciprocity.

My French colleague, however, informs me that they have never succeeded in obtaining the consent of the Argentine Government to any demand which they have made for extradition, on the grounds of the conflict of legal procedure, as, in accordance with the Argentine Law, the demand has to be made through the Judge who has tried the case and not by the Government, and this the French Law will not permit of.

I have, &c.

(Signed) *George E. Welby.*

Inclosure 1 in No. 7.

Mr. Welby to Señor Anchorena.

M. le Ministre, Buenos Ayres, February 24, 1893.

I Have the honour to inform your Excellency that I have just received a telegram from Lord Rosebery, requesting me to obtain the consent of the Argentine Government to the extradition of a British subject, named J. S. Balfour, who is accused of very serious frauds before the English Courts.

It is believed that J. S. Balfour is now residing in the Argentine Republic, and as Her Majesty's Government are most anxious to obtain the arrest of the fugitive, I beg to inform your Excellency of the very great importance which the Government attach to his apprehension.

I am aware that there are difficulties in the way of complying with this request, but the good fame of the Argentine nation and the general public interest demand that this country should not be allowed to become the refuge of criminals pending the ratification of our Treaty of Extradition.

I feel convinced that your Excellency will exert all your influence in the aid of justice, as the fraud with which this individual is charged amounts to the sum of 1,000,000*l.*, and has caused the ruin of many families in England, as having been the Manager of a Society known under the name of »The Liberator Building Society.«

If the Argentine Government can grant this request, all the necessary information for the provisional detention and incarceration of this individual will be transmitted by telegraph, and the legal documents will follow by the first post.

I shall be much obliged if your Excellency would indicate an hour

at which I could call upon you, in order to supply you with any further information you may require on this subject.

I avail, &c.

(Signed) *George E. Welby.*

Inclosure 2 in No. 7.

Señor Anchorena to Mr. Welby.

(Translation.) Ministry of Foreign Affairs, Buenos Ayres,

M. le Chargé d'Affaires, February 25, 1893.

I Hasten to reply to your private note of yesterday, referring to the extradition of the British subject, J. S. Balfour, which you speak of demanding in fulfilment of instructions received by telegraph from Lord Rosebery, and to inform you that as there does not exist at the present moment any Treaty authorizing such extradition, it would not be possible to grant a petition of this character, if the »condition of reciprocity« is not offered as imposed by Article 1 of the Extradition Law of the 25th August, 1885, which was confirmed later by Article 646 of the Code of Criminal Procedure.

If you present the demand for extradition, accompanied by the offer of reciprocity, this Ministry will hasten to comply with it, provided that the necessary documents are inclosed therewith.

The case of James Coupe, whose extradition was demanded by Mr. Pakenham in 1890, having been submitted to the Attorney-General for opinion, he decided that it could not take place for similar reasons to those already stated, the antecedents of which case should be in the Archives of your Legation.

I avail, &c.

(Signed) *Tomás S. de Anchorena.*

Inclosure 3 in No. 7.

Extract from Code of Criminals Procedure.

(Translation.)

Process of Extradition of Criminals with Foreign Countries.

Article 646. Extradition of criminals, whether demanded by the Republic or granted at the request of another nation, only takes place as follows: —

1. In cases determined by existing Treaties.
2. In the absence of Treaties, in cases when extradition is proper, according to the principle of reciprocity, or the usual practice of nations.

No. 8.

Mr. Satow to the Earl of Rosebery. — (Received April 8.)

(Telegraphic.) Monte Video, April 8, 1893.

If Balfour should come to Monte Video he will be apprehended.

No. 9.

Mr. Pakenham to the Earl of Rosebery. — (Received April 11.)

(Telegraphic.) Buenos Ayres, April 11, 1893.

I Have the honour to state, with reference to your Lordship's telegram of the 3rd April, that Jabes S. Balfour is here, but that to get him properly watched is a very difficult matter. At present he is believed to be residing outside the town. I will immediately telegraph to Her Majesty's Minister at Monte Video in case Balfour should attempt to leave the Argentine Republic, with the view that he may be arrested if he should go to Uruguay.

No. 10.

The Earl of Rosebery to Mr. Satow.

(Telegraphic.) Foreign Office, April 25, 1893, 4. 15, P. M.

Your telegram of the 8th instant.

Newspapers report Mr. Balfour in Monte Video yesterday.

No. 11.

Home Office to Foreign Office. — (Received May 2.)

Sir, Whitehall, May 1, 1893.

With reference to the Home Office letter of the 27th February last in the case of the fugitive offender Dr. Richard Thomas Freeman, I am directed by the Secretary of State to acquaint you, for the information of the Earl of Rosebery, that Freeman is supposed to be practising in one of the large towns of the Argentine Republic as a doctor or dentist, or as an assistant to doctors or dentists in the administration of anæsthetics; and to request that you will be so good as to move his Lordship to cause the inclosed woodcuts and descriptions of the fugitive to be forwarded to Her Majesty's Minister at Buenos Ayres, with a view to his applying for Freeman's arrest in the event of the ratification of the Extradition Treaty with the Government of the Republic.

I am, &c.

(Signed) *Godfrey Lushington.*

No. 12.

The Earl of Rosebery to Mr. Pakenham.

Sir, Foreign Office, May 9, 1893.

With reference to my despatch of the 2nd March last*), I transmit to you herewith, for your information and guidance, a copy of a further letter from the Home Office respecting Dr. R. T. Freeman.**)

I am, &c.

(Signed) *Rosebery.*

*) Despatch sending copy of No. 3.

**) No. 10.

No. 13.

Sir, Foreign Office, May 9, 1893.

I transmit to you herewith the Queen's ratification of the Treaty between Great Britain and the Argentine Republic for the Extradition of Criminals, signed at Buenos Ayres the 22nd May, 1889.

As soon as the Treaty, as amended by the Protocol of the 12th December, 1890, has received the approval of the Argentine Congress, you are authorized to exchange Her Majesty's ratification against a similar instrument on the part of the President of the Argentine Republic.

I am, &c.

(Signed) ***Rosebery.***

No. 14.

Foreign Office to Home Office.

Sir, Foreign Office, May 9, 1893.

I am directed by the Earl of Rosebery to state, for the information of Mr. Secretary Asquith, that a copy of your letter of the 1st instant respecting Dr. R. T. Freeman has been sent to Her Majesty's Minister at Buenos Ayres.

Her Majesty's ratification of the Treaty between Great Britain and the Argentine Republic of the 22nd May, 1889, has been sent to Mr. Pakenham, in order that he may be in a position to proceed to the exchange of ratifications if the Treaty should be approved by the Argentine Congress.

I am, &c.

(Signed) ***T. H. Sanderson.***

No. 15.

Mr. Satow to the Earl of Rosebery. — (Received May 20.)

My Lord, Monte Video, April 25, 1893.

With reference to your Lordship's telegrams of the 3rd instant, I have the honour to report that I lost no time in addressing a note to the Uruguayan Minister for foreign Affairs, asking for the provisional arrest of Mr. J. S. Balfour in the event of his coming to Monte Video to meet Mr. Daniel Hill. Orders were thereupon given by the Government to the police authorities to act accordingly.

I also communicated with Mr. Pakenham, who gave instructions that I should be informed, by telegraph, if Mr. Balfour embarked for Monte Video. Although newspapers have given currency to a report that he had been here, I do not think there was any foundation for it.

On the arrival of the »Sorata« here on the 22nd instant, a police agent was set to watch Mr. Hill's movements, and it was ascertained that he proceeded to Buenos Ayres by river steamer that evening.

I have informed Mr. Pakenham.

I have, &c.

(Signed) ***Ernest Satow.***

No. 16.

Mr. Satow to the Earl of Rosebery. — (Received May 20.)

My Lord, Monte Video, April 28, 1893.

With reference to your Lordship's telegram of the 25th instant, informing me that the newspapers reported Mr. J. S. Balfour as having been in Monte Video on the previous day, I be to state that there seems to be no ground for the statement. As far as this place is concerned, the matter is in the hands of the very efficient Head of the Secret Police, Colonel Quijano, who is certain that Mr. Balfour has not been here. Mr. Pakenham, with whom I have communicated, is also of the same opinion.

The fact is, the press, both native and foreign, at Buenos Ayres as well as at Monte Video, have busied themselves in giving every possible information to the public about the measures taken for obtaining Mr. Balfour's extradition, and he has been made aware by them that while there is no Treaty with the Argentine Republic under which his extradition can be asked for, he would encouuter the certain risk of arrest if he ventured to Monte Video.

I have, &c.

(Signed) *Ernest Satow.*

No. 17.

Mr. Satow to the Earl of Rosebery. — (Received June 2.)

My Lord, Monte Video, May 12, 1893.

I have the honour to forward copy and translations of a note received from the Uruguayan Minister for Foreign Affairs, inclosing a Report from the Chief of the Detective Police on the steps taken by him for insuring the arrest of Mr. J. S. Balfour, in case he should come to Monte Video to meet Mr. Daniel Hill, a passenger by the Pacific mail-steamer »Sorata.«

As I reported in my despatch of the 25th April, Mr. Hill proceeded to Buenos Ayres on the day of his arrival here, and there is no reason to believe that Mr. Balfour has been in Monte Video at all.

I have, &c.

(Signed) *Ernest Satow.*

Inclosure 1 in No. 17.

Dr. Herrero y Espinosa to Mr. Satow.

(Translation.) Ministry for Foreign Affairs, Monte Video,
M. le Ministre, May 8, 1893.

I have the honour to transmit to your Excellency a certified copy of the Report transmitted by the Prefecture of the capital relative to the measures taken to effect the capture of the British subject, J. Spencer Balfour, which it has not been possible to accomplish, owing to the said person not having, as was expected, come over from Buenos Ayres.

I take, &c.

(Signed) *Manuel Herrero y Espinosa.*

Inclosure 2 in No. 17.

Report of Chief of Detective Police.

(Translation.)

Department of Police of the Capital.

To the Most Excellent the Minister of Foreign Relations, Dr. Manuel Herrero y Espinosa.

Most Excellent Sir,

I Have the honour to transcribe for your Excellency the Report of the Chief of the Detective Police, with reference to the capture of the British subject, J. Spencer Balfour, which is as follows: —

»Report No. 13.

»Sir, »Monte Video, May 4, 1893.

»In compliance with your request, and what was laid down in the letter of the Ministry of Foreign Relations which I have before me, the Undersigned proceeds to report that when the proper moment came he took the necessary measures to watch for the arrival of the British subject, J. Spencer Balfour, accused of fraud committed in England, and who the Legation of Her Britannic Majesty supposed would arrive in this capital on the 23rd April, proceeding from Buenos Ayres with the object of meeting a passenger named Daniel Hill, who was to arrive from England in the steamer 'Sorata,' which it was known for certain would anchor in the port on that date. The result of this commission, Sir, was that it was ascertained that the said Balfour did not come to Monte Video, and it only happened that Daniel Hill, perhaps for that reason, embarked for Buenos Ayres on board the steamer 'Minerva.' This having been observed an employé was sent on his track, who found out and reported that Hill had taken rooms at the Grand Hotel in that city, and that Spencer did not go to see him there, although it is quite certain that he is at Buenos Ayres.

»This is all I have to report to you, Sir, as the result of the commission that was instrusted to me.

»God guard you many years,

(Signed) »*F. Quijano*«.

God guard your Excellency many years,

(Signed) *Eugenio C. Abella.*

Monte Video, May 5, 1893.

Appendix.

No. 1.

Home Office to Foreign Office. — (Received September 13.)

Sir, Whitehall, September 13, 1890.

I am directed by the Secretary of State to transmit herewith a copy of a letter from the Chief Constable of Manchester and the accompanying copy of depositions and warrant issued for the arrest of James Coupe, who is charged with forgery and embezzlement, and has fled to Buenos Ayres.*)

I am to request that you will be so good as to lay the same before the Marquis of Salisbury, and move his Lordship to consider whether this is a case where Her Majesty's Representative should be instructed to inquire whether the Government of the Argentine Republic would be disposed to surrender the prisoner as an act of international comity in anticipation of the ratification of the Extradition Treaty.

I am, &c.

(Signed) *E. Leigh Pemberton.*

No. 2.

The Marquis of Salisbury to Mr. Bland.

Sir, Foreign Office, September 16, 1890.

I Transmit to you a copy of a letter from the Home Office of the 13th instant,**) transmitting a copy of the depositions and of the warrant for the arrest of James Coupe, who is charged with forgery and embezzlement, and has fled to Buenos Ayres.

I have to request that you will inquire whether the Argentine Government will consent to Coupe's arrest and surrender to this country.

You will explain, if necessary, that the existing Law in this country upon extradition does not enable the Executive to grant the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge in the United Kingdom, to any country with which Great Britain has not concluded a Treaty in accordance with the provisions of the Extradition Act of 1870.

Her Majesty's Government are, therefore, not in a position to promise reciprocity, and can only ask for Coupe's surrender as an act of international comity, pending, they hope, the near exchange of the ratifications of the Extradition Treaty already signed between Great Britain and the Argentine Republic.

I am, &c.

(Signed) *Salisbury.*

---

*) Not printed.
**) No. 1.

No. 3.

Mr. Pakenham to the Marquis of Salisbury. — (Received October 29.)

(Telegraphic.) Buenos Ayres, October 29, 1890.

With reference to your Lordship's despatsch of the 19th ultimo the Argentine Government have refused to grant Coupe's extradition, absence of reciprocity being the principal reason alleged.

No. 4.

Home Office to Foreign Office. — (Received November 3.)

Sir, Whitehall, November 1, 1890.

With reference to your letter of the 30th ultimo, stating that the Argentine Government have refused to surrender the fugitive, James Coupe, I am directed by the Secretary of State to suggest, for Lord Salisbury's consideration that Her Majesty's Minister at Buenos Ayres be instructed to take the earliest opportunity of urging the Argentine Governmenet to complete the Extradition Treaty, only one point in which now remainsopen.

Inquiries have recently been made at this Office about another case in which a person, believed to be guilty of serious crime, has taken refuge in the Argentine Republic.

I am, &c.

(Signed) *Godfrey Lushington.*

No. 5.

Home Office to Foreign Office. — (Received November 4.)

Sir, Whitehall, November 3, 1890.

I Am directed by the Secretary of State to transmit to you, to be laid before the Marquis of Salisbury, the inclosed copy of a letter from Messrs. Bateson, Warr, and Bateson with regard to the case of John Shaw Bradbury, who is charged with the crime of fraud by a trustee, the moneys misappropriated amounting to 40,000*l.*, and who is supposed to be now in the Argentine Republic.*) The Secretary of State fears that, in view of the recent refusal of the Argentine Government to take action in another case, it is useless to apply for this man's surrender; but he thinks that if Lord Salisbury sees no objection, some communication should be made with regard to the case, as showing the importance of speedily concluding the Extradition Treaty with the Argentine Republic.

The copies of the warrant and depositions are inclosed; but, if it is thought desirable to send them to Buenos Ayres, theys hould first be returned with a view to their being properly authenticated by the Magistrate and in this Department. I am, &c.

(Signed) *Godfrey Lushington.*

*) Not printed.

No. 6.

Home Office to Foreign Office. — (Received November 10.)

Sir, Whitehall, November 8, 1890.

With reference to your letter of the 30th ultimo regarding the case of James Coupe, a fugitive criminal now supposed to be in the Argentine Republic, I am directed by the Secretary of State to transmit to you the inclosed letter from the Chief Constable of Manchester with regard to this case,*) and I am to inquire what reply the Marquis of Salisbury would wish to be sent to Mr. Wood's letter.

I am, &c.
(Signed) *E. Leigh Pemberton.*

No. 7.

Foreign Office to Home Office.

Sir, Foreign Office, November 11, 1890.

In returning to you the documents contained in your letter of the 3rd instant,**) I am directed by the Marquis of Salisbury to state to you, for the information of Mr. Secretary Matthews, that in view of the telegram received from Mr. Pakenham in Coupe's case, it would appear to be useless to make a request for the extradition of J. S. Bradbury from the Argentine Republic.

In connection with this case, and with reference to your letter of the 1st instant, I am to inclose a copy of a despatch which his Lordship has addressed to Her Majesty's Minister at Buenos Ayres on the subject of extradition.***)

I am, &c.
(Signed) *T. H. Sanderson.*

No. 8.

The Marquis of Salisbury to Mr. Pakenham.

Sir, Foreign Office, November 11, 1890.

I Have received your telegram of the 29th ultimo, in which you report that the Argentine Government have refused to surrender the fugitive, James Coupe, on the ground of the absence of reciprocity in this country.

Her Majesty's Government greatly regret this decision in the interests of justice, but are unable to press the request, as, in view of the provisions of existing English law, they cannot engage to surrender any fugitive from a country between which and Great Britain no Extradition Treaty has been concluded and put into operation. They had hoped that the Government of the Argentine Republic would have accepted the negotiations so nearly cmopleted for an Extradition Treaty between the two countries, as evidence of the desire of Her Majesty's Government to afford

*) Not printed. **) No. 5. ***) No. 9.

to the Argentine Government all proper reciprocal facilities in regard to extradition, under the conditions which alone are possible in this country, viz., in conformity with the express stipulations of a completed Treaty.

Fresh evidence of the urgent necessity for a Treaty is offorded by a further application just received for the extradition of another criminal charged with fraud to the extent of 40,000*l.*, who has also taken refuge in the Argentine Republic, but for whose extradition Her Majesty's Government are not able to make a request, under existing conditions.

I have to request that you will speak in this sense to the Minister for Foreign Affairs, and that you will urge him to expedite, by all means in his power, the conclusion of the Extradition Treaty between Great Britain and the Argentine Republic, which would put an end to the existing unsatisfactory state of the question.

I am, &c.
(Signed) *Salisbury.*

No. 9.

Foreign Office to Home Office.

Sir, Foreign Office, November 14, 1890.

In reply to your letter of the 8th instant,*) inclosing a letter from the Chief Constable of Manchester respecting the case of James Coupe, I am directed by the Marquis of Salisbury to request that you will inform Mr. Secretary Matthews that, in his Lordship's opinion, it would not be proper to make any further application to the Argentine Government for Coupe's extradition. The Argentine Government has refused to surrender Coupe to this country on a legitime ground, viz., absence of reciprocity, and Lord Salisbury fears that if he were to press the matter further it might lead to undesirable correspondence, and perhaps delay the conclusion of the Treaty.

A copy of a despatch to Her Majesty's Minister at Buenos Ayres on the subject of the proposed Extradition Treaty with the Argentine Republic was sent to your Department, for Mr. Matthews' information, on the 11th instant, and Lord Salisbury thinks that no further instructions in the matter need be sent until the reply of the Argentine Government is received.

The inclosures to your letter are herewith returned.

I am, &c.
(Signed) *T. H. Sanderson.*

No. 10.

Mr. Pakenham to the Marquis of Salisbury. — (Received December 4.)

My Lord, Buenos Ayres, November 3, 1890.

In reference to the contents of my telegram of the 29th ultimo, re-

---

*) No. 6.

porting that the Argentine Government refused to grant the arrest and extradition of James Coupe, a forger, I think it well to lay all the circumstances of the matter before your Lordship without delay.

As reported in my telegrams of the 17th and 23rd September, 1889, the then Minister for Foreign Affairs, Dr. Zeballos, agreed to making the verbal alteration, as requested, in Article V of the Extradition Convention of the 22nd May, 1889, but said he must first have the sanction of the Legislature to the proceeding, which he would lay before them without delay. Time went on, and nothing was done, though I mentioned the affair more than once to the Minister, who declared that it was now before the Chamber, and would take its turn in the natural course of business. A sudden change in the political world caused the retirement of Dr. Zeballos, to be succeded, for a few days only, by Señor Alcorta, who in his turn gave place to Señor Roque Saentz Peña, who entered on office during my absence in Paraguay, to leave it prior to my return, and whom it has not been my good fortune ever yet to meet.

On my return from Paraguay towards the end of August I found Dr. Eduardo Costa installed as Minister for Foreign Affairs, and I lost no time in holding a conversation with him upon the subject of the proposed alteration in Article V of the Convention among other matters. He was not unfavourably disposed in this direction, but requested me to bring the paper with me on the occasion of my next visit for his more perfect information. In two days I called again, with the paper containing the precise wording of the proposed alteration, and was exceedingly surprised at being informed by Dr. Costa that he feard it would be not onlv unconstitutional, but plainy contrary to Argentine law and practice.

An adverse opinion from Dr. Costa is a very formidable thing in this country, as he bears, and I believe deservedly so, a very high, personal character, besides being regarded as possessed of legal attainments of the highest order, having, in fact, acted as Attorney-General during several years. Under the immediate circumstances, however, I contented myself with endeavouring to set forth your Lordship's views verbally, and promised to send him a written communication on the subject, which I accordingly did on the 26th August last, and placed in his hands, for the second time, the inclosure in your Lordship's despatch above mentioned.

Copy of my note is herewith inclosed. No reply reached me, and I did not press very warmly for its receipt, though I made occasional verbal mention of it from time to time to the Under-Secretary of State and gentlemen of the Department, the Minister himself being confined to his bed by illness.

On the 16th ultimo I had the honour of receiving your Lordship's despatch of the 16th September, instructing me to endeavour to obtain the arrest and extradition of the forger, James Coupe. I at once took the papers to the Ministry for Foreign Affairs for the examination of Dr. Costa, but he was still in bed, and I was therefore obliged to forward them in an official note, whereof copy is annexed, to which I received the reply, copy and translation of which are likewise inclosed.

On the 31st October I went to see the Minister, when he informed me that he now had no objection to make the proposed alteration in Article V of the Convention, but that it must be submitted for the sanction of Congress, which unfortunately is now in recess, until, I believe, March next. He also said that neither Dr. Zeballos, nor any one else, had sent to Congress the subject of the proposed alteration, and he could find no trace of it. In order to guard against a possible recurrence of this inadvertence, I shall address to his Excellency a formal note on the subject, and request a written reply.

Meanwhile, Coupe is at large, and, I presume, will remain so till March next, when I trust that means may be found for causing his arrest and transmission to England, should your Lordship be of opinion that another application to that effect would be advisable.

I have &c.
(Signed) *F. Pakenham.*

P. S. — I inclose copy of the note which I have this day addressed to Dr. Costa in reference to the early presentation of this matter by his Excellency for the consideration of Congress at its next Session.

Inclosure 1 in No. 10.

Mr. Pakenham to Señor Costa.

M. le Ministre, Buenos Ayres, October 17, 1890.

In compliance with instructions received from the Marquis of Salisbury, I have the honour to transmit to your Excellency herewith copy of a letter addressed to the Home Department of Her Majesty's Government by the Chief Constable of Manchester, together with duly certified copies of the depositions and warrant issued for the arrest of James Coupe, who is charged with forgery and embezzlement, and is believed to be at the present moment at Buenos Ayres under the name of William Bennet, his letters being addressed to that name at 1929, Casilla de Correo, Buenos Ayres.

In forwarding to your Excellency the above-mentioned documents, I am directed to inquire whether the Argentine Government will consent to Coupe's arrest and surrender to Her Majesty's Government. I am at the same time to explain that the existing law in the United Kingdom upon extradition does not enable the Executive to grant the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge there to any country with which Great Britain has not concluded a Treaty in accordance with the provisions of the Extradition Act of 1870.

Her Majesty's Government are therefore not in a position to promise reciprocity, and can only ask for Coupe's surrender as an act of international comity, pending, they hope, the near exchange of the ratifications of the Extradition Treaty already signed between Great Britain and the Argentine Republic.

I avail, &c.
(Signed) *F. Pakenham.*

Inclosure 2 in No. 10.

Señor Costa to Mr. Pakenham.

(Translation.) Buenos Ayres, October 24, 1890.

I have the honour to acknowledge the receipt of the notes which your Excellency was pleased to address to me on the 17th and 20th instant relating to the extradition of the British subject, James Coupe, accused of forgery and embezzlement

In accordance with the reasons set forth in the opinion given by the Attorney-General of the nation, a copy of which is inclosed, my Government does not find itself in a position to grant the extradition of the said individual, as your Excellency will learn from the decision which I textually transmit to you.

I beg also to return the documents which your Excellency was good enough to send me in order to support the application in question.

I reiterate to your Excellency, &c.

(Signed) *Eduardo Costa.*

Inclosure 3 in No. 10.

Opinion of Argentine Attorney-General as to the Surrender of James Coupe to the British Government, and the Decision founded thereon.

(Translation.)

Excelentissimo Señor.

The Minister of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in applying to your Excellency for the extradition of James Coupe, accused of forgery and embezzlement, states that »the law at present in force in the United Kingdom with respect to extradition does not enable the Executive to grant the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge there, to any country with which Great Britain has not concluded a Treaty in accordance with the provisions of the Extradition Act of 1870.«

The Minister adds that »Her Majesty's Government is not in a position to promise reciprocity, and can only request the surrender of Coupe as an act of international comity, pending, as the said Government expresses it, the early exchange of the ratifications of the Extradition Treaty already signed between Great Britain and the Argentine Republic.«

In view of these declarations of his Excellency the Minister of Great Britain, the dispositions of our laws and the jurisprudence established by the National Supreme Court of Justice, my opinion is that your Excellency cannot accede to the request for extradition which has been addressed to you.

The English Minister declares to your Excellency at once that he cannot offer reciprocity, while at the same time it is clear from his own communication that there does not yet exist a Treaty which renders obligatory for both countries the granting of extradition of the criminals or accused persons in the one country who may have taken refuge in the other.

We must therefore decide upon the case according to the terms of our legislation.

The Law of Extradition of the 25th August, 1885, lays down in its first Article that »The Government of the Argentine Republic may surrender to foreign Governments, on the condition of reciprocity, any fugitive person accused or condemned by the Tribunals of the Power applying for it, always provided that it is for a crime or offence among those specified in the present Law, and in conformity with the regulations established therein.«

Subsequently to this Law, there has been passed that of October 1888, which ordered the observance as a Law of the nation of the Code of Procedure in penal matters now in force, and which, as being of a later date than the above-mentioned Law of 1885, annuls the latter in every respect in which its dispositions are not entirely in conformity.

The above-mentioned Code of Procedure, Articles 646 to 676, are devoted to the Rules to be observed in cases of extradition; and the first of them establishes that, »The extradition of criminals, whether it be applied for by the Republic or be granted by it at the request of another nation, can only be carried out: —

»1. In the cases which are determined by existing Treaties.

»2. In default of Treaties, in çases in which the extradition is carried out upon the basis of reciprocity or the uniform practice of nations.«

If there is not as yet between the Argentine Republic and Great Britain a Treaty which obliges them to grant the extradition of their criminals or accused persons, and if the Government of the latter nation declares that it is not authorized to offer your Excellency reciprocity, I think that the case which is presented for your Excellency's decision cannot be decided in conformity with the desire of his Excellency the Minister of the United Kingdom, because, in default of Treaties, it could only be granted on the basis of reciprocity, which it has been impossible to offer your Excellency, there not existing, as I understand, a uniform practice of nations which grants extradition in default of Treaties and offer of reciprocity.

This is not, however, the only difficulty which the case I am discussing presents to your Excellency, and which debars your Excellency from acceding to the application addressed to you.

Among the documents which accompany the note of his Excellency the Minister of the United Kingdom, I do not find either the sworn evidence of the Judicial Decree (»testimonio literal del auto judicial«) that ordered that your Excellency should be applied to for the extradition in question, nor the legalized copy of the legal dispositions applicable to the crime charged according to English legislation, as expressly required by Article 651 of the above-mentioned Code of Procedure.

As by the same Code (Article 652), in the event of its being believed possible to grant the application for extradition, your Excellency has to forward to the Sectional Judge, the application which has been addressed to you, together with the previous documents, in order that the said Judge

may decide whether there is or not cause to grant it, from whose decision appeal can be made to the Supreme Court (Article 659), it follows that the procedure with regard to extradition cases is confided by our Law to the judicial power making their decisions final in such matters.

Now, your Excellency will remember that not long ago the Supreme Federal Court decided in an application for extradition that it was not to proceed, the Representative of the Government requesting it not having attached to it the sworn evidence of the judicial Decree (»testimonio del auto judicial«) ordering the application to your Excellency for the extradition requested. The Supreme Court declared then that in matters of extradition and in default of a Treaty the application, as also the proceedings that relate to it, are subject to and must be substantiated in accordance with the internal legislation of the State applied to, the Judges of the country being in duty bound to conform to its regulations without having the power to deviate from one more than from another, nor from any of them.

In view of the consideration set forth, it is my opinion that your Excellency cannot comply with the application for extradition referred to in the present Report.

(Signed) *Antonio E. Malaver.*

Buenos Ayres, October 23, 1890.

Foreign Office, Buenos Ayres, October 24, 1890.

In view of the foregoing opinion of the Attorney-General of the nation, which is entirely approved,

The Executive Power resolves:

That the extradition of James Coupe shall not take place, that a copy of the said opinion, together with the above Resolutions, be communicated to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty in reply to his notes of the 17th and 20th instants, and that the documents which he was good enough to transmit in support of the application be returned to him. Let this be communicated to the Attorney-General of the nation.

(Signed) *Pellegrini.*
Eduardo Costa.

True copy:
(Signed) *Ricardo Pardo.*

Inclosure 4 in No. 10.

Mr. Pakenham to Señor Costa.

M. le Ministre, Buenos Ayres, November 3, 1890.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 24th ultimo, with its inslosure, containing the reply of the Argentine Government in the matter of the request on the part of Her Majesty's Government for the arrest and extradition of one James Coupe,

accused of forgery and theft on his own written confession, which formed one of the papers inclosed in my note of the 17th ultimo.

While expressing my regret for the decision at which the Argentine Government have arrived, I think that further observations on my part at present would serve no useful purpose; but nevertheless, as it is evident that this misadventure has occurred mainly owing to the nonfulfilment as yet of the formality of intialling the proposed alteration in Article V of the Extradition Convention of the 22nd May, 1889, a proceeding to which, from the nature of our conversation of the 31st ultimo, I understand your Excellency accedes, subject always to the sanction of the Legislature, I should feel very much obliged if you would kindly take prompt and efficacious steps that this matter may be placed before the Legislature at an early date of their next Session, giving it also the advantage of a friendly recommendation on your Excellency's part to prompt and favourable treatment.

As I am sending to London at an early opportunity a full account of what has passed in reference to this matter, I should feel much obliged if your Excellency would kindly cause me to be favoured with a prompt reply to the present note, in order that it may take its place in the correspondence.

I avail, &c.
(Signed) *F. Pakenham.*

No. 11.

(Home Office to Foreign Office. — (Received December 13.)

Sir, Whitehall, December 12, 1890.

I am directed by the Secretary of State to return to you herewith the inclosures which accompanied your letter of the 5th instant respecting the application for the extradition of James Coupe and the Extradition Treaty with the Argentine Republic, and I am to request that you will express to Lord Salisbury Mr. Matthews' satisfaction with the steps which have been taken.

I am, &c.
(Signed) *E. Leigh Pemberton.*

No. 12.

The Marquis of Salisbury to Mr. Pakenham.

Sir, Foreign Office, December 16, 1890.

I approve the action taken by you with reference to the application to the Argentine Government for the extradition of James Coupe, as reported in your despatch of the 3rd ultimo.

I am, &c.
(Signed) *Salisbury.*

16.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Arrangement de délimitation du 31 mai et 5 juin 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. June 1893. (C. — 7032).

No. 1.

The Earl of Rosebery to M. de Soveral.

M. le Ministre, Foreign Office, May 31, 1893.

In compliance with the desire of the Portuguese Government that a formal exchange of notes should take place recording the understading come to between the two Governments in the early part of 1892 for a modus vivendi pending the delimitation of the boundaries of the British and Portuguese spheres of influence north of the Zambesi under the Treaty of the 11th June, 1891, I have the honour to submit the following draft of Articles which Her Majesty's Government trust will be found to meet the purpose: —

«Art. 1. Pending actual delimitation, all natural lines of demarcation specified in sub-head 2, Article I, of the Anglo-Portoguese Treaty of the 11th June, 1891, shall be considered for all purposes as constituting the boundaries between the British and Portuguese spheres of influence in all localities in which there can be no doubt as to their coinciding with the line described in the above-mentioned sub-head.

«The natural lines of demarcation above referred to are as follows, viz.: —

«The eastern shore of Lake Chinta.

«The eastern shore of Lake Chilwa, or Shirwa.

«The easternmost affluent of the River Ruo.

«The River Ruo below the confluence of its easternmost affluent to its junction with the River Shiré.

«The River Shiré between the point where the River Ruo flows into it and a point situated just below Chiwanga.

«The watershed between Lake Nyassa and the River Zambesi south of latitude 14^0 south.

«The River Aroangwa, or Loangwa, south of latitude 15^0 south to its junction with the River Zambesi.

«Art. 2. Pending the exact determination of the point where latitude $13^0\ 30'$ south cuts the eastern shore of Lake Nyassa, Padimba, and Makanjira, and the shore south of those places, shall be recognized as being within the British sphere of influence; and similarly the eastern shore of the lake north of the River Lomazi, and as far as the point where it is intersected by the line described in sub-head 1, Article I, of the Treaty of the 11th June, 1891, shall be recognized as being within the Portuguese sphere of influence.

«Art. 3. Pending a definite agreement, the post erected as a boundary beacon by Mr. Johnston on the right bank of the River Shiré shall be accepted provisionally as the 'point just below Chiwanga,' mentioned in Article I of the Anglo-Portuguese Convention; and a line traced by the Portuguese authorities from that point due west to the watershed between the Shiré and the Zambesi shall be similarly accepted as a temporary boundary between the British and Portuguese spheres of influence.

«Art 4. The Islands of Chisamulu and Lukomo, or Dikomo, and all other islands of Lake Nyassa further to the south, shall be recognized as being within the British sphere of influence.

«Art. 5. Pending the delimitation of a boundary-line as laid down in Article IV of the Treaty of the 11th June, 1891, the line formed by the course of the Zambesi from the cataracts at Katima up to its confluence with the Cabompo River, and thence by the course of the Cabompo, shall be the provisional boundary between the respective spheres of influence in that region, and the provisions of Article VIII of the Treaty above referred to shall be applicable to the territories separated by the said provisional boundary until a definitive boundary shall have been substituted in its stead.

«Art. 6. Wherever, previous to delimitation, the actual course of the boundary-line described in sub-head 2, Article I, of the Anglo-Portuguese Treaty appears to be doubtful, neither the Government of Great Britain nor that of Portugal shall make acquisitions, conclude Treaties, or accept sovereign rights in territories which after delimitation are likely to be proved to be within the sphere of influence of the other; and neither of them will recognize, nor lead to suppose that the other will recognize, any rights of whatever nature which the subjects of the one may claim to have acquired in such territories subsequently to the 11th June, 1891, either by means of Treaties with the natives, or any other title.

«Art. 7. As soon as the definitive demarcation of the boundary, or of any section of it, is completed, there shall cease, in territories which in virtue of such demarcation, become subject to the sovereignty, protection, or influence of one of the two Powers, all acts of jurisdiction or government by the officials, and all occupation by the military or police forces of the other Power or its concessionnaires; and there shall lapse, ipso facto, all Concessions which the latter may have made to individuals, and all rights to property, usufruct, or exploration which its subjects or dependents may claim to have acquired in those territories subsequently to the 11th June 1891.

«Art. 8. Acts of occupation or jurisdiction performed by the officials or concessionnaires of one of the two Powers subsequently to the 11th June, 1891, and Concessions or proprietary rights of whatever nature which the subjects or dependents of that Power may claim to have acquired since that date in territory which, after demarcation, proves to be within the sphere of influence of the other, shall in no case be used as a motive for demanding the rectification of the boundary under the provisions of Article VII of the Anglo-Portuguese Treaty.

«Art. 9. In all questions between the military or police forces of the two Powers as to rights of occupation, passage, or jurisdiction, which may arise in consequence of the demarcation of the boundary being incomplete, the local officials of the two Powers shall try to come to an understanding, failing which the matter in dispute shall be referred for the decision of such persons as may be appointed for the purposes of this Article, and by them, if necessary, to their respective Governments.

«It shall be clearly understood that, pending such decision, no coercive measures whatsoever shall be adopted, and that should force be used, notwithstanding the provisions of this Article, by the military or police forces of either of the Powers, the Government of the other shall be entitled to demand redress.

«Art. 10. Neither in the Nyassaland, nor in the Loangwa, nor in the Barotze territories shall the modus videndi be held as prejudging in any way the ultimate territorial rights of Great Britain or of Portugal.

«Art. 11. The modus vivendi shall continue in force till the 1st July, 1896. After that date, it may be denounced by either Government with three months' notice, the work of delimitation to begin before the expiration of the three months.

«The modus vivendi shall not interfere with, or be vitiated by, any delimitation which it may be found possible, during its continuance, to carry out of any portion or portions of the frontier-line.»

I should esteem it a favour if you would notify to me the consent of your Government to these Articles, if accepted by them, and on the receipt of a communication to that effect, Her Majesty's Government will consider the said exchange of notes as an agreement between the two Governments.

I have, &c.
(Signed) *Rosebery.*

No. 2.

M. de Soveral to the Earl of Rosebery. — (Received June 6.)

Milord, Londres, lep 5 Juin, 1893.

En réponse à la note que votre Excellence a bien voulu m'adresser le 31 du mois de Mai dernier, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement du Roi m'a autorisé à accepter les termes du modus vivendi contenu dans la susdite note.

Je profite, &c.
(Signé) *Luiz de Soveral.*

(Translation.)

My Lord, London, June 5, 1893.

In reply to the note which your Excellency was good enough to address to me on the 31st ultimo, I have the honour to inform you that

the King's Government authorizes me to accept the terms of the modus vivendi as contained in the said note. I have, &c.

(Signed) *Luiz de Soveral.*

17.

GRANDE-BRETAGNE, SERBIE.

Traité de commerce; signé à Belgrade le $\frac{28 \text{ juin}}{10 \text{ juillet}}$ 1893 *).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. November 1893. [*C. — 7204.*]

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the King of Servia, being equally animated with the desire of consolidating their ties of friendship and of developing the commercial relations between the two States, have with this object determined to conclude a Treaty, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Edmund Douglas Veitch Fane, Esquire, her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Servia;

And His Majesty the King of Servia, his Excellency M. André Nikolitch, his Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles: —

Article I.

There shall be full and entire freedom of commerce and navigation between the countries of the High Contracting Parties.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et Sa Majesté le Roi de Serbie, également animés du désir de consolider leurs liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre les deux États, ont résolu de conclure à cet effet un Traité, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, M. Edmund Douglas Veitch Fane, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Serbie;

Sa Majesté le Roi de Serbie, son Excellence M. Andra Nikolitch, son Ministre des Affaires Étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Article I.

Il ý aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les pays des Hautes Parties Contractantes.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Belgrade le 4/16 octobre 1893.

The subjects, vessels, and goods, produce of the soil and industry of each of the High Contracting Parties, shall enjoy in the dominions of the other all rights, privileges, immunities or advantages whatever which are actually enjoyed, or may hereafter be enjoyed in the said dominions by the subjects, vessels, and goods, produce of the soil and industry of the most favoured nation.

Les sujets, les navires, et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties Contractantes, jouiront dans les territories de l'autre de tous les droits, privilèges, immunités, ou avantages quelconques dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir, dans ces territoires, les sujets, les navires, et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Article II.

All articles produce of the soil or industry of Great Britain and Ireland which shall be imported into Servia, and all articles produce of the soil or industry of Servia which shall be imported into Great Britain and Ireland, whether destined for consumption, warehousing, re-exportation, or transit, shall be subjected as long as this Treaty holds good to the same treatment as and, especially, shall be liable to no higher or other duties than the produce or goods of the most favoured nation.

No higher or other duties shall be levied in Great Britain and Ireland on the exportation of goods to Servia, or in Servia on the exportation of goods to Great Britain and Ireland, than may be levied on the exportation of the like goods to the country the most favoured in this respect.

Each of the High Contracting Parties therefore undertakes that the other shall enjoy immediately and unconditionally every favour, privilege, or reduction of duties which has been already granted, or may be granted hereafter, in the above-named respects to a third Power.

Article II.

Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Grande-Bretagne et d'Irlande, qui seront importés en Serbie, et tous les objets produits du sol ou de l'industrie de la Serbie qui seront importés dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, destinés soit à la consommation, soit à l'emmagasinage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis pendant la durée de ce Traité au même traitement et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Serbie il ne sera perçu en Grande-Bretagne et en Irlande et à l'exportation pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, il ne sera perçu en Serbie d'autres ni plus élevés droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre immédiatement et sans condition de toute faveur, de tout privilège ou abaissement de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite sous les rapports susmentionnés, à une tierce Puissance.

Goods of all kinds coming from or proceeding to the territory of one of the High Contracting Parties shall be exempted in the territory of the other from all transit dues. Most-favoured-nation treatment is mutually guaranteed to each of the High Contracting Parties in all that concerns transit.

It is understood that the provisions of the present Article do not apply to such special facilities and privileges as have been or may hereafter be conceded by Servia to the neighbouring States with respect to the local traffic between their conterminous frontier districts.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes ou y allant, seront exemptes, dans les territoires de l'autre, de tous droits de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties Contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Il est entendu que les dispositions du présent Article ne s'appliquent point aux facilités et privilèges spéciaux, qui ont été ou qui pourront être accordés par la Serbie aux États voisins, par rapport au trafic local entre leurs districts frontières limitrophes.

Article III.

It is agreed that as regards cost of transport and all other facilities, Servian goods transported over British railways and British goods transported over Servian railways shall be treated in exactly the same manner as the nation the most favoured in this respect.

Article III.

Il est convenu que, en ce qui regarde les frais de transport et toute autre facilité, les marchandises Serbes transportées sur les chemins de fer Britanniques et les marchandises Britanniques transportées sur les chemins de fer Serbes, seront traitées exactement de la même manière que les marchandises de toute autre nation la plus favorisée sous le dit rapport.

Article IV.

The subjects of each of the two High Contracting Parties shall be exempted in the territory of the other from all military service and from all extraordinary requisitions which may be established on account of exceptional circumstances.

The liabilities, however, arising out of the possession of landed property, and for military loans and requisitions to which all the subjects of the State may be called upon to contribute as proprietors, or tenants, of real property, shall be excepted.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes seront exemptes, dans le territoire de l'autre de tout service militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent être appelés à se soumettre, comme propriétaires, fermiers, ou locataires d'immeubles.

Article V.

The subjects of the two High Contracting Parties shall in the dominions of the other enjoy the same protection and be subject to the same conditions as native subjects, or subjects of the most favoured nation, in regard to the right of property in trade-marks, names of firms, and other distinctive marks showing the origin or quality of goods, as well as in patterns and designs for manufacture.

Article V.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties Contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même protection et seront assujettis aux mêmes obligations que les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne la propriété soit des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux ou d'autres marques particulières indiquant l'origine ou la qualité des marchandises, soit des modèles et dessins industriels.

Article VI.

The present Treaty shall be applicable, as far as the laws permit, to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
New South Wales.
Victoria.
South Australia.
Western Australia.
Queensland.
Tasmania.
New Zealand.
The Cape of Good Hope.
Natal.

Provided always that the present Treaty shall be made applicable to any of the above named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative at Belgrade to the Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of Servia within two years from the date of the signature of the present Treaty.

Article VI.

Le présent Traité s'appliquera, en tant que les lois le permettent, à toutes les Colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, à savoir —

Les Indes.
Le Canada.
Terre-Neuve.
La Nouvelle-Galles du Sud.
Victoria.
L'Australie du Sud.
L'Australie Occidentale.
Queensland.
La Tasmanie.
La Nouvelle-Zélande.
Le Cap.
Natal.

Le présent Traité deviendra applicable à l'une des Colonies ou des possessions étrangères susmentionnées si, en leur nom, notification à cet égard est faite par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Belgrade au Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi de Serbie, dans l'intervalle de deux ans à partir de la signature du présent Traité.

Article VII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Belgrade as soon as the formalities prescribed by the Constitutional Laws of the Contracting States have been observed.

It shall remain in force from the date of the exchange of the ratifications until the $\frac{31st}{19th}$ December, 1903. In case neither of the two High Contracting Parties should haoe notified twelve months betore the end of the said period the intention of putting an end to it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Belgrade the tenth day of July (the twenty-eighth day of June), one thousand eight hundred and ninety-three.

(L. S.)
Edmund D. V. Fane.
(L. S.)
And. Nikolitch.

Article VII.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Belgrade, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les Lois Constitutionnelles des États Contractants.

Il sera exécutoire à partir du jour de l'échange des ratifications jusqu'au $\frac{31}{19}$ Décembre, 1903. Dans le cas ou aucune des deux Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour ou l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double original, le $\frac{10 \text{ Juillet}}{28 \text{ Juin}}$, 1893.

(L. S.)
Edmund D. V. Fane.
(L. S.)
And. Nikolitch.

18.

GRANDE-BRETAGNE, SERBIE.

Arrangement pour régler provisoirement les rapports commerciaux; signé à Belgrade le 4 juillet 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. August 1893. [C. 7102.]

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and the Government

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et le Gouvernement

of His Majesty the King of Servia, desiring to regulate provisionally, during the time necessary for the conclusion and the ratifications of a Treaty of Commerce, the commercial relations between the two States, have agreed upon the following provisions: —

Article I.

The subjects, ships, and goods produce or manufacture of the two countries, shall respectively enjoy, in all respects, the treatment of the most favoured nation.

Article II.

This Agreement shall come into force the day after that on which it shall have received the approval of the Servian National Assembly. It shall remain in force until the ratifications of the Definitive Treaty of Commerce shall have been exchanged, but, in any case, its effect shall cease on the $\frac{1st}{13th}$ January, 1894.

In witness whereof the Undersigned have drawn up the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, the $\frac{22nd\ June}{4th\ July}$, 1893.

Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
(L. S.)
Edmund D. V. Fane.

The Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of Servia,
(L. S.)
And. Nikolitch.

de Sa Majesté le Roi de Serbie, désirant régler provisoirement, pendant le temps nécessaire pour la conclusion et les ratifications d'un Traité de Commerce, les rapports commerciaux entre les deux États, sont convenus des dispositions suivantes: —

Article I.

Les sujets, les navires, et les produits de toute nature originaires des deux pays, jouiront respectivement et sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article II.

Cette entente sera exécutoire le lendemain du jour où elle aura reçu l'approbation de la Skoupchtina Nationale de Serbie. Elle restera en vigueur jusqu'à ce que les ratifications du Traité de Commerce Définitif aient été échangées, mais en tous les cas elle cessera ses effets le $\frac{1}{13}$ Janvier, 1894.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé la présente entente et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, le $\frac{22\ Juin}{4\ Juillet}$ 1893.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique,
(L. S.)
Edmund D. V. Fane.

Le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi de Serbie.
(L. S.)
And. Nikolitch.

19.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Arrangement pour délimiter les sphères d'intérêt respectif des dent Pays sur la Côte d'Or; signé à Paris le 12 juillet 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. August 1893. [C. — 7108.]

The Special Commissioners nominated by the Governments of Great Britain and France, in accordance with Article 5 of the Agreement of the 10th August, 1889, having failed to trace a line of demarcation between the territories of the two Powers on the Gold Coast, in conformity with the general provisions of Article 3 of the said Agreement, and with the indications of the concluding paragraph of the Agreement of the 26th June, 1891*) the undersigned Plenipotentiaries, charged, in execution of the declarations exchanged at London on the 5th August 1890, between Her Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic, to proceed to delimit the respective spheres of interest of the two countries in the district south and west of the Middle and Upper Niger, have agreed to fix on the following conditions the line of demarcation between the French and British possessions on the Gold Coast: —

1. The British frontier starts from the sea-coast at Newtown, at a distance of 1,000 metres to the west of the house occupied in 1884 by the British Commissioners, thence goes true north to the Tanoe or Tendo lagoon, follows the south bank of that lagoon to the mouth of the River Tanoe or Tendo (of the four islands near that mouth the two to the south being assigned to Great Britain, and the two to the north to France). The British frontier thence runs along the left bank of the Tanoe or Tendo River as far as the village of Nougoua, which, being on its right bank, Great Britain consents to recognize as belonging to France.

2. The French frontier starts similarly from the sea-coast at Newtown, at a distance of 1,000 metres to the west of the house occupied in 1884 by the British Commissioners. It thence goes true north to the Tanoe or Tendo lagoon, and, crossing that lagoon, follows its north bank and the north and east banks of the Ehi lagoon to the mouth of the Tanoe or Tendo River, and continues along the right bank to the village of Nougoua.

3. Thence the British frontier continues to follow the left bank of the Tanoe or Tendo River for a distance of 5 English miles above the present residence of the Chief in the village of Nougoua. At the 5-mile point it crosses the river and becomes the common frontier indicated below.

The French frontier follows similarly for a distance of 5 miles above

---

*) V. N. R. G. 2. Série T. XVIII, 596.

Nougoua the right bank of the Tanoe or Tendo until it joins the British frontier.

4. The common frontier then leaves the River Tanoe and strikes northwards to the centre of Terra-ferrako Hill. Thence, passing 2 miles to the eastward of the villages of Assikasso, Sankaina, Asambosua, and Akuakru, it runs 2 miles to the eastward of the road leading from Suakru to the Boi River, reaching that river 2 miles to the south-eastward of Bamianko, which village belongs to France. Thence it follows the thalweg of the Boi River and the line traced by Captain Binger (as marked on the annexed map), leaving Edubi with territory extending 16,000 metres due east of Yau. Thence it coincides with the line traced by Captain Binger (as marked on the annexed map) to a point 1,000 metres to the south of Aburuferassi, which village belongs to France. Thence it runs 10 kilom. to the eastward of the direct road from Annibilekrou to Bondouku, by Bodomfil and Dadiassi, passes midway between Buko and Adjamrah, runs 10 kilom. to the eastward of the road to Bondoukou, viâ Sorobango, Tambi, Takhari, and Bandagadi, and reaches the Volta at the spot where that river is intersected by the road from Bandagadi to Kirhindi. Thence it follows the thalweg of the Volta to its intersection by the 9th degree of north latitude.

5. It is agreed that the inhabitants of French villages who, previously to the conclusion of this Agreement, enjoyed the right of fishing on the Tanoe or Tendo River, shall continue to enjoy that right subject to local Regulations.

6. The boundary detailed in this Agreement is marked on the map which is annexed hereto.

7. This Agreement is regarded by the two Governments as completing and interpreting section 1 of Article 3 of the Agreement of the 10th August, 1889, which concerns the delimitation of the British and French possessions on the Gold Coast, and the concluding paragraph of the Agreement of the 26th June, 1891.

Paris, July 12, 1893.

Le texte Anglais ci-dessus est conforme au texte Français original.

Les Commissaires Britanniques,
(Signé) *E. C. H. Phipps.*
J. A. Crowe.

Les Commissaires Français,
(Signé) *Gabriel Hanotaux.*
J. Haussman.

Les Commissaires Spéciaux, nommés par les Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, en vertu de l'Article 5 de l'Arrangement du 10 Août, 1889, n'étant pas parvenus à tracer, entre les territoires respectifs des deux puissances, sur la Côte d'Or, une ligne de démarcation conforme aux dispositions générales de l'Article 3 de cet Arrangement et

aux indications du paragraphe final de l'Arrangement du 26 Juin, 1891, les Plénipotentiaires soussignés, chargés, en exécution des déclarations échangées à Londres, le 5 Août, 1890, entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de délimiter les sphères d'intérêt respectif des deux pays, dans les districts sud et ouest du Moyen-et du Haut-Niger, se sont entendus pour fixer, dans les conditions ci-après énoncées, la ligne de démarcation entre les possessions Françaises et Britanniques de la Côte d'Or: —

1. La frontière Britannique part de la côte à Newtown, à une distance de 1,000 mètres à l'ouest de la maison occupée, en 1884, par les Commissaires Britanniques, puis se dirige droit vers le nord jusqu'à la lagune de Tanoe ou Tendo, suit la rive sud de cette lagune jusqu'à l'embouchure de la Rivière Tanoe ou Tendo (des quatre îles qui se trouvent à proximité de cette embouchure, les deux qui sont au sud étant attribuées, à la Grande-Bretagne, et les deux qui sont au nord, à la France). La frontière Britannique longe, à partir de cet endroit, la rive gauche de la Rivière Tanoe ou Tendo jusqu'au village de Nougoua, que, vu sa situation sur la rive droite de cette rivière, l'Angleterre consent à reconnaître à la France.

2. La frontière Française part également sur la côte, de Newtown à une distance de 1,000 mètres à l'ouest de la maison occupée, en 1884, par les Commissaires Britanniques. Elle s'avance, de là, droit au nord, vers la lagune de Tanoe ou Tendo, puis, traversant cette lagune, en suit la rive nord, et les rives nord et est de la lagune Ehi, jusqu'à l'embouchure de la Rivière Tanoe ou Tendo, et suit la rive droite de cette rivière jusqu'au village de Nougoua.

3. La frontière Britannique continue à suivre la rive gauche du Tanoe ou Tendo durant 5 milles Anglais en amont de la maison qui sert actuellement de résidence au Chef de Nougoua. Elle traverse en ce point la rivière et se confond avec la frontière commune, déterminée ci-dessous.

La frontière Française suit la rive droite du Tanoe ou Tendo, également pendant 5 milles en amont de Nougoua, jusqu'au moment où elle est rejointe par la frontière Anglaise.

4. La frontière commune quitte la Rivière Tanoe et se dirige au nord vers le sommet de la colline de Terra-ferrako. De là, passant à 2 milles à l'est des villages d'Assikasso, Sankaina, Assambossoua, et Akouakrou, elle court à 2 milles à l'est de la route conduisant de Souakrou à la Rivière Boi, pour atteindre cette rivière à 2 milles au sud-est de Bamianko, village qui appartient à la France. De là, elle suit le thalweg de la Rivière Boi et la ligne tracée par le Capitaine Binger (telle qu'elle est marquée sur la carte ci-annexée), laissant Edubi, avec un territoire s'étendant à 1 mille au nord de ce point, à la France, jusqu'à ce qu'elle atteigne un point situé à 16,000 mètres droit à l'est de Yaou. A partir de ce point, elle coïncide avec la ligne tracée par le Capitaine Binger (voir la carte ci-annexée), jusqu'à un point situé à 1,000 mètres au sud d'Abourouferrassi, village appartenant à la France. Elle continue à se tenir ensuite à une distance de 10 kilom. à l'est de la route conduisant directement

d'Annibilekrou à Bondoukou, par Bodomfil et Dadiassi, passe à mi-chemin entre Buko et Adjamrah, court à 10 kilom. à l'est de la route de Bondoukou viâ Sorobango, Tambi, Takhari, et Bandagadi, et atteint la Volta au point d'intersection de cette rivière et de la route de Bandagadi à Kirhindi. Elle suit alors le thalweg de la Volta jusqu'à son intersection par le 9e degré de latitude nord.

5. Il est convenu que les habitants des villages Français qui, antérieurement à la conclusion du présent Arrangement, jouissaient du droit de pêche sur la Rivière de Tanoe ou de Tendo, continueront à jouir de ce droit, en se conformant aux Règlements locaux.

6. La frontière déterminée par le présent Arrangement est inscrite sur la carte ci-annexée.

7. Dans la pensée des Parties Contractantes, le présent Arrangement complète et interprète la section 1 de l'Article 3 de l'Arrangement du 10 Août, 1889 *) relatif à la délimitation des possessions Britanniques et Françaises sur la Côte d'Or, et le paragraphe final de l'Arrangement du 26 Juin, 1891. *)

Fait à Paris, le 12 Juillet, 1893.

Les Commissaires Britanniques,
(Signé) *E. C. H. Phipps.*
J. A. Crowe.

Les Commissaires Français,
(Signé) *Gabriel Hanotaux.*
J. Haussman.

20.

GRANDE-BRETAGNE. FRANCE.

Rapport de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris concernant la modification de la loi française sur la Nationalité; **) du 23 juillet 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. August 1893. [C. — 7106.]

The Marquis of Dufferin to the Earl of Rosebery. — (Received July 24).

My Lord, Paris, July 23, 1893.

With reference to my despatch of the 18th November last, I have the honour to inclose herewith to your Lordship, extracted from the »Journal Officiel« of this day, the promulgation by the President of the Republic of a Law modifying Article 8, 3rd paragraph, and Article 9 of the »Code Civil« relative to the declarations to be made by foreigners with a view of acquiring or declining French nationality.

---

*) V. N. R. G. 2me Série T. XVIII. 596.
**) V. N. R. G. 2me Série T. XIX 514.

It will be observed that, as the amended paragraph of Article 8 now stands, a foreigner whose mother was born in France can refuse French nationality within one year after attaining his majority.

I have, &c.

(Signed) *Dufferin and Ava.*

Inclosure.

Extract from »Journal Officiel« of July 23, 1893.

Loi portant modification de l'Article 8, paragraphe 3, et de l'Article 9 du Code Civil relativement aux déclarations effectuées en vue d'acquérir ou de décliner la Nationalité Française.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit: —

Article 1er. Le paragraphe 3 de l'Article 8 du Code Civil est ainsi modifié:

»Est Français

* * * * *

»3. Tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né; sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner, dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du paragraph 4 ci-après.

»L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait, aux termes du paragraphe 1, deuxième alinéa, suivre la nationalité.«

Art. 2. Les individus auxquels l'Article 8, paragraphe 3 modifié, réserve la faculté de réclamer la qualité d'étrangers et qui auront atteint leur majorité à l'époque de la promulgation de la présente Loi, pourront réclamer cette qualité en remplissant les conditions prescrites dans le délai d'un an à partir de cette promulgation.

Art. 3. L'Article 9 du Code Civil est modifié ainsi qu'il suit:

»Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera, à peine de nullité, enregistrée au Ministère de la Justice.

»L'enregistrement sera refusé s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les Tribunaux Civils, dans la forme prescrite par les Articles 855 et suivants du Code de Procédure Civile.

»La notification motivée du refus devra être faite au réclamant dans le délai de deux mois à partir de sa déclaration.

»L'enregistrement pourra en outre être refusé, pour cause d'indignité, au déclarant qui réunirait toutes les conditions légales; mais, dans ce cas, il devra être statué, le déclarant dûment avisé, par Décret rendu sur l'avis

conforme du Conseil d'État, dans le délai de trois mois à partir de la déclaration, ou, s'il y a eu contestation, du jour où le Jugement qui a admis la réclamation est devenu définitif.

»Le déclarant aura la faculté de produire devant le Conseil d'État des pièces et des Mémoires.

»A défaut des notifications ci-dessus visées dans les délais susindiqués, et à leur expiration, le Ministre de la Justice remettra au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration, revêtue de la mention de l'enregistrement.

»La déclaration produira ses effets du jour où elle aura été faite, sauf l'annulation qui pourra résulter du refus d'enregistrement.

»Les règles relatives à l'enregistrement prescrites par les paragraphes 2 et 3 du présent Article sont applicables aux déclarations faites en vue de décliner la nationalité Française, conformément à l'Article 8, paragraphes 3 et 4, et aux Articles 12 et 18.

»Les déclarations faites, soit pour réclamer, soit pour décliner la qualité de Français, doivent, après enregistrement, être insérées au 'Bulletin des Lois.' Néanmoins, l'omission de cette formalité ne pourra pas préjudicier aux droits des déclarants.

»Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de 21 ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas du décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les Articles 141, 142 et 143 du Code Civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

»Il devient également Français si, ayant été porté sur le Tableau de Recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.«

La présente Loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme Loi de l'État.

Fait à Marly-le-Roi, le 22 Juillet, 1893.

(Signé) *Carnot.*

Par le Président de la République:
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
(Signé) *E. Guérin.*

21.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Arrangement de délimitation des possessions respectives en Afrique; signé à Berlin le 25 juillet 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. 1893. [*C. — 7203*].

The Undersigned, Sir Edward Baldwin Malet, Her Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary; Mr. Charles Stewart Smith, Her Britannic Majesty's Consul at Zanzibar; Baron Marschall von Bieberstein, Privy Councillor, Imperial German Secretary of State for Foreign Affairs; and Dr. Carl Peters, Imperial Commissioner, have agreed, on behalf of their respective Governments, in partial execution of the provisions of Article I of the Anglo-German Agreement of the 1st July, 1890 *), that the boundary between the British and German spheres of interest in East Africa from the Indian Ocean to the northern side of the Kilimandsharo shall run as follows: —

§ 1. On the coast the line shall start from the high-water mark on Ras Jimbo, and shall run from thence in a straight line to the point where the parallel of 3° 40' 40.3" S. (astronomically determined) cuts the eastern bank of Lake Jipe. But on the coast the boundary shall be deflected as follows: It shall run from the Indian Oceanalong the northern bank of the Jimbocreek, making the foreshore in theBritish sphere, as far as the eastern mouth of the Ngobwe Ndogo. It shall then follow the eastern bankof the Ngobwe creek to its end, and then run to the

Die Unterzeichneten, der Königlich Grossbritannische ausserordentlicheund bevollmächtigte Botschafter Sir Edward Malet; der Königlich Grossbritannische Konsul in Zanzibar, Mr. Charles Stewart Smith; der Staatssecretär des Auswärtigen Amts des Deutschen Reichs, Wirkliche Geheime Rath, Freiherr Marschall von Bieberstein; der Kaiserliche Kommissar Dr. Carl Peters, haben Namens ihrer Regierungen in theilweiser Ausführung der Bestimmungen von Artikel I des unter den 1 Juli, 1890 *), zwischen Grossbritannien und Deutschland geschlossenen Abkommens als Grenze der beiderseitigen Interessensphären in Ostafrika vom Indischen Ocean bis zur Nordseite des Kilimandscharo die nachfolgende Linie festgesetzt: —

§ 1. An der Küste soll die Grenzlinie beginnen am Hochwasserstand des Ras Jimbo und von dort soll sie in gerader Linie bis zu dem Punkt laufen, wo 3° 40' 40.3" südlicher Breite (nach astronomischer Bestimmung) das Ostufer des Jipe-Sees schneidet. Indess soll die Grenze an der Küste folgende Abänderung erfahren: Sie soll vom Indischen Ocean dem nördlichen Ufer des Jimbo-Creeks entlang laufen, so dass der Strand in die englische Interessensphäre fällt, bis zur östlichen Ausmündung des Ngobwe Ndodo, soll dann dem östlichen Ufer des Ngobwe

*) V. N. R. G. 2 Série T. XVI 895.

point where theabove described straight line from Ras Jimbo to Lake Jipe meets therising ground on which the village of Jasini stands.

§ 2. From the point on Lake Jipe described in § 1 the boundary-line shall follow the eastern side of Lake Jipe, and round the northern side of the lake crossing the River Lumi, and following the northern bank of the Rufu River (by which is also understood its swamp), as far as the point which is distant 1 English mile east of the German road going from the Marangu station to the coast. From thence it shall run to the summit of Chala Hill in the manner shown in the annexed map. The boundary-line shall then bisect the Chala Lake. From the north side of the Chala Lake onwards the boundary line shall run parallel to the track, as shown in the annexed map, and 1 English mile west of it as far as the latitude of the so-called Useri Camp. It shall then run at a distance of 1 kilom. south-west of the track shown in the annexed map as going to Laitokitok, as far as the point where it crosses the Ngare Longei (Rongei).

§ 3. With reference to the annexed maps the provisions of the attached Protocol of the 8th instant shall hold good.

Berlin, 25th July, 1893.

Edward B. Malet.
Charles Stewart Smith.

folgen bis zu seinem Ende und von dort bis zu dem Punkt, wo die oben beschriebene gerade Linie zwischen Ras Jimbo und Jipe-See die Ufererhöhung von Jassini trifft, fortgeführt werden.

§ 2. Von dem im § 1 gekennzeichneten Punkt am Jipe-See soll die Grenzlinie dem Ostufer des Jipe-Sees folgen, dann um das Nordufer des Sees herumgehen, den Lumi-Fluss überschreitend, dem nördlichen Wasserstand des Rufu-Flusses beziehentlich des Rufu-Sumpfes entlang gehen bis zu einem Punkt, welcher eine englische Meile östlich von der Deutschen Strasse liegt, die von der Marangu-Station an die Küste geht. Von hier soll sie zu der höchsten Spitze vom Dschala-Hügel gemäss der Einzeichnung in beigefügter Karte laufen. Sodann soll die Grenzlinie den Dschala-See in zwei gleiche Theile schneiden. Von der Nordseite des Dschala-Sees an soll die Grenzlinie in der Entfernung von einer englischen Meile westlich von der in beiliegender Karte eingetragenen Wegeroute bis zur geographischen Breite des sogenannten Useri-Lagers laufen und von da ab in einer Entfernung von einem Kilometer südwestlich dieser auf der beigefügten Karte bis Laitokitok laufenden Wegeroute bis zu dem Punkt, wo sie den Ngare Longei (Rongei) durchschneidet, fortgeführt werden.

§ 3. Betreffs der diesem Abkommen beigefügten Karten soll die Vereinbarung des angeschlossenen Protokolls vom 8. Juli d. J. zu Kraft bestehen.

Berlin, den 25 Juli, 1893.

Freiherr von Marshall.
Carl Peters.

Protocol.

The Undersigned, Mr. Charles Stewart Smith, Her Britannic Majesty's Consul at Zanzibar, the British Commissioner, and Dr. Carl Peters, the Imperial German Commissioner for the Delimitation of the Anglo-German Boundary in East Equatorial Africa, agree to adopt as the basis for the negotiations respecting the Anglo-German Boundary in East Equatorial Africa the maps constructed on the triangulation of Commissioner Smith, together with the survey of the neighbourhood of Vanga conducted by Lieutenant Fromm of the Imperial German navy.

The future correction of mistakes, if such should be proved to exist by further examination, is mutually reserved.

Berlin, 8th July, 1893.

C. S. Smith,
British Commissioner.

Die beiden Endesunterzeichneten, Dr. Carl Peters, Kaiserlich Deutscher Kommissar, und Consul Charles Stewart Smith, der Königlich Grossbritannische Kommissar für die deutsch-englische Grenzregulirung in Ostafrika, vereinigen sich, für die Verhandlungen über die deutsch-englische Grenze in Ostafrika die auf Triangulationen gestützte Karte des Herrn Consul Smith zu Grunde zu legen mit Hinzuziehung der von Herrn Lieutenant z. S. Fromm unweit Wanga gemachten Vermessungen.

Indess sollen zukünftige Berichtigungen von Irrthümern, falls solche sich bei einer etwaigen Nachprüfung herausstellen sollten, beiderseitig vorbehalten bleiben.

Berlin, den 8 Juli, 1893.

Dr. Carl Peters,
Kaiserlicher Kommissar.

22.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Protocoles et Arrangement de délimitation; signés à Paris le 31 juillet et 25 novembre 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. December 1893. [*C. — 7232.*]

1. Protocol signed at Paris, July 31, 1893.

En vue de prévenir les difficultés qui pourraient naître d'un contact direct entre elles, les deux Puissances sont d'accord pour reconnaître la nécessité de constituer, au moyen de sacrifices et d'abandons réciproques, une zone neutre entre leurs possessions.

Les limites de la zone neutre seront déterminées ultérieurement.

(Signé) *Dufferin and Ava.*
Jules Develle.

Le 31 Juillet, 1893.

(Translation.)

With a view of obviating the difficulties which might arise from a direct contact between them, the two Powers are agreed to recognize the necessity of constituting, by means of mutual sacrifices and concessions, a neutral zone between their possessions.

The limits of this neutral zone shall be subsequently determined.

(Signed) *Dufferin and Ava.*
Jules Develle.

July 31, 1893.

2. Protocol signed at Paris, November 25, 1893.

The Undersigned, named by their respective Governments in order to examine in what manner, by means of reciprocal contributions, and intermediary zone might be constituted between the British and French possessions in the region of the Upper Mekong;

Being assested in the course of their labours by the difficulty of determining, according to positive data, the limits and the geographical configuration of the different provinces situated in that region,

Have recognized, by common agreement, that in order to establish under normal geographical conditions, and without causing disintegration, a zone of sufficient extent, it would be desirable to proceed to an inquiry on the spot by Technical Agents of the two countries.

Les Soussignés, désignés par leurs Gouvernements respectifs, pour examiner de quelle manière pourrait être constituée, au moyen de contributions réciproques, une zone intermédiaire entre les possessions Anglaises et Françaises dans la région du Haut-Mékong;

S'étant trouvés arrêtés, au cours de leurs travaux, par la difficulté de déterminer, d'après des données certaines, les limites et la configuration géographique des diverses provinces situées dans cette région,

Ont reconnu, d'un commun accord, que, pour établir, dans des conditions géographiques normales, et sans occasionner de morcellement, une zone d'une étendue suffisante, il conviendrait de faire procéder à une enquête sur place, par des Agents Techniques des deux pays.

Fait à Paris, le 25 Novembre, 1893.

(Signed) *E. C. H. Phipps.*
H. Austin Lee.

(Signé) *Jusserand.*
Paul Révoil.

3. Agreement signed at Paris, November 25, 1893.

The Undersigned, having taken cognizance of the Protocol signed by the English and French Commissioners on this day, and having approved its, have recognized, by common agreement, that the Technical Agents, designated to proceed to the Upper Me-

Les Soussignés, ayant pris connaissance du Protocole en date de ce jour, signé par les Commissaires Anglais et Français, et y ayant donné leur approbation, ont reconnu d'un commun accord que les Agents Techniques, désignés pour se rendre sur

kong should not lose sight of the following points: —

1°. The geographical examination which they will have to undertake will deal with the course of the Mekong from its entry into Kyaing Chaing until its entry into Luang Prabang; with the limits of the Province of Kyaing Chaing, and with those of that portion of Muong Nan which lies to the north of the river.

2°. The breadth which the two Contracting Powers propose to give to the intermediary zone between the British and French possessions is, in so far as the geographical and political configuration of the country will allow, to be about 80 superficial kilometres. The Technical Agents shall note carefully what geographical and political limits would best attain this object.

3°. It is agreed that the navigation, transit, and means of communication in the zone thus constituted shall be free from every impediment, each of the Contracting Parties undertaking not to seek any advantage which is not equally secured to the other.

le Haut-Mékong, ne devront pas perdre de vue les points suivants: —

1°. L'examen géographique auquel ils devront se livrer, portera sur le cours du Mékong, depuis son entrée dans le Xieng-Kheng, jusqu'à son entrée dans le Louang-Prabang; sur les limites de la Province de Xieng-Kheng, et sur celles de la partie de Nan au nord du fleuve.

2°. La largeur que les deux Puissances Contractantes se proposent de donner à la zone intermédiaire, entre les possessions Anglaises et Françaises, est, dans la mesure où la configuration géographique et politique du pays le permettra, de 80 kilomètres de marche, environ. Les Agents Techniques devront noter soigneusement quelles limites géographiques et politiques atteindraient le mieux ce but.

3°. Il est entendu que la navigation, le transit, et les moyens de communication seront libres de toute entrave dans la zone ainsi constituée, chacune des Parties Contractantes s'engageant à ne rechercher aucun avantage qui ne soit également assuré à l'autre.

Fait à Paris, le 25 Novembre, 1893.

(Signed) *Dufferin and Ava.*

(Signé) *Jules Develle.*

23.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Arrangement de délimitation; signé à Berlin le 15 Novembre 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. December 1893. [C. — 7230.]

The Undersigned,

1. Mr. Martin Gosselin, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires;

2. Baron von Marschall, Actual Privy Councillor, Imperial German Secretary of State for Foreign Affairs;

After discussion of points connected with the question of the delimitation of the boundary between the territories under the influence of their respective Governments in the region extending into the interior from the Gulf of Guinea, which question has already been partially determined by the Anglo-German Agreements of the $\frac{\text{29th April}}{\text{7th May}}$, 1885, $\frac{\text{27th July}}{\text{2nd August}}$, 1886, July 1st, 1890, and April 14th, 1893, have come to the following Agreement on behalf of their respective Governments: —

Article I.

The above-quoted Agreement of 1886 having stipulated that the point where the boundary shall reach the River Benue shall be fixed to such a point to the east of and close to Yola as may be found on examination to be practically suited for the demarcation of a boundary, that point shall be fixed as follows: —

Die Unterzeichneten,

1. Der Königlich Grossbritannische Geschäftsträger, Mr. Martin Gosselin;

2. Der Staatssekretär des Auswärtigen Amts des deutschen Reichs, Wirklich Geheimer Rath, Freiherr von Marschall;

Haben nach Berathung verschiedener Fragen, welche die Abgrenzung der Interessensphären der beiden Regierungen in den vom Golf von Guinea nach dem Inneren sich erstreckenden Gebieten betreffen und deren theilweise Erledigung bereits durch die deutsch-englischen Abkommen vom $\frac{\text{29 April}}{\text{7 Mai}}$, 1885, $\frac{\text{27 Juli}}{\text{2 August}}$, 1886, 1st Juli, 1890, und 14 April, 1893,*) erfolgt ist, nahmes ihrer Regierungen folgendes Abkommen getroffen: —

Artikel I.

Das vorerwähnte Abkommen vom Jahre 1886 hatte vereinbart, dass die Grenzlinie bis zu einem am Benuëfluss im Osten und in der unmittelbaren Nähe der Stadt Yola zu bestimmenden Punkt laufen sollte welcher sich nach vorgenommener Untersuchung praktisch als geeignet zur Festsetzung der Grenze herausstellen würde. In Ausführung dieser Bestimmung wird dieser Punkt nunmehr wie folgt festgelegt: —

*) V. N. R. G. 2 Série T. XI, 471, XVI, 803, 895.

The boundary, drawn from the point on the right bank of the Old Calabar or Cross River, about 9° 8′ of longitude east of Greenwich, marked »Rapids« in the English Admiralty Chart referred to in the above-quoted Agreement of 1885, shall follow a straight line directed towards the centre of the present town of Yola.

Von dem Endpunkte der in dem Abkommen vom Jahre 1885 vereinbarten Grenzlinie welcher am rechten Ufer des Alt-Calabar- oder Crossflusses ungefähr auf dem 9° 8′ östlicher Länge von Greenwich belegen und auf der englischen Admiralitätskarte als »Rapids« bezeichnet ist, folgt die Grenze einer geraden Linie, welche auf den Mittelpunkt der heutigen Stadt Yola zuläuft.

From that centre, a measuring line shall be drawn to a point on the left bank of the River Benue five kilometres below the centre of the main mouth of River Faro; from the latter point the circumference of a circle, the centre of which is that of the present town of Yola, and she radius of which is the aforesaid measuring line, shall be described, touth of the Benue, continuing till it shall meet the straight line drawn from the Old Calabar or Cross River. The boundary, deflecting from that straight line at this point of intersection, shall follow the circumference of the circle till it shall arrive at the point where the circumference reaches the Benue. This point on the Benue shall henceforth be accepted as the point to the east of, and close to, Yola, mentioned in the Agreement of 1886.

Von diesem Mittelpunkt aus wird eine Richtlinie nach einem am linken Ufer des Benuë-Flusses gelegenen Punkt gezogen, welcher fünf Kilometer unterhalb des Mittelpunktes der Haupteinmündung des Flusses Faro liegt. Von dem letztgenannten Punkte aus soll südlich des Benuë-Flusses die Peripherie eines Kreises, dessen Mittelpunkt mit demjenigen der heutigen Stadt Yola zusammen fällt und dessen Radius die vorerwähnte Richtlinie bildet, beschrieben und bis dahin fortgesetzt werden, wo sie die vom Alt-Kalabar- oder Crossfluss gezogene gerade Linie trifft. An diesen Treffpunkt biegt die Grenze von jener geraden Linie ab und folgt der Peripherie des Kreises bis zu dem Punkt, wo dieselbe den Benuë-Fluss erreicht. Dieser Punkt am Benuë-Fluss soll von nun an als der Punkt im Osten und in unmittelbarer Nähe der Stadt Yola betrachtet werden, dessen Festlegung in dem Abkommen vom Jahre 1886 vorbehalten war.

Article II.

The boundary determined in the preceding Article shall be continued northward as follows: —

A line shall be drawn from the point on the left bank of the River Benue fixed in that Article, which, crossing the river, shall go direct to

Artikel II.

Die im vorhergehenden Artikel bestimmte Grenze soll nach Norden hin in folgender Weise fortgesetzt werden: —

Von dem im vorigen Artikel festgelegten Punkte am linken Ufer des Benuë-Flusses wird eine Linie gezogen, welche den Fluss überschreitend in

the point where the 13th degree of longitude east of Greenwich is intersected by the 10th degree of north latitude. From that point it shall go direct to a point on the southern shore of Lake Chad, situated 35 minutes east of the meridian of the centre of the town of Kuka, this being the distance between the meridian of Kuka and the 14th meridian east of Greenwich measured on the map published in the German Kolonialatlas of 1892.

gerader Richtung zu dem Schnittpunkt des 13 Grades östlicher Länge von Greenwich mit dem 10 Grade nördlicher Breite läuft. Von diesem Punkt wird die Grenzlinie in gerader Richtung nach einem Punkt am Südufer des Tschadsees weiter geführt, welcher 35 Minuten östlich von dem Meridian des Mittelpunkts der Stadt Kuka belegen ist; dies entspricht der Entfernung zwischen dem Meridian von Kuka und dem 14 Grade östlicher Länge von Greenwich nach der von Kiepert in dem deutschen Kolonialatlas von 1892 veröffentlichten Karte.

In the event of future surveys showing that a point so fixed assigns to the British sphere a less proportion of the southern shore of Lake Chad than is shown in the aforesaid map, a new terminal point making good such deficiency, and as far as possible in accordance with that at present indicated, shall be fixed as soon as possible by mutual agreement. Until such agreement is arrived at, the point on the southern shore of Lake Chad situated 35 minutes east of the meridian of the centre of the town of Kuka shall be the terminal point.

Für den Fall, dass künftige Aufnahmen ergeben, dass die vorerwähnte Festlegung des Punktes der britischen Interessensphäre einen geringeren Theil des Südufers des Tschadsees zuweist, als die erwähnte Karte angiebt, soll zur Abhülfe des Mangels möglichst bald im Wege beiderseitiger Uebereinkunft ein neuer Endpunkt festgesetzt werden, welcher soweit als möglich mit dem gegenwärtig bezeichneten übereinstimmt. Bis eine solche Vereinbarung zu Stande gekommen ist, soll der Punkt am Südufer des Tschadsees, welcher 35 Minuten östlich des Meridians des Mittelpunkts der Stadt Kuka belegen ist, als Endpunkt gelten.

Article III.

Any part of the line of demarcation traced in this Agreement, and in the preceding Agreements above quoted, shall be subject to rectification by agreement between the two Powers.

Artikel III.

Bei allen Theilen der in diesem und in den vorauf gegangenen Abkommen bezeichneten Grenzlinie können Berichtigungen durch Vereinbarung der beiden Mächte getroffen werden.

Article IV.

The territories to the west of the boundary-line traced in the present Agreement, and in the preceding above-quoted Agreements, shall fall

Artikel IV.

Die Gebiete östlich der in dem gegenwärtigen und den voraufgegangenen Abkommen bezeichneten Grenzlinie sollen in die deutsche, die Ge-

within the British sphere of influence, those to the east of the line shall fall within the German sphere of interest.

It is, however, agreed that the influence of Germany in respect to her relations with Great Britain shall not extend eastwards beyond the basin of the River Shari, and that Darfur, Kardofan, and Bahr-el-Ghazal, as defined in the map published in October 1891 by Justus Perthes, shall be excluded from her influence, even if affluents of the Shari shall be found to lie within them.

biete westlich der Linie sollen in die englische Interessensphäre fallen.

Dabei wird vereinbart, dass der Einfluss Deutschlands Grossbritannien gegenüber sich nicht östlich über das Flussgebiet des Schari hinaus ausdehnen soll und dass die Gebiete Darfur, Kordofan, und Bahr-el-Ghazel, wie sie in der im Oktober 1891 von Justus Perthes veröffentlichten Karte verzeichnet sind, von der deutschen Interessensphäre selbst dann ausgeschlossen sein sollen, wenn sich herausstellt, dass Nebenflüsse des Schari-Flusses innerhalb der vorerwähnten Gebiete belegen sind.

Article V.

The two Powers take, as regards the extended spheres of influence traced in the present Agreement, a similar engagement, as regards their respective spheres, to that taken in the preceding above-quoted Agreements.

They agree that neither will interfere with the sphere of influence of the other, and that one Power will not, in the sphere of the other, make acquisitions, conclude Treaties, accept sovereign rights or Protectorates, or hinder or dispute the influence of the other.

Artikel V.

Die beiden Mächte übernehmen hinsichtlich der erweiterten Interessensphären, wie sie in diesem Abkommen bezeichnet sind, eine gleiche Verpflichtung, wie sie in den frühern, oben erwähnten Abkommen hinsichtlich der beiderseitigen Interessensphären übernommen ist, nämlich, sie kommen folgender Weise überein.

Jede der beiden Mächte wird sich jeglicher Einwirkung in der Interessensphäre der andern enthalten und keine Macht wird in der Interessensphäre der andern Erwerbungen machen, Verträge schliessen, Souveränetätsrechte oder Protectorate übernehmen oder den Einfluss der andern hindern oder streitig machen.

Article VI.

Great Britain recognizes her obligation to apply, as regards the portion of the waters of the Niger and its affluents under her sovereignty or protection, the provisions relating to freedom of navigation enumerated in Articles 26, 27, 28, 29, 30, and 33

Artikel VI.

Grossbritannien erkennt seine Verpflichtung an, auf die seiner Souveränetät oder seinem Protectorat unterliegenden Gewässer des Niger und seiner Nebenflüsse die auf die Freiheit der Schiffahrt bezüglichen Bestimmungen auszuwenden, welche in den

of the Act of Berlin of February 26, 1885*). Germany on her side recognizes her obligation, under the 32nd Article, to be bound by those provisions as regards the portion of the waters under her control.

Berlin, the 15th November, 1893.
Martin Gosselin.

Artikeln 26, 27, 28, 29, 30, und 33 der Generalakte der Berliner Konferenz vom 26 Februar, 1885,*) enthalten sind. Deutschland erkennt an, seinerseits durch den Artikel 32 derselben Akte an jene Bestimmungen für denjenigen Theil der gedachten Gewässer gebunden zu sein, welcher seiner Aufsicht unterliegt.

Berlin, den 15 November, 1893.
Frhr. von Marschall.

24.

GRANDE-BRETAGNE, ÉTATS-Unis D'AMÉRIQUE.

Convention supplémentaire ou Traité de délimitation du 22 juillet 1892; signée à Washington le 3 février 1894**).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. April 1890. (C. — 7311.)

The Governments of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the United States of America, being credibly advised that the labours of the Commission, organized pursuant to the Convention which was concluded between the High Contracting Parties at Washington July 22, 1892, providing for the delimitation of the existing boundary between Her Majesty's possessions in North America and the United States, in respect to such portions of said boundary-line as may not, in fact, have been permanently marked in virtue of Treaties heretofore concluded, cannot be accomplished within the period of two years from the first meeting of the Commission as fixed by that Convention, have deemed it expedient to conclude a supplementary Convention extending the term for a further period, and for this purpose have named as their respective Plenipotentiaries: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, his Excellency Sir Julian Pauncefote, G. C. B., G. C. M. G., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain; and

The President of the United States, Walter Q. Gresham, Secretary of State of the United States;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following Articles: —

---

*) V. N. R. G. 2me S. T. X. 414.

**) Les ratifications ont été échangées à Washington le 28 mars 1894.

Article I.

The third paragraph of Article I of the Convention of July 22, 1892, states that the respective Commissions shall complete the survey and submit their final Reports thereof within two years from the date of their first meeting. The Joint Commissioners held their first meeting November 28, 1892; hence the time allowed by that Convention expires November 28, 1894. Believing it impossible to complete the required work within the specified period, the two Governments hereby mutually agree to extend the time to December 31, 1895.

Article II.

The present Convention shall be duly ratified by Her Britannic Majesty and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the ratifications shall be exchanged at Washington at the earliest practicable date.

In faith whereof we, the respective Plenipotentiaries, have signed this Convention, and have hereunto affixed our seals.

Done in duplicate at Washington, the third day of February 1894.

(L. S.) *Julian Pauncefote.*
(L. S.) *W. Q. Gresham.*

Table des matières.

II. Traités, Conventions, Arrangements spéciaux.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS

DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.

Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XX.

DEUXIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,

LIBRAIRIE DIETERICH

1895.

15. 3, 4.

25.

ARGENTINE.

Loi douanière du 2 janvier 1895.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union international pour la publication des tarifs douaneirs. Bruxelles 1895.

Art. 1er. — Les marchandises de provenance étrangère, importées dans la République, et les produits du pays non exempts à la sortie acquitteront respectivement les droits d'importation et d'exportation ci-après désignés.

Droits d'importation.

I. — Le droit de 25°/o ad valorem.

1 Toutes les marchandises non spécialement taxées dans le présent tarif ou qui ne sont pas exemptes de droits.

II. — Le droit de 50°/o ad valorem.

2 Armes, leurs accessoires et leurs parties.
3 Harnais et articles de sellerie en général, complets ou non.
4 Articles en tissus de toute sorte, confectionnés complètement ou non.
5 Cannes à épée.
6 Valises et malles.
7 Chaussures de toute sorte, confectionnées ou en pièces.
8 Voitures achevées ou non.
9 Cartouches pour armes à feu.
10 Feux d'artifice.
11 Meubles finis ou en pièces détachées.
12 Munitions (balles et plomb de chasse).
13 Parfumerie de toute sorte.
14 Poudre à feu.
15 Vêtements confectionnés.
16 Mosaïques.
17 Chapeaux ou bonnets non soumis à un droit spécifique.

III. — Le droit de 45°/o ad valorem.

18 Bas er chaussettes de toute sorte et tissus à mailles.

IV. — Le droit de 40°/o ad valorem.

19 Sacs en toile ou autre tissu de coton, en serpillière ou en toile à voiles.
20 Caisses en fer de toute sorte.

21 Boîtes vides pour allumettes.
22 Cuirs et peaux tannés.
23 Dentelles fines.
24 Passementerie et cordons.
25 Tissus et articles de toute sorte en soie pure ou mélangée.
26 Tissus en point de dentelle.
27 Couvertures en laine pure ou mélangée, avec chaîne en coton, ourlées et bordées.

V. — Le droit de 20% ad valorem.

28 Tissus de coton, de toute sorte.

VI. — Le droit de 15% ad valorem.

29 Bois de sapin noir, blance et résineux (tea), non rabotés.
30 Tissus de soie, pour blutoirs.

VII. — Le droit de 10% ad valorum.

31 Céruse.
32 Antimoine métallique pur.
33 Baryte pulvérisée ou baryte sulfatée impure.
34 Goudron de houille.
35 Brai minéral.
36 Cacao en fèves.
37 Coussinets et traverses en fer pour chemins de fer et tramways.
38 Éclisses pour chemins de fer.
39 Embarcations de toute sorte, de petit tonnage, complètes ou en pièces détachées.
40 Étain en barres ou lingots.
41 Graisse (dégras).
42 Mèches tressées ou non, pour bougies.
43 Pite, jute ou chanvre, filés, pour la fabrication des tresses.
44 Plomb en planches, lingots ou barres.
45 Rails en fer ou en acier.
46 Sulfate de chaux.
47 Pièces de fer pour ponts et constructions.
48 Tirants (travesaños) en fer, pour chemins de fer et tramways.
49 Cocos dits du Brésil ou du Paraguay.
50 Malt.
51 Machines de toute sorte, valant 100 pesos et plus; moteurs indépendants et charrettes spéciales pour le transport des céréales.
52 Pièces de rechange pour les machines ci-dessus.

VIII. — Le droit de 5% ad valorem.

53 Bijoux et montres.
54 Fil métallique sur bobines, pour botteler.
55 Id. d'un diamètre ne dépassant pas le no. 14, pour clôtures et vignobles.
56 Fil de fer ou d'acier galvanisé ou non, d'un diamètre ne dépassant pas le no. 14.

57 Id. avec ronces artificielles, pour clôtures.
58 Aiguilles pour machines à coudre.
59 Sable blanc de Fontainebleau.
60 Fil pour moissonneuses.
61 Fer en lingots, pour fonderies.
62 Fer doux en barres, cercles ou plaques, non ouvré.
63 Vieux fer de toute sorte
64 Fer-blanc non ouvré, coupé ou non.
65 Briques réfractaires.
66 Terre réfractaire.
67 Zinc en lingots ou barres.
68 Machines à coudre.
69 Huiles lourdes de goudron.
70 Serpillières ou toiles de pite écrues.
71 Charrues.
72 Safran.
73 Mercure.
74 Poix de résine.
75 Pite, jute ou chanvre, bruts, ni cardés, ni peignés, ni filés.
76 Machines et matériel pour l'installation de l'éclairage électrique ou au gaz, à l'exception des appareils destinés à l'éclairage proprement dit.
77 Machines et moteurs de toute sorte pour l'agriculture.
78 Pièces de rechange pour les machines ci-dessus.
79 Nattes en fibres.
80 Kaolin.
81 Laine filée ou fils de laine pour le tissage.
82 Livres imprimés de toute sorte, y compris les cartes géographiques.
83 Coutres et versoirs en fer fondu ou battu, pour charrues.
84 Graines de toute sorte, autres que celles spécialement dénommées.
85 Carbonate de soude, cendres de soude, silicate industriel, nitrate et sulfate impur de soude et soude caustique.
86 Sulfate impur d'aluminium.

IX. — Le droit de 2 $^{1}/_{2}$ $^{0}/_{0}$ ad valorem.

87 Coton brut, égrené ou non, et fils de coton pour le tissage.
88 Soufre impur pour l'industrie.
89 Pierres précieuses.
90 Zinc en feuilles unies ne dépassant pas le n^{0} 4, découpé pour récipients.
91 Fil pour allumettes-bougies
92 Caoutchouc à l'état naturel.
93 Corozos de Guayaquil (ivoire végétal).
94 Fibre ou pâte de bois pour la fabrication du papier.
95 Houblon.
96 Poils de lapin.
97 Écorce de Quillaya.

X. — Les droits spécifiques ci-après.

	Comestibles.		P. C.
98	Huiles: végétales de toute espèce	kilogr.	0 10
	— de coco ou de palme	id.	0 04
99	Olives: conservées dans de l'huile, farcies ou non, y compris le poids du contenant	kilogr.	0 08
	— en saumure	id.	0 05
	— pressées ou non	id.	0 08
100	Aji (espèce de piment) brut	id.	0 05
101	Ail de toute sorte	id.	0 01
102	Câpres: en contenants de verre	id.	0 08
	— en barils de bois	id.	0 06
103	Amandes: sans coques	id.	0 10
	— avec coques	id.	0 05
104	Amidon de toute sorte	id.	0 08
105	Alpiste	id.	0 01
106	Anis en grains	id.	0 06
107	Vesces en grains	id.	0 01
108	Harengs: fumés, en baquets	id.	0 05
	— en caisses	id.	0 08
109	Riz	id.	0 02
	— non mondé	id.	0 00$^1/_2$
110	Noisettes: avec coques	id.	0 03
	— mondées	id.	0 05
111	Avoine en grains	id.	0 01$^1/_2$
112	Sucre: raffiné	id.	0 09
	— non raffiné	id.	0 07
113	Morue et autres poissons analogues	id.	0 04
	Les mêmes, en morceaux	id.	0 06
114	Biscuits fins et autres gâteaux secs de toute sorte	id.	0 15
115	Café: en fèves	id.	0 05
	— moulu	id.	0 08
116	Chicorée: en paquets	id.	0 03
	— non en paquets	id.	0 02$^1/_2$
117	Écrevisses (camarones) séchées	id.	0 12$^1/_2$
118	Cannelle en tuyaux	id.	0 05
119	Viande salée en barils	id.	0 02$^1/_2$
120	Câtaignes: mondées	id.	0 02$^1/_2$
	— non mondées	id.	0 00$^1/_2$
121	Caviar	id.	0 40
122	Orge: mondé	id.	0 02$^1/_2$
	— non mondé	id.	0 00$^3/_4$
123	Oignons de toute sorte	id.	0 01
124	Seigle en grains	id.	0 01

			P.	C.
125	Chocolat en pâte ou en poudre	kilogr.	0	30
126	Clous et antofles de girofle	id.	0	06
127	Pruneaux	id.	0	08
128	Cocos du Chili	id.	0	03
129	Cumin	id.	0	05
130	Fruits confits, bonbons et pastilles en vrac . . .	id.	0	25
131	Légumes conservés en flacons, boîtes de fer-blanc ou bouteilles	id.	0	15
132	Conserves: de poissons, coquillages et champignons, préparés d'une façon quelconque, à l'exception des sardines	kilogr.	0	20
	— de viande, autres que la viande salée	id.	0	20
133	Dattes: en contenants pesant jusqu'à 2 kilogrammes	id.	0	10
	— en contenants plus grands	id.	0	06
134	Pêches séchées (descorazados de duraznos) . . .	id.	0	05
135	Confitures et nougats	id.	0	25
136	Saucisses et saucissons, y compris la mortadelle . .	id.	0	30
137	Pickles (encurtidos): en flacons	id.	0	10
	— en contenants autres, de toute sorte	id.	0	07
138	Épices de toute sorte, moulues	id.	0	12
139	Fécule (fariña)	id.	0	00
140	Vermicelles et macaroni	id.	0	07
141	Fruits: conservés dans le jus ou dans le sirop . .	id.	0	27
	— à l'état naturel ou conservés dans de l'eau-de-vie	id.	0	15
142	Biscuits ordinaires	id.	0	02
143	Pois de toute sorte	id.	0	04
144	Fèves sèches	id.	0	01
145	Farine comestible: de toute sorte, en paquets ou boîtes de fer-blanc. à l'exception des farines de froment ou de maïs	kilogr.	0	05
	— la même, en caisses, sacs ou tout autre contenant	id.	0	04
146	Figues sèches: en contenants pesant jusqu'à 2 kilogrammes	id.	0	05
	— en contenants plus grands	id.	0	03
147	Œufs de toute sorte	id.	0	02
148	Jambon	id.	0	25
149	Lait condensé	id.	0	07
150	Langues de morue	id.	0	10
151	Arachides	id.	0	01
152	Beurre	id.	0	10
153	Saindoux	id.	0	08
154	Pommes, poires ou guignes séchées, y compris le poids du contenant	id.	0	05
155	Confiseries au sucre brun (mazacote)	id.	0	02
156	Miel de toute sorte	id.	0	03
157	Millet	id.	0	03
158	Lentilles	id.	0	01

159	Moutarde anglaise et française	id.	0 10
160	Noix	id.	0 03
161	Huîtres	id.	0 04
162	Pommes de terre.	id.	0 01
163	Raisins: secs, en contenants pesant jusqu'à 2 kilogrammes	kilogr.	0 15
	— secs, en contenants plus grands	id.	0 10
	— de Corinthe en contenants de plus de 2 kilogrammes	id.	0 05
164	Beurre d'anchois.	id.	0 30
165	Conserves de tomates	id.	0 05
166	Stockfisch en fardes.	id.	0 02
167	Poissons en saumure ou pressés.	id.	0 04
168	Piment rouge.	id.	0 03
169	Pignons.	id.	0 06
170	Poivre en grains.	id.	0 04
171	Pistaches	id.	0 10
172	Porotos (sorte de haricots)	id.	0 01¼
173	Fromage: de l'État oriental	id.	0 10
	— d'autre provenance	id.	0 20
174	Sel: commun	hectolitre	0 20
	— fin, en barils ou sacs	kilogr.	0 01
	— en flacons	id.	0 02
175	Sauce anglaise	id.	0 15
176	Sardines à l'huile ou en sauce	id.	0 07
177	Semoule	id.	0 02
178	Potages préparés.	id.	0 10
179	Thé de toute sorte, poids net	id.	0 20
180	Lard.	id.	0 20
181	Truffes à l'état naturel	id.	0 75
182	Herbe du Paraguay: manufacturée, en tierçons ou caisses	id.	0 05
	— en sacs ou herbe du Brésil, quel que soit le contenant	id.	0 04
	— n'ayant subi aucune préparation	id.	0 01½

Boissons.

183	Eau-de-vie ne titrant pas plus de 79° C.: en cercles ou dames-jeannes	litre	0 13
	— en bouteilles de plus d'un demi-litre jusqu'à un litre	bouteille	0 25
184	Absinthe, eaux-de-vie anisée, arack, cognac, kirsch, rhum et autres liqueurs analogues, ne titrant pas plus de 68° C., en cercles ou dames-jeannes	litre	0 25
185	Absinthe ne titrant pas plus de 69° C., en bouteilles de plus d'un demi-litre jusqu'à un litre. . . .	bouteille	0 30
186	Bitter: Angostura ne titrant pas plus de 68° C., en bouteilles comme ci-dessus	id.	0 50
	— le même, en demi-bouteilles	demi-bouteille	0 25
	— d'autres marques, en bouteilles	bouteille	0 25

	Bitter ne titrant pas plus de 68° C., en cercles ou dames-jeannes	litre	0 25
187	Bière: en cercles	id.	0 09
	— en bouteilles	bouteille	0 12
188	Cidre: en cercles	litre	0 10
	— en bouteilles	bouteille	0 15
189	Genièvre: aromatisé Old Tom ou Schnaps, ne titrant pas plus de 68° C., en bouteilles d'un litre	bouteille	0 30
190	Liqueurs ne titrant pas plus de 68° C., en bouteilles d'un litre	bouteille	0 30
	— en fûts ou dames-jeannes	litre	0 25
191	Soda water en bouteilles d'un litre	12 bouteilles	0 40
192	Bière de gingembre (ginger ale)	id.	0 50
193	Vins: de toute sorte, en bouteilles	bouteille	0 25
	— fins, en cercles ou dames-jeannes	litre	0 25
	— ordinaires, en cercles ou dames-jeannes, ne titrant pas plus de 17° C., et ne contenant pas plus de 50% d'extrait sec obtenu par évaporation à 100° C., y compris le sucre y contenu	litre	0 08
	Si l'extrait sec dépasse 50%, le vin sera assujetti à une surtaxe de 1 centavo par 5 grammes ou fraction de 5 grammes d'excédent et par litre.		
	Note. — Si les vins et autres boissons titrent plus que les limites établies ci-dessus, ils acquitteront 1 centavo par degré ou fraction de degré d'excédent et par litre.		
	Vins doux, ordinaires, genre Grenache et similaires	litre	0 12
194	Vinaigre: en cercles ou dames-jeannes	id.	0 01½
	— en bouteilles	bouteille	0 02
195	Vermouth: en cercles ou dames-jeannes	litre	0 15
	— en bouteilles	bouteille	0 16
196	Vin ou moût concentré	litre	1 »
197	Whiskey: ne titrant pas plus de 68° C., en cercles ou dames-jeannes	litre	0 30
	— en bouteilles	bouteille	0 30

Articles divers.

198	Cols en coton ou en fil ou de ces matières mélangées, pour hommes et enfants	douzaine	1 50
199	Manchettes en coton ou en fil ou de ces matières mélangées	12 paires	2 25
200	Feutres: adhésifs (chemises) pour chapeaux d'hommes	pièce	0 35
	— non adhésifs (cloches) pour chapeaux d'hommes et de femmes	pièce	0 65
	— en pièces pour la fabrication des chapeaux	kilogr.	3 »
201	Chapeaux: en feutre de laine, de toute sorte, pour hommes et enfants	pièce	0 40

	Chapeaux comme ci-dessus, en poils de loutre, castor, vigogne ou lapin	pièce	1	»
	— hauts de forme, vernis, pour cochers	id.	0	70
	— id. de toute sorte	id.	2	»
202	Allumettes: en bois	kilogr.	0	40
	— bougies, en vrac	id.	1	60
	— id. en boîtes ne contenant pas plus de 6 douzaines	id.	0	80
203	Stéarine	id.	0	08
204	Kérosène	litre	0	$01^{1}/_{2}$
205	Cartes à jouer de toute sorte	grosse	15	»
206	Papier: de couleur, de toute sorte, papier brouillard, papier gris, papier de paille et papier à sachets ou d'emballage	kilogr.	0	12
	— blanc pour journaux, en rouleaux ou en rames, ainsi que le papier pour livres ou pour écrire, de toute sorte ou de toute qualité	kilogr.	0	03
207	Pointes de Paris	id.	0	03
208	Bougies de stéarine, parafine et de ces matières melangées	id.	0	10

Tabacs.

209	Cigares: en tabac de la Havane, en boîtes	id.	2	»
	— les mêmes, en vrac ou en paquets	id.	3	»
	— de tabac ordinaire (autre que de la Havane), en boîtes	id.	0	75
	— les mêmes, en vrac ou en paquets	id.	1	»
210	Cigarettes de toute sorte	id.	1	»
211	Côtes de tabac (palo de tabaco)	id.	0	25
212	Tabac à priser	id.	0	60
213	Tabac en feuilles ou haché: de la Havane	id.	1	»
	— d'autre provenance, à l'exception du tabac du Paraguay	id.	0	40
	— du Paraguay	id.	0	30

Exportation.

Le droit de 2% ad valorem.

214 Viande salée ou fumée (tasajo).

Le droit de 4% ad valorem.

215 Huile animale.
216 Cornes et râclures de corne, de toute sorte.
217 Cendres d'os.
218 Soies de porc.
219 Cuirs et peaux.
220 Onglons des espèces ovine et bovine.
221 Graisse ou huile de poulain.
222 Os de toute sorte.
223 Laine de brebis, en suint ou lavée.
224 Sabots.
225 Plumes d'autruche.

226 Suif ou graisse fondue ou pressée.
227 Le fer et l'acier vieux acquitteront un droit de 10 pesos les 1,000 kilogrammes.

Articles admis en franchise de droits.

Seront exempts de droits à l'importation les produits et marchandises ci-après dénommés:
228 Liège brut.
229 Animaux de toute sorte.
230 Navires montés ou en pièces détachées.
231 Canne à sucre.
232 Charbon de terre et charbon végétal, employés comme combustible.
233 Futailles en bois ou en fer, montées ou non, employées comme récipients.
234 Coke.
235 Douves pour futailles.
236 Récipients, fardes ou sacs spéciaux (caisses montées ou non et fer-blanc découpé pour récipients), importés directement par les fabriques de viande conservée pour le conditionnement de leurs produits.
237 Fruits frais et légumes, à l'exception du raisin.
238 Farine de froment ou de maïs.
239 Bois à brûler de toute sorte.
240 Locomotives.
241 Maïs en épis ou en grains.
242 Faucheuses, lieuses, ou moissonneuses, avec ou sans plateforme.
243 Batteuses à vapeur, avec ou sans leurs moteurs, avec ou sans leur couverture ou bâche.
244 Meubles et outils des immigrants, faisant partie de leurs bagages.
245 Espèces métalliques.
246 Naphte ou pétrolé brut.
247 Objets exclusivement destinés à l'exercice du culte catholique, importés à la demande des ministres du culte.
248 Or en pépites, lingots ou poudre.
249 Filtres à eau du système Pasteur et analogues.
250 Poisson frais.
251 Argent en barres ou en lingots.
252 Plantes vivantes importées conformément aux prescriptions de la loi 2384.
253 Froment.
254 Articles pour écoles importés à la requête des gouvernements provinciaux ou du conseil national de l'instruction publique.

Art. 2. — Les droits ad valorem d'importation et d'exportation seront acquittés en prenant pour base les valeurs légales établies dans le tarif d'évaluation que le Pouvoir Exécutif annexera à la présente loi.

Art. 3. — Le Pouvoir Exécutif devra figurer dans le tarif d'évaluation les articles qui s'importent et qui s'exportent et qui ne s'y trouveraient pas désignés.

Art. 4. — Une réduction de 5% pour le coulage sera accordée aux vins, huiles, eaux-de-vie, bières et liqueurs en cercles, provenant des ports situés au-delà de l'Équateur; cette réduction sera de 2% si ces articles proviennent de ports situés en deçà de l'Equateur.

Il est également accordé une réfaction de 2% pour bris lorsque ces mêmes liquides, quelle que soit leur provenance, sont importés en bouteilles.

Art. 5. — Les marchandises payant au poids et comportant deux contenants ou plus seront taxées au poids spécifique, en ne tenant compte que du contenant immédiat de la marchandise, à l'exception du thé et des articles importés dans des futailles en bois qui seront taxés au poids net.

Art. 6. — Les marchandises de provenance étrangère qui ne seraient pas dénommées dans le tarif suivront le régime des marchandises des mêmes espèces d'après leur valeur à l'entrepôt déclarée par l'importateur, et si elles ne pouvaient être rangées dans aucune des catégories établies dans le tarif, elles seront assujetties au droit général de 25% de leur valeur à l'entrepôt déclarée comme ci-dessus.

Art 7. — Dans les cas visés par l'article ci-dessus, aussi bien que dans tous les autres cas prévus dans le tarif, lorsque le droit ad valorem est applicable à des marchandises non tarifées, la valeur déclarée comprendra le prix d'achat dans le port de provenance, justifié, si la douane l'exige, par les factures originales et augmenté du montant des frais de transport, d'assurance et autres, qui grèvent généralement la marchandise jusqu'au moment où elle est déposée dans les magasins de la douane du point de débarquement.

Art. 8. — Si la douane estime que la valeur déclarée est insuffisante, elle la fixera elle-même, et l'intéressé pourra, à son choix, ou payer les droits d'après la base fixée ou faire abandon à la douane de ses marchandises. S'il préfère abandonner la marchandise, il devra signifier sa décision dans le délai de cinq jours à partir de la vérification, et s'il ne l'a pas fait dans ce délai, la valeur fixée par la douane sera considérée comme acceptée par lui.

En cas d'abandon des marchandises, la douane remboursera au comptant la valeur déclarée par l'importateur, augmentée de 10%.

Art. 9. — Les petits colis, quelle que soit leur valeur, seront assujettis aux droits qui leur sont applicables, et la franchise dont ils bénéficiaient en vertu de l'article 209 des ordonnances de la douane est abrogée.

Art. 10. — Les droits applicables aux colis postaux seront perçus par l'administration des postes, avec le concours des vérificateurs de la douane respective, suivant la forme que prescrira le Pouvoir Exécutif.

Art. 11. — Les droits d'importation seront acquittés au comptant avant la remise des marchandises.

Art. 12. — Les droits d'importation fixés par la présente loi seront considérés comme tarif minimum applicable aux produits et marchandises de tout pays qui accordera son tarif minimum aux exportations de la République Argentine.

Si quelque État frappe les fruits ou produits originaires de la République Argentine d'un taux plus élevé que celui applicable à des articles

similaires provenant de tout autre pays, le Pouvoir Exécutif est autorisé à appliquer, aux produits et aux marchandises provenant de ces pays, un tarif maximum équivalant à une surtaxe de 50% sur les droits établis dans le présent tarif. Quant aux articles pour lesquels la loi a stipulé la franchise de droit, la taxe s'élèvera à 15% ad valorem.

L'application du tarif maximum se fera sur l'ordre du Pouvoir Exécutif, et on exigera que les manifestes désignent le pays d'origine des marchandises et les importateurs devront produire les factures originales, les connaissements et, s'il y a lieu, toutes autres pièces justificatives, et toute manœuvre frauduleuse ou fausse déclaration à ce sujet sera jugée et punie conformément aux prescriptions des ordonnances douanières sur les fausses déclarations.

Art. 13. — Les produits du pays non spécialement taxés dans la présente loi pourront être exportés en franchise de droits.

Art. 14. — Les droits d'exportation seront versés avant l'embarquement des marchandises. A cet effet, l'exportateur déposera à l'ordre de la douane le montant des droits correspondant à sa demande; la liquidation définitive devra être effectuée dans les dix jours à partir du départ du navire exportateur, et la restitution des sommes qui auraient été versées en trop sera faite directement à l'intéressé par les soins de la même douane.

Art. 15. — Les marchandises de fabrication nationale qui, après avoir été exportées, reviendraient pour une raison quelconque dans le pays, devront payer les droits d'importation, sauf le cas où lesdites marchandises seraient facilement reconnaissables ou différeraient d'une façon évidente des marchandises similaires étrangères, et à condition qu'elles soient réimportées dans le délai d'un an à partir de la date de leur sortie.

Art. 16. — Est prohibé comme par le passé le transit par voie de terre des marchandises sujettes à des droits d'importation et qui ne les auraient pas acquittés dans une douane quelconque de la République.

Sont exceptées:

1° Les marchandises en transit à destination des ports du Brésil ou du Paraguay, passant par les ports de Concordia et de Monte Caseros.

2° Celles qui, des douanes de Buenos-Ayres et de Rosario, sont transportées en transit aux douanes de Mendoza, San Juan, Salta et Jujuy, et de ces derniers points en Bolivie et au Chili.

3° Celles qui, de la douane de La Plata, sont dirigées vers la douane de la capitale et vice-versa.

Art. 17. — Le rembarquement et le transbordement des marchandises à destination des ports nationaux seront, comme par le passé, assujettis à la formalité des passavants dont l'usage fera l'objet d'un règlement à établir par le Pouvoir Exécutif.

Art. 18. — Le Pouvoir Exécutif pourra établir la formalité des passavants, si des conventions douanières sont conclues avec les pays limitrophes. En attendant, les capitaines de navires provenant desdits pays seront obligés de présenter, dans le premier port argentin d'arrivée, le manifeste de leur chargement destiné à ce port avec l'indication de la marque, du numéro, de la nature et du genre de la marchandise, de l'espèce,

de la qualité et de la quantité des marchandises contenues dans chaque colis, conformément aux ordonnances douanières relatives à l'expédition des marchandises au point de destination.

La douane pourra, quand elle le jugera nécessaire, vérifier les marchandises à bord ou à leur entrée dans les entrepôts, afin de constater si elles sont conformes au manifeste, et, en cas d'inexactitude dans l'espèce, la qualité, la quantité, les marchandises seront assujetties aux dispositions des articles 128 et 930 des ordonnances douanières.

Art. 19. — Les navires sous pavillon national, affectés au transport des produits du pays non assujettis aux droits d'exportation et qui ne trafiquent qu'entre ports argentins, sans toucher dans des ports étrangers, seront expédiés dans les bureaux de douane ou leurs postes, avec un simple passavant sur papier timbré d'un peso. Ce document leur servira, au point de destination, de bulletin d'entrée et de permis de débarquement.

Art. 20. — Pour l'application des articles 1056 et 1057 des ordonnances douanières, les administrateurs des rentes devront soumettre à l'approbation du Ministère des finances toute décision accordant des remises dont le montant dépasserait 500 pesos de monnaie nationale.

Art. 21. — Dans le cas où les employés de la douane estimeraient que les remises accordées par les administrateurs des rentes lèsent leurs droits quant à l'application des articles 1054, 1056 et 1057 des ordonnances, ils pourront, dans le délai de trois jours à partir de la date où la décision dont il s'agit leur aura été communiquée, en appeler au Ministre des finances au moyen d'une simple requête. Ces réclamations seront instruites sommairement au moyen d'un rapport émanant de la Direction générale des rentes accompagné de l'avis du Procureur du Trésor.

Art. 22. — Il pourra être interjeté appel des condamnations émanant des administrateurs des rentes dans les délais fixés aux articles 1063 et 1067 des ordonnances douanières en matière d'appel par devant la justice fédérale, mais le fait d'avoir opté pour le recours auprss de l'administration entraînera pour les intéressés le renoncement à l'appel devant la justice, et réciproquement.

Art 23. — Pendant l'enquête ou l'instruction relatives aux infractions douanières, les douanes pourront sommer les intéressés de retirer celles de leurs marchandises qui, par leur nature ou leurs propriétés, auraient commencé à souffrir ou qui offriraient un danger immédiat de détérioration ou de moins value. Dans ce cas, la valeur de ces marchandises, après le payement préalable des droits de douane qui leur sont applicables, devra être déposée à l'ordre de la douane et, si l'intéressé se refusait à les retirer ou s'il se passait dix jours sans qu'il obéisse à cette injonction, elles seront vendues aux enchères publiques, et la somme deposée par l'intéressé ou, s'il y a lieu, le produit de la vente, seront versés par la douane en temps et lieu entre les mains du juge chargé du procès.

Art. 24. — Les droits d'importation et d'exportation, ainsi que les évaluations désignées dans le tarif et la valeur déclarée par les intéressés, sont établis en espèces métalliques.

Les droits pourront être acquittés en monnaie ayant cours légal au taux qui, à cet effet, sera fixé chaque jour par le Ministre des finances.

Art. 25. — Les négociants importateurs qui n'ont pas une maison de commerce dans le pays et les agents expéditionnaires devront, au moment de leur inscription et pour faciliter leurs opérations en douanes fournir une caution en argent ou la garantie d'une personne reconnue solvable par l'administrateur.

Art. 26. — Est prohibée l'importation des poignards triangulaires ou stylets ou de leurs lames, ainsi que celle des images ou objets obscènes. Quant aux armes et munitions de guerre ellens ne pourront être importées que moyennant autori sation du Ministre compétent.

Art. 27. — Les marchandises importées munies d'étiquettes leur attribuant des qualités susceptibles d'en augmenter le prix, suivront le régime du produit désigné sur l'étiquette.

Art. 28. — Le Pouvoir Exécutif ne pourra accorder d'autres franchises que celles établies dans la présente loi ou en vertu de lois spéciales.

Art. 29. — Les auteurs du délit de contrebande défini à l'article 1036 des ordonnances de douane encourront, en plus des peines établies par lesdites ordonnances, un emprisonnement d'un mois à un an.

Art. 30. — Si l'auteur du délit dont il s'agit est employé de la douane, il sera mis en non activité pendant une période de trois à cinq ans, sans préjudice des peines établies par les ordonnances en vigueur.

Art. 31. — Si, conformément aux dispositions des articles ci-dessus, la peine de l'emprisonnement est comminée, l'application de cette peine appartiendra au juge de la section compétente. Le dossier instruit par l'administration de la douane, mais ne comportant aucune sentence, sera remis à ce magistrat, et on observera les dispositions des articles 1060 et 1061 des ordonnances douanières.

Art. 32. — Quant à l'application de la peine d'emprisonnement, la responsabilité du déliquant sera absolument personnelle et ne pourra s'étendre à des individus autres que ceux auxquels le délit est directement imputable.

Les peines pécunières, ne pourront être substituées aux peines personnelles.

Art. 33. — Les employés des douanes qui dénonceront la contrebande seront, s'ils le desirent et indépendamment de l'action criminelle, considérés comme parties dans les jugements à intervenir.

Art. 34. — Est abrogrée toute disposition contraire à la présente loi.

Art. 35. — Le Pouvoir Exécutif est chargé de l'exécution de la présente loi.

Fait au Palais du Congrès, Buenos-Ayres, le 31 décembre 1894.

José E. Uriburu. *Fransisco Alcobendas.*
Adolfo J. Labougle. *Alejandro Sorondo.*
Secrétaire du Sénat. Secrétaire de la Chambre.

26.

AUTRICHE-HONGRIE.

Loi de douane; du 25 mai 1882.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1895.

I.

Art. I. — Les dispositions de la présente loi s'appliquent à tout le territoire douanier et commercial de la monarchie austro-hongroise; elles ne sont pas applicables aux parties de l'Empire exceptées du territoire douanier.

Art. II. — A l'importation, toute marchandise est passible d'un droit de douane, à moins qu'elle n'ait été expressément déclarée exempte; elle devra payer le droit fixé par le tarif d'importation, suivant la taxe du numéro auquel elle appartient.

Lorsque le tarif ne contiendra pas de dispositions formellement contraires, les marchandises soumises à un impôt de consommation devront, en outre, acquitter cet impôt et les autres taxes intérieures établies au profit de l'État, des provinces ou des communes.

Le transit des marchandises n'est soumis à aucun droit.

A l'exportation, il ne sera perçu de droit de sortie que sur les marchandises indiquées au tarif d'exportation.

Art. III. — A leur entrée en Autriche, les marchandises, provenant d'États qui traitent les navires autrichiens et hongrois et les marchandises d'origine autrichienne et hongroise moins favorablement que les navires et les marchandises des autres États, sont assujettis, indépendamment du droit fixé au tarif, à une surtaxe de 30 % du montant dudit droit, et, dans le cas où le tarif les déclarerait exemptes, elles acquitteront un droit spécial de 15 % de la valeur, qui sera établi par voie d'ordonnance.

Le Gouvernement pourra, par voie d'ordonnance, autoriser des exceptions à cette mesure, en décidant qu'elle ne s'appliquera qu'à certaines catégories de marchandises ou que d'autres catégories seront soumises à un taux plus élevé ou plus faible de ces surtaxes et de ces droits.

Art. IV. — Un Répertoire alphabétique, à publier par voie d'ordonnance, déterminera la classification détaillée des differentes marchandises, d'après les numéros respectifs du tarif et conformément au texte et au sens. Ce Répertoire pourra, s'il y a lieu, être complété ou modifié.

Par la même voie d'ordonnance, des produits chimiques, nouvellement entrés dans le commerce, ou qui par la taxe du n° 331 du tarif, seraient frappés d'un droit de plus de 15 % de leur valeur, pourront, en considération de leur composition, de leur emploi ou de leur valeur, être classés sous un autre numéro du tarif.

Art. V. — Les marchandises composées de matières différentes et qui ne sont pas classées comme quincaillerie (numéros du tarif 307 à 316) ou qui ne sont pas soumises à un droit spécial, ainsi que les mé-

langes ou combinaisons dont les parties constitutives ou additionnelles relèvent de différents numéros du tarif, devront payer les droits de la partie dominante, et, s'il y a doute, le droit de la matière la plus fortement imposée.

Dans le cas où des mélanges artificiels de plusieurs espèces de marchandises tarifées diversement ne seraient pas soumis dans le tarif à un droit spécial, ils devront acquitter le droit de douane applicable à la partie de ce mélange qui paye le droit le plus élevé du tarif, pourvu que cette partie se trouve en quantité appréciable.

Les dispositions de détail seront déterminées par une ordonnance ultérieure.

Art. VI. — L'importation et le transit des marchandises qui constituent un monopole de l'État (sel de cuisine, poudre à tirer, tabac brut et fabriqué) ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation des autorités compétentes.

Le Gouvernement est autorisé à limiter, par voie d'ordonnance, le trafic de certaines marchandises, en se basant sur des considérations d'intérêt public et particulièrement sur des motifs de salubrité et de sécurité. Jusqu'à nouvel ordre, les prescriptions actuelles sur la matière restent en vigueur.

Art. VII. — En cas de mauvaise récolte dans le pays, le Gouvernemant est autorisé, après entente avec le Gouvernement du royaume de Hongrie, à suspendre temporairement, sur toutes les frontières ou sur une partie des frontières seulement, l'application des droits d'entrée sur tous les grains et légumineuses (fruits à gousses) ou seulement sur certaines espèces. Ces importations resteront cependant soumises au contrôle administratif et aux règlements établis pour prévenir la fraude.

Art. VIII. — Sont exempts de tous droits à l'importation:

1° Les objets destinés à l'usage personnel de Sa Majesté;

2° Les objets destinés à l'usage personnel des agents diplomatiques accrédités auprès de la Cour impériale et royale, conformément aux prescriptions spéciales;

3° Le tabac en feuilles pour les fabriques de l'État; de plus, le sel de cuisine, la poudre à tirer et le tabac fabriqué, destinés aux magasins de l'État ou achetés, dans les débits des territoires exclus du régime douanier, par les habitants des contrées voisines de ces territoires;

4° Les produits des mines de l'État, provenant de la manufacture impérale et royale de Trieste;

5° Les effets militaires, tels que: uniformes, objets d'équipement, armes, munitions, ustensiles pour la troupe (y compris la literie, le matériel médical et hospitalier), chevaux faisant un service entre les corps de troupe ou les établissements maritimes en deçà et au delà de la ligne de douane, engins fulminants et matières explosibles destinés aux expériences militaires de l'Administration de la guerre;

6° Le materiel de bureau expédié par les fonctionnaires de l'Etat des régions ne faisant pas partie du territoire douanier;

7° Les effets mobiliers des individus qui, de l'étranger ou des terri-

toires exempts, viennent s'établir dans le pays, ainsi que les machines ou parties de machines, les ustensiles de fabrique et outils leur appartenant, pourvu que ces objets soient destinés à leur usage personnel, qu'ils soient en rapport avec leur position, et qu'ils portent la trace d'un usage fréquent; les trousseaux des personnes qui viennent s'établir dans le territoire douanier par suite de mariage, s'ils sont en rapport avec leur situation.

Ne sont pas admis à bénéficier de cette exemption de droits:

Tous les objets passibles de l'impôt indirect, les articles de consommation, le bétail, les matières non ouvrées, les articles demi-fabriqués, ainsi que les matières premières;

8° Les effets recueillis dans une succession, tels que: mobilier, ustensiles de ménage, de table et de cuisine, vêtements, literie, linge de corps et de table, ustensiles de fabrique, outils ayant déja servi, et objets analogues, pourvu qu'ils servent à l'usage personnel de l'héritier et qu'ils soient en rapport avec sa position.

Sont toutefois également exceptés de la franchise de droits les objets énumérés sous le n° 7, 3° alinéa;

9° Les objets d'art, de science ou d'industrie destinés aux collections publiques, aux établissements scientifiques et artistiques; les œuvres des artistes autrichiens et hongrois residant à l'étranger;

10° Les préparations anatomiques, les squelettes, les cadavres;

11° Les objets d'antiquité (antiques et antiquités), quand leur état ne permet pas de douter que leur valeur principale consiste dans leur ancienneté et qu'ils ne sont propres qu'à former des collections;

12° Les articles appartenant à une procédure judiciaire;

13° Les décorations conférées par des souverains et les médailles décernées à la suite d'expositions.

Il appartiendra au Gouvernement de régler par voie d'ordonnance les formalités relatives au n° 1, et, pour les autres, d'indiquer les justifications et les conditions nécessaires. Les dispositions en vigueur sur la matière sont maintenues provisoirement.

Art. IX. — Sont en outre exempts de droits:

1° Les effets des voyageurs, tels que: linge, vêtements, literie, nécessaires de voyage, objets d'usage en or et en argent et autres objets précieux, outils des ouvriers, outils et instruments des artistes, vêtements des voituriers et des marins, livres, vivres et médicaments pour servir en cours de voyage, tabac en quantité déterminée par des règlements spéciaux (actuellement pas plus de 35 grammes ou 10 cigares), pourvu que ces objets soient destinés à l'usage personnel du voyageur, et que, par leur nature et leur quantité, ils répondent à ses besoins, à sa condition et à sa fortune.

L'importation en franchise des ustensiles de ménage et des meubles ayant déjà servi pourra être accordée aux voyageurs, ainsi qu'aux fonctionnaires, qui ont l'intention de prolonger leur résidence en Autriche-Hongrie et justifient de cette intention.

La même faveur peut être concédée aux nationaux qui, après avoir résidé longtemps en dehors du territoire douanier, voudraient y rentrer;

2° Les moyens de transport, tels que : voitures de voyageurs, voitures servant au transport des personnes ou des marchandises, traîneaux, brouettes, mannes, hottes et autres appareils pour le transport ; les bêtes de somme et de trait elles-mêmes qui y sont employées et les embarcations (lorsque ces dernières appartiennent à des étrangers, l'admission en franchise s'étend aux objets composant le mobilier du navire ; lorsqu'elles appartiennent à des nationaux, l'admission en franchise ne s'appliquent qu'au mobilier qu'elles avaient à bord lors de leur départ ou aux objets semblables). Cette franchise est soumise aux conditions suivantes : les voitures transportant les voyageurs doivent porter des traces visibles d'usage. En outre, il doit résulter des personnes et des marchandises transportées, du lieu de destination, de la direction prise, de la nature du transport, la preuve qu'il s'agit réellement d'un transport de personnes ou de marchandises et non d'un voyage entrepris dans le but d'introduire en franchise de droits ces moyens de transport ;

3° Les provisions de bord des navires entrant et sortant, sous les conditions déterminées par voie d'ordonnance ;

4° Les cartes d'échantillons, les échantillons en coupures et les spécimens ne pouvant servir à d'autre usage, à l'exclusion de tous les échantillons de tabac et d'articles de consommation ;

5° Les emballages et les contenants de la marchandise soumise aux droits, sauf les cas ci-après :

a. Lorsque, d'après les dispositions sur la tare des marchandises, ces emballages et contenants doivent être compris dans le poids de la marchandise ;

b. Lorsqu'il ne s'agit pas d'emballages dont on se sert habituellement dans le commerce et qu'ils sont taxés plus fortement que la marchandise elle-même ;

6° Toute quantité de marchandises pesant moins de 25 grammes ou sur laquelle le total des droits de douane à percevoir est inférieur à 2 kreutzers (5 centimes).

Dans le cas où il serait fait abus de cette franchise, elle pourra être suspendue temporairement à l'égard de certaines personnes ou sur certaines sections de la frontière ;

7° Les marchandises qui ont été complètement détériorées dans les entrepôts publics. Dans le cas où la détérioration de la marchandise la rendrait seulement impropre à sa destination originaire, par exemple du vin qui ne pourrait plus servir que comme vinaigre, les autorités financières compétentes pourront accorder la diminution de droits correspondante,

La franchise et principalement la diminution de droits pourra être accordée pour des marchandises ayant déjà acquitté des droits à l'Administration des postes et qui auraient été détériorées avant leur livraison aux destinataires. De nouvelles instructions à ce sujet seront données par voie d'ordonnance.

Art. X. — Sont en outre exempts de droits d'entrée :

1° Les objets nécessaires à la construction et à l'armement des navires, conformément à la loi du 30 mars 1873, pour l'Autriche, et à l'article XXV de la loi de 1872 pour la Hongrie ;

2⁰ Les marchandises et objets importés dans le territoire de douane pour y être perfectionnés, réparés ou façonnés, à condition que la réexportation de ces marchandises et de ces objets aura lieu dans un délai déterminé, fixé d'avance par l'autorité financière, et que l'identité en sera bien établie;

3⁰ Les marchandises et objets qui sont exportés à destination des régions situées en dehors de la zone douanière en vue d'être perfectionnés, réparés ou façonnés, et qui, après cette opération, sont réimportés, sous les conditions indiquées au n⁰ 2;

4⁰ Les marchandises exportées du territoire de douane à destination des foires et marchés de l'étranger ou pour une vente éventuelle et revenant invendues.

Les marchandises qui ont été expédiées pour la vente à l'étranger sans passavant, et qui, par suite de circonstances imprévues, reviennent invendues sans avoir été mises en libre circulation sur l'autre territoire, peuvent être exemptées des droits à leur retour, avec l'autorisation des autorités financières compétentes. S'il résulte expressément des étiquettes, marques de fabrique, etc., adhérentes aux marchandises, ou, à leur défaut, de la forme extérieure de ces dernières, que c'est un produit du territoire douanier austro-hongrois venant de l'étranger, ou si l'identité de la marchandise exportée et réimportée paraît prouvée par des moyens accessoires, la réintroduction en franchise peut être permise, alors même que cette marchandise aurait été mise à l'tranger en libre circulation.

La franchise temporaire de droits peut être accordée aussi, sous condition de réexportation, aux marchandises importées dans le but de figurer aux expositions, ou en vue de leur emploi à des essais dans des établissements publics, ou de leur utilisation passagère dans un intérêt public évident.

Les mesures de contrôle relatives à ces facilités de trafic seront prescrites par voie d'ordonnace.

Art. XI. — Sont exempts des droits d'entrée dans les districts frontières:

1⁰ Dans l'intérèt de l'exploitation des fonds ruraux qui sont coupés par la frontière douane, le bétail appartenant auxdits fonds et les outils agricoles, ainsi que les semences pour la culture des champs et les produits de l'agriculture et du bétail qui en proviennent;

2⁰ Le bétail entrant par la frontière pour paître ou pour travailler et qui est ensuite ramené, y compris les produits acquis pendant le temps du pâturage, tels que beurre, fromage et le jeune bétail né dans l'intervalle.

Art. XII. — Lorsqu'il existera des circonstances dignes d'intérêt et appuyées de preuves indiscutables, la franchise ou une diminution de droits de douane pourra être accordée par les autorités financières sur les objets suivants, savoir:

1⁰ Les objets destinés à l'exercice du culte (à l'exception des orgues), pour les églises pauvres et les temples des diverses religions, et les matériaux pour la construction ou la réparation de ces églises ou de ces temples;

2⁰ Les vivres, vêtements et matériaux de construction envoyés aux

nationaux ruinés par incendie ou tout autre accident, à titre de don et comme moyen de subsistance, ou pour servir à la construction ou à la réparation de leurs habitations;

3° Les objets vieux portant incontestablement la marque d'un usage, reçus de l'étranger par des indigents à titre d'aumône.

Art. XIII. — A l'occasion d'arrangements internationaux ayant pour but d'assurer les communications par chemin de fer au moyen de l'établissement à l'intérieur de la ligne de douane d'une gare-frontière commune, le Gouvernement est autorisé à accorder l'entrée en franchise aux objets suivants:

a. Les matériaux nécessaires à la construction et à l'organisation de l'exploitation de la gare-frontière, ainsi qu'à l'établissement des annexes situées entre ladite gare et la frontière de douane; le matériel d'installation et les autres objets nécessaires, si la fourniture dudit matériel est à la charge des autorités étrangères ou de la compagnie étrangère de chemins de fer, par suite des stipulations du traité relatives à l'entreprise de ces installations;

b. Les moyens d'exploitation, les instruments et le matériel d'usage, en quantité reconnue suffisante, nécessaires à la compagnie étrangère du chemin de fer pour exécuter son entreprise (y compris l'entretien) ou nécessaires au service des bureaux de frontière étrangers;

c. Les effets d'immigration, les ustensiles de service des fonctionnaires établis à l'intérieur du territoire douanier et des employés de l'administation étrangère des chemins de fer et des services dépendant de l'administration de l'État voisin.

Art. XIV. — Les droits indiquées dans le tarif, y compris les droits de balance, de scellé et de bulletin, seront acquittés en or.

Des ordonnances spéciales détermineront les conditions d'après lesquelles l'argent pourra être admis dans le payement des droits de douane.

La différence à acquitter de ce chef sera fixée par voie d'ordonnance, de mois en mois, d'après le cours moyen de l'or pendant le mois précédent, et sera portée à la connaissance du public.

On se réserve également de fixer par voi d'ordonnance le rapport de la valeur du florin avec celle des monnaies d'or du pays et de l'étranger, pour établir le taux auquel ces monnaies seront admises ou échangées dans le payement des droits de douane.

Art. XV. — Si, dans le compte des droits de douane, il se trouve des fractions de kreutzer, celles qui seront inférieurss à $^1/_2$ kreutzer seront négligées; celles qui seront de $^1/_2$ kreutzer ou davantage seront comptées comme 1 kreutzer entier.

Art. XVI. — Indépendamment des droits indiqués pour chaque article (droits de douane, droits de licence, surtaxe de consommation), les droits accessoires ci-après seront perçus en douane:

1° Droit de balance. — Ce droit sera de 5 kreutzers par 100 kilogrammes de poids brut des marchandises soumises à une pesée spéciale, soit d'office, soit sur la demande des parties intéressées.

Il n'est rien dû ni pour la détermination du poids par le calcul, ni

pour les pesées d'essai, ni pour les pesées faites au moyen de balances privées, ainsi que pour l'expédition faite dans les gares de chemins de fer.

Dans le compte du droit de balance, les fractions de poids inférieues à 50 kilogrammes seront négligées; celles de 50 kilegrammes et plus compteront pour 100 kilogrammes.

Lorsque le poids total de la marchandise n'atteindra pas 50 kilogrammes, le droit de balance à acquitter sera de 3 kreutzers.

2° Droit de scellés. — Ce droit sera de 2 kreutzers pour chaque plomb et de 1 kreutzer pour chaque cachet de cire apposé.

Les marchandises expédiées en transit sous passavant seront affranchies du droit de scellé.

Pour la mise sous scellé des emplacements affectés au chargement dans les navires ou dans les wagons de chemins de fer, etc., il ne sera imposé aucun droit de scellé;

3° Droit de bulletin. — Ce droit sera de 10 kreutzers pour la délivrance, du passavant relatif aux marchandises étrangères exemptes au transit.

Dans le cas où l'on déclarerait que la destination primitive des marchandises en transit a été changée, les droits dont elles étaient alors passibles devraient être ultérieurement acquittés.

Aucun droit de scellé ni de bulletin ne sera perçu pour les produits du pays, ni pour les marchandises étrangères ayant acquitté les droits de douane, ni pour les formalités de contrôle.

4° Droit de magasinage. — Ce droit sera perçu sur les marchandises emmagasinées dans les entrepôts publics d'après un taux qui sera fixé par ordonnance spéciale, suivant les circonstances, mais qui, en général, ne dépassera pas 1.6 kreutzer par 100 kilogrammes et par jour.

Dans le cas d'encombrement le droit de magasinage pourra être élevé à 2.4 kreutzers par 100 kilogrammes et par jour.

Sont maintenues, pour les redevances ci-après, les dispositions actuellement en vigueur:

Frais des expéditions opérées en dehors du bureau même;

Droits d'escorte pour certains cas où une escorte officielle est imposée;

Péages des fleuves, droits de port et de navigation.

En matière de droits accessoires, le payement des fractions au-dessous de 1 kreutzer sera soumis aux règles de l'article XV.

Art. XVII. — La fixation et le changement de la tare seront établis par voie d'ordonnance, suivant le mode d'emballage en usage dans le commerce, et proportionellement au poids. Pour les marchandises qui ne sont soumises qu'à un droit de 3 florins par 100 kilogrammes et pour les récipients immédiats des liquides, il ne sera pas établi de tare à moins que le tarif ne contienne de dispositions contraires.

Mais si des liquides, qui doivent acquitter les droits d'après le poids brut, sont importés dans des voitures ou des bateaux disposés spécialement pour leur transport, sans autre enveloppe d'aucune sorte, on devra ajouter au poids net obtenu une tare à fixer par voie d'ordonnance et équivalente au poids de l'emballage généralement employé.

Règlement d'exécution du tarif général des douanes austro-hongrois, établi conformément à la loi du 25 mai 1882, pour l'Autriche, et à l'article XVI de la loi de 1882, pour la Hongrie.

§ 1. — Application générale du tarif.

A l'exception des huiles minérales (comprises dans la Classe XXI du tarif), à partir du 1er juin 1882, les droits portés sur le tarif douanier seront perçus sur toutes les marchandises auxquelles ils sont applicables, à moins que, en vertu de traités politiques, elles ne soient appelées à bénéficier d'un régime de faveur *).

Les droits applicables aux huiles minérales de la classe XXI du tarif entreront en vigueur en même temps que la loi relative a l'augmentation du droit d'importation et que la création d'un impôt de consommation sur les huiles minérales; jusqu'à ladite epoque, seront maintenues en vigueur les stipulations de la section 28d et la note du tarif de 1878, qui s'y rapporte.

Des ordonnances spéciales seront publiées, suivant les circonstances, et stipuleront si le traitement différentiel, qui fait l'objet de l'article III de la loi, devra être appliqué aux marchandises provenant d'États qui traiteraient les navires austro-hongrois ou les marchandises de provenance austro-hongroise moins avantageusement que les marchandises des autres États

§ 2. — Déclaration des marchandises.

Les marchandises devront, en règle générale, être déclarées conformément à la dénomination et aux bases établies dans le tarif.

Les exceptions à cette règle font l'objet du paragraphe 5 ci-après.

§ 3. — Dénominations conformes au tarif.

De la dénomination employée devra ressortir sans doute possible le numéro et au besoin la lettre du tarif auxquels appartient respectivement la marchandise. Aucune des annotations du tarif susceptible de modifier la taxe ne devra donc être négligée.

Sont par exemple des dénominations usitées dans le tarif: café brut; cochons de lait, ne pesant pas plus de 10 kilogrammes; goudron de bois, goudron de houille; goudron de lignite, comme huiles minérales brutes; lourdes; goudron de schistes, comme huiles minérales brutes, lourdes; huiles minérales raffinées, légères; huile de lin en fûts; vernis à l'huile en bouteille; vernis à la laque; fil de coton, simple, écru, jusqu'au n° 12 inclusivement; articles de coton, ordinaires, façonnés, imprimés; articles de coton, sangles; articles de laine, sangles; articles de laine, canevas, non

*) Ont droit au bénéfice du régime conventionnel les marchandises provenant des pays suivants: Belgique, Bulgarie, Danemark, Allemagne, Égypte, France, Grèce, Angleterre et possessions anglaises, Italie, Libéria, Pays-Bas et colonies, Perse, Suède et Norwège, Suisse, Serbie, Espagne, Turquie (pour les produits du sol ou de l'industrie turque importés sur bâtiments turcs), et les États-Unis d'Amérique.

Les dipositions du paragraphe 4 de la loi 23 juin 1891 et de l'alinéa IV de l'ordonnance du 31 janvier 1892, concernant les marchandises importées par mer à Trieste et Fiume, sont maintenues en vigueur.

teints; toile à sacs en jute brute, non façonnée; articles de soie, blondes articles de brosserie, pinceaux grossiers; articles en bois, meubles rembourrés, recouverts; pierres fines, ouvrées, non montées; articles en fer, clous; parapluies en étoffes autres que la soie; jouets en bois, ordinaires, bruts; jouets d'enfants en caoutchouc; jouets d'enfants combinés avec de la soie.

Dans le cas où la dénomination adoptée dans le tarif ne comporterait pas un mode d'indication bref permettant de s'exprimer suivant le texte du tarif, comme cela a lieu dans différents articles (par exemple: n°s 176, 201, 203, 205, 218, 247, 256, 270 d, etc.), on pourra en compléter le texte abrégé en adoptant en chiffres et le numéro du tarif et le montant du droit, par exemple:

Vêtements non spécialement dénommés en tissus de coton du n° 129 c à 65 florins;

Linge non spécialement dénommé en toile du n° 143 à 80 florins;

Articles de mode, non spécialement dénommés, en tissus de laine du n° 158 a à 50 florins;

Articles en caoutchouc non durci, du n° 203 à 30 florins;

Articles en caoutchouc du n° 205 à 50 florins;

Articles en cuir, chaussures, du n° 218 à 35 florins;

Ouvrages en terre cuite du n° 256 à 15 florins;

Articles de coutellerie du n° 272 à 50 florins ou articles fins en fer articles de coutellerie;

Parures pour hommes du n° 313 à 50 florins ou quincaillerie ordinaire, parures pour hommes;

Machines non spécialement dénommées du n° 287 à 8 florins 50 kreutzer

Sont comprises sous l'expression «non spécialement dénommées», parfois employée dans le tarif, toutes les marchandises qui font partie de l'espèce indiquée et qui ne figurent pas séparément danc d'autres numéros du tarif.

Exemple: devront se déclarer de la sorte:

Racine de guimauve, coupée, comme parties de plantes non spécialement dénommées, préparées;

Graisse d'os, comme graisses non spécialement dénommées;

Huile d'amandes en fûts, comme huiles fixes non spécialement dénommées, en fûts.

Sardines salées, comme poisson non spécialement dénommé, salé;

Baume du Pérou, comme baumes naturels non spécialement dénommés;

Chapeaux de dames, garnis, comme chapeaux non spécialement dénommés, garnis;

Faïence peinte, comme ouvrages en terre cuite non spécialement dénommés, peints;

Tôles d'aluminium, d'une épaisseur inférieure à 5 millimètres, comme tôles de métaux communs non spécialement dénommés, d'une épaisseur inférieure à 5 millimètres.

Une ordonnance spéciale dans l'intérêt de la statistique commerciale extérieure statuera, s'il y a lieu, sur les indications détaillées qui devront, le cas échéant, accompagner les déclarations de marchandises.

§ 4. — Déclaration d'origine.

Dans la déclaration relative à des marchandises pour lesquelles on réclame l'application d'une taxe conventionnelle inférieure à celle du tarif général, il faudra citer, en plus de la dénomination du tarif général, l'indication «de production» . . . . . . (nom du pays le plus favorisé) et les raisons qui justifient cette faveur, par exemple: «Produits francais — Articles en soie pure — Tissus unis».

Pour constater l'exactitude des indications sur l'origine, la production du bulletin d'expédition de la marchandise ou la présentation d'une facture seront en principe suffisants.

Cependant, pour certaines marchandises, la simple indication dans la déclaration sera insuffisante et l'application du régime de faveur dépendra de la production du certificat d'origine.

Jusqu'à nouvel ordre, les œufs de volaille font partie de cette exception.

Pour ces articles, les certificats d'origine devront attester que la marchandise est un produit du sol ou de l'industrie de l'État contractant indiqué. Ces certificats seront délivrés par l'autorité locale ou le bureau douanier du pays d'origine le plus rapproché du point d'origine, ou encore par le consul austro-hongrois, si au point de départ il existe un consulat austro-hongrois.

Dans le trafic de la frontière, et quand il s'agira de petites quantités de marchandises en rapport avec les besoins des habitants de ces frontières, on pourra être dispensé de la preuve de l'origine.

Les faveurs, qui ne sont accordées qu'à quelques pays figurant dans la note au § 1er du présent règlement et qui ne sont réservées qu'au commerce des frontières, ne leur seront consenties qu'en observant rigoureusement les stipulations détaillées dans les traités et suivant les règles qui en assurent l'exécution. Ces faveurs sont toujours assujetties à la production des certificats d'origine et ne peuvent s'étendre ni aux provenances des autres États, qui ne sont favorisés que pour leur commerce général, ni aux provenances des territoires de Trieste et de Fiume qui se trouvent compris dans la zône extra-douanière. (Par exemple le rakia de Serbie, les chapeaux de paille ordinaires de Vénétie, etc.)

Pour justifier l'application du régime de faveur établi pour les importations par voie de mer, on devra déclarer et démontrer ce mode de transport.

Des dispositions plus détaillées, notamment pour les cas où la taxation ou la désignation serait postérieure au dépôt de la marchandise dans le territoire extra-douanier, incombent à l'autorité régionale de la Finance.

Quand des marchandises de cette catégorie sont déclarées, moyennant passavant ou sur déclaration verbale, la douane du point d'entrée attestera l'importation par mer, soit sur le passavant, soit sur la liste des objets chargés.

§ 5. — Déclaration conforme aux dénominations générales.

a. Les effets des voyageurs, les objets de première installation, les effets recueillis dans les successions, les objets appartenant aux immigrants

et les autres objets exempts de droits en vertu des articles VIII et IX de la loi douanière, seront simplement déclarés comme tels sans qu'il y ait lieu d'invoquer les numéros du tarif qui leur sont applicables.

Cette simple déclaration sera suffisante, tant pour les opérations immédiates en douane, que pour la délivrance du passavant destiné à un autre bureau de douane. (Exemple: effets des voyageurs, exempts de droits; effets militaires, exempts de droits; échantillons, exempts de droits, etc.)

Quand ces objets seront déclarés en transit ou destinés à être expédiés avec passavant dans un bureau de l'intérieur, ils seront soumis à l'arrivée à dans le bureau d'arrivée une visite complète pour constater leur qualité. Cette formalité sera de rigueur, à moins que l'importateur n'ait déposé ou garanti la taxe la plus élevée du tarif (500 fl. par 100 kil.).

Cette facilité dans la déclaration ne dispense pas cependant de l'obligation de spécifier les objets compris dans ces exemptions, si cette spécification paraît nécessaire au bureau de douane qui effectue la visite ou à l'autorité compétente, à l'effet d'accorder l'exemption, de constater la propriété ou d'apprécier si les effets sont en rapport avec la situation et le caractère des intéressés.

b. Quand les marchandises sont adressées en transit ou moyennant passavant à un bureau de l'intérieur, elles peuvent être déclarées avec les dénominations générales comprises dans une catégorie du tarif (par exemple: fil de laine, articles de laine, cuir, articles en cuir, etc.), ou bien encore avec les dénominations généralement usitées dans la langue ou dans le commerce, à condition que ces expressions soient, dans les limites du sens des dénominations générales, comprises dans une catégorie du tarif et que l'expédition se fasse avec fermeture contrôlée du logement ou de l'amballage (règlement du 29 novembre 1853), et moyennant le dépôt, à titre de caution, du montant du droit du tarif le plus élevé (500 florins par 100 kilogrammes) ou moyennant garantie.

Ne seront pas tolérées les dénominations collectives, telles que: boissons, comestibles, matières textiles, fils manufacturés, aunages, gants, jouets, produits chimiques, etc.

En aucun cas, une marchandise étrangère, adressée à un bureau de l'intérieur et pour laquelle on a délivré un passavant, ne pourra, jusqu'au moment de son envoi au point de destination, être déposée et gardée en dehors de la surveillance de la douane, pour être envoyée plus tard à destination, à moins d'une autorisation de l'autorité supérieure, autorisation qui ne doit être accordée qu'à titre exceptionnel.

Une fois sorties de la douane, ces marchandises doivent être adressées au point de destination sur le même moyen de transport qui les a apportées, et, quand ce transport a été effectué par une entreprise (chemin de fer, navires ou poste), elles doivent être confiées directement à cette entreprise.

c. En principe, les marchandises d'exportation devront être déclarées comme les marchandises d'importation, et des explications détaillées seront données sur les formalités à observer pour la rédaction de la statistique.

d. Sont maintenues en vigueur les facilités consenties quand il s'agit de marchandises déclarées verbalement.

Les marchandises provenant de l'étranger par chemin de fer devront être accompagnées des declarations de l'expéditeur. Ces déclarations, si la liquidation définitive en douane ne se fait pas à la frontière, doivent être jointes aux bulletins respectifs de chargement.

Elles devront porter l'indication exacte du poids et de la qualité de la marchandise, pourront être écrites en un seul exemplaire sur papier libre et dans la langue de l'expéditeur, et seront susceptibles d'être rectifiées en se conformant aux prescriptions sur la matière.

Les traités internationaux fixent jusqu'à quel point la douane peut se contenter d'une déclaration d'entrée faite par la remise des listes de chargement et des lettres de voiture.

§ 6. — Déclaration des marchandises combinées.

Les marchandises composées de parties différemment taxées, et qui ne sont pas classées comme quincaillerie (n° 307 à 316) ou ne sont pas spécialement taxées dans d'autres parties du tarif, seront classées conformément à l'article V de la loi douanière d'après la partie principale, c'est-à-dire suivant la matière qui constitue la partie dominante, comme: articles en bois, en verre, en pierre, en fer, en métal, etc., et, dès lors, la classification doit être basée suivant la mesure des combinaisons spécifiées dans les numéros correspondants du tarif.

En cas de doute, le droit sera basé sur la partie la plus fortement taxée.

Quant aux marchandises composées de différentes matières, il faudra se conformer aux règles suivants:

a. Les articles qui servent uniquement à former ou à assembler différentes parties et qui sont en même temps des parties accessoires, par exemple, les clous, les vis, les crochets, les serrures (avec leur clefs), les boutons, les agrafes, les fermoirs, les charnières, les cadenas, les attaches, les fils, les cordons, les courroies, les cordes, etc., ne seront pas pris en considération quand il s'agira de classer les marchandises, à moins que, d'après le tarif, ces articles ne modifient par eux-mêmes la taxe (comme par exemple aux nos 222 b, 249, 252, note), et ils aquitteront donc le droit qui leur est attribué et auquel ils seraient assujettis s'ils n'étaient pas combinés avec lesdits accessoires.

b. Les articles dont les droits d'importation s'élèvent au moins à 15 florins par 100 kilogrammes, ne sont pas considérés comme quincaillerie ou articles plus fortement taxés, mais ils suivent le régime du numéro du tarif auquel ils appartiennent, sans tenir compte des garnitures ou doublures;

aa. S'ils sont simplement garnis d'une façon accessoire de métaux communs avec dorure ou argenture vraie ou fausse, plaqués d'or ou d'argent, garnis accessoirement d'ivoire, de nacre, d'écaille, d'ambres, de jais, d'écume de mer, de lave, de celluloïd de d'autres compositions et imitations desdites matières, de cheveux, de perles d'acier ou de métal, de pierres demi-précieuses, de coraux vrais ou faux, de perles fausses ou de cire modelée.

bb. S'ils sont simplement garnis d'une façon accessoire, doublés intérieurement ou avec le fond recouvert d'étoffes ou de tissus à mailles, de feutre, de caoutchouc ou de cuir, etc., comme, par exemple, cassettes avec poignées, boîtes à montres avec rosettes, cannes percées d'un trou garni pour recevoir un cordon, couteaux avec écussons sur le manche, flacons avec bouchons garnis de métal commun plaqué, articles en os et articles fins en bois avec doublure intérieure simple en étoffe, plateaux avec fonds doublés de drap ou de velours, etc.

c. Quant il s'agit des objets dont la taxe est inférieure à 15 florins par 100 kilogrammes, les garnitures ou combinaisons accessoires signalées sous aa et bb auront pour conséquence que la taxe qui leur est applicable sera celle du numéro du tarif qui se rapporte aux marchandises combinées avec d'autres matières mais non avec les matières ci-dessus énumérées et qui acquittent au moins 15 florins par 100 kilogrammes. Exemple: les brosses communes du n^0 177, pourvues d'un anneau en laiton argenté, devront suivre le régime du n^0 179; les paniers grossiers du n^0 182, s'ils portent quelque garniture en soie, seront taxés d'après le n^0 183; les articles de fantaisie bruts, en carton-pierre, du n^0 193 a, quand ils auront le fond doublé de drap, seront taxés d'après le n^0 193 b.

d. On entend par articles, qui, suivant leur combinaison, payent comme quincaillerie ou autres articles plus fortement, taxés, non seulement ceux dont les parties principales figurent dans le numéro du tarif le plus fortement taxé, mais encore toutes les marchandises dont les combinaisons sont telles que, d'après les règles précitées, on ne peut pas les considérer comme combinaisons accessoires.

e. En principe, les marchandises doivent être taxées dans l'état où elles se trouvent à leur arrivée endouane. Dans les douanes on ne saurait admettre la séparation des parties d'une marchandise parfaitement combinées pour réclamer la taxe d'après différents numéros du tarif. Au contraire, pour les marchandises composées de parties légèrement unies et qui ne sont combinées que pour l'usage, la taxe pourra être appliquée suivant la qualité de ces différentes parties.

Les parties détachées, destinées à être combinées étroitement à un même article et qui se trouveraient conditionnées dans un même colis, seront assujettis à la taxe applicable à l'article entier. Par exemple: un fusil démonté ne sera pas taxé d'après le n^0 271, mais comme fusil, d'après le n^0 272; un vase en albâtre, importé en trois morceaux pesant chacun 3 kilogrammes, ne sera pas taxé d'après le n^0 247 mais bien d'après le n^0 244 (bis) c.

Si une partie accessoire quelconque venait à manquer, cette règle resterait néanmoins applicable.

§ 7. — Bases du droit.

Les bases pour l'application du droit sont: le poids (100 kilogrammes), le nombre des pièces (1 pièce) et pour les navires le tonnage de jauge (1000 klilogrammes).

Chaque numéro du tarif porte l'indication de la base légal.

§ 8. — Déclaration de la quantité de la marchandise.

La quantité de la marchandise doit être déclarée suivant la base indiquée dans le tarif dans la colonne du numéro respectif.

La quantité des marchandises conditionnées devra être indiquée pour chaque colis à part, tant pour les droits d'entrée que pour l'envoi sans passavant.

Si un même colis renferme des marchandises sujettes à différents droits, on devra en indiquer la quantité d'après le poids net pour chaque espèce de marchandise dont la base, pour l'application du droit, serait le poids.

Quand il s'agira de marchandises acquittant un droit non supérieur à 1 florin 50 kreutzers les 100 kilogrammes, si ces marchandises sont d'une même qualité et si elles sont importées en quantités considérables, on pourra déclarer dans leur ensemble et le nombre des colis et leur poids total, pourvu que ces marchandises soient déclarées immédiatement et pour leur quantité totale. Cette indication sommaire du poids exclut le pesage d'essai prévu au paragraphe 10 b du présent règlement, à moins qu'une indication détaillée du poids n'ait été jointe à la déclaration.

Lors du retrait partiel de marchandises de l'espèce dont il s'agit, est également autorisée l'indication totale du poids, mais seulement en se référant aux données relevées dans la forme prescrite au moment de la réception de la marchandise dans les magasins.

Quand il s'agit de marchandises destinées à un bureau intérieur sous passavant, si les déclarations avec des dénominations générales (voir § 5 b du présent règlement) ou conformes au tarif sont seulement inexactes parce quelles ne portent pas les indications du poids net des différentes marchandises taxées et renfermées dans le même colis, on pourra ne pas tenir compte de cette irrégularité, pourvu que l'expédition soit faite avec fermeture du colis ou logement bien conditionné et si une caution ou garantie est fournie pour le payement du droit le plus élevé qui pourrait être applicable dans l'espèce.

Si les dites marchandises doivent être taxées au bureau ou elles sont adressées, avant de procéder à la vérification intérieure il y aura lieu de produire toujours la déclaration complète conforme au tarif.

Les ajoutes et la rectification à apporter aux déclarations relatives à des marchandises expédiées sous passavant ne sont admissibles au point de destination qu'en se conformant aux termes de l'ordonnance du 25 octobre 1874.

§ 9. — Poids brut et poids net.

A l'importation, les marchandises seront taxées tantôt au poids net, tantot au poids brut; à l'exportation et pour le transit on prendra toujours pour base le poids brut.

A l'importation les droits seront perçus d'après le poids brut:

a. Quand le tarif le prescrira expressément;

b. Quand il s'agira de marchandises dont la taxe ne dépassera pas 3 florins par 100 kilogrammes.

Pour le reste, la base du droit sera le poids net. Ce principe sera

également applicable aux huiles minérales de la classe XXI du tarif, conformément à la loi du 26 mai 1882, pour l'Autriche, et à l'article XVIII de la loi de 1882, pour la Hongrie.

Les marchandises importées en vrac, c'est-à-dire non emballées, acquitteront le droit au poids net, alors même que la loi leur assignerait la taxation au poids brut.

Le poids brut est le poids de la marchandise parfaitement emballée, soit dans son emballage habituel destiné à la garantir, soit dans le conditionnement qui lui est propre à l'effet de protéger lamarchandise pendant le transport.

Le poids des contenants extérieurs nécessaires au transport des marchandises s'appelle tare. Si le contenant pour le transport et pour la conservation est nécessairement le même, comme par exemple les tonneaux dont on se sert habituellement pour le transport du café, etc., le poids de cet emballage sera la tare.

Le poids net est le poids de la marchandise, déduction faite de la tare.

§ 10. — Constatation du poids brut.

Le poids brut s'établit par le pesage spécial. Cette règle comporte cependant les exceptions suivantes:

a. Pour les marchandises exemptes de droit à l'importation, présentées en vrac, et pour les marchandises exemptes de droit à l'importation (excepté les marchandises pour l'exportation dont on doit justifier la sortie), qu'elles soient présentées en vrac ou emballées, le poids déclaré par l'intéressé pourra être jugé suffisant, qu'ils s'agisse d'importation, d'exportation ou de transit.

b. Quand il y a lieu de procéder à un pesage partiel, c'est-à-dire au pesage de quelques récipients ou partie du tout choisis au grés des employés de la douane, on pourra se contenter de ce procédé:

α. Pour les marchandises exemptes de droit à l'importation, mais présentées emballées; pour celles dont le droit d'importation ne dépasse pas 3 florins les 100 kilogrammes, et dont le poids est déclaré pour chaque colis; ainsi que pour celles qui ont une matière et une construction communes, comme par exemple roues de chemin de fer, jantes de roues, essieux, etc., de façon à permettre le calcul du poids total en se basant sur le poids d'une partie de l'expédition, que les marchandises soient expédiées définitivement ou adressées sous passavant à une douane intérieure.

β. Pour les marchandises acquittant un droit d'exportation à la sortie;

γ. Pour les marchandises en vrac c'est-à-dire non emballées (par exemple fer brut), qui à l'importation, payent au poids brut, si lesdites marchandises sont chargées sur un navire avec compartiments numérotés, ou sur plusieurs wagons numérotés, et si la déclaration porte non seulement le poids total, mais également le détail du poids des différents compartiments ou vagons. Dans l'espèce il suffira de contrôler le poids contenu dans quelques compartiments du navire ou dans quelques vagons.

Toutefois, si, dans les cas susindiqués, un doute venait à s'élever relativement à l'exactitude de la déclaration, il y aura lieu de proceder à un pesage spécial.

c. Si un colis contient des marchandises de différentes qualités, devant se déclarer séparément, et si dans le nombre il se trouve des articles expédiés au poids brut, il faudra ajouter le poids de la tare à ces dernières marchandises, ou plus particulièrement à celles de ces marchandises qui dominent en quantité, sans tenir compte si elles sont assujetties ou non à un droit.

Si dans un seul et même colis il existe en quantités égales deux ou plusieurs espèces de marchandises à expédier au poids brut, le poids de la tare est réparti entre elles d'une façon uniforme, sans tenir compte des droits.

Il est d'ailleurs entendu que le poids de la tare spéciale attribué à quelques à marchandises pour leur emballage intérieur (fruits du midi en caisses de bois, cigares en boîtes de bois, etc.) ne sera pas, dans le cas d'un emballage commun, attribué au poids des marchandises payant au poids brut. Par exemple, si un tonneau du poids brut de 400 kilogrammes renferme 200 kilogrammes de raisins secs en boîtes de bois et 175 kilogrammes de châtaignes, il y aura lieu de taxer 182 kilogrammes de raisins et 200 kilogrammes de châtaignes. La tare du tonneau de 25 kilogrammes sera donc ajoutée au poids des châtaignes et il ne sera pas tenu compte de la tare des boîtes, soit 18 kilogrammes (9 %.)

§ 11. — Constatation du poids net.

Le poids net résulte pas généralement du pesage effectif; il est calculé déduction faite de la tare legale.

A cet effet il suffit d'indiquer dans la déclaration le poids brut et le mode d'emballage.

Cependant, la douane est autorisée à constater par pesage le poids. net, quand elle se trouvera en présence d'un emballage qui n'est pas celui généralement usité, ou bien encore lorsqu'elle constatera une différence notable résultant des déductions de la tare légale. Il y aura notamment lieu de procéder à la constatation du poids net, dans les cas fréquents d'importation de marchandises dont l'emballage est tellement léger que l'application de la tare accorderait à l'intéressé un avantage disproportionné

D'ailleurs, l'intéressé même pourra solliciter la taxe d'après le poids net qu'il aura déclaré. Ne sont exceptés dans l'espèce que les articles dont le poids net effectif ne peut être établi commodément parce que leur emballage est le même pour le transport et pour la conservation. En pareil cas, ce contribuable ne pourra pas réclamer la constatation effective du poids net, et le poids net de ces articles sera chaque fois établi en déduisant la tare du poids brut.

Enfin, il faudra indiquer le poids net dans la déclaration, quand la marchandise sera emballée dans un contenant pour lequel une tare n'a pas été fixée, ou bien encore quand des marchandises dénommées dans différents numéros du tarif seront emballées dans un même contenant (§ 8 du présent règlement).

Quand il n'y aura point d'indication du poids net, bien que le tarif ne porte pas d'indication de tare spéciale pour le contenant, le droit devra être établi d'après le poids brut.

§ 12. — Décisions sur la tare.

Les déductions de la tare, établies en vertu du l'article XVII de la loi douanière, sont contenues dans l'appendice A*).

Quand il s'agira de déterminer le poids net, on devra se conformer aux règles suivantes:

a. S'il s'agit de marchandises pour lesquelles il est accordé une tare et si ces marchandises sont importées simplement dans des sacs ou dans des ballots de jute, de toile d'emballage, de nattes en roseau ou en paille, dans des caisses à claire-voie en bois ou en matières analogues, on pourra calculer la tare à raison de 4 %, s'il n'en a pas été décidé autrement.

On entend par ballot ayant une tare dépassant 4% un emballage au moins double des matières ci-dessus dénommées, indiqué pour les sacset ballots simples.

Pour les marchandises pour lesquelles est établie une tare de plus de 4 % par ballot, lorsqu'un ballot dont le poids brut dépassant 400 kilogrammes sera présenté en douane, le contribuable pourra, à son choix, se contenter de la déduction de la tare pour 400 kilogrammes, ou bien encore proposer la constatation du poids net au moyen du pesage.

Cette disposition sera applicable aux tissus et aux articles en tricot quand les ballots qui les contiennent sont déclarés comme ayant un poids brut de plus de 300 kilogrammes, il faut en conclure que, sans pesage effectif, on n'accorde de tare que pour 300 kilogrammes.

b. Qund, pour l'emballage en caisses, il n'existe pas expressément une tare différente de celle pour les emballages en tonneaux, la tere fixée pour les tonneaux sera appliquée aux caisses et réciproquement. Les sacs seront cons dérés comme ballots.

c. Conformément à l'article XVII de la loi douanière, à moins de dispositions contraires dans le tarif, il n'y a pas lieu d'accorder de tare pour les contenants immédiats des liquides.

Pour l'importation des liquides payant au poids brut, qui s'importent par terre ou par mer sans autres contenants que leurs moyens de transport construits pour cet usage, on adjoutera au poids net constaté, une tare qui sera fixée par ordonnance. La constatation de ce poids net sera établi en pesant la voiture-transport sur la bascule une première fois pleine et ensuite quand elle est vide; cette dernière pesée se déduira du premier poids obtenu. S'il n'y a pas de bascule, le contenu sera transvasé dans des fûts ou autres contenants semblables et le poids sera établi après soustraction du poids des tonneaux vides de celui des tonneaux pleins.

Cette dernière méthode sera également adoptée pour lu constatation du poids net des liquides importés sur les bateaux-transport sus indiqués.

Si le poids d'un moyen de transport par terre à l'état complètement plein et à l'état complètement vide a déjà été constaté une première fois par la douane par les moyens précités, on pourra, dans le cas où le même véhicule se présenterait une seconde fois se dispenser d'un nouveau pesage s'il n'existe pas de toute sur son identité.

---

*) Les tares à déduire du poids brut en pour cent sont indiquées dans l'édition officielle du Tarif Douanier.

§ 13. — Contenants intérieurs.

a. Si la marchandise est emballée dans plusieurs contenants intérieurs, le poids net sera établi en comprenant dans le calcul tous lesdits contenants. Cependant le contribuable pourra éliminer du poids net de la marchandise les contenants les plus extérieurs, en les déclarant séparément, suivant leur quantité et qualité prévus dans le tarif, et en les assujettissant à la taxe règlementare.

En effet, l'intéresse pourra établir le poids net des gants qui sont enveloppés dans du papier, conditionnés dans des cartons et enfermés enfin dans une caisse, en déduisant la tare du tarif du poids brut de la caisse,' ou bier encore suivant le poids des cartons pleins, ou enfin d'après le poids des gants avec leurs enveloppes de papier, en déclarant et en faisant taxer les cartons à part suivant la qualité de la matière.

b. Les conditionnements intérieurs de la marchandise, tels que les planchettes et les bobines pour les rubans, fils et entoilages, les papiers placés dans certains tissus, certains taffetas cirés et similaires, les chemises (emballages de fabrique) pour les tissus, les cartons ou papiers sur lesquels les marchandises sont ajustées (par douzaine, grosse, etc.), les contenants destinés à la protection des marchandises (bouteilles, papiers, cartons, fils et objets analogues, ne seront pas déduits dans la constatation du poids net, et il en sera de même des matières étrangères quelconques qui, accidentellement, se trouveraient mélangées à la marchandise.

c. Au contraire, les matières qui, sans aucun doute, ne sont employées que pour assujettir et protéger la marchandise pendant le transport et non pas pour la protéger après, telles que foin, paille, sciure de bois, découpures de papiers, etc., employées à l'emballage des articles en terre, en verre et analogues, ne doivent pas être comprises dans le calcul du poids net, et il n'y aura pas lieu de les déclarer séparément.

On pourra, avant le pesage, retirer également les enveloppes extérieures en paille, roseau, etc., ainsi que les fonds doubles et mobiles des tonneaux contenant des liquides. Dans ce cas cependant, on ne poura pas réclamer la plus forte tare établie pour l'emballage des tonneaux et contenants similaires, comme par exemple pour les fruits du midi (classe III).

§ 14. — Déclaration du contenant.

Pour la déduction de la tare, le contenant devra être déclaré conformément à la dénomination qui est attribuée dans le tarif (par exemple: tonneau, caisse, panier, ballot) et, si aucune des dénominations du tarif ne lui est applicable, on devra le déclarer tel qu'il est, par exemple: malle, pot, bouteille.

Si pour les fûts, les caisses et les paniers, suivant leur qualité ou leur premier emballage, il existe différentes déductions de tare, par exemple: café en barriques avec douves en bois dur 12%; en barriques autres 10%; fruits du midi en fûts emballés avec du foin, etc. 20%; en fûts divers 13%: la simple indication de «barrique» ou bien «barriques» ne suffit pas pour donner droit à la tare la plus élevée. Il faudra donc indiquer dans la dé-

claration la qualité spéciale du contenant qui justifie l'application de la tare la plus avantageuse.

Il faudra également faire connaître dans la déclaration l'existance d'une double enveloppe dans les ballots auxquels est assignée une tare dépassant 4°/o.

Aucune tare n'est accordée aux ballots simplement attachés avec des cordes et qui n'ont pas une enveloppe en toile d'emballage et similaire. Ils devront être déclarés comme «détachés» ou comme «bottes».

Les pénalités ne seront pas encourues toutes les fois que dans la procédure douanière se produiront des notifications inexactes du poids net, alors que la qualité, l'espèce de la marchandise, ainsi que le poids brut, auront été exactement déclarés et s'il résulte d'une façon incontestable que l'inexactitude n'est que le résultat d'une erreur relative à un contenant intérieur ou d'une matière servant au conditionnement.

§ 15. — Inexactitudes dans la déclaration des marchandises.

Une déclaration de marchandises est considérée comme inexacte si un article qui aurait du être déclaré n'est absolument pas désigné, ou si un article qui n'est pas présenté est l'objet d'une déclaration. Il en est de même si la qualité ou l'espèce de la marchandise est indiquée avec une dénomination telle, que l'application de la taxe à laquelle il devrait être soumis, en raison de son véritable état, deviendrait autre, ou bien encore, si l'article, par suite de cette inexactitude, serait déclaré exempt ou échapperait au régime de la prohibition; enfin il y aura inexactitude dans la déclaration si la quantité de la marchandise ou si le contenant n'ont pas été déclarés conformément à la vérité, comme, par exemple, au lieu de figues on a indiqué des fruits, si au lieu de 150 kilogrammes on n'en a déclaré que 100 ou si, à la place de ballot, on a parlé de fût,

Les lois et règlements en vigueur sur la matière stipulent les pénalités que pourrait encourir l'inexactitude de la déclaration

§ 16. — Restrictions relatives au commerce.

En plus des articles dont l'État se réserve le monopole et prévus à l'article VI (sel de cuisine, poudre à feu, tabac ouvré ou non), sera limité, pour raison sanitaire, de sûreté générale et autres considérations publiques, le commerce des articles suivants:

a. Pour raison sanitaire.

1. Fruits séchés et artificiellement colorés; ustensiles de table et jouets d'enfants, en terre cuite, de couleur verdâtre avec reflets d'or; jouets d'enfants coloriés avec des préparations nuisibles à la santé; fleurs et parties de fleurs artificielles, teintes avec des préparations arsénicales et sur lesquelles la couleur est légèrement passée ou appliquée sous forme de poussière; étoffes teintes ou imprimées avec des préparations arsénicales, ainsi que le papier de tenture préparé de même et le fard blanc.

Les marchandises ci-dessus ne pourront être expédiées, quelle qu'en qu'en soit la quantité, que dans les Douanes principales et moyennant le permis de l'autorité politique régionale du pays dans lequel le requérant est domicilié.

2. Médicaments préparés et cosmétiques, lorsqu'ils ne sont pas importés par des pharmaciens, mais par des particuliers.

Pour importer ces marchandises les intéressés devront solliciter par écrit le permis, auprès de l'autorité politique régionale du pays où ils sont domiciliés. Sont dispensées de cette formalité les petites quantités que portent avec eux les voyageurs pour leur usage et celles que les habitants des frontières prennent dans les pharmacies limitrophes sur l'ordonnance de médecins connus. Ces petites quantités pourront être taxées par tous les bureaux de douane, et si, conformément à l'article IX, n° 1, elles sont exemptes de droits, elles pourront bénéficier de l'exemption.

3. Câpres; légumes et fruits verts, conservés (mixed pickles).

L'importation de ces marchandises et assujettie à l'accomplissement des mesures de police sanitaire en vigueur.

b. Pour raison de sûreté publique.

Armes et parties d'armes; engins et matières explosibles (nº du tarif 347).

L'importation et le transit de ces articles sont assujettis à l'accomplissement des formalités requises.

Fait également partie du n° 347 du tarif la pyroxyle qui peut être taxée à l'importation dans les douanes principales en quantité ne dépassant pas 1 kilogramme net et moyennant le permis de l'autorité politique régionale du pays où réside l'intéressé.

c. Pour d'autres considérations d'ordre puplic.

Les marchandises dont le commerce est soumis à d'autres restrictions d'ordre public sont indiquées suivant le cas. Les restrictions actuellement en vigueur sur la matière sont maintenues.

Les marchandises qui renferment des parties dont le commerce est soumis à un contrôle de restriction suivent le régime de cette restriction.

§ — 17. Payement du droit.

Un reçu du bureau de douane est délivré pour chaque taxe acquittée.

Les dispositions de l'article XV, qui stipulent qu'on ne doit pas tenir compte des fractions de moins de $^1/_2$ kr. et de calculer les fractions de $^1/_2$ kr. et plus pour 1 kreutzer entier, devront être observées dans chaque calcul. Ainsi, lorsque des marchandises appartenant à plusieurs numéros du tarif seront taxées, le calcul sera fait séparément pour chaque numéro et pour chaque taxe accessoire.

§ 18. — Taxes accessoires.

En exécution de l'article XVI de la loi douanière sur les taxes accessoires, les prescriptions suivantes ont été adoptées:

a. La taxe de pesage devra, en règle générale, n'être payée qu'une seule fois, alors même que, conformément aux instructions douanières, la marchandise devrait être pesée plusieurs fois.

Il est fait exception à ce principe quand il s'agit d'un pesage nouveau fait à la demande de l'intéressé.

Pour les marchandises, dont le poids est établi au moment même de

leur dépôt dans les magasins de la douane, la taxe du pesage ne sera acquittée qu'au moment où elles devront acquitter les droits d'importation.

Aucun droit de pesage ne sera prélevé pour les marchandises importées en franchise de droits, et dont le pesage est effectué d'office. Il en sera de même pour les marchandises voyageant sous passavant et suivant procédure d'avis oral, qu'il s'agisse de droit d'importation, de dépôt dans les magasins de la douane ou de transit, pour les marchandises d'exportation, pour celles destinées au transit intérieur et pour celles soumises au contrôle, envoyées à ordre ou destinées à subir une manipulation quelconque.

Quand il s'agira de pesages d'essai effectués par la douane conformément au paragraphe 10, lettre b des présents règlements, en cas de doute sur l'exactitude de déclaration, le droit de pesage ne sera perçu que si une inexactitude venait à être constatée.

Si une expédition à l'importation, devant acquitter les droits au poids brut, ne comporte qu'un seul colis, un seul vagon ou un seul compartiment de vagon, le fait d'en constater le poids n'est pas à proprement parler un pesage d'essai dans le sens du paragraphe 10, lettre b des présents règlements et, par analogie, de l'article XVI, nº 1, alinéa 2; il ne faudra pas porter en compte le droit de pesage.

Les marchandises qui sont assujetties à un nouvel emballage (répartition ou conditionnement) dans les magasins de la douane devront acquitter les droits de pesage.

b. Sont dispensés du droit de scellés les cachets de cire ou de plomb apposés sur les marchandises nationales ou étrangères envoyées à ordre ou destinées à subir un perfectionnement, quand lesdits cachets servent à établir l'identité des différents objets. Cette dispense s'appliquera également aux cachets des envois expédiés moyennant avis oral. Si des marchandises, arrivant dans un logement fermé, sont mises sous scellés au moment de leur entrée dans les magasins de la douane et sur la demande de l'intéressé, il y aura lieu de payer la taxe des scellés, et, dans le cas où un fil officiel serait employé, la taxe du fil sera également due, mais si cette fermeture est maintenue sur le contenant pendant la procédure relative à la délivrance du passavant, il n'y aura pas lieu de percevoir de nouveau ces taxes accessoires.

c. Sont exemptes du droit de bulletin les marchandises en transit, les marchandises à ordre et celles devant subir une main d'oeuvre de perfectionnement, quand elles voyagent sous contrôle de passavant.

d. Quant à la taxe pour les fils fournis par le bureau de douane et destinés à l'apposition des cachets ou plombs, les règlements actuels seront maintenus en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

e. Pour ce qui est relatif à la base, au mode de calcul, à l'échéance du droit de magasinage et à la durée du dépôt avec exemption du droit de magasinage, les règlements actuels seront maintenus en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Les marchandises exemptes de taxe n'ont aucun droit à être déposées avec exemption de droit de magasinage. Cette taxe devra donc être perçue à partir du jour du dépôt.

Le droit de magasinage est établi de 10 à 10 kilogrammes, de telle sorte que chaque quantité de poids de moins de 10 kilogrammes est calculée pour 10 kilogrammes, et que chaque quantité de poids entre 10 et 20 kilogrammes est considérée comme 20 kilogrammes, et ainsi de suite.

On ne pourra consentir de restitution de taxes accessoires à moins qu'il ne s'agisse de celles qui auraient été indûment payées.

§ 19. — Passage à travers la ligne des douanes.

En général, est maintenue en vigueur la disposition légale qui stipule que le passage au-delà de la ligne des douanes ne peut être admis que sur les chemins douaniers et moyennant déclaration au bureau de frontière.

Cependant les marchandises exportées:

a. qui ne sont pas soumises à un droit d'exportation,

b. dont la sortie ne doit pas être constatée,

c. et au sujet desquelles aucune convention avec l'État limitrophe n'apporte de restriction à la sortie par les chemins douaniers, sont exemptes de l'obligation de suivre le chemin douanier et d'être présentées à la douane de frontière, si la présentation et la déclaration desdites marchandises sont faites à un fonctionnaire chargé du contrôle des marchandises dûment autorisé, et si les prescriptions relatives à la surveillance du transit ont été observées.

Sont maintenues en vigueur les exceptions spéciales relatives au passage de la ligne douanière sur les chemins douaniers, à la présentation au bureau frontière, ainsi que les prescriptions sur le transit, au delà de la ligne douanière sur les chemins de fer, par navires fluviaux, construits de façon à assurer la fermeture du logement des marchandises.

§ 20. — Classification des bureaux douaniers.

Les bureaux, préposés aux formalités de douane (importation, exportation, transit, etc.) sont, suivant leurs attributions, soit des Douanes principales soit des bureaux de Recette. Chacune de ces catégories se subdivise en première et deuxième classe. Les Recettes ne sont établies que sur les points immédiats à la ligne douanière et les Douanes principales fonctionnent aussi bien sur la ligne douanière qu'à l'intérieur du territoire douanier.

§ 21. — Attributions des bureaux douaniers à l'importation.

L'appendice B énumère les attributions générales des bureaux douaniers. La nomenclature des bureaux douanier existant sur le territoire douanier avec indications de la catégorie suivant laquelle ils doivent être classés sera ultérieurement publiée.

Les attributions des bureaux d'un rang secondaire sont également de la compétence des bureaux supérieurs.

Pour faciliter le commerce, les attributions des bureaux d'un rang secondaire ont été étendues dans les limites ci-après:

a. Les articles, dont l'expédition est réservée aux Douanes supérieures, peuvent être introduits par les Douanes de seconde classe, si le montant du droit dû pour des marchandises importées en une seule fois

ne dépasse pas 150 florins, et par les Recettes de première classe, si le montant des droits pour des marchandises importées en une seule fois, ne dépasse pas 75 florins, quelle que soit la quantité des marchandises et la classe du bureau auquel est réservée leur expédition.

b. Les Recettes de deuxième classe peuvent, à l'importation, expédier des articles dont l'expédition est réservée à des bureaux d'une catégorie supérieure, pourvu que ces articles soient assujettis à un droit ne dépassant pas 15 florins pour 100 kilogrammes et que le montant du droit à percevoir pour les marchandises importées en une seule fois ne dépasse pas 15 florins. Ces Recettes pourront également expédier des articles soumis à des droits plus élevé, mais en quantité ne dépassant pas 5 kilogrammes.

Pourront être expédiés même par les Recettes de deuxième classe les animaux destinés à la boucherie et les bêtes de trait dont l'expédition est réservée aux Recettes de première classe, lorsqu'il ne s'agira que de dix têtes de bétail.

Les attributions plus étendues, visées aux paragraphes a et b, ne sont accordées que dans le cas où la compétence des bureaux ne serait pas limitée par les stipulations et les ordonnances spéciales indiquées dans la nomenclature des attributions des bureaux douaniers.

§ 22. — Attributions des bureaux douaniers à l'exportation.

Les marchandises soumises à un droit d'exportation peuvent être taxées par tous les bureaux douaniers, quelle qu'en soit la quantité.

Les marchandises exemptes de droit à l'exportation, dont la sortie ne doit pas être constatée, peuvent être expédiées par tous les bureaux douaniers, sauf la pâte à papier de bois, de paille, de sparte et de fibres analogues, ainsi que le carton (n[os] du tarif 185 b et 186), qui ne pourront être expédiées à l'exportation par des Recettes de 2[e] classe, que pour une quantité ne dépassant pas 50 kilogrammes.

§ 23. — Attributions des bureaux de douane pour l'assignation à un bureau intérieur et pour le transit.

L'assignation de la marchandise à un autre bureau, quant aux autres formalités douanières, peut être effectuée tant par les Douanes que par les Recettes de 1[re] classe.

Les Recettes de 2[e] classe ne peuvent assigner que les marchandises pour lesquelles l'application du droit d'importation rentre dans leurs attributions. Cette même faculté leur est accordée pour les articles que les voyageurs portent avec eux en quantité en rapport avec leur condition, pour leur usage et non dans un but commercial.

Les Douanes et les Recettes de 1[re] classe sont en outre autorisées à certifier la sortie des marchandises en transit et des marchandises d'exportation dont la constatation est prescrite. Quant aux marchandises de transit, pour lesquelles le droit d'entrée (en dehors du droit de permis et autres semblables) s'élève à plus de 30 florins par 100 kilogrammes, et aux marchandises d'exportation, pour lesquelles, moyennant preuves à l'appui,

il y a lieu de rembourser un impôt (excepté pour le sucre), la sortie peut en être contrôlée par les Douanes ou les Recettes de 1re classe qui y ont été autorisées par le Ministre des Finances de concert avec celui du Commerce. Les Recettes de 1re classe qui sont éxceptionnellement autorisées à certifier la sortie de ces marchandises sont mentionnées dans la nomenclature des bureaux.

Les autres Recettes de 1re classe sont également autorisées à certifier la sortie de ces marchandises si elles sont expédiées par la poste ou si elles accompagnent les voyageurs en tant que leur quantité ne dépasse pas l'unité indiquée dans le tarif et à condition que lesdits bureaux ne se trouvent pas établis dans des points de la frontière, dans lesquels, en conséquence des traités politiques en vigueur, les marchandises en transit seront réciproquement assignées par deux bureaux désignés officiellement dans l'un et l'autre pays.

Ne sont autorisés à présider à la sortie du sucre bénéficiant du remboursement de l'impôt que les bureaux douaniers qui sont spécialement autorisés à cet effet conformément aux dispositions de l'ordonnance relative à l'application de la nouvelle loi sur l'impôt du sucre. Lesdits bureaux font, d'ailleurs, l'objet d'une indication spéciale dans la nomenclature.

Les autorisations exceptionnelles, accordées en vertu de dispositions spéciales relative à quelques bureaux douaniers et dont la durée ne serait pas encore déterminée, seront régularisées par ordonnance. En attendant les dispositions en question sont maintenues en vigueur.

§ 24. — Application des droits par les bureax des douanes frontières.

Les marchandises, entrant par des bureaux de frontière des chemins de fer, pour lesquelles la vérification comporterait un examen plus difficile ou plus long et pour lesquelles la vérification suffisamment minutieuse ne serait pas praticable sans entraver le transport ou la régularité du service, devront, en règle générale, être dirigées sur un bureau de douane de l'intérieur, si un tel bureau se trouve au point de destination. Cette mesure sera notamment applicable aux huiles minérales, aux fils de coton et de laine, à la toile à sacs et d'emballage, aux articles en coton et en laine, aux articles en verre et en terre, aux machines, aux matières chimiques auxiliaires et aux produits chimiques.

Lorsque les habitants des frontières ou les voyageurs emportent avec eux de petites quantités de tissus ou de fils, destinés à leur usage et non dans un but commercial, et des vêtements non exempts de droits d'après l'article IX, n° 1 de la loi, et pour lesquels l'application du droit ne peut être pratiquée que moyennant l'emploi des instruments officiels, l'expédition de ces articles devra se faire auprès d'une douane compétente, à moins que l'intéressé ne préfère voir taxer sa marchandise d'après le droit du tarif le plus élevé sur la matière.

Une classification arbitraire des marchandises, pour éluder la compétence administrative, est rigoureusement prohibée, et les bureaux de douane sont invités à interdire les procédés de cette nature.

§ 25. — Instructions complémentaires relatives aux exemptions de droit et à l'application du régime de faveur prévues à l'article VIII.

Les objets dénommés dans cet article bénéficient de l'exemption, moyennant les conditions suivantes:

Ad. 1, 2 et 3, d'après les conditions en vigueur.

Ad. 4, sur l'attestation de la factorie de vente I. et R. de Trieste.

Ad. 5, sur l'attestation du commandement militaire compétent. Sont exclues de cette exemption les matières brutes et auxiliaires destinées à la production des objets dénommés au n⁰ 5; par exemple: salpêtre, drap, toile, cuir, fer, laiton et analogues.

Ad. 6, sur la production des certificats émanant de l'autorité compétente de l'État établissant expressément que les objets expédiés ont été requis d'office et sur lesquels la qualité, la quantité et la destination se trouvent soigneusement indiquées.

Ad. 7, Les objets appartenant aux immigrants, moyennant le certificat de l'autorité compétente relative à l'immigration ou au changement de résidence; les objets de trousseau moyennant l'attestation de l'autorité politique locale sur leur qualité d'objets de trousseau.

Ad. 8, moyennant l'attestation de l'autorité politique locale ou de la justice établissant leur qualité d'effets faisant partie d'une succession.

Ad. 9. Les objets d'art, de science ou d'industrie, sur la déclaration des institutions auxquelles ils sont destinés.

Les oeuvres des artistes, sur l'attestation des légations J.J. et R.R.

Ad. 10. L'exemption du droit relative aux objets dénommés dans ce numéro s'étend également à l'esprit de vin et aux autres liquides destinés à leur conservation et dans lesquels ils sont présentés en douanes.

Ad. 11, sur l'attestation des instituts scientifiques de l'Empire ou régionaux.

Les reproductions des objets d'antiquité devront être taxées suivant la qualité de la matière.

Ad. 12, sur l'attestation de l'autorité judiciaire qui reçoit les objets.

Ad. 13, en se reportant aux diplômes, documents ou autres attestations de l'autorité compétente.

§ 26. — A l'article IX.

Ad. 1. Dans le cas où les bureaux des douanes le jugeraient opportun, afin de s'assurer si les effets des voyageurs sont dans les conditions voulues pour bénéficier de la franchise, ces bureaux seront autorisés à s'informer sur la situation, les fonctions et la condition du voyageur, en examinant ses papiers de voyage dont ils peuvent réclamer la présentation.

L'exemption de taxe pour 10 cigares ne pourra être appliquée que pour des cigares ne dépassant pas en longueur 21 centimètres et n'ayant pas plus de 13 millimètres de diamètre.

Pour le tabac étranger importé par les habitants des frontières, la franchise est accordée quand la quantité ne dépasse pas 35 grammes, quand

il est destiné à l'usage personnel et que le transport en est effectué sur les chemins douaniers.

Ad. 2. Les voitures et les traineaux des voyageurs sont exempts de droit, même quand, au moment de l'importation, ils ne servent pas au transport de leurs propriétaires, s'il peut être prouvé que déjà et avant leur importation ces moyens de transport étaient employés à leur usage et qu'ils y sont également destinés à l'avenir.

Au contraire, sont assujettis aux droits les voitures et les traineaux des voyageurs, s'il est établi que leur importation est faite en suite d'une commande ou d'une acquisition à l'étranger, à l'effet d'introduire un véhicule pour l'usage dans l'intérieur du pays; il en sera de même si des voitures et des traineaux sont employés comme moyens de transport dans le but évident d'eluder le droit.

Sont admis en franchise les voitures de chemin de fer et les bâtiments employés au transport des personnes et des marchandises en dedans des frontières et qui ne pénètrent qu'en raison de ce trafic; la même faveur est accordée aux voitures de chemin de fer des entreprises indigènes et aux bâtiments des compagnies nationales, qui retournent vides, ainsi qu'aux voitures de chemin de fer des lignes étrangères et aux bâtiments des entreprises étrangères de navigation dejà employés au service.

Si, pour les cas prevus ci-desus, l'exemption des droits ne pouvait être accordée aux moyens de transport, il sera loisible de les déclarer en transit, et alors le droit d'importation devra être payé sans autre pénalité. quand même lesdits moyens de transport ne seraient pas réexportés dans le délai fixé.

Ad. 3. Sont maintenus les règlements en vigueur.

Ad. 4. Sont maintenus en vigueur les règlements relatifs au régime applicable aux échantillons auxquels est refusée l'entrée en franchise (voir aussi n⁰ 6).

Ad. 5. Quant aux enveloppes et aux contenants dans lesquels la marchandise à taxer est emballée, il y a lieu de distinguer les contenants extérieurs des contenants intérieurs.

Doivent être classés comme contenants extérieurs les moyens d'emballage généralement employés, tels que: barils, caisses, paniers, sacs et analogues. Ces articles, quand la taxe se perçoit au poid brut, sont compris dans le poids de la marchandise elle-même, et ils sont exempts quand la taxe est perçue d'après le poids net.

Les contenants extérieurs qui, dans les tares à déduire, ne sont pas prévus comme emballages en général (cylindres, bouteilles, boîtes, fûts, etc., en métal) devront être taxés en raison du contenu, que la marchandise qu'ils renferment paye au poids brut ou au poids net, mais il faut que ces contenants puissent être considérés comme emballage de fabrique ou comme emballage généralement employé dans le commerce.

Dans le cas contraire, ou s'il est de toute évidence que l'emballage n'a été choisi que dans le but d'éviter le payement du droit, il faudra taxer le contenant et la marchandise séparément et suivant le régime qui leur est applicable, et si leur séparation n'est pas possible, le tout suivra le régime de la taxe la plus élevée.

Les contenants intérieurs, assujettis à un droit plus élevé que la marchandise elle-même, devront être taxés comme suit:

a. Comme la marchandise, quand le contenant par lui-même n'est pas soumis à une taxe dépassant 15 florins par 100 kilogrammes et quand il n'est que l'emballage de fabrique ou celui généralement employé dans le commerce.

b. Si, au contraire, le contenant doit acquitter un droit dépassant 15 florins et s'il est évident que les marchandises sont importées dans le but d'échapper à la taxe applicable au contenant, ces derniers seront taxés séparément ou, si leur séparation n'était pas praticable, on appliquera au tout le droit le plus élevé.

Les vieux fûts, même cerclés de fer et portant la marque de leur jauge autrichienne ou hongroise, seront exempts de droits à l'importation.

Ad. 6. Les quantités de marchandises indiquées ne seront exemptes du droit que si le total le plus élevé est de 25 grammes ou si le montant total des taxes de moins de 2 kreutzers représente dans son ensemble un entier.

Cette exemption de droit s'appliquera à chaque numéro du tarif toutes les fois qu'il s'agira de taxer en même temps des marchandises appartenant à plusieurs numéros du tarif, et si le total susmentionné était dépassé, toute la marchandise sera soumise au droit.

Cette disposition sera applicable également aux marchandises assujetties à la taxe qui s'importent sous forme d'envois postaux ainsi qu'aux échantillons assujettis à la taxe.

Ad. 7. Si l'exemption du droit est réclamée pour des marchandises taxées par l'administration des postes et qui ont été avariées avant d'être remises à leur point de destination, l'administration des postes est obligée d'en donner avis et de transmettre l'expédition dont il s'agit au bureau où le droit d'importation a été perçu ou au bureau de douane ou du fisc le plus proche, dans le cas où le renvoi au bureau expéditeur ne serait pas praticable.

Il appartiendra à ce dernier bureau d'examiner la réclamation, et, s'il y a lieu, les objets avariés seront détruits sous la surveillance de la douane. Le bureau devra transmettre à la poste un procès-verbal de l'avis et du résultat de l'enquête, et l'admiuistration des postes devra s'adresser avec ledit procès-verbal à l'autorité financière pour la restitution du droit.

S'il ne s'agit plus d'une exemption, mais simplement d'une réduction de droit, la marchandise devra être présentée comme il a été dit ci-dessus, mais elle restera sous la garde du bureau jusqu'au résultat de la pétition qui devra être adressée à l'autorité financière pour l'obtention de la restitution du droit partiel réclamé.

§ 27. — Compétence de l'autorité et des douanes en matière d'exemption des droits et relativement à l'application des taxes de faveur.

Si les conditions légales sont respectées, une autorisation spéciale n'est pas nécessaire pour accorder les exemptions de droit prévues dans les n°s 3 à 6 et 10 de l'article VIII, 3 à 6 de l'article IX et 1 et 2 de l'article XI.

Dans tous les cas où la présentation desdits articles à un bureau de douane requise, tous les bureaux ayant une compétence illimitée pour expédier est lesdits articles conformément aux indications du tarif sont autorisés à appliquer les exemptions dont il s'agit.

Pour l'obtention du régime de faveur prévu aux n°s 7 à 9, 12 et 13 de l'article VIII, le permis de l'autorité de finance de permière instance est de rigueur.

L'exemption de droits accordée aux articles visés par les n°s 1 et 2 de l'article VIII est réservée aux douanes de Vienne et de Budapest qui, à cet effet, ont reçu des instructions spéciales émanant du Ministère des Finances.

Les autorités régionales de finance sont autorisées, pour les cas particuliers où l'on ferait valoir des motifs bien établis, dignes de considération, et s'il n'y a pas doute. à désigner pour l'application de l'exemption de droits aux objets dénommés à l'article VIII sous les n°s 7 à 9, un bureau douanier, quand même il ne serait pas autorisé d'une façon illimitée à taxer à l'importation des marchandises analogues.

Les autorités régionales de finance sont autorisées à accorder l'exemption complète ou partielle pour l'importation des objets visés à l'article XII de 1 à 3, lorsqu'il s'agira de marchandises dont l'importation est généralement accordée et si le montant des droits à acquitter ne dépasse pas 100 florins. Dans le cas où il s'agirait de sommes plus élevées, le Minister des finances seul peut accorder cette autorisation.

Pour les bagages et les voitures des voyageurs (n^{0} 1, n^{0} 2 de l'article IX) il y aura lieu de distinguer si le voyageur les amène avec lui ou bien encore si ces objets le précèdent ou le suivent. Pour le premier cas, tout bureau douanier auquel le voyageur s'adressera est autorisé à accorder l'exemption si ces objets se trouvent dans les conditions voulues; dans le dernier cas, au contraire, la compétence n'appartiendra qu'à l'autorité de finance de première instance et aux Douanes de première classe. Une exemption de droit plus étendue pour le cas où le séjour du voyageur, etc., devrait se prolonger au delà d'une année (n° 1, alinéas 2 et 3) peut être accordée seulement par l'autorité régionale de finance.

Il appartient également à cette dernière autorité d'accorder l'exemption prévue au n° 11 de l'article VIII, et au Ministère des Finances, celle du n° 7 de l'article IX.

La privation temporaire de l'exemption qui fait l'objet du n° 6 de l'article IX es de la compétence de l'autorité régionale de finance.

Le permis spécial, nécessaire suivant l'article X, n° 4, alinéa 2, relatifs à des marchandises qui reviennent invendues, peut être accordé par l'autorité régionale de finance, si les prescriptions spécialement établies sont observées et jusqu'à concurrence de 500 florins de droit. Pour tous les autres cas, le Ministère des Finances seul peut accorder ce permis.

Est également réservée au Ministère des Finances la faculté d'accorder, conformément à l'article X, l'exemption temporaire applicable à des objets introduits pour figurer dans des expositions intérieures ou en vue de leur emploi à des essais ou pour un usage provisoire.

§ 28. — Instructions spéciales relatives aux produits chimiques.

Si, conformément à l'article IV, alinéa 2, des produits chimiques nouvellement admis dans le commerce ou frappés, par le n° 331 du tarif, d'un droit supérieur à 15 % de la valeur doivent être soumis au régime d'un autre numéro du tarif, en considération de leur composition, de leur usage ou de leur valeur, il est entendu qu'il ne s'agira jamais que d'articles importés en quantité considérable.

Les douanes auxquelles sont transmises des demandes sur cette question doivent inviter les intéressés à s'adresser, par l'intermédiaire de la Chambre du Commerce et de l'Industrie, au Ministère I. et R. du commerce par requête motivée, accompagnée des échantillons des marchandises dont il s'agit avec leurs analyses chimiques et l'indication de leur valeur.

Tant que cette procédure n'aura pas été adoptée, l'expédition ne pourra être faite que moyennant dépôt ou garantie des droits, suivant le n° 331.

II.

Art. I. — Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten für das gemeinsame Zoll- und Handelsgebiet der österreichisch-ungarischen Monarchie und finden in den Zollausschlüssen keine Anwendung.

Art. II. — In der Einfuhr ist jede Waare zollpflichtig, soweit sie nicht ausdrücklich als zollfrei erklärt ist, und unterliegt jenem Zolle, welcher im beiliegenden Einfuhrzolltarife für die Tarifnummer, zu welcher die Waare gehört, vorgezeichnet ist.

Wo im Tarife nicht ausdrücklich anderes bestimmt ist, sind bei verzehrungssteuerpflichtigen Gegenständen nach Massgabe der bezüglichen gesetzlichen Bestimmungen noch die inneren Staats-, Landes- oder Communalverbrauchsabgaben und Zuschläge zu entrichten.

Für die Waarendurchfuhr ist ein Zoll nicht zu entrichten.

In der Ausfuhr unterliegen nur die im beiliegenden Ausfuhrzolltarife angeführten Gegenstände dem daselbst vorgezeichneten Zolle.

Art. III. — Waaren, welche aus Staaten kommen, die österreichische und ungarische Schiffe und Waaren österreichischer und ungarischer Provenienz ungünstiger behandeln, als jene anderer Staaten, unterliegen bei der Einfuhr ausser dem im Tarife enthaltenen Zolle einem Zuschlage von 30 Percent desselben, und wenn sie in dem Tarife als zollfrei erklärt sind, einem im Verordnungswege zu bestimmenden specifischen Zolle von 15 Percent des Handelswerthes der Waare.

Die Regierung ist ermächtigt, Ausnahmen von dieser Massregel im Verordnungswege eintreten zu lassen, sei es, dass dieselbe nur auf einzelne Kategorien von Waaren Anwendung finde, sei es, dass einzelne Kategorien von Waaren mit derlei Zollzuschlägen und Zöllen in höherem oder in geringerem als dem vorstehenden Ausmasse belegt werden.

Art. IV. — Ein im Verordnungswege zu erlassendes alphabetisches Waarenverzeichniss wird die detaillirte Einreihung der einzelnen Waaren

in die gehörigen Nummern des Zolltarifes nach dessen Wortlaut und Sinn bestimmen; im Bedarfsfalle kann dasselbe ergänzt und abgeändert werden.

Auf gleiche Weise können neu in Verkehr kommende oder durch den Zoll der Tarifnummer 331 nachweislich mit mehr als 15 Percent des Werthes getroffene chemische Erzeugnisse, mit Rücksicht auf ihre Zusammensetzung und Verwendung oder ihren Werth, einer anderen Tarifnummer zugewiesen werden.

Art. V. — Aus verschiedenen Stoffen zusammengesetzte Waaren, die nicht zu den Kurzwaaren (Tarifnummer 307 bis 316) gehören, oder nicht sonst im Tarife besonders belegt sind, deren Bestandtheile unter verschiedene Tarifnummern gehören, sind nach ihrem Hauptbestandtheile, und wenn derselbe zweifelhaft ist, nach demjenigen Bestandtheile zu verzollen, welcher im Tarife höher belegt ist.

Mechanische Gemenge aus verschieden tarifirten Gemengtheilen sind, wenn dergleichen Gemenge als solche im Tarife nicht besonders belegt sind, nach demjenigen Gemengtheile zu verzollen, welcher im Tarife höher belegt ist, sofern dieser nicht in einer für unerheblich zu erachtenden Menge vorhanden ist. Die näheren Bestimmungen sind dem Verordnungswege vorbehalten.

Art. VI. — Die Ein- und Durchfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole (Kochsalz, Schiesspulver, Tabak und Tabakfabrikate) ist nur gegen Erlaubniss der competenten Behörde gestattet.

Die Regierung ist ermächtigt, im Verordnungswege den Verhehr mit bestimmten Waaren aus offentlichen Rücksichten und insbesondere auf Gründen der Sanitäts- und Sicherheitspflege zu beschränken. Bis auf Weiteres bleiben die hierauf bezüglichen Vorschriften in Geltung.

Art. VII. — Die Regierung ist ermächtigt, im Einverständnisse mit der königlich ungarischen Regierung die Zölle für Getreide und Hülsenfrüchte in Fällen schlechten Ernteausfalles im Inlande für alle oder einzelne Fruchtgattungen zeitweilig an allen oder einzelnen Grenzen unter den gegen Missbrauch schützenden Controlen und Beschränkungen ausser Kraft zu setzen.

Art. VIII. — Von der Entrichtung des Einfuhrzolles sind befreit:

1. Die für den unmittelbaren Gebrauch Seiner Majestät bestimmten Gegenstände;

2. Gegenstände, welche zum unmittelbaren Gebrauche der am k. und k. Hofe accreditirten diplomatischen Personen bestimmt sind, nach Massgabe der besonderen Vorschriften;

3. Tabakblätter für Staatsfabriken, ferner Kochsalz, Schiesspulver und Tabakfabrikate für Staatsniederlagen oder von Bewohnern der Umgebungen der Zollausschlüsse aus Verschleissstätten der Zollausschlüsse erkauft;

4. Erzeugnisse der Staatsbergwerke aus der k. k. Verschleissfactorei in Triest;

5. Militäreffecten, als: Monturen, Rüstungsstücke, Waffen, Munition, Heeresgeräthe (wozu auch Betterfordernisse, ärztliche und Spitalrequisiten gehören), dann Pferde im Verkehr zwischen Truppenkörpern oder Marineetablissements in und ausser dem Zollgebiete; Sprengmittel und Explosivstoffe zu militärtechnischen Versuchen der Heeresverwaltung;

6. Amtserfordernisse, welche von Staatsbehörden aus den Zollausschlüssen in das Zollgebiet versendet werden;

7. Die Habschaften der Einwanderer aus dem Auslande und aus den Zollausschlüssen in das Zollgebiet, sowie auch Maschinen und Maschinenbestandtheile, Fabriksgeräthschaften und Handwerkszeug derselben, insoferne diese Gegenstände zu deren eigenem Gebrauche bestimmt, ihren Verhältnissen angemessen sind und Spuren fortgesetzten Gebrauches an sich tragen;

Ausstattungsgegenstände für Personen, die in Folge ihrer Verehelichung in das Zollgebiet übersiedeln, insofern sie deren Verhältnissen angemessen sind.

Von dieser Zollfreiheit sind jedoch ausgeschlossen: alle Verzehrungssteuergegenstände und Verbrauchsartikel, Vieh, unverarbeitete Zeuge und Halbfabrikate, dann rohe Stoffe;

8. Erbschaftseffecten, als: Einrichtungsstücke, Haus-, Tisch- und Küchengeräthe, Kleidungen, Bett-, Leib- und Tischwäsche, gebrauchte Fabrikgeräthschaften, gebrauchtes Handwerkszeug u. s. w., insoferne sie zum eigenen Gebrauche des Erben dienen und seinen Verhältnissen angemessen sind.

Auch von dieser Zollfreiheit sind die Punkt 7, Alinea 3, aufgezählten Gegenstände ausgeschlossen:

9. Gegenstände der Kunst, Wissenschaft und des Gewerbefleisses, welche für Sammlungen öffentlicher, wissenschaftlicher und artistischer Anstalten bestimmt sind; Werke der im Auslande sich aufhaltenden österreichischen und ungarischen Künstler;

10. Anatomische Präparate, Skelette, Leichen;

11. Alterthümliche Gegenstände (Antiken, Antiquitäten), wenn ihre Beschaffenheit darüber keinen Zweifel lässt, dass ihr Werth hauptsächlich nur in ihrem Alter liegt und sie sich zu keinem anderen Zwecke und Gebrauche als dem des Sammelns eignen;

12. Gegenstände gerichtlicher Verhandlungen;

13. Verliehene Ordenszeichen und Aussellungsmedaillen.

Dem Verordnungswege bleibt vorbehalten, die Förmlichkeiten rücksichtlich des Punktes 1 und im Uebrigen die erforderlichen Nachweise und Bedingungen zu regeln. Vorläufig bleiben die bestehenden Vorschriften in dieser Beziehung aufrecht.

Art. IX. — Ferner sind zollfrei zu behandeln:

1. Effecten der Reisenden, als:

Wäsche, Kleidungsstücke, Bett-, Reise-, Gold- und Silbergeräthe und andere Kostbarkeiten, Werkzeuge der Handwerker, sowie Geräthe und Instrumente der Künstler, Kleidungsstücke und Wäsche der Fuhrleute und Schiffer, Bücher, Nahrungsmittel, Arzneien zum Verbrauche während der Reise, Tabak in einer durch besondere Vorschriften bestimmten Menge (gegenwärtig nicht mehr als 35 Gramm oder 10 Stück Cigarren), insoferne diese Gegenstände nur zum eigenen Gebrauche des Reisenden bestimmt und hinsichtlich der Beschaffenheit und Menge, dem Bedarfe, dem Stande und den sonstigen Verhältnissen desselben angemessen sind.

Auch kann der zollfreie Bezug von gebrauchten Hausgeräthen und Einrichtungsstücken Reisenden und im öffentlichen Dienste stehenden Per-

sonen bewilligt werden, welche sich durch längere Zeit in Oesterreich-Ungarn aufzuhalten gedenken und diese Absicht glaubwürdig darthun.

Die gleiche Begünstigung kann auch Inländern bewilligt werden, welche nach längerem Aufenthalte ausserhalb des Zollgebietes in dasselbe zurückkehren.

2. Die Transportmittel, als: Wagen der Reisenden, die zum Personen- und Waarentransporte dienenden Wägen, Schlitten und Schiebkarren, Saumkörbe, Butten und ähnliche Vorrichtungen zum Lasttragen, die betreffenden Zug- und Lastthiere selbst, und Wasserfahrzeuge, letztere mit Einschluss der darauf befindlichen Inventarstücke, insoferne die Schiffe Ausländern gehören oder insoferne inländische Schiffe die nämlichen oder gleichartigen Inventarstücke einführen, als sie beim Ausgange an Bord hatten), unter der Bedingung, dass die Personenwägen deutliche Spuren des Gebrauchs an sich tragen und im Uebrigen aus den transportirten Personen und Waaren, dem Orte der Bestimmung, der Richtung, den Transportmitteln, der Beschaffenheit des Transportes hervorgeht, dass es sich wirklich um eine Personen- oder Waarenbeförderung und nicht um eine zum Zwecke der gebührenfreien Einbringung des Transportmittels unternommene Fahrt handelt.

3. Der Proviant der ein- und auslaufenden Schiffe unter den im Verordnungswege festgesetzten Bedingungen.

4. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, welche nur zum Gebrauche als solche geeignet sind, jedoch unter Ausschluss aller Proben von Tabak und Consumtibilien.

5. Die Umschliessungen und Behältnisse, in denen die zu verzollende Waare verpackt ist mit Ausnahme der Fälle:

a. wenn dieselbe nach den Bestimmungen über die Tara zur Waare selbst gerechnet werden;

b. wenn eine Waare in Umschliessungen und Behältnissen vorkommt, in welchen sie der Form und Beschaffenheit nach nicht verpackt zu werden pflegt und welche höher belegt sind, als die Waare selbst.

6. Alle Waaren, die weniger als 25 Gramm wiegen oder von denen die einzuhebende Zollgebühr weniger als 2 Kreuzer beträgt. Im Falle von Missbräuchen kann diese Erleichterung rücksichtlich einzelner Personen oder gewisser Grenzstrecken zeitweilig aufgehoben werden.

7. Waaren, welche in ämtlichen Niederlagen gänzlich verdorben sind. Insoferne die Waare nur dergestalt verdorben ist, dass sie für ihre ursprüngliche Bestimmung nicht mehr geeignet ist, z. B. Wein, welcher noch als Essig verwendbar erscheint, kann die competente Finanzbehörde die entsprechende Zollermässigung bewilligen. Die Zollbefreiung, beziehungsweise Zollermässigung kann auch für die durch die Postverwaltung bereits verzollten Waaren zugestanden werden, welche noch vor der Ausfolgung an den Adressaten verdorben sind. Die näheren Bestimmungen werden im Verordnungswege erlassen.

Art. X. — Von Eingangsabgaben sind weiter befreit:

1. Die zum Baue und zur Ausrüstung von Schiffen erforderlichen Gegenständen im Sinne für Oestereich: des Gesetzes vom 30. März 1873, für Ungarn: des Gesetzartikels XXV vom Jahre 1872.

2. Waaren und Gegenstände, welche zur Veredlung, Reparatur oder Bearbeitung im Zollgebiete eingeführt werden, unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr der veredelten, reparirten oder bearbeiteten Waaren und Gegenstände binnen einer gewissen, im Vorhinein von der Finanzbehörde festgesetzten Frist geschieht und die Identität der ein- und wieder ausgeführten Waaren sichergestellt werden kann;

3. Waaren und Gegenstände, welche in die Zollausschlüsse ausgeführt werden, um daselbst veredelt, raparirt oder bearbeitet zu werden, und aus dem betreffenden Zollausschlusse veredelt, reparirt oder bearbeitet wieder in das Zollgebiet eingeführt werden, unter den zu 2 bezeichneten Bedingungen.

4. Waaren, welche aus dem Zollgebiete auf auswärtige Märkte und Messen oder auf ungewissen Verkauf ausgeführt und unverkauft zurückgebracht werden.

Waaren welche zum Verkaufe in das Ausland ohne Anwendung des Losungverfahrens gesendet wurden und wegen unvorhergesehener Hinderunverkauft zurückgelangen, ohne dort in den freien Verkehr gesetzt worden zu sein, können beim Wiedereintritte über besondere Bewilligung der competenten Finanzbehörde von der Eingangsabgabe befreit werden. Sofern indess aus anhaftenden Fabrikszeichen, Marken u. dgl. oder in Ermangelung dessen aus der äusseren Beschaffenheit der Waare zweifellos hervorgeht, dass die Waare ein aus dem Auslande zurückgelangtes Erzeugniss des österreichisch-ungarischen Zollgebietes ist und durch beigebrachte Behelfe die Identität der aus- und eingeführten Waare glaubwürdig dargethan erscheint, so kann der zollfreie Wiedereintritt auch dann gestattet werden, wenn diese Waare im Auslande in den Verkehr getreten ist.

Für die zu Ausstellungen im Inlande, ferner für die zu Versuchszwecken von öffentlichen Anstalten oder zu vorübergehender Benützung im nachgewiesenen öffentlichen Interesse eingehenden Gegenstände kann gegen Wiederausfuhr derselben die temporäre Zollfreiheit bewilligt werden.

Die Controlmassregeln rücksichtlich dieser Verkehrserleichterungen werden im Verordnungswege getroffen.

Art. XI. — Im Grenzbezirke sind zollfrei:

1. In Bezug auf den landwirthschafftlichen Verkehr auf Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze durchschnitten sind, das dazu gehörige Wirthschaftsvieh und Wirthschaftsgeräthe, sowie die Aussaat zum Feldbaue, dann die auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht;

2. Vieh, das zur Weide oder zur Arbeit über die Grenze eintritt, beziehungsweise wiedereintritt, einschliesslich der während der Weide gewonnenen Erzeugnisse, als: Butter, Käse und des in der Zwischenzeit zugewachsenen jungen Viehes.

Art. XII. — Beim Vorhandensein rücksichtswürdiger, durch Zeugnisse unzweifelhaft nachgewiesener Umstände kann von den leitenden Finanzbehörden der Bezug folgender Gegenstände zollfrei oder gegen ermässigten Eingangszoll bewilligt werden:

Der zum Cultus für arme Kirchen und Gotteshäuser der verschiedenen Religionen bestimmten Gegenstände (exclusive der Orgeln), dann der Materialien zum Baue oder zur Herstellung solcher Kirchen und Gotteshäuser;

2. der Lebensmittel, Kleidungsstücke und Baumaterialien, die den durch Feuer oder andere Elementarereignisse verunglückten einheimischen Bewohnern als Geschenk zu ihrem Lebensunterhalt oder zum Aufbau oder zur Herstellung ihrer Wohngebäude zukommen;

3. der alten, Merkmale des Gebrauches an sich tragenden Gegenstände, welche mittellose Personen zum Geschenke aus dem Auslande erhalten.

Art. XIII. — Die Regierung wird ermächtigt, anlässlich internationaler Abmachungen, durch welche behufs Sicherstellung von Eisenbahnverbindungen vereinbart wird, dass die Anlage einer gemeinsamen Grenz- und Betriebswechseltation innerhalb der Zollgrenze stattzufinden hat, die zollfreie Einfuhr zuzusichern:

a. Für alle zur Ausführung des Baues und der Betriebseinrichtung der Wechselstation sowie der zwischen dieser und der Zollgrenze gelegenen Anschlussstrecke erforderlichen Materialien, Einrichtungsstücke und sonstigen Gegenstände, insoweit die Bestellung dieser Erfordernisse ausländischen Behörden oder den ausländischen Bahnunternehmungen in Folge vertragsmässiger Uebernahme der einschlägigen Herstellungen obliegt;

b. für alle von der ausländischen Bahnunternehmung zur Besorgung des von ihr übernommenen Betriebsdienstes, einschliesslich der Instandhaltung, dann von den ausländischen Grenzämtern zu Dienstzwecken benöthigten Betriebsmittel, Geräthschaften und Verbrauchsmaterialien in den für diesen Zweck nachweisslich erforderlichen Mengen;

c. für die Uebersiedlungseffecten, sowie die Dienstutensilien der inländischen Zollgebietes stationirten Beamten und Bediensteten der ausländischen Eisenbahnverwaltung und der ausserdem betheiligten Dienstzweige der Verwaltung des Nachbarstaates.

Art. XIV. — Die im Zolltarife angegebenenen Zollsätze, einschliesslich des Wag-, Siegel- und Zettelgeldes sind in Goldmünze zu entrichten.

Besondere Anordnungen bestimmen, unter welchen Bedingungen Silber zur Zollzahlung verwendet werden darf.

Das hiebei zu entrichtende Aufgeld wird nach dem Durchschnittscourse von Gold im vorausgegangenen Monate im Verordnungswege von Monat zu Monat festgesetzt und öffentlich verlautbart.

Dem Verordnungswege ist auch die Festsetzung des Guldenwerthes in Gold der in- und ausländischen Goldmünzen vorbehalten, zu welchem dieselben bei Zollzahlungen angenommen und gegeben werden.

Art. XV. — Wenn bei der Berechnung der Zollgebühren sich Bruchtheile unter einem Kreuzer ergeben, so sind jene, welche weniger als einen halben Kreuzer betragen, unbeachtet zu lassen und jene, welche einen halben Kreuzer und mehr betragen, mit einem ganzen Kreuzer einzuheben.

Art. XVI. — Ausser den im Tarife bei jeder einzelnen Tarifnummer vorgezeichneten Gebühren (Zöllen, Licenzgebühren, Verzehrungssteuerzuschlägen) sind im Zollverfahren folgende Nebengebühren zu entrichten:

1. Das Waggeld mit 5 Kreutzern von 100 Kilogramm des Rohgewichts jener Waaren, deren Abwage von Amtswegen oder auf Verlangen der Partei geschieht.

Für die Ermittelung des Gewichtes durch Berechnung, für Probe-

verwiegungen und für Verwiegungen mittelst Privatwage, wie beispielsweise bei der Zollabfertigung in Eisenbahnhöfen, ist kein Waggeld einzuheben.

Bei Berechnung der Waggebühr werden Gewichtstheile unter 50 Kilogramm unbeachtet gelassen, Gewichtstheile von 50 Kilogramm und darüber für 100 Kilogramm gerechnet.

Wenn das Gesammtgewicht der Waare weniger als 50 Kilogramm beträgt, sind 3 Kreutzer als Waggeld zu entrichten.

2. Das Siegelgeld mit zwei Kreutzern für jedes angelegte Blei und mit 1 Kreutzer für jedes angelegte Wachssiegel.

Waaren, die zur Durchfuhr unter Begleitscheinkontrole angewiesen werden, sind vom Siegelgelde befreit. Auch für den zollämtlichen Verschluss des Ladungsraumes von Schiffen, Eisenbahnwägen u. dgl. ist kein Siegelgeld einzuheben.

3. Das Zettelgeld mit 10 Kreuzern für das der Partei auszufolgende Exemplar des Begleitscheines über ausländische unverzollte Waaren.

Wenn Durchfuhrwaaren unter Abänderung der ursprünglichen Bestimmung zur Einfuhr erklärt werden, so sind die betreffenden Nebengebühren nachträglich zu entrichten.

Im inneren, die Zolllinie berührenden Verkehre, sowie im Controlverfahren ist weder Siegel noch Zettelgeld zu erheben.

4. Das Lagergeld für Waaren, die in amtlichen Niederlagen eingelagert werden, in dem durch besondere Anordnung mit Berücksichtigung der örtlichen und sonstigen Verhältnisse festzusetzenden Ausmasse, jedoch in der Regel nicht über 1.6 Kreutzer für 100 Kilogramm des Rohgewichtes und den Tag der Einlagerung.

In Fällen ausserordentlichen Waarenandranges kann der Lagerzins bis auf 2.4 Kreutzer für 100 Kilogramm und Tag erhöht werden.

Hinsichtlich der Kostenvergütungen für Amtshandlungen, welche ausser dem Amtsplatze vorgenommen werden, der Gebühren für amtliche Waarenbegleitungen und der besonderen Wasserzoll, Hafen- und Schifffahrtsgebühren bleiben die bisherigen Bestimmungen aufrecht.

Hinsichtlich der Bezahlung der Bruchteile unter einem Kreutzer gelten auch bezüglich der Nebengebühren die im Artikel XV enthaltenen Bestimmungen.

Art. XVII. — Die Festsetzung und Aenderung der Tara wird mit Berücksichtigung der im Verkehre üblichen Verpackungsarten und deren Gewichtsverhältnisse im Verordnungswege geregelt. Bei Waaren, deren Zoll 3 fl. für 100 Kilogramm nicht überschreitet, und für die unmittelbaren Umschliessungen von Flüssigkeiten findet, sofern der Tarif nicht eine abweichende Bestimmung enthält, ein Taraabzug nicht statt. Wenn aber Flüssigkeiten, welche nach dem Bruttogewichte zu verzollen sind, in zum Transporte derselben eigens eigerichteten Land- oder Wasserfahrzeugen ohne anderweitige Umschliessung eingeführt werden, so ist dem ermittelten Nettogewichte eine der gewöhnlichen Verpackungsart angemessene im Verordnungswege festzustellende Tara zuzuschlagen.

Durchführungsvorschrift
für Oesterreich: zum Gesetze vom 25. Mai 1882,
für Ungarn: zum Gesetzartikel XVI vom Jahre 1882, betreffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarischen Zollgebietes.

§ 1. Allgemeine Anwendung des Zolltarifes.

Vom 1. Juni 1882 angefangen werden die im Zolltarife angeführten Zollsätze von allen Waaren — mit Ausnahme von Mineralöl der Tarifklasse XXI — eingehoben, welche nicht infolge von Staatsverträgen auf eine zollbegünstigte Behandlung Anspruch haben *).

Die Zollsätze von Mineralöl der Tarifklasse XXI treten gleichzeitig mit dem Gesetze, betreffend die Erhöhung des Einfuhrzolles und die Einführung einer Verbrauchssteuer von Mineralöl, in Wirksamkeit und es bleiben bis zu diesem Zeitpunkte die Bestimmungen der Abtheilung 28 d nebst Anmerkung des Zolltarifes vom Jahre 1878, in Kraft.

Inwiefern die im Artikel III des Gesetzes erwähnte differenzielle Behandlung der Waaren, welche aus Staaten kommen, die österreichisch-ungarische Schiffe oder Waaren österreichisch-ungarischer Provenienz ungünstiger behandeln, als jene anderer Staaten, zur Anwendung kommt, wird von Fall zu Fall durch specielle Verordnungen bekannt gemacht werden.

§ 2. — Erklärung der Waaren.

Die Waaren sind in der Regel nach den Benennungen und Massstäben des Zolltarifes zu erklären.

Ausnahmen sind im § 5 dieser Vorschrift geregelt.

§ 3. — Tarifmässige Benennung.

Aus der tarifmässigen Benennung muss unzweifelhaft hervorgehen, unter welche Nummer (und eventuell Buchstaben) des Tarifes die betreffende Waare fällt. Es darf daher in der Erklärung kein im Zolltarif enthaltener, auf aus Ausmass des Zolles einen Einfluss ausübender Beisatz mangeln.

Tarifmässige Benennungen sind z. B.:
Kaffee, roh;
Spanferkel, nicht über 10 Kilogramm;
Holztheer;
Steinkohlentheer;

---

*) Auf die Zollbehandlung nach den Zollsätzen der Vertragstarife haben die aus nachbenannten Staaten herstammenden Waaren Anspruch: Belgien, Bulgarien, Dänemark, Deutsches Reich, Egypten, Frankreich, Griechenland, Grossbritannien und dessen Besitzungen, Italien, Liberia, Niederlande und deren Colonien, Persien, Schweden und Norwegen, Schweiz, Serbien, Spanien, Türkei (für die auf türkischen Fahrzeugen eingeführten türkischen Boden- oder Industrieerzeugnisse), Vereinigte Staaten von Amerika.

Die Bestimmung des § 4 des Gesetzes vom 23. Juni 1891 und des Abschnittes IV der Verordnung vom 31. Januar 1892 hinsichtlich der zur See über Triest und Fiume eingehenden Waaren stehen in Kraft.

Braunkohlentheer, als Mineralöle, rohe, schwere;
Schiefertheer, als Mineralöle, rohe, schwere;
Mineralöle, raffinirte, leichte;
Leinöl in Fässern;
Oelfirnisse in Flaschen;
Lackfirnisse;
Baumwollgarn, einfach, roh, bis Nr. 12, englisch;
Baumwollwaaren, gemeine, gemustert, bedruckt;
Baumwollwaaren, Gurten;
Wollenwaaren, Gurten;
Wollenwaaren, Gitter, ungefärbt;
Sackstoffe aus Jute, roh, ungemustert;
Seidenwaaren, Blonden;
Bürstenbinderwaaren, grobe Pinsel;
Holzwaaren, gepolsterte Möbel mit Ueberzug;
Steine, echte, bearbeitet, ungefasst;
Eisenwaaren, Nägel;
Regenschirme aus anderen Stoffen als Seide;
Spielzeug, hölzernes, grobes, roh;
Kinderspielwaaren aus Kautchuk;
Kinderspielwaaren in Verbindung mit Seide.

Die tarifmässige Benennung kann in jenen Fällen, in welchen sie sich nach dem Wortlaute der Tarifnummer nicht kurz ausdrücken lässt, wie dies bei einer Anzahl der Nummern der Fall ist (z. B. bei Nr. 176, 201, 203, 205, 218, 247, 256, 270 d u. s. w.), durch Hinzufügung der Tarifnummer und des Zollsatzes in Ziffern ergänzt werden; z. B.:

Kleidungen, n. b. b. aus Baumwollwaaren der Nr. 129 c zu 65 fl.;
Wäsche, n. b. b. aus Leinenwaaren der Nr. 143 zu 80 fl.;
Putzwaaren, n. b. b. aus Wollenwaaren der Nr. 158 a zu 50 fl.;
Waaren aus weichem Kautschuk der Nr. 203 zu 30 fl.;
Kautschukwaaren der Nr. 205 zu 50 fl.;
Lederwaaren, Schuhwaaren der Nr. 218 zu 35 fl.;
Thonwaaren der Nr. 256 zu 15 fl.;
Messerschmiedewaaren der Nr. 272 zu 50 fl. oder feine Eisenwaaren, Messerschmiedwaaren.;
Herrenschmuck der Nr. 313 zu 50 fl. oder Kurzwaaren, gemeine, Herrenschmuck;
Maschinen, n. b. b. der Nr. 287 zu 8 fl. 50 kr.

Die im Tarife bei einzelnen Nummern vorkommende Bezeichnung «nicht besonders benannte» umfasst die unter den angegebenen Gattungsbegriff fallenden Waaren, die in anderen Nummern des Tarifes nicht aufgeführt erscheinen.

So sind zum Beispiel zu erklären:
Geschnittene Eibischwurzeln, als: Pflanzentheile, n. b. b., zubereitet;
Knochenfett, als Fette, n. b. b.;
Mandelöl in Fässern, als: Oel, fettes, n. b. b., in Fässern;
gesalzene Sardellen, als: Fische, n. b. b., gesalzen;

peruvianischer Balsam, als: Balsam, natürlicher, n. b. b.;
aufgeputzte Damenhüte, als: Hüte, n. b. b., aufgeputzt;
bemalte Fayence, als: Thonwaaren, n. b. b., bemalt;
Aluminiumbleche unter 0.5 Milimeter Stärke, als: Bleche aus n. b. b. unedlen Metallen unter 0.5 Milimeter stark.

Inwiefern aus Rücksichten für die statistische Evidenz des auswärtigen Handels weitere Detailangaben über die Waare zu machen sind, wird durch besondere Verordnung festgesetzt.

§ 4. — Erklärung des Ursprunges.

In der Erklärung über Waaren, für welche die Anwendung eines der in den Vertragstarifen enthaltenen niedrigeren als der allgemeinen Zollsätze in Anspruch genommen wird, müssen ausser der tarifmässigen Benennung auch die Angabe « . . . . Erzeugniss» (Name des betreffenden meistbegünstigten Staates) und — sofern nicht alle Waaren einer Tarifnummer an der Begünstigung theilnehmen — die besonderen, die Begünstigung begründenden Merkmale enthalten. Z. B.: «Französisches Erzeugniss — Ganzseidenwaaren — glatte Gewebe».

Zur Constatirung der Richtigkeit der Ursprungsangabe haben in der Regel die Begleitpapiere oder eine Factura zu genügen.

Bei der Einfuhr bestimmter Waaren darf sich jedoch nicht mit der Angabe in der Erklärung begnügt werden, sondern wird die Anwendung des Begünstigungszolles von der Beibringung von Ursprungszeugnissen bedingt.

Diese Waaren sind bis auf weitere Anordnung Geflügeleier.

Die Ursprungszeugnisse bezüglich dieser Waaren müssen die Bescheinigung enthalten, dass die Waare ein Boden- oder Industrieerzeugniss des angegebenen Vertragsstaates ist und müssen von der Localbehörde oder dem, dem Ursprungsorte nächstgelegenen Zollamte des Ursprungslandes ausgestellt sein; falls am Orte der Absendung ein österreichisch-ungarisches Consulat residirt, können sie auch von letzterem ausgestellt sein.

Im Verkehre der Grenzbezirke kann bei kleinen Waarenmengen, welche den ortsbekannten Bedürfnissen der Grenzbewohner entsprechen, von der Ursprungsnachweisung Abstand genommen werden.

Die Begünstigungen, welche einigen der in der Anmerkung zu § 1 dieser Vorschrift genannten Länder nur im Grenzverkehre zukommen, sind stricte nach den näheren Bestimmungen der betreffenden Verträge und den zu ihrer Durchführung erlassenen Vorschriften zu handhaben. Diese Begünstigungen sind stets an die Beibringung von Ursprungszeugnissen gebunden und werden weder auf die Provenienzen aus anderen, nur im gewöhnlichen Verkehre meistbegünstigter Staaten, noch auf jene aus den Zollausschlüssen Triest und Fiume ausgedehnt. (Dies gilt z. B. für Rakia aus Serbien, für grobe nicht garnirte Strohhüte aus Venetien u. s. w.).

Zur Begründung der Zollbegünstigungen bei der Einfuhr zur See ist diese zu erklären und nachzuweisen.

Die näheren Anordnungen, insbesondere auch für den Fall, dass der Verzollung oder Anweisung eine Lagerung in einem Zollausschlusse vorausgeht, trifft die Finanz-Landesbehörde.

Bei der Anweisung solcher Waaren im Begleitschein- oder Ansageverfahren hat das Eintrittsgrenzamt die Einfuhr zur See auf dem Begleitscheine, beziehungsweise der Ladeliste zu bestätigen.

§ 5. — Erklärung nach allgemeinen Benennungen.

a. Zollfreie Reise-, Ausstattungs- und Erbschafts-Effecten, Habschaften der Einwanderer und andere im Sinne der Artikel VIII und IX des Zollgesetzes zollfreie Gegenstände sind sowohl zum Behufe der definitiven Zollabfertigung, als auch zum Behufe der Anweisung an ein anderes Amt unter Begleitscheincontrole nur als solche, und ohne Angabe der Tarifnummern, denen die einzelnen unter jenen Effecten u. s. w. begriffenen Gegenstände angehören, zu erklären (s. B. zollfreie Reiseeffecten, zollfreie Militäreffecten, zollfreie Muster u. s. w.).

Diese Gegenstände sind bei der Anweisung zur Durchfuhr oder an ein Innerlandesamt unter Begleitscheincontrole bei dem anweisenden Amte behufs Constatirung der Beschaffenheit derselben der vollständigen inneren Untersuchung zu unterziehen, wenn nicht die Sicherstellung nach dem höchsten Zollsatze des Tarifes (500 fl. für 100 Kilogramm) geleistet, beziehungsweise die Haftung hiefür übernommen wird.

Diese Erleichterung in der Erklärung entbindet keineswegs von der Vorlegung der Verzeichnisse über die unter jenen Effecten u. s. w. begriffenen Gegenstände, sofern diese Verzeichnisse zum Behufe der Bewilligung der Zollfreihet, des Nachweises der Eigenthumsverhältnisse oder zur Beurtheilung der Angemessenheit der Effecten u. s. w. mit Rücksicht auf den Stand und die Verhältnisse der Betreffenden von dem Zollamte, welches die Revision vornimmt oder von der Behörde, welche die Bewilligung zu ertheilen competent ist, für nothwendig erachtet werden.

b. Zur Durchfuhr oder zur Anweisung an ein Innerlandesamt unter Begleitscheincontrole können Waaren unter den denselben innerhalb einer Tarifclasse zukommenden allgemeinen Benennungen (z. B. als Wollengarne, Wollenwaaren, Leder, Lederwaaren u. s. w.) oder auch nach handelsüblichen oder sprachgebräuchlichen Benennungen, falls dieselben nicht über die Begriffe der allgemeinen Benennungen innerhalb einer Tarifclasse hinausgehen, erklärt werden, wenn die Versendung unter vollkommen sicherndem Raum- oder Colliverschluss (nach Vorschrift vom 29. November 1853) erfolgt und die Sicherstellung nach dem höchsten Zollsatze des Tarifes (500 fl. für 100 Kilogramm) geleistet, beziehungsweise die Haftung hierfür übernommen wird. Collectivbezeichnungen, wie Getränke, Consumtibilien, Spinnstoffe, Garne, Manufacturwaaren, Schnittwaaren, Handschuhe, Spielwaaren, Chemikalien u. s. w. sind unzulässig.

In keinem Falle darf eine angewiesene ausländische unverzollte Waare nach der zollämtlichen Begleitscheinabfertigung bis zur Weiterbeförderung an den Ort der Bestimmung ohne höhere, nur ausnahmsweise zu ertheilende Bewilligung ausserämtlich abgelegt oder aufbewahrt und erst später verschickt werden.

Derlei Waaren sind vielmehr nach der Erhebung derselben aus den Amtsräumen des Zollamtes in der Regel auf demselben Transportmittel,

auf dem sie verladen wurden, an den Ort ihrer Bestimmung zu befördern, oder falls ihre Weiterbeförderung durch eine Transportanstalt (Eisenbahn, Schiff oder Post) erfolgt, der betreffenden Transportanstalt directe zu übergeben.

c. Ausfuhrwaaren sind in der Regel wie Einfuhrwaaren zu erklären. Die nähere Anweisung wird mittelst einer Instruction über die Verfassung der Waarenverkehrsausweise ertheilt.

d. Die bestehenden Erleichterungen in der Erklärung der Waaren bei der Abfertigung im Ansageverfahren bleiben aufrecht.

Doch müssen die Waaren, welche mittelst Eisenbahn aus dem Auslande einlangen, mit Erklärungen des Versenders versehen sein, die, falls die definitive Abfertigung der Waaren nicht an der Grenze stattfindet, den bezüglichen Ladungslisten beizuschliessen sind.

Diese Erklärungen, welche besonders genaue Angaben über das Gewicht und die Gattung der Waare zu enthalten haben, können in einfacher Ausfertigung, auf gewöhnlichem Papier und in der Sprache des Versenders verfasst sein und nach Massgabe der bestehenden Bestimmungen ergänzt und berichtigt werden.

Inwiefern die Anmeldung zum Eingang durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe genügt, bestimmen die bestehenden Staatsverträge.

§ 6. — Erklärung zusammengesetzter Waaren.

Im Sinne des Artikels V des Zollgesetzes sind aus verschieden tarifirten Bestandtheilen zusammengesetzte Waaren, die nicht zu den Kurzwaaren (Tarif-Nr. 307 bis 316) gehören, oder nicht sonst im Tarife besonders belegt sind, nach ihrem Hauptbestandtheile, d. i. nach dem Materiale desjenigen Bestandtheiles zu classificiren, welcher der Waaren ihren vorherrschenden Charakter als Holz-, Glas-, Stein-, Thon-, Eisen-, Metallwaare verleiht, u. zw. ist die Classification nach Massgabe der in der betreffenden Tarifnummer genannten Verbindung vorzunehmen.

In Zweifelsfällen hat die Verzollung nach dem höher belegten Bestandtheile stattzufinden.

Bei aus verschiedenen Stoffen zusammengesetzten Waaren sind auch folgende Grundsätze zu beachten:

a. Gegenstände, welche lediglich zur Befestigung und Verbindung einzelner Bestandtheile dienen und zugleich nebensächlich sind wie: Nägel, Nieten, Schrauben, Hafteln, Schlösser (mit den Schlüsseln), Schliesshaken, Beschläge, Charniere, Riegel, Bänder, Fäden, Schnüre, Riemen, Stricke, etc., bleiben, sofern nicht nach dem Zolltarife (wie z. B. bei Nr. 222 b, 249, 252 Anmerkung) solche Verbindungen einen Einfluss auf die Tarifirung nehmen, bei der Tarifirung ausser Betracht, und es sind die Waaren nach demjenigen Tarifsatze zu behandeln, welchem sie ohne Vorhandensein jener nebensächlichen Verbindungen nach ihrer sonstigen Beschaffenheit zufallen würden:

b. Wenn Arbeiten, von denen der Einfuhrzoll wenigstens 15 fl. für 100 Kilogramm beträgt:

aa. mit unedlen Metallen, die echt oder unecht vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt sind, oder mit Elfenbein, Perlmutter, Schildpatt, Bernstein, Gagat, Meerschaum, Lava, Celluloid und anderen künstlichen Schnitzstoffen und Schnitzstoffimitationen, mit Haaren, Stahl- oder Metallperlen, Halbedelsteinen, echten oder unechten Korallen, unechten Perlen, oder bossirtem Wachse oder stellenweise durch Vergoldung oder Versilberung nur unwesentlich verziert vorkommen, oder

bb. mit Webe- und Wirkwaaren, Filzen, Kautschuk, und Lederstoffen, etc., nur unwesentlich verziert, innen ausgefüttert oder auf dem Boden belegt sind, wie z. B.: Schatullen mit Handhaben, Uhrgehäuse mit Rosetten, Stöcke mit ausgelegten Stockbandlöchern, Messer mit Schildplättchen im Hefte, Flacons, deren Pfropfen mit Fassungen von plattirtem unedlen Metall versehen sind, Beinwaaren und feine Holzwaaren mit einer einfachen inneren Ausführung von Zeugstoffen, Tassen mit einem Bodenbeleg von Tuch oder Sammt, etc., so sind sie nicht als Kurz- oder andere höher belegte Waaren zu behandeln, sondern fallen derjenigen Tarifnummer anheim, der sie ohne diese Verzierung, Ausfütterung oder Belegung nach ihrer sonstigen Beschaffenheit angehören.

c. Die unter aa) und bb) genannten unwesentlichen Verzierungen und Verbindungen haben bei Arbeiten, von denen der Einfuhrzoll weniger als 15 fl. für 100 Kilogramm beträgt, die Verzollung derselben nach jener Nummer in der Classe, der sie ohne diese Verzierung und Verbindung angehören, zur Folge, welche Waaren in Verbindung mit anderen Materialien enthält, und mit wenigstens 15 fl. für 100 Kilogramm belegt ist. So sind z. B. gemeine Bürsten der Nr. 177 mit einem versilberten Messingringelchen nach Nr. 179: grobe Schilfkörbe der Nr. 182 mit einigen Seidenmaschen nach Nr. 183; rohe Formerarbeit aus Steinpappe der Nr. 193 a) mit einem Bodenbeleg von Tuch nach Nr. 193 b) zu behandeln.

d. Unter Waaren, welche durch Verbindung unter Kurz und andere höher belegte Waaren fallen, sind nicht blos solche zu verstehen, deren Hauptbestandtheil unter die bezeichnete, höher belegte Tarifnummer gehört, sondern alle Waaren in solchen Verbindungen, sofern diese letzteren nach den früher angeführten Bestimmungen nicht mehr als unwesentlich erscheinen.

e. In der Regel sind die Waaren in dem Zustande zu verzollen, wie sie beim Zollamte eingehen. Eine Trennung festgefügter, verschieden tarifirter Bestandtheile einer Waare beim Zollamte zum Zwecke der Verzollung nach verschiedenen Tarifnummern ist daher unzulässig. Dagegen können solche Waaren, welche aus nur in loser Verbindung miteinander stehenden Theilen bestehen, die zum Gebrauche bloss zusammengestellt werden, nach Beschaffenheit dieser trennbaren Theile verzollt werden.

Kommen in einem Collo zusammengepackt verschieden tarifirte Bestandtheile vor, welche bestimmungsgemäss ein festzusammengefügtes Ganzes bilden sollen, so ist der für dass Ganze geltende Zollsatz anzuwenden. Es ist z. B. ein in seine Bestandtheile zerlegtes Gewehr nicht nach 271, sondern nach 272 als Gewehr zu behandeln; anderseits ist eine in drei Theile à 8 Kilogramm zerlegte Alabastervase nicht nach Nr. 247, sondern nach Nr. 244 (bis) c zu behandeln.

Der Mangel des einen oder des anderen unwesentlichen Bestandtheiles schliesst die Anwendung dieser Bestimmung nicht aus.

§ 7. — Massstäbe der Verzollung.

Massstäbe der Verzollung sind: Das Gewicht (100 Kilogramm), die Stückzahl (1 Stück) und bei Schiffen die Tonne (1000 Kilogramm) Tragfähigkeit.

Der gesetzliche Masstab ist bei jeder Tarifnummer angegeben.

§ 8. — Erklärung der Menge der Waaren.

Die Erklärung der Menge der Waare hat nach jenem Massstabe zu geschehen, der im Tarife bei der betreffenden Nummer vorgezeichnet ist.

Die Menge ist bei verpackten Waaren behufs Einfuhrverzollung oder Anweisung unter Begleitscheincontrole in der Regel für jedes Collo anzugeben.

Sind in einem Collo Waaren zusammengepackt, welche verschiedenen Tarifsätzen unterliegen, so muss die Menge einer jeden Waarengattung, bei welcher das Gewicht den Massstab der Zollbehandlung bildet, nach dem Nettogewichte angegeben werden.

Bei Waaren, die keinem höheren Zoll als 1 fl. 50 kr. für 100 Kilogramm unterliegen, von einerlei Gattung sind und in grösseren Sendungen eingehen, kann, wenn dieselben sogleich und auf Einmal zur Einfuhrverzollung bezogen werden, die Gesammtzahl der Colli und das Gesammtgewicht der Waaren erklärt werden. Diese summarische Gewichtsangabe schliesst aber die Probeverwiegung (§ 10b dieser Vorschrift) aus, sofern nicht eine der Erklärung beizuschliessende Gewichtsspecification vorliegt.

Bei theilweisen Bezug von Waaren dieser Art ist die summarische Gewichtsangabe auch gestattet, jedoch nur unter Berufung auf die bei der Einlagerung vorschriftsmässig erhobenen Daten.

Wenn Erklärungen mit tarifmässigen oder allgemeinen Benennungen (siehe § 5b dieser Vorschrift) über Waaren zur Anweisung unter Begleitscheincontrole nur insoweit mangelhaft sind, dass die Angabe des Nettogewichtes bei dem in einem Collo zusammenverpackten, verschieden tarifirten Waaren fehlt, so kann hierüber weggesehen werden, wenn die Versendung unter vollkommen sicherndem Raum- oder Colliverschluss erfolgt und die Sicherstellung nach dem höchsten dabei in Frage kommenden Zollsatze geleistet, beziehungsweise die Haftung hiefür übernommen wird.

Sollen derlei Waaren bei dem Zollamte, an welches sie angewiesen wurden, verzollt werden, so ist stets vor der zollämtlichen inneren Untersuchung die vollständige tarifmässige Erklärung einzubringen.

Die Ergänzung und Berichtigung einer Erklärung über die im Begleitscheinverfahren abgefertigten Waaren am Bestimmungsorte ist nur nach Massgabe der Verordnung vom 25. October 1874 zulässig.

§ 9. — Brutto- und Nettogewicht.

Die Waaren werden in der Einfuhr theils nach dem Brutto-, theils nach dem Nettogewichte, in der Aus- und Durchfuhr stets nach dem Bruttogewichte behandelt:

In der Einfuhr werden die Zölle nach dem Bruttogewichte erhoben:
a. wenn der Tarif dies ausdrücklich vorschreibt:
b. bei Waaren, deren Zoll 3 fl. für 100 Kilogramm nicht überschreitet.

Im Uebrigen wird den Zöllen das Nettogewicht zu Grunde gelegt, was auch für Oesterreich nach dem Gesetze vom 26 Mai 1882, für Ungarn nach dem Gesetzartikel XVIII vom Jahre 1882, bei Mineralöl der Tarifclasse XXI der Fall ist.

Ledig, das ist unverpackt vorkommende Waaren unterliegen dem Zolle nach dem Nettogewichte, wenngleich nach dem Gesetze die Verzollung nach dem Bruttogewichte stattzufinden hätte.

Unter Brutto- (Roh- oder Sporco-) Gewicht wird das Gewicht der Waare in völlig verpacktem Zustande, mithin in ihrer gewöhnlichen, für die Aufbewahrung und mit ihrer besonderen zur Sicherung der Waare während des Transportes dienenden Umschliessuug verstanden.

Das Gewicht der für den Transport nöthigen äusseren Umschliessungen wird Tara genannt. Ist die Umschliessung für den Transport und für die Aufbewahrung nothwendig dieselbe, wie es z. B. bei Kaffee u. s. w. die gewöhnlichen Fässer sind, so ist das Gewicht dieser Umschliessung die Tara.

Netto- (Rein-) Gewicht ist das Gewicht der Waare nach Abzug der Tara.

§ 10. — Erhebung des Bruttogewichtes.

Das Bruttogewicht wird in der Regel durch specielle Abwage erhoben, doch werden folgende Ausnahmen bewilligt:

a. In der Ein-, Aus- und Durchfuhr kann sich mit der Gewichtsangabe der Partei begnügt werden bei den in der Einfuhr zollfreien Waaren, die ledig vorkommen, und bei den in der Ausfuhr zollfreien Waaren (mit Ausnahme jener Ausfuhrwaaren, deren Austritt nachgewiesen werden muss), sie mögen ledig oder verpackt vorkommen.

b. Mit der Probeverwiegung, das ist mit der Abwage einiger von den Beamten des Zollamtes ohne Einfluss der Partei ausgewählten Colli, oder Stücke kann sich begnügt werden:

α. bei Waaren, welche in der Einfuhr zollfrei sind aber verpackt vorkommen, dann bei solchen, deren Einfurzoll 3 fl. für 100 Kilogramm nicht überschreitet und deren Gewicht colliweise erklärt ist; ferner bei jenen, welche wie z. B. Eisenbahnschienen, Radkränze, Radachsen u. dgl. aus gleichem Material und von gleicher Construction sind, so dass das Gesammtgewicht auf Grund der Abwage eines Theiles (Stückes) der Sendung berechnet werden kann, und zwar sowohl, bei der definitiven Eingangsbehandlung, als bei der Anweisung unter Begleitscheincontrole.

β. bei ausfuhrzollpflichtigen Waaren in der Ausfuhr.

γ. bei ledig, das ist unverpackt verkommenden Waaren (z. B. Roheisen), die in der Einfuhr nach dem Bruttogewichte verzollt werden, wenn sie auf einem Schiffe in gesonderten numerirten Abtheilungen oder auf mehreren numerirten Eisenbahnfrachtwagen geladen sind und in der Erklärung das Gewicht der Waarensendung nicht nur im Ganzen, sondern

auch nach den einzelnen numerirten Abtheilungen oder Wagen angegeben erscheint. In einem solchen Falle genügt, das Gewicht des Inhaltes einiger Schiffsabtheilungen oder Wagen zu ermitteln.

Sollte aber in einem der vorerwähnten Fälle der Verdacht einer Unrichtigkeit der Erklärung obwalten, so ist zur speciellen Abwage zu schreiten.

c. Wenn in einem Collo Waaren verschiedener Art enthalten sind, die gesondert erklärt werden müssen, und sich darunter Waaren befinden, deren Behandlung nach dem Bruttogewichte geschieht, so ist das Gewicht der Tara den letzteren Waaren, und zwar derjenigen unter ihnen, welche sich in der grössten Menge vorfinden, gleichviel, ob sie mit einem Zolle belegt ist oder nicht, zuzurechnen.

Kommen in einem Collo zwei oder mehrere nach dem Bruttogewichte zu behandelnde Arten von Waaren in gleicher Menge vor, so ist das Gewicht der Tara denselben, ohne dass das Mass der anzuwendenden Zollsätze in Betracht kommt, gleichmässig zuzuschreiben.

Das Gewicht der bei einigen Waaren für die innere Umschliessung bewilligten besonderen Tara (für Südfrüchte in Holzschachteln, für Cigarren in Holzkistchen etc.) wird jedoch dem Gewichte der Waaren, welche brutto zu behandeln sind, bei einer gemeinsamen Verpackung nicht zugerechnet. Enthält z. B. ein Fass im Gesammtgewicht von brutto 400 Kilogramm: 200 Kilogramm Weinbeeren getroknet in hölzernen Schachteln und 175 Kilogramm Kastanien, so sind 182 Kilogramm Weinbeeren und 200 Kilogramm Kastanien zu verzollen. Die Fass-Tara von 25 Kilogramm wird nämlich den Kastanien zugerechnet und die Schachtel-Tara von 18 Kilogramm (9 Percent) bleibt auser Anschlag.

§. 11. — Erhebung des Nettogewichtes.

Das Nettogewicht wird in der Regel nicht wirklich erhoben, sondern nach den jeweilig festgesetzten Tarasätzen berechnet.

Zu diesem Behufe genügt in der Erklärung die Angabe des Bruttogewichtes und der Verpackungsart.

Das Zollamt ist aber befugt, die Nettoabwage eintreten zu lassen, wenn eine von der gewöhnlichen abweichenden Verpackungsart der Waaren oder eine erhebliche Entfernung von den festgesetzten Tarasätzen bemerkbar wird. Namentlich hat die Nettoabwage in dem Falle einzutreten, wenn, wie es nicht selten geschieht, Waaren in einer so leichten Verpackung eingeführt werden, dass die Anwendung der Tara einen unverhältnissmässigen Gewinn für den Zollpflichtigen gewähren würde.

Anderseits kann auch der Zollpflichtige die Verzollung nach dem von ihm erklärten Nettogewichte beantragen. Ausgeschlossen hievon sind nur Gegenstände, deren Nettogewicht nicht ohne Unbequemlichkeit ermittelt werden kann, weil ihre Umschliessung für den Transport und die Aufbewahrung dieselbe ist. In solchen Fällen kann der Zollpflichtige die Nettoabwage nicht beanspruchen und ist dann das Nettogewicht solcher Gegenstände stets durch Abzug der Tara vom Bruttogewichte zu bestimmen.

Endlich ist in der Erklärung das Nettogewicht anzugeben, wenn die Waare in ein Behältniss verpackt ist, für welches eine Tara nicht festgesetzt

ist, oder wenn in einem Behältnisse Waaren verschiedener Tarifnummern verpackt sind (§ 8 dieser Vorschrift.)

Unterbleibt die Angabe des Nettogewichtes, obgleich für das Behältniss eine Tara nicht festgesetzt ist, so ist des Eingangszoll nach dem Bruttogewichte zu erheben.

§ 12. — Tarabestimmungen.

Die im Sinne des Artikels XVII des Zollgesetzes festgestellten Tarasätze enthält die Anlage A*)

Bei Bestimmung des Nettogewichtes ist Folgendes zu beachten:

a. Gehen Waaren, für welche eine Taravergütung zugestanden ist, bloss in einfache Säcke oder Ballen von Jute oder Sackleinen, in Schilf- oder Strohmatten, hölzerne Halbrahmen oder ähnliches Material gepackt ein, so können, wenn nicht etwas Anderes bestimmt ist, 4 Percent für Tara gerechnet werden.

Unter den mit einem 4 Percent übersteigenden Tarasatze angeführten Ballen wird eine wenigstens doppelte Umschliessung von dem oben bezeichneten Materiale für einfache Säcke oder Ballen verstanden.

Bei Waaren, für welche eine 4 Percent übersteigende Tara für Ballen vorgeschrieben ist, ist es, wenn Ballen von einem Bruttogewichte über 400 Kilogramm zur Verzollung angemeldet werden, der Wahl des Zollpflichtigen überlassen, sich mit der Taravergütung für 400 Kilogramm zu begnügen, oder auf Ermittlung des Nettogewichtes durch wirkliche Abwage anzutragen.

Bei Webe- und Wirkwaaren findet diese Bestimmung schon Anwendung, wenn Ballen von einem Bruttogewichte über 300 Kilogramm angemeldet werden, dergestalt, dass ohne wirkliche Abwage nur eine Tara für 300 Kilogramm bewilliget wird.

b. Dort, wo nicht ausdrücklich für die Verpackung in Kisten eine andere Tara als die Verpackung in Fässer festgesetzt ist, hat die für Fässer bestimmte Tara auch für Kisten zu gelten und umgekehrt. Unter Ballen werden auch Säcke verstanden.

c. Auf Grund des Articles XVII des Zollgesetzes findet für die unmittelbaren Umschliessungen von Flüssigkeiten ein Taraabzug nicht statt. sofern der Tarif nicht eine abweichende Bestimmung enthält.

Beim Eingang von nach dem Bruttogewiche zu verzollenden Flüssigkeiten in zum Transport derselben eigens eingerichteten Land- oder Wasserfahrzeugen ohne anderweitige Umschliessung wird dem ermittelten Nettogewichte eine im Verordnungswege zu bestimmende Tara zugeschlagen. Die Ermittlung dieses Nettogewichtes erfolgt in der Weise, dass das betreffende Landfahrzeug zuerst in gefülltem und dann in entleertem Zustande auf der Brückenwage gewogen und das letztere Gewicht von dem ersteren abgezogen wird. In Ermangelung einer Brückenwage ist der Inhalt in tarirte Fässer u. dgl. zu füllen und das Gewicht der leeren Fässer von dem Gewichte der gefüllten in Abzug zu bringen.

---

*) Die Taraabzüge in Percenten des Bruttogewichtes sind in die amtliche Ausgabe des Zolltarifes aufgenommen.

Auf die zuletzt angegebene Art ist auch in Absicht auf die Netto-Gewichtserhebung bei Wasserfahrzeugen vorzugehen.

Sind die Gewichtsverhältnisse eines Landfahrzeuges in ganz vollgefülltem und ganz entleertem Zustande schon einmal in obiger Weise ämtlich erhoben worden, so kann bei weiterem Vorkommen desselben von der wiederholten Abwage abgegangen werden, sofern gegen die Identität des verificirten Landfahrzeuges kein Zweifel obwaltet.

§ 13. — Berücksichtigung der Umschliessungen.

a. Wenn die Waare in mehrere innere Umschliessungen verpackt ist, so ist das Nettogewicht in der Regel unter Einrechnung aller dieser Umschliessungen zu ermitteln. Doch ist den Zollpflichtigen gestattet, die mehr nach aussen liegenden Umschliessungen von der Einrechnung in das Nettogewicht der Waare dadurch auszuscheiden, dass er dieselben gesondert nach ihrer tarifmässigen Beschaffenheit und Menge erklärt und der Verzollung unterzieht.

So kann der Zollpflichtige das Nettogewicht von Handschuhen, welche in Papierumhüllungen liegen, die in Papiercartons und weiter in einer Kiste verpackt sind, entweder nach Abzug der tarifmässigen Tara vom Bruttogewichte der Kiste, oder nach dem Gewichte der vollen Cartons, oder endlich dadurch, dass er die Cartons gesondert nach Beschaffenheit des Materials erklärt und verzollt, nach dem Gewichte der Handschuhe in den Papierumhüllungen ermitteln lassen.

b. Die Einlagen der Waare, z. B. die Brettchen und Spulen bei Bändern, Garnen, Entoilagen, die Einlagspapiere bei manchen Tuchen, Wachstaffeten u. dgl., die Chemisen oder Mäntel (als Fabriksverpackung) bei Zeugwaaren, die Karten von Pappe oder Papier, auf welchen die Waaren (dutzend- oder grossweise etc.) geheftet sind, dann die zur unmittelbaren Sicherung der Waaren dienenden Umschliessungen (Flaschen, Papier, Pappen, Bindfäden u. dgl.) werden bei Ermittlung des Nettogewichtes nicht in Abzug gebracht; ebensowenig Unreinigkeiten u. dgl., welche der Waare beigemengt sein möchten.

c. Dagegen sind Stoffe, welche augenscheinlich nur zur Sicherung der Waare während des Transportes und nicht zur ferneren Aufbewahrung der Waare dienen, wie z. B. Heu, Stroh, Sägespäne, Papierschnitzel u. dgl, bei Versendung von Thon-, Glas oder ähnlichen Waaren, zum Nettogewichte nicht zu rechnen und auch nicht besonders zu erklären.

Auch äussere Umhüllungen von Stroh, Schilf u. dgl., sowie bewegliche Doppelböden an Fässern mit Flüssigkeiten können vor der Abwage abgenommen werden. In diesem Falle kan jedoch die für eine derartige Verpackung von Fässern u. dgl. zugestandene höhere Tara, wie z. B. bei Südfrüchten (Classe III), nicht in Anspruch genommen, beziehungsweise zugestanden werden.

§ 14. — Erklärung des Behältnisses.

Das Behältnis ist genau nach jener Benennung, welche ihm mit Rücksicht auf die im Zolltarif behufs der Bestimmung der Taraabzüge festgesetzten Benennungen zukommt, z. B. als Fass, als Kiste, als Korb, als Ballen, oder falls ihm keine dieser Benennungen zukommt, als das zu erklären, als welches es sich darstellt, z. B. als Koffer, als Kanne, als Flasche,

Haben Fässer, Kisten und Körbe, je nach ihrer Beschaffenheit oder weiteren Emballage verschiedene Tarasätze, z. B. Caffee in Fässern mit Dauben von harten Holze 12%, in anderen Fässern 10%, Südfrüchte in Fässern mit Heu u. dgl. emballirt 20%, in anderen Fässern 13%, so genügt die einfache Angabe «Fass» oder «Fässer» u. s. w. zur Erlangung der höheren Tara nicht, sondern es ist in der Erklärung die besondere Beschaffenheit des Behältnisses, welche die höhere Tara rechtfertigt, anzugeben.

Ebenso ist das Vorhandensein einer doppelten Umschliessung bei Ballen, für welche eine Tara von mehr als 4% festgesetzt ist, in der Erklärung ersichtlich zu machen.

Bloss mit Stricken zusammengebundene Ballen ohne eine Umschliessung von Packleinwand u. dgl. haben keine Tara und sind als «ledig» oder als «Bund» zu erklären.

Von der Erhebung eines Strafanstandes ist in allen Fällen abzusehen, wo bei dem Zollverfahren unrichtige Angabe des Nettogewichtes vorkommen, jedoch die Gattung und Art der Waare und das Bruttogewicht richtig erklärt sind, und es augenscheinlich am Tage liegt, dass die Unrichtigkeit nur durch eine Irrung in der Berücksichtigung eines inneren Behältnisses oder eines Ausfüllstoffes entstanden ist.

§ 15. — Unrichtigkeit in der Waarenerklärung.

Eine Waarenerklärung wird als unrichtig angesehen, wenn ein Gegenstand, der hätte angegeben werden sollen, gänzlich verschwiegen, oder der nicht vorhanden ist, angegeben wird; oder wenn die Gattung oder Art mit einer Benennung angegeben wird, nach welcher zu Folge des Tarifes ein anderes Ausmass der Abgabe, als nach der wirklichen Beschaffenheit des Gegenstandes entfällt, oder ein Gegenstand, der einer Abgabe oder einem Verbote unterliegt, von der Entrichtung der Abgabe oder der Anwendung des Vorbotes frei bleiben würde; oder wenn die Menge der Waare oder des Behältnisses nicht wahrheitsgetreu angegeben ist, z. B. wenn statt der wirklich vorhandenen Feigen — Obst, statt der wirklichen Menge von 150 Kilogramm nur 100 Kilogramm, oder statt der vorhandenen Ballen — Fässer erklärt werden.

Inwiefern und in welchem Masse eine Unrichtigkeit in der Erklärung strafbar ist, bestimmen die diesfalls bestehenden Gesetze und Vorschriften.

§ 16. — Verkehrsbeschränkungen.

Ausser den im Artikel VI des Zollgesetzes angeführten Gegenständen der Staatsmonopole (Kochsalz, Schiesspulver, Taback und Tabakfabrikate) sind aus Sanitäts-, Sicherheit- und anderen öffentlichen Rücksichten im Verkehre derzeit beschränkt:

a. Aus Sanitätsrücksichten.

1. Getrocknetes, mit Farben bestrichenes Obst; grünlich-goldschillerndes Ess- und Spielereigeschirr aus gebrannter Erde; mit gesundheitsschädlichen Präparaten bemalte Kinderspielwaaren; mit arsenhaltigen Präparaten gefärbte künstliche Blumen und Blumenbestandtheile, auf welche die Farbe nur aufgestrichen oder aufgestäubt ist; mit arsenhältigen Prä-

paraten gefärbte oder bedruckte Gewebe (Stoffe); derlei Tapeten; weisse Schminke.

Diese Waaren dürfen ohne Rücksicht auf die Menge nur bei Hauptzollämtern und nur gegen Bewilligung der politischen Landesstelle des Kronlandes, in welchem der Bezugswerber wohnt, der Einfuhrverzollung unterzogen werden.

2. Zubereitete Arzneiwaaren und kosmetische Mittel, wenn sie nicht für Apotheker, sondern für Privatpersonen eingeführt werden.

Privatpersonen haben schriftlich um die Bewilligung zum Bezuge dieser Waaren bei der politischen Landesstelle des Kronlandes, in welchem sie wohnen, anzusuchen. Kleine Mengen, welche Reisende zum eigenen Gebrauche mitführen, oder welche Grenzbewohner gegen Recepte bekannter Aerzte aus benachbarten Apotheken holen, unterliegen dieser Beschränkung nicht, und dürfen von allen Zollämtern verzollt und insofern sie nach Zulassung des Artikels IX,Z 1, die Zollfreiheit geniessen, zollfrei behandelt werden.

3. Kappern; eingelegte grüne Gemüse und Früchte (Mixed pikles).

Der Bezug dieser Waaren ist an die Erfüllung der bestehenden sanitätspolizeilichen Bedingungen geknüpft.

b. Aus Sicherheitsrücksichten.

Waffen und Waffenbestandtheile; Sprengmittel und Explosivstoffe (Tarif-Nr. 347).

Die Ein- und Durchfuhr dieser Waaren ist an die Erfüllung der bestehenden Vorschriften geknüpft.

Zur Tarif-Nr. 347 wird auch Collodiumwolle gerechnet, welche in einer Ein Kilogramm netto nicht überschreitende Menge gegen Bewilligung der politischen Landesstelle des Kronlandes, in welchem der Bezugswerber wohnt, bei Hauptzollämtern in der Einfuhr verzollt werden darf.

c. Aus anderen öffentlichen Rücksichten.

Die aus anderen öffentlichen Rücksichten im Verkehre beschränkten Waaren werden von Fall zu Fall kundgemacht. Die dermal in dieser Beziehung bestehenden Verkehrsbeschränkungen bleiben aufrecht.

Waaren, die Bestandtheile enthalten, welche im Verkehre beschränkt sind, unterliegen derselben Beschränkung wie jene Bestandtheile.

§ 17. — Zollzahlung.

Ueber jede gezahlte Gebühr wird eine ämtliche Bestätigung erfolgt.

Die im Artikel XV des Zollgesetzes gestattete Vernachlässigung der Bruchtheile unter $^1/_2$kr. und Berechnung dieser Bruchtheile von $^1/_2$kr. und mehr als ganzer Kreuzer hat so oft einzutreten, als überhaupt eine Berechnung stattfindet, also wenn Waaren mehrerer Tarifnummern zur Verzollung gelangen, bei jeder einzelnen Tarifnummer, und wo Nebengebühren einzuheben sind, bei jeder einzelnen Nebengebühr.

§ 18. — Nebengebühren.

In Vollziehung des Artikels XVI des Zollgesetzes über die Nebengebühren wird bestimmt:

a. Bezüglich der Einhebung des Waggeldes hat als Grundsatz zu gelten, dass diese Gebühr in der Regel nur Einmal zu entrichten ist, auch wenn die Waare im Verlaufe des Zollverfahrens mehrmals gewogen werden müsste.

Ausgenommen sind die Fälle, in welchen eine wiederholte Abwage über Verlangen der Partei vorgenommen wird.

Waaren, deren Gewicht bei der Uebernahme in die ämtliche Niederlage erhoben wird, sind der Entrichtung des Waggeldes erst bei der Einfuhrverzollung zu unterziehen.

Für die von Amtswegen vorgenommene Verwiegung der zollfreien Einfuhrwaaren, dann der Waaren, die unter Begleitscheincontrole und im Ansageverfahren angewiesen werden, sei es zur Einfuhrverzollung, Aufnahme in die amtliche Niederlage oder Durchfuhr, dann der Ausfuhrwaaren, der Streckenzugsgüter und der Waaren im Controls- Losungs- und Appretursverfahren ist kein Waggeld einzuheben.

In Fällen der Probeverwiegung, in welchen gemäss § 10, lit. b dieser Vorschrift wegen Verdachtes einer Unrichtigkeit der Erklärung zur speciellen Abwage geschritten werden muss, ist das Waggeld dann einzuheben, wenn eine Unrichtigkeit constatirt wurde.

Wenn eine Sendung, welche in der Einfuhr nach dem Bruttogewichte zu verzollen ist, nur in einem Collo, einem Waggon oder einer Waggonabtheilung besteht, so fällt die Erhebung des Gewichtes zwar nicht unter den Begriff einer Probeverwiegung im Sinne des § 10, lit. b dieser Vorschrift, dennoch hat in einem solchen Falle nach Analogie des Artikels XVI, Z. 1, Alinea 2, die Einhebung des Waggeldes zu unterbleiben.

Für Verwiegung der Waaren, die in der amtlichen Niederlage einer Umpackung (Teilung oder Tarirung) unterzogen werden, ist das Waggeld zu entrichten.

b. Vom Siegelgelde befreit sind die auf in- oder ausländische Losungs- und Appretursgegenstände angelegten Wachs- oder Bleisigel, welche zur Festhaltung der Identität einzelner Waarenstücke dienen und die Siegel der Sendungen im Ansageverfahren. Werden unter Raumverschluss eingelangte Waaren bei der Einlagerung in die zollämtlichen Magazine über Wunsch der Partei unter Collienverschluss gelegt, so ist das Siegelgeld, und wenn eine amtliche Drahtschnur verwendet wird, auch die Drahtschnurgebühr zu entrichten. Wird aber dieser Verschluss im Verlaufe des weiteren zollamtlichen Verfahrens gelegentlich der Begleitscheinabfertigung an den Behältnissen belassen, so tritt eine neuerliche Einhebung dieser Gebühren nicht ein.

c. Vom Zettelgelde befreit sind Durchfuhr-, Losungs- und Appreturwaaren unter Begleitscheincontrole.

d. Hinsichtlich der Gebühr für amtlich verabfolgte Drahtschnüre behufs Anlegung des zollamtlichen Verschlusses bleiben bis auf Weiteres die bestehenden Bestimmungen aufrecht.

e. Bezüglich des Ausmasses, der Art der Berechnung und der Fälligkeit des Lagerzinses, dann bezüglich der lagerzinsfreien Zeit gelten bis auf Weiteres die bestehenden Bestimmungen.

Waaren, die einer Gefällsamtshandlung nicht unterliegen, haben keinen Anspruch auf lagerzinsfreie Zeit, und es ist der Lagerzins vom Einlagerungstage zu berechnen.

Der Lagerzins wird von 10 zu 10 Kilogramm derart eingehoben, dass jede Gewichtsmenge unter 10 Kilogramm schon für 10 Kilogramm und jede Gewichtsmenge zwischen 10 und 20 Kilogramm schon für 20 Kilogramm u. s. w. berechnet wird.

Eine Rückvergütung der Nebengebühren, mit Ausnahme der zur Ungebühr entrichteten, ist nicht zulässig.

§ 19. — Uebertritt über die Zolllinie.

Die gesetzliche Bestimmung, dass der Uebertritt über die Zollinie nur auf Zollstrassen und gegen Anmeldung beim Grenzamte erfolgen darf, bleibt im Allgemeinen aufrecht.

Doch sind Ausfuhrwaaren:

a. welche mit einem Ausfuhrzolle nicht belegt sind;

b. deren Austritt nicht nachgewiesen werden muss, und

c. hinsichtlicher welcher mit dem Nachbarstaate ein Uebereinkommen, durch welches der Austritt auf Zollstrassen beschränkt würde nicht besteht, von der Einhaltung der Zollstrasse und der Stellung zum Grenzamte ausgenommen, soferne die Stellung und Erklärung derselben bei einem mit der Waarencontrole betrauten und hiezu ermächtigten Organe erfolgt und die Vorschriften über die Ueberwachung des Verkehrs beobachtet werden.

Die bestehenden besonderen Ausnahmen von dem Uebertritte über die Zolllinie auf Zollstrassen und der Stellung zum Grenzamte, sowie die Vorschriften bezüglich des die Zolllinie überschreitenden Verkehres welcher auf Eisenbahnen oder auf den zur Anlegung eines sicheren Ladungsraumverschlusses eingerichteten Flussschiffen stattfindet, bleiben unberührt.

§ 20. — Einteilung der Zollämter.

Die Aemter, bei denen die Zollamtshandlungen (d. h. die Ein-, Aus-, und Durchfuhrbehandlung und die Anweisungen) zu geschehen haben, sind nach dem Umfange ihrer Befugnisse entweder Hauptzollämter oder Nebenzollämter, und jede diese zwei Kategorien zerfällt wieder in Aemter erster und zweiter Classe; Nebenzollämter werden nur unmittelbar an der Zolllinie, Hauptzollämter sowohl an der Zolllinie als im Inneren des Zollgebietes aufgestellt.

§ 21. — Befugnisse der Zollämter bei der Einfuhr.

Die Anlage B enthält ein Verzeichniss über die allgemeinen Befugnisse der Zollämter; ein weiteres Verzeichniss über die im Zollgebiete bestehenden Zollämter mit Angabe der Kategorie, unter welche sie gehören, wird nachträglich hinausgegeben werden.

Die Befugnisse der niedriger gestellten Aemter stehen auch den höher gestellten zu.

Zur Erleichterung des Verkehres finden folgende bedingungsweise Erweiterungen der Verzollungsbefugnisse der niedriger gestellten Aemter statt.

a. Gegenstände, deren Behandlung höher gestellten Aemtern vorbehalten ist, können von Hauptzollämtern II. Classe, wenn der entfallende Zollbetrag für die auf Einmal eingehenden Waaren 150 fl. und von Nebenzollämtern I. Classe, wenn der entfallende Zollbetrag für die auf Einmal eingehenden Waaren 75 fl. nicht übersteigt, ohne Rücksicht auf die Menge der Waaren und auf den Rang des Amtes, welchem die Behandlung derselben vorbehalten ist, in Verzollung genommen werden.

b. Nebenzollämter II. Classe können Gegenstände, deren Behandlung höher gestellten Aemtern vorbehalten ist, im Eingange abfertigen, wenn dieselben mit nicht mehr als 15 fl. per 100 Kilogramm belegt sind und der entfallende Zollbetrag für die auf einmal eingehenden Waaren 15 fl. nicht übersteigt; höher belegte Waaren dürfen von Nebenzollämtern II. Classe nur in Mengen von höchstens 5 Kilogramm verzollt werden.

Bei dem Schlacht- und Zugvieh kann dort, wo die Einfuhrverzollung Nebenzollämtern I. Classe vorbehalten ist, das Zehnfache der Verzollungseinheit auch von Nebenzollämtern II. Classe in Verzollung genommen werden.

Die unter a) und b) erwähnten Erweiterungen der Verzollungsbefugnisse finden jedoch nur insoferne Anwendung, als nicht bei einzelnen Tarifpositionen in dem Verzeichnisse über die Befugnisse der Zollämter oder durch specielle Verordnungen eine Beschränkung ausgesprochen wird.

§ 22. — Befugnisse der Zollämter bei der Ausfuhr.

In der Ausfuhr zollpflichtige Waaren können von allen Zollämtern in unbeschränkter Menge verzollt werden.

In der Ausfuhr zollfreie Waaren, deren Austritt nicht erwiesen werden muss, können von allen Zollämtern abgefertigt werden, ausgenommen sind Papierzeug aus Holz, Stroh, Esparto und ähnliche Fasern und Pappendeckel (Tarif-Nr. 185 b und 186), welche von Nebenzollämtern II. Classe nur bis zu einer Menge von 50 Kilogramm in der Ausfuhr behandelt werden dürfen.

§ 23. — Befugnisse der Zollämter bei der Anweisung und Durchfuhr.

Zur Anweisung der Waare gegen Sicherstellung des Zolles an ein anderes Amt zur weiteren Amtshandlung sind Hauptzollämter, sowie Nebenzollämter I. Classe ermächtigt.

Nebenzollämter II. Classe ist bloss gestattet, Waaren, deren Eingangverzollung in ihrem Befugisse begriffen ist, sowie Gegenstände, welche Reisende in einer ihren Verhältnissen angemessenen Menge zu ihrem Gebrauche und nicht zum Handel mit sich führen, anzuweisen.

Hauptzollämter und Nebenzollämter I. Classe sind ferner berechtigt zur Bestätigung des Austrittes von Durchfuhr- oder solchen Ausfuhrwaaren, deren Austritt erwiesen werden muss. Nur hinsichtlich solcher Durchfuhrwaaren, von denen der Einfuhrzoll (ohne Licenzgebühr u. dgl.) mehr als 30 fl. per 100 Kilogramm beträgt, dann hinsichtlich jener Ausfuhrwaaren, an deren bewiesenen Austritt eine Steuerrestitution geknüpft ist, mit Ausnahme von Zucker, darf die Austrittsbestätigung bloss von Haupt-

zollämtern oder solchen Nebenzollämtern I. Classe ertheilt werden, denen die Befugniss hiezu vom Finanzministerium im Einverständnisse mit dem Handelsministerium verliehen ist. Diejenigen Nebenzollämter I. Classe, welche für solche Waaren zur Bestätigung des Austrittes ausnahmsweise ermächtigt sind, werden im Aemterverzeichnisse ersichtlich gemacht.

Auch andere Nebenzollämter I. Classe sind für solche Waaren, wenn sie mit der Post versendet oder von Reisenden mitgeführt werden, insoferne deren Menge die Einheit des Verzollungsmassstabes nicht überschreitet, zur Austrittsbestätigung ermächtigt, wenn sie nicht an Grenzstrecken aufgestellt sind, an welchen in Folge bestehender Staatsverträge eine wechselseitige Ueberweisung der Durchfuhrwaaren zwischen bestimmten beiderseitigen Zollämtern stattzufinden hat.

Zur Austrittsbehandlung von Zucker gegen Steuerrestitution sind nur jene Zollämter befugt, welche nach den Bestimmungen in der Vollzugsverordnung zum neuen Zuckersteuergesetze hiezu ausdrücklich ermächtigt sind. Dieselben sind im Aemterverzeichnisse besonders ersichtlich gemacht.

Die einzelnen Zollämtern durch besondere Verfügungen ertheilten, nicht ohnehin auf einen bestimmten Zeitraum beschränkten ausnahmsweisen Befugnisse werden im Verordnungswege geregelt werden.

Bis dahin bleiben diese Verfügungen aufrecht.

§ 24. — Verzollung bei Grenzzollämtern.

Grenzzollämter an Eisenbahnen haben Waaren, welche eine zeitraubende oder schwierige Untersuchung erfordern, die ohne Störung des Verkehres oder des regelmässigen Zolldienstes in genügend gründlicher Weise nicht wohl thunlich ist, sofern deren Bestimmungsort auch der Sitz eines Innerlandzollamtes ist, in der Regel an dieses zur weiteren Amtshandlungen anzuweisen. Hievon wird insbesondere bei Mineralölen, Baumwoll- und Wollengarnen, Sack und Packstoffen, Baumwoll- und Wollenwaaren, Glas- und Thonwaaren, Maschinen, chemischen Hilfsstoffen und chemischen Producten Gebrauch zu machen sein.

Wenn Grenzbewohner oder Reisende die zu ihrem eigenen Gebrauche und nicht zum Handel bestimmten kleinen Mengen von Webewaaren, Garnen und von nicht etwa nach Artikel IX, Punkt 1 des Gesetzes zollfreien Kleidungen, bei welchen die zollämtliche Erhebung durch ämtliche Instrumente zu erfolgen hat, mit sich führen, so hat auch in diesem Falle die Anweisung an ein befugtes Amt einzutreten, soferne die Partei nicht vorzieht, die Waare nach dem höchsten in Frage kommenden Zollsatze zu verzollen.

Die willkürliche Theilung der Menge einer Waarensendung behufs der Umgehung des Verzollungsbefugnisses ist strenge untersagt, und die Zollämter sind verpflichtet, derartige Umgehungen hintanzuhalten.

§ 25. — Erläuterungen zu den Zollbefreiungen und Zollbegünstigungen. Zu Artikel VIII.

Die in diesem Artikel aufgeführten Gegenstände sind unter nachstehenden Bedingungen zollfrei:

Zu 1, 2 und 3 unter den bestehenden Bedingungen;

Zu 4 gegen Bestätigung der k. k. Verschleissfactorei in Triest;

Zu 5 gegen Bestätigung des betreffenden Millitärcommandos;

Von dieser Zollfreiheit sind die Roh- Hilfsstoffe zur Erzeugung der unter Zahl 5 genannten Gegenstände, z. B. Salpeter, Tuch, Leinwand, Leder, Eisen, Messing u. dgl. ausgeschlossen.

Zu 6 gegen Certificate der betreffenden Staatsbehörde, in welchen die versendeten Gegenstände ausdrücklich als Amtserfordernisse bezeichnet und nach Gattung, Menge und Bestimmung genau angegeben werden.

Zu 7. Habschaften der Einwanderer gegen Bescheinigung der competenten Behörde über die Einwanderung oder Uebersiedlung; Ausstattungsgegenstände gegen Bescheinigung der politischen Obrigkeit über die Eigenschaft als Ausstattungsgegenstände.

Zu 8 gegen Bescheinigung der politischen Ortsbehörde oder des Gerichtes über die Eigenschaften als Erbschaftseffecten.

Zu 9. Gegenstände der Kunst und Wissenschaft und des Gewerbefleisses gegen Bestätigung der genannten Anstalten.

Werke der Künstler gegen Bestätigung der k. und k. Gesandtschaften.

Zu 10. Die Zollfreiheit für diese Gegenstände gilt auch bezüglich des Weingéistes oder sonstiger conservirender Flüssigkeiten, in welchen dieselben etwa vorkommen sollten.

Zu 11 gegen Zeugnisse competenter wissenschaftlicher Reichs- oder Landesanstalten.

Nachbildungen von alterthümlichen Gegenständen sind nach Beschaffenheit des Materials zu behandeln.

Zu 12 gegen Bestätigung des die Gegenstände empfangenden Gerichtes.

Zu 13 auf Grund der betreffenden Diplome oder Schreiben oder anderer Bescheinigungen der competenten Behörde.

§ 26. Zu Artikel IX.

Zu 1. Die Zollämter sind in Fällen, wo sie es zur Beurtheilung, ob die gesetzlichen Bedingungen eintreten, unter welchen Reiseeffecten zollfrei behandelt werden dürfen, für nothwendig erachten, berechtigt, über den Stand, die Beschäftigung und die sonstigen Verhältnisse des Reisenden aus der Reiseurkunde sich Auskunft zu verschaffen, in dieselbe Einsicht zu nehmen und somit deren Vorweisung zu verlangen.

Die Begünstigung der gebührenfreien Einfuhr von 10 Stück Cigarren darf nur auf diejenigen Cigarrensorten Anwendung finden, welche nicht über 21 Centimeter lang und an der dicksten Stelle nicht über 18 Millimeter dick sind.

Ausländischer Taback, wenn er von Grenzbewohnern in einer 35 Gramm nicht überschreitenden Menge zu eigenem Gebrauche und auf Zollstrassen eingebracht wird, ist gebührenfrei.

Zu 2. Wagen und Schlitten der Reisenden sind auch in dem Falle zollfrei, wenn sie zur Zeit der Einfuhr nicht als Transportmittel ihrer Besitzer dienten, soferne sie erweislich schon seither im Gebrauch derselben sich befunden haben und zu deren weiterem Gebrauche bestimmt sind.

Dagegen sind Wagen und Schlitten der Reisenden zollpflichtig, wenn die Thatsache der Bestellung oder Erwerbung eines Wagens oder Schlittens im Auslande, um solchen zum Gebrauche im Lande einzuführen, dargethan ist; ingleichen, wenn Wagen und Schlitten als Transportmittel augenscheinlich zu dem Zwecke benützt werden, um dieselben gebührenfrei einzuführen.

Zollfrei sind Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge, welche beim Eingang über die Grenze zum Personen- oder Waarentransporte dienen und nur aus dieser Veranlassung eingehen; auch leer zurückkommende Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge inländischer Eisenbahnverwaltungen und Schifffahrts-Unternehmungen, sowie die bereits in den Fahrdienst eingestellten Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge ausländischer Eisenbahnverwaltungen und Schifffahrts-Unternehmungen.

In Fällen, wo nach diesen Bestimmungen den Transportmitteln in der Einfuhr die Zollfreiheit nicht bewilligt werden kann, ist es zulässig, dieselben zur Durchfuhr zu erklären, in welchem Falle nur dann, wenn die zum Austritte bestimmte Frist unbenützt verstreicht, der Einfuhrzoll, und zwar ohne weitere Einleitung eines Strafverfahrens zu entrichten ist.

Zu 3 bleiben die bestehenden Bedingungen aufrecht.

Zu 4. Die Bestimmungen über die Zollbehandlung jener Muster, denen die Zollfreiheit nicht zugewendet werden kann, bleiben aufrecht (siehe auch Z. 6).

Zu 5. Von den Umschliessungen und Behältnissen, in denen die zu verzollende Waare verpackt ist, kommen in Betracht: äussere und innere.

Zu den äusseren Umschliessungen gehören die gewöhnlichen Verpackungsmaterialien, das ist Fässer, Kisten, Körbe, Säcke u. dgl. Diese werden bei Bruttoverzollungen zur Waare selbst gerechnet und bei Nettoverzollungen zollfrei belassen.

Aeussere Umschliessungen, welche bei den ausgeworfenen Tarasätzen als Verpackung überhaupt nicht vorgesehen sind (z. B. Cylinder, Flaschen, Kästen, Fässer etc. aus Metall), sind ohne Rücksicht, ob die betreffende Waare brutto oder netto zu verzollen oder zollfrei ist, nach Massgabe des Inhaltes zu behandeln, sofern jene Umschliessungen als Fabriks- oder handelsübliche Verpackungen anzusehen sind.

Im verneinenden Falle, oder wenn es augenscheinlich ist, dass die Umschliessung nur deshalb als Eballage gewählt wurde, um den Zoll dafür zu ersparen, so sind die Umschliessung und die Waare gesondert nach den entfallenden Tarifsätzen oder, wenn eine Sonderung unthunlich ist, das Ganze nach dem höheren Tarifsatze abzufertigen.

Innere Umschliessungen, welche höher belegt sind als die Waare, sind

a. wenn die Umschliessung für sich betrachtet, nicht mit einem höheren Zoll als 15 fl. für 100 Kilogramm belegt ist und zugleich die Fabriks- oder handelsübliche Verpackung bildet, mit der Waare zu verzollen.

b. Ist dagegen die Umschliessung mit mehr als 15 fl. belegt, oder sind die Waaren augenscheinlich zu dem Zwecke eingeführt, um den Zoll für die Umschliessung zu ersparen, so sind die Umschliessungen abgesondert zur Verzollung zu ziehen, oder wenn eine Trennung derselben von der Waare unthunlich ist, das Ganze nach dem höheren Tarifsatze abzufertigen.

Alte Fässer, auch mit eisernen Reifen, welche mit einem österreichischen oder ungarischen Aichstempel versehen sind, geniessen in der Einfuhr die Zollfreiheit.

Zu 6. Die bezeichneten Waarenmengen sind nur dann zollfrei, wenn die nach dem Gewichte von weniger als 25 Gramm oder nach dem Gesammtgebührenbetrage von weniger als 2 kr. zu berechnende Maximalsumme für sich allein als Ganzes in der Zollbehandlung vorkommt. Diese Zollfreiheit hat dort, wo Waaren mehrerer Tarifnummern gleichzeitig zur Zollbehandlung gelangen, bei jeder einzelnen Tarifnummer in Anwendung zu kommen.

Ist die erwähnte Maximalsumme überschritten, so tritt die Zollpflichtigkeit für die ganze vorhandene Waarenmenge ein.

Diese Bestimmung findet auch Anwendung auf die mittelst der Briefpost aus dem Auslande eingehenden zollpflichtigen Waaren, einschliesslich der zollpflichtigen Muster.

Zu 7. Wird eine Zollbefreiung für die durch die Postverwaltung bereits verzollten Waaren, welche noch vor der Ausfolgung an den Adressaten verdorben sind, beansprucht, so ist die Postverwaltung verpflichtet, die fragliche Sendung zu dem Amte, bei welchem die Eingangsabfertigung stattgefunden hat, oder wenn dies wegen weiter Entfernung oder wegen anderer Umstände nicht wohl thunlich wäre, zu dem nächsten Zoll- oder Steueramte zu stellen und hievon die Anzeige zu erstatten. Von diesem Amte ist die Richtigkeit der angegebenen Thatsache zu erörtern, es sind die verdorbenen Gegenstände unter ämtlicher Aufsicht zu vertilgen und es ist der Postverwaltung über die Anzeige, dann über das Erhobene und Veranlasste die Bestätigeng zu ertheilen. Mit derselben hat die Postverwaltung sich an die Finanzbehörde um Zollrestitution zu wenden.

Handelt es sich nicht um eine Zollbefreiung, sondern um eine Zollermässigung, so ist die bezügliche Waare zwar gleichfalls, wie oben erwähnt, zu stellen, aber sie bleibt bis zur Entscheidung über das von der Postverwaltung an die Finanzbehörde zu richtende Ansuchen, um theilweise Zollrestitution in amtlicher Verwahrung.

§ 27. — Befugnisse der Behörden und Aemter in Betreff der Zollbefreiungen und Zollbegünstigungen.

Zu den unter den Zahlen 3 bis 6, dann 10 des Artikels VIII, ferner 3 bis 6 des Artikels IX und 1 und 2 des Artikels XI aufgezählten Zollbefreiungen ist beim Vorhandensein der gesetzlichen Bedingungen eine besondere Bewilligung nicht erforderlich.

Insoweit die Stellung der betreffenden Gegenstände zu einem Amte vorgeschrieben ist, sind alle Aemter zur Anwendung jener Befreiungen ermächtigt, denen die unbedingte Befugniss zur Eingangsbehandlung der betreffenden Gegenstände nach dem Tarife ertheilt ist.

Zu den Begünstigungen, Zahl 7 bis 9, dann 12 und 13 des Artikels VIII, ist die Bewilligung der Finanzbehörde I. Instanz erforderlich.

Die zollfreie Behandlung der Zahl 1 und 2 des Artikels VIII er-

wähnten Gegenstände in den Hauptzollämtern Wien und Budapest vorbehalten, welche diesfalls mit besonderen Weisungen von den Finanzministerien versehen sind.

Die Finanzlandesbehörden sind ermächtigt, in einzelnen Fällen, in welchen berücksichtigungswürdige Gründe geltend gemacht und nachgewiesen werden und keine Bedenken obwalten, zur zollfreien Behandlung der im Artikel VIII unter den Zahlen 7 bis 9 erwähnten Gegenstände ausnahmsweise auch ein Zollamt, welches mit der unbedingten Ermächtigung zur Eingangsverzollung gleichartiger Waaren nicht versehen ist, zur zollfreien Abfertigung solcher Gegenstände zu bestimmen.

Zur Bewilligung der gänzlichen oder theilweisen Nachsicht der Einfuhrgebühren für die unter Artikel XII 1 bis 3 bezeichneten Gegenstände sind, wenn es sich um Gegenstände handelt, deren Einfuhr allgemein gestattet ist, und wenn der Betrag der dafür entfallenden Gebühren Einhundert Gulden nicht überschreitet, die Finanz-Landesbehörden, in anderen Fällen das Finanzministerium ermächtigt.

Bei Effecten und Wagen der Reisenden (Zahl 1 Absatz 1 und Zahl 2 des Artikels IX) ist zu unterscheiden, ob sie der Reisende selbst mit sich führt, oder ob sie ihm vorausgeschickt oder nachgesendet werden. Im ersteren Falle ist jedes Zollamt, bei welchem der Reisende vorkommt, beim Vorhandensein der gesetzlichen Bedingungen zur zollfreien Behandlung ermächtigt; im letzteren Falle ist diese Befugniss nur den Finanzbehörden I. Instanz und den Hauptzollämtern erster Classe gestattet. Die ausgedehntere Zollfreiheit im Falle eines mehr als einjährigen Aufenthaltes des Reisenden u. s. w. Zahl 1, Absatz 2 und 3, kann nur von einer Finanz-Landesbehörde ertheilt werden.

Die Zuerkenung der Begünstigung des Artikels VIII, Zahl 11. ist den Finanz-Landesbehörden und jener zu Artikel IX, Zahl 7, dem Finanzministerium vorbehalten.

Die im Artikel IX, Zahl 6, vorgedachte zeitweilige Entziehung der Zollfreiheit liegt in dem Wirkungskreise der Finanz-Landesbehörden.

Die laut Artikel X, zweites Alinea, erforderliche besondere Bewilligung für unverkauft zurückgelangte Waaren kann bei Vorhandensein der dafür besonders vorgezeichneten Bedingungen und bis zu einem Zollbelaufe von 500 fl. von den Finanz-Landesbehörden, in allen anderen Fällen nur von dem Finanzministerium ertheilt werden.

Dem Finanzministerium ist auch die Competenz zur Gewährung der temporären Zollfreiheit für Austellungsobjecte, Gegenstände zu Versuchszwecken und zur vorübergehenden Benützung nach Artikel X vorbehalten.

§ 28. — Besondere Bestimmungen für chemische Producte.

Sollen in Anwendung des Artikels IV, Absatz 2. neu in den Verkehr kommende oder durch den Zoll der Tarif-Nr. 331 nachweislich mit mehr als 15 Procent des Werthes getroffene chemische Erzeugnisse mit Rücksicht auf ihre Zusammensetzung und Verwendung oder ihren Werth einer anderen Tarifnummer zugewiesen werden, so muss es sich um Verkehrsartikel handeln, welche in grösseren Mengen eingehen.

Die Zollämter, bei denen diesbezügliche Ansuchen vorkämen, haben die Parteien anzuweisen, sich mit motivirtem mit Proben der betreffenden Waaren und den erforderlichen chemisch-analytischen und Werthnachweisungen instruirten Gesuche im Wege der Handels- und Gewerbekammmer zunächst an das k. k. Handelsministerium zu wenden.

Die Zollabfertigung kann bis zur höheren Entscheidung über solche Gesuche nur gegen Entrichtung oder Sicherstellung des Zolles der Tarif-Nr. 331 geschehen.

27.

AUTRICHE-HONGRIE, BADE, BAVIÈRE, SUISSE, WURTEMBERG.

Protocole relatif à la révision du règlement pour la navigation du lac de Constance du 22 septembre 1867; signé à Bregenz le 6 mai 1892.

Eidgen. Gesetzsammlung. Neue Folge. XIV. Bd.

Protokoll, aufgenommen zu Begrenz am 6. Mai 1892.

Gegenwärtig:

Seitens des schweizerischen Bundesrates:

Herr Edmund Höhn, Oberpostdirektor in Bern.
Herr Eduard Schmid, Dampfschiffahrts-Verwalter in Luzern.
Herr Josef Keel, Nationalrat in St. Gallen.
Herr Dr. Conrad Egloff, Regierungsrat in Frauenfeld.
Herr Johann Christof Moser-Ott, Regierungsrat in Schaffhausen.

Seitens der k. k. österreichischen Regierung:

Herr Dr. Johann Ritter von Bazant, Sektionschef im k. k. Handelsministerium.
Herr Max von Zerboni-Sposetti, Ministerialsekretär im k. k. Handelsministerium

Als technische Beiräte:

Herr Anton Schromm, k. k. Regierungsrat und Schifffahrts-Gewerbeinspektor.
Herr Emil Krumholz, Oberinspektor der k. k. Staatsbahnen und Leiter der k. k. Bodensee-Schifffahrtsinspektion Bregrenz.

Seitens der königl. bayerischen Regierung:

Herr Robert Hauk, Generaldirektionsrat im königl. Staatsministerium des königl. Hauses und des Aeussern.
Herr Carl Raps, Regierungsrat im königl. Staatsministerium des Innern.

Seitens der königl. württembergischen Regierung:

Herr Otto Majer, Ministerialrat im königl. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Abteilung für die Verkehrsanstalten.
Herr Friedrich Kirn, königl. Obersteuerrat, Hafendirektor in Friedrichshafen.

Seitens der grossherzogl. badischen Regierung:

Herr Dr. Carl Schenkel, Geheimer Oberregierungsrat im grossherzogl. Ministerium des Innern.

Herr Max Honsell, Baudirektor in der grossherzogl. Oberdirektion des Wasser- und Strassenbaues.

Herr Robert Stutz, Oberregierungsrat in der Generaldirektion der grossherzogl. badischen Staatseisenbahnen.

Ausserdem waren zugezogen:

Für die Schweiz:

Herr Major Gmür, Hafenverwalter in Rorschach.

Für Bayern:

Herr Carl Kaiser, königl. Oberzollinspektor und Hafenkommissär.

Herr Wilhelm Schlesing, königl. Verwalter.

Herr Max von Mayer, königl. Offizial; sämtliche in Lindau.

Für Württemberg;

Herr Otto Pross, königl. Finanzrat, Vorstand der Dampfschiffahrts-Verwaltung in Friedrichshafen.

Herr Wilhelm Bethge, königl. Dampfschiffahrts-Inspektor in Friedrichshafen.

Für das Protokoll: Revident Venosz.

Da die in der internationalen Schiffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee vom 22. September 1867*) enthaltenen Vorschriften den Bedürfnissen der Verkehrs in einzelnen Punkten nicht mehr vollständig genügen, sind die obenbezeichneten Vertreter der Regierungen der beteiligten Uferstaaten damit betraut worden, die Frage einer Durchsicht und Ergänzung der bezüglichen Vorschriften zu erörtern. Die Obenbezeichneten haben sich, vorbehaltlich der Genehmigung ihrer Regierungen, dahin geeinigt, dass die in Betracht kommenden Punkte durch gleichlautende und gleichzeitig in Kraft zu setzende landesrechtliche Vorschriften nach Massgabe der Beilage geregelt werden.

Mit dem Zeitpunkte des Inkrafttretens dieser landesrechtliche Vorschriften treten die Bestimmungen der Artikel 2, Absatz 2 — 4, Artikel 8, 9, 13, Absatz 2 und 3, dann Artikel 14, 16, 17, Absatz 2, der genannten Schiffahrts- und Hafenordnung ausser Wirksamkeit.

Zu der Schiffahrts- und Hafenordnung vom Jahre 1867, sowie zu der Beilage des gegenwärtigen Protokolls wurde in einzelnen Punkten folgendes festgestellt:

1. Zu Art. 20 der Schiffahrts- und Hafenordnung wurde übereinstimmend anerkannt, dass für die Besorgung des Ladegeschäftes im Hafen von Rorschach die Bestimmungen der dortigen Hafenordnung massgebend sind.

2. Zu § 7 der Beilage war man darüber einverstanden, dass es den beteiligten Regierungen vorbehalten bleibe, für den Verkehr mit Ruderbooten im Bereiche der Häfen unter Berücksichtigung der örtlichen Bedürfnisse die im Intresse der Sicherheit gebotenen Bestimmungen zu treffen.

*) V. N. R. G. T. XX. p. 117.

3. Zu § 8 der Beilage war man darüber einverstanden, dass die Verpflichtung zur Führung und Benützung des Nebelhornes für die Dampfboot-Anlandestellen am Ueberlinger See nicht gelte und dass als Haupthäfen zur Zeit die Häfen in Bregrenz, Lindau, Friedrichshafen, Konstanz, Romanshorn und Rorschach zu betrachten seien.

Zu § 11, Ziffern 4, der Beilage wurde von der Schweizer Vertretung auf die misslichen Verhältnisse hingewiesen, die sich für die ein- und auslaufenden Rheindampfschiffe durch den Gondelverkehr in der Umgebung des Konstanzer Hafens ergeben. Es wurde übereinstimmend als wünschenswert bezeichnet, dass den hier obwaltenden Missständen durch örtliche Polizeimassregeln abgeholfen werde.

5. Zu § 16 der Beilage war man darüber einverstanden, dass die Beschlussfassung über die auf die Beförderung der Sprengstoffe bezüglichen Vorschriften zunächst noch auszusetzen und zu versuchen sei, diese Frage im Korrespondenzwege zu lösen. Die badische Vertretung übernimmt es, in dieser Beziehung seiner Zeit die Ausarbeitung und Uebermittlung von Vorschlägen herbeizuführen. Bei dieser Gelegenheit soll ferner die Frage erwogen werden, ob die Vorschriften nicht auch auf die feuergefährlichen Gegenstände, welche nicht zu den Sprengstoffen gehören, auszudehnen wären.

6. Zu § 17 der Beilage waren die Vertreter von Bayern, Württemberg und Baden mit den in dem anliegenden Entwurfe enthaltenen Vorschriften einverstanden.

Es wurde aber die Beschlussfassung über diese Materie ausgesetzt und dem Korrespondenzwege vorbehalten. Die Vertretungen von Oesterreich und der Schweiz werden dafür sorgen, dass über die Stellung, welche von ihren Regierungen zu dieser Sache eingenommen wird, den übrigen Regierungen Mitteilung zugehe.

7. Man war endlich darüber einverstanden, dass als Zeitpunkt des Inkrafttretens der in der Beilage enthaltenen Vorschriften der 1. März 1893 in Aussicht zu nehmen sei und dass es sich empfehle, die Vorschriften schon einige Monate vorher durch Verkündigung zur Kenntnis der beteiligten Kreise zu bringen. Sofern es nicht gelingen sollte, rechtzeitig ein Einverständnis über die auf die Beförderung der gefährlichen Stoffe bezüglichen Vorschriften zu erzielen, wäre es nach übereinstimmender Ansicht der Regierungsvertreten zulässig, dass die vereinbarten Vorschriften zunächst unter Ausschluss des Abschnittes C (§§ 16 und 17) in Kraft gesetzt werden.

Für die Schweiz:

E. Höhn. Egloff. E. Schmid. Moser-Otto. J. Keel. Gmür.

Für Oesterreich:

Bazant. A. Schromm. Zerboni. E. Krumholz.

Für Bayern:

Hauck. Kaiser. Rap. Schlesing. v. Mayer.

Für Württemberg:

Majer. Pross. Kirn. Bethge.

Für Baden:

Schenkel. Honsell. Stutz.

Beilage zum Bregenzer Protokoll vom 6. Mai 1892.

A. Belastung der Schiffe und Schiffsuntersuchung.

§ 1.

Kein Schiff darf derart belastet werden, dass es tiefer geht, als die Linie, durch welche die grösste zulässige Eintauchung bezeichnet ist.

Offene d. h. nicht mit festem Verdeck versehene Segelschiffe müssen in dem Falle, dass die Schiffswand nicht mindestens 50 cm. über die Wasserlinie hervorragt, mit sogenannten Windladen von solcher Höhe versehen werden, dass das Mass vom Wasserspiegel bis zur Oberkante der Windlade überall mindestens 50 cm. beträgt.

Sofern die Ladung eines offenen Segelschiffes aus regelmässig geschichtetem, geschnittenem oder gespaltetem Weichholz besteht, kann die Anwendung der Windladen unterbleiben.

§ 2.

Bei der nach Artikel 6 der Bodensee-Schiffahrts- und Hafenordnung vorzunehmenden Untersuchung der Schiffe ist protokollarisch festzustellen:

1. in allen Fällen, ob das Schiff für seinen Zweck genügend stark und dauerhaft gebaut, gut abgedichtet und seiner Bestimmung entsprechend eingerichtet ist;

2. bei eisernen Schiffen, insbesondere ob die Stärke der Quer- und Längsversteifungen, sowie der Beplattung genügend, ob die Vernietung und die Verstemmung der Blechnähte sorgfältig ausgeführt und das Schiff hinreichend mit wasserdichten Schotten versehen ist;

3. bei Dampfschiffen ausserdem,

a. ob die Maschine in ihrem Bau, in ihrer Aufstellung und namentlich auch in ihrer Verbindung mit dem Schiffe derart beschaffen ist, dass sie eine andauernd sichere Thätigkeit erwarten lässt, sowie ob die Maschienenkammer hinreichend Raum bietet, damit der Dienst bei den Kesseln bequem verrichtet und alle Teile des Bewegungsapparates untersucht werden können;

b. ob die Maschinenkammer von den Kajüten und von den Laderäumen durch Schotten und Eisenblech getrennt ist und ob alle nötigen Vorsichtsmassregeln zur Verhütung von Feuersgefahr getroffen sind;

c. ob die Dampfkessel in ihrer Aufstellung nach Massgabe der polizeilichen Bestimmungen über Anlegung von Dampfkesseln amtlich geprobt, bezw. ob sie seit weniger als Jaresfrist amtlich revidiert und vorschriftsmässig befunden sind;

d. ob — insbesondere bei zum Personenverkehr bestimmten Dampfschiffen — die Treppen und Geländer auf Deck und aussenseits gehörig sicher, die Oeffnungen im Deck mit Vorrichtungen gegen unversehenes Hineinfallen verwahrt und bei — Raddampfern — die Thüren zu den Rädern gehörig verschliessbar eingerichtet, ob die Oeffnungen in der Schiffsschale, die tiefer liegen, als die Linie der grössten zulässigen Eintauchung, mit zweckentsprechendem Abschluss versehen und ob Notausgänge aus dem

Kesselraum, aus der Maschinenkammer und aus den Kajüten in genügender Zahl und in zweckentsprechender Einrichtung angebracht sind.

Bei wiederholter Untersuchung eines Schiffes ist namentlich auch auf etwaige Abnützung, begonnene Zerstörung der einzelnen Teile durch Fäulnis oder Rostbildung, sowie auf die Zweckmässigkeit der vorgenommenen Aenderungen oder Erneuerungen zu achten.

§ 3.

Bei der Untersuchung der Schiffausrüstung ist zu prüfen, ob das Schiff mit allen zur sicheren Fahrt und zur Hilfe in Nothfällen erforderlichen Geräten und Einrichtungen versehen ist.

Zur notwendigen Ausrüstung gehören insbesondere auch die zur raschen Entfernung von Wasser aus dem Schiffsraume, sowie die zur Abgabe der vorgeschriebenen Signale erforderlichen Vorkehrungen und Gerätschaften — Lichter, Nebelhorn, Dampfpfeife, Schiffsglocke, Signalkanone.

Der Ton eines Nebelhornes soll auf mindestens 500 m. Entfernung deutlich hörbar und die Dampfpfeife so angebracht sein, dass der Schall möglichst nicht gedämpft wird.

Auf eisernen Schiffen muss Vorkehr getroffen und müssen die nöthigen Werkzeuge und Materialien vorhanden sein, um ein Leck ohne Zeitverlust bestmöglich stoffen und dichten zu können.

Jedes Dampfschiff muss ferner versehen sein:

a. mit einrichtungen und Geräten, um einen an Bord ausgebrochenen Brand wirksam zu bekämpfen;

b. mit einer beweglichen Ueberbordleiter, sowie mit mindestens einem gehörig ausgerüsteten Rettungnachen, welcher so anzubringen ist, dass er rasch ins Wasser gelassen und bemannt werden kann;

c. mit Einer der Grösse des Schiffes und seiner Zweckbestimmung entsprechenden Anzahl von Rettungsgürteln oder Rettungsringen. Auf den zum Personenverkehr verwendeten Dampfschiffen sind ausserdem die auf Deck aufgestellten Tische und Bänke so einzurichten, dass sie ins Wasser geworfen werden können und genügende Schwimmkraft besitzen, um ebenfalls zur Rettung von ins Wasser geratenen Personen dienen zu können.

Bei kleinen Dampfbooten, insbesondere solchen, die lediglich zu Vergnügungsfahrten des Eigentümers oder zum Verkehre zwischen nahe gelegenen Orten dienen, kann von den Erfordernissen der litt. a und b abgesehen werden.

Auf Schleppschiffen und insbesondern Trajektkähnen müssen mindestens zwei Rettungsringe mit Leinen, auf Segelschiffen ohne Deck bestimmte sogenannte »Lade« vorhanden sein.

Auf allen Dampfschiffen ist die einrichtung zu treffen, dass zwischen dem Deck, bezw. der Kommandobrücke und dem Maschinenraum eine leichte gegenseitige Verständigung möglich ist; auch muss auf Schiffen mit Promenadedeck vom Kommandoplatz, sowie vom Stande des Steuermannes aus eines der akustischen Signalmittel in Thätigkeit gesetzt werden können.

Die untersuchende Behörde hat auch zu bestimmen, welche Bemannung zur sicheren Fahrt des Schiffes mindestens erforderlich ist.

§ 4.

Wenn das Schiff durch die Untersuchung tauglich befunden ist, hat die Behörde die Linie der grössten zulässigen Eintauchung festzusetzen.

Bei Segelschiffen ohne festes Deck — Segnern — soll der Mindestabstand dieser Linie vom Schiffsrand betragen:

a. bei einer Ladefähigkeit von 30 t. und mehr, 30 cm.,
b. „ „ „ von weniger als 30 t., 24 cm.

Bei Dampfschiffen, welche dem Personenverkehre dienen, muss die Linie der grössten zulässigen Eintauchung wenigstens 40 cm. unter dem unteren Rand der Fenster und der Oeffnungen für die Radachsen liegen.

Im übrigen erfolgt die Bestimmung dieser Linie nach dem Ermessen der untersuchenden Behörde, bezw. der beigezogenen Sachverständigen.

Die Bestimmung der der grössten zulässigen Eintauchung entsprechenden Ladefähigkeit geschieht entweder auf Grund eines auf Verlangen des Eigentümers oder des Führers des Schiffes vorgenommenen Aichverfahrens oder auch nach einer Berechnung, welche von der untersuchenden Behörde auf Grund der Hauptabmessungen des Schiffes: Länge, Breitenmasse und Höhe zwischen der Wasserlinie des leeren Schiffes und der Linie des grössten zulässigen Tiefgangs vorgenommen wird.

Bei den für den Personenverkehr bestimmten Dampfschiffen setzt die Behörde fest, welche grösste Zahl von Personen an Bord genommen werden darf. Diese Zahl ist an einer geeigneten Stelle des Schiffes anzuschreiben.

§ 5.

Zur Bezeichnung der Linie der grössten zulässigen Eintauchung sind eiserne Klammern von 25 cm. Länge und 4 cm. Höhe und von hervortretender Farbe (weiss oder hellrot auf dunkelm, schwarz auf hellem Grunde) zu verwenden. An eisernen Schiffen, die im Eigentume und Betrieb des Staates oder einer vom Staate konzessionierten Schiffahrtsunternehmung stehen, kann an die Stelle der Klammer ein aufgemalter Strich von gleicher Länge und Höhe und von entsprechender Farbe treten.

Die Unterkante der Klammer oder des Striches muss mit der festgesetzten Linie der grössten zulässigen Eintauchung zusammenfallen.

Die Klammern, bezw. die Freibordstriche sind an beiden Seiten in der Regel Mittschiffs, bei Dampfschiffen am Vorder- und am Hinterschiff, bei nicht mit festem Deck versehenen Segelschiffen da anzubringen, wo das Freibord die geringste Höhe hat. Auf der sichtbaren Oberfläche der Klammern sind einzuhauen:

innerhalb eines Ringes der Anfangs- und der Endbuchstabe des Sitzes der Behörde, welche die Prüfungsurkunde ausstellt, z. B. (K/Z), daneben die Tonenzahl der Ladefähigkeit des Schiffes in arabischen Zahlen. Bei den Personendampfschiffen kann von dieser Anschreibung der Ladefähigkeit abgesehen werden.

§ 6.

Die Prüfungsurkunde wird nach den beigefügten Formularen (Anlage I und II) ausgefertigt.

§ 7.

Auf Motorenboote (Boote mit Petrol-, Naphta- odor Elektromotoren- u. s. f. Betrieb) finden die vorstehend für die Dampfboote gegebenen Bestimmungen sinngemässe Anwendung.

Ruderboote unterliegen den vorstehenden Bestimmungen nicht.

B. Vorschriften zur Verhütung von Gefahren in den Häfen und auf der Fahrt.

§ 8.

Die Hafeneinfahrten sind während der Nacht, und zwar von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang, zu beleuchten.

Zur Bezeichnung des rechtsseitigen Hafenkopfes (vom Lande aus gesehen) ist die Anwendung eines roten Lichtes zulässig. Unter allen Umständen aber muss die Beleuchtung in einer Weise bewirkt werden, dass sich die Lichter auf den Hafenköpfen nicht nur von allen im Hintergrund des Hafengebietes befindlichen, sondern auch von den für die Schiffe vorgeschriebenen Lichtern wesentlich unterscheiden.

Die Dampfbootanlandestellen sind in der Nacht zu der Zeit, zu welcher das Anlaufen von Dampfbooten zu erwarten ist, zu beleuchten.

Für die Abgabe der in der Signalordnung, Anlage III, näher bestimmten Signale müssen in den Häfen und an den Dampfbootanlandestellen angebracht sein:

a. ein weithin hörbares, tieftönendes Nebelhorn;

b. eine helltönende Nebelglocke.

Ferner muss in jedem Haupthafen eine Signalkanone sich befinden und ein mit den nötigen Gerätschaften ausgerüstetes Rettungsboot in Bereitschaft gehalten werden.

§ 9.

Die Errichtung von Kahnstationen für den regelmässigen Personenverkehr der Dampfschiffe ist nicht zulässig.

§ 10.

Die in den folgenden Ziffer 1 bis 5 erwähnten Lichter, und keine anderen, müssen bei jeden Wetter von Sonnenuntergang geführt werden.

1. Ein Dampfschiff muss, wenn es in Fahrt ist, führen:

a. am Buge, und zwar mindestens 3,5 m. über dem Hauptdecke, ein helles weisses Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 20 Kompassstrichen und zwar 10 Striche von vorne nach jeder Seite sichtbar ist;

b. an der rechten Seite ein grünes Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 10 Kompassstrichen von vorne nach rechts sichtbar ist;

c. an der linken Seite ein rotes Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 10 Kompassstrichen von vorne nach links sichtbar ist;

d. am Heck ein blaues Licht, so eingerichtet und angebracht, dass es

gleichmässig über einen Bogen des Horizontes von 16 Kompassstrichen und zwar 8 Striche von rückwärts nach jeder Seite sichtbar ist.

2. Segelschiffe, Güterschleppschiffe und Trajektkähne haben zu führen.

a. wenn sie selbständig fahren, am Bug (Gras) ein weisses Licht; dasselbe muss bei Güterschleppschiffen und Trajektkähnen die oben (Ziffer 1 a) für die Dampfschiffe vorgeschriebene Einrichtung haben;

b. wenn sie im Anhang eines Dampfschiffes sich befinden, ausserdem noch am Heck (an der Wanne) ein weisses Licht, welches über einen Bogen des Horizontes von 16 Kompassstrichen und zwar 8 Striche von rückwärts nach jeder Seite sichtbar ist.

Auf geschleppten Flössen ist ebenfalls am hinteren Ende ein weisses Licht aufzustellen.

3. Ein Segelschiff, welchem von einem andern Schiff die Absicht des Vorfahrens (Ueberholens) kundgegeben wird (§ 11, Ziff. 8, Abs. 2), muss diesen vom Heck (von der Wanne) aus ein helles weisses Licht, welches hin und her zu schwenken ist, zeigen.

4. Segelyachten, Fischerboote und Ruderboote haben bei Annäherung von oder zu Dampfschiffen rechtzeitig ein weisses Licht zu zeigen.

5. Jedes ausserhalb der Häfen und Landungsstellen vor Anker liegenden Schiff muss ein helles weisses Licht zeigen welches nach allen Richtungen sichtbar ist.

6. Die an den Anlandestellen der Häfen vertaut liegenden Fahrzeuge müssen nach Massgabe der in der betreffenden Hafenordnung hierwegen enthaltenen Bestimmung oder auf Aufforderung der Hafenbehörde (des Hafenmeisters) jedem in der Zeit von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang einlaufenden Dampfschiffe und den von diesem geführten Schleppschiffen an den der Hafeneinfahrt zugekehrten Schiffsenden und an den am weitesten hervorragenden Schiffsteilen (Radkästen) helle weisse Lichter zeigen.

7. Die Lichter sollen in dunkler Nacht bei klarer Luft sichtbar ist.

a. bei Dampfschiffen:
das Licht am Bug auf 5 km.,
die Seitenlichter auf 3 km.,
das Hecklicht auf 0,5 km.;

b. bei Segelschiffen, Güterschleppschiffen und Trajektkähnen:
das weisse Licht auf 2 km.;

c. bei Gondeln und Ruderbooten auf 1 km.

8. Die Seitenlichter der Dampfschiffe müssen so angebracht sein, dass sie annährend die Breite des Schiffes darstellen; bei Raddampfern sind sie, soweit thunlich, gegen die Aussenkannten der Radkästen hin zu befestigen. Ausserdem müssen diese beiden Seitenlichter von der Innenbordseite mit Schirmen versehen sein, welche so weit vor den Lichtern herausragen, dass diese nicht über den Bug von der anderen Seite her gesehen werden können.

§ 11.

1. Kein Schiff soll in den Kurs eines anderen auf der Fahrt begriffenen Fahrzeuges einfahren, so dass es solches in seinem Laufe stört.

2. Wenn zwei Dampfschiffe sich in gerade entgegengesetzter oder

beinahe gerade entgegengesetzter Richtung] einander nähern, so dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss jedes Schiff seinen Kurs nach rechts ändern, damit sie einander links vorbeifahren.

Diese Bestimmung findet nur dann Anwendung, wenn Schiffe sich in solcher Weise in gerade entgegengesetzter Richtung einander nähern, dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, nicht aber dann, wenn zwei Schiffe sofern sie beide ihren Kurs beibehalten, frei von einander passieren müssen.

Dieselbe findet daher nur in solchen Fällen Anwendung, wenn bei Tage jedes der beiden Schiffe den Bug, den Mast und den Kamin des andern mit seinem Bug, Mast und Kamin in seiner Linie oder nahezu in einer Linie sieht und wenn bei Nacht jedes der beiden Schiffe in solcher Stellung sich befindet, dass beide Seitenlichter des anderen Schiffes zu sehen sind.

3. Wenn die Kurse zweier Dampfschiffe sich so kreuzen, dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss dasjenige Dampfschiff aus dem Wege gehen, welches das andere an seiner rechten Seite hat.

4. Wenn ein Dampfschiff und ein Segelschiff in solcher Richtung fahren, dass für sie die Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss das Dampfschiff dem Segelschiffe aus dem Wege gehen.

Dampfschiffe haben sich unter allen Umständen, namentlich bei stürmischer Witterung, von Segelschiffen und kleinen oder schwer beladenen Fahrzeugen derart entfernt zu halten und nötigenfalls die Maschine abzustellen, dass für diese Fahrzeuge beim Vorüberfahren durch den Wellenschlag keine Gefahr entsteht.

Den in die Häfen ein-, bezw. aus denselben auslaufenden Dampfschiffen müssen Gondeln und andere kleine Schiffe auf entsprechende Entfernung aus dem Wege gehen.

5. Jedes Dampfschiff, welches einem Schiff in gefahrdrohender Weise nahekommt, muss die Fahrt vermindern oder, wenn nötig, stoppen und rückwärts gehen.

Tritt dieser Fall bei zwei Dampfschiffen ein, so hat dasjenige derselben, welches die Gefahr zuerst wahrnimmt, das andere Dampfschiff durch Angabe des Alarmsignales mit der Dampfpfeife auf die drohende Gefahr aufmerksam zu machen, welches Signal von dem anderen Dampfschiffe sofort zu erwidern ist.

In gleicher Weise hat ein Dampfschiff, wenn es sich in gefahrdrohender Weise einem Segelschiffe, Fischerkahn, einer Gondel u. dgl. nähert, diese Fahrzeuge durch das Alarmsignal mit der Dampfpfeife auf die Gefahr aufmerksam zu machen. Das Segelschiff, wenn es die Gefahr früher bemerken sollte, als das sich nähernde Dampfschiff, ist ebenfalls verpflichtet, mittelst des Alarmsignales mit dem Nebelhorne die Aufmerksamkeit des Dampfschiffes wachzurufen.

6. Wenn ein Dampfschiff während der Fahrt manövrierunfähig wird, so hat dasselbe den in gefahrdrohender Weise sich nähernden Schiffen diesen Umstand durch das in der Signalordnung hiefür vorgesehene Signal bekannt zu geben.

7. Wenn zwei Segelschiffe sich einander nähern, so dass dadurch Gefahr des Zusammenstosses entsteht, so muss eines von ihnen dem anderen, wie nachstehend angegeben, ausweichen, nämlich:

a. Ein Segelschiff welches mit vollem Winde (jedoch nicht in der Kielrichtung) fährt, muss einem mit Seitenwind (gestreckten Schnüren) fahrenden Schiffe aus dem Wege gehen;

b. von zwei Schiffen, die in entgegengesetzter Richtung mit Seitenwind (gestreckten Schnüren) auf einander zufahren, muss dasjenige Schiff aus dem Wege gehen, welches den Wind von der linken Seite hat;

c. wenn zwei Schiffe mit vollem Winde (jedoch nicht in der Kielrichtung) segeln und denselben von verschiedenen Seiten haben, so muss dasjenige Schiff, welches den Wind von der linken Seite hat, dem andern aus dem Wege gehen;

d. von zwei Schiffen, welche mit vollem Winde segeln und den Wind von derselben Seite haben, muss dasjenige Schiff ausweichen, welches auf der Windseite liegt;

e. ein Schiff, welches mit vollem Winde in der Kielrichtung fährt, muss jedem Schiffe aus dem Wege gehen.

8. Ohne Rücksicht auf irgend eine der in den vorstehenden Ziffern enthaltenen Regeln ist jedes Schiff, gleichviel ob Dampfschiff oder Segelschiff, wenn es ein anderes Schiff überholt, verpflichtet, diesem letzteren aus dem Wege zu gehen.

Ein Dampfschiff, das bei Nacht neben einem Segelschiff vorfahren will, hat diese Absicht durch 5 kurze Pfiffe mit der Dampfeife kundzugeben.

9. Zur Bekanntgabe der Art und Weise des Ausweichens sind die in der Signalordnung (Anlage III) vorgesehenen Kursänderungssignale anzuwenden.

10. In allen Fällen, in welchen nach den obigen Regeln das eine von zwei Schiffen dem anderen aus dem Wege zu gehen hat, muss dieses letztere Schiff seinen Kurs beibehalten.

§ 12.

1. Bei unsichtigem Wetter (Nebel, Schneegestöber u. s. w.) müssen die in der Signalordnung (Anlage III) beschriebenen Signale sowohl bei Tag als bei Nacht folgendermassen angewendet werden:

a. Jedes Dampfschiff in Fahrt muss mit seiner Dampfpfeife in der Minute drei langgezogene Pfiffe in gleichen Zwischenpausen abgeben;

b. jedes Segelschiff, jeder Trajektkahn und jedes Güterschleppschiff in selbstständiger Fahrt muss mit seinem Nebelhorn in der Minute mindestens einen langgezogenen Ton abgeben. Diese Fahrzeuge haben, so lange die Nebelsignale der Dampfschiffe in Hörweite sind, kurze Töne mit dem Nebelhorn in rascher Aufeinanderfolge abzugeben. Das letztere hat auch von Fischerschiffen zu geschehen;

c. Fahrzeuge, die geschleppt werden, haben, so lange sie sich in der Hörweite der Nebelsignale kreuzender oder begegnender Schiffe befinden und wenn sie sich einer anzulaufenden Hafeneinfahrt nähern, in der Minute mindestens einen langgezogenen Ton mit dem Nebelhorn abzugeben;

d. sobald die Nebelsignale eines Dampfschiffes oder eines Segelschiffes vernommen werden, hat jedes Dampfschiff statt des Nebelsignales die in der Signalordnung (Anlage III) festgesetzten Erkennungssignale so lange abzugeben, bis jene Schiffssignale ausser Hörweite sind;

e. sobald das Nebelhorn einer anzulaufenden Dampferstation vernommen wird, hat jedes Dampfschiff statt des Nebelsignales das in der Signalordnung (Anlage III) vorgeschriebene Hafeneinfahrtssignal I zu geben.
Sobald die Nebenglocke vernommen wird, ist von dem einlaufenden Dampfschiffe das Hafeneinfahrtssignal II so lange abzugeben, bis das Glockensignal zur Hafeneinfahrt gegeben wird;

f. Dampfschiffe sowohl als Segelschiffe, welche ausserhalb der Häfen oder Anlandestellen geankert sind, müssen, so lange sie die Nebelsignale von anderen Schiffen wahrnehmen, in Zwischenpausen von nicht mehr als einer Minute die Glocke läuten, bezw. mit dem Nebelhorn zwei kurze, rasch aufeinanderfolgende Töne abgeben.

2. Wenn ein Dampfschiff die Nebelsignale eines anderen Schiffes wahrnimmt und aus der Richtung und Stärke derselben, sowie aus der Art des Signales hervorgeht, dass sich das andere Schiff in solcher Stellung befindet, welche ein Ausweichen erfordert, so hat es vor allem die Fahrgeschwindigkeit zu mässigen und nötigenfalls die Maschine ganz abzustellen.

Erst nach erlangter Kenntnis über die gegenseitige Stellung der beiden Schiffe zu einander darf unter vorsichtigster Anwendung des Steuers und der Maschinenkraft des Ausweichmanöver durchgeführt werden.

3. Bei Nebelwetter und Schneegestöber ist das Schleppen von Flössen untersagt.

Die Vornahme von Wasserbauarbeiten in den dem Dampferverkehre dienenden Teilen der Hafenbecken, in und vor den Hafeneinfahrten und auf den vorgeschriebenen Fahrkursen der Dampfschiffe hat beim Nebelwetter und Schneegestöber zu unterbleiben. Sollte sich die Durchführung derartiger Arbeiten nicht auf nebelfreies Wetter verschieben lassen, so müssen Zeit und Ort der Vornahme derselben den fahrplanmässig verkehrenden Dampfschiffen rechtzeitig bekannt gegeben werden.

In diesem Falle haben die schwimmenden Baumaschinen und Arbeitsschiffe (Lauen) in gleicher Weise die Nebelsignale abzugeben, wie sie für die Fahrzeuge in Fahrt, Ziff. 1, a, b, c, vorgeschrieben sind.

§ 13.

1. Die Einfahrt der Dampfschiffe in die Häfen, sowie die Ausfahrt soll womöglich mit verringerter Kraft geschehen.

2. Wenn zwei einen Hafen anlaufende Schiffe sich gleichzeitig der Hafenlucke nähern, so hat dasjenige Schiff, welches das andere an der rechten Seite hat, diesem letzteren den Vorrang für die Einfahrt zu lassen. Ein Dampschiff geht hierbei aber jedem nicht unter Dampf gehenden Schiffe vor, es sei denn, dass ein mit kräftigen Windsegelndes Schiff augenscheinlich nicht in der Lage ist, ohne eigene Gefahr dem Dampfschiff das Fahrwasser frei zu lassen.

3. Wenn zwei oder mehrere Dampfschiffe zu einer und derselben Zeit zur Ausfahrt aus dem Hafen bereit sind, so erhält dasjenige Dampfschiff

den Vorrang, welches vermöge seiner Aufstellung am schnellsten und ohne Gefährdung anderer Schiffe die Ausfahrt zu bewirken vermag.

Das nachfolgende Schiff darf erst dann sich in Bewegung setzen, wenn das erstere die Hafenlucke verlassen hat.

Ist das vorhergehende Schiff rückwärts aus dem Hafen gefahren, so darf bei Nacht, Sturm, Nebel und Schneegestöber das folgende Schiff erst dann denn Hafen verlassen, wenn ersteres abgeschwenkt und seinen vorgeschriebenen Kurs eingeschlagen hat. Dasselbe hat das in der Signalordnung (Anlage III) hiefür vorgeschriebene Signal zu geben.

4. Bei Tage und in ruhiger Nacht ist es gestattet, die Abfahrt aus dem Hafen zu bewerkstelligen, wenn ein ankommendes Dampfschiff noch mindestens 500 m. von der Hafenlucke entfernt ist.

Die Absicht der Ausfahrt muss jedoch schon früher, und zwar durch das in der Signalordnung (Anlage III) für diesen Fall vorgeschriebene Signal, kundgegeben werden, und die Abfahrt darf erst dann bewerkstelligt werden, wenn das ankommende Dampfschiff in genügender Entfernung von der Hafenlucke die Maschine abgestellt und dies durch Erwiderung des Signals bekannt gegeben hat.

Bei unsichtigem Wetter ist das gleiche Verfahren zu beobachten, sobald das einlaufende Schiff mit der Abgabe des Hafeneinfahrtssignales I begonnen hat.

5. Wenn in stürmischer Nacht ein Dampfschiff sich bis auf 1 Kilometer dem Hafen genähert hat, ebenso wenn bei unsichtigem Wetter (Nebel, Schneegestöber u. s. w.) des Hafeneinfahrtssignal II eines ankommenden Schiffes gehört wird, darf kein Schiff mehr den Hafen verlassen oder die Hafenlucke verstellen.

§ 14.

Der Schiffsführer ist bei Eintreten eines Unglücksfalles verpflichtet, hiervon schleunigst benachbarte Orte und Schiffe zu benachrichtigen. Hierzu hat er die in der Signalordnung (Anlage III) vorgesehenen Notsignale anzuwenden.

§ 15.

Motorenboote (vgl. § 7) sind hinsichtlich der Lichterführung, der Ausweichregeln und der Signalgebung den Dampfschiffen gleichgestellt, mit der Massgabe, dass zur Abgabe der Signale eines der vorgeschriebenen akustischen Signalmittel (Pfeife oder Horn) genügt.

Für kleine Dampfboote genügt eine einfache Dampfpfeife.

Bei kleinen Motoren- und Dampfbooten kann das Buglicht niedriger, als im § 10, Ziffer 1, a, vorgeschrieben ist, angebracht und auch mit den Seitenlichtern in einem Gehäuse vereinigt werden.

C. Beförderung von gefährlichen Stoffen.

(Dieser Abschnitt soll später festgestellt und in Kraft gesetzt werden.)

Anlage I.

Prüfungsurkunde.

Das { dem / der } .... zu ....

gehörige { hölzerne / eiserne } .... schiff, { genannt .... / bezeichnet mit Nummer .... }

von einer Ladefähigkeit von .... Tonnen ist in allen seinen Teilen und Zubehörungen untersucht, mit der grössten zulässigen Eintauchung in nachfolgend aufgeführten Weise bezeichnet, und mit der im folgenden Verzeichnis angeführten Bemannung und Ausrüstung versehen, für die Bodensee-Schiffahrt tauglich befunden worden.

Auf Grund dieser Urkunde darf dieses Fahrzeug zur Bodensee-Schiffahrt so lange benützt werden, als es sich in dem erwähnten Zustande befindet und bis eine wesentliche Aenderung oder Erneuerung wichtiger Schiffsteile vorgenommen wird.

Urkundlich unter amtlicher Vollziehung und Besiegelung.

.................................., den ....ten....................

....

Zulässige Eintauchung.

Die im beladenen Zustande zulässige Eintauchung des Schiffes ist* an jeder Seite desselben

{ mittschiffs / vorn und hinten } mit { .... eisernen Klammern / .... aufgemalten Strichen } von 25 cm. Länge und 4 cm. Breite bezeichnet worden.

Die Linie der grössten zulässigen Eintauchung geht durch die Unterkante der { Klammern / Striche }. Das Freibord beträgt hiernach (Angabe des Masses an den Stellen der Freibordzeichen):

Bemannung.

Zur sicheren Fahrt des Schiffes muss sich die nachverzeichnete Bemannung auf demselben befinden:

....

....

Ausrüstung.

Wenn das Schiff in Fahrt ist, müssen auf demselben vorhanden sein:
(folgt Verzeichnis).

(Bei zum Personenverkehre bestimmten Dampfschiffen.)

Die grösste Zahl von Reisenden, welche an Bord genommen werden darf, beträgt: ....

....

Anlage II.

Urkunde über fernere Untersuchung.

Das vorstehend benannte Schiff ist heute nach vorgenommener

Aenderung .... } auf Antrag des ....
Erneuerung von ....

.... zu ....

in allen seinen Teilen und Zubehörungen untersucht worden. Es hat sich ergeben, dass ....

....

....

....

.............................., den .... ten ....

(Bezeichnung der Behörde und Unterschrift).

Anlage III.

Signal-Ordnung
für
die Bodensee-Schiffahrt.

I. Nebelsignale.

Sind von den Dampfschiffen stets mit der Dreiklangpfeife zu geben.

Signal Nr.	Name und Bedeutung der Signale.	Art und Weise der Signalisierung.	Beantwortung des Signals.
1	Nebelsignal der Dampfschiffe im See (§ 12, Ziffer 1 a).	—— —— —— In der Minute 3 langgezogene Pfiffe in gleichen Zwischenpausen.	Ist von den Dampfschiffen mit Signal Nr. 2 a oder 2 b zu beantworten: bei den anderen Schiffen kommen die Signale Nr. 4 b oder Nr. 5 zur Anwendung.
2 a	Erkennungsignal der Dampfschiffe auf Kursfahrten mit geraden Kursnummern *) (§ 12, Ziffer 1 d).	◡ ◡ In der Minute 2 kurze, rasch aufeinanderfolgende Pfiffe.	Ist von jedem Dampfschiffe mit dem eigenen Erkennungssignale zu beantworten.
2 b	Desgleichen mit ungeraden Kursnummern **) (§ 12, Ziffer 1 d).	◡ ◡ ◡ In der Minute 3 kurze, rasch aufeinanderfolgende Pfiffe.	
3	Nebelsignal eines Dampfschiffes, welches ausserhalb eines Hafen geankert ist (§ 12. Ziffer 1 f).	◡◡◡◡◡◡◡◡◡ In der Minute mindestens einmal mit der Glocke zu läuten.	Ist von jedem Dampfschiffe mit dem eigenen Erkennungssignale zu beantworten.

*) Es haben gerade Nummern die Fahrten in der Richtung:
Bregrenz — Lindau — Friedrichshafen — Meersburg — Konstanz;
vom Schweizer Ufer nach dem österreichischen und deutschen Ufer;
Rorschach — Romanshorn;
Ludwigshafen — Meersburg — Konstanz.

**) Es haben ungerade Nummern die Fahrten in der Richtung:
Konstanz — Meersburg — Friedrichshafen — Lindau — Bregrenz;
vom deutschen und österreichischen Ufer nach dem Schweizer Ufer;
Romanshorn — Rorschach;
Konstanz — Meersburg — Ludwigshafen.

Signal Nr.	Name und Bedeutung des Signals	Art und Weise der Signalisirung.	Beantwortung des Signals.
4a	Nebelsignal der Segelschiffe, Trajektkähne und Güterschleppschiffe in selbständiger Fahrt und ausser Hörweite von Dampfschiff-Nebelsignalen (§ 12, Ziffer 1 b).	—— In der Minute ein langgezogener Ton mit dem Nebelhorne.	Wird von den Dampfschiffen mit dem Erkennungssignale (Nr. 2 a oder 2 b) beantwortet.
4b	Desgleichen auch von Fischerschiffen in Hörweite von Nebelsignalen der Dampfschiffe (§ 15, Ziffer 1 b).	ᴗᴗᴗᴗᴗᴗᴗᴗᴗᴗ In rascher Aufeinanderfolge kurze Töne mit dem Nebelhorne.	Wird von den Dampfschiffen mit dem Erkennungssignale (Nr. 2a oder 2b) beantwortet.
5	Nebelsignal der Segelschiffe, Trajektkähne und Güterschleppschiffe, wenn solche in Schlepp von Dampfschiffen sich befinden, und zwar: a.) solange sie in Hörweite der Nebelsignale anderer Schiffe sind, und b.) bei der Annäherung an den anzulaufenden Hafen (§ 12, Ziffer 1c).	—— In der Minute ein langgezogener Ton mit dem Nebelhorne.	Wird von Dampfschiffen mit dem Erkennungssignale beantwortet.
6	Nebelsignal eines Segelschiffes, welches ausserhalb eines Hafens geankert ist § 12, Ziffer 1 f).	ᴗᴗ In der Minute mindestens einmal 2 rasch aufeinanderfolgende kurze Töne mit dem Nebelhorne.	
7	Nebelsignal des Wärters an der Hafenlucke.	—— —— —— In der Minute 3 langgezogene Töne mit dem Nebelhorne. Anhaltendes Läuten mit der Nebelglocke mit entsprechenden Zwischen-	Wird von den Dampfschiffen mit dem Hafeneinfahrtssignale I beantwortetet, sobald das Nebelhorn, und mit dem Hafeneinfahrssignale II, sobald

Signal Nr.	Name und Bedeutung des Signals.	Art und Weise der Signalisirung.	Beantwortung des Signals.
7		pausen. Diese Signalisierung hat sofort beim Wahrnehmen von Nebelsignalen der Schiffe zu beginnen und ist bis zur Einfahrt derselben fortzusetzen.	die Nebelglocke gehört wird (§ 12, Ziffer 1 e).
8	Hafeneinfahrtssignal I ist von den Dampfschiffen zu geben, sobald das Nebelhorn einer anzulaufenden Dampferstation vernommen wird, und zwar so lange, bis die Nebelglocke gehört wird (§ 12, Ziffer 1 e).	—— —— 2 langgezogene Pfiffe mit einer kurzen Zwischenpause.	
9	Hafeneinfahrtssignal II ist von den Dampfschiffen zu geben, sobald die Nebelglocke einer anzulaufenden Dampferstation vernommen wird, und zwar so lange, bis das Glockensignal zur Einfahrt vom Dampfschiffe aus gegeben wird (§ 12, Ziffer 1 e).	—— —— —— 3 langgezogene Pfiffe in gleichen Zwischenpausen.	

II. Manöversignale.

Sind von den Dampfschiffen stets mit der einfachen Dampfpfeife zu geben.

10	Abfahrtssignal. Durch dasselbe verlangt ein Dampfschiff, welches die Ausfahrt bewerkstelligen will, von einem im Einlaufen begriffenen Dampf-	◡◡◡ 3 kurze Pfiffe in gleichen Zwischenpausen.	Ist von dem anderen Dampfschiffe mit dem gleichen Signale zu beantworten.

Signal Nr.	Name und Bedeutung des Signals.	Art und Weise der Signalisierung.	Beantwortung des Signals.
10	schiffe, dass letzteres die Ausfahrt freilasse. (§ 13, Ziffer 4).		
11	Abschwenkungssignal ist bei unsichtigem Wetter zugeben, wenn ein von einer Dampferstation rückwärts abgefahrendes Dampfschiff abgeschwenkt und den vorgeschriebenen Kurs eingeschlagen hat (§ 13, Ziffer 3).	——— Ein langgezogener Pfiff.	
12	Ueberholungssignal bei Nacht eines Dampfschiffes, welches bei Nacht neben einem Segelschiff vorfahren will (§ 11, Ziffer 8).	◡◡◡◡◡ 5 kurze Pfiffe.	Auf dem Segelschiffe ist am Heck (an der Wanne) ein weisses Licht hin und her zu schwenken (§ 10, Ziffer 3).
13a	Kursänderungssignal. Ich richte meinen Kurs nach rechts (§ 11, Ziffer 9).	◡ Ein kurzer Pfiff.	
13b	Kursänderungssignal. Ich richte meinen Kurs nach links (§ 11. Ziffer 9).	◡◡ 2 kurze Pfiffe.	
13c	Kursänderungssignal. Ich stoppe oder ich gehe zurück (§ 11, Ziffer 9).	—— ◡ —— Ein langgezogener, ein kurzer und ein langgezogener Pfiff.	

III. Alarm- und Notsignale.

14	Alarmsignal. Dasselbe ist zu geben, um ein anderes Schiff auf eine drohende Gefahr aufmerksam zu machen, oder von einem in See befindlichen	◡◡◡◡◡◡◡ Kurze, rasch aufeinanderfolgende Pfiffe oder Glockenschläge in einfacher Reihenfolge (bei Dampfschiffen), bezw. desgleichen Töne	Ist mit dem gleichen Signale mit Dampfpfeife, bezw. Nebelhorn zu beantworten.

Signal Nr.	Name und Bedeutung des Signals.	Art und Weise der Signalisierung.	Beantwortung des Signals.
14	manövrierunfähigen Dampfschiffe, wenn sich demselben ein anderes Schiff in gefahrdrohender Weise nähert (§ 11, Ziffer 5).	mit dem Nebelhorne (bei anderen Schiffen).	
15	Notsignal, ist zu geben, um Hülfe zu erlangen, wenn das eigene Schiff in Not oder Gefahr ist (§ 14).	◡◡◡◡◡◡◡ ◡◡◡◡◡◡◡ Kurze, rasch aufeinanderfolgende Pfiffe oder Glockenschläge in mehrfacher Reihenfolge (bei Dampfschiffen), bezw. desgleichen Töne mit dem Nebelhorne (bei anderen Schiffen). Hissen der Notflagge (= eine grosse rote Flagge), Abbrennen von Blickfeuern, Kanonenschüsse.	Ist von den Schiffen mit dem Alarmsignale und von den Häfen mit Kanonenschüssen zu beantworten.

Internationale Schiffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee.

C. Beförderung von gefährlichen Stoffen.*)

§ 16.

Sprengstoffe.

I. Zum Verkehr auf dem Bodensee sind folgende Sprengstoffe zugelassen:

1. Pulver — Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter — (ein sehr inniges Gemisch aus neutral reagierenden Salpeterarten und Kohle oder Stoffen, deren wesentliche Bestandteile Kohlenstoff, Wasserstoff und Sauerstoff sind, mit oder ohne Schwefel);

2. folgende Nitroglycerin enthaltende Präparate:

*) Gemäss Ziffer 5 und 6 des Bregenzer Protokolls (Seite 288 hiervon) war dieser Abschnitt C verschoben worden (vergl. auch Seite 300 hiervon). Derselbe ist seither im Einverständnis mit sämtlichen beteiligten Staaten festgestellt und auf 1. März 1894 in Kraft gesetzt worden (Bundesratsbeschluss vom 28. November 1893).

a. Dynamit I (ein bei mittlerer Temperatur plastisches, nicht abtropfbares Gemisch von Nitroglycerin mit pulverförmigen, an sich nicht sprengkräftigen und nicht selbstentzündlichen Stoffen),
b. Dynamit II und III (Kohlendynamit, ein Gemisch von Nitroglycerin mit schiesspulverähnlichen Gemengen),
c. Sprenggelatine (ein bei mittlerer Temperatur zähelastisches Gemisch, bestehend aus Nitroglycerin, welches durch Nitrocellulose gelatiniert ist, mit oder ohne kohlensauren Alkalien [beziehungsweise alkalischen Erden] oder neutral reagierenden Salpeterarten),
d. Gelatinedynamit (ein bei mittlerer Temperatur plastisches Gemisch, bestehend aus Nitroglycerin, welches durch Nitrocellulose gelatiniert ist, und Holzmehl, Salpeter und kohlensauren Alkalien [beziehungsweise alkalischen Erden]),
e. Karbonit (ein Gemisch von Nitroglycerin mit schiesspulverähnlichen Gemengen und mit flüssigen, an sich nicht sprengkräftigen oder nicht selbstentzündlichen Stoffen);

3. Nitrocellulose (lockerer mit mindestens 20 Prozent Wassergehalt und gepresste, gelatinierte), insbesondere Schiessbaumwolle und Kollodiumwolle, sowie Gemische von Nitrocellulose mit neutral reagierenden Salpeterarten;

4. folgende Gemische, welche Nitroverbindungen von Stoffen der aromatischen Reihe enthalten:
a. Sekurit (ein Gemenge von Ammoniaksalpeter, Kalisalpeter und Dinitrobenzol oder ähnlichen Stoffen),
b. Roburit (ein Gemisch von Chlordinitrobenzol, Chlornitronaphthalin oder Nitrochlorbenzol und Ammoniaksalpeter);

5. Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörper, sprengkräftige Zündungen, welche zum Entzünden von Ladungen dienen (z. B. Sprengkapseln), Zündplättchen (amorces);

6. alle jeweilig zur Versendung auf den Eisenbahnen zugelassenen Sprengstoffe.

Zu Versuchszwecken kann die Versendung neuer, hier nicht aufgeführter Sprengstoffe auf bestimmten Kursen durch die Landespolizeibehörde des Staats, welchem das Schiff angehört, gestattet werden.

II. Nachstehende Stoffe werden nicht als Sprengstoffe behandelt:

1. Die in dem Heer und der Marine eines des Uferstaaten vorgeschriebenen, nicht sprengkräftigen Zündungen;

2. die für Feuerwaffen benützten Zündhütchen, Zündspiegel und Patronen für Feuerwaffen;

3. Zündschnüre.

III. Vom Verkehr auf dem Bodensee sind ausgeschlossen die nicht nach Ziffer I zugelassenen Sprengstoffe, insbesondere:

1. Nitroglycerin als solches und in Lösungen;

2. Knallgold, trocken in fester oder Pulverform, Knallquecksilber, Knallsilber und die damit dargestellten Präparate;

3. Nitrozuckerarten, Nitrostärkearten und die damit hergestellten Gemische;

4. Gemische, welche Nitroglycerin abtropfen lassen;

5. Sprengstoffe welche entweder

a. sauer reagieren (mit Ausnahme des Pulvers, Sprengsalpeters und brennbaren Salpeters [I, 1], des Sekurits [I, 4a] und des Roburits [I, 4b]), oder

b. bei einer Temperatur bis zu + 40 ° C. zur Selbstzersetzung neigen, oder

c. welche enthalten:

aa. chlorsaure Salze (mit Ausnahme der Sprengkapseln und Zündplättchen [1, 5]), oder

bb. pikrinsaure Salze, oder

cc. Phosphor (mit Ausnahme der Zündplättchen [1, 5]), oder.

dd. Schwefelkupfer;

6. Sprengstoffe in Patronenhüllen, sofern diese äusserlich mit Nitroglycerin (Ziffer 1) oder mit anderer Sprengflüssigkeit benetzt oder äusserlich mit festen Sprengstoffen behaftet sind;

7. Sprengpräparate, bei welchen die einzelnen an und für sich nicht sprengkräftigen Bestandtheile in einem geschlossenen Behälter durch leicht brechbare Scheidewände oder Hahnvorrichtungen so lange getrennt gehalten werden, bis die Explosion, durch Zertrümmerung, Verschiebung der Scheidewände oder Oeffnen der Hahnvorrichtungen veranlasst, stattfinden soll.

IV. Auf Dampfschiffen, welche Personen befördern, dürfen Sprengstoffe nicht transportiert, an Schiesspulver und Feuerwerkskörpern darf jedoch soviel mitgeführt werden, als zur Abgabe von Signalen notwendig ist.

Eine Ausnahme findet nur statt, wenn in dringenden Fällen allgemeiner Gefahr, z. B. bei Eisstopfungen, die nötigen Sprengbüchsen und das zu deren Füllung erforderliche Material unter zuverlässiger Begleitung in kürzester Frist nach dem Bestimmungsorte geschafft werden soll.

V. Die Sprengstoffe sind in hölzerne, haltbare und dem Gewicht des Inhalts entsprechend starke Kisten oder Tonnen, deren Furen so gedichtet sind, dass ein Ausstreuen nicht stattfinden kann, und welche nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind, fest zu verpacken. Statt der hölzernen Kisten oder Tonnen können auch aus mehrfachen Lagen sehr starken und steifen, gefirnissten Pappdeckels gefertigte Fässer (sogenannte amerikanische Fässer) verwendet werden. Die zum Transport von Pulver, Sprengsalpeter und brennbarem Salpeter (I, 1) verwendeten Behälter dürfen keine eisernen Nägel, Schrauben oder sonstige eiserne Befestigungsmittel haben.

Pulver, Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter (I. 1) und das aus gelatinierter Nitrocellulose mit oder ohne Salpeter hergestellte Pulver (I, 3) darf in metallene Behälter, ausgenommen solche von Eisen, verpackt werden. Vor der Verpackung in Tonnen oder Kisten müssen diese Stoffe entweder in Pakete (Blechbehälter) bis zu höchstens $2^1/_2$ Kilogramm Gewicht verpackt oder in dichte, aus haltbaren Stoffen gefertigte Säcke, Mehlpulver in Säcke aus Leder oder dichtem Kautschukstoff geschüttet werden.

Die in I, 2 und 4, aufgeführten Sprengstoffe dürfen nur in Patronen, nicht auch in loser Masse versendet werden. Diese Patronen, sowie Patronen aus gepresster Schiessbaumwolle, mit oder ohne Pariffinüberzug (I, 3), sind durch eine Umhüllung von Papier in Pakete zu vereinigen. Das Gleiche gilt für die nach I, 6, zugelassenen Sprengstoffe, soweit die Ver-

sendung auf Eisenbahnen nur in Patronenform erfolgen darf. Die Patronen der in I, 2, aufgeführten Stoffe sind ausserdem mit einer das Eindringen von Wasser oder Feuchtigkeit verhindernden Umhüllung (z. B. mit Gummilösung verklebtem Gummibeutel) zu versehen.

Gepresste Schiesswollkörper mit mindestens 15 Prozent Wassergehalt, sowie Sekurit- und Roburitpatronen (I, 4) dürfen auch in dichtschliessende Blechbüchsen oder Pappschachteln verpackt werden.

Für die Versendung loser Nitrocellulose mit mindestens 20 Prozent Wassergehalt ist feste Verpackung in starkwandige, luftdichte Behälter erforderlich.

Sprengstoffe jeder Art dürfen weder mit Zündungen oder Zündschnüren versehen, noch mit solchen oder mit Patronen für Feuerwaffen (II, 2) in dieselben Behälter verpackt werden.

Die zur Verpackung von Sprengstoffen dienenden Behälter müssen je nach ihrem Inhalt mit der Aufschrift: Pulver, Sprengsalpeter, brennbarer Salpeter, Pulver aus Nitrocellulose und Salpeter, Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörper, Zündungen, Dynamitpatronen, Kohlendynamitpatronen, Sprenggelatinepatronen, Gelatinedynamitpatronen, Karbonitpatronen, Schiessbaumwolle u. s. w. versehen sein. Ausserdem müssen dieselben mit der Firma oder der Marke der Fabrik, aus welcher die Sprengstoffe herrühren, bezeichnet sein, oder eine von der Centralbehörde gebilligte und öffentlich bekannt gemachte Bezeichnung der Fabrik tragen.

Das Bruttogewicht der Versendungsstücke darf bei Pulver, Sprengsalpeter, brennbarem Salpeter (I, 1), bei Schiessbaumwolle (I, 3), bei Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörpern oder Zündungen (I, 5) 90 Kilogramm, bei sonstigen Sprengstoffen 35 Kilogramm nicht übersteigen. Auf prismatisches Geschützpulver in Kartuschen finden diese Gewichtsbestimmungen keine Anwendung.

Die für den Eisenbahnverkehr jeweilig vorgeschriebene Verpackung genügt auch für die Versendung auf dem Bodensee.

VI. Bei dem Verpacken und dem Verladen, sowie bei dem Abladen und Auspacken von Sprengstoffen darf Feuer oder offenes Licht nicht gehalten, Tabak nicht geraucht werden.

Das Verladen und Abladen hat unter sorgfältiger Vermeidung von Erschütterungen zu erfolgen. Die Versendungsstücke dürfen deshalb nie gerollt oder abgeworfen werden.

VII. Das Ein- und Ausladen darf nur an einer von der Ortspolizeibehörde dazu angewiesenen Stelle, welche mindestens 300 Meter von bewohnten Gebäuden entfernt sein muss, erfolgen. Ausserdem ist das Ein- und Ausladen der Sprengstoffe in den dazu bestimmten Räumen vor oder in einer Sprengstofffabrik oder einem polizeilich genehmigten Sprengstofflager, sowie in denjenigen Abteilungen eines Hafens gestattet, welche von der Hafenbehörde dazu angewiesen sind.

Die Ladestelle darf während ihrer Benützung dem Publikum nicht zugänglich sein und ist, wenn ausnahmsweise das Aus- und Einladen bei Dunkelheit stattfindet, mit fest- und hochstehenden Laternen zu erleuchten. Die mit Sprengstoff gefüllten Behälter dürfen nicht eher auf die Lade-

stelle gebracht oder zugelassen werden, als bis die Verladung beginnen soll.

VIII. Die in I, 2 bis 4, aufgeführten Stoffe dürfen auf einem Fahrzeuge nicht mit Pulver, Sprengsalpeter, brennbarem Salpeter (I, 1), Kartuschen, Petarden, Feuerwerkskörpern, Zündungen (1, 5) oder mit Patronen für Feuerwaffen (II, 2) zusammen verladen werden.

IX. Die Sprengstoffe müssen auf dem Fahrzeuge in einem abgeschlossenen Raume, welcher bei Dampfschiffen möglichst weit von den Kesselräumen entfernt ist, unter Deck fest verstaut werden.

Offene Boote, in denen Sprengstoffe befördert werden, müssen mit einem dichtschliessenden Plantuche (z. B. imprägnierte Leinwand) überspannt sein.

Weder in den so benützten, noch in den unmittelbar daran stossenden Räumen dürfen Zündhütchen und Zündschnüre (II, 2 und 3) verpackt sein.

Leichtentzündliche oder selbstentzündliche Stoffe, zu welchen Steinkohlen und Coaks nicht gerechnet werden, sind von der gleichzeitigen Beförderung überhaupt ausgeschlossen.

X. Fahrzeuge, welche Sprengstoffe in Mengen von mehr als 35 Kilogramm Bruttogewicht führen, haben bei der Fahrt, dem Aufenthalt und Anlanden folgendes zu beobachten:

1. Die Fahrzeuge müssen als Warnungszeichen eine von weitem erkennbare, stets ausgespannt gehaltene schwarze Flagge mit einem weissen P führen.

2. Sie dürfen niemals ohne Bewachung bleiben.

3. Besteht ein Transport aus mehreren Fahrzeugen, so müssen diese während der Fahrt eine Entfernung von mindestens 50 Meter untereinander innehalten.

4. Wenn das Fahrzeug, welches Sprengstoffe führt, unterwegs in der Nähe des Landes einen Aufenthalt von mehr als zwei Stunden macht, so ist eine Entfernung von mindestens 300 Meter von Fabriken, Werkstätten und bewohnten Gebäuden einzuhalten.

Die Ortspolizeibehörde darf, falls eine geeignete Haltestelle in solcher Entfernung nicht zu finden ist, gestatten, dass eine Haltestelle in einer geringeren, wenn aber nicht ein anderer Schutz geboten ist, mindestens 200 Meter betragenden Entfernung von Fabriken, Werkstätten und bewohnten Gebäuden gewählt wird.

Bei einem Aufenthalt von mehr als zwei Sunden in der Nähe von Ortschaften ist überdies der Ortspolizeibehörde thunlichst schleunig Anzeige zu erstatten; die Ortspolizeibehörde hat darauf die ihr notwendig erscheinenden Vorsichtsmassregeln zu treffen.

Soll das Anlegen in einem Hafen geschehen, so ist die Hafenbehörde vorher in Kenntnis zu setzen und sind von dieser die im Interesse der Sicherheit erforderlichen Anordnungen, geeigneten Falls im Benehmen mit der Ortspolizeibehörde, zu treffen.

5. Gerät eine Sprengstoffsendung unterwegs in einen Zustand, dass der weitere Versand bedenklich erscheint, so hat die Ortspolizeibehörde des nächsten Orts, welcher von dem Transportführer thunlichst schleunig Anzeige zu erstatten ist, die zur gefahrlosen weiteren Behandlung der

Sendung nötigen Anordnungen zu treffen, und zwar je nach den Umständen unter Zuziehung eines auf ihre Aufforderung von dem Absender zu entsendenden Sachverständigen.

Ist Gefahr im Verzuge, so erfolgt die Vernichtung der Sprengstoffe durch die Polizeibehörde auf Kosten des Absenders ohne vorherige Benachrichtigung desselben, wenn möglich nach der Angabe und unter Aufsicht eines Sachverständigen.

Ist an dem betreffenden Orte ein Hafen, so sind die erforderlichen Anordnungen, soweit das Hafengebiet in Betracht kommt, von der Hafenbehörde, geeigneten Falls im Benehmen mit der Ortspolizeibehörde, zu treffen.

XI. Werden zur Beförderung von Sprengstoffen eiserne oder stählerne Schiffe verwendet, welche mit dicht schliessenden und feuersicher hergestellten, während des Transportes unter Verschluss gehaltenen Laderäumen versehen sind, so finden die Ziffern VIII und X, 3, keine Anwendung und beträgt die nach Ziffer X, 4, regelmässig einzuhaltende Entfernung 200 Meter.

§ 17.

Aetzende und giftige Stoffe.

1. Sollen mit anderen Schiffen als denen der staatlichen oder staatlich konzessionierten Dampfschiffahrts-Unternehmungen ätzende Stoffe, wie Säuren u. s. w., transportiert werden, so hat im einzelnen Falle die Hafen- oder die Ortspolizeibehörde des Einladeorts zu bestimmen, ob diese Stoffe auf besonderen Fahrzeugen zu führen sind oder mit anderen Gütern verladen werden dürfen. Gestattet sie die Verladung mit anderen Gütern, so hat sie zugleich die erforderlichen Vorsichtsmassregeln anzuordnen, denen sich der Schiffer unterwerfen muss. Ueber die von ihr getroffenen Anordnungen erteilt sie dem Schiffer eine besondere Bescheinigung, welche dieser auf Erfordern den Polizei-, Hafen-, Zoll- und Wasserbaubeamten vorzeigen muss.

2. Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säure (Hüttenrauch), gelbes Arsenik (Rauschgelb, Auripigment), rotes Arsenik (Realgar), Scherbenkobalt (Fliegenstein), dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn auf jedem Versandstück in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte »Arsenik (Gift)« angebracht sind und die Verpackung in nachstehender Weise bewirkt worden ist:

entweder

a. in doppelten Fässern oder Kisten, wobei die Böden der Fässer mit Einlagereifen, die Deckel der Kisten mit Reifen oder eisernen Bändern gesichert sein, die inneren Fässer oder Kisten von starkem trockenem Holze gefertigt und inwendig mit dichter Leinwand oder ähnlichen dichten Geweben verklebt sein müssen,

oder

b. in Säcken von geteerter Leinwand, welche in einfache Fässer von starkem trockenem Holze verpackt sind,

oder

c. in verlöteten Blechcylindern, welche mit festen Holzmänteln (Ueberfässern) bekleidet sind, deren Böden mit Einlagereifen gesichert sind.

3. Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure, dürfen auf dem Bodensee nur dann versandt werden, wenn

a. auf jedem Versandstücke in leserlichen Buchstaben mit schwarzer Oelfarbe die Worte »Arsenik (Gift)« angebracht sind;

b. bei Verschickung in Ballons, Flaschen oder Krucken diese Behälter dicht verschlossen, wohl verpackt und in besondere, mit starken Vorrichtungen zum bequemen Handhaben versehene Gefässe oder geflochtene Körbe eingeschlossen sind;

c. bei Verschickung in Metall-, Holz- oder Gummibehältern diese Behälter vollkommen dicht und mit guten Verschlüssen versehen sind.

Diese Vorschriften gelten auch für die Gefässe, in welchen flüssige Arsenikalien transportiert worden sind.

4. Andere giftige Metallpräparate (giftige Metallfarben, Metallsalze u. s. w.), wohin insbesondere Quecksilberpräparate, als: Sublimat, Kalomel, weisses und rotes Präcipitat, Zinnober, ferner Kupfersalze und Kupferfarben, als: Kupfervitriol, Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente, desgleichen Bleipräparate, als: Bleiglätte (Massikot), Mennige, Bleizucker und andere Bleisalze, Bleiweiss und andere Bleifarben, auch Zinkstaub, sowie Zinn- und Antimonasche gehören, dürfen nur in dichten, von festem trockenem Holz gefertigten, mit Einlagereifen, bzw. Umfassungsbändern versehenen Fässern oder Kisten versendet werden. Die Umschliessungen müssen so beschaffen sein, dass durch die beim Transport unvermeidlichen Erschütterungen Stösse u. s. w. ein Verstauben der Stoffe durch die Fugen nicht eintritt.

5. Wenn solche Giftstoffe (nicht flüssige und flüssige Arsenikalien und andere giftige Metallpräparate) in Mengen von 5000 und mehr kg. versendet werden sollen, so dürfen sie in Schiffen, welche andere Güter enthalten, nur in besonderen, wasserdicht abgeschlossenen Abteilungen derselben verladen werden. Vor der Verladung muss der Schiffer der Polizei- oder Hafenbehörde Anzeige erstatten. Diese hat sich davon zu überzeugen, dass die zur Aufnahme der Giftstoffe bestimmten Abteilungen des Schiffes wirklich wasserdicht abgeschlossen sind.

Ingleichen ist, falls solche Giftstoffe in Mengen unter 5000 kg. zusammen mit anderen Gegenständen transportiert werden sollen, darauf zu achten, dass die Giftstoffe abgesondert von Nahrungs- und Genussmitteln gestaut werden. Ueber die von der Polizei- oder Hafenbehörde getroffenen Anordnungen hat sie dem Schiffer eine Bescheinigung zu erteilen.

6. Die Polizei- oder Hafenbehörde des Absendungsortes hat die Verladung zu untersagen, wenn die Kolli Beschädigungen erlitten haben, welche ohne deren Eröffnung wahrzunehmen sind.

28.

AUTRICHE-HONGRIE, SERBIE.

Traité de commerce; signé à Vienne le 9 août/28 juillet 1892,

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

I.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, d'une part,

et la Régence du Royaume de Serbie au nom de Sa Majesté le Roi de Serbie, d'autre part,

animés d'un égal désir d'étendre et de développer les relations commerciales entre Leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie:

Monsieur Gustave Comte Kálnoky de Köröspatak, Son Conseiller intime actuel et chambellan, Général de cavalerie, Son Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Étrangères,

La Régence du Royaume de Serbie:

Monsieur Georges S. Simitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Serbie près Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi apostolique de Hongrie;

Monsieur Stévan Popowitch, Conseiller d'État;

Monsieur le Docteur Lazar Patchou, Directeur des Monopoles du tabac et du sel;

Monsieur Kosta Stéfanovitch, Inspecteur des douanes au Ministère des Finances; et

Monsieur Milovan Milovanovitch, Commissaire du Gouvernement auprès la Banque Nationale,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article Ier. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les pays des Parties contractantes.

Les sujets de chacune des Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits, faveurs et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir, en matière de commerce et de navigation, dans ces territoires, les propres nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. II. — Les sujets de chacune des Parties contractantes auront réciproquement, dans les territoires de l'autre, la même faculté que les nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée de voyager sur les chemins de fer, revières et routes, de s'établir dans les lieux quelconques ou d'y séjourner temporairement, d'acquérir des terres de toute sorte et

des maisons ou de les louer et de les posséder en tout ou en partie; en général, d'aquérir des biens meubles et immeubles, de les aliéner ou transmettre par des actes quelconques et surtout par la vente, le testament ou par la succession ab intestato: le tout sans autorisation ou approbation des autorités du pays. Ils pourront y exercer leur commerce ou métier, régler leurs affaires de toute sorte, soit directement, soit par l'entremise d'un intermédiaire qu'ils choisiront eux-mêmes, soit personnellement, soit en compagnie, transporter des marchandises et des personnes, établir des dépôts, fixer les prix, gages et les paiements des leurs marchandises et prestations, vaquer à leurs affaires, présenter leurs déclarations aux douanes, faire valoir leurs droits et requêtes devant les autorités et tribunaux du pays: le tout sans payer des droits, contributions impôts et taxes autres ni plus élevés ou onéreux que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée et sans distinction de la nationalité ou de la confession.

Il est bien entendu qu'ils auront à se conformer à cet égard aux lois et règlements du pays, en vigueur par rapport au commerce, aux métiers et à la sûreté publique et applicables aux nationaux et auxsujets de la nation la plus favorisée.

Les fondations, corporations, associations et en général toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des sociétés commerciales et d'assurance, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Art. III. — Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, tant dans la troupe régulière que dans la milice et la garde nationale. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, du logement militaire, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaires de quelque sorte que ce soit, hormis cependant lescharges attachées à la possession ou à la location de biens immeubles, ainsi que les prestations ou réquisitions militaires auxquelles sont soumis les nationaux en leur qualité de propriétaires ou de locataires d'immeubles.

Ils ne pourront être assujettis, ni personnelement, ni par rapport à leurs meubles ou immeubles, à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. IV. — Les industriels ou négociants d'une des Parties contractantes qui voyagent ou qui font voyager leurs commis, agents, commis voyageurs ou représentants quelconques sur les territoires de l'autre, pour y faire des achats ou recueillir des commissions, soit avec, soit sans échantillons, ainsi qu'en général dans l'intérêt de leurs affaires de commerce ou d'industrie, ne pourront à ce titre être soumis à aucun droit ou impôt ultérieur, en tant qu'ils prouveront par une carte de légitimation délivrée d'après le formulaire joint au présent Traité, que la raison sociale, pour le compte de laquelle ils voyagent, a acquitté dans son pays les droits et impôts prescrits pour l'exercice de son commerce et de son industrie.

La disposition qui précède ne s'applique pas à la recherche de commandes chez des personnes qui n'exercent pas de commerce, ni d'industrie. Toutefois, les commis voyageurs autrichiens ou hongrois ne seront pas traités en Serbie sous ce rapport moins favorablement que les nationaux.

Les sujets de l'une des parties contractantes, se rendant aux foires ou ou marchés sur les territoires de l'autre à l'effet d'y exercer leur commerce d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Les sujets d'une des Parties contractantes qui exercent le métier d'expéditeur ou de charretier entre les divers points des territoires des Parties contractantes ou qui se livrent à la navigation ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ces métiers, à aucune taxe industrielle ou spéciale sur les territoires de l'autre.

Art. V. — Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que:

a. pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

b. par égard à la police sanitaire et vétérinaire, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

c. dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

La réserve exprimée sous b s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

Pour ce qui a trait aux mesures de précaution à prendre contre l'importation et la propagation d'épizooties, les Parties contractantes ont arrêté, en même temps, une Convention spéciale.

Art. VI. — Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit et de taxes de consommation de toute sorte, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées ou rechargées.

Art. VII. — Les marchandises d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, énumérées au tarif A joint au présent Traité, acquitteront, à leur entrée en Serbie, les droits fixés par ledit tarif.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, dénommée ou non au tarif A, sera traitée, à l'entrée en Serbie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les marchandises d'origine ou de manufacture serbe, énumérées au tarif B joint au présent Traité, acquitteront, à leur entrée dans le territoire douanier austro-hongrois, les droits fixés par ledit tarif.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture serbe, dénommée ou non au tarif B, sera traitée, à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Dans le but de faciliter le trafic réciproque à travers la frontière

commune, les Parties contractantes sont convenues des dispositions spéciales contenues dans l'annexe C jointe au présent Traité.

Art. VIII. — Chacune des Parties contractantes s'engage, non seulement quant au montant des droits et taxes accessoires à percevoir à l'entrée et à la sortie, mais aussi quant à la perception et à la garantie de ces droits et taxes accessoires, comme en général quant au traitement douanier à l'importation, au transit et à l'exportation, à faire profiter les produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie de toute faveur, immunité ou acilité qui serait déjà accordée ou qui pourrait être à l'avenir accordée à une tierce Puissance, de manière que toute faveur pareille sera étendue immédiatement, par ce fait même, et sans compensation, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Art. IX. — Seront admis de part et d'autre en franchise temporaire de droit d'importation ou d'exportation les objets suivants avec l'obligation de les faire retourner dans un terme établi à l'avance et à condition que l'identité des objets exportés et réimportés soit constatée d'une manière absolue:

1. Toutes les marchandises qui, sortant du commerce libre dans les territoires de l'une des Parties contractantes, sont expédiées aux foires et marchés de l'autre, ou qui, en dehors des foires ou marchés, y sont expédiées pour y être déposées dans des entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés par les commis voyageurs;

2. Le bétail conduit des territoires de l'une des Parties contractantes aux marchés dans les territoires de l'autre et qui sera reconduit sans avoir été vendu;

3. Les objets destinés à être réparés sans que leur nature et leur dénomination commerciale subisse un changement essentiel;

4. Les sacs marqués et ayant déjà servi, ainsi que les fûts et futailles qui sont importés des territoires de l'autre Partie contractante pour être réexportés remplis ou qui sont réimportés après avoir été exportés remplis; le tout conformément aux dispositions applicables à la nation la plus favorisée.

Art. X. — Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou gréveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant des territoires de l'autres Partie contractante.

Art. XI. — Les marchandises d'origine serbe étant traitées en Autriche-Hongrie, quant à l'acquittement des droits et taxes accessoires, d'après les dispositions en vigueur à l'égard de la nation la plus favorisée, les marchandises d'origine autrichienne ou hongroise ne seront également soumises en Serbie à aucun droit additionnel de douane, local ou de tout autre genre, à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées savoir:

1. pour le port: 20 paras de dinar par 100 kilogrammes et seulement dans le cas où ce service est fait par les hommes au service de la douane;

2. pour le pesage: 8 paras de dinar par 100 kilogrammes;

3. pour le pavé: 10 paras de dinar par 100 kilogrammes;
4. pour le magasinage: 5 paras de dinar par 100 kilogrammes et par jour; cette taxe est augmentée de 10 paras par 100 kilogrammes et par jour pour les marchandises facilement inflammables et explosibles.

Il est entendu que les taxes accessoires ne peuvent être perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes sont affectées ont été rendus effectivement et conformément aux prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution de ces taxes additionnelles ou accessoires qui serait accordée aux marchandises d'un tiers État sera également appliquée sans délai aux articles similaires d'origine autrichienne ou hongroise.

Art. XII. — Sans préjudice des arrangements spéciaux sur le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur les territoires de l'une des Parties contractantes au traitement de l'acquit à caution et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déjà été mises sous scellés, ne seront point déballées dans les territoires de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

En général, les formalités du service douanier seront réglées d'après des principes identiques et seront simplifiées autant que possible; il sera pourvu à une expedition régulière et prompte dans les heures de service qui seront fixées en nombre suffisant.

Autant que les circonstances le permettront, les bureaux douaniers des Parties contractantes seront réunis ou du moins ils procéderont à leurs opérations par un service combiné et simultanément, sans entraver inutilement le trafic.

Art. XIII. — Les Parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, pour empêcher et punir la contrebande dirigée contre leurs territoires, à accorder à cet effet toute assistance légale aux employés de l'autre Partie contractante chargés de la surveillance, à les aider et à leur faire parvenir, par les employés de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Les Parties contractantes se sont réservées de convenir des réglements spéciaux à cet égard.

Art. XIV. — 1. Les sujets de l'une des Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre des mêmes droits que les nationaux pour ce qui concerne la protection des inventions, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique et de commerce, de la raison sociale et du nom commercial.

Sont assimilés sous ce rapport aux sujets toutes les personnes qui sont domiciliées ou ont leur établissement industriel principal sur les territoires de l'une des Parties contractantes.

2. Lorsqu'une demande de brevets pour une invention, un dessin, un modèle ou une marque de fabrique et de commerce est déposée, pour

s'en assurer la protection dans les territoires de l'une des Parties contractantes, et que dans le délai de trois mois le dépôt de cette demande est effectuée dans les territoires de l'autre Partie contractante, il est établi:

a. que cette demande postérieure aura la priorité sur toutes les demandes déposées dans les territoires de l'autre Partie contractante après l'époque du dépôt de la première demande; et

b. que l'objet pour lequel une demande de brevet a été présentée ne perdra pas le caractère de nouveauté dans les territoires de l'autre Partie contractante par suite de circonstances survenues après la date du dépôt de la prèmière demande.

3. Le délai prévu plus haut court:

a. pour ce qui concerne les dessins et modèles, ainsi que les marques de commerce et de fabrique, à partir de la date de la présentation de la première demande;

b. pour ce qui concerne les inventions, à partir de la date où le brevet a été délivré sur la première demande.

Le jour du dépôt de la demande ou de la délivrance du brevet n'est pas compté dans le délai.

Sera considéré comme jour de la délivrance du brevet, le jour où la résolution portant sur la délivrance définitive du brevet est remise à la partie intéressée.

4. L'importation d'une marchandise fabriquée dans les territoires de l'une des Parties contractantes sur les territoires de l'autre n'entraînera pas dans ces derniers territoires la déchéance du droit de protection accordée à cette marchandise sur la déposition d'un dessin ou d'un modèle.

5. On ne pourra pas refuser au propriétaire d'une marque de commerce ou de fabrique, enregistrée dans les territoires de l'une des Parties contractantes, l'enregistrement dans les territoires de l'autre, pour la seule raison que cette marque n'est pas conforme aux prescriptions qui y sont en vigueur relativement à la composition et à la forme extérieure de la marque.

Ne seront pas considérées comme prescriptions ayant rapport à la composition et à la forme des marques les dispositions qui défendent l'usage du portrait du souverain ou des membres de la famille régnante, ou l'usage d'armoiries de l'État, d'autres armoiries publiques ou enfin l'emploi de marques considérées contraires à l'ordre public ou étant en opposition avec la situation réelle, de manière à induire en erreur le public.

6. Chacune des Parties contractantes adoptera les mesures nécessaires, en tant qu'elles n'auraient pas été prises antérieurement, contre l'exposition et la mise en vente de marchandise qui, dans une intention frauduleuse, au préjudice du commerce légitime, sont revêtues des armoiries d'État de l'autre Partie contractante ou portent, comme indication de provenance, le nom ou les armoiries de localités ou de districts, situés dans les territoires de l'autre Partie contractante.

7. Les sujets de l'une des Parties contractantes, qui veulent s'assurer la propriété d'une marque, d'un dessin ou d'un modèle dans les territoires le d'autre Partie contractante, auront à remplir les formalités prescrites

par la législation de cette dernière. Ils devront, en particulier, faire déposer leurs marques, dessins et modèles, conformément aux prescriptions en vigueur, en Serbie: au tribunal de commerce à Belgrade; en Autriche-Hongrie, pour les Royaumes et provinces représentés au Reichsrath: à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, et pour les pays de la Couronne de Saint-Étienne: à la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest.

Art. XV. — Le présent traité s'étend à tous les pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territorie douanier austro-hongrois.

Art. XVI. — Le présent traité est destiné à remplacer le traité de commerce du 6 mai/24 avril 1881. Il entrera en vigueur le 1er juillet/19 juin 1893 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre/19 décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une où l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. XVII. — Le présent traité, sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Vienne le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 9 août/28 juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) *Kalnoky* m. p.

(L. S.) *G. S. Simitch* m. p. *St. R. Popovitch* m. p. *Dr. Lazar Patchou* m. p. *K. Stéfanovitch* m. p. *M. Milovanovitch* m. p.

(Formulaire)

Carte de légitimation industrielle pour voyageurs de commerce.

Valable pour l'année . . . .

Il est certifié par la présente que le sieur N. . . . .
fait le commerce (possède une fabrique) de . . . sous la raison sociale . .
est au service de la maison de commerce . . . .
en qualité de voyageur de commerce et que cette maison fait le commerce (possède une fabrique) de . . . . à . . . .

Le sieur N. . . . . désirant recueillir des commandes et faire des achats de marchandises pour le compte de la susdite raison sociale ainsi que pour celui des raisons sociales suivantes: . . . . .

dans { la Monarchie austro-hongroise
le Royaume de Serbie,

il est certifié, en outre, que l . . . . dite . . . .
raison . . . . sociale . . . . acquitte . . . .
dans son (leur) pays les droits règlementaires pour l'exercise de son (leur) commerce.

Le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueillir des commandes et à faire des achats de marchandises, mais exclusivement en voyageant et seulement pour compte de . . . .

dite . . . . raison . . . . Il pourra porter avec lui des échantillons, mais non des marchandises. En recueillant des commandes et en faisant des achats, il aura à se conformer aux règlements en vigueur dans chaque État pour les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée, et il devra toujours être muni de la carte de légitimation.

(Endroit, date, signature et sceau de l'autorité qui délivre la carte.)

(Signalement, domicile et signature du voyageur de commerce.)

Annexe A. non imprimé.

Annexe B.

Droits à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois.

Nos du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité.	Dénomination des marchandises.		Droits. Florins en or.
26	Haricots, lupins, pois lentilles, vesces . .	100 kil.	1 »
ex 29	Raisins de table, frais (poids du coli 5 kilogrammes ou moins)	id.	2 »
30	Noix et noisettes, sèches ou mondées . .	id.	1 50
31	Légumes de table, frais, fins		exempts
32 a	Légumes non spécialement dénommés, frais . . .		id.
	Fruits non spécialement dénommés, frais		id.
40	Taureaux	tête	4 »
41	Vaches	id.	3 »
42	Bouvillons, taurillons et génisses . . .	id.	2 50
43	Veaux	id.	1 50
44	Brebis, béliers, moutons	id.	0 50
	Chèvres, boucs	id.	0 50
45	Agneaux	id.	0 25
	Chevreaux	id.	0 25
46	Porcs pesant plus de 10 kilogrammes . .	id.	1 50
47	Porcs pesant 10 kilogrammes ou moins (cochons de lait)	id.	0 30
ex 50 a	Volaille vivante		exempte.
ex 50 b	Volaille morte	100 kil.	3 »
ex 51	Poissons, frais		exempts.
55	Œufs de volaille		id.
60	Peaux brutes (vertes ou sèches, même salées ou passées à la chaux, mais pas autrement travaillées)		exemptes.
ex 63	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés	100 kil.	2 »
83	Viande fraîche ou préparée, c'est-à-dire salée, desséchée, fumée ou en même temps desséchée ou salée	100 kil.	6 »
ex 96	Lignites et charbons de terre		exempts

Nos du tarif général austro-hongrois en vigueur au moment de la signature du traité.	Dénominations des marchandises.	Droits Florins en or.
ex 102	Pierres brutes ou simplement dégrossies	exemptes.
ex 103 a et b 2	Chaux	exempte.
ex 110	Avelanèdes, noix de galle	exemptes.
151 a	Cordes, cordages, câbles, même blanchis, goudronnés . . . . 100 kil.	5 »
ex 152	Laine, brute ou lavée	exempte.
273 a	Plomb et alliages de plomb, bruts, de même vieux en morceaux et débris . . . . 100 kil.	2 »
ex 276 a	Cuivre, brut, de même vieux en morceaux et débris	exempt.
	Mercure	id.
ex 318	Antimoine	id.
ex 322	Chlorure de chaux . . . . 100 kil.	0 75

Annexe C.

Faveurs spéciales accordées au trafic-frontière.

1. Afin de donner au trafic des districts-frontière les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les Parties contractantes sont convenus de ce qui suit:

1. Resteront libres de tout droit de douane et de même du droit de timbre sur les reçus de la douane, à l'importation et à l'exportation, à travers la frontière commune:

a. toutes les quantités de marchandises dont la somme totale des droits à prélever n'atteint pas le chiffre de 2 kreutzer v. a. ou de 5 paras de dinar;

b. herbes, foin, paille, fanes, mousse, fourrages, joncs et cannes ordinaires, plantes vivantes (en tant qu'elles sont admises à la libre circulation par les règlements internationaux en vigueur), céréales en gerbes ou en épis, plantes légumineuses, chanvre et lin non battus;

c. ruches avec abeilles vivantes;

d. sang de bestiaux;

e. œufs de toute sorte;

f. lait doux, lait caillé et caillebotte;

g. charbon de bois, lignite et houille, tourbe et charbon de tourbe;

h. pierre à bâtir et de taille, pierres à paver et meules, pierres ordinaires à aiguiser et cous ordinaires pour faux et faucilles, en général toutes les pierres soit taillées soit non taillées — mais ni polies, ni taillées en dalles — scories, cailloux, sable; chaux et plâtre, crus; marne, argile et en général toute sorte de terre ordinaire, servant à fabriquer des briques, pots, pipes et vases;

i. briques et tuiles, même tuiles cannelées et tuiles de pavage;

j. son, pain de colza et autres déchets de fruits pressés et cuits et de semences oléagineuses;

k. cendre végétale ou de houille, engrais, lies, lavures, limon;

l. pain et farine en quatité de dix kilogrammes ou moins, viande fraîche en quantité de quatre kilogrammes ou moins, fromage en quantité de deux kilogrammes ou moins, beurre frais en quantité de deux kilogrammes ou moins;

m. produits horticoles, frais, tels que: plantes potagères, salades, choux, concombres, raves, pommes de terre et similaires de même légumes et fruits frais;

n. volaille vivante;

o. poissons frais.

Il est entendu que les marchandises énumérées ci-dessus ne payeront pas en Serbie l'impôt d'Obrt.

Les certificats servant de légitimation pour le libre exercice du commerce de frontière peuvent être délivrés par l'autorité administrative compétente, même pour une période plus étendue, aux personnes qui veulent profiter régulièrement des faveurs mentionnées au paragraphe 1. Ces certificats ne peuvent pas être soumis dans les territoires de l'autre Partie contractante à un droit de timbre ou à une autre taxe quelconque.

2. Les habitants des districts-frontière qui possèdent ou qui ont affermé des terres au delà de la frontière seront exempts des droits de douane par rapport aux objets nécessaires à l'exploitation de ces terres, notamment les ustensiles, les instruments agricoles et les bêtes de labour, les grains à ensemencer, puis les produits récoltés dans ces propriétés, tels que céréales, foin, bétail, bois, etc.

3. L'exemption réciproque de tout droit de douane s'étendra aussi à tous les sacs et récipients qui ont servi aux habitants des districts-frontière à transporter dans le pays voisin leurs produits agricoles, par exemple: céréales et autres produits de l'agriculture, plâtre, chaux, boissons ou autres liquides et autres objets quelconques du trafic-frontière, et qui en retournent vides par la même route.

4. Restera également exempté, dans les territoires des Parties contractantes, de tout droit de douane à l'entrée et à la sortie: le bétail conduit d'un pays à l'autre à l'affouragement ou au pâturage et reconduit après l'affouragement ou le pâturage. Pourront de même être reconduits en franchise douanière les produits du bétail conduit au pâturage, tels que: lait, beurre, fromage, laine, les animaux mis bas dans l'intervalle, mais toujours en quantité proportionnée au no mbredu bétail et à la durée du pâturage.

5. Seront également traités en franchis douanière: les céréales, les graines oléagineuses, le chanvre, le lin, le bois, le tan et autres objets agricoles similaires que les habitants des districts-frontière des Parties contractantes importent pour leur propre besoin dans les moulins situés dans le district-frontière de l'autre Partie contractante, pour y être moulus, pilés, taillés, broyés, etc. et qui sont réexportés après avoir subi ces opérations.

Les administrations douanières des Parties contractantes détermineront d'un commun accord, selon le besoin et dans une juste mesure, les quantités des produits qui pourront être réimportées ou doivent être réexportées en échange des matières premières.

6. Les faveurs désignées sous 1, 3 et 5 ne sont applicables qu'aux habitants d'une zône s'étendant jusqu'à dix kilomètres de la frontière commune des territoires des Parties contractantes.

7. Les Parties contractantes et leurs autorités administratives s'entendront sur les points par lesquels, en dehors des routes douanières ordinaires et des passages réglementaires de fleuve, le libre trafic des habitants pourra avoir lieu avec les objets précités ainsi qu'avec d'autres articles du commerce journalier, exempts de droits de douane.

II. Sont exempts de droits de douane à l'entrée et à la sortie dans le commerce direct par les frontières communes:

1. Les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que: linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage et dans une quantité correspondante aux circonstances.

2. Les voitures servant effectivement au tronsport des personnes et des marchandises, charrettes, paniers et appareils similaires pour le transport, bêtes des omme et de trait, embarcations avec inventaire régulier.

3. Les provisions des navires.

4. Les cartes d'échantillons et les échantillons qui ne peuvent servir à aucun autre usage.

5. Les emballages et les récipients usuels dans lesquels se trouve la marchandise ne seront pas tarifés séparément, mais seront traités d'après les dispositions sur les tares.

III. Les marchandises ci-après désignées, directement importées dans le territoire douanier austro-hongrois par la frontière commune, jouiront, à condition que leur origine serbe soit dûment certifiée, des droits réduits et exemptions, comme suit:

		Fl.	kr.
Maïs, orge	100 kil.	0	25
Avoine	id.	0	60
Sarrasin et millet	id.	0	50
Froment, méteil, seigle.	id.	0	75
Prunes sèches et marmelade de prunes confites sans addition de sucre	id.	1	50
Bœufs	par tête	4	»
Miel.		exempt.	
Rakia, c'est-à-dire eau de vie de prunes n'ayant pas plus de 38% d'alcool (d'après l'alcoolomètre centigrade), à l'entrée par la frontière entre la Bosnie et la Serbie, la taxe de consommation non comprise	100 kil.	3	20
Vin du crû des districts de Krajna, Timok, Krusevac, Morava et Toplica, en futailles	id.	3	20

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, les Plénipoten-

tiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du traité même:

I. — En ce qui concerne le traité de commerce.

Ad. Art. II. — 1. Les dispositions de l'article II relatives à l'établissement et l'exercice des professions ne seront pas appliquées dans les pays des Parties contractantes à la pharmacie, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions, exercés exclusivement en ambulant.

2. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance de tout genre), existant sur les territoires de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront, réciproquement, exercer sur les territoires de l'autre tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur sur cette matière.

Les sociétés autrichiennes ou hongroises ne pourront, en ce qui concerne leur reconnaissance et leur admission en Serbie, être traitées sous aucun rapport moins favorablement pendant la durée du présent traité que les sociétés serbes et les sociétés de tout autre État. En déterminant les conditions de la reconnaisance et de l'admission des sociétés en Serbie, le Gouvernement Royal Serbe tiendra compte, autant que possible, des désirs qui lui seront recommandés dans l'intérèt des sociétés autrichiennes ou hongroises exerçant leur industrie en Serbie.

En attendant la réglementation de cette matière, la disposition contenue au protocole final (à l'article II, paragraphe 2) annexé au traité de commerce du 6 mai/24 avril 1881 demeurera en vigueur.

3. Les passeports ou cartes de passeport délivrés en due forme par l'autorité compétente du propre pays suffiront, en règle générale, à la légitimation dans les territoires de l'autre Partie contractante, et il ne sera pas exigé de visa de la part des missions et consulats, ni des autorités locales.

Des exceptions ne pourront avoir lieu que dans des circonstances extraordinaires, par rapport à la sûreté publique en général, ou par rapport à certains individus en particulier. Dans ces cas, le visa ou la légitimation supplémentaire est donné sans frais.

4. Les sujets autrichiens ou hongrois qui voudront s'établir en Serbie pour y exercer un commerce ou une industrie auront à solliciter l'autorisation respective auprès de l'autorité administrative Royale de l'endroit où ils veulent exercer ce commerce ou cette industrie.

L'autorisation ne peut être refusée, si le colliciteur a rempli toutes les conditions prescrites par la loi pour les nationaux. Pour les réclamations qui s'y rapportent, il sera loisible à la partie intéressée de recourir aux instances établies par la loi.

Les sujets autrichiens ou hongrois qui exerçaient un commerce ou une industrie quelconque en Serbie, déjà avant la mise en vigueur du présent Traité, ne pourront pas être soumis aux susdites conditions, concernant l'établissement d'un commerce ou d'une industrie, mais ils seront tenus à acquitter pour la continuation de l'exercice de leur commerce ou industrie tous les droits, taxes, etc., prescrits pour les nationaux.

5. On n'entend pas comprendre sous la dénomination de «dépôts» à l'article II les entrepôts publics.

Ad Art. V. — Le Gouvernement Royal de Serbie s'oblige de n'introduire, pendant la durée du présent traité, de nouveaux monopoles d'État que sur le pétrole, le papier à cigarettes, les allumettes et l'alcool produit de matières amylacées ou de mélasses.

En dehors des articles formant l'objet d'un monopole de l'État ou d'un brevet d'invention, aucun droit exclusif ne sera accordé pour l'exercice d'un commerce ou d'une industrie.

Ad Art. VII. — Pour faire jouir les marchandises du traitement conventionnel, la déclaration des marchandises devra indiquer leur origine.

Les importateurs de marchandises serbes, autrichiennes ou hongroises seront, en règle générale, pourvu que d'autres dispositions ne soient pas stipulées expressément dans le présent traité, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionellement être exigée par une des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droits douaniers qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'un tiers État qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation, ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire; enfin ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture, si les gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement. Il en est de même du visa consulaire, lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales ou par les bureaux de douane.

Dans le cas où la Serbie percevra sur les céréales et sur le bétail des droits d'entrée qui sont au moins égaux à la différence entre le droit de douane le plus élevé applicable à ces articles à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois et le droit spécial de faveur concédé à la Serbie, l'Autriche-Hongrie ne demandera pas l'apposition d'un visa consusulaire sur les certificats d'origine délivrés pour ces articles, aussi longtems que la mesure dont il s'agit offrira dans la pratique des garanties suffisantes.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger la présentation d'une traduction des certificats d'origine qui ne seraient pas dressés dans la langue employée dans son service douanier. Cette traduction pourra aussi être délivrée par un fonctionnaire du pays exportateur autorisé à se servir d'un sceau officiel.

Quant aux denrées coloniales, aux épices, aux huiles, aux fruits du midi, aux drogues, aux matières tinctoriales et à tanner, aux gommes et aux résines, il est entendu que ces articles importés de l'Autriche-Hongrie jouiront en Serbie du traitement conventionnel, même s'ils ne sont pas accompagnés de certificats d'origine.

Ad. Art. VIII. — 1. Les dispositions de l'article VIII ne s'appliquent point:

a. Aux faveurs qui sont accordées à d'autres États limitrophes pour faciliter le commerce des frontières;

b. Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les dispositions d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

2. Le taux des droits de sortie n'est pas limité par ce traité; mais il est bien entendu que ces droits seront le smêmes pour touets les directions dans lesquelles l'exportation se fait.

3. Seront observées conformément aux principes en vigueur en Autriche-Hongrie, quant au traitement douanier en Serbie, les règles suivantes:

a. L'intéressé sera libre de renvoyer à l'étranger, sans acquitter les droits de douane ou une taxe quelconque de consommation, les marchandises, même après les avoir examinées, qui auraient été déclarées à l'entrée, mais qui n'auraient pas encore passé dans le libre trafic, pourvu toutefois qu'il ne se soit pas, dans sa déclarations, rendu coupable d'une irrégularité qui justifierait une procédure pénale en matière de douane.

Dans ce cas on procédera, quant à la marchandise importée, conformément aux disposition des lois des finances. La marchandise pourra de nouveau être réexportée, si la procédure pénale en matière de douane relative à la constatation, aura prouvé la justesse de la déclaration.

Dans tous les cas l'importateur aura à acquitter les taxes accessoires dues en vertu de l'article XI.

b. L'importateur a la faculté de demander la constatation du poids net au moyen du pesage réel, dans ce cas le résultat de ce pesage aura à servir de base à la tarification en remplacement de la tare fixée au tarif.

Ad Art. X. — Les marchandises importées en Serbie ne pourront être grevées sous quelle que dénomination que ce soit de taxes perçues au profit de l'État ou des communes, autres que des droits de douane, des taxes accessoires prévues à l'article XI, de l'impôt dit «Obrt» et des taxes de consommation lesquelles sont admises seulement pour les articles de consommation.

Il est fait exception à catte disposition pour les cartes à jouer qui pourront être assujetties à un droit de timbre n'excédant toutefois pas un dinar par jeu.

L'impôt de l'Obrt, pourra comme par le passé, être perçu pendant la durée du présent traité, après l'acquittement du droit d'importation, au taux maximum de 7% de la valeur des matières premières.

Toutefois, le payement de l'Obrt ne pourra être exigé que pour des marchandises qui sont importées par des industriels ou par des négociants.

Le Gouvernement serbe s'oblige à percevoir l'Obrt sur les capitaux engagés en Serbie dans les affaires commerciales, de manière à ce que ces capitaux soient passibles à titre d'Obrt exactement des mêmes charges, auxquelles sont assujetties au même titre et aux taux maximum susindiqué les marchandises importées de l'étranger. Ces marchandises n'auront dans aucun cas à acquitter l'Obrt itérativement lors du prélèvement de l'Obrt sur les capitaux de commerce respectifs.

Les dispositions spéciales, concernant la perception de l'Obrt sur la valeur des marchandises importées en Serbie, sont contenues dans l'annexe D. Le Gouvernement serbe prendra de mesures afin que la perception des droits de douane et la perception de l'Obrt se suivent immédiatement et que, par conséquent, les marchandises puissent être mises sans retard à la libre disposition de la partie intéressée.

Les articles de consommation sur lesquels des taxes de consommation pourront être prélevées à l'importation, soit pour le compte de l'État, soit pour celui des communes, sont les suivants: les boissons et les comestibles, le fourrage, les combustibles et les matières d'éclairage, ainsi que les matériaux de construction. Toutes les autres marchandises seront exemptes en Serbie du payement de taxes de consommation.

La perception de ces taxes sur lesdits articles de consommation à l'importation en Serbie pourra s'effectuer, quand même ces articles n'y seraient pas produits. Si toutefois ces articles étaient produits en Serbie, ils devront être frappés de taxes internes équivalentes.

Pour les articles dénommés ci-après, les taxes de consommation trošarina) ne dépasseront pas les taux suivants:

	100 kil. poids net	
Sucre raffiné	25	dinars.
Sucreries, pâtisserie	50	id.
Succédanés de café	30	id.
Chocolat	50	id.
Huile comestible	20	id.
Poissons, salés, en saumure ou séchés, cuits, rôtis . . .	30	id.
Poissons, marinés, dans l'huile, conserves de poissons et de viande dans des boîtes hermétiquement fermées . .	60	id.
Bougies de stéarine, de parafine et similaires	18	id.
Alcool, cognac et autres spiritueux destillés	100	id.
Rhum, liqueur, et autres spiritueux dulcifiés ou aromatisés	100	id.

Dans certaines villes ou circonscriptions restreintes, des taxes de consommation communales pourront être prélevées sur les articles de consommation, importés de l'étranger: boissons, comestibles, fourrages, combustibles et matériaux d'éclairage, ainsi que matériaux de construction, à condition que les marchandises similaires qui y sont importées des autres parties du pays, ainsi que les marchandises similaires qui sont produites dans le rayon où le droit d'accise est établi, soient frappées des mêmes taxes.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables aux marchandises autrichiennes ou hongroises que dans le cas où les provenances de tout autre pays sont soumises au même traitement.

Le Gouvernement royal serbe prend l'engagement de régler la perception de la trošarina sur la production et la fabrication indigènes, de sorte que la quantité totale de la production interne acquitte effectivement tout le montant de la taxe que paye l'importation étrangère.

Ne seront, par conséquent, pas accordées à la production et à la fabrication indigènes des faveurs spéciales, telles qu'elles résultent de l'abonnement, etc.

Les dispositions sur la trošarina actuellement en vigueur en Serbie n'étant pas d'accord avec les principes énoncés dans le présent traité, le Gouvernement serbe s'oblige d'établir cette concordance à partir du jour de l'entrée en vigueur du traité. Par conséquent, à partir de cette date, la perception de la trošarina n'aura plus lieu surtout pour les articles énumérés ci-dessous: savon de toute sorte parfumé ou non, papier à cigarettes en livrets nu autrement découpé ou préparé pour fumeurs, allumettes et autres matières inflammables.

Ad Art. XIV. — Le Gouvernement royal de Serbie présentera à la Chambre serbe et tâchera da faire sanctionner dans le plus bref délai une loi sur les brevets d'invention, conforme aux principes internationaux adoptés à cet égard.

II. — En ce qui concerne le tarif A. (Droits à l'entrée en Serbie.)

1. Les parties accessoires peu importantes ne servant qu'à fixer et à joindre les parties des marchandises, par exemple clous, rivets, vis, agrafes, fermoirs, crochets, clampes, cercles, ferrures ou bordures, charnières, verrous, serrures avec clefs, bandes, fils, ficelles, courroies, cordes; puis les ornements peu essentiels, les doublures intérieures ou les revêtements de fond n'auront pas d'influence sur le traitement douanier. Par conséquent, les marchandises respectives seront, malgré ces accessoires, à déclarer et à tarifer en douane d'après l'article du tarif auquel elles appartiennent selon leurs autres parties.

2. Sont compris dans le tarif A sous la désignation de matières communes ou ordinaires toutes les matières autres que les suivantes: métaux précieux, métaux finement dorés ou argentés, pierres précieuses et pierres demi-précieuses, perles fines, coraux véritables, écaille véritable, ivoire véritable, nacre véritable, écume de mer, ambre et imitations d'ambre à l'exception de celles en verre, soieries.

3. Les simples coutures et ourlets sur les couvertures, tapis, rideaux, fichus et autres articles ajustés sont indifférents au point de vue de la tarification des tissus et autres étoffes.

4. Les étuis et autres emballages intérieurs seront taxés séparément selon leur espèce, à moins qu'ils ne soient admis en franchise d'après les dispositions sur la tare.

5. Ad No 9 a 2. Les draps grossiers dont la qualité répond aux échantillons établis d'un commun accord, acquitteront sans égard à leur dénomination commerciale en Serbie le droit de 25 dinars d'après le No. 9a 2.

6. Ad No. 25 a. Sont compris sous le nom de pierres de basalte artificielles les dalles de pavage, fabriquées de grès commun, appelées Klinker.

7. Ad No. 30 c I. Seront tarifés au droit de 4.50 dinars tous les clous sans distinction de la fabrication (à la main ou à la machine), du travail (noirs, polis à la machine ou blanchis, bleuis au four, etc.) et de l'emploi; sont par conséquent admis à ce droit meme les clous à ferrer.

8. A la catégoire XVII. Les imitations d'ambre en verre ne sont pas considérées comme articles en ambre imité.

9. A la catégoire XVIII. Dans la tarification convenue pour les habits

confectionnés et autres confections, il ne sera pas tenu compte des doublures, boutons, passements, parties brodées, rubans, bordures, garnitures, etc. Ces confections seront par conséquent taxées selon la matière dominante en quantité à la superficie extérieure.

Sont compris sous la désignation de «tous les autres articles« des N° 62 a, b, 1 — 9 et 64 b, les articles qui, en tant qu'ils ne sont pas tariés ailleurs dans le présent tarif conventionnel, doivent rentrer dans lesdites positions du Tarif général serbe d'après la classification actuelle.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné sans autres ratification spéciale, par le seul fait de l'échange de ratifications sur le traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Vienne le 9 août/28 juillet 1892.

(L. S.) *Kalnoky* m. p.
(L. S.) *G. S. Simitch* m. p. (L. S.) *St. R. Popovitch* m. p.
(L. S.) *Dr. Lazar Patchou* m. p. (L. S.) *K. Stéfanovitch* m. p.
(L. S.) *M. Milovanovitch* m. p.

Annexe D.

Dispositions concernant la perception de l'Obrt sur la valeur des marchandises importées en Serbie.

§ 1. — Les marchandises importées en Serbie et passibles de l'Obrt doivent être accompagnées d'une déclaration sur la valeur servant de base à l'application de cet impôt. Dans cette déclaration doivent être indiquées la valeur et la dénomination commerciale de l'article importé.

Le prix de vente réel de l'objet importé, au lieu de production ou d'expédition, augmenté des frais de transport et, s'il y a lieu, de ceux d'assurance et de commission, réellement survenus pour l'importation jusqu'à la frontière en Serbie, constituera la valeur de la marchandise, qui devra servir de base à l'application de l'Obrt.

L'importateur devra joindre à sa déclaration la facture de vente et la lettre de voiture ou le connaissement.

La valeur de la marchandise sera portée sur la déclaration en dinars (francs) et fractions. Si la valeur est indiquée dans la facture en florins v. a., elle sera, pour l'application de l'Obrt, réduite en francs sur la base du cours moyen qu'avait la pièce de 20 francs aux bourses de Budapest ou de Vienne au mois qui précédait le mois dans lequel la déclaration a été faite. Le Ministère Royal des finances de Serbie publiera ce cours moyen. Les fraits de transport, d'assurance et de commission seront réduits sur la même base.

§ 2. — La visite des marchandises pour l'application de l'Obrt aura lieu dans les quarante-huit heures qui suivent la déclaration.

Si le bureau de l'Obrt juge insuffisante la valeur déclarée, il aura, dans les vingt-quatre heures après la visite, le droit de déclarer qu'il retient la marchandise en payant à l'importateur le prix déclaré par lui,

majoré de 10%; il est bien entendu que dans ce cas l'Obrt ne sera pas perçu et que le droit de douane, ainsi que les taxes accessoires, qui ont déjà été acquittés, seront restitués. Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivent la déclaration de préemption.

Si le bureau de l'Obrt ne déclare pas, dans les vingt-quatre heures après la visite, vouloir user du droit de préemption, il aura, après l'expiration de ce terme, à délivrer sans délai la marchandise, contrer acquittement du droit de l'Obrt calculé d'après la valeur déclarée par l'importateur.

L'importateur contre lequel le bureau de l'Obrt voudra exercer le droit de préemption pourra, dans les huit jours après que la décision respective lui aura été communiquée, s'il le préfère, demander l'estimation de la marchandise par des experts. La même faculté appartiendra au bureau de l'Obrt, lorsqu'il ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption; seulement il devra communiquer à l'importateur sa décision à l'égard du cette expertise dans les 24 heures qui suivent la visite. De quelque côté que l'expertise ait été réclamée, le bureau de l'Obrt sera tenu à délivrer à la libre disposition de l'importateur, s'il le demande la marchandise, en retenant des échantillons, à condition toutefois que l'importateur fournisse caution suffisante à garantir l'impôt de l'Obrt et le supplémet qui pourrait résulter de l'expertise.

§ 3. — Le droit de préemption du bureau de l'Obrt est déchu dès que l'expertise est demandée, soit par ce bureau, soit par l'importateur.

Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de plus 5% la valeur déclarée par l'importateur, l'Obrt sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur constatée par l'expertise dépasse de plus de 5% la valeur déclarée, l'Obrt sera perçu sur la valeur déterminée par les experts.

Cet impôt sera augmenté de 50% à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de 10% supérieure à la valeur déclarée.

Il pourra même être prélevé 100% de l'Obrt à titre d'amende, si le bureau de l'Obrt a déclaré dans le terme prescrit de vouloir préempter, mais que sur la demande de l'importateur la remise de la marchandise et l'expertise ont déjà eu lieu, et que la valeur déterminée par les experts dépasse de 15% la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par l'expertise excède de plus de 5% la valeur déclarée; dans le cas contraire ils seront supportés par le bureau de l'Obrt.

Aussitôt que l'impôt de l'Obrt et l'amende résultant de l'expertise auront été perçus par le bureau de l'Obrt, la marchandise sera délivrée à l'importateur, ou, si la marchandise avait déjà été retirée, le reste du montant du cautionnement lui sera rendu sans délai.

§ 4. — En cas d'expertise le chef du bureau de l'Obrt et l'importateur nommeront chacun un expert dans les huit jours qui suivent la demande de l'expertise. En cas de partage de voix ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si l'importateur le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre. S'il y a désaccord entre eux, le tiers arbitre sera

nommé par le président du tribunal de commerce compétent ou, aux endroits où il n'existe pas de tribunal de commerce, par le président du tribunal de première instance compétent.

La décision arbitrale devra être rendue dans les huit jours qui suivront la nomination des arbitres.

II.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, einerseits

und die Regentschaft des Königreiches Serbien im Namen Seiner Majestät des Königs von Serbien, andererseits

von dem gleichen Wunsche beseelt, die zwischen ihren Staaten bestehenden Handelsbeziehungen zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, einen neuen Vertrag abzuschliessen und haben zu Ihren Bevollmächtigten zu diesem Behufe ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Gustav Grafen Kálnoky von Köröspatak, Allerhöchst Ihren wirklichen Geheimen Rath und Kämmerer, General der Cavallerie, Allerhöchst Ihren Minister des Kaiserlichen Hauses und des Aeussern,

die Regentschaft des Königreiches Serbien:

Herrn Georg S. Simitch, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Serbiens bei Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischen König von Ungarn;

Herrn Stéfan Popovitch, Staatsrath;

Herrn Dr. Lazar Patchou, Director des Taback- und Salzmonopoles;

Herrn Kosta Stéfanovitch, Zollinspector im Finanzministerium, und

Herrn Milovan Milovanovitch, Regierungscommissär bei der Nationalbank,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I. — Zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Theile soll volle Freiheit des Handels und der Schiffahrt bestehen.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile sollen in dem Gebiete des anderen dieselben Rechte, Begünstigungen und Befreiungen in Ansehung des Handels und der Schiffahrt geniessen, welche in eben diesem Gebiete die eigenen Staatsangehörigen und die Unterthanen der meistbegünstigten Nation geniessen oder geniessen werden.

Art. 2. — Demgemäss sollen die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Theile gegenseitig in dem Gebiete des anderen in gleichem Masse wie die einheimischen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation befugt sein, auf Eisenbahnen, Flüssen und Strassen zu reisen, an beliebigem Orte sich vorübergehend aufzuhalten oder dauernd niederzulassen, Grundstücke jeder Art und Häuser zu kaufen, oder dieselben ganz oder theilweise zu mieten oder zu besitzen, überhaupt bewegliche und unbewegliche

Güter zu erwerben, darüber durch Rechtsgeschäfte jeder Art zu verfügen, dieselben nsbesondere zu verkaufen und zu vererben; alles dies Voranstehende, ohne hiezu einer besonderen Autorisation oder Genehmigung der Landesbehörden zu bedürfen; sie sollen daselbst Handel und Gewerbe betreiben, Geschäfte jeder Art selbst oder vermittels einer von ihnen gewählten Mittelsperson, allein oder in Gesellschaften betreiben, Waren und Personen verfrachten, Geschäftsniederlagen errichten, die Preise, Löhne und Vergütungen ihrer Waaren und Leistungen bestimmen, sowie ihre Angelegenheiten besorgen, den Zollämtern ihre Declarationen einreichen, ihre Rechte und Anliegen vor den Behörden und Gerichten des Landes vertreten können: alles dieses, ohne andere höhere oder lästigere Abgaben, Steuern, Gebühren oder Taxen als die Inländer oder Angehörigen der meistbegünstigten Nation zu entrichten und ohne dass unter ihnen ein Unterschied nach der Nationalität oder Confession gemacht werden kann.

Es ist selbstverständlich, dass hiebei die im Lande in Bezug auf Handel, Gewerbe und öffentliche Sicherheit bestehenden und auf die Inländer und Angehörigen der meistbegünstigten Nation anwendbaren Gesetze und Verordnungen zu beobachten sind.

Die in dem Gebiete des eines der vertragschliessenden Theile bestehenden Stiftungen, Corporationen, Vereine und überhaupt alle juristischen Personen, mit Ausnahme der Handelsgesellschaften und Versicherungsanstalten, können auf dem Gebiete des anderen Theiles unbewegliches Vermögen, sei es in entgeltlicher oder unentgeltlicher Weise nicht erwerben.

Art. III. — Die Unterthanen jedes der vertragschliessenden Theile werden auf dem Gebiete des anderen von jedem Militärdienste, sowohl in der regulären Armee als in der Miliz und Nationalgarde, befreit sein. Ebenso werden sie von jedem zwangsweisen Amtsdienste gerichtlicher, administrativer oder municipaler Art, von der Militäreinquartierung, von jeder Kriegscontribution, von jeder militärischen Requisition oder Leistung was immer für einer Beschaffenheit befreit sein, mit Ausnahme jedoch der am Besitze oder an der Miete von unbeweglichen Gütern haftendenden Lasten, sowie der militärischen Leistungen oder Requisitionen, denen auch die Inländer in ihrer Eigenschaft als Besitzer oder Mieter unbeweglicher Güter unterworfen sind.

Sie dürfen weder persönlich, noch in Bezug auf ihre beweglichen und unbeweglichen Güter zu anderen Verpflichtungen, Beschränkungen, Taxen oder Abgaben verhalten werden, als jenen, welchen die Inländer unterworfen sein werden.

Art. IV. — Wenn Geschäftsleute des einen vertragschliessenden Theiles im Gebiete des anderen entweder selbst reisen oder ihre Commis, Agenten, Reisenden und sonstigen Vertreter reisen lassen, zu dem Zwecke, um Einkäufe zu machen, oder Bestellungen su sammeln, sei es mit oder ohne Muster, sowie überhaupt im Interesse ihrer Handels- und Industriegeschäfte, so dürfen weder diese Geschäftsleute, noch ihre erwähnten Vertreter aus diesem Anlasse einer weiteren Steuer oder Abgabe unterworfen werden, insoferne durch eine nach beigeschlossenem Formulare ausgefertigte Legitimationskarte nachgewiesen wird, dass das Geschäftshaus, für dessen Rech-

nung die Reise vollzogen wird, in seinem Heimathlande die vom Betriebe seines Handels und Gewerbes entfallenden Steuern und Abgaben entrichtet hat.

Auf das Aufsuchen von Bestellungen bei nicht Gewerbetreibenden findet die vorstehende Bestimmung keine Anwendung; es werden indes auch in dieser Hinsicht die österreichischen und ungarischen Handelsreisenden in Serbien nicht ungünstiger behandelt werden, als die inländischen.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Theile sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz ihrer Erzeugnisse in den Gebieten des anderen Theiles, sowie in Ansehung der von dem Mess- und Marktverkehre zu entrichtenden Abgaben wie die eigenen Angehörigen behandelt werden.

Die Unterthanen des einen der vertragschliessenden Theile, welche die Spedition oder das Fuhrmannsgewerbe zwischen den verschiedenen Punkten der Territorien der vertragschliessenden Theile ausüben, oder welche sich der Schiffahrt widmen, werden auf dem Gebiete des anderen aus Anlass der Ausübung dieses Gewerbes keiner Gewerbe- oder speciellen Abgabe unterliegen.

Art. V. — Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch kein Ein- Aus- oder Durchfuhrverbot zu hindern.

Ausnahmen hievon dürfen nur stattfinden:

a. Bei den gegenwärtig in Kraft stehenden oder in Zukunft etwa einzuführenden Staatsmonopolen;

b. aus Rücksichten der Gesundheits- und Veterinärpolizei nach Massgabe der anerkannten internationalen Grundsätze;

c. in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Der unter b bezeichnete Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirtschaft gegen die Einschleppung und Verbreitung schädlicher Insecten und anderer schädlicher Organismen ergriffen werden.

Rücksichtlich der Massregeln gegen die Einschleppung und Verbreitung von Viehseuchen haben die vertragschliessenden Theile gleichzeitig ein besonderes Uebereinkommen abgeschlossen.

Art. VI. — Die Waren aller Art, welche von dem Gebiete des einen vertragschliessenden Theiles kommen oder dahin gehen, werden wechselseitig im Gebiete des anderen von jedem Durchfuhrzolle, sowie von Consumabgaben jeder Art frei sein, sei es, dass sie direct transitiren, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert und wieder aufgeladen werden müssen.

Art. VII. — Die aus Oesterreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten, im Tarife A zu gegenwärtigem Handelsvertrage aufgezählten Waren sollen in Serbien bei ihrer Einfuhr zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle aus Oesterreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten Waren, gleichviel, ob sie im Tarife A benannt sind oder nicht, werden bei der Einfuhr in Serbien auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Die aus Serbien herstammenden oder daselbst verfertigten im Tarife B zu gegenwärtigem Handelsvertrage aufgezählten Waren sollen bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle aus Serbien herstammenden oder daselbst verfertigten Waren, gleichviel, ob sie im Tarife B benannt sind oder nicht, werden bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehres über die unmittelbare Grenze sind diejenigen besonderen Bestimmungen vereinbart worden, welche sich in der Anlage C dem gegenwärtigen Vertrage angeschlossen finden.

Art. VIII. — Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, nicht nur, was das Ausmass der Zölle und Nebengebühren bei der Ein- und Ausfuhr, sondern auch die Einhebung und Sicherstellung derselben, wie überhaupt die Zollbehandlung in der Ein-, Aus- und Durchfuhr betrifft, die Boden und Industrieerzeugnisse des anderen Theiles an jeder Begünstigung, Befreiung oder Erleichterung theilnehmen zu lassen, welche Einer von ihnen einer dritten Macht jetzt oder in Zukunft gewähren würde, so dass jede solche Begünstigung ipso facto sofort und ohne irgend eine Gegenleistung auf die Boden- und Industrierzeugnisse des anderen vertragschliessenden Theiles ausgedehnt wird.

Art. IX. — Eine zeitweilige Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird von den vertragschliessenden Theilen für folgende Gegenstände unter der Bedingung, dass dieselben binnen einer im voraus bestimmten Frist zurückgeführt werden und das deren Identität ausser Zweifel ist, zugestanden:

1. Waren, welche aus dem freien Verkehre im Gebiete des einen vertragschliessenden Theiles in das Gebiet des anderen auf Märkte oder Messen oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- oder Marktverkehre, oder als Muster von Geschäftsreisenden eingebracht werden;

2. Vieh, welches aus dem Gebiete des einen Theiles auf Märkte in das des andern gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;

3. die Gegenstände, welche bestimmt sind, ausgebessert zu werden, ohne dass ihre Natur und ihre Benennung im Handel eine wesentliche Veränderung erfährt;

4. gebrauchte und signirte Säcke, sowie Fässer, welche in das Gebiet des einen Theiles gebracht werden, um dort gefüllt oder entleert zu werden, und welche gefüllt, beziehungsweise entleert zurückgebracht werden;

alles dies nach Massgabe der für die meistbegünstigte Nation anwendbaren Bedingungen.

Art. X. — Innere Abgaben, welche in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen oder Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Art. XI. — Sowie in der österreichisch-ungarischen Monarchie rücksichtlich der Zahlungen der Zölle und Nebengebühren die gegenüber der meistbegünstigten Nation anwendbaren Bestimmungen auch für Waren serbischen Ursprungs gelten, so werden auch in Serbien Waren österreichischen oder ungarischen Ursprungs keinen localen oder anderweitigen Zollzuschlägen, keinen neuen oder höheren Nebengebühren als den derzeit gegenüber der meistbegünstigten Nation bestehenden unterworfen werden, nämlich:

1. Facchinengebühr: 20 Cinarpara per 100 Kilogramm, und nur dort, wo dieser Dienst von den Angestellten des Zollamtes besorgt wird;
2. Waggeld: 8 Dinarpara per 100 Kilogramm;
3. Pflastergeld: 10 Dinarpara per 100 Kilogramm;
4. Lagerzins: 5 Dinarpara per 100 Kilogramm und Tag; diese Taxe erhöht sich um 10 Para per 100 Kilogramm und Tag für leicht entzündbare und explodirende Waren.

Es versteht sich, dass die vorstehenden Nebengebühren nur dann und nur in soweit erhoben werden können, als die Leistung, für welche sie bezahlt werden sollen, thatsächlich und auf Grund der Zollvorschriften oder Gesetze erfolgt.

Es bleibt übrigens vereinbart, dass jede Verminderung dieser Zuschlagsgebühren, welche den Waren eines dritten Staates zugestanden würde, ohne Verzug auch auf die gleichartigen Artikel österreichischen oder ungarischen Ursprungs Anwendung finden soll.

Art. XII. — Unbeschadet der besonderen Vereinbarungen über das Zollverfahren im Eisenbahnverkehre wird festgesetzt, dass die Waren, welche in dem Gebiete eines der vertragschliessenden Theile dem Zollsicherstellungsverfahren unterzogen werden und aus gleichen oder anderen Grunde bereits unter Raum- und Colloverschluss gelegt worden sind, wenn sonst den Anforderungen der Controle Genüge geschehen, in dem anderem Gebiete nicht ausgepackt und die vorhandenen unverletzten Siegel und Plomben nicht durch andere ersetzt werden sollen.

Ueberhaupt sollen die Förmlichkeiten des Zollverfahrens nach gleichartigen Grundsätzen geordnet und möglichst vereinfacht, sowie für die regelmässige und schleunige Abfertigung in den ausreichend zu bemessenden Amtsstunden gesorgt werden.

Nach Zulass der Umstände sollen die Zollämter der vertragschliessenden Theile vereinigt werden oder doch ihre Amtshandlungen zusammenhängend und gleichzeitig ohne unnöthige Beschwerung des Verkehres vornehmen.

Art. XIII. — Die vertragschliessenden Theile machen sich verbindlich, durch geeignete Mittel zur Verhinderung und Bestrafung des gegen ihre Gebiete gerichteten Schmuggels zusammenzuwirken, zu diesem Zwecke den mit der Ueberwachung betrauten Beamten des anderen Theiles jeden gesetzlichen Beistand zu leisten, sie zu unterstützen und ihnen von Seite der Finanz- und Polizeibeamten, sowie der Localbehörden überhaupt, alle Nachrichten zukommen zu lassen, welche sie zur Ausübung ihrer Amtshandlung benöthigen werden.

Specielle Vereinbarungen hierüber bleiben einem späteren Zeitpunkte vorbehalten.

Art. XIV. — 1. Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen in Bezug auf den Schutz von Erfindungen, Mustern und Modellen, von Handels- und Fabriksmarken, von Firmen und Namen dieselben Rechte wie die eigenen Angehörigen geniessen.

Den Angehörigen im Sinne dieser Vereinbarung sind gleichgestellt andere Personen, welche in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Theile ihren Wohnsitz oder ihre Hauptniederlassung haben.

2. Wird eine Erfindung, ein Muster oder Modell, eine Fabriks- oder Handelsmarke in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Theile behufs Erlangung des Schutzes angemeldet und binnen einer Frist von drei Monaten die Anmeldung auch in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles bewirkt, so soll

a. diese spätere Anmeldung allen Anmeldungen vorgehen, welche in den Gebieten des anderen Theiles nach dem Zeitpunkte der ersten Anmeldung eingereicht worden sind; und

b. durch Umstände, welche nach den Zeitpunkte der ersten Anmeldung eintreten, dem Gegenstande derselben die Neuheit in den Gebieten des anderen Theiles nicht entzogen werden.

3. Die im obigen Punkte vorgesehene Frist beginnt:

a. bei Mustern und Modellen, sowie Handels- und Fabriksmarken mit dem Zeitpunkte, in welchem die erste Anmeldung erfolgt;

b. bei Erfindungen mit den Zeitpunkte, in welchem auf die erste Anmeldung das Patent ertheilt wird.

Der Tag der Anmeldung oder der Ertheilung wird in die Frist nicht eingerechnet.

Als Tag der Ertheilung gilt der Tag, an welchem der Beschluss über die endgiltige Ertheilung des Patentes zugestellt worden ist.

4. Die Einfuhr einer in den Gebieten des einen Theiles hergestellten Ware in die Gebiete des anderen Theiles soll in den letzteren den Verlust des auf Grund eines Musters oder Modells für die Ware gewährten Schutzrechtes nicht zur Folge haben.

5. Dem Inhaber einer in den Gebieten des einen Theiles eingetragenen Handels- oder Fabriksmarke kann die Eintragung in den Gebieten des anderen Theiles nicht aus dem Grunde versagt werden, weil die Marke den hier geltenden Vorschriften über die Zusammensetzung und äussere Gestaltung der Marke nicht entspricht.

Zu den Vorschriften über die Zusammensetzung und äussere Gestaltung der Marken werden jene Vorschriften nicht gerechnet, welche in den Marken die Verwendung von Bildnissen des Landesherrn oder der Mitglieder des des landesherrlichen Hauses oder von Staats- und anderen öffentlichen Wappen oder die Verwendung von solchen Marken verbieten, welche gegen die öffentliche Ordnung verstossen aber mit den thatsächlichen Verhältnissen in einem das Publicum irreführenden Widerspruche stehen.

6. Jeder der vertragschliessenden Theile wird, soweit dies noch nicht geschehen ist, Bestimmungen gegen den Verkauf und das Feilhalten solcher Waren treffen, welche zum Zwecke der Täuschung in Handel und Verkehr mit Staatswappen des anderen Theiles oder mit Namen oder Wappen be-

stimmter, in den Gebieten des anderen Theiles gelegener Orte oder Bezirke behufs Bezeichnung des Ursprunges versehen sind.

7. Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Theiles, welche sich das Alleinrecht an einer Marke, einem Muster oder Modell in den Gebieten des anderen Theiles sichern wollen, haben die zu diesem Behufe von der Gesetzgebung des letzteren vorgeschriebenen Förmlichkeiten zu erfüllen; insbesondere müssen sie ihre Marken, Muster oder Modelle, gemäss der bestehenden Vorschriften in Serbien beim Handelsgerichte in Belgrad, in Oesterreich-Ungarn bei den Handels- und Gewerbekammern in Wien für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, und in Budapest für die Länder der ungarischen Krone hinterlegen.

Art. XV. — Der gegenwärtige Vertrag findet seine Anwendung auf alle Länder, welche gegenwärtig oder künftig mit dem österreichisch-ungarischen Zollgebiete vereinigt sein werden.

Ar.t XVI. — Der gegenwärtige Vertrag ist bestimmt, an Stelle des Handelsvertrages vom 6. Mai/24. April 1881 zu treten. Er wird am 1. Juli/18. Juni 1893 in Kraft treten und bis 31. December/19. December 1903 in Geltung bleiben.

Falls keiner der vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor Ablauf der bezeichneten Periode seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu machen, kundgegeben haben wird, wird derselbe bis zum Ablaufe eines Jahres, vom Tage, wo einer oder der andere der vertragschliessenden Theile, ihn gekündigt haben wird, in Kraft bleiben.

Art. XVII. — Gegenwärtiger Vertrag wird ratificirt und werden die Ratificationen sobald als möglich in Wien ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung am 9. August/28. Juli 1892.

(L. S.) ***Kalnoky*** m. p.

(L. S.) ***G. S. Simitch*** m. p. ***St. R. Popovitch*** m. p. ***Dr. Lazar Patchou*** m. p. ***R. Stéfanovitch*** m. p. ***M. Milovanovitch*** m. p.

Formular.

Gewerbe-Legitimationskarte für Handlungsreisende.

Giltig für das Jahr . . . . .

Es wird hiermit bescheinigt, dass Herr . . . . . . Handel treibt (eine Fabrik besitzt) $\frac{\text{mit}}{\text{von}}$ . . . . . . unter der Firma . . . . . als Handlungsreisender im Dienste der Firma . . . . steht, und dass diese Firma Handel treibt (eine Fabrik besitzt) $\frac{\text{mit}}{\text{von}}$ . . . . zu . . . .

Ferner wird, da Herr. . . . . Warenbestellungen aufzusuchen und Warenankäufe für Rechnung dieser Firma, sowie für Rechnung nachstehender Firmen . . . .

in { der österreichisch-ungarichen Monarchie
dem Königreiche Serbien

zu machen beabsichtigt, bescheinige, dass die vorbenannte . . . . Firm . . . . . in ihrem Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben für die Ausübung ihres Handels bezahl . . . .

Inhaber dieser Karte ist ausschlieslich im Umherreisen und ausschliesslich für Rechnung der vorgedachten Firm . . . berechtigt, Warenbestellungen aufzusuchen und Warenankäufe zu machen. Er darf nur Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen. Bei dem Aufsuchen von Warenbestellungen und beim Abschlusse von Wareneinkäufen hat er sich den in jedem Staate für die Handlungsreisenden der meistbegünstigten Nation bestehenden Vorschriften zu unterwerfen und diese Legitimationskarte immer mit sich zu führen.

(Austellungsort, Datum, Unterschrift und Siegel der die Karte ausstellenden Behörde).

(Personalbeschreibung, Wohnort und Unterschrift des Handlungsreisenden).

Anlage B.

Zölle bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet.

Nr. des zur Zeit des Vertragsabschlusses giltigen allgemeinen österr.-ungar. Zolltarifes.	Benennung der Gegenstände.		Zollsatz. Gulden Geld.
26	Bohnen, Lupinen, Erbsen, Linsen, Wicken	100 Kil.	1 »
aus 29	Weintrauben, frische für den Tafelgenuss, in Collien von höchstens 5 kg.	id.	2 »
30	Nüsse und Haselnüsse trocken oder ausgeschält	id.	1 50
31	Feine Tafelgemüse, frisch		frei.
32 a	Gemüse, nicht besonders benanntes, frisch . . .		id.
	Obst, nicht besonders benanntes, frisch		id.
40	Stiere	Stück	4 »
41	Kühe	id.	3 »
42	Jungvieh	id.	2 50
43	Kälber	id.	1 50
44	Schafe, Widder, Hammeln	id.	0 50
	Ziegen, Böcke	id.	0 50
45	Lämmer	id.	0 25
	Zicklein (Kitzen)	id.	0 25
46	Schweine, mit mehr als 10 kg. Gewicht .	id.	1 50
47	Schweine, mit 10 kg. Gewicht oder darunter (Spanferkel)	id.	0 30
aus 50 a	Geflügel, lebend		frei.
aus 50 b	Geflügel todt	100 Kil.	3 »
aus 51	Fische, frische		frei.
55	Geflügeleier		id.

Nr des zur Zeit des Vertragsabschlusses giltigen allgemeinen öster.-ungar. Zolltarifes.	Benennung der Gegenstände	Zollsatz. Gulden Gold.
60	Felle und Häute, roh (grün oder trocken, auch gesalzen oder gekalkt, aber nicht weiter bearbeitet) .	frei.
aus 63	Blasen und Därme, frische, gesalzene oder getrocknete . . . . 100 Kil.	2 »
83	Fleisch, frisches oder zubereitetes (und zwar gesalzenes, getrocknetes, geräuchertes, gepökeltes) . . 100 Kil.	6 »
aus 96	Lignite und Steinkohlen	frei.
aus 102	Steine, roh oder bloss behauen	id.
aus 103 a und b 2	Kalk	id.
aus 110	Knoppern, Galläpfel	id.
151 a	Seile, Taue, Stricke, auch gebleicht, getheert 100 Kil.	5 »
aus 152	Wolle, roh oder gewaschen	frei.
273 a	Blei und Bleilegirungen, roh, auch alt gebrochen und in Abfällen . . . . 100 Kil.	2 »
aus 276 a	Kupfer, roh, auch alt gebrochen und in Abfällen .	frei.
	Quecksilber	id.
aus 318	Spiessglanz	id.
aus 322	Chlorkalk . . . . 100 Kil.	0 75

Anlage C.

Besondere Erleichterungen im Grenzverkehre.

1. Um dem Verkehre den beiderseitigen Grenzdistricte die Erleichterungen zu gewähren, welche der tägliche Verkehr erfordert, haben sich die vertragschliessenden Theile über Folgendes geeinigt:

1. Im Verkehre über die gemeinschaftliche Grenze sind sowohl von allen Einfuhrzöllen, als auch von Ausfuhrzöllen und der Stempelpflicht für Zolldocumente befreit:

a. Alle jene Warenmengen, für welche der vorgeschriebene Zoll im ganzen nicht die Summe von zwei Kreuzern österreichischer Währung oder 5 Dinarpara erreicht:

b. Gras, Heu, Stroh, Laub, Moos, Futterpflanzen, Binsen und gemeines Rohr, lebende Pflanzen (insoweit solche nach den bestehenden internationalen Reglements zum freien Verkehre zugelassen sind), Feldfrüchte in Garben oder Aehren, Gemüsepflanzen, Hanf und Flachs in nicht gebrochenem Zustande;

c. Körbe mit lebenden Bienen;

d. Thierblut;

e. Eier aller Art;

f. Milch, süss, sauer, geronnen (Topfen):

g. Holz-, Braun- und Steinkohlen, Torf, Torfkohlen;

h. Bau- und Quadersteine, Pflaster- und Mühlsteine, ordinäre Schleif-

steine, ordinäre Wetzsteine für Sensen und Sicheln, überhaupt alle Gattungen behauener und unbehauener Steine, — jedoch weder polirt noch in Platten —, Schlacken, Kiesel, Sand, roher Kalk und Gips, Mergel, Thon und im allgemeinen jede Art von ordinärer zur Erzeugung von Ziegeln, Töpfen, Pfeifen und Gefässen verwendbarer Erde;

i. Dach- und Mauerziegel, auch Dachfalzziegel und Pflasterziegel:

j. Kleie, Rapskuchen und andere Abfälle von gepressten und gekochten Früchten und von ölhältigen Sämereien;

k. vegetabilische oder Steinkohlenasche, Dünger, Schlempe, Spülicht, Lehm;

l. Brod und Mehl in der Menge von höchstens 10 Kilogrammen, frisches Fleisch in der Menge von höchstens 4 Kilogrammen, Käse in der Menge von höchstens 2 Kilogrammen, frische Butter von höchstens 2 Kilogrammen;

m. frische Gartengewächse wie: Grünzeug, Salat, Kraut, Kohl, Gurken, Rüben, Erdäpfel u. dgl.; ferner frisches Gemüse und frisches Obst;

n. lebendes Geflügel;

o. Fische, frische.

Die vorstehend angeführten Artikel unterliegen in Serbien nicht der Obrtsteuer.

Die zum Nachweise des Grenzverkehres nöthigen Zeugnisse können solchen Personen, welche von den Begünstigungen unter Punkt 1 regelmässig Gebrauch machen wollen, von der zuständigen politischen Behörde auch auf längere Zeit ausgestellt werden, und dürfen solche Certificate im Gebiete des anderen Theiles mit keiner Stempel- noch anderweitigen Gebür belegt werden.

2. Grenzbewohner, welche jenseits der Grenze Grundstücke besitzen oder gepachtet haben, werden die zur Bewirtschaftung derselben erforderlichen Gegenstände, namentlich das Ackergeräthe, Werkzeuge, Zugvieh, die Aussaat zum Feldbaue, dann die auf diesen Grundstücken gewonnenen Erzeugnisse, wie Getreide, Heu, Vieh, Holz u. s. w. zollfrei über die Grenze bringen können.

3. Die gegenseitige Zollfreiheit soll sich ferner erstrecken auf alle Säcke und Gefässe, worin Grenzbewohner ihre lanwirthschaftlichen Erzeugnisse, als zum Beispiel: Getreide und andere Feldfrüchte, Gips, Kalk, Getränke und Flüssigkeiten anderer Gattung, und sonst im Grenzverkehre vorkommende Gegenstände in das Nachbarland gebracht haben und die von dort leer auf dem nämlichen Wege wieder zurückgelangen.

4. Ferner sind in den Gebieten der vertragschliessenden Theile von jeder Zollgebühr bei der Ein- und Ausfuhr wechselseitig befreit: Vieh, welches aus dem einen Gebiete in das andere zur Fütterung oder zur Weide geführt und nach der Fütterung oder Weide zurückgeführt wird; auch die Erzeugnisse von dem auf die Weide getriebenen Vieh, als Milch, Butter, Käse, Wolle und das in der Zwischenzeit zugewachsene junge Vieh, dürfen in einer der Stückzahl des Viehes und der Weidezeit angemessenen Menge zollfrei zurückgeführt werden.

5. Die wechselseitigen Grenzbewohner geniessen, wenn sie für den

eigenen Bedarf Getreide, Oelsamen, Hanf, Lein, Holz, Lohe und andere dergleichen landwirthschaftliche Gegenstände zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben u. s. w. auf Mühlen in den jenseitigen Grenzbezirk bringen und im verarbeiteten Zustande wieder zurückführen, für diesen Verkehr die Zollfreiheit.

Die Mengen der Erzeugnisse, welche an Stelle der Rohstoffe wieder eingebracht werden dürfen, beziehungsweise wieder ausgeführt werden müssen, sind nach Erfordernis von den Zollverwaltungen der vertragschliessenden Theile einvernehmlich angemessen festzusetzen.

6. Die unter 1, 3 und 5 angeführten Begünstigungen sind auf die Bewohner der 10 Kilometer Breite nicht übersteigenden wechselseitigen Grenzzonen in den Territorien der vertragschliessenden Theile beschränkt.

7. Die vertragschliessenden Theile und deren Administrativbehörden werden sich darüber einigen, an welchen Punkten ausser den ordentlichen Zollstrassen und vorgeschriebenen Flussübergängen der Verkehr der Grenzbewohner mit den vorangeführten Gegenständen, wie auch mit anderen zollfreien Artikeln des täglichen Verkehres stattfinden kann.

II. Von Ein- und Ausfuhrzöllen im unmittelbaren Verkehre über die gemeinschaftliche Landesgrenze sind befreit:

1. Effecten der Reisenden, Schiffer, Fuhrleute und Handwerker, als: Wäsche, Kleidungsstücke, Reisegeräthe, Werkzeuge und Instrumente, für deren eigenen Gebrauch und in einer den Umständen angemessenen Menge;

2. die zum Personen- oder Waarentransporte thatsächlich dienenden Waren, Karren, Körbe und ähnliche Vorrichtungen zum Lasttragen, Zug- und Tragthiere, Wasserfahrzeuge mit dem ordentlichen Inventar;

3. der Schiffsproviant;

4. Musterkarten und Muster, die zu keinem anderen Zwecke dienen können;

5. gewöhnliche Umschliessungen und Behältnisse, in denen die zu verzollende Ware verpackt ist, werden nicht separat verzollt, sondern es gelten fur diese Umhüllungen die diesbezüglichen Tarabestimmungen.

III. Die nachstehend bezeichneten Waren werden bei der unmittelbaren Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet über die gemeinschaftliche Zollgrenze gegen Nachweis ihres Ursprungs aus Serbien die im Folgenden normirten ermässigten Zollsätze, beziehungsweise Zollbefreiungen geniessen:

		Fl.	Kr.
Mais, Gerste	100 Kil.	0	25
Hafer	id.	0	60
Buchweizen und Hirse	id.	0	50
Weizen, Halbfrucht, Roggen	id.	0	75
Gedörrte Pflaumen und Pflaumenmus ohne Zuckerzusatz	id.	1	50
Ochsen	Stück	4	»
Honig		frei.	
« Rakia », ein Zwetschkenbranntwein mit einem Alkoholgehalte von höchstens 38 Procent (nach dem hunderttheiligen Alkoholmeter) bei der Einfuhr über die serbisch-bosnische Grenze, ausser der Consumabgabe	100 Kil.	3	20

		Fl.	Kr.
Wein in Fässern aus den Kreisen von Krajna, Timok, Kruševac, Morava und Toplitza	100 Kil.	3	20

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung des Handelsvertrages, welcher am heutigen Tage zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachstehenden Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, welche einen Theil des Vertrages selbst bilden sollen:

I. — Zum Handelsvertrage.

Zu Art. II. — Die Bestimmungen im Artikel II, betreffend den Antritt auf die Ausübung von Gewerben, finden beiderseits keine Anwendung auf das Apotheker- und Handelsmäklergewerbe, dann das Hausirgewerbe und andere ausschliesslich im Herumwandern ausgeübte gewerbliche Verrichtungen.

2. Die Aktiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien (mit Inbegriff der Versicherungsgesellschaften jeder Art), welche in dem Gebiete des einen vertragenden Theiles rechtlich bestehen, werden gegen Befolgung der diesbezüglich im anderen Gebiete geltenden Gesetze und Vorschriften auch dort alle ihre Rechte, auch dasjenige der Verfolgung ihrer Rechte vor Gericht ausüben können.

Die österreichischen und ungarischen Gesellschaften werden während der ganzen Dauer des gegenwärtigen Vertrages bezüglich ihrer Anerkennung und Zulassung in Serbien in keiner Beziehung ungünstiger behandelt werden als die serbischen Gesellschaften und die Gesellschaften jedes anderen Staates. Bei der Fesstellung der Bedingungen für die Anerkennung und Zulassung der Gesellschaften in Serbien wird die königlich serbische Regierung auf die Wünsche soviel als möglich Bedacht nehmen, welche ihr im Interesse der in Serbien Geschäfte betreibenden österreichischen und ungarischen Gesellschaften empfohlen werden.

Bis zur Regelung dieser Materie verbleibt es bei der Bestimmung im Punkt 2 zu Artikel II des Schlussprotokolles zum Handelsvertrage vom 6. Mai / 24. April 1881.

3. Ordnungsmässige, von der competenten Behörde des Heimatlandes ausgestellte Pässe und Passkarten werden in der Regel in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Theiles zur Legitimation genügen und keines Visums, weder seitens der Gesandtschaften und Consulate, noch seitens der Territorialbehörden bedürfen.

Ausnahmen sind nur im Falle ausserordentlicher Verhältnisse und Umstände bezüglich der öffentlichen Sicherheit im allgemeinen oder bezüglich einzelner Personen zulässig. Insoferne hienach ein Passvisum oder eine weitere Zusatzlegitimation gefordert wird, erfolgt dies kostenfrei.

4. Oesterreichische oder ungarische Staatsangehörige, welche in Hinkunft einen Handel oder ein Gewerbe, welcher Art immer in Serbien antreten wollen, haben um die Bewilligung hiezu bei der königlichen Ver-

waltungsbehörde des Ortes, woselbst sie den Handel oder das Gewerbe auszuüben beabsichtigen, einzuschreiten.

Diese Bewilligung kann nicht verweigert werden, wenn seitens des Bewerbers alle die auch für die Einheimischen gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt worden sind. Ueber diesbezügliche Beschwerden wird im gesetzlichen Instanzenzuge entschieden.

Jene österreichischen oder ungarischen Handels- und Gewerbetreibenden, welche irgend einen Geschäftsbetrieb bereits vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages in Serbien ausübten, können den obigen Bedingungen für den Gewerbsantritt nachträglich nicht mehr unterworfen werden, unterliegen jedoch bezüglich des Weiterbetriebes denselben Taxen, Abgaben etc. wie die Einheimischen.

5. Unter dem Ausdrucke «Geschäftsniederlagen» im Artikel II wurden öffentliche Lagerhäuser nicht verstanden.

Zu Art. V. — Die königlich serbische Regierung verpflichtet sich während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages keine anderweitigen neuen Staatsmonopole einzuführen, als auf die folgenden Artikel: Petroleum, Cigarrettenpapier, Zündhölzchen und Sprit aus mehlhaltigen Stoffen oder Melasse.

Abgesehen von Artikeln, welche den Gegenstand eines Staatsmonopoles, oder eines Patentschutzes bilden, dürfen ausschliessliche Rechte zum Gewerbe-Handelsbetriebe nicht gewährt werden.

Zu Art. VII. — Damit eine Ware der vertrags mässigen Behandlung teilhaftig werde, muss in der Warenerklärung die Angabe des Ursprungs enthalten sein.

Die Importeure serbischer, sowie österreichischer ungarischer Waren sollen, soweit in diesem Vertrage nicht ausdrücklich andere Vereinbarungen getroffen werden, in der Regel von der Verpflichtung, Ursprungszeugnisse vorzuweisen, gegenseitig enthoben sein.

Sofern jedoch einer der vertragschliessenden Theile verschiedene Zollsätze je nach dem Ursprunge der Waaren aufgestellt hätte, kann derselbe ausnahmsweise Ursprungszeugnisse dann verlangen, wenn nach den allgemeinen Verhältnissen, sowohl mit Rücksicht auf die Zollsätze, als auf die Transportbedingungen die Wahrscheinligkeit vorliegen würde, dass Waren von der Provenienz eines dritten Staates, welcher in dem betreffenden Falle von der Meistbegünstigung ausgeschlossen sein sollte, aus den Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles eingeführt werden.

Diese Zeugnisse können von der Ortsbehörde des Ortes der Versendung oder dem Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von einem Consularamte ausgestellt sein, und können erforderlichenfalls auch durch die Factura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

Die Ursprungszeugnisse sind gebürenfrei auszustellen. Falls die von Ortsbehörden oder Zollämtern ausgestellten Ursprungszeugnisse eines Con-Consularvisums bedürfen, so ist auch dieses gebürenfrei zu ertheilen.

Für den Fall, als Serbien auf die Einfuhr von Cerealien und Vieh solche Zollsätze in Anwendung bringt, welche mindestens gleich sind der

Differenz zwischen dem betreffenden, bei der Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet anwendbaren höchsten Zolle und dem besonderen, Serbien für die erwähnten Artikel zugestandenen Begünstigungsätze, wird österreichisch-ungarischerseits die Beibringung des Consularvisums auf den Ursprungszeugnissen für diese Artikel insolange nicht gefordert werden, als sich die obige Massregel bei der praktischen Durchführung als genügend Sicherheit bietend erweisen wird.

Es soll jeder Theil berechtigt sein, bei Ursprungszeugnissen, welche nicht in der Sprache seines Zolldienstes ausgestellt sind, die Beibringung einer Uebersetzung zu fordern. Eine solche Uebersetzung kann auch von einem zur Führung eines Dienstsiegels befugten Organe des exportirenden Landes ausgestellt werden.

Für Colonialwaren, Gewürze, Oele, Südfrüchte, Droguen, Farb- und Gerbstoffe, Gummen und Harze wird bei der Einfuhr aus Oesterreich-Ungarn die meistbegünstigte Behandlung jedenfalls auch ohne Vorweisung von Ursprungszeugnissen eintreten.

Zu Art. VIII. — 1. Die Bestimmungen des Artikels VIII haben keine Anwendung zu finden:

a. Auf die Begünstigungen, welche anderen unmittellbar angrenzenden Staaten zur Erleichterung des Grenzverkehres gewährt werden;

b. auf die einem der vertragschliessenden Theile durch die Bestimmungen einer schon abgeschlossenen oder etwa künftighin abzuschliessenden Zolleinigung auferlegten Verbindlichkeiten.

2. Die Ausfuhrzölle können in beliebiger, aber nur für alle Verkehrsrichtungen gleicher Höhe eingehoben werden.

3. In Uebereinstimmung mit den in der österreichisch-ungarischen Monarchie geltenden Grundsätzen werden in Serbien bei der Verzollung die nachfolgenden Normen beobachtet werden:

a. Es ist der Partei gestattet, die zur Einfuhr declarirten, noch nicht in den freien Verkehr übergegangenen Waren auch nach erfolgter Besichtigung in das Ausland zurückzusenden, ohne den Zoll oder irgend eine Verbrauchsabgabe zu bezahlen, vorausgesetzt jedoch, dass sie sich keine zum Zollstrafverfahren berechtigende Unregelmässigkeit in ihrer Declaration zu Schulden kommen liess.

In letzterem Falle wird in Bezug auf die eingeführte Ware nach den Bestimmungen der Gefällsgesetze weiter verfahren werden, und tritt die Berechtigung zur Wiederausfuhr wieder in Kraft, wenn das Zollstrafverfahren die Richtigkeit der Declaration erwiesen hat.

In jedem Falle aber sind die nach Massgabe des Artikels XI schuldigen Nebengebüren von der Partei zu entrichten.

b. Dem Importeur steht das Recht zu, die Ermittlung des Reingewichtes durch wirkliche Nettoabwage zu verlangen, in welchem Falle an Stelle der im Tarife normirten Tara das Ergebnis der Nettoabwage der Abgabenerhebung zur Grundlage zu dienen hat.

Zu Art. X. — Die nach Serbien eingeführten Waren dürfen ausser mit den Zöllen, den vertragsmässigen Zollnebengebüren (Artikel VI), der Obrtsteuer und den im Folgenden nur bei den Verzehrungsgegenständen

als zulässig erklärten Verbrauchsabgaben, mit keinen anderen, wie immer Namen habenden staatlichen oder communalen Abgaben belastet werden.

Ausnahmsweise kann von Spielkarten eine Stempelgebür von höchstens 1 Dinar per Spiel eingehoben werden.

Die Obrtsteuer kann wie bisher auch während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages im Ausmasse von höchstens 7 Procent vom Werte bei Fabrikanten und von höchstens 1 Procent vom Werte bei Rohstoffen nach erfolgter Einfuhrverzollung, jedolh nur beim Bezuge durch Gewerbetreibende oder Kaufleute eingehoben werden.

Die serbische Regierung verpflichtet sich, die Einhebung des Obrt von den im Inlande befindlichen Geschäftscapitalien derart einzurichten, dass die letzteren unter dem Titel des Obrt der völlig gleichen Steuerlast unterliegen, wie die aus demselben Titel im oberwähnten Maximalbetrage besteuerten aus dem Auslande eingeführten Waren. Diese Waren bleiben bei Einhebung des Obrt von den im Inlande befindlichen Geschäftscapitalien von einer nochmaligen Obrtsteuer in jedem Falle ausgeschlossen.

Die besonderen Bestimmungen, betreffend die Einhebung des Obrt vom Werte der nach Serbien eingeführten Waren sind in der Anlage D enthalten. Die königlich serbische Regierung verpflichtet sich, Einrichtungen zu treffen, damit die Verzollung der Waren und die Erhebung des Obrt sich im unmittelbaren Anschlusse aneinander vollziehe und keinerlei Verzögerung für den Uebergang der Waren in die freie Disposition der Partei mit sich bringe.

Verzehrungsgegenstände, von welchen bei der Einfuhr staatliche oder communele Verbrauchsabgaben eingehoben werden können, sind: Getränke und Nahrungsmittel, Viehfutter, Brennstoffe und Beleuchtungsmaterialien, sowie Baumaterialien. Von anderen Waren als diesen Verzehrungsgegenständen werden in Serbien Verbrauchsabgaben nicht erhoben werden.

Die Einhebung von Verbrauchsabgaben von den genannten Verzehrungsgegenständen bei der Einfuhr nach Serbien kann auch dann erfolgen, wenn gleiche Gegenstände in Serbien nicht erzeugt werden; werden solche aber im Lande erzeugt, so müssen diese mit den gleichen inneren Abgaben belegt werden.

Bei nachbenannten Artikel wird in Serbien die Belastung mit staatlichen Verbrauchsabgaben (Trosarina) die neben angesetzten Beträge nicht übersteigen:

	per 100 kg. netto.	
Raffinirter Zucker	25	Dinars.
Zuckerware, Backwerk	50	id.
Kaffeesurrogate	80	id.
Chokolade	50	id.
Tafelöl	20	id.
Fische, gesalzen, in Salzlacke oder getrocknet, gekocht, gebraten	80	id.
Fische, marinirt, in Oel, Fisch- oder Fleischconserven in hermetisch verschlossenen Büchsen	60	id.
Stearin-, Paraffin- und ähnliche Kerzen	18	id.
Spiritus, Cognac und andere destillirte spirituose Flüssigkeiten	100	id.

per 100 kg. netto.

Rum, Liquer und anders versüsste oder gewürzte spirituose Getränke . . . . 100 id.

In einzelnen Städten oder engeren Rayons können communale Verbrauchsabgaben von den in dieselben gebrachten ausländischen Verzehrungsgegenständen (Getränke, Nahrungsmittel, Viehfutter, Brennstoffe und Beleuchtungsmaterialien, sowie Baumaterialien) dann erhoben werden, wenn die in dieselben aus dem Inlande gebrachten und die innerhalb des Accisegebietes erzeugten gleichen Waren denselben Abgaben unterworfen werden.

Die vorstehenden Bestimmungen finden aber auf die österreichischen oder ungarischen Waren nur dann Anwendung, wenn denselben die Provenienzen aller anderen Länder gleichmässig unterworfen werden.

Die königlich serbische Regierung verpflichtet sich, die Einhebung der Trosarina von der inneren Erzeugung derart zu regeln, dass mit Wegfall von besonderen Begünstigungen, wie sie sich durch Bauschalirung etc. ergeben können, das ganze Erzeugungsquantum thatsächlich dem vollen Steuersatze gleich dem Importe unterworfen wird.

Da die dermalen in Serbien geltenden Bestimmungen über die Trosarina zum Theil mit den im gegenwärtigen Vertrage niedergelegten Grundsätzen nicht in Einklang stehen, so verpflichtet sich die königlich serbische Regierung diese Uebereinstimmung mit dem Tage der Activirung dieses Vertrages herzustellen. Es wird daher insbesondere mit dem gedachten Zeitpunkte für die nackbenannten Artikel: Teife aller Art, parfümirt oder nicht, Cigarrettenpapier in Büchlein oder anders zugeschnitten oder zum Rauchen vorbereitet, Zündhölzchen und andere Zündwaren, die Einhebung einer Trosarina gänzlich entfallen.

Zu Art. XIV. — Die königlich serbische Regierung wird in kürzester Frist ein den im internationalen Verkehre üblichen Grundsätzen entsprechendes Privilegiengesetz der serbischen Kammer vorlegen und dessen Sanctionirung zu erwirken trachten.

II. — Zum Tarife A (Zölle bei der Einfuhr in Serbien).

1. Unwesentliche Nebenbestandtheile, welche bloss zur Befestigung und Verbindung der einzelnen Bestandtheile von Waren dienen, zum Beispiel Nägel, Nieten, Schrauben, Hafteln, Schliessen, Klammern, Haken, Reifen, Beschläge, Gewinde, Riegel, Schlösser (mit Schlüsseln), Bänder, Fäden. Schnüre, Riemen, Stricke, dann unwesentliche Verzierungen, innere Ausfütterungen, oder Bodenbeläge sind bei der zollamtlichen Behandlung nach dem Gewichte unbeachtet zu lassen, daher die bezüglichen Waren, ungeachtet des Vorhandenseins dieser Nebendinge, als Waren jener Tarifpost zu erklären und zu verzollen sind, welcher sie nach ihren anderen Bestandtheilen angehören.

2. Unter gemeinen oder gewöhnlichen Materialien, im Sinne des Tarifes A werden alle Materialien verstanden, mit Ausnahme der folgenden: Edle Metalle, echt vergoldete und echt versilberte unedle Metalle, Edel- und Halbedelsteine, echte Perlen, echte Korallen, echtes Schildpatt, echtes

Elfenbein, echtes Perlmutter, Meerschaum, Bernstein, und Bersteinimitationen mit Ausnahme jenes aus Glas, Seidenwaren.

3. Einfache Näthe und Säume bei Decken, Teppichen, Vorhängen, Tüchern und andere abgepassten Waren bleiben bei der Tarifirung von Geweben und anderen Zeugstoffen ausser Betracht.

4. Etuis und andere innere Umschliessungen, soweit dieselben nicht nach den Bestimmungen über die Tara zollfrei zu behandeln sind, werden getrennt je nach ihrer sonstigen Beschaffenheit behandelt.

5. Ad Nr. 9 a 2. Die ihrer Qualität nach den einvernehmlich festgestellten Mustertypen entsprechenden groben Tuche werden ohne Rücksicht auf deren in Serbien übliche Handelsbenennung zum Zollsatze von 25 Dinars der Tarif-Nr. 9 a 2 verzollt werden.

6. Ad Nr. 25 a. Unter künstlichen Basaltsteinen sind die aus gemeinen Steinzeug hergestelltem Pflasterplatten (Klinker) inbegriffen.

7. Ad Nr. 30 c 1. Zum Zollsatze von 4,50 Dinars gehören alle Nägel, ohne Unterschied der Herstellung (ob mit der Hand oder Maschine), der Bearbeitung (schwarz, blank, blau angelaufen etc.) und der Verwendung; es fallen daher insbesonders auch Hufnägel unter diesen Zollsatz.

8. Zu Gruppe XVII. Unter den in dieser Gruppe besonders benannten Ware aus Bernsteinimitation sind solche aus Glas nicht begriffen.

9. Zu Gruppe XVIII. Im Sinne der vereinbarten Tarifirung für Kleidungen und andere Confectionen werden Futter, Knöpfe, Posamente, Bänder, Besätze, Verbrämungen, gestickte Theile, Garnituren etc. ausser Betracht bleiben und wird die Verzollung immer nach dem auf der Schauseite der Menge nach überwiegenden Grundstoffe erfolgen.

Unter den in dieser Gruppe des Vertragstarifes angeführten übrigen Waren der Nr. 62 a, b, 1—9 und Nr. 64 b, sind diejenigen Artikel begriffen, welche in dem gegenwärtigen Vertragstarife nicht anderweitig tarifirt und in dem gegenwärtigen Umfange der citirten Positionen des allgemeinen serbischen Tarifes begriffen sind.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratification durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratificationen des Vertrages, auf welchen es sich bezieht, als gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in Wien in doppelter Ausfertigung am 9. August/28 Juli 1892 verfasst.

(L. S.) *Kalnoky* m. p.

(L. S.) *G. S. Simitch* m. p. *St. R. Popovitch* m. p. *Dr. Lazar Patchou* m. p. *K. Stévanovitch* m. p. *M. Milovanovitch* m. p.

Anlage D.

Bestimmungen, betreffend die Einhebung des Obrt vom Werte der nach Serbien eingeführten Waaren.

§ 1. Waaren, welche nach Serbien zur Einfuhr gelangen und dortselbst der Obrtsteuer unterliegen, ist eine Wertdeclaration für die Obrtbesteuerung beizugeben, in welcher der Wert und die handelsübliche Benennung des einzuführenden Gegenstandes angegeben werden muss.

Als Warenwert, welcher der Obrtbesteuerung zugrunde zu legen ist, hat der wirkliche Verkaufspreis des eingeführten Gegenstandes am Erzeugungs- oder Absendungsorte mit Hinzufügung jener Transport-, eventuell auch Versicherungs- und Commissionsspesen zu gelten, welche für die Einfuhr nach Serbien bis zum Eintrittsorte an der Grenze thatsächlich erwachsen sind.

Der Importeur soll seiner Declaration die Verkaufsfactura nebst Frachtbrief oder Ladeschein beilegen.

Der Warenwert ist in der Declaration in Dinars (Francs) und deren Bruchtheilen auszudrücken. Ist der Facturenwert auf österreichische Währung gestellt, so ist derselbe zum Behufe der Verzollung in Francs nach dem Durchschnittscurse des 20-Francsstückes in dem dem Declarationsmonate vorhergegangenen Monate an der Budapester oder Wiener Börse umzurechnen. Das königlich serbische Finanzministerium wird diesen Durchschnittcurs kundmachen. Derselbe Mtsstab ist auch dar Umrechnung der Transports-, Versicherungs- und Commissionsspesen zugrunde zu legen.

§ 2. Die steuerämtliche Beschau hat binnen 48 Stunden nach Vorweisung der Declaration zu erfolgen.

Wenn das Steueramt den declarirten Werth für ungenügend befindet, so hat es binnen 24 Stunden nach Vornahme Beschauamtshandlung das Recht, zu erklären, dass es die Ware gegen Auszahlung des declarirten Warenwertes nebst einem Zuschlage von 10 Prozent zurückbehalte. Es versteht sich, dass in diesem Falle der Obrt nicht erhoben und der bereits gezahlte Zoll sammt Nebengebühren rückvergütet werde. Diese Auszahlung hat binnen 14 Tagen vom Tage der Vorkaufserklärung zu erfolgen.

Erklärt das Steueramt nicht binnen 24 Stunden nach Vornahme der Beschau, das Vorkaufsrecht ausüben zu wollen, so hat es nach Ablauf dieser Frist die Ware gegen Entrichtung des nach der Wertdeclaration des Importeurs zu bemessenden Obrt auszufolgen.

Der Importeur, dem gegenüber das Steueramt das Vorkaufrecht ausüben will, kann, falls er dies vorzieht, innerhalb acht Tagen, nachdem ihm die diesbezügliche Entscheidung des Steueramtes bekannt gemacht wurde, die Schätzung der Ware durch Sachverständige verlangen. Dasselbe Recht steht dem Steueramte zu, wenn dasselbe es nicht angemessen findest, sogleich zum Vorkaufe zu schreiten; jedoch hat es seine Entscheidung bezüglich der Vornahme eines Sachverständigenbefundes dem Importeur binnen 24 Stunden nach Vornahme der Beschau bekanntzugeben. Wenn die Expertise von einem oder dem anderen Theile begehrt wurde, so ist dem Importeur auf Verlangen seine Ware gegen Zurücklassung von Mustern oder Proben und gegen angemessene Sicherstellung des Obrt und allfälligen, infolge der Expertise etwa zu gewärtigenden Zuschlages behufs ungehinderter Einfuhr auszufolgen.

§ 3. — Das Vorkaufsrecht des Steueramtes erlischt, sobald die Expertise, sei es vom Steueramte selbst oder seitens der Partei, in Anspruch genommen wird.

Wenn die Expertise ergiebt, dass der Wert der Ware den vom Importeur declarirten Wert nicht um mehr als 5 Procent übersteigt, so wird der Obrt dem Betrage der Declaration gemäss erhoben.

Uebersteigt der von der Expertise ermittelte Wert den in der Declaration angegebenen um mehr als 5 Prozent, so ist der Obrt in Gemässheit des von den Sachverständigen festgesetzten Wertes zu erheben.

Der Obrt wird um 50 Procent als Strafzahlung erhöht, wenn die Schätzung der Sachverständigen den declarirten Wert um 10 Procent überteigt.

Die Strafe kann sogar mit 100 Procent des Obrt bemessen werden, wenn das Steueramt das Vorkaufsrecht rechtzeitig auszüben zu wollen erklärt hat, über Antrag der Partei jedoch die Ausfolgung der Ware und die Expertise erfolgte und der durch letztere festgestellte Wert den declarirten Wert um mindestens 15 Procent überstieg.

Die Kosten des Sachverständigenbefundes werden von Declaranten getragen, wenn der von der Expertise ermittellte Wert den declarirten um mehr als 5 Procent überschreitet; im entgegengesetzten Falle werden sie vom Steueramte getragen.

Sobald vom Steueramte die Steuer und die etwa infolge der Expertise sich ergebende Strafe eingehoben wird, ist dem Importeur die Ware auszufolgen oder, falls er dieselbe bereits bezogen hatte, der Rest der Sicherstellung ohne Verzug zurückzustellen.

§ 4. — Die Expertise wird in der Weise veranstaltet, dass der Vorstand des Steueramtes und der Importeur binnen acht Tagen, nachdem dieselbe in Anspruch genommen wurde, je einen sachverständigen Schiedsrichter ernennen. Bei Stimmengleichheit oder auf Verlangen des Importeurs, sofort bei Constituirung des Schiedsgerichtes, werden die beiden Sachverständigen einen dritten Schiedsrichter erwählen. Wenn über diese Wahl unter ihnen keine Vereinbarung erzielt wird, so wird der dritte Schiedsrichter vom Präsidenten des competenten Handelsgerichtes, oder, wo ein solches nicht besteht, von dem Vorsteher des competenten Bezirksgerichtes ernannt.

Der Schiedsspruch muss innerhalb der auf die Ernennung der Schiedsrichter folgenden acht Tage gefällt werden.

Der vorstehende Handelsvertrag sammt Schlussprotokoll und Anlagen wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 30. Juni 1893.

Taaffe m. p. *Falkenhayn* m. p. *Bacquehem* m. p. *Steinbach* m. p.

29.

AUTRICHE-HONGRIE, RUSSIE.

Convention relative à une jonction de voies ferrées; signée à Kiew le 2/14 janvier 1893.

Archives Diplomatiques 1893.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, animés du désir d'étendre par une jonction des voies ferrées à Nowosielitza les relations commerciales entre les Etats respectifs, ont résolu de régler d'un commun accord par une Convention les questions, résultant de ce nouveau raccordement, et ont nommé à cet effet leurs commissaires, savoir:

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Le sieur Alexandre de Borodine, Ingénieur des voies de communication, Conseiller de Cour; le sieur Baron Henri de Rosen, Ingenieur civil, Conseiller d'Etat actuel; le sieur Eugène de Schimanowsky, Colonel d'Etat-major; le sieur Baron Nicolas de Firks, Colonel d'Etat-major; le sieur Gabriel de Karnowitch, Ingénieur des voies de communication, Conseiller d'Etat; le sieur Siméon Sofronéieff, Ingénieur des voies de communication, Conseiller de Cour;

Et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Le sieur Henri Chevalier de Wittek, Docteur en droit, Conseiller Intime, Chef de Section au Ministère Imperial Royal du Commerce; le sieur Emile Chevalier de Guttenberg, Général-Major; le sieur Adolphe Baron de Iorkasch-Koch, Conseiller de Ministère; le sieur Jean Fekete de Bélafalva, Conseiller de Régence; lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus, sous réserve de la ratification, des articles suivants:

Article premier. — Pour relier le réseau des chemins de fer Sud-Quest Russes au réseau autrichien de la Boucovine, il sera construit un raccordement entre la station existante des chemins de fer locaux de la Boucovine à Nowosielitza (Autriche) et la station à construire à Nowosielitza (Russie) sur l'embranchement des chemins de fer Sud-Ouest Russes, devant y aboutir.

Art. 2. — Les questions techniques, relatives au raccordement susmentionné, savoir celles qui se rapportent à la construction du tronçon de jonction au point de la frontière, où le raccordement des deux chemins de fer, autrichien et russe, devra s'effectue, et à l'établissement des deux gares frontières susdites sur les territoires des deux Etats limitrophes, ayant déjà fait l'objet d'une enquête locale de délégués des administrations des chemins de fer y intéressées, les deux Gouvernements approuvent le procès-verbal de cette enquête, tenue à Czernowitz, le 24 et 25 juillet/5 et 6 août 1891,

Art. 3. — Conformément aux termes dudit procès-verbal et d'après

le plan A y annexé, la jonction des deux lignes de chemin de fer, autrichienne et russe, s'effectuera au moyen d'une double voie à construire entre les gares frontières respectives, et dont l'une aura l'écartement de 1,435 mètres et l'autre l'écartement de 5 pieds (mesure anglaise).

Cette voie de jonction passera la frontière austro-russe, moyennant un pont à construire sur le ruisseau-frontière de Rokitna, et traversera la ligne de démarcation autrichienne, près du poteau autrichien n° 1207, et la ligne de démarcation russe, entre les deux poteaux russes n° 1207 et 1208, à une distance de 120 mètres de ce dernier point de délimitation.

Art. 4. — Les voies ferrées et le matériel roulant seront disposés de part et d'autre de manière à assurer le service de traction par des locomotives.

Art. 5. — Les Hautes Parties Contractantes auront soin de faire achever la construction de la ligne de raccordement sur leurs territoires respectifs, sitôt que faire se pourra, et au plus tard avant la fin de l'année 1893.

Art. 6. — Le changement du service de l'exploitation à la frontière se fera de manière que les convois autrichiens, par la voie étroite, entrent dans la station russe et les convois russes, par la voie large, entrent dans la station autrichienne.

En ce qui concerne l'établissement des deux gares frontières, il est entendu que les travaux respectifs, savoir les travaux d'agrandissement dans la station autrichienne existance à Nowosielitza (Autriche) et les travaux de premier établissement pour la gare russe à construire à Nowosielitza (Russie), s'exécuteront d'après les plans arrêtés par ladite enquête locale et annexés au procès-verbal du 24 et 25 juillet/5 et 6 août 1891.

Art. 7. — Les Hautes Parties Contractantes se chargent, chacune pour son territoire, de la construction et de l'entretien des voies de jonction et des stations frontières, mentionnées aux articles 3 et 6, de sorte que les frais en résultant seront, pour la partie autrichienne, y compris la voie large, située sur le territoire de l'Autriche, supportés par l'administration des chemins de fer autrichienne, tandis que les dits frais pour la partie russe, y compris la voie étroite, située sur le territoire de Russie, incomberont à l'administration du chemin de fer russe.

Le pont-frontière sera construit par l'administration russe, à laquelle l'administration autrichienne remboursera la moitié des frais respectifs.

Les projets de ce pont seront soumis par l'administration russe à l'approbation des autorités compétentes autrichiennes.

Art. 8. — A l'exception de la partie autrichienne du pont, l'entretien et la surveillance de la double voie sur les territoire autrichien, entre la frontière et la station, incombera à l'administration autrichienne; l'entretien et la surveillance du pont-frontière ainsi que de la double voie sur tout le reste du territoire russe, compris entre la frontière et la station incombera à l'administration russe.

Les deux administrations ne paieront l'une à l'autre aucun dédommagement à titre d'usage ou de renouvellement des susdites voies de jonction, y compris le pont et les deux frontières, ni à titre de leur exploitation.

Art. 9. — La pleine souveraineté, y compris le droit de justice et de police dans les deux gares frontières, ainsi que sur les portions de ligne, situées entre ces gares et la frontière, restera exclusivement réservée à celle des Hautes Parties Contractantes, sur le territoire de laquelle se trouve la gare et la portion de ligne respectives.

Il est réservé aux administrations des chemins de fer contigus de s'entendre, sauf l'approbation des autorités compétentes des deux Etats, sur les dispositions à prendre relativement aux signaux, aux télégraphes et à tous les autres détails du service dans les gares frontières.

Pour que la construction des voies et des gares frontières puisse satisfaire à leur but, les dites administrations se communiqueront leurs gabarits des bâtiments et du matériel roulant.

Art. 10. — Les Hautes Parties Contractantes prendront toutes les mesures nécessaires pour que dans les gares frontières le déchargement et le rechargement de wagons à marchandises, rendus inévitables par la largeur inégale des voies, puissent s'opérer avec le moins de temps et de frais possible.

Dans ce but, autant que dans celui de faciliter le mouvement des trains, il sera établi dans les gares frontières, autrichienne et russe, pour le service du chemin de fer limitrophe, les voies de garage nécessaires et les constructions et installations, destinées à faciliter le passage des voyageurs et le transbordement des marchandises.

Pour éviter des transbordements inutiles, les administrations des chemins de fer devront s'entendre afin que les marchandises expédiées d'une station frontière et destinées à passer dans l'Etat limitrophe soient autant que possible, et à condition que les règlements de douane et de police des pays respectifs ne s'y opposent, chargées dans des wagons de retour au pays voisin.

Aussi les administrations des deux réseaux voisins auront soin de réserver dans les gares frontières une localité pour y établir un petit bureau, destiné à l'usage du chemin de fer voisin.

Art. 11. — Les employés ou agents destinés au service des trains, circulant entre les deux stations frontières, seront tenus de connaître et d'observer les règlements des signaux et du service du pays voisin. Faisant le service à la gare voisine ils sont soumis aux ordres du chef de cette gare. Ils restent, en outre, soumis au pouvoir disciplinaire de leur administration respective et à la surveillance des autorités de leur pays.

Art. 12. — Les itinéraires et la coïncidence des trains pour le transport des personnes et des marchandises seront arrêtés par les deux administrations, chacune pour son territoire, et communiqués réciproquement, de même que les modifications ultérieures.

Les Hautes Parties Contractantes exerceront, s'il était nécessaire, leur influence pour que le service des trains soit réglé de la manière la plus convenable au trafic réciproque.

Art. 13. — Les tarifs à percevoir pour le transport des voyageurs et des marchandises sur la ligne de jonction seront fixés d'un commun accord par les deux administrations des chemins de fer, l'approbation des gouvernements respectifs obtenue.

Les Hautes Parties Contractantes aviseront à ce que ces tarifs correspondent aux conditions de l'exploitation et aux besoins du commerce.

Art. 14. — Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux pays, soit pour les prix de transport, soit pour le temps d'expédition, sauf les délais nécessités par les règlements de douanes; l'application de ces règlements sera la même pour les habitânts des deux pays.

Art. 15. — Les Hautes Parties Contractantes pourvoiront à ce que l'organisation des transports directs pour les voyageurs et les marchandises, sitôt que les deux Gouvernements considèreront ces transports comme désirables dans l'intérêt du trafic, ne soit pas contestée par les administrations des chemins de fer respectifs.

Art. 16. — Toutes les mesures de police, y compris la police sanitaire et de douane, auxquelles pourra donner lieu l'ouverture du raccordement, objet de la présente Convention, sont réservées à chacun des deux Gouvernements et seront prises d'un commun accord, si faire se peut.

Les deux Gouvernements s'entendront pour que les mesures de douane soient concertées avant l'ouverture de la jonction.

Quant au visa des passeports et aux formalités de visite et d'expédition en douane des bagages et des marchandises importés ou exportés, les deux Gouvernements s'engagent à ne pas traiter moins favorablement le chemin de der, reliant les deux stations Nowosielitza que tout autre chemin de fer, traversant la frontière des deux Etats, et à lui accorder dans l'intérêt et en faveur du commerce toute facilité et simplification de service, compatibles avec les lois des deux pays.

Le même traitement sera appliqué pour le chemin de fer en question quant aux mesures tarifaires.

Art. 17. — Le chemin de fer, reliant les deux stations Nowosielitza, servira aussi aux transports des postes, tant des lettres que des paquets, et à l'établissement des lignes télégraphiques.

Les administrations des postes et des télégraphes des deux Hautes Parties Contractantes s'entendront pour organiser le service postal et télégraphique sur ledit chemin de fer.

Art. 18. — Dans tous les cas, où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne sauraient s'entendre sur les différents points, prévus par la présenter Convention, et spécialement sur les moyens d'assurer la régularité de l'exploitation entre les deux stations frontières et les relations commerciales, les deux Gouvernements interviendront d'office et prendront d'un commun accord les mesures nécessaires.

Art. 19. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de six mois à dater du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les commissaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Kiew, en double expedition, le 2/14 janvier de l'an 1898.

(L. S.) Signé: *Borodine.* *Rosen.* *Schimanowsky.* *Firks.* *Karnowitch.* *Sofronéieff.* *Wittek.* *Gutenberg.* *Iorkasch.* *Fekete.*

30.

AUTRICHE-HONGRIE, ROUMANIE

Convention de commerce; signée à Bucarest le 9/21 décembre 1893*)

Archives Diplomatiques 1894.

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs plènipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Le sieur Alexandre N. Lahovari, grand-croix de son Ordre de la Courronne de Roumanie, etc., son Ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie:

Le sieur Agénor comte Goluchowski, son chambellan, chevalier de 1er classe de l'Ordre impérial de la Couronne de fer, commandeur avec plaque de l'Ordre impérial de François-Joseph, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier. — Les ressortissants, les bâtiments et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans les territoires des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés dans la Monarchie austro-hongroise, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Monarchie austro-hongroise, qui seront importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à la mise en entrepôt, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, en particulier, ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Roumanie il ne sera pas perçu dans la Monarchie austro-hongroise, et à l'exportation pour la Monarchie austro-hongroise il ne sera pas perçu en Roumanie, des droits de sortie autres, ni

*) L'échange des ratifications a eu lieu ue 12/14 in 1894.

plus élevés, qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déja accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce puissance.

Les marchandises de toute nature provenant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront exemptes dans les territoires de l'autre de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 3. — Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque de leurs pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit, qui ne soient appliquées en même temps à toutes les autres nations, ou du moins à toutes celles qui se trouveraient dans les mêmes circonstances.

Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, l'importation, l'exportation et le transit des provisions de guerre pourront être défendus sans égard à la disposition précédente.

Art. 4. — Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et les impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs, à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou dans les locaux de ventes publiques, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas, ni dans d'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce), munis d'une carte de légitimation industrielle, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être délivrées conformément au modèle ci-annexé.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent être observées par les titulaires de ces cartes, pour l'exercice de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

En ce qui concerne les formalités quelconques auxquelles les voyageurs de commerce sont ou seront soumis dans les territoires des Parties contractantes, les Roumains dans la Monarchie austro-hongroise et les

Autrichiens et les Hongrois en Roumanie jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 5. — Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Roumanie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce autrichiens ou hongrois, et dans la Monarchie austro hongroise par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce roumains, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou règlements qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Art. 6. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, dans les territoires de l'autre, de tout service ou impôt militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 7. — La présente Convention s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Art. 8. — Les Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la drésente Convention, moyennant un avertissement de douze mois à l'avance.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets respectifs.

Fait en double expédition à Bucarest le neuf (vingt et un) décembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) *Al. Lahovari.* (L. S.) *Goluchowski.*

Annexe. — Modèle.

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

Pour l'Année N° de la Carte

(Armoiries.)

Valable dans la Monarchie Austro-Hongroise et en Roumanie.

Porteur.

(Prénoms et nom de famille.)

Fait à , le (jour, mois, année).

Autorité compétente:

(Sceau.) (Signature.)

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à , sous la raison

Est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison , qui possède un (désignation de la fabrique ou du commerce). Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante (des maisons suivantes) (désignation de la fabrique ou du commerce) à , il est certifié en outre, que ladite maison est tenue (lesdites maisons sont tenues) d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son (leur) commerce (industrie).

Signalement du Porteur

Age:
Taille:
Cheveux:
Signes particuliers:

(Signature.)

Avis.

Le porteur de cette présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée (des maisons susmentionnées).

Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Nota. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

Article additionnel à la Convention de commerce conclue le 9/21 décembre 1893, entre la Roumanie et la Monarchie austro-hongroise.

(Texte original.)

Pour donner au trafic des districts limitrophes les facilités exigées par les besoins courants des habitants, les Hautes Parties contractantes sont convenues de l'article additionnel qui suit:

1° Resteront libres de tout droit de douane et de timbre relatif aux opérations douanières à l'importation et à l'exportation, par la frontière commune:

a. Toute quantité de marchandises pour laquelle la somme totale des droits à prélever n'atteint pas le chiffre de deux kreutzers ou de cinq centime;

b. L'herbe pour la nourriture du bétail, le foin, la paille, la fane, la mousse pour emballage et calfatage; les fourrages, roseaux ordinaires, les plantes vivantes en tant qu'elles sont admises à la libre circulation par les règlements internationaux en vigeur; les céréales en gerbes ou en épis, les plantes légumineuses, le chanvre et le lin non teillés;

c. Les ruches avec abeilles vivantes;

d. Le sang animal;

e. Le lait, frais et caillé (Topfen);

f. Les cendres végétales et de houilles, lessivées, les vinasses, les lavures, la drêche, le marc, les balayures, les tessons d'objets en pierre ou en argile, les lavures d'or et d'argent, le limon;

g. Pour les besoins courants de chaque famille domiciliée près de la frontière et sous réserve des contrôles destinés à prévenir des abus:

Le pain et la farine jusqu'à concurrence de 10 kilog. inclusivement;

Les pommes de terre jusqu'à concurrence de 50 kilog. inclusivement;

Le son jusqu'à concurrence de 50 kilog. inclusivement;

Les œufs de toute sorte jusqu'à concurrence de 60 pièces;

Le fromage jusqu'à concurrence de 2 kilog. inclusivement;

Le beurre frais jusqu'à concurrence de 2 kilog. inclusivement;

2° Seront également exempts des droits d'importation et d'exportation, et pourront passer la frontière même en dehors des routes douanières: les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans domiciliés aux mêmes frontières importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles, ou par suite de changement de domicile;

3° Les produits du sol provenant de parties de propriétés qui se trouveraient séparées par la frontière des fermes ou maisons d'habitation pourront être transportés dans ces fermes ou maisons d'habitation en franchise de tout droit d'entrée ou de sortie;

4° Toutefois les faveurs accordées aux n°s 1, 2 et 3 sont limitées aux habitants et aux produits d'une zone, le long de la frontière, qui ne s'étend pas au-delà de 10 kilomètres de la frontière;

5° Sera admis en franchise temporaire des droits d'entrée et de sortie, conformément aux ordonnances douanières, et avec l'obligation de le faire retourner, le bétail conduit d'un territoire à l'autre au pacage ou à l'hivernage. Pourront de même être reconduits en franchise douanière les produits du bétail conduit au pâturage ou à l'hivernage, tels que: le lait, le beurre, le fromage, la laine, les animaux mis bas dans l'intervalle, mais toujours en quantité proportionnée au nombre du bétail et à la durée effective du pâturage. La franchise des droits de douane s'applique également aux effets et au mobilier des paysans ou pasteurs qui accompagnent les bestiaux.

Il est entendu ue, pour les bêtes qui qne retournent pas, excepté celles qui seraient mortes pendant le pacage, on payera, au retour des troupeaux, les droits d'importation respectifs;

6° Les stipulations des n°s 2, 3 et 5 ne dérogent pas au droit de chacune des Parties contractantes de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour des raisons de police vétérinaire et pour exercer le contrôle douanier;

7° Les Parties contractantes s'entendront sur les mesures à observer afin de pouvoir accorder, dans des cas particuliers, pour certaines localités où on le jugera nécessaire, le libre passage en dehors des routes douanières, des objets affranchis de droits en Roumanie et dans la Monarchie austro-hongroise, tant à l'entrée qu'à la sortie;

8° Sont exempts de droits de douane à l'entrée et à la sortie dans la circulation par les frontières communes:

a. Les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que: linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage et dans une quantité correspondante aux circonstances;

b. Les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises, les charrettes, les paniers et appareils similaires pour le transport, tous ces objets déjà employés, usagés, non destinés à la vente et servant pour le transport ou l'emballage des effets ou marchandises; les bêtes de somme et de trait, les embarcations avec inventaire régulier. Pour assurer la réexportation des voitures et autres véhicules neufs, des bêtes de somme et de trait, le dépôt d'une caution pourra être exigé conformément aux lois des pays respectifs;

c. Les provisions des navires, tant pour le navire que pour le personnel effectif de l'équipage et pour les voyageurs se trouvant à bord, le tout sous contrôle douanier. Il est entendu que les articles qui forment l'objet d'un monopole d'Etat ne seront admis que dans les conditions prévues par les lois et sous contrôle des organes compétents.

Le présent article additionnel aura la même force, valeur et durée que la Convention de commerce en date de ce jour.

Fait en double expédition à Bucarest, te neuf (vingt et un) décembre, mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) *Al. Lahovari.* (L. S.) *Goluchowski.*

Protocole final.

(Texte original.)

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, conclue à la date de ce jour, entre la Roumanie et la Monarchie austro-hongroise, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la Convention même:

I. Les dispositions de l'article 2 de la présente Convention de commerce ne dérogent point;

a. Aux faveurs qui sont accordées à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière;

b. Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantespar des engagements d'une union douanière, contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

II. Sont autorisés dans la Monarchie austro-hongroise l'entrée et le transit des conserves alimentaires en boîtes hermétiquement fermées.

Les viandes fraîches et les viandes séchées, fumées ou salées, transportées en droiture dans des wagons mis sous plombs, seront admises au transit à travers la Monarchie austro-hongroise par toutes les voies ferrées servant au trafic direct aux conditions suivantes:

a. Ces wagons devront être construits de manière à ce qu'il ne soit

pas nécessaire d'ouvrir les compartiments qui contiennent la viande fraîche ou la viande séchée, fumée ou salée, pour renouveler, s'il y a lieu, la matière réfrigérante pendant le passage sur les territoires autrichien et hongrois;

b. Il devra être attesté que le pays destinataire permet l'importation;

c. Si, malgré cette autorisation, l'envoi était réfusé à la frontière du pays destinataire, il sera traité selon les règlements de police sanitaire autrichiens ou hongrois en vigueur.

Dans le cas où la peste bovine se declarerait en Roumanie, le transit de viandes fraîches et des viandes séchées, fumées ou salées, pourra être limité ou défendu temporairement.

III. 1⁰ La laine lavée dans des établissements industriels, et emballée dans des sacs clos, les boyaux séchés ou salés, en caisses ou en barils clos, le suif fondu, le lait cuit ou caillé, la caillebotte seront admis dans la Monarchie austro-hongroise, à l'entrée et au transit, sans être accompagnés de certificats de santé.

Toutefois l'entrée et le transit de ces articles pourront être restreints à certaines stations d'entrée spécialement désignées à cet effet et qui feront l'objet de notes à échanger entre les Parties contractantes au moment de la signature de la Convention;

2⁰ La laine non lavée dans des établissements industriels ou pas du tout lavée, pourvu qu'elle soit emballée dans des sacs clos, les os, les cornes et les ongles secs, ainsi que les peaux entièrement sèches, les poils de bêtes bovines et caprines, et la soie de porc seront admis dans la Monarchie austro hongroise à l'entrée et au transit, par les stations d'entrée dont il est fait mention au point premier, aux conditions suivantes:

a. Ces envois doivent être accompagnés d'un certificat qui sera produit au passage de la frontière, attestant que les objets sus-indiqués proviennent d'une contrée exempte de toute maladie contagieuse d'animaux dans un rayon de 30 kilomètres;

b. Si, lors de l'inspection à la frontière, des peaux, des os et des cornes secs destinés à l'importation ou au transit, une seule pièce est trouvée en état frais, tout le transport doit être refoulé.

L'entrée et le transit des objets mentionnés sous 2 pourront être limités ou prohibés temporairement, dans le cas où la peste bovine se déclarerait en Roumanie.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Bucarest, le 9/21 décembre 1893.

(L. S.) *Al. Lahovari.* (L. S.) *Goluchowski.*

Correspondance relative à la Convention de commerce austro-roumaine du 9/21 décembre 1893, entre le ministre des affaires étrangères de Roumanie et le ministre d'Autriche à Bucarest.

Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, à Son Excellence Monsieur Al. N. Lahovari, Ministre des Affaires étrangères.

9/21 décembre 1893.

Monsieur le Ministre.

Afin d'écarter toute équivoque qui pourrait surgir à l'avenir au sujet du traitement à appliquer aux porcs et moutons d'origine roumaine à leur entrée en Autriche et en Hongrie, je suis chargé de faire à Votre Excellence la déclaration suivante:

»Tout en maintenant le principe que le régime de la nation la plus favorisée, établi dans le traité de commerce entre la Monarchie austro-hongroise et la Roumanie, conclu à la date de ce jour, ne s'applique pas aux questions de police vétérinaire, lesquelles ne peuvent être réglées que par une convention spéciale, nous n'hésitions pas à déclarer que les porcs et les moutons d'origine roumaine ne seront soumis, pendant la durée de ce traité, à aucun autre traitement que celui qui résulte de l'application juste et normale des dispositions vétérinaires autrichiennes et hongroises suivant l'état sanitaire des animaux en Roumanie«.

En Priant Votre Excellence de prendre acte de cette déclaration et de m'en accuser réception, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Goluchowski.

Le Ministre des Affaires étrangères, à Son Excellence Monsieur le comte Goluchowski, Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest.

9/21 décembre 1893.

Monsieur le Comte,

J'ai reçu la note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, par laquelle, afin d'écarter toute équivoque qui pourrait surgir à l'avenir au sujet du traitement à appliquer aux porcs et moutons d'origine roumaine à leur entrée en Autriche et en Hongrie, vous avez été chargé par Votre Gouvernement de me faire la déclaration suivante:

»Tout en maintenant le principe que le régime de la nation la plus favorisée, établi dans le traité de commerce entre la Monarchie austro-hongroise et la Roumanie conclu à la date de ce jour, ne s'applique pas aux questions de police vétérinaire, lesquelles ne peuvent être réglées que par une Convention spéciale, nous n'hesitons pas à déclarer que les porcs et moutons d'origine roumaine ne seront soumis pendant la durée de ce traité à aucun autre traitement que celui qui résulte de l'application juste et normale des dispositions vetérinaires autrichiennes et hongroises suivant l'état sanitaire des animaux en Roumanie«.

En prenant acte, au nom du Gouvernement royal, de la déclaration

conclue dans la note précitée de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous en accuser réception et je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Comte, les assurances de mes sentiments de haute considération.

Al. Lahovari.

Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest,
à Son Excellence Monsieur Al. N. Lahovari, Ministre des Affaires étrangères.

(Note austro-hongroise.)

En exécution des stipulations contenues au point III du Protocole final, annexé à la Convention de commerce signée à la date de ce jour, le soussigné à l'honneur de communiquer à son Excellence Monsieur Lahovari que les stations-frontières par lesquelles seront autorisés l'entrée et le transit des produits bruts d' animaux mentionnés dans le susdit point III sont les suivantes:

Sur le territoire autrichien: Itzkany, Nowosielitza, Kornolouncze et Synoutz; sur le territoire hongrois: Tolges, Csik-Gymes, Sosmezo, O-Sancz, Prédéal, Torcsvar, Vorostorony, Vulkan et Orsova.

Si la nécessité se présentait d'apporter des modifications à la liste des stations précitées, avis préalable en sera donné à temps au Gouvernement Royal de Roumanie.

Le soussigné saisit cette occasion pour réitérer à Son Excellence l'assurance de sa haute considération.

Bucarest, le 9/21 décembre 1893.

Goluchowski.

Le Ministre des Affaires étrangères, à Son Excellence Monsieur le comte Goluchowski, Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest.

9/21 décembre 1893.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note n° 4,840. par laquelle elle me communique les noms des stations-frontières par où seront autorisés l'entrée et le transit des produits bruts d'animaux mentionnés au point III du Protocole final annexé à la Convention de commerce que nous avons signée aujourd'hui, le 9/21 décembre, conformément aux stipulations contenues au susdit point III.

Je prends donc acte de votre déclaration quant aux stations-frontières suivantes: sun le territoire autrichien: Itzkany, Nowosielitza, Kornolouncze et Synoutz; sur le territoire hongrois: Tolgyes, Csik-Gymes; Sosmezo, O-Sanz, Prédéal, Torcsvar, Vorostorony, Vulcan et Orsova, correspondant aux points frontières roumains; Itzkani (Burdujeni), Noua-Sulita, Cornu-Luncei et Sineuti; Prisacani, Palanca, Oituz, Bratocea, Predeal, Giuvala, Rîu-Vadului, Buliga et Verciorova.

Je prends en même temps note de la nécessité d'un avis préalable que le Gouvernement impérial et royal s'engage à donner au Gouvernement

roumain, dans le cas où il devrait apporter des modifications à la liste des stations précitées.

Veuillez, etc.

Al. Lahovari.

31.

AUTRICHE-HONGRIE, CORÉE.

Traité de Commerce et de Navigation; signé à Tokio le 23 juin 1892*)

Archives Diplomatiques 1894.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc, et Sa Majesté le Roi de Corée, animés du désir d'établir entre l'Autriche-Hongroie et la Corée des relations d'amitié et de commerce, ont résolu de conclure un Traité, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir;

S. M. l'Empereur d'Autriche:

Le baron Roger de Biegeleben, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Chine,

Et S. M. le Roi de Corée.

Chai Kinng, son chargé d'affaires à la Cour du Japon,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Corée, d'autre part, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux. Les Autrichiens et les Coréens jouiront, dans les territoires relevant respectivement des Hautes Parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2, § 1. — Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer un représentant diplomatique qui aura la faculté de résider d'une façon permanente ou temporaire dans la capitale de l'autre, et aussi désigner un consul général, des consuls ou vice-consuls qui résideront dans les villes ou ports de l'autre Etat ouverts au commerce étranger.

Les agents diplomatiques et consulaires des deux Etats jouiront, dans le pays de leur résidence, de tous les avantages et immunités dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires des autres Etats.

§ 2. Les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les personnes attachées à leurs missions, pourront voyager librement sur tout le territoire du pays de leur résidence. Les autorités coréennes fourniront aux

---

*) Ratifié le 6 octobre 1893.

agents autrichiens voyageant en Corée des passeports et une escorte suffisante pour les protéger en cas de nécessité.

§ 3. Les agents consulaires des deux pays exerceront leurs fonctions après avoir été dûment autorisés par le souverain ou le Gouvernement du pays de leur résidence. Il leur sera interdit de se livrer au commerce.

§ 4. En outre, les Parties contractantes auront le droit de confier les intérêts de leur nationaux au consul d'une tierce Puissance.

Art. 3, § 1. — En ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, les Autrichiens, en Corée relèveront exclusivement de la juridiction autrichienne. Les procès qu'un Autrichien ou un étranger intenterait en Corée contre un Autrichien seront jugés par l'autorité consulaire autrichienne, sans que l'autorité coréenne puisse aucunement intervenir.

§ 2. Tout Autrichien mis en cause par les autorités coréennes ou par un sujet coréen sera de même, en Corée, jugé par l'autorité consulaire autrichienne.

§ 3. Tout Coréen mis en cause par les autorités autrichiennes ou par un Autrichien sera jugé par l'autorité coréenne.

§ 4. Les Autrichiens qui commettraient en Corée des délits ou des crimes seront punis par l'autorité autrichienne compétente et conformément à la loi autrichienne.

§ 5. Les crimes ou délits dont un Coréen se rendrait coupable en Corée au préjudice d'un Autrichien seront jugés et punis par les autorités coréennes et conformément à la loi coréenne.

§ 6. Toute plainte dirigée contre un Autrichien et susceptible d'entraîner une peine pécuniaire ou la confiscation, pour violation, soit du présent traité, soit des règlements y annexés ou des règlements futurs à intervenir, devra être portée devant l'autorité consulaire autrichienne; les amendes et confiscations prononcées demeureront au profit du Gouvernement coréen.

§ 7. Les marchandises autrichiennes saisies par les autorités coréennes dans un port ouvert seront mises sous scellés conjointement par les autorités des deux pays. Les autorités coréennes en auront la garde, jusqu'à ce que l'autorité consulaire autrichienne ait rendu sa décision. Si cette décision est en faveur du propriétaire des marchandises, celles-ci seront immédiatement mises à la disposition du consul. En tout état de cause, le propriétaire pourra toujours entrer en possession de ses marchandises, à la condition d'en déposer la valeur entre les mains des autorités coréennes en attendant la décision de l'autorité consulaire autrichienne.

§ 8. Dans toutes les causes, soit civiles, soit pénales, portées devant un tribunal coréen ou devant un tribunal consulaire autrichien en Corée, un fonctionnaire appartenant à la nationalité du demandeur ou plaignant et dûment autorisé à cet effet pourra toujours assister à l'audience et sera traité avec les égards convenables, Il pourra, quand il le jugera nécessaire, citer, interroger contradictoirement les témoins et protester contre la procèdure ou la sentence.

§ 9. Si un Coréen, prévenu d'une infraction aux lois de son pays, se réfugie dans une maison occupée par un Autrichien ou à bord d'un

navire de commerce autrichien, les autorités coréennes s'adresseront au consul d'Autriche. Celui-ci prendra les mesures nécessaires pour le faire arrêter et pour le remettre entre les mains des autorités coréennes à qui il appartient de le juger. Aucun fonctionnaire ni agent coréen ne pourra, sans la permission du consul d'Autriche, pénétrer dans les magasins ou la demeure d'un Autrichien à moins que le résident autrichien ou le commandant du navire n'y donne son consentement.

§ 10. Les autorités coréennes arrêteront et remettront à l'autorité consulaire autrichienne compétente, sur sa requête, tout Autrichien prévenu de crime ou de sélit et tout déserteur d'un navire autrichien de guerre ou de commerce.

§ 11. Le droit de juridiction reconnu aux consuls autrichiens sur leurs nationaux en Corée sera abondonné quand, dans l'opinion du Gouvernement autrichien, les lois et la procédure coréennes auront été modifiées et réformées de telle sorte qu'il n'y ait plus d'objections à placer les Autrichiens sous la juridiction territoriale, et quand la magistrature coréenne présentera, au point du de vue de l'indépendance et des connaissances juridiques, les mêmes garanties que les magistrats autrichiens.

Art. 4, 1. — Les ports de Tchemoulpo (In- Tchyen), de Wonsan et de Pousan ou, dans le cas où ce dernier port ne serait pas agréé, tel autre port voisin qui serait choisi, ainsi que les villes de Hanyang (Séoul) et de Yang-houa-tjin ou telle autre ville voisine qui serait jugée plus convenable, seront, du jour de la mise en vigueur du présent traité, ouverts au commerce autrichien.

Dans le cas où toutes les puissances qui ont déjà conclu des traités avec la Corée ou qui viendraient à en conclure ultérieurement consentiraient à renoncer au droit conféré par ces traités à leurs nationaux d'ouvrir des établissements de commerce dans la ville de Séoul, ce droit ne serait pas réclamé en faveur des commerçants autrichiens.

§ 2. Dans les localités susnommées, les Autrichiens auront le droit de louer ou d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions et d'établir des magasins et des manufactures. Ils auront la liberté de pratiquer leur réligion. Tous les arrangement relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains dans les différents ports ou villes ouverts au commerce étranger, seront concerté entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes.

§ 3. Les emplacements affectés aux concessions seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du Gouvernement coréen: le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé, par privilége, sur le produit de la vente des terrains. Une redevance annuelle, dont le montant sera fixé, d'un commun accord, par l'administration coréenne et les autorités étrangères, sera payée à l'autorité locale qui en retiendra une part a titre de compensation pour la taxe foncière; le reste de cette redevance ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains constitueront un fonds municipal administré par

un conseil dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères.

§ 4. Les Autrichiens pourront louer ou acheter des terrains et des maisons au delà des limites des concessions étrangères et dans une zone de dix lis de Corée autour de ces limites. Mais les terrains ainsi occupés seront soumis aux règlements locaux et aux taxes foncières, dans les conditions que les autorités coréennes croiront devoir fixer.

§ 4. Dans chacune des localités ouvertes au commerce, les autorités coréennes affecteront gratuitement à la sépulture des Autrichiens un terrain convenable sur lequel aucune redevance, taxe ni impôt ne sera etabli, et dont l'administration sera confiée au conseil municipal susmentionné.

§ 6. Les Autrichiens pourront circuler librement dans une zone de cent lis autour des ports et des villes ouverts au commerce ou dans telles limites que les autorités compétentes des deux pays auront déterminées d'un commun accord.

Les Autrichiens pourront également, à la seule condition d'être munis de passeports, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen et y voyager sans pouvoir, toutefois, ouvrir des magasins ni créer des établissements commerciaux permanents dans l'intérieur. Les commerçants autrichiens pourront y transporter et vendre des marchandises de toute espèce, sauf les livres et publications interdits par le Gouvernement coréen, et acheter les produits indigènes.

Les passeports seront délivrés par les consuls et revêtus de la signature ou du sceau de l'autorité locale. Ils devront être produits à toute réquisition. Si le passeport est en règle, le porteur pourra circuler librement, et il lui sera loisible de se procurer les moyens de transport nécessaires. L'Autrichien qui voyagerait sans passeport au delà des limites susmentionnées ou qui, dans l'intérieur, commettrait quelque délit ou crime, sera arrêté et remis au plus prochain consul d'Autriche pour être puni. Une amende de 100 piastres mexicaines au maximum, avec ou sans emprisonnement d'un mois au plus, pourra être prononcée contre toute personne voyageant sans passeport au delà des limites fixées.

§ 7. Les Autrichiens en Corée seront soumis aux règlements municipaux, de police ou autres qui seront établis, de concert, par les autorités compétentes des deux pays, dans l'intérêt du bon ordre et de la prix publique.

Art. 5, § 1 — Dans toute localité ouverte au commerce étranger, les Autrichiens pourront, après acquittement des droits inscrits au tarif ci-annexé importer d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, vendre ou acheter, quelle que soit la nationalité de l'acheteur ou du vendeur, exporter à destination d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, toutes espèces de marchandises non prohibées par le présent traité. Ils auront pleine liberté de faire, sans l'intervention de l'autorité coréenne ni d'autres intermédiaires, tous actes de commerce avec les sujets coréens ou autres; ils pourront également, et en toute liberté, se livrer à l'industrie.

§ 2. Les propriétaires ou consignataires de toute marchandise importée d'un port étranger, et pour laquelle le droit du tarif visé ci-dessus

aura été acquitté, pourront obtenir un certificat de drawback pour le montant du droit d'importation, si toutefois la marchandise est réexportée vers un port étranger dans un délai de treize mois coréens à dater de l'importation et pourvu que les enveloppes en soient reconnues intactes. Ces drawbacks seront remboursés sur demande par la douane coréenne ou reçus à l'acquit des droits dans tout port coréen ouvert.

§ 3. Les droits acquittés sur des marchandises coréennes expédiées de port ouvert à port ouvert de Corée seront restitués au port d'expédition, si l'intéressé produit un certificat des douanes attestant l'arrivée des marchandises au port de destination ou s'il peut être dûment prouvé qu'elles ont péri par fortune de mer.

§ 4. Toutes les marchandises importées par des Autrichiens en Corée, et pour lesquelles les droits inscrits au tarif ci-annexé auront été acquittés, pourront être réexpédiées dans tout autre port coréen ouvert en franchise de droits et, si elles sont transportées dans l'intérieur, elles ne seront, sur quelque point du pays que ce soit, soumises à aucune taxe additionnelle ni à aucun droit d'accise ou de transit. De la même manière, le transport vers les ports ouverts de tous les produits coréens destinés à l'exportation se fera en pleine franchise, et ces produits ne seront, soit au lieu de production, soit durant le trajet d'un point quelconque du pays vers un port ouvert, soumis au payement d'aucune taxe ni d'aucun droit d'accise ou de transit.

§ 5. Le Gouvernement coréen pourra affréter des navires autrichiens pour le transport des marchandises ou des voyageurs vers les ports coréens non ouverts; les sujets coréens jouiront de la même faculté, après autorisation des autorités locales.

§ 6. Lorsque le Gouvernement coréen aura lieu de craindre une disette dans le royaume, S. M. le roi de Corée pourra, par décret, interdire temporairement l'exportation des grains pour l'étranger par un ou par tous les ports coréens ouverts; cette prohibition deviendra obligatoire pour les Autrichiens en Corée, un mois après la date de la communication officielle faite par l'autorité coréenne au consul d'Autriche du port intéressé; mais elle ne restera en vigueur que le temps strictement nécessaire.

§ 7. Tout navire de commerce autrichien payera des droits de tonnage à raison de trente cents mexicains par tonneau de registre. Cette somme une fois poyée, il sera permis au navire de se rendre dans tout port coréen ouvert durant une période de quatre mois, sans acquitter d'autre taxe. Le produit des droits de tonnage sera affecté à la constrution de phares, de balises et de bouées, à l'éclairage et au balisage des côtes de Corée, principalement aux approches des ports ouverts, à l'aménagement et à l'amélioration des mouillages.

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bateaux employés, dans les ports ouverts, au chargement ou au déchargement des cargaisons.

§ 8. Pour assurer l'exécution pleine et entière du présent traité, il est convenu que le tarif et les règlements commerciaux, ci-après insérés, entreront en vigueur en même temps que le traité lui-même. Les autorités compétentes des deux pays pourront, quand elles le jugeront oppor-

tun, reviser ces règlements en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications ou additions, dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 6. — Tout Autrichien qui introduirait ou tenterait d'introduire en fraude des marchandises dans un port ou dans une localité non ouverts au commerce étranger en Corée, encourra, outre la confiscation, une amende égale au double de la valeur des marchandises. Les autorités coréennes pourront arrêter tout Autrichien prévenu de contrebande ou de tentative de ce délit, á charge de le remettre sans retard entre les manis du consul d'Autriche compétent pour le juger. Elles pourront également saisir les marchandises et les conserver jusqu'au jugement définitif de l'affaire.

Art. 7. § 1. — Si un navire autrichien fait naufrage ou s'échoue sur les côtes de Corée, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour défendre contre le pillage le navire et la cargaison, pour protéger contre tout mauvais traitement l'équipage et les passagers et pour leur prêter aide et assistence. Elles donneront aussitôt avis du naufrage au consul d'Autriche le plus voisin et fourniront, le cas échéant, aux naufragés le moyen de gagner le port ouvert le plus proche.

§ 2. Toutes les dépenses faites par le Gouvernement coréen pour porter secours à des Autrichiens naufragés, pour leur fournir des vêtements, des vivres, des soins médicaux et les moyens de transport, pour recueillir les corps des décédés et procéder à leurs funérailles, seront remboursées par le Gouvernement autrichien.

§ 3. Le Gouvernement antrichien ne sera pas garant du remboursement des dépenses faites pour le sauvetage et la conservation des navires naufragés ou de leur cargaison. Ce remboursement reste garantie par la valeur des objets sauvés et devra être effectué par les parties intéressées, lors de la remise desdits objets.

§ 4. Le Gouvernement coréen ne réclamera aucun remboursement ni pour les dépenses de ses agents, fonctionnaires locaux ou employés de police qui auront procédé au sauvetage, ni pour les frais des agents chargés d'escorter les naufragés, ni pour les frais de correspondance officielles. Ces dépenses resteront à la charge du Gouvernement coréen.

§ 5. Tout navire marchand autrichien que le mauvais temps, le manque de vivres ou de combustible obligerait à relâcher dans un port de Corée non ouvert, pourra y faire des réparations et s'y procurer les provisions nécessaires. Les dépenses seront payées par le capitaine du navire.

Ar. 8, § 1. — Les navires de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès dans les ports de l'autre. Toutes facilités leur seront données pour se procurer des approvisionnements de toute sorte ou faire des réparations. Les règlemeats de commerce ou de port ne leur seront pas applicables et ils seront exempts de droits ou taxes de port de toute espèce.

§ 2. Quand des navires de guerre autrichiens entreront dans un port de Corée non ouvert, les officiers de l'équipage pourront descendre à terre, mais il leur sera interdit de se rendre dans l'intérieur, à moins qu'ils ne soient munis de passeports.

§ 3. Des approvisionnements de toute nature à l'usage de la marine

militaire autrichienne pourront, en franchise de tous droits, être débarqués dans les ports ouverts de Corée et consignés à la garde d'un agent autrichien. Si ces approvisionnements sont vendus, l'acheteur payera aux autorités coréennes les droits ordinaires.

§ 4. Le Gouvernement coréen assistera de tout son pouvoir les navires appartenant au Gouvernement autrichien qui procéderaient dans les eaux coréennes à des operations de relèvements ou de sondages.

Art. 9, § 1. — Les autorités autrichiennes et les Autrichiens en Corée pourront engager des sujets coréens à titre de lettré, d'interprète, de serviteur ou à tout autre titre licite, sans que les autorités coréennes puissent y mettre obstacle. Réciproquement, des Autrichiens pourront être engagés, dans les mêmes conditions, au service du Gouvernement ou des sujets coréens.

§ 2. Les Autrichiens qui se rendraient en Corée pour y étudier ou y professer la langue écrite ou parlée, les sciences, les lois ou arts, devront, en témoignage des sentiments de bonne amitié dont sont animées les Hautes Parties contractantes, recevoir toujours aide et assistance. Les Coréens qui se rendront en Autriche y jouiront des mêmes avantages.

Art. 10. — A dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, le Gouvernement autrichien, ses agents et ses ressortissants jouiront de tous les privilèges, immunités et avantages que Sa Majesté le Roi de Corée a concédés ou concéderait ultérieurement au Gouvernement, aux agents ou aux ressortissants de toute autre puissance.

Art. 11. — Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre Partie un an à l'avance, demander une revision du traité et des tarifs y annexés, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité.

Dans le cas où les Gouvernements ayant un traité avec la Corée reviseraient les traités en général, le Gouvernement autrichien donnera son consentement sans se prévaloir de la date d'expiration du présent traité.

Art. 12. — Toutes les communications officielles adressées aux autorités coréennes par les autorités autrichiennes seront provisoirement accompagnées d'une traduction en langue chinoise.

Art. 13. — Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie et par Sa Majesté le Roi de Corée et revêtu de leurs signatures et de leurs sceaux respectifs; les ratifications seront échangées à Séoul dans le délai d'un an, ou plus tôt, si faire se peut. Il sera promulgué par les soins des deux Gouvernements et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tokio, en trois expéditions, le vingt-trois juin mil huit cent quatre-vingt-douze, correspondant au vingt-neuvième jour du cinquième mois de la cinq cent unième année de l'ère coréenne ou de la dix-huitième année du règne chinois Kouang-Sing.

(L. S.) Signé: *Biegeleben.*
(L. S.) Signé: *Kwon chai Kinng.*

Règlement applicable au commerce Austro-Hongrois en Corée.

I. — Entrée et sortie des navires.

1⁰ Dans les quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) qui suivront l'arrivée d'un bâtiment autrichien dans un port coréen, le capitaine, devra remettre aux autorités douanières, coréennes un récépissé du consul d'Autriche attestant que les papiers de bord ont été déposés au consulat. Il fera, en même temps, la déclaration d'entrée de son navire en indiquant, par écrit, son nom et celui de son bâtiment, le port d'où il vient, le nombre et, si la demande lui en est faite, les noms des passagers, le tonnage, le nombre des hommes d'équipage. Cette déclaration sera certifiée sincère et véritable par le capitaine et signée par lui. Il déposera, en même temps, une expédition de son manifeste indiquant les marques, numéros et contenues des colis, tels qu'ils sont portés aux connaissements, et le nom des consignataires.

Le capitaine attestera l'exactitude du manifeste et le signera. Cette déclaration ainsi dressée, les autorités douanières délivreront un permis d'ouvrir les écoutilles, qui sera montré à bord au préposé de la douane. Le fait de rompre charge sans ce permis rendra le capitaine passible d'une amende de 100 dollars mexicains au plus.

2⁰ Si une erreur est constatée dans le manifeste, elle pourra être corrigée, sans frais, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés) de la déclaration; mais, ce délai expiré, il sera perçu, pour tout changement ou toute dèclaration supplémentaire, un droit de 5 dollars mexicains.

3⁰ Tout capitaine qui négligerait de faire la déclaration susdite dans les délais fixés sera passible d'une amende de 50 dollars mexicains par chaque jour de retard.

4⁰ Tout navire austro-hongrois qui séjournerait dans le port moins de quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) et n'ouvrirait pas ses écoutilles, ou que, soit le mauvais temps, soit le manque de vivres forcerait à relâcher, ne sera soumis ni à la déclaration, ni au payement des droits de tonnage, tant qu'il ne fera opération de commerce.

5⁰ Tout capitaine qui voudra prendre la mer remettra aux autorités douanières un manifeste d'exportation analogue au manifeste d'importation. Les autorités douanières délivreront alors un certificat de congé et restitueront le récépissé consulaire des papiers de bord. Ces documents seront présentés au consulat, afin de permettre au capitaine de retirer ses papiers de bord.

6⁰ Tout capitaine qui prendrait la mer sans faire la déclaration susdite sera passible d'une amende de 200 dollars mexicains au maximum.

7⁰ Les navires à vapeur autrichiens pourront entrer et sortir le même jour, sans être astreints à produire de manifeste d'importation, si ce n'est pour les seules marchandises débarquées ou transbordées dans le port.

II. — Débarquement et embarquement de cargaison; payement des droits.

1⁰ Tout importateur de marchandises qui désire les débarquer adres-

sera, à cet effet, à la douane une demande certifiée sincère, indiquant son nom, le nom du navire employé au transport, les marques, les numéros, le contenu et la valeur des colis. L'autorité douanière pourra exiger la production de la facture pour toute consignation de marchandises. Faute de la produire et à défaut d'une explication suffisante, le propriétaire ne pourra débarquer ses marchandises qu'après payement du double des droits inscrits au tarif; le supplément ainsi perçu sera restitué si la facture est produite.

2° Les marchandises déclarées seront examinées par les agents des douanes, dans des endroits désignés à cet effet. Cette visite aura lieu sans délai et sans dommage pour les marchandises. Les emballages seront aussitôt rétablis, autant que faire se pourra, en leur état primitif par les soins de la douane.

3° Si les autorités douanières estiment insuffisante la valeur déclarée par l'importateur ou l'exportateur de marchandises taxées ad valorem, le déclarant pourra être invité à payer les droits sur la valeur qui serait attribuée auxdites marchandises par l'expert de la douane. Si l'expertise ne satisfait pas le déclarant, il sera tenu de faire connaître, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés), au commissaire des douanes le motif de ses plaintes et de désigner un export de son choix pour procéder à une contre-estimation. Il fera ensuite une déclaration de la valeur telle qu'elle résulte de cette seconde expertise. Le commissaire des douanes pourra alors, à son gré, soit taxer les marchandises d'après cette valeur, soit les soumettre au droit de préemption en payant cette valeur majorée de 5 p. 100. Dans ce dernier cas, le prix d'achat sera versé à l'importateur ou à l'exportateur dans les cinq jours qui suivront la déclaration du résultat de la contre-expertise.

4° Les marchandises d'importation avariées en cours de voyage auront droit à une remise équitable, proportionnée à la moins-value qu'elles auront subie. En cas de divergence sur le quantum de cette remise, on suivra la procédure indiquée au paragraphe précédent.

5° Les marchandises destinées à l'exportation devront être déclarées à la douane coréenne avant d'être embarquées. La demande d'embarquement sera faite par écrit et indiquera le nom du navire employé au transport, les marques et numéros des colis, la quantité, la description et la valeur du contenu. L'exportateur certifiera par écrit cette déclaration sincère et véritable, et y apposera sa signature.

6° Aucune marchandise ne sera débarquée ni embarquée, soit à d'autres endroits que ceux qui seront fixés par les autorités douanières coréennes, soit entre le coucher et le lever du soleil, soit le dimanche et les jours fériés, sans une permission spéciale de la douane. Celle-ci percevra alors une rémunération équitable pour ce service extraordinaire.

7° Toute réclamation formulée, soit par les importateurs ou exportateurs pour payements en trop, soit par les autorités douanières pour payements en moins, devra, pour être admissible, être déposée dans les trente jours du payement.

8° Aucune déclaration ne sera nécessaire pour les bagages des passagers, qui pourront être débarqués ou embarqués à toute heure, après que

la douane se sera assurée qu'ils ne contiennent pas d'articles soumis aux droits. A la demande qui lui en sera faite, la douane délivrera des permis pour les provisions de bord destinées aux bâtiments autrichiens, à leurs équipages et à leurs passagers.

9. Tout navire autrichien pourra, pour cause de réparations, débarquer sa cargaison sans être soumis à aucun droit. Les marchandises ainsi débarquées resteront sous la surveillance des autorités coréennes, et tous les frais raisonnables de magasinage, de manutention ou de surveillance devront être acquittés par le capitaine. Les droits du tarif seront perçus pour toute partie de cette cargaison qui serait vendue.

10° Aucun transbordement de cargaison ne pourra être effectué sans une autorisation préalable de la douane.

III. — Mesures fiscales.

1° Les autorités douanières pourront, dans les ports de Corée, placer des préposés à bord des navires marchands austro-hongrois. Ces préposés auront libre accès dans toutes les parties du bâtimnet où des marchandises seront arrimées. Ils seront traités avec courtoisie et installés aussi convenablement que le navire le permettra.

2° Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, et aussi les dimanches et jours fériés, les préposés pourront fermer les écoutilles et autres voies d'accès aux endroits où la cargaison est arrimée, au moyen de scellés, de cadenas ou d'autres attaches. Toute personne qui aurait, sans permission, volontairement ouvert un passage ainsi fermé ou brisé les scellés, cadenas ou autres attaches placés par la douane coréenne, sera, de même que le capitaine du navire, passible d'une amende de 100 dollars mexicains au maximum.

3° Tout Autrichien qui expédierait ou tenterait d'expédier, débarquerait ou tenterait de débarquer, soit des manchandises qui n'auraient pas été en douane l'objet de la déclaration régulière susmentionnée, soit des colis qui contiendraient des marchandises prohibées ou differentes de celles portées sur la déclaration, encourra une amende égale au double de la valeur de ces marchandises; les marchandises seront confisquées.

4° Tout signature d'une fausse déclaration ou d'un faux certificat ayant pour objet de frauder le Trésor coréen sera passible d'une amende de 200 dollars mexicains au maximum.

5° Toute infraction aux clauses du présent règlement, pour laquelle une peine spéciale n'a pas été prévue, entraînera une amende de 100 dollars mexicains au maximum.

6° Les autorités consulaires austro-hongroises feront application à leurs ressortissants, dans les mêmes conditions que pour les clauses du Traité, de tous les règlements de douane et de port que l'administration des douanes coréennes jugerait nécessaire d'établir en vue de garantir la perception des droits et d'assurer le fonctionnement de son service, pourvu, toutefois, que ces règlements aient été dûment publiés, ne dérogent pas aux stipulations cidessus énoncées et nè portent pas atteinte aux droits que le Traité reconnait aux Autrichiens en Corée.

Nota. — Toutes le communications officielles adressées au Gouvernement coréen seront rédigées en anglais.

(L. S.) Signé : *Biegeleben.*
(L. S.) Signé : *Kwon chui Kinng.*

I — Tarif d'importation.

Classe I.

Objets admis en franchise.

Bagages des voyageurs.
Caractères d'imprimerie neufs et vieux.
Échantillons en quantité modérée.
Instruments aratoires.
Instruments de physique, de mathématiques, de météorologie, de chirurgie et leurs accessoires.
Lingots d'or et d'argent fins.
Livres et cartes.
Modèles d'inventions.
Monnaies d'or et d'argent.
Plantes, arbres et arbustes de toute espèce.
Pompes à incendie.
Sacs, nattes et cordes d'emballage, doublures de plomb.

Classe II.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de 4 p. 100 ad valorem

Allumettes
Alun.
Ancres et chaînes.
Balances, poids et mesures.
Bambou, fendu ou non.
Blé et céréales de toute espèce.
Briques et tuiles.
Camphre brut.
Charbon et coke.
Chaux.
Colle.
Cornes et sabots non mentionnés d'autre part au tarif.
Coton non manufacturé.
Cuirs et peaux, crus ou non préparés.
Drogues et médicaments de toute espèce.
Farine et gruau de toute espèce.
Fils de toute espèce, de coton, laine, chanvre, etc., excepté de soie.
Fruits frais de toute espèce,
Graines de toute espèce.
Guano et engrais de toute espèce
Haricots, pois et farineux de toute espèce.
Huile de bois (Tong-Yeou).
Huile de Saja.
Kérosène, pétrole et autres huiles minérales.
Laines non manufacurées.
Lanternes en papier.
Légumes frais, secs et conservés.
Lin, chanvre et jute.
Métaux de toute espèce, en saumons, masses, lingots, plaques, barres, tringles, lames, feuilles, anneaux, rubans, fils, fer en T et en coin, vieux fer, ferraille.
Nattes pour planchers, chinoises et japonaises, en bourre de coco, etc., de qualité ordinaire.
Os.
Papier de qualité ordinaire.
Parapluies et ombrelles de papier.
Poisson frais.
Poivre en grains.
Poix et goudron.

Rotins fendus ou non.
Savons de qualité ordinaire.
Silex.
Tan et articles de tannerie.
Tourteaux de graines oléagineuses.
Viande fraîche.
Tous objets bruts ou non manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

Classe III.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de 7 1/2 p. 100 ad valorem.

Aiguilles et épingles.
Alcools en jarres.
Articles de coutellerie de toute espèce.
Bois tendre, charpentes et planches.
Boissons telles que limonades, ginger-beer, eaux gazeuses et minérales.
Bougies.
Boutonts, boucles, agrafes, portes d'agrafes.
Brésilllet des Indes.
Charbon de bois.
Ciments de Portland et de toute espèce.
Cire animale ou végétale.
Cocons.
Colle de poisson de toute espèce.
Comestibles de toute espèce, conserves.
Cordes et cordages de toute espèce et de toute dimension.
Couvertures, couvertures de lit.
Crins.
Cuirs de toute espèce, de qualité ordinaire.
Éventails.
Feutre.
Feuilles d'étain, de cuivre et de tous les autres métaux, excepté l'or et l'argent.
Fruits secs, salés ou en conserves.
Fruits confits.
Gomme-gutte.
Huiles végétales de toute espèce.
Lunettes.
Mélange de coton et de laine de toute espèce.
Mélange de coton et de soie de toute espèce.
Métaux de toute espèce en tuyaux ou tubes oxydés ou galvanisés, fil métallique, acier, fer-blanc, nickel, platine, mercure, métal blanc, cuivre, laiton, or et argent non affinés.
Montres de toute espèce et pièces d'horlogerie.
Montures de parapluie.
Moustiquaires de qualité ordinaire.
Moustiquaires de soie.
Nattes de qualité supérieure.
Objets en métal de toute espèce, tels que clous, vis, outils, machines, matériel pour chemins de fer, quincaillerie.
Objets manufacturés en coton de toute espèce.
Objets en mosaïque.
Papeterie et fournitures de bureau de toute espèce.
Papier de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif.
Parapluies de coton.
Parapluies et ombrelles de soie.
Pendules, horloges et accessoires.
Pierres et ardoises taillées et façonnées.
Plumes.
Poissons sec et salé.
Porcelaine de qualité ordinaire.
Poterie.
Produits chimiques de toute espèce.
Produits marins, tels que algues, bèchets de mer, etc.

Résine.
Sel.
Soie brute, dévidée, filée, bourre de soie, déchets.
Soufre.
Sucre brun et blanc, de toute qualité, mélasses, sirops.
Suif.
Tapis de toute espèce et articles de tapisserie.
Teintures, couleurs, huiles et matières entrant dans la composition ou servant à la préparation des couleurs.
Thé.
Tissus de laine de toute espèce.
Tissus de soie de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif.
Tissus de toile, tissus mélangés toile et coton, toile et laine, toile et soie, gris, blancs ou imprimés.
Tissus mélangés soie et laine de toute espèce.
Toile à voile.
Toile d'ortie de Chine et tous tissus de chanvre, jute, etc.
Toile huilée, toile cirée pour parquets, de toute espèce.
Vermicelle, macaroni et pâtes dites d'Italie.
Vernis.
Verrerie de toute espèce.
Verres à vitres, blancs ou de couleurs, de toute qualité.
Vêtements et objets de toilette, de toute espèce, tels que chapeaux, bottines, souliers, etc., excepte les vêtements confectionnés en soie.
Viande séchée et salée.
Vins de raisin de toute espèce, en fûts et en bouteilles.
Tous objets manufacturés en partie qui ne sont pas spécialament mentionnés d'autre part au tarif.

Classe IV.

Objets frappès à l'importation d'une taxe de 10 p. 100 ad valorem.

Appareils photographiques
Armes à feu, armes de chasse, etc., munitions de chasse (importées avec un permis spécial).
Bière de toute espèce, cidre, vermout.
Bois dur, planches et charpentes.
Boîtes à musique.
Camphre raffiné.
Caoutchouc manufacturé ou non.
Carmin.
Cheveux.
Confiseries et sucreries.
Cuirs de qualité supérieure, imprimés ou peints.
Cuirs manufacturés de toute espèce.
Fil de soie, bourre de soi en écheveaux.
Instruments de musique de toute espèce.
Laque ordinaire.
Liqueurs et cordiaux, en fûts et en bouteilles.
Langues-vues, télescopes et jumelles.
Malles et valises.
Matières explosibles servant aux travaux de mine (importées avec un permis spécial).
Matières pour sceaux et cachets.
Miroirs et glaces, étamés ou non, avec ou sans cadres.
Objets d'ameublement de toute espèce.
Objets en plaqué de toute espèce.
OEuvres d'art.
Or et argent en feuilles.
Papier de tenture, peint et de fantaisie.
Parfumerie.
Peintures, estampes, photographies,

gravures de toute espèce, encadrées ou non.
Porcelaine de qualité supérieure.
Poudre à dents.
Savon de qualité supérieure.
Sellerie et harnais.
Sucre candi.
Tissus de soie, tels que gaze, crêpe, moire japonaise, satin damassé, satin à fleurs, soie blanche japonaise (kabutaï), etc.
Velours de soie.
Vermillon.
Vêtements confectionnés en soie.
Tous objets complètement manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

Classe V.

Objets frappés à l'importation d'une taxe de 20 p. 100 ad valorem.

Ambre.
Bâtonnets d'encens.
Bijouterie vraie ou fausse, pieres précieuses.
Bois de senteur de toute espèce.
Broderies en or, argent ou soie.
Cochenille.
Corail, entièrement ou partiellement manufacturé.
Cornes de rhinocéros.
Ecaille, manufacturée ou non.
Epices de toute espèce.
Esprits en fûts ou en bouteilles.
Fleurs artificielles.
Fourrures de qualité supérieure, telles que martre, zibeline, loutre, castor, phoque etc.
Ginseng rouge, cru ou clarifié.
Ivoire, manufacturé ou non.
Laque de qualité supérieure.
Musc.
Nids d'hirondelles.
Objets en émail.
Objets en jade.
Parures de tête en or ou en argent.
Perles.
Pièces d'artifice.
Tabac sous toutes ses formes et de toute espèce.
Vaisselle d'or et d'argent.
Voitures.

Classe VI.

Objets prohibés à l'importation.

Armes, munitions, objets servant à la guerre, tels que: artillerie, canons, balles et boulets, armes à feu de toute sorte, cartouches, armes portatives, lances, piques, salpêtre, poudre de guerre, cotonpoudre, dynamite et autres matières explosives.

Sur la demande qui leur en sera faite et sur la preuve qui leur sera fournie du bien fondé de cette demande, les autorités coréennes délivreront des permis spéciaux pour l'importation des armes, armes à feu et munitions destinées à la chasse ou à la défense personnelle.

Drogues et médicaments falsifiés.
Fausse monnaie de toute espèce.
Opium, excepté d'opium employé en médecine.

Toute quantité d'opium excédant trois catties trouvée à bord d'un navire marchand austro-hongrois, sera confisquée et détruite par les autorités coréennes.

Les naviros étrangers vendus en Corée payeront un droit de vingt-cinq cents par tonne pour les navires à voile et de cinquante cents par tonne pour les navires à vapeur.

II. — Tarif d'exportation.

Classe I.

Objets exportés en franchise.

Arbres, arbustes, plantes de toute espèce.
Bagages de voyageurs.
Echantillons en quantité modérée.
Monnaies d'or et d'argent de toute espèce.
Or et argent fins.

Classe II.

Tous les objets et produits du pays non énumérés dans la classe I payeront un droit de 5 p. 100 ad valorem.

L'exportation du ginseng rouge est interdite.

Règlement.

1° Pour les objets importés, les droits ad valorem de ce tarif seront calculés sur le prix actuel de ces objets au lieu d'origine ou de fabrication, augmenté du fret, de l'assurance, etc. Pour les objets exportés, les droits ad valorem seront calculés d'après le cours des marchés de Corée.

2° Les droits pourront être acquittés en dollars mexicains ou en yen japonais d'argent.

3° Le tarif ci-dessus d'importation et d'exportation sera converti aussitôt que faire se pourra et dans la mesure où cette conversion sera reconnue utile, en taxes spécifiques, après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

(L. S.) Signé: ***Biegeleben.***
(L. S.) Signé: ***Kwon chai Kinng.***

Déclaration.

Les dispositions suivantes ont été annexées par les plénipotentiaires susmentionnés au Traité signé le même jour:

§ 1er. — Les clauses du présent Traité s'appliquent à tous les pays placés sous l'autorité et sous le protectorat de l'Autriche-Hongrie.

§ 2. — Il a été fait une traduction en Chinois du present Traité. Toutefois, le texte anglais est considéré comme texte authentique.

La présente Déclaration sera, en même temps que le Traité, soumise aux deux Gouvernements, et la ratification du Traité emportera ratification de la Déclaration, sans que celle-ci soit l'objet d'un acte de ratification séparé.

En foi de quoi lesdits plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tokio, le vingt-trois juin mil huit cent quatre-vingt-douze, correspondant au vingt-neuvième jour du cinquième mois de la cinq cent unième année de l'ère coréenne ou de la dix huitième année du règne chinois Kouang-Sing.

(L. S.) Signé: ***Biegeleben.***
(L. S.) Signé: ***Kwon chai Kinng.***

32.

BELGIQUE.

Loi prohibant l'importation de la monnaie de billon étrangère; du 28 juillet 1893.

Bulletin internationale des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers Bruxelles 1893.

Léopold II, Roi de Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Article premier. — L'importation des monnaies de bronze, de cuivre et de nickel qui n'ont pas cours légal en Belgique est prohibée.

Art. 2. — La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du Moniteur.

Donné à Laeken, le 28 juillet 1898.

Léopold.

Par le Roi:
Le Ministre des Finances,
A. Beernaert.

Vu et scellé du sceau de l'État:
Le Ministre de la Justice.
Jules le Jeune.

33.

BELGIQUE, ROUMANIE

Convention de Commerce; signée à Bucarest le 10/22 janvier 1894 *)

Archives Diplomatiques 1894.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du même désir de consolider les liens d'amitié et de développer les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaire, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. le baron Forgeur, commandeur de l'Ordre de Léopold, grand-croix des Ordres de François-Joseph, de la Couronne d'Italie, de l'Etoile polaire et du Danebrog de Danemark, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

M. Alexandre N. Lahovari, grand-croix de Son Ordre de la Couronne de Roumanie, etc.; son Ministre Secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères;

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest le 1/18 avril 1894.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes:

Article premier. — Les ressortissants, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Roumanie, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie qui seront importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Belgique, il ne sera pas perçu en Roumanie, et à l'exportation pour la Roumanie, il ne sera pas perçu en Belgique des droits de sortie autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce puissance.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou y allant seront exemptes, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la naton la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 3. — Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service ou impôt militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien- fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appellés à se soumettre, comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 4. — Les deux Hautes Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention en se prévenant une année à l'avance. Néanmoins cette dénonciation ne pourra avoir lieu avant le 31 décembre 1895.

Art. 5. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs achets.

Fait en double original à Bucarest, le dix (vingt-deux) janvier mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) *G. L. Forgeur.* (L. S.) *Al. Lahovari.*

34.

BELGIQUE, ROUMANIE.

Convention de commerce; signée; à Bucarest le 22 (10) janvier 1894.*)

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1894.

Art. 1. — Les ressortissants, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans chacun des deux Pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, qui seront importés en Roumanie, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Belgique, il ne sera pas perçu en Roumanie, et à l'exportation pour la Roumanie, il ne sera pas perçu en Belgique des droits de sortie autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de sous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, tous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou y allant seront exemptes, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 3. — Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties

---

*) Ratifiée le 13 (1er) avril 1894.

contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service ou impôt militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre, comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 4. — Les deux Hautes Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention en se prévenant une année à l'avance. Néanmoins cette dénonciation ne pourra avoir lieu avant le 31 décembre 1895.

Art. 5. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Bucarest, le vingt-deux (dix) janvier mil huit cent quatre-vingt quatorze.

(L. S.) *G. L. Forgeur.* (L. S.) *Al. Lahovari.*

35.

BULGARIE.

Regime douanier. Extrait de la Loi douanière du 3 décembre 1884.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Première Partie.

Dispositions générales.

§ 1er. L'importation et l'exportation des marchandises et autres articles ne pourra s'effectuer que par les points de la frontière où sont établis des bureaux de douane ou des postes douaniers.

§ 2. Les marchandises, dont l'importation et l'exportation n'aura pas été prohibée, seront assujetties aux droits portés sur le tarif douanier de la Principauté de Bulgarie.

Les marchandises qui ne figurent pas sur le tarif avec une taxe spéciale et qui acquittent les droits ad valorem seront évaluées d'après leur valeur réelle à l'endroit où s'effectuera leur importation ou leur exportation.

Une diminution de 10% sera faite sur la valeur des marchandises devant acquitter les droits ad valorem.

§ 3. Aucun changement ne pourra être introduit dans le tarif douanier ou dans les règlements des douanes sans l'assentiment préalable de l'Assemblée Nationale.

Cependant, en cas d'urgence, le Ministre des Finances pourra, à titre

de mesure provisoire, diminuer ou suspendre complètement l'application des droits sur les articles suivants:

a. Victuailles et autres produits absolument nécessaires à l'alimentation.

b. Articles de première nécessité pour l'industrie nationale.

c. Bétail de toute espèce pour les besoins temporaires du pays.

Chaque fois que le Ministre des Finances aura été appelé à rendre des décisions provisoires de cette nature, il devra présenter un projet de loi à la plus prochaine session de l'Assemblée Nationale et les soumettre à sa ratification.

§ 4. Sont exempts de droits à l'importation:

a. Tous les articles importés de l'étranger et destinés à la maison du Prince.

Observation. — Les articles importés ou exportés pour le compte du Gouvernement ou des institutions communales suivront le régime commun applicable aux articles importés ou exportés pour le compte des particuliers.

b. Les personnes arrivant de l'étranger dans la Principauté avec l'intention de s'y fixer d'une manière durable pourront introduire en franchise, en plus de leurs objets mobiliers, 10 têtes de gros bétail et 50 têtes de petit bétail par famille, moyennant la production d'un certificat émanant d'une autorité de district ou de province, constatant leur immigration.

Sont également exempts de droits d'entrée:

c. Les objets ayant servi, importés par les voyageurs et qui servent à leur usage, tels que: vêtements, chaussures, linge, objets de literie, etc., ainsi que les outils employés par les ouvriers et les instruments dont se servent les différentes catégories d'artisans, en quantités en rapport avec leur condition, de façon qu'ils ne puissent être considérés comme destinés à la vente.

d. Les livres, imprimés, cartes géographiques, mappemondes, livres religieux, gravures, lithographies reliées ou en albums, compositions musicales gravées, lithographiées ou imprimées, appareils et instruments destinés à l'instruction et objets religieux à l'usage des différents cultes, accompagnés des certificats des autorités compétentes constatant qu'ils sont destinés à l'exercice du culte.

Observation. — Les livres en langue bulgare, imprimés à l'étranger, seront assujettis à la taxe correspondante.

e. Les objets d'art ou les curiosités destinés aux musées communaux.

f. Les machines à vapeur de toute sorte, fixes ou mobiles; les machines agricoles avec ou sans leurs moteurs à vapeur, ainsi que les charrues.

g. Les appareils pour typographie, lithographie, photographie et similaires, ainsi que les instruments employés dans ces industries, s'ils sont introduits en petites quantités, pour leur usage et non pour la vente.

h. Les échantillons de marchandises, les plantes et les semences de toute espèce importées pour la culture et dans le but d'améliorer la production agricole.

i. Les marchandises importées une seule fois, pour une quantité déterminée, et dont la valeur totale ne dépasse pas 10 francs.

k. Les marchandises et produits indigènes ayant été exportés à l'étran-

ger et réimportés pour des motifs indépendants de la volonté de l'intéressé, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, s'ils sont accompagnés d'un certificat de la douane de destination certifiant le fait et s'il est parfaitement établi qu'ils ont bien été exportés de la Principauté.

l. Les objets à l'usage personnel des agents diplomatiques des États étrangers accrédités en Bulgarie, ainsi que des consuls généraux et des vice-consuls, lorsque ces agents ne sont pas commerçants.

m. Les articles de toute sorte destinés à l'armement, l'équiment et l'approvisionnement de l'armée bulgare; le matériel et les instruments nécessaires aux ateliers d'artillerie ou aux arsenaux; la houille, les machines, les vaisseaux et le matériel de la flotte active, à condition que tous ces articles aient été achetés directement par le Ministre de la Guerre dans les centres de production ou sur le marché principal et sans le concours d'un entrepreneur ou d'un commissionaire.

n. Les chevaux de remonte destinés à l'armée bulgare; les étalons destinés aux haras »Alexandre« et aux autres écuries d'élevage et qui seraient importés pour l'amélioration de la race chevaline.

Observation. — Les importations qui font l'objet des deux paragraphes ci-dessus ne sont exemptes de droits qu'après entente préalable entre le Ministre de la Guerre et celui des Finances et à condition qu'elles auront été faites directement par le Ministre de la Guerre, sans intermédiaire, pour l'usage de l'armée et au moyen des crédits régulièrement affectés à ce chapitre dans le budget du Ministère de la Guerre.

§ 5. Sont exempts à la sortie les articles ci après:

a. Tabac en feuilles et tabac manufacturé;

b. Vins, eaux-de-vie et tous les spiritueux en général, ainsi que les raisins, les fruits et les légumes;

c. Livres imprimés, cartes, lithographies et photographies, ainsi que les images de piété;

d. Denrées coloniales et autres marchandises n'étant pas de production indigène, ayant acquitté les droits d'entrée et réexportées pour une raison quelconque;

e. Articles exportés en petites quantités et dont la valeur ne dépasserait pas 25 francs;

f. Articles nécessaires à la nourriture ou à l'éclairage des équipages des navires se trouvant dans les ports de la Bulgarie;

g. Draps (schajak), couvertures (aba), passementeries (gajtan), peaux préparées, couteaux en fer, objets d'or et d'argent et, en général, tous les produits de l'industrie nationale.

§ 6. Sont également exempts de droits, tant à l'entrée qu'à la sortie, les articles suivants:

a. Les produits nationaux, transportés d'un port de la Bulgarie vers un autre port, à condition d'être accompagnés des certificats réglementaires.

b. Les marchandises de provenance étrangère entreposées dans les magasins de la douane et en sortant pour être réexportées.

Observation. — Les marchandises entreposées et destinées à la réexportation acquittent un droit de 1% sur leur valeur.

c. Les marchandises de provenance étrangère, passant en transit par la Bulgarie à destination d'un autre pays, et les marchandises nationales qui, pour être transportées d'un point de la Bulgarie vers un autre point, doivent passer sur le territoire étranger ou dont le trajet par mer ou voie fluviale doit s'effecteur en dehors du territoire de la Principauté.

d. Les produits, tant étrangers que nationaux, importés de l'étranger dans un but de spéculation ou d'amélioration, ayant séjourné quelque temps dans le pays et réexportés moyennant l'observation des prescriptions de l'article IV de la présente loi.

§ 7. Est absolument interdite l'importation des articles suivants*):

a. Armes et munitions de guerre en général, excepté les revolvers, les armes de chasse et les pistolets, dont l'importation, dans un but commercial, se serait effectuée conformément au règlement du Ministère des Finances sur la matière. De même, l'mportation de la poudre est autorisée moyennant l'observation des clauses de la loi spéciale sur cette importation.

b. Les matières alimentaires avariées, lorsque les autorités sanitaires constateront que leur emploi pourrait être nuisible à la santé publique.

c. Les vieux vêtements ayant déjà servi, importés pour être mis en vente.

§ 8. Est rigoureusement interdite, l'exportation des objets anciens, tels que monuments, statues, statuettes et autres antiquités de cette nature; les œuvres d'art, anciennes, en bois ou en bronze; les bagues, bracelets et vases de métal, anciens; les mosaïques et les monnaies anciennes et, généralement, tous les objets rares ou ayant de la valeur comme curiosités ou au point des vue archéologique.

Observation. — L'exportation des objets mentionnés au paragraphe ci-dessus pourra cependant s'effectuer moyennant une autorisation du Ministre de l'Instruction publique.

§ 9. Les bureaux de douane ont qualité pour percevoir les droits à l'entrée et à la sortie des marchandises, quelle que soit leur quantité ou leur valeur; à condition, toutefois, que ces marchandises n'appartiennent pas à la catégorie dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou par un arrêté spécial du Ministre des Finances.

Les postes douaniers ne sont autorisés à percevoir les droits que sur les articles ci-après dénommés:

a. Sur les marchandises à la sortie, quelles qu'en soient la quantité ou la valeur.

b. Sur les marchandises à l'entrée mais uniquement sur des quantités pour lesquelles les droits à acquitter éventuellement ne sauraient dépasser la somme de 25 francs.

§ 10. Le Ministère des Finances pourra interdire l'entrée et la sortie de certains articles, toutes les fois que cette mesure s'imposera en raison de la situation économique ou des besoins du pays ou qu'elle sera commandée en considération de l'état sanitaire du pays de provenance.

---

*) Une loi publiée dans le Journal officiel du: 12 24 janvier 1889 interdit l'importation des graines de vers à soie.

Quatrième Partie.

Formalités douanières.

Chapitre 1er. — Des navires à voiles ou à vapeur et des expéditeurs de marchandises.

§ 46. Les capitaines de navires à voiles ou à vapeur, entrant dans un des ports de la Bulgarie avec des marchandises à importer, devront remettre aux autorités douanières, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, un manifeste spécifiant toutes les marchandises à débarquer. Ces manifestes devront être signés par le capitaine et mentionner le nom du navire, la date d'arrivée, le but du voyage, la composition du chargement, les poids et le nombre des colis.

Lorsque les navires auront à bord des marchandises destinées à d'autres ports et lorsqu'il n'existera pas de manifeste particulier pour chaque port dans lequel ils doivent faire escale, les capitaines devront remettre aux autorités douanières le manifeste général accompagné d'un relevé des marchandises à débarquer. Aussitôt le déchargement opéré, le bureau des douanes retournera au capitaine le manifeste général sur lequel les observations nécessaires, concernant les marchandises débarquées, auront été consignées, et ce document restera entre les mains des autorités douanières du dernier port où le navire sera entré et où il aura débarqué le solde de sa cargaison.

Les capitaines répondent de la présence de toutes les marchandises dénommées dans le manifeste; ils sont tenus en outre de justifier, dans le délai de six mois et au moyen de la production de documents officiels, la disparition ou le manque d'un colis quelconque.

Observation. — Lorsque dans un navire se trouveront des marchandises dont les propriétaires ne peuvent connaître d'avance les quantités qu'ils vendront ou débarqueront dans le port, le capitaine remettra un manifeste comprenant toute la marchandise; il constatera sur ce document qu'il se réserve le droit de ne payer la tâxe que sur telle quantité qui aura réellement été vendue ou débarquée et il pourra rembarquer le restant. Dans ce cas, le bureau des douanes devra, au moment du départ du navire, consigner sur le manifeste la spécification des marchandises qui auront été débarquées et cette déclaration devra être signée par le directeur du bureau de douane et par l'administrateur des magasins.

§ 47. Est passible d'une amende de 200 francs tout capitaine qui, dans les vingt-quatre heures de son arrivée dans le port, n'aura pas remis son manifeste.

Ne seront pas comptés, pour la fixation de ce délai, les jours où les bureaux de la douane auront été fermés.

§ 48. Les pénalités suivantes seront appliquées en cas de non conformité des marchandises réellement débarquées avec celles mentionnées dans le manifeste:

a. Lorsque le nombre de colis débarqués sera inferieur à celui porté sur le manifeste, le capitaine ou l'agence auront à payer, outre la taxe due, une amende de 50 francs par colis; cette pénalité sera portée à 500 francs par colis, lorsqu'ils renfermeront une marchandise prohibée.

b. Si le nombre de colis est supérieur à celui désigné sur le manifeste, le capitaine ou l'agence auront à payer une amende de 10 francs pour chaque colis en trop, et si ce sur plus renferme des articles prohibés, le capitaine ou l'agence seront passibles d'une amende de 800 francs par colis.

Observation. — En cas de vol, d'incendie ou de tout autre évènement de force majeure, qui se serait produit après la remise du manifeste, le capitaine ou l'agence seront libérés de toute poursuite ultérieure, s'ils peuvent légalement établir les causes du manquant ou de l'excédent dans le nombre des colis; il en sera de même lorsqu'ils pourront établir, par des preuves péremptoires, que les colis étaient mentionnés d'une façon erronnée sur les papiers de bord.

§ 51. Aucun navire chargé d'articles d'exportation ne pourra quitter le port sans être pourvu d'un manifeste relatif au chargement. Ce document contiendra la spécification des marchandises embarquées et devra être certifié conforme par le bureau des douanes. Les contrevenants à cette disposition seront passibles d'une amende de 200 à 1000 francs.

Les papiers de bord qui, d'après les règlements de la navigation maritima, doivent être remis aux autorités compétentes chargées de la police du port, ne seront restitués que si celles-ci possèdent la preuve que le manifeste à été remis au bureau des douanes et certifié conforme par ses soins. Les personnes chargées de ce service seront responsables pour l'amende susmentionnée, au cas où elles n'observeraient pas cette prescription.

§ 52. Lorsqu'il est constaté que des navires chargés de marchandises destinées à l'exportation ont à bord des articles dont il n'est pas fait mention dans le manifeste présenté au bureau des douanes, ou lorsque des articles y figureront sans une dénomination fausse, les capitaines de ces navires seront punis d'une amende de 200 francs.

§ 53. Les capitaines des navires qui n'appartiennent pas à une compagnie de navigation ou qui n'ont pas de représentation fixe sur place devront, en cas de contravention aux paragraphes 47, 48, 51 et 52, fournir une caution ou un répondant en garantie de l'amende encourue. A défaut de garantie, l'administration des douanes aurait le droit de retenir le navire, en suivant la voie judiciaire, afin de s'assurer le payement de l'amende.

§ 55. Il est interdit aux navires, tant à vapeur qu'à voiles, de débarquer aucune marchandise avant la remise du manifeste; il est de même interdit aux négociants d'embarquer aucune marchandise avant que l'autorisation préalable de l'administration des douanes n'ait été accordée. L'embarquement et le débarquement des marchandises ne pourra avoir lieu qu'aux endroits désignés par l'administration des douanes et ne paurra se faire que pendant l'espace de temps compris entre le lever et le coucher du soleil.

Les contrevenants à cette disposition sont passibles:

a. De confiscation de la marchandise et du payement d'une amende s'élevant au double de sa valeur, s'il s'agit d'une importation prohibée.

b. De la simple confiscation et du payement des droits dus pour l'entrée de la marchandise, pour les marchandises dont l'importation n'est pas interdite.

Observation. — Les navires faisant un service régulier de transport de passagers, postaux ou marchands, pourront charger et décharger, même pendant la nuit, si les capitaines ou les agents de ces navires s'engagent, par une déclaration générale, à observer rigoureusement, vis-à-vis de l'administration des douanes et sous sa surveillance, les dispositions de la présente loi.

§ 60. Toutes les marchandises importées de l'étranger devront être débarquées dans les entrepôts de la douane. Sont exceptés de cette règle générale:

a. Les marchandises volumineuses et de grand poids, dont on pourra autoriser le débarquement dans les dépendances de la douane ou dans tel endroit à indiquer par les préposés de la douane.

b. Le sel, les vins, les huiles végétales en fûts, les poissons, les chaudières, les machines, les ancres, les bois et, généralement, tous les articles non pourvus d'un emballage, qu'on sera autorisé à déposer dans des magasins particuliers, fermés au moyen de clefs et de cachets, à la disposition commune de l'administration des douanes et du propriétaire des marchandises.

c. L'alcool, le pétrole, les allumettes chimiques et les articles susceptibles de s'enflammer facilement.

Observation. — Dans les bureaux de douane où il n'existerait pas encore d'entrepôt, ou à défaut d'emplacement suffisant, le mode d'emmagasinage des marchandises non encore visitées sera fixé, pour chaque bureau en particulier, par le Ministre des Finances, sur la proposition de l'administrateur du bureau des douanes compétent et en ayant égard à la situation locale.

§ 61. Pour les marchandises dont le dépôt provisoire dans des magasins privés est autorisé, les déclarations de payement devront être remises dans les huit jours à partir du jour d'arrivée; pour les marchandises facilement inflammables, ce délai n'est que des trois jours. En cas de non observation de cette disposition, les marchandises seront transportées sans retard et aux frais de leur propriétaire du magasin privé dans un endroit directement soumis à la surveillance de la douane; les marchandises facilement inflammables, par contre, seront transportées dans un endroit particulier, éloigné du centre des habitations et désigné à cet usage par l'administration communale et, dans ce cas, la douane ne sera nullement responsable des avaries dues aux influences climatériques.

Observation. — Dans les ports où l'administration de la douane possède un entrepôt, ces marchandises pourront être remisées dans une partie de l'entrepôt particulièrement affecté à cet usage, moyennant, toutefois, l'observation des prescriptions énoncées au chapitre V.

§ 62. Après la vérification douanière, les propriétaires pourront enlever en une ou plusieurs fois les marchandises entreposées dans les magasins de la douane ou des particuliers, en acquittant chaque fois les droits dus sur la quantité de marchandise enlevée.

§ 63. Les employés de la douane ne sont pas responsables de la disparition des marchandises entreposées dans les magasins particuliers et,

si on venait à découvrir un vol, les droits dus sur la marchandise disparue seront immédiatement perçus.

Chapitre II. — Des marchandises emmagasinées dans les entrepôts de la douane au delà du délai fixé.

§ 64. Il sera perçu, au profit du trésor public, une taxe spéciale appelée »droit d'emmagasinage« sur les marchandises se trouvant dans les entrepôts de la douane, dans leur dépendances ou dans les endroits placés directement sous sa surveillance. Cette taxe sera de 5 centimes par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes et par jour. Elle ne sera pas perçue pendant la première huitaine, mais pour la la huitaine suivante, c'est-à-dire à partir du neuvième jour, il sera perçu 5 centimes; pour la troisième huitaine, c'est-à-dire à partir du dix-septième jour, la taxe sera de 10 centimes par jour, et, à partir du ving-quatrième jour depuis le débarquement jusqu'à fin d'une année (terme établi pour le payement de droits dus sur une marchandise), la taxe sera de 15 centimes pas jour.

§ 65. Les marchandises seront affranchies du droit d'emmagasinage dans les cas suivants:

a. Lorsqu'elles auront été mises sous séquestre par des fonctionnaires compétents et retenues pour ce motif dans les entrepôts de la douane.

b. Lorsqu'elles resteront dans les entrepôts pour cause d'avarie.

c. Lorsque leur propriété donnera lieu à une contestation.

d. Lorsque, par suite d'une adresse inexacte, elles auront été débarquées par erreur.

e. Lorsqu'elles auront été retenues pour des motifs qu'on ne saurait imputer à la Compagnie de navigation.

Observation. — Quand, par suite de nouvelles circonstances, les marchandises visées aux lettres d et e ne sont pas de nouveau réexportées et que le droit qui leur est applicable n'a pas été acquitté, on les soumettra à la taxe de magasinage, conformément aux prescriptions générales.

f. Les marchandises d'importation, débarquées dans les ports de la Principauté sur l'ordre de leur propriétaire, destinées à être réexportées de nouveau ou à être transportées dans un autre bureau de douanes, et qui auraient été remisées dans les dépendances du bureau de la douane pour en faciliter la surveillance, seront affranchies du payement des droits d'emmagasinage, pourvu, toutefois, qu'elles n'y séjournent pas plus d'un mois. Si la navigation sur le Danube était fermée, ce dernier délai sera prolongé jusqu'au moment où la navigation aura repris son cours.

Si après ce délai, ces marchandises n'étaient pas réexportées du port, le droit d'emmagasinage devra être perçu conformément aux dispositions générales.

g. Les colis postaux.

Observation. — Les marchandises arrivées à bord d'un navire particulier, pour lesquelles le payement des droits aurait été assuré moyennant le dépôt d'une caution en espèces, resteront sous la surveillance de leur propriétaire et seront exemptées des droits d'emmagasinage.

Chapitre III. — De la visite des marchandises à l'importion et à l'exportation.

§ 77. Les propriétaires, consignataires ou expéditeurs de marchandises destinées à l'importation ou à l'exportation sont tenus d'en informer le bureau de douane compétent et doivent déposer une déclaration détaillée écrite en langue bulgare; cette déclaration mentionnera exactement la nature et la quantité des marchandises, les marques et les numéros des colis, ainsi que la dénomination et la qualité des articles], leur poids, mesure, etc., le tout conformément aux tarifs. Les articles non dénommées dans le tarif devront être déclarés avec leur dénomination généralement employée dans le commerce et devront porter en regard l'indication de leur valeur en francs suivant la facture.

Chaque déclaration devra être accompagnée des papiers, connaissements, lettres de voiture et autres, se rapportant aux marchandises qui y sont mentionnées. Lorsque la déclaration se rapportera à des articles à taxer ad valorem, la facture établissant leur valeur devra y être annexée.

§ 78. Ne sont pas astreints à la déclaration, à l'importation ou à l'exportation, tous les objets ou articles que les voyageurs portent avec eux et dont la valeur ne dépasse pas 25 francs.

§ 87. Les inexactitudes dans les déclarations, relevées par l'inspection (la visite) douanière, constituent des contraventions à la loi et sont passibles des pénalités suivantes:

a. Lorsque le nombre de colis sera plus grand que celui déclaré ou lorsque les colis renfermeront des articles non déclarés, la marchandise sera confisquée.

b. Si on constate qu'une marchandise soumise à un droit plus élevé figure dans la déclaration sous la dénomination d'une marchandise soumise, dans le tarif, à un droit moindre, la taxe à payer sera portée au double.

Ne seront pas soumises au payement de doubles droits les marchandises déclarées sous une dénomination qui n'existe pas dans le tarif douanier et sur l'espèce desquelles aucun doute ne s'élève, ainsi que celles déclarées sous une dénomination analogue et sujettes au même droit.

c. Lorsque la déclaration mentionnera une quantité de marchandises moindre que celle trouvée à l'inspection, le surplus sera frappé de la taxe portée au triple.

Il est fait une exception pour: 1° les marchandises qui arrivent dans des sacs ou non pourvues d'emballage; 2° les marchandises à l'état liquide ou pouvant se dessécher, telles que: alcool, vin, eau-de-vie, tabac, savon et autres. Pour ces marchandises il ne sera perçu que la taxe ordinaire sur les quantitée trouvées au moment de l'inspection douanière.

Il est également fait une exception pour le sel marin, à condition que la différence de poids ne dépasse pas 3%. Les droits seront perçus pour 97% lorsque cette différence sera plus grande. Une pifférence de poids de 1% sera admise pour le sel gemme.

d. Lorsque l'inspection établira que les paniers, fûts, caisses ou ballots sont pourvus de doubles fonds ou parois, entre lesquels des mar-

chadises ont été cachées dans le but de les faire échapper aux droits, ces marchandises seront confisquées et une double taxe sera perçue, si, toutefois, leur importation ou exportation n'est pas prohibée.

e. Lorsque des marchandises prohibées ont été déclarées sous une dénomination qui en permettrait l'entrée ou la sortie dans la Principauté ou qu'il aura été totalement omis de les déclarer, elles seront confisquées sans préjudice de la perception, à titre d'amende, d'une somme égale à deux fois leur valeur.

Il n'est pas appliqué de pénalité lorsque des marchandises, dont l'exportation ou l'importation est prohibée, sont mentionnées dans les déclarations sous leur dénomination généralement employée. Toutefois, les marchandises, dont l'importation se serait faite sous cette forme, devront être rigoureusement réexportées à nouveau dans le délai d'un mois à partir du jour d'arrivée, et les marchandises destinées à l'exportation seront retenues.

f. Lorsque le nombre réel des colis sera moindre que celui annoncé par la déclaration, le propriétaire sera frappé d'une amende de 200 francs par colis manquant et il devra, en outre, acquitter les droits applicables à la totalité des colis. Cependant le propriétaire sera libéré de toute pénalité s'il peut établir, au moyen de documents ayant une valeur légale, que les colis manquants ont été, ou bien mentionnéspar erreur dans les papiers du navire ou dans les lettres de voiture, etc., ou bien qu'ils ont été volés.

§ 90. Seront exemptes de droits les marchandises qui, lors de l'inspection douanière, seront trouvées en état de décomposition et nuisibles à la santé. (Voir § 7, lettre b.) Dans ce cas elles seront détruites, d'accord avec la police locale et après rédaction d'un procès-verbal signé par l'agent sanitaire compétent. Si les propriétaires de ces marchandises soutiennent qu'elles sont en parfait état et ne sont pas nuisibles, la question devra être soumise au Ministère des Finances, afin qu'il en soit référé à la décision du Conteil de santé près le Ministère de l'Intérieur.

§ 91. Lorsque les experts de la douane sont d'avis que la valeur déclarée pour les marchandises à taxer ad valorem a été fixée en dessous de la valeur réelle, ils auront le droit de majorer cette valeur d'une somme égale à celle qu'ils estimeront que les propriétaires ont déclarée en moins. Si le propriétaire s'élève contre cette décision dans la déclaration écrite, l'administrateur des douanes et le secrétaire seront appelés à se prononcer dans les vingt-quatre heures de la protestation et ils seront obligés de se livrer à un second examen des marchaneises conformément aux règles suivantes:

a. Si l'estimation, après un second examen, paraît préjudiciable, soit aux intérêts du trésor public, soit à ceux du propriétaire, l'administrateur et le secrétaire décideront, dans la déclaration, s'il y a lieu d'augmenter ou de diminuer la valeur et, dans le cas où le propriétaire ne serait pas satisfait de cette seconde estimation, ils auront à apprécier s'il y a lieu de prélever les droits »en nature«.

b. Lorsque des marchandises de même nature et d'une seule et même valeur seront de qualités et de couleurs différentes, le prélèvement des droits aura lieu «en nature», à raison de 8%, soit sur chaque catégorie

de la marchandise, soit, au choix de l'administration des douanes, sur une sieule catégor.

c. Si les marchandises sont d'une même espèce, mais de valeurs diverses, elles seront taxées séparément et l'administration des douanes aura à son choix le droit de prélever sur l'autre marchandise, 8 % du montant de la valeur totale.

d. Les marchandises qui ne sont pas susceptibles d'être divisées et sur lesquelles il est impossible de prélever les droits «en nature», telles que: voitures (matériel roulant, en général), pianos et autres objets analogues, pourront être retenues en totalité par l'administration des douanes, moyennant le remboursement de leur valeur. Dans ce cas, la taxation de la douane sera prise pour base pour établir la somme à payer avec déduction de 10% de la valeur et sans autre indemnité pour frais de transport, etc. Si une telle décision était adoptée, le propriétaire devra en recevoir avis dans la déclaration. La somme à payer de ce chef sera prélevée, en attendant, sur les recettes du bureau des douanes jusqu'à ce que le Ministère des Finances ait pris une décision à cet égard.

e. Les articles soumis à un droit ad valorem, qui seraient importés en suite d'une convention par les soins d'un intermédiaire pour le compte d'une institution de l'État quelconque, seront taxés, si l'intermediaire le demande, sur la base du prix contracté. Les fonctionnaires de la douane, après s'être assurés de l'authenticité de la convention, devront se conformer à cette prétention.

Observation. — Le propriétaire aura à acquitter le droit de timbre de $^1/_2$ %, ainsi que les droits de déclaration dus pour les articles sur lesquels la taxe aura été perçue en nature ou sur ceux retenus entièrement par la douane.

§ 92. Les marchandises reçues en nature seront vendues aux enchères publiques par les bureaux de douane, en observant les règlements sur la matière. La somme ainsi obtenüe, déduction faite des frais résultant de la publicité à donner à ces ventes, sera encaissée comme droit de douane. Les bureaux des douanes pourront aussi vendre de la main à la main les marchandises retenues »en nature«, sans recourir aux enchères publiques, lorsqu'ils pourront en obtenir le prix mentionné dans la déclaration et jusqu'à concurrence duquel elles auront été retenues.

§ 93. Les administrateurs des douanes, aussi bien que les secrétaires, ont le droit, s'ils le jugent opportun, de procéder à une seconde visite les marchandises.

§ 94. L'application de la double ou triple taxe, comme pénalité, ainsi que la confiscation de la marchandise, pourra être faite valablement par les bureaux de la douane eux-mêmes, lorsque le montant de d'amende ou la valeur pes marchandises confisquées ne dépassera pas:

100	francs pour les bureaux	de 1re et de 2e	classe.
50	id. id.	de 3e et de 4e	id.
25	id. id.	des autres catégories.	

Lorsqu'il s'agira d'une somme supérieure, l'administration des douanes devra en référer au Ministère des Finances.

§ 95. Les contestations entre les bureaux de douane et les négociants au sujet de la nature et du conditionnement des marchandises, qu'il s'agisse de l'application des taxes ou de tout autre cas se rapportant à l'estimation de la marchandise, devront être soumises à la décision d'une commission technique spéciale instituée du Ministère des Finances.

§ 96. Cette commission se composera de trois membres choisis par le Ministère des Finances parmi des négociants et des industriels experts ou parmi des fonctionnaires de la douane en retraite ou encore en activité. Les commissaires experts seront élus pour un an. Le Ministre des Finances pourra adjoindre à cette commission un ou plusieurs négociants ou industriels, selon la nature de la question à traiter, mais ceux-ci n'auront qu'une voix délibérative dans les réunions.

Le bureau de douane où la contestation se sera élevée aura à transmettre à la commission technique la réclamation écrite du négociant qui se croit lésé et qui s'en réfère à sa décision.

Dans les vingt-quatre heures, au plus tard, le bureau des douanes dont il s'agit devra transmettre au Ministère des Finances la réclamation, ainsi qu'un échantillon de la marchandise qui l'a provoquée, dûment cacheté par les soins de la douane et du négociant intéressé.

La commission technique instituée au Ministère des Finances a seule qualité pour décider de la nature et de la qualité de la marchandise. Une exception est faite lorsque l'envoi d'un échantillon de la marchandise en litige n'est pas practicable. Dans ce cas, le différend entre le bureau des douanes et le négociant pourra, du consentement du Ministre des Finances, être tranché par une commission technique instituée sur place.

Les décisions de la commission des experts dans les questions qui lui sont soumises et qui sont de sa compétence sont rendues sans appel en ont force de loi, tant pour l'administration des douanes, que pour les négociants; elles ne peuvent être déclarées nulles par aucun fonctionnaire du Gouvernement ni par aucun magistrat.

Les marchandises dont la nature et la qualité sont contestables doivent être déposées, pourvues du cachet de leur propriétaire, dans les magasins de la douane jusqu'à ce que la commission des experts ait rendu sa décision, à moins que les propriétaires ne préfèrent, sous réserve du droit d'exiger la restitution du montant payé en trop, si la décision de la commission des experts est rendue en leur faveur, acquitter les droits éventuellement dus sur ces marchandises, d'après l'estimation du bureau de douane.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée par les intéressés pour les dommages occasionnés par l'expertise des marchandises en contestation, ni pour la perte de temps qui en est résultée.

§ 97. Les droits de douane et autres taxes doivent être acquittés en espèces et en or, dans les bureaux de douane où la visite des marchandises aura été effectuée.

Observation. Les monnaies d'argent ne seront acceptées que pour les montants inférieurs à 20 francs, et comme monnaie d'appoint pour les montants supérieurs payables en or et seulement pour une quantité n'at-

teignant pas 20 francs. De même, les monnaies de cuivre ne seront acceptées que pour des appoints ne dépassant pas 50 centimes. Les droits de douane pour les articles dont l'importation est régie par une loi spéciale doivent également être acquittés en monnaie d'argent.

§ 99. Les articles de valeur, étrangers, tels que montres, pendants d'oreilles, médaillons, bracelets, bagues et autres objets précieux en or ou en argent, importés à l'intérieur de la Principauté dans un but commercial, devront être pourvus d'un plombage lors de l'acquittement des droits qui les frappent et comme preuve qu'ils auront été importés d'une façon conforme aux lois. Il sera perçu 5 centimes pour le plomb et pour la ficelle.

Les objets d'or et d'argent qui seraient trouvés dépourvus des plombs dans les magasins de vente ou sur les marchés seront considérés comme ayant été introduits en fraude et confisqués, à moins qu'il ne soit prouvé que ce sont des produits de l'industrie nationale.

Chapitre IV. — Des marchandises réimportées ou réexportées.

§ 110. Les marchandises dont l'importation est autorisée, pour lesquelles les droits de douane n'ont pas encore été acquittés et qui se trouvent sous la garde de l'administration des douanes, pourront être réexportées à nouveau hors des frontières, dans l'espace d'une année à partir du jour de leur arrivée, sans qu'il soit perçu de droits de douane.

Toutefois, les marchandises dont l'importation est prohibée par les tarifs ou par un arrêté spécial du Ministère des Finances devront être réexportées dans le délai d'un mois et seront assujetties dans ce cas à un droit de 1 % ad valorem.

§ 111. Toute personne qui importe des marchandises étrangères en Bulgarie ou qui exporte des produits indigènes à l'étranger, dans le but de les soumettre á un travail de main-d'œuvre ou de les vendre sur les marchés et autres endroits et qui désire s'assurer d'avance le droit de les réexporter ou de les réimporter, conformément au § 6, lettre d de la présente loi, doit en faire mention dans la déclaration à remettre au bureau des douanes.

Dans ce cas, le bureau des douanes apposera sur les marchandises un sceau ou un plomb, selon la nature, ou en retiendra des échantillons, et les animaux porteront une marque spéciale. Le propriétaire des marchandises aura à acquitter pour cette formalité un droit de 5 centimes par sceau ou par plomb.

Les marchandises expédiées de la sorte pourront être importées ou exportées à nouveau dans un espace de six mois à dater du jour de la déclaration.

La perception des droits de douane sera garantie par le dépot d'une somme, conformément aux prescriptions sur la matière.

§ 113. Il ne sera prélevé aucune taxe d'exportation sur les marchandises étrangères passant au-delà des frontières, si, à leur entrée, elles ont acquitté les droits.

§ 114. Les produits nationaux exportés à l'étranger et dont la réimportation dans la Principauté peut se faire en franchise, conformément au § 4, lettre k, doivent être munis, lors de leur arrivée dans le bureau de

douane, de la quittance constatant que les droits à la sortie ont été acquittés, ainsi que la déclaration qui avait été faite au moment de la sortie.

§ 115. Les fûts, barils et récipients vides, dans lesquels des produits indigènes, tels que vins, eaux-de-vie, fromages en saumure et autres liquides, auront été exportés, de même que les sacs vides ayant contenu des céréales, farines et autres productions agricoles, peuvent être réimportés dans la Principauté en exemption de tous droits.

Sont également admis en franchise les fûts vides devant servir à l'exportation des produits indigènes. Toutefois, la taxe éventuellement due pour l'importation de ces fûts doit être garantie par un dépôt en numéraire.

Chapitre V — Des marchandises déposées dans les entrepôts.

§ 117. Les marchandises étrangères, importées par grandes quantités, pour lesquelles les droits de douane s'élèveraient au moins à la somme de 4,000 francs, pourront, si le propriétaire en fait la demande, être entreposées dans des locaux séparés. Des entrepôts de cette espèce ne seront établis que dans les ports où ils paraîtront devoir être nécessaires et moyennant l'autorisation préalable du Ministre des Finances.

§ 132. Aux marchandises déjà emmagasinées dans les entrepôts, il pourra être ajouté de nouvelles marchandises de même espèce, pourvu que les droits de douane et autres taxes à acquitter sur celles-ci s'élèvent au moins à 1,000 francs.

§ 135. Le transport de marchandises mises en entrepôt, passant, soit par terre, soit par eau, d'un entrepôt à un autre de l'intérieur de la Principauté, est permis pendant une durée de temps égale au délai légalement accordé pour l'entreposage des marchandises en question.

§ 137. Il est défendu de retirer des marchandises mises en entrepôt pour les mettre en consommation dans l'intérieur du pays, si les droits de douane et autres taxes qu'elles auraient à acquitter n'atteignent pas 400 francs.

§ 138. La réexportation des marchandises se trouvant en entrepôt pourra avoir lieu, soit par le bureau de douanes par lequel elles sont entrées, si l'expédition en a été faite par eau, soit par un bureau de douane au choix de l'intéressé, si l'expédition en a été faite par voie de terre.

Les marchandises mises en entrepôt et qui seraient réexportées sont frappées d'un droit de douane de 1 % ad valorem.

Chapitre VI. — Des marchandises de transit.

§ 141. Toutes les marchandises étrangères, admises à l'importation, peuvent passer en transit sur le territoir de la Principauté. Le transit de marchandises prohibées, ainsi que celui d'armes et de munitions ne pourra avoir lieu que moyennant une autorisation spéciale du Ministère des Finances, limitant la durée du transport et déterminant les mesures à adopter à l'effet de prévenir tous accidents. S'il y a lieu de faire accommpagner ces marchandises par des employés de l'administration des douanes ou par des gardes, le propriétaire de la marchandise aura à payer pour ce service une taxe établie par les tarifs en vigueur. Le

transit des marchandises de cette catégorie pourra se faire par tous les bureaux des douanes de la Principauté.

§ 158. Les marchandises dont l'importation est permise, mais qui n'entreraient qu'en transit, pourront, avant l'expiration du délai accordé pour leur passage sur le territoire et à condition qu'elles concordent avec les données fournies par le certificat de transit, être appliquées, en tout ou en partie, à la consommation intérieure de la Principauté; dans ce cas, tous les bureaux de la douane pourront percevoir les droits éventuels.

Chapitre VIII. — Des marchandises transportées par eau d'un port de la Principauté vers un autre.

§ 167. Les marchandises, tant étrangères qu'indigènes, puur lesquelles les droits dus ont déjà été acquittés, peuvent être transportées par eau d'un port de la Principauté dans unautre sans avoir à payer de nouveaux droits d'entrée ou de sortie.

§ 169. Lorsque ces marchandises seront de provenance indigène, le bureau des douanes devra les soumettre à une inspection minutieuse: lorsqu'elles seront de provenance étrangère, une inspection sommaire suffira; après quoi il sera délivré au propriétaire un passavant.

§ 175. Les marchandises transportées d'un port vers un autre auront à acquitter les droits d'entrée si le propriétaire, dans le délai de vingt jours à partir de leur arrivée, n'a pas produit de passavant, ou bien, dans le cas où il l'aurait égaré, s'il ne produit pas une attestation constatant que ces marchandises ont été embarquées dans un des ports de la Principauté. Si les marchandises sont exemptes de droits, elles seront remises à l'intéressé suivant l'usage habituel.

Chapitre IX. — Des marchandises sauvées en cas de naufrage.

§ 177. Toutes les marchandises ayant formé le chargement de navires naufragés ou jetés à la côte doivent être soumises à l'inspection douanière du bureau le plus proche sans avoir égard si elles sont frappées ou non de droits de douane.

§ 178. Lorsqu'un navire vient à s'échouer et que le capitaine se voit forcé d'en débarquer le chargement en tout ou en partie, afin d'amener l'allègement du navire et d'éviter des avaries, les fonctionnaires locaux de la douane et les postes douaniers devront accorder l'autorisation nécessaire à cet effet et en informer immédiatement le bureau des douanes le plus proche.

§ 179. Les douaniers sont tenus de prêter aide et assistance pour le sauvetage et la garde des marchandises. Ils devront mettre en sûreté les objets, tonneaux, boiseries, etc., jetés à la côte par les vagues et provenant des navires ayant fait naufrage et surveiller, sévèrement les actes de contrebande.

§ 182. Toutes les marchandises étrangères provenant d'un sauvetage, pour lesquelles les droits dus n'auraient pas été acquittés et dont la vente serait autorisée dans la Principauté, devront acquitter les droits qui les frappent et seront soumises aux formalités requises pour les marchandises

à l'importation. Si l'importation de ces marchandises était prohibée, elles devront, aux termes du § 110 de la présente loi, être exportées à nouveau sous peine de confiscation.

Les marchandises destinées à d'autres ports, d'après les documents qui les accompagnent, pourront sortir de la Principauté sans aucune nouvelle formalité.

Lors du naufrage d'un navire ou lors du déchargement d'un navire naufragé dont la cargaison se composerait de marchandises étrangères, s'il est découvert des articles n'ayant pas été déclarés à la douane, il sera procédé comme pour les cas de contrebande.

Régimes douaniers applicables aux marchandises étrangères importées en Bulgarie (y compris la Roumélie orientale).

Les droits d'entrée applicables aux marchandises étrangères importées en Bulgarie (y compris la Roumélie orientale) sont perçus, suivant le pays de provenance, d'après les trois régimes ci-après:

I. Les marchandises provenant d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Allemagne, de France, de la Grande-Bretagne, de Suisse, d'Italie et de Turquie acquittent un droit de 8 $^{1}/_{2}$ % ad valorem, conformément au régime résultant de l'accord intervenu entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne (voir ci-après), ainsi que les impôts municipaux (2 % ad valorem).

II. La taxe de 8 $^{1}/_{2}$ % ad valorem est également applicable aux marchandises provenant de Russie et des Pays-Bas, mais l'estimation de ces marchandises est effectuée d'après un tarif d'évaluation établi entre ces États et la Turquie. Ce tarif a été publié par le Gouvernement bulgare qui a eu soin de ramener au système métrique les poids et mesures qui s'y trouvent indiqués.

III. Les marchandises de toute autre provenance seront taxés d'après le tarif publié par ukase du 24 décembre 1883 (5 janvier 1884). Ce tarif est applicable à tous les pays qui ne sont pas liés par des traités de commerce avec la Principauté de Bulgarie.

36.

ARCHIPEL DU CAP VERT. (COLONIE PORTUGAISE).

Loi sur les douanes; du 16 avril 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers Bruxelles 1893.

Dispositions préliminaires.

I. — Importation.

Art. 1er. — Les marchandises provenant de ports étrangers et importées dans les douanes de l'Archipel du Cap-Vert seront assujetties aux droits établis dans le tarif A.

Art. 2. Les marchandises de production du sol ou de l'industrie du Royaume ou des îles adjacentes et les marchandises nationalisées dans les douanes du Royaume et des îles adjacentes acquitteront 20% des droits d'importation établis dans le tarif A susmentionné, à l'exception de l'alcool et de l'eau-de-vie ordinaires qui payeront 60 % des mêmes droits, et des tabacs nationaux qui suivent le régime du n° 34.

Art. 3. — Les marchandises réexportées des douanes du Royaume et des îles adjacentes acquitteront 80 % des droits établis dans le tarif susmentionné, à l'exception des tabacs qui continueront à être assujettis au payement intégral de la taxe fixée au n° 34 du tarif.

Art. 4. — Pour que les marchandises visées aux articles 2 et 3 puissent bénéficier des avantages qui y sont stipulés, elles devront être accompagnées des certificats d'expédition des douanes qui ont respectivement procédé à leur exportation ou réexportation.

Art. 5. Les marchandises réexportées des douanes des autres provinces d'outre-mer jouiront des bénéfices indiqués aux articles 2 et 3, suivant leur provenance, conformément aux stipulations de l'article 4.

Art. 6 — Les marchandises indigènes ou natinnalisées dans ces mêmes provinces bénéficieront du régime de faveur stipulé à l'article 2, sauf les dispositions de l'article ci-après.

Art. 7. — Les marchandises exportées des ports portugais d'outre-mer, bénéficiant à l'importation de taxes moins élevés ou de l'exemption absolue des droits, ainsi que les marchandises nationalisées dans ces ports, acquitteront les droits établis au tarif A, déduction faite des droits qu'elles auraient acquittés dans les ports de provenance.

Art. 8. — Les marchandises dénommées au tarif B sont exemptes de droits d'importation.

Art. 9. — A l'importation l'expédition se fera sur les déclarations (en duplicata) présentées sans surcharges ni retures et signées par l'importateur ou son fondé de pouvoir.

§ 1er. — Ces déclarations devront mentionner:

a. le nom, la nationalité et la provenance du navire;

b. le nom du capitaine;

c. la date de l'entrée du navire et son numéro d'ordre à l'arrivée;

d. le pays de provenance de la marchandise;

e. les marques, les numéros et le poids brut des colis;

f. le spécification des marchandises contenues dans chaque colis;

g. le poids net (détaillé) de chaque espèce de marchandise ou le nombre des articles, s'ils payent d'après leur quantité.

h. la valeur (détaillée).

§ 2. — La vérification a pour but de contrôler l'exactitude des déclarations. Quand elle s'applique à la qualité de la marchandise, elle est toujours obligatoire; quant à la vérification du poids ou du nombre, elle peut être partielle ou totale, au choix du vérificateur: mais elle sera totale et assujettie même à une contre-vérification complète, si le chef de la douane le décide.

§ 3. — Si l'importeur déclare qu'il n'a pas les éléments suffisants pour établir sa déclaration, il pourra solliciter l'ouverture préalable du colis sous la surveillance de la douane et dans un endroit choisi à cet effet, autre que le bureau d'expédition, et procéder ainsi à sa déclaration.

§ 4. — La surveillance dont il est fait mention au paragraphe ci-dessus a pour but d'éviter tout détournement de marchandise et, comme il s'agit d'un simple contrôle à l'ouverture et à la fermeture du colis, cette intervention ne saurait être confondue avec la vérification.

II. — Réimportation.

Art. 10. — Les produits du sol et de l'industrie de l'Archipel, ayant été exportés à l'étranger, seront, cas de retour, considérés comme d'origine étrangère.

§ 1er. — Cependant, ne seront pas assujetties à de nouveaux droits les marchandises qui, après avoir été exportées à destination de ports nationaux, retourneraient accompagnées de documents certifiant leur origine première.

§ 2. — Les articles manufacturés, nationaux ou nationalisés, qui seraient exportés, pour être perfectionnés ou réparés en dehors de la province, peuvent également être réimportés en franchise, aux conditions suivantes:

a. Ils doivent rentrer par la douane d'où ils sont sortis;

b. Être réimportés dans le délai d'un an;

c. Revenir pour le compte de celui qui les a exportés;

d. Rentrer accompagnés d'un certificat authentique de la douane de provenance (quand il s'agira d'un port étranger). Ces documents seront destinés à établir l'identité des marchandises:

e. A la sortie, ils devront être enregistrés et décrits dans tous leurs détails, afin que, à leur retour, on puisse exactement contrôler l'origine.

III. — Exportation et réexportation.

Art. 11. — Les marchandises exportées par les douanes du Cap-Vert acquitteront les droits figurant au tarif C.

Art. 12. — Est autorisée la réexportation des marchandises à destination des pays étrangers, de la Métropole ou des autres provinces d'outre-

mer, sans qu'elles soient assujetties à des droits ou impôts quelconques, autres que la taxe de magasinage, conformément à l'article 28 et sous réserve des dispositions de l'article 16, § 2.

IV. — Changement de dépôt de marchandises d'une douane à une autre·

Art. 13. — Les marchandises taxées, autres que celles originaires de l'Archipel du Cap-Vert ou manufacturés dans cette colonie, entreposées dans une des douanes de cet archipel, pourront, conformément au présent article, être transférées à une autre douane et n'acquitter les droits que dans la douane où elles seront expédiées pour la consommation.

§ 1er. — Ce transfert sera exempt de droits, de taxes et de tous autres frais de douane, à l'exception du droit de magasinage, conformément à l'article 28, et du droit de timbre pour les bulletins d'expédition et les passavants.

§ 2. — Le transfert devra s'effectuer d'après les déclarations des intéressés. Sur la présentation de ces pièces la douane adressera un passavant à deux talons à la douane de destination. Cette dernière retournera un de ces deux talons pour être annexé à un trosième talon dont les deux premiers ont été détachés. L'ensemble de ces pièces formera des registres spéciaux fournis par l'inspection des finances et paraphés par ses soins.

§ 3. — Les déclarations et les passavants devront mentionner exactement la qualité, la quantité, la nature et la valeur de la marchandise.

§ 4. — Les colis dont le contenu ne pourra être préalablement vérifié, tels que caisses, barils et ballots, seront réglementairement ficelés et plombés.

V. — Cabotage.

Art. 14. — Les marchandises originaires des îles du Cap-vert, ainsi que celles qui auraient été nationalisées par le payement des droits de consommation dans une des douanes de l'archipel, pourront transiter librement d'un port à un autre port de la province, si elles sont accompagnées des passavants d'embarquement correspondants, sauf les dispositions contenues dans les paragraphes ci-après:

§ 1re. — L'eau-de vie indigène ne pourra transiter d'une île à une autre que moyennant le payement à la sortie d'un droit de 20 reis par litre.

§ 2. — Pourront être embarqués et transiter, sans être assujettis à la formalité du passavant, les fruits frais, le gibier et la volaille, les légumes et les viandes fraîches.

Art. 15. — Le commerce de cabotage entre les ports de la province ne pourra être fait que par les navires portugais.

§ 1er. — Cependant, les bâtiments étrangers, entrés dans un port de la province et qui n'y auraient débarqué qu'une partie de leur cargaison, pourront, en vertu des traités de commerce et en se soumettant aux règlements en vigueur, conserver à leur bord une partie du chargement destinée à un autre port de la même province, à un autre port national ou à un port étranger, sans être assujettis, pour les marchandises qu'ils n'ont pas débarquées, à aucun droit de douane autre que les frais de surveillance, dont le montant ne pourra dépasser celui fixé pour la navigation nationale.

§ 2. — Les navires étrangers, ainsi que les navires nationaux, entrant dans un port de la province, puurront également transborder, mais seulement sur des navires nationaux, tout ou partie de la cargaison destinée à d'autres ports de la même province.

§ 3. — Les marchandises transbordées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, seront dirigées vers les ports de destination accompagnées d'une expédition de transfert, suivant les règles et les formalités établies à l'article 13. Un employé du service intérieur de la douane devra présider au transbordement et au plombage desdits colis.

§ 4. — Toutefois, est exempt des formalités d'expédition, de transfert et de plombage le transbordement du chargement des navires portugais provenant des ports du continent du Royaume, si les navires sont munis d'un manifeste spécial des marchandises respectives, ainsi que d'un bulletin spécial d'expédition, délivré par les douanes de provenance. Dans ces cas le transbordement s'eflectuera en contrôlant les culis d'après les manifestes qui, ainsi que les expéditions de provenance, accompagneront au port de partiels destination la cargaison qui aurait été transbordée.

§ 5. — Les navires étrangers seront autorisés, comme par le passé, à voyager au cabotage entre les ports de la province du Cap-Vert et ceux des autres provinces d'outre-mer en se conformant au décret du 18 août 1881.

VI. — Transbordement.

Art. 16. — Est exempt de droits le transbordement de navire à navire de commerce ou bâtiment de guerre, quelle qu'en soit la nationalité, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.

§ 1er. On entend par transbordement dans le présent article, le transfert d'un chargement provenant d'un pays autre que la province et destiné à d'autres ports que ceux de la province.

§ 2. — Si le charbon de terre, quand même il ne serait pas débarqué à terre, est transbordé sur des vapeurs, il n'est pas exempt de la taxe établie au tarif A d'importation.

VII. — Droits ad valorem.

Art. 17. — Les droits ad valorem figurant dans le tarif d'importation sont calculés d'après la valeur des marchandises au lieu d'origine ou de fabrication augmentée des frais nécessaires de transport, d'assurance et de commission, dus jusqu'à leur arrivée dans la douane qui doit procéder à leur expédition.

§ 1er. — Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle fera procéder à l'évaluation des marchandises par des experts dont l'un sera nommé par la douane et l'autre par l'importateur. Ces experts, avant de procéder à l'évaluation, choisiront un tiers arbitre et, en cas de désaccord sur ce choix, l'autorité douanière nommera le troisième.

§ 2. — S'il résulte de l'expertise que la valeur des marchandises excède de 10 % la valeur déclarée par l'importateur, ce dernier encourra

une amende de 50 % des droits correspondant au montant de la valeur déclarée en moins.

§ 3. — En cas de désaccord entre les deux experts, si le troisième se prononce en faveur de l'importateur, l'autorité fiscale pourra, si elle le juge utile aux intérêts du trésor, user du droit de préemtion et payer à l'importateur la valeur qu'il a déclarée augmentée de 10 %.

§ 4. — Le procès-verbal de préemption sera envoyé à la commission visée à l'article 17 du règlement du 7 novembre 1889 Cette commission désignera la douane qui devra procéder à la vente.

§ 5. — Cependant, si les articles étaient susceptibles de détérioration, l'autorité douanière sera autorisée à procéder à leur vente immédiate.

Art. 18. — Les droits ad valorem applicables à l'exportation doivent être perçus en prenant pour base les prix courants publiés dans le dernier bulletin officiel de la province, parvenu à la douane d'expédition. Ces prix sont fixés tous les trois mois par la commission visée à l'article 29 du décret du 20 décembre 1888.

VIII. — Exemptions de droits.

Art. 19. — En plus des marchandis esdénommées dans le tarif B, sont exempts de droits d'importation:

a. Le matériel de guerre destiné aux forces de terre et de mer;

b. Les épaves des navires naufragés, telles que: agrès, voiles, poulies, bois, ancres et chaînes;

c. Les bagages et objets à l'usage et servant à la profession des passagers, des officiers et des équipages des navires.

§ 1er. — Les articles dont il s'agit à l'alinéa ci-dessus devront être présentés à la douane accompagnés d'un état signé du capitaine du navire, contenant le numéro des colis et le nom des personnes auxquelles ils appartiennent.

§ 2. — Les bagages des passagers en transit pour d'autres ports, déposés en douane, peuvent être dispensés de la visite, s'ils sont ficelés, plombés et accompagnés par un préposé jusqu'au navire où ils doivent être rembarqués.

Art. 20. — Sont exempts de droits à l'exportation:

1° Les marchandises nationalisées et ayant acquitté les droits de consommation;

2° Les marchandises sauvées d'un naufrage et celles des navires condamnés pour innavigabilité.

3° Les épaves des navires naufragés;

4° Les marchandises embarquées pour la nourriture des équipages.

Art. 21. — Pour l'expédition des marchandises exemptes de droits, il sera procédé aves les mêmes formalités que celles adoptées pour les marchandises assujetties à la taxe.

IX. — Prohibitions.

Art. 22. — Sont prohibées dans la province du Cap-Vert les importations et exportations interdites dans la métropole en vertu de l'article 2,

numéros 3 et 6 et § unique et des articles 3 et 4 du décret-loi du 29 juillet 1886.

X. — Magasinage.

Art. 23. — Les marchandises assujetties aux droits bénéficient dans les douanes et pendant six mois du magasinage gratuit quand elles sont expédiées pour la consommation. Quand ces mêmes marchandises sont expédiées pour la réexportation ou le transit, elles acquitteront le droit le magasinage s'il s'est écoulé deux mois depuis leur entrée. Sont exceptés les vivres, les réserves, les produits de la pêche des navires baleiniers qui bénéficieront également du magasinage gratuit pendant six mois.

§ 1er. — Après les délais fixés dans l'article ci-dessus, le droit de magasinage sera de 2 reis par kilogramme (poids brut) et par mois.

§ 2. — Une délai inférieur à 15 jours sera compté comme demi-mois; au-dessus de 15 jours, comme mois entier, sauf les dispositions du paragraphe ci-après:

§ 3. — Les marchandises exemptes de droits à l'entrée, quelle que soit leur provenance, ne sauraient bénéficier du magasinage gratuit dans les douanes. Elles doivent être expédiées immédiatement après le débarquement ou dans les 48 heures qui le suivent; dans le cas contraire elles sont assujetties au droit de magasinage correspondant aux jours de retard.

§ 4. — Les marchandises qui, par leur nature, sont inflammables ne peuvent être déposées que dans des magasins spéciaux.

§ 5. — Les marchandises d'un grand poids ou d'un gros volume, déposées sous les hangars, dans les cours de la douane ou sur les quais sous la surveillance de l'administration, acquitteront la moitiée du droit de magasinage établi.

§ 6. — Si, en cas de nécessité imprévue, des marchandises sont déposées dans des magasins loués par la douane, elles acquitteront un droit de magasinage basé sur le prix de la location.

§ 7. — Dans le cas où les douanes n'auraient pas de magasins suffisants, leur appartenant en propre ou loués, le dépôt pourra être autorisé dans des magasins particuliers, moyennant une caution garantissant les droits, mais toujours sous la surveillance de la douane.

§ 8. — Le plus long délai pour un dépôt sera d'une année comptée à partir du jour de l'entrée du navire.

§ 9. — A l'expiration de ce délai, les marchandises seront vendues aux enchères et après avoir été affichées pendant trente jours. Cependant, jusqu'au jour de la vente, les propriétaires pourront retirer leur marchandise, moyennant le payement préalable des droits de douane et de magasinage.

§ 10. — Avec le produit de la vente on payera les frais d'enchères, les droits et le magasinage; le reliquat porté en recette sera versé, à titre de dépôt, dans la caisse centrale de la province pour le compte des intéressés, auxquels il sera remis, s'ils le réclament, dans le délai de cinq années; à l'expiration de ce délai le dépôt sera acquis au trésor.

§ 11. — Les marchandises retenues en garantie d'une amende contestée peuvent être vendues si elles sont susceptibles de se détériorer.

Les produits inflammables qui ne peuvent être emmagasinés dans la douane seront vendus sur le champ. Dans ces deux cas le produit de la vente sera conservé en dépôt jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la légalité de la saisie.

Art. 24. — Moyennant l'observation des clauses visées par les articles 408 et suivants du Code de commerce le Gouvernement pourra concéder l'établissements de magasins généraux à des administrations, à des sociétés ou compagnies légalement constituées, dont les statuts auraient été approuvés par le Gouvernement. Ces établissements seront cependant soumis à la surveillance de l'État, et des règlements particuliers détermineront le mode suivant lequel devront s'y effectuer les opérations de douane.

XI. — Tares et emballages.

Art. 25. — Toutes les marchandises payeront les droits qui leurs sont applicables d'après leur poids net, déduction faite des taxes fixées dans le tableau I pour leurs contenants.

§ 1er. — Les expéditeurs sont autorisés à faire peser les marchandises en dehors de leurs emballages. Les tissus et ouvrages en laine, soie, lin et coton seront toujours taxés au poids net.

§ 2. — Les contenants, tels que fûts, barils, barriques, caisses, fardes, sacs, boîtes de fer-blanc et emballages similaires, généralement employés pour le conditionnement indispensable des marchandises importées, sont exempts de droits.

§ 3. — Cependant, si, dans le conditionnement intérieur des marchandises, on trouvait des articles, qui ne sont ni généralement employés à cet usage, ni indispensables, et sont susceptibles d'être vendus à part et dans leur état (tels que: boîtes ou étuis en carton, en laque, en composition, carafes en verre fin, en cristal, doubles envelloppes de tissus de coton, etc.), ces articles acquitteront les droits qui leur sont applicables comme s'ils étaient importés séparément.

XII. — Avaries.

Art. 26. — Il est accordé aux marchandises avariées une réduction dans le payement des droits proportionelle à la différence entre la valeur desdites marchandises au moment de l'expédition et leur valeur à l'état sain.

§ 1er. — Pour les effets du présent article, est considéré comme avarie le dommage survenu aux marchandises depuis le moment où commencent à courir les risques de mer pour le navire qui les importe jusqu'au moment du débarquement.

§ 2. — Est également considéré comme avarie, pour les mêmes effets, le dommage occasionné par suite d'un accident survenu dans le port de débarquement, par la chute à la mer de colis pendant le déchargement et par suite d'inondation des magasins de la douane.

§ 3. — Aucune réduction dans les droits par différence de qualité ou de valeur ne sera accordée aux marchandises avariées pour des causes autres que celles qui font l'objet des paragraphes ci-dessus.

§ 4. — Même pour les accidents qui font l'objet des paragraphes 1

et 2, la réduction n'est accordée que si l'avarie excède 3 % de la valeur de la marchandise à l'état sain, et à condition que l'on ait observé les règles suivantes :

§ 5. — Si l'accident est survenu en cours de voyage, le capitaine devra, dès l'arrivée du navire, établir, par une pièce officielle, que l'avarie s'est produite par voie d'eau, abordage, échouement, incendie ou évènements analogues.

§ 6. — Si l'avarie est survenue dans le port de débarquement ou sur les allèges, le fait devra être établi par un procès-verbal dressé immédiatement ou dans les premières vingt-quatre heures par la section chargée du service maritime.

§ 7. — Les circonstances relatives aux avaries qui font l'objet des paragraphes précédents étant prouvées, il faudra qu'une expertise décide si l'accident doit être réellement attribué à l'une des causes indiquées dans ces mêmes paragraphes.

§ 8. — Aucune réduction de droit n'est accordée, sous prétexte d'avarie, aux céréales, sucre, léguminenses, viandes, fromages, morue, fruits et autres produits alimentaires, ainsi qu'aux médicaments ou aux drogues employées en médecine.

§ 9. — N'est également accordée aucune réduction pour le même prétexte, au bois brut, aux poutres, planches, solives ou traverses, métaux bruts et à tous autres articles qui ne sont pas susceptibles de perdre de leur valeur au contact de l'eau de mer.

Art. 27. — Les propriétaires des marchandises qui font l'objet des paragraphes 8 et 9 de l'article précédent peuvent, quelle que soit la nature de l'avarie, séparer la partie saine, l'expédier pour la consommation et réexporter ou abandonner le reste.

§ 1er. — Quand les céréales et les léguminenses seront légèrement atteintes par l'eau de mer, on pourra accorder une réduction sur le poids, proportionnelle à leur degré d'humidité. A cet effet on comparera une mesure déterminée de ces marchandises à l'état sec avec une mesure égale des mêmes marchandises avariées, mais il ne faudrait pas qu'à la suite de cette opération le poids total ainsi obtenu de la marchandise fut inférieur à celui qui a été déclaré dans le manifeste.

§ 2. — En cas de réexportation de produits alimentaires avariés, s'il s'agit d'un port de destination étranger, la douane devra porter le fait à la connaissance du consul de Portugal; s'il s'agit d'un port national, la douane de ce port devra en être informée.

§ 3. — Si on demande l'expédition de produits alimentaires ou de médicaments avariés, ou si on desire en faire abandon, l'autorité sanitaire sera appelée à donner son avis. Si elle déclare qu'il y a danger pour la santé publique à laisser mettre en consommation lesdits produits, ils devront être immédiatement détruits, procès-verbal sera dressé et il sera procédé aux formalités requises pour les cas analogues.

§ 4. — Les produits alimentaires abandonnés pour cause d'avarie (sans qu'il y ait opposition de la part de l'autorité sanitaire), ainsi que toute marchandise abandonnée pour avarie de mer, seront vendus par la

douane pour le compte des intéressés. Le montant liquide de cette vente, défluction faite des droits et autres frais de vente, sera déposé pendant trois années à la caisse centrale de la province et, après ce délai, s'il n'a pas été réclamé, la somme sera acquise au trésor.

Art. 28. — En cas d'avarie de mer, si l'importateur se refuse à expédier ses marchandises avec la réduction consentie conformément à l'article suivant, ses marchandises pourront être abandonnées; la vente s'effectuera alors par les soins de la douane, mais la déduction des droits sera proportionelle à la différence entre la valeur de la facture et le montant de la vente.

Art. 29. — La cause et l'importance de l'avarie seront soumises à l'examen de deux experts qui se prononceront sur la question de fait, conformément à l'article 26, paragraphe 7. Un des experts sera un employé de la douane désigné par le directeur et l'autre sera choisi par le négociant.

§ 1er. — Avant de procéder à l'expertise, les deux arbitres en désigneront un troisième pour les départager s'il y a lieu, et, en cas de désaccord sur ce choix, la nomination du trosième arbitre sera faite par l'autorité douanière.

§ 2. — La décision de ces experts sera prononcée sans appel.

XIII. — Dispositions pénales.

Art. 30. — Le contrebande sera punie de la confiscation de la marchandise qui fait l'objet du délit et d'une amende qui pourra s'élever jusqu'à 500 000 reis, sans préjudice d'une indemnité pour les pertes et dommages occasionnés, ainsi qu'il est stipulé dans la loi. La fraude sera punie d'une amende égale au quintuble des droits à acquitter sur les marchandises objets du délit. Les contraventions aux règlements fiscaux seront punies d'une amende de 1.000 à 200.000 reis.

Art. 31. — Aux termes du décret-loi du 29 juillet 1886, les délits dénommés à l'article ci-dessus sont ainsi définis:

a. On entend par contrebande l'importation ou l'exportation frauduleuse de marchandises dont l'entrée ou la sortie serait absolument prohibée.

b. La fraude est une manœuvre quelconque ayant pour but d'échapper à tout ou partie du payement des droits et impôts fixés à la sortie et à la consommation des marchandises.

c. Sont considérés comme simples contraventions aux règlement fiscaux tous actes non compris dans les alinéas précédents, mais contraires aux lois et règlements fiscaux.

Art 32. — Dans tous les cas visés aux articles précédents, les marchandises, ainsi que leurs moyens de transport, seront retenues en garantie du payement de l'amende, dans le cas où elle ne serait pas acquittée sur le champ ou que son montant ne serait ni déposé ni garanti.

Art. 33. — Les propriétaires des marchandises et de leurs moyens de transport sont responsables des actes de leurs agents, commis, conducteurs ou fondés de pouvoir, en tout ce qui concerne les droits de douane et les amendes encourues.

Art. 34. — Dans l'instruction, on observera sommairement la procédure judiciaire. La sentence sera rendue par le directeur de la douane,

sur le vu des pièces de l'accusation et de la défense et après avoir examiné préalablement les moyens écrits de la défense et avoir pris l'avis des deux employés de la douane les plus élevés en grade.

§ 1er. — La décision du directeur pourra être portée en appel devant la commission dont l'article 17 du règlement du 7 novembre 1889 fait l'objet, et le dossier devra être communiqué à l'accusé.

§ 2. — Aux termes dudit article, si, avant la fin du procès et avant que le jugement ne soit rendu, on constate dans le même procès l'existence d'un délit ou d'un crime de droit commun que les tribunaux ordinaires seuls doivent connaître, le directeur de la douane portera le fait à leur connaissance.

Art. 35. — Le tiers du produit des amendes et de la vente des marchandises saisies reviendra au trésor; les deux autres tiers seront répartis entre ceux qui auront saisi les marchandises, dénoncé ou découvert le délit.

Art. 36. — Toutes les matières explosibles et tous les produits susceptibles de s'enflammer facilement (tels que: poudre, dynamite, nitro-glycérine, capsules fulminantes, allumettes, pétrole, etc.), trouvés dans des colis entrés dans la douane, seront saisis lorsque l'extérieur desdits colis ne portera pas l'indication de leur contenu ou qu'au moment de l'entrée la déclaration n'en aura pas été faite. Les propriétaires de ces colis et leurs agents seront en outre responsables de tout dommage pouvant résulter de cette omission.

XIV. — Dispositions diverses.

Art. 37. — Les navires baleiniers, mouillant ou relâchant sous voiles dans le port de la province sous le régime de la franchise, à l'effet d'y prendre de l'eau ou des vivres, sont autorisés à débarquer, moyennant le payement des droits, les marchandises qu'ils désirent échanger contre des vivres frais. Les marchandises non vendues pourront être rembarquées avec exemption de droits.

§ unique. — Lesdits navires sont dispensés de présenter le manifeste consulaire et sont exempts du payement des frais de douane ou de port. Il ne sont assujettis qu'aux droits de surveillance pour le temps qu'ils passeront au mouillage.

Arr. 38 et 39. — (Relatifs aux traitement et émoluments des employés de la douane).

Art. 40. — Les doutes et contestations qui s'élèveraient relativement à l'interprétation et à l'exécution des dispositions législatives ou réglementaires concernant les services de la douane et du fisc, y compris la liquidation, l'application ou la perception des droits et émoluments, seront tranchés en première instance par la commission visée à l'article 17 du règlement du 7 novembre 1889, et en appel par le conseil de la province, conformément à l'article 45 du même règlement.

Art. 41. — Les impôts, émoluments et autres taxes de navigation, perçus comme droits de tonnage, d'ancrage, de visite du capitaine du port et de frais sanitaires, sont fixés au tableau IV.

Art. 42. — Il est défendu de percevoir, sous aucun prétexte, des droits quelconques, impôts ou émoluments qui ne figureraient pas sur les tarifs et tableaux dénommés, que ces taxes s'appliquent aux marchandises ou à la navigation. Encourront les peines établies pour les concussionnaires les contrevenants à cet article, et les tribunaux ordinaires seront compétents pour connaître des réclamations et instruire les procès d'office, sans l'intervention des autorités supérieures.

Art 43. — Le trésor n'est pas responsable des dommages subis par les marchandises déposées dans la douane ou dans les magasins qu'elle a loués, si ces dommages sont le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure et ne peuvent pas être attribués à la négligence ou à la faute des employés.

Palais, le 16 avril 1892.

(S.) *Fransisco Joaquim Ferreira do Amaral.*

37.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Decret concernant le régime applicable aux armes à feu, aux poudres et munitions; du 10 mars 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Buxelles 1892.

Léopold II, Roi des Belges,
Souverain de l'État Indépendant du Congo,
A tous, présents et à venir, Salut:

Considérant qu'il y a lieu de coordonner Nos décrets réglant l'importation et le trafic des armes à feu et de leurs munitions, et de mettre cette législation en harmonie avec les dispositions de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles;

Revu Nos décrets du 11 obtobre 1888 et du 28 janvier 1889:

Sur la proposition de Notre Conseil des Secrétaires d'État,

Nous avons décrété et décrétons:

Article premier. — L'importation, le trafic, le transport et la détention d'armes à feu quelconques, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches, sont interdits, sauf dans les cas et sous les conditions ci-après déterminés.

Art. 2 *)· — L'importation, le transport et la détention des armes à

---

*) Par Décret-Souverain en date du 9 avril 1892, les armes, munitions et poudre dont l'importation est autorisée, sont soumis à un droit d'entrée de 10% à la valeur.

feu et de leurs munitions, autres que les fusils à silex non rayés et la poudre commune, dite de traite, pourront exceptionnellement être autorisés par le Gouverneur Général. Cette autorisation sera constatée par un permis de port d'armes délivré soit par le Gouverneur Général, soit par un fonctionnaire délégué à ces fins. Indépendamment des mesures que nécessiteront l'armement de la Force publique et l'organisation de la défense des populations, ce permis ne sera délivré qu'à titre individuel et seulement:

1° Aux personnes offrant une garantie suffisante que les armes et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers;

2° Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement, constatant que les armes et leurs munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Art. 3. — Les permis de port d'armes sont valables pour cinq ans et peuvent être renouvelés. Ils seront révocables en cas d'abus constaté. Ils sont soumis à une taxe fixe de 20 francs.

Art. 4. — Le transport, le trafic et la détention des fusils à silex non rayés et des poudres communes dites de traite, sont présentement autorisés dans les districts de Banana, de Boma, de Matadi, des Cataractes, du Stanley-Pool et du Kwango oriental.

Art. 5. — Les armes à feu et les munitions quelconques devront, lors de leur importation, être déposées dans un entrepôt public ou particulier, placé sous le contrôle de l'administration. Les poudres et munitions seront déposées dans des entrepôts publics y spécialement affecté par l'État.

Les entrepôts particuliers ne pourront servir qu'au dépôt de fusils à silex non rayés et des poudres communes, dites de traite. Ils ne pourront être établis que dans les ports directement accessibles aux navires de mer, et seulement en vertu d'une autorisation du Gouverneur Général.

Art. 6. — Les armes dont l'importation peut être autorisée en vertu de l'article 2 seront enregistrées au moment de leur entrée dans l'entrepôt et marquées par les soins de l'administration. Elles ne pourront en être retirées que sur présentation du permis de port d'armes.

Le porteur d'un permis de port d'armes peut être requis, en tout temps, par le commissaire de district compétent de justifier de la possession de l'arme ou des armes renseignées sur ce permis; à défaut de cette justification, il encourra les pénalités prévues par l'article 9 du présent décret.

Les munitions afférentes à ces armes ne pourront être retirées de l'entrepôt spécial des poudres qui si les quantités ne sont pas jugées excessives par l'administration et s'il est démontré, à la satisfaction de celle-ci, qu'elles sont destinées à une personne munie d'un permis de port d'armes.

Art. 7. — Le Gouverneur Général prendra un règlement déterminant les conditions auxquelles seront soumis la sortie d'entrepôt, le trafic et la détention des fusils à silex et des poudres communes, dites de traite.

Art. 8. — Le transit des armes à feu et de leurs munitions ne sera autorisé que dans les cas prévus par l'article X de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Art. 9. — Quiconque commettra ou laissera commettre par ses su-

bordonnés des infractions au présent décret, ainsi qu'aux arrêtés et règlements d'exécution, sera punis de 100 a 1,000 francs d'amende et d'une servitude pénale n'excédant pas une année, ou de l'une de ces peines seulement. La peine de servitude pénale sera toujours prononcée, et elle pourra être portée à cinq ans lorsque le délinquant se sera livré au trafic des armes à feu ou de leurs munitions dans les régions où sévit la traite.

Dans les cas prévus ci-dessus, les armes, la poudre, les balles et cartouches seront confisquées.

Art. 10. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 11. — Notre Secrétaire d'État de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur en même temps que l'Acte général de la Conférence de Bruxelles et que la déclaration additionnelle du 2 juillet 1890.

38.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Decret concernant les droits d'entrée et de sortie; du 9,10 30 avril 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1892.

I. — Droits d'entrée.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo

A tous présents et à venir, Salut:

Considérant que l'Acte Général du 2 juillet 1890 et la Déclaration du même jour ont été ratifiés;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de mettre à exécution le Protocole signé entre les représentants de l'État Indépendant du Congo, de la France et du Portugal fixant les droits d'entrée à percevoir dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo;

Sur la proposition de Notre Conseil des Secrétaires d'État;

Nous avons décrété et décrétons:

Article premier. — A partir de ce jour, il sera perçu sur les marchandises de toute provenance importées dans l'État Indépendant du Congo, les droits d'entrée suivants:

1° Armes, munitions, poudre; sel: 10% de la valeur;

2° Spiritueux: 15 francs par hectolitre à 50° centésimaux;

3° Autres marchandises généralement quelconque: 6% de la valeur.

Art. 2. — Sont exempts des droits d'entrée:

1° Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils d'un usage industriel ou agricole, pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits;

2° Les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer, pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation;

3° Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte; les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire de l'État;

4° Les animaux vivants de toute espèce;

5° Les graines destinées à l'agriculture.

Art. 3. — Un règlement que Notre Secrétaire d'État chargé du Département des Finances arrêtera, déterminera les formalités à remplir, les règles à suivre pour la perception de ces droits, le régime d'entrepôt, ainsi que les pénaiités qui seront encourues en cas de fraude et de contravention.

Art. 4. — Notre Secrétaire d'État du Département des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 9 avril 1892.

(S.) *Léopold.*

Par le Roi-Souverain:
Le Secrétaire d'État du Départemennt des Finances.
(S.) *Cam. Janssen.*

II. — Droits d'entrée. — Bureaux de perception.

Le Secrétaire d'État du Département des Finances.

Vu le décret du 9 avril 1892, autorisant la perception des droits d'entrée dans l'État Indépendant du Congo;

Vu l'article 3 du règlement de perception en date de ce jour;

Arrête:

Article unique. — Des bureaux pour la perception des droits d'entrée sont établis dans les localités suivantes: Banana, Boma, Matadi, N'Zobé, Stanley-Pool, Équateur.

Fait à Bruxelles, le 10 avril 1892.

Le Secrétaire d'État du Département des Finances.
(S.) *Cam. Janssen.*

III. — Droits de sortie.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,
A tous présents et à venir, Salut:

Revu Notre décret du 15 décembre 1885 arrêtant le tarif des droits de sortie à percevoir sur certains produits exportés du territoire de l'État Indépendant, ainsi que Notre décret du 28 février 1888 modifiant les droits de sortie sur la gomme copale;

Revu l'article 2 du décret du 9 avril 1892;

Considérant qu'il y a lieu de reviser le tarif des droits de sortie actuellement en vigueur pour le mettre en harmonie avec les prescriptions de l'article II du Protocole signé à Lisbonne le 8 avril 1892 entre les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo, de la France et du Portugal;

Sur la proposition de Notre Conseil des Secrétaires d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — A partir du jour qui sera fixé par Notre Gouverneur Général au Congo, le tarif des droits de sortie ci-annexé sera applicable aux produits exportés de l'État Indépendant du Congo.

Art. 2. — Notre Secrétaire d'État du Département des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné a Laeken, le 30 avril 1892.

(S.) *Léopold.*

Par le Roi-Souverain :
Le Secrétaire d'État du Département des Finances,
(S.) *Cam. Janssen.*

Tarif des droits de sortie.

Marchandises.	Taux du droit par 100 kil. Fr.	c.	
Arachides	1	35	Pour les quantités inférieures à 100 k., le droit sera perçu proportionnellement au taux ci-contre.
Café	9	35	
Copal rouge	8	25	
Copal blanc	1	50	
Huile de palme	2	75	
Noix palmistes	1	40	
Sésame	1	25	
Caoutchouc	40	»	
Ivoire: Morceaux d'ivoire, pilons, etc.	100	»	
Dents d'un poids inférieur à 6 kilogrammes	160	»	
Dents d'un poids supérieur à 6 kilogrammes	210	»	

Vu et approuvé pour être annexé à Notre décret en date de ce jour.

Donné à Laeken, le 30 avril 1892.

(S.) *Léopold.*

Par le Roi Souverain:
Le Secrétaire d'État du Département des Finances,
(S.) *Cam. Janssen.*

39.

CONGO FRANÇAIS, CONGO PORTUGAIS, CONGO INDÉPENDANT

Accord relatif au régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo; signé à Lisbonne le 8 avril 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, et le Gouvernement de l'État indépendant du Congo, ayant ouvert entre eux la négociation prévue par la déclaration du 2 juillet 1890, à l'effet d'établir un tarif de droits d'entrée et d'exportation dans le bassin occidental du Congo, se sont entendus sur les points suivants:

Ils pourront ensuite être imposés à 3%.

1° Tous les produits importés dans le basin occidental du Congo seront taxés à 6% de la valeur, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel, qui acquitteront le taux de 10% Les alcools sont réservés.

Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture et les outils d'un usage industriel et agricole seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits, et pourront ensuite être imposés à 3%.

Les locomotives, voitures et matériel de chemins de fer seront exempts pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation.

Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte, les efiets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire du bassin occidental du Congo, sont exempts.

2° Les produits exportés du bassin accidental du Congo acquitteront les droits de sortie suivants:

Ivoire et caoutchouc: 20% de la valeur.

Arachides, café, copal rouge, copal blanc (de qualité inférieure), huile de palme, noix palmistes, sésame: 5% de la valeur.

Les droits de sortie sur l'ivoire et le caoutchouc seront perçus sur les bases suivantes:

Morceaux d'ivoire, pilons, etc.: 10 francs le kilogramme.

Dents d'un poids inférieur à 6 kilogrammes: 16 francs le kilogramme.

Dents d'un poids supérieur à 6 kilogrammes: 21 francs le kilogramme.

Caoutchouc: 4 francs le kilogramme.

Ces bases seront revisables d'année en année, d'après la valeur marchande à la côte d'Afrique, dans les conditions de nature à donner toute garantie au commerce.

3° Les tarifs ci-dessus indiqués des droits d'entrée et de sortie sont établis pour dix ans.

En foi de quoi, les soussignés, M. Paul-Louis-Georges Bihourd, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française, M. Antonio de Sousa Silva Costa Lobo, Ministre et Secrétaire d'État des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, et M. Léon Verhaeghe de Naeyer, plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi souverain de l'État indépendant du Congo, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Lisbonne en triple exemplaire, ce 8 avril 1892.

(L. S.) Signé: *G. Bihourd. Costa Lobo. L. Verhaeghe de Naeyer.*

Droits d'entrée dans le bassin occidental du Congo.

Désignation des marchandises.		Droits. Fr. C.
Armes, munitions, poudre, sel	ad val.	10 %
Navires, bateaux, machines à vapeur, appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, outils d'un usage industriel et agricole. — Pendant une période de 4 ans . .		exempts.
Locomotives, voitures et matériel de chemins de fer. — Pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation		id.
Instruments scientifiques et de précision, objets servant au culte, effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs		id.
Produits non dénommés	ad val.	6 %

Droits de sortie du bassin occidental du Congo.

Ivoire, caoutchouc	ad val.	10 %
Arachides, café, copal rouge, copal blanc (de qualité inférieure), huile de palme, noix palmistes, sésame	ad val.	5 %
Ivoire:		
— Morceaux d'ivoire, pilons, etc	kilogr.	10 »
— Dents:		
— d'un poids inférieur à 6 kilogrammes	id.	16 »
— d'un poids supérieur à 6 kilogrammes	id.	21 »
Caoutchouc	id.	4 »

40.

CONGO FRANÇAIS.

Décret relatif à l'introduction des armes à feu et des munitions dans le Congo Français; du 30 décembre 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 sur la constitution des colonies;

Vu l'article 3 du décret du 6 mars 1877 sur l'application du code pénal métropolitain dans la colonie du Sénégal et dépendances, et l'article 14 du décret du 1er juin 1878 sur la réorganisation de la justice dans les établissements français de la Côte-d'Or et du Gabon;

Vu les l'articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890;

Vu l'arrêté du commissaire général du Gouvernement au Congo français, du 19 mai 1892, sur l'introduction des armes à feu et des munitions;

Vu la lettre du Gouverneur du Sénégal et dépendances, en date du 27 septembre 1892, sur application de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Décrète:

Art. 1er — L'importation, la vente, le transport et la détention d'armes à feu quelconques, de la poudre, des balles et des cartouches sont interdits dans les colonies du Sénégal et dépendances et du Congo français, sauf dans les cas et sous les conditions ci-après déterminés.

Art. 2. — Les armes à feu et les munitions à l'usage des troupes, de la police ou de toute autre force publique ne sont pas soumises aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — La vente, le transport et la détention des fusils à silex non rayés et des poudres communes, dites de traite, peuvent être autorisés au Sénégal par le Gouverneur, au Congo français par le commissaire général du Gouvernement.

Art. 4. — A titre purement individuel, l'importation, le transport et la détention des armes à feu perfectionnées et de leurs munitions, c'est-à-dire autres que les fusils à silex non rayés et les poudres communes dites de traite, pourront être exceptionnellement autorisés par le Gouverneur ou le commissaire général du Gouvernement ou par un fonctionnaire désigné par lui.

Cette autorisation sera seulement accordée:

1° Aux personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers;

2° Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement

constatant que l'arme et les munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Art. 5. — Les armes à feu et les munitions quelconques déjà importées dans la colonie, et celles qui y seront exceptionnellement importées, devront être déposées dans des entrepôts publics ou particuliers, dont l'établissement et le fonctionnement sont déterminés par arrêté du Gouverneur ou du Commissaire général du Gouvernement.

Elles ne pourront en être retirées que dans les conditions déterminées par l'article 9 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 et par les articles 2, 3 et 4 du présent décret.

Art. 6. — Le transit des armes à feu et de leurs munitions ne sera autorisé, dans les territoires du Sénégal et dépendances et du Congo français, que dans les conditions prévues par l'article 10 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Art. 7. — Toute personne convaincue d'avoir, contrairement aux dispositions du présent décret, introduit, cédé ou vendu dans les colonies du Sénégal et dépendances et du Congo français des armes prohibées ou leurs munitions, sera punie d'une amende de 1,000 à 2,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute personne coupable de ne s'être pas conformée soit au présent décret, soit à toute autre disposition, pour déposer dans un entrepôt ou pour en retirer des armes et des munitions, sera punie d'une amende de 500 à 1,090 francs.

Art. 8. — Dans les cas prévus par l'article précédent, il pourra être fait application des dispositions de l'article 453 du code pénal; s'il y a récidive, la peine pourra être portée au double.

Toute condamnation entraînera la confiscation des armes et des munitions irrégulièrement détenues, importées, cédées ou vendues.

Art. 9. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 10. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 décembre 1892.

Par le Président de la République: *Carnot.*

Le ministre de la marine et des colonies,

A. Burdeau.

41.

COTE D'OR (COLONIE ANGLAISE).

Ordonnance relative à l'éxécution de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles de 1890, et aux règles à observer concernant l'importation, l'entreposage et l'emploi des armes à feu, munitions et poudres dans la Colonie de la Côte d'or; du 21 mai 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1894.

Considérant que la colonie de la Côte d'Or se trouve dans la zone spécifiée à l'article VIII de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890,

Le gouverneur de la colonie de la Côte d'Or, de l'avis et avec l'approbation du Conseil législatif, décrète ce qui suit:

1. Toutes armes à feu, munitions et poudres importées dans la colonie de la Côte d'Or seront déposées aux frais, risques et périls du ou des importateurs dans le ou les entrepôts publics qui seront désignés par le gouverneur dans une proclamation rendue à cet effet.

2. Il ne sera pas permis d'importer dans la colonie, par voie de terre, des armes à feu, des munitions ou de la poudre venant des territoires avoisinants, mais le gouverneur pourra, sur requête spéciale, accorder des licenses pour l'importation par terre de certaines catégories déterminées d'armes à feu, de munitions ou de poudre:

1° Aux personnes offrant des garanties suffisantes que les armes à feu, les munitions ou la poudre dont il s'agit ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers:

2° Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que les armes à feu, les munitions ou la poudre sont destinées exclusivement à leur défense personnelle.

Si les armes à feu, les munitions ou la poudre dont il s'agit ne sont pas exportées de la colonie dans le délai d'une semaine après leur arrivée sur la côte, elles seront déposées dans un entrepôt public, conformément aux prescriptions du paragraphe précédent, et soumises à toutes les dispositions de la présente ordonnance.

3. Toute personne qui contreviendra aux stipulations de l'un des deux paragraphes précédents sera passible d'une amende n'excédant pas cent livres ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de douze mois au maximum, en vertu d'un jugement sommaire rendu par un commissaire de district, lequel pourra prononcer la confiscation des armes à feu, des munitions ou de la poudre au profit de l'État.

4. Nulles armes à feu, munitions ou poudres ne pourront être retirées d'un entrepôt public sans l'autorisation écrite du gouverneur. Toute personne qui délivrera ou retirera des armes à feu ou des munitions d'un entrepôt

public, sans l'autorisation requise, sera passible, après que le fait aura été établi devant un commissaire de district, d'une amende n'excédant pas cent livres ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de douze mois au maximum.

5. Le gouverneur ne pourra autoriser, en vue de la vente, le retrait d'un entrepôt public des armes à feu ou des munitions autres que les fusils à silex non rayés et la poudre commune dite de traite; il devra, dans le cas où il autorisera la sortie de ces derniers objets, déterminer le nombre des fusils et la quantité de poudre qui seront retirés, de même que le magasin ou dépôt, situé dans la colonie, où lesdits fusils à silex et ladite poudre commune pourront être conservés, et le district ou les régions où ils pourront être vendues.

L'autorisation dont il s'agit ne pourra pas s'étendre aux districts ou régions où sévit actuellement la traite des esclaves.

Toute personne, autorisée à faire sortir des fusils à silex ou de la poudre commune d'un entrepôt public, devra, à la fin de chaque période de six mois, à partir du jour de l'autorisation, soumettre au gouverneur des listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues les armes à feu et la poudre déjà vendues, ainsi que les quantités restant encore en magasin.

Quiconque fera sortir d'un entrepôt public, pour les mettre en vente, des armes à feu ou des munitions autres que fusils à silex ou poudre commune, ou retirera, sans l'autorisation nécessaire, des armes à feu ou des munitions que le présent paragraphe permet de retirer pour être mises en vente, ou vendra des armes à feu et des munitions dont la sortie pour la mise en vente est autorisée dans un district ou dans une région autre que celle spécifiée dans cette autorisation, ou détiendra dans un bâtiment ou lieu quelconque une quantité de poudre d'un poids supérieur à 100 livres au même moment, ou conservera dans un bâtiment quelconque une quantité de poudre d'un poids supérieur à 10 livres, à moins qu'elle ne soit enfermée dans un magasin blindé (Copper magazine) ou dans quelque autre endroit offrant la même sécurité, ou contreviendra à l'une des dispositions du présent paragraphe, sera passible, après que le fait aura été sommairement établi devant un commissaire de district, d'une amende n'exédant pas cent livres ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de douze mois au maximum.

6. Le gouverneur pourra, nonobstant les stipulations de la présente ordonnance, prendre telles mesures qu'il jugera convenables pour l'importation, l'entreposage et la sortie des armes à feu et munitions destinées à l'usage des troupes, de la police ou d'autres agents de la force publique, ou à tout autre usage ayant en vue la protection de la colonie et de ses habitants.

7. Le gouverneur ne pourra autoriser la sortie d'un entrepôt public d'armes de précision telles que fusils rayés, à magasin ou se chargeant par la culasse, entières ou en pièces détachées, ni des munitions servant à les approvisionner, à l'exception de celles destinées:

1° Aux personnes offrant une garantie suffisante que les armes à

feu et les munitions qui leur sont délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers;

2⁰ Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que les armes à feu et les munitions sont destinées exclusivement à leur défense personnelle.

Toutes armes à feu, retirées dans les cas exceptionnels ci-dessus mentionnés, seront enregistrées et estampillées par le fonctionnaire chargé du contrôle de l'entrepôt public, lequel délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de port d'armes signés par le gouverneur et indiquant le nom du porteur et l'estampille dont l'arme est marquée.

Ces permis ne seront valables que pour cinq ans mais pourront être renouvelés. Toute personne qui ne se conformera pas à la teneur de son permis pourra, après que le fait aura été établi devant un commissaire de district, être déclarée déchue de son permis et passible d'une amende n'excédant pas cinquante livres ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de six mois aux maximum.

8. Afin de prévenir la faudre, toute personne se trouvant, au moment de la mise en vigueur de la présente ordonnance, en possession d'armes à feu autres que fusils à silex, devra, dans délai à fixer par proclamation du gouverneur, le présenter pour être estampillées au fonctionnaire chargé du contrôle de l'entrepôt public ou à telle autre personne qui serait désignée à cet effet par le gouverneur. Toute arme à feu n'ayant pas été estampillée de la sorte sera, pour ce qui concerne l'application de la présente ordonnance, censée avoir été importée dans la colonie postérieusement à sa mise en vigueur.

9. Non obstant les dispositions de la présente ordonnance, le gouverneur devra, par un permis signé de sa main, autoriser le débarquement et le transit dex armes à feu et des munitions destinées à des territoires de l'intérieur placés sous la souverainité ou le protectorat d'une autre Puissance signataire du dit Acte général de la conférence de Bruxelles ou y ayant adhéré, pourvu que cette Puissance n'ait pas un accès direct à la mer par son propre territoire, ou à moins que cet accès ne soit pour le moment complètement interrompu.

Avant d'accorder pareille autorisation, le gouverneur exigera la production d'une déclaration émanée de la Puissance ayant des possessions à l'intérieur et certifiant que les armes à feu et les munitions pour lesquelles le transit est demandé ne sont pas destinées à la vente, mais à l'usage des autorités de la dite Puissance ou des forces militaires nécessaires à la protection de ses stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration.

10. Toutefois, le gouverneur pourra refuser cette autorisation si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y a lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne puisse compromettre la sûreté de la colonie.

11. Le gouverneur pourra fixer périodiquement, par proclamation, le taux du droit à payer pour les armes à feu, munitions ou poudres déposées dans un entrepôt public, et le montant en sera acquitté entre les mains

du fonctionnaire préposé au contrôle de l'entrepôt, lequel devra le verser à la fin de chaque mois au trésor comme recette générale de la colonie.

Nulle autorisation de sortie d'entrepôt ne sera délivrée par le gouverneur pour les armes à feu, les munitions ou la poudre pour lesquelles tous les droits échus n'auraient pas été entièrement payés.

Toute somme due en conformité du présent paragraphe pourra être réclamée par devant le tribunal d'un commissaire de district, et, à défaut de payement, le dit tribunal pourra en assurer le recouvrement en ordonnant la saisie et la vente des biens du déposant, ou condamner le déposant lui-même à un enprisonnement de six mois au maximum.

12. Dans le cas où des armes à feu, munitions ou poudres importées dans cette colonie seraient sans une autorisation ou une licence en règle, conservées dans un lieu autre qu'un entrepôt public, l'occupant du dit lieu (à moins qu'il ne puisse établir que ces armes, munitions ou poudres y ont été déposées à son insu ou sans son consentement), de même que le propriétaire de ces objets ou toute autre personne coupable de les détenir, seront, après que le fait aura été sommairement établi devant un commissaire de district, passibles d'une amende n'excédant pas cent livres ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, de douze mois au maximum. Le commissaire de district pourra ordonner en outre la confiscation de tout ou partie des dites armes à feu, munitions ou poudres au profit de l'État.

13. Le commissaire de district pourra, si, par suite d'une dénonciation sous serment, il acquiert la conviction que des armes à feu, des munitions ou de le poudre sont illégalement détenues, transportées, débarquées ou vendues en contravention à la présente ordonnance, dans un lieu quelconque, bâtiment ou autre, dans un navire ou dans un véhicule quelconque, décerner un mandat permettant d'entrer en tout temps et en employant au besoin la force, les dimanches comme tous les autres jours, dans l'endroit, le navire ou le véhicule désigné par le dit mandat, et dans chacune de ses parties, de le visiter et d'y rechercher les armes à feu, munitions ou poudres qui y seraient illégalement détenues, et d'exiger du propriétaire ou occupant la production de la licence ou du permis l'autorisant à détenir, transporter, débarquer ou vendre les marchandises dont il s'agit.

Si le fonctionnaire ou toute autre personne chargée l'exécuter ce mandat a des raisons suffisantes de croire que les armes à feu, les munitions ou la poudre trouvées par lui dans le dit lieu, navire ou véhicule sont détenues, transportées, débarquées ou vendues en contravention à la présente ordonnance, il pourra les saisir et les retenir jusqu'à ce que le commissaire de district ait décidé si elles sont ou non sujettes à confiscation.

Les poursuites devant le tribunal du commissaire de district commenceront aussitôt que possible après la saisie.

14. Les personnes agissant en vertu d'un pareil mandat ne seront sujettes à aucune responsabilité du fait de la saisie ou détention d'armes à feu, munitions ou poudres soumises ou présumées soumises aux dispositions de la présente ordonnance.

15. Quiconque tentera de commettre, aidera ou provoquera à commettre une infraction à la présente ordonnance sera traité de la même manière et sera passible des mêmes pénalités que s'il s'était rendu coupable de cette infraction même.

16. Le gouverneur en conseil pourra établir tels règlements qu'il jugera utiles sur le débarquement, l'entreposage, la sortie d'entrepôt ou le transport d'armes à feu, munitions ou poudres importées dans cette colonie; il pourra reviser périodiquement ces règlements où les remplacer par d'autres. Tous ces règlements auront force de loi, et les contrevenants seront, après jugement sommaire devant un commissaire de district, passibles, pour chaque infraction, d'une amende qui n'excédera pas cinq livres ou d'un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, d'un mois au maximum.

17. Le gouverneur peut déléguer par écrit à un commissaire de district, dans les limites de son district, le pouvoir de signer tous les permis de port d'armes, ainsi que les autorisations exigées par la présente ordonnance pour le retrait des entrepôts publics des armes à feu, munitions et poudres, pourvu que le commissaire ainsi délégué n'ait, en ce qui concerne la signature de ces licences et les autorisations de sortie d'entrepôt, d'autres pouvoirs ou des pouvoirs plus étendus que ceux attribués au gouverneur par la présente ordonnance.

Le gouverneur pourra aussi, périodiquement, nommer tels fonctionnaires et prendre tels arrangements qu'il jugera convenables en vue de la bonne exécution des stipulations de la présente ordonnance.

18. Dans la présente ordonnance, les mots suivants doivent être interprétés comme suit:

Par Armes à feu, on entend tout canon, fusil, carabine, mitrailleuse ou autre arme à feu, soit entière soit en pièces détachées.

Par munitions, les cartouches, balles, capsules et tous autres matériaux pour le chargement des armes à feu.

Par Entrepôt public, tout lieu ou bâtiment que le gouverneur désignera par proclamation pour servir de magasin ou dépôt à toutes armes à feu, munitions et poudres importées dans la colonie.

Par Importateur, tout propriétaire ou toute autre personne qui possède actuellement des armes à feu, munitions ou poudres importées dans la colonie, ou qui est intéressé au commerce de ces objets.

Par Dépôt, les maisons, magasins et tous autres bâtiments.

Par Navire, toute espèce de bâtiment employé dans la navigation.

Par Patron, toute personne ayant ou prenant la charge ou le commandement d'un navire.

Colonie, comprend les territoires protégés.

19. La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er jour de juin 1892, ou tel jour subséquent que le gouverneur fera connaître par proclamation.

20. La présente ordonnance pourra être citée sous le nom de: Ordonnance de 1892 concernant les armes à feu, les munitions et la poudre.

Fait au conseil législatif, le 21 mai 1892.

42.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Loi sur les tarifs d'importation et d'exportation; du 20 février 1875.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Ignace-Marie Gonzalez, Président de la République et par la volonté des peuples investi du pouvoir suprême de la nation:

Considérant: 1° que les tarifs d'importation et d'exportation en vigueur dans la République sont en désaccord complet avec les prix actuels ainsi qu'avec la dénomination applicable aujourd'hui à différents articles;

2° Que c'est un devoir d'impérieuse nécessité et de justice de mettre, dans la mesure du possible, les intérêts des citoyens en harmonie avec les droits du fisc, et

3° Que pendant que le Corps législatif compétent s'occupe de décréter les nouveaux tarifs, il importe d'adopter une mesure qui atteigne le but qu'on se propose:

En vertu des pouvoirs dont je sus investi, et d'accord avec le Conseil des Secrétaires de l'État, j'ai décidé de décréter et je décrète la suivante

Loi sur les tarifs d'importation et d'exportation.

Article Premier. — Les tarifs d'importation et d'exportation annexés à la présente seront en vigueur dans la République, pour le recouvrement des droits respectifs, pour les navires venant d'Europe, soixante jours après la publication de la présente loi; pour ceux venant des États-Unis d'Amérique, quarante jours après, et vingt jours après pour ceux venant des Antilles.

Les navires qui seraient entrés avant la publication de la présente loi ou qui arriveraient avant l'expiration des délais fixés payeront les droits d'après les tarifs antérieurs, à moins que l'importateur ne préfère l'application du nouveau régime douanier.

Art. 2. — Pour le recouvrement des droits d'exportation on formulera le bordereau, conformément aux évaluations en monnaie forte établies dans lesdits tarifs, et le recouvrement des droits se fera à l'échelle de 40 %*) sur l'évaluation, payables dans la forme prévue au premier alinéa de l'article 18 de la loi du 12 décembre 1874 sur la liquidation et le payement de la dette intérieure.

§. Les article importés d'Europe jouiront du bénéfice d'un escompte de 6% sur la valeur des droits dus**)

Art. 3. — Les objets dont les droits doivent être payés ad valorem et ceux qui ne figurent pas dans les présents tarifs, de même que ceux

---

*) Élevés à 60 % par le décret.

**) Modifié par décret du 16 mai 1879.

qui sont sujets à évaluation, payeront également 40 % sur le prix du coût de la facture originale et en cas de doute sur l'évaluation.

Quand, dans l'évaluation d'un objet quelconque, un désaccord s'élèvera entre le directeur de la douane et le commerçant, la difficulté sera soumise au jugement de deux experts nommés par les deux parties; et si la contestation portait sur la quantité, le commissaire des poids et mesures pourra trancher la question en appliquant scrupuleusement les règles de la comptabilité ou la loi sur les mesures de longueur ou de surface, de poids et de capacité, conformes au système métrique décimal français adopté par la République.

Art. 4. — Ne payeront que 5 % de leur valeur:

1° Les joyaux, objets précieux et objets d'or et d'argent dont la matière est la valeur principale;

2° Les montres de poche;

3° Les pierres précieuses.

Art. 5. — Sont déclarés en franchise de tout droit d'importation:

1° Les tambours de la troupe, ceux des musiques, les sabres et épées de cavalerie, clairons, uniformes et autres fournitures de l'armée;

2° Toute espèce d'outils ou instruments agricoles ou à l'usage de l'industrie manufacturière.

3° Les bêtes de somme et toutes espèces d'animaux introduits pour favoriser l'élevage;

4° Toutes les machines et tous les instruments qui servant à l'exercice des sciences et des arts;

5° Les livres imprimés de toute sorte, excepté ceux qui sont prohibés, de même que les autres objets spécialement destinés à l'exercice de certaines branches de l'instruction;

6° Les minéraux de toute espèce, extraits des mines exploitées dans la République.

7° Les objets et ornements destinés au service de l'Église et au culte divin, d'après la déclaration de l'autorité ecclésiastique.

8° *) Les bagages des voyageurs, qui peuvent contenir des objets nouveaux jusqu'à une valeur de cent pesos, lorsqu'il est manifeste que ces objets sont destinés à leur usage;

9° Tous les objets qui, dans les tarifs ci-joints, sont déclarés exempts de droits.

Art. 6. — Jusqu'à nouvel ordre, la loi sur le commerce maritime sera modifiée dans ses articles, 1, 2, 3, 4, 21, 57, 60 et 61 qui se rapportent à l'importation et à l'exportation, et de la manière et dans l'ordre suivants:

1° Les ports ouverts au commerce d'importation et d'exportation à des navires nationaux ou étrangers sont: Saint-Domingue, Tortuguero de Azua, Port de Plata, Samana et Monte-Cristy**);

---

*) Voir le § 8° de la même loi.

**) Modifié par la loi sur les douanes et les ports du 14 octobre 1887.

2⁰ Les navires étrangers ne peuvent charger que dans les ports ouverts à l'exportation;

3⁰ Tout navire étranger qui entrera dans l'un des ports ouverts au commerce de la République sera soumis au jaugeage national, dans la forme qu'indique la loi sur la matière*), et les droits de port et tous ceux qui se ratachent à ceux-ci, de même que les droits d'exportation seront payés en raison du tonnage qui sera fixé.

§. Il sert procédé audit l'augeage, en présence du commissaire des poids et mesures;

4⁰ Outre les formalités ordinaires, que signale l'article 21 de la loi du commerce maritime précitée, les manifestes présentés à la douane tant pour l'importation que pour l'exportation porteront, écrites en chiffres et en toutes lettres, les quantités des objets déclarés; ces manifestes devront être faits sur le papier prévu dans les articles 7 et 8 et serort considérés comme nuls pour toutes espèces de ratures.

Art. 7. — Le boureau du contrôleur des Finances, sur l'ordre du Ministre de ce département, fera timbrer une certaine quantité de papier de l'espèce employée pour les manifestes, d'après les articles 15, 16 et 17 de la loi sur le papier timbré, avec les dénominations Importation et Exportation, et le dit papier sera signé et paraphé par le citoyen contrôleur pour être destiné à l'usage dont il s'agit.

Art. 8. — La personne chargée de vendre le papier dont il est question dans l'article précédent, tiendra un registre dans lequel elle fera confirmer, de la propre main du signataire ou de celui qui le représente, le nom de l'acheteur et le nombre de feuilles que celui-ci emporte. Elle annotera également, à sa décharge, les feuilles qui lui sont rendues, le tout par ordre de date.

§. Un extrait des opérations de ce registre sera envoyé chaque mois à la Cour des Comptes et un autre au bureau du contrôleur général, et qui servira également à la vérification des opérations d'importation et d'exportation qui atraient été effectuées par la douane ne chaque localité; ce contrôle s'établira par la comparaison de la quantité de papier restant avec celle qui a été livrée.

Art. 9. — Les consignataires s'obligeront à rendre au dépôt les feuilles de papier qu'ils n'auront pas employées, sous peine d'une amende de cinq cents pesos pour chaque feuille qu'ils conserveraient entre leurs mains et qui figurerait comme sortie du registre, sans avoir été utilisée pour l'usage auquel elle est destinée.

§. La valeur du papier rendu sera restituée aux intéressés, excepté si le papier était mis hors d'usage par suite d'erreurs; dans ce cas le feuille sera barrée, mais elle restera annexée au procès-verbal afin de dégager toute responsabilité.

Art. 10. — Tout borderau d'importation doit être liquidé dans les huit jours de la date d'arrivée du navire.

---

*) Voir loi du 27 mai 1845.

§. A gauche de la colonne d'évaluation les bordereaux porteront une autre colonne, dans laquelle on inscrira le numéro du tarif, sous lequel chaque article a été classé.

Art. 11. — Pour le recouvrement des droits d'exportation, on observera l'ordre suivant:

1° Les navires qui prennent leur chargement complet d'acajou, d'espinillo (épine), etc., payeront pour les tonnes de leur jaugeage à raison de 1,000 pieds pour trois tonnes;

2° Ceux qui ne chargent que du bois de «mora», de campêche et de Brésil, payeront pour les tonnes de leur jaugeage, avec 20% de diminution (d'escompte);

3° Ceux qui chargent du bois de guaiac ou de «bera» payeront pour la totalité de leur jaugeage;

4° Ceux qui, prenant une partie de bois de guaiac ou de «bera», compléteront leur chargement avec de l'acajou, etc., pourront déduire de leur jauge les tonnes de guaiac qu'ils payeront en raison de leur poids, et le reste sera soumis à la première règle;

5° Ceux qui, prenant une partie de guaic ou de «bera», compléteront leur chargement avec du bois de «mora», du bois de campêche ou de Brésil, pourront déduire de leur jauge les tonnes des premiers bois qu'ils payeront en raison de leur nombre, la deuxième règle s'appliquant pour le reste.

§. Dans tous les cas, on pourra opter pour la mesure et le poids, chaque fois que les intéressés jugeront convenable d'adopter ce système; cette opération se fera sous le contrôle du commissaire des poids et mesures.

Art. 12. — Lorsque des navires prennent une espèce quelconque de bois comme lest ou comme fond de cale pour embarquer d'autres produits, ce bois sera mesuré et pesé sous les yeux de cet employé, lequel appliquera le système de mesurage susindiqué aux autres produits exportés, que ceux-ci soient ou non spécifiés dans le tarif.

§. Les produits non désignés payeront leurs droits relativement à leur valeur, et après avoir été comparés avec ceux des classes similaires.

Art. 13. — Le bordereau des droits d'exportation sera dressé conformément aux prix fixés en monnaie forte spécifiés dans le tarif d'exportation, et le payement s'effectuera d'après les prescriptions réglementaires.

§. Les droits d'exportation seront payés au comptant avant le départ du navire.

Art. 14. — Les manifestes d'importation et d'exportation et les documents qui s'y rattachent devront contenir la valeur ou prix de revient de toutes les marchandises, produits ou monnaies, qui sont importés dans la République ou qui en sont exportés, qu'ils payent des droits ou non.

Art. 15. — Est absolument interdite l'exportation du bétail et des animarx de trait, par lots, à l'exception du bétail destiné à Haïti.

Art. 16. — Il est créé une place de commissaire des poids et mesures pour les ports de Saint-Domingue et de Port de Plata; ce fonctionnaire aura dans ses attributions l'exportation en général, et ses devoirs seront tracés par la présente loi.

Dans les autres ports ouverts au commerce, ces fonctions continueront, en vertu du présent article, à être exercées par les contrôleurs des douanes.

Art. 17. — Le commissaire des poids et mesures est sous les ordres immédiats du contrôleur des douanes. Chaque jour il inscrira sur le registre ouvert dans les bureaux du contrôle pour les exportations, tout ce qui s'est passé dans cette administration, et dès qu'un navire aura terminé son chargement, il en avisera, sans délai, son chef immédiat, pour les fins que de droit.

Art. 18. — La présente loi abroge celle sur les tarifs du 20 janvier 1860 et toute autre loi, tout règlement ou toute disposition qui lui seraient contraires.

Fait à la résidence du Pouvoir exécutif, le 20 février 1875, 31 de l'Indépendance et 12 de la Restauration.

Ignace-Marie Gonzalez.

Contresigné:

Le Ministre-Secrétaire d'État au Département des Finances et du Commerce,

François X. Amiama

43.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Loi sur les douanes; du 16 mai 1890.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Le Congrès National, au nom de la République, sur l'initiative du Pouvoir exécutif et après les trois lectures constitutionnelles.

Prenant en considération les raisons exposées par le Citoyen Président de la République dans ses messages du 27 février et du 7 mai 1890, lesquels démontrent le besoin d'augmenter les ressources de l'État, pour faire face aux exigences du projet budgétaire devenues plus considérables par suite des dépenses extraordinaires auxquelles ont donné lieu les troubles politiques et les mesures qui en ont été la conséquence dans l'intérêt de la tranquillité publique;

Attendu que la Nation doit subvenir à ses propres dépenses et que dans ce but elle n'a pas créé d'autre système d'impôt important que celui des droits d'importation et d'exportation;

Attendu que les pouvoirs publics doivent accorder, dans la mesure du possible, toute leur protection à l'agriculture et aux autres industries nationales et, que par conséquent, ces branches de la richesse nationale ne sauraient être frappées directement de ni indirectement plus forts impôts;

Attendu qu'aussi longtemps que la loi sur la monnaie nationale ne sera pas mise en vigueur, les droits doivent être perçus comme toujours

en monaie mexicaine et que la dépréciation ou la baisse de la valeur de cette monnaie a été aussi une des causes de déficit dans les recettes du Trésor;

En vertu des pouvoirs que la Constitution de l'État a accordés au Congrès National, au nom de la République, l'urgence étant déclarée et après les tois lectures exigées par la Constitution.

Décrète:

Art 1er. — Les droits d'importation seront perçus à raison de 60% sur la valeur d'après l'évaluation, conformément au tarif en vigueur.

Art. 2. — Aussitôt que les circonstances qui ont motivé le présent décret auront cessé d'exister, le Pouvoir exécutif rendra compte au Congrès des autres mesures à prendre, cette mesure-ci étant transitoire.

Art. 3. — Le présent décret entrera en vigueur quinze jours après sa publication dans le Journal offiiciel et sera exécutoire dans toutes les douanes de la République.

Art. 4. — La présente loi sera envoyée au Pouvoir exécutif pour sa promulgation.

Fait dans la salle des séances du Congrès National à Saint-Domingue le 14 mai 1890; an 47 de l'Indépendance et 27 de la Restauration.

Les Secrétaires: Le Président,

M. de J. Rodriguez, M. J. Jimemez. *Louis T. del Castillo.*

Soit le présent décret exécuté et, à cet effet, publié par le Secrétariat compétent dans le territoire de la République.

Fait au Palais National de Saint-Domingue le 16 mai 1890; an 47 de l'Indépendance et 27 de la Restauration.

Le Président de la République,

U. Heureaux.

Contresigné: Le Ministre des Finances et du Commerce,

Sanchez.

44.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Loi sur les douanes et les ports; du 27 août 1889.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1891.

Le Congrès National, Au nom de la République, sur la proposition du Pouvoir exécutif, après avoir proeédé aux trois lectures préalables exigées par la Constitution, a voté la suivante:

Loi sur les douanes et les ports.

Chapitre I.

Des bureaux de douane.

Article Premier. — Les douanes sont des bureaux créés par l'État pour la perception des droits dont la loi frappe les marchandises qui entrent dans le pays et celles qui en sortent.

Art. 2. — Les opérations commerciales soumises au régime douanier comportent:

1⁰ L'importation ou introduction de produits étrangers destinés à la consommation dans le pays;

2⁰ L'exportation ou sortie de produits indigènes à destination de pays étrangers;

3⁰ Le transit ou passage de produits étrangers importés dans la République et destinés à un autre pays ou à d'autres ports ouverts de la République;

4⁰ Le cabotage ou trafic par mer entre les ports de la République;

5⁰ L'entrepôt ou entrée dans les magasins de la douane de produits étrangers destinés à l'importation ou à la réexportation dans les cas et expressément dé délais terminés par la loi.

Art. 3. — Sont ouverts à l'importation et à l'exportation les ports ci-après:

Santo Domingo, San Pedro de Macoris, Tortuguero de Azua, Barahona, Santa Babara de Samaná, Puerto Plata, San Fernando de Monte-Cristy et Villa Sanchez.

§. Lorsqu'un navire étranger aura été autorisé, après l'accomplissement des formalités légales, à prendre un chargement dans des ports non ouverts de la République, il ne pourra être expédié pour l'étranger que dans le port ouvert où cette autorisation lui aura été accordée.

Art. 4. — Il sera établi un bureau de douane dans chaque port ouvert.

Chapitre II.

Importation et exportation.

Art. 5. — Toutes les espèces de produits naturels, les produits des arts et de l'industrie peuvent être importés, sauf les exceptions suivantes:

Les appareils à frapper la monnaie non introduits pour le compte de l'État, la monnaie d'argent démonétisée (décret du 5 avril 1884), la fause monnaie, les gravures et images obscènes, les épées, poignards et engins de guerre non introduits pour le compte de lÉtat, à l'exception des revolvers et de leurs cartouches, et des autres articles dont le tarif signale l'interdiction.

Est interdite l'exportation du bétail femelle, en vertu de l'article 5 du décret du Congrés du 9 septembre 1880, de même que celle de tout ce que le tarif frappe d'interdiction.

Chapitre III.

Formalités à remplir dans les port étrangers.

Section I.

Formalités à remplir par les capitaines.

Art. 6. — Toute embarcation, pontée ou non, quels qu'en soient la nationalité, la classe et le tonnage, sortant de ports étrangers pour venir dans ceux de la République ouverts au commerce, avec chargement ou sur lest, doit être munie de sa patente de navigation et sera expédiée par le consul dominicain avec les documents requis dans la présente section.

Art. 7. — Tout capitaine ou subrécargue de navire, qui reçoit dans des ports étrangers un chargement destiné aux ports ouverts de la République, devra présenter au consul dominicain ou à l'agent qui le représente un manifeste signé en quadruple expédition, contenant les indications suivantes:

1o La classe, le nom, le tonnage, le pavillon, le numéro matricule, l'équipage, le nom du capitaine, celui du consignataire et le ou les ports de la provenance du navire;

2o Le ou les ports auxquels les marchandises sont destinées;

3o Le nombre, la classe, les marques, les numéros et le poids brut de tous les colis qui se trouvent à bord, y compris les pacotilles de l'équipage, la classe et le genre des marchandises, le nom des chargeurs et consignataires ou la mention que le connaissement est à ordre, le tout séparément pour chaque port de destination.

Le nombre et le poids des colis seront indiqués en lettres et en chiffres. L'emploi du mot marchandises ou de tout autre également vague ne sera jamais admis (voir modèles nos I et 2).

§ unique. Les vapeurs transportant des cargaisons destinées à différents ports de la République pourront dresser un manifeste spécial pour chaque port d'escale, moyennant l'accomplissement des formalités requises par le présent article.

Art. 8. — Les chargements en vrac seront mentionnés sur les manifestes en nombre, poids ou mesure d'après les indications du tarif relatives aux marchandises qui composent ces chargements.

Art. 9. — Pour les chargements de bois il suffira de la mention du nombre de pièces dont ils se composent.

Art. 10. — Lorsqu'un capitaine fait escale dans plusieurs ports

étrangers, il peut, à son gré, rédiger et viser le manifeste de tout le chargement au dernier port où il relâche et d'où il commence son voyage vers la République, ou emporter autant de manifestes qu'il y a de ports où il a pris un chargement; dans ce dernier cas, les consuls inscriront sur le manifeste qu'ils visent et sur celui immédiatement antérieur une note reliant entre eux ces deux documents, pour empêcher que l'un des manifestes ne puisse être présenté sans les autres.

Art. 11. — Dans le manifeste du chargement qu'un navire transporte à destination de la République, on doit relater à la fin le manifeste du chargement qu'il porte en même temps dans un port ou des ports étrangers. Et si un navire transporte un chargement à l'étranger, en faisant escale dans les ports ouverts de la République, sans chargement à destination de ces ports, on devra remettre au consul, pour en faire foi, un exemplaire du manifeste, dans lequel seront énumérés les marques et les numéros de chaque colis qu'il y a à bord.

§. Sont dispensés de cette formalité, les vapeurs de lignes à escale fixe et faisant le commerce avec plusieurs pays; les capitaines ou subrécargues de ces bâtiments ne seront obligés de présenter les manifestes ou la déclaration de chargement à destination de ports étrangers que lorsque la douane l'exigera.

Art. 12. — Le capitaine ou subrécargue de tout navire, grand ou petit sortant, sur lest pour un port ouvert quelconque de la République, dressera un manifeste sur lest; il en fera quatre exemplaires qu'il présentera au consul du port d'expédition qui se bornera à le certifier au bas, rendra un exemplaire au capitaine et en fera parvenir un autre au contrôleur de la douane (voir modèle n° 3).

§. Ne seront considérés comme lest que la terre, le sable, la pierre ou le vieux fer.

Art. 13. — Les capitaines ou subrécargues de navires venant de l'étranger dresseront un état détaillé des objets de réserve ou rechange du bâtiment et des provisions de bord, qu'ils remettront, au moment de la visite, dans le premier port de leur destination (voir modèle n° 4),

Art. 14. — Dans les articles de réserve ou rechange pour la voilure, les agrès et autres objets destinés à l'usage du navire, ne peuvent être compris les articles étrangers à ces usages; le capitaine ne pourra, sous aucun prétexte, débarquer une partie quelconque de ses vivres, des provisions de son équipage ou de ses réserves, sans l'autorisation préalable du chef de la douane.

Art. 15. — La quantité de vivres de l'équipage ne peut être supérieure à celle nécessaire pour les besoins du navire pendant la durée d'un voyage aller et retour augmentée de la moitié de cette durée; de même l'état des effets du capitaine et de l'équipage ne peut comprendre que ceux appropriés à leur usage personnel.

Art. 16. — Si, au moment de la visite du navire, après le déchargement ou avant le départ, l'employé de la douane qui procède à cette opération constate que parmi les effets déclarés à l'usage du navire, il en manque dont l'emploi ne se trouve pas en rapport avec la consommation

journalière de l'équipage, le capitaine encourra une amende de 10 à 100 pesos, selon la gravité du cas.

Section 2.

Formalités à remplir par les chargeurs.

Art. 17. — Toute marchandise embarquée à l'étranger pour les ports ouverts de la République doit être expédiée avec les documents exigés dans la présente section.

'Art. 18. — Ceux qui chargent dans des ports étrangers des marchandises destinées à ceux de la République, doivent remettre, en quadruple expédition en espagnol, au consul ou à l'agent qui le remplace, une facture signée dans laquelle ils indiqueront:

1° Le nom du remettant et du propriétaire de la marchandise, celui de la personne ou consignataire à qui la marchandise est destinée, le lieu d'embarquement, le port de destination, la classe, la nationalité, le nom du navire et de son capitaine;

2° La marque, le numero et le poids brut de chaque colis;

3° Le poids net, la mesure et la qualité du contenu de chaque colis avec l'indication de la quantité de pièces ou de recipients de chaque classe qu'il contient;

4° La valeur vraie des marchandises, monnaies ou effets d'après le cours du marché au moment de la présentation des factures;

5° La mention que chaque facture ne comprend pas d'objets concernant plus d'un importateur (voir modèle n° 5).

§ 1. Les colis de même contenu, poids et forme, portant même marque et même article.

§ 2. Toute facture doit être accompagnée des exemplaires correspondants du connaissement d'embarquement qui indiqueront les marques, le nombre et le poids brut des colis.

§ 3. Si les intéressés ne connaissent pas la langue espagnole, ils en feront la déclaration au consul qui, dans ce cas, acceptera les factures en langue étrangère, mais ils devront néanmoins remplir les formalités requises, et les factures seront transmises à la douane compétente, dont l'interprète en fera la traduction et percevra à leur charge 4 pesos pour les quarante premières lignes et 4 centavos pour chaque ligne en plus.

Section 3.

Formalités à remplir par les consuls.

Art. 19. — Il est interdit aux consuls d'expédier des navires, quels qu'en soient la classe, la nationalité et le tonnage, à destination des ports de la République non ouverts au commerce étranger. La contravention au présent article entraînera pour ces fonctionnaires la destitution immédiate, sans préjudice des autres responsabilités auxquelles semblable contravention pourrait donner lieu.

Art. 20. — Les consuls sont tenus de communiquer à toute personne qui le désire les lois de douane de la République, les modèles de factures, de connaissements, de manifestes, etc., et de fournir toutes les explications

nécessaires de nature à faciliter la rédaction de ces documents dans la forme prescrite.

Art. 21. — Les consuls enregistreront par numéros d'ordre les factures et connaissements que leur présenteront les chargeurs et tiendront à cet effet, pour leur servir de guide, un registre de factures contenant les indications suivantes:

Date de la présentation;

Numéro du registre;

Nom du chargeur ou signataire, du consignataire et du port de destination;

Nombre de colis;

Poids total en kilogrammes, brut et net;

Montant des factures.

Art. 22. — Les consuls refuseront leur visa sur les factures et connaissements qui leur seront présentés:

1° Lorsque ces documents ne seront pas écrits à l'encre noire et lisiblement;

2° Lorsqu'ils ne contiendront pas toutes les indications exigées par l'article 18;

3° Lorsque les quatre exemplaires conformes ne leur seront pas présentés;

4° Lorsqu'il n'y aura pas concordance complète entre les quatre exemplaires ou entre ces exemplaires et leurs connaissements respectifs;

5° Lorsque ces pièces contiendront des corrections, ratures, grattages, interlignes, sans que ces modifications aient été aprouvées par une note placée au bas de ces documents avant la date et la signature;

6° Lorsque les connaissements de chargement feront défaut.

Art. 23. — Le certificat que rédigeront les consuls portera les indications suivantes:

Consulat Dominicain à . . . .

Vu et enregistré sous le n° . . . .

(Lieu, date, signature et sceau.)

Sur les connaissements on ajoutera la mention suivante:

Certifié conforme à la facture n° . . . .

(Lie, udate, signature et sceau.)

Art. 24. — Si après l'examen prévu, le consul constate que le manifeste qui lui a été présenté contient toutes les indications exigées par l'article 11, qu'il y a concordance entre les quatre exemplaires et que tous les chargeurs y mentionnés ont présenté leurs factures et connaissements, il mettra au bas de chacune de ces piéces la mention suivante:

«Je certifie que le manifeste ci-dessus m'a été présenté en quadruple expédition et qu'il concorde avec les factures et connaissements que j'ai reçus et dont le présent manifeste fait mention».

Art. 25. — Lorsque les manifestes ne contiendront pas les indications exigées par la présente loi, ou bien lorsqu'il n'y aura pas concordance entre les quatre exemplaires, le consul refusera tout certificat.

Art. 26. — Lorsque le manifeste et ses expéditions seront en règle,

mais que des factures et des connaissements feront défaut, le consul en avisera le capitaine pour que celui-ci veille à ce que les chargeurs présentent ces documents. Si, malgré cet avis, les factures et les connaissements n'étaient pas présentés, et si le capitaine exigeait l'expédition de son navire, le consul fera droit à sa demande en mettant au bas de chacun des manifestes la mention suivante:

«Je certifie qu'il m'a été présenté quatre exemplaires du présent manifeste et que, sur la demande du capitaine . . . . . . j'autorise l'expédition du navire, malgré l'absence des factures et des connaissements du ou des chargeurs (tel ou tels)».

Art. 27. — Les consuls prendront copie du manifeste et y joindront un exemplaire de chaque facture et de chaque connaissement et formeront, au moyen de ces pièces, le dossier d'expédition de chaque navire.

Art. 28. — Les consuls distribueront les manifestes, factures et connaissements de la manière suivante:

1° Ils délivreront à chaque intéressé un exemplaire de sa facture et de son connaissement et au capitaine un exemplaire du manifeste;

2° Ils feront parvenir, sous pli cacheté, par l'entremise du capitaine au contrôleur de la douane du premier port d'escale du navire, un autre exemplaire du manifeste et de chacun des connaissements et factures correspondants. Si le navire transporte un chargement destiné à deux ou plusieurs ports, les consuls feront également parvenir, par l'entremise du même capitaine à la douane du premier port d'escale du navire (même si celui-ci ne transporte pas de chargement pour ce port et ne fait qu'y prendre des ordres), sous pli fermé et scellé, l'exemplaire du manifeste et les plis contenant pour chaque douane les documents qui lui sont respectivement destinés, comprenant le manifeste, la ou les factures et les connaissements correspondants qui concernent la cargaison prise pour ces ports;

3° Sont exemptés de cette formalité les vapeurs à escale fixe dans plusieurs ports de la République. Dans ce cas, les consuls feront parvenir directement à la douane compétente le manifeste, les factures et les connaissements;

4° Le troisième exemplaire du manifeste, des factures et des connaissements sera adressé au ministère des Affaires étrangères;

5° Le quatrième exemplaire de ces documents, servant à former le dossier d'expédition de chaque navire, sera classé et tenu dans les archives, à la disposition du ministère.

Art. 29. — En autorisant l'expédition du navire, les consuls auront soin de fermer le pli contenant les documents nécessaires, de le faire parvenir au capitaine, d'exiger de celui-ci un reçu, et feront mention de cette formalité au bas du manifeste dont le capitaine restera le détenteur.

Art. 30. — Les consuls rempliront avec la plus grande exactitude les obligations qui leur sont imposées par les articles précédents, et si, après l'expédition d'un navire, ils constataient qu'ils ont omis dans le pli l'une des pièces exigées, ils s'occuperont de la fournir sans retard et par la voie la plus rapide.

De même si, après expédition d'un navire, le ou les chargeurs qui

auraient négligé de présenter leurs factures et connaissements en temps utile, venaient à les fournir conformes, d'ailleurs, aux prescriptions de la loi, ces documents seront revêtus des visas et certificats, et à la première occasion, envoyés à destination accompagnés d'un rapport.

Art. 31. — Les consuls doivent porter à la connaisance du ministère des Affaires étrangères:

1° La sortie du port de leur résidence de tout navire à destination des ports de la République qui ne se serait pas conformé aux dispositions de la présente loi;

2° L'entrée dans leur port de tout navire sorti d'un ou de ports de la République et dont l'expédition, suivant leurs informations, n'aurait pas été faite conformément à la loi;

3° Les avis opportuns pour prévenir ou découvrir la contrebande, ainsi que toute information qui serait de nature à protéger les intérêts du trésor dont la sauvegarde leur est confiée dans les ports de leur résidence.

Art. 32. — Dans les ports où la République n'a pas de consuls, les documents exigés par le présent chapitre seront présentés au consul d'une nation amie; à défaut de celui-ci ou en cas de refus de sa part de viser les documents susmentionnés, cette formalité sera remplie par deux commerçants dont les signatures seront légalisées par un notaire.

Art. 33. — Lorsque les consuls ou leurs suppléants visent des manifestes, factures et connaissements, ils ont le droit de prélever les honoraires fixés par la loi sur le service consulaire de la République.

Chapitre IV.

Entrée des navires.

Art 34. — Pour qu'un navire puisse entrer dans les ports de la République, il devra d'abord subir la visite de la commission du service de santé qui décidera, conformément aux règlements en vigueur, s'il y a lieu de l'admettre à la libre pratique ou non.

Art. 35. — En cas de permission et s'il s'agit d'un navire marchand, le capitaine devra présenter, au moment de la visite, les pièces suivantes:

1o Le pli qui lui à été remis par le consul dans le ou les ports de provenance;

2° Le ou les manifestes certifiés;

3° La liste des objets de réserve ou rechange du navire et des provisions de bord, conformément à l'article 13, ainsi que celle des effets à l'usage du capitaine et de l'équipage;

4° La liste de passagers et de luers bagages (voir modèle n° 6).

Art. 36. — Dans les vingt-quatre heures qui suivront le mouillage et la visite du navire, le capitaine devra, assisté de son consignataire, faire au bureau de l'interprète la déclaration d'entrée du navire et présenter au contrôleur son congé; ce document sera rendu au capitaine pour qu'il le remette au consul qui a juridiction sur le navire; il restera déposé dans les bureaux de ce fonctionnaire jusqu'à ce que la douane ait rempli les formalités de l'expédition du bâtiment.

§ 1. Si la nation à laquelle le navire appartient n'a pas de consul dans le port d'entrée du navire, le congé restera déposé en douane.

§ 2. Si l'expiration du délai tombe un jour férié, l'entrée pourra être déclarée le jour suivant.

Art. 37. — La déclaration d'entrée de tout navire marchand venant d'un port étranger devra être faite au bureau de l'interprète de la douane et signée par le capitaine et le consignataire.

Art. 38. — Si le navire vient sur lest, le capitaine ou le subrécargue devra présenter, outre le manifeste sur lest. les documents exigés par les alinéas 1 et 3 de l'article 35.

Art. 39. — Lorsque le navire se trouve dans le cas prévu par l'article précédent, le capitaine ou subrécargue devra, dans les quarante-huit heures à compter du moment de la visite à l'entrée, faire connaître par écrit au contrôleur s'il veut ou non prendre un chargement pour l'exportation; en cas de négative il devra sortir du port dans les vingt-quatre heures suivantes.

Art. 40. — Après la formalité de la visite d'entrée, on mentionnera la date et l'heure de cette visite sur le ou les manifestes remis par le capitaine ou le subrécargue. A partir de ce moment les écoutilles et autres endroits du navire contenant des effets passibles de droits devront rester clos et scellés.

Si des marchandises se trouvent chargées sur le pont du navire, il sera dressé une liste exacte de tous les colis ainsi embarqués avec l'indication de leurs numéros et de leurs marques.

§. Si le navire vient sur lest, il sera soumis à un examen minutieux et général dont procès-verbal sera dressé. Dans les deux cas on exigera la surveillance du navire qui sera confiée à des agents embarqués à bord.

Art. 41. — Si le navire ne peut produire ni son congé, ni l'exemplaire du manifeste correspondant, ni ses autres papiers de bord, ou bien si, en étant muni, ces documents n'avaient pas été expédiés par le consul du port de provenance, une plus grande surveillance sera exercée à son bord; on veillera avec le plus grand soint à rendre impossible toute communication avec le port et les autres navires, et le capitaine encourra une amende de 1000 à 2000 pesos suivant les cas, à moins qu'il ne prouve que l'absence des documents exigés par la loi est la conséquence d'un accident qui ne pouvait être ni prévu, ni évité, comme, par exemple, l'incendie ou un acte de violence du fait de l'ennemi.

Art. 42. — Si le congé seul venait à manquer, le navire sera retenu dans le port sous caution de deux commerçants notables, jusqu'à ce que le capitaine ait reçu le document précité du port où il l'aurait oublié. Le capitaine ne pourra se soustraire à cette disposition que dans les cas prévus par l'article précédent.

Art. 43. — Si le manifeste faisait absolument défaut, c'est-à-dire si le pli consulaire et l'exemplaire du capitaine n'étaient pas présentés, l'article 41 trouvera son application et, dans ce cas, le contrôleur se fera remettre les connaissements de chargement et une liste de tout ce qu'il y a à bord, et au moyen de ces indications il dressera le manifeste.

Art. 44. — Si le manifeste et le connaissement manquent à la fois, le chef de la douane prendra les mesures les plus rigoureuses pour faire décharger le navire; il dressera alors une liste détaillée des marchandises formant la cargaison et pourra ainsi établir exactement le manifeste, le tout aux frais du capitaine, qui encourra une amende de 1500 à 2500 pesos d'après l'importance de la cargaison, sauf les cas prévus à l'article 41.

Art. 45. — Les navires avec tout ce qui s'y rattache sont le gage du payement des droits de port en général et des amendes prévues par les articles 41, 42, 43 et 44.

Art. 46. — Les vapeurs qui font un service régulier avec escale dans un ou plusieurs ports de la République pourront, moyennant caution préalable de leurs consignataires, débarquer, immédiatement après avoir mouillé, les colis qu'il ont à bord comme charge; ces colis seront ensuite déposés en douane pour y être soumis à la vérification après l'accomplissement des formalités que la présente loi exige pour l'importation. Ces bâtiments pourront dans les mêmes conditions prendre un chargement pour l'exportation.

Art. 47. — Les consignataires des vapeurs précités seront responsables des droits d'entrée, de port, etc., dus par le navire.

Art. 48. — Après le visite d'entrée, on pourra débarquer les bagages des passagers pour les soumettre à la visite de la douane; cette formalité s'appliquera même à ceux transportés par les navires de guerrre.

§. Sont considérés comme bagages de passagers les objets destinés à leur usage et spécialement signalés par la loi sur les tarifs.

Art. 49. — Immédiatement après la réception des documents contenus sans les plis fermés et scellés et du ou des manifestes présentés par le capitaine ou le subrécargue, le contrôleur de la douane s'occupera de transmettre par lettre officielle à l'administrateur des finances les documents contenus dans les plis fermés; ensuite il collationnera avec le ou les manifestes que le capitaine lui remettra séparément les factures et connaissements présentés par les importateurs; le tout fera partie du dossier se rapportant à la procédure d'entrée du navire, au résultat de son chargement et à la liquidation des droits qu'il y aura à percevoir.

Chapitre V.

Droits de port.

Art. 50. — Tout navire national ou étranger venant de l'étranger et entrant dans des ports ouverts de la République payera les droits suivants:

Pour les bâtiments à voile.

			P. C.
1°	Pour chaque tonneau d'après le tonnage marqué sur le congé du navire ou, s'il y a lieu, d'après le jaugeage national.	par tonne.	1.00
2°	Droit de phare, là où il en existe	id.	0.06
3°	Droit de pilotage, s'ils ont pris un pilote . .	id.	0.06
4°	Droit d'entrée	id.	0.06
5°	Droit d'ancrage	id.	0.06

			P. C.
6°	Droit de barre	id.	0. 25
7°	Service de santé	pour la visite.	2. 00
8°	Aiguade (s'ils font provision d'eau).	par baril.	1. 00
9°	Vigie pour chaque navire ne dépassant pas cent tonneaux		2. 00
	Vigie pour chaque navire de cent un tonneaux et au delà		4. 00
10°	Interprète pour chaque navire ne dépassant pas cent tonneaux		2. 00
	Interprète pour chaque navire de cent un tonneaux et au delà		4. 00
11°	Pour planche (jours de)	par jour.	2. 00

Si les bâtiments sont à vapeur, ils payeront:

1°	Pour chaque tonne de marchandise qu'ils importent ou qu'ils exportent	1. 00
2°	Pour droit de phare, où il en existe, par tonneau suivant leur tonnage	0. 01
3°	Pour droit de pilotage, s'ils prennent un pilote, par tonneau suivant leur tonnage	0. 01
4°	Pour droit d'entrée, par tonneau suivant leur tonnage . .	0. 01
5°	Pour droit d'ancrage, par tonneau suivant leur tonnage .	0. 01
6°	Pour droit de barre, pour chaque tonne de chargement .	0. 25
7°	Droit d'interprète	4. 00
8°	Droit de vigie	4. 00
9°	Droit de service de santé	4. 00
10°	Droit d'aiguade (s'ils font provision d'eau)	1. 00
11°	Pour planche (jour de) par jour	2. 00

Art. 51. — Pour les navires de moins de vingt tonnes, les droits d'interprète, de vigie et de service médical seront réduits au quart.

Art. 52. — Comme droits de quai, les importateurs acquitteront une taxe de 2 % sur le produit de 40 % provenant de la liquidation des droits d'importation.

Art. 53. — Seront exempts de tout droit:

1° Les navires de guerre, les paquebots postaux autorisés par le Gouvernement ou ayant traité avec lui, ceux qui arriveraient spécialement affectés à transporter des immigrants, ceux qui entrent en relâche forcée, dûment prouvée, dans le cas même où ils vendraient une partie de leur cargaison pour payer leurs frais de relâche, et enfin ceux qui jouissent de ces franchises en vertu d'une concession octroyée par le pouvoir national et approuvée par le Congrès:

2° Ceux qui entrent en sortent sur lest, ceux qui entrent en relâche pour prendre des vivres et de l'eau, pour réparer des avaries ou pour un autre motif analogue dûment prouvé, et à condition qu'ils ne se livrent à aucune opération commerciale;

3° Les navires qui débarquent tout ou partie de leur cargaison pour cause d'avaries, s'ils vendent tout ou partie de cette cargaison, seront soumis aux droits de port établis à l'article 50;

4° Si le chargement est réexporté en totalité sur le même navire ou par tout autre bâtiment, il ne sera dû que des droits d'emmagasinage

calculés sur la valeur des marchandises évaluées par experts, et en plus les droits de phare, d'ancrage, de quai, d'entrée, de médecin, de pilotage, de vigie et d'aiguade, s'il en a été fait usage.

Art. 54. — Les droits prévus par les articles précédents seront perçus en pesos avant la sortie du navire et la remise de l'expédition de la douane au capitaine, à moins qu'il n'y ait urgence à hâter son départ; dans ce cas, le contrôleur pourra autoriser l'expédition moyennant la caution agréée par lui et fournie par le consignataire pour la garantie des droits à payer.

Art. 55. — A l'exception des droits de quai, le capitaine et le navire seront en tout temps responsables des droits de port dus.

Art. 56. — Les navires entrant dans un port ouvert de la République uniquement pour prendre de l'eau ou des vivres ne pourront rester dans ce port plus de quarante-huit heures; la douane prendra toutes les précautions nécessaires pour prévenir la contrebande.

§. Il est fait exception pour les navires en relâche à cause d'avaries ou de force majeure dûment justifiée, en faveur desquels le délai pourra être prorogé pour le temps qui sera jugé nécessaire.

Art. 57. — Tout navire étranger, à destination d'un ou de plusieurs ports ouverts, sera soumis au jaugeage national au premier port d'arrivée. Cette opération se fera conformément aux lois qui régissent la matière, et les droits de port et autres seront perçus d'après le jaugeage qu'on aura fixé.

§. Ne seront pas soumis à cet examen les navires appartenant à des nations liées avec la République par des traités établissant des modes spéciaux pour la perception des droits de tonnage.

Chapitre VI.

Section I.

Déchargement des navires.

Art. 58. — Les douanes dresseront, au moyen du manifeste, deux index par ordre alphabétique des colis qui doivent passer par leurs mains, en prenant pour base la première des lettres de la marque de chacun des colis, en indiquant leurs numéros correspondants et en les classant par caisses, sacs, ballots, paniers, etc. L'un de ces index sera remis au surveillant embarqué sur le navire pour contrôler le débarquement et l'autre à l'agent de la douane qui doit recevoir la cargaison dans les magasins qui lui sont affectés (voir modèle n° 7).

Art. 59. — Les navires opéreront le débarquement de leurs marchandises aux lieux habituels que leur indiquera la douane; ils ne pourront pas commencer leur opération avant que le contrôleur ne leur ait accordé une autorisation écrite et que sur la présentation de cette pièce l'employé de la douane n'ait procédé à la levée des scellés apposés le jour de la visite.

§. Il est permis aux vapeurs et aux voiliers qui ne peuvent entrer dans le port ni accoster aux quais de débarquer en rade ou à distance des quais, moyennant l'accomplissement des formalités requises en pareil cas.

Art. 60. — Quand un navire n'ayant pas son congé aura été auto-

risé à débarquer sa cargaison, celle-ci restera déposée en douane jusqu'à ce que la caution exigée par l'article 42 ait été fournie.

Art. 61. — Lorsque le capitaine n'aura pas présenté le manifeste ou que la douane ne l'aura pas reçu sous pli fermé, l'autorisation de débarquer ne sera donnée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 43.

Art. 62. — Lorsque l'autorisation de débarquer aura été accordée, le chef de la douane remettra cette pièce à l'intéressé qui la présentera à l'employé de service, afin que les surveillants placés à bord ne s'opposent pas au débarquement.

Art. 63. — Le déchargement des navires se fera de 7 heures à midi et de 2 à 5 heures de relevée. En cas de nécessité manifeste, cette opération pourra se continuer pendant la nuit moyennant l'autorisation du chef de la douane et à condition que le capitaine ou le consignataire consente à rémunérer les employés pour leur travail extraordinaire; le montant de cette indemnité sera fixé par le chef. Dans ce cas un surveillant prendra place dans chaque allège portant des marchandises à terre.

Art. 64. — Après avoir reçu le permis de débarquement, l'employé de service ordonnera au gardien (ou gardiens) la levée des scellés. Dans cette visite comme dans celle qu'il doit faire journellement, il examinera l'état des scellés ainsi que l'état des colis se trouvant sur le pont, qu'il collationnera avec la liste qui en aura été dressée; s'il constate que les scellés ont été brisés ou enlevés ou qu'il y a une différence dans les colis précités, il laissera toutes choses en l'état, redoublera de surveillance à bord, suspendra l'embarquement et en rendra immédiatement compte à son chef.

Art. 65. — Aussitôt que le chef de la douane aura reçu le rapport dont parle l'article précédent, il se rendra à bord du navire ou y enverra à sa place un de ses employés afin de vérifier l'état des scellés ou procéder à une nouvelle inspection des colis, en recueillant dans les deux cas tous les renseignements possibles de toutes les personnes qui se trouvent à bord.

§. Quel que soit le résultat de cette enquête, le débarquement sera autorisé, mais le capitaine encourra les amendes suivantes: de 100 à 1000 pesos lorsqu'on constate le bris des scellés apposés par la douane sur les cloisons, écoutilles ou autres parties du navire; de 100 à 200 pesos pour chaque colis trouvé en moins dans le chargement placé sur le pont lors de la vérification faite conformément aux prescriptions de la loi. Pour que ces amendes soient encourues il faudra que le contrôleur ou les employés délégués par lui estiment et prouvent que les cloisons, écoutilles ou autres parties du navire mises sous scellés ont pu être ouvertes, sauf le cas où les explications fournies seraient jugées suffisantes.

Art. 66. — Les surveillants placés à bord, que le navire fasse son débarquement en rade moyennant autorisation ou sur les quais à ce destinés, indiqueront successivement dans l'index les marques et les numéros des colis à mesure de leur débarquement; moyen de ce pointage, chaque fois qu'à la fin de la journée le débarquement sera suspendu, les agents

placés à bord et l'employé de terre qui prend acte des objets débarqués, vérifieront en présence d'un employé de la douane leurs listes alphabétiques pour s'assurer de leur conformité avec les indications respectives de chacun d'eux.

Art. 67. — Les surveillants placés à bord ne laisseront débarquer aucun colis qui ne serait pas inscrit sur leurs listes, et si l'on essayait de débarquer quelques objets, le fait sera immédiatement porté à la connaissance du chef de la douane qui, sans perte de temps, prendra telles mesures qu'il jugera opportunes et provoquera telle enquête que de droit.

Il sera également défendu de transborder et de débarquer directement sur les quais des colis fracturés; les surveillants auront soin de les faire ranger à part sur le navire; ils en rendront compte au contrôleur et celui-ci ira ou enverra les faire corder et sceller en présence du capitaine et du subrécargue du navire.

Art. 68. — Lorsque le déchargement du navire se fera en rade, les surveillants de garde sur les quais recevront le chargement de chaque allège sur la production du bulletin remis par le surveillant resté à bord, et informeront le contrôleur de tout incident qui viendrait à se produire.

Art. 69. — Lorsque le déchargement se fera directement sur les quais, il sera pris note des colis à mesure qu'on les débarque en signalant les marques, contremarques et numéros, d'après les indications de l'index dressé à cet effet et afin de se conformer à l'article 66.

Art. 70. — Chaque fois qu'on recevra sur les quais des colis déjà fracturés ou qui viennent de se fracturer au moment même, le surveillant du débarquement sur le quai les fera transporter aux magasins de la douane avec les précautions nécessaires.

Art. 71. — Toute cargaison sera admise dans les magasins de la douane sous réserve des dispositions de l'article 95.

Art. 72. — En cas de débarquement ou d'introduction de colis qui ne figurent pas dans l'index, on devra prendre note de leurs marques, contremarques et numéros et on les placera dans un endroit séparé. Seront de même mis à part les colis fracturés, qu'ils soient cordés et scellés ou non.

Art. 73. — Pour le débarquement de la poudre, de la dynamite, des munitions de guerre explosibles ou inflammables, des feux d'artifice, des allumettes, de la nytroglycériner du pétrole et d'autres articles de même nature, le consignataire du navire se mettra avant tout d'accord avec le chef de la douane et avec le commandant d'armes ou chef de la place, s'il s'agit de produits destinés a être déposés dans les arsenaux, afin de permettre auxdits fonctionnaires de prendre les mesures de précaution necessaires.

Art. 74. — Le déchargement d'un navire doit être effectué dans le délai strictement nécessaire, et, tant qu'il existe des marchandises à bord, les particuliers ne pourront visiter le bâtiment; ne seront admis à bord que les hommes de l'équipage et les employés de la douane. Toute infraction à ces prescriptions entraînera pour le capitaine une amende de 30 pesos fuertes.

§. Le contrôleur peut, à la requête du capitaine ou du consignataire

et s'il le juge à propos, admettre à bord un certain nombre de journaliers pour les travaux de déchargement.

Art. 75. — La cargaison destinée à un port ouvert doit y être débarquée en entier, conformément aux connaissement et aux factures.

Art. 76. — Lorsqu'à la première escale le chargeur désirera débarquer, pour la vendre, sa cargaison destinée à un autre port ouvert, il fera sa demande à l'Administration des Finances et, sur la présentation des factures, il sera décidé que ce chargement pourra être admis à l'importation à ce premier port d'escale. Dans ce cas, un rapport écrit et détaillé, relatant le cas, sera rédigé et annexé au dossier d'entrée du navire.

Art. 77. — Après le déchargement complet du navire et au moment de l'apposition des scellés sur les cloisons, écoutilles et autres ouvertures du bâtiment, l'employé de service fera un relevé exact des colis qui restent sur le pont dans le cas, qui serait toujours préférable, où il n'aurait pas été possible de rentrer ces colis dans la cale avant l'apposition des scellés.

§. Chaque fois qu'il sera procédé à des appositions ou à une levée de scellés aux endroits soumis à cette opération, l'employé chargé de ce soin dressera un procès-verbal qu'il signera avec le capitaine et le subrécargue du navire.

Section 2.

Débarquement de colis en plus ou en moins.

Art. 78. — Lorsqu'un navire à destination d'un seul port national débarque un nombre de colis inferieur ou supérieur à celui indiqué sur le manifeste, et que les colis sont cependant regulièrement désignés sur les factures revêtues du visa, le capitaine encourra une amende égale au montant des droits dus pour ces colis. S'il se trouve des colis en plus que ceux indiqués dans lesdites factures, le capitaine encourra la même peine et les colis seront déclarés de contrebande.

Art. 79. — Lorsqu'un navire, transportant des marchandises à destination de plusieurs ports nationaux, débarque dans un port un nombre de colis supérieur à celui qui lui est destiné, la douane permettra, à la demande du capitaine ou du consignataire, que les colis débarqués en trop soient rembarqués, s'il résulte du ou des manifestes que ces colis faisaient partie de la cargaison destinée à un ou à d'autres ports.

Art. 80. — Si les colis débarqués en trop ne se trouvent pas indiqués dans les factures revêtues du visa ni sur les manifestes des chargements pour d'autres ports, ils seront déclarés de contrebande et le capitaine encourra la peine prévue à l'article 78.

§. La saisie ne sera pas encourue si l'importateur ou le propriétaire des colis prouve que pour ce qui le regarde il s'est conformé aux prescriptions de la loi relatives au visa des factures et connaissements. Dans ce cas, le contrôleur de la douane, appelé à statuer, en référera au Ministère des Finances pour s'assurer si ces factures existent ou non.

Art. 81. — Lorsqu'un capitaine négligera de débarquer un ou plusieurs colis mentionnés dans le manifeste, sans pouvoir justifier cette omission,

il encourra une amende égale au double des droits auxquels sont soumises, d'après facture, les marchandises contenues dans lesdits colis.

§ 1. Cette peine ne frappera pas le capitaine s'il déclare, au moment de la visite faite à l'entrée, et s'il prouve devant le juge compétent, dans un délai de trois jours, que les colis manquants ont été jetés à la mer par force majeure.

§ 2. Cette peine ne frappera pas non plus les capitaines de vapeurs qui font des escales à jours fixes, s'ils déclarent par écrit que les colis manquants ont été débarqués par erreur dans un port étranger ou qu'ils sont confondus avec le reste de la cargaison destinée à d'autres ports. Dans ce cas, il sera accordé au capitaine ou au consignataire du vapeur un délai maximum de soixante jours pour faire la remise des colis, à condition qu'il fournisse une caution acceptée par les chefs de la douane et garantissant une somme égale au chiffre de la peine à encourir suivant le présent article.

L'amende sera infligée de plein droit si les colis ne sont pas présentés dans le délai ci-dessus indiqué, accompagnés dans le premier cas d'un certificat de la douane compétente, visé par le consul, et établissant leur débarquement; dans le second cas, d'un certificat délivré par la douane du dernier port national où le navire fera escale, et constatant après visite d'inspection que les colis se trouvent à bord.

Art. 82. — Lorsque des colis non compris dans les factures figureront sur les manifestes, on procédera conformément aux instructions formulées à la section 2 du chapitre suivant.

Art. 83. — Lorsqu'il se trouvera dans la cargaison des colis ne figurant pas sur manifeste ni sur les factures consulaires, ils seront déclarés de contrebande et le capitaine encourra une amende égale au montant des droits dus pour les marchandises qu'ils contiennent.

Art. 84. — A dater de la présente loi, il est absolument interdit aux capitaines d'inscrire dans les ports de transit où le navire s'arrête dans son voyage des notes additionnelles sur leurs connaissements ou manifestes généraux; ils doivent rigoureusement s'en tenir au manifeste original visé par le consul de la République de la ou des localités où le navire a pris un chargement.

Chapitre VII.

Section I.

Des factures et manifestes.

Art. 85. — Ainsi que le prévoit l'article 36, dans les quarante-huit heures utiles, à compter du moment de l'entrée du navire, chaque importateur de marchandises doit présenter à la douane l'exemplaire de la facture revêtu du visa, accompagné des manifestes identiques, écrits sur le papier timbré destiné à cet usage, rédigés en espagnol, en caractères clairs et lisibles et remplissant toutes les conditions exigées pour les factures. Dans cet exemplaire doivent figurer trois colonnes en blanc: une pour inscrire le produit de la taxe de 10 % frappant certains objets au profit

de l'instruction publique; l'autre pour inscrire le numéro correspondant du tarif; la troisième pour écrire la valeur soumise au droit. Un de ces manifestes restera entre les mains de l'Administrateur des Finances et l'autre, visé par ce fonctionnaire et accompagné de la facture certifiée, sera remis au chef de la douane.

§. Ces trois colonnes seront remplies par le contrôleur au moment de la vérification des marchandises (voir modèle n° 8).

Art. 86. — Les importateurs peuvent présenter à la douane un seul manifeste comprenant une ou plusieurs factures, à condition que les marchandises y mentionnées portent la même marque, qu'elles viennent sur un même bateau et qu'elles appartiennent et soient destinées à un même consignataire.

Art. 87. — Les changements et corrections faits sur les manifestes doivent être minutieusement indiqués par des renvois placés avant la date, qui sera inscrite à la suite et immédiatement après la dernière ligne du document.

Art. 88. — Une fois présentés à la douane, les manifestes et factures ne pourront sortir des mains du chef de cette administration.

Art. 99. — Lorsqu'un importateur désirera rectifier, pour un ou plusieurs colis, le poids, la nature, la dénomination, la qualité ou la marque distinctive des marchandises qu'il a déclarées dans ses factures, il le fera au moyen d'une note mise au bas du manifeste en indiquant la raison de ces changements. Ces annotations seront faites avant de remettre le document à l'Administration des Finances, et la rectification sera effectuée au moment de la visite et par le contrôleur qui donnera son avis à la suite de la déclaration de l'intéressé.

Art. 90. — Les contrôleurs de douane tiendront un registre dans lequel ils consigneront par numéros d'ordre les manifestes au fur et à mesure de leur présentation, le nombre de leurs feuillets et le jour et l'heure du commencement de la visite. Le registre devra également indiquer tout ce qui est relatif aux amendes et à l'évaluation des avaries.

§. Le contrôleur mentionnera au-dessous sa signature, le jour et l'heure de la présentation de chaque manifeste, il le numérotera par ordre de présentation et il en paraphera toutes les pages numérotées.

Art. 91. — Lorsque l'importateur ne présentera pas le manifeste dans le délai fixé par l'article 85, il encourra une amende de 10 pesos pour le premier jour de retard et de 20 pesos pour chacun des jours suivants.

Art. 92. — Avant de procéder à la visite des marchandises, les douanes compareront les connaissements avec les factures présentées par les importateurs et avec les documents reçus en plis cachetés et scellés; le résultat de cet examen sera mentionné au bas du connaissement.

Section 2.

Absence de factures.

Art. 93. — Lorsque les factures certifiées manqueront, mais que les

marchandises figureront sur les connaissements, on se conformera aux règles stipulées dans les paragraphes suivants:

§ 1. Si l'importateur n'a pas reçu la facture certifiée, la douane lui permettra, sur sa demande écrite, de prendre au bureau copie de celle reçue sous pli cacheté et scellé par le contrôleur, afin de rédiger le manifeste, et si, dans un délai proportionné à la distance du port de provenance, la facture originale n'était pas présentée par l'importateur, celui-ci encourra une amende égale à 10 % des droits d'entrée, à moins qu'il ne prouve, d'une façon évidente, qu'il lui est impossible de se procurer le duplicata de la facture que l'on suppose égarée.

§ 2. Si l'importateur présente ses manifestes et factures consulaires, avant que la douane ait reçu l'exemplaire que doit lui adresser le consul, on expédiera les marchandises; mais, s'il résultait du reçu donné par le capitaine au bas du connaissement que le consul a fait la remise de son pli sans que celui-ci soit présenté, le capitaine encourra l'amende comminée par l'article 203, paragraphe 5 B, sauf à prouver le cas de force majeure.

§ 3. Si ni l'importateur ni la douane n'avaient reçu la facture certifiée, les marchandises seront retenues en dépôt pendant le temps requis réglementairement pour la présentation de cette pièce. Si, à l'expiration de ce délai et malgré les dépêches adressées au consul du port de provenance, les pièces n'étaient pas présentées, les marchandises seront considérées comme de contrebande et saisies; le même sort leur sera réservé s'il résulte du certificat apposé par le consul sur le manifeste que le chargeur n'a pas remis les quatres exemplaires de factures exigés par l'article 18.

Art 94. — Pour l'application des amendes comminées par la présente loi, les contrôleurs exigeront des contrevenants responsables une caution suffisante pour assurer, au cas échéant, la perception du montant de ces amendes.

Chapitre VIII.

Section I.

De la vérification et de l'expédition des marchandises.

Art. 95. La vérification des marchandises se fera dans les douanes; on pourra l'effectuer en dehors des bureaux de l'administration et à la convenance du contrôleur pour les l'articles inflammables, ceux qui sont susceptibles de se corrompre, les colis de provisions dont l'expédition sera facile; il en sera de même pour les colis que le contrôleur jugera préférable de ne pas introduire dans la salle de la visite à cause de leur volume, leur poids ou leur nombre.

Art. 96. — La vérification sera faite par le contrôleur accompagné d'un employé des douanes, le premier seul étant responsable dans cette circonstance des infractions à la loi douanière.

Art. 97. — Les bagages des voyageurs seront examinés aussitôt après leur débarquement, à condition qu'il s'effectue aux heures de bureau et en aucun cas pendant la nuit. S'ils contenaient des objets soumis à des droits, ces droits seront perçus sur-le-champ, et le contrôleur délivrera une

quittance en portant les sommes perçues sur le chapitre de recettes d'un registre qu'il aura à cet effet.

Art. 98. — On ne procédera à la vérification des marchandises que lorsqu'elles auront été toutes déposées en douane et que les importateurs auront fourni la caution, agréée par le contrôleur, en rapport avec la somme à laquelle pourront s'élever les droits auxquels ces marchandises pourraient être assujetties (voir modèle n° 9).

§ Si la caution ne pouvait être fournie, la douane fera sa vérification, retenant dans ses magasins les colis qui lui paraîtront suffisants par leur valeur à garantir les droits qu'elle auraient à percevoir.

Art. 99. — La vérification des marchandises se fera suivant l'ordre de présentation des manifestes, à moins que l'intéressé ne renonce à son droit de primauté ou que le contrôleur ne soit obligé de faire une exception en considération de l'urgence que comporterait la prompte livraison de colis avariés ou exposés à se corrompre et afin d'éviter les dommages résultant d'un plus long retard. Les colis avariés ou sujets à se corrompre pourront également être expédiés, alors même que les autres articles compris sur le manifeste ne seraient pas encore débarqués.

Art. 100. — Si l'importateur ou destinataire, se prévalant d'une raison justifiée, ne se présentait pas le jour et à l'heure qui lui ont été signalés par le contrôleur pour la vérification de ses marchandises, cette opération sera remise à un autre jour fixé par le contrôleur.

Art. 101. — Quand la vérification n'aura pas été achevée en une seule séance, l'heure de la suspension et de la reprise de cette opération séra consignée sur le registre indiqué par l'article 90.

§. Le registre dont il s'agit sera exclusivement confié à la garde du contrôleur.

Art. 102. — La vérification des marchandises sera publique et se fera à haute voix, afin que tous ceux qui veulent y assister puissent s'en rendre compte en toute liberté, chaque citoyen étant le contrôleur naturel de ces opérations de douane et de celles qui s'effectueront de la manière suivante:

1° Les objets de la même nature et dont l'empaquetage aura la même dimension, taxés au poids, tels que caisses de savons ou de bougies, sacs de riz ou de maïs, etc., seront pesés dans la proportion de 10 % ou en plus grand nombre, si on le juge à propos. Si les poids n'étaient pas d'accord entre eux et représentaient un écart dépassant dix pour cent, on pèsera également tous les colis et l'on pourra en ouvrir un certain nombre. Divers colis de même contenu pourront être pesés en une seule fois. Si l'on trouvait une différence dans le poids, on les pèsera un à un afin de pouvoir appliquer l'amende au colis cause de cette différence;

2° Les colis qui payent en raison de leur forme extérieure, comme ceux qui renferment de la farine, des pommes de terre, etc., seront expédiés en tenant compte de l'excédent de leur dimension, afin de les ramener à l'unité de grandeur généralement admise;

3° Pour les liquides, les inspecteurs s'assureront de l'exactitude de la déclaration en mesurant et en examinant un ou plusieurs colis pour en contrôler le contenu et la qualité;

4° Pour les marchandises, on s'assurera si leur classe et leur qualité, la quantité de pièces et le nombre de yards de chaque pièce concordent avec le manifeste.

Art. 103. — Au fur et à mesure de la vérification, le contrôleur remplira les colonnes en blanc dont parle l'article 85, paragraphe, en indiquant l'estimation et en inscrivant le numéro du tarif correspondant.

Art. 104. — On fera sortir de la douane les colis à mesure qu'ils auront été reconnus et marqués préalablement par un signe qui indique qu'ils sont expédiés.

Art. 105. — L'importateur devra retirer des magasins de la douane les colis expédiés dans le délai maximum de quarante-huit heures à partir de l'heure où est terminée l'expédition du manifesté sur lequel ces marchandises sont inscrites. Si après ce délai les colis ne sont pas retirés, l'importateur payera pour le temps qu'ils passeront dans les magasins 2% par mois sur la valeur de ces colis suivant facture.

§. La même taxe frappera les marchandises retenues en douane pour une raison quelconque à partir du jour où elles auraient dû être retirées.

Art. 106. — Si soixante jours après la visite toutes les marchandises inscrites sur un manifeste ne sont pas retirées des magasins de la douane, elles seront considérées comme abandonnées et vendues au bénéfice du Trésor.

Art. 107. — Quand l'immportateur ne sera pas d'accord avec les inspecteurs relativement à la classification de ses marchandises et à leur taxe, on nommera deux experts, un par l'intéressé et l'autre par le contrôleur, qui, sous serment, seront appelés à décider sur la nature ou le nom approprié du produit, et en cas d'avis partagé le contrôleur nommera un troisième expert qui tranchera la question.

Art. 108. — Au moment de la visite d'un colis dont le contenu aura fait l'objet d'une demande de rectification, conformément à l'article 89, les inspecteurs se rendront compte avant tout si le colis est instact, et, danc ce cas, il sera procédé commme il est prescrit au dit article 89. Dans le cas contraire et si le colis porte des traces qu'on en a soustrait des objets, on considérera la requête de l'importateur comme nulle, et l'on appliquera, suivant le cas, la pénalité prévue par l'article 203, paragraphe 4.

Art. 109. — Quand, en l'absence de factures certifiées, les marchandises devront rester consignées en douane, il faudra, sur la demande écrite des intéressés et sur la présentation du manifeste, procéder immédiatement à la vérification des objets qui pourraient se corrompre ou des colis qui, à cause d'avarie ou de bris, ne pourraient rester en souffrance; on évaluera le montant des droits qu'ils ont à payer et on les livrera à leurs destinataires, à condition que ceux-ci acquittent les taxes aux comptant ou en billets conformes à la loi, ou bien encore qu'ils fournissent une caution jugée suffisante par les chefs de la douane, répondant du maximum de la peine dont ils peuvent être frappés pour les colis livrés, dans le cas où les factures ne seraient pas présentées.

Art. 110. — Les vérificateurs ne peuvent inscrire sur les manifestes ni interlignes, ni corrections; les erreurs seront portées en renvoi à la suite de ces documents.

Art. 111. — Au bas du manifeste les vérificateurs signeront une déclaration indiquant le jour et l'heure de suspension et de reprise de la visite, les négligences imputables aux importateurs, et, en cas d'avaries, l'estimation du dommage qui en est résulté.

Section 2.

Des avaries.

Art. 112. — L'avarie est la dépréciation que subit un article par suite d'un accident survenu pendant son transport du moment de son embarquement au moment immédiat qui a précédé son débarquement.

Art. 113. — Les marchandises qui seront présentées à la visite dans un état d'avarie, auront droit à un rabais sur la taxe en rapport avec le dommage ou la dépréciation qu'elles auraient subi.

Art. 114. — L'estimation des avaries sera demandée au moment même de la visite. On ne l'admettra pas si elle est formulée après. Si la demande est adressée en temps opportun, les vérificateurs examineront s'il existe des avaries et, dans le cas affirmatif, ils fixeront, d'accord avec l'importateur, les dommages subis par la marchandise.

Art. 115. — En cas de désaccord entre les inspecteurs et l'importateur sur l'estimation de l'avarie, on aura recours aux experts comme il est stipulé à l'article 107.

§. Les experts que l'on nommera pour l'estimation des avaries et autres cas différents, devront toujours être choisis parmi les négociants les plus compétents, nationaux ou étrangers.

Art. 116. — Pour la marchandise avariée (qu'il s'agisse du tout ou d'une partie) il ne sera pas perçu de droits. Procès-verbal en sera dressé sur le registre ad hoc et copie en sera annexée au dossier d'entrée, après mention au bas du manifeste correspondant.

Art. 117. — Chaque fois qu'il se présentera un cas d'avarie et particulièrement d'avarie de comestibles, le contrôleur en informera le médecin sanitaire qui déclarera, après examen, si ces articles n'offrent aucun danger pour la santé publique.

Art. 118. — Les dispositions de l'article 109 sont applicables à la présente section.

Chapitre IX.

De l'abandon des marchandises.

Art. 119. — L'abandon est la renonciation de la propriété des marchandises faite par le consignataire.

Art. 120. — L'abandon est absolu quand l'intéressé adresse sa renonciation écrite au contrôleur de la douane.

Art. 121. — Les importateurs peuvent abandonner leurs marchandises au Trésor pour le payement des droits de douane.

Art. 122. — Toutes les fois que les importateurs abandonnent leurs marchandises en payement des droits, ces marchandises seront vendues aux enchères publiques.

Art. 123. — L'abandon est réputé de fait quant il résulte des circonstances qui ne laissent pas de doute sur les intentions de l'importateur, par exemple :

1° Quand, après la présentation du connaissement par le capitaine et la désignation du consignataire, celui-ci est inconnu, est décédé sans laisser de successeur, ou bien si, ayant renoncé à sa mission, son consul se refuse à accepter la consignation ;

2° Quand les délais accordés pour le dépôt conformément à l'article 131, sont expirés.

Art. 124. — Lorsque des marchandises devront être vendues aux enchères, l'Administrateur des Finances nommera deux experts pour procéder, dans le délai voulu à l'estimation des marchandises ; après cette formalité, l'Administrateur annoncera la vente six jours à l'avance, par affiches apposées à la porte principale de la douane et dans les endroits publics de sa résidence, et par avis dans le journal officiel ou tout autre journal.

Art. 125. — La vente aura lieu en présence du chef de la douane, par un commissaire-priseur, ou à son défaut, par l'alcade de la commune. Du tout il sera dressé procès-verbal pour certifier la recette effectuée par l'Administration des Finances, qui recevra tout le dossier avec le produit net de la vente.

Chapitre X.

Entrepôts.

Art. 126. — On entend par entrepôts toute marchandise importée et qui doit être déclarée pour la consommation ou pour l'exportation.

Art. 127. — Toutes les douanes peuvent recevoir dans leurs magasins des marchandises en entrepôt.

Art. 128. — L'entrepôt doit toujours être déclaré par un manifeste spécial vingt-quatre heures après la déclaration d'entrée du navire.

Art. 129. — Le contrôleur tiendra un registre où seront inscrits dans toute leur teneur les manifestes d'entrepôts.

Art. 130. — Le droit d'importation que doivent payer les marchandises déclarées en entrepôt quand elles seront admises à la consommation, sera celui qui leur était applicable au moment de la déclaration d'entrée du navire.

Art. 131. — L'entrepôt ne pourra dépasser la durée de deux mois, à compter du jour de la déclaration. Passé ce délai, l'intéressé sera requis d'avoir à prendre livraison de ses marchandises, et s'il ne se conforme pas à cet avis dans les dix jours, elles seront vendues aux enchères publiques pour le recouvrement des droits ; le reliquat, s'il en a, sera remis à l'intéressé.

Art. 132 — Les marchandises et objets déclarés en entrepôt payeront 1% d'après leur valeur sur facture, si plus tard on les expédie pour la consommation ; si on les exporte, ces marchandises payeront 1% en plus pour magasinage.

Art. 133. — Quand on retirera de l'entrepôt des marchandises pour être livrées à la consommation ou pour les expédier à un autre port ouvert

de la République, on observera les prescriptions relatives au transit établies aux articles 180 et 181 de la présente loi. Le dossier de l'affaire sera adressé au contrôleur de la douane du port où elles vont être livrées à la consommation et où elles devront acquitter les droits d'importation mentionnés sur les documents qui font partie du dossier.

Art. 134. — Le Trésor ne répond pas des pertes résultant des cas fortuits; les risques d'incendie et autres restent à la charge de l'importateur.

Art. 135. — On n'acceptera pas à l'entrepôt des marchandises sujettes à combustion spontanée, celles dont l'odeur serait nuisible aux autres, celles représentant un trop grand volume et les matières inflammables,

Art. 136. — Toute demande d'embarquement d'un ou plusieurs colis, adressée au contrôleur, devra être accompagnée de deux manifestes sur papier timbré, donnant le numéro, la marque, le poids, le contenu et la destination des colis, conformément au modèle n° 10, avec engagement de produire le connaissement le lendemain de l'embarquement, et le passavant, dans le délai opportun fixé par le contrôleur.

§ 1. Un exemplaire du manifeste restera en dépôt en douane, et l'autre sera remis à l'intéressé comme passavant.

§ 2. Les passavants seront visés par le consul dominicain du lieu de débarquement des marchandises.

Chapitre XI.

De la liquidation et de la perception des droits.

Art. 137. — La liquidation des droits se fera par le contrôleur, conformément à la loi des tarifs, et, dans les huit jours au plus tard, on remettra contre reçu au signataire un bulletin de liquidation; si ce bulletin lui paraît en règle, celui-ci le signera et le rendra avec les timbres correspondants, après la mention «approuvé»; dans le cas contraire, il sollicitera une nouvelle liquidation. Cette pièce, une fois signée, sera jointe au dossier d'entrée.

Art. 138. — Il est accordé aux consignataires, pour le renvoi du bulletin, le délai fixe de trois jours, à compter de celui de la remise de la pièce contre récépissé. Si, après ce terme, le bulletin n'est pas rendu avec ses mandats de payement, on considérera cette omission comme une approbation et le récépissé sera annexé au dossier.

Art. 139. — Après avoir procédé, au moyen des manifestes, à la liquidation particulière à chaque importateur, on fera la liquidation générale en une ou plusieurs feuilles de papier timbré et l'on réunira à part, pour être additionnés, le total des droits d'importation, des droits de port amendes, etc., conformément au modèle n 11.

Art. 140. — Il sera fait un dossier de tout ce qui concerne le navire et sa cargaison. Ce dossier renfermera;

1° Le manifeste du chargement du navire;
2° La liste des provissions de bord, etc.;
3° Les factures avec leurs connaissements et manifestes;
4° Le permis de débarquement;
5° Les actes relatifs au débarquement;

6° Les liquidations particulières;

7° Le bordereau ou liquidation générale;

8° Les billets à ordre ou, à leur défaut, les cautions et récépissé des bordereaux.

§. Les liquidations particulières seront signées par le contrôleur ou le commis principal de douane.

La liquidation générale sera signée par le contrôleur, et elles seront toutes revêtues du sceau du bureau.

Art. 141. — Les contrôleurs de douane auront à remettre aux Administrateurs des Finances, dans le délai exact de vingt jours, à compter de l'entrée du navire, les pièces signalées à l'article 140, pour que ceux-ci puissent faire rentrer les droits à percevoir.

Art. 142. — Quand les importateurs ne seront pas d'accord sur le chiffre de la liquidation et que le contrôleur reconnaîtra le bien-fondé de leur réclamation, celui-ci formulera les changements acceptés par voie de requête; avis en sera donné à l'Administrateur des Finances, et l'on accordera la réduction qui fait l'objet de la réclamation.

Si la réclamation n'était pas fondée, il en sera fait mention sur la pièce dont il s'agit, et l'on s'en tiendra à la liquidation effectuée, sauf le recours de l'intéressé au jury de douane.

Art. 143. — Les droits seront acquittés au comptant s'ils ne dépassent pas doll. 200 — deux cents pesos; — à quinze jours de date, pour doll. 201 — deux cent un pesos — à doll. 500 cinq cents pesos; — à trente jours de date, de doll. 501 cinq cent et un pesos — à doll. 2,000 — deux mille piastres; — à quarante-cinq jours de date, de doll. 2,001 — deux mille et une piastres — à doll. 4,000 — quatre mille piastres; — à soixante jours de date, de doll. 4,001 — quatre mille et une piastres — et au delà.

§ premier. Les délais courront à partir de la date du manifeste; l'importateur est tenu de présenter des billets à ordre correspondant avec la garantie jugée suffisante par l'Administrateur des Finances.

§ deuxième. Le billet écrit sur le papier timbré désigné par la loi sera rédigé d'après le modèle n° 12.

Art. 144. — Les prescriptions de l'article 143 pourront être exécutées, après les échéances, par tout «alguazil» requis à cet effet, et en vertu d'une ordonnance exécutoire du président du tribunal de 1re instance, sans autre formalité judiciaire.

Art. 145. — En l'absence des billets visés à l'article 143, la caution sera considérée comme en tenant lieu, et les Administrateurs des Finances procéderont au recouvrement en indiquant au dos l'absence des billets, ainsi que les délais legaux des échéances.

Art. 146. — Lorsque, à l'epiration des délais établis par l'article 143, les droits n'auront pas été acquittés, on procédera contre le débiteur ou la caution, ou contre les deux solidairement, si l'administrateur de la douane le juge à propos, non seulement pour le montant des droits, mais aussi pour les dépenses et frais occasionnés, et ces créances seront considérées comme privilégiées.

Chapitre XII.

De la visite et de l'expédition du bâtiment.

Art. 147. — Tout navire qui aura fini le déchargement des marchandises qu'il avait à son bord sera visité par le commis principal des douanes accompagné des agents de service ce jour-là.

Art. 148. — Cette visite se fera avec le plus grand soin et portera sur toutes les parties du navire, afin de s'assurer qu'il n'existe à bord aucun chargement caché, ou que, s'il y en a, il s'agit de marchandises qui, déjà déclarées sur le manifeste, sont destinées à d'autres ports de la République ou à l'étranger.

Art. 149. — Le navire qui, ayant déchargé la partie de sa cargaison destinée à un port, en aurait encore pour un ou plusieurs autres ports, ne pourra rien débarquer sous aucun prétexte, sauf dans les cas où la douane peut l'y autoriser.

Art. 150. — Le poste placé à bord continuera à exercer sa surveillance la plus rigoureuse et interdira l'accès du bâtiment à toute personne non inscrite sur son rôle, ainsi que le débarquement de quoi que ce soit sans l'autorisation du contrôleur.

Art. 151. — Le contrôleur de la douane du port où se sera effectué la première relâche et le premier déchargement de marchandises, remettra à son collègue de la douane de l'autre ou des autres ports, une copie certifiée du manifeste, où il détaillera la partie de la cargaison qui a été déchargée et celle qui est destinée à un autre prot, sauf s'il s'agit d'un vapeur autorisé à faire un manifeste pour chaque port, conformément au paragraphe unique de l'article 7.

Art. 152. — Après la visite du bâtiment, son capitaine, s'il le veut et s'il l'a déclaré d'avance, pourra prendre charge pour l'exportation; dans le cas où il ne voudrait pas charger, s'il demande à sortir, l'autorisation lui sera accordée.

Art. 153. — Les navires pourront prendre leur lest dans les endroits que leur indiquera le commandant ou l'autorité de la marine compétente ou bien encore le recevoir d'un autre bâtiment sans payer aucun droit; cependant ils ne pourront le jeter à la mer dans aucun port ou baie de la République sans l'autorisation de l'autorité maritime et seulement dans le point qui leur sera désigné, sous peine d'une amende de 500 pesos (doll. 500) que le capitaine sera condamné à payer.

Art. 154. — Nul bâtiment ne peut quitter le port sans être régulièrement expédié.

Art. 155. — La douane ne délivrera d'expéditions à un navire que lorsqu'il est en règle avec le Trésor, qu'elle en a la preuve et que l'autorité civile ne s'oppose pas à sa sortie.

Art. 156. — En expédiant un navire la douane lui fera la remise des papiers qu'il avait déposés dans ses bureaux.

Chapitre XIII.

De l'exportation.

Art. 157. — Dès que le capitaine ou le consignataire d'un navire aura déclaré qu'il est prêt à recevoir un chargement, le contrôleur lui délivrera le permis qu'il sollicite après les formalités de visite et autres prévues par la loi de douane et si la classe du bâtiment ne s'y oppose pas.

§. Les chargements de navires se feront sur les quais et aux endroits désignés à cet effet, aux heures de bureau, c'est-à-dire de sept heures du matin à midi et de deux à cinq heures du soir.

Art. 158. — Si le navire est étranger et s'il doit effectuer son chargement sur la côte, l'expédition ne lui sera accordée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites en pareil cas et la présentation du récépissé du payement des droits correspondants.

Art. 159. — A l'arrivée d'un navire dans le port où il doit prendre ses expéditions, son capitaine ou son consignataire, si le bâtiment n'a pas pris tout son chargement sur la côte, déclarera au contrôleur la nature et la quantité des marchandises qui se trouvent à bord.

Art. 160. — Si un navire, quelle qu'en soit la nationalité, doit se rendre dans un autre port ouvert de la République à l'effet d'y complèter son chargement et y être expédié pour l'étranger, il ne pourra sortir du premier s'il n'a payé les droits de port et autres dus par le navire et pour la cargaison qu'il y aura embarquée.

Art. 161. — Pour l'expédition d'un navire il faut que le consignataire ait présenté au contrôleur le manifeste général des marchandises embarquées, avec désignation de la classe, du nom et la nationalité du bâtiment, le nom de son capitaine, sa destination, la quantité, la marque, le numéro et la description des colis, leur contenu et leur valeur cotée sur le marché.

Ce manifeste sera conforme au modèle nº 13.

§. Les manifestes que doit présenter le consignataire pour l'expédition du navire doivent être accompagnés des factures consulaires permettant d'en vérifier la conformité avec la quantité, la qualité et le poids des effets embarqués. Ces factures seront annexées au dossier d'expédition du navire.

Art. 162. — Aucun navire ne pourra être expédié pour l'étranger si le capitaine ou le consignataire n'ont préalablement acquitté les droits à percevoir.

Art. 163. — Les consignataires et les chargeurs seront personnellement et solidairement responsables pour tout ce qui serait embarqué en plus sans être porté sur le manifeste, et seront soumis pendant le temps que la loi signale aux peines et restitutions prévues au chapitre VI.

Art. 163. — A chaque douane de la République sera attaché un interprète nommé par le Pouvoir Exécutif.

Art. 165. — Ses attributions seront:

1º Accompagner l'employé de la douane chargé de la visite du navire toutes les fois qu'il en sera requis;

2º Inscrire l'entrée des navires sur un registre ad hoc;

3° Traduire et inscrire les manifestes sur un registre spécial et en transmettre la copie à l'Administration des Finances;

4° Conduire le capitaine et les passagers aux bureaux des Gouverneurs civils et des autres autorités, dans les conditions et les circonstances déterminées par les règlements, et leur servir d'interprète auprès de ces fonctionnaires;

5° Adresser tous les mois à la Cour des Comptes, par l'intermédiaire des Administrateurs des Finances, l'état de navires entrés dans le port, avec l'indication du nom et du chargement de chacun d'eux.

Art. 166. — Les interprètes recevront, en plus du traitement qui leur est assigné par le budget, les émoluments personnels suivants:

Ceux prévus à l'article 19 de la présente loi, et pour tout autre acte deux pesos (doll. 2), à la charge de l'intéressé.

Chapitre XIV
Du cabotage.

Art. 167. — Est dit commerce de cabotage, par rapport au régime douanier, celui qui se fait directement par mer entre les ports ouverts de la République.

Le cabotage ne peut être fait que par les navires nationaux, sauf les exceptions dont il est fait mention ci-dessous.

Art 168. — Le navire qui, expédié pour le cabotage, touche dans un port étranger, sera considéré ainsi que son chargement comme de provenance étrangère, à moins qu'il ne s'agisse d'une relâche forcée dûment prouvée par le capitaine devant le consul dominicain, s'il y en a, ou par-devant les consuls étrangers et, à leur défaut, devant l'autorité locale. Dans ce cas, on s'assurera si le chargement est le même que celui qui a été embarqué au point de départ.

Art. 169. — Tout caboteur employé ou aidant à la contrebande des produits indigènes ou étrangers, le long des côtes ou en mer jusqu'à vingt-cinq lieu es au large des rivages, sera passible de la confiscation.

Art 170. — Les vapeurs autorisés à faire le cabotage continueront à jouir de cette faveur jusqu'à l'expiration de leurs contrats ou conventions.

Art. 171. — Le cabotage est placé sous la juridiction ou surveillance immédiate des contrôleurs de douane dans leurs ressorts.

Ceux-ci prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher la contrebande.

Art. 172. — Pour la bonne exécution du service, dans les localités voisines de la côte et situées sur le littoral, les sous délégués des Finances et, à leur défaut, l'autorité locale, exerceront dans leur arrondissement une surveillance directe sur le cabotage et se conformeront exactement aux ordres et aux instructions que, suivant le cas, ils auront reçus des contrôleurs de douane.

Art. 173. — Dans les ports de Saint-Domingue et de Puerto-Plata il y aura un employé attaché à chaque douane et exclusivement préposé au service du cabotage. Dans les autres ports le contrôleur désignera pour ce service un des employés placés sous ses ordres.

Art. 174. — Les navires au cabotage ne pourront être expédiés d'un port à un autre que lorsque le capitaine aura présenté le manifeste daté et signé des marchandises et effets qu'il a embarqués avec l'indication détaillée de l'espèce, de la quantité, du poids et de la mesure des dits objets; et seulement après la visite faite par le préposé au cabotage, sous la direction du contrôleur ou employé supérieur de la douane du port d'embarquement par laquelle, d'ailleurs, les marchandises seront tenues de passer:

Art. 175. — S'il résulte de la visite dont il s'agit que les marchandises et effets ne concordent pas avec le manifeste présenté, les dispositions du chapitre XIX relatives à la confiscation seront appliquées.

Art. 176, — Les manifestes seront inscrits sur un registre qui sera dit Journal du cabotage, avec feuillets numérotés et paragraphés par l'Administrateur des Finances.

Art. 177. — Si avant d'entreprendre une opération au cabotage sur des bâtiments nationaux, on venait à constater que de toute évidence ces bâtiments nationaux, on venait à constater que de toute évidence ces bâtiments ne se trouvent pas dans les conditions voulues et impropres à faire ce service, soit à cause de leur tonnage, ou pour toute autre raison dûment prouvée, l'autorité compétente accordera l'autorisation à un bâtiment étranger, moyennant le payement d'un peso par tonne pour le permis.

Art. 178. — S'il était prouvé qu'on a autorisé des opérations contraires à la présente loi et non comprises dans les articles 157 et 176, l'agent qui aurait contrevenu aux règlements sera immédiatement révoqué.

Art. 179. — On formera un dossier de l'entrée de la sortie des navires qui font le cabotage. Ce dossier, qui devra rester à la douane, contiendra:

1° Un manifeste certifié;

2° Un exemplaire des polices ou passavants;

3° Les procès-verbaux de visite;

4° Les copies des décisions intervenues en cas d'infraction à la présente loi, comme aussi les communications adressées à d'autres contrôleurs de douane.

Chapitre XV.

Du transit.

Art. 180. — On entend par transit, le passage en franchise de marchandises étrangères à destination de ports de la République ou d'autres ports étrangers.

Art. 181. Pour que le transit avec escale dans les ports de la République à destination de ports étrangers soit autorisé, il faudra:

1° Que le capitaine ait fait dans le manifeste général, visé par le consul dominicain du port de provenance, la déclaration spéciale des colis embarqués de transit;

2° Que le port de destination des marchandises ne soit pas le même que celui de provenance, et d'aucun de ceux où le navire aura fait escale auparavant;

3° Que les marchandises en transit soient transportées sur le même navire et dans le même voyage.

Art. 182. — Quand les marchandises déclarées en transit d'un port à un autre port de la République ne devront pas être transportées par le même navire qui les a apportées, et dans le même voyage, elles seront soumises à la visite dans le premier port de débarquement. Dans ce cas, l'expédition d'entrée de la douane de ce port sera remise, par les voies ordinaires, au contrôleur du port où doit avoir lieu la visite d'entrée et les documents requis pour l'importation et la consommation seront préalablement exigés dans les délais légaux.

Art. 183. — Avant la présentation du manifeste le commerçant ou le consignataire fera la déclaration de transit à la douane du lieu de destination qui dressera procès-verbal de ces formalités enregistré et signé par le contrôleur, l'interprète et le déclarant.

Art. 184. — Le contrôleur pourra autoriser l'embarquement sur un caboteur des marchandises de transit dont il est fait mention à l'article 182, ordonnant que le nombre les marques, contremarques, numéros, dimensions et poids des colis soient exactement désignés sur l'expédition, de même que le nom du navire avec lequel s'est faite l'importation des dits effets, en se référant à l'expédition d'entrée délivrée conformément à l'article 182.

Chapitre XVI.

Des relâches et naufrages de bâtiments.

Art. 185. — On entend par relâche l'arrivée d'un navire sur un point de la côte autre que celui de sa destination.

Art. 186. — La relâche est «forcée» lorsqu'elle a lieu dans les cas ci-après :

1° Manque de vivres;
2° Danger fondé du fait des ennemis ou des pirates;
3° Avaries mettant le navire hors d'état de tenir la mer;
4° Tempête ne permettant pas de naviguer au large.

§. Dans toutes les autres circonstances, la relâche est considérée comme volontaire.

Art. 187. — Dans les cas de relâche «forcée», le capitaine présentera immédiatement le manifeste de sa cargaison et fera connaître et justifiera la cause qui l'a obligé à relâcher. Tous les employés lui fourniront tous les secours possibles, et, pour la rigoureuse surveillance du navire, on embarquera à son bord un ou plusieurs gardiens qui empêcheront l'embarquement ou le débarquement de toute marchandise.

Art. 188. — Si le navire a des avaries qui l'empêchent de continuer son voyage, et si, pour les réparer ou compléter ses provisions de bord, il a besoin de débarquer ou de vendre tout ou partie du chargement, le capitaine adressera sa demande écrite au contrôleur, qui autorisera le débarquement avec les précautions nécessaires, s'il y a une douane dans le

port de relâche. Dans le cas contraire, le capitaine avisera le contrôleur de la douane la plus proche, et ce dernier nommera l'employé ou les employés qu'il jugera à propos, afin qu'à la requête de l'intéressé ils assistent aux opérations d'expédition, conformément à toutes les règles établies. Les frais de magasinage et autres seront à la charge du capitaine.

Art. 189. — La relâche volontaire est interdite aux navires provenant de l'étranger dans tout point, plage ou mouillage non ouverts à l'expédition des marchandises qu'il a à bord. Lorsque les employés de la douane, et, à leur défaut, les autorités du littoral seront informés qu'un navire relâche volontairement dans le port, la plage ou le mouillage où ils se trouvent, ils donneront l'ordre au capitaine de prendre le large sans délai, et, s'il le fallait, ils pourront employer la force pour l'y contraindre.

Art. 190. — En cas de naufrage sur un point quelconque des côtes de la République, les autorités locales et les employés de la douane (s'il en existe) s'empresseront d'accourir pour prêter leur secours au sauvetage des naufragés, du chargement et du navire.

Art. 191. — S'il n'y a pas de douane sur le lieu du sinistre, les autorités locales remplaceront ces employés et veilleront ensuite à la garde des effets et marchandises sauvés après en avoir informé immédiatement l'Administrateur des Finances ou son délégué.

Art. 192. — Sauf les premiers secours à donner d'urgence, tout ce qui est relatif aux naufrages est de la compétence immédiate du service de la marine et des consuls respectifs dans la forme spéciale régissant la matière.

Art. 193. — Le rôle des employés de la douane doit se borner à veiller avec soin à ce qu'on ne fraude les droits du Trésor.

§. A cet effet les contrôleurs présideront aux opérations de sauvetage, personnellement ou par leurs délégués, et ils assisteront à l'inventaire qui en sera dressé. Copie certifiée de cet inventaire leur sera remise ainsi qu'une clef de sûreté des magasins où les marchandises seront déposées.

Art. 194. — Lorsque les propriétaires ou les consignataires du navire ou de ses marchandises, ou leur mandataire, se trouveront sur le lieu du sinistre et réclameront l'intervention attribuée au consul, on la leur accordera. Ce fonctionnaire, dans le cas où son intervention serait requise par les intéressés, se bornera à leur prêter son appui, ainsi que dans tous les autres cas analogues, lorsque les propriétaires, les intéressés ou leurs représentants seront présents et pourront agir eux-mêmes pour la sauvegarde de leurs droits.

Art. 195. — Si le propriétaire, le capitaine ou celui qui le remplace veut opérer le rembarquement des effets et des marchandises sauvés, soit sur le navire même, s'il est réparé, soit sur un navire portant un autre pavillon, le contrôleur pourra, après enquête, lui en donner l'autorisation.

Art. 196. — Si les marchandises sauvées n'ont pas éprouvé d'avaries, et si le consul ou les intéressés en demandent l'entrée, ils en remettront à la douane un état détaillé, et la vérification et expédition en seront

effectuées dans la forme prescrite pour que les marchandises puissent être mises à la disposition du consul ou des intéressés.

§. Les mêmes formalités seront observées s'il s'agissait d'expédier à l'entrée une partie des marchandises sauvées.

Art. 197. — Si les marchandises sont avariées et si l'on en demande l'entrée sous bénéfice de la diminution des droits en rapport avec leur dépréciation, l'expédition en aura lieu conformément à la 2e section du chapitre VIII.

Art. 198. — Si le propriétaire du navire naufragé veut exporter ses épaves, la douane l'autorisera, mais elle surveillera, comme de raison, les objets exportés.

§ 1er. Sous le nom d'épaves d'un bâtiment naufragé on entend, non seulement les bris de sa coque et de sa mâture, mais encore les objets d'équipement et d'armement, tels que voiles, cordages, chaînes, ancres, etc.

§ 2e. Si, au lieu de les exporter, le propriétaire veut les vendre, il devra, pour bien observer toutes les formalités nécessaires, s'entendre avec son consul, qui de son côté devra en aviser la douane.

Art. 199. — C'est à l'autorité de la marine qu'incombe le soin de s'occuper des objets qui ne sont pas des produits de la mer, que l'on trouve à sa surface ou que le flot rejette sur le rivage et dont le propriétaire est inconnu. Les contrôleurs se borneront à contribuer à leur sauvetage et à dresser l'inventaire des objets sauvés ou recueillis.

Art. 200. — L'autorité qui se sera occupée de ces sauvetages en communiquera ensuite le dossier au contrôleur de la douane, et celui-ci aura à réclamer au véritable propriétaire de ces épaves, ou au possesseur par droit de possession, le payement des droits du tarif de consommation ou d'exportation, suivant le cas.

Art. 201. — Si du dossier de ces sauvetages il résulte que ces objets doivent appartenir à l'État, celui-ci s'en emparera dans la forme et suivant les réserves établies par la loi; mais en aucun cas le Trésor ne sera tenu de payer pour frais de sauvetage et récompense plus que la valeur nette de ces objets vendus aux enchères publiques.

Art. 202. — Quand un navire ou sa cargaison aura été sauvé en totalité ou en partie, grâce aux secours prêtés par des personnes étrangères à l'équipage, le droit de sauvetage et tous autres frais qu'aurait occasionnés cette opération devront être prélevés sur la valeur nette du bâtiment et de sa cargaison, évaluée par experts, et en tenant compte des risques et du travail des sauveteurs.

§. Il sera nommé trois experts: le premier par le capitaine, le consignataire ou le représentant des assureurs, si le navire et les objets sauvés étaient assurés; le second par les sauveteurs, et le troisième par le chef du service de la marine de l'arrondissement maritime où a eu lieu le sinistre.

Chapitre XVII.

Des contraventions et pénalités.

Section I.

Peines applicables aux capitaines.

Art. 203. — Le capitaine d'un navire est passible d'amendes dans les cas suivants.

1° Quand il n'a pas de patente de navigation: dans ce cas, on s'en rapportera aux prévisions des articles 41 et 42, et l'amende lui sera appliquée conformément aux règles tracées dans lesdits articles;

2° Lorsqu'il n'aura pas de manifeste de bord: on appliquera les articles 41, 42 et 43, et, suivant le cas, il sera passible du minimum ou du maximum de la peine;

3° Quand il ne présentera pas la liste de l'équipage et des passagers, comme l'indique la loi: il encourra, dans ce cas, une amende de vingt-cinq à deux cents pesos, suivant l'importance de l'omission;

4° Lorsque le manifeste de bord qu'il présentera ne sera pas conforme à celui que recevra la douane et qu'il n'y aura pas concordance dans le nombre des colis: le capitaine payera, dans ce cas, pour chaque colis en plus, de dix à cinquante pesos, ou, au choix du contrôleur, 50 % des droits; dans le cas où il s'agirait de colis en moins, le capitaine sera passible d'une amende de dix à cent pesos; le chiffre de cette amende dépendra de la nature du colis et sera laissé à l'appréciation du contrôleur;

5° Lorsque le navire arrivera sur lest sans produire le certificat du consul du port de provenance, le capitaine sera passible d'une amende de vingt-cinq à cinquante pesos;

6° Quand le capitaine ne remettra pas à la douane les plis qu'il à reçus du consul, conformément à l'article 28, paragraphe 2°, et à l'article 93, paragraphe 2°: l'amende sera de cent à mille pesos;

7° Quand il ne comprendra pas dans le manifeste ou les manifestes de bord la cargaison destinée à d'autres ports nationaux ou étrangers: il encourra une amende de trois cents à cinq cents pesos, selon le cas, sauf l'exception prévue dans le paragraphe unique de l'article 7;

8° En cas de bris ou d'enlèvement des scellés apposés sur les cloisons, écoutilles et autres parties du navire: l'amende sera de cent à mille pesos;

9° Quand il s'agira du chargement sur le pont, si, au moment de la visite prescrite par les articles 65 et 66, on trouve que des colis indiqués font défaut ou que des colis paraîtront avoir été substitués à d'autres: l'amende encourue pour chaque colis sera de cent à deux cents pesos;

10° En cas de débarquement de colis en plus ou en moins: on appliquera les amendes prévues dans la 2° section du chapitre V;

11° Si, au moment de la visite ou au cours de toute autre inspection que la douane jugerait à propos de faire à bord, on trouve des colis ou des effets en plus de ceux compris dans les manifestes, ou de ceux figurant sur l'état des provisions du bord, ou bien si l'on en trouve en moins: on

procédera, dans le premier cas, à la confiscation des marchandises et, dans le second, on appliquera les amendes ci-après:

1. Pour chaque colis en moins que ceux mentionnés sur le manifeste de la cargaison du navire pour le port ou les ports, une amende de cent à deux cents pesos, sauf l'exception prévue au paragraphe 1er de l'article 81 de la 2e section du chapitre VI.

2. Pour les objets de rechange ou de réserve du navire et les provisions du bord trouvés en moins dans une proportion supérieure à la consommation qui a pu en être faite pendant le séjour du bâtiment dans le port, une amende égale au quadruple des droits du tarif sur les colis trouvés en moins.

Art. 204. — Le navire et son armement sont subsidiairement responsables des amendes et autres peines pécuniaires prononcées contre le capitaine.

Section 2.

Peines applicables aux importateurs et aux exportateurs.

Art. 205. — L'importateur peut se trouver en contravention et encourir de ce chef des amendes, dans les cas ci-après:

1° Omission de présenter le manifeste dans les délais fixés par l'article 85, alors que l'importateur ou la douane ont reçu la facture: par jour de retard: dix pesos;

2° Omission de présenter les factures certifiées; amendes fixées à la 2 section du chapitre VII, article 93, paragraphe 1er;

3° Omission sur les factures des mentions exigées par l'article 18: de vingt-cinq à deux cents pesos, selon le cas;

4° Lorsque, dans un colis facturé entreposé en douane, on constate des différences dans le poids, dans la désignation ou la spécification de la marchandise, entre la déclaration du manifeste et le résultat de la visite, il y aura contravention s'il existe des signes extérieurs faisant reconnaître que le colis a été vidé d'une partie de son contenu. Si pareil fait est parfaitement établi, l'amende encourue sera du double des droits, sauf le recours de l'importateur contre qui de droit.

Art. 206. — L'exportateur peut être déclaré en contravention et encourir des amendes dans les cas ci-après:

1° Quand, s'agissant d'articles d'entrepôt, il y a omission de présentation du connaissement d'embarquement: amende de cinq à vingt pesos; omission de présentation du passavant: amende du double du droit. S'il s'agit d'articles non tarifés: amende égale à 50 % de la valeur de l'objet;

2° Embarquement de marchandises même non tarifées, sans autorisation de la douane: amende égale à 10 % de la valeur de l'objet embarqué;

3° Dans le cas prévu par l'article 161, les chargeurs et consignataires payeront une somme égale à quatre fois le montant des droits dont le Trésor aurait été frustré, quelle que soit l'époque de la découverte de la fraude, tant que la prescription légale n'aura pas été acquise.

Art. 207. — Sauf le cas de saisie, les amendes prévues par la pré-

sente loi seront fixées par les chefs des douanes, qui devront rester dans les limites du maximum et du minimum indiquées et porter les amendes, soit sur la colonne qui leur est affectée, soit à part, selon les circonstances.

Art. 208. — Les décisions relatives aux amendes, prises par les chefs de douane en vertu de la présente loi, ne pourront être rapportées par aucune autorité ni par aucun fonctionnaire public.

Chapitre XVIII.

Des saisies.

Art. 209. — Seront soumises à la saisie, toutes les marchandises se trouvant dans les cas ci-après:

1° Tout ce que l'on transporte par bâtiments étrangers d'un port à un autre port de la République, en dehors des cas autorisés par la loi, et sans les pièces et les documents exigés;

2° Toutes les marchandises étrangères que l'on transporte d'un port ouvert à un autre port ouvert ou à tout autre point du littoral non ouvert, sur des bâtiments nationaux non munis des documents exigés au chapitre sur le cabotage;

3° Toutes les marchandises étrangères débarquées, transportées pour être débarquées, ou en voie de débarquement dans les ports ouverts, sans l'autorisation préalable des chefs de la douane, lorsqu'elles auront été entreposées à terre dans un magasin ou tout autre lieu, ou transbordées sur d'autres bâtiments mouillés dans le port. La même peine frappera les embarcations quelconques qui se chargeront de ce transbordement;

4° Tout ce qui aura été embarqué, ou débarqué, ou qui se trouve en voie d'embarquement ou de débarquement, de nuit ou en dehors des jours et des heures réservés par la douane à l'expédition; que ces marchandises soient ou non soumises à la taxe, sauf le cas de danger imminent par suite d'avarie grave, d'incendie ou de force majeure, et à l'exception des bagages des passagers embarqués ou débarqués avec l'autorisation de la douane;

5° Le chargement de tout navire que l'on tenterait d'embarquer ou de débarquer, que l'on embarque ou que l'on débarque, ou qui aurait été embarqué ou débarqué, dans les ports non ouverts, sur les rivages, dans les rades, baies, fleuves ou îles désertes, sans le permis ou l'autorisation prévus par la loi; la saisie dans ce cas s'étendrait même à ses agrès et apparaux, et aux canots, chalands, allèges et autres embarcations, employés à ce transport;

6° Tous les produits étrangers trouvés cachés et déposés dans les ports non ouverts, rades, baies, côtes ou îles désertes de la République, quand ces objets ne proviennent pas de naufrage ou de relâche forcée dûment établie; la saisie s'étendra également aux chars, charrettes, camions, chevaux et autres objets ayant servi à la contrebande;

7° Toutes les marchandises étrangères que l'on trouvera cachées, amassées, emmagasinées ou déposées dans des maisons, chaumières, cabanes ou autres points de la côte, sur des chemins déserts ou dans des terrains

inhabités, soustraits par leur éloignement à la surveillance immédiate de la douane, ou qui sont suspects ou suspectés par leur rapprochement des rivières, anses, baies ou ports non ouverts, sauf le cas où les intéressés justifieraient de l'entrée desdites marchandises conformément à la loi. Seront saisis de même les allèges, camions, bêtes de somme et objets ayant servi aux délinquants;

8⁰ Tout bâtiment, quels qu'en soient le tonnage et la nationalité, qui, provenant de l'étranger, se trouvera sans motif plausible dans un port non ouvert, dans une rade, une baie, un mouillage ou des îles désertes; les agrès, apparaux et autres objets appartenant au navire seront également saisis;

9⁰ Tout bâtiment, grand ou petit, national ou étranger, convaincu d'avoir fait route vers les ports ou les côtes de la République, ou vers un port quelconque étranger, sans avoir été expédié régulièrement, ou qui, venant de l'étranger, a relâché sur un point de notre littoral non ouvert à l'importation, à moins qu'il ne s'agisse d'une relâche forcée, légalement établie;

10⁰ Toutes marchandises étrangères transportées par mer, avec ou sans passavant, de ports ou points du littoral non ouverts à l'importation ou qui ne le sont que pour leur propre consommation, et ne sont pas spécialement autorisés à délivrer des passavants; quel que soit le port vers lequel les objets sont dirigés, ou auquel ils ont été destinés;

11⁰ Toutes les marchandises déclarées de contrebande par la douane en vertu des lois relatives à l'importation et au cabotage;

12⁰ Tous les produits étrangers ou indigènes soumis au payement de droits, qui se trouvent à bord au moment de la visite d'inspection, et dont on n'aurait pas fait la déclaration préalable, suivant l'article 147 de la présente loi;

13⁰ Toutes les marchandises dont l'importation est prohibée, qui se trouveront en douane au moment de la visite; le colis entier dans ce cas sera saisi;

14⁰ Les marchandises trouvées en plus ou en moins au moment de la visite, avec cette différence que, pour les effets trouvés en trop, on appliquera la saisie et en outre l'amende visée à l'article 210, et que pour ceux trouvés en moins, on appliquera l'amende seulement le montant de celle-ci est égal au double du droit que lesdits objets auraient dû payer.

Art. 210. — En plus de la saisie dont il a été question, le fraudeur ou les fraudeurs seront condamnés à une amende égale au double des droits qu'ils ont tenté de frauder.

§. Seront condamnés à la même amende le capitaine du navire, le subrécargue, le consignataire ou les consignataires s'ils sont complices.

Art. 211. — En cas de récidive de la part du consignataire ou des consignataires, l'amende sera portée au triple des droits, et en cas où l'infraction se commettrait une troisième fois, au quadruble. Le jugement de saisie prononcera également contre le fraudeur l'interdiction pour trois ans d'exercer aucune industrie soumise au droit de patente.

Art. 212. — Les complices et receleurs encourront la même peine

que les auteurs principaux, et les uns comme les autres, s'ils ne sont pas en mesure de payer l'amende, seront condamnés à un emprisonnement de deux à six jours. S'ils sont fonctionnaires de l'État, ils seront en outre destitués.

Art. 213. — L'employé qui aura négligé d'opérer la saisie d'un objet dans les cas prévus par la loi, sera condamné à une amende égale au triple de la valeur de l'objet, sans préjudice de poursuites ultérieures, s'il y a lieu.

Art. 214. — Dans les cas de saisie ressortissant aux contrôleurs des douanes ou au personnel placé sous leurs ordres, il sera dressé un procès-verbal mentionnant les contraventions relevées, avec tous les renseignements relatifs au délinquant et toutes les circonstances auxquelles la loi attribue un caractère délictueux. Ce procès-verbal sera signé par le contrôleur et deux employés de la douane, que soit leur grade, et fera foi jusqu'à inscription de faux.

Art. 215. — Les objets sujets à détérioration seront vendus aux enchères dans le délai de huit jours, et le produit de la vente sera déposé au Trésor pour être remis en temps opportun à qui de droit, sans que, pour quelque motif que ce soit, il puisse y avoir lieu à réclamation.

Art. 216. — Le jugement ordonnant la saisie fera connaître le jour et l'heure de la vente des effets saisis. Sur le produit de cette vente seront prélevés les droits, et le reliquat, déduction faite des frais judiciaires, sera réparti entre les employés qui auront découvert la contrebande. Le contrôleur présidera à ce partage et percevra pour lui-meme une commission de 5 %.

§. Si la contrebande est découverte au moment de la visite, la totalité du reliquat sera affectée aux employés de la douane qui l'auront constatée.

Art. 217. — En cas de saisie, on procédera sommairement et sans délai.

Art 218. — L'équipage d'un navire qui découvrira ou saisira des marchandises de contrebande recevra la part attribuée aux dénonciateurs, dans les proportions établies pour les cas de prises maritimes.

Art. 219. — La prescription n'est acquise, dans les cas de contrebande entraînant saisie, qu'au bout de deux ans. Pendant ce temps, les contrôleurs et autres employés du fisc, ainsi que les agents de la police judiciaire administrative, sont tenus de rechercher et de poursuivre toutes les infractions dont ils auraient connaissance.

Chapitre XIX.

Du jury des douanes.

Art. 220. — Il est institué dans la République une Commission centrale des douanes ou Jury des douanes. Nommé par le Pouvoir exécutif, ce jury se compose de quatre négociants et est présidé par le Trésorier général des Finances. Les attributions de cette commission sont:

1° Faciliter et provoquer toutes les mesures de nature à favoriser la marine marchande et le commerce;

2° Se prononcer sur les contestations qui viendraient à s'élever entre le commerce et les douanes de la République.

Art. 221. — Pour que la décision d'un contrôleur soit soumise au jury, il faudra que l'intéressé s'adresse à la douane compétente, et cela au plus tard dans les délais qui lui sont fixés pour la liquidation des droits qu'il a à payer, conformément à l'article 138.

Art. 222. — Toute réclamation devra ainsi être portée devant le jury des douanes par l'intermédiaire de la douane correspondante, qui joindra son avis à la requête, afin que le jury puisse se prononcer sans attendre de noveaux délais.

Art. 223. — Le jury se réunira deux fois par mois, à l'effet d'examiner les réclamations portées devant lui, et le président fixera les jours de séance.

Art. 224. — Les pénalités établies pour les cas visés au chapitre des saisies actuellement en vigueur, auront le caractère de lois exécutoires, et les jugements qui déclareront la saisie après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 214 et 215 de la présente loi, seront prononcés par le jury des douanes jugeant en dernier ressort.

Chapitre XX.

Dispositions générales.

Art. 225. — Les droits d'importation seront perçus conformément aux tarifs en vigueur et aux modifications qu'ils auront subies jusqu'à la présente date; mais les contrôleurs auront spécialement soin de remettre, hors de chaque liquidation particulière, un bullettin imprimé portant la répartition des billets de payement, conformément aux dispositions en vigueur et suivant le modèle n° 14.

Art. 226. — Sont abrogés les lois, décrets et décisions intérieurs à la présente loi, qui sera transmise au Pouvoir exécutif, à telles fins que de droit.

Fait au Palais du Congrès national, le neuf août mil huit cent quatre-vingt-neuf, l'an 46 de l'Independance et 26 de la Restauration.

Les Secrétaires: *Alcedo Andreu*, *J. Antonio Noboa.*

Le Président: *Louis A. Bermudez.*

Donnons force exécutoire à la présente loi et ordonnons sa remise au secrétariat compétent pour en assurer la promulgation.

Palais national du Gouvernement, Saint-Domingue, capitale de la République, le vingt-sept août mil huit cent quatre-vignt-neuf, l'an 46 de l'Indépendance et 27 de la Restauration.

Le Président de la Republique: *U. Heureaux.*

Contresigné: Le Ministre des Finances et du Commerce: *Sanchez.*

45.

ÉGYPTE, ITALIE.

Convention commerciale; signée au Caire le 1er février 1892.

Archives Diplomatiques 1893.

Les soussignés, S. E. Tigrane pacha, Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte et M. le commandeur L. Maccio, agent diplomatique et consul général d'Italie en Egypte, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, et, en ce qui concerne l'Egypte, dans les limites des pouvoirs conférés par les firmans impériaux, sont convenus de ce qui suit:

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Egypte.

Les sujets Italiens en Egypte et les Egyptiens en Italie pourront librement entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux et ports dont l'entrée est ou serait permise aux nationaux, et ils jouiront réciproquement, en ce qui concerne le commerce et la navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et franchises dont jouissent ou pourraient jouir les nationaux, sans qu'ils aient à payer de taxes ou droits plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis.

Art. 2. — Les importations en Italie d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'Egypte, de quelque provenance que ce soit, et réciproquement, les importations en Egypte d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie en Italie, de quelque provenance que ce soit, ne seront pas frappées d'autres droits ou de droits plus élevés que ceux dont sont frappées les importations d'articles similaires, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger; de même, il ne sera maintenu ou édicté contre l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'une ou de l'autre des parties contractantes, de quelque provenance que ce soit, aucune prohibition qui ne s'appliquerait pas également à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Cette dernière disposition n'est pas applicable aux mesures sanitaires et autres interdictions résultant de la nécessité de protéger la santé des bestiaux et les plantes utiles à l'agriculture.

Le tabac de toutes espèces, le tombac, le sel, le salpêtre, le natron et le hachiche, les armes de toute nature, les munitions, la poudre et les matières explosibles sont exclus des stipulations de la présente Convention.

Art. 3. — Les articles destinés à être exportés de l'Egypte en Italie ou de l'Italie en Egypte, ne pourront être frappés en Egypte, et respectivement en Italie, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être acquittés lors de l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger; il ne pourra non plus être établi par l'une des parties contractantes, à l'égard de l'autre, aucune

prohibition d'exportation qui ne soit applicable dans les mêmes conditions à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Art. 4. — Les parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation, le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que le transit, tous les privilèges, faveurs ou immunités quelconques que l'une des parties contractantes a déjà accordés ou pourrait ultérieurement accordér à tout autre pays, seront étendus immédiatement, et sans compensation ou autre condition quelconque, aux sujets, au commerce et à la navigation de l'autre partie contractante, laquelle assumera, pour ce qui concerne les règlements administratifs des douanes, des gardes-côtes et de la police, toutes les obligations incombant à la même puissance dont le traitement de faveur lui reste acquis.

La disposition qui précède ne s'applique pas aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter les rapports de frontières, ni aux réductions ou franchises de droits de douane qui ne s'appliquent qu'à certaines frontières déterminées ou aux habitants de certaines parties du territoire.

Art. 5. — Quel que soit le port de départ des navires et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, les navires italiens en Egypte et, réciproquement, les navires égyptiens en Italie, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux.

Cette stipulation s'applique aux règlements locaux, aux taxes et aux autres charges dans les ports, bassins, docks, rades et havres des pays contractants, au pilotage, et, en général, à tout ce qui concerne la navigation.

Tous les navires qui, d'après les lois italiennes, doivent être considérés comme navires de nationalité italienne, de même que tous les navires qui, d'après les lois égyptiennes, doivent être considérés comme navires égyptiens, seront, pour tout ce qui concerne la présente Convention, reconnus respectivement comme navires italiens ou égyptiens.

La navigation intérieure est exclue des stipulations précédentes et reste soumise aux lois respectives des pays contractants.

Tous les navires italiens dans les eaux égyptiennes, et, réciproquement, tous les navires égyptiens dans les eaux italiennes, sont autorisés, pourvu toutefois qu'ils jaugent plus de 400 tonneaux bruts, à s'y livrer au cabotage.

Ces dispositions ne resteront en vigueur que pendant la durée de la présente Convention.

Les articles, quelle, qu'en soit la provenance ou le lieu d'origine, importés ou exportés par les navires de l'une des parties contractantes, ne pourront être soumis, dans les territoires de l'autre partie, à des restrictions autres ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis ces mêmes articles s'ils étaient importés par les navires nationaux ou par des navires de tout autre Etat.

Art. 6. — Les articles ci-après mentionnés, produits du sol ou de l'industrie, paieront, à leur importation en Egypte, un droit qui ne pourra dépasser 10 0/0 ad valorem, soit:

1° Métaux bruts, partiellement ou totalement ouvrés, y compris machines et engins mécaniques, et pièces de machines et engins mécaniques, machines et outils agricoles, locomotives et voitures de chemins de fer ou tramways, quincaillerie et tous articles fabriqués, principalement en métal, à l'exception de l'or et de l'argent;

2° Coutellerie ordinaire, c'est-à-dire avec manches ou poignées de matière quelconque, à l'exception de l'or, l'argent, la nacre ou l'écaille;

3° Fils et filés, cordages et câbles, tulles, velours et tous autres tissus unis, ouvrés à jour ou de fantaisie, blanchis ou non blanchis, imprimés ou teints, fabriqués avec des fibres végétales quelconques, telles que coton, jute, lin, chanvre, ramie, palmier, aloès ou similaires, soie grège ou moulinée et fils de soie, et œufs de vers à soie;

4° Filés et tissus comme ceux énumérés au paragraphe 3, mais fabriqués en laine ou filés de laine, poils de chèvre, de vigogne, de chameau, ou en fibre provenant de tout autre animal, ou en soie ou filoselle pures;

5° Tissus mélangés fabriqués soit avec les matières énumérées aux paragraphes 3 et 4, soit avec adjonction de soie ou de déchets de soie;

6° Houille;

7° Indigo;

8° Riz, pommes de terre, légumes et herbes potagères, frais, secs et conservés, pâtes de froment, fruits de toutes sortes, frais secs et conservés;

9° Graines oléagineuses;

10° Peaux brutes et préparées, cuirs, chaussures diverses, sellerie et autres travaux en peaux;

11° Sucre raffiné;

12° Eaux minérales ou artificielles et eaux gazeuses, bières; vermouths, huile d'olive, huiles essentielles, ou essence d'orange, de citron, de bergamotte et leurs variétés;

13° Papier pour écire et pour imprimeaie;

Papier à cigarettes;

Papier buvard;

Papier pour paquets, cartons ordinaires;

Rouleaux de papier peint pour tappisserie;

Imprimés divers;

14° Bois pour ébénistes;

Bois de construction et pour autres travaux;

Meubles en bois commun et en bois pour ébénistes (revêtus d'étoffes ou non).

Ustensiles et travaux en bois;

Charrettes et voitures;

Travaux en pailles, cannes, joncs, osier, etc., etc.;

15° Porcelaines et faïences, poteries fines et ordinaires, briques, tuiles, travaux en terre cuite, chaux, plâtres, ciments, bitumes, soufre brut et raffiné et fleurs de soufre;

Travaux en verre de tout genre (y compris les verres à vitres);

16° Médicaments composés, sel de quinquina, savon commun et parfumé, parfumeries, allumettes de tout genre (y compris l'amadou);

17° Lingerie confectionnée;
Habillements de confection;
18° Lampes de tout genre ou parties de lampes;
Tarbouches;
Chapeaux de paille et autres pour hommes et pour femmes;
19° Bougies et chandelles;
20° Teintures et couleurs;
21° Viandes salées, fumées ou conservées, poissons secs, salés, fumés ou conservés;
22° Beurres et fromages;
23° Marbres et albâtres bruts, équarris, sciés, polis ou non polis, marbres et albâtres en travaux de toutes espèces;
24° Instruments d'optique, mathématiques, physique, chirurgie, chimie et instruments de musique, parapluies, pinceaux, corail brut et ouvré.

La nomenclature ci-dessus employée comprend tous les articles qui figurent sous ces termes dans les tableaux de détail du commerce extérieur de l'Egypte pendant l'année 1891 (importation).

Le Gouvernement égyptien aura un droit absolu de taxation sur tous autres articles; les règlements concernant ces autres articles, ainsi que leur tarification, seront applicables aux sujets italiens dans les mêmes conditions qu'aux nationaux égyptiens ou aux sujets étrangers les plus favorisés à cet égard.

Les droits ad valorem perçus en Egypte sur les produits du sol ou de l'industrie de l'Italie, seront calculés sur la valeur que l'article importé a dans le lieu de chargement ou d'achat, avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Il est obligatoire pour le négociant d'indiquer dans sa déclaration la valeur des marchandises. Si la douane n'accepte pas, comme base de la perception des droits, la valeur déclarée par le négociant, elle peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise, tels que factures, police d'assurance, correspondance etc.

Si le négociant ne produit pas ses documents, ou si ces pièces paraissent insuffisantes, la douane peut, soit prendre pour son compte la marchandise en versant au négociant le montant de la valeur déclarée, augmentée de 10 0/0, soit percevoir les droits en nature.

D'autre part, en cas de contestation, la douane sera, si le négociant le demande, tenue de se payer en nature, à moins qu'elle ne préfère exercer son droit de préemption.

Lorsque la douane fait usage du droit de préemption, le paiement du prix de la marchandise, déclaré par l'importateur, majoré de 10 0/0, ainsi que le remboursement des droits quelconques qui auraient été perçus sur lesdites marchandises, seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Dans les cas de perception en nature, si les marchandises sont toutes de la même espèce, la perception des droits s'opère proportionellement aux quantités; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces variées, la perception des droits en nature ne s'opère que sur

les articles contestés, en se basant, dans l'un et l'autre cas, sur les prix indiqués par le négociant.

Art. 7. — Afin de fixer, pour une période déterminée, la valeur dans les ports d'entrée des principaux articles taxés ad valorem, l'Administration des Douanes égyptiennes invitera les principaux commerçants intéressés dans le commerce desdits articles, à procéder en commun avec elle à l'établissement d'un tarif pour une période n'excédant pas douze mois.

Le tarif ainsi fixé sera communiqué par les douanes égyptiennes au consulat italien à Alexandrie et sera considéré comme officiellement reconnu en ce qui concerne les produits et les sujets italiens, en tant que le consulat n'y fait pas une formelle opposition pendant la quinzaine qui suivra cette communication.

Art. 8. — Les droits d'exportation seront perçus en Egypte à un taux qui n'excédera pas 1 0/0 ad valorem.

La valeur des articles exportés sera fixée par la douane, qui, autant que possible, procédera à l'établissement de tarifs périodiques.

Les Gouvernement égyptien se réserve le droit d'exiger de l'exportateur la production des preuves de l'acquittement des taxes spéciales intérieures auxquelles les articles destinés à l'exportation pourraient être assujettis; à défaut de cette preuve, l'exportation desdits articles pourra être interdite.

Les marchandises destinées au transbordement, soit directement, soit après avoir été transportées par la voie ferrée sur le territoire égyptien, ou celles destinées à être placées dans les entrepôts réels, seront libres de tout droit d'importation ou d'exportation.

Mais les articles destinés à l'usage des navires sur lesquels ils sont chargés seront soumis à un droit équivalent au droit d'exportation, c'est-à-dire 1 0/0 ad valorem.

Art. 9. — Si l'une des parties contractantes établit dans ses territoires ou dans une partie de ses territoires un droit d'accise, c'est-à-dire une taxe intérieure sur un produit quelconque du sol ou de l'industrie nationale, les articles de même nature importés des territoires de l'autre partie contractante pourront être frappés, dans le rayon où cette accise est établie, d'un droit compensateur équivalent, pourvu que les articles de même nature importés de tout autre pays étranger soient soumis au même traitement.

Dans le cas de réduction ou de suppression des droits d'accise, c'est-à-dire des taxes intérieures, le droit compensateur équivalent perçu sur l'importation des produits du sol ou de l'industrie de l'autre partie contractante sera, en même temps, supprimé ou réduit dans une mesure correspondant à la réduction opérée sur lesdits droits d'accise.

Les dispositions qui précèdent n'affectent en rien le droit des municipalités et des communes de frapper à leur profit de taxes d'octroi ou d'accisse les boissons et les liquides, les comestibles, les fourrages, les combustibles et les matériaux de construction à leur entrée dans la municipalité ou la commune, pour y être consommés, quand bien même les articles similaires n'y seraient pas produits.

Toutefois, et seulement en ce qui concerne le produit des industries, les comestibles, les boissons et les matériaux de construction, si ces articles sont fabriqués dans la municipalité ou commune dans laquelle est perçue cette taxe d'octroi ou d'accisse, ils seront frappés d'un impôt équivalent. Il est bien entendu que, dans tous les cas, les produits du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes ne pourront être assujettis dans les territoires de l'autre partie aux taxes d'octroi ou d'accisse que si ces taxes frappent également et sans distinction tous les produits, soit indigènes, soit provenant de tout autre pays, importés dans la municipalité ou commune.

Les règlements concernant les taxes spéciales et les droits accessoires en douane, tels que droit de factage, d'entrepôt, de dépôt, droit de quai, de grues, d'écluses, de tamkin, de plombage, de laisser-passer, de déclaration, de pesage, de mesurage et tous autres droits, seront appliqués par les autorités de chacune des parties contractantes aux sujets et aux marchandises de l'autre pays, comme aux indigènes et aux marchandises nationales.

Art. 10. — Les articles passibles de droits et servant soit de modèles, soit d'échantillons, qui seront introduits en Italie par des voyageurs de commerce italiens, seront admis en franchise, à condition qu'il soit satisfait aux formalités suivantes, requises pour assurer leur réexportation ou leur mise en entrepôt:

1° Les préposés des douanes de tout port ou lieu dans lequel les modèles ou échantillons seront importés, constateront le montant du droit applicable auxdits articles. Le voyageur de commerce devra déposer, en espcèes, le montant desdits droits au bureau de douane, ou fournir une caution suffisante;

2° Pour assurer son identité, chaque modèle ou échantillon séparé sera, autant que possible, marqué au moyen d'une estampille ou d'un cachet y apposé;

3° Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui contiendra:

a. Une liste des modèles ou échantillons importés spécifiant la nature des articles, ainsi que les marques particulières qui peuvent servir à la constatation de leur identité;

b. Un état indiquant le montant du droit dont les modèles ou échantillons sont passibles, et spécifiant si ce montant a été déposé en espèces ou garanti par caution;

c. Un état indiquant la façon dont les modèles ou échantillons ont été marqués;

d. L'indication de la limite de temps qui, en aucun cas, ne pourra dépasser douze mois, et à l'expiration de laquelle, s'ils n'est pas prouvé que les modèles ou échantillons ont été antérieurement réexportés ou mis en entrepôt, le montant du droit déposé sera versé au trésor ou recouvré s'il en a été donné caution. Il ne sera exigé de l'importateur de frais ni pour la délivrance du certificat ou permis, ni pour l'estampille destinée à la constatation de l'identité;

4⁰ Les modèles ou échantillons pourront être réexportées par le bureau de douane d'entrée ou par tout autre bureau;

5⁰ Si, avant l'expiration de la limite de temps fixée (paragraphe 3, d), les modèles ou échantillons étaient présentés à la douane d'un port ou lieu quelconque pour être réexportés ou entreposés, les préposés de la douane de ce port ou de ce port ou de ce lieu devront s'assurer, par une vérification, si les articles qui leur sont présentés sont bien ceux lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'ils en reconnaissent l'identité, les préposées de la douane certifieront la réexportation ou la mise en entrepôt, et rembourseront le montant des droits déposés ou prendront les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Art. 11. — Sont exemptés de toute vérification dans les Douanes égyptiennes, aussi bien que du paiement des droits, à l'entrée et à la sortie, les objets et effets personnels appartenant aux consuls generaux et consuls de carrière (missi) qui exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce, ni d'industrie, et ne possèdent ni n'exploitent de biends-fonds en Egypte.

Art. 12. — Le Gouvernement égyptien a le droit de mettre en vigueur tous règlements quelconques destinés à assurer le bon fonctionnement de ses services, à réprimer la fraude, aussi bien que d'appliquer toutes mesures intéressant l'hygiène publique ou la sécurité du pays: ces règlements sont applicables de plein droit aux navires et aux sujets italiens, à condition qu'ils soient également applicables aux navires et aux sujets de toutes les autres nations.

Lesdits règlements, y compris la surveillance des navires, la recherche ou la poursuite des marchandises de contrebande, aussi bien que les amendes et autres pénalités applicables en vertu de ces règlements, en cas de fausse déclaration, de contrebande ou tentative de contrebande, de fraude ou tentative de fraude, ou d'infractions quelconques aux règlements, seront, ainsi que les mesures qui pourraient être prises relativement à l'hygiène et à la sécurité publique, applicables aux sujets italiens, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux du pays même.

Si les autorités égyptiennes désirent opérer une perquisition dans l'habitation d'un sujet italien, ou à bord d'un navire italien ancré dans un port égyptien, un double du mandat, qui indiquera le jour et l'heure de la perquisition, devra être envoyé en temps utile à l'autorité consulaire italienne, qui pourra se faire représenter, si elle le juge à propros. Toutefois la perquisition ne pourra être, en aucun cas, ni retardée, ni entravée par l'abstention de l'autorité consulaire, pourvu que celle-ci en ait été dûment avisée. De telles perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

Il est entendu, néanmoins, que la stipulation précédente ne sera pas applicable dans le cas où la perquisition doit être faite dans un entrepôt, ou en dépôt, ou à bord d'un navire qui aurait séjourné pour une raison quelconque, dans un port égyptien pendant plus de vingt-et-un jours en parail cas, il ne sera pas nécessaire de notifier la perquisition à l'autorité consulaire italienne.

En outre, il est entendu que le Gouvernement égyptien pourra, sans notification aux autorités consulaires italiennes, placer des gardes à bord de tout navire italien dans un port égyptien, ou transmit par le Canal de Suez.

En cas de soupçons de contrebande, les agents des Douanes égyptiennes pourront aborder et saisir tout navire italien d'un tonnage de moins de deux cents tonneaux, en dehors des eaux d'un port égyptien ou naviguant dans un rayon de dix kilomètres du rivage; de plus, tout navire italien de moins de deux cents cents tonneaux pourra être abordé et saisi au dèla de cette distance, si la poursuite a été commencée dans un rayon de dix kilomètres du littoral.

Excepté dans les prévus dans les paragraphes 3 et 4 du présent article, aucun navire italien de plus de deux cents tonneaux ne pourra être abordée ou saisi par les agents des Douanes égyptiennes.

Toute facilité que le Gouvernement égyptien pourrait accorder dans l'avenir, par rapport au règlement douanier, aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de toute autre puissance étrangère, est acquise aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce italiens, qui en auront, immédiatement et de plein droit, la jouissance sans compensation ou autre condition quelconque.

Art. 13. — Les stipulations des articles précédents ne s'appliquent pas:

1⁰ Aux arrangements spéciaux existant actuellement ou qui pourraient intervenir ultérieurement, soit entre l'Egypte et les autres parties de l'Empire ottoman, placées sous l'administration directe de la Sublime Porte, soit entre l'Egypte et la Perse;

2⁰ Aux dispositions que pourrait prendre le Gouvernement égyptien pour l'échange des marchandises indigènes ou étrangères avec le Soudan.

Art. 14. — L'effet des modifications du présent tarif de droits prévues à l'article 6, demeure suspendu jusqu'à ce que lesdites modifications deviennent également applicables aux autres puissances intéressées.

Il est entendu que dans cet intervalle, les marchandises italiennes seront traitées, à leur entrée en Egypte, sur le pied de la nation la plus favorisée, et que les marchandises énumérées à l'articie 6 ne seront, dans aucun cas, assujetties à des droits supérieurs à ceux qui sont fixés par ledit article.

Art. 15. — Les sujets italiens dans les eaux égyptiennes et les sujets égyptiens dans les eaux italiennes sont autorisés à se livrer à la pêche dans les mêmes conditions que les nationaux: ils seront, en conséquence, soumis dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves à tous règlements, droits, à l'égal des nationaux auxquels ils seront entièrement assimilés.

Art. 16. — Les stipulations de la présente Convention s'appliquent à la monarchie italienne, ainsi qu'à tous les territoires qui en dépendent.

Il est entendu que ces stipulations ne portent aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce italiens par les capitulations, traités et arrangements existants.

En conséquence, ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions de cette Convention.

Art. 17. — La présente Convention entrera en vigueur le 1er juillet 1892 et sera valable pour une période de dix années à partir de cette date; dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la date de l'expiration de ladite période de dix années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, au Caire, le 1er février mil huit cent quatre-vingt douze.

Signé: *Tigrane.*
» *L. Maccio.*

Le Caire, le 1er février 1892.

Monsieur l'Agent et Consul général,

La Convention commerciale que j'ai eu l'honneur de signer avec vous, en date de ce jour, dispose formellement que le tabac, sous toutes ses formes, ainsi que les armes de toute nature, sont exclus des stipulations de l'arrangement.

Toutefois, je m'empresse de vous donner l'assurance qu'en ce qui concerne ces deux articles, les avantages accordés déjà à la Belgique, aux termes de la lettre en date du 24 juin 1891, annexée à la Convention commerciale Belge, ainsi que tous autres avantages qui viendraient à être ultérieurement concédés à n'importe quelle autre puissance, seront acquis à l'Italie pour toute la durée de la présente Convention.

Il me reste à ajouter également que le Gouvernement de Son Altesse consent à réduire de 40,000 L. E. les droits de phares, dès que le tarif prévu par la Convention intervenue entre nos deux pays, sera appliqué à toutes les puissances.

Veuillez agréer, Monsieur, l'Agent et Consul général, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Tigrane.

A Monsieur L. Maccio, Agent et Consul général d'Italie.

Le Caire, le 1er février 1892.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date de ce jour.

Votre Excellence veut bien me déclarer que, selon la Convention que nous venons de signer, le tabac, sous toutes ses formes, ainsi que les armes de toute nature, sont exclus des stipulations de l'arrangement; que

malgré cela, les avantages, en ce qui concerne ces deux articles, accordés déjà à la Belgique aux termes de la lettre du 24 juin 1891, annexée à la Convention commerciale belge de la même date, ainsi que tous autres avantages qui viendraient à être ultérieurement concédés à d'autres puissances, seront acquis à l'Italie pour toute la durée de la présente Convention.

Votre Excellence ajoute aussi que le Gouvernement de Son Altesse consent à réduire de 40,000 L. E. les droits de phares, dès que le tarif prévu par la Convention entre nos deux pays, sera appliqué à toutes les puissances.

En réponse à votre susdite lettre, je prends acte, au nom du Gouvernement du Roi, de ces assurances données par Votre Excellence, de la part du Gouvernement de S. A. le Khédive, et je saisis cette occasion pour vous prier d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

L. Maccio.

A S. E. Tigrane pacha, Ministre des Affaires étrangères, Caire.

46.

ÉGYPTE.

Décret du Khédive relatif à l'importation et à la fabrication des spiritueux dans les provinces et territoires dépendant de l'Égypte situés au-delà du 20e degré de latitude Nord; du 5 septembre 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Conformément au chapitre VI de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles, il est décrété:

Art. 1er. — Dans les provinces et territoires dépendant de l'Égypte, situés au-delà du 20e degré de latitude N'ord, l'entrée et la fabrication des boissons distillées ou des spiritueux sont prohibées.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, est autorisée l'importation dans la ville de Souakin de spiritueux et boissons distillées, destinés exclusivement à être consommés par la population non indigène de la ville même de Souakin *).

---

*) Par arrêté du Ministre de l'intérieur en date du 21 novembre 1892, la douane n'autorisera l'importation à Souakin des boissons destillées et des spiritueux que sur permis spéciaux du Gouverneur de la ville.

Ces permis ne seront délivrés qu'aux étrangers pour les quantités nécessaires à leur consommation personnelle.

Les boissons distillées et les spiritueux introduits à Souakin payeront les droits de douane en vigueur, sans qu'en aucun cas ces droits puissent être inférieurs à 15 francs l'hectolitre.

Art. 3. — Toute infraction ou tentative d'infraction aux dispositions des articles précédents entrainera la confiscation de la marchandise.

Art. 4. — Le présent décret entrera en vigueur six mois après la date de sa publication dans les journaux officiels.

47.

ÉGYPTE.

Décret établissant des droits d'importation sur le tabac; du 27 avril 1894.

Bulletin international des Douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Article premier. — A partir du 1[er] mai 1894, le droit à percevoir à leur entrée en Égypte sur les tabacs en feuilles dépouillées soit de leur pétiole, soit de leur côte ou nervure médiane, ainsi que sur les tabacs coupés, pressés, râpés et en cigarrettes, est fixé à 250 millièmes*) par kilogramme.

Art. 2. — Reste fixé à 200 millièmes par kilogramme le droit d'entrée sur les tabacs qui ne sont pas dans les conditions indiquées à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires résultant de lois et décrets antérieurs sont et demeurent abrogées.

Art. 4. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Ras-el-Tine, le 27 avril 1894.

Abbas Hilmi.

Par le Khédive:
Le Président du Conseil des Ministres,
Nubar.

*) 1,000 millièmes = 1 livre égyptienne qui vaut environ fr. 25 73 c[s].

48.

ESPAGNE, SUISSE.

Convention de commerce; signée à Madrid le 13 juillet 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1894.

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre l'Espagne et la Suisse. L'Espagne et la Suisse se garantissent mutuellement qu'aucun autre pays ne jouira d'un traitement plus avantageux pour tout ce qui concerne la consommation, l'entrepôt, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises et le commerce en général.

Art. 2. — Les droits auxquels seront assujettis à leur entrée en Suisse les objets d'origine et de manufacture espagnole, énumérés dans le tarif A (annexe 1) ne pourront, en aucun cas, être supérieurs à ceux stipulés par ledit tarif, les taxes additionelles comprises; et réciproquement, les droits auxquels seront assujettis à leur entrée en Espagne les objets d'origine et de manufacture suisse, énumérés dans le tarif B (annexe 3) ne pourront, en aucun cas, être supérieurs à ceux stipulés par ledit tarif, les taxes additionelles comprises.

Art. 3. — Les objets d'origine et de manufacture espagnole, énumérés dans le tarif A (annexe 1), ainsi que ceux énumérés dans la tableau A (annexe 2) de la présente convention, ne seront pas assujettis, pendant la durée de celli-ci, à leur entrée en Suisse, à des droits autres ni plus élevés que ceux auquels seront assujettis les produits similaires de toute autre nation. Réciproquement, les objets d'origine et de manufacture suisse énumérés dans le tarif B (annexe 3), ainsi que ceux énumérés dans le tableau B (annexe 4) de la présente convention, ne seront pas assujettis pendant la durée de celle-ci, à leur entrée en Espagne, à des droits autres ni plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits similaires de toute autre nation.

Art. 4. — Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra exiger que l'importateur, pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, présente à la douane du pays d'importation une déclaration officielle selon la formule de l'annexe 5 de la présente convention, faite par le producteur ou le fabricant de la marchandise, ou par toute autre personne dûment autorisée par lui, devant les autorités locales de lui de production ou d'entrepôt.

Les certificats d'origine pourront aussi être délivrés par les autorités douanières du pays respectif.

Art. 5. — Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de cette convention ne s'appliquent pas aux faveurs accordées qui seront accordées par l'Espagne au Portugal ou aux Républiques hispano-américaines.

Art. 6. — Les taxes internes de production, de fabrication ou de consommation qui grèvent ou grèveraient dans la suite les produits d'un des États contractants, soit pour le compte de l'État, des cantons, des provinces, des communes et des corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires originaires de l'autre État contractant, sous réserve cependant des dispositions de l'article 7.

Ars. 7. — Les produits qui forment ou qui formeront l'objet de monopoles d'État de l'une des hautes parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication des marchandises monopolisées pourront, en garantie du monopole, être assujettis à une finance d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

La taxe d'entrée complémentaire dont il s'agit sera restituée dans le cas ou l'objet frappé de cette taxe n'aurait pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

Les deux gouvernements se réservent la faculté d'imposer, sur les produits dans la composition ou la fabrication desquels il entre de l'alcool, un droit équivalant aux charges fiscales dont est grevé à l'intérieur du pays l'alcool employé.

Art. 8. — Les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce suisses, voyageant en Espagne pour le compte d'une maison suisse, munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, pourront faire, sans être soumis à aucun droit, des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises, et réciproquement les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce espagnols voyageant en Suisse pour le compte d'une maison établie en Espagne, seront traités, quant aux patentes, sur le même pied que les voyageurs suisses ou comme ceux de la nation la plus favorisée.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés par des commis voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Les cartes de légitimation devront être etablies conformément au modèle figurant à l'annexe 6 de le présente convention.

Les Hautes Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation.

Art. 9. — L'Espagne concède à la Suisse dans les provinces espagnoles de Cuba et de Porto-Rico, pour les objets d'origine et de manufacture suisse, pendant la durée de la présente convention, le bénéfice de la seconde colonne du tarif des douanes spécial desdites provinces, du 29 avril 1892, aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur.

Art. 10. — La présente convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1897. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avanf la fin de cette période, son intention

de faire cesser les effets de la convention, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 11. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs chachets.

Fait à Madrid en double expédition le treize juillet de l'an mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) (signé) *Duc de Tetuan.* (L. S.) (signé) *Welti.*
(L. S.) (signé) *Ch. E. Lardet.*

Tarif B. — Droits à l'entrée en Espagne.

Nos du tarif espagnol.	Articles.		Droits. Piécettes.
21	Or en objets de bijouterie ou de joaillerie même avec perles, pierreries et pierres précieuses; perles et semences de perles détachées ou non montées	hectog.	25
48 bis	Clous à l'usage des tappissiers, même dorés et argentés	100 kil.	20
58 bis	Articles de ménage (en fer forgé et acier); émaillés	id.	20
86 bis	Capsules en feuilles d'étain pour bouteilles. .	id.	15
97	Extraits pour la teinture	id.	5
100	Couleurs préparés	id.	25,60
101	Couleurs extraites de la houille et autres couleurs artificielles et garancine pure ou mélangée de garance:		
	— en poudre ou en cristaux	kilogr.	1,50
	— en pâte ou liquides	id.	0,50
	Fils de coton simples ou retors à un ou deux bouts.		
130	Fils écrus, blanchis ou teints, jusqu'au numéro 35 inclusivement	id.	1
131	Fils d'unuméro 36 inclusivement et au-dessus .	id.	1,50
	Tissus de coton serrés, unis, écrus, blancs ou teints, en pièces ou mouchoirs:		
133	— jusqu'à 25 fils inclusivement	kilogr.	3
134	de 26 fils et plus	id.	3,75
	Tissus de coton imprimés ainsi que les tissus croisés ou façonnés au métier ordinaire:		
135	— jusqu'à 25 fils inclusivement	kilogr.	4
136	— de 26 fils et plus.	id.	3,70
137	Tissus clairs, tels que mousselines, batistes, linons, organdis et gazes de toutes sortes	id.	5

Nos du tarif espagnol.	Articles.		Droits. Piécettes.
Classe IV.	*Broderies à points passés:*		
Groupe 4⁰.	Bandes et entredeux brodés à la main ou à la mécanique sur tissus de coton de toutes sortes, excepté le tulle, jusqu'à 60 centimètres de largeur, comprenant le tissu	kilogr.	3,30
»	Broderies à la main ou à la mécanique sur tissus de coton, excepté le tulle, non comprises dans le numéro précédent	kilogr.	4,20
»	Broderies sur tulle de coton	id.	6
	Broderies à point de chaînette:		
»	Broderies sur tissus de coton de toutes sortes, excepté le tulle, en pièces, rideaux, petits rideaux, couvre-lits, ou autres semblables	kilogr.	3
»	Les mêmes sur tissus de coton avec application de tulle.	id.	3,50
»	Les mêmes sur tulle de coton, avec ou sans application de mousseline	id.	5,30
	Tissus de chanvre ou de lin, mélangés ou non de coton:		
154	— de 11 à 24 fils inclusivement	id.	2,5
155	— de 25 fils et au-dessus	id.	4,25
156	Tissus croisés ou façonnés	id.	3
Classe V.	*Broderies sur tissus de lin:*		
Groupe 4⁰.	Broderies à points passés sur tissus de lin, jusqu'à 24 fils, avec ou sans mélange de coton . . .	kilogr.	3
»	— de 25 fils et plus	id.	5
176	Autres tissus de laine pure, de bourre de laine ou de poil	id.	6
177	Mêmes tissus ayant toute la chaîne ou la trame en coton ou autres végétaux filamenteux	kilogr.	5
Classe VI.	*Broderies sur tissus de laine:*		
Groupe 4⁰.	Broderies à points passés sur tissus de laine, mélangés ou non de coton, excepté le drap . . .	kilogr.	7
»	Broderies à points passés sur draps et autres tissus de draperie, en laine pure, bourre ou poil.	kilogr.	9
	Soie écrue ou filée:		
182	moulinée, écrue	id.	4
183	moulinée, teinte	id.	5
188	Tissus de soie, unis ou croisés	id.	17,50

Nos du tarif espagnol.	Articles	Droits. Piécettes.
195	Tissus de soie ou de bourre de soie, ayant toute la trame ou chaîne en coton ou autres fibres végétales . kilogr.	8
201	Livres imprimés en langue espagnole . . . 100 kil.	50
203	Gravures, cartes et dessins . . . . kilogr.	1,25
228 bis	Tresses et tissue de paille, chanvre, abaca, crin servant à la fabrication des chapeaux . . . . . 100 kil.	20
235	Vaches à lait . . . . tête	25
258	Montres: en or . . . . pièce	1
259	— en argent et autres métaux . . . . id.	0,50
263	Machines agricoles . . . . 100 kil.	12,50
264	Machines motrices de tout genre avec ou sans chaudières, et chaudières importées séparément . . 100 kil.	17
265	Locomotives, locomobiles et machines pour la marine avec leurs chaudières, ou chaudières importées séparément . . . . 100 kil.	24
266	Machines de cuivre et ses alliages pour l'industrie, et pièces détachées des mêmes métaux . . . 100 kil.	44
267	— à coudre et machines manuelles à bas; vélocipèdes, et pièces détachées pour les mêmes . . . 100 kil.	70
268	Machines et pièces détachées d'autres espèces et d'autres matières (y compris les machines pour la fabrication de bas et les machines à tricoter) . . . . . 100 kil.	18,50
268 bis	— dynamo-électriques . . . . id.	18,50
271	— Câbles conducteurs d'électricité pour voies publiques, composés de fil de cuivre recouvert de différentes matières . . . . 100 kil.	18,50
275	Voitures à voyageurs pour chemins de fer et pièces de bois terminées pour lesdites voitures:	
	— Wagons à voyageurs de 1re classe . . 100 kil.	30
	— Wagons à voyageurs de 2e classe . . . id.	26
	— Wagons à voyageurs de 3e classe . . . id.	24
276	Wagons, fourgons et wagonnets de tout genre pour chemins de fer, wagon pour mines et pièces de bois terminées pour lesdits véhicules . . . . . . 100 kil.	15
277	Voitures de tramways et pièces de bois terminées pour lesdits véhicules . . . . id.	53
330 bis	Lait concentré . . . . kilogr.	0,50
331	Chocolat . . . . id.	1,25
334	Pâtes à potages, fécules alimentaires, pain et biscuit 100 kil.	20
335	Fromages . . . . kilogr.	0,25
356 bis	Tissus de coton ordinaires gommés pour doublures ou pour armures de chapeaux. . . . . id.	0,75
357 bis	Boîtes à musique . . . . id.	2,50
369 bis	Tissus de caoutchouc mélangés d'autres matières, pour chaussures . . . . id.	2

Annexe 2.

Tableau B.

Numéros du tarif espagnol.	Articles.	Numéros du tarif espagnol.	Articles.
18	Faïence, etc.	175	Bonneterie de laine pure ou mélangée.
22/23	Ouvrages d'or et d'argent.	ex 178	Velours et peluche de laine pure ou mélangée.
28/29	Ouvrages en fonte.	186/187	Bourre de soie moulinée, teinte ou non.
57/60	Ouvrages en fer et acier.	189/194	Tissus et bonneterie de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée.
ex 63	Pièces pour montres.	197/200	Papier à imprimer et à écrire.
79/80	Ouvrages en cuivre, lait on et bronze.	201, notes 40 et 41	Reliures de livres.
85/87	Métaux ou alliages non dénommés.	204	Factures, étiquettes, etc.
98	Vernis.	205/207	Papier de tenture.
99	Couleurs en poudre ou en tablettes.	208/213	Cartons et papiers divers.
104	Alcaloïdes et leurs sels.	ex 216	Parquets.
111	Colles et albumine.	220/222	Meubles et ouvrages en bois.
119	Produits pharmaceutiques.	241	Courroies de cuir pour machines.
120	Produits chimiques.	245	Chaussures.
132	Fils de coton retors à 3 ou plusieurs bouts.	255/257	Instruments de musique.
138	Piqués, etc.	269	Rubans de cardes.
139	Pannes, velours, etc., en coton.	ex 282	Bateaux naphte.
140	Tulles.	289	Beurre.
141	Dentelles.	323	Vins mousseux.
142	Tissus au chrochet, à la main ou au métier.	ex324/325	Vermouth.
143/144	Bonneterie de coton.	330	Conserves alimentaires, etc.
149/151	Fils de lin et de chanvre.	332	Confitures.
ex 153	Sangles et tuyaux de lin et de chanvre.	340	Parures et ornements, etc.
ex167/169	Fils de laine cardée.	342/343	Mercerie.
172	Couvertures de laine pure ou mélangée.	361/363	Passementerie.
173/174	Draps et tissus de laine pure ou mélangée.	365	Chapeaux de paille.

Annexe 3.

Certificats d'origine.

(Modèle.)

M. (nom de l'autorité qui expédie le document) . . . . certifie que, d'après les documents exibés, M. . . . . à facturé le . . . . 189. . dans cette gare du chemin de fer

(nom) . . . . colis (numéro et sorte) . . . ., marque . . . . numérotage . . . . avec poids brut de . . . kilogrammes, contenant (description générique des marchandises) . . . . lesquelles marchandises sont produites dans ce pays et sont destinées à suivre en transit par (nom du pays de transit) . . . . . . jusqu'à la douane espagnole de (nom de la douane) . . . . . . consignées à (nom du consignataire)*) . . . . pour être réexpédiées à M (nom du destinatoire) . . . . à (nom du lieu de destination) . . . . :

(Date, signature et sceau.)

Annexe 4.

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

Bon pour l'année 189 . . Sceau de l'État N° de la carte . . .

Bon pour l'Espagne et la Suisse.

Porteur: (noms et prénoms).

Lieu . . . . date . . . .

Sceau de l'autorité compétente — Titre et signature de l'autorité compétente.

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte

{ possède une . . . . (indication de la fabrique ou du commerce à . . . . . sous la raison de commerce . . . . . .

{ est commis-voyageur au service de la maison . . . . . à . . . . . qui possède une . . . . . . (indication de la fabrique ou du commerce) à . . . . . . sous la raison de commerce . . . .

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes et de faire des achats en $\frac{\text{Espagne}}{\text{Suisse}}$ pour cette maison et pour $\frac{\text{la maison}}{\text{les maisons}}$ $\frac{\text{ci-après désignée}}{\text{ci-après désignées}}$ . . . . (désignation de l'établissement commercial et industriel) il est certifié que $\frac{\text{ladite maison est autorisée}}{\text{lesdites maisons sont autorisées}}$ à pratiquer $\frac{\text{son}}{\text{leur}}$ industrie (commerce) dans le pays et $\frac{\text{paye}}{\text{payent}}$ les contributions légales pour l'exercice de $\frac{\text{son}}{\text{leur}}$ commerce (industrie). (industrie).

---

*) Pour le cas où il y aurait un consignataire.

Signalement du porteur.

Age. . . . .
Taille . . . .
Cheveux . . . .
Signes particuliers . . . .

Signature du porteur.

Protocole final.

Les soussignés, réunis aujourd'hui pour procéder à la signature de la convention de commerce conclue entre eux, sont tombés d'accord sur les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même.

I. — En ce qui concerne le texte de la convention.

Ad art. 1. — Les Hautes Parties contractantes feront leurs efforts pour rendre les conditions du transport de leurs marchandises aussi avantageuses que possible, et se réservent de conclure à cet effet un arrangement spécial.

Ad art. 4. — Si les Hautes Parties contractantes exigeaient au moment de la mise en vigueur de la présente convention des frais de légalisation pour les cértificats d'origine, ces frais seraient perçus conformément aux règles suivantes:

1° Les paquets postaux n'auront pas besoin de certificat d'origine.

2° Le montant des droits de légalisation du certificat d'origine ne pourra dépasser, en aucun cas, 25% du droit de douane afférant à la marchandise pour laquelle le certificat aura été expédié.

3° Les frais de légalisation pour les certificats d'origine ne pourront pas dépasser la somme de 5 francs.

Ad. art. 9. — Pour le cas où les Iles Philippines adopteraient le régime de droits différentiels, la Suisse jouira également dans ces Iles, sous les conditions citées dans l'article 9 de la présente convention, du bénéfice des droits de leur tarif spécial des douanes, accordés aux nations contractantes en général.

II. — En ce qui concerne le tarif A; Droits à l'entrée en Suisse

Ad 290. — Il est entendu que les vins naturels introduits en fûts et dont la force alcoolique ne dépasse pas 15 degrés-volume, ainsi que les spécialités de vins dites Malage et Jerez introduits en fûts et ne dépassant pas la limite alcoolométrique de 18 degrés-volume, n'acquitteront que le droit de douane de fr. 3,50 les 100 kilogrammes et ne seront pas soumis à l'imposition réservée par l'article 7 de la présente convention. Cet article ne s'applique qu'aux vins titrant plus de 15 degrés-volume, ainsi qu'aux spécialités susmentionnées excédant la limite de 18 degrés, lesquels payeront, en sus du droit de douane de fr. 3,50., la taxe de monopole grevant l'alcool pour chaque degré dépassant les limites indiquées.

La présente convention a été dûment ratifiée; les ratifications ont été échangées à Madrid le 26 octobre dernier, et à l'occasion de cette
Le droit des vins en bouteilles ne pourra être supérieur à celui applicable au vin en bouteilles provenant d'une autre nation.

Ad ex. 296. — Sont également admises au taux de 1 franc les 100 kilogrammes, les huiles d'olives importées en caisses de fer blanc contenant au moins 10 litres.

III. — En ce qui concerne l'annexe 2.

Il est entendu que les numéros du tarif des douanes suisses du 10 avril 1891 correspondants à cette annexe contiennent les objets espagnols auxquels, à l'entrée en Suisse, les dispositions de l'article 3 de la présente convention sont applicables et qui ne pourront être soumis en aucun cas à des droits supérieurs à ceux fixés par ledit tarif.

IV. — En ce qui concerne le tarif B: Droits à l'entrée en Espagne.

Il est convenu qu'en ce qui regarde les broderies, aucune, distinction ne sera faite à cause de la qualité ou de la couleur du fil à broder.

Ad n⁰ 183. — Est comprise dans le numéro 183 du tarif espagnol la soie à coudre et à broder.

Ad n⁰ 188 — Il est entendu que cette catégorie embrasse tous les tissus de soie pure ne rentrant pas dans l'une des catégories 189, 191 ou 192.

Ad n⁰ 188. — Il est entendu que les tissus de soie ayant toute la chaîne en soie et la trame mélangée de coton et de soie, le coton dominant, seront taxés d'après le numéro 195 du tarif.

Ad n⁰ 201. — Les étuis en carton renfermant les livres ne seront soumis à aucun droit.

Ad n⁰ 267. — Les machines manuelles indiquées au numéro 267 n'acquitteront le droit de 70 pesetas que pour la partie mécanique de la machine.

Ad n⁰ 356. — Sont comprises dans cette catégorie les mousselines blanchies et apprêtées pour doublures, conformes aux échantillons déposés à la direction générale des contributions indirectes à Madrid.

Ad. classe IV-VI, groupe 4⁰. — 1. Les broderies non spécifiées dans le tarif B annexé à la présente convention acquitteront les droits applicables à leurs tissus, plus 30 % pour la broderie. Il est également entendu qu'en aucun cas les droits des articles brodés ne dépasseront les droits de leurs tissus respectifs augmentés de 30 %.

2. Les foulards et mouchoirs faufilés ou ourlés (simplement ou à jour) seront assujettis à une surtaxe de 30 % du droit afférant au tissu.

V. — *En ce qui concerne l'annexe* 4.

Il est entendu que les numéros du tarif espagnol du 31 décembre 1891 correspondants à cette annexe contiennent les objets suisses auxquels, à l'entrée en Espagne, les dispositions de l'article 3 de cette convention sont applicables, et qui ne pourront être soumis en aucun cas à des droits supérieurs à ceux fixés par la seconde colonne (minimum) du tarif.

Duc de Tetuan. Welti. Ch. E. Lardet.

---

formalité il a été convenu que, contrairement aux stipulations de l'article 10, cette convention n'entrera en vigueur qu'à partir du 1er janvier 1894.

49.

ESPAGNE, SUÈDE.

Convention de commerce; signée à Aranjuez le 27 juin 1892.

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre l'Espagne et la Suède.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement exercer leur culte sur le territoire de l'autre en se conformant aux lois des pays respectifs.

Art. 2. — Les nationaux des Hautes Parties contractantes pourront librement disposer, par donation, vente, échange, testament ou autrement, de tous les biens qu'ils possèdent sur les territoires respectifs, et faire sortir intégralement leurs capitaux du pays. De même, les nationaux d'un des États respectifs qui seraient appelés à hériter de biens situés dans l'autre pays pourront, moyennant l'observation des formalités prescrites par la loi, prendre possession des biens qui leur appartiennent, quand même ils leur seraient échus ab intestat, et lesdits héritiers ne seront pas tenus de payer des droits de succession autres ou plus élevés que ceux auxquels, dans les cas analogues, sont assujettis les nationaux.

Art. 3. — Les nationaux des Hautes Parties contractantes ne pourront respectivement être l'objet d'aucune réquisition exercée contre eux, leurs navires, équipages, voitures et articles de commerce quelconques, ni être astreints à aucun service militaire ou public, à moins qu'il ne soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue.

Ils seront, néanmoins, assujettis aux réquisitions de transport (équipages); mais, dans ce cas, ils auront droit à l'indemnité officiellement fixé par l'autorité compétente dans chaque département ou localité et à laquelle sont assujettis les nationaux.

Art. 4. — Les articles d'origine ou de fabrication suèdoise, dénommés dans le tableau A annexé à la présente convention, importés directement par terre ou par mer, ne seront pas assujettis, à leur entrée en Espagne et dans les îles adjacentes, à des droits d'importation autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujetties les marchandises similaires d'origine ou de fabrication de tout autre pays.

Art. 5. — Les articles d'origine ou de fabrication espagnole, dénommés dans le tableau B annexé à la présente convention, importés directement par terre ou par mer, ne se seront pas assujettis, à leur entre en Suède, à des droits d'importation autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujetties les marchandises similaires d'origine ou de fabrication de tout autre pays.

Le régime applicable aux armes et munitions du guerre sera toujours celui établi par les lois et règlements des États respectifs.

Art. 6. — L'Espagne et la Suède se garantissent mutuellement qu'aucun autre pays ne jouira d'un traitement plus favorisé pour tout ce qui concerne la consommation, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises et le commerce en général.

Les stipulations du présent article ne pourront pas être invoquées lorsqu'il s'agira de concessions spéciales actuellement consenties ou qui pourraient l'être dans la suite à des États limitrophes, afin de faciliter le trafic de frontière, et d'obligations liant une des parties contractantes en raison d'une union douanière contractée avec un État voisin.

Art. 7. — Les drawbacks existants ou qui pourraient être établis en faveur de l'exportion des produits espagnols, ainsi que les drawbacks applicables à l'exportation des produits suédois, ne pourront être supérieurs aux droits d'accise ou de consommation intérieure auxquels sont assujettis lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 8. — Les marchandises de toute sorte, originaires d'un des pays contractants et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui frappent ou frapperaient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits d'importation pourront être augmentés du montant des sommes représentant les frais occasionnés aux produits nationaux par le régime de l'accise.

Art. 9. — Les marchandises non originaires de la Suède, importées de Suède en Espagne, par terre ou par mer, ne pourront être assujetties à des surtaxes supérieures à celles applicables aux marchandises similaires importées en Espagne de tout autre pays d'Europe autrement que directement par navire espagnol.

La Suède, de son côté, se réserve le droit de frapper les marchandises non originaires d'Espagne des mêmes surtaxes que celles que l'Espagne applique aux importations effectuées autrement que par voie directe.

Art. 10. — Les Espagnols en Suède et les Suédois en Espagne et dans les iles adjacentes jouiront de la protection accordée aux nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute sorte.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou un modèle industriel ou de fabrique, qu'il s'agisse des Espagnols en Suède ou des Suédois en Espagne, ne pourra avoir une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays et à laquelle sont assujettis les nationaux.

Si le dessin ou le modèle industriel ou de fabrique est entré dans le domaine public dans le pays d'origine, il ne pourra être protégé par un droit de propriété dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes ci-dessus sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des Espagnols en Suède et les droits des Suédois en Espagne, ne comporteront pas l'obligation d'exploiter dans ces pays les dessins ou modèles industriels ou de fabrique.

Art. 11. — Les nationaux d'un des pays contractants, qui voudraient

s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites à cet effet par législation respective des pays contractants.

Les marques de fabrique dont il est question dans le présent article et dans l'article qui précède sont celles qui, dans les pays respectifs, appartiennent légitimement aux industriels ou négociants qui en font usage, c'est-à-dite que le caractère d'une marque de fabrique espagnole doit être conformément apprécié à la loi espagnole, et celui d'une marque suédoise conformément à la loi suédoise.

Cependant, le dépôt pourra être refusé si la marque que l'on veut déposer est considérée par l'autorité compétente comme contraire à la morale ou à la l'ordre public.

Art. 12. — Les voyageurs de commerce espagnols voyageant en Suède pour le compte d'une maison établie en Espagne seront traités, pour ce qui concerne la patente, comme les voyageurs de toute autre nation, et réciproquement on usera des mêmes égards envers les voyageurs suédois en Espagne et dans les iles adjacentes.

Les articles assujettis à un droit d'entrée, servant d'échantillons et importés par lesdits voyageurs de commerce, bénéficieront réciproquement, moyennant l'observation des formalités de douane requises pour assurer leur réexportation ou leur réintégration dans les entrepôts, de la restitution des droits qu'ils auront payés à l'entrée.

Art. 13. — L'espagne accorde à la Suède, dans les îles de Cuba et de Porto-Rico, par les articles d'origine et de fabrication suédoise, importés directement, et pendant la durée de la présente Convention, le bénéfice de la seconde colonne du tarif des douanes de ces deux provinces, tant que ledit tarif sera maintenu en vigueur.

Art. 14. — Les dispositions des articles 4 et 5 de la présente Convention ne seront pas applicables aux faveurs concédées ou à concéder par l'Espagne au Portugal ou aux Républiques Hispano-Américaines, ni aux faveurs concédées ou à concéder par la Suède à la Norwège ou au Danemark.

Art. 15. — La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et elle sera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties la dénoncera.

La présente convention sera ratifiée et ses ratifications seront échangées à Madrid dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Signé en double, à Aranjuez, le 27 juin 1892.

(L. S.) (signé): *Duc de Tetuan.*
(L. S.) (signé): *Baron W. Jarlsberg.*

Tableau.

Articles suédois auxquels sont applicables, à leur importation en Espagne, les dispositions de l'article 4 de la présente Convention.

Pierres, terres, ciment, chaux, plâtre, craie, brai, bitumes, produits provenant de la distilliation sèche, ardoises.
Tuiles (briques), poterie et porcelaine.
Fer et acier, y compris les articles en fer et en acier.
Pâte de bois pour la fabrication du papier, carton, papier et articles en papier.
Bois brut ou ouvré.
Allumettes bougies.
Machines et pièces détachées.
Beurre.
Fromages.
Poisson frais, salé, fumé ou mariné.
Eau-de-vie et alcool.
Liqueurs et cognac.
Bière et cidre.
Verre de toute sorte.
Tourbe et tourbe en poudre.
Couleurs.
Plaques tournantes et fils conducteurs électriques.
Vagons de chemin de fer.
Voitures de tramway, voitures pour le commerce, l'agriculture ou le transport.
Embarcations.
Conserves et sucreries (confitures).
Graine de pin, sapin et semences autres.
Poudre, explosifs et mèches pour mines.
Cuir et peaux brutes.

Protocole final.

Pour éviter toute divergence dans l'interprétation de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour entre l'Espagne et la Suède, les Hautes Parties contractantes ont adopté les explications suivantes:

1° L'article 1er sera interprété dans ce sens qu'il ne s'agit que d'une garantie mutuelle qu'il ne sera pas établi de prohibitions commerciales entre les deux pays.

2° Par »marchandises similaires« il faut entendre que, s'agissant de marchandises de même espèce, le fait qu'une marchandise est plus chère que l'autre, parce qu'elle se compose de matières brutes plus chères ou plus couteuses en raison de la préparation, il ne faut pas conclure que lesdiets marchandises ne sont pas similaires. Cependant, le gouvernement espagnol se réserve le droit d'établir une différence entre l'alcool industriel et l'alcool de raisin.

3° A l'article 13, par l'expression »seconde colonne« on entend le tarif minimum applicable dans lesdites provinces.

4° L'expression »importés directement«, figurant dans le même article, se rapporte non seulement aux envois de port à port, mais encore aux produits arrivant accompagnés d'un connaissement direct.

En foi de quoi les Hautes Parties contractantes ont signé le présent protocole à Aranjuez, le 27 juin 1892 et y ont apposé leur sceau.

(L. S.) (Signé) ***Duc de Tetuan.***
(L. S.) (Signé) **Baron *W. Jarlsberg.***

50.

ESPAGNE NORVÈGE.

Convention de commerce; signée à Aranjuez le 27 juin 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1894.

Art. 1. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre l'Espagne et la Norvège.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement exercer leur culte sur le territoire de l'autre en se conformant aux lois des pays respectifs.

Art. 2. — Les nationaux des Hautes Parties contractantes pourront librement disposer, par donation, vente, échange, testament ou autrement, de tous les biens qu'ils possèdent sur les territoires respectifs et faire sortir intégralement leurs capitaux du pays. De même les nationaux d'un des États respectifs qui seraient appelés à hériter des biens situés dans l'autre pays pourront, moyennant l'observation des formalités prescrites par la loi, prendre possession des biens qui leur appartiennent, quand même ils leur seraient échus ab intestat, et lesdits héritiers ne seront pas tenus de payer des droits de succession autres ou plus élévés que ceux auxquels sont assujettis les nationaux les cas analogues.

Art. 3. — Les nationaux des Hautes Parties contractantes ne pourront respectivement être l'objet d'aucune réquisition exercée contre eux, leurs navires, équipages, voitures et articles de commerce quelconques, ni être astreints à aucun service militaire ou public, à moins qu'il ne soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue.

Ils seront néanmoins assujettis aux réquisitions de transport (équipages); mais, dans ce cas ils auront droit à l'indemnité officiellement fixée par l'autorité compétente dans chaque département ou localité et à laquelle sont assujettis nationaux.

Art 4. — Les articles d'origine ou de fabrication norvégienne dénommés dans le tarif A annexé à la présente Convention, importés directement par terre ou par mer, seront assujettis, à leur entrée en Espagne et dans les îles adjacentes, aux droits de douane fixés dans ledit tarif, y compris les taxes additionelles.

Il est entendu qu'il ne faut pas comprendre, parmi les marchandises

soumises à leur entrée en Espagne à la production d'un certificat d'entrée, la morue provenant directement d'un port de la Norvège.

Art. 5. — Les articles d'origine ou de fabrication espagnole dénommés dans le tarif B annexé à la présente Convention, importés directement par terre ou par mer, seront assujettis, à leur entrée en Norvège, aux droits de douanes fixés dans ledit tarif, y compris les taxes addittionelles.

Art. 6. — Les articles d'origine ou de fabrication norvégienne dénommés dans le tarif A annexé à la présente Convention, ainsi que ceux compris dans le tableau A également annexé à la présente Convention, ne seront pas assujettis, lorsqu'ils sont importés directement en Espagne par terre ou par mer et dans les îles adjacentes, à des droits autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises similaires d'origine ou de fabrication de tout autre pays.

Art 7. — Les articles d'origine ou de fabrication espagnole dénommés dans le tarif B et dans le tableau B annexés à la présente Convention, importés directement par terre ou par mer, ne seront pas assujettis, à leur entrée en Norvège, à des droits autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises similaires d'origine ou de fabrication de tout autre pays.

Le régime applicable aux armes et munitions de guerre sera toujours celui établi par les lois et règlements des États respectifs.

Art. 8. — L'Espagne et la Norvège se garantissent mutuellement qu'aucun autre pays ne jouira d'un traitement plus favorisé pour tout ce qui concerne la consommation, l'entrepôt, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises et le commerce en général.

Les stipulations du présent article ne pourront pas être invoquées lorsqu'il s'agira de concessions spéciales actuellement consenties ou qui pourraient l'être dans la suite à des États limitrophes afin de faciliter le trafic de frontière, et d'obligations liant une des parties contractantes en raison d'une union dounière contractée avec un État voisin.

Art. 9. — Les drawbacks existants ou qui pourraient être établis en faveur de l'exportation des produits espagnols, ainsi que les drawbacks applicables à l'exportation des produits norvégiens, ne pourront être supérieurs aux droits d'acisse ou de consommation intérieure, auxquels sont assujettis lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 10. — Les marchandises de toute sorte, originaires d'un des pays contractants et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui frappent ou frapperaient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, des droits d'importation pourront être augmentés du montant des sommes représentant les frais occasionnés aux produits nationaux par le régime de l'accise.

Art. 11. — Les marchandises non originaires de la Norvège, importées de Norvège en Espagne par terre ou par mer, ne pourront être assujetties à des surtaxes supérieures à celles applicables aux marchandises similaires importées en Espagne de tout autre pays d'Europe autrement que directement par navire espagnol.

La Norvège, de son côté, se réserve le droit de frapper les marchandises non originaires d'Espagne des mêmes surtaxes que celles que l'Espagne applique aux importations effectuées autrement que par voie directe.

Art. 12. — Les Espagnols en Novège et les Norvégiens en Espagne ou dans les îles adjacentes jouiront de la protection accordée aux nationaux pour tout ce qui concerne la propriète des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute sorte.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou un modèle industriel ou de fabrique, qu'il s'agisse des Espagnols en Norvège ou des Norvégiens en Espagne, ne pourra avoir une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays et à laquelle sont assujettis les nationaux.

Si le dessin ou le modèle industriel ou de fabrique était entré dans le domaine public dans le pays d'origine, il ne pourra être protégé par un droit de propriété exclusif dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes ci-dessus sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des Espagnols en Norvège et les droits des Norvégiens en Espagne ne comporteront pas l'obligation d'exploiter dans ces pays les dessins ou modèles industriels ou de fabrique.

Art. 13. — Les nationaux d'un des pays contractants, qui voudraient s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des pays contractants.

Les marques de fabrique dont il est question dans le présent article et dans l'article qui précède sont celles qui, dans les pays respectifs, appartiennent légitimement aux industriels ou négociants qui en font usage, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique espagnole doit être apprécié conformément à la loi espagnole, et celui d'une marque norvégienne conformément à la loi norvégienne.

Cependant, le dépôt pourra être refusé si la marque que l'on veut déposer est considérée par l'autorité compétente comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. 14 — Les voyageurs de commerce espagnols voyageant en Norvège pour le compte d'une maison établie en Espagne seront traités, pour ce qui concerne la patente, comme les voyageurs de toute autre nation, et réciproquement on usera des mêmes égards envers les voyageurs norvégiens en Espagne et dans les îles adjacentes.

Les articles assujettis à un droit d'entrée, servant d'échantillons et importés par lesdits voyageurs de commerce, bénificieront réciproquement, moyennant l'observation des formalités de douane requises pour assurer leur réexportation ou leur réintégration dans les entrepôts, de la restitution des droits qu'ils auront payés à l'entrée.

Art. 15. — L'Espagne accorde à la Norvège, dans les îles de Cuba et de Porto-Rico, pour les articles d'origine et de fabrication norvégienne, importés directement, et pendant la durée de la présente Convention le bénéfice de la seconde colonne du tarif des douanes de ces deux provinces, tant que ledit tarif sera maintenu en vigueur.

Art. 16. — Le Gouvernement norvégien s'engage à accorder, pendant toute la durée de la présente Convention, une subvension annuelle pour l'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur diricte entre l'Espagne et la Norvège, devant faire un minimum de douze voyages par an. Les détails de l'exploitation de cette ligne feront l'objet de négociations spéciales entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 17. — Les dispositions des articles 6 et 7 de la présente Convention ne seront pas applicables aux faveurs concédées ou à concéder par l'Espagne au Portugal ou aux républiques hispano-américaines, ni aux faveurs concédées ou à concéder par la Norvège à la Suède ou au Danemark.

Art. 18. — La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et elle sera obligatoire pendant cinq ans à partir du jour de sa mise en vigueur. Si, douze mois avant l'expiration, de ces cinq ans, aucune des Hautes Parties contractantes n'avait notifié son intention de dénoncer la présente Convention, celle ci restera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 19. — Les stipulations qui précèdent seront soumises à l'approbation des représentations nationales respectives.

Art. 20. — La présente Convention sera ratifiée et ses ratifications seront échangées à Madrid dans le plus bref délai passible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Signé en double, à Aranjuez, le 27 juin 1892.

(L. S.) (signé): ***Duc de Tetuan.***
(L. S.) (signé): ***Baron W. Jarlsberg.***
(L. S.) (signé): ***W. Christopherson.***

Tarif A. — **Droits d'entrée en Espagne.**

Désignation des articles.		Droits. Piécettes.
Clous à ferrer	100 kil.	15
Bois ordinaire en planches, planchettes, madriers, poutres, perches, mâts, et bois pour construction navale . . .	mètre cube	3
Pâte de bois	100 kil.	1
Morue salée et sèche (Klipfish et Stockfish) (droit de douanes, 18 piécettes; droits intérieurs, 6)	100 kil.	24
Poudre de poisson	id.	12
Huile de foie de morue purifiée pour usages médicinaux	id.	2
Huile de poisson et de baleine et autres graisses animales	id.	1
Frai et autres déchets d'animaux non dénommés . . .	id.	0 50
Guano de poisson et de baleine et autres engrais naturels	id.	0 05
Poisson frais ou avec le sel indispensable pours à conservation	id.	1 50
Poissons salés, fumés et marinés	id.	12
Lait condensé	kilgr.	1

Tableau A.

Articles norvégiens auxquels sont applicables, à leur importation en Espagne, les dispositions de l'article 6 de la présente Convention.

Pierres et terres employées dans l'industrie, les arts et la construction ; ciment, chaux et plâtre.
Porcelaine et poterie.
Verre de toute sorte.
Goudron, résine, brai, asphalte et bitume.
Clous et vis de fer.
Colle de poisson.
Poudre, explosifs et mèches pour mines.
Papier de toute sorte, y compris les articles en papier.
Cartons de toute sorte.
Douves.
Tonneaux et barriques.
Bois raboté ou à rainures.
Bois ouvré et de menuiserie de toute sorte.
Allumettes.
Peaux et cuirs bruts.
Instruments et machines agricoles.
Moteurs et autres machines.
Beurre et fromage.
Alcool et eaux-de-vie.
Liqueurs.
Bière.
Conserves alimentaires.
Embarcations.

Protocole.

Afin de faciliter les relations commerciales entre l'Espagne et la Norvège, il sera établi une ligne directe de bateaux à vapeur entre ces deux pays, placée sous les auspices du Gouvernement de Norvège, conformément aux stipulations de l'article 16 de la Convention de commerce signée aujourd'hui entre l'Espagne et la Norvège.

En vertu des dispositions de l'article 16 § 2 de ladite Convention, les Plénipotentiaires soussignés se sont réunis pour rédiger le protocole fixant les détails de l'exploitation de la ligne ci-dessus mentionnée et ils sont tombés d'accord sur les articles suivants:

Art. 1er. — Les bateaux feront au moins un voyage (aller et retour) par mois, à moins d'en être empêchés par le mauvais temps. Néanmoins, le nombre total de voyages (aller et retour) ne pourra pas être inférieur à 12 par an.

Art. 2. — A leur sortie de Norvège, les navires se dirigeront vers un port espagnol du golfe de Biscaye, d'où il continueront leur voyage vers Barcelone, faisant escale dans les ports intermédiaires où ils le jugeront convenable.

Art. 3. — De Barcelone les navires pourront aller à Gênes ou à un autre port italien. S'ils effectuent un semblable voyage, ils devront retourner à Barcelone, à Valence ou à tout autre port de la mer Méditerranée.

Art. 4. — A leur retour en Norvège, les navires feront escale dans les ports espagnols qui leur offriront des marchandises en quantité jugée suffisante par le directeur de la ligne; mais en tout cas et dans chaque voyage de retour ils s'arrêteront a Valence et à Malaga.

Art. 5. — Les dates de la sortie des navires de chaque port espagnol où ils auront fait escale devront être annoncées dans la forme ordinaire et au moins dix jours à l'avance.

Art. 6. — Les navires de la ligne jouiront des privilèges accordés aux bateaux chargés d'un service postal par l'article 10 du Traité de navigation signé le 15 mars 1883 entre l'Espagne et les Royaumes unis de Suède et de Norvège.

Art. 7. — Il est entendu que les irrégularités dans le service occasionnées par des accidents ou des cas fortuits ne porteront aucune atteinte à la Convention de commerce signée en ce jour et qu'elles n'entraîneront pour le Gouvernement de Norvège de responsabilité d'aucune espèce.

Art. 8. — La ligne sera inaugurée au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention de commerce.

Art. 9. — Si l'expérience démontrait la nécessité d'apporter des modifications aux règles qui précèdent, ces modifications pourront être fixées de commun accord entre les parties contractantes et faire l'objet d'un protocole.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Aranjuez, le 27 juin 1892.

Protocole final.

Pour éviter toute divergence dans l'interprétation de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour entre l'Espagne et la Norvège, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté les interprétations suivantes:

1° L'article premier sera interprété dans ce sens qu'il ne s'agit que d'une garantie mutuelle qu'il ne sera pas établi de prohibitions commerciales entre les deux pays.

2° Les droits accordés aux nationaux des Hautes Parties contractantes par l'article 2 de la Convention seront soumis aux restrictions et aux formalités prescrites par les lois des pays respectifs.

3° L'expression »importés directement« figurant dans certains articles de la Convention se rapporte également aux articles qui passent par des ports ou par des pays intermédiaires, lorsque ces articles sont accompagnés depuis leur point de provenance d'un connaissement direct.

4° L'expression »seconde colonne«, figurant à l'article 15, signifie le tarif minimum applicable dans les provinces dont il s'agit.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole à Aranjuez, le 27 juin 1892.

Les Conventions qui précèdent ont été dûment ratifiées et les ratifications échangées à Madrid le 9 août 1893. L'acte d'échange stipule que, malgré les dispositions de l'article 15 de la Convention avec la Suède et de l'article 18 de celle avec la Norvège, ces Conventions n'entreront en vigueur que le 1er janvier 1894.

51.

ESPAGNE, PAYS-BAS.

Déclaration concernant les relations commerciales; signée à Madrid le 12 juillet 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarif douaniers. Bruxelles 1894.

En attendant qu'il soit conclu un traité de commerce et de navigation entre l'Espagne et les Pays-Bas, sur des bases plus larges, le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne et celui de S. M. la Reine des Pays-Bas ont, d'un commun accord, adopté les dispositions suivantes:

1° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, mentionnés dans le tarif ci-annexé (annexe 1), payeront à leur entrée en Espagne, lorsqu'ils y seront importés directement, les droits indiqués dans ledit tarif.

2° Les articles mentionnés dans les tableaux ci-annexés (annexes 1 et 2) ne seront pas soumis en Espagne, lorsqu'ils y seront importés directement, à des droits autres ni plus élevés que ceux établis pour des articles similaires d'origine ou de fabrication de tout autre pays.

3° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, non mentionnés dans les annexes 1 et 2 de la présente déclaration, seront assujettis dans la Péninsule et dans les îles adjacentes, lorsqu'ils y seront importés directement, au tarif minimum (seconde colonne) du tarif général du 31 décembre 1891.

4° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, importés directement dans les îles de Cuba et de Porto-Rico, y payeront, pendant la durée de la présente Convention, le droits de la seconde colonne du tarif douanier spécial de ces provinces, du 29 avril 1892, aussi longtemps que ce dernier tarif restera en vigueur.

5° L'importation avec connaissement direct (through bill of lading) est assimilée à l'importation directe.

6° Les articles originaires de l'Espagne et des îles adjacentes, ainsi que ceux originaires des îles de Cuba et de Porto-Rico, ne seront pas soumis à leur importation dans les Pays-Bas à d'autres droits que les articles originaires de tout autre pays.

7° La présente déclaration sera soumise, dans le plus bref délai possible, à l'approbation du Parlement de chacun des deux pays. Dans le cas où elle serait dénoncée par l'un des Gouvernements, elle cessera de produire ses effets un an après la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Madrid, le 12 juillet 1892.

(L. S.) (signé): *Gericke.*
(L. S.) (signé): *Duc de Tetuan.*

Annexe I.

Tarif des droits d'entrée en Espagne.

		Piécettes.
Fromage	kilogr.	0,25
Beurre	100 kil.	40
Genièvre, jusqu'à 22° Cartier	hectol.	160
Rhum	id.	160
Bière	id.	12,50
Capsules métalliques pour bouteilles	100 kil.	15
Étain en lingots	id.	11
Étain en feuilles	id.	22
Sulfate d'ammoniaque	id.	0,25
Indigo	id.	15
Oignons de fleurs		exempte

Annexe 2.

Liste des articles d'origine hollandaise qui ne pourront être soumis en Espagne à des droits d'entrée autres ni plus élevés que les articles similaires d'origine ou de fabrication de tout autre pays.

Beurre de cacao.
Cacao en poudre.
Chicorée.
Eau-de-vie et liqueurs.
Articles en verre ou cristal.
Peaux et cuirs non tannés.
Machines.
Huiles végétales (de lin).
Amidon.
Carton ordinaire et papier.
Flanelle avec chaîne de coton.
Sacs de jute.
Caoutchouc de Java.
Gomme damar.
Gomme copal.
Gomme benzoïque.
Acacia vera.
Paraffine, stéarine, cire et blanc de baleine (manufacturés).
Courroies de cuir pour machines.
Imprimés avec images en couleur (estampes, dessins, cartes en couleur).
Fécules pour usages industriels et dextrine, y compris la fécule de pommes de terre.
Vaches laitières.
Bétail.
Écorce de quinquina de Java.
Sucre.
Noix muscades.
Thé.
Fonte en objets ordinaires (n° 28 du tarif).
Idem en objets fins n° 29 du tarif).

La présente déclaration a été dûment ratifiée, et les ratifications ont été échangées à Madrid le 8 décembre 1893.

La présente déclaration entrera en vigueur le 1er février 1894, conformément aux stipulations de l'acte d'échange.

(Gaceta du 14 décembre 1893).

52.

ESPAGNE, PAYS-BAS.

Déclaration réglant les relations commerciales des deux pays; du 12 juillet 1892*)

Archives Diplomatiques. 1894.

En attendant la conclusion d'une convention de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et l'Espagne, établie sur des bases plus amples, le Gouvernement de Sa Majesté la reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Espagne sont convenus de la déclaration suivante:

1° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, mentionnés dans le tarif ci-joint (annexe I), payeront en Espagne et dans les îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, les droits qui s'y trouvent inscrits;

2° Les articles insérés dans les tableaux ci-joints (annexes I et II) n'y seront pas assujettis à des droits autres ni plus élevés, lorsqu'ils seront importés directment, que ceux afférents aux articles similaires d'origine ou de manufacture d'une autre nation;

3° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, non compris dans les annexes I et II de cette Déclaration, seront assujettis dans la Péninsule et les îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, au tarif minimum (2° colonne) du tarif général du 31 décembre 1891;

4° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, importés directement, payeront dans les îles de Cuba et Porto-Rico, et pendant la durée de la présente convention, les droits de la deuxième colonne du tarif des douanes spécial lesdites provinces du 29 avril 1892, aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur;

5° L'importation sous connaissement direct (trough bill of lading) est assimilée à l'importation directe;

6° Les articles originaires de l'Espagne et des îles adjacentes, et ceux des îles de Cuba et Porto-Rico ne seront pas soumis, à leur importation dans les Pays-Bas, à d'autres droits que ceux des autres nations;

7° Cette déclaration sera soumise, dans le plus bref délai possible, à l'approbation de la législature des deux pays; en cas de dénonciation par l'un des deux Gouvernements, elle cessera ses effets un an après la date de cet acte.

En foi de qoui, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en doubl expédition à Madrid, le 12 juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) Signé: *Le duc de Tetuan.*
(L. S.) Signé: *Gericke.*

*) La déclaration a été ratifiée le 8 décembre 1893 et mise en vigueur le 1er janvier 1894. —

53.

ESPAGNE.

Loi établissant une surtaxe applicable aux blés importés dans la Péninsule ou dans les îles Baléares; du 9 février 1895.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1895.

Art. 1er. — Il est établi une surtaxe douanière de 2 piécettes 50 centimes par 100 kilogrammes applicable aux blés de provenance étrangère importés dans les douanes de la Péninsule et des îles Baléares.

Cette surtaxe sera de 4 piécettes 12 centimes par 100 kilogrammes pour les farines de froment et de 2 piécettes pour les sons.

Le nouveau droit extraordinaire sera perçu jusqu'au 31 décembre de la présente année, et si, à cette date, le Gouvernement estimait, d'après les circonstances, qu'il y a lieu de le maintenir en vigueur et que les Cortès ne fussent pas réunies depuis un mois, le délai sera prorogé par décret royal et porté à un mois après la date de la reprise des travaux parlementaires.

Art. 2. — Le Gouvernement, moyennant une entente préalable avec les compagnies des chemins de fer et dans le plus bref délai possible, présentera aux Cortès un projet de loi ayant pour objet d'abaisser les tarifs de transport pour les produits agricoles, depuis les centres producteurs jusqu'aux ports et villes de la frontière, et, pour le bétail, depuis les lieux de production jusqu'aux points de consommation.

Art. 3. — La présente loi entrera en vigueur dans la Péninsule et les îles adjacentes le lendemain de la date de sa promulgation dans la Gaceta de Madrid.

Madrid, le 9 février 1895.

Signé : *La Reine Régente.*

Le Ministre des Finances,
Signé: *José Canalejas y Mendez.*

54.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, BRÉSIL.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 31 janvier 1891.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to Section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled »An Act to reduce the revenue and equalize

duties on imports, and for other purposes,« the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of the United States of Brazil the action of the Congress of the United States of Amercia, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said Section 3, to wit, sugars, molasses, coffee, and hides, to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in due reciprocity for and consideration of the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in Section 3 of said Act, the Government of Brazil has, by legal enactment, authorized the admission, from and after April 1, 1891, into all the established ports of entry of Brazil, free of all duty, whether national, state, or municipal, of the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product and manufacture of the United States of America:

I. — Schedule of Articles to be admitted free into Brazil.

Wheat;

Wheat-flour;

Corn or maize, and the manufactures thereof, including corn meal and starch;

Rye, rye-flour, buckwheat, buckwheat-flour, and barley;

Potatoes, beans and peas;

Hay ands oats;

Pork, salted, including pickled pork and bacon, except hams;

Fish, salted, dried or pickled;

Cotton-seed oil;

Coal, anthracite and bituminous;

Rosin, tar, pitch and turpentine;

Agricultural tools, implements and machinery;

Mining and mechanical tools, implements and machinery, including stationary and portable engines, and all machinery for manufacturing and industrial purposes except sewing-machines;

Instruments and books for the arts and sciences;

Railway construction material and equipment.

And that the Government of Brazil has by legal enactment, further authorized the admission into all the established ports of entry of Brazil, with a reduction of twenty-five per centum of the duty designated on the respective articles in the tariff now in force or which may hereafter be adopted in the United States of Brazil, whether national, state, or municipal, of the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product or manufacture of the United States of America:

2. — Schedule of Articles to be admitted into Brazil with a reduction of duty of twenty-five per Centum.

Lard and substitutes therefor;

Bacon hams;

Butter and cheese;

Canned and preserved meats, fish, fruits and vegetables;

Manufactures of cotton, including cotton clothing;

Manufactures of iron and steel, single or mixed, not included in the foregoing free schedule;

Leather and the manufactures thereof, except boots and shoes;

Lumber, timber, and the manufactures of wood, including cooperage furniture of all kinds, wagons, carts and carriages;

Manufactures of rubber.

An that the Government of Brazil has further provided that the laws and regulations, adopted, to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedules are the product or manufacture of the United States of America, shall place no undue restrictions on the importer, nor impose any additional charges or fees therefor on the articles imported.

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Washington that this action of the Government of Brazil in granting exemption of duties to the products and manufactures of the United States of America, is accepted as a due reciprocity for the action of Congress, as set forth in Section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff law of Brazil to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this fifth day of February, one thousand eight hundred and ninetyone, and of the Independence of the United States of America the one hundred and fifteenth.

[Seal] *Benj. Harrison.*

By the President:

James G. Blaine,
Secretary of State.

Preceding Diplomatic Correspondance.

Mr Blaine to Senhor Mendonça.

Departement of State,

Washington, November 3, 1890.

Sir: The Congress of the United States of America, at its late session, enacted a new tariff law in the third section of which provision was mad

for the admission into the ports of the United States, free of all duty, whether national, state, or municipal, of the following articles:

Sugars—all not above number 16, Dutch standard in color, all tank bottoms, all sugar drainings and sugar sweepings, sirups of cane juice, melada, concentrated melada, and concrete and concentrated molasses;

Molasses;

Coffee;

Hides—raw or uncured, whether dry, salted or pickled.
Angora goat-skins, raw, without the wool, unmanufactured. Asses, skins, raw or unmanufactured, and skins, except sheepskins with the wool on.

In the law providing for the free admission of the foregoing articles, Congress added a section declaring that these remissions of duty were made »with a view to secure reciprocal trade with countries producing those articles;« and that, whenever the President should become satisfied that reciprocal favors were not granted to the products of the United States in the countries referred to, it was made his duty to impose upon the articles above enumerated the rates of duty set forth in the section of the law above cited, of which I have heretofore transmitted you a copy.

The Government of the United States of America being desirous of maintaining with the United States of Brazil such trade relations as shall be reciprocally equal, I should be glad to receive from you an assurance that the Government of Brazil will meet the Government of the United States in a spirit of sincere friendship, and that it may prove to be the happy fortune of you, Mr. Minister, and myself to be instrumental in establishing commercial relations between the two Republics on a permanent basis of reciprocity, profitable alike to both.

To this end I should be glad if you could advise me of the changes which Brazil would be willing to make in her system of tariff duties, in response to the changes proposed in the tariff of the United States which are favorable to your country.

In case the Government of Brazil should see proper to provide for the free admission into its ports of any of the products or manufactures of the United States, or at a specified reduction of the existing rates of duty, your Government may be assured that no export tax, whether national, state, or municipal, will be imposed upon such products and manufactures in the United States.

It may be furthur understood that while the Government of the United States of America would reserve the right to adopt such laws and regulations as should be found necessary to protect the revenue and prevent fraud in the déclarations and proof that the articles herein enumerated, and whose free admission is provided for by the tariff law above cited, are the product or manufacture of Brazil, the laws and regulations to be adopted to that end would place no undue restrictions on the importer, nor impose any additional charges or fees upon the articles imported.

In the happy event of an agreement between the two Governments, the same can be notified to each other and to the world by an official announcement simultaneously issued by the executive departments of the

United States of America and the United States of Brazil; and such an agreement can remain in force so long as neither Government shall definitely inform the other of its intention and decision to consider it at an end.

Accept, Mr. Minister, the renewed assurances of my highest consideration.

James G. Blaine.

The Honorable Salvador de Mendonça,

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil, on special mission.

Senhor Mendonça to Mr. Blaine.

Legation of the United States of Brazil,

Washington, January 31, 1891.

Sir: I have the honor to acknowledge the receipt of your note of the 8d of November, 1890, in which you inform me of the action of the Congress of the United States of America, at its late session, in the enactement of a new tariff law, in which provision was made for the admission into the ports of the United States, free of all duty, whether national, state or municipal, of the articles enumerated in your note; that said action was taken »with a view to secure reciprocal trade with countries poducing those articles;« and that, as the Government of the United States of America is desirous of maintaining witht he United States of Brazil such trade relations as shall be reciprocally equal, you express the hope that you may receive from me the assurance that the Government of the United States of Brazil will meet the Government of the United States of America in a spirit of sincere friendship.

I am pleased to be able to inform you, in reply, that the United States of Brazil are equally animated by a desire to strengthen and perpetuate the friendly relations which happily exist between them and the United States of America, and to establish the commercial intercourse of the two countries upon a basis of reciprocity and equality; and I heartily participate in the hope which you express, that it may prove to be the happy fortune of you, Mr Secretary, and myself to be instrumental in establishing commercial relations between the two Republics on a permanent basis of mutual profit.

It is, therefore, a matter of great gratification to me to be able to communicate to you the fact that the Government of the United States of Brazil, in due reciprocity for, and in consideration of, the admission into the ports of the United States of America, free of all duty, whether national, state, or municipal, of the articles enumerated in your note of the 8d of November, 1890, has, by legal enacment, authorized the admission into all the established ports of entry of Brazil, on and after the ist of April, 1891, free of all duty, whether national, state, or municipal, of the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product or manufacture of the United States of America:

Schedule of articles to be admitted free into Brazil.

Wheat;

Wheat-flour;

Corn or maize, and the manufactures thereof, including corn-meal and starch;

Rye, rye-flour, buckwheat, buckwheat-flour, and barley;

Potatoes, beans and peas;

Hay and oats;

Pork, salted, including pickled pork and bacon, except hams;

Fish, salted, dried or pickled;

Cotton-seed oil;

Coal, anthracite and bituminous;

Rosin, tar, pitch, and turpentine;

Agricultural tools, implements, and machinery;

Mining and mechanical tools, implements, an machinery, including stationary and portable engines, and all machinery for manufacturing and industrial purposes, except sewing-machines;

Instruments and books for the arts and sciences;

Railway construction material and equipment.

And the Government of the United States of Brazil has, by legal enactment, further authorized the admission into all the established ports of entry of Brazil, with a reduction of 25 per cent of the duty designated on the respective articles in the tariff now in force or which may hereafter be adopted in the United States of Brazil, whether national, state, or municipal, of the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product or manufacture of the United States of America: .

Schedule of articles to be admitted into Brazil with a reduction of duty of 25 per cent.

Lard and subsitutes therefor;

Bacon hams:

Butter and cheese;

Canned and preserved meats, fish, fruits, and vegetables;

Manufactures of cotton, including cotton clothing;

Manufactures of iron and steel, single or mixed, not included in the foregoing fre schedule;

Leather and manufactures thereof, except boots and shoes;

Lumber, timber, and the manufactures of wood, including cooperage, furniture of all kinds, wagons, carts, and carriages;

Manufactures of rubber.

I inclose herewith tables compiled from the latest published statistics, showing the state of trade of Brazil in the articles enumerated in the foregoing schedules.

The Government of the United States of Brazil has also provided that no increase shall be made in the export tax now in force, whether national,

state, or municipal, on the articles enumerated in your note of the 3d of November, 1890, nor upon any article, the product of Brazil, now on the free list of the tariff of the United States of America so long as such article contenues to be admitted free of duty; and it has further provided that if any reduction is made by Brazil in the export duty on any of its products, such reduction shall immediately to said products when exported to the United States of America.

The Government of Brazil reserves the right to adopt the necessary laws and regulations to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in the foregoing schedules are the product or manufacture of the United States of America; but the laws and regulations to be adopted shall place no undue restrictions upon the importer, nor impose any additional charges or fees therefor upon the articles imported.

I confidently hope that the foregoing action of my Government will satisfy the President of the United States of America that the United States of Brazil have met the liberal legislation of the Congress of the United States in a spirit of sincere friendship and reciprocity; and, in that happy event, I shall hold myself ready to agree with you upon a time when an official announcement of this legislation may be simultaneously issued by the executive departments of the two Governments, with the understanding that the commercial arrangement thus put in operation shall remain in force so long as neither Government shall definitely, at least three months in advance, inform the other of its intention and decision to consider it at an end at the expiration of the time indicated; provided, however, that the termination of the commercial arrangement shall begin to take effect either on the 1st day of January or on the 1st day of July.

I improve the opportunity to renew the assurance of my highest consideration.

Salvador de Mendonça.

Hon. *James G. Blaine,*
Secretary of State of the United States of America.

Mr. Blaine to Senhor Mendonça.

Department of State,
Washington, January 31, 1891.

Sir: I have great pleasure in acknowledging the receipt of your note of this date, in which you inform me that the Government of the United States of Brazil, in due reciprocity for, and in consideration of, the free admission into the ports of the United States of the products of Brazil enumerated in my note of November 3, 1890, has by legal enactment authorized the free or privileged admission, on and after the 1st of April, 1891, of the articles, the product or manufacture of the United States of America, named in your note; that your Government has further provided

that no increase shall be made in the export tax on the articles admitted free into the United States, and that all future reduction in the export tax shall immediately apply to such articles when sent to the United States, and that the laws and regulations adopted by Brazil to prevent fraud shall not impose any additional charges or fees therefor on the articles named in your note, imported from the United States.

I am directed by the President to state to you that he accepts this action of the Government of Brazil, in granting exemption of duties to the products of the United States, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as set forth in my note to you of November 3, 1890, it being noted that the date fixed by Congress for the free admission of sugars is the 1st day of April, 1891.

I shall be pleased to meet you at the Department of State at your early convenience to agree upon the time and manner of making public announcement of this commercial arrangement, which it is understood shall remain in force so long as neither Government shall definitely, at least three months in advance, inform the other of its intention and decision to consider it at an end at the expiration of the time indicated; provided, however, that the termination of the commercial arrangement shall begin to take effect either on the 1st day of January or the 1st day of July.

Congratulating you, Mr. Minister, on the valuable service which you have rendered in bringing about this important and satisfactory result, I renew to you the assurance of my highest consideration.

James G. Blaine.

The Honorable *Salvador de Mendonça*,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil.

Mr. Blaine to the President.

[Details of reciprocal arrangement.]

Department of State,

Washington, February 7, 1891.

To the President:

In response to your direction, I herewith submit two tables, A and B, which clearly exhibit the facts of the commercial arrangement between the United States of America and the United States of Brazil, completed on the 5th of this month.

Table A will show the articles from the United States which will be entitled to free admission into all the ports of Brazil after the 1st of April next.

It will also show the average annual value, as compiled from the Brazilian statistical reports for the last three years, of the imports of said articles into Brazil from the United States, and the average annual value, during the same period, of the imports of said articles into Brazil from other countries, and the rates now charged thereon.

Table A.

Imports into Brazil, in dollars, to become free of duty when exported from the United States.

Articles.	From the United States.	From all other countries.	Total imports.	Rate of duty.
				Per cent.
Wheat	Sh. 150.90	Sh.547,845.84	Sh.547,995.84	*5
Wheat-flour	2,778,353.00	914,329.24	3,692,682.24	15
Corn or maize and the manufactures thereof, including corn-meal and starch	21,369.00	695,285.57	716,654.57	15
Rye and rye-flour	....	555,737.60	555,737.60	15
Barley and buckwheat and buckwheat-flour	....	193,286.08	193,286.08	15
Hay and oats	531.00	541,693.80	542,224.80	20
Beans and peas	478.00	2,039,522.00	1,040,000.00	20
Potatoes	36.00	905,053.12	905,089.12	15
Pork, salted and pickled, and bacon, except hams	44,809.00	751.00	45,560.00	20
Cotton-seed oil	4,376.00	331.20	4,707.20	48
Fish, salted, dried or pikled	23,278.00	1,629,724.00	1,653,002.00	20 to 48
·Coal, anthracite and bitominous		6,067,380.80	6,067,380.80	*5
Rosin, tar pitch, and turpentine	.... 98,310.00	69,653.33	167,963.33	15
Agricultural implements, tools, and machinery		....	....	*5
Mining and mechanical machinery, tools and implements, including stationary and portable engines, and all machinery for manufacturing and industrial purposes, except sewing-machines	184,652.00	2,320,627.92	2,505,279.92	15 to 48
Instruments and books for arts and sciences	82,752.00	492,904.50	575,656.50	15
Railroad material and equipment	155,539.00	635,180.76	790,719.76	5 to 15
Total	3,394,633.00	16,609,306.76	20,003,939.76	....

From this table (A) of articles to be admitted free, it will be seen that of the total annual average importations into Brazil of Sh. 20,003,99.76 of the said articles, the United States have heretofore only furnished articles to the value of Sh. 3,394,633, while other countries have furnished articles to the value of Sh. 16,609,306.76.

Table B will make a similar exhibit of the articles from the United States entitled to admission into all the ports of Brazil, after the ist of April next, at a reduction of 25 per cent of the duty designated on the respec-

*) Port and provincial charges, equivalent to 5 per cent duty.

tive articles in the tariff now in force in Brazil, or which may hereafter be adopted in Brazil.

It will also show the average annual value, taken from the Brazilian reports for the last three years, of the imports of said articles into Brazil from the United States; and also the average annual value, during the same period, of the imports into Brazil from other countries, and the rates now charged thereon.

Table B.

Imports into Brazil, in dollars, the duties on which will be reduced 25 per cent when exported from the United States.

Articles.	From the United States.	From all other countries.	Total imports.	Rate of duty.
				Per cent.
Lard and substitutes of lard	Sh.371,399.00	Sh.348,166.60	Sh.719,565.60	15 to 30
Bacon hams	556.00	103,610.66	104,166.66	48
Butter and cheese	12,941.00	2,000,507.91	2,013,448.91	48
Canned and preserved meats, fish, fruits, and vegetables	13,894.00	606,197.89	620,091.89	20 and 48
Manufactures of cotton, including cotton clothing	665,986.00	26,571,138.50	27,237,124.50	15 to 48
Manufactures of iron and steel, single or mixed, not included in the foregoing schedule	522,096.00	2,361,211.00	2,883,307.00	15,30, and 48
Leather and the manufactures of leather, except boots and shoes	20,196.00	3,195,185.62	3,215,381.62	30 to 50
Lumber, timber, and the manufactures of wood, including cooperage, furniture of all kinds, wagons, carts, and carriages	417,761.00	1,098,927.02	1,516,688.02	30 to 60
Manufactures of rubber	11,070.00	310,398.50	321,268.50	48
Total	3,035,899.00	36,595,343.70	38,631,242.70	....

From this table (B) it will be seen that, of the total average importations into Brazil of Sh. 38,631,242.70 of said articles, the United States have hitherto furnished articles to the value only of Sh. 2,035,899, while other countries have furnished articles to the value of Sh. 36,595,343.70.

Taking the two schedules together, it is shown that, of a total annual importation into Brazil of Sh. 58,638,182.46 of all these articles, only Sh. 5,430,532 came from the United States, as against Sh. 53,204,650.46 from other countries.

In return for these concessions the United States admits into its markets free of duty the sugar, molasses, coffee, and hides, the growth and product of Brazil.

Respectfully submitted,

James G. Blaine.

55.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 4 juin 1891.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled »An act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes,« the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of Dominican Republic the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3, to wit, sugars, molasses, coffee and hides, to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Dominican Republic at Washington has communicated to the Special Plenipotentiary of the United States the fact that, in reciprocity and compensation for the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in section 3 of said Act the Government of the Dominican Republic will, by due legal enactment, admit, from and after September 1, 1891, into all the established ports of entry of the Dominican Republic, the articles or merchandise named in the following schedules, on the terms stated therein, provided that the same be the product or manufacture of the United States and proceed directly from the ports of said States:

Schedule A.

Articles to be admitted free of duty into the Dominican Republic:

1. Animals, live.
2. Meats of all kinks, salted or in brine, but not smoked.
3. Corn or maize, corn meal and starch.
4. Oats, barley, rye and buckwheat, and flour of these cereals.
5. Hay, bran and straw for forage.
6. Trees, plants, vines ands seeds and grains of all kinds for propagation.
7. Cotton sed oil and meal cake of same.
8. Tallow in kake or melted and oil for machinery, subject to examination and proof respecting the use of said oil.
9. Resin, tar, pitch and turpentine.
10. Manures, natural and artificial.

11. Coal, mineral.
12. Mineral waters, natural and artificial.
13. Ice.
14. Machines, including steam-engines, and those of all other kinds, and parts of the same, implements and tools for agricultural, mining, manufacturing, industrial and scientific purposes, including carts, wagons, hand-carts and wheelbarrows, and parts of the same.
15. Material for the construction and equipment of rail-ways.
16. Iron, cast and wrought, and steel, in pigs, bars, rods, plates, beams, rafters and other similar articles for the construction of buildings, and in wire, nails, screws and pipes.
17. Zinc, galvanized and corrugated iron, tin and lead in sheets, asbestos, tar paper, tiles, slate and other material for roofing.
18. Copper in bars, plates, nails and screws.
19. Copper and lead pipe.
20. Bricks, fire bricks, cement, lime, artificial stone, paving tiles, marble and other stones in rough, dressed or polished, and other earthy materials used in building.
21. Windmills.
22. Wire, plain or barbed, for fences, with hooks, staples, nails, and similar articles used in the construction of fences.
23. Telegraph wire and telegraphic, telephonic and electrical apparatus of all kinds for communication and illumination.
24. Wood and lumber of all kinds for building, in logs or pieces, beams, rafters, planks, boards, shingles, flooring, joists, wooden houses, mounted or unmounted, and accessory parts of buildings.
25. Cooperage of all kinds, including staves, headings and hoops, barrels and boxes, mounted or unmounted.
26. Materials for shipbuilding.
27. Boats and lighters.
28. School furniture, blackboards, and other articles exclusively for the use of schools.
29. Books, bound or unbound, pamphlets, newspapers and printed matter, and paper for printing newspapers.
30. Printers' inks of all colors, type, leads and all accessories for printing.
31. Sacks, empty, for packing sugar.
32. Gold and silver coin and bullion.

Schedule B.

Articles to be admitted into the Dominican Republic at a reduction of duty of 25 per centum:

33. Meats not included in Schedule A and meat products of all kinds, except lard.
34. Butter, cheese, and condensed or canned milk.
35. Fish and shellfish, salted, dried, smoked, pickled or preserved in cans.

36. Fruits and vegetables, fresh, canned, dried, pickled or preserved.

37. Manufactures of iron and steel, single or mixed, not included in Schedule A.

38. Cotton, manufactured, spun or twisted, and in fabrics of all kinds, woven or knit, and the same fabrics mixed with other vegetable or animal fibers in which cotton is the equal or greater component part.

39. Boots and shoes in whole or in part of leather or skins.

40. Paper for writing, in envelopes, ruled or blank books, wall paper, paper for wrapping and packing, for cigarettes, in cardboard, boxes and bags, sand paper and pasteboard.

41. Tin plate and tinware for arts, industries and domestic uses.

42. Cordage, rope and twine of all kinds.

43. Manufactures of wood of all kinds not embraced in Schedule A, including wooden ware, implements for household use, and furniture in whole or in part of wood.

And that the Government of the Dominican Republic has further provided that the laws and regulations, adopted to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedules are the product or manufacture of the United States of America, shall place no undue restrictions on the importer, nor impose any additional charges or fees therefor on the articles imported.

And whereas the Special Plenipotentiary of the United States has, by my direction, given assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Dominican Republic at Washington that this action of the Government of the Dominican Republic, in granting exemption of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into the Dominican Republic, is accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff laws of the Dominican Republic to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this first day of August, one thousand eight hundred and ninety one, and of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth. [Seal.]

Benj. Harrison.

By the President:

William F. Wharton,

Acting Secretary of State.

Preceding correspondence.

Señor Galvan to Mr. Foster.

Legation of the Dominican Republic,

Washington, June 4, 1891.

Mr. Minister: The Government of the Dominican Republic having been officially informed of the action of the Congress of the United States of America in the enactment of the tariff law of October I, 1890, authorizing the admission through the custom-houses of said United States, free of all duty, of the articles enumerated in section 3 of said law, with a view to secure reciprocal trade with countries producing the articles named, I am pleased to be able to state to you that the Dominican Government, likewise animated by the desire to maintain the relations of sincere friendship which happily exist betwen the Dominican Republic and the United States of America, and especially recognizing that the close proximity of the two countries suggests the good policy of establishing the reciprocal commerce upon such a basis as shall encourage the development of trade and strengthen friendly feeling between their respective peoples, has resolved to respond in the most liberal manner within its power to the legislation above referred to of the Congress of the United States.

I have, therefore, the honor to inform you that the Government of the Dominicain Republic, in reciprocity for, and in consideration of, the free admission into all the ports of the United States exempt from the payment of duties, whether national, State, or municipal, of the products of the Dominican Republic enumerated in section 3 of said law, is prepared, by virtue of the legislative resolution of the National Congress of March 23 last, to decree the admission into all the established ports of entry of the Dominicain Republic, on and after the Ist day of September, 1891, free of all customs duty and any other national or port charges, of the articles or merchandise named in the following Schedule A, provided that the said articles or merchandise are exported directly from, and are the product or manufacture of, the United States of America:

Schedule A.

Articles to be admitted free of duty into the Dominican Republic:

1. Animals, live.
2. Meats of all kinds, salted or in brine, but not smoked.
3. Corn or maize, corn meal and stearch.
4. Oats, barley, rye and buckwheat, and flour of these cereals.
5. Hay, bran and straw for forage.
6. Trees, plants, vines and seeds and grains of all kinds for propagation.
7. Coton seed oil and meal cake of same.
8. Tallow in cake or melted, and oil for machinery, subject to examination and proof respecting the use of said oil.
9. Resin, tar, pitch and turpentine.

10. Manures, natural and artificial.

11. Coal, mineral.

12. Mineral waters, natural and artificial.

13. Ice.

14. Machines, including steam-engines and those of all other kinds, and parts of the same, implements and tools for agricultural, mining, manufacturing, industrial and scientific purposes, including carts, wagons, handcarts and wheelbarrows, and parts of the same.

15. Material for the construction and equipment of railways.

16. Iron, cast and wrought, and steel, in pigs, bars, rods, plates, beams, rafters and other similar articles for the construction of buildings, and in wire, nails, screws and pipes.

17. Zinc, galvanized and corrugated iron, tin and lead in sheets, asbestos, tar paper, tiles, slate and other material for roofing.

18. Copper in bars, plates, nails and screws.

19. Copper and lead pipe.

20. Bricks, fire bricks, cement, lime, artificial stone, paving tiles, marble and other stones in rough, dressed or polished, and other earthy materials used in building.

21. Windmills.

22. Wire, plain or barded, for fences, with hooks, staples, nails, and similar articles used in the construction of fences,

23. Telegraph wire and telegraphic, telephonic and electrical apparatus of all kinds for communication and illumination.

24. Wood and lumber of all kinds for building, in logs or pieces, beams, rafters, planks, boards, shingles, flooring, joists, wooden houses, mounted or unmounted, and accessory parts of buildings.

25. Cooperage of all kinds, including staves, headings and hoops, barrels and boxes, mounted or unmounted.

26. Materials for shipbuilding.

27. Boats and lighters.

28. School furniture, blackboards, and other articles exclusives for the use of schools.

29. Books, bound or unbound, pamphlets, newspapers and printed matter, and paper for printing newspapers.

30. Printers' inks of all colors, type, leads and all accessories for printing.

31. Sacks, empty, for packing sugar.

32. Gold an silver coin and bullion.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

The Government of the Dominican Republic is, further, prepared to decree the admission into all the established ports of entry of the said Republic, at a reduction of 25 per cent. of the duty designated in the customs tariff now in force or which may hereafter be adopted in said Republic (which reduction shall likewise apply to all duties, which are im-

posed on these articles by authority of the National Government), of the articles or merchandise named in the following Schedule B, provided that said articles or merchandise are exported directly from, and are the product or manufacture of, the United States of America:

Schedule B.

Articles to be admitted into the Dominican Republic at a reduction of duty of 25 per cent.:

33. Meats not included in Schedule A and meat products of all kinds, except lard.

34. Butter, cheese, and condensed or canned milk.

35. Fish and shellfish, salted, dried, smoked, pickled or preserved in cans.

36. Fruits and vegetables, fresh, canned, dried, pickled or preserved.

37. Manufactures of iron and steel, single or mixed, not included in Schedule A.

38. Cotton, manufactured, spun or twisted, and in fabrics of all kinds, woven or knit, and the same fabrics mixed with other vegetable or animal fibers in which cotton is the equal or greater component part.

39. Boots and shoes in whole or in part of leather or skins.

40. Paper for writing, in envelopes, ruled or blank books, wall paper, paper for wrapping and packing, for cigarettes, in cardboard, boxes and bags, sandpaper and pasteboard.

41. Tin plate and tinware for arts, industries and domestic uses.

42. Cordage, rope and twine of all kinds.

43. Manufactures of wood of all kinds not embraced in Schedule A, including wooden ware, implements for household use, and furniture in whole or in part of wood.

The Government of the Dominican Republic gives the assurance that no increase whatever shall be made in the export duties of any character now in force on the articles enumerated in section 3 of the said tariff law of the United States, nor upon any article, the product of said Republic, now on the free list of the tariff of said United States, so long as such article continues to be admitted free of duty; and further, that if the Dominican Republic makes any reduction in the export duty on any of its products, such reducton shall immediately apply to said products when exported to the United States.

The Government of the Dominican Republic also gives the assurance that no greater municipal taxes than those now in force, nor than those levied upon national products, shall be imposed upon articles imported from the United States.

The Government of the Dominican Republic reserves the right to adopt the necessary laws and regulations to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in the foregoing schedules are exported directly from, and are the product or manufacture of, the United States; but the laws and regulations to be

adopted shall place no undue restrictions upon the importer, nor occasion any additional charges or fees therefor upon the articles imported.

For the better application of the foregoing schedules by the custom-houses of the Dominican Republic, it would be mutually convenient that a repertory or classification of articles or merchandise should be compiled before the present commercial arrangement goes into operation, under the joient supervision of the Legation of the Dominican Republic and the Department of State in Washington.

I have confidence that the President of the United States will duly regard the present proof that the Government of the Dominican Republic has met the legislation of the Congress of the United States in a spirit of friendly accord and wise reciprocity; and, in that event, I shall hold myself ready to agree with you upon a time when the decree of the Dominican Republic and the proclamation of the President of the United States may be simultaneously and officially published in both countries, with the understanding that the commercial arrangement, when it shall have been thus promulgated, shall remain in force so long as it shall not be modified by the legislative action of either Government or by mutual agreement of the Executive Power of the two countries.

Be so kind as to accept, Mr. Minister, the assurances of my most destinguished consideration.

(Signed,) *Manuel de J. Galvan.*

Honorable *John W. Foster.*,

Special Minister Plenipotentiary of the United States of America, Washington.

Mr. Foster to Señor Galvan.

Departement of State.

Washington, June 4. 1891.

Sir: I have great pleasure in acknowledging the receipt of your note of this date, in which you inform me that the Government of the Dominican Republic, in due reciprocity for, and in consideration of, the admission into the ports of the United States free of all duty, whether national, State, or municipal, of the products of said Republic enumerated in section 3 of the tariff law of the Congress of the United States of October 1, 1890, is prepared by legal enactment to authorize the free or privileged admission, on and after the 1st day of September, 1891, of the articles directly imported from, and the product or manufacture of, the United States of America named in your note; that your Government gives the assurance that no increase shall be made in the export tax on the articles admitted free into the United States; that all future reduction in the export tax shall immediately apply to such articles when sent to the United States; that no greater municipal taxes than those now in force, nor than those which national products pay, shall be imposed on

articles imported from said States; and that the laws and regulations adopted by the Dominican Republic to prevent fraud shall not impose any additional charges or fees therefor on the articles named in your note imported from the United States.

I am directed by the President to state to you that he accepts this action of the Government of the Dominican Republic, in granting exemption of duties to the products and manufactures of the United States, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as contained in section 3 of the tariff law above cited.

I am also pleased to reciprocate the assurances contained in your note, and to state that no export tax, wether national, State, or municipal, can or will be imposed in the United States upon the products or manufactures enumerated in schedules A and B of your note of this dat sent to San Domingo.

It may be further understood that, while the Government of the United States reserves the right te adopt the laws and regulations necessary to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in section 3 of the law cited are the product or manufacture of San Domingo, the laws and regulations to be adopted shall place no undue restrictions upon the importer, nor impose any additional charges or fees upon the articles imported.

It is also understood that, for the better application of said schedules in the custom-houses of San Domingo, a repertory shall be compiled before the present commercial arrangement goes into operation, under the joint supervision of the Department of State and the Dominican Legation in Washington.

I have, therefore, to request that you will meet me at the Department of State at your early convenience, to agree upon the time and manner of making public announcement of this commercial arrangement, which, it is understood, shall remain in force so long as it shall not be modified by the legislation of either Government or by the mutual agreement of the Executive Power of the two countries.

I improve the occasion, Mr. Minister, to convey to you the assurances of my high consideration and esteem.

John W. Foster,
Special Plenipotentiary for the United States.

The Honorable *Manuel de J. Galvan,*
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Dominican Republic.

Agreement as to decree of July 4, 1887.

Señor Galvan to Mr. Foster.

[Translation.]

Legation of the Dominican Republic,

Washington, June 4, 1891.

Mr. Minister: In confirmation of the assurances, given in advance, during the course of the negotiations which resulted in the commercial arrangement concluded this day, I now have the honor to inform you that, in consideration of the aforesaid arrangement, and as one of the conditions thereof, the Government of the Dominican Republic pledges itself to endeavor, during the next legislative session, to secure the repeal of the law of June 26, which was promulgated July 4, 1887, declaring the importation into the Republic of the articles mentioned in the said law to be free er subject to a reduced duty; and that the Executive will take the initiative, as he is privileged to do by the constitution, to the end that the effects of the aforesaid law cease on the 31st day of March, 1892, or sooner if possible, so far as they relate to the said articles, and to the end that the articles in question be subjected to the tax required by the tariff and to the payment of import duties on and after the day aforesaid; it being, however, understood and stipulated that all the articles enumerated in schedules A and B, referred to in my note of this date, that shall have been produced in, and imported directly from, the United States shall be exempt from the payement of such duties, as provided in the aforementioned commercial arrangement.

It is further understood that, if the above-mentioned law of July 4, 1887, shall not be repealed, as above stipulated, before the 31st day of March, 1892, the United States Government shall have the right to declare the aforesaid commercial arrangement annulled at any time subsequent to the date designated, if it shall think proper so to do.

I reiterate to you, Mr. Minister, the assurances of the consideration and respect with which I am your most obedient and faithful servant,

Manuel de J. Galvan.

Honorable *John W. Foster*,
Special Minister Plenipotentiary of the United States of America, Washington, D. C.

Decree of the national congress of July 4, 1887.

[Translation.]

Article I. From the date of this decree until the 31st of December, 1890, and from the latter date until the enactment of another decree repealing the present, the following-named articles shall be exempted in this Republic from all fiscal duty, to wit:

All kinds of machinery to be used in the sugar and other estates

and in the agricultural and industrial establishments, and the pieces accessory or sent extra to replace those worn out or damaged; crude tallow and oil, when, upon careful investigation at the custom-house, it is ascertained that it is to be used exclusively for the said machinery; phosphatic and ammoniacal guanos, zinc, galvanized and corrugated iron, hand an steam water pumps, windmills; hogshead staves, heads, and shooks; box shooks and bags for sugar, rails and spikes, railroad cars, axles and boxes for carts and wagons, barbed wire for fences, coal; plows, hoes, axes, spades, hand rakes, short machetes for agricultural purposes, and, generally, all instruments exclusively applicable to the cultivation of the soil or the clearing of forests.

The exemption provided for in this article for such pieces as are considered accessory to engines or machinery does not apply to screws, screw nuts, nails, bars or sheets of iron or of other metals which can be used for other purposes.

Art. 2. The following-named articles, by whomsoever imported, shall be subject only to the payement of 10 per cent. ad valorem, to wit: Boards, planks, and scantlings of pine, pitch pine, or any other lumber; shingles, roofing tiles, roofing slates, tarred roofing paper, and all other kinds of roofing; bricks, flagstones of the Canary Islands; iron, steel, and copper in bars or sheets; nails and crews of iron or copper, whether galvanized or not; Portland Roman cement, manilla rope; iron, copper, or lead pipes; lighters, whether large or small; iron tanks; wheelbarrows, picks, mattoks, and shovels of all shapes; and ox carts and wagons and the wheels therefor.

Art. 5. Panama hats and revolvers and cartridges shall only pay to per cent., to be assessed, in the case of hats, upon the tariff valuation, and in the case of revolvers and cardridges upon appraisement; and the duty thus collected shall be used for the same purposes as were set forth in the preceding article. Pianos, organs, and all other musical instruments, safes, and all pieces of furniture or articles imported free from duty, unless mentioned in article 1 of this decree, shall be subject to the provisions of the present article.

Abrogation of decree of July 4, 1887.

[Translation.]

Ulises Heuraux, General of Division, Commander in Chief of the National Army, Pacifier of the Country, and Constitutional President of the Republic.

Whereas the decree of the National Congress relating to the free entry of agricultural supplies, dated the 4th of July, 1887, was fixed to remain in force until the 31st of December, 1890, and after that date until other dispositions should be substituted for or abrogate it.

Whereas the commercial arrangement recently concluded between the Government of the Dominican Republic and that of the United States of America allows to agricultural industries, for whose benefit the decree of

free entry was made, to enjoi equally the advantages of its protectionist character.

Having heard the views of the members of the cabinet,

Resolved, The decree relating to the free entry of agricultural implements of the 4th of July, 1887, is hereby abrogated.

Given in the National Palace in Santo Domingo, capital of the Republic, the 5th of August, 1891, the forty-eighth year of the independence and the twenty-eighth of the restoration.

(Signed,) *U. Heureaux*,
President of the Republic.

Countersigned:

(Signed,) *A. W. y Gil*,
Minister of Fomento and of Public Works.
(Signed,) *Sanchez*,
Minister of Finance and of Commerce.

Decree as to new Duties.

[Translation.]

Ulises Heureaux, General of Division, Commander in Chief of the National Army, Pacifier of the Country, and Constitutional President of the Republic.

The law relating to the free entry of agricultural implements, which was to cease to be in force on the 30th of December, 1890, having been abrogated by a previous resolution,

Considering that the commerce of revolvers, cartridges for the same, Panama hats, and musical instruments, including pianos and harmoniums, had been favored by said law by a duty of only 10 per cent. on the invoice value;

Considering that it is necessary to again regulate the commerce of said articles, among which are some prohibited by the law above mentioned,

Resolved, (1) From and after the date of the publication of the present resolution the custom-houses throughout the territory of the Republic shall collect duties of importation upon the following articles:

(1) Revolvers, each, fixed duty, Sh. 2.

(2) Caps for revolvers, per 100, fixed duty, Sh. 2.

(3) Pianos, large and small, harmoniums, organs, and every kind of musical instruments for bands or orchestras, 10 pert cent. upon the invoice value. Accordions are excepted from this remission, which shall pay the 60 per cent, ad valorem levied upon other merchandise.

(4) Panama hats in the proportion established by the tariff in force.

Given at Santo Domingo, in the National Palace of the Government, capital of the Dominican Republic, on the 5th of August, 1891, the forty-eighth year of the independence and the twenty-eighth of the restoration.

(Signed,) *U. Heureaux*

(Signed,) *Sanchez*,
Minister of Finance and Commerce.

Repertory.

Repertory of schedules A and B of the reciprocity arrangement.

The undersigned, John W. Foster, representing the Department of State of the United States of America, and Francisco de P. Suarez, representing the Dominican legation in Washington, hereby agree that, in conformity with the provisions to that end in the commercial arrangement concluded June 4, 1891, between the Governments of the United States and of the Dominican Republic, the annexed repertory shall be observed in the custom-houses of the Dominican Republic in the application of schedules A and B, in accordance with the stipulations of said commercial arrangement.

This repertory, adopting the nomenclature used in the tariff of the Dominican Republic, is intended to embrace the names of merchandise most commonly and frequently appearing in commerce as among those enumerated in schedules A and B. It shall be understood, however, that articles or merchandise which are properly embraced in the numbers of schedules A and B schall enjoy the benefits stipulated in said commercial arrangement, although this repertory does not mention them.

The number put at the side of each name in the alphabetical repertory is the number in the schedule in which the merchandise is embraced.

Schedule A. — Articles to be admitted free of duty into the Dominican Republic.

No. 1. — Animals, live.

1. Live animals.

No. 2. — Meats of all kinds, salted or in brine, but not smoked.

2. Salt pork.
3. Salt beef.
4. Other salt meats.
5. Meats in brine.

No. 3. — Corn (or maize), corn meal, and starch.

6. Starch.
7. Corn meal.
8. Indian corn.

No. 4. — Oats, barley, rye, buckwheat, and flour of these cereals.

9. Oats.
10. Barley.
11. Rye.
12. Buckwheat.
13. Oatmeal.
14. Barley meal.
15. Rye flour.
16. Buckwheat flour.

No. 5. — Hay, bran, and straw for forage.

17. Bran.
18. Hay.
19. Straw for forage.

No. 6. — Trees, plants, vines, and seeds and grains of all kinds for propagation.

20. Trees.
21. Plants.
22. Vines.
23. Seeds and grains for propagation.

No. 7. — Cotton-seed oil and meal cake of same.

24. Cotton-seed oil.

25. Cotton-seed cakes.
26. Cottolene.

No. 8. — Tallow in cake or melted and oil for machinery, subject to examination and proof respecting the use of said oil.

27. Machinery oil.
28. Tallow in cake.
29. Melted tallow.

No. 9. — Resin, tar, pitch, and turpentine.

30. Spirits of turpentine.
31. Tar.
32. Pitch.
33. Colophony.
34. Rosin.
35. Pine resin.
36. Turpentine.

No. 10. — Manures, natural and artificial.

37. Fertilizers, natural and artifical.
38. Guano.
39. Ground bones.
40. Bones dissolved in acids.
41. Nitrates of lime, soda, or potash.
42. Gypsum.
43. Blood fertilizers.

No. 11. — Coal, mineral.

44. Anthracite coal.
45. Bitouminous coal.
46. Mineral coal.
47. Coal dust pressed in cakes.
48. Coke.

No. 12. — Mineral waters, natural and artificial.

49. Mineral waters, natural.
50. Mineral waters, artificial.

No. 13. — Ice.

51. Ice.

No. 14. — Machines, iucluding steam-engines and those of all other kinds, and parts of the same, implements and tools for agricultural, mining, manufacturing industrial, and scientific purposes, including carts, wagons, handcarts, and wheelbarrows, and parts of the same.

52. Mortars, iron.
53. Heaters.
54. Anchors.
55. Fishhooks.
56. Plows.
57. Spades and hoes.
58. Hoops, iron.
59. Staples.
60. Adzes.
61. Barometers and thermometers.
62. Augers.
63. Anvils.
64. Pumps.
65. Burins.
66. Capstans.
67. Chains, iron.
68. Boilers.
69. Carts.
70. Wheellbarrows.
71. Wagons.
72. Planes.
73. Compasses.
74. Screw-drivers.
75. Axles, iron.
76. Bottoms, iron, for sugar mills.
77. Chisels.
78. Planes.
79. Gouges.
80. Axes.
81. Hatchets.
82. Lasts for boots and shoes.
83. Blocks for hats.
84. Instruments and tolls for the arts.
85. Instruments, surgical.
86. Instruments, mathematical and scientific.
87. Awls, shoemakers'.

88. Files.
89. Cana knives.
90. Machinery of all kinds.
91. Mortars.
92. Pully blocks.
93. Pans.
94. Shovels.
95. Picks.
96. Pincers of all kinds.
97. Sadirons.
98. Trowels.
99. Pulleys.
100. Liquor weighers.
101. Plowshares.
102. Steelyards.
103. Wheels for carts, wheelbarrows, and wagons.
104. Handsaws.
105. Saws of all kinds.
106. Tongs.
107. Shears and scissors, common.
108. Anvils
109. All other implements, instruments, and tools for agriculture, mining, manufacture, and other industrial and scientific objects.

No. 15. — *Material for the construction and equipment of railways*

110. Switches.
111. Buffers.
112. Traction apparatus.
113. Hand cars.
114. Cars, passenger.
115. Cars, freight.
116. Rails.
117. Cross-ties.
118. Car axles.
119. Locomotive axles.
120. Brakes.
121. Locomotives.
122. Turntables.
123. Bridges, railroad.
124. Car and locomotive wheels.
125. All other objets and materials for the construction and equipment of railways.

No. 16. — *Iron, cast and wrought, and steel in pigs, bars, rods, plates. beams, rafters, and other similar articles for the construction of buildings, and in wire, nails, screws, and pipes.*

126. Steel in bars.
127. Ingot steel.
128. Iron and steel wire.
129. Railings, iron.
130. Iron and steel bars.
131. Irand and steel nails.
132. Iron, cast.
133. Iron in bars.
134. Iron, wrought.
135. Hammered iron.
136. Pig-iron.
137. Iron and steel plates.
138. Tacks of all kinds.
139. Iron and steel screws.
140. Iron and steel pipes.
141. Iron and steel rods.
142. Iron and steel beams.
143. Iron and steel rafters.
144. Other similar articles of iron or steel for the construction of buildings.

No. 17. — *Zinc, galvanized and corrugated iron, tin and lead in sheets, asbestos, tar paper, tiles, slate, and other material for roofing.*

145. Asbestos roofing.
146. Roofing felt.
147. Corrugated iron for roofing.
148. Galvanized iron for roofing.
149. Roofing tin (sheet).
150. Roofing lead (sheet).
151. Tarred roofing paper.
152. Roofing slate.
153. Plates of zinc, glavanized iron, and lead.
154. Lead in sheets or plates.
155. Roofing tiles.
156. Zinc for roofing.
157. All other materials for roofing.

No. 18. — Copper in bars, plates, nails, and screws.

158. Copper bars.
159. Copper nails.
160. Copper sheets.
161. Copper screws.

No. 19. — Copper and lead pipe.

162. Copper pipes or tubes.
163. Lead pipes or tubes.

No. 20. — Bricks, fire bricks, cement, lime, artificial stone, paving tiles, marble and other stones in rough, dressed, or polished, and other earthy materials used in building.

164. Lime.
165. Cement.
166. Pillars of stone or marble.
167. Bricks.
168. Fire bricks.
169. Paving tiles (or blocks).
170. Flooring tiles
171. Marble in the rough.
172. Marble dressed or polished.
173. Marble tables.
174. Other stones in the rough.
175. Other stones, dressed or polished.
176. Artificial stones.
177. Stones for floors.
178. Terracotta.
179. Plaster of Paris.
180. All other earthy materials used in the construction of buildings.

No. 21, — Windmills.

181. Windmills.

No. 22. — Wire, plain or barbed, for fences, with hooks, staples, nails, and similar articles used in the construction of fences.

182. Fencing wire, smooth or barbed.
183. Galvanized fencing wire.
184. Nails for fencing.
185. Hooks for fencing.
186. Staples for fencing.
187. All other like articles for the construction of fences.

No. 23. — Telegraph wire and Telegraphic, telephonic, and electrical apparatus of all kinds for communication and illumination.

188. Telegraph wire.
189. Telephone wire.
190. Wire covered with any texture for telegraphs, telephones, or electric light.
191. Electric apparatus of all kinds.
192. Telephonic apparatus of all kinds.
193. Telegraphic apparatus of all kinds for communication and illumination.

No. 24. — Wood and lumber of all kinds for building, in logs or pieces, beams, rafters, planks boards, shingles, flooring, joists, wooden houses, mounted or unmounted, and accessory parts of buildings.

194. Accessory parts (wooden) of buildings.
195. Floor beams.
196. Rafters or crossbeams.
197. Wooden houses, put together or in parts.
198. Shutters.
199. Laths (strips).
200. Door and window frames.
201. Blinds.
202. Pieces of lumber.
203. Doors.
204. Boards.
205. Flooring.
206. Planks.
207. Shingles.
208. Logs.
209. Beams.
210. Joists and scantling.
211. All other wooden pieces, parts and accessories, for the construction of buildings.

Nr. 25. — Cooperage of all kinds, including staves, headings, and hoops. barrels and boxes, mounted or unmounted.

212. Hoops (wooden) for cooperage.
213. Buckets or pails, wooden.
214. Barrels, new or old.
215. Casks, new or old.
216. Hogsheads, new or old.
217. Tubs, wooden.
218. Kegs.
219. Pipes.
220. Tuns.
221. Bungs.
222. Staves.
223. Heads for barrels, casks, hogsheads, etc.
224. Tubs, wooden.
225. Cooperage, set up or in shooks.
226. Boxes, wooden, or box shooks.
227. All other articles of cooperage.

No. 26. — Materials for shipbuilding.

228. Anchors.
229. Masts of wood or iron.
230. Rings.
231. Bars and rods of metal.
232. Pumps for vessels.
233. Capstans.
234. Copper (composition) for sheathing of vessels.
235. Cordage for vessels.
236. Wire rope for vessels.
237. Knees of wood, iron, or steel.
238. Oakum.
239. Cringles.
240. Rigging.
241. Materials for shipbuilding.
242. Sheathing paper for vessels and similar uses.
243. Bolts of iron or copper for vessels.
244. Copper and brass pieces for vessels.
245. Copper sheathing for vessels.
246. Iron and steel plates for vessels.
247. Oars.
248. Yards.
249. Beams of wood, iron, or steel.
250. All other articles and materials for the construction of vessels.

No. 27. — Boats and lighters.

251. Boats, oar or steam.
252. Launches, oar or steam.

Nr. 28. — School furniture, blackboards, and other articles exclusively for the use of schools.

253. School benches.
254. School globes.
255. School maps.
256. School furniture.
257. Blackboards.
258. School desks.
259. School chairs.
260. All other articles exclusively for the use of schools.

No. 29. — Books, bound or unbound, pamphlets, newspapers and printed matter, and paper for printing newspapers.

261. Music books.
262. Pamphlets.
263. Printed matter.
264. Books, unbound.
265. Books, bound.
266. Paper for printing newspapers.
266[a]. Periodicals.

No. 30. — Printers' inks of all colors, type, leads, and all accessories for printing.

267. Cases for printing.
268. Composing sticks.
269. Forms for printing,
270. Galleys.
271. Imposing tables.
272. Imposing stones.
273. Printing presses.
274. Rules.
275. Leads.

276. Types.
277. Inks of all colors for printing.
278. All other tools and accessories for printing.

No. 31. — Sacks, empty, for packing sugar.

279. Empty sugar sacks.

No. 32. — Gold and silver coin and bullion.

280. Gold and silver coin and bullion of the United States.
281. Gold, coined, of the United States.
282. Silver, coined, of the United States.

Schedule B. — Articles to be admitted into the dominican Republic at a reduction of 25 per cent.

No. 33. — Meats not included in Schedule A and meat products of all kinds, except lard.

283. Neat's-foot oil.
284. Beef, fresh.
285. Pork, fresh.
286. Meats, fresh, of other animals.
287. Beef, smoked.
288. Pork, smoked.
289. Meats, smoked, of other animals.
290. Meats preserved in cans.
291. Meats preserved in vinegar.
292. Meats preserved by extraction of air.
293. Hung beef.
294. Sausages, pork.
295. Bacon sides, rib sides.
296. Sausages, large.
297. Stuffet meats.
298. Hams.

No. 34. — Butter, cheese, and condensed or canned milk.

299. Butter.
300. Cheese.
301. Condensed or canned milk.

No. 35. — Fish and shellfish, salted, dried, smoked, pickled, or preserved, in cans.

302. Clams, fresh and canned.
303. Anchovies, preserved, pickled, smoked, fresh, salted, dried.
304. Herring, smoked, salted.
305. Tunny, preserved, pickled, fresh, salted.
306. Codfish, dried, salted, in brine.
307. Fish sounds.
308. Mackerel, preserved, fresh, salted, smoked, pickled.
309. Shrimps.
310. Periwinkles.
311. Preserved fish.
312. Pickled fish.
313. Fish roes.
314. Lobsters, fresh, salted, canned.
315. Fish tongues, salted, preserved.
316. Skates.
317. Mackerel.
318. Shellfish.
319. Codfish lips.
320. Oysters, preserved.
321. Oysters, fresh.
322. Oysters, canned.
323. Fish necks.
324. Hake.
325. Stockfish.
326. Salmon, preserved.
327. Salmon, smoked.
328. Salmon, fresh.
329. Salmon, canned.
330. Haddock.
331. Sardines, salted.
332. Sardines, canned.
333. Codfish tripes.
334. Trout.

No. 36. — Fruits and vegetables, fresh canned, dried, pickled, or preserved.

335. Olives, fresh.
336. Olives in cans.
337. Olives, pickled.

338. Olives, preserved.
339. Chicory.
340. Garlic.
341. Apricots, fresh.
342. Apricots in sirup.
343. Apricots in cans.
344. Apricots, dried.
345. Capers.
346. Almonds, shelled.
347. Almonds, unshelled.
348. Celery.
349. Filberts.
350. Peanuts.
351. Pumpkins.
352. Hemp seed.
353. Chestnuts.
354. Onions, fresh.
355. Onions, pickled.
356. Cherries, fresh.
357. Cherries, preserved.
358. Cherries in sirup or candied.
359. Cherries, canned.
360. Cherries, dried.
361. Chick-peas.
362. Plums, fresh.
363. Plums in sirup.
364. Plums, canned.
365. Plums, dried.
366. Cabbage.
367. Cumin.
368. Preserved fruits and vegetable.
369. Pickles in vinegar or brine.
370. Asparagus.
371. Beans, fresh.
372. Beans, canned.
373. Beans, dried.
374. Fruits of all kinds and nuts, shelled or unshelled, fresh, preserved in their own juice, dried, green, preserved.
375. Fruits in paste.
376. Fruits in sirup.
377. Fruits, canned.
378. Chick-peas.
379. Peas, green.
380. Peas, canned.
381. Peas, preserved.
382. Peas, dried.
383. Lima beans.
384. Figs.
385. Mushrooms, preserved,
386. Mushrooms, canned.
387. Mushrooms, dried.
388. Vegetables and garden products, fresh.
389. Vegetables and garden products concentrated by steam.
390. Vegetables and garden products preserved in any way.
391. Vegetables and garden products, pickled.
392. Vegetables and garden products in vinegar.
393. Vegetables and garden products prepared with salt.
394. Vegetables and garden products, canned.
395. Vegetables and garden products, dried.
396. French beans.
397. Lentils.
398. Limes.
399. Lemons.
400. Apples, fresh.
401. Apples, preserved.
402. Apples, dried or desiccated.
403. Apples, canned.
404. Peaches, fresh.
405. Peaches, preserved.
406. Peaches in sirup.
407. Peaches, dried or desiccated.
408. Peaches, canned.
409. Melons.
410. Yams.
411. Rape seed.
412. Turnips.
413. Nuts.
414. Potatoes, Irish or sweet.
415. Raisins.
416. Pears, fresh.
417. Pears, preserved.
418. Pears, dried or desiccated.
419. Pears, canned.
420. Red pepper.

421. Dried peppers.
422. Watermelons.
423. Tomatoes, fresh.
424. Tomatoes, canned.
425. Grapes, fresh.
426. Grapes, preserved.
427. All other fruits, vegetables, and garden products, fresh, preserved in sirups in sweets of any kind, pickled, in vinegar, dried, and canned.

*No. 37. — **Manufactures of iron and steel, single or mixed, not included in Schedule A.***

428. Hooks, staples, iron or steel, not included in Schedule A.
429. Door knockers, iron or steel.
430. Pins, iron or steel.
431. Heaters, iron or steel.
432. Rings for curtains, iron or steel.
433. Fishhooks, iron or steel.
434. Washers, iron or steel.
435. Chandeliers, iron or steel.
436. Rings, iron or steel.
437. Harpoons, iron or steel.
438. Spits, iron or steel.
439. Fire shovels, iron or steel.
440. Scales, iron or steel.
441. Buckets, pails, iron or steel.
442. Curb chains for bridles, iron or steel.
443. Hinges or butts, iron or steel.
444. Bridle bits, iron or steel.
445. Keyhole guards, iron or steel.
446. Buttons, iron or steel.
447. Shoe nails, iron or steel.
448. Cavessons, iron or steel.
449. Stewpans, iron or steel.
450. Chains of all kinds not included in Schedule A.
451. Coffeepots, iron or steel.
452. Boxes, chests, safes, iron or steel.
453. Boilers and kettles, iron or steel.
454. Bedsteads, iron or steel.
455, Sofas or lounges, iron or steel.
456. Padlocks, iron or steel.
457. Candlesticks, iron or steel.
458. Saucepans, iron or steel.
459. Sieves, sifters, bolters, iron or steel.
460. Locks, iron or steel.
461. Bolts, iron or steel.
462. Hinges, iron or stell.
463. Hooks and eyes, iron or steel.
464. Penknives, iron or steel.
465. Cutlery of all kinds, iron or steel.
466. Cradles, iron or steel.
467. Wedges, iron or steel.
468. Candle snuffers, iron or steel.
469. Axles for carriages of all kinds.
470. Muskets, iron or steel.
471. Steels for flints.
472. Swords.
473. Spurs, iron or steel.
474. Stirrups, iron or steel.
475. Hoops not included in No. 25.
476. Foils, fencing.
477. Guns.
478. Hooks, iron or steel.
479. Hinges, iron or steel.
480. Faucets or cocks, iron or steel.
481. Buckles, iron or steel.
482. Knife blades, iron or steel.
482[a]. Ovens, iron.
483. Hairpins and lace pins, iron or steel.
484. Tires for carriage wheels of all kinds.
485. Watch or clock keys, iron or steel.
486. Keys of all kinds, iron or steel.
487. Andirons.
488. Razors.
489. Pots, iron.
490. Eyelets for shoes, etc., iron or steel.
491. Ornaments of all kinds, iron or steel.
492. Gridirons.
493. Bolts, iron or steel, not included in Schedule A.
494. Weights, iron or steel.
495. Pistols of all kinds.

496. Sadirons, smoothing irons.
497. Steel pens.
498. Copying presses.
499. Hardware not included in Schedule A.
500. Rat and mouse traps, iron or steel.
501. Rivets, iron or steel.
502. Rivets, iron or steel.
503. Rifles of all kinds.
504. Sabers of all kinds.
505. Corkscrews, iron or steel.
506. Fry pans.
507. Letter seals.
508. Wire cloth, iron or steel.
509. Tongs not included in No. 14.
510. Shears and scissors not included in No. 14.
511. Inkstands, iron or steel.
512. Nuts, iron or steel.
513. Kitchen utensils, iron or steel.
514. Hinges, iron or steel.
515. All other articles or manufactures of iron or steel not included in Schedule A.

No. 38. Cotton, manufactured, spun, or twisted, and in fabrics of all kinds, woven or knit, and the same fabrics mixed with either vegetable or animal fibers in which cotton is the equal or greater component part.

516. Damasks.
517. Spun cotton.
518. Thread, cotton.
519. Sewing cotton.
520. Pack thread, cotton.
521. Brittany cloths, cotton.
522. Stockings, cotton.
523. Undershirts, cotton.
524. Undershirts, if as much as one-half cotton.
525. Table covers, cotton.
526. Shawls, cotton.
527. Counterpanes.
528. Cotton belting of all kinds.
529. Dress patterns, cotton.
530. Ticking, cotton.
531. Cambric, fine, cotton.
532. Crape or veiling, cotton.
533. Drills.
534. Laces, cotton.
535. Oilcloths, cotton.
536. Shag, cotton.
537. Felt, cotton.
538. Edgings, cotton.
539. Bedspreads, cotton.
540. Gauze, cotton.
541. Gloves, cotton.
542. Gingham, cotton.
543. Hollands.
544. Irish cloth, of cotton or of as much as one-half cotton.
545. Lawn, linen, with mixture of at least one-half cotton.
546. Stripes, cotton.
547. Canvas, duck.
548. Modapolans.
549. Coverings of all kinds.
550. Tablecloths, cotton.
551. Mantillas.
552. Shawls.
553. Mosquitto netting.
554. Stockings (cotton), socks.
555. Muslins, cotton.
556. Corduroy, cotton.
557. Fine cloth, cotton.
558. Handkerchiefs, cotton.
559. Knit goods, cotton.
560. Satin.
561. Napkins, cotton.
562. Fabrics, cotton—shagged, unbleached or bleached, in Turkish towels or similar articles; dyed or printed, in other forms of shag; carpetings, raw, bleached, dyed, or printed; netting (cotton) cotton covers or blankets, corduroys, and velveteen; piqué, unbleached, bleached dyed, or printed; edgings, laces, andinsertions, fabrics, clear or translucent, plain or worked, unbleached, dyed, or printed.

563. Fabrics, cotton, close woven, smooth, twilled, diagonal, or satined, unbleached, bleached dyed, or printed; close woven, plain, worked, flowered, relief work, unbleached, bleached dyed, or printed.
564. Crochet work, network; knit goods in the piece; knit goods in undershirts, drawers, socks, stockings, and similar articles; tulle.
565. All other fabrics and manufactures of cotton alone or of cotton mixed with other vegetable and animal fibers when cotton forms the equal or greater component part.
566. Cotton velvet.
567. Embroidered stripes.
568. Cotton floss.
569. Chintz or calico.
569[a]. Veils, cotton, of all kinds.

No. 39. — ***Boots and shoes in whole or in part of leather or skin.***

570. Balmorals.
571. Buskins.
572. Coachmen's boots.
573. Boots, patent leather.
574. Riding boots.
574[a]. Boots of all other kinds.
575. Ladies' boots.
576. Gaiters.
577. Laced gaiters.
578. Boots and shoes for men, women, and children, of felt with leather sole; of leather with wooden sole; of any woven fabric with leather sole; of any other kind wholly or partly of leather.
579. Overshoes.
580. Slippers.
581. Shoes.
582. Slippers.
583. Brogans.

No. 40. — ***Paper for writing, in envelopes, ruled or blank blooks, wall paper, paper for wrapping and packing, for cigarettes, in cardboard, boxes, and bags, sandpaper and pasteboard.***

584. Boxes, paper.
585. Memorandum books.
586. Cardboard, fine.
587. Pocketbooks.
588. Cardboard.
589. Books, blank.
590. Books, ruled.
591. Books, small, of cigarette paper.
592. Books, copying.
593. Papers, wall, satin faced.
594. Papers, painted.
595. Sandpaper.
596. Envelopes, paper.
597. Paper, writing.
598. Paper, wrapping.
599. Paper, wrapping, and packing, of all kinds.
600. Paper, for cigarettes.
601. Paper, wall, of all kinds.
602. Bags, paper.

No. 41. — ***Tin plate and tinware for arts, industries, and domestic uses.***

603. Tin plate, japanned.
604. Tin plate, stamped.
605. Tin plate, plain.
606. Tin plate, manufactured in any objet or article for the arts, indusries, and domestic uses.

No. 42. — ***Cordage, rope, and twine of all kinds.***

607. Pack thread.
608. Cables of any vegetable fiber not included in No. 26.
609. Fishing lines.
610. Cordage of all kinds.
611. Twine of all kinds.
612. Thread, shoemakers'.
613. Cordage for vessels not included in No. 26.

No. 43. — Manufactures of wood of all kinds not embraced in Schedule A, including wooden ware, implements for household use, and furniture in whole or in part of wood.

614. Chests.
615. Hoops and rings not for cooperage.
616. Cupboards, clothes presses.
617. Bidets.
618. Baskets, wooden.
619. Stools or benches.
620. Trunks.
621. Chairs, arm, reclining.
622. Rocking horses, wooden, for children.
623. Boxes, cases, wooden, of all kinds not included in No. 25.
624. Carriage bodies.
625. Sofas or lounges.
626. Cots, wooden.
627. Bedsteads, wooden.
628. Baskets, wooden.
629. Pegs, or pins, wooden, for musical instruments.
630. Bureaus.
631. Consoles.
632. Venetian blinds.
633. Frames, wooden, far mirrors.
634. Hubs for carriages.
635. Cradles.
636. Images, wooden.
637. Ladders wooden.
638. Saddletrees, wooden.
639. Hames, wooden.
640. Cages, wooden.
641. Couches, wooden.
642. Handles, wooden, not included in Schedule A.
643. Frames, wooden, not included in Schedule A.
644. Tables of all kinds.
645. Furniture wholly or in part of wood.
646. Ornaments, wooden, of all kinds not included in Schedule A.
647. Shovels, wooden.
648. Splints for making matches.
649. Clothespins.
650. Perambulators.
651. Felloes for carriages.
652. Gates, wooden.
653. Spokes for carriages.
654. Wheels for carriages.
655. Chairs of all kinds wholly or partly of wood.
656. Tobacco or snuff boxes, wooden.
657. All other objets, articles, and utensils of wood for domestic uses not embraced in Schedule A.
658. All other furniture wholly or partly of wood.

Signed in duplicate at the city of Washington, this eleventh day of August, A. D. 1891.

John W. Foster.
Franco. de P. Suarez.

56.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ESPAGNE.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales entre les États-Unis d'Amérique et les Iles de Cuba et Porto Rico; du 16 juin 1891.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled »An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes,« the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of Spain the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3, to wit, sugars, molasses, coffee and hides, to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in reciprocity and compensation for the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in section 3 of said act, the Government of Spain will, by due legal enactement, and as a provisional measure, admit, from and after September 1, 1891, into all the established ports of entry of the Spanish islands of Cuba and Porto Rico, the articles or merchandise named in the following Transitory Schedule, on the terms stated therein, provided that the same be the product or manufacture of the United States and proceed directly from the ports of said States:

Transitory Schedule.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico free of duties:

1. Meats, in brine, salted or smoked, bacon, hams, and meats preserved in cans, in lard or by extraction of air; jerked beef excepted,
2. Lard.
3. Tallow and other animal greases, melted or cruede, unmanufactured.
4. Fish and shellfish, live, fresh, dried, in brine, smoked, pickled; oysters and salmon in cans.
5. Oats, barley, rye and buckwheat and flour of these cereals.
6. Starch, maizena and other alimentary products of corn, except corn meal.
7. Cotton seed, oil and meal cake of said seed for cattle.
8. Hay, straw forage and bran.

9. Fruits, fresh, dried and preserved, except raisins.

10. Vegetables and garden products, fresh and dried.

11. Resin of pine, tar, pitch and turpentine.

12. Woods of all kinds, in trunks or logs, joists, rafters, planks, beams, boards, round or cylindric masts, although cut, planed and tongued and grooved, including flooring.

13. Woods for cooperage, including staves, headings and wooden hoops.

14. Wooden boxes, mounted or unmounted, except of cedar.

15. Woods, ordinary, manufactured into doors, frames, windows and shutters, without paint or varnish, and wooden houses, unmounted, without paint or varnish.

16. Wagons and carts for ordinary roads and agriculture.

17. Sewing machines.

18. Petroleum, raw or unrefined, according to the classification fixed in the existing orders for the importation of this article in said islands.

19. Coal, mineral.

20. Ice.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico on payment of the duties stated:

21. Corn or maize, 25 cents per 100 kilogrammes.

22. Corn meal, 25 cents per 100 kilogrammes.

23. Wheat, from January 1, 1892, 30 cents per 100 kilogrammes.

24. Wheat-flour, from January 1, 1892. Sh. 1 per 100 kilogrammes.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico at a reduction of duty of 25 per centum:

25. Butter and cheese.

26. Petroleum, refined.

27. Boots and shoes in whole or in part of leather or skins.

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain in Washington has further communicated to the Secretary of State that the Government of Spain will, in like manner and as a definitive arrangement, admit, from and after July 1, 1892, into all the established ports of entry of the Spanish islands of Cuba and Porto Rico, the articles or merchandise named in the following schedules A, B, C, and D, on the terms stated therein, provided that the same be the product or manufacture of the United States and proceed directly from the ports of said States:

Schedule A.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico free of duties:

1. Marble, jasper and alabaster natural or artificial, in rough or in pieces, dressed, squared and prepared for taking shape.

2. Other stones and earthy matters, including cement, employed in building, the arts and industries.

3. Waters, mineral or medicinal.

4. Ice.

5. Coal, mineral.

6. Resin, tar, pitch, turpentine, asphalt, schist and bitumen.

7. Petroleum, raw or crude, in accordance with the classification fixed in the tariff of said islands.

8. Clay, ordinary, in paving tiles large and small, bricks, and roof tiles unglazed, for the construction of buildings, ovens and other similar purposes.

9. Gold and silver colin.

10. Iron, cast in pigs, and old iron and steel.

11. Iron, cast, in pipes, beams, rafters and similar articles, for the construction of buildings, and in ordinary manufactures. (See repertory.)

12. Iron, wrought, and steel, in bars, rails and bars of all kinds, plates, beams, rafters, and other similar articles for construction of buildings.

13. Iron, wrought, and steel, in wire, nails, screws, nuts, and pipes.

14. Iron, wrought, and steel, in ordinary manufactures and wire cloth unmanufactured. (See repertory.)

15. Cotton, raw, with or without seed.

16. Cotton seed, oil and meal cake of same for cattle.

17. Tallow and all other animal greases, melted or crude, unmanufactured.

18. Books and pamphlets, printed, bound and unbound.

19. Woods of all kinds, in trunks or logs, joists, rafters, planks, beams, boards and round or cylindric masts, although cut, planed, tongued and grooved, including flooring.

20. Wooden cooperage, including staves, headings and wooden hoops.

21. Wooden boxes, mounted or unmounted, except of cedar.

22. Woods, ordinary, manufactured into doors, frames, windows and shutters, without paint or varnish, and wooden houses, unmounted, without paint or varnish.

23. Woods, ordinary, manufactured into all kinds of articles turned or unturned, painted or varnished, except furniture. (See repertory.)

24. Manures, natural or artificial.

25. Implements, utensils and tools for agriculture, the arts and mechanical trades.

26. Machines and apparatus, agricultural, motive, industrial and scientific, of all classes and materials, and loose pieces for the same, including wagons, carts and handcarts for ordinary roads and agriculture.

27. Material and articles for public works, such as railroads, tramways, roads, canals for irrigation and navigation, use of waters, ports, lighthouses, and civil construction of general utility, when introduced by authorization of the Government, or if free admission is obtained in accordance with local laws.

28. Materials of all classes for the construction, repair in whole or in part of vessels, subject to specific regulations to avoid abuse in the importation.

29. Meats, in brine, salted and smoked, including bacon, hams, and meats preserved in cans, in lard or by extraction of air; jerked beef excepted.

30. Lard and butter.

31. Cheese.

32. Fish and shellfish, live, fresh, dried, in brine, salted, smoked and pickled; oysters and salmon in cans.

33. Oats, barley, rye and buckwheat, and flour of these cereals.

34. Starch, maizena and other alimentary products of corn, except corn meal.

35. Fruits, fresh, dried and preserved, except raisins.

36. Vegetables and garden products, fresh and dried.

37. Hay, straw for forage and bran.

38. Trees, plants, shrubs and garden seeds.

39. Tan bark.

Schedule B.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico on payment of the duties stated:

40. Corn or maize, 25 cents per 100 kilogrammes.

41. Corn meal, 25 cents per 100 kilogrammes.

42. Wheat, 30 cents per 100 kilogrammes.

43. Wheat-flour, Sh I per 100 kilogrammes.

44. Carriages, cars and other vehicles for railroads or tramways, where authorization of the Government for free admission has not been obtained, I per centum ad valorem.

Schedule C.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico at a reduction of duty of 50 per centum:

45. Marble, jasper and alabaster, of all kinds, cut into flags, slabs or steps, and the same worked or carved in all kinds of articles polished or not.

46. Glass and crystal ware, plate and window glass and the same silvered, quicksilvered and platinized.

47. Clay in tiles, large and small, and mosaic for pavements, colored tiles, roof tiles glazed and pipes.

48. Stoneware and fine earthenware, and porcelain.

49. Iron, cast, in fine manufactures or those polished, with coating of porcelain or part of other metals. (See repertory.)

50. Iron, wrought, and steel, in axles, tires, springs and wheels for carriages, rivets and their washers.

51. Iron wrought, and steel, in fine manufactures or those polished, with coating of porcelain or part of other metals, not expressly comprised in other numbers of these schedules, and platform scales for weighing. (See repertory.)

52. Needles, pens, knives, table and carving, razors, penknives, scissors, pieces for watches and other similar articles of iron and steel.

53. Tin plate in sheets or manufactured.

54. Copper, bronze, brass and nickel, and alloys of same with common metals, in lump or bars, and all manufactures of the same.

55. All other common metals and alloys of the same, in lump or bars, and all manufactures of the same, plain, varnished, gilt, silvered or nickeled.

56. Furniture of all kinds, of wood or metal, including school furniture, blackboards and other materials for schools, and all kinds of articles of fine woods not expressly comprised in other numbers of these schedules. (See repertory.)

57. Rushes, esparto, vegetable hair, broom corn, willow, straw, palm and other similar materials, manufactured into articles of all kinds.

58. Pastes for soups, rice flour, bread and crackers, and alimentary farinas, not comprised in other numbers of these schedules.

59. Preserved alimentary substances and canned goods, not comprised in other numbers of these schedules, including sausages, stuffed meats, mustards, sauces, pickles, jams and jellies.

60. Rubber and gutta-percha, and manufactures thereof, alone or mixed with other substances (except silk), and oilcloths and tarpaulin.

61. Rice, hulled or unhulled.

Schedule D.

Products or manufactures of the United States to be admitted into Cuba and Porto Rico at a reduction of duty of 25 per centum:

62. Petroleum, refined, and benzine.

63. Cotton manufactured, spun or twisted, and in goods of all kind-, woven or knit, and the same mixed with other vegetable or animal fibers in which cotton is an equal or greater component part, and clothing exs clusively of cotton.

64. Rope, cordage and twine of all kinds.

65. Colors, crude and prepared, with or without oil, inks of all kinds, shoe blacking and varnishes.

66. Soap, toilet, and perfumery.

67. Medicines, proprietary or patent and all others, and drugs.

68. Stearine and tallow manufactured in candles.

69. Paper for printing, for decorating rooms, of wood or straw for wrapping and packing and bags and boxes of same, sandpaper and pasteboard.

70. Leather and skins, tanned, dressed, varnished or japanned, of all kinds, including sole leather or belting.

71. Boots and shoes in whole or in part of leather or skins.

72. Trunks, valises, traveling bags, portfolios and other similar articles in whole or in part of leather.

73. Harness and saddlery of all kinds.

74. Watches and clocks, of gold, silver or other metals, with cases of stone, wood or other material, plain or ornamented.

75. Carriages of two or four wheels and pieces of the same.

It is understood that flour which, on its exportation from the United States, has been favored with drawbacks shall not share in the foregoing reduction of duty.

The provisional arrangement as set forth in the Transitory Schedule shall come to an end on July 1, 1892, and on that date be substituted by the definitive arrangement as set forth in schedules A, B, C, and D.

And that the Government of Spain has further provided that the laws and regulations, adopted to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedules are the product or manufacture of the United States of America, shall place no undue restrictions on the importer, nor impose any additional charges or fees therefor on the articles imported.

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Washington that this action of the Government of Spain, in granting exemption of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into Cuba and Porto Rico, is accepted for those islands as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above-stated modifications of the tariff laws of Cuba and Porto Rico to be made public for the information of the citizens of the United Statee of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this thirty-first day of July, one thousand eight hundred and ninetyone, and of the independence of the United States of America the one hundred and sixteenth.

[Seal.] By the President: ***Benj. Harrison.***

William F. Wharton,
Acting Secretary of State.

Preceding Correspondence.

Mr. Blaine to Señor Suarez Guanes.

Department of State,
Washington, January 3, 1891.

Sir: I have the honor to bring to your attention the fact that the Congress of the United States, at its last session, enacted a law, of which a copy is enclosed herewith, in which provision was made for the admission into the United States, free of all duty, of the following articles: All sugars not above No. 16 Dutch standard in color, molasses, coffee, tea, hides, and skins.

In section 3 of this law it is declared that these remissions of duty were made «with a view to secure reciprocal trade with countries producing» those articles; and it is provided that whenever the President shall be satisfied that reciprocal favors are not granted to the products of the

United States in the countries referred to, «he shall have the power and it shall be his duty» to impose upon the articles above enumerated, the products of the countries concerned, the rates of duty set forth in section 3.

The Government of the United States being earnestly desirous of maintaining with Spain and its colonies such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous, I am directed by the President to request you to bring the above-mentioned provisions of this act of Congress to the attention of your Government, and to express the hope that you may be empowered to enter with me upon the consideration of the subjet, with a view to the adjustment of the commercial relations between the two countries on a permanent basis of reciprocity profitable alike to both.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

James G. Blaine.

Señor Don Miguel Suarez Guanes,
Etc., etc., etc.

Señor Suarez Guanes to Mr. Blaine.

Legation of Spain at Washington.

Washington, June 8, 1891.

The undersigned, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain, has the honor to inform the Honorable Secretary of State, in reply to his note of the 3d of January last, that his Government, desirous of strengthening and increasing the commercial relations between Spain and the United States of North America to the benefit of both countries, and being convinced that the community and harmony of their respective interests counsel that said relations should be stimulated and favored for the greater development and encouragement of their commerce, has decided to respond, as promptly and as fully as its national interests and international engagements permit, to the legislation of the Congress of the United States, as set forth in the note of January 3 above mentioned.

He has therefore been instructed to inform the Honorable Secretary of State that, in view of there having been decreed the free admission into the United States, from the 1st of April of the present year, of sugars, molasses, coffee, tea, and untanned hides, as provisional measure, until a definitive arrangement between the United States and Spain shall be put in operation, and in reciprocity and compensation for the admission into the ports of the Union, free of all national, State, and municipal duties, of the products of Cuba and Porto Rico enumerated in the aforesaid note of the 3d of January last, the Government of Her Majesty is prepared to make use in part of the power granted to it by the law of the 22d of July, 1884, authorizing the admission into all the established ports of Cuba and Porto Rico, from the 1st day of September, 1891, of the articles or marchandise named in the transitory schedule annexed hereto; provided that the duties of the third columm of the tariffs of the said

islands, to which reference is made in said schedule, are understood to be those stated in the tariffs which are now in force, with the additional duties authorised by laws and orders previous to this date.

The necessary condition is imposed that said merchandise shall be the product or manufacture of the United States, and proceed directly from the ports of these States in the manner stated in the annexed schedule.

As provided in the same schedule, the benefit of the reduction of duties granted to American wheat and wheat-flour, on their introduction into the ports of Cuba and Porto Rico, shall not take effect until the 1st day of January, 1892.

Flour shall be excluded from said reduction, and shall not therefore share in it, which, on its departure from the ports of the Union, destined to those of Cuba and Porto Rico, may be favored with drawbacks or other tariff advantages.

The Government of Spain gives the assurance that, during the existence of this transitory arrangement, no export or port duty, whether national or provincial, shall be imposed on the articles or merchandise exported from Cuba and Porto Rico to the United States, and which the latter nation admits free of duties.

Respecting the North American articles af food, drink, and fuel, specified in the annexed transitory schedule, which are imported into said islands, the Government of Spain, without restricting the rights of the municipal councils, will seek to have the latter impose upon them no greater municipal duties than those which national products pay, and that they shall not materially increase the price of said articles.

The Spanish Government reserves the right to propose the laws and adopt the regulations necessary to protect the customs revenues in said islands, to prevent fraud and require proof of the North American nationality of the articles enumerated in the annexed schedule. These laws and regulations shall not be unduly restrictive, nor create additional charges therefor, nor impose new duties on the articles imported.

What has just been stated will convince the President that the Gouvernement of Her Majesty responds to the legislation of the Congress of the United States in a spirit of sincere friendship and reciprocity, and, in this firm conviction, it has authorized the undersigned to conclude with that of the United States the proper executive internationl agreement, which shall begin to take effect on the 1st day of September, 1891, and also to agree with the Honorable Secretary of State on the day when it shall be simultaneously and officially published in both countries, with the understanding that this commercial arrangement, put in operation under the clauses above stated, shall remain in force so lang as it shall not be modified by the mutual agreement of the Executive Power of the two countries, always reserving the respective right of the Cortes of Spain and of the Congress of the United States to modify or repeal it whenever they may think proper.

The undersigned Minister gladly improves this opportunity to reiterate

to the Honorable Secretary of State the assurances of his highest consideration.

M. Suarez Guanes.

The Honorable *James G. Blaine*,
Secretary of State of the United States.

Transitory Schedule.

Products or manufactures of the United States proceeding from the ports of said States to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after September I, 1891, free of customs duties, and unloading and all other charges, whether national or provincial:

1. Meats, in brine, salted or smoked, bacon, hams, and meats preserved in cans, in lard or by extraction of air; jerked beef excepted.
2. Lard.
3. Tallow and other animal greases, melted or crude, unmanufactured.
4. Fish and shellfish, live, fresh, dried, in brine, smoked, pickled; oysters and salmon iu cans.
5. Oats, barley, rye and buckwheat and flour of these cereals.
6. Starch, maizena and other alimentary products of corn, except corn meal.
7. Cotton seed, oil and meal cake of said seed for cattle.
8. Hay, straw for forage and bran.
9. Fruits, fresh, dried and preserved, except raisins.
10. Vegetables and garden products, fresh and dried.
11. Resin of pine, tar, pitch and turpentine.
12. Woods of all kinds, in trunks or logs, joists, rafters, planks, beams, boards, round or cylindric masts, although cut, planed and tongued and grooved, including flooring.
13. Woods for cooperage, including staves, headings and wooden hoops.
14. Wooden boxes, mounted or unmounted, except of cedar.
15. Woods, ordinary, manufactured into doors, frames, windows and shutters, without paint or varnish, and wooden houses, unmounted, without paint or varnish.
16. Wagons and carts for ordinary roads and agriculture.
17. Sewing machines.
18. Petroleum, raw or unrefined, according to the classification fixed in the existing orders for the importation of this article in said islands.
19. Coal, mineral.
20. Ice.

Products or manufactures of the United States, proceeding from the ports of said States, to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after September 1, 1891 (with the exceptions stated), on payment of the customs duties stated, being exempt from the unloading and all other charges, whether national or provincial:

21. Corn or maize, 25 cents per 100 kilogrammes.

22. Corn meal, 25 cents per 100 kilogrammes.
23. Wheat, from January 1, 1892, 30 cents per 100 kilogrammes.
24. Wheat-flour, from January 1, 1892, Sh. 1 per 100 kilogrammes.

It is to be understood that the packages or coverings in which the articles named in the two foregoing schedules are imported shall enter free of duty if they are usual and proper for the purpose.

Products or manufactures of the United States, proceeding from the ports of said States to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after September 1, 1891, at a reduction of 25 per centum of the duty fixed on each article in the third columne of the customstariff of said inslands, or in the colummn in force in case said third column shall be substituted by another, which reduction shall be likewise applied to the unloading and all other duties which are imposed for the benefit of the nation or provinces on imported goods:

25. Butter and cheese.
26. Petroleum, refined.
27. Boots and shoes in whole or in part of leather or skins.

It is agreed that the duties of the third column of the tariffs of the islands of Cuba and Porto Rico mentioned in this schedule are understood to be those stated in the tariffs now in force, with the additional duties authorized by laws and orders previous to this date.

(Signed,) *Fabié.*
Washington, June 8, 1891.

A true copy.

M. Suarez Guanes.

Mr. Blaine to Señor Suarez Guanes.

Department of State,

Washington, June 10, 1891.

Sir; I have great pleasure in acknowledging the receipt of your note of the 8th instant, in which you inform me that, as a provisional measure, until a more definitive arrangement shall be put in operation, the Government of Spain, in reciprocity and compensation for the admission into the ports of the United States, free from all national, State, or municipal duties, of the products of the Spanish islands of Cuba and Porto Rico enumerated in my note of January 3 last, is prepared by due legal enactment to authorize the free or favored admission into said islands, from September 1 next, of the articles proceeding directly from, and the product or manufacture of, the United States of America, named in the schedule attached to your note; that your Government gives the assurance that no export or port tax, whether national or provincial, shall be imposed on the articles admitted free into the United States; that it will seek to have no greater municipal duties duties than those paid by national products imposed on the articles named in said schedule, and that said duties shall not materially increase the price of said articles; and that the laws and regulations which may be adopted by Spain to prevent fraud shall not

impose any additional charges therefor on the articles named in said schedule imported from the United States.

I am directed by the President to state to you that, as a provisional measure, he accepts this action of the Government of Spain, in proposing to grant exemption of duties to the products of the United States, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as set forth in my note to you of January 3 last.

I am also pleased to reciprocate the assurance contained in your note, and to state that no export tax, whether national, State, or municipal, can or will be imposed in the United States upon the products and manufactures enumerated in the schedule attached to your note of the 8th instant.

It may be further understood that, while the Government of the United States reserves the right to adopt such laws and regulations as may be found necessary to protect the revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in my note of January 3 last, and whose free admission is provided for by the tariff law therein cited, are the product or manufacture of the islands of Cuba and Porto Rico, the laws and regulations to be adopted to that end shall place no undue restrictions on the importer nor impose any additional charges therefor upon the articles imported.

It is likewise understood that wheat-flour shall not share in the specified reduction of duties which begins to take effect January 1, 1892, which, on its exportation from the United States, may have been favored with any tariff advantages in the nature of drawbacks.

I have, therefore, to request that you will be so kind as to call at the Department of State at your early convenience to agree upon the time and manner of making public announcement of this transitory commercial arrangement, which, it is understood, shall remain in force so long as it shall not be modified by the mutual agreement of the Executive Power of the two countries, always reserving the respective right of the Congress of the United States and of the Cortes of Spain to modify or repeal said arrangement whenever they may think proper.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

James G. Blaine.

Señor Don *Miguel Suarez Guanes,*

Etc., etc., etc.

Señor Suarez Guanes to Mr. Blaine.

Legation of Spain at Washington,

June 12, 1891.

The undersigned, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain, has the honor to inform the Honorable Secretary of State that, a transitory commercial arrangement having been agreed upon between the

Government of His Majesty and that of the United States of North America, which is to go into effect on the 1st day of September, 1891, and it being the desire of both Governments that said arrangements should have a definitive character from the time when Spain shall be free from her international engagements, the Government of His Majesty, in reciprocity and compensation for the admission into the ports of the United States of America, free of all national, State, and municipal duties, of the products of Cuba and Porto Rico enumerated in the note of the Honorable Secretary of State of the 3d of January of the present year, is prepared to make full use of the power granted to it by the law of the 22d of July, 1884, authorizing the admission into all the established ports of said islands, from the 1st of July, 1892, of the articles or merchandise named in the schedules annexed to this note, designated by the letters A, B, C, and D; provided that the duties of the third column of the tariffs of the islands of Cuba and Porto Rico, to which reference is made in said schedules, are understood to be those stated in the tariffs which are now in force, with the additional duties authorized by laws and orders previous to this date.

A necessary condition is imposed that said merchandise shall be the product or manufacture of the United States, and proceed directly from the ports of the Union in the manner stated in the annexed schedules.

The Government of Spain gives the assurance that, during the existence of the arrangement, no export or port duty, whether national or provincial, shall be imposed on the articles or merchandise which are exported from Cuba and Porto Rico to the United States, and which the latter nation admits free of duties.

Respecting the North American articles of food, drink, and fuel specified in the annexed schedules which are imported into said islands, the Government of His Majesty, without restricting the rights of the municipal councils, will seek to have the latter impose upon them no greater municipal taxes than those which national products pay, and that they shall not materially increase the price of said articles.

The Government of His Majesty reserves the right to propose the laws and adopt the regulations necessary to protect the customs revenues in the islands of Cuba and Porto Rico, to prevent fraud and require proof of the North American nationality of the articles enumerated in the annexed schedules. These laws shall not be unduly restrictive, nor create additional charges therefor, nor impose new duties on the articles imported.

A repertory shall be compiled to regulate the better application of the annexed schedules in the custom-houses of Cuba and Porto Rico, and as a basis for the classification of articles the repertory attached to the unratified treaty of October 18, 1884, shall be taken with such modifications as the present schedules require.

Flour which, on its departure from the ports of the Union for those of Cuba and Porto Rico, is favored with drawbaks or other tariff advantages is excluded from the reduction of duties conceded in the annexed schedules to American wheat and wheat-flour, and shall not share in said favor.

It is to be understood that, when this definitive commercial arrange-

ment goes into effect, the transitory one shall terminate and be of no further force·

The definitive arrangement thus put in operation shall remain in force so long as it shall not be modified by the mutual agreement of the Executive Power of the two countries, always reserving the respective right of the Cortes of Spain and of the Congress of the United States to modify or repeal said arrangement whenever they may think proper.

The Governments of the two nations shall fix the day when this definitive arrangement shall be simultaneously and officially published in both countries.

In proposing in the name of his Government the project of the definitive commercial arrangement in the terms which he has just transcribed, it remains for the undersigned to comply with the special instruction which his Government has likewise given him, to submit to the consideration of the Honorable Secretary of State the serious injuries which have been occasioned to the tobacco production in the islands of Cuba and Porto Rico, in consequence of the increase of duties imposed on said article by the new tariff law of the United Stutes, cherishing the hope that, while it may not be possible to diminish them at once in the present arrangement, because the President of the Union has not the power to do so, the latter will exercise his constitutional powers in order to recommend to Congress the said reduction of duties on the tobacco of Cuba and Porto Rico.

These measures will duly complete the friendly character of the commercial relations between the two countries, for which purpose the Spanish Government has not hesitated to facilitate, as far as was within its power, the negotiation of the present reciprocity arrangement.

The undersigned Minister hopes, therefore, that the President will comply with these proper desires of the Government of His Majesty, and that the Secretary of State will respond to the same in a separate note, if possible, at the time he replies to the proposition for the arrangement contained in the present note, and he gladly improves this opportunity to repeat the assurances of his highest consideration.

(Signed,) *M. Suarez Guanes.*

To the Honorable James G. Blaine,

Secretary of State of the United States of America.

Schedule A.

Products or manufactures of the United States proceeding from the ports of said States to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after July 1, 1892, free of customs duties, and unloading and all other charges, whether national or provincial:

1. Marble, jasper and alabaster natural or artificial, in rough or in pieces, dressed, squared and prepared for taking shape.
2. Other stones and earthy matters, including cement, employed in building, the arts and industries.
3. Waters, mineral or medicinal.

4. Ice.

5. Coal, mineral.

6. Resin, tar, pitch, turpentine, asphalt, schist and bitumen.

7. Petroleum, raw or crude, in accordance with the classification fixed in the tariff of said islands.

8. Clay, ordinary, in paving tiles large and small, bricks and roof tiles unglazed, for the construction of buildings, ovens and other similar purposes.

9. Gold and silver coin.

10. Iron, cast in pigs, and old iron and steel.

11. Iron, cast, in pipes, beams, rafters and similar articles, for the construction of buildings, and in ordinary manufactures. (See repertory.)

12. Iron, wrought, and steel, in bars, rails and bars of all kinds, plates, beams, rafters, and other similar articles for construction of buildings

13. Iron, wrought, and steel, in wire, nails, screws, nuts, and pipes.

14. Iron, wrought, and steel, in ordinary manufactures and wire cloth unmanufactured. (See repertory.)

15. Cotton, raw, whit or without seed.

16. Cotton seed, oil and meal cake of same for cattle.

17. Tallow and all other animal greases, melted or crude, unmanufactured.

18. Books and pamphlets, printed, bound and unbound.

19. Woods of all kinds, in trunks or logs, joists, rafters, planks, beams, boards and round or cylindric masts, although cut, planed, tongued and grooved, including flooring.

20. Wooden cooperage, including staves, headings and wooden hoops.

21. Wooden boxes, mounted or unmounted, except of cedar.

22. Woods, ordinary, manufactured into doors, frames, windows and shutters, without paint or varnish, and wooden houses, unmounted, without paint or varnish.

23. Woods, ordinary, manufactured into all kinds of articles turned or unaturned, painted or varnished, except furniture. (See repertory.)

24. Manures, natural or artificial.

25. Implements, utensils and tools for agriculture, the arts and mechanical trades.

26. Machines and apparatus, agricultural, motive, industrial and scientific, of all classes and materials, and loose pieces for the same, including wagons, carts and handcarts for ordinary roads and agriculture.

27. Material and articles for public works, such as railroads, tramways, roads, canals for irrigation and navigation, use of waters, ports, lighthouses, and civil construction of general utility, when introduced by authorization of the Government, or if free admission is obtained in accordance with local laws.

28. Materials of all classes for the construction, repair in whole or in part of vessels, subject to specific regulations to avoid abuse in the importation.

29. Meats, in brine, salted and smoked, including bacon, hams, and

meats preserved in cans, in lard or by extraction of air; jerked beef excepted.

30. Lard and butter.

31. Cheese.

32. Fish and shellfish, live, fresh, dried, in brine, salted, smoked and pickled; oysters and salmon in cans.

33. Oats, barley, rye and buckwheat, and flour of these cereals.

34. Starch, maizena and other alimentary products of corn, except corn meal.

35. Fruits, fresh, dried and preserved, except raisins.

36. Vegetables and garden products, fresh and dried.

37. Hay, straw for forage and bran.

38. Trees, plants, shrubs and garden seeds.

39. Tan bark.

(Signed,) ***Fabié.***

Washington, June 12, 1891.

A true copy.

M. *Suarez Guanes.*

Schedule B.

Products or manufactures of the United States proceeding from the ports of said States to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after July 1, 1892, on payment of the customs duties stated, being exempt from the unloading and all other charges, whether national or provincial:

40. Corn or maize, 25 cents per 100 kilogrammes.

41. Corn meal, 25 cents per 100 kilogrammes.

42. Wheat, 30 cents per 100 kilogrammes.

43. Wheat-flour, Sh. 1 per 100 kilogrammes.

44. Carriages, cars and other vehicles for railroads or tramways, where authorization of the Government for free admission has not been obtained, 1 per centum ad valorem.

It is to be understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedules, A and B, are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

(Signed,) ***Fabié***

Washington, June 12, 1891.

A true copy.

M. Suarez Guanes.

Schedule C.

Products or manufactures of the United States proceeding from the ports of said States to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after July 1, 1892, at a reduction of 50 per centum of the duty fixed on each article in the third column of the customs tariff of the said islands or in the column in force, in case said third column shall be substituted by another, which reduction shall be likewise applied to the unloading

and all other duties which are imposed for the benefit of the nation or provinces on imported goods:

45. Marble, jasper and alabaster, of all kinds, cut into flags, slabs or steps, and the same worked or carved in all kinds of articles polished or not.

46. Glass and crystal ware, plate and window glass, and the same silvered, quicksilvered and platinized.

47. Clay in tiles, large and small, and mosaic for pavements, colored tiles, roof tiles glazed and pipes.

48. Stonewarte and fine earthenware, and porcelain.

49. Iron, cast, in fine manufactures or those polished, with coating of porcelain or part of other metals. (See repertory.)

50. Iron, wrought, and steel, in axles, tires, springs and wheels for carriages, rivets and their washers.

51. Iron, wrought, and steel, in fine manufactures or those polished, with coating of porcelain or part of other metals, not expressly comprised in other numberos of these schedules, and platform scales for weighing. (See repertory.)

52. Needles, pens, knives, table and carving, razors, penknives, scissors, pieces for watches and other similar articles of iron and steel.

53. Tin plate in sheets or manufactured.

54. Copper, bronze, brass and nickel, and alloys of same with common metals, in lnmp or bals, and all manufactures of the same.

55. All other common metals and alloys of the same, in lump or bars, and all manufactures of the same, plain, varnished, gilt, silvered or nickeled.

56. Furniture of all kinds, of wood or metal, including school furniture, blackboards and other materials for schools, and all kinds of articles of fine woods not expressly comprised in other numbers of these schedules. (See repertory.)

57. Rushes, esparto, vegetable hair, broom corn, willow, straw, palm, and other similar materials, manufactured into articles of all kinds.

58. Pastes for soups, rice flour, bread and crackers, and alimentary farinas, not comprised in other numbers of these schedules.

59. Preserved alimentary substances and canned goods, not comprised in other numbers of these schedules, including sausages, stuffed meats, mustards, sauces, pickles, jams and jellies.

60. Rubber and gutta-percha, and manufactures thereof, alone or mixed with other substances (except silk), and oilcloths and tarpaulin.

61. Rice, hulled or unhulled.

It is agreed that the duties of the third column of the tariffs of the islands of Cuba and Porto Rico mentioned in this schedule are understood to be those stated in the tariffs now in force, with the additional duties authorized by laws and orders previous to this date.

(Signed,) *Fabié.*

Washington, June 12, 1891.

A true copy.

M. Suarez Guanes.

Schedule D.

Products or manufactures of the United States proceeding from the ports of said States to be admitted into Cuba and Porto Rico, on and after July 1, 1892, at a reduction of 25 per centum of the duty fixed on the respective article in the third column of the customs tariff of said islands or in the column in force, in case said third column shall be substituted by another, which reduction shall be likewise applied to the unloading and all other duties which are imposed for the benefit of the nation or provinces on imported goods:

62. Petroleum, refined, and benzine.

63. Cotton manufactured, spun or twisted, and in goods of all kinds, woven or knit, and the same mixed with other vegetables or animal fibers in which cotton is an equal or greater component part, and clothing exclusively of cotton.

64. Rope, cordage, and twine of all kinds.

65. Colors, crude and prepared, with or without oil, inks of all kinds, shoe blacking and varnishes.

66. Soap, toilet, and perfumery.

67. Medicines, proprietary or patent and all others, and drugs.

68. Stearine and tallow manufactured in candles.

69. Paper for printing, for decorating rooms, of wood or straw for wrapping and packing, and bags and boxes of same, sandpaper and pasteboard.

70. Leather and skins, tanned, dressed, varnished or japanned of all kinds, including sole leather or belting.

71. Boots and shoes in whole or in part of leather or skins.

72. Trunks, valises, traveling bags, portfolios and otuer similar articles in whole or in part of leather.

73. Harness and saddlery of all kinds.

74. Watches and clocks, of gold, silver or other metals, with cases of stone, wood, or other material, plain or ornamented.

75. Carriages of two or four wheels and pieces of the same.

It is agreed that the duties of the third column of the tariffs of the islands of Cuba and Porto Rico mentioned in this schedule are understood to be those stated in the tariffs now in force, with the additional duties authorizedby laws and orders previous to this date.

(Signed,) *Fabié.*
Washington, June 12, 1891.

A true copy.

M. Suarez Guanes.

Mr. Blaine to Señor Suarez Guanes.

Department of State.

Washington, June 16, 1891.

Sir: Having already had the honor to enter with you upon a transitory commercial arrangement between the United States and the islands

of Cuba and Porto Rico, to go into effect September 1 next, I now have the pleasure to acknowledge the receipt of your note of the 12th instant, in which you inform me that, with the objet of giving a definitive character to said commercial arrangement, the Government of Spain, in reciprocity and compensation for the admission into the ports of the United States of America, free from all national, State, and municipal duties, of the products of Cuba and Porto Rico enumerated in my note of January 3 last, is prepared by due legal enactment to authorize the admission into said islands, from July 1, 1892, of the articles or merchandise named in the schedules annexed to your note of the 12th instant, on the conditions stated in said note and schedules; that your Government gives the assurance that no export or port tax, whether national or provincial, shall be imposed on the articles admitted free into the United States; that it will seek to have no greater municipal duties than those paid by national products imposed on the articles named in said schedules, and that said duties shall not materially increase the price of said articles; and that the laws and regulations which may be adopted by Spain to prevent fraud shall not impose any additional charges therefor on the articles named in said schedules imported from the United States.

I am directed by the President to state that he accepts this action of the Government of Spain, in proposing to grant exemption of duties to the products of the United States, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as set forth in my note to you of January 3d last.

I am also pleased to reciprocate the assurance contained in your note, and to state that no export tax, whether national, State, or municipal, can or will be imposed in the United States upon the products and manufactures enumerated in the schedules attached to your note of the 12th instant.

It may be further understood that, while the Government of the United States' reserves the right to adopt such laws and regulations as may be found necessary to protect the revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in my note of January 3 last, and whose free admission is provided for by the tariff law therein cited, are the product or manufacture of the islands of Cuba and Porto Rico, the laws and regulations to be adopted to that end shall place no undue restrictions on the importer, nor impose any additional charges therefor upon the articles imported.

It is likewise understood that wheat-flour shall not share in the reduction of duties specified in Schedule B attached to your note of the 12th instant, which, on its exportation from the United States, may have been favored with any tariff advantages in the nature of drawbacks.

It is agreed that a repertory shall be compiled before the present commercial arrangement goes into force, under the joint supervision of the Department of State and the Spanish Legation in Washington, to regulate the better application of tse said schedules in the custom-houses of Cuba and Porto Rico upon the basis stated in your note.

It is also agreed that, when this definitive commercial arrangement goes into effect, the transitory arrangement to be put in operation September 1 next shall terminate and be of no further force.

I have, therefore, to request that you will call at the Department of State at your early convenience to agree upon the time and manner of making public announcement of this definitive commercial arrangment, which, it is understood, shall remain in force so long as it shall not be modified by the mutual agreement of the Executive Power of the two countries, always reserving the respective right of the Congress of the United States and of the Cortes of Spain to modify or repeal said arrangement whenever they may think proper.

In conclusion, I am directed by the President to state that the suggestion contained in your note respecting tobacco shall have his careful consideration, and that it shall be made the subject of a separate note.

I improve the opportunity to offer to you, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

James G. Blaine.

Señor *Don Miguel Suarez Guanes,*
Etc., etc., etc.

57.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 30 décembre 1891.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled «An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes» the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of Guatemala the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3 to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Guatemala at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in reciprocity for the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in section 3 of said Act, the Government of Guatemala will, by due legal enactment of the

National Congress of that Republic, admit, free of all duty, from and after the thirtieth day after the said passage of the said Act by the Congress of Guatemala, into all the established ports of entry of that Republic, the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product or manufacture of the United States:

Schedule

of articles, the product or manufacture of the United States, to be admitted into Guatemala free of all customs duties, and of any national or municipal dues, and national port charges.

1. Live animals.
2. Barley, corn or maize, and rye.
3. Corn-meal.
4. Potatoes, peas and beans.
5. Fresh vegetables.
6. Rice.
7. Hay and straw for forage.
8. Tar, pitch, resin, turpentine and asphalt.
9. Cotton-seed oil and other products of said seed.
10. Quicksilver.
11. Mineral coal.
12. Guano and other fertilizers.
13. Lumber and timber, in the rough or prepared for building purposes.
14. Houses of wood or iron, complete or in parts.
15. Fire-bricks, lime, cement, shingles and tiles of clay or glass for roofing, and construction of buildings.
16. Marble in slabs, columns, cornices, door and window frames and fountains; and dressed or undressed marble for buildings.
17. Piping of clay, glazed or unglazed, for aqueducts and sewers.
18. Wire, plain or barbed, for fences, with hooks and staples for same.
19. Printed books, bound or unbound; printed music; maps, charts and globes.
20. Materials for the construction and equipment of railways.
21. Materials for electrical illumination.
22. Materials expressly for the construction of wharves.
23. Anchors and hoisting tackle.
24. Railings of cast or wrought iron.
25. Balconies of cast or wrought iron.
26. Window-blinds of wood or metal.
27. Iron fire-places or stoves.
28. Machinery, including steam machinery for agriculture and mining, and separate parts of the same.
29. Gold and silver, in bullion, dust or coin.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall enter free of duty if they are usual and proper for the purpose.

And whereas the Government of Guatemala has further stipulated that the laws and regulations, adopted to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedule are the product or manufacture of the United States of America, shall impose no undue restrictions on the importer and no additional charges on the articles imported;

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Guatemala at Washington that this action of the Government of Guatemala in granting freedom of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into Guatemala, is accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act;

And whereas the diplomatic representative of the United States of America at the city of Guatemala has been advised by the Government of Guatemala of the passage on April 30, 1892, of an act by the National Congress of that Republic approving the commercial arrangement concluded between the Governments of the two Republics, and of the issue of a decree admitting, on and after the 3oth day of May, 1892, the articles mentioned in the above schedule, being the product or manufacture of the United States of America, into the ports of Guatemala free of all duties whatsoever;

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated moeifications of the tariff laws of Guatemala to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this 18th day of May, one thousand eight hundred and ninety-two, and of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth.

[Seal] *Benj. Harrison.*

By the President:

James G. Blaine,
Secretary of State.

Previous Correspondance.

Mr. Blaine to Mr. Kimberly.

No. 11.] Departement of State,
Washington, January 5, 1891.

Samuel Kimberly, Esq.,
Etc., etc., etc.,
Guatemala City.

Sir: I desire to bring to your attention the fact that the Congress of the United States, at its last session, enacted a law—of which three

copies are enclosed herewith—in which provision was made for the admission into the United States, free of duty, of the following articles: All sugars not above No. 16 Dutch standard in color, molasses, coffee, tea, hides, and skins.

In section 3 of this law it is declared that these remissions of duty were made »with a view to secure reciprocal trade with countries producing« those articles; and it is provided that whenever the President shall be satisfied that reciprocal favors are not granted to the products of the United States in the countries referred to, »he shall have the power and it shall be his duty« to impose upon the articles above enumerated, the products of the countries concerned, the rates of duty set forth in section 3.

The Government of the United States being earnestly desirous of maintaining with Guatemala such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous, I am directed by the President to request you to bring the above-mentioned provisions of this act of Congress to the attention of the minister for foreign affairs of that Republic, and to express the hope that such steps may be taken by his Government as shall result in the establishment of commercial relations between the United States and the Republic referred to an a permanent basis of reciprocity, profitable alike to both. As it is desirable that the negotiations for this purpose should be carried on at Washington, it would be well for your to suggest to the minister for foreign affairs of Guatemala that the Guatemalan representative to this Government be empowered to consider this subject with me.

I am, etc.,

James G. Blaine.

Mr. Kimberly to the Minister of Foreign Affairs of Guatemala.

Legation of the United States
in Central America,

Guatemala, January 22, 1891.

Mr. Minister: It is with pleasure that I inform Your Excellency of a communication from my Government at Washington, dated January 5, announcing that the Congress of the United States has enacted a law in which provision is made for the admission into the United States «free of duty» of articles that Your Excellency's Government is now producing in large quantities, namely: Coffee, sugar, molasses, hides, and skins. Your Excellency must perceive by this friendly act of my Government that it is desirous to meet the exigencies of the future well-being of our kindly relations. For, and inasmuch as, States in our Republic themselves produce sugar, yet Your Excellency will observe that notwithstanding this fact, in order to meet this contingency and prevent injustice to our producer, it is provided that a bonus be paid him out of the Treasury of the United States, thus clearing the way for reciprocity with Your Excellency's Government; and permit me to quote from my instructions the following language, therein contained:

In section 3 of this law (a copy of which I transmit herewith) it is declared that these remissions of duty were made with a view to secure reciprocal trade with countries producing those articles.

And it is provided that whenever the President shall be satisfied that reciprocal favors are not granted to the products of the United States in the countries referred to, he shall have the power and it shall be his duty to impose upon the articles above enumerated, the products of the countries concerned, the rates of duty set forth in section 3.

I further quote from the same source:

The Government of the United States is earnestly desirouy of maintaining with Guatemala such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous.

I hope that Your Excellency's Government may give this important measure the consideration it deserves, and will empower its diplomatic representative at Washington to call upon the Honorable James G. Blaine, Secretary of State, in order to adjust with him this important question, beneficial alike to both Republics.

Accept, etc.,

Samuel Kimberly.

Señor Don F. Anguiano,

Etc., etc., etc.

The Guatemalan Minister to Mr. Blaine.

Legation of Guatemala in the United States,

Washington, December 29, 1891.

Mr. Secretary: I have the honor to inform you that the Government of Guatemala, being actuated by an earnest desire to strengthen and draw closer the political and commercial relations between the two Republics, has given careful consideration to the note which was addressed to it by the chargé d'affaires ad interim of the United States at Guatemala city on the 22d of January last, informing my Government of the action taken by the United States Congress on the subject of commercial reciprocity, as contained in section 3 of the tariff law of October 1, 1890.

I am pleased to be able to state, in reply to the said note, that the Government of Guatemala, in due reciprocity for, and in consideration of, the admission into the United States of America, free of all duties, whether national, State, or municipal, of the articles mentioned in the aforesaid note of January 22d last, proposes to admit into all the established ports of entry of the Republic of Guatemala, free of all customs duties and any other national, municipal, or port charges, the articles or merchandise named in the schedule attached to this note, provided that the same be the product or manufacture of the United States. In view, however, of the fact that the Executive of Guatemala is not clothed with authority to put the commercial arrangement herein proposed into operation without the sanction of the National Congress, it is agreed that the President of Guatemala shall submit the arrangement to the National Congress at its

session in March next, and that the said arrangement shall be put into operation within thirty days after its approval by that body.

The Government of Guatemala gives the assurance that, in case the proposed arrangement is carried into effect, no increase shall be made in the export duties now in force on the articles enumerated in section 3 of the said tariff law, nor upon any article, the product of of Guatemala, now on the free list of the tariff of said United States, so long as such article shall continue to be admitted free of duty.

The Government of Guatemala reserves the right to adopt the necessary laws and regulations to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in the attached schedule are exported from, and are the product or manufacture of, the United States; but the laws and regulations to be adopted shall place no undue restrictions upon importers, nor occasion any additional charges or duties on the articles imported.

I feel confident that the proposition, as above set forth, will satisfy the President of the United States that the Government of Guatemala has responded in the fullest manner possible to the legislation of the Congress of the United States, and that it will be accepted as a just and reasonable act of reciprocity. If so, and if the proposed arrangement shall take effect on the terms stated, it will be with the understanding that it shall remain in force until it is modified or abrogated by the legislative action of either Government or by mutual agreement between the Executives of the two countries.

With the highest consideration, etc.,

Anto. Batres.

Hon. *James G. Blaine,*
Secretary of State.

[Enclosure in Minister Batres's letter.]

Schedule of articles, the product or manufacture of the United States, to be admitted into Guatemala free of all customs duties, and of any national or municipal dues, and national port charges.

1. Live animals
2. Barley, corn or maize, and rye.
3. Corn-meal.
4. Potatoes, peas and beans.
5. Fresh vegetables.
6. Rice.
7. Hay and straw for forage.
8. Tar, pitch, resin, turpentine and asphalt.
9. Cotton-seed oil and other products of said seed.
10. Quicksilver.
11. Mineral coal.
12. Guano and other fertilizers.

13. Lumber and timber, in the rough or prepared for building purposes.
14. Houses of wood or iron, complete or in parts.
15. Fire-bricks, lime, cement, shingles and tiles of clay or glass for roofing, and construction of buildings.
16. Marble in slabs, columns, cornices, door and window frames and fountains; and dressed or undressed marble for buildings.
17. Piping of clay, glazed or unglazed, for aqueducts and sewers.
18. Wire, plain or barbed, for fences, with hooks and staples for same.
19. Printed books, bound or unbound; printed music; maps, charts and globes.
20. Materials for the construction and aquipment of railways.
21. Materials for electrical illumination.
22. Materials expressly for the construction of wharves.
23. Anchors and hoisting tackle.
24. Railings of cast or wrought iron.
25. Balconies of cast or wrought iron.
26. Window-blinds of wood or metal.
27. Iron fire-places or stoves.
28. Machinery, including steam machinery for agriculture and mining, and separate parts of the same.
29. Gold and silver, in bullion, dust or coin.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall enter free of duty if they are usual and proper for the purpose.

Mr. Blaine to the Guatemalan Minister.

Departement of State.

Washington, December 30, 1891.

Sir: I have great pleasure in acknowledging the receipt of your note of the 29th instant, in which you inform me that the Government of Guatemata, in due reciprocity for, and in consideration of, the free admission into the United States of the products of Guatemala enumerated in the note of the chargé d'affaires ad interim of the United States at Guatemala city, dated January 22, 1891, proposes to admit free of duty the articles, the product or manufacture of the United States of America, named in the schedule attached to your note within thirty days after the approval by the Congress of Guatemala of the commercial arrangement proposed by you; that no increase shall be made by Guatemala in the export tax on the articles admitted free into the United States; and that the laws and regulations adopted by Guatemala to prevent fraud shall not impose any additional charges or fees therefor on the articles named in your note imported from the United States.

I am directed by the President to state to you that, in case the Congress of Guatemala at its next session approves the commercial arrangement proposed by you, he will accept this action of the Government of Guatemala, in granting exemption of duties to the United States, as a

due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as set forth in Mr. Kimberly's note above mentioned.

I am also pleased to reciprocate the assurances contained in your note, and to state that, in case the proposed arrangement goes into operation, no export tax, whether national, State, or municipal, can or will be imposed in the United States upon the products or manufactures enumerated in the schedule attached to your note sent to Guatemala.

It may be further understood that, while the Government of the United States reserves the right to adopt the laws and regulations necessary to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in section 3 of the law cited are the product or manufacture of Guatemala, the laws and regulations to be adopted shall place no undue restrictions upon the importer nor impose any additional charges or fees upon the articles imported.

When I shall be advised by you of the favorable action of the Congress of Guatemala, I shall be pleased to agree with you upon the time for making concurrent announcement of the proposed commercial arrangement, which, it is understood, shall remain in force so long as it shall not be modified or revoked by the legislation of either Government or by the mutual agreement of the executive power of the two countries.

Accept, etc.,

James G. Blaine.

Señor Don *Antonio Batres*,

Etc., etc., etc,

58.

ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE, SALVADOR.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 30 décembre 1891.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled «An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes,» the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of Salvador the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3 to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary

of Salvador at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in reciprocity for the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in section 3 of said Act, the Government of Salvador will, by due legal enactment as a provisional measure and until a more complete arrangement may be negotiated and put in operation, admit free of all duty from and after February 1, 1892, into all the established ports of entry of Sulvador, the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product or manufacture of the United States:

Schedule

of products and manufactures which the Republic of Salvador will admit free of all customs, municipal and any other kind of duty.

1. Animals for breeding purposes.
2. Corn, rice, barley and rye.
3. Beans.
4. Hay and straw for forage.
5. Fruits, fresh.
6. Preparations of flour in biscuits, crackers not sweetened, macaroni, vermicelli, and tallarin.
7. Coal, mineral.
8. Roman cement.
9. Hydraulic lime.
10. Bricks fire bricks, and crucibles for melting.
11. Marble, dressed, for furniture, statues, fountains, gravestones and building purposes.
12. Tar, vegetable and mineral.
13. Guano, and other fertilizers, natural or artificial.
14. Ploughs and all other agricultural tools and implements.
15. Machinery of all kinds, including sewing machines; and separate or extra parts for the same.
16. Materials of all kinds for the construction and equipment of railroads.
17. Materials of all kinds for the construction and operation of telegraphic and telephonic lines.
18. Materials of all kinds for lighting by electricity and gas.
19. Materials of all kinds for the construction of wharves.
20. Apparatus for distilling liquors.
21. Wood of all kinds for building, in trunks or pieces, beams, rafters, planks, boards, shingles or flooring.
22. Wooden staves, heads and hoops, and barrels and boxes for packing, mounted or in pieces.
23. Houses of wood or iron, complete or in parts.
24. Wagons, carts and carriages of all kinds.
25. Barrels, casks and tanks of iron for water.
26. Tubes of iron and all other accessories necessary for water supply.
27. Wire, barbed, and staples for fences.

28. Plates of iron for building purposes.
29. Mineral ores.
30. Kettles of iron for making salt.
31. Kettles of iron for making sugar.
32. Moulds for making sugar.
33. Guys for mining purposes.
34. Furnaces and instruments for assaying metals.
35. Scientific instruments.
36. Models of machinery and buildings.
37. Boats, lighters, tackle, anchors, chains, girtlines, sails and all other articles for vessels, to be used in the ports, lakes and rivers of the Republic.
38. Printing materials, including presses, type, ink, and all other accessories.
39. Printed books, pamphlets and newspapers, bound or unbound, maps, photographs, printed music and paper for music.
40. Paper for printing newspapers.
41. Quicksilver.
42. Lodestones.
43. Hops.
44. Sulphate of quinine.
45. Gold and silver in bars, dust or coin.
46. Samples of merchandise the duties on which do not exceed Sh. 1.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

And that the Government of Salvador has further stipulated that the laws and regulations, adopted to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedule are the product or manufacture of the United States of America, shall impose no additional charges on the importer nor undue restrictions on the articles imported.

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Salvador at Washington that this action of the Government of Salvador in granting freedom of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into Salvador, and in stipulating for a more complete reciprocity arrangement, is accepted as a due reciprocity for the action of Congres as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff laws of Salvador to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this thirty-first day of December, one

thousand eight hundred and ninety-one, and of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth.

[Seal] *Benj. Harrison.*

By the President:

James G. Blaine.

Secretary of State.

Preceding Correspondence.

Mr. Blaine to Señor Guirola.

Department of State,

Washington, January 3, 1891.

Sir: I have the honor to bring to your attention the fact that the Congress of the United States at its last session enacted a law, of which a copy is inclosed herewith, in which provision was made for the admission into the United States, free of all duty, of the following articles: All sugars not above No. 16 Dutch standard in color, molasses, coffee, tea, hides, and skins.

In section 3 of this law it is declared that these remissions of duty were made »with a view to secure reciprocal trade with countries producing« those articles; ane it is provided that, whenever the President shall be satisfied that reciprocal favors are not granted to the products of the United States in the countries referred to, »he shall have the power and it shall be his duty« to impose upon the articles above enumerated, the products of the countries concerned, the rates of duty set forth in section 3.

The Government of the United States, being earnestly desirous of maintaining with the Republic of Salvador such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous, I am directed by the President to request you to bring the above-mentioned provisions of this act of Congress to the attention of your Government, and to express the hope that you may be empowered to enter with me upon the consideration of the subject, with a view to the adjustment of the commercial relations between the two Republics on a permanent basis of reciprocity, profitable alike to both.

Accept, sir, etc.,

James G. Blaine.

Señor Don *Benjamin Molina Guirola,*
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Salvador.

Señor Morales to Mr. Blaine.

[Translation.]

Legation of Salvador,

Washington, December 28, 1891.

Mr. Secretary of State: The Government of Salvador, desiring to

respond in the fullest manner to the invitation extented by Your Excellency in your note dated January 3 of the present year, and having in view the fact that the United States of America are disposed to receive, free of customs, municipal, and all other duties, coffee and the other articles named in section 3 of the law of the Congress of this country approved October 1 of last year, on condition that my Government will concede equal exemptions for some of the agricultural and industrial products of this country, has directed me to propose to Your Excellency the conclusion of a provisional commercial arrangement, for which it is now invested with the necessary powers.

For this purpose, I propose to Your Excellency to admit, free of duties, in the Republic of Salvador, from and after February 1 next, the articles enumerated in the schedule which I have the honor to attach hereto, provided they are products of the United States of America.

My Government, however, reserves full liberty to adopt the laws and regulations necessary to protect its customs revenues against fraud and contraband under the claim of introducing, as American, articles and merchandise proceeding from other countries; but it will not impose any additional charges upon the importers, nor undue restrictions on the articles introduced.

In case my proposition is accepted, my Government will apply to the Congress of the Republic, at its session in February next, for the necessary authority to conclude with the United States of America and put in operation a more complete reciprocity arrangement.

If the authority which my Government shall ask is granted new negotiations shall be opened in this city within sixty days after the authority is obtained; and, in case a definite arrangement is reached, it shall be put in force in the Republic of Salvador within sixty days after its completion and shall supersede the provisional arrangement which I now propose.

It is understood that, should the Congress of Salvador take no action on the subjet before its adjournment, the Government of the United States may terminate the provisional arrangement now under consideration by giving the Government of Salvador thirty days' notice in advance; and, if no definite arrangement shall have been made before January 1, 1893, the Government of Your Excellence may likewise declare the said provisional arrangement terminated.

I hope that His Excellency the President of the United States will recognize, in the proposition which I now make to Your Excellency, a proof that my Government earnestly desires to enlarge the commercial relations between the two peoples, and that it has accepted the law of Congress of the United States as an expression of friendly and just reciprocity.

In submitting the foregoing, it is pleasant for me to renew to Your Excellency the assurance of my respect and consideration.

Manuel L. Morales.

To the Horonable *James G. Blaine*,
Secretary of State of the United States of America.

[Inclosure in Señor Morales's note.]

Schedule of Products and Manufactures which the Republic of Salvador will admit free of all customs, municipal, and any other kind of duty.

1. Animals for breeding purposes.
2. Corn, rice, barley, and rye.
3. Beans.
4. Hay and straw for forage.
5. Fruits, fresh.
6. Preparations of flour in biscuits, crackers not sweetened, macaroni, vermicelli, and tallarin.
7. Coal, mineral.
8. Roman cement.
9. Hydraulic lime.
10. Bricks, fire bricks, and crucibles for melting.
11. Marble, dressed, for furniture, statues, fountains, gravestones, and building purposes.
12. Tar, vegetable and mineral.
13. Guano and other fertilizers, natural or artificial.
14. Plows and all other agricultural tools and implements.
15. Machinery of all kinds, including sewing machines; and separate or extra parts for the same.
16. Materials of all kinds for the construction and equipment of railroads.
17. Materials of all kinds for the construction and operation of telegraphic and telephonic lines.
18. Materials of all kinds for lighting by electricity and gas.
19. Materials of all kinds for the construction of wharves.
20. Apparatus for distilling liquors.
21. Wood of all kinds for building, in trunks or pieces, beams, rafters, planks, boards, shingles, or flooring.
22. Wooden staves, heads, and hoops, and barrels and boxes for packing, mounted or in pieces.
23. Houses of wood or iron, complete or in parts.
24. Wagons, carts, and carriages of all kinds.
25. Barrels, casks, and tanks of iron for water.
26. Tubes of iron and all other accessories necessary for water supply.
27. Wire, barbed, and staples for fences.
28. Plates of iron for building purposes.
29. Mineral ores.
30. Kettles of iron for making salt.
31. Kettles of iron for making sugar.
32. Molds for making sugar.
33. Guys for mining purposes.
34. Furnaces and instruments for assaying metals.
35. Scientific instruments.

36. Models of machinery and buildings.

37. Boats, lighters, tackle, anchors, chains, girtlines, sails, and all other articles for vessels, to be used in the ports, lakes, and rivers of the Republic.

38. Printing materials, including presses, type, ink, and all other accessoires.

39. Printed books, pamphlets, and newspapers, bound, or unbound maps, photographs, printed music, and paper for music.

40. Paper for printing newspapers.

41. Quicksilver.

42. Lodestones.

43. Hops.

44. Sulphate of quinine.

45. Gold and silver in bars, dust, or coin.

46. Samples of merchandise the duties on which do not exceed Sh. 1.

It is understood that te packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

Manuel L. Morales.

Washington, December 28, 1891.

Mr. Blaine to Señor Morales.

Department of State,

Washington, December 30, 1891.

Sir: It is very pleasant for me to acknowledge the receipt of your note of the 28th instant, in which you inform me that the Government of Salvador, in view of the invitation given in my note to your legation of January 3 last, and in consideration of the admission into the United States of the products of Salvador, free of all duty, whether national, municipal, or of any other kind, named in section 3 of the tariff law of the Congress of the United States approved October 1, 1890, proposes as a provisional commercial arrangement, to admit into the Republic of Salvador, from the 1st day of February, 1892, free of all customs, municipal, or any other kind of duty, the articles, the product or manufacture of the United States, enumerated in the schedule attached to your said note; that, reserving the right to adopt the laws and regulations necessary to prevent fraud, it agrees that they shall not impose any additional charges or fees therefor on the articles imported from the United States; that, in case the provisional arrangement proposed by you is accepted by the Government of the United States, the President of Salvador will apply to the Congress of the Republic, at its session in February next, for the autority necessary to celebrate with the United States and put in force a more complete reciprocity arrangement; that, if such authority should be conferred by the Congress, negotiations shall be opened at Washington within sixty days after the authority is obtained; and that, should a definite arrangement be agreed upon, it shall be put in operation within

sixty days from the date of agreement and supersede the provisional arrangement now proposed.

I am directed by the President to state to you that he accepts this action of the Government of Salvador, in stipulating, as a provisional measure, to grant exemption of duties to the products and manufactures of the United States and to negotiate a more complete reciprocity arrangement on the terms stated, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as contained in section 3 of the tariff law above cited.

I am also pleased to reciprocate the assurance contained in your note, and to state that the laws and regulations adopted by the Government of the United States to prevent fraud shall not impose any additional charges or fees therefor on the products imported from Salvador.

It shall be further understood that, should the Congress of Salvador take no action on the application of the Executive for authority to celebrate a more complete reciprocity arrangement, the Government of the United States may terminate the provisional arrangement proposed by you upon thirty days' notice to the Government of Salvador; and, further, that if before January 1, 1893, no definite arrangement is agreed upon, the Government of the United States may likewise terminate the provisional arrangement.

I am, etc.,

James G. Blaine.

Dr. *Manuel L. Morales,*
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Salvador.

59.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ALLEMAGNE.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 30 janvier 1892.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled «An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports and for other purposes,» the attention of the Government of the German Empire was called to the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3 to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Chargé d'Affaires of the German Empire at Was-

hington has communicated to the Special Plenipotentiary of the United States the fact that, in view of the Act of Congress above cited, the German Imperial Government has, by due legal enactment, authorized the admission, from and after February 1, 1892, in the German Empire, of the articles or merchandise, the product of the United States of America, named in the following schedule, on the terms stated therein:

Schedules of articles to be admitted into Germany.

	Articles.	Rate of duty per 100 kilograms
		Marks.
1	Bran; malted germs	Free.
2	Flax, raw, dried, broken or hetcheled, also refuse portions	Free.
3	Wheat.	3. 50
4	Rye	3. 50
5	Oats	2. 80
6	Buckwheat	2. 00
7	Pulse	1. 50
8	Other kinds of grain not specially mentioned	1. 00
9	Barley.	2. 00
10	Rape-seed, turnip-seed, poppy, sesame, pea-nuts and other oleaginous products not specially mentioned. . . .	2. 00
11	Maize (Indian corn)	1. 60
12	Malt (malted barley)	3. 60
13	Anise, coriander, fennel and cerraway seed	3. 00
14	Agricultural productions not otherwise designated . . .	Free.
15	Horse-hair, raw, hetcheled, boiled, dyed, also laid in the form of tresses and spun; bristles, raw bed-feathers .	Free.
16	Bed-feathers, cleaned and prepared	Free.
17	Hides and skins, raw (green, salted, limed, dried), and stripped of the hair for the manufacture of leather .	Free.
18	Charcoal	Free.
19	Bark of wood and tan-bark.	Free.
20	Lumber and timber:	
	(a) Raw or merely rough-hewn with axe or saw, with or witouth bark; oaken barrel staves	.20
	(b) Marked in the direction of the longitudinal axis, or prepared or cut otherwise than by rough-hewing; barrel staves not included under (a); unpeeled osiers and hoops; hubs, felloes and spokes . . . , .	.30
	(c) Sawed in the direction of the longitudinal axis: unplaned boards; sawed cantle-woods and other articles, sawn or hewn	.80
21	Wood in cut veneering; unglued, unstained parts of floors	5. 00
22	Hops; also hop-meal . . . . gross.	14. 00

	Articles.	Rate of duty per 100 kilograms.
23	Butter, also artificial butter	17.00
24	Meat, slaugthered, fresh, with the exception of pork. .	15.00
25	Pork, slaugthered, fresh, and dressed meat, with the exception of bacon, fresh or prepared	17.00
26	Game of all kinds (not alive)	20.00
27	Cheese, except Strecchino, Gorgonzola and Parmesan. .	20.00
28	Fruits, seeds, berries, leaves, flowers, mushrooms, vegetables, dried, baked, pulverized, only boiled down or salted, all these products so far as they are not included under other numbers of the tariff; juices of fruits, berries and turnips; preserved without sugar to be eaten; dry nuts.	4.00
29	Mill products of grain and pulse, to wit, ground or shelled grains, peeled barley, groats, grits, flour, common cakes (baker's products)	7.30
30	Residue, solid, from the manufacture of fat oils, also ground	Free.
31	Goose grease, and other greasy fats such as: Oleomargarine, sperfett (a mixture of stearic fats with oil), beef marrow	10.00
32	Live animals and animal products not mentioned elsewhere; also beehives with live bees	Free.
33	Horses. . . . . .each . .	20.00
	(a) Horses up to 2 years old. . . . . . . do . .	10.00
	(b) Colts following their dams	Free.
34	Bulls and cows.	9.00
35	Oxen	25.50
36	Calves less than 6 weeks old	3.00
37	Hogs	5.00
38	Pigs, weighing less than 10 kilograms	1.00
39	Sheep	1.00
40	Lambs.	.50
41	Wool, including animal hair not mentioned elsewhere, as well as stuffs made thereof:	
	(a) Wool, raw, dyed, ground, also hair, raw, hetcheled, boiled, dyed; also curled.	Free.

And whereas the Special Plenipotentiary of the United States has by my direction, given assurance to the Chargé d'Affaires of the German Empire at Washington that this action of the Government of the German Empire, in granting exemption of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into Germany, is, accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of

the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff laws of the German Empire to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this first day of February, one thousand eight hundred and ninety two, and of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth.

[Seal.] ***Benj. Harrison.***

By the President:

James G. Blaine,
Secretary of State.

Preceding Diplomatic Correspondence.

Mr. von Mumm to Mr. Foster.

[Translation.]

Saratoga, August 22, 1891.

Mr. Plenipotentiary: Inasmuch as the inspection of meat intended for interstate commerce in North America and for exportation to foreign countries has been made compulsory by the act of March 3, 1891, and by the regulations of March 25, 1891, relative to the execution of that act, the Imperial Government is happy to be able to announce that there is no longer any cause for maintaining in force the prohibition, promulgated on sanitary grounds in the year 1883, of the importation of hogs, pork, and sausages of American origin, provided that they are officially inspected according to the regulations of March 25, 1891, and accompanied by the required certificate. As soon, therefore, as the Government of the United States of America is able officially to inform the Imperial Government when the act of March 3, 1891, will actually take effect in the manner provided by the regulations of March 25, 1891, so that the guaranty which is contemplated by the aforesaid act shall appear confirmed, viz, that no meat dangerous to health shall be exported, the Imperial Government will take the necessary preliminary measures to abolish the German prohibition of importation which was promulgated May 6, 1883.

The Imperial Government, in making, this declaration, bases its action upon the supposition that, after the abolition of the aforesaid German prohibition of importation, the President of the United States of America will no longer have any occasion for the exercise, as regards the German Empire, of the discretionary powers conferred upon him by the Fifty-first Congress. (See section 3 of the tariff act of October I, 1890; public act No. 330, and section 5 of the act providing for the inspection of meat of August 30, 1890; also public act No. 247.)

The Imperial Government thinks that it has the greater reason for this assumption, since it is prepared to grant to the United States of America the same reductions in customs duties on agricultural products that

have been granted by it (or still are so) to Austria-Hungary and other states during the negotiations for the conclusion of a treaty of commerce that are now being conducted by Germany.

Begging you to be pleased toin form me, in your reply to this note, whether the views expressed by the Imperial Government as regards section 3 of the tariff act of October 1, 1890, and section 5 of the act providing for the inspection of meat of August 30, 1890, is correct, I await information from you as to the time when the act of March 3, 1891, is to be fully enforced in pursuance of the regulations of March 25, 1891.

I avail, etc.,

A. v. Mumm.

Hon. *John W. Foster.*

Plenipotentiary Extraordinary of the United States.

Mr. Foster to Mr. von Mumm.

Saratoga, August 22, 1891.

Sir: I have the honor to acknowledge the receipt of your note of to-day, in which you inform me that, when the Government of the United States shall be able to announce to the German Imperial Government that the provisions of the law of March 3 of the present year and the regulations of the 25th of the same month respecting the inspection of meat destined for interstate and foreign commerce have been practically put in operation, the Imperial Government will take the necessary steps for abolishing the order of March 6, 1883, prohibiting the importation into Germany of hogs, pork, and sausages of American origin; and you further state that, in view of this declaration and of the further fact that the Imperial Government is willing to grant to the United States the same tariff reductions in agricultural products which have been granted by commercial-treaty negotiations with Austria-Hungary or which may be granted to other countries, the Imperial Government entertains the expectation that no cause will thereafter exist for the President of the United States to make use, as against the German Empire, of the powers conferred upon him by the Fifty-first Congress in section 3 of the tariff law of October I and section 5 of the meat inspection law of August 30, 1890.

It gives me great pleasure to announce to you that the inspection of meat, in accordance with the law of March 3 last and of the regulations of the regulations of the 25th ot the same month, is now, and for some weeks past has been, in practical operation under the direction and at the expense of the Government of the United States, and that meat so inspected will be ready for exportation to Germany on or before the Ist day of next month. Is is also very gratifying to me to give you the assurance, by direktion of the Président, that the contemplated action of the Imperial Government in abolishing the order of March 6, 1883, prohibiting the importation of hogs, pork, and sausages of American origin will remove the occasion for the exercite by the President, as against the

German Empire, of the power conferred upon him by section 5 of the meat-inspection law of the Congress of the United States of August 30, 1890.

I am further directed by the President to state that he accepts the action of the Imperial Government, in proposing to grant to the agricultural products of the United States the same tariff reductions, on their importation into Germany, as are granted to the similar productions of Austria-Hungary embraced in the commercial treaty recently negotiated with that Government or which may be granted by Germany to other countries, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States as contained in section 3 of the tariff law of October 1, 1890; and that, as soon as he shall be officially informed that the Imperial Government is prepared to decree the admission of the indicated products of the United States into the German Empire at the reductions of the general tariff proposed, the President will cause the necessary orders to be given to secure the continued free admission into the United States of the articles, the product of the German Empire, enumerated in section 3 of said law of October 1, 1890.

I remain, etc.,

John W. Foster,
Special Penipotentiary of the United States.

Mr. *Alfonds Mumm von Schwarzstein,*
Chargé d'affairs of the German Empire.

Mr. von Mumm to Mr. Blaine.

[Translation.]

Imperial German Legation,
Washington, December 10, 1891.

Mr. Secretary of State; Referring to my note addressed to the special plenipotentiary of the United States of America, Mr. John W. Foster, dated at Saratoga, August 22, 1891, I have the honor to transmit to you herewith a table, remarking that it contains the Austro-Hungarin tariff concessions granted by us, which, in accordance with my declaration made on the occasion of the removal of our decree forbidding the importation of swine, pork, and sausages of American origin, likewise accrue to the benefit of the United States of America.

I have, moreover, the honor to transmit, for your information, a copy of the general customs tariff now in force in the German Empire.

In the table are included not only the articles which, in the treaty of commerce concluded between the German Empire and Austria-Hungry, have received a reduction of duties, but also those articles in regard to which at agreement has been made, that is to say, in regard to which the German Empire, in accordance with its negotiations with Austria-Hungary, can not allow any increase of duties as long as the treaty of commerce remains in force with that country.

The treaty of commerce concluded with Austria-Hungary was laid

before the German Reichstag on the 7th of this month, and, in case of its due ratification, the 1st of February of the approaching year has been proposed as the date for its taking effect.

I avail, etc.,

A. v. Mumm.

To the Secretary of State of the United States.

Mr. *James G. Blaine.*

[Enclosure in Mr: von Mumm's note.]

Table.

Number of the German tariff now in force.	Articles.	General rate of duty heretofore per 100 kilograms.	New rate of duty as per treaty, per 100 kilograms.
		Marks.	Marks.
From 1 b)	Bran; malt germs	Free.	Free.
From 8	Flax, raw, dried, broken or hetcheled, also refuse portions.	Free.	Free.
9 a)	Wheat	5.00	3.50
b) a)	Rye	5.00	3.50
B)	Oats	4.00	2.80
je)	Buckwheat	2.00	2.00
d)	Pulse	2.00	1.50
e)	Other kinds of grain not specially mentioned	1.00	1.00
c)	Barley	2.25	2.00
d) a)	Rape-seed, turnip-seed, poppy, sesame, peanuts and other oleaginous products not specially mentioned.	2.00	2.00
From l)	Maize (Indian corn)	2.00	1.60
From f)	Malt (malted barley)	4.00	3.60
g	Anise, coriander, fennel and carraway seed	3.00	3.00
k	Agricultural productions not otherwise designated	Free.	Free.
From 11 a)	Horse-hair, raw, hetcheled, boiled, dyed; also laid in the form of tresses, and spun; bristles, raw bed-feathers.	Free.	Free.
From f)	Bed-feathers, cleaned and prepared	6.00	Free.
12 a)	Hides and skins, raw (green, salted, limed, dried), and stripped of the hair for the manufacture of leather.	Free.	Free.
From 13 a)	Charcoal	Free.	Free.
b	Bark of wood and tan-bark	0.50	Free.
c	Lumber an timber:		
	1. Raw or merely rough-hewn with axe	.20	0.20

Table—Continued.

Number of the German tariff now in force.	Articles.	General rate of duty heretofore, per 100 kilograms.	New rate of duty as per treaty, per 100 kilograms.
		Marks.	Marks.
	or saw, with or without bark; oaken barrel staves.		
	2. Marked in the direction of the longitudinal axis, or prepared or cut otherwise than by rough-hewing; barrel staves not included under No. 1; unpeeled osiers and hoops; hubs, felloes and spokes.	.40	.30
	3. Sawed in the direction of the longitudinal axis; unplaned boards; sawed cantlewoods and other articles, sawn or hewn.	1.00	.80
e . . .	Wood in cut veneering; unglued, unstained parts of floors.	6.00	5.00
14. . .	Hops; also hop-meal . . . . gross . .	20.00	14.00
25 f) . .	Butter, also artificial butter	20.00	17.00
From g) I	Meat, slaughtered, fresh, with the exception of pork.	20.00	15.00
	Pork, slaughtered, fresh, and dressed meat, with the exception of bacon, fresh or prepared.	20.00	17.00
3 . . .	Game of all kinds, not alive	30.00	20.00
From o .	Cheese, except Strecchino, Gorgonzola and Parmesan.	20.00	20.00
From p)2)	Fruit, seeds, berries, leaves, flowers, mushrooms, vegetables, dried, baked, pulverized, only boiled down or salted, all these products, so far as they are not included under other numbers of the tariff; juices of fruits, berries and turnips; preserved without sugar to be eaten; dry nuts.	4.00	4.00
9) 2 . .	Mill products of grain and pulse, to wit, ground or shelled grains, peeled barley, groats, grits, flour, common cakes (baker's products).	10.50	7.30
26 g). .	Residue, solid, fom the manufacture of fat oils, also ground.	Free.	Free.
From h) .	Goose grease, and other greasy fats, such as:	10.00	10.00

Table—Continued.

Number of the German tariff now in force.	Articles.	General rate of duty heretofore, per 100 kilograms.	New rate of duty as per treaty. per 100 kilograms.
		Marks.	Marks.
	Oleomargarine, sperfett (a mixture of stearic fats with oil), beef marrow.		
37 a) . .	Live animals and animal products not mentioned elsewhere; also bee-hives with live bees.	Free.	Free.
39 a) 1 .	Horses . . . . each . .	20. 00	20. 00
	1. Horses up to 2 years old . do . .	20. 00	10. 00
	2. Colts, following their dans	Free.	Free.
b . . .	Bulls and cows	9. 00	9. 00
c . . .	Oxen	30. 00	25. 50
e . . .	Calves less than 6 weeks old	3. 00	3. 00
f . . .	Hogs	6. 00	5. 00
g . . .	Pigs weighing less than 10 kilograms . .	1. 00	1. 00
h . . .	Sheep	1. 00	1. 00
i . . .	Lambs	. 50	. 50
41 . . .	Wool, including animal hair not mentioned elsewhere, as well as stuffs made thereof:		
	(a) Wool, raw, dyed, ground; also hair, raw, hetcheled, boiled, dyed; also, curled.	Free.	Free.

Mr. von Mumm to Mr Blaine.

[Translation.]

Imperial German Legation,

Washington, January 30, 1892.

Mr. Secretary of State: I have the honor, in obedience to instructions received, to inform you that the treaties of commerce recently concluded by the German Empire, among which is the commercial and customs treaty with Austria-Hungary, will go into operation on the 1st of February next.

Accept, Mr. Secretary of State, a renewed assurance of my distinguished consideration.

A. v. Mumm.

Hon. *James G. Blaine*,
Secretary of State.

60.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 1 février 1892.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled »An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes,« the attention of the Government of Great Britain was called to the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3, to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Great Britain at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in view of the Act of Congress above cited, the Government of Great Britain has, by due legal enactment, authorized the admission, from and after February 1, 1892, of the articles in merchandise named in the following schedules, on the terms stated therein, into the British Colonies of Trinidad (which includes Tobago), Barbados, the Leeward Islands (consisting of the islands of Antigua, Montserrat, Saint Christopher, Nevis, Dominica, with their respective dependencies and the Virgin Islands), the Windward Islands (consisting of St. Lucia, St. Vincent and their dependencies, but exclusive of Grenada and its dependencies); and into the Colony of British Guiana on and after April 1, 1892:

Table No. 1. — Applicable to British Guiana, Trinidad and Tabago, Barbados, the Leeward Islands, and the Windward Islands Excepting, the Island of Grenada.

Schedule A.

Articles to be admitted free of all customs duty and any other national, colonial, or municipal charges:

1. Animals, alive; to include only asses, sheep, goats, hogs, and poultry, and horses for breeding.
2. Beef, including tongues, smoked and dried.
3. Beef and pork preserved in cans.
4. Belting for machinery, of leather, canvas, or India rubber.
5. Boats and lighters.
6. Books,*) bound or unbound, pamphlets, newspapers, and printed matter in all languages.

*) The importation of books is subject to the provisions of copyright laws.

7. Bones and horns.
8. Bottles of glass or stone ware.
9. Bran, middlings, and shorts.
10. Bridges of iron or wood, or of both combined.
11. Brooms, brushes, and whisks of broom straw.
12. Candles, tallow.
13. Carts, wagons, cars, and barrows, with or without springs, for ordinary roads and agricultural use; not including vehicles of pleasure.
14. Clocks, mantel or wall.
15. Copper, bronze, zinc, and lead articles, plain and nickel-plated, for industrial and domestic uses, and for building.
16. Cotton seed and its products.
17. Crucibles and melting pots of all kinds.
18. Eggs.
19. Fertilizers of all kinds, natural and artificial.
20. Fish, fresh or on ice, and salmon and oysters in cans.
21. Fishing apparatus of all kinds.
22. Fruits and vegetables, fresh and dried, when not canned, tinned, or bottled.
23. Gas fixtures and pipes.
24. Gold and silver coin of the United States and bullion.
25. Hay and straw for forage.
26. Houses of wood, complete.
27. Ice.
28. India-rubber and gutta-percha goods, including waterproof clothing made wholly or in part thereof.
29. Implements, utensils, and tools for agriculture, exclusive of cutlasses and forks.
30. Lamps and lanterns.
31. Lime of all kinds.
32. Locomotives, railway rolling stock, rails, railway ties, and all materials and appliances for railways and tramways.
33. Marble or alabaster, in the rough or squared, worked or carved, for building purposes or monuments.
34. Medicinal extracts and preparations of all kinds, including proprietary or patent medicines, but exclusive of quinine or preparations of quinine; opium, gange, and bhang.
35. Paper of all kinds for printing.
36. Paper of wood or straw for wrapping and packing, including surface-coated or glazed.
37. Photographic apparatus and chemicals.
38. Printers' ink, all colors.
39. Printing presses, types, rules, spaces, and all accessories for printing.
40. Quicksilver.
41. Resin, tar, pitch and turpentine.
42. Salt.

43. Sewing machines, and all parts and accessories thereof.

44. Shipbuilding materials and accessories of all kinds, when used in the construction, equipment, or repair of vessels or boats of any kind, except rope and cordage of all kinds, including wire rope.

45. Starch of Indian corn or maize.

46. Steam and power engines, and machines, machinery, and apparatus, whether stationary or portable, worked by power or by hand, for agriculture, irrigation, mining, the arts and industries of all kinds, and all necessary parts and appliances for the erection or repair thereof or the communication of motive power thereto.

47. Steam-boilers and steam pipes.

48. Sulphur.

49. Tan bark of all kinds, whole or ground.

50. Telegraph wire, telegraphic, telephonic and electrical apparatus and appliances of all kinds for communcation or illumination.

51. Trees, plants, vines, and seed and grains of all kinds, for propagation or cultivation.

52. Varnis, noth containing spirits.

53. Wall papers.

54. Watches when not cased in gold or silver; and watch movements uncased.

55. Water pipes of all classes, materials and dimensions.

56. Wire for fences, with the hooks, staples, nails, and the like appliances for fastening the same.

57. Yeast cake and baking powders.

58. Zinc, tin, and lead, in sheets, asbestos, and tar paper, for roofing.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

Schedule B.

Articles to be admitted at 50 per cent. reduction of the duty designated in the respective customs tariff now in force in each of said colonies:

1. Bacon and bacon hams.
2. Boots and shoes made wholly or in part of leather.
3. Bread and biscuit.
4. Cheese.
5. Lard and its compounds.
6. Mules.
7. Oleomargarine.
8. Shooks and staves.

Schedule. C.

Articles to be admitted at 25 per cent. reduction of the duty designated in the respective customs tariff now in force in each of said colonies:

1. Beef, salted or pickled.
2. Corn or maize.

3. Corn meal.
4. Flour of wheat.
5. Lumber of pitch pine, in rough or prepared for buildings.
6. Petroleum and its products, crude or refined.
7. Pork, salted or pickled.
8. Wheat.

It is understood that No. 4 of this schedule shall not apply to the colony of Trinidad, but it is stipulated that the duty on flour in said colony shall not exceed 75 cents per barrel.

And that the Government of Great Britain has, by due legal enactment, authorized the admission, from and after February 1, 1892, of the articles or merchandise named in the following schedules, on the terms stated therein, into the British Colony of Jamaica and its dependencies:

Table No. 2.—Applicable to the Colony of Jamaica and its Dependencies.

Schedule A.

Articles to be admitted free of all customs duty and any other national, colonial, or municipal charges:

1. Animals, alive, and poultry.
2. Beef, including tongues, smoked and dried.
3. Beef and pork preserved in cans.
4. Belting for machinery, of leather, canvas, or India rubber.
5. Boats and lighters.
6. Books*), bound or unbound; pamhlets, newspapers, and printed matter in all languages.
7. Bones and horns.
8. Bottles of glass or stone ware.
9. Bran, middlings, and shorts.
10. Bridges of iron or wood, or of both combined.
11. Brooms, brushes, and whisks of broom straw.
12. Candles, tallow.
13. Carts, wagons, cars, and barrows, with or without springs, for ordinary roads and agricultural use, not including vehicles of pleasure.
14. Coal and coke.
15. Clocks, mantel or wall.
16. Cotton seed and its products, to include meal, meal cake, oil, and cottolene.
17. Crucibles and melting pots of all kinds.
18. Drawings, paintings, engravings, lithographs, and photographs.
19. Eggs.
20. Fertilizers of all kinds, natural and artificial.
21. Fish, fresh or on ice, and oysters in cans.
22. Fishing apparatus of all kinds.

*) The importation of books is subject to the provisions of copyright laws.

23. Fruits and vegetables, fresh and dried, when not canned, tinned, or bottled.

24. Gas fixtures and pipes.

25. Gold and silver coin of the United States and bullion.

26. Hay and straw for forage.

27. Houses of wood, complete.

28. Ice.

29. India-rubber and gutta-percha goods, including waterproof clothing made wholly or in part thereof.

30. Implements. utensils, and tools for agriculture, exclusive of cutlasses and forks.

31. Iron, galvanized.

32. Iron for roofing.

33. Lamps and lanterns, not exceeding 10 shillings each in value.

34. Lime of all kinds.

35. Locomotives, railway rolling stock, rails, railway ties, and all mateials and appliances for railways and tramways.

36. Marble or alabaster, in the rough or squared, worked or carved, for building purposes or monuments.

37. Paper of all kinds for printing.

38. Paper of wood or straw for wrapping and packing, including surface-coated or glaced.

39. Photographic apparatus and chemicals.

40. Printers' ink, all colors.

41. Printing presses, types, rules, spaces, and all accessories for printing.

42. Proprietary or patent medicines, recommended by their proprietors as calculated to cure disease or alleviate pain in the human subject.

43. Quicksilver.

44. Resin, tar, pitch and turpentine.

45. Sewing machines; and all parts and accessories thereof.

46. Shipbuilding materlals and accessories of all kinds, when used in the construction, equipment, or repair of vessels or boats of any kind, except rope and cordage of all kinds, including wire rope, and subject to specific regulations to avoid abuse in the importation.

47. Shooks and staves.

48. Starch of Indian corn or maize.

49. Steam and power engines, and machines, machinery, and apparatus, whether stationary or portable, worked by power or by hand, for agriculture, irrigation, mining, the arts and industries of all kinds, and all necessary parts and appliances for the erection or repair thereof or the communication of motive power thereto.

50. Steam boilers and steam pipes.

51. Sugar, refined.

52. Sulphur.

53. Tallow and animal greases.

54. Tan bark of all kinds, whole or ground.

55. Telegraph wire; telegraphic, telephonic, and electrical apparatus and appliances of all kinds, for communication or illumination.

56. Trees, plants vines, and seeds and grains of all kinds, for propagation or cultivation.

57. Varnish, not containing spirits.

58. Wall papers.

59. Watches when not cased in gold or silver; and watch movements, uncased.

60. Water pipes of all classes, materials, and dimensions.

61. Wire of fences, with the hooks, staples, nails, and the like appliances for fastening the same.

62. Yeast cake and baking powders.

63. Zinc, tin, and lead, in sheets; asbestos and tar paper, for roofing.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

Schedule B.

Articles to be admitted at 50 per cent. reduction of the duty designated in the customs tariff now in force:

1. Bacon and bacon hams.
2. Bread and biscuit.
3. Butter.
4. Cheese.
5. Lard and its compounds.

Lumber of pitch pine, in rough or prepared for buildings, to be reduced to 9 shillings per 1,000 feet.

Schedule C.

Articles to be admitted at 25 per cent. reduction of the duty designated in the customs tariff now in force:

1. Beef, salted or pickled.
2. Corn and maize.
3. Corn meal.
4. Oats.
5. Petroleum and its products, crude or refined.
6. Pork, salted or pickled.
7. Wheat.

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given the assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Great Britain at Washington that this action of the Government of Great Britain in granting remissions and alterations of duties in the British Colonies above mentioned, is accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act.

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications

of the tariff laws of the aforesaid British Colonies to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this first day of February, one thousand eight hundred and ninety-two, and of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth. [Seal.]

Benj. Harrison.

By the President:

James G. Blaine

Secretary of State.

Preceding Diplomatic Correspondence.

Sir Julian Pauncefote to Mr. Blaine.

Washington, December 24, 1891.

Sir: Referring to the notes which we have recently exchanged relative to the reciprocity section of the general tariff law of the United States, so far as the same bears on the British West Indian colonies and the colony of British Guiana, I beg to state that I have given the subject the careful consideration which in demands and have been assisted therein by the gentlemen designated by the several colonies to aid in the negotiation of arrangement. With the help of these gentlemen certain schedules have been drawn up of remissions and alterations of duties which I have reason to believe will prove satisfactory to your Government, and which are as follows:

As regards the following colonies, that is to say —

British Guiana;

Trinidad (which includes the islands of Tobago);

Barbadoes;

The Leeward Islands (consisting of the several islands of Antigua, Montserrat, Saint Christopher, Nevis, Dominica, with their respective dependencies, and the Virgin Islands);

The Windward Islands (consisting of St. Lucia, St. Vincent, and Grenada and their dependencies), but exclusive of Grenada and its dependencies —

It is proposed that the remissions and alterations of duty shall be made which are contained in Annexe I*) to this note.

In the case of the colony of Jamaica it is proposed that remissions and alterations of duty shall be made which are contained in Annex II.**)

Should the arrangement herein proposed be accepted by the Government of the United States, it shall be understood and agreed that every article named in Annex I which is now on the free list of the tariff of

*) See table No.1 in the proclamation.
**) See table No. 2 in the proclamation.

any of the above-mentioned colonies, shall be continued on said free list during the existence of tho proposed arrangement.

I have received instructions from Her Majesty's Government to submit to you the proposition that, if the remissions and reductions before enumerated appear satisfactory to your Government, the President should agree to forbear up to the ist of February next to put in force, as against all those colonies, except British Guiana, and to the case of that colony up to the 31st of March next, the powers conferred upon him by section 3 of said tariff law; with the understanding that it will be for the governments of the several colonies named to pass the necessary legislation within the periods above mentioned, so that Her Majesty's Government may be in a position to announce to you before the expiration of the said periods respectively that the necessary steps have been taken to give the force of law to the changes in question.

If the above alterations in the tariffs of the colonies named are accepted by your Government as satisfactory, the President may be assured that they will be carried ont with the utmost promptitude compatible with the circumstances in each colony, and that the fullest and fairest interpretation will be given to them.

It will be understood that the arrangement shall remain in force so long as it shall not be modified by the mutual agreement of the executive power of the two Governments or by the legislative action of the Government of the United States or of the said colonies with the approval of the British Government.

I have, etc.,

Julian Pauncefote.

The Hon. *James G. Blaine,*
Etc., etc., etc.

Mr. Blaine to Sir Julian Pauncefote.

Department of State,
Washington, December 29, 1891.

Sir: I have the pleasure to acknowledge the receipt of your note of the 24th instant, in which you inform me that, in view of the reciprocity section (3) of the tariff law of the Congress of the United States, approved October 1, 1890, Her Majesty's Government has decided and authorized you to propose the remissions and alterations of duties set forth in your note in the British colonies of Trinidad, Barbados, the Leeward Islands, the Windward Islands (except Grenada) and Jamaica, to take effect not ater than February 1, 1892, and in British Guiana to take effect not ater than March 31, 1892; which remissions and alterations of duties you express the belief will prove satisfactory to the Government of the United States.

I am directed by the President to state to you that he accepts this action of Her Majesty's Government, in agreeing to grant remissions and alterations of duties in the British colonies above mentioned to the ar-

ticles enumerated in the schedules attached to your note and in the terms stated therein, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as set forth in section 3 of the tariff of October 1, 1890.

As soon as I shall be advised that the legislation proposed has been enacted in the several colonies, the President will make public announcement of this commercial arrangement, which, it is understood, shall remain in force so long as it shall not be modified by the mutual agreement of the executive power of the two Governments or by the legislative action of the Government of the United States or of said colonies with the approval of the British Government.

I have, etc.,

James G. Blaine.

Sir *Julian Pauncefote, G. C. M. G., K. C. B.*

Sir Julian Pauncefote to Mr. Blaine.

Legation of Great Britain,

Washington, January 30, 1892.

Sir: In pursuance of the arrangement between our respective Governments, recorded in my note of the 24th of December last and your reply thereto of the 29th of the same month, to regulate the trade regulations between the United States and the British West Indian colonies, I have now the honor to announce to you that the arrangement has been accepted by all the above-named colonies, and that the necessary steps have been taken to give it the force of law in the colonies of Jamaica, Barbados, and Trinidad.

I regret to say that I have not received intelligence of the passing of the necessary laws by the legislatures of the Leeward Islands and of the Windward Islands, but the governors of those colonies have been instructed to give me the earliest information by telegram of such measures having been completed.

The delay in those two cases has arisen from the number of separate legislatures which had to be set in motion. I hope, however, to be able in a few days to announce to you that the new tariffs are also legally in force in both those colonies.

I have etc.,

Julian Pauncefote.

The Hon. *James G. Blaine.*

Sir Julian Pauncefote to Mr. Blaine.

Legation of Great Britain,

Washington, February 1, 1892.

Sir: With reference to my note of the 30th ultimo respecting the steps taken in the British West Indian colonies to carry out the recent arrangement to regulate their trade relations with the United States, I

have the honor to announce to you that since the date of that note I have received information from the government of the Leeward Islands and of the Windward Islands, respectively, that the necessary measures have been passed to give the arrangement the force of law in those colonies from this day.

This completes the legislation required to carry out the arrangement in all the British colonies to which it applies, except British Guiana, where, by its terms, it is not to come into force until the 1st of April.

I shall not fail to give you the earliest intimation of the passing of the necessary law in British Guiana to give it effect in that colony from the date above mentioned.

I have, etc.,

Julian Pauncefote.

The Hon. *James G. Blaine.*
Etc., etc., etc.

61.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, NICARAGUA.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 11 mars 1892.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled »An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes,« the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of Nicargua the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3 to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Nicaragua at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in reciprocity for the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in section 3 of said Act, the Government of Nicaragna will, by due legal enactment, admit free of all duty from and after April 15, 1892, into all the ports of entry of Nicaragua, the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product of the United States:

Schedule

of articles which the Republic of Nicargua will admit free of all kind of duty.

1. Animals, live.
2. Barley, Indian corn, wheat, oats, rye and rice.
3. Seeds of all kinds for agriculture and horticulture.
4. Live plants of all kinds.
5. Corn-meal.
6. Starch.
7. Beans, potatoes and all other vegetables, fresh or dried.
8. Fruits, fresh or dried.
9. Hay, bran and straw for forage.
10. Cotton-seed oil and all other products of said seed.
11. Tar, resin and turpentine.
12. Asphalt, crude or manufactured in blocks.
13. Quicksilver for mining purposes.
14. Coal, mineral or animal.
15. Fertilizers for land.
16. Lime and cement.
17. Wood and lumber, in the rough, or prepared for building purposes.
18. Houses of wood or iron.
19. Marble, in the rough or dressed, for fountains, grave stones and building purposes.
20. Tools and implements, for agricultural and horticultural purposes.
21. Wagons, carts and hand-carts.
22. Iron and steel, in rails for railroads and other similar uses, and structural iron and steel for bridges and building purposes.

Wire, for fences, with or without barbs, clamps, posts, clips and other accessories, of wire not less than three lines in diameter.

24. Machinery of all kinds for agricultural purposes, arts and trades, and parts of such machinery.
25. Motors of steam or animal power.
26. Forges, water pumps of metal, pump hose, sledge hammers, drills for mining purposes, iron piping with its keys and faucets, cruibles, for melting metals, iron water tanks and lightning rods.
27. Roofs of galvanized iron, gutters, ridging, clamps and srews for the same.
28. Printing materials.
29. Books, pamphlets and other printed matter, and ruled paper for printed music, printing paper in sheets not less than 29 by 20 inches.
30. Geographical maps or charts, and celestial and terrestrial spheres or globes.
31. Surgical and mathematical instruments.
32. Stones and fire-bricks for smelting furnaces.
33. Vessels and boats of all kinds, fitted together or in parts.
34. Gold and silver in bullion, bars or coin.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

And that the Government of Nicaragua has further stipulated that the laws and regulations, adopted to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedule are the product of the United States of America, shall impose no undue restrictions on the importer nor additional charges on the articles imported.

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Nicaragua at Washington that this action of the Government of Nicaragua in granting freedom of duties to the products of the United States of America on their importation into Nicaragua, is accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff laws of Nicaragua to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this 12th day of March, one thousand eight hundred and ninetytwo, and of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth. [Seal.]

Benj. Harrison.

By the President:

William F. Wharton

Acting Secretary of State.

Preceding Correspondence.

Mr. Blaine to Señor Guzman.

Department of State,

Washington, January 3, 1891.

Sir: I have the honor to bring to your attention the fact that the Congress of the United States at its last session enacted a law, of which a copy is inclosed herewith, in which provision was made for the admission into the United States, free of all duty, of the following articles: All sugars not above No. 16 Dutch standard in color, molasses, coffee, tea, hides, and skins.

In section 3 of this law it is declared that these remissions of duty were made «with a view to secure reciprocal trade with countries producing» those articles; and it is provided that, whenever the President shall be satisfied that reciprocal favors are not granted to the products of the United States in the countries referred to, «he shall have the power and it shall be his duty» to impose upon the articles above enumerated, the products of the countries concerned, the rates of duty set forth in section 3.

The Government of the United States, being earnestly desirous of maintaining with the Republic of Nicaragua such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous, I am directed by the President to request you to bring the above-mentioned provisions of this act of Congress to the attention of your Government, and to express the hope that you may be empowered to enter with me upon the consideration of the subject, with a view to the adjustment of the commercial relations between the two Republics on a permanent basis of reciprocity, profitable alike to both.

Accept, Sir, etc.,

James G. Blaine.

Señor Guzman to Mr. Blaine.

[Translation.]

Legation of the Republic of Nicaragua,

Washington, March 11, 1892.

Sir: I take pleasure in informing Your Excellency that my Government, desiring to meet the friendly wishes expressed by Your Excellency in your important note of January 8, 1891, has authorized me to conclude a treaty of commercial reciprocity.

I consequently have the honor herewith to enclose a schedule of the American articles which the Governments of Nicaragua is prepared to admit free of any duty into the ports of the Republic on and after the 15th of April next, on condition that those Nicaraguan productions referred to in section 3 of the tariff law enacted by the United States Congress on the 1st day of October, 1890, shall continue to enjoy the same privileges in this country that they now enjoy.

The articles mentioned in the aforesaid schedule must be the exclusive production of the United States, and, in order to secure proof that they are so, my Government reserves the right to adopt such measures as it may think proper for the prevention of frauds upon its customs revenue; such measures, however, shall place no undue restrictions upon the importer nor occasion any additional charges or fees therefor upon the articles imported.

The Government of Nicaragua agrees to impose no export duties, so long as the treaty of commercial reciprocity between the two Republics shall remain in force, upon any of the Nicaraguan productions which are hereafter to be admitted into this country free of all duties.

My Government hopes that His Excellency the President of the United States will approve a treaty of commercial reciprocity on the bases which have been stated, and that such treaty will remain in force until the law-making power of either of the two countries decides otherwise, or until it is abrogated by the mutual consent of both Governments.

I reiterate to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

H. Guzman.

Schedule of American Articles which will be admitted into Nicaragua free of any kind of duty.

1. Animals, live.
2. Barley, Indian corn, wheat, oats, rye and rice.
3. Seeds of all hinds for agriculture and horticulture.
4. Live plants of all kinds.
5. Corn-meal.
6. Starch.
7. Beans, potatoes and all other vegetables, fresh or dried.
8. Fruits, fresh or dried.
9. Hay, bran and straw for forage.
10. Cotton-seed oil and all other products of said seed.
11. Tar, resin and turpentine.
12. Asphalt, crude or manufactured in blocks.
13. Quicksilver for mining purposes.
14. Coal, mineral or animal.
15. Fertilizers for land.
16. Lime and cement.
17. Wood and lumber, in the rough, or prepared for building purposes.
18. Houses of wood or iron.
19. Marble, in the rough or dressed, for fountains, gravsetones and building purposes.
20. Tools and implements for agricultural and horticultural purposes.
21. Wagons, carts and hand-carts.
22. Iron and steel, in rails for railroads and other similar uses, and tructural iron and steel for bridges and building purposes.
23. Wire, for fences, with or without barbs, clamps, posts, clips and other accessories, of wire not less than three lines in diameter.
24. Machinery of all kinds for agricultural purposes, arts and trades, and parts of such machinery.
25. Motors of steam or animal power.
26. Forges, water pumps of metal, pump hose, sledge hammers, drills for mining purposes, iron piping with its keys and faucets, crucibles for melting metals, iron water tanks and lightning rods.
27. Roofs of galvanized iron, gutters, ridging, clamps and screws for the same.
28. Printing materials.
29. Books, pamphlets and other printed matter, and ruled paper for printed music, printing paper in sheets not less than 29 by 20 inches.
30. Geographical maps or charts, and celestial and terrestrial spheres or globes.
31. Surgical and mathematical instruments.
32. Stones and fire-bricks for smelting furnaces.
33. Vessels and boats of all kinds, fitted together or in parts.
34. Gold and silver in bullion, bars or coin.

It is understood that the packages or coverings in which the articles

named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

Washington, March 11, 1892.

H. Guzman.

Mr. Wharton to Señor Guzman.

Department of State,

Washington, March 11, 1892.

Sir: I have great pleasure in acknowledging the receipt of your note of this date, in which you inform me that the Government of Nicaragua, in reciprocity for the admission into the United States, free of duty, of the products of said Republic enumerated in section 3 of the tariff law of the Congress of the United States of October 1, 1890, is prepared to admit into the ports of the Republic of Nicaragua, free of all duty, on and after the 15th day of April, 1892, the articles, the product of the United States of America named in your note; that your Government gives the assurance that no export tax shall be imposed on the articles admitted free into the United States; and that the laws and regulations adopted by Nicaragua to prevent fraud shall not cause any embarrassment to the importer nor impose any additional charges or fees therefor on the merchandise.

I am directed by the President to state to you that he accepts this action of the Government of Nicaragua, in granting exemption of duties to the products of the United States, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as contained in section 3 of the tariff law above cited.

I am also pleased to reciprocate the assurances contained in your note, and to state that no export tax can or will be imposed in the United States upon the products or manufactures, enumerated in the schedule attached to your note of this date, sent to Nicaragua.

It may be further understood that, while the Governement of the United States reserves the right to adopt the laws and regulations necessary to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles enumerated in section 3 of the law cited are the product or manufacture of Nicaragua, the laws and regulations to be adopted shall place no undue restrictions upon the importer nor impose any additional charges or fees upon the articles imported.

I have, therefore, to request that you will meet me at the Department of State at your convenience to agree upon the time and manner of making public announcement of this commercial arrangement, which, it is understood, shall remain in force so long as it shall not be modified by the legislation of either Government or by the mutual agreement of the Executive Power of the two countries.

Accept, etc.,

William F. Wharton,
Acting Secretary.

62.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, HONDURAS.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 29 avril 1892.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant so section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled «An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports, and for other purposes,» the Secretary of State of the United States of America communicated to the Government of Honduras the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3 to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Consul General of Honduras at New York has communicated to the Secretary of State the fact that, in reciprocity for the admission into the United States of America free of all duty of the articles enumerated in section 3 of said Act, the Government of Honduras will, by due legal enactment as a provisional measure and until a more complete arrangement may be negotiated and put in operation, admit free of all duty from and after May 25, 1892, into all the established ports of entry of Honduras, the articles or merchandise named in the following schedule, provided that the same be the product or manufacture of the United States:

Schedule

Of products and manufactures from the United States which the Republic of Honduras will admit free of all customs, municipal and any other kind of duty.

1. Animals for breeding purposes.
2. Corn, rice, barley, and rye.
3. Beans.
4. Hay and straw for forage.
5. Fruits, fresh.
6. Preparations of flour in biscuits, crackers not sweetened, macaroni, vermicelli, and tallarin.
7. Coal, mineral.
8. Roman cement.
9. Hydraulic lime.
10. Bricks, fire bricks, crucibles for melting.
11. Marble, dressed, for furniture, statues, fountains, gravestones, and building purposes.

12. Tar, vegetable and mineral.
13. Guano and other fertilizers, natural or artificial
14. Plows and all other agricultural tools and implements.
15. Machinery of all kinds, including sewing machines; and separate or extra parts for the same.
16. Materials of all kinds for the construction and equipment of railroads.
17. Materials of all kinds for the construction and operation of telegraphic and telephonic lines.
18. Materials of all kinds for lighting by electricity and gas.
19. Materials of all kinds for the construction of wharves.
20. Apparatus for distilling liquors.
21. Wood of all kinds for building, in trunks or pieces, beams, rafters, planks, boards. shingles, or flooring.
22. Wooden staves, heads, and hoops, and barrels and boxes for packing, mounted or in pieces.
23. Houses of wood or iron, complete or in parts.
24. Wagons, carts, and carriages of all kinds.
25. Barrels, casks, and tanks of iron for water.
26. Tubes of iron and all other accessories necessary for water supply.
27. Wire, barbed, and staples for fences.
28. Plates of iron for building purposes.
29. Mineral ores.
30. Kettles of iron for making salt.
31. Sugar-boilers.
32. Molds for sugar.
33. Guys for mining purposes.
34. Furnaces and instruments for assaying metals.
35. Scientific instruments.
36. Models of machinery and buildings.
37. Boats, lighters, tackle, anchors, chains, girtlines, sails, and all other articles for vessels, to be used in the ports, lakes, and rivers of the Republic.
38. Printing materials, including presses, type, ink, and all other accessories.
39. Printed books, pamphlets, and newspapers, bound or unbound, maps, photographs, printed music, and paper for music.
40. Paper for printing newspapers.
41. Quicksilver.
42. Lodestones.
43. Hops.
44. Sulphate of quinine.
45. Gold and silver in bars, dust, or coin.
46. Samples of merchandise the duties on which do not exceed Sh. I.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

And that the Government of Honduras has further stipulated that

the laws and regulations, adopted to protect its revenue and prevent fraud in the declarations and proof that the articles named in the foregoing schedule are the product or manufacture of the United States of America, shall impose no additional charges on the importer nor undue restrictions on the articles imported.

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Consul General of Honduras at New York that this action of the Government of Honduras in granting freedom of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into Honduras, and in stipulating for a more complete reciprocity arrangement, is accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Benjamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff laws of Honduras to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand, and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this 30th day of April, one thousand eight hundred and ninetytwo, and of the Independence of the United States of America the ohne hundred and sixteenth. [Seal.]

Benj. Harrison.

By the President:

James G. Blaine

Secretary of State.

Previous Correspondence.

Mr. Blaine to Mr Kimberly.

No. 11.] Department of State,

Washington, January 5, 1891. .

Sir: I desire to bring to your attention the fact that the Congress of the United States at its last session enacted a law of which three copies are enclosed herewith, in which provision was made for the admission into the United States, free of duty, of the following articles: All sugars not above No. 16 Dutch standard in color, molasses, coffee, tea, hides, and skins.

In section 3 of this law it is declared that these remissions of duty were made »with a view to secure reciprocal trade with countries producing« those articles; and it is provided that whenever the President shall be satisfied that reciprocal favors are not granted to the products of the United States in the countries referred to, »he shall have the power and it shall be his duty« to impose upon the articles above enumerated, the products of the countries concerned, the rates of duty set forth in section 3.

The Government of the United States being earnestly desirous of

maintaining with Honduras such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous, I am directed by the President to request you to bring the above-mentioned provisions of this act of Congress to the attention of the minister for foreign affairs of that Republic, and to express the hope that such steps may be taken by that Government as shall result in the establishment of commercial relations between the United States and Honduras on a permanent basis of reciprocity, profitable alike to both.

Since the Republic of Honduras is not at the present time represented at this capital, it will be well for you to suggest to the minister for foreign affairs thereof, when addressing him upon the subject that his Government specially accredit somme person to consider with me this important question.

I am etc.,

James G. Blaine.

Mr. Baiz to Mr. Blaine.

Consulate-General of Honduras,

New York, April 13, 1892.

Hon. James G. Blaine,

Secretary of State.

Sir: I have the honor to address you for the purpose of stating, in reply to the invitation which, by your direction, the Minister of the United States accredited to Honduras addressed to the minister of foreign affairs of my Government, dated January 22, 1891, that the Government of Honduras, in reciprocity for admission into the United States, free of any national, municipal, or any other duty, of the products of Honduras enumerated in section 3 of the tariff law passed by the Congress of the United States, approved October 1, 1890, offers to admit into Honduras free of customs, municipal, or any other duties, on and after May 25, 1892, the articles contained in the schedule attached hereto, provided they are the product or manufactury of the United States.

It is proper for me to inform you that admission into the ports of Honduras without payment of any duty whatever, of the aforesaid products and manufactures, will be provisionally granted pending the conclusion by my Government with yours of a more comprehensive commercial arrangement that shall be mutually advantageous to both countries, to which end my Government will receive the necessary powers from the Congress of the Republic at its next session.

My Government, however, reserves full liberty to adopt the laws and regulations necessary to protect its customs revenues against fraud and contraband, under the claim of introducing, as American, articles and merchandise proceeding from other countries; but it will not impose any additional charge upon the importers nor undue restrictions on articles inroduced.

t • Br*

If the autority which my Government shall ask from Congress is granted, new negotiations shall be opened without delay; and in case a definitive arrangement is reached, it shall be put in force in the Republic of Honduras within sixty days after its completion and shall supersede the provisional arrangements which I now propose.

It is understood that, should the Congres of Honduras take no action on the subject before its adjournment, the Government of the United States may terminate the provisional arrangements now under consideration by giving the Government of Honduras thirty days' notice in advance; and, if no definite arrangement shall have been made before January 1, 1893, the Government of the United States may likewise declare the said provisional arrangement terminated.

I hope that His Excellency the President of the United States will recognize in the proposition which I now make you, a proof that my Government earnestly desires to enlarge the commercial relations between the two peoples, and that it has accepted the law of Congress of the United States as an expression of friendly and just reciprocity.

In submitting the foregoing it is pleasant for me to renew to you the assurances of my respect and consideration, and remain your obedient servant,

Jacob Baiz.
Consul-General.

By authority received this day by cable.

J. B.

[Enclosure in Mr. Baiz's letter.]

Schedule of Products and Manufactures from the United States which the Republic of Honduras will admit free of all customs, municipal, and any other kind of duty.

1. Animals for breeding purposes.
2. Corn. rice, barley, and rye.
3. Beans.
4. Hay and straw for forage.
5. Fruits. fresh.
6. Preparations of flour in biscuits, crackers not sweetened, macaroni, vermicelli, and tallarin.
7. Coal, mineral.
8. Roman cement.
9. Hydraulic lime.
10. Bricks, fire bricks, and crucibles for melting.
11. Marble, dressed, for furniture, statues, fountains, gravestones, and building purposes.
12. Tar, vegetable and mineral.
13. Guano and other fertilizers, natural or artificial.
14. Plows and all other agricultural tools and implements.
15. Machinery of all kinds, including sewing machines; and separate or extra parts for the same.

16. Materials of all kinds for the construction and equipment of railroads.

17. Materials of all kinds for the construction and operation of telegraphic and telephonic lines.

18. Materials of all kinds for lighting by electricity and gas.

19. Materials of all kinds for the construction of wharves.

20. Apparatus for distilling liquors.

21. Wood of all kinds for building, in trunks or pieces, beams, rafters, planks, boards, shingles, or flooring.

22. Wooden staves, heads, and hoops, and barrels and boxes for packing, mounted or in pieces.

23. Houses of wood or iron, complete or in parts.

24. Wagons, carts, and carriages of all kinds,

25. Barrels, casks, and tanks of iron for water.

26. Tubes of iron and all other accessories necessary for water supply.

27. Wire, barbed, and staples for fences.

28. Plates of iron for building purposes.

29. Mineral ores.

30. Kettles of iron for making salt.

31. Sugar-boilers.

32. Molds for sugar.

33. Guys for mining purposes.

34. Furnaces and instruments for assaging metals.

35. Scientific instruments.

36. Models of machinery and buildings.

37. Boats, lighters, tackle, anchors, chains, girtlines, sails, and all other articles for vessels, to be used in the ports, lakes, and rivers of the Republic.

38. Printing materials, including presses, type, ink, and all other accessories.

39. Printed books, pamphlets, and newspapers, bound or unbound, maps, photographs, printed music, and paper for music.

40. Paper for printing newspapers.

41. Quicksilver.

42. Lodestones.

43. Hops.

44. Sulphate of quinine.

45. Gold and silver in bars, dust, or coin.

46. Samples of merchandise the duties on which do not exceed Sh. 1.

It is understood that the packages or coverings in which the articles named in the foregoing schedule are imported shall be free of duty if they are usual and proper for the purpose.

A true copy.

[L. S.] *Zelaya.*

Comayagua, February 26, 1892.

New York, April 13, 1892.
Jacob Baiz,
Consul-General.

Mr. Blaine to Mr. Baiz.

Deparment of State,

Washington, April 29, 1892.

Jacob Baiz, Esq.,

Consul-General of Honduras at New York, New York City.

Sir: It is very pleasant for me to acknowledge the receipt of your letter of the 13th instant, in which you inform me that the Government of Honduras, in reply to the invitation which, by my direction, the minister of the United States accredited to Honduras addressed to the minister of foreign affairs of that Government, dated January 22, 1891, and in consideration of the admission into the United States of the products of Honduras, free of all duty, whether national, municipal, or of any other kind, named in section 3 of the tariff law of the Congress of the United States approved October 1, 1890, proposes, as a provisional commercial arrangement, to admit into the Republic of Honduras, from the 25th day of May, 1892, free of all customs, municipal, or any other kind of duty, the articles, the product or manufacture of the United States, enumerated in the schedule attached to your said note; that, reserving the right to adopt the laws and regulations necessary to prevent fraud, it agrees that they shall not impose any additional charges or fees therefor on the articles imported from the United States; that, in case the provisional arrangement proposed by you is accepted by the Government of the United States, the President of Honduras will apply to the Congress of the Republic, at its next session, for the authority necessary to celebrate with the United States and put in force a more complete reciprocity arrangement; that, if such authority should be conferred by the Congress, negotiations shall be opened without delay; and that, should a definite arrangement be agreed upon, it shall be put in operation within sixty days from the date of agreement, and supersede the provisional arrangement now proposed.

I am directed by the President to state to you that he accepts this action of the Government of Honduras, in stipulating, as a provisional measure, to grant exemption of duties to the products and manufactures of the United States and to negotiate a more complete reciprocity arrangement on the terms stated, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States, as contained in section 3 of the tariff law above cited.

I am also pleased to reciprocate the assurance contained in your note, and to state that the laws and regulations adopted by the Government of the United States to prevent fraud shall not impose any additional charges or fees therefor on the products imported from Honduras.

It shall be further understood that, should the Congress of Honduras take no action on the application of the Executive for authority to celebrate a more complete reciprocity arrangement, the Government of the United States may terminate the provisional arrangement proposed by you upon thirty days' notice to the Government of Honduras; and, further, that if before January I 1893, no definite arrangement is agreed upon,

the Government of the United States may likewise terminate the provisional arrangement.

I am, etc.,

James G. Blaine.

63.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, AUTRICHE-HONGRIE.

Arrangement et Traité de reciprocité en matière des relations commerciales; du 25 mai 1892.

Publication officielle.

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas, pursuant to section 3 of the Act of Congress approved October 1, 1890, entitled »An Act to reduce the revenue and equalize duties on imports and for other purposes,« the attention of the Government of Austria-Hungary was called to the action of the Congress of the United States of America, with a view to secure reciprocal trade, in declaring the articles enumerated in said section 3 to be exempt from duty upon their importation into the United States of America;

And whereas the Minister Plenipotentiary of Austria-Hungary at Washington has communicated to the Secretary of State the fact that, in view of the Act of Congress above cited, the Government of Austria-Hungary has, by due legal enactment, authorized the admission, from and after May 25, 1892, into Austria-Hungary of all the articles or merchandise, the product of the United States of America, named in the commercial treaties which Austria-Hungary has celebrated with Germany and other nations on the terms stated in said treaties;

And whereas the Secretary of State has, by my direction, given assurance to the Minister Plenipotentiary of Austria-Hungary at Washington that this action of the Government of Austria-Hungary, in granting exemption of duties to the products and manufactures of the United States of America on their importation into Austria-Hungary is accepted as a due reciprocity for the action of Congress as set forth in section 3 of said Act:

Now, therefore, be it known that I, Bejamin Harrison, President of the United States of America, have caused the above stated modifications of the tariff laws of Austria-Hungary to be made public for the information of the citizens of the United States of America.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington, this twenty-sixth day of May, one

thousand eight hundred and ninety two, aud of the Independence of the United States of America the one hundred and sixteenth.

[Seal.] *Benj. Harrison.*

By the President:

William F. Wharton,
Acting Secretary of State.

Mr. Goldschmidt to Mr. Wharton.

No. 205.] United States Consulate-General,
Vienna, April 1, 1892.

Hon. William F. Wharton,
Assistant Secretary of State.

Sir: I have the honor to transmit to the Department of State a carefully prepared list, showing the reductions on the Austro-Hungarian general tariff duties, lowered by convention with Germany, Italy, Belgium, Switzerland and Servia, giving a condensed abstract of such duties as lowered by convention with the above-named countries according to the United States tariff classification, with the Austrian tariff number added, and showing both the general tariff duty and the duty lowered by convention, in gold florins per 100 kilograms. I will add that the letters attached to each article represent the countries which are granted these concessions. G stands for Germany, I for Italy, S for Switzerland, B for Belgium, and Sv for Servia. One item, »sparkling wines,« refers to F, or France.

I am, etc.,

Julius Goldschmidt,
United States Consul-General.

[Enclosure in Consul-General Goldschmidt's note.]

Condensed extract of duties lowered by convention.

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
	Agricultural implements:		
286	Machines and apparatus of base metals (i. e., with more than 50 per cent of base metals) not otherwise provided for (G., I.)	Goldflorins. 15.00	Goldflorins. 12.00
287	Machines and apparatus not particulary enumerated (paper machines with drying apparatus), brick machines (machines for reducing, pressing, or forming of clay earths), machines for kneading dough, drying apparatus for		

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
	fruit and vegetables, colanders of every description weighing 60 grams and more, rolling and milling machines, electric dynamos, machines for making tools weighing 100 grams and more, engines for steamers — all these either complete or taken apart (G., I., S., B.)	Goldflorins. 3.50	Goldflorins. 5.00
	All other machines and apparatus not otherwise provided for (G., I., S., B.)	....	7.50
284 bis.	Machines for making blinds, embroidering machines, etc. (G., I., S.)	4.25	3.00
	Common iron and steel goods, made from malleable iron, cast steel, wrought iron or steel —		
263	Painted roughly but not bored (G., I., B., S.)	5.00	4.00
	Ground, turned, planed, or coated with copper, tin, zinc, lead, or finely painted (G., I., S.)	8.50	8.00
222	Colored wooden spools (G., I.)	5.00	2.50
	Animals:		
39	Oxen (G., I.) per head	15.00	12.75
42	Young cattle (G., I.) do.	3.00	3.50
46	Hogs (G., I.) do.	8.00	1.50
48	Horses up to 2 years old (G., I.) do.	10.00	5.00
49	Mules, donkeys (G., I.) do.	2.00	Free.
50	Dead fowls (G., I.)	6.00	3.00
51	Fish, fresh; river and creek crawfish; snails, fresh (G., I.)	2.00	Free.
348—52	Art works	Free.	Free.
	Bark and extracts, coloring wood:		
	Dyewoods —		
109	Cut into pieces — rasped, ground, cut (G., I.)	1.00	.75
	Reduced in size, fermented	2.00	.75
113	Orchilla, Persia, indigo, cochineal (G., I.)	3.00	Free.
	Tanning and dyeing extracts not otherwise provided for (G., I.)	3.00	1.50
325 bis.	Blacking, shoeblaking (G., I)	5.00	4.00
64	Bones, hoofs, horns, etc.	Free.	Free.
348—82	Books, maps, engravings, etc.	Free.	Free.
276	Brass and manufactures of sheets, and wire, 0.5 milimeter and less in thickness (G., I.)	10.00	9.00
	Plated (silvered) wire, sheets, tablets, plates of copper and brass (G., I.)	30.00	20.00
279	Accumulators made of leaden plates with minimum (S.)	20.00	8.00
	All other goods of this tariff number (I., G.)	20.00	18.00
280	Toys, needles, buckles, hooks und eyes, buttons, thimbles, and similar smal larticles of use; also in connection with other materials, if		

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
	not coming under leather or fancy goods with a higher tariff; bronce powder (G., I.)	50.00	30.00
	All other wares of this tariff number (G., I.) .	50.00	40.00
281	Metal cloths having from 20 to 40, inclusive, single-warp threads to 2 centimeters, writing pens, wire spun over with textile material (G., I.)	50.00	35.00
	Bricks:		
249 bis.	Glazed bricks (G., I.).	.50	Free.
	Tiles, unglazed or glazed, from Venetia, in the quantity limited in the convention with Italy against production of certificate of origin as frontier privilege (I.)	.50	Free.
	Brooms and brushes:		
177	Brooms of saggina (broom corn), with or without handles (I., G.)	4.00	1.50
	All others (G., I.)	15.00	8.00
	Candles:		
340	Wax matches and stearin matches, inclusive of boxes (G., I.).	25.00	3.00
	Wax candles, wax torches, wax tapers (G., I.)	25.00	12.00
	Night candles in connection with swimmers of cork, card paper, or other material (G., I.)	25.00	15.00
341	Candles not especially enumerated, such as sperm, palm oil, or paraffin candles (G., I. .	11.00	9.00
291	Carriages and horse cars, street vehicles, freight cars (G., I., S.)	7.00	6.50
	Chemicals:		
320	Muriatic acid (G., I.).	.50	.30
320 bis.	Sulphuric acid, fluid, not smoking — so-called English (G., I.)	.75	.50
321	Potash containing more than 85 per cent of carbonate of potash (G., I.)	1.50	0.80
322	Soluble glass (G., I.)	1.50	1.00
323	Bleaching lyes, verdigris (G., I.)	3.00	1.50
	Precipitated sulphate of barilla (artificial sulphate of barilla), cements of all kinds, carbonate of ammonia (G., I.)	3.00	2.00
	Refined borax (G., I.)	3.00	2.50
324	Caustic hydrate of soda, sulphate of magnesium, zinc white (white oxide of zinc), zinc ashes (red oxide of zinc), hydrate of alumina in pieces (G., I.).	4.00	3.00
	Solutions of caustic potash (hydrate of potassium) and caustic hydrate of soda, of sulphide of lime, and sulphide of soda (G., I.) . . .	4.00	1.50
324 bis	Pyrolignite of lime and pyrolignite of alumina, tin ashes, tin salt, and other preparations of tin (G., I.)	6.00	3.00

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
	Prussate of potash, yellow and red (G., I.) . .	6.00	4.00
	Pyrolignite of lead, sugar of lead (G., I.) . .	6.00	5.00
	Clocks and watches:		
	Pocket watches —		
301	With cases the smaller part of which is gold or gilt (S.) . . . . per piece .	1.00	.75
	With silver cases, gilt or parts of them gilt or plated (S.) . . . . . . per piece .	1.00	.50
	With other cases, gilt or parts of them gilt or plated (S.) . . . . . . per piece .	1.00	.30
	With silvered cases (S.) . . . . do. . .	.50	.30
302	Cases for watches, the smaller part of which is gold or gilt (S.) . . . . . per piece .	.70	.45
	Cases silverend, gilt, or with parts of them gilt or plated (S.) . . . . . per piece .	.70	.20
	Other cases, gilt or with parts of them gilt or plated (S.) . . . . per piece .	.70	.10
	Silvered cases (S.) . . . . do. . .	.20	.10
	Other cases for watches (S.) . . do. . .	.20	.10
304	Ordinary hanging clocks of wood, their works and furniture (I. G.)	50.00	40.00
305	Clocks with wooden cases (Schwarzwalder Uhren), if not coming under the class of notions	100.00	40.00
	Coal, turf, coke, etc..	Free.	Free.
	Cotton, manufactures of:		
124	Cotton yarns, single, raw, above (No. 29.—50) No. 29 to No. 60 English (S.)	14.00	14.00
	Above No. 60 (S.)	16.00	12.00
126	Yarns of three or more twisted threads, once twilled, raw for embroidering by special permit (S.)	24.00	18.00
	Ordinary smooth cotton goods, i. e., textures of yarn No. 50 and below, 38 threads to a square of 5 millimeters or less, smooth, also singly twisted —		
128	(a) Raw (G., I., S.)	34.00	32.00
	(b) Bleached (G., I., S.)	45.00	40.00
	(c) Colored (G., I., S.)	55.00	50.00
	(d) Woven in several colors, printed (G., I., S.)	70.00	60.00
	Ordinary figured cotton good i. e., textures of yarn No. 50 and below, 38 threads or less to a square of 5 millimeters, figured. —		
129	(a) Raw (G., I., S.)	45.00	40.00
	(b) Bleached (G., I., S.)	55.00	50.00
	(c) Colored (G., I., S.)	65.00	60.00
	(d) Woven in several colors, printed (G.. I., S.)	80.00	70.00

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
	Earthen, stone, and china ware:		
		Goldflorins.	Goldflorins.
244	So-called Kelheim plates, rough, uncut; also plates of marble or alabaster, not cut (G., I.)	1. 50	Free.
244 bis	Other goods, not polished, of marble or alabaster (G., I.)	3. 00	1. 50
	Polished plates —		
	Of marble or alabaster (G., I.)	7. 50	1. 50
	Of porphyry, granite, syenite, and similar hard stones (G., I.)	7, 50	5. 00
245	Roof slates and other slates (G., I., B.) . . .	1. 00	. 25
246	Grind, whet, and lithographer's stones (G., I.)	. 50	Free.
246 bis	Artificially colored earths and stones, also cleared coloring earths; artificially formed whetstones, also artificially or naturaly formed pumice stones; both, also, in connection with wood or iron, without varnish or polish (G., I.)	5. 00	2. 00
250	Tiles of common form, up to 5 kilograms each (G., I.)	. 50	. 25
	All others (G., I.)	1. 00	. 75
251	Paving material and pipes of ordinary stoneware, also pipes of glazed clay (G., I.) . .	1. 00	. 50
253	Building ornaments (also of terra cotta), glazed and unglazed; ordinary stoves and parts thereof; unglazed wall and floor plates, with exception of the following (G., I.)	3. 00	0. 50
	Wall and floor plates, unglazed, figured by pressing together of different clay earths (G., I.).	3. 00	1. 50
254	Clay goods noth otherwise previded for, one color or white (G., I.)	5. 00	4. 00
	Crockery ware from Venetia of common, also purified, clay, glazed also with coarse ornaments of flowers, etc., painted in several colors, through custom-houses furnished with samples against certificate of origin as frontier privilege to Italy (I.)	8. 00	. 50
	Ordinary crockery ware of common clay, including toy crockery ware from St. Gall, Valley of the Rine; also coarsely painted with flowers, etc., in one or more colors, through custom-houses furnished with samples against certificate of origin as frontier privilege to Switzerland (S.)	8. 00	1. 50
	Porcelain —		
255	Withe (G., I., B.)	7. 00	5. 00
	Colored, bordered, painted, printed, gilt, silvered (G., I.)	15. 00	10. 00
256	Clay ware in connection with other materials		

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention per 100 kilograms
	if not coming under India-rubber, leather, metal, or fancy goods with a higher tariff (G., I.)	Goldflorins. 15.00	Goldflorins. 12.00
	Fish:		
51	Fresh, river and creek crawfish; snails, fresh (G., I.)	2.00	Free.
87	Fish no otherwise provided for, salted, smoked, dried G., I.)	5.00	3.00
92	All provisions in cans or bottles hermetically closed, excepting caviar (G., I.)	40.00	35.00
93	All provisions not especially enumerated (G., I.)	40.00	35.00
	Meat extract:		
	Solid, also hermetically closed (S.)	40.00	30.00
	Liquid, also hermetically closed (S.)	40.00	15.00
	Condensed milk, children's food, children's milk food (containing sugar), also in cans, bottles etc., hermetically sealed (S.)	40.00	20.00
	Soup ingredients (of flour), French barley, grits, semolina of all kinds, ready for use; also with and admixture of condensed meat broth, vegetables, soup herb; and salt in packages, tablets, or rolls (S.)	40.00	15.00
146	Flax, hemp, and jute manufactures—embroidered woven goods (G., I.)	300.00	200.00
	Fruits, preserved:		
	Figs —		
9	Fresh (I., G.)	3.00	1.00
	Dried (I., G.)	12.00	1.00
11	Lemons, limes, and oranges (I., G,).	8.00	Free.
12	Lemons, limes, and oranges preserved in salt water; oranges, green and small; semon and orange peels (G., I.)	3.00	Free.
13	Dates, pistachio nuts (G., I.)	15.00	12.00
	Almonds —		
14	Dried, peeled, or unpeeled (G., I.) . . .	15.00	5.00
	Green and unpeeled (G., 1.)	6.00	1.50
15	Nuts of the Pineus pines, unpeeled; St. John's bread, chestnuts, lazernoli, tomatoes; olives, fresh, dried, or salted (G., I.)	3.00	2.00
29	Grapes, fresh, for table use, in lots up to 5 kilograms (G., I.)	10.00	2.00
30	Nuts or hazelnuts, dried or peeled (G., I.) . .	5.00	1.50
32	Fruit, not especially enumerated, with the exception of fruit jellies cooked with or without sugar (G., I.)	5.00	2.00
	Lemon juice (G., I.)	5.00	Free.
	Fried plums, fruit paste, boiled without sugar, as frontier privilege from Servia (Sv.) . .	5.00	1.50

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
	Furs:	Goldflorins.	Goldflorins.
220	Dressed, not made up, of common skins G., I,)	10.00	6.00
	Made up —		
221	Of common skins (G., I.)	80.00	60.00
	Of fine skins, with the exception of artificial furs (G., I.)	200.00	150.00
	Glass:		
232	Hollow glass, ordinary, i. e., uncut without design, neither polished nor pressed, in its natural color, but not white (G., I., B.) . .	2.00	1.50
	White, transparent (G., I., B.) . brutto . .	4.00	3.00
234	Hollow glass, white, transparent, cut, figured, frosted, pressed, etched, ground; solid white glass noth otherwise provided for (I., G., B.)	8.00	6.00
239	Crystals for watches, glasses for spectacles, and other optical glasses, adjusted or ground (G., I.)	75.00	50.00
242	Bull's-eye window glass . . . gross	12.00	6.00
	Glass, colored. excepting articles under tariff No. 240 and 241 (G., I.)	12.00	7.50
	Little glass plates; buttons, with or without ears; pearls, enamel; drops, painted or silvered (G., I.)	12.00	7.50
	Painted, gilt, or silvered glass excepting the before-mentioned articles; glass paste (imitations of gems), not set (G., I.)	12.00	10.00
243	Glassware not specially mentioned, in connection with other materials and not belonging to class of metals, leather, or notions (G., I.)	15.00	12.00
243	Venetian glass goods (enamel, drops, pearls, spun glass), in connection with caoutchouc, leather, and base metals, neither gilt nor silvered (I.)	15.00	12.00
326	Glues of all kinds, gelatin-animal and vegetable jelly (G., I.)	6.00	4.00
57	Honey, as frontier privilege from Servia (Sv.) .	6.00	Free.
38	Hops and hop meal, lupulin (G., I.) . . gross .	10.00	7.00
	India-rubber manufuctures:		
203	Rubber goods out of soft rubber, excepting those under tariff Nos. 200, 201, 202 (G., I.)	30.00	25.00
206	Shoe elastics (G., I., S.)	70.00	50.00
207	Hard-rubber goods (G., I.)	50.00	40.00
	Iron and steel manufactures:		
257	Crude iron; iron and steel, old, broken, and as waste G., I.)	.80	.65
258	Lumps, ingots (G., I.).	1.60	1.50
259	Iron and steel, wrought or rolled into rods —		
	Faconnist, shaped (G., I.)	3.50	3.00
	Not faconnist, not shaped (G., I.)	2.75	2.50

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
	Ingot slabs and wrought slabs (G., I.). . . .	2.75	2.00
260	Railroad rails (G., I.).	2.75	2.50
	Sheet iron and plates —		
261	In the thickness from 1 millimeter down to 0.4 millimeter (G., I.)	5.00	4.75
	Less than 0.4 millimeter thik (G., I.) . . .	6.00	5.25
	Dressed:		
	1 millimeter thick and more (G., I.). . .	6.00	5.05
	Less than 1 millimeter down to 0.4 millimeter in thickness (G., I.)	6.00	5.75
	Less than 0.4 millimeter thik (G., I.) . .	7.00	6.50
	Iron and steel manufactures — Continued.		
	Sheet iron and plates — Continued.		
	Japanned, coppered, nickeled, tinned, or zincked, polished, less than 0.4 millimeter (G., I.)	10.00	9.00
	Designed, marbled, varnished:		
	0.4 millimeter thick and more (G., I.) . .	12.00	8.00
	Less than 0.4 millimeter (G., I.) , . . .	12.00	9.00
	Rolled wire —		
261 bis	More than 4 millimeters in diameter for wire factories, by special permit (G., I.) . . .	4.00	3.00
	Less than 0.5 millimeter in diameter (G., I.)	6.00	5.00
	Less than 1.5 millimeters in diameter, by special permit (G., I.)	6.00	1.50
	Varnished, coppered, tinned, zicked, leaded, nickeled:		
	1.5 millimeters and more (G., I.) . . .	8.00	6.00
	Les than 1.5 millimeters in diameter (G., I.)	8.00	7.00
262	Iron ware — common, cast iron, polished, planed, coppered, tinned, zincked, or finely painted (G., I.)	8.50	8.00
	Enameled cooking utensils of cast iron (G., I.)	8.50	6.50
	Pipes of ordinary undressed cast iron, coated with asphalt (G., I., B., S.)	4.00	2.00
	Common iron and steel ware out of malelable cast iron, cast steel, wrought iron and steel, coarsely painted, not bored		
263	Partially polished, turned, also bolts and nuts (G., I., B., S.)	5.00	4.00
	Polished, planed, turned, coppered, tinned, zincked, or finely painted (G., I., S.) .	8.50	8.00
264	Wrought-iron pipes, also connecting pieces (G., I., S.)	6.50	6.00
	Scythes and sickles, also in connection with wood (G., I.)	6.50	5.00
265	Perforated and sunken black sheet iron and plates; goods thereof not especially enumerated under tariff No. 261 a und b (G., I., S.)	6.00	5.50

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
265 bis.	Wrought-iron boilers and steam boiler (G., I., S.)	8.50	7.50
265 bis.	Goods of sheet iron not otherwise provided for, coppered, zincked, tinned, leaded, finely painted (G., I., S.)	15.00	12.00
266	Car wheels, finished, also on axles (G. I.) . .	6.00	5.50
	Iron and steel manufactures — Continued.		
267	Bands (hinges, bolts, etc.), springs for road vehicles; hay and dung forks weighing at least 2 kilograms each; hoes, shovels; all these rough and only partially polished, also in connection with wood (G., I.).	7.00	6.50
269 bis.	Polished saws, files, and rasps under 25 centimeters long, planing and chiseling irons, awls, coarse knives and scissors for mechanics and agricultural use, tools of all kinds weighing each less than 500 grams, screws under 5 millimeters in diameter; all these in connection with other material if they do not come within the class of rubber, leather, or metal goods or notions (G., I., B., S.)	20.00	15.00
270	Light, artistic, and ornamental castings; rough, undressed parts for cutlery (only cast, pressed, or wrought); wire goods not otherwise provided for, also steel strings; goods in connection with other materials if not coming under tariff Nos. 271 or 272 (G., I.).	15.00	12.00
271	Polished, varnished, nickeled, enameled iron and steel goods, wire spun over with textile material, weavers' combs, scrapers, toys, skates, furniture upholstered or covered and finely ornamented (G., I.).	25.00	20.00
	Scrapers of all kinds (B., S.).	25.00	20.00
272	Cutlery and hand (pocket) firearms (G., I.). .	50.00	45.00
	Hand (pocket) firearms (B.)	50.00	45.00
	Pens, springs (excepting clock, watch, carriage, and furniture springs), pins, crochet and knitting needles, hooks and eyes, buckles, buttons, fishhooks, thimbles, and similar small articles, needles 5 centimeters long and over (G., I.)	50.00	30.00
272 bis.	Needles less than 5 centimeters long (G., I.) .	100.00	50.00
	Jewelry, jewels:		
307	Genuine or imitation coral goods, gold and silver ware of filigree work, objets of lava mounted with precious metals (G., I.). . .	300.00	200.00
308	Wire and sheets of precious metals (S.) . . .	200.00	100.00
309	Genuine silvered leon wire (G., I·)	100.00	30.00
	Steel frames for spectacles (G., I.)	100.00	50.00
	Gilt or silvered upholsterer nails of iron or base metals are not to be declared in entering by		

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
	convention according to tarift No. 309, but, without regard to their gilding and silvering, according to the material they are made of (S.).		
	Leather and manufactures of:		
214	Sole leather and waste of same manufactured in Venetia and the province of Brescia, as frontier privilege under the conditions prescribed in the convention with Italy (I.) . .	Goldflorins. 18.00	Goldflorins. 8.00
	Sole leather and waste of same (S.)	18.00	15.00
215	Japanned (patent) leather; Russian, crocodile, seal, and hog leather, genuine or imitation, colored; glove leather dyed black (G., I., B.)	18.00	9.00
216	Weavers' pickers and cups of raw, untanned hides (S.)	25.00	15.00
	Leather belting for machinery (S.)	25.00	22.00
217	Leather ware, fine, i. e., out of withe or chamois leather, parchment, or out of fine leather, classed under tariff No. 215, and out of oilcloth not otherwise provided for; saddlers' and pocketbook manufacturers' wares, bleached or colored and made out of material described under tariff No. 215 (G., I.) . .	35.00	32.50
218	Shoes of al kinds of leather or partly leather, if not classed under notions (G., I.) . . .	35.00	32.00
	Naval stores:		
114	Tar of all kinds, excepting brown coal and slate tar (G., I.)	.20	Free.
115	Resin, ordinary, calophony; pitch, except coal-tar pitch (G., I.	.50	Free.
	Coal-tar pitch (G., I.)	.50	.20
117	Resin oil (G., I.)	1.50	1.00
	Oils:		
72	Olive oil, pure (I., G.)	8.00	2.40
	Poppy, sesame, peanut, sunflower, and cotton oil, and all mixtures of olive oil with other fat oils (G., I.)	8.00	4.00
73	Linseed oil (G., I.).	4.00	2.40
	Castor oil, if rendered totally unfit for human consumption, under official supervision on entry by custom-houses especially designated G., I., S.)	4.00	.80
107	All volatile oils not otherwise provided for (G., I.)	25.00	15.00
67	Paraffin and wax — paraffin (G., I.)	6.00	5.00
	Paints:		
330	Tar paints and artificially prepared oganic matter for coloring (G., I., S.).	10.00	1.50
333	Lead pencils, red and colored crayons, set or not set (G., I.)	24.00	18.00

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
	Acetic acid, concentrated (G., I.)	24.00	20.00
	Paper, manufactures of:		
186	Blotting paper, coarse packing paper, uncolored (G., I., B.)	3.00	1.50
	Tar and stone pasteboard, straw pasteboard (G., I., B.)	3.00	1.00
	Ordinary pasteboard, except the above mentined (G., I., B.)	3.00	.50
187	Packing paper, smooth or colored, varnished or tarred (G., I. B.)	3.00	1.50
189	Paper, common, unsized (coarse, gray, half white, and colored), all unsized printing paper (G., I., B.)	5.00	3.00
190	Paper not otherwise provided for (G., I.)	5.00	3.00
191	Litographed, printed, or lined paper for labels, bills of lading, bills, etc.; drawing paper, gelatin paper, parchment paper, printers' pasteboard, many-colored paper (G., I., B.)	7.00	5.00
192	Wall paper (G., I.)	25.00	18.00
192	Gold and silvered paper and paper with gold and silver designs (genuine or imitation, also bronzed), pressed or perforated paper, strips of same, paper and pasteboard lined with cotton (G., I.)	15.00	10.00
193	Moldings of paper pulp, asphalt, or similar material, neither painted nor varnished, also in connection with wood or iron (G., I.)	5.00	2.00
194	Paper ware, i. e., made out of paper pulp or wood fiber, also in connection with other material if not coming under tariff No. 195 or within the class India-rubber, leather, metal, and fancy goods; hat lining, also spun over with textile goods (G., I.)	15.00	12.00
195	Luxury paper ware, fine boxes, labels and vignettes in different colors (chromolitographs), paper collars and cuffs; paper bookbinding, linen or cotton lined, also in connection with other material if not within the class of leather and fancy goods (G., I.)	30.00	18.00
	Provisions:		
85	Strachino, gorgonzola, Parmesan cheese, as frontier privilege from Italy (I.)	20.00	5.00
	Hard cheese in loaves weighing 50 kilograms or more (S.)	20.00	5.00
	All other cheese (G., I.)	20.00	10.00
34	Seeds—caraway seed, fenned, clover seeds, seed not othervise provided for except anise and coriander and mustard seed ground (G., I.)	.50	Free.
342	Soap—common soap and Turkish red oil (G., I., S.)	4.00	2.50

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
76	Spirits—rakia, when imported from Servia over the frontier as frontier privilege, exclusive of consumption tax (Sv.)	60.00	3 20
	Wood, manufactures of:		
224	Bronzed, gilt, or silvered slats and frames (G., I.)	15.00	12.00
	Furniture of bent wood with ornamented pressed parts of furniture; also seats, etc. G. I.)	15.00	5.00
	Basket work —		
225 bis.	Common, neither colored, stained, varnished, polished, nor in connection with other materials (G., I.)	5.00	1.50
	Fine, if not coming under notions (G., I.)	50.00	25.00
229	Wooden toys, fine (G., I.)	20.00	12.00
	Zinc:		
274	Crude or old, brocken, waste (G., I.)	1.00	Free.
	In bars and sheets or plates (G., I.)	3.00	1.50
	In wires and pipes, coarse zinc castings not worked, also in connection with ordinary wood-work, and bars or sheets of iron; grooved or perforated plates and sheets (G., I.)	5.00	3.00
	Miscellaneous:		
28	Rice, hulled, and broken rice (G., I.)	2.00	1.50
35	Fresh flowers and leaves cut off (G., I.)	5.00	Free.
35 bis.	Live plants (G., I.)	1.50	.50
	Chicory root, dried, not roasted, (G., I., B.)	1.50	.75
37	Plants and parts of plants, not otherwise provided for, dried or prepared; powdered or otherwise reduced in size, colored (G., I.)	2.50	Free.
55	Eggs of fowls (G., I.)	1.50	Free.
77	Servian wines in casks, as frontier privilege (Sv.)	20.00	3.20
	Sparkling wines (F.)	50.00	40.00
78	Vinegar for table use in casks (G., I.)	5.00	4.00
82	Dough products, i. e., vermicelli and similar farinaceous products not backed, according to the then pervailing duty on flour (G., I.)	10.00	3.75
84	Sausages (G., I.)	25.00	16.00
91	Cocao, ground or in bulk; chocolate; substitutions for and manufactures of chocolate (S.)	60.00	45.00
103	Earths for coloring (G., I.)	1.00	.50
104	Licorice juice (G., I.)	6.00	4.00
116	Asphalt mastic, asphalt bitumen (S.)	1.50	1.00
118	Copal resin, dammar resio, shellac, gum arabic, gum gedda, gum Senegal, gamboge, utragacanth, gums, resins, and gum resins, natural balsams, and juices of plants noth otherwise provided for (G., I.)	1.50	Free.
	Cotton goods —		

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
	Ordinary close, i. e., textures of yarn No. 50 and below, with more than 38 threads to a square of millimeters —	Goldflorins.	Goldflorins.
130	(a) Raw (G., I., B., S.)	55.00	50.00
	(b) Bleached (G., I., B., S.)	65.00	60.00
	(c) Colored (G., I., B., S.)	75.00	70.00
	(d) Woven in several colors, printed G., I., B., S.)	90.00	80.00
	Fine, i. e., texture of yarn above No. 50 up to No. 100, inclusive:		
131	Raw (G., I., S.)	80.00	70.00
	For embroidering, by special permit S.)	80.00	35.00
•	Bleached, colored, woven or printed in several colors (G., I., S.)	120.00	100.00
	Finest, i. e., textures of yarn above No. 100,		
132	Tulles (bobbinets, pelinets, curtain stuffs: and furniture nettings of this kind); goods in connection with metallic threads (G., I.)	160.00	140.09
	Raw, plain tulle for embroidering, by special permit (S.)	160.00	35.00
	Raw, plain textures of yarn above No. 100 for embroidering, by special permit (S.)	160.00	70.00
	Stiff netting — bobbinet (G., I.) . . .	55.00	50.00
133	Embroidered curtains (Rideaux, stores, vilrages, covers for furniture) out of cotton (S.) . .	300.00	150.00
	Other embroidered woven goods (S.)	300.00	200.00
	Laces (G., I., S.,)	300.00	225.00
134	Knit goods (G., I., S.,)	90.00	75.00
	Cotton velvets and velvet-like fabrics (cut or uncut), ribbons, fringes, buttons (G., I., . .	90.00	85.00
	Wool yarns, not otherwise provided for, raw —		
154	Simple above No. 45 metric (G., I., B., S.) .	12.00	10.00
	Simple, bleached, colored, printed, above No. 45 metric (G., I., B.)	16.00	14.00
	Double or more threaded above No. 45 metric (G., I., B.)	20.00	16.00
159	Woolen velvets and velvet-like fabrics (cut or uncut), ribbons, fringes, buttons, and knit goods (G., I.)	100.00	85.00
165	Silk, reeled, also twisted, white, or colored, or in connection with other spinning material S.)	50.00	35.00
166	Floss silk (silk waste, spun), also twisted, colored, or in connection with other materials for spinning (S).	50.00	35.00
167	Sewink silk, buttonhole silk, etc., made white or colored; thread of all kinds adjusted for the retail trade (S.)	50.00	35.00

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention, per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
168	Silk bolting cloth (S.)	500.00	200.00
	Silk goods embroidered or with metal threads— tulles, ganze, blonds, laces (lac handkerchiefs), trimmings of silk and half-sik cords, »biesen,« chenille, etc, ready made (S.)	500.00	400.00
169	Goods entirely made of silk or floss silk, buttons, and fringes (G., I.)	400.00	300.00
	Smooth fabrics and »armures,« to the extent fixed by the convention with Switzerland (G., I., S.)	500.00	200.00
	Other goods made entirely of silk (G., I., S.) .	500.00	400.00
	Half-silk goods, i. e., all goods not enumerated under tariff No. 168, containing, besides silk and floss silk, other spinning materials —		
170	Velves and velvet ribbons (G., I.) . . .	400.00	300.00
	Other half-silk goods (G., I., B.)	250.00	225.00
	Hats of straw, chips, cane, bast, reeds, whalebone, palm leaves —		
175	Not trimmed, per piece (G., I.)	.20	.10
	Rough, not trimmed, as frontier privilege from Venetia, per piece (I.)	.20	.02
	Trimmed, per piece (G., I.)	.40	.20
	Bonnets of felt, ornamented, per piece (G., I.)	.50	.40
176	Cloaks and wrappers for ladies, of woolen goods, with trimmings (fringes, lining, etc.), of silk goods, as enumerated under tariff Nos. 168, 169, 170 (G., I.)	40 per ct.	250.00
178	Wooden sieves, finished with bottoms of wicker work or iron wire; wooden sieve bottoms (G., I.)	15.00	8.00
179	Fine brushes of prepared, bleached, and polished hair and bristles, also such of yarn in connection with other materials if not coming under India-rubber, leather, bone, metal, or fancy goods, with a higher tariff (G., I.). .	30.00	20.00
183	Straw bands (straw braids of all kinds in form of bands), without connection with other materials (G., I., S.)	15.00	2.00
	Braids of chips for sieve bottoms, hats, table covers, etc. —		
	Not colored (G., I.)	15.00	.50
	Colored (G., I.)	15.00	5.00
211	Wax cloth not otherwise provided for, also wax muslin in so-called bookbinders' cloth (G., I.)	30.00	25.00
230	Buttons of bone and horn (G., I.)	50.00	25.00
247	Slate pencils covered with paper (G.). . . .	15.00	3.00
282	Portable engines (G., I., B., S.)	8.50	8.00
	Sewing and knitting machines —		

Austrian tariff number.	Articles.	General tariff duty per 100 kilograms	Duty lowered by convention. per 100 kilograms
		Goldflorins.	Goldflorins.
283	Frames of, also taken apart (G.. I.). . . .	8. 50	6. 00
	Tops, finished parts of same, except needles (G., I., S.)	30. 00	25. 00
	Parts of tops, unfinished, also roughly cast; sewin gand knitting machiues with framse (G., I., S.)	20. 00	15. 00
299	Opera glasses (G., I.)	200. 00	125. 00
300	Pianos, parlor organs, and similar key instruments, with the exception of church organs (G., I.)	40. 00	20. 00
311	Children's toys and goods noth otherwise provided for, in connection with silk goods, laces, artificial flowers, and prepared orna-		
314	mental feathers (G., I.)	100. 00	75. 00
	Imitations of gold and silver leaf (G., I.) . .	50. 00	40. 00
316	Umbrellas and parasols —		
	Of silk or half silk (G., I.)	. 70	. 50
	Of other material (G., I.)	. 30	. 25
	Trimmed with ribbons, embroideries, volants,		
331	etc. (G., I.)	1. 00	. 70
	Tartaric acid, chloride of potash (G., I.) . . .	10. 00	6. 00
	Chloride of zinc, also liquid (G., I.)	10. 00	2. 00
	Hydrogen oxide, watery solutions of sulphuric acid (G., I.)	10. 00	1. 50
	Articles of tariff Nos. 177, 322, 330, 331, for dry distillation of coal tar to be used for the manufacture of tar paints, by special permit (G., I.)	10. 00	Free.
343	Matches (G., I.)	7. 00	5. 00
343	Lunts, manufactured, without admixture of powder (G., I.)	24. 00	15. 00

Julius Goldschmidt,
Consul-General.

United States Consulate-General,
Vienna, April 1, 1892.

Previous Correspondence.

Mr. Blaine to the Chevalier de Tavera.

Department of State,
Washington, January 7, 1892.

Sir: The Congress of the United States enacted a tariff law, which was approved October 1, 1890, in which provision was made for the ad-

mission into the United States, free of all duty, of the following articles, to wit: All sugars not above No. 16 Dutch standard in color, molasses, coffee, tea, and hides. In section 3 of this law it is declared that these remissions of duty were made «with a view to secure reciprocal trade with countries producing» those articles; and it is provided that «on and after the first day of January, 1892, whenever and so often as the President shall be satisfied that the Government of any country producing and exporting sugars, molasses, coffee, tea, and hides, raw and uncured, or any of such articles, imposes duties or other exactions upon the agricultural or other products of the United States, which, in view of such sugar, molasses, coffee, tea, and hides into the United States, he may deem to be reciprocally unequal and unreasonable, he shall have the power and it shall be his duty to suspend, by proclamation to that effect, the provisions of this act relating to the free introduction of sugar, molasses, coffee, tea, and hides, the production of such country, for such time as he shall deem just, and in such case and during such suspension duties shall be levied, collected, and paid upon sugar, molasses, coffee, tea, and hides, the product of or exported from such designated country,» at the rate set forth in said section 3.

I am directed by the President to inform you that, in view of the free introduction into the United States of the articles named, the product of Austria-Hungary, he deems the duties imposed upon the agricultural and other products of the United States, on their introduction into Austria-Hungary, to be reciprocally unequal and unreasonable; and that, unless on or before the 15th day of March next some satisfactory commercial arrangement is entered upon between the Government of the United States and the Government of Austria-Hungary, or unless some action is taken by the latter Government whereby the unequal and unreasonable state of the trade relations between the two countries is removed, the President will, on the date last named, issue his proclamation suspending the provisions of the tariff law cited relating to the free introduction of such sugar, molasses, coffe, tea, and hides, the production of Austria-Hungary, and during such suspension the duties set forth in section 3 of said law shall be levied, collected, and paid upon sugar, molasses, coffee, tea, and hides, the product of or exported from Austria-Hungary.

In asking you to transmit to your Government the foregoing information, I beg that you will also convey to it the assurance that the Government of the United States is earnestly desirous of maintaining with Austria-Hungary such trade relations as shall be reciprocally equal and mutually advantageous, and state that this Government entertains the hope that, before the time fixed in this note, you may be empowered to enter with me upon some equitable and satisfactory arrangement, based upon the concessions proposed in the law of the Congress of the United States.

Accept, etc.,

Chevalier *de Tavera*, *James G. Blaine.*

Etc., etc., etc.

Chevalier de Tavera to Mr. Blaine.

Imperial and Royal
Austro-Hungarian Legation,

Washington, May 2, 1892.

Mr. Secretary of State: I have been authorized by the ministry of foreign affairs to inform you, in reply to your note of January 7th, that it is desired in Austria-Hungary to establish the commercial relations of that country with the United States on a suitable basis.

The Austro-Hungarian Government is consequently prepared to grant such reductions of duties as have been or may hereafter be granted to other states by commercial treaties, so far as such reductions are applicable to all countries enjoying the usage of the most-favored nation, to similar productions from the United States of America on their importation into Austria-Hungary. The Austro-Hungarian Government takes it for granted that the Government of the United States will be prepared to secure a continuance of the present exemption from duties to Austrian and Hungarian productions, provided that they are mentioned in section 3 of the tariff law of October 1, 1890, and especially to sugar imported into the United States from Austria-Hungary.

As soon, therefore, as a declaration shall be made on this subject by the Government of the United States of America, such measures will immediately be taken in Austria-Hungary as are necessary to extend the aforesaid reductions of duties to the productions of the United States.

I avail, etc.,

Tavera.

His Excellency *J. G. Blaine*,
Secretary of State.

Mr. Blaine to the Chevalier de Tavera.

Department of State,

Washington, May 3, 1892.

Sir: I have the honor to acknowledge the receipt of your note of the 2d instant, in which, in reply to my note of January 7th last, communicating to you the provisions of section 3 of the tariff law of the United States of October 1, 1890, you state that the Government of Austria- Hungary, in return for the free admission into the United States of sugar and the other products of Austria-Hungary named in said section 3, is ready to grant to the products of the United States, on their importation into Austria-Hungary, the same reductions of duties as are granted to other countries by commercial treaties now in force or which may be hereafter granted.

I am directed by the President to state to you that he accepts the action of the Government of Austria-Hungary in proposing to grant to the products of the United States the same tariff reductions, on their importation into Austria-Hungary, as are granted to Germany and other

countries by the commercial treaties now in force or which may hereafter be granted, as a due reciprocity for the action of the Congress of the United States as contained in section 3 of the tariff law of October 1, 1890; and that, as soon as he shall be officially informed that the Government of Austria-Hungary is prepared to decree the admission of the products of the United States at the reductions of the general tariff proposed, the President will cause the necessary orders to be given to secure the continued free admission into the United States of the articles, the product of Austria-Hungary, enumerated in section 3 of said law of October 1, 1890.

Accept, etc.,

James G. Blaine.

Chevalier *de Tavera*,

Etc., etc., etc.

The Chevalier de Tavera to Mr. Blaine.

Imperial and Royal
Austro-Hungarian Legation,

Washington, May 25, 1892.

Sir: I have the honor to bring to your knowledge thas I have just received a telegram from His Excellency Count Kalnoky, which informs me that the decree according in Austria-Hungary to the imports from the United States the treatment on the basis of the most-favored nation has been published to day.

I avail, etc.,

Tavera.

The Honorable *James G. Blaine*,
Secretary of State.

64.

ÉTATS-UNIS, D'AMÉRIQUE, RUSSIE.

Convention sur l'extradition réciproque des criminels conclue le 26/28 mars 1887 et Protocole complémentaire; signé à Washington le 19 février/3 mars 1893*)

Archives diplomatiques 1893

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et les Etats-Unis d'Amérique ayant jugé opportun, en vue d'une meilleure administration de la justice et pour prévenir les crimes dans leurs territoires et juridictions

---

L'échange des ratifications a eu lieu à Saint-Pétersbourg le 9/21 avril 1893.

respectifs, que les individus condamnés ou accusés du chef des crimes ci-après énumérés et qui se seraient soustraits par la fuite aux poursuites de la justice, fussent, dans certaines circonstances, réciproquement extradés, ont résolu de conclure une convention dans ce but et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: Charles Struve, son maître de la Cour, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et le baron Romain Rosen, son Gentilhomme de la Chambre, Conseiller d'Etat et Consul général à New-York;

Et le Président des Etats-Unis d'Amérique: Thomas F. Bayard, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis;

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se livrer, à la suite de réquisitions mutuelles et conformément à leurs lois et modes de procédure respectifs, les individus qui, poursuivis ou condamnés du chef de l'un des crimes et délits énumérés à l'article suivant, commis sur le territoire de l'une des Parties contractantes, chercheront un asile ou seront trouvés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. — Seront livrés, en vertue des dispositions de la présente Convention, les individus condamnés ou poursuivis du chef de l'un des crimes suivants, y compris les cas de tentative et de participation:

1. Meurtre et «manslaughter» comprenant l'homicide volontaire ou par négligence;

2. Viol et le crime de provoquer un avortement;

3. Incendie;

4. «Burglary» consistant dans l'action s'introduire nuitamment et avec effraction ou escalade dans l'habitation d'autrui avec une intention criminelle; «robbery» consistant dans l'enlèvement forcé et criminel, effectué sur la personne d'autrui, d'argent ou d'effets, à l'aide de violence ou d'intimidation; vol, lorsque la valeur de l'argent ou des objets volés dépasse la somme de trois cents roubles ou deux cents dollars;

5. Crime de faux, comprenant l'émission de documents falsifiés, et le contrefaçon d'actes publics du Gouvernement ou de l'autorité souveraine;

6. Fabrications ou mise en circulation de fausse monnaie, ou de faux papier-monnaie ou de faux titres ou coupons de la dette publique, de faux billets de banque, de fausses obligations, ou, général, de tout faux titre ou instrument de crédit quelconque; contrefaçon de sceaux, empreintes, timbres ou marques de l'Etat et des administrations publiques et mise en circulation de pièces ainsi marquées;

7. Détournement de deniers publics commis par des officiers ou dépositaires publics;

8. Détournement commis par toute personne ou personnes employées ou salariées, au détriment de ceux qui les emploient, lorsque la valeur de l'argent ou des effets ainsi détournés dépasse la somme de trois cents roubles ou deux cents dollars;

9. Piraterie ou rébellion à bord d'un navire, lorsque l'équipage ou

partie de celui-ci aura pris possession du navire par fraude ou violence envers le commandant;

10. Destruction criminelle, ou tentative de destruction criminelle, de chemins de fer, trains, navires, ponts, habitations, édifices publics ou autres constructions, lorsque cet acte met en danger la vie humaine.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu, lorsqu'il sera prouvé qu'elle a été demandée dans le but de poursuivre ou de punir la personne réclamée pour délit d'un caractère politique; aucun individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni ni pour un délit politique commis antérieurement e son extradition ni pour aucun délit autre que celui pour lequel son extradition a été accordée; l'extradition ne pourra être demandée pour aucun délit commis antérieurement à la date à laquelle la présente convention sera entrée en vigueur.

Le meurtre ou l'homicide (manslaughter) volontaire ou par négligence, du Souverain ou de Chef de l'Etat ou d'un des membres de leurs familles, y compris les cas de tentative et de participation, ne seront pas réputés délits d'un caractère politique.

Art. 4. — Les Parties contractantes ne seront point obligées de se livrer leurs propres sujets ou citoyens en vertu des stipulatious de la présente convention.

Art. 5. — Lorsque la personne réclamée aura été mise en jugement dans le pays au Gouvernement duquel la demande d'extradition est adressée, ce Gouvernement est libre, soit d'accorder l'extradition, soit de poursuivre le procès intenté: il demeure entendu cependant que ce délai ne devra pas empêcher l'extradition ultérieure du fugitif, à moins que ce procès ne lui ait été intenté pour le même crime qui avait motivé la demande de son extradition.

Art. 6. — Les demandes tendant à la remise des fugitifs, accusés ou condamnés du chef d'un des crimes ou délits ci-dessus énumérés, seront faites par l'agent diplomatique du Gouvernement requérant. En cas d'absence de cet agent, soit du pays, soit du siège du Gouvernement, ces demandes pourront être faites par l'agent consulaire supérieur.

Lorsque la personne réclamée aura déjà été condamnée à raison du crime ou du délit qui a motivé la demande d'extraditiou, cette demande devra être accompagnée d'un expédition authentique de l'arrêt de la Cour qui a prononcé la sentence, munie du sceau de cette Cour. La signature du juge devra être légalisée par l'agent compétent du pouvoir exécutif du Gouvernement requérant, dont le caractère officiel sera, à son tour, attesté par l'agent diplomatique ou l'agent consulaire supérieur du Gouvernement auquel la demande est adressée.

Lorsque la personne réclamée sera seulement prévenue d'un crime ou délit pouvant motiver son extradition, la demande d'extradition devra être accompagnée d'une copie authentique du mandat d'arrêt ou d'un autre document judiciaire équivalent, délivré par un juge ou un magistrat dûment autorisé à cet effet, ainsi que des dépositions ou déclarations faites devant ce juge ou magistrat et énonçant les actes dont le fugitif est prévenu.

Art. 7. — Sur la présentation d'un certificat délivré par le Secrétaire

d'Etat, constatant que le Gouvernement impérial de Russie a demandé la mise en état d'arrestation provisoire d'une personne condamnée ou poursuivie du chef d'un crime ou délit, commis en Russie et pouvant donner lieu à son extradition en vertu de la présente convention, et sur une plainte dûment déposée et énonçant que tel crime ou délit à été ainsi commis, toute autorité judiciaire compétente des Etats-Unis aura le pouvoir légal de délivrer un mandat pour l'arrestation de cette personne. Mais si, dans l'espace de quarante jours à compter de la date de l'arrestation du fugitif, la demande formelle d'extradition, accompagnée des preuves formelles ci-dessus mentionnées, n'esi pas faite, ainsi qu'il est stipulé plus haut, par l'agent diplomatique du Gouvernement requérant ou, en son absence, par l'agent consulaire compétent, le détenu sera mis en liberté.

Et le Gouvernement impérial de Russie prendra, sur la demande du Gouvernement des Etats-Unis transmise par l'agent diplomatique des Etats-Unis, ou, en son absence, par l'agent consulaire compétent, des mesures pour la mise en état d'arrestation provisoire de toute personne condamnée ou poursuivie du chef d'un crime ou délit commis dans les Etats-Unis et pouvant donner lieu à son extradition. Mais si, dans l'espace de quarante jours à compter de la date de l'arrestation du fugitif, la demande formelle d'extradition, accompagnée des preuves formelles ci-dessus mentionnées, n'est pas faite, ainsi qu'il est stipulé plus haut, par l'agent diplomatique du Gouvernement requérant ou, en son absence, par l'agent consulaire compétent, le détenu sera mis en liberté.

Art. 8. — Les objets trouvés en la possession du fugitif qui auront servi pour commettre le crime ou délit, et tous objets ou effets provenant du fait incriminé ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés aux agents du Gouvernement requérant, même dans les cas où l'extradition ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite de l'inculpé. Cette remise comprendra aussi les objets appartenant à la même catégorie et que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié et qui y seraients trouvés plus tard. Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion du procès. Une semblable réserve est également stipulée, à l'égard du droit du Gouvernement auquel la demande d'extradition est adressée, de retenir provisoirement lesdits objets lorsqu'ils seraient nécessaires pour l'instruction d'une affaire pénale occasionnée par le même fait qui a donné lieu à la demande ou par un autre fait quelconque.

Art. 9. — Dans le cas où la personne dont l'extradition est demandée en vertu de la présente Convention est aussi réclamée par un autre Gouvernement, elle sera livrée au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 10. — Les dépenses causées par l'arrestation, la détention et le transport des individus réclamés, seront supportés par le Gouvernement requérant.

Art. 11. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation

dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les territoires d'Etat des parties contractantes. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'une des parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Washington, le seize (vingt-huit) mars mil huit cent quatre-vingt-sept.

Signé: (L. S.) *Struve. Rosen. Bayard.*

Protocole complémentaire.

Une Convention conclue entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord pour l'extradition réciproque des criminels ayant été signée par les Plénipotentiaires respectifs, le 16/28 mars 1887, et le Sénat des Etats-Unis ayant consenti le 6 février 1893 à la ratification de ladite convention, avec certains amendements, les soussignés, prince Grégoire Cantacuzène, chambellan, conseiller d'Etat et chevalier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies près le Gouvernement des Etats-Unis, et William F. Wharton, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, tous deux dûment autorisés à cet effet, se sont réunis ce jour en conférence au département d'Etat à Washington pour examiner lesdits amendements et en rédiger un texte français équivalent à incorporer dans la convention.

Et lesdits amendements ayant été examinés et déclarés acceptables par le plénipotentiaire, en vertu de ses instructions, le texte français ci-après des articles et clauses de la conventien complétés ou modifiés par lesdits amendements a été dûment agréé, le texte anglais ayant été juxtaposé au texte français et les additions ou modifications contenues dans les amendements étant soulignés comme suit:

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se livrer, à la suite des réquisitions mutuelles, et conformément à leurs lois et modes de procédure respectifs, les individus qui, poursuivis ou condamnés du chef de l'un des crimes et délits énumérés à l'article suivant, commis sur le territoire de l'une des Parties contractantes, chercheront un asile ou seront trouvés sur le territoire de l'autre. Toutefois l'extradition n'aura lieu que dans le cas où l'existence de l'infraction sera constatée de telle manière que les lois du pays où le fugitif ou la personne poursuivie sera trouvée, justifieraient sa détention et sa mise en jugement, si le crime ou délit y avait été commis.

Art. 2. — Seront livrés en vertu des dispositions de la présente convention, les individus condamnés ou poursuivis du chef de l'un des crimes suivants, y compris les cas de tentative et de participation comme complice antérieur au fait pourvu que cette tentative ou participation soit punissable selon la législation des deux pays.

1. Meurtre et «manslaughter» volontaire.

5. Crime de faux, ainsi que l'émission de documents falsifiés, y compris les actes publics du Gouvernement ou de l'autorité souveraine.

10. Obstruction ou destruction volontaire ou illégale de voies ferrées qui mette en danger la vie humaine.

Art. 3 (§ 2). — Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la vie du chef de l'un ou de l'autre Etat contractant ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera soit le fait, soit la compltioié de meurtre, d'assassinat ou d'empoisonnement.

Art. 9. — Dans le cas où la personne dont l'extradition est demandée en vertu de la présente convention est aussi réclamée par un autre Gouvernement, elle sera livrée au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne, Pourvu que le Gouvernement auquel l'extradition est demandée ne soit tenu en vertu d'un traité d'en agir autrement.

Le Plénipotentiaire russe a constaté que lesdits amendements et le texte français y annexés étaient dûment agréés et seraient transmis par lui à son Gouvernement afin que la convention ainsi amendée par le Sénat des Etats-Unis reçoive la sanction de Sa Majesté l'Empereur et que les ratifications soient échangées à Saint-Pétersbourg, comme il est prévu à l'art. 11 de la convention.

Fait en double expédition à Washington, le dix-neuf février (trois mars) mil huit cent quatre-vingt-treize.

Signé: (L. S.) *Cantacuzène*
Signé: (L. S.) *William F. Wharton.*

49. 1892. Juin 27. **Espagne, Suède.** Convention de commerce.

50. 1892. Juin 27. **Espagne, Norvège.** Convention de commerce.

51. 1892. Juillet 12. **Espagne, Pays-Bas.** Déclaration concernant les relations commerciales.

52. 1892. Juillet 12. **Espagne, Pays-Bas.** Déclaration réglant les relations commerciales.

53. 1895. Février 9. **Espagne.** Loi établissant une surtaxe applicable aux blés importés.

54. 1891. Janvier 31. **États-Unis d'Amérique, Brésil.** Traité de réciprocité en matière des relations commerciales.

55. 1891. Juin 4. **États-Unis d'Amérique, République Dominicaine.** Réciprocité en matière commerciales.

56. 1891. Juin 16. **États-Unis d'Amérique, Espagne.** Réciprocité en matière commerciales.

57. 1891. Décembre 30. **États-Unis d'Amérique, Guatemala.** Réciprocité en matière commerciales.

58. 1891. Décembre 30. **États-Unis d'Amérique, Salvador.** Réciprocité en matière commerciales.

59. 1892. Janvier 30. **États-Unis d'Amérique, Allemagne.** Réciprocité en matière commerciales.

60. 1892. Février 1. **États-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne.** Réciprocité en matière commerciales.

61. 1892. Mars 11. **États-Unis d'Amérique, Nicaragua** Réciprocité en matière commerciales.

62. 1892. Avril 29. **États-Unis d'Amérique, Honduras.** Réciprocité en matière commerciales.

63. 1892. Mai 25. **États-Unis d'Amérique, Autriche Hongrie.** Réciprocité en matière commerciales.

64. 1893. Février 19. / Mars 3. **États-Unis d'Amérique, Russie.** Convention sur l'extradition réciproque des criminels.

A GOETTINGUE.
Imprimé chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KAESTNER.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XX.

TROISIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1896.

Table des matières.

Traités, Conventions, Arrangements spéciaux.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS

DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.

Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XX.

TROISIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,

LIBRAIRIE DIETERICH

1895.

65.

FRANCE, SERBIE.

Arrangement commercial du 5 juillet 1893.*)

Journal officiel du 26 juillet 1893.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Serbie, également animés du désir de maintenir dans des conditions satisfaisantes les rapports commerciaux qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République, M. Salvator Patrimonio, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi de Serbie, officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, grand officier de l'Ordre royal de l'Aigle-Blanc, grand cordon de l'Ordre royal de Takovo, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi de Serbie, Son Excellence Andra Nikolitch, son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères, chevalier de l'Ordre royal de l'Aigle-Blanc, commandeur de l'Ordre royal de Saint-Sava, grand officier do la Légion d'Honneur, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales que pour le payement des taxes qui s'y rapportent. Les mar-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 25 Juillet.

chandises originaires de chacun des deux pays jouiront également dans l'autre du traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les transports par chemins de fer.

Art. 2. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris au plus tard le 13/25 juillet. Il entrera en vigueur le 14/26 du même mois et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdits ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le 5 juillet/23 juin 1893.

Signé: (L. S.) *Patrimonio*
Signé: (L. S.) And. *Nikolitch*

66.

FRANCE, BELGIQUE, CONGO.

Documents diplomatiques concernant les affaires du Congo; du 23 avril 1884 au 14 août 1894.

Publication officielle du Ministère des Affaires Étrangères. Paris 1895

No. 1.

M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo, à Bruxelles, à M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à Paris,

Bruxelles, le 23 avril 1884.

Monsieur le Ministre, l'Association internationale du Congo, au nom des stations et territoires libres qu'elle a fondés au Congo et dans la vallée du Niadi-Quillou, déclare formellement qu'elle ne les cédera à aucune Puissance, sous réserve des conventions particulières qui pourraient intervenir entre la France et l'Association, pour fixer les limites et les conditions de leur action respective. Toutefois, l'Association, désirant donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux pour la France, s'engage à lui donner le droit de préférence, si, par des circonstances imprévues, l'Association était amenée un jour à réaliser ses possessions.

Strauch.

No 2.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo, à Bruxelles

Paris, le 24 avril 1884.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre, en date du 23 courant, par laquelle, en votre qualité de Président de l'Association internationale du Congo, vous me transmettez des assurances et des garanties destinées à consolider nos rapports de cordialité et de bon voisinage dans la région du Congo.

Je prends acte avec grande satisfaction de ces déclarations et, en retour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français prend l'engagement de respecter les stations et territoires libres de l'Association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

Jules Ferry.

No 3.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affairs étrangères, aux Ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Vienne, Saint-Petersbourg, Madrid, Constantinople, Berne et Rome; aux Ministres de la République française à Copenhague, Stockholm, Belgrade, Bucarest; Athènes, Washington, Tanger, Tokio, Téhéran; aux Chargés d'Affaires de la République française à Munich, la Haye et Pékin.

Paris, le 31 mai 1884.

Le Président de l'Association internationale du Congo m'a adressé, le 23 avril dernier, une lettre dont j'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie; vous trouverez également, ci-annexé, copie de la réponse que j'ai faite à sa communication.

Cette correspondance constate l'accord conclu avec nous par l'Association internationale, et aux termes duquel cette société s'engage à ne céder à aucune Puissance autre que la France les territoires et stations fondés par elle au Congo et dans la vallée du Niadi-Quillou. Nous promettons, en retour, de respecter les stations et territoires de l'Association, et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

L'entente, ainsi intervenue, aura donc pour effet immédiat de faciliter les opérations du Commissaire du Gouvernement français dans l'Ouest africain. Elle garantit, pour l'avenir, l'œure poursuivie dans ces régions par le Gouvernement de la République contre l'intervention d'une Puissance tierce qui se substituerait à l'Association: à ce double point de vue, je n'ai pas hésité à y donner mon assentiment. J'ai tenu à vous fixer sur la nature et sur l'objet de ces arrangements; rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que dans vos entretiens vous fassiez usage des indications qui précèdent.

Jules Ferry.

Dans les premiers mois de l'année 1887, des pourparlers s'engagaient entre le roi Léopold et le Gouvernement de la République sur diverses questions concernant le Congo.

Ces pourparlers aboutirent à la délimitation des territores de la vallée

de l'Oubanghi en, ce qui touche la clause de préférence en faveur de la France, à l'échange des documents insérés ci-dessous:

No 4.

M. van Eetevelde, Administrateur des Affaires étrangères de l'État indépendant du Congo, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Bruxelles, le 22 avril 1887.

L'Association internationale africaine, lorsqu'elle a fait avec le Gouvernement de la République l'Arrangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'a pas entendu et n'a pas pu entendre qu'en cas de réalisation de ses possessions le droit de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût être opposé à la Belgique, dont le Roi Léopold était souverain; mais il va de soi que l'État du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France pour le cas où elle-même viendrait ultérieurement à les réaliser

Cette explication n'enlève et n'ajoute rien aux actes rappelés ci-dessus; loin de leur être contraire, elle ne fait qu'en constater le sens; je suis autorisé à ajouter que c'est celui qu'y a attaché l'Auguste Fondateur de l'Association internationale africaine en les autorisant.

van Eetevelde.

No 5.

M. Bourrée Ministre de France à Bruxelles, à M. van Eetevelde, Administrateur général des Affaires étrangères de l'État indépendant du Congo.

Bruxelles, le 29 avril 1887.

Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, à la date du 22 avril, une lettre qui a pour objet d'établir que l'Association internationale africaine, lorsqu'elle a contracté avec le Gouvernement de la République l'arangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'avait pas entendu qu'en cas de réalisation de ses possessions, le droit de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût être apposé à la Belgique, dont le Roi Léopold était souverain. Vous ajoutiez qu'il allait de soi, toutefois, que l'État du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France, pour le cas où elle voudrait, elle-même, les réaliser.

Vous faites remarquer, d'autre part, que cette explication n'enlève ni n'ajoute rien aux actes rappelés ci-dessus; que, loin de leur être contraire, elle ne fait qu'en constater le sens, et que tel est bien celui qu'y a attaché l'Auguste Fondateur de l'Association internationale africaine en les autorisant.

En vous accusant réception de cette communication, je suis autorisé à vous dire que je prends acte, au nom du Gouvernement de la République, de l'interprétation qu'elle renferme et que vous présentez comme ayant toujours été celle que vous avez attachée à la Convention de 1884, en tant que cette interprétation n'est pas contraire aux actes internationaux préexistants.

Bourée.

No. 6.

M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Paris, le 12 juillet 1890.

J'ai reçu la communication que vous m'avez faite des documents qui viennent d'être distribués, à Bruxelles, à la Chambre des Représentants et desquels il résulte que le Roi Léopold cède éventuellement à la Belgique et, en tous cas, lui lègue et transmet, après sa mort, tous ses droits souverains sur l'État indépendant du Congo.

Cette publication n'a pas manqué d'attirer l'attention de mon Département, qui vous avait déjà fait connaître tout le prix qu'il attachait à être exactement renseigné sur les dispositions qui paraissaient devoir être prises, à bref délai, en ce qui concerne le sort de l'État indépendant. L'opinion publique s'en est également préoccupée en France, et M. Brisson m'avait annoncé, ce matin, qu'il me poserait aujourd'hui même, à ce sujet, une question qu'il a cru devoir retarder, mais qui peut se reproduire sous peu de jours. Cette question aurait eu naturellement pour objet la nature et la portée de l'échange de vues qui s'est produit en avril 1887 entre le Gouvernement du Congo et le Gouvernement de la République, au sujet de la clause des arrangements de 1884-1885 qui assurait à la France un droit de préférence sur l'État indépendant.

A cette époque, ainsi que vous en souvenez, le Roi des Belges nous a fait connaître par votre intermédiaire que «l'Association internationale africaine, lorsqu'elle avait contracté avec le Gouvernement de la République l'arrangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'avait pas entendu qu'en cas de réalisation de ses possessions ce droit de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût être opposé à la Belgique, dont le Roi Léopold était souverain».

Vous avez été alors autorisé à procéder à un échange de communications officielles avec M. van Eetevelde, administrateur général des Affaires étrangères de l'État indépendant du Congo. Celui-ci vous faisait connaître l'interprétation donnée par le Souverain du Congo à la clause relative au droit de préférence, et vous répondiez, le 22 avril 1887, à M. van Eetevelde dans les termes suivants:

«En vous accusant réception de cette communication, je suis autorisé à vous dire que je prends acte, au nom du Gouvernement de la République, de l'interprétation qu'elle renferme et que vous présentez comme ayant toujours été celle que vous avez attaché à la Convention de 1884, en tant que cette interprétation n'est pas contraire aux actes internationaux préexistants.»

Depuis lors, cet échange de correspondances n'a été, de part ni d'autre, l'objet d'aucune publication.

Mais l'initiative qui vient d'être prise par le Roi Léopold nous met, de notre côté, dans la nécessité de faire connaître au Parlement français la situation, telle qu'elle résulte des documents que je viens de rappeler.

Si je suis amené à m'expliquer devant les Chambres, mon intention

est, bien entendu, de me placer sur le terrain circonscrit par votre lettre du 22 avril 1887, avec les réserves qu'elle comporte.

Vous voudrez bien faire connaître exactement la situation au Roi Léopold ou à son Représentant, et, en même temps, lui rappeler que nous entendons, quoi qu'il arrive, maintenir les autres passages des communications précitées, desquels il résulte:

1° Que l'Etat du Congo ne pourra céder ses possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France pour le cas où elle voudrait elle-même les réaliser;

2° Et que l'explication en question n'enlève ni n'ajoute rien aux actes de 1884 et 1885, et que, loin de leur être contraire, elle ne fait qu'en consolider le sens.

En vous priant de faire cette démarche auprès du Roi Léopold dans le plus bref délai possible, je vous serai obligé de me tenir exactement renseigné sur ses résultats et, en général, sur l'ensemble des faits qui peuvent se produire à Bruxelles, au sujet de la cession éventuelle de l'État indépendant. *Ribot.*

No 7.

M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles, à M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 17 juillet 1890.

Je n'ai reçu que le 14, au matin, la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire à la date du 12, et par laquelle Elle me prescrivait d'entretenir les Ministres du Roi des réflexions que suggère au Gouvernement de la République la récente Convention passée entre le Gouvernement belge et l'État libre et dont communication a été donné à la Chambre des Représentants de Belgique, le 9 de ce mois. J'ai été trop absorbé par mes multiples devoirs publics, le jour anniversaire de notre Fête nationale, pour qu'il m'ait été possible, avant le lendemain, de m'acquitter de cette démarche auprès du Baron Lambermont. C'est donc avant-hier, dans la soirée, que je me suis rencontré avec le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères; en lui tenant le langage que vous me recommandiez, j'étais assuré que le Roi, qui se trouve actuellement à Ostende, en aurait immédiatement l'écho. *Bourré.*

No 8.

M. Bourrée, Ministre de France à Bruxelles, à M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères,

Bruxelles, le 30 juillet 1890.

Je m'empresse, selon le désir que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'exprimer, de lui adresser, sous ce pli, le compte rendu officiel de la séance de la Chambre des Représentants relative à la récente convention conclue entre la Belgique et l'État du Congo, et qui s'est terminée par un vote, rendu à l'unanimité des voix moins une, approuvant cet arrangement.

La même question a été portée hier au Sénat et je ne manquerai

pas de transmettre à Votre Excellence le détail de cette nouvelle discussion, dès que le Moniteur belge l'aura publié.

Bourré.

No 9.

M. Ribot, Ministre des affaires étrangères, à M. Bourrée, Ministre de France à Bruxelles,

Paris, le 21 août 1890.

J'ai pris connaissance du compte rendu in extenso de la séance de la Chambre des Représentants du 25 juillet dernier, dans laquelle a eu lieu la discussion du projet de loi portant approbation de la convention conclue entre l'État belge et l'État indépendant du Congo.

J'ai été heureux de constater que les déclarations portées à la tribune par le Ministre des finances au sujet des droits assurés à la France par les stipulations de 1884 et 1887 étaient, d'une manière générale, d'accord avec les vues que j'avais eu récemment l'occasion d'échanger sur cette question avec les Représentants du Roi.

J'ai remarqué, toutefois, qu'en rappelant les déclarations de 1887 et en indiquant que le Gouvernement de la République avait donné acte à l'État du Congo de son interprétation, le Chef du Cabinet a omis de parler des réserves formulées par nous à cette époque.

M. Bernaërt n'a pas fait davantage allusion aux observations que nous a suggérées le projet de loi soumis à la Chambre des Représentants, en ce qui concerne l'exercice futur du droit de préférence reconnu à notre pays. D'après les termes de la Déclaration de 1884, ce droit s'ouvrirait dans le cas où »l'Association serait amenée un »jour à réaliser ses possessions«. Cette expression »réaliser« se comprenait parfaitement quand il s'agissait d'une association commerciale qui ne pouvait consentir à céder ses droits qu'à titre onéreux; en présence du nouvel état des choses, qui résulterait d'une cession au profit d'un Etat souverain comme la Belgique, il ne nous avait point paru superflu de préciser le sens du mot »réaliser«, et de bien spécifier que toute cession qui serait faite par la Belgique de ses droits sur le Congo donnerait équitablement ouverture au droit de préférence de la France.

Ainsi que vous le savez, M. Bernaërt avait paru tout d'abord disposé à entrer dans ces vues, pourvu que de notre côté nous consentissions à donner notre adhésion explicite à l'interprétation faite en 1887 de l'engagement de M. Strauch par l'Administration des Affaires étrangères du Congo, au nom de Sa Majesté.

Mais le Président du Conseil, avant d'avoir reçu notre réponse à ses ouvertures, a cru devoir indiquer dans une lettre qu'il vous a adressée certaines considérations de politique générale qui ne lui permettaient pas de donner suite à ses propositions.

Au cours d'un entretien que j'ai eu moi-même avec le Baron Lambermont, j'ai été amené à lui expliquer que nous ne voulions pas créer de difficultés au Gouvernement belge, mais qu'il ne dépendait pas de nous de renoncer aux avantages qui résultent pour notre pays des déclarations de

1884 et de 1887. S'il peut entrer, en effet, dans les vues du Gouvernement de la République de ne pas se prévaloir vis-à-vis de la Belgique des termes généraux de la déclaration de 1884 et des réserves insérées dans celle de 1887, il n'en serait pas de même à l'encontre d'une autre Puissance qui viendrait à être substituée à la Belgique par un mode de cession quelconque. M. Bernaërt a exactement traduit notre pensée sur ce point, en disant que «si la France voit avec satisfaction la Belgique s'installer à ses côtés sur les rives du Congo, toute modification à la souveraineté de ces territoires autre que celle réglée par la convention soumise à la Chambre des Représentants ne laisserait pas la France indifférente».

Il vous appartient de faire comprendre au Gouvernement du Roi, dans les entretiens que vous aurez, soit avec le Président du Conseil, soit avec le Ministre des Affaires étrangères, la portée des observations qui précèdent, et qui ne sont, d'ailleurs, que le résumé des communications que vous avez été chargé de faire précédemment au Gouvernement de Sa Majesté. Je n'ai pas besoin d'ajouter que vous devrez éviter avec le plus prand soin tout ce qui pourrait enlever à ces communications le caractère amical que nous avons toujours entendu leur donner.

Ribot.

No. 10.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Paris, le 5 janvier 1895.

Divers journaux publient des informations de Bruxelles annonçant que le Cabinet, à la suite de plusieurs délibérations sous la présidence du Roi, aurait résolu de proposer aux Chambres la cession du Congo à la Belgique. La Droite de la Chambre aurait tenu hier une réunion dans laquelle, après avoir entendu le Président du Conseil, elle se serait, en majorité, montrée favorable à cette proposition.

Vous comprenez l'intérêt que nous avons à être tenus exactement au courant des vues du Gouvernement belge sur cette question. Je ne doute pas que vous ne vous soyez mis en mesure de me renseigner à ce sujet, et je vous serai obligé de me transmettre d'urgence les indications que vous auriez été à même de vous procurer.

Hanotaux.

No. 11.

M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, 6 janvier 1895.

Le Comte de Mérode, confirmant la note du Journal de Bruxelles d'hier soir, m'a dit ce matin qu'aucun pourparler n'avait encore eu lieu entre les Ministres et les membres du Parlement au sujet des affaires du Congo, mais qu'il était exact que le Cabinet en eût délibéré, jugeant qu'il convenait sans plus tarder de mettre à l'étude la question de l'annexion de l'État indépendant à la Belgique; à la suite de circonstantes nouvelles

et plus favorables qu'il n'avait été permis de l'espérer d'abord (telle que la défaite et la soumission des Araber du Manyanga), il avait paru avantageux d'avancer le terme primitivement fixé pour la prise de possession prévue en 1890, et que, selon toute apparence, les Chambres seraient bientôt saisies d'un projet tendant à cette fin.

Sans entrer dans le fond du sujet, je me suis borné à présenter, à titre purement personnel, des réflexions tirées de la crainte que m'inspirait une détermination dont la soudaineté surprendrait et inquiéterait l'opinion en France. N'était-il pas à craindre que des difficultés nouvelles ne résultassent de la hâte mise ainsi à régler dès à présent des points douteux dont l'examen avait été tacitement ajourné jusqu'en 1900?

Le Comte Mérode ne parut pas admettre la possibilité d'un malentendu de cette nature. Il estime, quant à lui, qu'à la suite de la mission du Baron Lambermont à Paris, en 1890, toutes les obscurités ont été dissipées et que l'accord est devenu parfait entre les deux Gouvernements.

Bourée.

No. 12.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Paris, 9 janvier 1895.

Je vous serais obligé de voir, le plus tôt possible, le Comte de Mérode et de lui faire savoir combien nous désirons qu'on ne s'engage pas à Bruxelles dans une affaire aussi importante, sans tenir compte des actes et des engagements reciproques sur lesquels s'appuie le droit de préférence de la France.

Au cours des entretiens que j'ai eus dans ces derniers temps avec le Baron Goffinet, la question du droit de préférence de la France n'à jamais été abordée. L'affaire en est donc restée exactement au point où elle se trouvait en 1890.

Peut-être pourrions-nous reprendre la pensée qui a dominé les instructions à vous adressées par M. Ribot, en juillet 1890, mais à la condition que l'on nous accordât, en échange d'un assentiment dont l'importance devrait être appréciée par le Gouvernement belge, des garanties analogues à celles qui étaient réclamées par mon prédécesseur. Si, réellement, le Gouvernement du Roi est disposé, comme vous l'a dit le Comte de Mérode, à se mettre d'accord avec nous, notamment sur «la question de l'aliénation éventuelle à titre gratuit», il est évident que son intérêt est de réaliser l'accord dont il s'agit avant que la discussion ne s'engage au Parlement belge.

Je vous autorise, en tous cas, s'il y a véritablement urgence et si vous le croyez utile, à remettre au Comte de Mérode un court aide-mémoire par lequel vous lui rappellerez que la question de droit de préférence de la France n'a nullement été abordée dans les pourparlers qui ont eu lieu entre les représentants de l'État du Congo et le Gouvernement français au sujet de la convention du 12 mai 1894 et que, d'autre part, dans la pensée du Gouvernement français, la question en est restée axactement au point

où elle a été mise par les actes synallagmatiques échangés en 1885 et 1887, aucune modification n'ayant été apporté à ces actes ni en 1890, ni aucune date ultérieure.

Hanotaux.

No 13.

M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles 9 janvier 1895.

J'ai fait auprès du Comte de Mérode la démarche que vous m'avez prescrite. L'acte de cession a été signé ce matin avant mon arrivée aux Affaires étrangères par M. van Eetevelde, au nom de Congo, et le Comte de Mérode, au nom de la Belgique.

Cet acte ne sera pas déposé avant mardi sur le bureau de la Chambre. J'ai très vivement insisté pour qu'avant de le soumettre à la discussion du Parlement l'accord s'établisse avec nous sur les points restès en suspens, et dont nous avons fait ressortir l'importance en 1890.

Le Comte de Mérode s'est déclaré prêt à rechercher les bases d'une entente, tout en faisant ses réserves quant à l'extension que nous entendions donner au sens de la lettre de M. Strauch, laquelle ne visait pas »l'aliénation éventuelle à titre gratuit«. Il incline aussi à penser que notre droit de préférence ne s'applique pas aux territoires acquis par le Congo au delà des limites primitives de l'Association africaine. Cette situation étant donnée je n'ai pas hésité à remettre au Ministre des Affaires étrangères l'aide-mémoire dont vous m'avez suggéré le sens.

Bourée.

No 14.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Paris, 10 janvier 1895.

J'ai vu hier le Baron d'Anethan à mon audience diplomatique. Je lui ai exposé les vues du Gouvernement français dans la question qui se pose, d'une façon si soudaine, de la reprise éventuelle du Congo par la Belgique. Je lui ai rappelé que la question n'avait nullement été réglée au cours des entretiens qui ont eu lieu, tant à Paris qu'à Bruxelles, en 1890, et que, si elle avait été visée incidemment d'un mois par M. Devolder au mois d'août dernier, j'avais simplement saisi cette occasion de déclarer que la question n'était pas réglée et que c'était là un ordre d'idées sur lequel il y aurait lieu de revenir ultérieurement. J'ai prié le Baron d'Anethan de faire part de ces observations à son Gouvernement, et je lui ai dit que je vous avais donné pour instruction de remettre dès hier, entre les mains du Comte de Mérode, un aidemémoire destiné à bien établir la situation au point de vue diplomatique. J'ai ajouté, d'ailleurs, que j'étais prêt à entrer en pourparlers immédiats pour un règlement amaible de la difficulté.

Je vous serais obligé de vouloir bien, dès que vous aurez reçu la présente dépêche, remettre entre les mains du Comte de Mérode une nouvelle note visant particulièrement la question de droit et qui pourrait être rédigée ainsi qu'il suit:

Le Gouvernement français ayant été informé de la signature de l'acte de cession du Congo à la Belgique qui doit être très prochainement soumis à la ratification du Parlement, croit devoir formuler à ce sujet toutes les protestations et réserves résultant de la situation de droit qui lui est acquise tant par les actes synallagmatiques intervenus entre la France et l'Association internationale du Congo ou l'État indépendant, les 23-24 avril 1884 et 22-29 avril 1887, que par tous autres engagements et actes internationaux pouvant être mis en cause par la Convention entre la Belgique et l'État du Congo incluse dans le projet de loi dont il s'agit.

Hanotaux.

No 15.

M. van Eetevelde, Secrétaire d'État des Affaires étrangères de l'Etat indépendant, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Bruxelles, le 11 janvier 1895.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le régime de la neutralité, qui a fait l'objet de la déclaration notifiée aux Puissances par l'État indépendant du Congo, le 1er août 1885, s'appliquera désormais au territoire de l'État délimité comme suit, en conséquence du Protocole du 29 avril 1887 et de l'Arrangement du 14 août 1894 conclus avec la République française, des conventions conclues le 25 mai 1891 et des déclarations signées le 24 mars 1894 avec le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle et de l'Arrangement conclu le 12 mai 1894, avec le Gouvernement britannique:

Au nord:

Une droite de 950 mètres, partant d'un point sur la plage de l'océan Atlantique à 300 mètres au nord de la maison principale de la factorerie hollandaise de Lungo; point dont la latitude est de 5° 47′ 14″, 31 Sud, et joignant, dans la direction sud-est, l'embouchure de la petite rivière de Lungo, qui se jette dans la lagune du même nom.

Le cours de la petite revière de Lungo jusqu'à la mare de Mallongo, les villages de Congo, N'Coude, Ilma, etc., restant à l'État indépendant du Congo; ceux de Cabo-Lombo, M'Venho, Iabe, Ganzy, Faly, Spita-Gagandjime, M'Goio, M'To, Fortalisa, Sokki, etc., au Portugal;

Le cours des rivières Veuzo et Lulofe, jusqu'à la source de cette dernière sur le versant de la montagne Nime-Tchiamo, les coordonnées géographiques de cette source étant: latitude Sud, 5° 44′ 19″, 60; longitude Est Greenwich, 12° 17′ 25″, 28;

Le parallèle de cette source, jusqu'à son son intersection avec le méridien du confluent de la Luculla et de la rivière appelée par les uns N'Geuze et par d'autres Culla-Calla, les coordonnées de ce confluent étant: latitude Sud, 5° 10′ 49″, 80; longitude Est Greenwich, 12° 32′ 6″, 60;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla;

Le cours de la Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Loango-Luce);

La rivière Chiloango, depuis l'embouchure du Lucullo, jusqu'à sa source la plus septentrionale;

La crête de partage des eaux du Niadi-Quileou et du Congo, jusqu'au delà du méridien de Manyanga;

Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo-Mataka, en un point situé sur la partie navigable de fleuve *).

Le Congo, jusqu'au Stanley-Pool;

La ligne médiane du Stanley-Pool;

Le Congo, jusqu'au confluent de l'Oubanghi;

Le thalweg de l'Oubanghi, jusqu'au confluent de M'Bomou **) et du Ouellé;

Le thalweg du M'Bomou jusqu'à sa source;

Une ligne droite rejoignant la crête de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Nil.

Au nord-est:

La crête de partage des eaux du Nil et du Congo, jusqu'à l'intersection de cette crête avec le 30e méridien Est de Greenwich (27° 40′ Paris);

La prolongation de cette même crête de partage, jusqu'à sa seconde intersection avec le susdit 30e méridien Est de Greenwich.

---

*) Cette ligne a été déterminée partiellement ainsi qu'il suit:

Le fond du ravin dont la communication avec le Congo est située à environ 440 mètres et au sud 43° Est par rapport au mât de pavillon du poste de l'Etat independant du Congo à Manyanga:

Le prolongement de ce ravin jusqu'à sa rencontre avec le chemin allant du poste de Manyanga au village de N'Souso;

Ce chemin jusqu'à sa rencontre avec la Loufou;

La Loufou, en descendant le courant sur un parcours d'environ 400 mètres;

Une ligne se dirigeant vers le nord, laissant à l'ouest les villages de N'Souso et allant rejoindre le chemin de Manyanga;

Ce chemin, jusqu'à sa rencontre avec le premier ruisseau affluent de la revière Ntimbo;

Ce ruisseau, jusqu'à son confluent avec ladite rivière Ntimbo;

Cette revière, jusqu'à sa source la plus occidentale;

Une ligne sinueuse remontant vers le nord jusqu'au bord du plateau de Kouyanga, et suivant ensuite une ligne de partage des eaux, jusqu'à sa rencontre avec le bassin de la Louaïa, au nord et à l'ouest du village de Koumbi;

Une ligne se dirigeant sur le coude de la Louaïa près du village de Kiloumbou:

La rivière Louaïa, jusqu'au village de Kaouga.

La ligne, ainsi déterminée, laisse à l'Ouest, c'est-à-dire sur le territoire de l'État indépendant du Congo, les villages de N'Souso, Massangui, Usanga, Kin-Kendo et Kintombo; et à l'est, c'est-à-dire sur le territoire dela France, le groupe de Ntombo, le village de Nsomé, le marché de Manyanga, les villages de Kinsonia, Bondo, Kounyanga, le marché de Konso, les villages de Mbango, Banza-Baha, Kiloumbou et Kaanga.

**) Les termes de »M'Bomou« et »sources de M'Bomou« se rapportent aux indications contenues dans la carte de Junker (Gotha, Justus Perthes, 1888).

A l'est:

Le 30° degré de longitude Est de Greenwich jusqu'à la hauteur du 1° 20′ de la latitude Sud;

Une ligne droite menée de l'intersection du 30° degré de longitude Est avec le parallèle de 1° 20′ de latitude Sud, jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganika;

La ligne médiane du lac Tanganika;

Une ligne allant directement de l'extrémité du cap Akalunga, sur le lac Tanganika, situé au point le plus septentrional de la baie de Cameron, par environ 8° 15′ de latitude Sud, à la rive droite de la rivière Luapula, au point où cette rivière sort du lac Moëro;

De ce point, une ligne menée directement jusqu'à l'embouchure de la rivière Luapula dans le lac Moëro; cette ligne, toutefois, déviant vers le sud du lac, de façon à laisser l'île de Kilwa à la Grande-Brétagne;

Le thalweg de la Luapula, jusqu'au point où cette rivière sort du lac Bonguélo;

Le méridien de longitude, dans la direction du Sud, passant par ce point jusqu'à la crête de partage du Congo et du Zambèze.

Au sud:

La crête de partage du Congo et du Zambèze jusqu'à la source de celui des affluents du Kassaï qui prend naissance dans le lac Dilolo;

Le cours de cet afffuent depuis sa source jusqu'à son embouchure;

Le thalweg du Kassaï, jusqu'au parallèle 7° 17′ de latitude Sud;

Le parallèle 7° 17′ de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Chikapa;

Le thalweg de la rivière Chikapa, jusqu'à son intersection avec le parallèle 6° 55′ de latitude Sud;

Le parallèle 6° 55′ de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Lovua;

Le thalweg de la Lovua, jusqu'à son intersection avec le 7° degré de latitude Sud;

Le 7° degré de latitude Sud jusqu'à son intersection ave le thalweg de la Loangué;

Le thalweg de la Loangué jusqu'au confluent de la Kangulungu ou Kama-Bomba;

Le thalweg de la Kangulungu jusqu'à son intersection avec le parallèle du confluent du Kwilu et de la Luita (7° 34′ de latitude Sud approximativement);

Ce parallèle, jusqu'au confluent de Kwilu et de la Luita;

Le thalweg de la Luita, depuis la jonction de ses eaux avec le Kwilu jusqu'au 8° degré de latitude Sud;

Le 8° degré de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg du Kwengo;

Le thalweg du Kwengo, jusqu'à son intersection avec le parallèle 7° 55′ de latitude Sud;

Le parallèle 7° 55′ de latitude Sud, jusqu'au thalweg de la Lucaïa;

Le thalweg de la Lucaïa, jusqu'au 8° degré de latitude Sud;

Le 8e degré de latitude Sud, jusqu'au thalweg de la Kamanguna, rivière par laquelle les eaux de la rivière Lué entrent dans le N'Kombo;

Le thalweg de la Kamanguna et du N'Kombo, jusqu'à sa jonction avec l'Uövo;

Le thalweg de l'Uövo, jusqu'à son embouchure dans la Wamba;

Le thalweg de la Wamba, depuis l'embouchure de l'Uövo jusqu'à son intersection avec le parallèle du point de jonction entre la Komba et la Lola;

Ce parallèle, jusqu'au point de jonction de la Komba et de la Lola (8' Ouest de la Wamba, et 8° 5' 40" de latitude Sud approximativement);

Le thalweg du canal par lequel s'écoulent les eaux de la Lola jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Tungila;

Le thalweg de la Tungila, jusqu'à son embouchure dans le Kwango, (8° 7' 40" de latitude Sud approximativement);

Le thalweg du Kwango, jusqu'à la rencontre du parallèle passant par la résidence de Nokki;

Le parallèle passant par la résidence de Nokki (latitude Sud, 5° 52' 10", 14; longitude adoptée Est de Greenwich, 13° 28' 25", 25), depuis le Kwango jusqu'à un point pris sur ce parallèle, à 2,000 mètres à l'est de la rive gauche du Congo;

Une droite joignant ce dernier point au point d'intersection de la rive gauche du Congo avec le parallèle passant à 100 mètres au nord de la maison principale de la factorerie de Domingos de Souza à Nokki;

Ce parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne moyenne du canal de navigation généralement suivi par les bâtiments de grand tirant d'eau;

Cette ligne moyenne, jusqu'à l'embouchure du fleuve Congo, ligne qui actuellement laisse à droite et comprises entre cette ligne et la rive droite du fleuve, notamment et entre autres, les îles fluviales nommées Bulambemba, Matébo et îles des Princes et à gauche et comprises entre cette ligne et la rive gauche du fleuve, notamment et entre autres, les îles fluviales connues sous les noms de Bulicaco et îles de Sacran Amboca.

A l'ouest:

L'océan Atlantique, entre le point d'aboutissement à la mer de la ligne ci-dessus décrite et le point situé à 300 mètres au nord de la maison principale de la factorerie hollandaise de Lungo.

Van Eetvelde.

No. 16.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Paris, le 11 janvier 1895.

Le Baron Beyens est venu me dire, au nom du Baron d'Anethan, souffrant, que son Gouvernement était disposé à entrer immédiatement en pourparlers au sujet des conditions dans lesquelles la reprise de l'État indépendant par la Belgique peut se concilier avec notre droit de préférence.

Hanotaux.

No. 17.

Le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 13 janvier 1895.

Monsieur le Ministre, D'après une communication que M. Bourée a faite le 11 janvier à M. le Comte de Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères, «le Gouvernement français ayant été informé de la signature de l'acte de cession du Congo à la Belgique, qui doit être très prochainement soumis à la ratification du Parlement, croit devoir formuler à ce sujet toutes les protestations et réserves résultant de la situation de droit qui lui est acquise, tant par les actes synallagmatiques intervenus entre lui et l'Association internationale africaine ou l'État indépendant, les 23-24 avril 1884 et 22-29 avril 1887, que par tous engagements et actes internationaux pouvant être mis en cause par la convention dont il s'agit entre la Belgique et l'État du Congo».

Le Gouvernement du Roi ne se rend pas compte des motifs de droit sur lesquels se basent les protestations et reserves du Cabinet de Paris. Mais il a la sincère et complète conviction que l'arrangement en question n'est en désaccord avec aucun des engagements pouvant résulter, soit pour l'État du Congo, soit pour la Belgique, des actes cités et de ceux auxquels il peut avoir été fait allusion.

Les obligations de l'Association internationale africaine envers la France ont passé à l'État du Congo; en passant intégralement à la Belgique, elles ne peuvent acquérir qu'une garantie de plus.

Au Gouvernement personnel du Roi souverain aura succédé le Gouvernement constitutionnel du Roi des Belges.

Baron *d'Anethan.*

No 18.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, au Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.

Paris, le 15 janvier 1895.

Monsieur le Baron, Vous avez bien voulu, par votre lettre en date du 13 de ce mois, m'accuser réception de la note remise récemment par M. Bourré au Gouvernement du Roi relativement au projet de cession à la Belgique des territoires de l'État indépendant du Congo.

Bien que divers passages de la lettre susmentionnée me paraissent pouvoir soulever de la part du Gouvernement français certaines réserves ou demandes d'éclaircissement, je ne crois pas à propos, en raison des pourparlers actuellement en cours, d'entrer en discussion à ce sujet, et j'ai la confiance qu'à la suite de l'échange de vues qui se poursuit actuellement, l'entente pourra s'établir entre les Gouvernements intéressés.

Hanotaux.

No 19.

M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourré, Ministre de France à Bruxelles.

Paris, le 5 février 1895.

Les pourparlers que j'avais engagés avec le Baron d'Anethan viennent d'aboutir à la signature d'un arrangement réglant et précisant le droit de préférence de la France, en cas de transfert du Congo à la Belgique. Il a été entendu que l'acte ne serait publié que dans quelques jours.

Hanotaux.

No 20.

Arrangement portant règlement du droit de préférence de la France sur les territoires de l'État du Congo.

Considérant qu'en vertu des lettres échangées les 23-24 avril 1884, entre M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo, et M. Jules Ferry, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de la République française, un droit de préférence a été assuré à la France pour le cas où l'Association serait amenée un jour à réaliser ses possessions; que ce droit de préférence a été maintenu, lorsque l'État indépendant du Congo a remplacé l'Association internationale;

Considérant qu'en vue du transfert à la Belgique des possessions de l'État indépendant du Congo, en vertu du traité de cession du 9 janvier 1895, le Gouvernement belge se trouvera substitué à l'obligation contractée sous ce rapport par le Gouvernement dudit État;

Les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui régleront désormais le droit de préférence de la France à l'égard de la Colonie belge du Congo.

Article premier.

Le Gouvernement belge reconnaît à la France un droit de préférence sur ses possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci à titre onéreux en tout ou en partie.

Donneront également ouverture au droit de préférence de la France, et feront, par suite, l'objet d'une négociation préalable entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement belge, tout échange des territoires congolais avec une Puissance étrangère; toute location desdits territoires, en tout ou en partie, aux mains d'un État étranger ou d'une Compagnie étrangère investie de droits de souveraineté.

Art. 2.

Le Gouvernement belge déclare qu'il ne sera jamais fait de cession à titre gratuit de tout ou partie de ces mêmes possessions.

Art. 3.

Les dispositions prévues aux articles ci-dessus s'appliquent à la totalité des territoires du Congo belge.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Arrangement qu'ils ont revêtu de leur cachet.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 5 février 1895.

Signé: *G. Hanotaux.*
Signé: Baron *d'Anethan.*

No. 21.

Déclaration.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement belge conviennent d'adopter pour limites de leurs possessions respectives dans le Stanley-Pool:

La ligne médiane du Stanley-Pool jusqu'au point de contact de cette ligne avec l'île de Bamou, la rive méridionale de cette île jusqu'à son extrémité orientale, ensuite la ligne médiane du Stanley-Pool.

L'île de Bamou, les eaux et les îlots compris entre l'île de Bamou et la rive septentrionale du Stanley-Pool seront à la France; les eaux et les îles comprises entre l'île de Bamou et la rive méridionale du Stanley-Pool seront à la Belgique.

Il ne sera pas créé d'établissements militaires dans l'île de Bamou.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'iis ont revêtue de leur cachet.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 5 février 1895.

Signé: *G. Hanotaux.*
Signé: Baron *D'Anethan.*

No. 22.

Le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris, à M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 5 février 1895.

Monsieur le Ministre, La frontière entre l'État indépendant du Congo et le Congo français n'ayant pas été complètement délimitée dans la région de Manyanga et du Niadi-Quillou, Votre Excellence désire qu'une Commission mixte se réunisse aussitôt que possible à Paris pour compléter et rectifier, s'il y a lieu, le tracé de cette frontière, d'après les documents les plus récents recueillis par les agents des deux pays.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon Gouvernement est disposé à nommer des délégués pour prendre part aux travaux de cette Commission.

Baron *d'Anethan.*

No. 23.

M Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères, au Baron d'Anethan Ministre de Belgique à Paris.

Paris, le 6 février 1895.

Monsieur le Baron, Par votre lettre du 5 de ce mois vous avez bien voulu me faire connaître qu'en vue de répondre au désir que je vous avais exprimé, au cours de nos récents pourparlers relatifs aux affaires du Congo,

le Gouvernement belge est disposé à donner son assentiment à la constitution d'une Commission mixte qui se réunira aussitôt que possible à Paris pour compléter et rectifier, s'il y a lieu, d'après les documents les plus récents recueillis par les agents des deux pays, le tracé de la frontière entre l'État indépendant et le Congo français dans la région de Manyanga et du Niadi-Quillou.

Je m'empresse de vous remercier de cette obligeante communication.

Hanotaux.

Annexes.

I.

Convention

entre le Gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo pour la délimitation de leurs possessions respectives.

Le Gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo, désirant fixer d'une manière définitive les limites de leurs possessions respectives dans l'Afrique occidentale, ont muni de pleins pouvoirs à cet effet, savoir;

Le Gouvernement de la République française, M. Jules Ferry, député, President du Conseil des ministres, Ministre des Affaires étrangères;

L'Association internationale du Congo, M. le Comte Paul de Borchgrave d'Altena, secrétaire de S. M. le Roi des Belges;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article Premier.

L'Association internationale du Congo déclare étendre à la France les avantages qu'elle a concédés aux États-Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas et et à l'Espagne, en vertu des conventions qu'elle a conclues avec ces diverses Puissances aux dates respectives des 22 avril, 8 novembre, 16, 19, 24, 29 décembre 1884 et 7 janvier 1885, et dont les textes sont annexés à la présente Convention.

Art. 2.

L'Association s'engage, en outre, à ne jamais accorder d'avantages, de quelque nature qu'ils soient, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux citoyens français.

Art. 3.

Le Gouvernement de la République francaise et l'Association adoptent pour leurs frontières entre leurs possessions:

La rivière Chiloango, depuis l'Océan jusqu'à sa source la plus septentrionale;

La crête de partage des eaux du Niadi-Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga;

Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve;

Le Congo jusqu'au Stanley-Pool;

La ligne médiane du Stanley-Pool;

Le Congo jusqu'en un point à déterminer en amont de la rivière Licona-Nkundja;

Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17° degré Est de Greenwich, en suivant autant que possible la ligne de partage d'eaux du bassin de la Licona-Nkundja, qui fait partie des possessions françaises;

Le 17° degré de longitude Est de Greenwich.

Art. 4.

Une Commission composée de Représentants des Parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes.

En cas de différend, le règlement en sera arrêté par des délégués à nommer par la Commission internationale du Congo.

Art. 5.

Sous réserve des arrangements à intervenir entre l'Association internationale du Congo et le Portugal pour les territoires situés au sud du Chiloango, le Gouvernement de la République française est disposé à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association internationale comprises dans les frontières indiquées sur la carte ci-jointe, sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autre Puissances représentées à la Conférence de Berlin.

Art. 6.

Le Gouvernement de la République française reconnait le drapeau de l'Association internationale du Congo, drapeau bleu avec étoile d'or au centre, comme drapeau d'un Gouvernement ami.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 5 février 1885.

Signé: *Jules Ferry.*
Signé: Comte *Paul de Borchgrave d'Altena.*

II.

Protocole.

délimitant les frontières entre les possessions françaises et l'État indépendant du Congo dans la région de l'Oubanghi.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État indépendant du Congo, après s'être fait rendre compte des travaux

des Commissaires qu'ils avaient chargés d'exécuter sur le terrain, autant qu'il serait possible, le tracé des frontières entre leurs possessions, se sont trouvés d'accord pour admettre les dispositions suivantes comme réglant définitivement l'exécution des derniers paragraphes de l'article 3 de la Convention du 5 février 1885.

Depuis son confluent avec le Congo, le thalweg de l'Oubanghi formera la frontière jusqu'à son intersection avec le quatrième parallèle nord.

L'État indépendant du Congo s'engage, vis-à-vis du Gouvernement de la République française, à n'exercer aucune action politique sur la rive droite de l'Oubanghi, au nord du quatrième parallèle. Le Gouvernement de la République française s'engage de son côté à n'exercer aucune action politique sur la rive gauche de l'Oubanghi au nord du même parallèle, le thalweg formant dans les deux cas la séparation.

En aucun cas, la frontière septentrionale de l'État du Congo ne descendra audessous du quatrième parallèle nord, limite qui lui est déjà reconnue par l'article V de la Convention du 5 février 1885.

Les deux Gouvernements sont convenus de consigner ces dispositions dans le présent Protocole. En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, l'ont revêtu de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1887.

L'Envoyé exordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française à Bruxelles,
Signé: *Bourée.*

L'Administrateur général des Affaires étrangères de l'État indépendant du Congo,
Signé: *Edm. van Eetvelde.*

III.

Arrangement.

Entre la France et l'État Indépendant du Congo.

Les soussignés, Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères de la République française, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, etc.,

Et Jacques Haussmann, Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère des Colonies, Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc.;

Joseph Devolder, ancien Ministre de la Justice et ancien Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique de S. M. le Roi des Belges, Vice-Président du Conseil supérieur de l'État indépendant du Congo, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Grand Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, etc.,

Et le Baron Constant Goffinet, Chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, etc.,

Plénipotentiaires de la République française et de l'État indépendant du Congo délégués à l'effet de préparer un accord relatif à la délimitation des possessions respectives des deux États et de régler les autres questions pendantes entre eux, sont convenus des dispositions suivantes:

Article Premier.

La frontière entre l'État indépendant du Congo et la Colonie du Congo français, après avoir suivi le thalweg de l'Oubanghi jusqu'au confluent du M'Bomou*) et du Ouellé, sera constituée ainsi qu'il suit:

1° Le thalweg du M'Bomou jusqu'à sa source;

2° Une ligne droite rejoignant la crête de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Nil.

A partir de ce point, la frontière de l'État independant est constituée par ladite crête de partage jusqu'à son intersection avec le 30° degré de longitude Est Greenwich (27° 40' Paris).

Art. 2.

Il est entendu que la France exercera, dans des conditions qui seront déterminées par un arrangement spécial, le droit de police sur le cours du M'Bomou, avec un droit de suite sur la rive gauche. Ce droit de police ne pourra s'exercer sur la rive gauche qu'exclusivement le long de la rivièrr, en cas de flagrant délit, et autant que la poursuite par les agents français serait indispensable pour amener l'arrestation des auteurs d'infractions commises sur le territoire français ou sur les eaux de la rivière.

Elle aura, au besoin, un droit de passage sur la rive gauche pour assurer ses communications le long de la rivière.

Art. 3.

Les postes établis par l'État indépendant au nord de la frontière stipulée par le présent arrangement seront remis aux agents accrédités par l'autorité française, au fur et à mesure que ceux-ci se présenteront sur les lieux.

Des instructions, à cet effet, seront concertées immédiatement entre les deux Gouvernements et seront adressées à leurs agents respectifs.

Art. 4.

L'État indépendant s'engage à renoncer à toute occupation et à n'exercer, à l'avenir, aucune action politique d'aucune sorte à l'ouest et au nord d'une ligne ainsi déterminée:

Le 30° degré de longitude Est de Greenwich (27° 40' Paris), à partir de son intersection avec la crête de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil, jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle 5° 3', puis ce parallèle jusqu'au Nil.

Art. 5.

Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Paris, dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

Art. 6.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 août 1894.

L. S. Signé: *G. Hanotaux*, *J. Haussmann*. *J. Devolder*. Baron *C. Goffinet*.

---

*) Le termes »M'Bomou« et »sources du M'Bomou« se rapportent aux indications contenues dans la carte de Junker (Gotha, Justus Perthes. 1888).

67.

FRANCE, RUSSIE.

Déclaration relative aux salaires et à la succession des marins respectifs du 8/20 november 1891.

Archives Diplomatiques 1892.

Le Gouvernement impérial de Russie et le Gouvernement de la République française, ayant reconnu utile de régler dans certains cas le mode de paiement des salaires dus aux marins russes et français, ainsi que la remise des successions des marins sujets de l'un des deux Etats, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier. — Les salaires et les sommes dus à un marin russe qui a servi à bord d'un navire français et dont il a été débarqué, soit en France, soit dans ses Colonies, soit sur le territoire d'un Etat étranger quelconque, seront délivrés au consul de Russie le plus voisin du port de relâche ou de désarmement du bâtiment dans le cas où l'ayant-droit n'aurait pu recevoir lés gages qui lui sont acquis par suite d'absence ou de tout autre motif. Il sera procédé de la même manière à l'égard des effets ou objets appartenant au marin et que celui-ci n'aurait pu emporter au moment de son débarquement.

De même, les salaires et les sommes dus à un marin français qui a servi à bord d'un navire russe et dont il a été débarqué, soit dans l'Empire de Russie, soit sur le territoire d'un Etat étranger quelconque, seront délivrés au consul de France le plus voisin du port de relâche ou de désarmement du bâtiment dans le cas où l'ayant-droit n'aurait pu recevoir les gages qui lui sont acquis par suite d'absence ou de tout autre motif. Ces dispositions sont applicables aux effets que le marin n'aurait pu emporter au moment de son débarquement.

Il est supposé, toutefois, que les circonstances ou la législation du pays auquel apportient le navire ne mettent pas d'empêchement judiciaire à la délivrance de ces sommes d'argent et de ces objets ou effets, soit au marin lui-même, soit à ses représentants.

Art. 2. — La succession de tout marin russe qui serait mort à bord d'un navire français, soit en France, soit dans ses Colonies, soit sur le territoire d'un autre Etat étranger quelconque, sera délivrée au consul de Russie le plus voisin du port où le décès a eu lieu, sans l'exécution des formalités généralement exigées par la loi française pour la remise des héritages.

De même, la succession de tout marin français qui serait mort à bord d'un navire russe, soit en Russie, soit sur le territoire d'un autre Etat étranger quelconque, sera délivrée au consul français le plus voisin du port où le décès a eu lieu, sans l'exécution des formalités généralement exigées par les lois russes pour la remise des héritages.

Art. 3. — Dans les cas, mentionnés aux articles 1 et 2, de délivrance

d'argent ou d'objets, il sera remis en même temps au consul de la nation à laquelle appartient le marin un compte des sommes qui lui seront déposées et suivant les circonstances, une liste des objets ou effets qui lui seront confiés.

Art. 4. — Le terme «marin» employé dans cette déclaration comprend tout individu engagé à un titre quelconque à bord d'un bâtiment. Le terme «succession» comprend toute propriété, argent dû et effets laissés par un marin décédé, ainsi que ses papiers personnels. Le terme «consul» comprend tout consul général, consul, vice-consul ou toute personne chargée de la gestion intérimaire d'un consulat général, d'un consulat ou d'un vice-consulat.

Art. 5. — La présente déclaration est conclue pour trois années et entrera en vigueur à partir du jour de la signature. A l'expiration de ce terme, la déclaration continuera d être obligatoire d'année en année tant que l'une des deux Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, un an d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, en double exemplaire, le 8 (20) novembre 1891.

Signé: (L. S.) *Chichkine.*
« (L. S.) *Vauvinaux.*

68.

FRANCE, VÉNÉZUÉLA.

Convention d'arbitrage; signée à Caracas le 24 février 1891 *).

Archives Diplomatiques 1894.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement des États-Unis du Vénézuéla, sont convenus de soumettre à un arbitre les réclamations de M. Antoine Fabiani, contre le gouvernement Vénézuélien.

L'arbitre devra:

1° Décider si, d'après les lois du Vénézuéla, les principes généraux du droit des gens et la Convention en vigueur entre les deux Puissances contractantes le Gouvernement Vénézuélien est responsable des dommages que Fabiani dit avoir éprouvés, pour dénégation de justice;

2° Fixer, au cas où cette responsabilité serait reconnue pour tout ou partie des réclamations dont il s'agit, le montant de l'indemnité pécuniaire que le Gouvernement Vénézuélien devra verser entre les mains de M. Fabiani, et qui s'effectuera en titres de la dette diplomatique du Vénézuéla 8 0/0.

Les deux Gouvernements sont d'accord pour prier M. le Président de la Confédération Suisse, de vouloir bien se charger de cet arbitrage.

---

*) Les ratifications ont été échangées le 7 octobre 1891.

La présente déclaration restera soumise à l'approbation du Congrès du Vénézuéla.

Fait en double exemplaire à Caracas, le 4 février 1891.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française.

Signé: *Blanchard de Farges.*

Le Ministre des relations extérieures de Vénézuéla.

Signé: *Carlos F. Grisanti.*

69.

FRANCE, MONTÉNÉGRO.

Convention de commerce et de navigation; signée à Cettigne le 18/30 juin 1892*).

Journal officiel du 5 février 1893.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse le Prince de Montenegro, désirant placer sur une base satisfaisante les relations commerciales entre les deux États, les soussignés:

Léon-Edouard, comte Amelot de Chaillou, ministre résident de la République française, officier de la Légion d'Honneur, etc., etc., et le Voïvode G.-M. Voucovitch, Conseiller d'Etat, Ministre des Affaires étrangères de la Principauté de Monténégro, grand-officier de l'ordre du Prince Danilo Ier, etc., etc., officier de la Légion d'Honneur, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier. — Les deux Hautes Parties se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux et en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit, et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le payement des taxes qui s'y rapportent.

Art 2. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le 1er février 1893, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposée le sceau de leurs chancelleries.

Fait à Cettigne, le 18-30 juin 1892.

(L. S.) Signé: *Amelot.*

(L. S.) — *V.-G.-M. Voucovitch.*

*) Les ratifications ont été échangées à Cettigne le 1er février.

70.

FRANCE.

Règlement sur les prisonniers de guerre; du 21 mars 1893.

Archives Diplomatiques 1893.

Titre Ier

Désignation et classement des prisonniers de guerre.

Catégorie des individus considérés et traités comme prisonniers de guerre.

Article premier. — Sont considérés et traités comme prisonniers de guerre, lorsque le sort des armes les a fait tomber au pouvoir des armées françaises:

1° Tous les individus appartenant soit à l'armée proprement dite, soit aux corps auxiliaires reconnus comme belligérants;

2° Les individus, même n'ayant pas perdu la qualité de sujets d'une puissance neutre, régulièrement employés dans les armées ennemies, ainsi que ceux autorisés à suivre ces armées et porteurs d'un titre justifiant leur identité;

3° Les individus, militaires ou non militaires, capturés sur mer, dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur en France pour la guerre maritime.

Déserteurs et otages.

Art. 2. — Sont également considérés comme prisonniers de guerre:
1° Les déserteurs ennemis;
2° Les otages.

Personnel et matériel neutralisés par la Convention de Genève.

Art. 3. — Par exception aux dispositions qui précèdent, et conformément à l'article 2 de la Convention de Genève du 22 août 1864, le personnel du service de santé accompagnant les troupes sur le champ de bataille est considéré comme neutre tant qu'il fonctionne et tant qu'il reste des blessés à relever ou à secourir.

Le matériel employé dans les mêmes conditions est également neutralisé.

Signes distinctifs du personnel et du matériel neutralisés par la Convention de Genève.

Art. 4. — Le personnel ainsi neutralisé doit être porteur d'un brassard à croix rouge sur fond blanc, délivré par l'autorité militaire, ainsi que d'un titre permettant de constater l'identité de chaque individu.

Les établissement où sont soignés des militaires blessés ou malades, ainsi que les voitures servant à leur transport, sont signalés par le drapeau

blanc à croix rouge, accompagné du drapeau national, ou par les mêmes insignes peints sur les voitures*).

Blessés et malades prisonniers de guerre.

Art. 5. — Les blessés et les malades en traitement dans les ambulances et hôpitaux tombés au pouvoir des armées françaises ou recueillis sur le champ de bataille sont prisonniers de guerre.

Toutefois, ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir, seront renvoyés dans leurs pays, à l'exception des officiers dont la possession importerait au sort des armes.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Traitement et renvoi du personnel neutralisé.

Art. 6. — Dans le cas d'adhésion réciproque des puissances belligérantes aux articles additionnels à la Convention de Genève, des dispositions seront prises pour assurer au personnel neutralisé tombé entre les mains de l'armée française la jouissance intégrale de son traitement.

Le commandant en chef fixera, dès que les circonstances le permettront, le moment où le personnel du service de santé pourra se retirer avec son matériel, soit isolément, soit avec ses blessés et malades.

Il fixera en outre l'itinéraire à suivre.

Situation particulière du personnel neutralisé n'accompagnant pas les troupes sur le champ pe bataille.

Art. 7. — Le personnel du service de santé régulièrement attaché aux évacuations, aux ambulances, hôpitaux et autres établissements sanitaires n'accompagnant pas les troupes sur le champ de bataille, est également neutralisé.

Lorsque ce personnel est autorisé, par le commandant en chef, à se retirer, il ne peut emporter que les objets et effets qui sont sa propriété particulière.

Egards dus aux prisonniers de guerre.

Art. 8 — Les prisonniers de guerre ne doivent jamais être insultés, maltraités ou dépouillés; chacun d'eux est traité avec les égards dus à son rang.

Mesures générales à prendre vis-à-vis des prisonniers de guerre au moment de leur capture.

Art. 9. — Les prisonniers de guerre sont immédiatement désarmés après leur capture.

Leurs armes et leurs munitions sont versées au service de l'artillerie, leurs équipements au service de l'intendance et leurs cheveaux avec leurs harnachements au service de la remonte.

---

*) Pendant la guerre d'Orient de 1877-78, la Turquie a été autorisée à substituer le croissant à la croix.

Dispositions spéciales en ce qui concerne les officiers et assimilés faits prisonniers de guerre.

Art. 10. — Le commandant en chef peut autoriser les officiers et assimilés à conserver leur sabre ou leur épée ainsi que les autres armes qui sont leur propriété particulière.

Toutefois, les armes à feu ne peuvent leur être restituées qu'après avoir été déchargées et que leurs munitions ont été livrées.

Echanges de prisionniers de guerre blessés ou malades.

Art. 11. — Le commandant en chef a toute latitude pour opérer immédiatement, le cas échéant, l'échange des prisionniers de guerre blessés ou malades recueillis après un combat.

Echanges de prisonniers de guerre valides.

Art. 12. — En principe, les échanges de prisionniers de guerre valides ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Ministre de la guerre.

Lorsque les communications se trouvent interrompues avec le Ministre de la guerre, le commandant en chef peut procéder à ces échanges, dans les limites qu'il juge convenables, et il en rend compte dès que les communications sont rétablies.

Les déserteurs ennemis ne sont jamais compris parmi les prisionniers de guerre échangés.

Titre II.

Envoi des Prisonniers de Guerre à leur Destination.

Chapitre I.

Réunion des prisonniers et leur remise au service des étapes.

Destination à donner aux prisonniers faits au cours des opérations.

Art. 13. — Les prisonniers sont conduits, par les soins des corps qui les ont capturés, sur les points désignés à l'avance par le commandement, et remis à la gendarmerie.

En principe, les officiers et assimilés doivent être immédiatement séparés de la troupe.

Lorsque les prisonniers sont devenus trop nombreux pour être suffisamment surveillés par les gendarmes, le commandant de la force publique provoque, auprès du chef d'état-major de la division, des ordres pour la constitution d'une garde.

Après l'action, les prisonniers sont dirigés, sous escorte spéciale, s'il y a lieu, sur le quartier général du corps d'armée.

Les prisonniers faits par la cavalerie sont dirigés sur le quartier général du corps d'armée le plus voisin.

Remise des prisonniers au prévôt du corps d'armée.

Art. 14. — A leur arrivée au quartier général du corps d'armée, les

prisonniers sont remis au prévôt, qui les divise immédiatement en groupes de vingt hommes au plus, placés chacun sous la direction de plus élevé en grade d'entre eux ou, à défaut, du plus ancien soldat lettré, et fait rechercher ceux qui sont susceptibles de pouvoir servir d'interprètes.

Autant que possible, les prisonniers sont séparés par nationalité.

Les déserteurs ennemis ne sont pas confondus avec les prisonniers faits au cours des opérations.

Mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés.

Art. 15. — Les mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés prisonniers de guerre sont déterminées par le commandant en chef, d'après le grade, le rang, la conduite et les dispositions de ces officiers et assimilés, et en tenant compte de la manière dont sont traités les officiers de l'armée française du même grade et du même rang, tombés au pouvoir de l'ennemi.

Ces officiers et assimilés peuvent être autorisés à conserver auprès d'eux un soldat-ordonnance ou un domestique.

Mesures à prendre à l'égard des femmes et des enfants.

Art. 16. — Les femmes et les enfants, prisonniers de guerre, sont traités avec la plus grande humanité et avec tous les égards dus à leur sexe et à leur âge, tout en restant soumis aux mesures générales concernant les autres prisonniers de guerre.

On les assimile aux soldats en ce qui concerne les allocations.

Etats des prisonniers de guerre établis par le chef d'état-major du corps d'armée.

Art. 17. — Le chef d'état-major du corps d'armée établi le plus tôt possible, d'après les renseignements fournis par le prévôt, un état des prisonniers de guerre, nominatif pour les officiers et les assimilés (modèle n° 1), numérique pour les sous-officiers et soldats et assimilés (modèle n° 2).

Ces deux états sont envoyés sans retard au commandant de l'armée.

Destination à donner aux états des prisionniers de guerre.

Art. 18. — Les états des prisonniers de guerre établis par chaque corps d'armée sont récapitulés à l'état-major général de l'armée, puis, s'il y a lieu, au grand état-major général des armées.

Ces états récapitulatifs sont envoyés au Ministre de la guerre (Cabinet du Ministre).

Etats concernant le personnel neutralisé et les prisonniers de guerre en traitement dans les formations ou établissements sanitaires.

Art. 19. — Lorsqu'une formation ou un établissement sanitaire de l'ennemi tombe en notre pouvoir, le chef d'état-major du corps d'armée (ou de la division) campé ou cantonné à proximité, accompagné du directeur du service de santé (ou de médecin divisionnaire), visite, sur l'ordre du commandement, cette formation ou cet établissement sanitaire.

Il prend les mesures nécessaires pour assurer la garde et la surveillance des prisonniers.

Il fait établir :

1° Un état nominatif du personnel neutralisé ;

2° Un état nominatif pour les officiers et assimilés (modèle n° 1), et numérique pour les sous-officiers et soldats ou assimilés (modèle n° 2), en traitement.

L'état nominatif de ces derniers (modèle n° 3 bis) est dressé, aussitôt que possible, par le médecin militaire français mis à la tête de la formation ou de l'établissement sanitaire de l'ennemi.

Les prisonniers de guerre blessés ou malades, recueillis sur le champ de bataille et soignés dans nos formations ou établissements sanitaires, sont portés numériquement sur les situations journalières fournies par les médecins-chefs et centralisées à l'état-major du corps d'armée.

Tous ces états sont ensuite récapitulés et transmis au Ministre de la guerre, dans les conditions prescrites aux articles 17 et 18 du présent règlement, à l'exception des états nominatifs du personnel neutralisé, qui sont destinés au commandant en chef.

Garde, subsistance et logement des prisonniers de guerre réunis au quartier général d'un corps d'armée.

Art. 20. — Dans chaque corps d'armée, le prévôt provoque les ordres du chef d'état-major pour assurer la garde, la subsistance et le logement des prisonniers de guerre, jusqu'au moment où une décision sera prise à leur égard, soit qu'ils doivent être échangés, soit qu'ils doivent être dirigés sur l'intérieur.

Registres des prisonniers de guerre tenus par la prévôté dans chaque corps d'armée.

Art. 21. — Autant que possible, le prévôt fait dresser, en double expédition, sous son contrôle, par chaque chef de groupe de prisonniers l'état nominatif de ses hommes (modèle n° 3 bis).

L'une de ces expéditions est laissée au chef de groupe ; l'autre est employée à constituer le registre spécial à feuillets mobiles des prisonniers de guerre, sous-officiers et soldats ou assimilés, tenu par la prévôté dans chaque corps d'armée (modèle n° 3).

Il y a en outre un registre spécial (modèles n°s 4 et 4 bis) pour les officiers et assimilés, tenu également par la prévôté.

Sur chacun de ces registres, les prisonniers de guerre sont portés distinctement par nationalité.

On inscrit sur les mêmes registres les prisonniers de guerre en traitement dans les formations ou établissements sanitaires, dès que les états nominatifs ont pu être fournis par les chefs d'état-major ou par les médecins-chefs, suivant le cas.

Destination à donner aux prisonniers de guerre blessés ou malades.

Art. 22. — Lors de la visite prescrite par l'article 19 du présent

réglement, le directeur du service de santé (ou le médecin divisionnaire) fait ou fait faire un triage méthodique des blessés ou malades en traitement dans la formation ou l'établissement sanitaire de l'ennemi et les classe en trois catégories, savair:

1⁰ Les hommes légèrement atteints et n'ayant pas besoin d'être hospitalisés;

2⁰ Les blessés ou les malades non transportables;

3⁰ Les blessés ou les malades évacuables.

Ce triage et ce classement sont faits également par les médecins-chefs des formations ou établissements sanitaires français, qui ont recueilli des blessés ou malades ennemis.

Les hommes de la première catégorie sont dirigés, après pansement, sur le quartier général du corps d'armée le plus voisin et remis au prévôt.

Les blessés ou malades non transportables sont soignés sur place, dans les mêmes conditions que les blessés ou malades français de la même catégorie, dans un hôpital de campagne français, temporairement immobilisé.

Les blessés ou malades évacuables dès le principe et ceux de la deuxième catégorie devenus évacuables sont dirigés, sous escorte, sur l'hôpital d'évacuation le plus rapproché, et de là sur un hôpital militaire de l'intérieur désigné par le commandement territorial.

Destination à donner aux prisonniers de guerre valides.

Art. 23. — Dès que les circonstances le permettent, les prisonniers de guerre sont dirigés, s'il y a lieu, par les soins des chefs d'état-major de chaque corps d'armée, sur les commandements d'étapes indiqués par le commandant en chef.

La force des colonnes des prisonniers est déterminée d'après les moyens d'escorte, les dangers de la route à parcourir et les dispositions des prisonniers.

En principe, cette force ne doit pas dépasser mille homes et l'escorte varie du quart au dixième du nombre des prisonniers, suivant les circonstances.

Une visite médicale est passée avant le départ: les prisonniers blessés ou malades, reconnus incapables de marcher, sont dirigés sur une formation sanitaire.

Il est remis au commandant de la colonne un état numérique sous forme d'ordre de mouvement (modèle n⁰ 5) établi par le chef d'état-major du corps d'armée et, autant que possible, un état nominatif des prisonniers (modèle n⁰ 6) dressé par le prévôt et distinct par puissance.

Dans le cas où ce dernier état n'aurait pu être établi avant le départ, il est dressé en route, au moyen des états nominatifs dont chaque chef de groupe doit toujours être détenteur.

Chaque colonne doit comprendre un ou plusieurs interprètes, choisis soit parmi l'escorte, soit parmi les prisonniers.

Les officiers et assimilés prisonniers de guerre forment, autant que possible, des colonnes distinctes.

En tous cas, pendant la marche et en station, ils demeurent séparés de la troupe.

Mise en route des colonnes des prisonniers de guerre.

Art. 24. — Le chef d'état-m»jor du corps d'armée fixe le jour et l'heure du départ ainsi que l'itineraire de chaque colonne de prisonniers et prend les mesures nécessaires pour assurer l'alimentation pendant le trajet.

Les feuilles de route et les mandats d'indemnité de route sont délivrés par le sous-intendant militaire du quartier général et remis au commandant de fa colonne. Ce dernier fait percevoir à la caisse du payeur le montant des sommes allouées et pourvoit, en se conformant aux ordres du commandement pour l'alimentation, à la subsistance des prisonniers jusqu'à leur remise au service des étapes.

Si les circonstances le permettent, les officiers et assimilés prisonniers de guerre peuvent être autorisés à se procurer eux-mêmes leurs vivres de route.

Le chef d'état-major du corps d'armée envoie au commandant d'étapes de la localité sur laquelle est dirigée la colonne un avis de mouvement (modèle n° 7 faisant connaître la composition et l'effectif de l'escorte et des prisionniers.

Il remet au commandant de la colonne une instruction écrite sur la mission qui lui est confiée.

Attributions et devoirs du commandant d'une colonne de prisonniers de guerre.

Art. 25. — L'autorité du commandant d'une colonne de prisonniers de guerre est définie par l'article 214 du règlement sur le service des armées en campagne.

D'une manière générale, ce commandant de colonne se conforme aux prescriptions du titre XI du même règlement.

Il prend les précautions les plus minutieuses, tant en route qu'en station, pour évitcr les évasions ct veille au maintien de la discipline la plus rigoureuse, tant parmi l'escorte que parmi les prisonniers.

Il signale, sans retard, aux autorités militaires, les prisonniers qui ont pu s'évader.

Escorte d'un convoi de prisonniers de guerre suivant les routes de terre.

Art. 26. — Le commandant de la colonne divise, si l'effectif de la colonne le comporte, la toupe d'escorte en deux parties chargées, l'une de la garde immédiate des prisonniers, l'autre du service de sûreté.

En tête et en queue de la colonne marchent des détachements dont la force est variable suivant les circonstances; la surveillance est assurée sur les flancs par le nombre d'hommes d'escorte strictement indispensable.

Les armes sont chargées avant le départ, en présence des prisonniers; ceux-ci sont prévenus que tout acte de rébellion sera réprimé par la force et que l'escorte a reçu l'ordre de tirer sur ceux qui tenteraient de fuir.

Les hommes d'escorte encadrant les prisonniers ont la baïonnette au canon; les cavaliers, le sabre à la main.

Dans les localités où la colonne doit stationner, les prisonniers sont

enfermés dans une église, dans un grand bâtiment ou un enclos, dont on garde les issues.

La troupe de sûreté, chargée d'éclairer le terrain à une certaine distance, est employée dans les conditions prescrites par l'article 206 du règlement sur le service des armées en campagne.

Une attention particulière est apportée à la surveillance des prisonniers à l'approche et pendant la traversée des défilés, des bois, des lieux habités, de tous les points, en un mot, qui peuvent faciliter les évasions.

Si l'on est obligé de s'arrêter pour résister à l'ennemi, il faut contraindre les prisonniers à se tenir couchés, avec menace de tirer sur eux s'ils veulent se relever avant d'en avoir reçu l'ordre.

En tout autre cas, il faut presser leur marche, atteindre un village et les y enfermer dans une église ou dans un grand bâtiment dont on garde les issues et dont on défend les approches.

Au départ et à l'arrivée pendant les marches, matin, et soir pendant les séjours, chaque chef de groupe de prisonniers fait l'appel de ses hommes sous le contrôle des gradés chargés de la surveillance, et leur rend compte immédiatement, sous sa responsabilité personelle, des absences ainsi que des diverses évènements qui ont pu se produire.

Remise des prisonniers de guerre au service des étapes.

Art. 27. — Chaque colonne de prisonniers de guerre est reçue par le commandant d'étapes à son arrivée au commandement d'étapes sur lequel elle a été dirigée.

Le commandant de la colonne procède en présence du commandant d'étapes à l'appel des prisonniers. Les causes de variation de l'effectif survenues en cours de route sont mentionnées sur l'ordre de mouvement (modèle n° 5) et sur l'état nominatif (modèle n° 6).

Le commandant d'étapes signe ces deux pièces à titre de récépissés des prisonniers, remet l'ordre de mouvement (modèle n° 5) au commandant de la colonne et conserve l'état nominatif (modèle n° 6).

Le commandant de la colonne rejoint, avec l'escorte, le plus promptement possible, le corps d'armée auquel il appartient et remet en rentrant, au chef d'état-major, un rapport sur la mission qui lui a été confiée ainsi que l'ordre de mouvement (modèle n° 5).

Prisonniers de guere capturés par la garnison d'une place forte ou d'un ouvrage isolé.

Art. 28. — Les prisonniers de guerre capturés par les troupes défendant une place forte ou un ouvrage isolé sont renfermés dans des locaux à l'abri, autant que possible, du feu de l'ennemi et dont la garde est confiée de préférence à la gendarmerie.

Ils sont étroitement surveillés, et toute communication est interdite entre eux et la garnison ainsi que les habitants du pays.

Les allocations en nature attribuées à ces prisonniers sont déterminées, suivant les ressources, par le gouverneur de la place ou le commandant de l'ouvrage isolé.

Dès que les circonstances le permettent, les prisonniers sont évacués sur l'intérieur, dans les conditions prescrités par le présent règlement.

Chapitre II.

Envoi des prisonniers de guerre à leur destination par le service des étapes.

Attributions du service des étapes à l'égard des prisonniers de guerre.

Art. 29. — A partir de leur remise au commandant d'étapes, les prisonniers de guerre relèvent exclusivement du service des étapes, qui est chargé de les diriger sur les localités désignées par le Ministre de la guerre pour recevoir des dépôts des prisonniers.

Mise en route des colonnes par le service des etapes.

Art 30. — Les mouvements s'effectuent d'après les ordres donnés par le directeur général des chemins de fer et des étapes, ou par le directeur des étapes, suivant le cas, par voie de terre ou par voie de fer, ou même par voie navigable.

Le commandant de chaque colonnes recoit du commandant d'étapes du point de départ une instruction détaillée, ainsi qu'un état numérique sous forme d'ordre de mouvement (mod. nº 5) et l'état nominatif des prisonniers (mod. nº 6).

Les colonnes sont mises en route dans les conditions prescrites par l'article 23 du présent règlement.

Les feuilles de route délivrées au départ du quartier général du corps d'armée d'où provient chaque colonne sont visées pour continuation de route par le fonctionnaire de l'intendance militaire du service des étapes; si le groupement des prisonniers se trouvait modifié, ce fonctionnaire établirait de nouveaux titres.

Si la colonne doit faire usage des voies ferrées, des bons de chemin de fer seront remis au commandant de cette colonne.

Des allociations en deniers et en nature sont accordées dans les conditions prescrites par l'article 37 ci-après et en tenant compte des frais de route payés depuis le commencement de la capture.

Des avis d'ordre de mouvement (mod. nº 7) sont envoyés aux géneraux commandant les territoires traversés par les colonnes et ceux où se trouvent les lieux de destination.

Colonne de prisonniers suivant à pied les lignes d'étapes.

Art. 31. — Si les prisonnniers doivent suivre les voies de terre, l'escorte qui les accompagne est, autant que possible, relevée de gîte en gîte.

Le commandant de la colonne se conforme aux prescriptions de l'article 26 du présent règlement.

Il remet contre récépissé, à celui qui doit lui succéder, l'instruction écrite, les états et les feuilles de route dont il est détenteur. Le récépissé est renvoyé à l'autorité militaire qui a prescrit le mouvement.

Un appel des prisonniers est fait en présence des deux commandants et on mentionne les causes qui ont pu amener une modification dans l'effectif.

Transport d'une colonne de prisonniers par les voies ferrées.

Art. 32. — Si le mouvement a lieu par les voies ferrées, l'effectif de l'escorte est normalement le dixième de celui des prisonniers.

L'escorte est fournie, jusqu'à la ligne de démarcation, par le service des étapes ou les commandements territoriaux situés dans la zone des armées, et au delà de cette ligne, par l'autorité militaire territoriale relevant directement du Ministre de la guerre.

Lorsque l'escorte est relevée en cours de route, il est procédé aux formalités prescrites par l'article précédent.

Les armes sont chargées avant le départ et les prisonniers reçoivent les mêmes avis que dans le cas où la colonne est mise en route par les voies ordinaires. Il leur est, en outre, rigoureusement interdit de passer la tête ou les bras hors de portières pendant la marche, de pousser des cris ou de chanter, de fumer dans les voitures garnies de paille.

La troupe d'escorte est répartie dans des voitures à part en tête, au milieu et en queue du train.

Les officiers de l'escorte montent dans une voiture placée au milieu du train.

Les voitures affectées aux prisonniers sont fermées à clef, de façon que les portes ou portières ne puissent être ouvertes que par les agents du train, sur l'ordre du commandant de la colonne.

Dans chacune des voitures renfermant les prisonniers, l'un d'entre eux, choisi parmi les chefs de groupe, est chargé, sous sa propre responsabilité, de maintenir l'ordre et la tranquilité la plus absolue.

Pendant la marche du train, la troupe d'escorte veille à ce que personne ne s'échappe des voitures.

A l'arrivée dans chaque gare de halte, le commandant de la colonne reçoit du commissaire militaire ou du commandant de gare ou, à son défaut, du chef de gare, l'indication exacte de la durée de l'arrêt et les signes locales.

Pendant les courts arrêts compris entre cinq et dix minutes, il est interdit aux prisonniers de quitter leurs voitures; un certain nombre d'hommes de l'escorte descendent seuls sur la voie, et l'officier qui les commande les répartit le long du train et de chaque côté, de manière à surveiller les portières.

Pendant les arrêts de plus de dix minutes, les prisonniers ne peuvent être autorisés à descendre que lorsque l'escorte aura placé des sentinelles aux endroits nécessaires pour assurer l'ordre, empêcher toute tentative d'évasion et interdire la circulation sur les points désignés par le commissaire militaire ou le commandant ou le chef de la gare.

Le poste spécial de la gare, s'il en existe, et la gendarmerie locale concourent à ce service.

Chaque fois que les prisonniers doivent descendre, les voitures ne sont ouvertes que par les agents du train, sur l'ordre du commandant de la colonne.

Elles sont refermées à clef, par ces mêmes agents, dès que les prisonniers sont remontés dans leurs voitures.

L'escorte ne reprend sa place dans le train qu'après la fermeture des voitures occupées par les prisionniers.

Dans les stations haltes-repas où les repas doivent être pris dans un réfectoire, les prisonniers sont conduits, sous la surveillance de l'escorte, jusqu'à ce réfectoire, dont les issues sont gardées par des sentinelles fournies par le poste de police de la gare, et, au besoin, par l'escorte. Des mesures sont prises par le commandant de la colonne pour l'alimentation des hommes chargées specialement du service de surveillance; les autres hommes de l'escorte mangent dans le réfectoire, à des tables distinctes de celles des prisionniers.

Si les vivres doivent être distribués dans les voitures, le commandant de la colonne, après s'être entendu avec le commissaire militaire ou le commandant de la gare sur les mesures de police à prendre, désigne un certain nombre d'hommes par voiture pour aller chercher les denrées et faire la distribution.

A l'arrivée à destination, on prend les mêmes dispositions que dans les gares où les prisonniers sont autorisés à descendre de voiture.

Les prisonniers se forment sur deux rangs, au fur et à mesure qu'ils débarquent; les groupes de vingt hommes sont reconstitués et chaque chef de groupe se place au premier rang, à la droite de ses hommes.

Transport des prisonniers per les voies navigables.

Art. 33 — Si les prisonniers sont transportés par les voies navigables on prend, avant le départ, les mêmes dispositions que dans les cas où la colonne voyage par les voies ordinaires ou est transportée par les voies ferrées. Les armes sont chargées et les prisonniers sont prévenus que l'escorte a reçu l'ordre de faire feu sur ceux qui tenteraient de s'évader.

Les dispositions à prendre pour assurer la garde des prisonniers sont variables suivant la nature des bâtiments employés pour le transport.

En principe, les prisonniers sont enfermés dans l'intérieur et la troupe d'escorte garde les issues à l'extérieur.

On évite avec soin de laisser les prisonniers à proximité des machines à vapeur du gouvernail, des mâts, des câbles ou chaînes servant à la manoeuvre des bâtiments, des prises d'eau et autres points du bâtiment où leur présence peut présenter des inconvénients.

Envoi des officiers et assimilés à leur destination

Art. 34. — Les officiers et assimilés, prisonniers de guerre, qui ont été autorisés par le commandant en chef à se rendre librement et sans escorte au lieu qui leur a été assigné comme résidence, ne peuvent jouir de cette autorisation qu'à partir d'un point de la ligne des étapes désigné par le directeur général des chemins de fer et des étapes ou par le directeur des étapes.

La commandant d'étapes en ce point fait signer à chacun des officiers ou assimilés dont il s'agit, après le leur avoir fait lire, un engagement par lequel ils donnent leur parole de se rendre à leur résidence, et en suivant l'itinéraire qui leur sera fixé. Ils se reconnaissent en même temps

responsables du soldat-ordonnance ou du domestique qu'ils ont pu être autorisés à conserver auprès d'eux, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent règlement.

Une feuille de route est ensuite délivrée à chacun de ces officiers ou assimilés, ainsi qu'à leurs soldats-ordonnances ou domestiques.

Quant à ceux qui refuseraient de souscrire l'engagement indiqué plus haut, ils seront conduits sous escorte jusqu'à leur destination.

Mesures à prendre à l'égard des prisonniers arrêtés en état d'évasion ou violant leur parole en cours de route.

Art. 35. — Les prisonniers évadés repris avant d'avoir pu rejoindre l'armée de leur gouvernement ou quitter le territoire soumis à la France ne peuvent être punis que disciplinairement.

Ils sont placés sous une surveillance plus rigoureuse et peuvent être conduits enchaînés jusqu'à leur destination.

Quant à ceux qui ont réussi à s'échapper, ils ne sont passibles d'aucune peine s'ils viennent à être repris plus tard.

Les officiers et assimilés capturés en état d'évasion après avoir violé leur parole sont considérés et traités comme soldats sous le rapport de la solde et des rations et enfermés dans une forteresse, conformément aux dispositions prescrites par le décret du 4 août 1811 concernant les prisonniers de guerre et les otages.

Les officiers et assimilés capturés les armes à la main, après avoir violé leur parole, sont punis de mort. (Art. 204 du Code de justice militaire.)

Prisonniers de guerre tombant malades en cours de route.

Art 36. — Les prisonniers de guerre tombant malades en cours de route sont déposés dans une infirmerie de gîte d'étapes ou de gare et évacués, aussitôt que possible, sur un hôpital militaire.

Règle d'allocation en deniers et en nature.

Art. 37. — L'indemnité de route est allouée aux prisonniers de guerre depuis le moment de leur capture jusqu'au jour inclus de leur remise au service des étapes.

A partir de ce moment, ils sont traités d'après les règles en vigueur pour les militaires français voyageant soit isolément soit en détachement, le taux des allocations en deniers et en nature à leur attribuer étant déterminé par les tarifs n°s 1 et 2 annexés au présent règlement.

Les indemnités de route sont exclusives de toute solde et de toute prestation en nature. Lorsque des distributions de vivres ou de liquides seront faites aux prisonniers voyageant avec indemnité de route, le montant de la valeur des denrées distribuées sera retenu sur ladite indemnité et versé au service distributeur.

A l'arrivée à destination, le reliquat provenant des sommes non dépensées pour les hommes de troupe et les assimilés sera versé au Trésor par le commandant de la colonne.

Les prisonniers officiers et assimilés admis dans les formations ou

établissements sanitaires ont droit à une solde spéciale déterminée par les tarifs précités ; les prisonniers sous-officiers et soldats ou assimilés ne reçoivent dans cette position aucune allocation en deniers.

Chapitre III.

Envoi des prisonniers de guerre à leur destination par voie de mer.

Dispositions générales.

Art. 38. — Le Ministre de la marine règle les conditions dans lesquelles les prisonniers de guerre sont transportés, le cas échéant, par voie de mer.

Les autorités militaires et maritimes se concertent pour la remise et la réception de ces prisonniers, en se conformant aux dispositions générales du présent règlement (art. 60 ci-après).

Titre III.

Organisation des Dépôts de prisonniers de guerre.

Chapitre Ier.

Dépôts de prisonniers de guerre.

1re Section. — Cadres des dépôts.

Emplacement et installation des dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 39. — Le Ministre de la guerre désigne les localités où doivent être établis des dépôts des prisonniers de guerre (hommes de troupe ou assimilés).

Ces dépôts sont installés soit dans les casernements disponibles, soit dans les camps.

Commandement des dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 40. — Les dépôts sont commandés, suivant leur importance, par des officiers supérieurs ou des officiers subalternes.

Ces commandants de dépôt, choisis de préférence parmi les officiers de l'armée territoriale et en particulier, parmi les anciens officiers de gendarmerie, sont nommés par le Ministre de la guerre, sur la proposition des généraux commandant les régions sur le territoire desquelles sont installés les dépôts.

Cadre des dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 41. — Les cadres des dépôts de prisonniers de guerre, fournies en principe par l'armée territoriale et sa réserve, sont constitués sur les bases suivantes :

1 gradé (caporal ou brigadier) par . . .	40	hommes.
1 sous-officier par	100	—
1 lieutenant ou sous-lieutenant par . . .	400	—

Dans les dépôts de plus de 400 prisioniers, l'un des lieutenants ou sous-lieutenants est chargeé des détails du service et remplit les fonctions d'adjudant-major.

Dans les depôts ne renfermant pas plus de 2,000 prisonniers, un officier d'administration ou un adjudant du cadre du service de la justice militaire, désigné par le Ministre de la guerre, dans les mêmes conditions que les commandants des dépots, est chargé de la comptabilité, des distributions et de la tenue des contrôles. Il prend le titre de comptable du dépôt.

Il est en outre attribué:

1 secrétaire au commandant de chaque dépôt;

1 secrétaire par 400 prisonniers au comptable du dépôt;

1 gradé pour la surveillance de l'infirmerie;

1 sous-officier vaguemestre.

Dans les dépôts dont l'effectiv excède 2,000 prisonniers, il est adjoint au commandant de chaque dépôt un officier qui prend le titre de commandant en second; un adjoint au comptable est également attaché au dépôt.

On compte 1 interprète pour 400 hommes, choisi, autant que possible, parmi les prisonniers de guerre.

Les officiers et assimilés de tout grade employés dans les dépôts ont droit à un soldat-ordonnance fourni par l'un des corps de troupe de l'armée territoriale stationné à proximité.

Désignation du personnel des cadres de chaque dépôt.

Art. 42. — Les généraux commandant les régions sur le territoire desquelles sont installés des dépôts de prisonniers de guerre désignent eux-mêmes le personnel de cadres de chacun de ces dépôts, à l'exception du commandant et du comptable, qui sont nommés par le Ministre de la guerre, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Ce personnel, choisi sur des listes d'aptitude établies à l'avance dans chaque corps d'armée, doit présenter toutes les garanties voulues au point de vue de l'énergie et de la moralité.

Allocations au personnel du cadre des dépôts.

Art. 43. — Les allocations attribuées au personnel du cadre des dépôts sont fixées par le tarif n⁰ 3 annexé au présent règlement.

En principe, les officiers doivent être logés dans les bâtiment affectés aux dépôts; mais, à défaut d'emplacement, c'est à eux à pourvoir à la dépense de leur logement.

Le logement en nature est fourni aux hommes de troupe qui ont droit aux prestations en nature dans les mêmes conditions que les hommes de troupe dans l'armée active.

Toutes les prestations sont régularisées au titre du dépôt auquel ces militaires sont attachés.

IIe Section. — Prisonniers de guerre arrivant dans les dépôts.

Arrivée des prisonniers de guerre dans les dépôts.

Art. 44. — Le commandant d'armes dans la localité où est installé

un dépôt de prisonniers de guerre envoie au devant de chaque colonne dont l'arrivée lui a été annoncée un officier ou un sous-officier chargé de guider la colonne, ainsi que, le cas échéant, les troupes jugées nécessaires pour renforcer l'escorte.

Dès que les prisonniers ont été introduits dans l'intérieur du dépôt, le commandant de la colonne procède à un appel en présence du commandant du dépôt; les modifications survenues à l'effectif sont mentionnées sur l'état numérique et sur l'état nominatif (modèles nos 5 et 6).

Le commandant de la colonne remet au commandant du dépôt, contre récépissé, ce dernier état (modèle n° 6), ainsi que l'instruction écrite et les feuilles de route dont il est détenteur. Il rejoint ensuite, le plus tôt possible, par voie de fer, avec l'escorte, le corps auquel il appartient.

L'état numérique (modèle n° 5) est renvoyé à l'autorité militaire qui l'a établi.

A partir de ce moment, les prisonniers de guerre relèvent exclusivement, sous les rapports, de l'autorité militaire territoriale.

Immatriculation des prisonniers de guerre.

Art. 45. — Dès leur arrivée dans les dépôts, les prisonniers de guerre sont inscrits sur un registre à feuillets mobiles (modèle n° 8) et reçoivent un numéro reproduit sur les effets qui leur sont délivrés et sur ceux qu'ils possèdent.

Les inscriptions portées sur les feuilles mobiles sont faites et contrôlées avec le plus grand soin, surtout en ce qui concerne les renseignements fournis par les plaques d'identité dont les prisonniers peuvent être porteurs.

Les mêmes données sont répétées sur le livret individuel dont chaque prisonnier sera pourvu au moment de son immatriculation et qui recevra, en outre, la mention des allocations acquises aux hommes employés comme travailleurs.

Ce livret est conforme au livret individuel en usage pour les militaires de l'armée française.

Il est fourni au compte de l'Etat.

IIIe Section. — Administration et comptabilité.

Allocations en deniers.

Art. 46. — Les prisonniers de guerre reçoivent, suivant leur grade ou leur assimilation, les allocations fixées par les tarifs nos 1 et 2 annexés au présent règlement.

Les militaires promus à de nouveaux grades depuis leur captivité n'ont droit qu'au traitement du grade qu'ils avaient lorsqu'ils ont été faits prisonniers de guerre.

Il est alloué aux interprètes, pour chaque journée de présence, une indemnité fixée par le tarif n° 2 précité.

Vivres et chauffage.

Art. 47. — Les prisonniers de guerre renfermés dans les dépôts re-

çoivent les allocations en nature fixées par le tarif n° 2 annexé au présent règlement.

Ils vivent à l'ordinaire dans les conditions prescrites par les règlement en vigueur.

Couchage.

Art. 48. — Le couchage des prisonniers de guerre est assuré, en principe, au moyen de fournitures de couchage auxiliaires.

Habillement, linge et chaussures.

Art. 49. — Les prisonniers de guerre conservent les effets d'habillement en leur possession au moment de leur capture, aussi longtemps que ces effets sont susceptibles de faire un bon usage.

Il est installé dans chaque dépôt un atelier de réparations pour les vêtements et la chaussure; les ouvriers sont pris parmi les prisonniers exerçant la profession de tailleur ou celle de cordonnier.

Les effets des prisonniers qui sont reconnus hors de service sont employés aux réparations. Les dépenses occasionnées par ces réparations sont supportées par la masse d'habillement des prisonniers travailleurs, et, pour les prisonniers non travailleurs ou travaillant au compte du département de la guerre, par les fonds généraux du budget (service de l'habillement).

Lorsqu'il est nécessaire de renouveler les effets d'habillement, le linge ou la chaussure, le commandant du dépôt adresse au général commandant la région une demande motivée, visée par le sous-intendant militaire, et contenant la liste des hommes à pourvoir, ainsi que l'indication des tailles et des pointures. Après approbation, cette demande est adressée au directeur du service de l'intendance de la région, qui est chargé de faire délivrer les effets, soit par les corps de troupe sur leurs ressources disponibles en effets d'instruction ou hors de service soit par le magasin administratif de la région. Ce dernier mode ne pourra être appliqué qu'à défaut du précédent, et, en tout cas, c'est toujours le matériel le plus usé qui devra tout d'abord être employé.

Les effets seront, de préférence, du modèle de ceux en service dans l'infanterie; ils ne devront porter aucun signe distinctif, de façon qu'il n'existe pas de confusion possible avec les uniformes des militaires de l'armée nationale. Les boutons d'uniforme provenant des effets réformés des prisonniers pourront être utilisés.

Les effets des prisonniers décédés ne sont distribués, employés aux réparations ou remis en magasin qu'après désinfection.

Dans le cas où des magasins de l'ennemi seraient tombés en notre pouvoir, les effets à délivrer aux prisonniers de guerre seront pris dans ces magasins et expédiés dans les dépôts, sur l'ordre du Ministre de la guerre.

Les prisonniers doivent toujours être pourvus des effets suivants:

1 coiffure (képi, casquette, bonnet de police, calotte ou béret);

1 pantalon de drap;

1 vêtement (veste, tunique, dolman, capote ou vareuse);
2 chemise de toile ou de coton;
2 paires de chaussures en cuir (une des paires pouvant être remplacée par des sabots);
1 pantalon de toile et 1 bourgeron de toile pour les prisonniers employés comme travailleurs au compte du ministère de la guerre.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir les prisonniers de sabots, il leur est délivré, en même temps, des chaussons confectionnés au dépôt, avec des effets de drap hors de service; ces chaussons sont classés comme effets de petit équipement.

Administration intérieure des dépots.

Art. 50. — L'administration intérieure des dépôts de prisonniers de guerre est soumise aux règles générales contenus dans le décret du 14 janvier 1889 sur l'administration et la comptabilité des corps de troupe, les dépôts étant considérés comme des corps organisés sous le titre de compagnie. Toutefois, lorsque l'effectif des prisonniers sera supérieur à 400 hommes, l'administration du dépôt sera exercée par un conseil d'administration composé comme il suit, savoir:

Le commandant du dépôt, président;
L'officier du grade le plus élevé ou le plus ancien;
L'officier comptable, secrétaire.
Tous trois ont voix délibérative.

Lorsque, éventuellement, le conseil d'administration ne peut être réuni au nombre de ses trois membres, l'adjoint au comptable ou, à défaut, un officier de la garnison désigné par l'autorité militaire, assiste aux séances du conseil d'administration, avec voix délibérative.

Les contrôles nominatifs, les feuilles de journées numériques et les revues de liquidation sont établis dans les conditions déterminées par le décret du 29 mai 1890 sur la solde et les revues, et d'une façon distincte pour le personnel de surveillance et les prisonniers de guerre de chaque puissance.

On se conforme aux dispositions des décrets précités en ce qui concerne l'ordonnancement et le payement de la solde des prisonniers, ainsi que le mode de régularisation des allociations en deniers et en nature. Les états de solde collectifs sont établis dans la forme des modèles annexés au décret du 29 mai 1890 et relatifs aux prisonniers de guerre étrangers. Ces états concernant la troupe sont ordonnancés par quinzaine et d'avance.

Les revues d'effectif sont passées dans les conditions ordinaires.

Il ne sera établi de compte de centralisation que si la nécessité en est reconnue par le sous-intendant militaire chargé de la surveilllance administrative du dépôt.

Surveillance administrative des dépôts.

Art. 51. — La surveillance administrative des dépôts de prisonniers de guerre est exercée par les fonctionnaires de l'intendance militaire employés dans la région où sont constitués ces dépôts.

Service de santé.

Art. 52. — Les généraux commandants de region désignent, sur la proposition des directeurs du service de santé, un médecin pour assurer le service dans chaque dépôt de prisonniers. Ce médecin a les attributions et les devoirs du médecin-major chef de service dans un corps de troupe.

Il est installé dans chaque dépôt une infirmerie où sont traités les malades dont l'état n'exige pas le transport à l'hôpital.

Les infirmiers sont pris, en principe, parmi les prisonniers.

Tous les prisonniers de guerre sont, dès leur arrivée à leur destination, vaccinés ou revaccinés dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française. (Voir la notice speciale annexée au règlement sur le service de santé militaire.)

Service religieux.

Art. 53. — Toute latitude est laissée aux prisonniers pour l'exercice de leur religion, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire locale.

Les prisonniers qui le demandent peuvent être autorisés à assister, le dimanche et les jours fériés, sous la conduite de leurs surveillants, aux offices de leur culte, soit dans l'interieur, soit même au dehors des dépôts.

Le commandant d'un dépôt peut autoriser, sous sa responsabilité, les ministres des divers cultes, de nationalité française, à pénétrer dans le dépôt; il en rend compte au commandant d'armes.

Les ministres des divers cultes, de nationalité étrangère, munis d'une autorisation spéciale du Ministre de la guerre, peuvent également être admis dans les dépôts.

Les uns et les autres doivent prendre et signer l'engagement de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire locale.

Il leur est interdit de recevoir aucun dépôt d'effets ou de valeurs, à quelque titre ou pour quelque destination que ce soit.

Chapitre II.

Officiers et assimilés prisonniers de guerre.

Résidences assignées aux officiers et assimilés.

Art. 54. — Le Ministre de la guerre désigne les localités ou les officiers et assimilés pourront être internés sur parole, ainsi que les forteresses qui devront recevoir ceux refusant de donner leur parole. Il indique, en outre, le nombre de prisonniers à interner dans chaque localité ou chaque forteresse.

Autant que possible, les officiers et assimilés ne sont pas envoyés dans les localités où se trouvent des dépôts de prisonniers de guerre.

Arrivée des officiers et assimilés à leur destination.

Art. 55. — Les officiers et assimilés sont conduits, dès leur arrivée,

librement ou sous escorte, suivant le cas, chez le commandant d'armes de la localité à qui les feuilles de route sont remises.

Les noms de ces officiers et assimilés sont immédiatement inscrits sur un registre spécial à feuillets mobiles (modèle n° 9), qui recevra ultérieurement un exemplaire de leur photographie ainsi que l'indication de leur logement.

Mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés.

Art. 56. — Le commandant d'armes met ensuite chacun d'eux en demeure de faire connaître s'il demande à être interné sur parole ou s'il préfère ne pas donner sa parole.

Les officiers et assimilés qui demandent à être internés sur parole signent, en présence du commandant d'armes, et après en avoir pris connaissance, l'engagement de ne pas tenter de s'évader et de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Les officiers et assimilés qui refusent de signer cet engagement sont enfermés dans une forteresse où ils sont étroitement surveillés, mais traités sans rigueurs inutiles et avec les égards dus à leur grade ou à leur rang.

Officiers et assimilés internés sur parole.

Art. 57. — Les officiers et assimilés internés sur parole sont placés, dans chaque localité, sous la surveillance spéciale d'un officier de l'armée active, de réserve ou de l'armée territoriale, désigné par le général commandant la région et pris de préférence dans le service d'état-major.

Ils sont divisés par groupes de vingt; le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le même grade remplit les fonctions de chef de groupe et sert d'intermédiaire pour toutes les communications à échanger entre l'autorité militaire locale et les prisonniers de guerre faisant partie du même groupe.

Solde des officiers et assimilés.

Art 58. — La solde des officiers et assimilés, prisonniers de guerre, est fixée par le tarif n° 2 annexé au présent règlement. Les règles édictées par le décret du 29 mai 1890, sur la solde et les revues, sont applicables au service de la solde des prisonniers de guerre en ce qui concerne l'ordonnancement, le payement et le mode de régularisation, les officiers et assimilés étant traités sur le pied déterminé par le décret pour les officiers sans troupe et les employés militaires.

La solde est ordonnancée tous les mois et à terme échu, que les officiers soient mis en forteresse ou internés sur parole.

En dehors de l'exception prévue ci-après, les officiers et assimilés prisonniers de guerre perçoivent leur solde sur mandats individuels établis par le sous-intendant militaire, d'après des etats de mutation nominatifs produits le 25 de chaque mois par le commandant d'armes. Dans le cas où le nombre des officiers internés sur parole, dans une même localité, serait supérieur à cent, c'est un corps de troupe qui sera chargé d'assurer la perception de la solde. Il comprendra, à cet effet, tous les intéressés sur des

états de solde collectifs, établis par puisance, et d'après les modèles n°s 13 A et 13 B annexés au décret précité sur la solde et les revues. Ces états de solde seront signés par le conseil d'administration dudit corps et ordonnancés par le sous-intendant militaire. Les preceptions seront régularisées sur la revue de liquidation du corps.

Le commandement local assurera la répartition des sommes perçues entre les intéressés, qui donneront leur acquit sur une feuille d'émargement.

Ce mode d'opérer sera toujours suivi à l'égard des officiers et assimilés mis en forteresse.

Soldats-ordonnances et domestiques des officiers et assimilés internés sur parole.

Art. 59. — Les prisonniers de guerre que les officiers ou assimilés, internés sur parole, sont autorisés à conserver auprès d'eux comme soldats-ordonnance ou comme domestiques, peuvent être mis en subsistance dans l'un des corps de la garnison ou être autorisés à vivre isolément.

Dans l'un et l'autre cas, ils reçoivent les allocations attribuées aux soldats par le tarif n^{0} 2 annexé au présent règlement.

Chapitre III.

Prisonniers capturés par l'armée de mer.

Remise à l'autorité militaire des prisonniers de guerre capturés par l'armée de mer.

Art. 60. — Lorsque les prisonniers de guerre capturés par l'armée de mer son débarqués dans des ports militaires, le ministre de la guerre, après entente avec le Ministre de la marine, désigne les dépôts sur lesquels ces prisonniers devront être dirigés.

Le Ministre de la marine a la faculté de retenir ceux de ces prisonniers qui peuvent être utiles à son département.

Les préfets maritimes font connaître aux commandants des régions le territoire desquelles sont situés les dépôts ainsi désignés, le nombre des prisonniers ainsi que la date à laquelle ces prisonniers pourront être remis à l'autorité militaire.

Les commandants de régions intéressés donnent les ordres nécessaires pour que des escortes soient constituées afin de conduire les prisonniers aux dépôts qui leur ont été assignés et font remettre au commandant de chaque escorte un état numérique, sous forme d'ordre de mouvement (modèle n^{0} 5), des prisonniers dont la conduite leur est confiée. Ils envoient en même temps aux autorités intéressées les avis d'ordre de mouvement (modèle n^{0} 7).

D'autre part, l'autorité maritime fait établir les états nominatifs (modèles n^{0} 3 bis et n^{0} 4 bis (de ces mêmes prisonniers, portant l'indication exacte de leur assimilation aux grades de l'armée de terre, ainsi que l'indication des bâtiments sur lesquels ils ont été capturés.

Ces derniers états sont remis, contre récépissé, au commandant de l'escorte, au moment de la livraison des prisonniers, qui n'a lieu qu'après

un appel fait en présence des représentants du département de la guerre et du département de la marine.

A partir de ce moment jusqu'à l'époque de leur libération, les prisonniers relèvent exclusivement, sous tous les rapports, du département de la guerre.

Le commandant de la colonne fait établir immédiatement, sous sa responsabilité l'état nominatif (modèle n⁰ 6) au moyen des états (modèles n⁰ 3 bis et n⁰ 4 bis) qui lui ont été remis par l'autorité maritime.

Il se conforme, pour la conduite de la colonne, aux dispositions prescrites par le chapitre II du titre II du présent règlement.

Si les circonstances ne permettent pas de débarquer dans un port militaire les prisonniers capturés sur mer, ces prisonniers sont remis, avec des états nominatifs (modèles n⁰ 3 bis et n⁰ 4 bis) à l'autorité militaire locale du port de débarquement. Celle-ci prévient immédiatement le général commandant la région, qui prend les mesures nécessaires pour faire diriger ces prisonniers sur le dépôt le plus voisin.

Les malades et les blessés sont traités conformément aux prescriptions de l'article 22 du présent réglement.

Titre IV.

Police et discipline des prisonniers de guerre.

Chapitre Ier.

Mesures générales.

Lois et règlements appliqués aux prisonniers de guerre.

Art. 61. — Depuis le moment de leur capture jusqu'à celui de leur libération, les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée française.

Ils relèvent exclusivement de la juridiction militaire.

Les condamnations prononcées contre eux sont subies dans les prisons militaires.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, lorsqu'il est interrogé à ce sujet, ses véritables nom et grade, et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Correspondance des prisonniers de guerre.

Art. 62. — Les prisonniers de guerre ne peuvent correspondre que par cartes postales ou lettres ouvertes.

Ils peuvent toutefois envoyer ou recevoir des télégrammes.

L'emploi de la correspondance chiffrée, sous quelque forme que ce soit, leur est interdit. Toute correspondance suspecte est confisquée.

Les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies addressées aux prisonniers de guerre seront remises sans taxe aux destinataires.

Les télégrammes expédiés par les prisonniers de guerre n'ont pas droit à la franchise.

Les lettres et les cartes postales émanant des prisonniers de guerre doivent être remises daus des boîtes spéciales établies dans les dépôts et à l'état-major de la place; elles ne sont expédiées qu'après avoir été examinées, timbrées et fermées par l'autorité militaire locale.

La correspondance adressée aux prisonniers de guerre leur parvient par l'intermédiaire de l'autorité militaire, qui a toujours le droit d'en prendre connaissance.

Les lettres, les cartes postales et les télégrammes ne sont remis aux intéressés, par les vaguemestres, qu'après avoir reçu le timbre de l'autorité militaire locale.

Articles d'argent.

Art. 63. — Les prisonniers de guerre peuvent recevoir et expédier par poste, dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française, des sommes d'argent déposées ou payables dans les bureaux français.

Les envois de même nature provenant ou à destination de l'étranger sont soumis au régime du droit commun, sous réserve de l'application des dispositions spéciales qui auraient pu être concertées en faveur des prisonniers de guerre, entre les pays belligérants ou avec des pays neutres.

Colis postaux et autres.

Art. 64. — Les prisonniers de guerre peuvent recevoir et envoyer des colis postaux et autres, dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française.

Toutefois, les colis ne sont expédiés ou remis aux intéressés qu'après avoir été ouverts en leur présence.

Prisonniers de guerre autorisés à faire venir leurs familles.

Art. 65. — Les prisonniers de guerre peuvent être autorisés par le Ministre de la guerrre, sur l'avis du général commandant la région, à faire venir leurs familles, à leurs frais, dans les localités où ils se trouvent en résidence.

Le général commandant la région peut, dans ce cas, autoriser les prisonniers renfermés dans les dépôts à habiter en ville, sous la réserve de prendre l'engagement, par écrit, de ne pas chercher à s'évader et de se conformer à toutes les mesures de surveillance prescrites par l'autorité militaire.

Ces prisonniers sont pourvus, à leurs frais, de la carte d'identité dont l'établissemcnt est prescrit par l'article 94 du présent règlement et la gendarmerie est spécialement chargée de leur surveillance.

Changements de résidence.

Article 66. — Les prisonniers de guerre renfermés dans les dépôts ou libres sur parole qui en font la demande peuvent être autorisés par le Ministre de la guerre à changer de résidence, à leurs frais, sur l'avis des généraux commandants de région intéressés.

Toute demande motivée pour une raison de santé doit être accompagnée d'un certificat délivré par le médecin chargé du service et visé par l'autorité militaire; dans ce cas, le changement de résidence, s'il est autorisé, a lieu aux frais de l'Etat.

La même disposition s'applique aux changements de résidence ou de dépôt que peuvent prescrire, par mesure de discipline ou pour tout autre motif, les généraux commandants de région, sur l'étendue de territoire placé sous leurs ordres.

Les changements ayant pour résultat de faire passer les prisonniers de guerre d'une région dans une autre ne peuvent avoir lieu que sur une autorisation du Ministre de la guerre.

Les feuilles individuelles (modèles n°s 8 et 9) sont envoyées au commandant du dépôt ou commandant d'armes de la nouvelle résidence des prisonniers de guerre, suivant qu'il s'agit d'un homme de troupe ou assimilé, ou d'un officier ou assimilé.

Surveillance générale des prisonniers de guerre en dehors des dépôts.

Art. 67. — L'autorité militaire se concerte avec l'autorité civile pour la surveillance générale des prisonniers de guerre au dehors des dépôts.

Tout crime ou délit et, en général, tout acte répréhensible commis par les prisonniers de guerre, doit être signalé immédiatement au commandant d'armes, qui prend les mesures nécessaires pour en assurer la répression.

Evasions.

Art. 68. — Dès que l'évasion d'un prisonnier de guerre a été constatée, le commandant d'armées prescrit immédiatement à la gendarmerie de faire rechercher l'évadé, dont le signalement est également donné à l'autorité civile. Il en rend compte au général commandant la région, qui avise, s'il y a lieu, les généraux commandant les régions voisines.

Une prime de 25 francs est allouée pour la capture d'un prisonnier de guerre évadé. Cette prime est portée à 50 francs s'il s'agit d'un officier ou assimilé violateur de sa parole.

Tout prisonnier de guerre capturé en état d'évasion est ramené par la gendarmerie, de brigade en brigade, au dépôt dont il relève, si c'est un homme de troupe ou assimilé; dans le lieu de résidence, si c'est un officier ou assimilé.

Les sous-officiers, hommes de troupe ou assimilés sont mis en cellule pour trente jours, puis enfermés dans une forteresse, conformément aux dispositions du décret du 4 août 1811 concernant les prisonniers de guerre et les otages.

Il est fait application aux officiers et assimilés des dispositions prescrites par l'article 35 du présent règlement.

Les tentatives d'évasion sont punies comme l'évasion elle-même.

Les complices d'une évasion sont traduits devant un conseil de guerre et il est fait application des disposition prévues par l'article 216 du Code de justice militaire, s'ils appartiennent à l'armée, et par les articles 237,

238, 239, 240, 241, 242, 243, 247 et 248 du Code pénal ordinaire, s'ils ne sont pas militaires.

Chapitre II.

Police et discipline dans les dépôts de prisonniers de guerre.

Service intérieur dans les dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 69. — Le service intérieur des dépôts de prisonniers de guerre est réglé, en principe, d'après le règlement sur le service intérieur des corps de troupe d'infanterie.

Appels.

Art. 70. — Les prisonniers sont soumis à des appels qui sont faits deux fois par jour en hiver et trois fois en été.

Tout le personnel du cadre de chaque dépôt assiste à l'un des appels de la journée.

L'état de maladie constatée doit seul motiver une dispense absolue de présence à l'appel.

Tout prisonnier qui manque à l'appel sans en avoir obtenu la permission est puni de prison pour une durée de vingt-quatre heures au moins et de huit jours au plus.

Consignes particulières pour prisonniers de guerre.

Art. 71. — On profite des appels pour faire connaître aux prisonniers les consignes particulières du dépôt, ainsi que les consignes générales de la garnison.

Les prisonniers sont également mis au courant des principales dispositions du présent règlement, surtout en ce qui concerne les pénalités entraînées par les tentatives d'évasion.

Permissions.

Art. 72. — Le commandant du dépôt peut autoriser les prisonniers à sortir du dépôt, mais sans franchir les limites de la garnison.

Les permissionnaires, dont la tenue doit toujours être correcte, reçoivent un billet nominatif indiquant l'heure exacte à laquelle ils doivent rentrer au dépôt.

Dans des cas exceptionnels, des permissions d'une durée dépassant vingt-quatre heures pourront être accordées aux prisonniers sur la proposition du commandant du dépôt, par les diverses autorités militaires de la région, dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée française.

Punitions.

Art. 73. — Les fautes contre la discipline sont punies conformément aux dispositions du règlement sur le service intérieur des corps de troupe d'infanterie.

Toutefois, les attributions en ce qui concerne le droit de punir, sont modifiées comme il suit:

Le commandant d'un dépôt a les attributions d'un colonel, chef de corps.

Les lieutenants ou sous-lieutenants, celles d'un capitaine dans sa compagnie.

Les sous-officiers, celles d'un lieutenant dans sa compagnie.

Les caporaux et brigadiers, celles d'un adjudant dans sa compagnie.

Dégradations commises par les prisonniers de guerre.

Art 74. — Les dégradations commises par les prisonniers de guerre soit au casernement soit aux effets qui leur auront été fournis, sont évaluées et acquittées par une retenue de moitié de la somme distribuée en argent aux auteurs de la dégradation, s'ils sont connus, sans préjudice des autres punitions qui pourraient leur être infligées. Dans le cas où les auteurs n'en seraient pas connus, la retenue sera exercée, jusqu'à parfait payement, sur tous les prisonniers du dépôt.

Alimentation. — Hygiène.

Art. 75. — Le commandant d'un dépôt de prisonniers de guerre veille particulièrement à l'alimentation et aux soins hygiéniques, de manière à éviter l'éclosion et la propagation des maladies épidémiques et contagieuses.

Il adresse à ce sujet, au général commandant la région, par l'intermédiaire du commandant d'armes, toutes les propositions qu'il juge convenables, en les accompagnant de l'avis du conseil d'administration et de celui du médecin charge du service de santé du dépôt.

Promenades militaires.

Art. 76. — Lorsque les circonstances le permettent, les prisonniers exécutent, sous la conduite du cadre de chaque dépôt, une ou deux promenades militaires par semaine.

Le commandant d'armes est tourjours avisé de ces promenades vingt-quatre heures à l'avance.

Cantines. — Tabac.

Art. 77. — Il est installé dans chaque dépôt, suivant son importance, une ou plusieurs cantines, dont la surveillance est spécialement confiée à l'officier chargé des détails.

Les prisonniers de guerre reçoivent le tabac de cantine dans les mêmes conditions que les hommes de troupe de l'armée française.

Autorisation d'entrer dans les dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 78. — Aucune personne étrangère au service ne peut pénétrer dans un dépôt de prisonniers de guerre sans être munie d'une autorisation personelle delivrée par le commandant du dépôt et visée par le commandant d'armes.

Cette autorisation est également signée par le titulaire, qui prend l'engagement de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Les autorisations ainsi délivrées peuvent être suspendues ou retirées par le commmandant d'armes, sur la proposition du commandant du dépôt, ou, par mesure générale, sur l'ordre du général commandant la region ou du Ministre de la guerre.

Dons et secours envoyées aux prisonniers de guerre.

Art. 79. — Les dons et secours en deniers et en nature envoyés aux prisonniers de guerre par les sociétés françaises, des sociétées étrangères ou des particuliers, sont pris en charge par le comptable du dépôt auquel ils sont adressés.

Les dons arrivés sans destinations déterminée sont réparties entre les différents dépôts, d'après les ordres du Ministre de la guerre.

La répartition des dons et secours entre les prisonniers est faite par le conseil d'administration du dépôt, qui s'inspire des intentions des donateurs, et d'après les ordres du général commandant la région.

Le comptable du dépôt établit la justification sommaire de l'emploi des dons et secours, suivant les règles en usage dans la comptabilité de l'armée.

Garde des dépôts.

Art. 80. — La garde de chaque dépôt est confiée à un poste dont l'importance et les consignes sont fixées par le général commandant la région, sur la proposition du commandant d'armes.

Cette garde est sous les ordres du commandant du dépôt.

Surveillance et inspection des dépôts.

Art. 81. — Le commandant d'armes de la localité où est situé un dépôt de prisonniers de guerre visite ce dépôt au moins une fois par semaine.

Il s'assure de la stricte exécution des diverses dispositions prescrites par le présent règlement et reçoit les demandes et les réclamations des prisonniers.

Le général commandant la région, ou un officier général délégué par lui, passe tous les trois mois l'inspection des dépôts situés dans la région.

Un compte rendu de cette inspection est adressé au Ministre de la guerre.

Chapitre III.

Officiers et assimilés.

Appels.

Art. 82. — Le commandant d'armes de la localité où sont internés, sur parole, des officiers ou assimilés, prisonniers de guerre, fixe le nombre des appels auxquels ils devront répondre.

Ces appels sont faits par l'officier spécialement chargé de la surveillance des officiers et assimilés dont il s'agit, ainsi qu'il a été dit à l'article 57 du présent règlement.

Le commandant d'armes assiste aux appels, au moins une fois par mois.

Devoirs et obligations des officiers et assimilés internés sur parole.

Art. 83. — L'officier chargé de la surveillance des officiers et assimilés internés sur parole fait établir, pour chacun d'eux, une carte d'identité avec photographie portant l'indication exacte de leurs nom, prénoms et grade, ainsi que du logement qu'ils occupent (modèle n° 10).

Cette carte, visée par le commandant d'armes et signée par le détenteur, doit être présentée à toute réquisition de l'autorité militaire.

Un deuxième exemplaire de la photographie est conservé par le commandant d'armes pour être collé sur la feuille individuelle de renseignements (modèle n° 9) renfermée dans le registre contrôle des officiers et assimilés, dont l'établissement est prescrit par l'article 55 du présent règlement.

Le prix de la carte d'identité et celui des photographies sont retenus sur la solde de ces officiers et assimilés. Lorsque les officiers et assimilés changent de logement, ils doivent immédiatement en donner avis au commandant d'armes et à l'officier chargé de leur surveillance.

Un état des adresses des prisonniers de guerre, tenu avec le plus grand soin, est affiché au bureau de la place.

On profite des appels pour donner connaissance aux intéressés des consignes militaires de la place et des règlements de police municipale, s'il y a lieu.

Tenue.

Art. 84. — Les officiers et assimilés internés sur parole ne peuvent porter aucune arme. Ils sont autorisés à faire usage de la tenue bourgoise. Cette autorisation peut être retirée ou suspendue par le général commandant le région, sur la proposition du commandant d'armes.

Permissions.

Art 85. — Les commandants d'armes peuvent seuls autoriser les officiers et assimilés à dépasser, sur leur demande, les limites de la garnison; ils leurs remettent une autorisation écrite.

Des permissions d'absence, dont la durée totale ne peut dépasser quatre jours, peuvent être accordées par les généraux commandant les régions, mais elles ne s'appliquent qu'aux déplacements effectués sur le territoire de leur commandement.

Les permissions de plus longue durée, ou pour se rendre sur le territoire d'autres régions que celle de leur résidence, ne peuvent être accordées aux officiers et assimilés que par le Ministre de la guerre.

Les permissionnaires sont munis d'un titre régulier, dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française. Ils sont tenus de se présenter, à leur arrivée, au commandant d'armes ou, à son défaut, au commandant de la gendarmerie, ou au maire, qui vise le titre dont ils sont porteurs.

Dès leur retour dans le lieu de leur résidence, les officiers et assimilés remettent au commandant d'armes le titre de permission ainsi visé.

Punitions.

Art. 86. — Le commandant d'armes peut seul infliger des punitions disciplinaires aux officiers et assimilés prisonniers de guerre, sur la demande de l'officier chargé de leur surveillance.

Le commandant d'armes est investi, à cet égard, des droits d'un général de division dans sa division.

Outre les droits disciplinaires qui lui sont attribués par les règlements en vigueur, le général commandant la région peut, sur la demande du commandant d'armes, proposer au Ministre de la guerre l'envoi dans d'autres localités ou l'internement dans une forteresse, même pendant toute la durée de leur captivité, des officiers ou assimilés dont la conduite donnerait lieu à l'emploi de moyens sévères de répression.

Inspection des officiers et assimilés sur parole ou en forteresse.

Art. 87. — Le général commandant la région ou un officier général délégué par lui inspecte, tous les trois mois, les officiers et assimiles internés sur parole ou en forteresse, sur le territoire de la région.

Un compte rendu de cette inspection est addressé au Ministre de la guerre.

Titre V.

Prisonniers de guerre employés aux travaux de l'Etat ou chez les particuliers.

Chapitre Ier.

Dispositions générales concernant les prisonniers travailleurs.

Dispositions générales.

Art. 88. — L'Etat peut employer comme travailleurs, selon leur grade et leur condition, les prisonniers de guerre. Ceux-ci peuvent, en outre, être autorisés à travailler au compte des départements, des communes, des particuliers, ou même à leur propre compte.

Les salaires gagnés par les ouvriers travailleurs sont toujours payés au commandant du dépôt (ou de l'unité, compagnie ou bataillon dont la formation éventuelle est prévue par l'art. 89 ci-après), qui est chargé d'en faire la répartition, conformément aux dispositions prescrites par le présent règlement.

Les retenues à opérer sur ces salaires sont fixées par le conseil d'administration de chaque dépôt (ou le commandant de chaque unité constituée), conformément aux dispositions du règlement sur le service intérieur des corps de troupe d'infanterie.

Les salaires devront toujours être déterminés de manière à laisser à chaque prisonnier, sauf ceux qui travaillent au compte du département de la guerre, une somme de 40 centimes par jour, allouée à titre de centimes de poche.

On ne doit jamais perdre de vue qu'il y a tout intérêt, tant pour l'Etat que pour les prisonniers eux-mêmes, à employer le plus grand nombre possible de travailleurs.

Les prisonniers de guerre employés comme travailleurs en dehors des dépôts sont placés sous la surveillance spéciale de la gendarmérie.

Les commandants des dépôts ne désignent pour être employés comme travailleurs au dehors, chez les particuliers, que les prisonniers, qui en font la demande et dont la conduite et la moralité offrent toutes les garanties désirables.

Chapitre II.

Prisonniers de guerre employés comme travailleurs au compte de l'Etat, des départements ou des communes.

Conditions dans lesquelles les prisonniers de guerre peuvent être employés au compte de l'Etat, des départements ou des communes.

Art. 89. — Les prisonniers de guerre peuvent être employés au compte du département de la guerre ou d'autres départements ministériels, soit dans l'intérieur des dépôts, soit au dehors.

Dans une place assiégée, les prisonniers ne peuvent être employés à des travaux qui les exposeraient aux projectiles de leurs nationaux.

Les travaux faits au compte du département de la guerre sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée française employés aux mêmes travaux.

Les salaires ainsi acquis sont remis intégralement aux prisonniers qui continuent à percevoir la solde et les autres allocations.

Lorsque d'autres départements ministériels désirent employer des prisonniers de guerre, ils adressent une demande au Ministre de la guerre en faisant connaître:

1° La nature des travaux à effectuer;

2° Les conditions dans lesquelles ces travaux devront être accomplis, soit à l'intérieur des dépôts, soit au dehors;

3° Le salaire alloué individuellement à chaque prisonnier travailleur, selon la nature du travail.

Les demandes des départements et des communes parviennent au Ministre de la guerre par l'intermédiaire du Ministre de l'intérieur.

Toutes les fois que le prisonniers travailleurs autres que ceux employés au compte du département de la guerre sont nourris et couchés dans les dépôts, le montant du salaire doit être fixé de manière à subvenir au remboursement des dépenses journalières de nourritoure et d'entretien de l'habillement et à laisser, en outre, un excédent de 40 centimes au moins, qui sera remis à titre de centimes de poche à chaque travailleur.

Quand les travaux doivent être exécutés à une distance telle que les prisonniers ne peuvent revenir dans les dépôts, soit pour y prendre leur nourriture, soit pour y coucher, les départements ministériels intéressés indiquent les dispositions qu'ils comptent prendre pour assurer la nourriture et le logement des prisonniers.

Dans ce cas, le montant du salaire journalier ne comprend que l'indemnité d'habillement et les centimes de poche.

L'autorisation n'est donnée par le Ministre de la guerre qu'après en-

quête faite par les généraux commandant les régions sur les territoires desquelles les travaux doivent être exécutés.

Les prisonniers de guerre sont remis à chaque chef d'atelier avec un état nominatif (modèle n° 11) contenant leur signalement sommaire ainsi que l'indication des effets d'habillement dont ils sont détenteurs à leur départ du dépôt s'ils ne doivent pas y coucher.

Le commandant du dépôt fait parvenir, par voie hiérarchique, un double de cet état au commandant de la compagnie de gendarmerie du département dans lequel s'effectue le travail.

Chaque chef de brigade intéressé reçoit de ses chefs un extrait de l'état modèle n° 11 renfermant le nom et le signalement sommaire des prisonniers spécialement placés sous sa surveillance et dont il fait l'appel au moins une fois par semaine.

Les prisonniers dont la conduite donnerait lieu à des plaintes seront renvoyés, sur la demande de chaque chef d'atelier et par les soins de la gendarmerie, au dépôt auquel ils appartiennent.

Quand la marine aura retenu des prisonniers pour son service, elle fixera l'habillement, la nourriture et la solde de ces derniers.

Formation de compagnies et de bataillons de prisonniers travailleurs au compte de l'Etat.

Art. 90. — Si l'importance du nombre des travailleurs employés au compte de l'Etat hors des dépôts l'exige, le Ministre de la guerre, sur la proposition des généraux commandant les régions intéressées, prescrit la formation d'unités constituées (compagnies ou même bataillons) encadrées dans les mêmes conditions que les prisonniers de guerre résidant dans les dépôts.

Ces unités s'administrent isolément.

Lorsque ces unités travaillent pour le compte de départements ministériels autres que celui de la guerre, la solde des cadres, et en général les dépenses de toute nature, y compris les transports, sont à la charge de ces départements ministériels.

Chapitre III.

Prisonniers de guerre travaillant soit à leur propre compte, soit à celui des particuliers.

Prisonniers travaillant à leur propre compte.

Art. 91. — Les prisonniers de guerre peuvent être autorisés par les commandants des dépôts à travailler à leur propre compte dans l'intérieur et, exceptionnellement, à l'extérieur des dépôts. Ils ne peuvent exercer que des professions ne nuisant pas à l'ordre ou à la discipline.

Ces prisonniers n'ont droit à aucune allocation en nature ou en deniers.

Ils pourront néanmoins être autorisés à vivre à l'ordinaire sous la condition de verser le prix de la journée d'ordinaire.

Dans tous les cas, ils versent le montant de la prime journalière d'habillement.

Prisonniers travaillant au compte des particuliers.

Art. 92. — Les prisonniers travaillant pour des particuliers peuvent être employés dans les conditions suivantes:

1° Dans l'intérieur des dépôts.

2° En ville avec obligation de coucher au dépôt;

En ville ou hors ville, sans obligation de coucher au dépôt.

Formalités à remplir pour obtenir des prisonniers travailleurs.

Art. 93. — Les particuliers qui désirent employer des prisonniers comme travailleurs adressent une demande au général commandant la région, par l'intermédiaire du maire de leur commune, qui la fait parvenir par l'autorité préfectorale.

Ils font connaître en même temps:

1° La nature du travail;

2° Les conditions dans lesquelles il devra s'exécuter, au dépôt ou hors du dépôt, et, dans ce dernier cas, si les prisonniers reviendront coucher ou non au dépôt chaque jour;

3° Le salaire qu'ils se proposent d'attribuer à chaque prisonnier.

Ils doivent prendre en outre l'engagement de se conformer à toutes les mesures de police et de discipline qui seront prescrites par l'autorité militaire et surtout de signaler sans retard, au maire de leur commune et à la gendarmerie, toute évasion ou toute tentative d'évasion de la part des prisonniers qui pourront être mis à leur disposition.

Chaque demande doit être accompagnée d'un certificat du maire constatant l'honorabilité du demandeur et la possibilité dans laquelle il se trouve de remplir les engagements pris tant à l'égard de l'aulorité militaire que des prisonniers.

Le général commandant la région autorise, après enquête, s'il le juge convenable, à recruter les travailleurs demandés, dans un des dépôts de la région.

Cette autorisation est remise à l'intéressé par l'intermédiaire du maire. Elle est réservée uniquement à nos nationaux.

Le commandant du dépôt, ainsi que le commandant de la compagnie de gendarmerie du département, sont informés de cette autorisation par la voie hiérarchique.

Devoirs et obligations des particuliers autorisés à employer des prisonniers de guerre commes travailleurs.

Art. 94. — Le commandant du dépôt désigné pour fournir des travailleurs fait prendre, par écrit, à chaque personne ayant obtenu l'autorisation d'employer des prisonniers de guerre, l'engagement:

1° De se conformer aux mesures de police et de discipline prescrites par l'autorité militaire;

2° De pourvoir, s'il y a lieu, à la nourriture et au logement des prisonniers, dans les mêmes conditions qu'au dépôt;

3° De munir chaque prisonnier d'outils et de vêtements de travail;

4° De payer ou faire payer par un représentant autorisé, au comptable du dépôt, par semaine et d'avance, le salaire de chaque prisonnier.

Chaque particulier autorisé à employer des prisonniers de guerre reçoit un exemplaire des instructions spéciales données par l'autorité militaire locale, contenant notamment les déclarations à faire en cas d'évasion ou de tentative d'évasion de la part des prisonniers.

Les autorités militaires et administratives veillent à l'exécution des conventions passées de gré à gré entre les prisonniers de guerre et ceux qui les emploient, de manière à prévenir les inconvénients qui pourraient naitre de plaintes réciproques.

Le général commandant la région annule les autorisations données aux particuliers qui ne se conformeraient pas aux prescriptions du présent règlement et fait rentrer les prisonniers dans les dépôts auxquels ils appartiennent.

Les particuliers qui auraient à se plaindre des prisonnniers qu'ils emploient les signalent à la gendarmerie qui transmet les plaintes au général commandant la région. Cet officier général donne à ces plaintes la suite qu'il juge convenable, après enquête.

Devoiré et obligations des prisonniers da guerre employés comme travailleurs au compte des particuliers.

Art. 95. — Les prisonniers de guerre autorisés à travailler hors des dépôts doivent prêter serment, par écrit, devant le commandant du dépôt, de ne pas tenter de s'évader et de ne pas sortir, sans autorisation, du territoire de la commune dans laquelle ils sont employés.

Ceux qui sont employés en ville pendant la journée seulement assistent aux appels du matin et du soir.

Lorsque plusieurs prisonniers de guerre sont employés chez le même particulier, le plus élevé en grade ou le plus ancien soldat lettré remplit les fonctions de chef de groupe.

Les prisonniers de guerre employés à demeure, en ville ou au dehors, sont soumis à des appels faits inopinément, au moins une fois par semaine, par la gendarmerie, spécialement chargée de leur surveillance.

Ils font connaître, au moment de ces appels inopinés, les demandes ou les réclamations qu'ils peuvent avoir à formuler, et remettent les correspondances qu'ils désirent expédier.

Les correspondances qui leur sont addressées leur parviennent par l'intermédiaire du commandant du dépôt.

Les prisonniers employés comme travailleurs et revenant coucher au dépôt, ou restant à demeure hors des dépôts, sont munis d'une carte d'identité photographique (modèle n° 10) établie en double expédition, aux frais des particuliers qui les emploient.

L'une des expéditions de cette carte, qui contient le signalement sommaire de l'intéressé, est conservée par le commandant du dépôt.

L'autre expédition doit être présentée par le détenteur à toute réquisition de l'autorité.

Les prisonniers de guerre qui auraient à se plaindre de ceux qui les emploient font connaître leurs réclamations à la gendarmerie.

Si ces réclamations sont reconnues fondées, après enquête, les maires doivent veiller à ce qu'il y soit donné satisfaction.

En cas de refus de la part des particuliers, le général commandant la région est informé par les soins de la gendarmerie et prescrit la rentrée des prisonniers de guerre au dépôt auquel ils appartiennent.

Surveillance par la gendarmerie des prisonniers de guerre employés comme travailleurs hors des dépôts.

Art. 96. — Le commandant de chaque dépôt fait parvenir, par la voie hiérarchique, au commandant de la compagnie départementale de gendarmerie, un état (modèle n° 12) faisant connaître:

1° Le nom et l'adresse de chaque particulier autorisé à employer des prisonniers de guerre comme travailleurs hors des dépôts;

2° Les nom et prénoms de chaque prisonnier employé, ainsi que son numéro au contrôle et, s'il ne doit pas coucher au dépôt, l'énumération des effets d'habillement dont il est détenteur;

3° L'indication du travail auquel doivent être affectés les prisonniers.

Un extrait de cet état est envoyé par le commandant de la compagnie aux chefs de brigade de gendarmerie specialement chargés de la surveillance des prisonniers.

Les mêmes dispositions sont prises à l'égard des prisonniers de guerre autorisés exceptionellement à travailler à leur propre compte, en dehors des dépôts.

Titre VI.

Comptes à rendre à l'autorité supérieure.

Etats et rapports à fournir au moment de l'arrivée des prisonniers de guerre à destination.

Art. 97. — Chaque fois que des prisonniers de guerre arrivent à destination, le commandant d'armes de la localité qui leur est assignée pour résidence, envoie immédiatement par la voie hiérarchique, au général commandant la région et au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire), un état nominatif (mod. n° 6) de ces prisonniers.

En ce qui concerne les sous-officiers, les soldats et assimilés, cet état nominatif est la copie de celui qui a été remis par le commandant de la colonne, conformément aux dispositions de l'article 44 du présent règlement; il renferme, en conséquence, toutes les mutations survenues parmi les prisonniers depuis leur mise en route.

Il est établi un état spécial pour les officiers et assimilés (mod. n° 6).

Ces états sont accompagnés d'un rapport sommaire faisant connaître les conditions dans lesquelles sont arrivés les prisonniers, les dispositions

montrées par ceux-ci, l'accueil qui leur est fait par la population et, s'il y a lieu, les propositions de l'autorité militaire locale.

Documents à fournir périodiquement.

Art. 98. — Le commandant de chaque dépôt de prisonniers de guerre (ou de chaque unité constituée) adresse le 1er de chaque mois, par la voie hiérachique, au général commandant la région et au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire), l'état de situation du dépôt, de la compagnie ou du bataillon (mod. n° 13) sur lequel toutes les mutations concernant les prisonniers sont portées nominativement.

Le commandant d'armes de chaque localité dans laquelle résident des officiers et assimilés, prisonniers de guerre, adresse, le 1er de chaque mois, par la voie hiérarchique, au général commandant la région et au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire) un état des mutations (mod. n° 14) de ces officiers et assimilés.

L'officier général chargé de l'inspection trimestrielle des dépots de prisonniers de guerre et de celle des officiers et assimilés adresse, à la suite de cette inspection, par la voie hiérachique, un rapport au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire).

Ce rapport est établi dans les formes en vigueur pour les inspections trimestrielles des corps de troupe et des établissements militaires.

Il est accompagné, s'il y a lieu, des avis et des observations du général commandant la région.

Les documents administratifs sont établis et fournis dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Documents à fournir accidentellement.

Art. 99. — Le commandant de chaque dépôt de prisonniers de guerre (ou de chaque unité constituée) informe immédiatement de tout événement grave le commandant d'armes de la localite, qui en rend compte, par la voie hiéarchique, au général commandant la région.

Le Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire) est avisé, par télégramme, du décès des officiers et assimilés, prisonniers de guerre, ainsi que de tout évènement grave les concernant.

Il lui est rendu compte des punitions infligées aux officiers et assimilés.

Lors de la suppression d'un dépôt ou d'une unité constituée, il sera établi, outre le procès-verbal de licenciement, un rapport du commandant du dépôt ou de l'unité constituée, sur le fonctionnement de ce dépôt ou de cette unité. Ce rapport sera envoyé au Ministre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire) par la voie hiérarchique.

Titre VII.

Dispositions générales.

Envoi aux hôpitaux.

Art. 100. — On se conforme, pour l'envoi des prisonniers de guerre aux hôpitaux, à toutes les dispositions prescrités en pareil cas pour les militaires de l'armée française.

Pendant leur séjour dans les hôpitaux, les prisonniers de guerre, sauf les officiers et assimilés internés sur parole, sont soumis à une surveillance spéciale dont les conditions sont déterminées par l'autorité militaire locale.

Envoi ou jugement et en détention.

Art. 101. — On se conforme, pour l'envoi des prisonniers de guerre en jugement et en détention, à toutes les dispositions prescrites en pareil cas pour les militaires de l'armée française.

Décès des prisonniers de guerre.

Art. 102. — Les décès des prisonniers de guerre donnent lieu à l'établissement des mêmes pièces que ceux des militaires de l'armée française.

En cas de décès hors des hôpitaux ou en cas de mort violente, les extraits du registre des décès sont accompagnés des mêmes documents que lorsqu'il s'agit de militaires de l'armée française.

Ces documents sont adressés au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie; Bureau de la Justice militaire).

Le télégramme officiel, prescrit en ce qui concerne les militaires français, n'est pas envoyé aux familles des prisonniers de guerre décédés.

L'inhumation a lieu d'après les règles et tarifs en vigueur dans larmée française.

Testaments et successions des prisonniers de guerre décédés.

Art. 103. — Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou établis dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée française.

On agit de même à l'égard des successions, qui sont conservées jusqu'à ce que les circonstances permettent de les faire parvenir aux familles intéressées.

Prisonniers de guerre désirant s'établir sur le territoire français.

Art. 104. — Aucun prisonnier de guerre ne peut obtenir domicile sur le territoire français, former un établissement quelconque ou prendre du service dans l'armée, que sur une décision du Ministre de la guerre prise après avis du général commandant la région.

Mariage des prisonniers de guerre.

Art. 105. — Les prisonniers de guerre ne peuvent contracter mariage, pendant la durée de leur captivité, que sur l'autorisation du Ministre de la guerre.

Naissances.

Art. 106. — Les naissances survenues pendant la captivité sont constatées dans les mêmes conditions que celles des enfants des militaires de l'armée française et donnent lieu à l'établissement des mêmes documents.

Actes publics et actes privés de l'état civil concernant les prisonniers de guerre non encore arrivés à destination.

Art. 107. — Les actes publics et les actes privés de l'état civil concernant les prisonniers de guerre qui n'ont pas encore rejoint leur destination, sont établis dans les mêmes conditions que ceux concernant les militaires de l'armée française en campagne.

Bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre.

Art. 108. — Dès le début des hostilités, il est constitué, au bureau du Ministre de la guerre, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre.

Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes venant de l'extérieur, reçoit des divers services de l'administration centrale toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre.

Il est tenu au courant, par les mêmes services, de toutes les mutations, de manière à pouvoir fournir tous les renseignements qui peuvent lui être demandés.

Les propositions et les demandes de toute nature concernant les prisonniers de guerre sont examinées, de concert avec les services intéressés, par ce bureau spécial qui les soumet au Ministre.

Rapatriement des prisonniers de guerre après la conclusion de la paix.

Art. 109. — Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectue sur des points déterminés, de concert avec les puissances intéressées.

Les officiers et assimilés voyagent isolément en feuille de route jusqu'à la frontière.

Le sous-officiers et soldats sont accompagnés par un cadre de conduite, dont l'effectif est fixé par le général commandant la région sur le territoire de laquelle ils étaient internés.

Paris, le 21 mars 1893.

Le Ministre de la guerre,
Signé: Général *Loizillon.*

71.

FRANCE, SUISSE.

Déclaration étendant à la Tunisie les dispositions du traité d'extradition du 9 juillet 1869; signée à Paris le 12 avril 1893.

Eidgen. Gesetzsammlung Neue Folge XIII. Bd.

Originaltext.

Le conseil fédéral suisse, d'une part, et le gouvernement de la République française,

agissant au nom du gouvernement de son altesse le bey de Tunis,

de l'autre,

en vue d'assurer, autant que possible, l'arrestation et la remise à la juridiction compétente, des mailfaiteurs qui cherchent à se soustraire, par la fuite, à l'action de la justice, sont convenus de ce qui suit.

Les dispositions du traité conclu entre la Suisse et la France le 9 juillet 1869, sont étendues à la Tunisie, sauf que le délai de quinze jours, stipulé par l'article 4 de ce traité, est porté à deux mois. Il est entendu que le présent arrangement s'applique aux déclarations de réciprocité qui ont déjà été echangées ou qui seraient échangées à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier les effets du traité d'extradition précité.

Le présent arrangement aura la même durée que le traité d'extradition auquel il se rapporte.

En foi de quoi, les soussignés: M. Charles-Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotenti-

Uebersetzung.

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft

einerseits und

die Regierung der französischen Republik,

im Namen der Regierung Seiner Hoheit des Bey von Tunis handelnd,

andrerseits,

haben, um die Verhaftung der Verbrecher, welche sich durch die Flucht der Strafverfolgung zu entziehen suchen und deren Uebergabe an die zuständige Gerichtsbehörde möglichst zu sichern, folgendes Uebereinkommen getroffen:

Die Bestimmungen des Vertrages zwischen der Schweiz und Frankreich vom 9. Juli 1869 werden auf Tunis ausgedehnt, jedoch soll die in Artikel 4 dieses Vertrages vereinbarte 14tätige Frist 2 Monate betragen. Dabei ist verstanden, dass das gegenwärtige Uebereinkommen sich auch auf die Gegenrechtserklärungen bezieht, welche zwischen den beiden Regierungen schon ausgewechselt worden sind oder in Zukunft ausgewechselt werden, um die Wirkungen des besagten Vertrages auszudehnen oder abzuändern.

Es soll das gegenwärtige Uebereinkommen die gleiche Dauer haben wie der Auslieferungsvertrag, auf den es sich bezieht.

Zur Urkund dessen haben die Unterzeichneten, Herr Charles Edouard Lardy, ausserordentlicher Gesandter

aire de la Confédération suisse près la République française, et son excellence M. Jules Develle, député, ministre des affaires étrangères de la République française, ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 12 avril 1893.

(L. S.) (gez.) *Lardy.*
(L. S.) (gez.) *Jules Develle.*

und bevollmächtigter Minister der schweizerischen Eidgenossenschaft bei der französischen Republik, und S. E. Herr Jules Develle, Deputierter, Minister der auswärtigen Angelegenheiten der französischen Repuhlick, das gegenwärtige Uebereinkommen abgefasst und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Paris in doppelter Ausfertigung den 12. April 1893.

(L. S.) (gez.) *Lardy.*
(L. S.) (gez.) *Jules Develle.*

72.

ERANCE, RUSSIE.

Convention commerciale; signée à St. Petersbourg le 17 juin 1893.

Archives Diplomatiques 1894.

Le Président de la République française et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désirant favoriser le développement des relations commerciales entre les deux Pays, ont décidé de conclure une Convention spéciale à cet effet, en ce qui concerne certains articles des Tarifs douaniers respectifs, et ont nommé pour les Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République française:

Louis-Gustave Lannes, Comte de Montebello, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

M. Serge Witte, Son Conseiller privé et Ministre des Finances, et M. Nicolas Chichkine Son Conseiller privé et Adjoint du Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels. après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Indépendamment des avantages assurés en France à tous les produits russes par le traité signé le 1er avril 1874 entre les deux Pays, les huiles minérales russes spécifiées ci-dessous et importées directement de Russie bénéficieront de l'application du Tarif minimum, à savoir:

A. — Huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage:

1° Huiles brutes, 9 francs les 100 kilogrammes;

2° Huiles raffinées et essences, 10 francs l'hectolitre;

B. — Huiles lourdes et résidus de pétroles et d'autres huiles minérales, 9 francs les 100 kilogrammes.

Art. 2. — Indépendamment des avantages assurés en Russie à tous les produits français par le traité signé 1er avril 1874 entre les deux Pays, les produits français énumérés ci-dessous et munis de certificats d'origine, bénéficieront des réductions de droits suivantes (Tarif des douanes russe du 11 juin 1891):

§ 13. — Pâtés, condiments divers tels que moutarde préparée, soya, pickles, câpres, olives vertes et noires, légumes, fruits et autres aliments de toute espèce à l'huile, au vinaigre ou autrement préparés (en conserves), importés en récipients de verre, de terre cuite, de fer-blank ou autres hermétiquement fermés, hormis ceux spécialement dénommés; par poud brut, cinq roubles or: réduction, 15 %.

Remarque. — Les câppres, olives vertes, olives noires, concombres et et autres légumes préparés au vinaigre, importés dans toute espèce de récipients, les extraits de viande, acquittent les droits d'après ce paragraphe.

§ 24. Alinéa 1er. — Bonbons, confitures, sirops de sucre avec mélanges améliorants: sirops de fruits et de baies, pâte de fruit (pastila), gelée, poudres et pastilles de fruits avec sucre, fruits au rhum, en liqueurs, au cognac, en sirop et en jus; lait concentré et autres substances alimentaires au sucre, chocolat avec ou sans sucre, cacao broyé avec sucre; par poud brut, neuf roubles soixante or: réduction, 15 %.

§ 27. — Arack, rhum, eau-de-vie France (de raisins), cognac, eau-de-vie de prunes (slivovitza), kirsch, gin, whisky, alcool de grains et eau-de vie de grains, sans mélanges améliorants:

1° Importés en futailles et barils, par poud brut, douze roubles or: réduction, 10 %;

2° Importés en bouteilles, ainsi que liqueurs et infusions spiritueuses avec ou sans sucre, importées en récipients de toute sorte, par bouteille (1/20 de védro), un rouble or: réduction, 15 %.

§ 28. — Vins de raisins et de baies:

2° Non mousseux, en bouteilles, par bouteille (1/20 de védro) quarante-cinq copecks or: réduction, 15 %;

3° Mousseux de toute espèce, la bouteille, un rouble quarante or: réduction, 15 %.

§ 32. — Eaux minérales, naturelles ou artificielles, la cruche ou la bouteille, quatre copecks or: réduction, 10 %.

§ 35. — Fromage par poud, six roubles or: réduction, 10 %.

Remarque, — Les fromages importés dans des envelloppes de plomb ou de fer-blanc acquittent les droits conjointement avec le poids de ces enveloppes.

§ 37. — Poissons:

2° Mariné, à l'huile au farci de toute espèce; caviar, par poud brut, cinq roubles or: réduction, 15 %.

55. — Peaux préparées:

2⁰ Maroquin, peau glacée, chevreau, chagrin, peaux te tous genres avec ornements pressés, peaux laquées, petites, par poud, quince roubles or: réduction, 15 %;

4⁰ Peaux laquées, grandes, pax poud, huit roubles cinquante or: réduction. 15 %.

§ 57. Ex-alinéa 2. — Chaussures pour dames, en chevreau, achevées ou non achevées, par livre, deux roubles or: réduction, 15 %.

Ex-alinéa 3. — Gants en peau de toute espèce, par livre, trois roubles or: réduction, 15 %.

§ 61. Ex alinéa 3. — Cadres et baguettes, par poud, six roubles or: réduction, 25 %.

§ 65. Ex-alinéa 4. — Ciments de toutes dénominations (de Portland, artificiel ou naturel, romain, mélangé de scories et autres) par poud, dix copecks or: réduction, 10 %.

§ 75. — Ouvrages en faïence:

2⁰ Avec dessins bords, bordures d'une seule couleur; ouvrages en faïence non coloriés en pâte; le poud, un rouble quarante or: réduction, 10 %.

§ 76. Ex-alinéa 1er, — Majoliques de toute espèce, même avec moulures, par poud, cinq roubles trente or: réduction, 25 %.

§ 112. — Produits chimiques et pharmaceutiques non spécialement dénommés, par poud brut, deux roubles quarante or: réduction, 25 %.

Remarque. — L'alide carbonique à l'état liquide et les autres esprits réduits à l'état de liquides. en bouteilles métalliques, acquittent les droits d'arpès le § 112; 80 % du poids total sont taxés d'après la matière dont sont faites les bouteilles.

§ 113. — Medicaments composés (préparés) dont l'importation est autorisée d'après des listes spéciales, par poud brut, vingt roubles or: réduction. 20 %.

Remarque. — Ces listes sont dressées par le Conseil médical près le Ministère de l'Intérieur, d'accord avec le Ministère des Finances.

§ 117. Alinéa 1er. — Huiles grasses (huile d'olive, de laurier, de coton et autres semblables), hormis celles spécialement dénommées; huile cuite siccative (olifa), par poud deux roubles vingt or: réduction, 10 %.

118. — Eaux aromatiques, sans addition d'alcool, telles que: eau de laurier-cerise, de menthe, de fleurs d'oranger, de rose et autres semblables, par poud cinq roubles trente or: réduction, 10 %.

§ 119. — Cosmétiques:

1⁰ Eaux de senteur alcooliques (eau de Cologne et autres), vinaigre de toilette, fard blanc et rouge, compositions, pour la teinture des cheveux, pastilles odorantes à brûler, cosmétiques de toute espèce non spécialement dénommés, conjointement avec le poids des flacons, vases, boîtes ou autres enveloppes: par poud seize roubles or: réduction, 15 %.

2⁰ Parfums, sauf les eaux de senteur dénommées à l'alinéa 1er du présent paragraphe, ainsi que la pommade, par poud brut trente cinq roubles or: réduction, 15 %.

§ 147. — Zinc:

1° En saumons et débris, par poud cinquante copecks or: réduction, 10 %;

2° En feuilles même planées et polies, par poud un rouble or: réduction, 10 %.

Remarque. — Les feuilles recouvertes de nickel ou d'autres métaux communs acquittent 30 % en sus des droits fixés à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

§ 149. — Ouvrages en cuivre, alliages de cuivre et autres métaux non précieux et leurs alliages dénommés au § 143:

2° Avec ornements en reliefs ou gravés (hormis les ornements pressés); garnis ou non garnis, recouverts ou non recouverts de patine, montés ou non montés, par pout seize roubles or: réduction, 10 %.

§ 150. — Fonte de fer ouvrée:

1° Pièces en fonte sans retouches, par poud soixante-quinze copecks or: réduction, 10 %.

3° Ouvrages en fonte retouchés, limés, polis, taillés, peints, bronzés, étamés, recouverts de vernis, d'émail (hormis la vaisselle), de zinc ou d'autres métaux communs, même avec parties de bois, de cuivre ou d'alliages de cuivre, par poud un rouble soixante-dix or: réduction, 10 %.

Remarque. — L'alinéa 3 du présent paragraphe s'applique à tous les ouvrages en fonte forgée, non retouchés, aussi bien qu'à ceux retouchés s'ils pèsent plus de cinq livres la pièce; les ouvrages en fonte forgée retouchés pesant cinq livres et moins par pièce acquittent les droits d'après l'alinéa 2 du § 153.

§ 153. — Ouvrages en fer et en acier, hormis ceux spécialement dénommés, façonnés, tournés, polis, taillés, bronzés ou ayant subi quelque autre façon, avec ou sans parties en bois, cuivre ou alliages de cuivre, pesant par pièces:

1° Plus de cinq livres, par poud: un rouble soixante-dix or: réduction, 10 %;

2° Cinq livres et moins, par poud deux roubles soixante dix or: réduction, 10 %.

§ 156. — Ouvrages en fil d'archal:

1° En fil de fer et d'acier.

Subdivision b. — Rubans des cardes et cardes de tout genre, par poud quatre roubles quarante or: réduction, 20 %.

3° Clous en fil d'archal, clous de cordonnier, clous de tappissier dits semences, clous à ferrer, clous en fonte forgée, rivets, goupilles et chevilles pour pianos, par poud deux roubles soixante-dix or: réduction, 10 %.

§ 160. — Faux et faucilles, hache paille et serpes, ciseaux à tondre les moutons, bêches, pelles, rateaux, houes et fourches, par poud un rouble quarante or; réduction, 15 %.

§ 161. — Outils pour arts, métiers, fabriques et usines, par poud un rouble quarante or: réduction, 15 %.

§ 167. — Machines, appareils et leurs modèles, complets ou non complets, montés ou non montés:

2° Gazomètres, compteurs à eau, moteurs à gaz, à air chaud, à pétrole, machines magneto, machines à coudre et à tricoter; locomobiles (hormis ceux dénommés à l'alinéa 5), tenders, pompes à incendie (hormis celles dénommées à l'alinéa 5); machines de toute espèce, non spécialement dénommées, en fonte, fer, acier avec ou sans parties en autres métaux, par poud un rouble soixante-dix or: réduction, 10 %.

4° Machines et appareils agricoles, non pourvus de moteurs à vapeur et non spécialement dénommés, ainsi que leurs modèles, par poud soixante-dix copecks or: réduction, 25 %.

§ 169. — Instruments et appareils de mathématiques, de dessin linéaire, de physique, de chimie et de chirurgie (y compris les bandages), appareils et accessoires télégraphiques, téléphoniques, photographiques, appareils pour l'éclairage électrique, manomètres, indicateurs, anémomètres, hydromètres, compteurs, sphères géographiques, verres à lunettes, à lorgnettes, verres ardents, loupes, verres d'optique de toute espèce et prismes sans monture, par poud huit roubles or: réduction, 15 %.

Remarque 1. — Ustensiles pour les travaux de laboratoire, ceux employés en médecine et dans les pharmacies, en argile, en grès, verre, porcelaine, etc., acquittent les droits d'entrée d'après les paragraphes correspondants du tarif, selon la matière dont ils sont faits.

Remarque 2. — Acquittent de même les droits d'entrée, d'après les paragraphes correspondants du tarif, les parties de rechange des éléments électriques, des batteries et autres appareils importés séparément qui s'anéantissent par l'usage et qu'il faut remplacer, telles que plaques de zinc, de cuivre et autres pour éléments, charbons de cornue pour piles pour lampes et laternes.

§ 172. — Instruments de musique: 2° pianinos, par pièce quatre-vingt roubles or: réduction, 20 %.

4° Instruments de musique de tout genre non spécialement dénommés; accessoires d'instruments de musique importés séparément, tels que: archets, cordes en boyau ou en soie (les cordes métalliques sont sujettes aux droits du § 155), claviers, martelets (les chevilles pour pianos sont sujettes aux droits du § 156, alinéa 3), métronomes, diapasons, crans, etc., par livre, vingt copecks or: réduction, 20 %.

Remarque. — Les instruments de musique acquittent les droits conjointement avec le poids des boîtes et des étuis qui leur sont propres.

§ 177:

6° Papier à écrire pour ouvrages de typographie, de litographie, de reliure et de confiserie avec ornements tels que: dorure, argenture, bronzage, impressions, découpures en dentelles, dessins, appliques, bordures, armoiries, chiffres, images, etc.; papier à cigarettes, papier fin à envelopper dit de Chine; papier colorié sur un côté ou sur les deux côtés (mais non colorié en pâte), ouvrages en papier, envelloppes, abatjour, fleurs artificielles en papier et autres, par poud dix roubles soixante or: réduction, 20 %.

§ 199:

Etoffes tissées et tricotées non spécialement dénommées, en laine ou en poil de chèvre, unies, chinées, avec ou sans mélange de coton:

b) En tissu de laine peignée ou avec mélange de ce tissu, par livre un rouble cinquante or: réduction, 20%.

§ 205:

1. Ouvrages tricotés, même avec traces de couture.

b) En demi-soie, par livre trois roubles or: réduction, 10%.

c) De toute autre espèce, par livre un rouble or: réduction, 20%.

2. Cordons et tresses de passementerie et de bonneterie, agréments, franges, glands, garnitures et autres ouvrages tressés:

a) En soie et demi-soie, par livre trois roubles or: réduction, 10%.

b) De toute autre espèce, par livre un rouble or: réduction, 20%.

Remarque. — Les ouvrages dénommés aux alinéas 1, c, et 2, b, avec mélange de soie et de clinquant (or ou argent faux), en guise d'ornements, acquittent 30% en sus des droits d'entrée fixés par lesdits alinéas.

§ 207;

1° Dentelles de toutes sortes faites à la main, dentelles de soie faites à la machine (blondes), broderies et entre-deux de soie, par livre, sept roubles cinquante or: réduction, 10%.

§ 209:

1° Chapeaux et autres coiffures de tout genre pour dames, garnis de rubans, de fleurs, de plumes, etc., par livre dix-huit roubles or; réduction, 15%.

§ 210. Ex-alinéa 1er:

1° Chapeaux en poil, demi-poil et feutre, achevés ou préparés, par pièce, un rouble vingt or: réduction, 25%.

§ 213:

Plumes apprêtées d'autruche, de marabout, d'oiseaux de paradis et autres semblables, plumages et tissus en plumes pour garnitures de vêtements: fleurs artificielles, hormis celles en porcelaine, faïence, papier et cuir; plantes décoratives artificielles avec mélange de matières précieuses, par livre brute huit roubles or: réduction, 15%.

Remarque 1. — Les plumes et les peaux d'oiseaux rares ou communs garnies de plumes imitant les plumes de prix non apprêtées, ainsi que les parties détachées de tout genre de fleurs artificielles, acquittent un droit d'entrée de quatre roubles en or par livre: réduction, 15%.

§ 215:

Articles de mercerie et de toilette non spécialement dénommés, montés ou non montés, jouets d'enfants:

1° Mercerie fine contenant des matières de prix telles que soie, aluminium, nacre, corail, écaille, ivoire, émail, ambre et autres matières précieuses, métaux dorés ou argentés et compositions métalliques, ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés en nacre, écaille, ivoire et ambre, par livre deux roubles or: réduction, 10%;

2° Mercerie commune avec parties, montures ou ornements en métaux non précieux et alliages métalliques (non dorés et non argentés), en corne, os, bois, porcelaine, pierres gemmes, verre, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et autres matières de bas prix; ouvrages de toute espèce

non spécialement dénommés, en corne, os, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et cire, par livre cinquante copecks or: réduction, 20%.

Remarque 3. — Les étuis des objets auxquels s'applique le présent paragraphe acquittent les droits selon les matières dont ils sont confectionnés.

Un Arrangement ultérieur déterminera pour chaque paragraphe, en francs et en roubles, la quotité correspondante des droits spécifiques réduits sur la base indiquée ci-dessus.

Au cas où le Gouvernement impérial serait amené à promulguer un double tarif douanier, le bénéfice de l'application du tarif le plus réduit sera de plein droit attribué aux produits d'origine française.

Art. 3. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg, le (19 juin) 1er juillet 1893; elle entrera en vigueur le (30 juin) 12 juillet de la même année et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plenipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint Pétersbourg, le (cinq) dix-sept juin de l'an de grâce mil huit cent quatre vingt-treize.

Signé: *Montebello. Serge Witte. N. Chichkine.*

73.

FRANCE, SERBIE.

Décret portant promulgation de l'arrangement commercial signé à Belgrade le 5 juillet 1893; du 25 juillet 1893.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Le Président de la République française,

Sur la proposition du Ministre des Affairs étrangères et du Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Vu la loi du 22 juillet 1893,

Décrète:

Art. 1er. — Un arrangement commercial ayant été signé à Belgrade, le 5 juillet 1893, entre la France et la Serbie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 25 juillet 1893, ledit arrangement dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution:

Arrangement.

Le Président de la République française et S. M. le roi de Serbie, également animés du désir de maintenir dans des conditions satisfaisantes

les rapports commerciaux qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République, M. Salvator Patrimonio, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. le roi de Serbie, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre royal de l'Aigle-Blanc, grand cordon de l'ordre royal de Takovo, etc, etc.;

S. M. le roi de Serbie, S. Exc. Andra Nikolitsch, son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, chevalier de l'ordre royal de l'Aigle-Blanc, commandeur de l'ordre royal de Saint-Sava, grand officier de la Légion d'honneur, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. — Les deux hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche l'établissement des nationaux ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit et, en général, tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales que pour le payement des taxes qui s'y rapportent. Les marchandises originaires de chacun des deux pays jouiront également dans l'autre du traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les transports par chemins de fer.

Art. 2. — Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris au plus tard le 13/25 juillet. Il entrera en vigueur le 14/16 du même mois et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le 5 juillet / 23 juin 1893.

L. S. Signé: *Patrimonio.*
L. S. Signé: *And. Nikolitch.*

Art. 2. — Le Ministre des affaires étrangères et le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 juillet 1893.

Carnot.

74.

FRANCE, SIAM.

Traité et Convention de paix; signé à Bangkok le 3 octobre 1893.

Archives Diplomatiques 1894.

I. Traité.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Siam, voulant mettre un terme aux contestations survenues dans ces derniers temps entre les deux Etats et consolider les relations d'amitié qui existent depuis des siècles entre la France et le Siam, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Le Préident de la République française,

M. Charles-Marie Le Myre de Vilers, Grand Officier de la Légion d'Honneur et de l'Eléphant Blanc, Ministre Plénipotentiaire de 1re classe, député;

Et Sa Majesté le Roi de Siam.

Son Altesse rovale le Prince Devawongse Taraprakar, Chevalier de l'ordre de Maha Chakrkri, Grand Officier de la Légion d'Honneur, etc.. Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Le Gouvernement siamois renonce à toute prétention sur l'ensemble des territoires de la rive gauche du Mékong et sur les îles du fleuve.

Art. 2. — Le Gouvernement siamois s'interdit d'entretenir ou de faire circuler des embarcations ou des bâtiments armés sur les eaux du Grand-Lac, du Mékong et de leurs affluents situés dans les limites visées à l'article suivant.

Art. 3. — Le Gouvernement siamois ne construira aucun poste fortifié ou établissement militaire dans les provinces de Battambang et de Siem-Reap et dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong.

Art. 4. — Dans les zones visées par l'art. 3, la police sera exercée, selon l'usage, par les autorités locales avec les contingents strictement nécessaires. Il n'y sera entretenu aucune force armée régulière ou irrégulière.

Art. 5. — Le Gouvernement siamois s'engage à ouvrir, dans un délai de six mois, des négociations avec le Gouvernement français en vue du règlement du régime douanier et commercial des territoires visés à l'art. 3, à de la revision du traité de 1856. Jusqu'à la conclusion de cet accord, il ne sera pas établi de droit de douane dans la zone visée à l'art. 3. La réciprocité continuera à être accordée par le Gouvernement français aux produits le ladite zone.

Art. 6. — Le développement de la navigation du Mékong pouvant

rendre nécessaires sur la rive droite certains travaux ou l'établissement de relais de batellerie et de dépôts de bois et de charbon, le Gouvernement siamois s'engage à donner, sur la demande du Gouvernement français, toutes les facilités nécessaires à cet effet.

Art. 7. — Les citoyens, sujets ou ressortissants français pourront librement circuler et commercer dans les territoires visés à l'art. 3, munis d'une passe délivrée par les autorités françaises La réciprocité sera accordée aux habitants desdites zones.

Art. 8. — Le Gouvernement français se réserve d'établir des consuls où il le jugera convenable dans l'intérêt de ses ressortissants, et notamment à Korat et Muang-Nan.

Art. 9. — En cas de difficultés d'interprétation, le texte français fera seul foi.

Art. 10. — Le présent traité devra être ratifié dans un délai de quatre mois à partir du jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs susnommés ont signé le présent traité en duplicata et y ont apposé leurs cachets.

Fait au palais de Tallabha, à Bangkok, le 3 octobre 1893.

(L. S.) *Le Myre de Vilers. Devawongse Taraprakar.*

II. Convention.

Les Plénipotentiaires ont arrêté, dans la présente Convention, les différentes mesures et les dispositions qu'entraîne l'exécution du traité de paix signé en ce jour et de l'ultimatum accepté le 5 août dernier.

Article premier. — Les derniers postes militaires siamois de la rive gauche du Mékong devront être évacués dans le délai maximum d'un mois à partir du 5 septembre.

Art. 2. — Toutes les fortifications de la zone visée à l'art. 3 du traité en date de ce jour devront être rasées.

Art. 3. — Les autres des attentats de Tong Kieng-Kham et de Kammoun seront jugés par les autorités siamoises; un représentant de la France assistera au jugement et veillera à l'exécution des peines prononcées. Le Gouvernement français se réserve le droit d'apprécier si les condamnations sont suffisantes et, le cas échéant, de réclamer un nouveau jugement devant un tribunal mixte dont il fixera la composition.

Art. 4. — Le Gouvernement siamois devra remettre à la disposition du Ministre de France à Bangkok ou aux autorités françaises de la frontière tous les sujets français, annamites, laotiens de la rive gauche et les Cambodgiens détenus à un titre quelconque; il ne mettra aucun obstacle au retour sur la rive gauche des anciens habitants de cette région.

Art. 5. — Le Bam-Bien de Tong-Kieng-Kham et sa suite seront amenés par un délégué du Ministre des Affaires étrangères à la légation de France, ainsi que les armes et le pavillon français saisis par les autorités siamoises.

Art. 6. — Le Gouvernement français continuera à occuper Chantaboun jusqu'à l'éxécution des stipulations de la présente Convention et no-

tamment jusqu'à complète évacuation et pacification tant de la rive gauche que des zones visées à l'art. 3 du présent traité en date de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait double, palais de Tallabha, à Bangkok, 3 octobre 1893.

(L. S.) *La Myre de Vilers. Devawongse Taraprakar.*

75.

FRANCE.

Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national; du 8 août 1893.

Journal officiell, du 9 août 1893.

Article premier. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits.

En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Art. 2. — Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police.

Art. 3. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la prèmière réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 fr.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera passible d'une amende de 100 à 300 fr., et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

L'étranger expulsé du territoire français, et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit, à la frontière.

L'article 463 du Code pésal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

Art. 4. — Les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la calsse municipale de la commune de la residence de l'étranger qui sera frappé.

Art. 5. — Il est accordé aux étrangers visés par l'article 1er, et actuellement en France, un délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions de la loi.

76.

GRANDE-BRETAGNE.

Extrait de la loi anglaise de 1887 sur les marques de commerce.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Section XVI. — Attendu qu'il importe d'édicter des mesures nouvelles pour empêcher l'importation de marchandises qui, mises en vente, seraient passibles de confiscation en vertu de la présente loi, il est arrêté ce qui suit:

1. Conformément à la 42e section des lois de douane coordonnées, de 1876*) il est interdit d'importer les marchandises mentionnées ci-

---

*) Section XLII du Customs consolidation act de 1876.

Est prohibée l'importation dans le Royaume-Uni des marchandises énumérées et décrites dans le tableau suivant sur les prohibitions et restrictions, sauf les exceptions qu'il comporte. Toute marchandise importée en contravention de la présente disposition sera confisquée et pourra être détruite ou traitée de telle manière que le commissaire des douanes jugera convenable.

Tableau des prohibitions et restrictions à l'importation.

Livres, qui sont assujettis au droit d'auteur, primitivement composés, écrits ou imprimés dans le Royaume-Uni et imprimés ou réimprimés dans un autre pays, quand le propriétaire du droit d'auteur ou son agent aura informé par écrit le commissaire des douanes de l'existence de son droit, en indiquant en même temps l'époque où ce droit sera périmé.

Monnaies fausses ou monnaie sterling contrefaite.

Monnaies d'argent du royaume ou ressemblant à la monnaie du royaume n'ayant pas le poids légal et n'étant pas au titre légal.

Extraits, essences ou autres concentrations de malt (excepté le sucre ou l'extrait de malt uniquement destinés aux usages médicinaux et les liqueurs fermentées au moyen du malt, spécifiées dans le tarif des douanes), café, chicorée, thé ou tabac et les mélanges de ces extraits, etc.; cependant l'importation ou transit de ces marchandises ou leur admission en entrepôt pour l'exportation est autorisée.

Estampes, tableaux, photographies, livres, cartes, lithographies, gravures et tous autres articles obscènes ou contraires aux moeurs.

Tabac à priser (Snuff work).

Côtes de tabac manufacturées ou non.

Côtes de tabac en poudre.

Articles de fabrication étrangère et leurs colis portant soit les noms ou marques de fabricants résidant dans le Royaume-Uni, soit des noms et marques y ressemblant, soit des noms ou marques établissant ou impliquant que ces articles ont été fabriqués dans une localité quelconque du Royaume-Uni. Tout nom et toute marque, établissant ou impliquant que ces articles ont été fabriqués dans une ville ou un endroit portant le même nom qu'une localité du Royaume-Uni, seront, à défaut d'indication du nom du pays dans lequel se trouve cette localité, pour ce qui concerne l'application de la présente section, considérés comme établissant ou impliquant que ces articles ont été fabriqués dans le Royaume-Uni.

dessus et toutes celles de fabrication étrangère qui portent un nom ou une marque de fabrique qui appartiendrait à un industriel, marchand ou commerçant du Royame-Uni, ou qui pourraient être facilement confondues avec un tel nom ou une telle marque, à moins que ce nom et cette marque ne soient accompagnés de l'indication exacte du pays où ces marchandises ont été produites ou manufacturées.

2. Avant de saisir ces marchandises ou de prendre d'autres mesures en vue de leur confiscation, conformément à la loi sur les douanes, les commissaires des douanes peuvent, en vertu de la présente loi, réquérir l'application des règlements établis dans la présente section rélatifs aux avis, cautions, formalités et autres matières et s'assurer, en vertu de ces règlements, si les marchandises tombent sous l'application des prohibitions qui font l'objet de la présente section.

3. Les commissaires des douanes peuvent, de temps en temps, édicter, rapporter ou modifier des règlements généraux ou spéciaux sur la saisie et la confiscation de marchandises, dont l'importation est interdite en vertu de la présente section, et les formalités à observer, le cas échéant, avant la saisie et la confiscation. Ils peuvent également déterminer les renseignements, avis et cautions à fournir, et établir les modes de preuves applicables dans l'espèce, ainsi que la manière de vérifier leur valeur.

4. S'il est porté sur des marchandises un nom de localité identique à celui d'une localité du Royaume-Uni ou tendant évidemment à la laisser supposer, ce nom, à moins d'être accompagné de celui du pays dans lequel cette localité est située, sera, en vue de l'application de la présente section, considéré comme étant le nom d'une localité du Royaume-Uni.

5. La réglementation prévue ci-dessus peut se faire, soit par des dispositions applicables à toutes les marchandises en général dont l'im-

---

Horloges, montres et tous autres objets en métal portant une marque ou une estampille représentant ou simulant le poinçon d'essai ou de contrôle légal anglais ou portant quelque signes qui peuvent les faire supposer de fabrication anglaise.

Bêtes à cornes, moutons ou autres animaux (sur pied ou abattus) atteints de maladies; de même que les peaux, cornes, sabots et toute autre partie desdits animaux peuvent être prohibés par ordre du conseil privé, afin de prévenir l'extention des maladies contagieuses.

Spiritueux (autres que les cordiaux ou spiritueux parfumés ou médicinaux) ne peuvent être importés que par bâtiments de 40 tonneaux de jauge au moins, et en fûts ou autres contenants d'au moins 20 gallons, et ils doivents être dûment déclarés. Les spiritueux en bouteilles de verre ou grès doivent être convenablement emballés dans des caisses, faire partie de la cargaison du bâtiment importateur et dûment déclarés.

Le tabac, les cigares, les cigarettes et le tabac à priser ne peuvent être importés que par les ports désignés par les commissaires des douanes pour l'importation et l'entrepôt sur des bâtiments d'au moins 120 tonneaux de jauge et en colis entiers et complets contenant chacun au moins 80 livres, poids net, y compris, pour les cigarettes, le papier qui sert à les confectionner. Tabac sucré (manufacturé ou non) non spécialement prévu dans la présente ou dans tout autre acte relatif aux douanes.

Vin, excepté par les ports désignés par les commissaires des douanes.

portation est interdite par la présente section, soit par des prescriptions spéciales applicables aux diverses classes de ces marchandises ou aux infractions que les concernent.

6. La confection et l'application des règlements par les commissaires des douanes et, en général, l'application par eux des dispositions de la présente section, qu'ils agissent de leur propre initiative ou en exécution d'ordres reçus, seront soumises au contrôle des commissaires du Trésor de Sa Majesté.

7. Les règlements peuvent disposer que le dénonciateur remboursera aux commissaires des douanes tous les frais et dommages occasionnés par la saisie pratiquée sur sa dénonciation et par les mesures résultant de cette saisie.

8. Tous les règlements pris en vertu de cette section seront publiés dans la London Gazette et dans le Board of Trade Journal.

9. La présente section sortira ses effets comme si elle faisait partie du Customs consolidation act de 1876 et s'appliquera en conséquence à l'île de Man comme au Royaume-Uni.

77.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Arrangement concernant la côte de Somali; du 2/9 février 1888.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. June 1894. [*C. — 7389.*]

No. 1.

M. Waddington to the Marquis of Salisbury. — (Received February 7.)

M. le Marquis, Londres, le 2 Février, 1888.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique étant désireux d'arriver à un accord relativement à leurs droits respectifs dans le Golfe de Tadjourah et sur la Côte Somali, j'ai eu l'honneur d'entretenir votre Seigneurie à plusieurs reprises de cette question. Après un échange amical de vues nous sommes tombés d'accord hier sur les arrangements suivants: —

1. Les Protectorats exercés ou à exercer par la France et la Grande-Bretagne seront séparés par une ligne droite partant d'un point de la côte situé en face des puits d'Hadou et dirigée sur Ambassouën en passant à travers les dits puits; d'Abassouën la ligne suivra le chemin de caravanes jusqu'à Bia-Kabouba, et de ce dernier point elle suivra la route des caravanes de Zeylah à Harrar, passant par Gildessa. Il est expressément convenu que l'usage des puits d'Hadou sera commun aux deux parties.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît le Protectorat de la France sur les côtes du Golfe de Tadjourah, y compris le groupe des Iles Muchah et l'Ilôt de Bab, situés dans le golfe, ainsi que sur les habitants, les tribus, et les fractions de tribus situés à l'ouest de la ligne ci-dessus indiquée.

Le Gouvernement de la République Française reconnaît le Protectorat de la Grande-Bretagne sur la côte à l'est de la ligne ci-dessus jusqu'à Bender-Ziàdeh, ainsi que sur les habitants, les tribus, et les fractions de tribus situés à l'est de la même ligne.

3. Les deux Gouvernements s'interdisent d'exercer aucune action ou intervention, le Gouvernement de la République à l'est de la ligne ci-dessus, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'ouest de la même ligne.

4. Les deux Gouvernements s'engagent à ne pas chercher à annexer le Harrar ou à le placer sous leur Protectorat. En prenant cet engagement, les deux Gouvernements ne renoncent pas au droit de s'opposer à ce que toute autre Puissance acquière ou s'arroge des droits quelconques sur le Harrar.

5. Il est expressément entendu que la route des caravanes de Zeylah à Harrar, passant par Gildessa, restera ouverte dans toute son étendue au commerce des deux nations ainsi que des indigènes.

6. Les deux Gouvernements s'engament à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le Commerce des Esclaves et l'importation de la poudre et des armes dans les territoires soumis à leur autorité.

7. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à traiter avec bienveillance les personnes, soit Chefs, soit membres des tribus, placées sous son Protectorat qui avaient précédemment adopté le Protectorat Français. Réciproquement, le Gouvernement de la Réqublique prend le même engagement relativement aux personnes et aux tribus placées désormais sous son Protectorat.

En m'accusant réception de la présente note, je serais reconnaissant à votre Seigneurie si elle voulait bien constater officiellement l'accord que nous avons conclu au nom de nos Gouvernements respectifs.

Veuillez, &c.

(Signé) *Waddington.*

No. 2.

The Marquis of Salisbury to M. Waddington.

M. l'Ambassadeur, Foreign Office, February 9, 1888.

I Have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 2nd instant, reciting the arrangement upon which we have agreed with regard to the respective rights of Great Britain and France in the Gulf of Tajourra and on the Somali Coast.

The provisions of this arrangement are as fallows: —

1. The Protectorates exercised, or to be exercised, by Great Britain and France shall be separated by a straight line starting from a point on the coast opposite to the wells of Hadou, and passing through the said

wells to Abassouen; from Abassouen the line shall follow the caravan road as far as Bia-Kabouba, and from this latter point it shall follow the caravan road from Zeyla to Harrar, passing through Gildessa. It is expressly agreed that the use of the wells of Hadou shall be common to both parties.

2. Her Britannc Majesty's Government recognice the Protectorate of France over the coasts of the Gulf of Tajourra, including the group of the Mushah Islands and the Islet of Bab, situated in the gulf, as well as over the inhabitants, tribes, and fractions of tribes situated to the west of the line above mentioned.

The Government of the French Republic recognize the Protectorate of Great Britain over the coast to the east of the above line as far as Bender-Ziadeh, as well as over the inhabitants, tribes, and fractions of tribes situated to the east of the same line.

3. The two Governments pledge themselves to abstain from taking any action or exercising any intervention, the Government of the Republic to the east of the above line, Her Britannic Majesty's Government to the west of the same line.

4. The two Governments engage not to endeavour to annex Harrar, nor to place it under their Protectorate. In taking this engagement, the two Governments do not renounce the righ of opposing attempts by any other Power to acquire or assert any rights over Harrar.

5. It is expressly agreed that the caravan road from Zeyla to Harrar, by way of Gildessa, shall remain open in its entire extent to the commerce of the two nations, as well as to that of the natives.

6. The two Governments engage to take all necessary measures to prevent the Slave Trade and the importation of gunpowder and arms in the territories subject to their authority.

7. The Government of Her Britannic Majesty engages to treat with consideration («bienveillance») those persons, whether Chiefs or members of the tribes placed under their Protectorate, who had previously adopted the French Protectorate. The Government of the Republic, on their part, take the same engagement with regard to the persons and tribes henceforth placed under their Protectorate.

I have the honour to state that the arrangement recited in your Excellency's note, of which the above is a textual translation, is accepted by Her Majesty's Government, and will be considered by them as binding upon the two countries from the present date.

In doing so, I will add, for the sake of record, that I understand the third clause of the Agreement to preclude the granting by either party of protection to natives within the Protectorate of the other party; and that I gathered in conversation that your Excellency concurred with me in that opinion.

I havce. &,

(Signed) *Salisbury.*

No. 3.

The Marquis of Talisbury to M. Waddington.

M. l'Ambassadeur, Foreign Office, February 9, 1888.

With reference to the note which I have this day addressed to your Excellency's, accepting, on behalf of Her Majesty's Government, the arrangement agreed upon between us respecting the British and French Protectorates in the Gulf of Tajourra and on the Somali Coast, I think it right to remind your Excellency that I received some months ago a request from the Turkish Ambassador at this Court that in any understanding which might be arrived at on this subject the rights of His Imperial Majesty the Sultan might be respected.

I assured his Excellency, in reply, that the British Government would carefully abstain in the future, as in the past, from any interference with the just rights of the Sultan, and that I was convinced that the Government of the French Repuqlic would act in a similar spirit.

I have, &c.

(Signed) *Salisbury.*

78.

GRANDE-BRETAGNE, ROUMANIE.

Traité d'extradition; signé à Bucarest le 9/21 mars 1893 *).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. May 1894. [*C. — 7357.*]

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the King of Roumania, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within their respective territories, that persons charged with or convicted of the crimes hereinafter enumerated and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up; the said High Contracting Parties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Honourable Charles Hardinge, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires at Bucharest, &c., &.;

And His Majesty the King of Roumania, M. Alexandre N. Lahovari, Grand Cross of His Order of the Crown of Roumania, &c., &c., His Minister-Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest le 1/13 mars 1894.

Article I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other those persons who, being accused or convicted of a crime or offence committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party, under the circumstances and conditions stated in the presend Treaty.

Article II.

The crimes or offences for which the extradition is to be granted are the following: —

1. Murder, or attempt, or conspiracy to murder.

2. Manslaughter.

3. Assault occasioning actual bodily harm. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

4. Counterfeiting or altering money, or uttering counterfeit or altered money.

5. Knowingly making any instrument, tool, or engine adapted and intended for counterfeiting coin.

6. Forgery, counterfeiting, or altering or uttering what is forged, or counterfeited, or altered.

7. Embezzlement or larceny.

8. Malicious injury to property, by exclosives or otherwise, if the offence be indictable.

9. Obtaining money, goods, or valuable securities by false pretences.

10. Receiving money, valuable security, or other property knowing the same to have been stolen, embezzled, or unlawfully obtained.

11. Crimes against bankruptcy law.

12. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, or director, or member or public officier of any Company, made criminal by any law for the time being in force.

13. Perjury, or subornation of perjury.

14. Rape.

15. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.

16. Indecent assault.

17. Procuring miscarriage, administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of a woman.

18. Abduction.

19. Child stealing.

20. Abandoning children, exposing or unlawfully detaining them.

21. Kidnapping and false imprisonment.

22. Burglary or housebreaking.

23. Arson.

24. Robbery with violence.

25. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any person in a railway train.

26. Threats by letter or otherwise, with intent to extort.

27. Piracy by law of nations.

28. Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting or conspiring to do so.

29. Assaults on board a ship on the high seas, with intent to destroy life, or do grievous bodily harm.

30. Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas against the authority of the master.

31. Dealing in slaves,

Extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both the Contracting Parties.

Article III.

Either Government may, in its absolute discretion, refuse to deliver up its own subjects to the other Government.

Article IV.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial, within the territories of the two High Contracting Parties respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be under examination, or is undergoing sentence under a conviction, for any other crime within the territories of the two High Contracting Parties respectively, his extradition shall be deferred until after he has been discharged, whether by acquittal or on expiration of his sentence, or otherwise.

Article V.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution, or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Article VII.

A person surrendered can in no case be kept in prison, or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime or on account of any other matters than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored or had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Article VIII.

The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of the accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been commited there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in contumaciam is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article IX.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article X.

If the fugitive has been arrested in the British dominions, he shall forthwith be brought before a competent Magistrate, who is to examine him and to conduct the preliminary investigation of the case, just as if the apprehension had taken place for a crime committed in the British dominions.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the British dominions shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in Roumania, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, and certificates of, or judicial documents stating the fact of, a conviction, provided the same are authenticated as follows: —

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate, or Judicial Officier of Police of Roumania.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified under the hand of a Judge, Magistrate, or Judicial Officer of Police of Roumania, to be the original depositions or affirmations, or to be the true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a Judge, Magistrate, or Judicial Officer of Police of Roumania.

4. In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or of Foreign Affairs of Roumania; but any other mode of authentication for the time being permitted by the law in that part of the British dominions where the examination is taken, may be substituted for the foregoing.

Article XI.

On the part of the Roumanian Government, the extradition shall take place as follows in Roumania:

The Minister, or other Diplomatic Agent of Her Britannic Majesty in Roumania, shall send to the Minister for Foreign Affairs, in support of each demand for extradition, an authentic and duly legalized copy either of a certificate of condemnation, or of a warrant of arrest against an incriminated or accused person, showing clearly the nature of the crime or offence on account of which proceedings are being taken against the fugitive. The judicial document so produced shall be accompanied by a description and other particulars serving to establish the identity of the person whose extradition is claimed.

In case the documents produced by the British Government to establish the identity, and the particulars gathered by the Roumanian police authorities for the same purpose, should be deemed to be insufficient, notice thereof shall forthwith be given to the Minister or other Diplomatic Agent of Her Britannic Majesty in Roumania, and the individual whose extradition is desired, if he has been arrested, shall remain in detention until the British Government has produced new elements of proof to establish his identity, or to clear up any other difficulties arising in the examination.

Article XII.

The extradition shall not take place unless the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the commital of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the said State, or to prove that the prisonner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition, and that the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to. In Her Britannic Majesty's dominions the fugitive criminal shall not be surrendered until the expiration of fifteen days from the date of his being committed to prison to await his surrender.

Article XIII.

If the individual claimed by one of the two High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers, on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition shall be granted to that State whose demand is earliest in date.

Article XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper Tribunal thereof shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article XV.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered, at the time of his apprehension, shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place, and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Article XVI.

All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Article XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws for the time being in force in such Colonies and foreign possessions respectively will allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions may be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by any person authorized to act in such Colony or possession as a Consular officer of Roumania.

Such requisitions may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of criminals from Roumania who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, of the provisions of the present Treaty.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any Colony or foreign possession of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties at any time on giving to the other six months' notice of intention to do so.

The Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Bucharest, the twenty-first (ninth) day of March, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-three.

(L. S.) *Charles Hardinge.*
(L. S.) *Al. Lahovari.*

Protocol.

At the moment of proceeding to the signature of the Treaty of Extradition concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and of His Majesty the King of Roumania, have agreed upon the following declaration: —

The Roumanian Government may in its absolute discretion refuse to deliver up any person charged with a crime punishable with death.

This Protocol shall have the same force and the same duration as the Treaty of Extradition signed to-day.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Bucharest, the 21st (9th) March, 1893.

(L. S.) *Charles Hardinge.*
(L. S.) *Al. Lahovari.*

Protocol explanatory of § 21 *of Article II of the Treaty of Extradition between Great Britain and Roumania.*

In order to avoid the possibility of any misunderstanding arising from the present text of § 21 of Article II of the Treaty of Extradition concluded between Great Britain and Roumania on the 21st (9th) of March, 1893, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized thereto by their respective Governments, have agreed as follows: —

The fact of having kidnapped or falsely imprisoned one or more persons will not admit of a requisition for extradition being made unless the act shall have been committed by private individuals. No such requisition can be made as against public functionaries who may have been guilty of the act in question while in the performance of their duties.

The present Protocol shall be considered as approved and sanctioned by the respective Governments without any special ratification by the sole fact of the exchange of the ratifications of the Treaty to which it refers.

Done in duplicate at Bucharest, the thirteenth (first) day of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and ninety-four.

(L. S.) *John Walsham.*
(L. S.) *Al. Lahovari.*

79.

GRANDE-BRETAGNE. AFRIQUE.

Correspondence relative aux Affaires de la Côte occidentale de l'Afrique; du 12 janvier au 10 juillet 1893.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. Septembre 1893. [C. — 7163.]

No. 1.

Sir C. Mac Donald to the Earl of Rosebery. — (Received January. 18.)

26, Charles Street, St. James' Square, London,
(Extract.) January 12, 1893.

I have the honour to forward two Reports, one on the trade and general condition of the Bonny district of the Oil Rivers Protectorate, by Lieutenant Kenneth Campbell, and one on that of Benin, by Captain H. L. Gallway.

I would respectfully beg to bring to your Lordship's notice the good work done by these two officers.

Some remarks with regard to the trade and general condition of the other district which go to make up the Protectorate may be of interest.

Old Calabar, including Quo Ibo. — This is undoubtedly the most important district in the Protectorate, and one most capable of development.

The trade for the first twelve months under the new Consular Administration was, as was shown in my Annual Trade Report*), already submitted to your Lordship, most satisfactory.

Since my departure from Old Calabar a piratical Chief of the name of Abiakari, who has been for many years a source of trouble to the traders, has again commenced his depredations, seizing canoes with produce coming down the Cross River. In his depredations he has been assisted by the Chiefs of Umon, who inhabit both banks of the Cross River some 70 miles above Old Calabar. A few days previous to my departure from Old Calabar I visited these Chiefs and informed them that trouble would surely follow if they interfered with persons engaged in legitimate and peaceful trade. Abiakari for some years after the visit of Her Majesty's ship »Alecto« kept quiet, the practice made by this vessel's guns at a target having had a very beneficial effect upon him. As I have observed, since my departure this Chief has again broken out, seizing canoes and their occupants. This has had a most marked effect upon the trade of Old Calabar, the value of exports for the months of September, October, and November 1892 being 23,748l. 18s. 2d. below what it was in the three corresponding months of 1891.

And armed stern-wheeler of light draught has been built, and is now

*) See Foreign Office Reports, Annual Series, Nos. 1063 and 1144.

on her way out to Old Calabar. This vessel is specially constructed for police work on the Cross River.

The Gana Gana tribe, who inhabit both banks of the river above Abiakari's territory and that of the Umon Chiefs, are physically a very fine race. They differ from most of the other tribes of this region in being entirely free, slaves being quite unknown amongst them. They are cannibals, but I believe only from religious belief, and I think they could be easily weaned from this disgusting practice. They are very anxious to have a white Resident amongst them to represent them before the Consular authorities at Old Calabar. As soon as the necessary arrangements can be made I propose placing a detachment of troops with white officiers in this territory.

I am of opinion that the Old Calabar district will within a few years yield a revenue almost double the present one. The future wealth of this country would appear to lie in the direction of plantations of cocoa, coffee, rubber, landolphia, &c.

Very much has been done under the able supervision of Dr. Allman, Principal Medical Officer of the Oil River Protectorate, to improve the sanitary condition of Old Calabar and of the Protectorate generally. Much remains still to be done, and events move slowly in Africa. I am not, however, without hope that by a strict carrying out of the Regulations laid down a very marked improvement in the health of the Europeans resident in the Protectorate will take place, though the climate, from its malarial character, can never be a healthy one.

The Public Works Department has been most efficiently carried on. The Consulate-General has been rendered habitable, its foundations, which were rapidly giving way under the attacks of white ants and heavy rains, have been strengthened. Two handsome and commodious houses have been built, one as a residence and offices for the Treasurer and the Director of Customs, and the other as a mess-house and quarters for the officers of the »Oil Rivers Irregular Force.« Barracks for 300 men, including married quarters, are in course of construction, and will very shortly be ready for occupation. The whole of the above buildings have been constructed at home and sent out; they are all erected on a hill some 200 feet above the river. This has entailed great labour, but the sanitary results obtained have amply compensated for the extra trouble. Latrines have been constructed in the native town, which have had a marked effect upon its cleanliness.

A marina is in course of construction in front of the native town of Old Calabar. This, by doing away with the foreshore of the river, always the dustbin and latrine of a native riverside town, will act beneficially from a sanitary point. The roads have been improved and put in order. The cemetery, which was in a disgraceful condition, has been thoroughly cleared of undergrowth and all debris and dirt taken away. The ground has been handed over by the Missionary Society to the Sanitary Department, Oil Rivers Protectorate. A plan of the cemetery has been made and deposited in the Sanitary Office and ground is now apportioned out.

It has been the practice of the native Chiefs to throw the dead of the common people either into the river or into the nearest bush. A native cemetery has been marked out and cleared, and any Chief failing to bury the body of his servant or slave in the place apportioned to him is severely punished. The Chiefs of Old Calabar are themselves buried in their own houses or compounds. As the graves are invariably dug some 6 to 10 feet deep, this proceeding is not so unsanitary as it would at first sight appear. It is a very ancient custom, and I have not considered it politic to interfere with it at present.

In addition to the buildings enumerated, a large property known as Fort Stuart has been purchased, consisting of a commodious dwelling-house and extensive stores. The dwelling-house will be used for the native Customs and Treasury clerks, and the stores for the carrying out of the provisions of the Brussels Act.

Opobo. — This district has so far enjoyed a great immunity from disturbances which might be calculated to interfere with trade. This, I think, is due to the amicable settlement of the troubles at Aquetah in the early part of the year, and in a great measure to the arrival in Opobo, and identification by his subjects, of the body of Ja Ja. This produced an excellent effect, and created a very friendly feeling towards the Administration on the part of the Chiefs of Opobo. The latter have loyally kept their compact with me, to the effect that if I was able to get for them the body of their late King, which had been buried in Spanish territory, they would give no trouble, but engage in peaceful trade.

The value of Opobo exports for the months of August, September, and October, 1892, is 25,549l. 9s. 11d. in excess of what it was for the three correeponding months of 1891.

A very commodious Consular residence, with Court-house and out-houses for Customs and Treasury clerks, has been erected here. To carry out the provisions of the Brussels Act in their entirety, store-houses will have to be erected; in the meantime, arrangements have been made for the renting of such houses.

The native town of Opobo is some considerable distance from the factories and dwelling-houses of the European community; it is therefore difficult to see that the prescribed Sanitary Regulations are enforced by the native Chiefs, but I shall be satisfied if they are carried out by the European community, to whom also they apply.

Bonny and New Calabar. — In Vice-Consul Campbell's Report matters are so fully and clearly dealt with that there is little more to be said.

This Report being for the six months ending June 1892, some later statistics may be of interest.

The value of exports from this district for the months of August, September, and October, 1892, is 19,182l. 14s. 9d. in excess of the corresponding months of 1891. I am afraid, however, that the recently reported disturbances amongst the Okrikans will have seriously affected the trade. Vice-Consul Campbell's remarks regarding the large quantities of elephants which are to be found only a few miles from the coast are

worthy of note; by last advices I have heard of the arrival at Bonny of a party of Mahommedan elephant-hunters, who have come from Lokojah, on the junction of the Niger and Benué, thus showing that there exists a road connecting these places, and one which, though passing through numberless pagan tribes, can be safely traversed by Mahommedans, and therefore by white men. I have issued orders that these men are to be encouraged in every way, so as, if possible, to start an ivory market in the Protectorate within easy access of ocean steamers, and that every information respecting the state of the road, time taken in journey, countries traversed, &c., is to be, if possible, procured from them.

All the improvements suggested by Vice-Consul Campbell have been carried out since his Report was written; this is in a very great measure due to his own energy and perseverance.

Brass. — This district, which was at one time one of the most flourishing of the Niger delta, has now become the least important from a trade point of view. The latest Returns, however, show an excess over last year's exports of 5,984l. 6s 6d. But this, I am afraid, will not last.

At Warri a commodious house has been erected. It serves as a residence for the Vice-Consul and Consular Agent, and as a Treasury. The lower part of the house is used as a Consular Court and prison; houses have also been put up for the Customs and Treasury clerks.

The value of exports for the months of August and September for this district is 13.821l. 2s. 6d. in excess of what it was for the corresponding months of last year.

Benin. — Captain Gallwey's Report leaves little for me to add. I am of opinion that there are very great possibilities for this district. Time and much patience will be required, however, before the resources of the district can be, even in a measure, developed, the great stumbling-block to any immediate advance being the fetish »reign of terror« which exists throughout the Kingdom of Benin, and which will require severe measures in the not very distant future before it can be stopped.

Captain Gallwey is eminently fitted, by his energy, tact, and decision, for the task before him. There has been an increase of 50l. 11s. 4d. in the value of exports for the months of August and September 1892 over the corresponding months of 1891.

A property, consisting of dwelling-house and very extensive stores, has been purchased, which serves as Custom-house and Treasury.

At Sapeli, some 70 miles up the Benin River, I have established a hulk, to serve as Consulate and Court-house; also barracks for a force of constabulary.

Inclosure 1 in No. 1.

Report on the Bonny District, Oil Rivers Protectorate, for the six months ending June 1892.

Trade.

During the half-year ending the 30th June last the trade of this

district has shown a fair average, and, comparing one month with another, it does not appear to vary much. Taking into consideration that the people of Aquetta have now signed a Treaty, and appear to be discontented with their relations towards their old customers, the Bonny men, and also the fact that the white traders of Opobo have gained a footing in the markets of the Opobo River, which are also the markets at which the Bonny men procure their oil, I am of opinion that the trade of this port will become very uncertain, and should relations with the interior markets be at all strained, that it may stop altogether as regards the exports of oil from Bonny.

In bygone days the Okrika people did a fair trade with the Bonny men, but now take all their oil to New Calabar, and dispose of it there. I learn the reason for this is, the Okrika trader, not being able to speak English, on his arrival in Bonny was in the habit of getting a Bonny man to act as interpreter between him and the white trader. The Bonny man would represent to the man of Okrika that the trader offered him a much lower price than in reality was tendered, and upon the bargain being closed would draw from the store the amount actually offered by the white man, and give to the Okrika man the small amount which he had represented as the amount offered by the trading firm. This went on for years, till at last the Okrika people found out the way in which they were being cheated, and removed their custom to New Calabar.

I think that in time the trade from the inland markets will go down the Opobo River, on the one side, and the Bakana River to New Calabar, on the other, and Bonny be left, between the two, without any resources. In my opinion, this will not make any difference to the trade of the Protectorate; it will simply develop itself into the question as to who is to do the carrying trade between the markets and the factories.

There appears to be a future for the part of this district north of the creeks, and were one joins the mainland away from the mangrove swamps. The place is to all appearance thickly inhabited by elephants, and, if one can credit the stories of the natives, these are to be had in plentiful numbers. The difficulty is, however, how to get the ivory, as the natives hold the elephant in great dread. Should this be overcome by bringing in experienced elephant-hunters, a trade in ivory might be established. Before submitting my next Report I shall hope to have an opportunity of judging whether there is a prospect of the rubber trade being carried on from the interior to the waterways of the Bakana and the Sombrero Rivers into New Calabar.

Sanitary.

Bonny. — At the beginning of the present year the town of Bonny was in a dirty and unsanitary condition. The Chiefs where told about this at several meetings, but seemed very much disinclined to assist in the cleaning of their town. Two Inspectors of Nuisances have been appointed; they are paid by Government, and wear a prescribed uniform, so as to increase their authority. These men are under the orders of the Medical

Officer in charge of this part of the district. Several people were summoned by the Sanitary officer, and came before me in the Consular Court, the President of the Native Council amongst the number; small fines were imposed as a beginning. Through this means, and also a weekly inspection of the town by myself, accompanied by the Sanitary officer and one of the principal Chiefs, there has been a decided improvement in the cleanliness of the place, but there still remains a great deal to be done. There has also been a considerable amount of bush and undergrowth between the town and the river cut away; this enables the fresh breeze from the sea to blow directly into the town.

Okrika. — This town is in e very dirty condition, but owing to not yet having gained sufficient influenze over the people of the place nothing has been done towards improving it.

New Calabar. — The towns of Bakana, Buguma, and Abonnema are very clean for native towns. The Chiefs have made strict sanitary laws, and, I am pleased to say, look well after their people. The towns are all laid out in a regular plan, and have wide streets and a good circulation of air.

Improvements. — For the present the only improvement I would suggest as regards the New Calabar towns is that the bush opposite the town of Buguma be cleared away. The natives have already cleared a considerable part of this, and I hope to induce them to carry the clearing further up the creek so as to enable the breeze from the south to blow right across the town. As to the other New Calabar towns, I am not in a position to suggest any improvement as yet. There has been a Sanitary officer appointed and placed in charge of the New Calabar sub-district. As to the town of Bonny, as soon as the rains are over, it is my intention to condemn a great part of it and direct the Chiefs who own the houses to pull them down. There are many houses overhanging the streets, which renders them dangerous to passers-by, owing to their rickety condition. Public latrines overhanging the river are highly necessary. It is my intention to erect these at an early date. The timber has been ordered. The difficulty in dealing with the town of Bonny is that the Chiefs have large plantations at which they reside, and in consequence do not take that interest in their capital town which they should. Besides, the Chiefs of Bonny are sadly wanting in patriotism, and do not care for anything except they see a means of making money out of it·

I recommend that a birk embankment be erected on the town side of the pond out of which the townspeople draw their water, so that the drawers of water be enabled to stand on it and get their water instead of having, as at present, to wade in. Much of the sickness is caused by the natives drinking bad water. I submit that wells be dug in different places. There is good water near the Mission, and a suitable place to sink a well which would give good fresh water.

It is the habit of the people of Bonny to bury their dead on the side of the public road and also in the houses. I am now taking steps to induce the Chiefs to set apart a piece of land in which to bury their dead.

Cemetery. — The public cemetery was not properly looked after. I have in consequence appointed a man, on the recommendation of Archdeacon Crowther, to perform the duties of sexton. I beg to suggest that an iron fence be sent out from England to completely rail in the burying-ground. It would require 400 yards of fencing to do this, and one large and one small gate.

Queen's Beach. — A breakwater has been built and some small iron sheds erected. The beach is in course of being filled up and put entirely to rights. In a separate despatch I am submitting plans for a coal-shed and a pier, for the formation in this port of a coaling station.

Political.

The whole of the tribes in this district, viz., New Calabar, Bonny, and Okrika, can be brought under one head as regards language. The language is that called Idšo; there are, thoug slight, dialectic differences spoken by each tribe. The influence of the Bonny people extends from the mont of the Bonny River up both banks as far as Okrika, but not including this latter place, and inland to the markets of the Opobo River. The Okrikans extend from the Islands of Okrika into Eboe, but the exact limits of their influence is not known. The New Calabar tribes extend from the New Calabar River to the Sombrero, up the Egenny to Eboe as far as Idu. These three tribes may roughly be said to occupy the mangrove swamp region bordering on the Eboe country. In each of the above-mentioned tribes the Ibo language is also spoken. This is the language of the interior tribes, and covers an immense area. It is the language spoken at the markets, and in which all trade affairs are conducted. It is also used by the masters in addressing their slaves.

The laws and customs of the tribes differ somewhat. Each tribe is ruled by a different King or Chief. The Chiefs are the merchants of the country, in direct trade relations with the European factories. They are also the Councillors of the King or head Chief. The currency used in this district is a copper coin in the shape of a horse-shoe, called »manilla.« The value of the manilla varies in the different tribes, but its value roughly is about that of a penny.

The Okrika people are great fishermen and good traders. The Bonny and New Calabar people appear only to trade. Some of them do a little farming, but this is only of late years. In religion they are all pagans. The missionaries have establishments in Bonny, Okrika, and Abonnema, and are making some progress. The Government has lately given a grant for the establishment of industrial schools in connection with the Mission; they are now in course of organization.

General.

The state of the country generally appears to be prosperous.

Subsidies.

With reference to this question I regret to have to report that it

does not appear to work well in Bonny. The Chiefs are in the habit of looking upon the subsidy as their perquisite, and not as money belonging to the country. Those principal Chiefs chosen to receive the subsidy keep it all to themselves, and do not make the money circulate amongst all concerned. During the last half-year the subsidy granted to King Amackree of New Calabar was stopped on account of the opposition he showed to my going on a mission to the Eboe country. I have since learned that his reason for doing so was not altogether a desire to keep the white man from getting into the interior, and thus keep the people of Eboe from civilization, and under the power of the New Calabar Chiefs. On inquiry it appears he was really afraid of the responsibility of conducting a white man into the interior. He alleges that should any harm have come to me during the mission, he would have been held to blame in the matter by the Government, and this was his real reason for not forwarding the interests of the Mission. I have reason to believe his story, taking into consideration the superstitions of these people, and also the dread they are in if any harm comes to the white man in any matter in which they are concerned. They see visions of the Queen's displeasure in the form of gun-boats and blue-jackets. I beg to recommend that should this Chief assist the Government in opening up the country, his subsidy be restored.

I have informed the Chiefs of Bonny that I shall withhold their subsidy until they make further progress in the cleaning of their town, that is until the Sanitary officer is in a position to report to me that the place can be reasonably called clean.

Mails.

A local mail service has now been running regularly between Bonny and New Balabar to the west, and Bonny and Opobo to the east. This service was started in February last, and was run by natives between here and Opobo. This arrangement did not succeed, and had to be given up on account of the untrustworthiness of the natives. Krooboys and Kroo canoes were substituted, and have worked very well ever since. The number of letters sent weekly from here to New Calabar averages about thirty. A canoe from Brass meets the Bonny canoe at New Calabar, so the service through from Opobo to Brass is now complete. I have no doubt that as this canoe service becomes well known, the agents will give up running their own canoes, and adopt that of the regular mail service as soon as the stamps arrive and they are enabled to pay the postage.

Native Councils.

These have been formed in Bonny, Buguma, and at New Calabar. In the latter place there is no Clerk of the Council, owing to there being no sufficiently educated man to assume the position. Consequently there are no records kept.

Communications, Roads, &c.

The part of this districts which can be called known to the white

man consists almost entirely of mangrove swamp. The creeks and rivers in which factories are established are of salt water and tidal. About 10 miles up the Bakana River above Buguma one gets into very good fresh water fit for drinking and washing purposes. In the other parts of the creeks and rivers it is not safe to bathe on account of the dirtiness of the water, which brings on a sort of itch called «cra cra.» Throughout the part of the district inhabited by the white trader there is communication by water only. This is very good. The creeks of New Calabar are navigable for ships drawing 20 feet of water. The waterway of the Bakana River is navigable to steam-launches to a place called Tsopo, where the Eboe people bring people bring their oil to market and sell it to the New Calabar middlemen. Tsopo is about two easy days' march from the region of the palm oil tree and also the bush where the traces of elephants are to be seen. The roads from Tsopo into the interior, though only bush paths, are good, and should they be widened by cutting away the bush on either side, would be well suited for the purpose of using pack animals. It remains, however, to be seen if four-footed animals suitable for transport purposes (the elephant excepted) will live in this country.

Vhe region north of Okrika fram whence the waters of the Bonny River come are as yet totally unknown. The natives have a dread of showing any one the way to those parts, being afraid that if the white man gets to the markets their carrying trade will be done avay with. I am told the principal markets of the Okrika people lie between the Bonny and Bakana Rivers, in creeks connecting the two. I shall hope before submitting my next Report so know something about these places, as the arrival of the steam-launch has removed the difficulty existing in this district in the matter of transport and a suitable means of visiting the other parts of it not in the regular route through New Calabar.

There is a creek above Aquetta which used to run across to some place in the Bonny River near Okrika: could this be again opened it would be a great convenience to the Bonny native traders, and shorten the distance from the Aquetta market to this port considerably. As the Okrikans will have some say in the matter, I fear it will take some »palavering« to get their consent.

In the matter of roads under construction, formerly it was necessary when wishing to go from the factories in the Bonny River to the country beyond the Mission, to pass through the twon of Bonny. This was a great disadvantage, and deterred to a great extent the white population from leaving the precincts of their factories, owing to the uwholesome smell of the town. A contract was given out by the late Vice-Consul Major-General Hammill, and the Chiefs of Bonny undertook to make a road which would cross the swamp on the river side of the town, so as to enable one to walk direct from the factories to the Mission-station, where there is a cathedral. The natives undertook the contract for a consideration, and agreed to have it completed in three months. They put down the necessary stricks to keep in the sides of the road, and piled up a little mud, and then left off. It appears to be »Bonny fashion« not to finish

anything. After urging the Chiefs to finish their contract, and pointing out to them the good it would do to their country, is was decided, after giving them ample time (about four months) to think of it, to take the work in hand by the Public Works Department of this district. The road is now open to traffic and in a fair way towards completion. It has been necessary to build a native bridge across a small creek which crosses the road; this will be replaced by one of a more substantial character when the materials ordered from England arrive. It gives me pleasure to report that the natives use the new road largely, and enter the twon from the river side when passing from the Mission to the market, in preference to the old road at the back. Later on I hope to extend the road to the Mission so as to reach Ju Ju town. This would mean a distance of about $2^1/_2$ miles, and woid require the erection of two bridges.

With regard to the roads in the interior, it is my opinion, judging by what I saw when on a mission to the Eboe country, that once we have established friendly relations with the interior tribes, there will be no difficulty in finding good lateral communications from the Niger to the Cross River, keeping, of course clear and to the north of the mangrove swamps. That good paths already exist I am convinced of, and that there is frequent communication by the trading natives of those parts between Bende, Aron, and the Cross River.

(Signed) *Kenneth Campbell,*
Her Britannic Majesty's Deputy Commissioner and Vice-Consul,
Bonny District.

Hulk, »George Shotton,« Bonny River,
Juyl 5, 1892.

Inclosure 2 in No. 1.

Report on the Benin District, Oil Rivers Protectorate, for the year ending July 31, 1892.

1. Trade.

General State of Trade. — Trade during the year was far from satisfactory, though an improvement was shown during the last three months of the year as far as the importation of dutiable goods was concerned.

Revenue, and Value of Trade. — The following figures show the amount of revenue, and value of trade: —

	£ s. d.	£ s. d.
Revenue		5,550 7 0
Value of exports	65,141 2 1	
„ imports	73,968 1 10	
Total value of trade		139,109 3 11

The small revenue is accounted for by the unsatisfactory state of trade — the reasons for which will be hereafter explained — and very materially owing to the white traders filling up their stores with dutiable

goods prior to the 1st August, 1891, thereby escaping the customs duties which came into force on that date.

Trade Products. — Palm oil and palm kernels are the only commodities traded in to any extent at present. Small quantities of rubber and ivory are occasionally exported.

There is plenty of rubber in the country, but the natives have a great disinclination to start working a new commodity. They are very conservative in their ideas, and prefer to follow in the footsteps of their forefathers rather than striking out in a line of their own. Ivory is seldom offered for trade; this is accounted for owing to that article being used by the Benin people almost entirely for the purchase of slaves in the Sobo and surrounding countries, as they consider they get better value by so doing, the Sobos appreciating the article highly. Besides this, the King of Benin claims half the ivory obtained in his dominion; when an elephant is killed, one tusk always goes to the King.

The King stores his ivory in very large quantities, and appears very loth to get rid of it even for trade purposes.

Reasons for the present State of Trade. — The unsatisfactory state of trade during the year was due chiefly to the following causes: —

1. The predominating influence of Chief Nanna, and the monopoly of trade held by him in the early part of the year.

Prior to the 1st August, 1891, the trade of the district — more especially in the Sobo markets — was more or les monopolized and entirely ruled by one Nanna, the leading Jakri Chief. As late as 1884—85 this Chief stopped trade entirely for nine months, the reason being that he objected to take the price offered for oil and kernels by the white traders.

He not only stopped trading himself, but forbade any other persons to trade.

Prior to 1884, and many times since, trade has been stopped more or less on many occasions, and, as a rule, by Nannas ordres.

In 1885 Nanna was appointed Governor of Jakri, and received a stick of office as such from Her Majesty; consequently, he became more important than ever — especially in his own eyes and those of his immediate followers — and his wishes were more or less law. This stick was, however, forfeited by Consul Annesley in 1890, and has not since been reterned to Nanna.

During the past year Nanna hast learnt to understand, or nearly so, that he is simply a Jakri Chief, having power over his own particular people, and must not attempt fo interfere in other people's affaire. He naturally found it very hard at first to relinquish so much power, but he is a fairly sensible man, and clearly sees that to thwart the aims of the Government is very foolish policy.

2. The continual petty quarrels that cccur between the middlemen and oil producers.

These quarrels were of very frequent occurrence until about six months ago. They generally arose through the market people, i. e., the oil pro-

ducers, failing to pay oil, &c., for the amount of goods they had received no »trust« from the middlemen. The Jakris act as middlemen between the white traders and the Sobos and Benin people. These quarrels generally took the from of slave-raids, the Jakris carrying off slaves from the offending person or village. Just before my arrival in the district, in August 1891, Nanna had captured no less than 200 slaves from one man during one of these raids. I eventually made him return them all.

These quarrels naturally caused a temporary stoppage of trade in the particular quarter affected.

Lately these petty fights have been less frequent, buth they cannot be entirely stopped until military posts are established in the Benin and Sobo countries. There was one very serious case in July last. A large number of Benin people attacked a Jakri Settlement at a place called Ugbo, in the Benin country. They suprised the place at daybreak, carrying off nearly 100 prisoners and a large quantity of merchandize. The question was still under settlement when I left my district, but the King of Benin, who denies having given any ordres in the matter, as good as promised me to punish the offenders, and to see that full compensation was paid to the Jakris.

An event of this magnitude seriously affects trade.

3. The fetish rule of the King of Benin.

Most of the trade of the Benin country finds its way to Lagos by way of Jebu and Abeokuta, though a certain amount comes down the Benin River.

Nearly all trade products are reserved for the King's benefit. This is done by placing a "ju ju" on the products in question.

Any Jakri man who whishes to trade in the Benin country must first pay a very heavy tax to the King.

As a rule, this has to be paid every year. The King also has a knack of very often demanding a further payment of such tax, and if his wish is not gratified he not only stops trade, but very often makes a raid on the offenders.

Owing to the fetish rule several very valuable trade products cannot be touched. Amongst these is the palm kernel. However, since the signing of the Treaty between Her Majesty and the King in March last, the King has expressed his readiness to open up trade in several of these hitherto forbidden commodities, the most noticeable being gum copal, in which the country abounds, and palm kernels.

Trade is continually being stopped by order of the King, it generally being impossible to ascertain why.

The King struck me as being very ready to listen to reason, but he is tied down by fetish customs, and until the power of the fetish priests is done away with, the trade of the Benin country will continue to be a very doubtfoul soucree of profit to any great extent.

The breaking down of this fetish theocracy must take time, and can only be effected by degress. Anything in the shape of a punitory expe-

dition, though it may eventually prove advisable, would paralyze trade for a very long period.

The same remark applies to the handling of the Jakri people in their position as middlemen.

4. The inability of the native to understand the varying price of products in the home markets.

The Jakri men appear quite unable to grasp the fact that the price of oil, &c., can change from time to the, and if the white traders find it necessary, owing to the state of time market, to lower the price paid for oil, &c., it very often causes a very serious stoppage of trade, and rather than take the smaller price the natives prefer to keep their oil until the price rises. Consequently it is very often necessary for the white man to buy at a minimum profit.

This is particularly the case where Nanna is concerned. He considers, and until verry lately looked upon it as a right, tha the sould receive a higher price than any one else, in fact, he expects to receive 22s. 6d. for his sovereign.

There are only two Jakri men who can read and write, i.e., now living in the district, and consequently the people can gain no information from the newspapers as to the state of the home markets.

5. The establishment of factories by the white traders up-country.

Until very lately the Jakris have been undisturbed as middlemen, and are therefore very adverse to the white man trading direct with the marked people.

During the past year the power of the middleman has been steadily on the wane, although he has fought very hard against the inevitable. He cannot, or will not, understand the fairness of free trade, and there have been several cases of obstruction towards the two firms who have already established factories in the Sobo and Benin countries.

The two firms already alluded to have so far had a very up-hill fight to carry on, and the agents, Messrs. Swainson and Punch, are to be commended on their enterprise and energy in the matter.

This obstruction against the withe man trading direct with the market people must and will continue to a certain extent until military posts are established.

At the same time, I should be verry sorry to see the necessity arise of using violent means to bring the natives to their senses. Should such a necessity arise, trade would suffer very considerably for the time being.

In the meantime, the Sobo people are afraid to trade to any extent with the white man owing to their fear of the Jakris, who are continually threatening them.

The above five reasons, though there may be other minor ones, are, in my opinion, accountable for the state of trade during the past year.

Probable new Developments. — Although oil and kernels have heretofore been the only trade products of the district, with the exception of an occasional lot of ivory and rubber, I feel confident that in the very neary future many new commodities will be traded in, and very largely too.

The Jakri man, as I said before, is verry averse to striking out a line of trade, Now, however, that the white man has established himself up-country, many new developments should very soon be worked.

The district abounds in rubber, gum copal, gum arabic, turmeric, incense gums, fibres of many kinds, mahogany, and hard woods.

I feel confident that tobacco, cocoa, and coffee would flourish, although the cost of labour would probably prevent the white man from cultivating coffee. However, I hope the natives themselves may see the wisdom of starting plantations of all these articles.

Peppers are largely grown by the Abrakar-Sobo people, and I fancy this finds its way to the Niger.

The difficulty in the timber trade will be chiefly in carting the logs to the water-side. The country about Sapeli abounds in mahogany. There are, however, no roads, ano the forest is very dense. There is a first-rate anchorage at Sapeli, and branch steamers can run up there without any risk, so once the wood is brought to the water-side the difficulty would cease.

Future Prospects. — I am very sanguine as to the future prospects of the district, and feel certain that, in time, there will be no more wealthy district in the Protectorate.

The natives, as far as civilization goes, are far behind those of Bonny, Opobo, and olp Calabar. This to a great measure accounts for the great aversion they have to depart from the teaching of their forefathers.

There has never been a Mission in the district. The late Bishop Crowther attempted to establish one fifteen or twenty years ago, but the Chiefs objected, and I do not fancy any effort has been made in that direction since. This accounts for the very backward state of the inhabitants so fer as education goes. However, I hope before very long to see an Industrial Mission established.

2. Sanitary.

Health. — Except during July, the health generally has been excellent, only three deaths occurring among the withe population during the year, two of these being violent deaths.

In July there was a great deal of sickness, but no deaths. This, I think, was accounted for by an unusually long break in the rains.

In February last there was a regular epidemic of influenza, and the natives suffered somewhat severely.

It was particularly disastrous in Benin city, 300 people dying in a fortnight. This statement, however, is made only on the authority of the natives generally.

Sanitary Arrangements. — The sanitary arrangements are in charge of a Medical Officer, who is responsible that the various Regulations on the subject are strictly adhered to.

Very stringent Regulations exist as to the steps to be taken in the event of small-pox or other contagious diseases.

The native towns and villages are very much spread about, and it

will take some time before these Sanitary Regulations can be extended so as to cover all these towns and villages.

Brohemie (Nanna's town), the chief Jakri Settlement, is always kept most scrupulously clean, and is, in its way, quite a model native town.

It might be well to eventually appoint native Sanitary Inspectors in each town, wo would be responsible to the Chief Sanitary Officer for the carrying out of all Regulations in force.

However, to even hope to institute a perfect sanitary system in so disconnected and large a district must take time.

Quarantine Regulations are clearly laid down, and the Medical Officer in charge is responsible as to their strict observance.

3. Political.

Treaties. — During the past year I concluded Treaties with the King of Benin, and with the Chiefs of Abrakar, thus placing a large extent of Hinterland" under Her Majesty's protection.

Relation of Tribes one to another. — The people to be considered under this head are the Jakris, the Benins, and the Sobos. There are also a few Ijo Settlements between the Benin River and the Niger, but these are hardly worth considering. The inhabitants are more or less pirates, and beg, borrow, or steal according as the opportunity offers There are also the Mahin people between Jakri and Lagos, but they are a very harmless community, who spend their time chiefly, and almost entirely, in fishing.

Under the head of »Trade« I mentioned the frequent quarrels on trade matters that take place between the Jakris on the one hand and the Benin and Sobo people on the other.

For a long time the Jakri people have been divided into two factions, and until very lately, skirmishes were of common and frequent occurrence. The one party lives on the right bank of the river, with Nanna as a Head; and the other on the opposite bank, headed by Numa, the ruling Chief of Batere.

Since the death of Numa, in February last, the party feeling is not so pronounced.

However, the difference between the two factions is simply the objection of the left bank people to be dictated to by Nanna; the most differences arise in trade matters. Numa was particularly weak-minded and incapable Chief, but his son, who succeeded him, is a very superior man altogether, and, in time, is likely to improve very materially on his father's rule; and further, he is not afraid of Nanna. In addition to all this, he is a very loyal supporter of Her Majesty's Government. His name is Dore.

All questions that used to be settled by »war palaver« are now settled by Her Majesty's Representative to the district.

The Sobos are very disunited as a tribe, and are continually quarrelling amongst theselves.

Any quarrels that take place between the different tribes are nearly

always a case of trade dispute, though the King of Benin occasionally makes raids on the Sobo people for the purpose of obtaining slaves.

Names of Kings and Chiefs.

Benin. — King Dvunami.

This King is kown by several names, but he chose Dvunami as the one to be shown on the Treaty.

Jakri. — Nanna, Acoro Walla, Nafonie (right bank); Tragini, Dore, and Dudo (left bank).

In addition to these there are many other Chiefs of little or no importance.

Sobo. — None of any great importance that I have come across.

Abrakar. — Waffebi and Aye Popo.

The Jakri Chiefs are simply traders, each having his own town. The more wealthy a Chief is the more powerful he becomes.

Characteristics of various Tribes, and how far their Influence extends.

Benin. — The Benin country it little known, very few white men having visited Benin city, the capital.

The Portuguese trated there as far back as the early part of the sixteenth century.

The King of Benin is a very important personage. His power is supreme, though he is very much tied down by fetish customs, and is more or less in the power of his big men. The rule is one of terror; the customs are barbarous, human sacrifices being of very frequent occurrence, the usual mode of killing people being either by crucifixion or decapitation.

The people are very indolent as a race, are far from being brave, but are superior to the surrounding tribes in this respect. They are very lazy in their habits, and chiefly engage in agriculture and in the production of palm oil.

Benin city is the seat of a powerful theocracy of fetish priests. The King of Benin, as far as importance and influence goes, is on a par with the King of Dahomey.

The people are very clever in the working of metal, though the art appears to be practised by very few. It is probable that they were taught this by the Portuguese.

The country, as far as I saw it, though I did not go further than Benin city, is one dense forest, though there are occasional openings. Benin city is situated in a fairly open country, but is surrounded by thick forest; the propable reason for this exuberant growth of trees being owing to the timid nature of the inhabitants, who feel safer by having a natural screen round their towns.

I saw no hills during my travels in the Benin country. The only roads are bush paths. The soil is chiefly red clay, and there is a scarcity of water generally — that is, as far as my small experience goes.

During my stay in Benin city I had to send over 3 miles for water every day.

Benin city is the white man's name for the capital of the country; the natives, however, call it Addo. It is also known as Ubini. It would cause confusion if Addo was used, as there is another Addo at the back of the Benin country. Houses are conspicuous by their absence, and I fancy they are not found until one is well clear of the Benin country.

Now that a Treaty exists between Her Majesty and the King of Benin, it is to be hoped that the undoubted wealth of the country will be developed, and the barbarous customs, more especially the human sacrifices, abolished.

Jakri. — The Jakri people act as middlemen in the trade with Benin and Sobo. They are a timid race. All their towns are built in the bush, and are generally approached by a small creeck. Trade quarrels are continually occuring between them and the neighbouring tribes. They fight, as a rule, from their canoes. Their towns are quite unprotected, and as far as stockades and such defences go, the bush and creek approaches being their safeguard in the case of attack.

They are pagans, the chief god or Ju Ju being Maluko, a sea deity.

The customs are barbarous, though in this matter they are now held in check.

The mode of punishment used is hanging and drowning.

The sass-wood ordeal is of very frequent occurrence. An accused person generally demands it as a right.

Sass-wood is the poisonous bark of a tree, and is as a rule administered by the medicine-men from Benin city.

The ordeal is undergone by both the accuser and the accused, i. e., if any doubt exists as to the guilt of the person charged with the offence.

As a rule, one of the two die, and he is accordingly said to be in the wrong. Should a Chief or man of importance have to undergo the ordeal, he always deputes a slave to act for him.

I maganed to stop several cases of this diabolical custom during the year, but there were, I fear, many occasions of which I never even heard, and it must take a long time before the custom is entirely abolished.

There are, of course, occasions on which only the accused has to partake of the sass-wood. Should he live through the ordeal, he is innocent. I fancy the presenting of a douceur to the medecine-man is a very effectual way of insuring a mild dose of the medecine used. The King of Benin always demands a fee on such occasions, so one can hardly expect him to lend much assistance in abolishing the custom.

For small offences amongst the slaves, such as theft, the punishment is that of cutting off one or both ears.

The Jakri tribe occupies the lower part of the Benin River, extending to the Forcados to the southward, and to the Mahin country to the northward. The tribe is distinct from the Benin and Sobo people, but is said to be connected with the Yorubas.

There was a King of Jakri until 1850; he lived at Warri. Keboa

was the last to reign. The rule would appear to have been very unpopular, as the King could summon any free man, and use him as he thought fit, as a servant or otherwise.

The Jakris are free born. They never work, all work being done by slaves.

The country is one network of creeks, and the ground chiefly mangrove swamp, though it rises, and the soil is good, after going about 20 miles up the river.

Sobo. — A timid and uncivilized tribe. No towns of any importance. The people live in the bush, i. e., their towns and villages are all built in the bush. As a tribe, are very disunited.

The chief industry is oil production, and the people are given to agriculture.

The country extends between the Ethiope and Warri Rivers.

The people are pagans, and carry on a large traffic in slaves with the Benin and Jakri people. They do not keep slaves themselves.

There is a good deal of intermarriage between the Jakri men and Sobo women.

The country is similar to the Benin country, dense forest being the rule, although I came across vast plains, sandy soil, and long grass about 8 miles above Eku, on the right bank of the river.

There was no sign of life, either human or animal, on these plains.

4. General.

General State of Country. — The details under the headings 1, 2, and 3 will explain the general state of the country.

The new regime, I should say, is very popular with the majority of the people, though Nanna and a few of his satellites, particularly the latter, can hardly be expected to welcome a new order of things which takes so much power out of their hands. How far the King of Benin is to be trusted remains to be seen. His chief advisers appeared to me to be a set of intriguing and lying individuals.

With the exception of my audience with the King when the Treaty was concluded, I had to rely on messengers in my correspondence with him; consequently one was very handicapped, as by the time a message reached the King it was probably so distorted as to convey quite a different meaning to that intended by me. In the event of my having to send a somewhat severe message, it would be very doubtful if the King would ever hear it; as he is so greatly feared the messenger would be afraid to deliver it, and would probably deliver quite another message of his own invention.

Slaves. — I cannot speak with any certainty on the condition of slaves in the Benin country, but I should say their lot was not a happy one, as it would appear that many are victims to the fetish rule. During my few days in Benin city I saw no less than four crucifixions. They had all evidently been sacrificed some weeks previous. I was told that

these poor creatures had been offered up, in one case to stop the rain, and in two others to bring the rain; the fourth case I heard nothing about.

At present the only thing to pe done towards stopping these barbarities is by expostulating with the King; when, however, there is a military force in the district, it will be very easy to use it should the necessity arise.

At the sam time, I doubt very much the wisdom of a coercive policy in preliminary dealings with so uncivilized a race, although it might eventually prove very necessary.

During my Treaty negotiations with the King, he hept on reminding me that he did not wish for war. I reassured him on this point, explaining that it would entirely lie with him if it was peace or war.

As regards the slaves owned by the Jakris, I consider their lot, as a rule, to be a very fairly happy one. They are chiefly Sobos, and as a rule are bought; a slave is calculated to be worth about 10 *l.*

A well-behaved slave is always well treated. All work is done by the slaves. The Jakriman never works, his chief delight being to dress in fine clothes, eat, and sleep.

Slaves can be exchanged, and they are allowed to marry.

In December last I went to Lagos by way of the interior creeks: my conveyance was a large gig canoe, paddled by twenty-four slaves. The canoe was lent to me by Nanna, but he objected to supply me with slaves, as, he said, when they once know the way to Lagos, knowing it to be a free country, they would eventually run away. Chief Dore, however, supplied me with a crew. I took five days getting to Lagos, kept the canoe there three days, allowing the slaves to go about as much as they liked, and sent them back by themselves on the fourth day; not a single man ran away, although they were frequently incited to do so by the people of Lagos.

The slaves know very well that as long as they are well-behaved they will be treated kindly by their master, and are always sure of being fed and housed.

It struck me that the lot of a well-behaved slave with a good master was very little different to that of the free born Jakriman, except that the latter did no work.

The Sobos do not own slaves.

Physical Conditions. — The country near the sea and for 20 miles up river is one massive mangrove swamp, interlaced by a network of creeks. There are patches of firm ground here and there on which native towns are built.

After going about 20 miles from the sea, the mongrove ceases and the palm tree predominates, the ground also becoming higher. At 50 miles you come to dense forest and high banks, and this continues as far as I ever went. The so-called towns along the bang of the river are merely settlements, some consisting of only fifteen to twenty huts.

The soil is chiefly reddish clay, but in some places is sandy. In my many trips up country I never saw any rocks, the river-bed being white

sand. From about Outamara upwards the water is as clear as crystal, and very good for drinking purposes.

The rise and fall of tide appears to stop at Kanaka on the south-east branch of the river, and Gbiye on the north-east branch. Above those places the water is running down.

The country is perfectly flat, though it rises gradually from Gwato to Benin city. I fancy that at the other side of the city the country is of a gently undulating character, but I saw no hills nor anything approaching one. Gwato itself is from 50 to 70 feet above the sea.

It stand to reason that the country must rise gradually as one goes inland; although not perceptible to the eye, it is plain from the fact of the great rush of water that comes down from the interior.

Roads and Communications. — Forest paths are the only form of roads. Water communication is that most used. A launch drawing 5 feet of water can go as far as Eku on the one branch, and Sapobah on the other. The only things to be careful of are the huge snags; the river is full of them.

The best way to navigate the river above Eku is in a canoe; the current runs from 7 to 8 knots, and the stream is very narrow and tortuous. Large mailstemers can run between Warri and Benin, and branch steamers can safely run up to Sapeli, where thare is a capital anchorage.

The creeks between the Benin River and Lagos could never be made navigable for a steam-launch of any size, i. e., the labour and expense would be something enormous, and the advantage gained be very small.

I hope before very long to see a good road from Gwato to Benin city. Launches can run up to Gwato, and the distance on to Benin city is about 25 miles, The King promised me he would widen and improve the present track, but when he will do so I cannot say.

Roads should also be made from Sapeli through the forest to the big Sobo oil markets of Kanaka, Ocpara, &l., ann eventually railways.

(Signed) *H. L. Gallway*, Captain,
Her Britannic Majesty's Deputy Commissionner and Vice-Consul.

No. 2.

Foreign Office to Sir C. Mac Donald.

Sir, Foreign Office, January 26, 1893.

I Am directed by the Earl of Rosebery to acknowledge the receipt of your despatch of the 12th instant, inclosing Reports by Lieutenant Campbell and Captain Gallwey on the Bonny and Benin districts respectively, and I am to request you to convey to these two gentlemen an expression of his Lordship's thanks for these interesting papers, which afford evidence of how much has been done to introduce order and civilization into the countries in question.

I am also to express to you the great satisfaction which has been given Lord Rosebery by the general progress your Report shows to have

been made by the Oil Rivers Protectorate since it has been under your administration.

I am, &c.

(Signed) *T. V. Lister.*

No. 3.

Sir C. Mac Donald to Foreign Office. — (Received October 16.)

Sir, Old Calabar, September 2, 1893.

I Have the honour to forward a Report from the Vice-Consul in charge of the Opobo district. Mr. Armstrong has shown great tact in the administration of the important district over which he has charge.

I have, &c.

(Signed) *Claude M. Macdonald.*

Inclosure in No. 3.

Vice-Consul Armstrong to Sir C. Macdonald.

Sir, Opobo, West Coast of Africa, July 10, 1893.

I Have the honour to submit herewith my Report for the quarter ending the 30th June.

I returned from leave of absence to England on the 24th March, and took over my district from Mr. Tanner.

I took an early opportunity of calling a meeting of all the influential Chiefs in Opobo.

At the meeting they informed me that everything had gone very quietly and smoothly in my abcence, that no serious palavers had cropped up at all, and that M. Tanner had dealt with the few unimportant disagreements amongst the natives themselves.

The market question was the next subject they touched on.

The retirement from the markets had taken place during my absence on leave, I was therefore very much interested in what they had to say. They expressed their satisfaction in once more having the markets to themselves. They informed me that they worked in conjuction with the Bonny Chiefs, and had bought out the African Association and Messrs. Miller Brothers, that now perfect harmony existent between the European traders and themselves, which used not to be the case whilst the white man was at the their markets.

This meeting came to close with expressions of loyalty towards the Government on the part of the Chiefs, and with the hope that I would continue to be their friend, as I had always been during my last tour of service. I assured them this would be the case so long as they behaved themselves properly, and maintained order and peace throughout their towns and villages.

About a month ago I proceeded up the river to Aquetta, where I called a meeting of all the Chiefs. I was received in a most friendly manner, the Chiefs expressing their pleasure at seeing me back againamongst them.

I took the opportunity of reminding them of the Treaty they had made with me, and explained to them that though the white trader had retired from Aquetta, the Government took as much interest in them as it did when the Europeans were trading there, and that I would frequently run up and see them and settle any palavers they were uneable to settle themselves.

The Chiefs expressed their regret at the white man's retirement, and begged me to send them back another white man to trade with them, which, however, I explained was out of my power.

I then proceeded to Ohumbele to see King Ba Ba. I received the most friendly reception from this old Chief, who hoped that he had done nothing wrong according to his Treaty in allowing the white man to retire from Ohumbele. I reassured him on this point, and after the usual exchange of courtesies we parted.

With reference to the meditated military outpost at Aquetta I think it will have the most beneficial effect upon the natives; with Aquetta as head-quarters nearly all the markets the white man traded at will be accessible, a very small military force would do a great deal towards keeping the natives in order, and facilitate the probable and eventual return of the white trader to the markets.

I am pleased to report that my relations with the European trading community are of the most friendly nature; my relations with the natives are of the same description. I foresee up to date no trouble of any sort ahead.

With reference to the trade in this river I am pleased to say it is in a most flourishing condition, as the statistics below will prove.

There is a large increase in this quarter, as compared to the some quarter last year.

	Quarter. ending 30th June. 1892.			Quarter. ending 30th June, 1893.			Increase.		
	Sh.	s.	d.	Sh.	s.	d.	Sh	s.	d.
Imports	47,283	14	1	71,859	15	4	24,626	1	3
Exports	62,044	13	7	85,929	7	5	23,884	13	10
Duty	7,035	7	6	15,196	9	2	8,161	1	8

Exports.

	Quarter ending 30th June, 1892.	Quarter ending 30th June, 1893.	Increase.
	Gallons.	Gallons.	Gallons.
Palm oil	849,995	1,414,005	564,010
	Tons.	Tons.	Tons.
Palm kernels ..	2,397	2,095	302

This improvement no doubt is due to a great extent to the white trader hiving left the market, as undoubtedly the great advantages of working these markets at a profit lies with the middlemen, whose experience of years and cheap slave-labour make competition for the white man with his necessary launches, establishment up country, and European employés, almost impossible. Another cause for the increase of trade is the exceptionally good oil season which has just come to a close.

I have been greatly assisted in my duties by Mr. Harcourt, who is a most energetic and hard-working officer; my Customs and Postal staff deserve a great deal of credit for the way they have performed their various duties.

I have, &c.

(Signed) *W. Cairns Armstrong.*

80.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Convention destinée à établir une Union douanière entre les Possessions des deux Pays situées sur la Côte d'òr et des esclaves; signée à Berlin le 24 février 1894.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty. May 1894. [*C.-7387.*]

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and the Government of His Majesty the German Emperor, with a view to assure the development of commerce within the territories of either State on the Gold an Slave Coasts, have concluded the following Convention: —

Die Regierung Ihre Majestät die Königin von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien und die Regierung Seiner Majestät des Deutschen Kaisers, in der Absicht, die Entwickelung des Handels in den Gebieten beider Staaten an der Gold- und Sklavenküste zu sichern, haben nachstehenden Vertrag abgeschlossen: —

Article I.

The British possessions on the Gold and Slave Coasts, lying to the eastward of the River Volta, and the German possessions on the Gold and Slave Coasts shall form a single Customs territory, without any intervening Customs barrier, in such manner that one and the same rate of customs duty shall be levied within

Artikel I.

Die östlich des Volta-Flusses belegenen brittischen und die deutschen Besitzungen an der Gold- und Sklavenküste sollen ein einheitliches Zollgebiet bilden, ohne Zwischenzollgrenze, dergestalt, das daselbst ein und dieselben Zölle erhoben werden und dass die auf einem Gebiet verzollten Waaren, ohne einer neuen Abgabe

them, and that goods having paid customs duty on the one territory may be imported into the other without additional payment

Article II.

Goods imported into the joint Customs Territory are liable to the following rates of duty: —

1.

Article paying Duty.	Rate in German Money.	Rate in English Money.
	M. pf.	s. d.
Gin, brandy, rum, liqueurs, and miscellaneous spirits or strong waters, irrespective of strength, per litre	0 22	0 9¾ per old wine gallon.
Tobacco, per kilog.	0 50	0 2¾ per lb.
Powder, per lb.	0 50	0 6
Fire-arms, each	2 00	2 0

2. All other articles imported are subject to an import duty of 4 per cent. ad valorem, provided that they be not expressly exempted from payment of duty.

3. The articles specified in the

zu unterliegen, in dass andere eingeführt werden können.

Artikel II.

Die Einfuhr in das gemeinschaftliche Zollgebiet unterliegt folgenden Zöllen: —

1.

Gegenstand der Verzollung.	Zollsatz in Deutschem Gelde.	Zollsatz in Englischen Gelde.
	M. pf.	s. d.
Gin, Brandy, Rum, Liqueure und Spirituosen oder alkoholische Flüssigkeiten jeder Art ohne Rücksicht auf den Markegrad per Liter	0 22	0 9¾ der old wine gallon.
Tabak, per Kilogram	0 50	0 2¾ das lb.
Pulver, per Pfund	0 50	0 6
Feuerwaffen, per Stück	2 00	2 0

2. Alle übrigen Einfuhrartikel unterliegen einem Einfuhrzoll von 4 Prozent vom Werth, sofern sie nicht von der Verzollung ausdrücklich ausgenommen sind.

3. Die in der beigefügten An-

annexed Schedule are exempted from payment of duty.

Article III.

Payment of duties may be made in German or English money. German and English small coin need only be accepted to the amounts of 20 marks or 1 l.

Article IV.

The Contracting Powers expressly bind themselves to abstain from influencing the natives in any unjustifiable or arbitrary manner in regard to their choice of places of buying and selling, and they will use their best endeavours to prevent such pressure being applied by traders or others.

Article V.

The new Customs system shall come into force simultaneously in in the English and German territories; to wit, on and after the 1st May, 1894. It is introduced for the term of two years, and shall remain in force thereafter until either Contracting Party shall terminate the present Convention by giving six months' notice of their desire to do so.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed the present Convention, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate, at Berlin, the 24th day of February, 1894.

(L. S.) *Edward B. Malet.*

hangstabelle aufgeführten Gegenstände sind von der Verzollung ausgenommen.

Artikel III.

Die Zahlung der Zölle kann in deutschem oder englischem Gelde erfolgen, Deutsche und englische Scheidemünzen brauchen nur in Höhe bis zu 20 M. oder 1 l. angenommen zu werden.

Artikel IV.

Die vertragschliessenden Mächte verpflichten sich ausdrücklich, sich jeder ungerechtfertigten und willkürlichen Beeinflussung der Eingeborenen hinsichtlich der Wahl ihrer Einkaufs- und Verkaufsplätze zu enthalten, und werden Alles thun, um derartige Beeinflussung durch Händler oder andere Personen zu hindern.

Artikel V.

Das neue Zollsystem tritt zu gleicher Zeit in den englischen und deutschen Gebieten in Kraft und zwar vom 1. Mai 1894 ab. Es wird für die Dauer von zwei Jahren eingeführt und soll darüber hinaus weiter in Kraft bleiben, bis einer der vertragschliessenden Theile den gegenwärtigen Vertrag löst, nachdem er 6 Monate vorher die Kundigung ausgesprochen hat.

Zu Urkund dessen haben die von Ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten den vorliegenden Vertrag unterschrieben und ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den vier und zwanzigsten Februar 1894.

(L. S.) Freihr. *von Marschall.*

Schedule of Articles exempted from Duty. (See Article 2, paragraph 3, of the Convention of February 24, 1894.)	***Tabelle der von der Verzollung befreiten Gegenstände. (Zu Artikel 2, No. 3. des Vertrages vom 24 Februar 1894.)***
Anchors and chains.	Anker und Ketten.
Drugs and medicines.	Arzeneien und Droguen.
Bellows.	Blasebälge.
Brooms.	Besen.
Bedding.	Bettzeug.
Bitters, not being sweetened nor mixed with spirits.	Bittern, welche nicht mit Zucker oder Zuckersurrogaten versetzt oder mit Alkohol gemischt sind.
Blue indigo.	Blauer Indigo.
Books, newspapers, and printed matter.	Bücher, Zeitungen, und Drucksachen.
Brushes and combs.	Bürsten und Kämme.
Chemicals.	Chemikalien.
Steam-launches.	Dampfboote.
Drain-pipes.	Drainröhren,
Ironware for cooking purposes.	Eisenwaaren welche zu Kochzwecken dienen.
Paints.	Farben.
Flints.	Feuerstein.
Filters.	Filter.
Flags.	Flaggen.
Fresh meat.	Frisches Fleisch.
Poultry.	Geflügel.
Purses and pocket-books.	Geldbörsen und Taschenbücher.
Safes and cash-boxes.	Geldschränke und Kassetten.
Pictures.	Gemälde.
Coined money, legally current.	Gemünztes zum Umlauf zugelassenes Geld.
Glassware.	Glaswaaren.
Bells.	Glocken.
Gravestones.	Grabsteine.
India-rubber.	Gummi.
Tools.	Handwerkszeug.
Charcoal.	Holzkohlen.
Wood wares, excluding building materials and furniture.	Holzwaaren ausser Baumaterial und Möbeln.
Millinery.	Putzmacherwaaren.
Quicksilver.	Quecksilber.
Truns.	Reisekoffer.
Hand-bags and dressing cases.	Reisetaschen und Toilettekasten.
Beef and pork.	Rind und Schweinefleisch.
Oars.	Ruder.
Bags and sacks.	Säcke, kleine und grosse.

Coffins.	Särge.
Salt.	Salz.
Seeds.	Sämereien.
Acids.	Säuren.
Schea butter.	Scheabutter.
Umbrellas.	Schirme.
Stationery.	Schreibmaterialien.
Canvas.	Segeltuch.
Trays, mirrors.	Servirbretter, Spiegel.
Toys.	Spielzeug.
Spirits, rendered unfit for drinking, and not intended for fortifying other spirituous liquors.	Spiritus, der zum Genuss untauglich gemacht und nicht zum Verstärken anderer Spirituosen bestimmt ist.
Embroidery,	Stickereien.
Instruments, surgical.	Instrumente, medizinische.
» musical.	» musikalische.
» scientific.	» wissenschaftliche.
Jewellery.	Juwelierwaaren.
Calabashes.	Kalabaschen.
Chalk.	Kalk.
Chains.	Ketten.
Clothing, passengers' personal.	Kleider, welche zum persönlichen Gebrauch von Reisenden bestimmt sind.
Buttons.	Knöpfe.
Coals.	Kohlen.
Confectionery.	Konfect.
Corkwood.	Korkholz.
Lamps.	Lampen.
Agricultural and gardening implements.	Landwirthschaftliche und Garten Geräthe.
Empty demijohns.	Leere demijohns.
Candles.	Lichter.
Machines for mining and agricultural purposes.	Maschinen für Bergwerks und landwirthschaftlichen Betrieb.
Masts.	Masten.
Mats.	Matten.
Mineral waters	Mineralwasser.
Grindstones.	Mühlsteine.
Show cards.	Musterkarten.
Needlework, sewing materials.	Nadelarbeit, Näthereien.
Oil, except kerosene, and illuminating oils.	Oel, ausser Petroleum und Brennöl.
Pitch and tar.	Pech und Theer.
Horses, mules, asses.	Pferde, Maulthiere, Esel.
Harness.	Pferdegeschirr.
Plants.	Pflanzen.

Photographic apparatus and materials.	Photographische Apparate und Zubehör.
Tarpaulins.	Persennings (getheerte Leinwand).
Matches.	Streichhölzer.
Straw goods.	Strohwaaren.
Chairs.	Stühlen.
Molasses.	Syrup.
Tallow.	Talg.
Clocks and watches.	Uhren jeder Art.
Educational appliances, imported with the sanction of the proper authority.	Unterrichtsmittel, welche mit Genehmigung der Behörde eingeführt werden.
Velocipedes.	Velocipede.
Cattle.	Vieh.
Scales.	Waagschalen.
Carriages and carts.	Waagen und Karren.
Oakum.	Werg.
Shoe blacking.	Wichse.
Goats and sheep.	Ziegen und Schafe.
Every kind of article which is imported with the sanction of the Governor or Commissioner, as the case may be, in the public or official interest.	Alle Gegenstände, welche mit Genehmigung des Gouverneurs beziehungsweise Landeshauptmans im öffentlichen oder dienstlichen Interesse eingeführt werden.
Coopers' stores, including casks, puncheon shooks, hoops, and rivets, or hooks required for making them up.	Böttchereierzeugnisse, Tonnen, Fassdauben, Reifen, Klammern und Haken zum Böttchereibetrieb.

81.

GRANDE-BRETAGNE, CHINE.

Convention donnant exécution à l'article 3 de la Convention du 24 juillet 1886 concernant Burmah and Thibet; signée à Londres le 1er mars 1894*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. August 1894. [*C. — 7547*].

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the Emperor of China, being sincerely desirous of consolidating the relations of friendship and good

*) Les ratifications ont été échangées à Londres le 23 août 1894.

neighbourhood which happily exist between the two Empires, have resolved to conclude a Convention with the view of giving effect to Article III of the Convention relative to Burmah and Thibet, signed at Peking on the 24th July, 1886, and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Right Honourable the Earl of Rosebery, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs:

And His Majesty the Emperor of China, Sieh Ta-jên, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of China at the Court of St. James', and Vice-President of the Imperial Board of Censors;

Who, having mutually communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the fo lowing Articles: —

Article I.

It is agreed that the frontier between the two Empires, from latitude 25° 35′ north, shall run as follows: —

Commencing at the high conical peack situated approximately in that latitude and in longitude 98° 14′ east of Greenwich and 18° 16′ west of Peking, the line will follow, us far as possible, the crest of the hills running in a south-westerly direction through Kaolang Pum and the Warong Peak, and thence run nearly midway between the villages of Wanchon and Kaolang — leaving the former to Burmah and the latter to China — on to Sabu Pum.

From Sabu Pum the frontier will run in a line slightly to the south of west through Shatrung Pum to Namienku Pum; thence it will be continued, still running in a south-westerly direction, along the crest of the hills until it strikes the Tazar Kha River, the course of which it will follow from its source to its confluence with the Nam Tabet or Tabak Kha, thus leaving Uka to the east and Laipong to the west.

From the confluence of the Tazar Kha River with the Tabak Kha, the frontier will ascend the latter river to its junction with the Lekra Kha, which it will follow to its source near Nkrang. From the source of the Lekra Kha, leaving Nkrang, Kukum, and Singra to the west, and Sima and Mali to the east, the line will follow the Lesa Kha from its western source to its junction with the Mali River, and thence will ascend the Mali to its source near Hpunra Shikong; thence it will run in a south-westerly direction along the Laisa Kha from its source down to the point where it falls into the Molé River near Kadon, leaving the village of Kadon to the west and that of Laisa to the east.

The line will then follow the course of the Molé in a south-easterly direction to the place where it receives the Che Yang Kha, which latter river it will follow to its source in the Alau Pum. It will then be directed along the Nampaung River from its western source down to where it enters the Taping River.

This concludes the description of the first section of the frontier.

Article II.

The second section of the frontier, or that portion of it which extends from the Taping River to the neighbourhood of Meung Mao, will run as follows: —

Starting from the junction of the Khalong Kha with the Taping River, the frontier will follow the Khalong Kha and its western branch to its source; it will be drawn thence southward to meet the Sipaho or Lower Nanthabet at a spot immediately to the south-west of Hanton, leaving Matin to Great Britain and Loilong-ga-tong, Tiêh-pi-Kwan, and Hanton to China; thence it will ascend the branch of the last-named river which has its source nearest to that of the Mantein Kha. It will thence follow the crests of the line of hills running in a south-easterly direction to the more southerly of the two places named Kadaw, which is close to the Namwan River, leaving Kadaw to China and Palen to Great Britain. It will follow the Namwan River in a south-westerly direction down to the point in about latitude 23° 55′, where that river takes a south-easterly course. Thence it will run in a direction somewhat west of south to the Nammak River, leaving Namkhai to Great Britain. It will follow the Nammak River to the point where it bifurcates in about latitude 23° 47′, and will the ascend then southern branch till it reaches the crest of a high range of hills to the south of Mawsiu, in about latitude 23° 45′. It will follow the crest of this range (which runs slightly to the north of east) until it reaches the Shweli River at its junction with the Nammak, thus leaving to China the district of Mawsiu, the spot recently identified as Tien-ma-Kwan and the villages of Hinglon and Kongmow, lying to the north of the above-mentioned range.

It will then follow the course of the Sweli River, and where the river bifurcates, it will follow the more southerly of the two branches, leaving to China the island formed by them, until it reaches a point near the eastern end of the loop which the river forms opposite to Meung Mao, as indicated in the next Article of the Convention.

The Government of China consent that the most direct of the roads between Bhamo and Namkhan, where it passes through the small portion of Chinese territory south df the Namwan, shall, while remaining entirely opon to Chinese subjects and to the tribesmen subject to China, be free and open to Great Britain for travellers, commerce, and administrative purposes, without any restrictions whatever. Her Britannic Majesty's Government shall have the right, after communication with the Chinese authorities, to execute any works which may be desirable for the improvement or repair of the road, and to take any measures which may be required for the protection of the traffic and the prevention of smuggling.

It is equally agreed that British troops shall be allowed to pass freely along this road. But no body of troops more than 200 in number shall be dispatched across it without the consent of the Chinese authorities,

and previous notice in writing shall be given of every armed party of more than twenty men.

Article III.

The third section of the frontier will run as follows: —

It will commence from a point on the Shweli River, near to the east end of the loop formed by that river opposite to Meung Mao; thence paying due regard to the natural features and the local conditions of the country, it will trend in a south-easterly direction towards Ma-li-pa until it reaches, at a point in about longitude 98° 7′ east of Greenwich (18° 23′ west of Peking), and latitude 23° 52′, a conspicuous mountain range. It will follow the crests of that range through Loiaipong and Loipanglom until it reaches the Salween River, in about latitude 23° 41′.

This portion of the frontier from the Shweli to the Salween River shall be settled by the Boundary Commission provided for in Article VI of the present Convention, and in such a manner as to give to China at least as much territory as would be included if the frontier were drawn in a straight line from Meung Mao towards Ma-li-pa.

If it should be found that the most suitable frontier will give to China a larger amount of territory than is stated above, the compensation to be given to Great Britain on some other part of the frontier shall be matter for subsequent arrangement.

From latitude 23° 41′ the frontier will follow the Salween until it reaches the northern boundary of the circle of Kunlong. It will follow that boundary in an easterly direction, leaving the whole circle of Kunlong, and the ferry of that name, to Great Britain, and leaving to China the State of Kokang.

It will then follow the course of the river forming the boundary between Somu, which belongs to Great Britain, and Mêng Ting, which belongs to China. It will still continue to follow the frontier between those two districts, which is locally well known, to where it leaves the aforesaid river and ascends the hills; and will then follow the line of water-parting between tributaries of the Salween and the Meikong Rivers, from about longitude 99° east of Greenwich (17° 30′ west of Peking), and latitude 23° 20′, to a point about longitude 99° 40′ east of Greenwich (16° 50′ west of Peking), and latitude 23°, leaving to China the Tsawbwaships of Kêng Ma, Mengtung, and Mengko.

At the last-named point of longitude and latitude the line strikes a very lofty mountain range, called Kong-Ming-Shan, which it will follow in a southerly direction to about longitude 99° 30′ east of Greenwich (17° west of Peking), and latitude 22° 30′, leaving to China the district of Chen-pien T'ing. Then, descending the western slope of the hills to the Namka River, it will follow the course of that river for about 10′ of latitude, leaving Munglem to China, and Manglün to Great Britain.

It will then follow the boundary between Munglem and Kyaing Tong, which is locally well known, diverging from the Namka River a little to the north of latitude 22°, in a direction somewhat south of east, and ge-

nerally following the crest of the hills till it strikes the Namlam River in about latitude 21° 45′, and longitude 100° east of Greenwhich (16° 30′ west of Peking).

It will then follow the boundary between Kyaing Tong and Kiang Hung, which is generally formed by the Namlam River, with the exception of a small strip of territory belonging to Kiang Hung, which lies to the west of that river just south of the lastnamed parallel of latitude. On reaching the boundary of Kyaing Chaing, in about latitude 21° 27′, and longitude 100° 12′, east of Greenwich (16° 18′ west of Peking), it will follow the boundary between that district and Kiang Hung until it reaches the Meikong River.

Article IV.

It is agreed that the settlement and delimitation of that portion of the frontier which lies to the north of latitude 25° 35′ north shall be reserved for a future understanding between the High Contracting Parties when the features and condition of the country are more accurately known.

Article V.

In addition to the territorial concessions in Northern Theinni, and the cession to China of the State of Kokang, which result from the frontier as above described, Her Britannic Majesty, in consideration of the abandonment of the claims advanced by China to the territory lying outside and abutting on the frontier of the Prefecture of Yung Chang and Sub-Prefecture of Teng Yüeh, agrees to renounce in favour of His Majesty the Empereor of China, and of his heirs and successors for ever, all the suzerain rights in and over the States of Munglem and Kiang Hung formerly possessed by the Kings of Ava concurrently with the Emperors of China. These and all other rights in the said States, with the titles, prerogatives, and privileges thereto pertaining, Her Majesty the Queen-Empress renounces as aforesaid, with the sole proviso that His Majesty the Empereor of China shall not, without previously coming to an agreement with Her Britannic Majesty, cede either Munglem or Kiang Hung, or any portion thereof, to any other nation.

Article VI.

It is agreed that, in order to avoid any local contention, the alignments of the frontier described in the present Convention, and shown on the maps annexed thereto, shall be verified and demarcated, and, in case of its being found defective at any point, rectified by a Joint Commission appointed by the High Contracting Parties; and that the said Commission shall meet, at a place hereafter to be determined on by the two Governments, not later than twelve months after the exchange of the ratifications of the present Convention; and shall terminate its labours in not more than three years from the date of its first meeting.

It is understood that any alterations in the alignment which the Joint Commission may find it necessary to make shall be based on the principle

of equivalent compensations, having regard not only to the extent, but also to the value, of the territory involved. Further, that should the members of the Commission be unable to agree on any point, the matter of disagreement shall at once be referred to their respective Governments.

The Commission shall also endeavour to ascertain the situation of the former frontier-post of China-named Hanlung Kwan. If this place can be identified, and is found to be situated in British territory, the British Government will consider whether it can, without inconvenience, be ceded to China.

If it shall be found to the south-east of Meung Mao so as to be on the northern side of the straight line drawn from that place towards Ma-li-pa, it will in that case already belong to China.

Article VII.

It is agreed that any posts belonging to either country which may be stationed within the territory of the other when the Commission of Delimitation shall have brought its labours to a conclusion shall, within eight months from the date of such conclusion, be withdrawn, and their places occupied ay ihe troops of the other, mutual notice having in the meantime been given of the precise date at which the withdrawal and occupation will take place. From the date of such occupation the High Contracting Parties shall each within its own territories hold itself responsible for the maintenance of good order, and for the tranquillity of the tribes inhabiting them.

The High Contracting Parties further engage neither to construct nor to maintain within 10 English miles from the nearest point ef the common frontier, measured in a straight line and horizontal projection, any fortifications or permanent camps, beyond such posts as are necessary for preserving peace and good order in the frontier districts.

Article VIII.

Subject to the conditions mentioned hereafter in Articles X and XI, the British Government, wishing to encourage and develop the land trade of China with Burmah as much as possible, consent, for a period of six years from the ratification of the present Convention, to allow Chinese produce and manufactures, with the exception of salt, to enter Burmah by land duty free, and to allow British manufactures and Burmese produce, with the exception of rice, to be exported to China by land free of duty.

The duties on salt and rice so imported and exported shall not be higher than those imposed on their import or export by sea.

Article IX.

Pending the negotiation of a more complete arrangement, and until the development of the trade shall justify the establishment of other frontier Customs stations, goods imported from Burmah into China or exported from China into Burmah shall be permitted to cross the frontier by Manwyne and by Sansi.

With a view to the development of trade between China and Burmah, the Chinese Government consent that for six years from the ratification of the present Convention the duties levied on goods imported into China by these routes shall be those specified in the General Tariff of the Maritime Customs diminished by three-tenths, and that the duties on goods exported from China by she same route shall be those specified in the same Tariff diminished by four-tenths.

Transit passes for imports and exports shall be granted in accordance with the Rules in force at the Treaty ports.

Smuggling or the carrying of merchandize through Chinese territory by other routes than those sanctioned by the present Convention shall, if the Chinese authorities think fit, be punished by the confiscation of the merchandize concerned.

Article X.

The following articles, being munitions of war, shall neither be exported from Burmah into China, nor imported from China into Burmah, save at the requisition of the Government desiring their importation; neither shall they be sold to parties other than those who have been duly authorized by their respective Governments to purchase them: —

Cannon, shot and shell, cartridges and ammunition of all kinds, firearms and weapons of war of every description. Saltpetre, sulphur, brimstone, gunpowder, dynamite, gun-cotton, or other explosives.

Articlc XI.

The exportation from Burmah into China of salt is prohibited.

The exportation from China into Burmah of cash, rice, pulse, and grains of every kinds is prohibited.

The importation and exportation across the frontier of opium and spirituous liquors is prohibited, excepting in small quantities for the personal use of travellers. The amount to be permitted will be settled under Customs Regulations.

Infractions of the conditions set forth in this and the preceding Article will be punishable by confiscation of all the goods concerned.

Article XII.

The British Government, wishing to promote frontier trade between the two countries by encouraging mining enterprise in Yünnan and in the new territorial acquisitions of China referred to in the present Convention, consent to allow Chinese vessels carrying merchandize, ores, and minerals of all kinds, and coming from or destined for China, freely to navigate the Irrawaddy on the same conditions as to dues and other matters as British vessels.

Article XIII.

Is is agreed that His Majesty the Emperor of China may appoint a Consul in Burmah, to reside at Rangoon; and that Her Britannic Majesty may appoint a Consul to reside at Manwyne; and that the Consuls of the

two Governments shall each within the territories of the other enjoy the same privileges and immunities as the Consuls of the most favoured nation.

Further, that, in proportion as the commerce between Burmah and China increases, additional Consuls may be appointed by mutual agreement, to reside at such places in Burmah and Yünnan as the requirements of the trade may seem to demand.

The correspondence between the British and Chinese Consuls respectively, and the chief authority at the place where they reside, shall be conducted on terms of perfect equality.

Article XIV.

Passports, written in Chinese and English, and identical in terms to those issued to foreigners at the Treaty ports in China, shall, on the application of the proper British authorities, be issued to British merchants and others wishing to proceed to China from Burmah, by the Chinese Consul at Rangoon or by the Chinese authorities on the frontier; and Chinese subjects wishing to proceed to Burmah from China shall, on the application of any recognized Chinese official, be entitled to receive passports from Herr Britannic Majesty's Consul at Manwyne or other convenient places in China where there may be a British Consular officer.

Article XV.

Should criminals, subjects of either country, take refuge in the territory of the other, they shall, on due requisition being made, be searched for, and, on reasonable presumption of their guilt being established, they shall be surrendered to the authorities demanding their extradition.

»Due requisition« shall be held to mean the demand of any functionary of either Government possessing a seal of office, and the demand may be addressed to the nearest frontier officer of the country in which the fugitive has taken refuge.

Article XVI.

With a view to improving the intercourse between the two countries, and placing the Chinese Consul at Rangoon in communication with the High Provincial Authorities in Yünnan, the High Contracting Parties undertake to connect the telegraphic systems of the two countries with each other as soon as the necessary arrangements can be made; the line will, however, at first only be used for the transmission of official telegrams and of general messages for and from Burmah and the Province of Yünnan.

Article XVII.

It is agreed that subjects of the two Powers shall each within the territories of the other enjoy all the privileges, immunities, and advantages that may have been, or may hereafter be, accorded to the subjects of any other nation.

Article XVIII.

It is agreed that the commercial stipulations contained in the present Convention being of a special nature and the result of mutual concessions, consented to with a view to adapting them to local conditions and the peculiar necessities of the Burmah-China overland trade, the advantages acruing from them shall not be invoked by the subjects of either Power residing at other places where the two Empires are conterminous, excepting where the same conditions prevail, and then only in return for similar concessions.

Article XIX.

The arrangements with regard to trade and commerce contained in the present Convention being of provisional and experimental character, it is agreed that should subsequent experience of their working, or a more intimate knowledge than is now possessed of the requirements of the trade, seem to require it, they may be revised at the demand of either party after a lapse of six years after the exchange of ratifications of the present Convention, or sooner should the two Governments desire it.

Article XX.

The ratification of the present Convention under the hand of Her Britannic Majesty and of His Majesty the Emperor of China shall be exchanged in London in six months from this day of signature, or sooner if possible.

The Convention shall come into force immediately after the exchange of ratifications.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Conventlon in four copies, two in Chinese and two in English.

Done at London this first day of March, one thousand eight hundred and ninety-four, corresponding to the 24th day of the 1st moon of the 20th year of Kuang Hsü.

(L. S.) *Rosebery*. *Sieh*.

Declaration.

On proceeding to the signature this day of the Convention between Great Britain and China, giving effect to Article III of the Convention relative to Burmah and Thibet, signed at Peking on the 24th July, 1896:

The undersigned Plenipotentiaries declare that inasmuch as the present Convention has been concluded for the special purpose mentioned in the preamble thereof, the stipulations contained therein are applicable only to those parts of the dominions of Her Britannic Majesty and of His Majesty the Emperor of China to with the said Convention expressly relates, and are not to be construed as applicable elsewhere.

Done at London the 1st day of March, 1894.

(L. S.) *Rosebery*. *Sieh*.

82.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Protocol concernant la délimitation des sphères d'influence des deux Parties contractantes en Afrique de l'Est; signé à Rome le 5 mai 1894.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. May 1894. [C. — 7388].

In order to complete the delimitation of the spheres of influence of Great Britain and Italy in Eastern Africa, which formed the subject of the Protocols signed at Rome on the 24th March and the 15th April 1891, the Undersigned,

Francesco Crispi, President of the Council of Ministers of His Majesty the King of Italy, Knight of the Supreme Order of the Holy Annunciation, Knight Grand Cross of the Orders of St. Maurice and St. Lazarus, and of the Crown of Italy, Member of Parliament; and

Sir Francis Clare Ford, Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, a Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, and Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, to His Majesty the King of Italy;

authorized by their respective Governments, have agreed as follows: —

1. The boundary of the spheres of influence of Great Britain and of Italy in the regions of the Gulf of Aden shall be constituted by a line which, starting from Gildessa and running towards the 8th degree of north latitude, skirts the north-east

Affine di portare a compimento la delimitazione delle sfere d'influenza fra la Gran Bretagna e l'Italia nell'Africa Orientale, che ha formato oggetto dei Protocolli firmati a Roma il 24 Marzo ed il 15 Aprile, 1891, i Sottoscritti,

Francesco Crispi, Presidente del Consiglio dei Ministri di Sua Maestà il Re d'Italia, Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, Gran Croce degli Ordini dei SS. Maurizio e Lazzaro, e della Corona d'Italia, Deputato al Parlamento; e

Sir Francis Clare Ford, Gran Croce dell'Ordine Molto Onorevole del Bagno, Gran Croce dell'Ordine Molto Distinto di San Michele e San Giorgio, Membro del Molto Onerevole Consiglio Privato, ed Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario di Sua Maestà la Regina del Regno Unito della Gran Bretagna e d'Irlanda, Imperatrice delle Indie, presso Sua Maestà il Re d'Italia;

autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno convenuto quanto segue: —

1. Il limite delle sfere d'influenza della Gran Bretagna e dell'Italia nelle regioni del Golfo d'Aden è costituito da una line che, partendo da Gildessa e dirigendosi verso l'8^{0} latitude nord, contorna la frontiera nord-est dei territori delle tribù

frontier of the Girrhi, Bertiri, and Rer Ali tribes, leaving to the right the villages of Gildessa, Darmi, Gig-giga, and Milmil. On reaching the 8th degree of north latitude the line follows that parallel as far as its intersection with the 48th degree of longitude east of Greenwich. It then runs to the intersection of the 9th degree of north latitude with 49th degree of longitude east of Greenwich, and follows that meridian of longitude to the sea.

2. The two Governments engage to conform, in the regions of the British Protectorate and in those of the Ogaden, to the stipulations contained in the General Act of Berlin and in the Declaration of Brussels relative to freedom of trade, in favour as well of British and Italian subjects and protected persons as of the tribes inhabiting those territories.

3. In the port of Zeyla there shall be equality of treatment between British and Italian subjects and protected persons, in all that relates to their persons, their property, and to the exercise of trade and industry.

Rome, May 5th, 1894.

Girrhi, Bertiri, e Rer Ali, lasciando a destra i villaggi di Gildessa, Darmi, Gig-giga, e Milmil. Arrivata all'8° latitudine nord la linea s'identifica con quel parallelo fino alla sua intersezione col 48° est Greenwich. Si dirige in seguito all'intersezione del 9° latitude nord col 49° est Greenwich, e segue quel meridiano fino al mare.

2. I due Governi s'impegnano di conformarsi nelle regioni del Protettorato Britannico ed in quelle dell'Ogaden, a favore così dei sudditi e protetti Britannici ed Italiani, come delle tribù che abitano quei territorii, alle stipulazioni dell'Atto Generale di Berlino e della Dichiarazione di Bruxelles relative alla libertà del commercio.

3. Nel porto di Zeila vi sarà eguaglianza di trattamento fra i sudditi e protetti Britannici ed Italiani in tutto ciò che concerne le loro beni, e l'esercizio del commercio e dell'industria.

Roma, 5 Maggio, 1894.

(L. S.) *Francis Clare Ford.*
(L. S.) *Francesco Crispi.*

83.

GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE, ETAT INDEPENDANT DU CONGO.

Arrangement destiné à délimiter les sphères d'influence respectives des deux États en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale; signé à Bruxelles le 12 mai 1894.

Parliamentary Papers presented to bouth Houses of Parialment by command of Her Majesty. May 1894. [*C. — 7358*]

The Undersigned, the Honourable Sir Francis Richard Plunkett, a Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the King of the Belgians, on behalf of the British Government, and M. van Eetvelde, Officer of the Order of Leopold, Grand Cross of the Orders of St. Gregory the Great, of Christ of Portugal, and of the African Redemption, &c., Secretary of State of the Interior of the Independent State of the Congo, on behalf of the Government of the Independent State of the Congo, duly authorized by their respective Governments, have agreed as follows:

His Majesty the King of the Belgians, Sovereign of the Independent State of the Congo, having recognized the British sphere of influence, as laid down in the Anglo-German Agreement of the 1st July, Great Britain Britain undertakes to give to His Majesty a lease of territories in the western basin of the Nile, under the conditions specified in the following Articles: —

Article I.

(a.) It is agreed that the sphere of influence of the Independent Congo State shall be limited to the north of the German sphere in East Africa by a frontier following the 30th meridian east of Greenwich up to its intersection by the watershed between the Nile and the Congo, and thence following this watershed in a northerly and north-westerly direction.

(b.) The frontier between the Independent Congo State and the British sphere to the north of the Zambesi shall follow a line running direct from the extremity of Cape Akalunga on Lake Tanganika, situated at the northernmost point of Cameron Bay at about 8° 15′ south latitude, to the right bank of the River Luapula, where this river issues from Lake Moero. The line shall then be drawn directly to the entrance of the river into the lake, being, however, deflected toward the south of the lake so as to give the Island of Kilwa to Great Britain. It shall then follow the «thalweg» of the Luapula up to its issue from Lake Bengweolo. Thence it shall run southwards along the meridian of longitude of the point where the river leaves the lake to the wathershed between the Congo and Zambesi, which it shall follow until it reaches the Portuguese frontier.

Article II.

Great Britain grants a lease to His Majesty King Leopold II, Sovereign of the Independant Congo State, of the territories hereinafter defined, to be by him occupied and administered on the conditions and for tse period of time hereafter laid down.

The territories shall be bounded by a line starting from a point situated on the west shore of Lake Albert, immediately to the south of Mahagi, to the nearest point of the frontier defined in paragraph (a) of the preceding Article. Thence it shall follow the watershed between the Congo and the Nile up to the 25th meridian east of Greenwich, and that meridian up to its intersection by the 10th parallel north, whence it shall run along that parallel directly to a point to be determined to the north of Fashoda. Thence it shall follow the «thalweg» of the Nile southward to Lake Albert, and the western shore of Lake Albert to the point above indicated south of Mahagi.

This lease shall remain in force during the reign of His Majesty Leopold II, Sovereign of the Independant Congo State.

Nevertheless, at the expiration of His Majesty's reign, it shall remain fully in force as far as concerns all the portion of the territories above mentioned situated to the west of the 30th meridian east of Greenwich, as well as a strip of 25 kilom. in breadth, to be delimitated by common consent, stretching from the wathershed between the Nile and the Congo up to the western shore of Lake Albert. and including the port of Mahagi.

This extended lease shall be continued so long as the Congo territories as an Independent State or as a Belgian Colony remain under the sovereignty of His Majesty and His Majesty's successors.

Throughout the continuance of a lease there shall be used a special flag in the leased territories.

Article III.

The Independent Congo State grants under lease to Great Britain, to be administered when occupied, under the conditions and for the period hereafter determined, a strip of territory 25 kilom. in breadth, extending from the most northerly port on Lake Tanganika, which is included in it, to the most southerly point of Lake Albert Edward.

This lease will have similar duration to that which applies to the territories to the west of the 30th meridian east of Greenwich.

Article IV.

His Majesty King Leopold II, Sovereign of the Independent Congo State, recognizes that he neither has nor seeks to acquire any political rights in the territories ceded to him under lease in the Nile Basin other than those which are in conformity with the present Agreement.

Similarly, Great Britain recognizes that she neither has, nor seeks to acquire, any political rights in the strip of territory granted to her on lease between Lake Tanganika and Lake Albert Edward other than those which are in conformity with the present Agreement.

Article V.

The Independent Congo State authorizes the construction through its territories by Great Britain, or by any Company duly authorized by the British Government, of a line of telegraph connecting the British territories in South Africa with the British sphere of influence on the Nile. The Government of the Congo State shall have facilities for connecting this line with its own telegraphic system.

This authorization shall not confer on Great Britain or any Company, person or persons, delegated to construct the telegraph line, any rights of police or administration within the territory of the Congo State.

Article VI.

In the territories under lease in this Agreement the subjects of each of the Contracting Parties shall reciprocally enjoy equal rights and immunities, and shall not be subjected to any differential treatment of any kind.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Brussels, this 12th day of May, 1894.

(L. S.) *Francis Richard Plunkett.*
(L. S.) *Edm. van Eetvelde.*

No. 1.

Sir F. Plunkett to M. van Eetvelde.

British Legation, Brussels,

M. le Secrétaire d'État, May 12, 1894.

The Earl of Kimberly, in authorizing me to sign the Agreement of this day's date for a lease of certain territories in the British sphere of influence in East Africa to His Majesty King Leopold II, has directed me to record the assurance that the parties to the Agreement do not ignore the claims of Turkey and Egypt in the basin of the Upper Nile.

I avail, &c.

(Signed) *F. R. Plunkett.*

No. 2.

M. van Eetevelde to Sir F. Plunkett.

Sir, Brussels, May 12, 1894.

In signing, on behalf of His Majesty Léopold II, the Agreement of this day's date, for a lease of certain territories in the British sphere of influence in East Africa I reciprocate the assurance that the parties to the Agreement do not ignore the claims of Turkey and Egypt in the basin of the upper Nile.

I avail, &c.

(Signed) *Edm. van Eetvelde.*

No. 3.

M. van Eetvelde to Sir F. Plunkett.

M. le Ministre, Bruxelles, le 12 Mai, 1894.

Au cours des pourparlers auxquels a donné lieu la Convention de ce jour entre l'État Indépendant du Congo et la Grande-Bretagne, j'ai eu l'occasion de déclarer à votre Excellence que l'État du Congo s'engage à autoriser, le cas échéant, les recrutements de soldats que les Agents dûment commissionnés à cet effet par les autorités Britanniques désireraient effectuer dans les territoires situés entre le 30° méridien et le Lac Albert.

J'ai l'honneur de confirmer cet engagement, et je saisis, &c.

(Signé) *Edm. van Eetveld.*

(Translation.)

M. le Ministre Brussels, May 12, 1894.

In the course of the discussions to which the Convention of to-day between the Independent State of the Congo and Great Britain has given rise, I have had occasion to declare to you that the State of the Congo engages to authorize, in case of need, such recruitement of soldiers as the Agents duly commissioned for that purpose by the British authorities may wish to effect in the territories situated between the 30th meridian and Lake Albert.

I have the hour to confirm this engagement, and I seize, &c.

(Signed) *Fdm. van Eetevelde.*

No. 4.

Sir F. Plunkett to M. van Eetvelde.

British Legation, Brussels,

M. le Secrétaire d'État, May 12, 1894.

In accordance with the wish which you have expressed, I have to convey to your Excellency the assurance, on the part of the Earl of Kimberly, that his Lordship will be ready to recommend to Her Majesty's Secretary of State for the Colonies that facilities shall be given, so far as it may be found to be practicable, for recruitment, under suitable conditions, in the British Colonies on the West Coast of Africa, to facilitate the prompt and complete occupation by His Majesty King Leopold II of the territories in the western basin of the Mile comprised in the lease contained in the Agreement of this day's date.

I avail, &c.

(Signed) *F. R. Plunkett.*

84.

GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE, ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Déclaration concernant la suppression de l'article 3 de l'Arrangement du 12 mai 1894 délimitant les sphères d'influence respectives en Afrique; signée à Bruxelles le 22 juin 1894.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, August 1894. [C. — 7549].

In compliance with the request made by His Majesty the King of the Belgians, Sovereign of the Independant State of the Congo, that the Government of Her Britannic Majesty will consent to the withdrawal of Article III of the Agreement of the 12th May, 1894, the Undersigned, duly authorized by their respective Governments, agree that the said Article be withdrawn.

Done, in duplicate, at Brussels, the 22nd day of June, 1894.

(Signed) *F. R. Plunkett.*
Edmond van Eetvelde.

85.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Traité de commerce et de navigation; signé le 16 juillet 1894 à Londres *).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty February 1985. [C. — 7588].

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the Emperor of Japan, being equally desirous of maintaining te relations of good understanding which happily exist between them, by extending and increasing the intercourse between their respective States, and being convinced that this objcct cannot better be accomplished than by revising the Treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such a revision, based upon principles of equity and mutual benefit, and, for that purpose, have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Right Honourable John, Earl of Kimberley,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tokio le 25 août 1894.

Knight of the Most Noble Order of the Garter, &c., &c,, Her Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Majesty the Emperor of Japan, Viscount Aoki Sinzo, Junii, first class of the Imperial Order of the Sacred Treasure, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of St. James';

Who, after having communicated to each other their Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

The subjects of each of the two High Contracting Parties shall have full liberty to enter, travel, or reside in any part of the dominions and possessions of the other Contracting Party, and shall enjoy full and perfect protection for their persons and property.

They shall have free and easy access to the Courts of Justice in pursuit and defence of their rights; they shall be at liberty equally with native subjects to choose and employ lawyers, advocates, and representatives to pursue and defend their rights before such Courts, and in all other matters connected with the administration of justice they shall enjoy all the rights and privileges enjoyed by native subjects.

In whatever relates to rights of residence and travel; to the possession of goods and effects of any kind; to the succession to personal estate, by will or otherwise, and the disposal of property of any sort in any manner whatsoever which they may lawfully acquire, the subjects of each Contracting Party shall enjoy in the dominions and possessions of the other the same privileges, liberties, and rights, and shall be subject to no higher imposts or charges in these respects than native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation. The subjects of each of the Contracting Parties shall enjoy in the dominions and possessions of the other entire liberty of conscience, and, subject to the Laws, Ordinances, and Regulations, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship, and also the right of burying their respective countrymen according to their religious customs, in such suitable and convenient places as may be etablished and maintained for that purpose.

They shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any charges or taxes other or higher than those that are, or may be, paid by native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation.

Article II.

The subjects of either of the Contracting Parties residing in the dominions and possessions of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, National Guard, or militia; from all contributions imposed in lieu of personal service; and from all forced loans or military exactions or contributions.

Article III.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the dominions and possessions of the two High Contracting Parties.

The subjects of each of the High Contracting Parties may trade in any part of the dominions and possessions of the other by wholesale or retail in all kinds of produce, manufactures, and merchandize of lawful commerce, either in person or by agents, singly, or in partnerships with foreigners or native subjects; and they may there own or hire and occupy the houses, manufactories, warehouses, shops, and premises which may be necessary for them, and lease land for residential and commercial purposes, conforming themselves to the Laws, Police and Customs Regulations of the country like native subjects.

They shall have liberty freely to come with their ships and cargoes to all places, ports, and rivers in the dominions and possessions of the other which are or may be opened to foreign commerce, and shall enjoy, respectively, the same treatment in matters of commerce and navigation as native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation, without having to pay taxes, imposts, or duties, of whatever nature or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, Corporations, or establishments of any kind, other or greather than those paid by native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation, subjects always to the Laws, Ordinances, and Regulations of each country.

Article IV.

The dwellings, manufactories, warehouses, and shops of the subjects of each of the High Contracting Parties in the dominions and possessions of the other, and all premises appertaining thereto destined for purposes of residence or commerce, shall be respected.

It shall not be allowable to proceed to make a search of, or a domiciliary visit to, such dwellings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the Laws, Ordinances, and Regulations for subjects of the country.

Article V.

No other or higher duties shall be imposed on the importation into dominions and possessions of Her Britannic Majesty of any article, the produce or manufacture of the dominions and possessions of His Majesty the Emperor of Japan, from whatever place arriving; and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the dominions and possessions of His Majesty the Emperor of Japan of any article, the produce or manufacture of the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, from whatever place arriving, than on the like article produced or manufactured in any other foreign country; nor shall any prohibition bemaintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of the dominions and possessions of either of the High

Contracting Parties, into the dominions and possessions of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like article, being the produce or manufacture of any other country. This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons, or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article VI.

No other or higher duties or charges shall be imposed in the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article to the dominions and possessions of the other than such as are, or may be, payable on the exportation of the like article to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the dominions and possessions of either of the two Contracting Parties to the dominions and possessions of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other country.

Article VII.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the dominions and possessions of the other exemption from all transit duties, and a perfect equality of treatment with native subjects in all that relates to warehousing, bounties, facilities, and drawbaks.

Article VIII.

All articles which are or may be legally imported into the ports of the dominions and possessions of His Majesty the Emporer of Japan in Japanese vessels may likewise be imported into those ports in British vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in Japanese vessels; and reciprocally, all articles which are or may be legally imported into the ports of the dominions and possessions of Her Britannic Majesty in British vessels may likewise be imported into those ports in Japanese vessels, without being liable to any other or higher duties or charges of whatever denomination than if such articles were imported in British vessels. Such reciprocal equality of treatment shall take effet without distinction, wheter such articles come directly from the place of origin or from any other place.

In the same manner there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation, so that the same export duties shall be paid and the same bounties and drawbacks allowed in the dominions and possessions of either of the High Contracting Parties on the exportation of any article which is or may be legally exported therefrom, whether such exportation shall take place in Japanese or in British vessels, and whatever may be the place of destination, whether a port of the Contracting Parties or of any third Power.

Article IX.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties of whatever nature or under whatever domination, levied in the name or for the profit of the Governement, public functionaries, private individuals, Corporations, or establishments of any kind, shall be imposed in the ports of the dominions and possessions of either country upon the vessels of the other country which shall not equally and under the same conditions be imposed in the like cases on national vessels in general or vessels of the most favoured nation. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the respective vessels, from whatever port or place they may arrive, and whatever may be their place of destination.

Article X.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, or rivers of the dominions and possessions of the two countries, no privilege shall be granted to national vessels which shall not be equally granted to vessels of the other country; the intention of the High Contracting Parties being that in this respect also the respective vessels shall be treated on the footing of perfect equality.

Article XI.

The coasting trade of both the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the Laws, Ordinances, and Regulations of Japan and of Great Britain respectively. It is, however, understood that Japanese subjects in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, and British subjects in the dominions and possessions of His Majesty the Emperor of Japan, shall enjoy in this respect the rights which are or may be granted under such Laws, Ordinances, and Regulations to the subjects or citizens of any other country.

A Japanese vessel laden in a foreign country with cargo destined for two or more ports in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, and a British vessel laden in a foreign country with cargo destined for two or more ports in the dominions and possessions of His Majesty the Emperor of Japan, may discharge a portion of her cargo at one port, and continue her voyage to the other port or ports of destination where foreign trade is permitted, for the purpose of landing the remainder of her original cargo there, subject always to the Laws and Custom-house Regulations of the two countries.

The Japanese Government, however, agrees to allow British vessels to continue, as heretofore, for the period of the duration of the present Treaty, to carry cargo between the existing open ports of the Empire, excepting to or from the ports of Osaka, Niigata and Ebisu-minato.

Article XII.

Any ship of war or merchant-vessel of either of the High Contracting

Parties which may be compelled by stress of wheather, or by reason of any other distress, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable by national vessels. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to defray the expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant-vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, the local authorities shall inform the Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent of the district of the occurrence, or if there be no such Consular officer, they shall inform the Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent of the nearest district.

All proceedings relative to the salvage of Japanese vessels wrecked or cast on shore in the territorial waters of Her Britannic Majesty shall take place in accordance with the Laws, Ordinances and Regulations of Great Britain, and reciprocally, all measures of salvage relative to British vessels wrecked or cast on shore in the territorial waters of His Majesty the Emperor of Japan shall take place in accordance with the Laws, Ordinances, and Regulations of Japan.

Such stranded or wrecked ship or vessel, and all parts thereof, and all furnitures and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandize saved therefrom, including those which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents, when claimed by them. If such owners or agents are not on the spot, the same shall be delivered to the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, or Consular agents upon being claimed by them within the period fixed by the laws of the country, and such Consular officers, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the case of a wreck of a national vessel.

The goods and merchandize saved from the wreck shall be exempt from all the duties of the Customs unless cleared for consumption, in which case they shall pay the ordinary duties.

When a ship or vessel belonging to the subjects of one of the Contracting Parties is stranded or wrecked in the territories of the other, the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents shall be authorized, in case the owner or master, or other agent of the owner, is not present, to lend their official assistance in order to afford the necessary assistance to the subjects of the respective States. The same rule shall apply in case the owner, master, or other agent is present, but requires such assistance to be given.

Article XIII.

All vessels which, according to Japanese law, are to be deemed Japanese vessels, and all vessels which according to British law, are to be deemed British vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed Japanese and British vessels respectively.

Article XIV.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents of each of the Contracting Parties, residing in the dominions and possessions of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

It is understood that this stipulation shall not apply to the subjects of the country where the desertion takes place.

Article XV.

The High Contracting Parties agree that, in all that concerns commerce and navigation, any privilege, favour, or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the Government, ships, subjects, or any other State, shall be extended immediately and unconditionally to the Government, ships, subjects, or citizens of the other Contracting Party, it being their intention that the trade and navigation of each country shall be placed, in all respects, by the other on the footing of the most favoured nation.

Article XVI.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, and Consular Agents in all the ports, cities, and places of the other, except in those where it may not be convenient to recognize such officers.

This exception, however, shall not be made in regard to one of the Contracting Parties without being made likewise in regard to every other Power.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, and Consular Agents may exercise all functions, and shall enjoy all privileges, exemptions, and immunities which are, or may hereafter be, granted to Consular officers of the most favoured nation.

Article XVII.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the dominions and possessions of the other the same protection as native subjects in regard to patents, trade-marks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article XVIII.

Her Britannic Majesty's Government, so far as they are concerned, give their consent to the following arrangement: —

The several foreign Settlements in Japan shall be incorporated with the respective Japanese Communes, and shall thenceforth form part of the general municipal system of Japan.

The competent Japanese authorities shall thereupon assume all municipal obligations and duties in respect thereof, and the common funds and property, if any, belonging to such Settlements, shall at the same time be transferred to the said Japanese autborities.

When such incorporation takes place the existing leases in perpetuity under which property is now held in the said Settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of snch property.

It is, however, understood that the Consular authorities mentioned in the same are in all cases to be replaced by the Japanese authorities.

All lands which may previously have been granted by the Japanese Government free of rent for the public purposes of the said Settlements shall, subject to the right of eminent domain, be permanently reserved free of all taxes and charges for the public purposes for which they were originally set apart.

Article XIX.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable, so far as the laws permit, to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
The Cape.
Natal.
New South Wales.
Victoria.
Queensland.
Tasmania.
South Australia.
Western Australia.
New Zealand.

Provided always that the stipulations of the present Treaty shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given to the Japanese Government by Her Britannic Majesty's Representative at Tôkiô within two years from the date of the exchange of ratifications of the present Treaty.

Article XX.

The present Treaty shall, from the date it comes into force, be substituted in place of the Conventions respectively of the 23rd day of the 8th month of the 7th year of Kayei, corresponding to the 14th day of October, 1854, and of the 13th day of the 5th month of the 2nd year of

Keiou, corresponding to the 25th day of June, 1866, the Treaty of the 18th day of the 7th month of the 5th year of Ansei, corresponding to the 26th day of August, 1858, and all Arrangements and Agreements subsidiary thereto concluded or existing between the High Contracting Parties; and from the same date such Conventions, Treaty, Arrangements, and Agreements shall cease to be binding, and, in consequence, the jurisdiction then exercised by British Cours in Japan, and all the exceptional pririleges, exemptions, and immunities then enjoyed by British subjects as a part of or appurtenant to such jurisdiction, shall absolutely and without notice cease and determine, and thereafter all such jurisdiction shall be assumed and exercised by Japanese Courts.

Article XXI.

The present Treaty shall not take effect until at least five years after its signature. It shall come into force one year after His Imperial Japanese Majesty's Government shall have given notice to Her Britannic Majesty's Government of its wish to have the same brought into operation. Such notice may be given at any time expiration of four years from the date hereof. The Treaty shall remain in force for the period of twelve years from the date it goes into operation.

Either High Contracting Party shall have the right, at any time after eleven years shall have elapsed from the date this Treaty takes effect, to give notice to the other of its intention to terminate the same, and at the expiration of twelve months after such given notice is this Treaty shall wholly cease and determine.

Article XXII.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Tôkiô as soon as possible, and not later than six months from the present date.

In witness whereof respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, in duplicate, this sixteenth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and ninety-four.

(L. S.) ***Kimberley***
(L. S.) ***Aoki.***

Protocol signed at London, July 16, 1894.

The Government of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland and Empress of India, and the Government of His Majesty the Emperor of Japan, deeming it advisable in the interests of both countries to regulate certain special matters of mutual concern, apart from the Treaty of Commerce and Navigation signed this day, have, through their respective Plenipotentiaries, agreed upon the following stipulations: —

1. It is agreed by the Contracting Parties that one month after the exchange of the ratifications of the Treaty of Commerce and Navigation

signed this day, the Import Tariff hereunto annexed shall, subject to the provisions of Article XXIII of the Treaty of 1858 at present subsisting between the Contracting Parties, as long as the said Treaty remains in force and thereafter, subject to the provisions of Articles V and XV of the Treaty signed this day, be applicable to the articles therein enumerated, being the growth, produce, or manufacture of the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, upon importation into Japan. But nothing contained in this Protocol, or the Tariff hereunto annexed, shall be held to limit or qualify the right of the Japanese Government to restrict or to prohibit the importation of adulterated drugs, medicines, food, or beverages; indicent or obscene prints, paintings, books, cards, lithographic or other engravings, photographs, or any other indecent or obsene articles; articles in violatin of patent, trade-mark, or copyright laws of Japan; or any other article which for sanitary reasons, or in view of public security or morals, might offer any danger.

The ad valorem duties established by the said Tariff shall, so far as may be deemed practicable, be converted into specific duties by a Supplementary Convention, which shall be concluded between the two Governments within six months from the date of this Protocol; the medium prices, as shown by the Japanese Customs Returns during the six calendar months preceding the date of the present Protocol, with the addition of the cost of insurance and transportation from the place of purchase, production, or fabrication, to the port of discharge, as well as commission, if any, shall be taken as the basis for such conversion. In the event of the Supplementary Convention not having come into force before the expiration of the period fixed for the said Tariff to take effect, ad valorem duties in confirmity with the rule recited at the end of the said Tariff shall, in the meantime, be levied.

In respect of articles not enumerated in the said Tariff, the Generale Statutory Tariff of Japan for the time being in force shall, from the same time, apply, subject, as aforesaid, to the provisions of Article XXIII of the Treaty of 1858 and Articles V and XV of the Treaty signed this day respectively.

From the date the Tariffs aforesaid take effect, the Import Tariff now in operation in Japan in respect of goods and merchandize imported into Japan by British subjects shall cease to be binding.

In all other respects the stipulations of the existing Treaties and Conventions shall be maintained unconditionally until the time when the Treaty of Commerce and Navigation signed this day comes into force.

2. The Japanese Government, pending the opening of the country to British subjects, agrees to extend the existing passport system in such a manner as to allow British subjects, on the production of a certificate of recommendation from the British Representative in Tôkiô, or from any of Her Majesty's Consuls at the open ports in Japan, to obtain upon application passports available for any part of the country, and for any periodnot exceeding tweele months, from the Imperial Japanese Foreign Office in Tôkiô, or from the chief authorities in the Prefecture in which an open

port is situated; it being understood that the existing Rules and Regulations governing British subjects who visit the interior of the Empire are to be maintained.

3. The Japanese Government undertakes, before the cessation of British Consular jurisdiction in Japan, to join the International Conventions for the Protektion of Industrial Property and Copyright.

4. It is understood betwenn the two High Contracting Parties that, if Japan, think it necessary at any time to levy an additional duty on the production or manufacture of refined sugar in Japan, an increased customs duty equivalent in amount may be levied on British refined sugar when imported into Japan, so long as such additional excise tax or inland duty continues to be raised.

Provided always that British refined sugar shall in this respect be entitled to the treatment accorded to refined sugar being the produce or manufacture of the most favoured nation.

5. The undersigned Plenipotentiaries have agreed that this Protocol shall be submitted to the two High Contracting Parties at the same time as the Treaty ot Commerce and Navigation signed this day, and that when the said Treaty is ratified the agreements contained in the Protocol shall also equally be considered as approved, without the necessity of a further formal ratification.

It is also agreed that this Protocol shall terminate at the same time the said Treaty ceases to be binding.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, in duplicate, this sixtheenth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and ninety- four.

(L. S.) *Kimberley.*
(L. S.) *Aoki.*

Annex. (Tariff.)

Articles.	Ad valorem Rates of Duty
	Per cent.
Caoutchouk, manufactures of	10
Cement, Portland	5
Cotton —	
Yarns	8
Tissues of all sorts, plain or mixed with tissues of flax, hemp, or other fibre, including wool, the cotton, however, predominating	10
Glass, window, ordinary —	
a.) Uncoloured and unstained	8
b). Coloured, stained, or ground	10
Hats, including also hats of felt	10

Articles.	Ad valorem Rates of Duty.
	Per cent.
Indigo, dry	10
Iron and steel —	
Pig and ingot	5
Rails	5
Bar, rod, plate, and sheet	7 1/2
Tinned plates	10
Galvanized sheet	10
Pides and tubes	10
Lead, pig, ingot, and slab	5
Leather —	
Sole	15
Orther kind	10
Linen —	
Yarns	8
Tissues	10
Mercury or quicksilver	5
Milk, condensed or desiccated	5
Nails, iron	10
Oil, paraffin	10
Paint in oil	10
Paper, printing	10
Refined sugar	10
Salpetre	5
Screws, bolts, and nuts, iron	10
Silk, satins, and cotton mixtures	15
Tin —	
Block, pig, and slab	5
Plates	10
Wax, paraffin	5
Wire —	
Telegraph	5
Iron and steel, and small rod iron and steel not excee- 1/4 inch in diameter	10
Woolen and worsted —	
Yarns	8
Tissus of all sorts, plain or mixed with other material, the wool, however, predominating	10
Yarns of all sorts, not specially provided for	10
Zinc —	
Block, pig, and slab	5
Sheet	7 1/2

Rule for calculating ad valorem Duties.

Import duties payable ad valorem under this Tariff shall be calculated on the actual cost of the articles at the place of purchase, production, or fabrication, with the addition of the cost insurance and transportation from the place of purchase, productiou, or fabrication, to the port of discharge, as well as commission, if any exists.

Exchange of Notes.

The Earl of Kimberley to Viscount Aoki.

Sir, Foreign Office, July 16, 1894.

With reference to Article XIX of the Treaty between Great Britain and Japan signed this day, in view of the fact that some of the British Colonies and foreign possessions enumerated in that Article might be prevented from acceding to the present Treaty by reason of their inability to accept the stipulations relating to military service contained in Article II of the said Treaty, and in order to avoid future misunderstandings, Her Majesty's Government request from the Government of Japan an assurance that any of the said British Colonies and possessions may accede to the present Treaty under the condition that, notwithstanding such accession, they shall not be bound by the stipulations of Article II.

I have, &c.

(Signed) *Kimberley.*

Viscount Aoki to the Earl of Kimberley.

Japanese Legation,

M. le Comte, London, July 16 1894.

In reply to the note of Her Majesty's Government, referring to Article XIX of the Treaty between Great Britain and Japan signed this day, and requesting, for the reasons given in the said note, an assurance that any of the British Colonies and foreign possessions enumerated in that Article may accede to the present Treaty under the condition that, notwithstanding such accession, they shall not be bound by the stipulations of Article II, the Government of Japan hereby give the assurance desired.

I have, &c.

(Signed) *Aoki.*

Viscount Aoki to the Earl of Kimberley.

The Undersigned, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Japan, in virtue of special authorization from His Imperial Japanese Majesty's Government, has the honour to announce to Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that the Imperial Japanese Government, recognizing the advantage of having the Codes of the Empire which have already been promulgated in actual operation when the Treaty stipulations at present subsisting bet-

ween the Government of Japan and that of Great Britain cease to be binding, engage not to give the notice provided for by the first paragraph of Article XXI of the Treaty of Commerce and Navigation, signed this day, until those portions of said Codes which are now in abeyance are brought into actual force.

The Undersigned avails, &c. (Signed) *Aoki.*

Japanese Legation,
London, July 16, 1894.

86.

GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

Déclaration concernant la protection des dessins des marques de fabrique et de commerce; signée à Athènes le 27 juillet 1894.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. [*C. — 7586.*]

The Government of Her Britannic Majesty and the Government of His Hellenic Majesty being desirous to determine in a more explicit manner the text of the Treaty of Commerce and Navigation of the $\frac{\text{29th October}}{\text{10th November}}$, 1886, concluded in Athens between Great Britain and Greece, the Undersigned have proceeded by mutual consent to the following declaration: —

The Government of Her Britannic Majesty declare that under the terms of the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Greece of the $\frac{\text{29th October}}{\text{10th November}}$, 1886, the subjects of His Hellenic Majesty have in the United Kingdom of Great Britain and Ireland the same rights as are now granted, or may hereafter be granted, to British subjects or to subjects of the most favoured nation in all that relates to trade-marks, industrial designs, and patterns, and on their side the Government of His Hellenic Majesty declare that the subjects of Her Britannic Majesty have in the Kingdom of Greece the same rights as are now granted, or may hereafter be granted, to Hellenic subjects or to subjects of the most favoured nation in all that relates to trade-marks, industrial designs, and patterns, it being understood that in order that such rights may be obtained the formalities required by the laws of the respective countries must be observed.

In witness whereof Mr. Edwin Egerton, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Hellenes, and M. Denis Stéphanos, His Hellenic Majesty's Minister, charged with the direction of foreign affairs, have signed the present Declaration, and thereto affixed their respective seals.

Done in duplicate at Athens on the 27th day of July, in the year 1894.

(L. S.) *Den. Stéphanos.* (L. S.) *Edwin H. Egerton.*

87.

GRANDE-BRETAGNE, BULGARIE, PERSE, SUÈDE.

Rapports des Répresentants diplomatiques de Grande-Bretagne concernant les lois et ordonnances en rigueur dans les pays respectifs en matière de nationalité et naturalisation; du 1 Octobre 1894 au 23 Janvier 1895*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. Februnry 1895. [C.-7592, 7593, 7597.]

I. Sweden.

Sir S. St. John to the Earl of Kimberly. — (Received November 19.)

My Lord, Stockholm, November 15, 1894.

I Have the honour to forward to your Lordship a copy and translation of a law on the acquisition and loss of the citizenship, which was signed by His Majesty the King on the 1st October, 1894.

In Mr. Gough's despatch of the 13th February, 1893, a project of a Law of Naturalization was inclosed. In the Law just published there are some alterations and additions to this project, which have, in the new translation, been underlined with red ink.

I have, &c.

(Signed) *Spenser St. John.*

Inclosure.

Law on the Acquisition and Loss of Citizenship; given at the Palace of Stockholm, October 1, 1894.

(Translation.)

WE, Oscar, by the Grace of God, King of Sweden, Norway, the Goths and the Vandals make hereby known: that we, with the advice and consent of the Diet, have been pleased to enact as follows: —

Section 1. Swedish citizenship belongs by birth to every legitimate child whose father is entitled to Swedish citizenship.

Sec. 2. A man or unmarried woman of foreign nationality born in Sweden, who has been domiciled here without interruption until attaining the age of 22 years, becomes a Swedish citizen, unless he or she, during the year previous, has made a declaration in writing before the Governor of the province to the effect that he or she renounces the right to become a Swedish citizen, at the same time proving, by satisfactory evidence, that he or she enjoys civil rights in another country. Such renunciation of

*) V. N. R. G. 2. Série. B. XIX p. 514.

citizenship will not, however, be open to those who are born of foreigners who have availed themselves of this privilege.

When Swedish citizenship has been acquired by a foreigner in consequence of this paragraph, the citizenship also extends to his wife and legitimate children.

Sec. 3. A woman of foreign nationality marrying a Swedish citizen acquires, by her marriage, Swedish citizenship.

If the couple have children together before the marriage takes place, such children also become Swedish citizens, provided that they are still under age.

Sec. 4. Swedish citizenship can, moreover, be acquired by naturalization in the manner and under the conditions prescribed by a special Law.

The naturalization of a foreigner, unless otherwise specially stated at the time, gives Swedish citizenship to his wife and legitimate children under age.

Sec. 5. Swedish citizenship is forfeited by any one who becomes a citizen of another country.

Should any one, with a view of obtaining foreign naturalization, desire to be absolved from his obligations as a Swedish subject, an application should be made to the King. Should the request be granted, the condition will be inserted that the applicant must, within a specified time, obtain citizenship in another country.

Sec. 6. A Swedish woman marying any one who is not a Swedish citizen, loses, by her marriage, her Swedish citizenship.

If the couple have children together before being married, such children likewise lose their Swedish citizenship, provided that they are still under age at the time when their parents marry. If at that time they have attained ther majority, they keep their Swedish citizenship.

Sec. 7. Also if a man, or unmarried woman, of Swedish nationality, after attaining the age of 21 years, or a widow, after the dissolution of her marriage, has been domiciled abroad during ten consecutive years, he or she forfeits all rights of citizenship, unless the sejourn abroad has been caused by a public charge for the United Kingdoms or for Sweden, or unless before the expiration of the aforesaid time the person in question has given in to a Swedish Legation or Consulate, or, if domiciled in Norway, to the Swedish Department of Justice, a declaration of the intention to remain a Swedish subject, which declaration must be made in writing, and in the forme prescribed by the King. Such declarations must, so as to continue valid, be reneved before the end of each thent year, and cannot be legally made except by such persons as have themselves emigrated from Sweden, their children in the first generation, and the widows of such persons.

The loss of citizenship to a Swede, under the provisions of this paragraph, also entails the loss of the same to his wife and legitimate children under age, unless they remain in this country.

It rests with the King to limit or annul the provisions of this paragraph by agreement with a foreign Power, in so far as that special Power, may be concerned.

Sec. 8. Any one forfeiting his or her rights as a Swedish citizen in consequence of paragraph 7, and not becoming citizen of any other country, regains those rights on again taking up his above in Sweden, or if the King permits that these rights may be regained without so doing.

Should Swedish citizenship be regained under the provisions of the preceding clause by the husband, these rights are acquired also by his wife and legitimate children under age, even if they continue to remain abroad.

Sec. 9. An illegitemate child whose mother is a Swedish citizen obtains Swedish citizenship by birth. As regards the question of citizenship, it also follows the mother in those cases where the legitimate child follows the father according to this Law.

Should the mother's position as regards nationality be altered by marriage to any one else than the father of the child, no change is made in the rights and privileges of citizenship which previously belonged to the illegitimate child.

Sec. 10. Any child fonnd in the Kingdom about whom no knowledge can be obtained as regards its nationality, will be considered to be a Swedish citizen until the contrary be proved.

Temporary Enactment.

This Law becomes valid on the 1st January, 1895, and the provisions in paragraph 2 shall also apply to foreigners born before that date, provided they have not then reached the age of 21 years.

All whom it may concern have strictly to observe this Law.

In witness whereof we have signed this with our own hand, and caused our Royal Seal to be thereunto affixed.

Given at the Palace of Stockholm on the 1st October, 1894.

(L S.) (Signed) *Oskar.*

(Countersigned) *Aug. Östergren.*

II. Bulgaria.

Sir A. Nicolson to the Earl of Kimberley. — (Received January 26.)

My Lord, Sophia, January 23, 1895.

I have the honour to transmit herewith copy of an Additional Article to the Law on Bulgarian Nationality, which was passed by the National Assembly during its recent Session.

I have, &c.

(Signed) *A. Nicolson.*

Inclosure.

Additional Article to the Bulgarian Law relating to Nationality. December 19, 20, 1894.

L'Étranger qui a obtenu la sujétion Bulgare jouit de tous les droits civils et politiques attachés aux citoyens Bulgares. Il n'est pourtant éli-

gible pour l'Assemblée Nationale ou pour une autre institution élective, que dans un délai de quinze ans à partir de la date de l'obtention de la sujétion Bulgare.

La présente Loi a été votée dans cette forme par la 8e Assemblée Nationale Ordinaire, Première Session, 44e Séance du 19 et 20 Décembre, 1894.

(Translation.)

An alien who has acquired Bulgarian naturalization shall enjoy all the civil and political rights belonging to Bulgarian citizens. He shall not, however, be eligible for the National Assembly, or for any other elective institution, until after the expiration of fifteen years from the date of his acquisition of Bulgarian naturalization.

The present Law has been voted in this form by the 8th Ordinary National Assembly, First Session, and 44th Sitting, December 19 and 20, 1894.

III. Persia.

Mr. Greene to the Earl of Kimberley — (Received October 8.)

My Lord, Gulhek, August 23, 1894.

I have the honour to transmit herewith to your Lordship a translation of a Naturalization Act which has been promulgated by the Persian Government, and has been published in all the Persian newspapers.

I have &c.

(Signed) *Conyngham Greene.*

Inclosure 1.

Kavan ud Dowleh to Mr. Greene.

(Translation.) August 10, 1894.

I have the honour to forward herewith, for your information, a copy of the Naturalization Act passed by the Persian Government.

Inclosure 2.

Persian naturalization Act.

(Translation.)

1. All persons born in Persia are held to be Persian subjects, unless at the time of their birth their parents or their fathers only are aliens, in which case they are considered aliens.

2. Children of aliens born in Persia can, on application to the Persian Government, become Persian subjects when of full age.

3. An alien desiring to become a Persian subject must first be of full age; secondly, must have resided in Persia for a term of five consecutive years; thirdly, must not have been condemned on account of any crime in his country of origin, or to be a deserter from military service.

An alien furnished with the above qualifications may, on application to the competent authorities, become a Persian subject.

4. Any alien desiring to become a Persian subject without having resided in Persia, as stipulated in the preceding Article, may, if his application meets with the approval of the Persian Government, form an exception to this rule and become a Persian subject.

5. A persian subject whose father has become a naturalized subject of any foreign State, or who has himself become a naturalized subject of such State, may resume his nationality as a Persian subject without waiting to perform the conditions prescribed in the preceding Articles.

6. A woman, the subject of any foreign State, on marrying a Persian subject, follows the nationality of her husband, but may, after divorce, or the death of her husband, resume her former nationality.

7. A woman, the subject of any foreign State, married to an alien, cannot become a Persian subject unless both she and her husband change their nationality together, in confirmity with the provisions of this Act.

8. A Persian subject, residing in a foreign State, may change his nationality provided (1) he is not under a criminal sentence pronounced by a Persian Tribunal; (2) that he has not absconded to avoid any judicial process instituted against him; (3) that he is not a deserter from military service; (4) that he has no liabilities from which he is endeavouring to escape by changing his nationality. In the event of non-compliance with these provisions, his change of nationality will be considered null and void, and on his return to Persia he will be treated as a Persian subject.

9. A Persian subject, in order to become a naturalized alien, even after fulfilment of the above conditions, must obtain special permission from His Imperial Majesty the Shah. A Persian subject who, while resident in a foreign State, becomes a naturalized subject of such State without receiving special permission from His Majesty, shall not be allowed to return to Persia, and must dispose of any property which he possesses, situated in Persia.

10. If a father changes his nationality, the nationality of his children, whether young or old, is not affected, unless, having reached their majority, they change their nationality in accordance with the provisions of this Act. Children born atter the father has changed his nationality will assume the new nationality of the father.

11. Persian women married to aliens will assume the nationality of their husbands, but after the divorce from, or the death of, their husbands, they can revert to their former nationality on application to the Persian Government. Should they again wish to change their nationality, they must conform to the conditions prescribed in this Act.

12. Persian women married to aliens will have no right to possess real property of any kind in Persia, and shall not enjoy the privileges accorded to Persian subjects. They shall, however, enjoy the privileges accorded to foreign subjects, which are mentioned in Treaties.

13. Those who appear to be Persian subjects, and yet claim to be

subjects of a foreign State, must prove their nationality whether their claim to be considered as foreign subjects be well founded or not; and until their nationality is proved, in accordance with this Act, they shall be recognized as Persian subjects.

14. Aliens who have come to Persia, and have concealed their nationality while residing in the Shah's dominions and have been treated as Persian subjects, or have purchased property, which is the exclusive right of Persian subjects, shall be recognized as Persian subjects, and their claim to foreign protection shall not be admitted.

15. The stipulations of Treaties concluded between Persia and foreign States regarding emigrants shall have full consideration.

88.

GRANDE-BRETAGNE.

Actes concernant les sphères d'influence anglaise sur le Zambesi et les arrangements avec la Compagnie anglaise d'Afrique du Sud; du février 1891 au 24 novembre 1894.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. February 1895. [C. — 7637.]

No. 1.

Conditions on extending the Field of the Operations of the British South Africa Company to the North of the Zambezi.

The Charter of the British South Africa Company shall extend over the territory under British influence north of the Zambezi and south of the territories of the Congo Free State and the German sphere, and accordingly the Company is hereby granted powers necessary for the purposes of good government and the preservation of public order in and for the protection of the said territory under British influence, but subject to the following conditions: —

1. The said field of operations shall not include Nyasaland.

The territory defined by that name will be bounded, where it adjoins the Chartered territory, by a frontier which, starting on the south from a point where the boundary between the British and Portuguese spheres is intersected by the boundary of the Conventional line of the Berlin Act, will follow that line to the point where it meets the geographical line of the Congo Basin, and will thence follow the latter line to the point where it reaches the boundary between the British and German spheres.

2. As regards the powers of government and administration by the Company, the Secretary of State shall, pursuant to the power reserved to him by the 4th Article of the Charter, subject them to the condition that,

until the 1st January, 1894, or until such earlier date as he shall direct, they shall be exercised for the Company by Her Majesty's Commissioner for Nyasaland in consultation with the Company, and accordingly, in this respect, the Company's officers shall be subordinate to the Commissioner.

After the 1st January, 1894, the arrangement shall be renewable, at the discretion of Her Majesty's Government, for a further period not exceeding two years.

3. The duty of preserving peace and order incumbent of the Company under Article 10 of the Charter shall devolve on the said Commissioner so long as Article 2 hereof is in force. The Commissioner shall have the control of the polize force, the establishment of which is authorized by Article 10 of the Charter, with power to employ it at his discretion in any part of the Company's field of operations north of the Zambezi and and in Nyasaland.

The Company shall raise, equip, and maintain (providing the necessary barrack accommodation) the police force (under which head armed boats shall be comprised), and defray all expenses connected with its employment, expending for these purposes through the said Commissioner not less than 10,000l. a-year.

The said Commissioner shall be consulted as to the organization of the police, and especially as to the appointment by the Company of its officers.

4. Justice to the peoples and inhabitants within the Company's field of operations noth of the Zambezi, under the 14th Article of the Charter, shall be administered by the said Commissioner so long as Article 2 hereof is in force.

5. The administration of justice shall be in conformity with the Africa Order in Council of the 15th October, 1889, which judicial powers will be conferred on the said Commissioner (so long as Article 2 hereof is in force), and on such other officers who may be employés of the Company as the Secretary of State shall, at the request of the Company, nominate.

6. Goods passing through y Nasaland to or from Chartered territory shall be treated as goods in transit, and shall be free from duty.

If, for the sake of convenience, duties are levied on them on the Nyasaland frontiers, they shall be accounted for to the Company.

7. All expenses connected with the administration in the Chartered territory shall be borne by the Company either by a fixed payment, or by liquidation of accounts rendered by the Commissioner, but no expense beyond the before-mentioned 10,000l., except for travelling expenses of the Commissioner and his agents, shall be incurred without the previous sanction of the Company.

8. The Company shall make arrangements under which the said Commissioner shall, in Nyasaland, be authorized to make use of material of war belonging to the African Lakes Company in case of necessity, and under which he shall be empowered to use, free of charge, for administrative purposes, the steamers belonging to that Company on Lake Nyasa,

with due precautions against unreasonable interference with their employment for the Company's trade.

Foreign Office, February 1891.

No. 2.

Foreign Office to British South Africa Company.

Sir, Foreign Office, December 8, 1893.

I am directed by the Earl of Rosebery to state to you, for the information of your Directors, that, in accordance with the right reserved by the Agreement of 1891, recording the conditions under which the Charter was extended north of the Zambezi, Her Majesty's Government will renew that Agreement for two years from the 1st January next.

The arrangement will be renewed subject to any agreement which may hereafter be arrived at with the Company as to its modification.

I am, &c.

(Signed) *P. Currie.*

No. 3.

British South Africa Company to Foreign Office. — (Received December 18.)

Sir, 19, St. Swithin's Lane, London, December 15, 1893.

I am instructed to acknowledge the receipt of your letter of the 8th instant, informing this Company that, in accordance with the right reserved by the Agreement of 1891, recording the conditions under which the Charter was extended north of the Zambezi, Her Majesty's Government will renew that Agreement for two years from the 1st January next.

I will inform Her Majesty's Commissioner and Consul-General, Mr. H. H. Johnston, in accordance with the above.

I am, &c.

(Signed) *Herbert Canning*, Secretary.

No. 4.

Memorandum of Agreement with South Africa Company respecting British Central Africa, supplementary to the Agreement of February 1891.

The South Africa Company having intimated that it is prepared to undertake the direct administration of the portion of the British sphere north of the Zambezi over which its Charter was extended in 1891, the arrangement under which the administration was confided to Her Majesty's Commissioner and Consul-General, in consultation with the Company, till the 1st January, 1896, or such earlier date as the Secretary might direct administration, which shall not be later than the 30th June, 1895.

Administrative posts which have been placed by the Commissioner in the Chartered territory will be transferred and will thenceforth be under the direct control of the Company. The expenditure of the Commissioner on their account will cease from the date of transfer.

2. The company will, in accordance with the existing arrangement, pay into the hands of the Commissioner the annual contribution to the expense of police of 10,000l. up to the 1st January, 1896.

It will during the year of 1895 pay 1,000 l. in liquidation of the obligation, which it undertook in 1891, to afford to the Commissioner the use, free of charge, for administrative purposes, of the steamers on the lake belonging to the African Lakes Company.

3. The outstanding accounts between the Company and the Protectorate will be regulated by the accountants of the Foreign office with those of the Company, on the basis that the Company is liable only for the annual police contribution of 10,000 l., for 5,000l. given in 1891 for expenses connected with raising and organizing the police force, for expenditure in connection with steam transport on the lake for administrative purposes, and for amounts which can be shown to have been expended for the benefit of, or on account of, the Chartered territory as distinct from the Protectorate.

4. It having been explained that Mr. Rhodes voluntarily authorized Her Majesty's Commissioner to spend on his behalf a maximum sum of 10,000 l. for the operations against Makanjira, it is agreed that the sum actually expended on that account shall be ascertained by the above mentioned accountants, and that the balance, if any, of the total amount of 10,000 l. if the whole amount shall be shown to have been drawn by the Commissioner, shall be repaid to Mr. Rhodes.

5. The Treaties made on behalf of the Company in the Chartered territory will be sanctioned, on the condition that no provisions in them will be confirmed which may conflict with the prohibition against monopolies contained in the Charter, and with the stipulations of the Act of Berlin in so far as they are applicable to the Chartered territory.

It is understood that this sanction is without prejudice to certain claims based on Concessions said to have been obtained by M. Wiese, should the validity of such Concessions be hereafter established.

6. The mining rights in the territory described as Marimba in the Commissioner's published map, purchased by the Company from the African Lakes Company, will be confirmed, subject to the terms accepted by the agent of the latter Company.

In the territory described in the above-mentioned map as Central Angoniland, the mining rights claimed by the Company will be confirmed, subject to the terms accepted by the agent of the African Lakes Company.

These confirmations will not include sanction of administrative powers, monopolies, nor the right to prevent the acquirement of land by settlers.

7. The claim of the Company to land and minerals acquired from the African Lakes Company by purchase in the territory described in the Commissioner's map as North Nyasa, will be examined when the titles obtained by the latter Company from the native Chiefs are produced for investigation.

8. It being necessary that the frontier between Lakes Nyasa and

Tanganyika should be watched in order to prevent aggression by the natives on German territory, and the introduction of arms and ammunition in contravention of the prohibition which has been imposed, the Company agrees to take the requisite steps for guarding that frontier.

9. Customs arrangements between the Protectorate and the Charterer territory which experience may make it desirable to adopt for the purposes of the execution of the Berlin and Brussels Acts, or for fiscal reasons, will be subject to the approval of the Secretary of State.

The Company undertakes to provide Customs posts, and to make suitable arrangements for insuring the proper observance, and preventing abuse, of the stipulations as to free transit in favour of countries adopting the Free Zone system of the Act of Berlin.

(Signed) *H. Percy Anderson.*

(For the British South Africa Company),

C. J. Rhodes.

November 24, 1894.

89.

GRÈCE.

Loi sur les douanes; du 30 décembre/11 janvier 1893.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Nous, Georges Ier, roi des Hélènes d'accord avec le Parlement, avons ordonné et ordonnons:

Chapitre Premier

Droits de douane en général.

Art. 1er. — Toute marchandise importée de l'étranger dans le Royaume sera assujettie à un droit d'entrée.

Ce droit ne saurait être confondu avec la taxe de consommation qui est ou serait établie par des lois spéciales pour être appliquée à des articles déterminés.

Art. 2. — Les droits sur les marchandises importées de l'étranger sont fixés dans le tarif ci-annexé.

Ce tarif est divisé en tarif général et en tarif conventionnel. Le tarif général est applicable à toutes les marchandises, quelle que soit leur origine ou leur provenance, si le tarif ne stipule pas de droits conventionnels pour ces marchandises.

Le tarif conventionel fixe les droits établis en vertu de traités internationaux, ainsi que ceux qui ne sont pas stipulés dans ces traités, mais qui

sont inférieurs aux droits du tarif général. Il est applicable aux marchandises provenant de pays contractants ou de nations auxquelles ce régime de faveur a été accordé par décret royal et en vertu de l'article 29 de la présente loi.

Un répertoire alphabétique, approuvé par décret royal et annexé au tarif, déterminera, conformément à l'esprit et à la lettre du tarif, les différentes espèces de marchandises et le classement de chacune d'elles dans les catégories spéciales ou générales qui constituent les subdivisions dudit tarif.

Ce répertoire pourra être modifié par décret royal s'il s'élevait des contestations entre l'importateur et la douane, relativement au classement des marchandises, le Ministre des finances décidera en dernier ressort après avoir entendu l'avis d'une commission composée 1° du conseiller judiciaire ou du conseiller légal agissant au nom de ce dernier, 2° du chef du département des mines et monopoles qui, en cas d'empêchement, pourra être remplacé par l'ingénieur des mines attaché au Ministère des finances, et 3° par un inspecteur des finances nommé par décret royal.

Si l'importateur désire prendre livraison immédiate des marchandises dont la classification serait contestée, l'autorité douanière pourra lui accorder cette autorisation moyennant caution jugée suffisante et dont elle sera responsable.

Art. 3. — Les articles qui, d'après la lettre ou d'après l'esprit du tarif, ne sauraient être rangés par analogie dans une des classes du tarif, acquitteront un droit ad valorem de 20 %, en prenant pour base leur prix courant dans la localité où ils sont importés, et ce prix ne pourra comprendre le montant des droits d'entrée que les marchandises auraient à payer.

Art. 4. — En cas de contestation entre l'importateur et l'autorité douanière sur l'estimation des marchandises imposées ad valorem, le différend sera tranché par deux experts dont l'un sera désigné par la douane et l'autre par l'importateur, et, s'il y a désaccord entre ces deux experts, un tiers arbitre, nommé par l'autorité administrative ou, à défaut, par le juge de paix, prononcera définitivement.

Art. 5. — Les articles composés de matières ou substances différentes, ainsi que les mélanges qui ne sont pas spécialement taxés, acquitteront le droit applicable à la matière ou substance dominante. Cependant, les articles dont il s'agit suivront le régime de la matière ou substance la plus imposée lorsque la composition ou le mélange donnera à la marchandise une augmentation de valeur de plus de 30 %.

Art. 6. — Les pièces et parties de machines ou d'autres articles de même nature (assujetties à la taxe) acquitteront, quant elles seront importées séparément, les mêmes droits que les objets entiers, à moins que dans le tarif, il ne leur soit attribué une taxe spéciale.

Art. 7. — Par décret royal, rendu sur la proposition du Conseil des ministres, l'importation directe des marchandises, en général, ou seulement de quelques articles déterminés pourra être interdite, même dans les localités où cette importation est permise d'après les dispositions des règlements

de douane en vigueur, mais cette interdiction ne pourra pas s'étendre aux bureaux de douane de première et de deuxième classe.

Par décret royal, rendu également sur la proposition du Conseil des ministres, on pourra interdire l'embarquement (pour transport dans ports du royaume) d'une marchandise quelconque, à l'exception, toutefois, des ports où il existe des bureaux de douane de première ou de deuxième classe. Cette prohibition ne sera pas applicable aux produits indigènes.

Art. 8. — Par décret royal, rendu sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et des Finances, l'importation de produits, plantes et animaux contaminés pourra être interdite dans l'intérêt de la santé publique, pour la protection de l'agriculture et pour préserver les animaux des maladies contagieuses, sous peine d'encourir les pénalités établies par les lois sanitaires et autres lois spéciales en vigueur.

Un décret royal, également rendu sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et des Finances, déterminera les formalités à remplir pour le retrait ou la destruction des marchandises se trouvant dans les entrepôts de la douane ou du transit, dont la décomposition ou autres altérations pourraient nuire à la santé publique.

Chapitre II.

Droits différentiels.

Art. 9. — Un décret royal, rendu sur la proposition du Conseil des ministres, pourra appliquer une surtaxe égale à 30 % des droits établis dans le tarif aux marchandisss et produits provenant d'États qui frapperaient la navigation ou les marchandises et produits de provenance grecque de droits plus élevés que ceux imposés aux navires et aux marchandises d'autres États.

Les marchandises qui, d'après le tarif en vigueur, ne seraient pas passibles d'un droit d'entrée pourront, en vertu du même décret, être frappées d'un droit ne dépassant pas 15 % de leur valeur déterminée par les dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi.

Chapitre III.

Déclarations en douane.

Art. 10. — Les déclarations en douane, une fois déposées conformément aux règlements intérieurs de l'organisation des douanes, constituent des titres en faveur de l'État. En effet, si l'on trouve des marchandises en quantité moindre que celle indiquée dans la déclaration ou passibles d'un droit moins élevé, la taxe sera payée conformément à la déclaration; si au contraire, l'on en trouve davantage ou passibles d'un droit plus élevé, on devra acquitter le double de la somme des droits d'importation dont le fisc aurait été frustré si la différence n'avait pas été découverte.

La surtaxe à payer en sus du droit correspondant, suivant la valeur et la classe de la marchandise, ne pourra excéder 30 % du droit. Cette disposition n'est pas applicable aux cas prévus dans l'alinéa b de l'article

1er de la loi n° 1999 qui sont passibles des peines établies pour les délits de contrebande.

Dans l'espèce, le recours au Ministre des finances n'est permis que dans les hypothèses suivantes:

1° S'il y a contestation sur le classement; dans ce cas les dispositions du quatrième alinéa de l'article 2 seront appliquées,

2° Lorsque la déclaration déposée contiendra des indications vagues, soit parce que la marchandise n'a pas été exactement spécifiée d'après le tarif, soit que la quantité n'ait pas été définie; dans ce cas les dispositions de l'article 25 de la loi organique des douanes seront applicables, et le déclarant sera tenu de payer sur la quantité non spécifiée, en sus des droits d'importation, la taxe de 20 % fixée par l'article 4 de la loi 616 de 1877. En cas de différence quelconque dans les deux exemplaires de la déclaration, celui des deux exemplaires qui aura été déposé en douane servira de base pour l'application du droit et des pénalités qui pourraient être encourues.

Dans les deux cas, et par dérogation à l'article 25 de la loi organique des douanes, l'employé de la douane ayant reçu la déclaration sera condamné à une amende de 25 à 100 drachmes.

Le trésor se réserve toujours d'exercer tous recours contre l'importateur pour les dommages résultant de la perception incomplète des taxes.

Art. 11. - Dans le calcul des droits d'entrée sur chaque article désigné dans la déclaration, les sommes inférieures à 5 lepta seront comptés comme 5 lepta et les poids inférieurs à 10 drammes seront comptés comme 10 drammes.

Art. 12. — Les taxes à percevoir sur les marchandises importées seront celles en vigueur le jour même où la déclaration aura été déposée en douane. Cependant, si ce jour là la marchandise ne se trouvait pas dans les entrepôts de la douane ni à bord du bâtiment mouillé dans le port, ou bien encore si l'application des droits ou la mise à l'entrepôt n'avaient pas été effectuées par suite de la négligence ou de la faute du déclarant, les droits à percevoir seront ceux en vigueur le jour de la vérification en douane ou d'entrée dans les entrepôts.

Quant à l'exportation et au transit, on appliquera, si les produits sont taxés, les droits en vigueur le jour où aura été opéré le chargement. S'il s'agit de marchandises saisies, naufragées ou abandonnées et vendues par les soins de l'autorité douanière, les droits à prélever seront ceux applicables le jour de la vente.

Chapitre IV.

Exceptions ou exemptions.

Art. 13. — A l'importation seront admis en franchise de droits les articles qui font l'objet de cette exception dans le tarif ou en vertu de lois spéciales et de conventions.

Seront également exempts de tous droits et de tout impôt ou taxe, à l'importation:

a. Les objets destinés à l'usage du Roi et de la famille royale.

b. Les objets appartenant à des souverains, chefs d'États étrangers étrangers et princes des familles régnantes venus pour séjourner provisoirement en Grèce ou qui traversent le pays, s'il y a réciprocité de la part de leur gouvernement.

c. Les objets destinés aux chefs de missions diplomatiques accrédités en Grèce, conformément au règlement spécial à édicter par le Ministre des finances et sous condition de réciprocité de la part de leur gouvernement.

d. Les objects destinés à l'usage des navires de guerre étrangers, qu'ils proviennent d'un transbordement de navire à navire ou des entrepôts de douane ou de transit. Cette franchise sera accordée sur le reçu du commandant dont la signature devra être visée par le chef de service du port.

e. Les effets et meubles de première installation des consuls des puissances étrangères, qui résident en Grèce, s'il y a réciprocité de la part de leur gouvernement.

Pour ces derniers, la franchise ne saurait s'étendre aux objets de consommation, tels que denrées coloniales, vins et spiritueux, aux objets dont l'importation est interdite ou qui sont passibles de taxes de consommation, etc.

Art. 14. — Seront également exempts de tous droits à l'entrée:

a. Les effets d'habillement, de parure, de toilette, etc., appartenant aux voyageurs, passagers et équipages des navires, s'ils sont destinés à leur usage exclusif et à condition qu'ils soient, par la quantité et la qualité, en rapport avec leurs besoins, leurs ressources ou leur condition. Bénéficieront également de cette exemption les mêmes objets quand, dans le délai d'un mois à partir de l'arrivée de leurs propriétaires, il seront importés séparément pour leur compte par toute autre voie ou occasion. Un décret royal règlera le mode de payement et de perception des droits sur les articles importés par les douanes principales par des voyageurs venant de l'étranger.

b. Les offrandes destinées aux églises sur la production d'un certificat de l'évêque ou de son vicaire général.

c. Les objets destinés à l'Université nationale et à ses dépendances et importés sur la demande écrite du recteur.

d. Les objets d'art et de science, destinés à des associations artistiques ou scientifiques reconnues, moyennant l'autorisation préalable du Ministre des finances.

e. Les décors, accessoires et costumes des acteurs et chanteurs, exclusivement propres à des représentations théâtrales et destinés à être réexportés conformément aux dispositions relatives au transit, et moyennant un cautionnement garantissant les droits d'entrée pour le cas où leur réexportation ne s'effectuerait pas dans un délai de six mois.

f. L'exemption temporaire est accordée aux bêtes de somme et de trait, telles que chevaux, mulets et ânes, entrant par la frontière de terre, employées pour le transport des voyageurs ou des marchandises ou appartenant à des voituriers ou ouvriers passant la frontière de la Grèce pour y exercer leur professison. A cet effet, on adoptera les dispositions en

vigueur pour le transit, mais les importateurs devront fournier caution en garantie des droits dans le cas où lesdits animaux ne seraient pas réexportés par la même Douane dans le délai de huit mois. Cette exemption est également applicable aux poulains et ânons accompagnant leur mère.

g. Les objets qui reviennent dans le royaume après en avoir été exportés, si leur identité est établie au moyen de marques apposées par l'autorité douanière au moment de leur exportation.

h. Les produits naturels indigènes qui reviennent en Grèce après en avoir été exportés, si des produits semblables n'existent pas à l'etranger. Cette exemption pourra également s'étendre à tous autres produits indigènes, moyennant une autorisation spéciale du Ministre des finances, si l'identité des marchandises est démontrée d'une manière incontestable par des signes extérieurs bien distincts ou s'il résulte de certificats qu'elles n'ont pas été mises en vente sur des marchés à l'étranger. Cette preuve devra cependant être fournie dans un délai de quinze jours au plus tard à partir de la date de leur réimportation dans le royaume.

i. Les objets importés comme pièces à conviction par l'autorité judiciaire. Cependant, si, après le procès, ces objets doivent rester dans le royaume, ils seront adressés à la douane par les soins de l'autorité judiciaire même, et ils acquitteront les droits de douane qui leur sont applicables.

j. Les contenants importés pour l'emballage des produits indigènes seront considérés comme étant en transit et mis à la libre disposition des importateurs après que leur identité aura été attesté au moyen des marques distinctives apposées par la douane et moyennant caution suffisante pour leur réexportation dans le délai accordé pour le transit, délai fixée à six mois pour les localités où il n'existe aucun entrepôt de transit.

k. Les articles importés pour être réparés ou pour subir des modifications, moyennant l'autorisation spéciale du Ministre des finances, et conformément aux stipulations de l'alinéa j., ci-dessus.

l. Les objets importés pour les besoins du service public, ainsi que les conduits par l'eau importés par les municipalités, moyennant l'autorisation spéciale du Ministre des finances.

m. Les échantillons sans valeur. Cependant, si ces échantillons avaient une valeur permettant de les utiliser dans le commerce en tout ou en partie, on pourra, sous les restrictions du transit, les retirer des entrepôts après que l'indentité de chaque échantillon aura été établie au myoen d'une marque quelconque apposée par la douane et à condition que l'on ait fourni une garantie suffisante pour le paymentdes droits d'entrée pour le cas ou ils ne seraient pas réexportés dans le délai de trois mois dans le même état du même port oud'un autre port ouvert à l'importation.

n. Les articles arrivant en Grèce et destinés à des expositions dans le royaume et qui, avec l'autorisation préalable du Ministère des finances, sont confiés aux comités, sous les restrictions du transit et sous leur responsabilité personelle, lesdits comités étant tenu de fournir une garantie écrite qui sera annulée quand les mêmes objets seront réexportés dans le même état dans le délai de trois mois à partir du jour où l'exposition

aura été officiellement clôturée. Dans le cas contraire, les comités seront tenus de payer les droits d'entrée, de quai, d'octroi et toutes autres taxes. Seront également exempts de toutes taxes quelconques les objets envoyés de l'intérieur dans le même but.

Art. 15. — Un décret royal pourra soumettre à la formalité d'un contrôle les articles destinés à un usage déterminé et importés en franchise de droits, en vertu du tarif, de la présente loi ou de lois ou conventions spéciales.

Les produits bénéficiant de ce regime de faveur, qui n'auraient pas été employes à l'usage pour lequel ils étaient destinés, devront acquitter les droits d'entrée qui étaient en vigueur au moment de leur importation.

L'introduction clandestine desdits articles dans la consommation générale ou leur application frauduleuse à d'autres usages que ceux déclarés, sera considérée et punie comme contrebande, soit que la fraude ait été découverte au moment même, soit qu'elle ait été prouvée de toute autre manière.

Chapitre V.

Matières explosibles.

Art. 16. — Pour les matières explosibles, telles que poudre à feu, dynamite, nitroglycérine, engins explosifs, capsules ou cartouches, huiles minérales etc., les importateurs seront tenus de faire apposer sur leurs contenants ou emballages des étiquettes qui en indiqueront le contenu en caractères lisibles et apparents. Les capitaines des navires ou les agents de navigation à vapeur devront, de leur côté, faire à la douane une déclaration spéciale relative à ces mêmes contenants et colis avant qu'ils n'aient été débarqués, et, en conséquence de ces déclarations, les agents des douanes devront veiller à ce que ces matières soient déposées de façon à éviter tout accident.

Art. 17. — L'importateur qui aurait négligé de faire apposer une étiquette bien lisible sur les contenants de matières explosibles ou inflammables encourra une ammende de 50 à 1000 drachmes pour chaque contenant ou colis. Seront passibles de la même amende le capitaine ou l'agent de la compagnie de navigation à vapeur qui aurait omis de faire la déclaration requise, et la compagnie propriétaire du bâtiment importateur sera responsable du versement du montant de l'amende.

Appel pourra être interjeté contre les décisions rendues à ce sujet par les autorités douanières et, dans ce cas, il sera procédé conformement aux dispositions relatives aux infractions aux règlements de la douane.

Les amendes enconrues pour ces infractions ne sauraient exempter des autres peines prévues par le Code pénal.

Dans le cas où le capitaine ou l'agent aurait négligé de faire apposer l'étiquette sur le contenant des matières explosibles et d'en faire la déclaration spéciale à la douane, et si l'importateur omettait également de déclarer d'une manière précise le contenu à la réception en douane ou à l'occasion de son emmagasinage, il sera passible, en plus de l'amende infligée par l'autorité douanière, d'un emprisonnement de cinq jours à trois mois, sans préjudice de confiscation de la marchandise.

Chapitre VI.

. Droits de magasinage.

Art. 18. — Les marchandises déposées dans les entreptôs de la douane on dans ces dépendances, qu'elles proviennent de l'étranger ou de la Grèce, ne sont assujetties à aucun droit pendant huit jours, depuis et y compris le jour de leur débarquement.

Après ce délai et jusqu'au jour où sera déposée la déclaration pour la vérification, le transit ou l'expédition des marchandises nationales, jusqu'au jour où elles seront retirées, il sera perçu un droit de magasinage d'un lepton par jour et par contenant ou colis dont le poids ne dépasserait pas 50 ocques. Au-dessus de ce poids le droit sera doublé ou augmenté à raison de 50 ocques pour chaque contenant ou colis. Cette proportion sera applicable même aux marchandises qui n'ont pas d'emballage.

Après le délai de 15 jours, à partir du jour où le droit de magasinage ci-dessous indiqué aura été perçu, il sera payé le double de ce droit pour chaque jour et pour chaque contenant ou colis.

Art. 19. — Les marchandises déposées dans les entrepôts de transit eseron assujetties à une taxe d'un quart de lepton par ocque et pour chaque trimestre. Cette taxe sera calculée d'après le poids brut de la marchandise entreposée. Elle sera double pour les marchandises légères et encombrantes, telles que paniers de toute sorte, coton, ouate, tonneaux vides, laines brutes, houblon, poterie, avelanèdes, chanvre, cocons, cercles de cribles ou tamis, fruits secs en cosses, jouets d'enfants et bibelots, voitures, chapeaux et meubles emballés. Un décret royal rendu sur la proproposition du Conseil des ministres pourra ranger, dans la catégorie des marchandises légères ou encombrantes, d'autres objets qui ne seraient pas spécialement désignés.

Le droit de transit sera payé à la réception des marchandises ou lorsqu'on les retirera des entrepôts de la douane ou de transit.

Art. 20. — Aucun droit ne sera établi sur les objets déposées dans les entrepôts appartenant à des particuliers. Cependant les dispositions sur l'importation en général et le transit seront également applicables à ces marchandises.

De même, aucun droit ne sera perçu sur les marchandises transbordées de navire à navire; les dispositions relatives à l'importation en général seront applicables à ces marchandises si elles y sont assujetties à un droit d'importation. Lorsque la marchandise aura été déposée dans les entrepôts de douane et qu'elle y sera restée plus de huit jours, elle sera soumise aux droits de magasinage conformément aux prescriptions de l'article 18 de la présente loi. Pour le transbordement de navire à navire, une déclaration de transbordement ne sera exigée que lorsque, dans le manifeste présenté au premier port d'arrivèe, la destination de la marchandise pour un autre port n'aura pas été formellement indiquée.

Chapitre VII.

Taxes municipales (octroi).

Art. 21. — La taxe établie en faveur des communes en vertu de la loi 68 du 22 décembre 1847 sur les articles ou denrées importées de l'étranger ou arrivant d'autres communes pour la consommation locale ne devra pas dépasser 2 % de leur valeur.

Le prix des marchandises visées à l'alinéa ci-dessus sera fixé une première fois pour tout le royaume par décret royal rendu sur la proposition du Conseil des ministres.

Le prix ainsi fixé pourra être modifié sur la proposition du Conseil des ministres par décret royal promulgué au plus tard le 31 octobre, mais la perception de la taxe municipale sur la base de la nouvelle estimation ne sera exigible qu'à partir du 1er janvier de l'anné suivante.

Si la valeur d'un article n'avait pas été fixée, cette valeur sera établie par arrêté du Ministre de l'intérieur.

Art. 22. — En cas de contestation entre l'importateur et le percepteur au l'adjudicataire de la taxe municipale relativement à la classification d'un article d'après le tarif de l'octroi, l'autorité douanière compétente décidera. Appel de cette décision pourra être porté devant le Ministre de l'intérieur qui se prononcera en dernier ressort après avoir entendu la Commission visée à l'article 2.

Si l'importateur désire prendre livraison des marchandises en contestation, l'autorité douanière pourra, mais sous sa propre responsabilité, et moyennant caution, l'autoriser à les retirer.

Art. 23. — Sur l'avis du Conseil municipal, sanctionné par décret royal, la commune de Létrini pourra, en vertu de l'article 21, établir une taxe d'octroi, sur les céréales et farines importées du district de la douane de Catacolo et destinées à la consommation locale.

Art. 24. — Les dispositions de l'article 25 ne sont pas applicables aux taxes municipales.

Chapitre VIII.

Tares.

Art. 25. — Tout ce qui se rapporte à la tare est, en général, réglé par décret royal rendu sur la proposition du Ministre des finances.

Les contenants de tout genre, que les marchandises soient exemptes ou non, pouvant recevoir une destination propre, acquitteront les droits d'importation qui leur sont applicables, sauf le cas où, d'après le tarif ou en vertu de décrets royaux relatifs aux tares, ils seraient taxés conjointement avec les produits qu'ils contienent. Les contenants exempts seront déterminés par décrets royaux.

Chapitre IX.

Dispositions générales.

Art. 26. — Les taxes mentionnées à l'article 2 de la présente loi, ainsi que le droit ad valorem qui fait l'objet de l'article 3, sont perçus en espèces. Tout payement fait en billets de banque à cours forcé sera perçu avec la majoration établies dans le tarif, ainsi qu'il est stipulé dans les colonnes des droits payables en billets de banque. [Ces colonnes ont été supprimées].

Art. 27. — L'importation des produits du sol ou de l'industrie des pays limitrophes, effectuée par la frontière de terre, est autorisée, moyennant l'accomplissement des dispositions du règlement des douanes.

En vertu de l'article 39 de la loi organique des douanes, les manifestes devront être remis aux autorités sanitaires de la frontière.

Des décrets royaux détermineront:

a, La zone, le long de la frontière, à l'intérieur de laquelle tout délit de contrebande découvert sera considéré comme flagrant délit.

b. Les passages et routes à adopter pour l'importation dans l'intérieur, ainsi que les chemins à suivre dans la zone précitée.

c. Les produits qui devront être considérés ou non comme produits des pays limitrophes.

d. Tout ce qui est relatif à l'importation par voie de terre.

Art. 28. Chaque fois que le Ministre des finances saisira la Chambre d'un projet de loi tendant à modifier le tarif, les nouveaux droits ou augmentation de droits qui y seront proposés seront recouvrés à partir du jour où le projet de loi sera déposé à la Chambre, pourvu que cette dernière clause soit stipulée dans ce projet. Cependant, si le projet de loi était modifié, remise sera faite aux ayants droit de ce qu'ils auraient payé en plus.

Art. 29. — Les articles provenant des pays appliquant aux importations grecques les droits conventionnels peuvent, à leur arrivée en Grèce et par décret royal rendu sur la proposition du Conseil des ministres, bénéficier du régime conventionnel.

Art. 30. — Sont abrogés: la loi 1425 sur le tarif des douanes de 1887, ainsi que le tarif y annexé; les lois 1607 de 1887 et 1657 de 1888; l'article 2 de la loi 1701 de 1882, les lois 1762 de 1889, 1994 2000, 2011 et 2057 de 1892, sur les modifications apportées au tarif, les lois 1139 de 1884, 1786 de 1889 et 1995 et 2066 de 1892, relatives aux frontières de terre, ainsi que toute autre disposition contraire à la présente loi.

Chapitre X.

Dispositions transitoires.

Art. 3. — Les droits de douane établis dans le tarif ci-annexé seront applicables à partir du 1er janvier 1893.

La perception des droits, déjà effectuée depuis le 24 novembre 1892

en vertu du projet loi du 28 du même mois sur la classe 33 du tarif, est confirmée et maintenue.

La présente loi entrera en vigueur le jour qui suivra sa publication dans le Journal officiel.

La présente loi votée par le Parlement et sanctionnée aujourd'hui par Nous, sera pubilée dans le Jounal officiel et aura force de loi.

Athènes, le 30 décembre 1892,

Georges.

Le Ministre des Finances,
Ch. Tricoupis.

90.

GUINÉE FRANÇAISE.

Décret relatif à l'importation des armes à feu et des munitions dans la Guinée Française et dépendances; du 23 juillet 1892.

Bulletin international des tarifs douaniers. Organe de l'Union pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du Sénatus-Consulte du 3 mai 1854;

Vu les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, du 2 juillet 1890;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Guinée française et dépendances du 20 mars 1892;

Sur le rapport du Ministre de la Marine et des colonies,

Décrète:

Art. 1er. — L'importation, la vente, le transport et la détention d'armes à feu quelconques, de la poudre, des balles et des cartouches sont interdits dans la colonie de la Guinée française et dépendances, sauf dans les cas et sous les conditions ci-après déterminés.

Art. 2. — Les armes à feu et les munitions à l'usage des troupes, de la police ou de toute autre force publique ne sont pas soumises aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — La vente, le transport et la détention des fusils à silex non rayés et des poudres communues, dites de traite, sont présentement autorisés dans l'étendue de la Guinée française et dépendances. Le Gouverneur peut toutefois en prononcer l'interdiction pour tout ou partie du territoire de la colonie.

Art. 4. — A titre purement individuel, l'importation, le transport et la détention des armes à feu perfectionnées et de leurs munitions, c'est-à-dire autres que les fusils à silex non rayés et les poudres communes dites

de traite, pourront être exceptionnellement autorisés par le Gouverneur ou par un fonctionnaire de l'administration locale préposé à cet effet et dans les conditions déterminées par l'article 6.

Cette autorisation sera seulement accordée:

1° Aux personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les mvnitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers;

2° Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et les munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Art. 5. — Les armes à feu et les munitions quelconques, déjà importées dans la colonie, et celles qui y seront exceptionnellement importées dans les cas prévu à l'article 4 devront être déposées dans des entrepôts publics.

Les fusils à silex non rayés et les poudres communes dites de traite pourront seuls être admis dans les entrepôts particuliers ou fictifs.

Les personnes qui voudront faire sortir des armes ou de la poudre de ces entrepôts devront présenter à l'administration, tous les six mois, un état indiquant les quantités vendues ou retirées avec les destinations qui leur sont données, ainsi que les quantités restant en entrepôt.

Art. 6. — Les armes perfectionnées et leurs munitions, dont la détention à titre individuel sera autorisée conformément à l'article 4, devront être enregistrées au moment de leur entrée dans l'entrepôt et marquées par les soins de l'administration

Le fonctionnaire préposé à cet effet délivrera, aux personnes à qui l'autorisation prévue par l'article 4 aura été accordée, un permis de port d'armes indiquant le nom du porteur et l'estampille dont l'arme aura été marquée. Ces permis, révocables en cas d'abus constaté, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

Art. 7. — Dans le cas prévu par l'article précédent, les armes et les munitions ne pourront être retirées de l'entrepôt que sur la présentation du permis de port d'armes. Elles ne pourront être cédées ou vendues.

Le porteur d'un permis de port d'armes peut être requis en tout temps de justifier de la possession des armes qu'il est autorisé à conserver.

Art. 8. — Le transit des armes à feu et de leurs munitions ne sera autorisé, dans les territoires de la Guinée française et dépendances, que sous les conditions prévues par l'article 10 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Art. 9. — Toute personne, convaincue d'avoir, contrairement aux dispositions du présent décret, introduit, cédé ou vendu dans les colonies de la Guinée française et dépendances des armes prohibées ou leurs munitions, sera punie d'une amende de 1,000 à 2,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute personne, coupable de ne s'être pas conformée, soit au présent décret, soit à toute autre disposition, pour déposer dans un entrepôt ou pour en retirer des armes et des munitions, sera punie d'une amende de 500 à 1,000 francs.

Art. 10. — Dans les cas prévus par l'article précédent, il pourra être fait application des dispositions de l'article 453 du code pénal; s'il y a récidive, la peine pourra être portée au double.

Toute condamnation entraînera la confiscation des armes et des munitions irrégulièrement détenues, importées, cédées ou vendues.

Art. 11. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau le 23 juillet 1892.

Par le Président de la République: *Carnot.*

Le Ministre de la marine et des colonies,

A. Burdeau.

91.

GUINEE PORTUGAISE.

Décret sur le régime douanier; du 16 avril 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Art. 1er. — Est exempte de tout droit dans la Guinée Portugaise l'importation de tous les produits et marchandises, à l'exception de l'alcool, de l'eau-de-vie et de toute autre boisson alcoolique qui acquitteront le droit unique de 270 reis par décalitre *).

§ unique. — L'expédition en douane des armes et munitions de guerre sera toutefois soumise à des formalités qui feront l'objet d'un règlement spécial.

Art. 2. — La poudre et toutes les autres matières explosibles seront déposées dans les poudrières de l'État et assujetties à un droit de magasinage de 6 reis par mois et par kilogramme.

Art. 3. — Les produits ou marchandises de toute espèce ou provenance, exportés de la Guinée Portugaise, acquitteront un droit unique de 10 % ad valorem.

§ unique. — Les présent article n'est pas applicable aux vêtements et objets destinés à l'usage personnel des passagers et des voyageurs.

Art. 4. — En principe, la perception des droits de sortie se fera d'après les déclarations des exportateurs, sans qu'il y ait besoin de procéder à la vérification qui s'effectuera, exceptionnellement et d'office, quand il y aura des indices de fraude.

---

*) Dans la Guinée des limites de la zone de prohibition de l'entrée et de la fabrication des spiritueux sont: les territoires compris entre les rivières Coliba, Cogon et Pati-Pate, limités au sud-ouest par un arc de cercle passant à Candiafará, Candenbel et l'embouchure du Goloba; au nord-est par un arc de cercle dont le rayon aura 11 kilomètres et dont le centre sera Dandum; au sud par la frontière franco-portugaise.

Art. 5. — La commission visée par l'article 29 du décret du 20 décembre 1888 dressera tous les trimestres le tableau de la valeur moyenne des principales marchandises d'exportation. Ce tableau servira de base pour le calcul des droits à percevoir.

Art. 6. — Les produits ou marchandises importés dans la Guinée Portugaise ou qui en sont exportés ne pourront, sous aucun prétexte, être assujetties à une taxe locale.

Art. 7. — Sont maintenus les droits de tonnage et les droits sanitaires actuellement en vigueur.

Art. 8. — Toute inexactitude relevée dans les déclarations des exportateurs sera considérée comme tentative de fraude dans le payement des droits et, comme telle, punie d'une amende égale, au minimum, au double, et, au maximum, au quintuple des droits correspondant aux différences constatées.

Art. 9. — Les infractions aux règlements de la douane, quand même elles ne comporteraient pas de fraude, quant aux droits à percevoir, seront punies d'une amende de 2,000 à 200,000 reis, suivant les circonstances atténuantes ou aggravantes.

Art. 10. — En cas de fraude dans le payement des droits, les marchandises ainsi que leurs moyens de transport seront retenus comme garantie de l'amende, à moins que celle-ci n'ait été acquittée immédiatement ou que son montant n'en ait été déposé.

Art. 11. — Les propriétaires des marchandises et des moyens de transport sont responsables des actes de leurs commis, conducteurs agents ou préposés, en tout ce qui concerne le payement des droits et les infractions aux règlements douaniers.

Art. 12. — Pour les délits et contraventions dont il s'agit, la procédure sera conforme aux dispositions de la législation judiciaire et la sentence sera prononcée par le chef respectif du bureau de douane.

Art. 13. — Les intéressés pourront toujours interjeter appel des décisions prises par les autorités fiscales. Cet appel sera porté devant la commission visée par l'article 5 du présent décret.

Art. 14. — Le Gouvernement publiera les règlements nécessaires pour la complète exécution du présent décret.

Palais, le 16 avril 1892.

(S.) *Francisco Joaquim Ferreira do Amoral.*

Tableau des droits mentionnés à l'article 7.

A. — Droits de tonnage.

(Décret-loi du 21 octobre 1880.)

1 Navires à voiles au long cours, par tonneau de jauge équivalent à $2m^3$,83 . . . . Sh. 150

2 Navires à vapeur au long cours, id. . . . . Sh. 050

3 Bâtiments à vapeur au long cours, faisant un service régulier entre la métropole et les provinces d'outremer . . . . tonneau Sh. 025

4 Navires faisant le cabotage dans chaque province d'outre-mer, une fois par an seulement, à compter de la date du payement . . . . tonneau Sh. 150

Exemptions.

Sont exempts de droit de tonnage:

a. Les bâtiments de guerre de toute nationalité;

b. Les navires marchands qui, par suite d'un cahier des charges ou de traités internationaux et de lois speciales, sont exempts du payement de cette taxe;

c. Les bâtiments nationaux ou étrangers exclusivement employés à la pêche.

d. Les navires marchands entrant dans un des ports des provinces d'outre-mer en relâche forcée.

B. — Émoluments sanitaires.

(Ce tableau fixe les émoluments sanitaires pour les ports de la Guinée Portugaise).

92.

LIBÉRIA, FRANCE.

Arrangement relatif à la délimitation des possessions de la France et des territoires de la République de Libéria; signé à Paris le 8 décembre 1892 *)

Archives Diplomatiques 1894.

Les soussignés:

Hanotaux, Ministre plénipotentiaire, directeur des Consulats et des affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères de la République française, etc., etc.;

Haussmann, chef de division au sous-secrétariat d'Etat des Colonies de la République française etc., etc.;

Et le Baron de Stein, Ministre résident et consul général de la République de Libéria en Belgique, commissaire de la République de Libéria près le Gouvernement de la République française, etc., etc.

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de la République de Libéria, à l'effet de préparer un accord relatif à la délimitation des possessions françaises et des territoires de la République de Libéria,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 10 août 1894.

Sont convenus des dispositions suivantes, de part et d'autre, sauf ratifications des Gouvernements respectifs:

Article premier. — Sur la Côte d'Ivoire et dans l'intérieur, la ligne frontière entre les possessions françaises et la République de Libéria sera constituée comme suit conformément au tracé rouge porté sur la carte annexée au présent arrangement en double et paraphée, savoir:

1° Par le thalweg de la rivière Cavally jusqu'à un point situé à environ 20 milles au sud du confluent de la rivière Fodédougou-Ba, à l'intersection du 6°30' de latitude nord et du 9°12' de longitude ouest;

2° Par le parallèle passant par ledit point d'intersection jusqu'à la rencontre du 10° de longitude ouest de Paris, étant entendu, en tout cas, que le bassin du grand Seisters appartient au Libéria et que le bassin du Fodédougou-Ba appartient à la France;

3° Par le méridien 10° jusqu'à sa rencontre avec le 7° de latitude nord; à partir de ce point, la frontière se dirigera en ligne droite vers le point d'intersection du 11° avec le parallèle qui passe par Tembi-Counda, étant entendu que la ville de Barmaquirlla et la ville de Mahomadou appartiendront à la République de Libéria, les points de Naalah et de Mousardou restant par contre à la France;

4° La frontière se dirigera ensuite vers l'ouest, en suivant ce même parallèle jusqu'à sa rencontre, au 13° de longitude ouest de Paris, avec la frontière franco-anglaise de Sierra-Leone.

Ce tracé devra, en tous cas, assurer à la France le bassin entier du Niger et de ses affluents.

Art. 2. — La navigation sur la rivière Cavally, jusqu'au confluent du Fodédougou-Ba, sera libre et ouverte au trafic et aux habitants des deux pays.

La France aura le droit de faire, à ses frais, dans le cours ou sur l'une et l'autre rive du Cavally, les travaux qui pourraient être nécessaires pour le rendre navigable, restant toutefois entendu que, de ce fait, aucune atteinte ne sera portée aux droits de souveraineté qui, sur la rive droite, appartiennent à la République de Libéria. Dans le cas où les travaux exécutés donneraient lieu à l'établissement de taxes, celles-ci seraient déterminées par une nouvelle entente entre les deux Gouvernements.

Art. 3. — La France renonce aux droits résultant pour elle des anciens traités conclus sur différents points de la côte des Graines, et reconnaît la souveraineté de la République de Libéria sur le littoral à l'ouest de la rivière Cavally.

La République de Libéria abondonne, de son côté, toutes les prétentions qu'elle pouvait faire valoir sur les territoires de la Côte d'Ivoire, situés à l'est de la rivière Cavally.

Art. 4. — La République de Libéria facilitera, comme par le passé, dans la mesure de ses moyens, le libre engagement des travailleurs sur la côte de Libéria par le Gouvernement français ou par ses ressortissants. Les mêmes facilités seront accordées réciproquement à la République de Libéria et à ses ressortissants, sur la partie française de la Côte d'Ivoire.

Art. 5. — En reconnaissant à la République de Libéria les limites

qui viennent d'être déterminées, le Gouvernment de la République française déclare qu'il n'entend s'engager que vis-à-vis de la République libérienne libre et indépendante, et fait toutes ses réserves, soit pour le cas où cette indépendance se trouverait atteinte, soit dans le cas où la République de Libéria ferait abandon d'une partie quelconque des territoires qui lui sont reconnus par la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 8 décembre 1892.

(L. S.) Signé: *G. Hanotaux.*
J. Haussmann.
Baron *de Stein.*

93.

MONACO — PAYS-BAS.

Convention d'extradition; signée à la Haye le 26 juin 1894*).

Archives Diplomatiques 1894.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et, en son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, le sieur Gérard, Henri-Arnaud-Nicolas Rietstap, Chevalier de son Ordre de Saint-Charles, son Consul général à La Haye;

Et Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, les sieurs Jonkheer Jean Roëll, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Guillaume van der Kaay, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Ministre de la Justice de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Le Gouvernement de Monaco et le Gouvernement du Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée:

1° Attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille;
2° Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;
3° Menaces faites par écrit et sous une condition déterminée;
4° Avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

---

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 18 août 1894.

5° Sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec préméditation ou sévices graves;

6° Viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au-dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au-dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

7° Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs;

8° Bigamie;

9° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10° Enlèvement de mineurs;

11° Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non contrefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12° Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi;

13° Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée; détention ou introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

14° Faux serment;

15° Corruption de fonctionnaires publics; concussion; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16° Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17° Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre, ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18° Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

19° Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20° Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21° Le fait, commis à dessein, d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22° Vol;

23° Escroquerie;

24° Abus de blanc-seing;

25° Détournement;

26° Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Toutefois, l'extradition n'aura lieu que pour autant que l'infraction aura été constatée de telle manière que les lois du pays, où la personne poursuivie sera trouvée, permettraient sa détention et sa mise en jugement, si le crime ou le délit y avait été commis, et qu'elles n'interdiraient pas son extradition.

Art. 2. — L'extradition n'aura pas lieu:

1° Lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté;

3° Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Art. 5. L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente Convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers, sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après savoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la Convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le

juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'art. 7 de la présente Convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'état auquel l'extradition à été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. — L'extradition sera demandée par la diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'un ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'aprés sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9. — En atténdant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente Convention, pourra être demandée:

Du côté de la Principauté de Monaco, par le Gouverneur général, l'Avocat général ou le Juge d'instruction;

Du côté des Pays-Bas, par tout Officier de justice ou tout Juge d'instruction (juge commissaire).

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10. — L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente Convention, n'a pas été faite.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une Commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence, toutefois, une Commission rogatoire pourra être directement adressée

par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute Commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12. — Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13. — Lorsque dans une cause pénale non politique la confrontation de criminels détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14. — Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'art. 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des art. 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant:

Art. 15. — Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des Commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 16. — La présente Convention, laquelle n'est pas applicable aux Colonies, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la Convention du 10 août 1876

cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente Convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs on signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à La Haye, le vingts-six juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) Signé: *Rietstap.*
Roell.
Van der Kaay.

94.

LUXEMBOURG.

Loi concernant la police des étrangers; et principaux Documents formant les travaux préparatoires de la loi; du 30 décembre 1893*).

Archives Diplomatiques 1894.

Nous, Adolphe, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 22 décembre 1893 et celle du Conseil d'Etat en date du même jour, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonnée et ordonnons:

Article premier. — Tout étranger, non admis à domicile, qui se propose d'établir sa résidence dans le Grand-Duché, devra, dans les cinq jours à partir de son arrivée, faire à l'autorité locale de la commune où il voudra fixer cette résidence, une déclaration à ces fins.

En cas de changement de résidence, une nouvelle déclaration sera faite dans le même délai devant l'autorité locale de la commune où l'étranger aura fixé sa nouvelle résidence.

Ces déclarations comprendront toutes les personnes étrangères qui vivent dans le ménage du déclarant ou demeurent avec lui, y compris ses domestiques étrangers.

Un récépissé de sa déclaration sera délivré gratuitement à l'intéressé

---

*) Mémorial du Grand-Douché du 4 janvier 1894.

Art. 2. — Il est défendu à toute personne, sous les peines édictées par la présente loi, d'occuper comme domestiques ou ouvriers ou de recevoir comme locataires, des étrangers qui ne prouvent pas qu'ils ont fait la déclaration prescrite par l'exhibition du récépissé prévu par l'article premier.

Art. 3. — La déclaration prescrite par l'article premir contiendra les indications nécessaires pour pouvoir constater et respectivement vérifier l'état civil, les antécédents et les moyens d'existence de l'étranger et des autres personnes comprises dans la déclaration.

Elles sont transmises aussitôt au parquet de la Cour par l'autorité ou l'agent chargé de la recevoir.

Art. 4. — L'extrait du registre prévu par l'art 555 du Code pénal est dressé en double dans la forme d'un état collectif. L'un des doubles est remis dans les vingt-quatre heures de l'inscription au dit registre au parquet de la Cour et l'autre à l'autorité locale.

Un arrêté ministériel déterminera le mode de transmission de ces extraits.

Art. 5. — L'entrée dans le Grand-Duché peut être refusée à l'étranger reconnu comme dangereux ou comme pouvant compromettre la tranquillité et l'ordre publics.

L'établissement dans le pays peut être refusé à ces mêmes étrangers, ainsi qu'à ceux dépourvus de papiers de légitimation ou de moyens d'existence suffisants pour eux et leur famille.

Art. 6. — L'étranger non résidant trouvé en état de vagabondage ou de mendicité ou en contravention à la loi sur les professions ambulantes dans une commune frontière du pays, et celui auquel l'entrée dans le pays a été refusée en conformité de l'art. 5 § 1er, peuvent être conduits immédiatement à la frontière par la force publique.

Pourront être également conduits directement à la frontière par la force publique les étrangers non résidants qui seront trouvés dans le Grand-Duché, en réunion de trois ou d'un plus grand nombre, en état de vagobondage ou de mendicité, ou en contravention à la loi sur les professions ambulantes.

Art. 7. — L'étranger résidant dans le Grand-Duché, qui, par sa conduite, compromet la tranquillité ou l'ordre publics, ou qui a été condamné ou est poursuivi à l'étranger pour un crime ou délit donnant lieu à extradition, conformément à la loi ou aux traités sur la matière, peut être contraint de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé, ou même être renvoyé ou expulsé du Grand-Duché, tant que son extradition n'est pas demandée.

Peuvent également être expulsés: 1° les étrangers qui continuent à résider dans le pays, après qu'ils auront été dûment avertis que l'établissement dans le Grand-Duché leur a été refusé; 2° ceux qui, après avoir été renvoyés ou conduits à la frontière, en vertu de l'art. 6, reparaissent dans le pays endéans les deux années; et 3° ceux qui ne se seront pas conformés aux conditions de résidence imposées par le premier paragraphe

prévue par les art. 9 et 10 du Code civil, l'art. 10 de la Constitution et l'article unique de la loi interprétative du 5 février 1890, ne peut être expulsé avant l'échéance du délai d'option.

Art. 9. — Les mesures prévues par l'art. 5 de la présente loi sont prises par le Gouvernement et celles prévues par l'art. 7 après délibération du Gouvernement en conseil, par le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions le service de la police générale.

Ces arrêtés ne sont susceptibles d'aucun recours.

Les arrêtés d'expulsion seront signifiés par huissier, à la réquisition du procureur général, aux étrangers qu'ils concernent. Les actes de notification sont soumis au tarif en matière répressive.

Les arrêtés pris en vertu de l'art. 5 seront transmis aux intéressés par voie administrative.

Art. 10. — L'arrêté d'expulsion fixera le délai endéans lequel l'expulsé devra quitter le pays.

Les expulsés, se trouvant en état de détention, peuvent être conduits à la frontière dès l'expiration de leur détention.

Art. 11. — L'individu expulsé, en vertu de l'art. 7. a la faculté de désigner la frontière par laquelle il entend quitter le pays.

Faute par lui de faire connaître cette désignation, la frontière est désignée d'office par le procureur général.

L'expulsé qui serait trouvé dans le pays après l'expiration du délai à lui accordé pour le quitter, sera conduit à la frontière par la force publique.

Art. 12. — Seront punis d'une amende de dix francs à vingt-cinq francs :

1° L'étranger qui aura négligé de faire, dans le délai prescrit, la déclaration prévue par l'article premier, ou l'aura faite d'une façon incomplète au regard des prescriptions de l'art. 3, ou qui refusera de produire son récépissé à première réquisition ;

2° Ceux qui auront négligé de fournir, dans le délai prescrit, l'extrait prévu par l'art. 4 ou l'auront produit dans une forme incomplète au regard des prescriptions de l'art. 555 du Code pénal ;

3° Ceux qui auront reçu comme domestiques, ouvriers ou locataires, des étrangers non munis du récépissé constatant qu'ils ont fait la déclaration prévue par l'article premier.

Les art. 565 et 566 du Code pénal sont applicables aux contraventions prévues par le présent article.

En cas de récidive, le Tribunal est autorisé à prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement pendant douze jours au plus.

Art. 13. — Seront punis d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, les étrangers qui lors des déclarations de résidence, auront donné sciemment à l'autorité compétente de fausses indications sur leur état civil, leur lieu de naissance ou celui de leur dernière résidence, ou sur l'état civil, le lieu de naissance ou celui de la dernière résidence des autres personnes comprises dans la déclaration.

mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, les étrangers expulsés qui sont rentrés dans le Grand-Duché sans autorisation préalable.

A l'expiration de leur peine, ils seront conduits à la frontière.

Art. 15. — Le livre Ier du Code pénal, à l'exception des §§ 2 et 3 et de l'art. 72 et du § 2 de l'art. 76, ainsi que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux Cours et aux Tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux délits prévus par les art. 13 et 14.

Art. 16. — La loi du 10 mars 1880, ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi, sont abrogées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial, pour être observée et exécutée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 30 décembre 1893. *Adolphe.*

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
Eyschen.

Rapport du Procureur général.

Luxembourg, le 9 septembre 1892.

Monsieur le Ministre d'Etat,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus un avant-projet de loi sur la police des étrangers dans le Grand-Duché, auquel je crois devoir ajouter les observations qui suivent:

Une expérience de près de huit ans, acquise dans la pratique de la police des étrangers, m'a convaincu de l'insuffisance de notre législation sur cette matière. La lacune la plus sensible consiste dans l'absence d'une disposition rendant obligatoire la déclaration d'arrivée des étrangers venant se fixer dans le Grand-Duché.

Si, depuis 1884, la division de la police des étrangers créée en mon parquet a pu rendre des services appréciables et appréciés, ils sont à attribuer en grande partie au concours dévoué et éclairé du corps de police, et particulièrement de notre gendarmerie, à laquelle était dévolue la pénible mission de se mettre constamment à la recherche des étrangers arrivés dans le pays. Pour certaines brigades du bassin minier, ce travail constitue la partie la plus onéreuse du service des gendarmes.

Malgré ce dévouement, le service est resté imparfait en présence des difficultés incessamment suscitées par des étrangers récalcitrants, à l'égard desquels nous sommes désarmés. Le cas Uebing de Hollerich me dispense de tout commentaire.

Le projet que j'ai l'honneur de vous soumettre a pour objet de remédier à cette situation.

L'article premier rend obligatoire la déclaration d'arrivée ou de résidence de tout étranger et de tout individu né à l'étranger. Le but du texte souligné est d'enlever tout prétexte à une ommission de déclaration qu'on voudrait expliquer par la circonstance que le résident, quoique né

à l'étranger, a été supposé de nationalité luxembourgeoise. Les questions de nationalité, souvent très difficiles, n'appartiennent pas à l'appréciation de la police et ne doivent pas servir de prétexte pour entraver la marche d'un service public.

Le dernier alinéa de l'art. 2 impose la déclaration d'arrivée même aux étrangers qui ne tiennent pas de ménage dans une localité, qui n'y font même que des apparitions de peu de durée pour disparaître et reparaître aux moments choisis et se perdre ensuite dans la foule. Ce sont précisément ceux qu'il importe de signaler particulièrement en temps d'effervescence ou de crise: on a fais à cet égard des expériences instructives en Belgique. lors des grènes, où l'on a constaté dans le pays la présence d'un assez grand nombre d'agitateurs, dont l'arrivée n'avait pas été annoncée.

L'article 5 prescrit la transmission immédiate au parquet général des extraits des registres d'hôtel concernant les étrangers de passage.

Une prescription analogue existe également en Belgique (V. circulaires de 31 octobre 1839, 28 janvier 1858, 30 mai 1865, 11 avril 1881), sans cependant être fondée sur un texte de loi.

Quoique cette mesure perde incontestablement de son utilité par suite d'inscriptions fausses ou de fantaisie, qu'on se permet malheureusement trop souvent, elle constitue cependant un élément indispensable du service de la police des étrangers, et quelques condamnations sévères pour fausses inscriptions serviront de salutaire avertissement.

D'ailleurs, la communication de ces extraits se fait au parquet général depuis 1887: les bulletins y sont classés alphabétiquement et ils ont souvent servi à découvrir des criminels qui s'étaient réfugiés dans notre pays ou qui l'avaient traversé pour passer ailleurs.

L'article 6 autorise le refus d'entrée dans le pays à des étrangers indignes de notre hospitalité. En temps de crise ou d'effervescence, il importe de pouvoir fermer la frontière à des individus reconnus ou soupçonnés dangereux pour l'ordre public. D'un autre côté, l'entrée du pays semble devoir être également refusée à des étrangers qui, sans prendre une résidence fixe dans le Grand-Duché, y font cependant des séjours fréquents, quoique fugitifs, et s'y signalent régulièrement par des méfaits. Le refus d'entrée concerne particulièrement des individus de l'espèce indiquée et qui sont domiciliés dans le voisinage de notre pays. Comme la législation actuelle ne permet que l'expulsion des étrangers résidant dans le Grand-Duché, elle n'atteint pas les étrangers nonrésidants.

Il a été soutenu que le droit de refouler des étrangers à la frontière découle de l'article 9 du décret du 23 messidor an III, qui est ainsi conçu:

«Tout étranger, à son arrivée dans.......... une commune frontière de la République, se présentera à la municipalité; il déposera son passeport qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé. Il demeurera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de la surveillance.»

Il résulte du texte de cette disposition que, loin de conférer le droit

Au surplus, le décret de messidor a un caractère exclusivement politique: il a pour objet «l'exclusion des étrangers nés dans les pays avec lesquels la République française est en guerre (art. 1er)». Les étrangers, originaires d'autres pays ou neutres, ne peuvent rester ou rentrer en France que s'ils sont reconnus et avoués par leurs ambassadeurs ou agents respectifs (art. 5). Les passeports dont ils doivent être munis, ayant été vérifiés et visés par le Gouvernement, emportent l'autorisation définitive de résider.

Les étrangers ainsi autorisés peuvent être des criminels: il suffit qu'ils soient originaires d'un pays ami ou neutre pour pouvoir résider en France. D'après cela, on doit convenir que le décret de messidor est d'une utilité absolument douteuse dans le service de la police des étrangers. Il me paraît difficile d'admettre que ce décret, qui accorde formellement à l'étranger le droit de demeurer dans une localité du pays, en attendant le visa de son passeport, puisse être interprété en ce sens qu'il sanctionne le droit de refuser ce séjour et de renvoyer l'étranger immédiatement à la frontière!

A mon avis, nous sommes donc désarmés vis-à-vis des étrangers, dont l'arrivée dans le pays peut constituer un danger imminent et que l'intérêt public commande de refouler immédiatement à la frontière.

L'article 7 fournit le moyen de refouler par la force les étrangers visés par l'article précédent, qui n'obtempéreraient pas à l'injonction qui leur est faite de rebrousser chemin.

Il prévoit également le renvoi forcé, sans sommation préalable, des vagabonds et mendiants ainsi que des bandes de bohémiens, etc., qui sont trouvés dans le pays. L'expulsion sommaire de ces individus suspects se pratique, d'ailleurs, depuis longtemps déjà: quoique commandée par la force des choses, elle ne s'appuie pas sur une disposition légale.

Les articles 346 et 356, n° 6, du code pénal autorisent bien la mise à la frontière des vagabonds et mendiants, mais à la condition seulement qu'une condamnation soit intervenue.

Le projet maintient la poursuite à l'égard des vagabonds trouvés isolément ou réunis à moins de trois personnes dans l'intérieur du pays, parce qu'il est à présumer que ces individus ont déjà exploité privée la charite sur une plus grande échelle et qu'il pourrait paraître inopportun de les laisser impunis. Par contre, la poursuite de bandes de vagabonds nous occasionnerait des frais d'entretien considérables et de véritables embarras inhérents à l'organisation de nos prisons cantonales, qu'il paraît indiqué d'éviter.

C'est par cette considération que le projet prévoit la mise à la frontière des vagabonds, etc., lorsqu'ils sont trouvés même dans l'intérieur du pays, en réunion de trois ou plus de trois personnes.

L'article 8 est la reproduction des articles 1er et 2 de la loi du 10 mars 1880, avec certaines modifications.

Tandis que la loi de 1880 ne prévoit le droit d'expulsion qu'à l'égard des individus condamnés à l'étranger pour des infractions donnant lieu à extradition, le projet l'admet également pour les individus poursuivis à l'étranger du chef d'une de ces infractions.

Cette ajoute se justifie par la considération que souvent, en Allemagne

surtout, les poursuites sont tenues en suspens par suite de la fuite de l'inculpé. Elle serait superflue si les autorités étrangères se décidaient à provoquer toujours l'extradition de l'inculpé, dont nous parviendrions de cette manière à nous débarrasser sans arrêté d'expulsion. Mais j'ai constaté dans la pratique que tel n'est pas souvent le cas.

Comme il pourrait être souvent objecté qu'avant la condamnation, la culpabilité n'est pas établie, il échet de faire remarquer que la poursuite constitue une présomption de culpabilité, alors surtout qu'elle est suivie de la fuite de l'inculpé. Au surplus, si l'extradition peut avoir lieu sur un acte de poursuite, on se demande pourquoi l'expulsion semblerait moins justifiée.

L'article 8 prévoit également l'expulsion des étrangers dépourvus de papiers de légitimation ou de moyens d'existence qui n'obtempéreraient pas à la sommation de quitter le pays. Cette disposition, jointe à l'alinéa final de l'art. 6 du projet, doit remplacer l'article 7, deuxième alinéa, de la loi de 1843 sur le domicile de secours.

Le même article étend le droit d'expulsion aux étrangers qui, reconduits à la frontière en vertu de l'article 7, reparaîtraient dans le pays endéans les deux années, ainsi qu'à ceux qui ne se seraient pas conformés aux conditions de résidence leur imposées par le premier paragraphe de l'article 8.

La loi de 1880 ne suspend le droit d'expulsion qu'à l'égard de l'enfant ne pouvant exercer le droit d'option prévu par l'article 9 du Code civil. C'est sans doute par oubli que le droit d'option prévu par l'article 10 du Code civil et par l'article 10 de la Constitution n'y a pas été compris.

Il convient également d'y comprendre les droits d'option qu'on peut faire valoir en vertu de la loi interprétative du 5 février 1890.

L'article 9 comble ces lacunes.

L'article 10 est la reproduction de l'article 3 de la loi de 1880 modifié.

Cette dernière disposition prévoit des actes d'huissier, mais ne détermine pas à quel tarif des frais les actes de notification sont soumis.

Suivant le même article 3 de la loi de 1880 «l'arrêté d'expulsion accordera à l'étranger un «délai qui devra être d'un jour franc au moins.»

D'après l'article 11, le procureur général fixe le délai endéans lequel l'expulsé devra quitter le pays. Cette fixation dépend d'une foule de circonstances qui, le plus souvent, ne peuvent être ni connues ni appréciées au moment de la proposition d'expulsion et qui, après la notification de l'arrêté d'expulsion, peuvent se modifier à chaque instant.

Dans la pratique, ce délai a toujours été fixé par le procureur général: le projet a pour but de consacrer cette pratique.

Comme il se présente des cas où il importe de faire quitter immédiatement le pays à un étranger exceptionnellement dangereux, il convient de ne pas limiter les pouvoirs du procureur général. Les cas dans lesquels on oblige l'étranger de regagner immédiatement la frontière sont

Le loi de 1880 accorde ce délai de vingt-quatre heures même à des étrangers détenus.

Cette disposition ne se justifie absolument pas. Elle présente ce grand inconvénient que des individus dangereux, écroués depuis des mois, des années même, dans nos prisons, pour subir la peine qui a motivé leur expulsion, ont dû être mis en liberté et ont pu ainsi compromettre chez nous l'ordre public et exercer souvent des actes de vengeance.

Le deuxième alinéa de l'art. 11 dispose que les expulsés se trouvant en état de détention peuvent être conduits à la frontière dès l'expiration de leur détention.

L'article 12 est la reproduction de l'article 4 de la loi de 1880. Quelques modifications ont paru nécessaires.

La loi de 1880 porte que l'expulsé »est tenu« de désigner la frontière par laquelle il veut quitter le pays, mais elle ne prévoit par le cas où l'expulsé se refuse de faire cette désignation. Ces refus se sont produits. Le projet dispose que, dans ce cas, la frontiére est désignée d'office par le procureur général.

Le loi de 1880 prévoit la délivrance d'une feuille de route traçant l'itinéraire de voyage que doit suivre l'expulsé et la durée du séjour qu'il fera dans chaque lieu oú il doit passer. Cette formalité, qui a sa raison d'être dans les grands pays, n'a pas de but chez nous, ou l'on arrive dans quelques heures à la frontière. C'est par ce motif qu'elle a été omise dans le projet.

L'article 13 contient la sanction pénale de l'obligation de la déclaration d'arrivée des étrangers dans le pays, et prévoit des peines contre les étrangers qui donnent de fausses indications pour dérouter les autorités chargées de faire établir leur état civil et leurs antécédents, ainsi que contre ceux qui rendent coupables de rupture de ban.

L'absence d'une sanction pénale contre les fausses déclarations a été particulièrement regrettée dans le service de la police des étrangers. Il n'y a que les individus dangereux ou suspects qui aient intérêt à tromper les autorités sur leur identité, et cependant notre législation actuelle nous laisse impuissants à l'égard de ces individus, tant que le port d'un faux nom patronymique ne peut être établi. Or, la preuve du port d'un faux n'est possible qu'à la condition de connaître le vrai nom.

Il semble dès lors indiqué de faire de ces fausses déclarations un délit spécial.

La disposition transitoire a pour objet d'autoriser le Gouvernement à conclure des traités pour le rapatriement des étrangers indigents. Le seul traité que nous ayons à cet égard est la convention de Gotha, conclue à un moment où nous faisions partie de la Confédération germanique.

Ces traités sont le complément indispensable de la législation sur la police des étrangers.

Des raisons d'humanité rendent souvent impossible l'expulsion d'étran-

tière, avant de lui avoir assuré, ainsi qu'à sa famille, un nouvel asile dans sa patrie. Or, ces mesures humanitaires ne sont possibles qu'en vertu de traités de rapatriement.

A diverses reprises déjà le parquet général a cru devoir accentuer la nécessité de pareils traités: la disposition proposée permettrait au Gouvernement de combler la lacune signalée.

Le Procureur général,
Chomé.

Dépêche au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 19 octobre 1892.

Monsieur le Président,

En vous transmettant ci-joint un projet de loi concernant la police des étrangers, et le rapport afférent de M. le procureur général d'Etat, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'adhère aux propositions y portées et aux développements y formulés, sous la réserve suivante;

A l'appui de l'article 6, permettant au Gouvernement de refuser à l'étranger l'entrée dans le Grand-Duché, M. le procureur général d'Etat expose sa manière de voir sur la portée de l'article 9 du décret du 23 messidor an III. et en conclut que, sous la législation actuelle, nous sommes désarmés vis-à-vis des étrangers dont l'arrivée dans le pays peut constituer un danger imminent et que l'intérêt public commande de refouler immédiatement à la frontière. Depuis longtemps je regette d'être en divergence d'opinion sur ce point avec l'honorable chef du parquet général.

C'est ainsi, par exemple, que dans l'exposé des motifs sur le projet de loi concernant le domicile des secours (30 novembre 1887), j'ai considéré l'article 9 du décret du 13 messidor an III, publié chez nous le 18 brumaire an IV, comme la base des droits de la police administrative à l'égard de tous les étrangers non résidants, sans distinction de fortune.

En Belgique, où cet article est également encore en vigueur et où il est fréquemment appliqué, les autorités en déduisent, comme autrefois en France:

1° Que le gouvernement a le droit absolu de refuser l'entrée dans le pays à des citoyens étrangers, même munis de passeports;

2° Que le Gouvernement peut ordonner, sans procédure, le renvoi du territoire non seulement des étrangers qui arrivent, mais encore de ceux qui y séjournent depuis un certain temps, sans avoir cependant acquis la qualité de résidant.

Le séjour clandestin, quelle que soit sa durée, ne peut conférer à l'étranger le droit dérivant pour l'étranger de la résidence, c'est-à-dire de ne pouvoir être expulsé qu'en vertu d'un arrêté pris conformément aux lois des 22 septembre 1835/6 février 1885, concernant l'explusion des étrangers (loi luxembourgeoise du 10 mars 1880).

«C'est en vertu du décret susdit de l'an III que le Gouvernement

justice lors de la discussion de la loi du 2 juin 1874. Le texte n'accorde pas formellement aux étrangers le droit de demeurer dans une localité du pays, en attendant le visa, mais l'article déclare que les étrangers demeureront, en attendant le visa, sous la surveillance de la municipalité, qui lui accordera une carte de sûreté provisoire, énonciative de la surveillance.

Or, si l'administration ne juge pas à propos d'accorder le visa, la loi ne prononçant nullement cette obligation, il est certain que l'étranger qui se présente ne demeurera ni dans le pays, ni sous la surveillance de la police municipale. Cet état provisoire ne se réalisera pas dans cette occurrence. Où voudrait-on prétendre que l'administration doit accorder le visa dans tous les cas, quels que soient les renseignements connus d'avance sur l'individu qui désire entrer? Ce serait méconnaître à l'Etat le droit de veiller à sa conservation, droit naturel qui réside dans sa souveraineté. Tout homme peut repousser par la force l'individu qui viole son domicile: comment refuser ce droit à l'Etat contre l'individu qu'il sait être un promoteur de troubles et de désordre.

Quoi qu'il en soit de la portée de l'article 9 du décret du 13 messidor an III, il est indiqué, en présence du doute exprimé, de trancher par un texte formel la difficulté signalée.

On pourrait se demander si la disposition transitoire (traité international pour le rapatriement des étrangers indigents) ne devrait pas plutôt faire partie d'un projet de loi sur le domicile de secours, comme l'avait prévu l'article 46 de mon projet de 1887 sur le domicile de secours. Ces conventions doivent être dictées par esprit de bienfaisance et d'humanité, plutôt que par une raison de police. Mais comme l'élaboration d'une nouvelle législation sur le domicile de secours prendra encore du temps et que la réglementation des rapatriements présente de l'urgence, l'adoption de la disposition transitoire aura une incontestable utilité.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Eyschen.

Rapport au Grand-Duc.

Luxembourg, le 28 octobre 1893.

Monseigneur,

Notre législation sur la police des étrangers présente une lacune, en ce sens qu'elle n'oblige pas les étrangers qui arrivent dans une commune pour y établir leur résidence, à faire à l'autorité locale une déclaration de résidence, en justifiant en même temps de leur identité.

Tant à cause de sa situation géographique qu'à cause de sa situation politique et sociale, le Grand-Duché a un double intérêt pour adopter un contrôle efficace et permanent des étrangers, comme nous le voyons appliqué dans les pays voisins. En effet, l'immatriculation obligatoire des étrangers est pratiquée en Belgique (loi du 6 février 1885), en Alsace-Lorraine (arrêtés des 5 février et 20 septembre 1891), en Suisse (loi du 18 juillet 1889), et en France (décret du 2 octobre 1888 et loi de 8 août 1893), et souvent non seulement dans un but policier, mais encore dans un but protectionniste du travail national.

Nous pouvons faire abstraction de cette dernière considération et envisager seulement les mesures de police. Tel est l'objectif du projet de loi que j'ai l'honneur de placer sous les yeux de Votre Altesse royale.

Afin de présenter un ensemble de notre législation sur la police des étrangers, le projet reproduit et complète les dispositions de la loi du 10 mars 1880, sur la police des étrangers, et confirme au Gouvernement le droit de renvoyer ou de reppousser, sans aucune formalité, l'étranger à son entrée dans le pays, si sa présence est jugée dangereuse, droit que l'article 9 du décret du 23 messidor an III avait déjà reconnu et qui, du reste, n'est qu'une conséquence de la souveraineté de chaque Etat.

Le Conseil d'Etat a donné un avis approbatif, tout en soumettant le projet primitif à certaines modifications, auxquelles j'adhère en majeure partie.

En dehors d'une transposition de l'article 3 à l'article 4 et de la suppression de l'article 5, qui est combiné avec le nouvel article 4, le projet actuel exige que l'extrait du registre prévu par l'article 555 du Code pénal soit dressé en double exemplaire dans la forme d'un état collectif et soit envoyé dans les vingt-quatre heures de l'inscription audit registre au parquet de la Cour et à l'autorité locale, afin que ledit parquet ait directement et sans le moindre retard communication de ces listes.

Un arrêté ministériel pourra déterminer le mode de transmission de ces extraits. Dans notre pensée, il sera fourni aux hôtelier des formulaires imprimés dont les uns porteront l'adresse du parquet général et les autres l'adresse de l'autorité locale. L'hôtelier remplira les imprimés et les confiera à la poste ou à la personne chargée de les recueillir au nom des deux autorités susdites.

Enfin, l'article 10 (art. 11) a subi également une modification. L'article 3, paragraphe final de la loi de 1880, attribuait à l'autorité qui décrétait l'expulsion, le droit de fixer le délai endéans lequel l'étranger expulsé devait quitter le pays. Ce procédé n'ayant donné lieu à aucun inconvénient, il n'existe pas de motifs pour changer les errements admis jusqu'à ce jour chez nous en Belgique (art. 3 de la loi de 1885) et ailleurs.

C'est sous réserve de ces considérations que j'ose prier très respectueusement Votre Altesse royale, d'accord avec le Gouvernement en conseil, de daigner m'autoriser à présenter le projet de loi en question à la Chambre des députés.

Je suis, etc.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Eyschen.

95.

MEXIQUE, SALVADOR.

Traité de commerce et de navigation; signé à Mexique le 24 avril 1893*).

Archives Diplomatiques 1894.

Le gouvernement du Mexique et le gouvernement du Salvador, désireux de maintenir entre les deux pays les relations cordiales et de développer en même temps les relations commerciales entre leurs nationaux respectifs, ont décidé de conclure à cet effet un traité sur la base d'une juste réciprocité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président des Etats-Unis du Mexique:

Don Roberto Nunez, député au Congrès,

Et le Président de la République du Salvador:

Don Edouard Poirier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République du Salvador, près le Gouvernement du Mexique;

Lesquels, après avoir dûment vérifié leurs pleins pouvoirs respectifs, on stipulé ce qui suit:

Article premier. — Les Etats-Unis du Mexique et la République du Salvador s'engament à maintenir perpètuellement par tous les moyens de droits des gens la paix et l'amitié actuellement existantes entre les deux gouvernements et leurs citoyens respectifs, sans acception de personnes ni de lieu.

Tout différend devra, autant que possible, être résolu à l'amiable par la voie diplomatique; si, malgré tous les efforts, l'entente n'a pu se faire, on aura recours à l'arbitrage, s'il y a lieu.

Lorsque l'arbitre aura été désigné et accepté, les parties contractantes détermineront, par un accord spécial, le point en litige d'une façon précise, ainsi que la procédure à observer dans l'arbttrage.

En cas de désaccord sur la fixation du point litigieux, la question entière sera déférée à l'arbitre, qui, dans ce cas, aura le droit de déterminer la procédure à suivre.

En cas de désaccord sur la désignation de l'arbitre, les hautes parties contractantes nommeront une commission d'arbitrage composée d'un ou de plusieurs membres, en nombre égal pour chaque partie à laquelle sera soumise la question litigieuse, et dont la décision sera obligatoire pour les deux gouvernements. Les arbitres ainsi désignés auront le droit d'en choisir un troisième pour les départager, s'il y a lieu.

Art. 2. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique seront, en ce qui concerne leur sécurité et la protection de leurs personnes, de leur domicile et de leurs propriétés, assimilés aux nationaux.

Toutefois, en cas de guerre civile ou étrangère ou de suspension ou

---

*) Ratifié le 16 novembre 1893.

de limitation des garanties individuelles, les citoyens de l'autre partie contractante seront, comme les nationaux, soumis à la suspension et à la limitation décrétées par la nouvelle loi.

De même, les hautes parties contractantes se réservent le droit de ne pas accueillir ou d'expulser de leurs territoires respectifs et en vertu des lois tout individu dont les moeurs ou la conduite dans les désaccords civils ou internationaux seraient considérées comme dangereuses.

Les citoyens de chacun des deux pays jouiront, sur le territoire de l'autre, d'une entière liberté de conscience, et pourront pratiquer leur culte conformément à la constitution et aux lois du pays.

Art. 3. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique auront le droit, dans les mêmes conditions que les nationaux, d'acquérir, de posséder et de transmettre par vente, échange, donation, mariage, succession testamentaire et ab intestat, ou de toute autre manière, les biens, quels qu'ils soient, situés sur les territoires respectifs. Les héritiers, ayants droit ou représentants légaux, pourront être envoyés en possession personnellement ou par mandataire, de la même manière que les nationaux. Les biens ainsi acquis ou le produit de leur vente pourront être exportés sans que les propriétaires soient tenus à acquitter des droits ou taxes d'exportation, de succession ou de transfert, autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux, dans des cas analogues.

Les successions testamentaires ou ab intestat, en tout ce qui concerne l'ordre et le degré de succession, la nature des droits héréditaires et la validité intrinsèque des dispositions testementaires, sont régies par la loi du pays du de cujus, quels que soient les biens et le pays sur lequel ils sont situés, sans autres restrictions pour les immeubles que celles établies par les lois du pays pour les nationaux.

Toute action ou demande relative à ces successions ressortira aux tribunaux de la nation où la succession sera ouverte. La prescription relative aux biens meubles et aux actions réelles est régie par la loi du lieu où ces biens sont situés.

En cas d'absence du propriétaire, de l'héritier, du représentant légal du de cujus ou de l'ayant droit, on procédera de la même manière que pour les nationaux dans des cas analogues.

Art. 4. — Les citoyens de l'une des hautes parties contractantes, en résidence temporaire ou permanente sur le territoire de l'autre, sont tenus de respecter les institutions du pays, d'obéir aux autorités, et de se conformer aux lois, particulièrement à celles règlant les droits et devoirs des étrangers, de la même manière que les citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils auront libre accès devant les tribunaux, personnellement ou par avoués, défenseurs ou tout autre mandataire, pour soutenir et défendre leurs intérêts avec les mêmes droits et obligations que les nationaux; ils devront se soumettre aux décisions de tribunaux, sans avoir d'autres recours que les nationaux.

Ils pourront réclamer le bénéfice de l'assistance judiciaire, conformément aux lois du pays où elle aura été sollicitée, moyennant la produc-

tion d'un certificat d'indigence délivré par l'autorité compétente de l'un des deux pays.

Art. 5. — Les hautes parties contractantes s'engagent à accueillir pour les faire exécuter par leurs tribunaux respectifs tous actes émanés des tribunaux de l'autre, en manière civile, commerciale ou criminelle, relatifs aux citations, notifications, interrogatoires, dépositions, avis d'experts, et en général à la procédure ou à l'instruction. Ces commissions rogatoires seront exécutées par l'autorité judiciaire qui en sera requise soit par voie diplomatique, soit par la chancellerie, toutes les fois qu'elles ne seront pas contraires aux lois du pays où elles devront être mises à exécution.

Tous ces actes seront, selon le cas, exécutés d'office ou aux frais de l'intéressé.

Art. 6. — Les jugements exécutoires en matière civile ou commerciale, rendus à la suite d'une action personnelle par un tribunal compétent de l'une des parties contractantes et dûment légalisés, auront sur le territoire de l'autre la même force que ceux émanés des tribunaux locaux; mais pour l'exécution, il faudra prouver:

1⁰ Qu'elles sont exécutoires d'après les lois de la nation du tribunal;

2⁰ Que les intéressés ont été légalement représentés ou déclarés contumaces;

3. Que la sentence ne contient pas de dispositions contraires à l'ordre ni au droit public du pays où elle doit être exécutée.

On procédera de la même manière pour les demandes d'envoi en possession d'héritage, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du présent traité.

Tout jugement exécutoire réunissant les conditions requises par le présent article fera foi devant les tribunaux des hautes parties contractantes.

Art. 7. — Tout acte judiciaire, écrit, testament ou autre instrument authentique, passé dans l'un des Pays contractants, sortira les mêmes effets que ceux émanés des autorités du pays, ou dressés par un notaire local, toutes les fois que l'on se sera conformé aux lois ou pays d'origine, qu'ils seront légalisés par les légations ou consulats respectifs, ou, à leur défaut, par ceux d'une nation amie, établis au lieu de provenance.

Art. 8. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique sont exempts de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine ou la milice, ainsi que de toute taxe de rachat dudit service; toutefois les citoyens de l'une des pays contractants domiciliés dans l'autre ne sont pas exempts du service de police armée, toutes les fois que, en dehors de toute question politique, l'ordre et la sécurité l'exigent.

Ne pourront être réquisitionnés pour un service militaire ou public quelconque, sans une indemnité équitable, leurs navires, équipages, marchandises et autres biens et effets. En cas d'expropriation pour cause de guerre, l'indemnité peut ne pas être accordée préalablement.

Art. 9. — Les citoyens de l'une des hautes parties contractantes domiciliés sur le territoire de l'autre sont tenus d'acquitter les taxes, charges

En ce qui concerne leurs propriétés mobilières ou immobilières, les citoyens de l'une des hautes parties contractantes ne seront pas soumis, sur le territoire de l'autre, à des impôts, charges ou contributions autres ou plus élevés que ceux acquittés par les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que tout individu réclamant l'application du paragraphe précédent pourra choisir entre les deux traitements celui qui lui paraîtra le plus favorable.

Les résidents temporaires sont tenus d'acquitter les contributions ordinaires grevant leurs propriétés, leur industrie, leur profession ou leur commerce, en la même forme que les nationaux.

Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique sont exempts de tout emprunt forcé, de charges et de réquisitions de guerre; mais dans le cas où cents emprunts et charges grèveraient les capitaux en circulation ou la propriété foncière, ils seront tenus de les acquitter de la même manière et en la même forme que les nationaux.

S'ils préfèrent, par suite de l'état de guerre, quitter le pays, il leur sera délivré un sauf-conduit pour leur permettre de s'embarquer dans le port de leur choix; pendant leur absence, leurs propriétés, biens et effets, seront traités comme ceux des nationaux.

Art. 10. — Les Mexicains dans le Salvador, et les Salvadoriens au Mexique ont la faculté d'exercer leurs professions, arts et métiers, comme les nationaux, sauf, pour les professions qui l'exigent, la production du diplôme dûment légalisé, d'un certificat d'identité ou acte de notoriété, s'il y a lieu, et la licence délivrée par l'autorité ou la corporation compétente, conformément aux lois de chaque pays. Ils auront aussi le droit de se faire admettre dans les accadémies, universités et collèges moyennant justification de leur identité, sans préjudice des formalités établies par les règlements locaux.

Art. 11. — Les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement la plus complète liberté de commerce et de navigation. En conséquence, les citoyens de chaque pays pourront se rendre librement et en toute sécurité avec leurs bâtiments, cargaisons et effets dans les ports, lieux, cours d'eau et autres lieux de l'autre pays, ouverts actuellement ou à l'avenir au commerce étranger. Ils pourront voyager ou résider en toute liberté et sécurité sur toute l'étendue des territoires respectifs, établir des manufactures, faire de l'agriculture, exercer le commerce de gros ou de détail, s'adonner à l'industrie des transports ou à tout autre trafic licite, qu'il s'agisse de la consommation intérieure ou de l'exportation, de produits indigènes ou importés; ils seront libres d'agir personnellement ou par mandataires et de fixer leurs prix et leurs conditions; de louer et d'acquérir les maisons, magasins, établissements ou terrains qui leur seraient nécessaires. Ils seront traités comme les nationaux pour les opérations de douane, et le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs bâtiments et marchandises. Ils pourront négocier toute espèce de valeurs, de titres ou d'actions, fonder et diriger des établissements et sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, avec les mêmes exemptions

et privilèges que les nationaux. Ils auront aussi droit aux faveurs accordées actuellement ou à l'avenir par les lois, règlements ou ordonnances aux nationaux concessionnaires de mines; le tout, moyennant l'accomplissement des formalités requises par les lois et règlements locaux.

Art. 12. — Les citoyens de chacun des pays contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, des mêmes droits et privilèges accordés actuellement ou à l'avenir aux nationaux, en tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, les étiquettes, sceaux et dessins industriels, conformément aux lois du pays.

Art. 13. — Tur le territoire de chacune des hautes parties contractantes, il ne sera pas perçu à l'importation, à la réexportation ou au transit des produits naturels ou manufacturés de l'autre, des droits autres ou plus élevés que ceux acquittés actuellement ou à l'avenir par les produits similaires d'un tiers.

De même, nulle des parties contractantes n'exigera, à l'exportation des effets de commerce pour l'autre partie, des droits autres ou plus élevés que ceux acquittés actuellement ou à l'avenir à l'exportation des objets similaires pour tout autre pays; il ne sera fait par l'une des parties, à l'importation, à l'exportation ou transit, aucune prohibition qui ne soit en même temps étendue à toutes les nations, sauf par mesure sanitaire ou pour empêcher la propagation d'épizooties ou la perte des récoltes ou enfin en cas de guerre.

Art. 14. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique peuvent eyercer en toute liberté et sécurité le commerce maritime dans les mêmes conditions que les citoyens du pays, en se conformant aux lois et règlements locaux.

De même les nationaux de chacun des deux pays pourront acquérir dans l'autre des bâtiments marchands et les faire naviguer sous le pavillon du pays où ils en auront fait l'acquisition, aux mêmes conditions que les nationaux, moyennant, toutefois, l'accomplissement des formalités établies par les lois dudit pays.

Art. 15. — La nationalité des navires marchands de chacune des hautes parties contractantes est déterminée par le pavillon, les papiers de bord et autres pièces exigées par les lois de l'Etat dont ils portent le pavillon. Pour les navires de guerre, la nationalité est celle indiquée par le pavillon, et, en tout cas, la déclaration du commandant servira de preuve de la nationalité du navire.

Les bâtiments marchands de l'une des parties contractantes, dès le moment de leur entrée dans les eaux territoriales de l'autre, sont soumis à la juridiction locale en tout ce qui ne concerne pas les actes de discipline intérieure ou les délits de l'équipage, toutes les fois que ceux-ci ne troublent pas la tranquillité du port. Il leur est interdit de donner asile aux individus prévenus de crimes ou de délits commis à leur bord; autrement, les autorités territoriales pourraient procéder à l'arrestation des délinquants, en observant toutes les formalités prescrites, en pareil cas, par les lois du pays.

Les navires de guerre de chacune des hautes parties contractantes

pourront entrer et séjourner à leur gré dans les ports, rivières de l'autre, ouverts actuellement ou à l'avenir au stationnement des navires de guerre de la nation la plus favorisée; ils jouiront des exemptions et faveurs accordées à celle-ci.

Toutefois, le stationnement des escadres de l'une des parties, dans les eaux territoriales de l'autre, n'aura lieu qu'en vertu d'une autorisation qui pourra être accordée ou refusée, sauf les exceptions indiquées au paragraphe 2 de l'article 22.

Art. 16. — Les navires marchands de chacune des hautes parties contractantes auront la faculté de prendre ou de laisser dans un ou plusieurs ports de l'autre tout ou partie de leur cargaison, conformément aux lois respectives de chaque pays, sans acquitter des droits autres ou plus élevés que ceux payés par les navires marchands d'une tierce puissance.

Toutefois, la présente stipulation n'est pas applicable à la navigation côtière ou de cacotage qui relève des lois respectives des puissances contractantes.

Art. 17. — Les bâtiments mexicans se rendant dans les ports salvadoriens, et les bâtiments salvadoriens se rendant dans les ports mexicains, avec chargement ou sur lest, seront considérés comme bâtiments de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne les droits de port, d'ancrage, de tonnage, de phare, de pilotage, d'avarie, de sauvetage, de quarantaine, et tous les autres droits frappant la coque du navire. La même faveur leur sera accordée pour l'emplacement, le chargement, le déchargement des marchandises, l'embarquement ou le débarquement des passagers et équipages, dans les ports, rades, quais, rivières des deux pays, pour le payement des taxes et contributions quelconques, et enfin pour le traitement local des équipages et des cargaisons importées ou exportées.

Toutefois, il est stipulé que les citoyens de chacun des deux pays sont tenus d'observer les lois et règlements locaux relatifs à la police des ports, aux formalités douanières et à la répression de la contrebande.

Art. 18. — Sont exempts du payement des droits de tonnage, de port et d'expédition, à l'exception du droit de pilotage:

1° Les navires de toute provenance entrant et sortant sur lest.

Ces navires peuvent entrer dans les ports ouverts au cabotage et faire le commerce autorisé par les lois et ordonnances locales, moyennant l'accomplissement des formalités établies;

2° Les navires ayant touché à deux ou plusieurs ports d'un même Etat et justifiant du payement des droits dans le premier port d'arrivée.

3° Les vapeurs faisant le service de courriers, et destinés au transport des passagers et équipages, toutes les fois qu'ils ne font aucune opération de commerce;

4° Les navires entrés avec chargement dans un port, volontairement ou en relâche forcée, et en sortant sans avoir fait aucune opération de commerce.

Les navires visés dans les deux paragraphes précédents sont tenus, dans les trente-six-heures suivant leur admission à la libre pratique, de fournir à la douane caution suffisante de ne faire aucune opération commerciale.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme operations

commerciales: le débarquement et le rembarquement des marchandises pour cause de radoub ou de désinfection en cas de quarantaine; le transbordement pour cause d'innavigabilité; les dépenses faites pour prendre des vivres, et la vente des marchandises avariées, avec autorisation préalable de la douane.

Art. 19. — Les navires de chacun des Pays contractants pourront importer sur le territoire de l'autre des marchandises et produits de toute origine ou provenance, dont l'importation est permise actuellement ou à l'avenir aux bâtiments de la nation la plus favorisée, aux mêmes conditions et formalités. La même règle sera applicable à l'exportation et à la réexportation desdits produits, quel que soit le lieu de destination.

Les produits de tout genre, originaires d'une tierce nation, transportés de l'un des deux Etats à l'autre, sont réciproquement exempts de droits de transit; dans tous les cas, le droit de transit, s'il y a lieu, ne sera perçu que sur les produits similaires d'une tierce nation acquittant ces droits, et aux mêmes conditions.

La présente stipulation ne pourra être invoquée contre la législation de chacune des Hautes Parties contractantes, en tout ce qui concerne les produits dont le transit viendrait à être prohibé, ni contre le droit de soumettre à une autorisation spéciale le transit des armes et munitions de guerre.

Art. 20. — Tout citoyen de l'une des Hautes Parties contractantes forcé par le gros temps ou tout autre motif à chercher un refuge avec son bâtiment sur un des points de la côte de l'autre, devra être accueilli avec humanité, recevoir l'aide nécessaire au sauvetage de son navire et de sa cargaison, et être mis en état de se rendre au port le plus voisin, sous réserve, toutefois, du droit du sauveteur, de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir la contrebande.

Tout bâtiment de l'une des Parties contractantes pourra, sur le territoire de l'autre, compléter son équipage et engager les matelots indispensables à la continuation de son voyage.

En cas de naufrage, d'échouage ou d'avarie, survenu à un bâtiment de l'une des Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, on lui accordera la même aide et protection qu'à un bâtiment national, dans des circonstances analogues.

La présente clause est applicable aux navires de guerre.

Les autorités locales sont tenues de donner aide et protection aux personnes et produits sauvés, en prenant les mesures nécessaires pour prévenir la contrebande, mais sans exiger aucun droit, sauf pour les marchandises destinées à la consommation intérieure.

Art. 21. — Il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que la limite de juridiction dans les eaux territoriales s'étend à 20 kilomètres à compter de la laisse de basse mer; cette clause n'est applicable qu'à l'exercice du droit de police, à l'exécution des ordonnances des douanes, des mesures tendant à prévenir la contrebande, et à tout ce qui concerne la sécurité du Pays; elle ne pourra jamais être invoquée dans toutes les autres questions de droit international maritime.

Art. 22. — En cas de guerre entre l'une des Parties contractantes et une tierce Puissance, l'autre Partie conservera toute sa liberté d'action pour venir en aide à un des belligérants ou observer les règles des neutres; elle aura le droit, sans sortir de la neutralité, de surveiller ses frontières avec les forces militaires suffisantes pour garantir l'ordre public et les intérêts menacés par les hostilités.

De même, afin de prévenir la contrebande par mer entre les côtes et ports des Parties contractantes, particulièrement à des époques de trouble, et pour accorder à ses nationaux la protection nécessitée par l'état de guerre, chacune d'elles aura le droit, avec l'autorisation de l'autre d'envoyer des navires de guerre dans les eaux territoriales de l'autre Partie. Cette autorisation sera réglée par les principes du droit des gens. Ces bâtiments pourront entrer et séjourner dans les ports, rades, baies, rivières, anses, iles et caps, procéder au radoub, faire des vivres et se mettre en état de continuer leur route; en un mot, ils jouiront, au sens le plus large, du droit d'asile et de refuge reconnu en des cas semblables par le droit des gens. Ils devront toutefois se conformer aux lois et règlements locaux.

En ce qui concerne le droit international maritime spécial, les Hautes Parties contractantes s'engagent à observer les stipulations 2, 3 et 4 de la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856, sous réserve, pour une des deux Parties en guerre avec une une tierce puissance, de respecter la marchandise de l'ennemi naviguant sous pavillon neutre, mais seulement dans le cas où cette puissance aurait adopté le même principe de droit international vis-à-vis de l'autre.

Toutes les fois qu'un navire de guerre de l'une des Parties contractantes en guerre avec une tierce puissance rencontrera un bâtiment marchand de l'autre, le bâtiment de guerre restera à la plus grande distance possible compatible avec la facilité de procéder à la visite, en tenant compte de l'état du vent, de la mer et du degré de confiance à accorder au bâtiment à visiter; on détachera un canot monté par deux ou plusieurs officiers, pour vérifier les papiers de bord et les pièces relatives au chargement, le tout sans extorsions ni violences, dont serait rendu responsable le commandant du navire de guerre. Ces pièces feront foi en ce qui concerne la nationalité du navire et la destination de la cargaison, à moins que la fraude ne soit évidente, ou qu'il n'y ait des raisons suffisantes de la supposer. Les bâtiments de guerre sont exempts de cette visite.

Les navires de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes sont exempts du contrôle et de la juridiction de l'autre, même s'il se trouvent dans ses eaux territoriales; mais ils doivent se conformer aux ordonnances locales des ports, aux lois fiscales et aux mesures de police sanitaire.

Art. 23. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder à leurs envoyés, ministres et agents diplomatiques et consulaires en général les faveurs, privilèges et immunités accordés actuellement ou à l'avenir à ceux de la nation la plus favorisée.

Afin de prevénir tout désaccord pouvant altérer les relations amicales entre les deux Pays, toutes les fois qu'il s'agira de réclamations ou de plaintes en matière civile, criminelle ou administrative, on ne fera point

intervenir les agents diplomatiques, sauf dans les cas ci-après: déni de justice manifeste, ou retard extraordinaire ou illégal; inexécution d'un jugement définitif, après avoir épuisé tous les recours légaux; violation manifeste des traités en vigueur ou des règles du droit international, public ou privé, reconnues par toutes les nations civilisées, qu'il est impossible de soumettre à un tribunal du Pays sans risque de causer un préjudice irréparable.

Tout Mexicin dans le Salvador, et tout Salvadorien au Mexique, compromis dans des questions intérieures ou des guerres civiles, sera traité, jugé et condamné ou acquitté, en la même forme que les nationaux dans des cas analogues, sans que l'intervention diplomatique puisse en faire une question internationale, sauf dans les cas prévus au paragraphe précédent; bien entendu, ils jouiront de tous les recours légaux accordés aux nationaux.

La présente clause doit être étendue sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 de l'article 2 du présent traité.

En aucun cas, le Gouvernement mexicain vis-à-vis du Gouvernement salvadorien, et le Gouvernement salvadorien vis-à-vis du Gouvernement mexicain, ne seront responsables des dommages soufferts par leurs concitoyens sur le territoire de l'autre, par suite d'insurrection ou de guerre civile, ou de la part des tribus ou hordes sauvages qui se seraient soustraites à l'obéissance du Gouvernement. Est excepté le cas où il y aurait eu négligence de la part des autorités constituées ou de leurs agents.

Art. 24. — Les stipulations du présent traité ne sont pas applicables à l'industrie de la pêche dans ses différentes branches et applications; l'exercice de la pêche continuera à être régi par les lois de chacun des Pays contractants.

Art. 25. — En cas de violation d'un ou de plusieurs articles du présent traité, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas user de représailles. La question litigieuse sera résolue conformément aux stipulations de l'article 1 du présent traité.

En cas de violation de la part des citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes, le coupable sera personnellement responsable et jugé conformément aux lois du Pays, sans que ce fait puisse altérer l'amitié et l'harmonie régnant entre les deux Etats contractants.

Art. 26. — Le présent traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes, conformément à la constitution, et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible à Mexico.

Le présent traité demeurera en vigueur pendant cinq années à dater du jour de l'échange des ratifications, et continuera à sortir tous ses effets pendant six mois après que l'une des Parties l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(L. S.) Signé: ***Roberto Nunez.*** (L. S.) Signé: ***Eduardo Poirier.***

Protocole additionnel.

Les soussignés, Plénipotentiaires respectifs des Etats-Unis du Mexique et du Salvador, au moment de signer le traité d'amitié, de commerce et

de navigation, conclu à la date de ce jour, sont convenus de ce qui suit:

Il est entendu que l'expression »la nation la plus favorisée« n'est pas applicable aux républiques de l'Amérique centrale, formant une seule nationalité, et qui ne doivent jamais être prises comme termes de comparaison toutes les fois qu'il s'agit de privilèges commerciaux, industriels ou autres accordés actuellement ou à l'avenir auxdits Pays par le Salvador.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Mexico le 24 avril 1893.

(L. S.) Signé: ***Roberto Nunez.*** (L. S.) Signé: ***Eduardo Poirier.***

96.

NORVEGE.

Loi sur les droits des auteurs et des artistes, du 4 juillet, 1893.

Titre Premier.

Du droit d'auteur sur les ouvrages littéraires.

Chapitre Premier. — De l'origine, de l'étendue et de l'objet du droit d'auteur.

Article premier. — Dans les limites qu'indique la présente loi, l'auteur a le droit exclusif de publier ses écrits par la copie manuscrite, par la reproduction au moyen d'un procédé mécanique ou chimique, par la représentation dramatique ou mimique, par la récitation ou par une autre reproduction faite à l'aide du langage.

Toutefois, quand il s'agit d'un ouvrage déjà publié, la lecture ou récitation publique, tant qu'elle ne prend pas le caractère d'une représentation dramatique, est licite, si l'auteur ne l'a pas défendue sur le titre ou au commencement de l'ouvrage.

Art. 2. — De même, l'auteur a le droit exclusif de publier par n'importe quel procédé:

a) Des conférences orales;

b) Des compositions musicales; toutefois, quand il s'agit d'une composition musicale publiée, l'exécution publique, tant qu'elle ne prend pas le caractère d'une représentation dramatique, est licite, si le compositeur ne l'a pas défendue sur le titre ou au commencement de l'ouvrage;

c) Des dessins mathématiques, géographiques, topographiques, d'histoire naturelle, techniques et autres, ainsi que des représentations graphiques ou plastiques qui, envisagées dans ce qu'elles ont de caractéristique, ne peuvent être considérées comme œuvres d'art.

Art. 3. — Les éditeurs de journaux ou d'autres publications périodiques ou d'œuvres qui se composent de contributions indépendantes provenant de divers collaborateurs, ont le même droit exclusif de publication, par rapport à l'ensemble de l'œuvre, que celui qui appartient aux auteurs.

Sous réserve des stipulations contraires, l'auteur de la contribution distincte garde son droit d'auteur sur cette contribution.

Art. 4. — Sans le consentement de celui auquel le droit d'auteur appartient, il ne devra être publié aucune traduction de la langue littéraire dans l'un de ces dialectes, ou vice versa, ou d'un dialecte dans un autre; sous ce rapport, le norvégien, le danois et le suédois sont considérés comme étant des dialectes de la même langue.

Lorsque simultanémant ou au plus tard dans le délai d'un an, une œuvre aura été publiée licitement en plusieurs langues, il ne sera plus permis d'en publier une traduction en l'une de ces langues sans le consentement du titulaire du droit d'auteur.

Dans tout autre cas, il ne devra être publié, pendant dix ans à compter de la fin de l'année de la première publication de l'œuvre originale, aucune traduction sans le consentement du titulaire du droit d'auteur.

Pour des œuvres publiées par livraisons, ces délais d'un an ou de dix ans comptent à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale. Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des Sociétés littéraires ou savantes, ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier sera, en ce qui concerne les délais sus-indiqués, considéré comme une œuvre séparée.

Art. 5. — Dans les limites indiquées au précédent article, celui qui traduit une œuvre a, par rapport à sa traduction, le même droit que l'auteur de l'œuvre originale.

Art. 6. — Quand une œuvre est composée par plusieurs auteurs, sans que la contribution d'aucun d'eux constitue une partie distincte, l'autorisation de chaque auteur est nécessaire pour procéder à la première publication, à moins qu'au préalable cette autorisation n'ait été donnée soit expressément, soit tacitement.

Il en est de même quand il s'agit de publier l'œuvre par un autre mode que celui employé antérieurement, comme par voie de représentation au lieu d'impression, ou vice versa.

Lorsque le droit d'auteur sur une œuvre a été transmis par héritage à plusieurs personnes conjointement, le droit de décider au sujet de la première publication ou au sujet d'une publication qui serait faite par un mode autre que celui employé antérieurement, appartient à celui auquel l'auteur a confié, par testament, cette décision. Dans le cas où il ne se trouve aucune disposition testamentaire à ce sujet, ce droit appartient à la veuve — pourvu qu'il n'y ait pas eu divorce ou séparation de corps et de biens — ou, s'il n'y a pas de veuve, à tous les héritiers conjointement, dont, dans ce cas, le consentement unanime sera nécessaire.

Lorsqu'il s'agit d'une oeuvre composée par plusieurs auteurs et publiée licitement, chacun des auteurs ou de leurs héritiers peut exiger que l'oeuvre soit de nouveau publiée suivant le même mode, pourvu qu'il n'en ait pas été convenu autrement, et, quant aux héritiers, qu'aucune disposition testamentaire ne s'y oppose.

Lorsque le droit de publication a passé par cession ou par voie judi-

ciaire à plusieurs personnes conjointement, chaque ayant droit peut exiger que l'oeuvre soit publiée.

Lorsqu'il y a dissentiment sur la question de savoir par quel mode ou sous quelles conditions la publication doit avoir lieu, et qu'il y a un des ayants droit dont la déclaration à ce sujet ne pourra être obtenue, chacun d'eux peut soumettre l'affaire au Byret de Christiania. Dans le cas où le Tribunal trouve que les renseignements obtenus par la procédure ne suffisent pas pour juger quel mode de publication doit être choisi, il doit lui-même, par expertise ou par d'autres moyens, provoquer les renseignements nécessaires pour la décision de l'affaire.

Le produit résultant de la publication sera réparti entre les ayants droit dans la mesure de leurs droits respectifs.

Lorsque l'œuvre est composée par plusieurs auteurs et qu'il n'existe entre eux aucune convention sur la proportion dans laquelle chacun d'eux doit participer au droit d'auteur, les droits de chacun seront égaux.

Art. 7. — Les prescriptions établies à l'art. 6 trouveront aussi leur application à l'égard des oeuvres dramatico-musicales ainsi que des oeuvres musicales accompagnées d'un texte, en tant qu'il s'agit de la représentation, exécution ou publication du texte et de la musique réunis.

L'auteur du texte et le compositeur ont chacun, en ce qui concerne son oeuvre, le droit de publication.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux ballets, pantomimes et autres oeuvres analogues pour lesquelles une musique spéciale a été composée.

Art. 8. — Ne font pas l'objet d'un droit d'auteur les lois, les ordonnances administratives, les décisions rendues par les tribunaux et autres documents publics.

Il en est de même des discussions et des documents délibératifs des représentations constitutionnelles, des conseils municipaux, ecclésiastiques ou autres, des discours faits devant les tribunaux, et de ceux prononcés dans les réunions délibératives de caractère politique et autre.

Chapitre II. — Cession du droit d'auteur.

Art. 9. — L'auteur peut céder totalement ou en partie le droit de publication de son oeuvre.

La cession du droit de publier l'oeuvre d'une manière déterminée (impression, représentation, etc.) n'implique pas le droit pour l'acquéreur de publier l'oeuvre d'une autre manière, ni d'entreprendre ou d'autoriser des traductions ou des adaptations.

L'acquéreur n'a pas le droit d'introduire des changements dans l'oeuvre sans le consentement de l'auteur.

A moins de conventions contraires, l'éditeur ne pourra faire qu'un seul tirage, lequel, excepté dans le cas prévu par l'art. 3, alinéa 1[er], ne doit pas excéder 1,000 exemplaires.

Tant que le tirage qui fait l'objet de la cession n'est pas épuisé, l'auteur n'a pas le droit d'en faire un nouveau.

Si l'auteur ou l'éditeur fait illicitement de nouveaux tirages, ou si

l'éditeur fait un tirage supérieur à celui qu'il a le droit de faire, les règles contenues dans les art. 14, 17 et 19 sur la reproduction illicite seront appliquées.

Art. 10. — Celui à qui un auteur a cédé le droit de représentation d'une oeuvre dramatique — y compris une oeuvre mimique — ou d'une oeuvre dramatico-musicale, ou le droit d'exécution publique d'une oeuvre musicale, a le droit, sous réserve de stipulations contraires, de représenter ou d'exécuter l'oeuvre partout et autant de fois qu'il veut, mais il ne pourra pas céder ce droit à d'autres.

A moins qu'il n'en ait été convenu autrement d'une manière formelle, une telle cession n'empêchera pas l'auteur de céder un droit analogue à d'autres personnes, ni de faire représenter ou exécuter lui-même son oeuvre.

De plus, même dans le cas où un droit exclusif de représentation ou d'exécution a été cédé à une personne, l'auteur et ses héritiers — à l'exclusion de tous autres ayants cause — pourront néanmoins céder à d'autres le droit de représentation ou d'exécution, ou faire eux-mêmes représenter ou exécuter l'oeuvre, et ce au cas où celui à qui le droit exclusif a été cédé n'a pas, pendant cinq années consécutives, procédé à la représentation ou exécution publique de l'oeuvre.

Art. 11. — A la mort de l'auteur, les dispositions générales relatives aux successions s'appliqueront au droit d'auteur.

En ce qui concerne les oeuvres n'ayant pas été publiées du vivant de l'auteur, celui-ci peut, par testament, interdire qu'elles soient publiées avant l'expiration d'un certain délai, qui toutefois ne devra pas dépasser cinquante ans après sa mort, et designer la personne chargée de l'exécution de sa volonté.

Les dispositions contenues dann la loi du 12 octobre 1857, sur les personnes absentes ou disparues, seront également appliquées au droit d'auteur.

Quand une oeuvre aura été composée par plusieurs auteurs à la fois, de façon à ce que les contributions de chacun d'eux se confondent, le droit de chaque collaborateur qui meurt sans laisser d'héritiers ou sans avoir cédé son droit à des tiers, passera aux autres collaborateurs ou à leurs ayants cause, sous réserve, toutefois, de droits des créanciers, conformément à l'art. 12 de la présente loi.

Lorsqu'après la mort de l'auteur il n'y a personne à qui le droit d'auteur appartient licitement, il tombe dans le domaine public.

Art. 12. — Aussi longtemps qu'une oeuvre n'aura pas été publiée par l'édition ou par la représentation ou l'exécution publique ni les créanciers de l'auteur, ni les créanciers de ses héritiers ne pourront obtenir, par une action judiciaire engagée en commun ou séparément, le droit de publier ladite oeuvre ou de disposer du manuscrit de l'auteur.

De même, les créanciers de l'auteur ne pourront, pendant sa vie, acquérir, de la manière indiquée, le droit d'entreprendre une nouvelle édition d'une oeuvre déjà publiée.

C'est seulement après la mort de l'auteur que le droit d'entreprendre une telle réédition — droit transmis alors à ses héritiers ou qui leur serait transmis s'il avait laissé des héritiers — entre dans la masse de sa suc-

cession et servira, s'il y a lieu, à satisfai manière que les autres objets de sa successio

Chapitre III. — Des atteintes au droit d'a encourue.

Art. 13. — Constitue une atteinte au qui appartient à l'auteur ou à des tiers en seulement la reproduction intégrale de l'oeuvı qui comporte des retranchements, additions oı dramatisation ou l'adaptation de l'oeuvre à artistique, à moins que les changements appor une oeuvre essentiellement nouvelle et original

Art. 14. — N'est pas considérée comme droit d'auteur:

a) L'insertion de morceaux détachés d'œ œuvre d'ensemble qui, dans sa totalite, constit

b) L'utilisation analogue, à l'expiration fin de la première publication de l'œuvre utilisé de différents auteurs ou compositeurs, destiné écoles et de l'enseignement élémentaire en gén

c) La réimpression, comme texte de co des programmes de concert, de poésies détach imprimées, ainsi que leur utilisation, comme t de composition musicales.

d) La réimpression, comme texte explicat de poésies et de morceaux en prose, de peu pourvu que les illustrations soient l'essentiel d écoulé au moins deux ans depuis la première é

La source doit toujours être clairement in

Art. 15. — Ne constitue pas non plus un la reproduction, en langue originale ou en tra ou revues, d'articles ou de communications déta journaux ou revues, s'il n'a pas été fait spécia reproduction.

Dans ce cas aussi, la source doit toujours

Art. 16. — Tous les exemplaires trouvés c à la publication d'une œuvre imprimée ou copié ou à l'étranger, en infraction de la présente loi, s

Si ce n'est qu'une partie de l'œuvre qui illicite, la confiscation et la destruction se restrei à cette partie.

De même tous les moules, planches et aut clusivement à la reproduction illicite seront con tout cas, mis dans un état qui empêche d'en fa

Toutefois, la partie lésée — ou les parties y en a plusieurs — peuvent demander qu'on le qués, contre compensation à évaluer.

La partie lésée pourra demander que cette évaluation — où la valeur des objets en question ne doit pas être fixée à un tarif supérieur aux frais nettement établies de leur fabrication — soit faite, avant qu'elle prenne une décision, si elle réclame la délivrance des objets confisqués.

Les mêmes règles seront appliquées à l'égard des copies et d'autres objets ayant servi à la représentation publique illicite d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, ou à l'exécution publique illicite de compositions musicales.

En cas de bonne foi justifiée, la délivrance et la destruction des exemplaires illicitement reproduits, et des moules, des planches et des autres intruments, ne pourront être exigées, si leur propriétaire les fait mettre sous séquestre jusqu'à l'expiration du droit d'auteur.

Art. 17. — Celui qui, violant la présente loi, reproduit, intentionnellement ou non, une œuvre, ou importe une œuvre reproduite à l'étranger en violation d'un droit exclusif défini par la présente loi, ou qui sciemment vend, distribue ou donne en location une œuvre reproduite ou importée dans le royaume en infraction à la présente loi, sera puni, s'il n'a pas d'ailleurs encouru une peine plus forte d'une amende de 100 à 2000 couronnes. Cette amende pourra toutefois être abaissée à 20 couronnes pour celui qui n'a fait que vendre, distribuer ou donner en location une œuvre reproduite où importée par une autre personne.

En outre, le coupable devra indemniser complètement la partie lésée du préjudice que lui a fait subir la publication illicite. Cette indemnité sera calculée, autant que possible, sur le prix de la dernière édition licite et le nombre d'exemplaires de l'édition illicite qu'on jugera ou prouvera avoir été vendus. Lorsque ce mode d'évaluation sera inapplicable, parce que l'œuvre n'aura pas été publiée auparavant, ou par d'autres motifs, l'indemnité s'appréciera par des règles autant que possible analogues.

Le délit de contrefaçon est consommé dès qu'un seul exemplaire de la reproduction illicite se trouve complet.

Art. 18. — La représentation publique illicite, faite intentionellement ou non, d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, ainsi que la récitation publique illicite ou l'exécution publique illicite d'une composition musicale, ou l'utilisation illicite d'un texte dans le cours d'une pareille exécution, sera punie d'une amende de 20 à 500 couronnes.

En outre, le coupable devra indemniser complètement la partie lésée du préjudice subi. En aucun cas, cette indemnité ne doit être inférieure au bénéfice net tiré de la représentation, récitation ou exécution illicite, ou, au cas où l'exploitation illicite n'a constitué qu'une partie de la représentation, récitation ou exécution, à une partie proportionnelle dudit bénéfice net.

Art 19. — Celui qui a commis les actes mentionnés dans les art. 17 et 18 et qui établit sa bonne foi, n'encourt pas la responsabilité indiquée dans ces articles, mais il sera obligé d'en remettre le bénéfice à la partie lésée.

Art. 20. — Celui qui, intentionnellement ou non, a omis d'indiquer la source, conformément aux articles 14 et 15, sera puni d'une amende

de 2 à 100 couronnes. En ce cas, il n'y au
à indemnité.

Chapitre IV. — Cessation du d

Art. 21. — Le droit d'auteur dure pen
cinquante ans après la fin de l'anné de sa mo
Lorsqu'une œuvre a été produite par pl
contribution de chacun d'eux forme un tout
quante ans comptent de la fin de l'année de l
Toutefois, dans le cas où l'œuvre a été publié
des auteurs dont les noms se trouvent indi
l'ont été lors de sa représentation ou exécutio
Art. 22. — Les œuvres anonymes ou ps
le droit d'auteur appartient à des institutions
vertu de l'art. 3 de la présente loi, sont prot
illicite pendant cinquante ans à compter de l
a été publiée pour la première fois.

Toutefois, quand il s'agit d'œuvres anonym
tection entière, telle qu'elle est mentionnnée à l
avant l'expiration des cinquante ans, l'auteu
ou est indiqué par un ayant droit sur un
déclaration publiée dans les formes prescrites
Après la mort de l'auteur, une déclarati
faite, avec effet légal, que par celui auquel a
deuxième paragraphe de l'art. 6 de la présente
la première publication de l'œuvre, ou, à son
conjointement.
Art. 23. — Lorsqu'il s'agit des œuvres
paragraphe de l'art. 22 de la présente loi, p
mais formant par leur connexité un tout con
ans sera compté à partir de la fin de l'année
été publiée pour la première fois, excepté da
entre la publication de deux des parties dist
trois ans; dans ce cas, le délai, quant aux par
de la fin de l'année où la dernière de celles-ci
Art. 24. — La lecture ou la récitation p
tant qu'elle ne revêt pas le caractère d'une re
licite, passé un délai de trois ans à partir de
a paru pour la première fois.

Titre II.

Du droit Artistique

Art. 25. — Dans les limites indiquées pa
a le droit exclusif de vendre ou de publier a
de son œuvre d'art originale et de parties de
Il en est ainsi dans les cas où la reprodu

faculté artistique, ainsi que dans les cas où elle se fait par voie purement mécanique ou chimique.

De même, personne ne peut, sans l'autorisation de l'artiste intéressé, utiliser pour une œuvre architecturale ses dessins architecturaux originaux, non plus que les dessins, modèles, etc., qui ont été exécutés d'après les dessins originaux.

Art. 26. — Celui qui a licitement reproduit une œuvre d'art originale dans une autre forme artistique possède, par rapport à sa reproduction, le même droit que l'auteur d'une œuvre d'art originale.

Art. 27. — Dans le cas où une œuvre d'art a été produite par collaboration libre de plusieurs artistes, sans que la contribution d'aucun d'eux constitue une partie distincte, le consentement de tous ces collaborateurs est nécessaire pour la publication de reproductions de l'œuvre ou pour l'utilisation indiquée au dernier paragraphe de l'art. 25.

De même, dans le cas où, par héritage, le droit d'un artiste est dévolu à plusieurs conjointement, le consentement de tous les ayants droit est nécessaire pour une publication ou utilisation semblable.

Art. 28. — L'artiste peut céder, totalement ou en partie, à d'autres, les droits qui lui appartiennent en vertu des précédents articles.

A moins de stipulations contraires, la cession de l'œuvre d'art elle-même n'implique pas le droit d'en publier des reproductions; ce droit continue à appartenir à l'artiste.

Toutefois, quand il s'agit de portraits exécutés soit à l'aide de la peinture, soit à l'aide de la sculpture, ce droit ne pourra être exploité sans le consentement de celui qui a commandé l'œuvre.

La cession du droit de reproduire une œuvre d'art par des procédés déterminés ou d'une manière déterminée ne donne pas à l'acquéreur le droit de la reproduire par d'autres procédés ou d'une autre manière.

La règle de l'art. 9 s'applique également au contrat d'édition relatif à la reproduction d'une œuvre d'art originale.

Quand une œuvre d'art a été publiée dans l'une des publications mentionnées à l'art. 3, l'artiste conserve, à moins de stipulations contraires, le droit exclusif de la publier d'une autre manière.

Art. 29. — Après la mort de l'artiste, les règles indiquées par l'article 11 au sujet de son droit seront appliquées.

Art. 30. — Tant qu'un artiste n'aura pas manifesté, en offrant son œuvre d'art en vente, en l'exposant publiquement, ou autrement, qu'il la considère comme terminée et destinée à la publicité, ses créanciers ne pourront, par aucune espèce d'action judiciaire intentée séparément ou en commun, acquérir, pendant sa vie, le droit de vente.

En cas de contestation entre les héritiers d'un artiste décédé et ses créanciers, ou entre les héritiers, sur la question de savoir quelles sont parmi ses œuvres posthumes, — y compris des esquisses, des études, etc., — celles qui pourront être mises en vente sans que des susceptibilités légitimes souffrent, chacune des parties pourra soumettre la question au Ministère des Cultes et de l'Instruction publique.

Les règles contenues dans l'art. 12 seront également appliquées à la publication de reproductions d'une œuvre d'art.

Art. 31. — Une reproduction ou une utilisation d'une œuvre d'art appartenant à autrui ne devient pas licite à raison de ce fait qu'elle aurait été exécutée dans d'autres dimensions ou avec d'autres matériaux que l'original.

Elle ne devient pas licite non plus à raison de ce fait qu'elle aurait été exécutée d'après une autre reproduction, même si celle-ci a été licitement produite, ni à raison de modifications, additions ou retranchements, tant qu'il n'en est pas résulté une œuvre essentiellement nouvelle et originale.

Art. 32. — Au contraire, n'est pas considérée comme reproduction illicite la reproduction d'œuvres d'art détachées et insérées dans des ouvrages de critique et d'histoire artistique, en connexité avec le texte et dans le but de l'éclairer. Cependant, le nom de l'artiste, toutes les fois ou il a été publié, doit toujours être mentionné. L'omission de cette mention sera punie conformément à l'art. 20.

Art. 33. — Les règles contenues dans les art 16, 17 et 19 seront également appliquées à l'utilisation d'une œuvre d'art faite en violation de la présente loi.

Art. 34. — Le droit exclusif de reproduction accordé par les articles précédents, à un artiste sur son œuvre, existe pendant la vie de l'artiste et cinquante ans après la fin de l'année de sa mort.

Lorsqu'une œuvre d'art est le produit de la libre collaboration de de plusieurs artistes, sans que la contribution de chacun d'eux forme un tout complet et distinct, les cinquante ans comptent à partir de la fin de l'anné de la mort du dernier survivant.

Titre III.

Dispositions générales.

Art. 35. — L'action fondée sur l'infraction à la présente loi ne pourra être intentée que par la partie lésée.

Pour les ouvrages anonymes ou pseudonymes, l'éditeur indiqué sur l'ouvrage est considéré, faute de preuve contraire, comme autorisé à veiller aussi aux intérêts de l'auteur.

Art. 36. — L'action pénale, en vertu des art. 17, 18, 19, 20, 32 et 33, n'est plus recevable lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis que la partie lésé a eu connaissance du délit, et en tout cas, lorsqu'il s'agit d'une condamnation pénale, au bout de deux ans, et, dans les autres cas, au bout de trois ans à partir de la publication illicite.

L'action en confiscation et en destruction ou délivrance des reproductions illicites destinées à être publiées ou des instruments servant exclusivement à la reproduction illicite pourra être intentée tant que des exemplaires de cette reproduction on ces instruments se trouveront dans le royaume, et tant que le droit lésé par cette reproduction subsiste encore.

Art. 37. — La présente loi s'applique à toutes les œuvres de sujets

norvégiens ainsi qu'aux œuvres de sujets étrangers publiées par un éditeur norvégien.

Une édition est considérée comme norvégienne quand tous les associés en nom de la maison d'édition, ou, en cas de Société anonyme, tous les membres de son Conseil d'administration sont domiciliés en Norvège.

»Sous condition de réciprocité, les dispositions de la présente loi »peuvent être, en tout ou en partie, rendues applicables, par ordonnance »royale, aux œuvres produites par des sujets d'un autre pays, même si ces »œuvres ne sont pas publiées par un éditeur norvégien«.

Art. 38. — La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1894. Elle est également applicable aux œuvres produites ou publiées avant sa mise en vigueur.

Toutefois, une reproduction commencée avant sa promulgation et dont la publication était licite selon la législation jusqu'ici en vigueur, pourra être à l'avenir écoulée ou autrement publiée, même au cas où cette publication est interdite par la présente loi.

De même, il sera permis de continuer à utiliser les planches, moules, pierres et autres instruments de reproduction qui auraient pu être utilisés licitement d'après la loi antérieurement en vigueur, quand il sera prouvé que leur production a été commencée avant la promulgation de la présente loi.

Ne seront pas modifiés par la présente loi les rapports juridiques établis valablement en vertu du droit existant jusqu'à ce jour.

Les règles de succession indiquées par les art. 11 et 29 ne seront appliquées que dans le cas où l'auteur, le compositeur ou l'artiste sera mort après la mise en vigueur de la présente loi.

Art. 39. — Les privilèges et les défenses particuliers édictés en conformité de l'ancienne législation et qui sont encore en vigueur, continueront à recevoir leur application. Sont abrogées, au contraire à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi du 8 juin 1876 sur la protection du droit dit de propriété littéraire, et la loi du 12 mai 1877 sur la protection de la propriété artistique.

97.

OBOCK (COLONIE FR.

Décret du Président de la Républiqu à la colonie d'Obock les prescriptic articles 8 et suivants de l'Acte gén 10 octobre 189·

Bulletin international des douanes. Organe de l'Un cation des tarifs douaniers. Br

Le Président de la République franç

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 1

Vu le décret du 10 décembre 1884, p du 21 septembre 1884, relatif au protectora et des Pays danakils;

Vu l'article 13 du décret du 2 septembr de la justice à Obock;

Vu le décret du 14 septembre 1894, po tice dans le protectorat de la côte des Somâli

Vu les articles 8 à 14 inclus de l'Acte juillet 1890;

Sur la proposition du Ministre des Colon

Décrète;

Art. 1er. — L'importation, la vente, le d'armes à feu quelconques, de la poudre, des armes blanches européennes ou assimilées sont int ou les protectorats s'y rattachant, dans tous le ci-après déterminées.

Art. 2. — Les armes à feu, les munitic l'usage des troupes, de la police ou de toute pas soumises aux dispositions du présent décre

Art. 3. — A titre purement individuel, et la détention sur le territorie de la colonie à feu, de poudre, de munitions ou d'armes bl millées, pourront être exceptionellement auto des protectorats ou son délégué.

Cette autorisation sera seulement accordée

1° Aux personnes offrant une garantie munitions qui leur seraient délivrées ne seron les territoires de la colonie ou des protectora non chrétiens de la côte orientale;

2° Aux voyageurs étrangers munis d'une nement constatant que les armes et munitions à leur défense personnelle.

Art. 4. — Les armes quelconques et l

dans la colonie et dans les protectorats, et celles qui y seront importées dans les cas prévus aux articles 3 et 5 du présent décret, devront être déposées dans un entrepôt public ou privé, aux risques, charges et périls des importateurs et entrepositaires, les commerçants devant faire, par écrit, la déclaration détaillée des armes et munitions existant en magasin ou en entrepôt.

Elles ne peuvent en être retirées que sur autorisation spéciale.

Art. 5. — Le transit intérieur des armes à feu, de la poudre, des munitions et des armes blanches européennes ou assimilées, dans la colonie d'Obock et dans les protectorats, ne sera autorisé qu'à destination exclusive de l'empire éthiopien.

En ce qui concerne les chefs ou sujets éthiopiens, établis ou de passage sur la côte, la cession ou la vente ne sera autorisée que sous réserve d'une garantie suffisante que les armes et munitions ne seront ni cédées ni vendues, à moins d'une nouvelle autorisation, dans les territoires de la colonie, ceux des protectorats ou toute autre contrée non chrétienne de la côte orientale.

Art. 6 — Toute personne relevant de la juridiction française, convaincue d'avoir, contrairement aux dispositions du présent décret, introduit, cédé, ou vendu, dans la colonie ou dans les protectorats, des armes, de la poudre ou des munitions, sera punie d'une amende de 1,000 à 2,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute personne relevant de la même juridiction, coupable d'avoir contrevenu aux règles du présent décret, en ce qui concerne le dépôt ou le retrait des armes et munitions dans les magasins et entrepôts privés ou publics, sera punie d'une amende de 500 à 1,000 francs.

En cas de récidive les peines seront portées au double.

L'article 463 du code pénal est applicable.

Toute condamnation entaîne la confiscation des armes, de la poudre et des munitions irrégulièrement détenues, cédées ou vendues.

Art. 7. — Les individus relevant de la justice indigène de la colonie ou de celle des protectorats, qui se seront rendus coupables des faits prévus à l'article 6, seront punies de peines équivalentes à celles édictées dans cet article, et seront poursuivis par la juridiction locale, d'après les usages et coutumes.

Art. 8. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 octobre 1894.

Casimir Perier.

Par le Président de la République:
Le Ministre des Colonies,
Delcassé.

98.

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS

Décret portant l'établissement d'un
9 mai 1892.

Bulletin international des douanes. Organe de publication des tarifs douaniers.

Le Président de la République franç
Sur le rapport du Ministre de la Marine
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3
Vu l'article 3 de la loi du 7 mai 1881;
Vu l'article 45 du décret du 28 décemb
général dans les Établissements français de l'(
Vu les avis émis par cette assemblée da
septembre 1890:
Vu la loi du 11 janvier 1892 portant é
des Douanes;
La section des Finances, de la Guerre, d
du Conseil d'États, entendue, Décrète:

Art 1er. — Les marchandises étrangères
ments français de l'Océanie sont frappées des
dans le tableau annexé au présent décret.

Art. 2. — La liquidation, la perception
poursuites auxquelles cette perception peut d
les soins ou sur l'initiative du personnel du se

Art. 3. — Les droits ad valorem sont c
officielle ou, à défaut, d'après les prix portés s
ments augmentés de 25 %.

En l'absence desdits connaissements ou fa
est faite d'un commun accord ou par un ar
tribunal de première instance.

Les marchandises tarifées ad valorem et s
des droits afférents à leur valeur réelle, selon
forme. Les frais sont, dans ces deux cas, à

Pour les marchandises passibles de droit
aura lieu sur le poids net, quand le taux du d
100 kilogrammes.

Art. 4. — Les marchandises entrant dans
déchargées, sans qu'au préalable les capitaines
les destinataires aient rempli, au bureau des c
à l'importation le plus voisin, les formalités pre
et 7 ci-après.

Art. 5. — Les ports ouverts à l'importa
des arrêtés spéciaux du Gouverneur.

Art. 6. — Tout débarquement de marchandises tenté ou exécuté en contravention aux dispositions ci-dessus sera présumé frauduleux et puni des peines portées par les articles ci-après.

Des déclarations et manifestes.

Art. 7. — Toute marchandise entrant dans la colonie, qu'elle soit ou non passible de droits, doit être déclarée au service des contributions. La même déclaration est exigée des destinataires pour toute marchandise arrivant par la poste.

A cet effet, les capitaines, maîtres ou patrons sont tenus dans les quarante-huit heures de leur arrivée, de remettre au bureau des contributions le plus voisin le manifeste de leur cargaison.

Art. 8. — Ce manifeste contient les marques et numéros de caisses, balles, barils, ballots, boucauts, etc., leur nombre, les noms des chargeurs et destinataires.

Il contient, en outre, et séparément l'état des marchandises ayant une autre destination ou devant rester à bord, et la liste des provisions du navire.

Art. 9. — Il est interdit sous peine d'une amende de 100 francs, de présenter comme unité dans les déclarations plusieurs caisses ou autres colis réunis de quelque façon que ce soit.

Art. 10. — Pareille déclaration doit être faite par les destinataires, en ce qui les concerne.

Cette déclaration contient, en outre, le poids, la mesure et la valeur de la marchandise au prix de facture, ou généralement toutes les indications nécessaires pour la perception des droits.

Art. 11. — Il est, par les bureaux des contributions, délivré récépissé des manifestes ou déclarations précités, sur leur remise et leur affirmation signées par les déclarants.

Art. 12. — Les manifestes ou déclarations ci-dessus prescrits peuvent, au cas d'erreur, être rectifiés par leur auteurs, dans les vingt-quatre heures du récépissé qui en a été délivré, et avant vérification.

Passé ce délai ou vérification commencée, il n'y peu plus être apporté aucun changement.

Art. 13. — Tout retard dans la remise des manifestes et déclarations exigés par les articles ci-dessus est puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Les destinataires dont le domicile est situé hors de Papeete bénéficient à ce sujet des délais de distance.

Art. 14. — Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité de fournir les indications prescrites en l'article 9 ci-dessus, la marchandise ne peut être enlevée qu'après vérification faite, devant le préposé du service des contributions, de la nature, poids, mesure ou nombre de la marchandise et une déclaration dans les formes plus haut prescrites.

Art. 15. — Les capitaines et commandants des bâtiments de guerre français ou étrangers porteurs de marchandises soumises aux droits sont tenus de remplir toutes les formalités prescrites ci-dessus pour les navires marchands, sans néanmoins que ces bâtiments puissent être retenus sous aucun prétexte.

Art. 16. — Les débarquements de marchandises dans les ports de la Colonie ne peuvent avoir lieu que de 6 à 10 heures du matin et de midi à 5 heures du soir, ou, en dehors de ces heures, sous la surveillance d'un agent du service des contributions, à peine de confiscation des marchandises débarquées et d'une amende de 100 à 500 francs contre les contrevenants.

Art. 17. — Les droits sont perçus sur les déclarations faites et affirmées comme il est dit plus haut.

Toutefois, le service des contributions a le droit de vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites. En ce cas, les marchandises peuvent être, par lui, visitées, pesées, mesurées ou nombrées, en présence des déclarants ou de leurs représentants, et le droit est acquitté sur les quantités constatées.

Art. 18. — Tout excédent trouvé quant au nombre des colis est confisqué, avec amende de 100 à 1,000 francs contre les déclarants.

Tout excédent trouvé quant au poids ou à la mesure, s'il dépasse la bonification accordée par les usages commerciaux des lieux d'expédition, est frappé du double droit dont la marchandise est passible.

Il sera admis une tolérance de $^1/_{20}$ pour les métaux, et de $^1/_{10}$ pour les autres marchandises.

Art. 19. — En cas de fausse déclaration relativement à sa nature, la marchandise faussement déclarée est confisquée et le déclarant condamné à une amende de 100 à 5,000 francs.

La confiscation n'a lieu que si le droit à percevoir est supérieur à 12 francs.

Art. 20. — Le service des contributions peut envoyer ou établir à bord de tous les bâtiments, barques bateaux, etc., tous agents qu'il juge nécessaires pour y faire toutes visites et assurer le contrôle des opérations de déchargement ou de chargement et la perception des droits.

Ces agents peuvent faire ouvrir ou fermer les écoutilles, chambres, armoires, caisses, ballots, tonneaux et autres enveloppes, et apposer tous scellés qu'ils jugent nécessaires.

Aucune visite ne peut être faite après 5 heures du soir ni avant 6 heures du matin, sauf les cas d'entrée des bâtiments en dehors de ces heures.

Art. 21. — Tous transports de marchandises pour visite, leur déballage, remballage et mesurage sont aux frais des propriétaires.

Art. 22. — Au cas de transbordement de marchandises, les capitaines ou propriétaires sont tenus d'en faire la déclaration au service des contributions, qui délivre permis à cet effet et peut faire surveiller l'opération, si bon lui semble.

Art. 23. — Le service des contributions peut exiger la représentation des marchandises restées à bord et déclarées pour la réexportation, et s'assurer de leur existence et de leur identité.

Toute différence constatée dans la quantité où l'espèce de marchandise entraîne l'application de l'article 37 ci-après.

Cette disposition n'est pas applicable, en ce qui touche la quantité, aux marchandises sujettes à coulage.

dans les ports de la colonie ou sur un poin
livre à des déchargements illicites de marchandi
cargaison et les marchandises ou denrées qu'
serait prêt à débarquer, sans préjudice d'un
francs, qui est prononcée solidairement cont
les propriétaires des marchandises embarquée

Art. 31. — Toute tentative individuelle
en fraude des droits d'entrée est punie de la
et d'une amende de 100 à 500 francs contre

Art. 32. — Toute personne qui s'oppo
des agents du service des contributions ou l
est punie d'une amende de 100 à 1,000 fran
verbal, et, dans le cas où il y aurait eu inj
quants et leurs complices sont punis des pe
police générale.

Art. 33. — Tous agents du service des co
chargées de leur prêter main-forte, qui seraien
ou toléré des importations frauduleuses, ou
tement quelque récompense, gratification ou p
damnés aux peines portées aux articles 177 e

L'article 463 du Code pénal peut être a
ventions prévues et punies par le présent décr

Art. 34. — Les navires et marchandises
sûreté des droits et des amendes prononcées p
du présent décret.

Art. 35. — Le service des contributions
ses agents, dans l'exercice et pour raison de
seulement.

Les capitaines, maîtres ou patrons et s
responsables du fait des gens de leurs équip
raison de l'exercice de leurs fonctions, en ce
les confiscations, amendes et dépens.

Les propriétaires des marchandises sont civ
de leurs agents, serviteurs et domestiques en ce q

De la contestation des contr

Art. 36. — Les contraventions aux dis
peuvent être relevées par les employées et a
butions, les commissaires de police, les gendar
de district et agents de la police municipale e

Elles sont constatées par procès-verbaux
Ces procès-verbaux ou rapports doivent être d
sont présents, et affirmés dans les vingt-quat
le délai des distances, devant le magistrat de
où la contravention a été relevée. Ils font f
contraire des constatations faites par l'agent v

Des saisies.

Art. 37. — Les saisies de marchandises, navires, bateaux, etc., font également, dans les vingt-quatre heures, l'objet d'un rapport ou procès-verbal énonciatif de la contravention et descriptif de l'objet saisi.

Il peut être constitué gardien et apposé tous scellés nécessaires.

Art. 38. — Ce rapport ou procès-verbal est soumis aux formalités ci-dessus prescrites pour les procès-verbaux de contravention. Il est transcrit sur un registre spécial, tenu à cet effet dans le bureau le plus voisin du service des contributions.

Art. 39. — Copie de ce rapport est affichée à la porte du bureau des contributions dans les vingt-quatre heures du dépôt.

Elle contient sommation à la partie saisie nommée ou inconnue de comparaître, dans les trois jours, devant le tribunal compétent pour voir statuer, sauf appel, sur la contravention et la validité de la saisie.

Art. 40. — Il est offert mainlevée sous caution solvable, ou en consignant la valeur des navires, barques, bateaux saisis, et cette offre, ainsi que la réponse de la partie, sont consignées au procès-verbal de l'agent qui a opéré la saisie.

Art. 41. — L'appel des jugements rendus en premier ressort en cette matière ne peut être interjeté que dans les trois jours de leur prononciation. Ce délai passé, il est procédé à la vente des objets saisis dans la forme des ventes sur saisie-exécution.

En première instance et sur appel, l'instruction de la cause est vabale, sur simple mémoire et sans frais de justice à répéter de part ni d'autre.

Les délais d'appel et de vente expirés, toutes répétitions et actions sont non recevables.

Art. 42. — La confiscation des marchandises saisies peut être poursuivie et prononcée contre les personnes entre les mains desquelles elles sont trouvées, sans que le service des contributions soit tenu de mettre en cause les propriétaires, alors même qu'ils lui seraient indiqués, sauf réserve de leur droit d'intervention dans les poursuites.

Au cas de: saisie non fondée, le propriétaire des marchandises a droit à un intérêt d'indemnité de 1 % par mois, sur la valeur des objets saisis depuis l'époque de la retenue jusqu'à celle de la remise ou de l'offre qui lui en aurait été faite, sans préjudice des dommages-intérêts, qu'il peut réclamer.

De la compétence:

Art. 43. — Le tribunal de première instance de Papeete et les tribunaux de paix des divers cantons de la colonie, jugeant correctionnellement, sont seuls compétents pour prononcer en premier ressort sur les contraventions et saisies prévues au présent décret.

L'appel est porté au tribunal supérieur de Papeete.

Il est interjeté dans la forme prévue par l'article 203 du Code d'instruction criminelle.

Art. 44. — Toutes contestations relatives à l'application des tarifs

sont soumises au tribunal du contentieux administratif, instruites et jugées sommairement.

Art. 45. — Les contraventions sont poursuivies à la dilligence du ministère public sur la remise qui lui est faite des rapports par le Directeur de l'intérieur, à Papeete, et, dans les autres localités, par les chefs des bureaux des contributions.

Des transactions.

Art. 46. — Le service des contributions peut, même en cas de saisie, transiger sur tous les procès relatifs aux contraventions prévues par le présent décret.

Art. 47. Les transactions sont faités par écrit et sont définitives:

1° Dans les archipels et dépendances autres que Tahïti et Moorea, avec l'approbation du chef du bureau des contributions où la contravention a été constatée, lorsque, sur les procès-verbaux de contravention et de saisie, les condamnations, confiscations et amendes à obtenir ne s'élèvent pas à plus de 1,000 francs.

2° Dans tous les autres cas, avec l'approbation du Gouverneur, conformément au paragraphe 4 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885.

Du partage du produit des saisies et amendes.

Art. 48. — Une moitié du produit net des saisies et amendes prononcées en vertu du présent décret est acquise et immédiatement payée à l'agent capteur; un quart est réparti immédiatement aussi entre les divers agents du service actif des contributions qui ont le plus efficacement concouru à la répression de la fraude et à la conservation des droits du Trésor local.

Art. 49. — Le Ministre de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mai 1892.

Signé: *Carnot.*

Par le Président de la République:
Le Ministre de la Marine et des Colonies,
Signé: *G. Cavaignac.*

Dénomination des produits.		Taux du droit. Fr. C.
Sucs végétaux.		
Huile d'olive	hectolitre	25 »
Huile de lin	100 kil.	15 »
Huile de colza	id.	15 »
Huile de coco	id.	20 »
Gomme arabique	id.	15 »
Résine, brai	id.	2 »
Réglisse ou jus de racine	ad val.	15 %
Essence de térébenthine	100 kil.	15 »
Vitrification.		
Verrerie, vitrerie et cristallerie de toutes sortes	ad val.	15 %

Marchandises.

Non dénommées au présent tarif . . . . id. 8 %

Exemptions.

Indépendamment des exemptions indiquées dans le tableau ci-dessus, les objets dont la nomenclature suit sont admis en franchise des droits de douane, savoir:

Les vivres, matières et objets introduits pour le compte de l'État, de la colonie ou des communes;

Les machines-outils à l'usage des ouvriers à bois ou à métaux;

Les outils en cours d'usage, apportés par des ouvriers venant s'établir dans la colonie:

Les bœufs, taureaux, vaches, chevaux, moutons, boucs, chèvres et porcs;

Les volailles, gibiers et tous oiseaux vivants;

Les armes et munitions de guerre proprement dites;

Les effets d'habillement et d'équipement destinés aux troupes de la garnison;

Les fournitures destinées aux écoles primaires, secondaires et professionelles;

Les vêtements et effets composant la garde-robe des voyageurs au moment de leur arrivée;

Les meubles et objets mobiliers en cours d'usage, appartenant aux fonctionairs militaires et officiers de tous grades, débarqués au moment de leur arrivé dans la colonie;

Les meubles et objets mobiliers, en cours d'usage, appartenant à tous citoyens venant se fixer dans la colonie;

Les appareils plongeurs et tous engins servant à la culture ou à la pêche de la nacre;

Les arbres fruitiers, les plantes et les fruits;

Les cotons, fungaugs, coprahs, tripangs, cocos, jus de citron, noix de bancoul, graines de coton, coquilles et écailles de toutes sortes et généralement toutes les matières premières, produits des îles, destinées à la réexportation, à l'exception du café;

Les robes et toques des membres des tribunaux;

Les uniformes et les objets d'armement et d'équipement reglementaires destinés aux officiers;

Les uniformes et insignes des fonctionnairs civils;

Les registres et imprimés destinés aux consulats;

Les matières employées à la construction du au radoubage des navires, barques et bateaux, sauf à l'introducteur de se pourvoir près de l'administration pour en faire constater l'emploi;

Les récipients, sacs, caisses et matières nécessaires à l'emballage des produits du pays et destinés à l'exportation.

Vu pour être annexé au décret du 9 mai 1892.

Le Ministre de la Marine et des Colonies,
(Signé) *G. Cavaignac.*

99.

ÉTAT-LIBRE D'ORANGE, CAP DE

Union douanière. Acte additionnel
autorisant la colonie du Cap à fai
douanière Sud-Africaine, établissan
pour certains produits et réglant l
des droits de douane perçus sur
7 juin 1889.

Bulletin international des douanes. Organe de
publication des tarifs douaniers.

Le Governeur du cap de Bonne-Espéranc
à l'approbation du conseil legislatif et de l'a
colonie, décrète:

Article premier. — Le présent Acte entre
par le Gouverneur dans une proclamation qui
Cette proclamation énoncera le nom des colonie
partie de l'Union douanière Sud-Africaine. Le
aura le droit de déclarer par une proclamation
que le 1er janvier ou le 1er juillet, postérieur
colonies, États ou territoires de l'Afrique du s
civilisé, seront admis à faire partie de l'Unio
est entendu que tout État, colonie ou territoire
mation qui met en vigueur le présent Acte,
cette Union douanière qu'après un délai de si
le Gouverneur aura reçu la requête du pays so

Art. 2. — Abrogation des Actes: n° 13
n° 8 de 1886; n° 18 de 1887; n° 39 de 18
stipulées dans d'autres Actes qui ne concorde

Art. 3. — A partir de la date de la m
Acte, il sera imposé, perçu et acquitté sur le
chandises importés de l'étranger et dénommés
les droits établis par ledit tableau; ces droits
de la colonie.

Art. 4. — Les produits, articles et marcha
B ci-après seront admis en franchise.

Art. 5. — Quand les marchandises, impor
au moment de leur importation dans la colo
voie de terre dans un État, colonie ou territo
l'Union, le Gouverneur pourra accorder un dé
douane dont elles sont passibles, mais ce dégrèv
avis donné à cet effet dans la Gazette. (Voir

Art. 6. — Quand les marchandises impo

au moment de leur importation sont transportées par voie de terre dans un État, colonie, ou territoire faisant partie de l'Union douanière pour y être mises en consommation, il sera versé, au profit du gouvernment dudit pays, les trois quarts des droits de douane perçus sur lesdites marchandises, en vertu du présent Acte.

Art. 7. — Le Gouverneur pourra, suivant les circonstances et par un avis inséré dans la Gazette, publier et modifier les règlements pour le transport et la sortie à la frontière des marchandises visées par le présent Acte, ou pour les réductions à accorder sur les droits et pour le payement à faire aux autres pays de leur quote-part dans les droits de douane perçus par les préposés de la colonie du Cap.

Art. 8. — Tout contrevenant aux règlements établis à l'article 7 sera passible d'une amende dont le maximum sera de 300 livres sterlings ou, à défaut de payement, d'un emprisonnement maximum d'un an, avec ou sans travail forcé, ou conjointement à l'amende et à l'emprisonnement. Toutes les marchandises transportées en contravention ainsi que les animaux et les animaux et les moyens de transport seront confisqués au profit du trésor de la colonie.

Art. 9. — Sans préjudice des règlements que le Gouverneur établira à cet effet, les industriels employant, pour la fabrication des confitures des compotes et de la confiserie, des quantités considérables de sucre, pourront obtenir des réductions sur les droits applicables à ce produit. Il est toutefois entendu que les distilleries de spiritueux et les brasseries ne seront jamais autorisées à se livrer à la fabrication des confitures, des compotes et de la confiserie.

Art. 10. — Le présent Acte sera appelé »Custome Union Tariff Act, 1889.«

100.

PORTUGAL.

Tarif des douanes, applicable sur le continent et les îles adjacentes; approuvé par décret du 17 juin 1892.

Bulletin internationale des douanes. Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Bruxelles 1893.

Instructions préliminaires.

I.

Régime commun.

Droits généraux et leur application.

Art. 1. — Les marchandises, importées ou exportées par les douanes du continent et des îles adjacentes, quelles que soient les conditions de

leur importation ou de leur exportation, soi droits spécifiques ou ad valorem, établis su établis dans les présentes instructions prélimi

§ unique. Les établissements publics, d sont soumis au payement des droits fixés applicables aux produits provenant, soit des vinces d'outre mer.

Art. 2. — Les marchandises doivent ac au moment de leur présentation en douane applicables au moment de leur admission douanier.

§ 1er. Les marchandises présentées en soumises aux taxes nouvelles qui pourraient si elles n'ont pas déjà acquitté les droits de leur admission ou de leur expédition.

§ 2. Il est fait exception.

a. Pour les marchandises sorties de la do nant le dépôt des droits. Ces marchandises vigueur à l'époque où elles ont été admises mation.

b. Pour les marchandises importées par publics et destinées à l'exécution de leurs trav au payement de la taxe qui leur était ap entrepreneurs ont signé leurs engagements.

§ 3. Dans les îles, où la valeur de l équivalente à la valeur légale de celle du cont et les impôts sont perçus en monnaie forte.

Droits »ad valore

Art. 3. — Les droits ad valorem, établis sont calculés sur la valeur des marchandises brication, augmentée des frais de transport, d nécessaires jusqu'à leur entrée dans la douane

§ 1er. La valeur des marchandises impo la facture émanant du fabricant ou du vend prix réel. Cependant la facture pourra être re écrite.

§ 2. La facture ou la déclaration doi nature des marchandises contenues dans les col ainsi que la valeur de chaque espèce d'article.

§ 3. Si la douane juge que la valeur d a le droit de protester. Dans ce cas, l'empl estime la valeur véritable qui doit être attribu

§ 4. L'intéressé doit aussitôt déclarer s'i qui vient d'être faite. S'il est d'accord l'expé le cas contraire, on procède conformément a des présentes instructions préliminaires.

Art. 4. — Si, de l'examen auquel la marchandise a été soumise, il résulte que sa valeur ne dépasse pas de 10 % celle qui a été déclarée par l'importateur, le droit sera perçu conformément à la valeur estimée. Dans le cas contraire, le droit sera augmenté de 50 % à titre d'amende.

Droits spécifiques sur le poids.

Art. 5. — Les droits spécifiques, quand ils se rapportent au poids des marchandises, seront perçus sur le poids brut ou sur le poids net, conformément aux règlements douaniers du tarif et aux instructions préliminaires.

§ unique. Pour les marchandises, dont les droits d'importation ne dépassent pas 5 reis par kilogramme, le droit du tarif s'appliquera également au poids brut.

Poids qui servent de base à l'expédition.

Art. 6. — Est appelé poids brut le poids total du colis et poids net le poids du colis déduction faite de tout ou partie des enveloppes extérieures et intérieures.

§ 1. Poids brut. — Pour les marchandises taxées au poids brut, le poids se détermine par le pesage direct ou par estimation. On peut également prendre pour base du droit à payer le poids déclaré sur le manifeste, quand ce document concorde avec la facture ou la déclaration et qu'en outre le poids et visiblement indiqué à l'extérieur des colis et que les colis sont de dimensions égales.

a. Pour évaluer le poids brut par estimation, on calcule le poids total des colis d'après le poids de quelques-uns.

b. Les contenants des marchandises qui payent au poids brut et ceux des marchandises qui sont exemptes de droits sont considérés comme marchandises assujettis aux taxes respectives du tarif, quand ils sont d'une autre nature ou d'une plus grande valeur que les contenants dont on se sert généralement pour le conditionnement de ces marchandises.

§ 2. Poids net. — Pour les marchandises taxées au poids net, ce poids s'établit, au choix de l'administration, quand aucune disposition contraire ne s'y oppose, dans l'une des formes suivantes:

1° En séparant les marchandises de leur contenant extérieur et de tout ou partie des contenants intérieurs: poids effectif.

2° En déduisant du poids brut la tare légale fixée par le tableau qui suit: poids par tare légale;

3° En soustrayant la tare légale du poids brut par estimation, c'est-à-dire du poids brut de tous les colis, calculé d'après le poids de quelques-uns ou d'après l'évaluation du poids net de toute la marchandise, en prenant pour base le poids net d'une partie de ladite marchandise: poids net par estimation.

Ces deux méthodes pour établir le poids net ne sont applicables, dans le premier cas, que lorsque les colis sont à peu près de la même dimension et contiennent des marchandises homogènes; dans le second, lorsque les marchandises sont de même nature et de même qualité.

§ 3. Contenants. — Pour les marchandises payant au poids net, les premiers contenants intérieurs sont, ou exempts de droits, ou soumis

aux droits comme a marchandise même q
considérés comme articles à part et taxés
leur est applicable:

1⁰ Ils sont exempts de droits, quan
sont employés à l'emballage nécessaire des

Sont exceptés cependant de la dispos
dans n'importe quel état; ces contenants
ils sont composés des tissus généralement
distinction s'ils sont employés comme emb

b. Pour l'application de ce paragraph
premiers contenants intérieurs, sauf dans
texté du tarif, les contenants partiels des
les marchandises contenues dans le mêm
le régime stipulé au n⁰ 2 du présent para

2⁰ Les contenants, pour lesquels il n'
dans le tarif ou dans les présentes instruc
la marchandise même.

3⁰ Sont considérés comme articles m
assujettis aux taxes respectives du tarif l
rieurs d'une autre nature ou de plus de
usités pour le conditinonement les marchan
carton ornées, de laque, de pâte, et to
Sont également soumies à cette disposition s
contenant des cigares.

§ 4. Le poids net, qui sert de ba
précieux en ouvrages et des fleurs artific
tissus, ne comprend pas les papiers, les
lequel ils sont enveloppés.

§ 5. Tare légale.

§ 6. Quand le calcul du poids net e
dispositions de l'alinéa b du paragraphe
poids effectif, ne lui sont pas applicables.

Récipients de terre

Art. 7. — Quant aux marchandises
volume, les récipients de terre ou de verr
tares; ils acquittent les droits comme marchan

Faculté accordée au commerce pou net.

Art. 8. — L'intéressé qui ne veut p
tare légale ou qui n'accepte pas le poids ne
d'opter, dans le premier cas, pour le poids
le pesage total. Cependant, dans tous les
pesage total, il ne résulte pas un écart su
téressé, il aura à payer le double des tax
d'œuvre.

Application des dénominations du tarif.

Art. 9. — Pour la classification des marchandises d'après le tarif, la dénomination spéciale sous laquelle on peut les ranger est toujours préférable à toute autre dénomination générique qui leur serait également applicable.

Prohibitions et restrictions.

Art. 10. — Il est défendu:

a. de changer l'emballage des marchandises, excepté dans les cas suivants:

1° quand on doit retirer une partie des marchandises contenues dans un colis pour les réexporter;

2° quand il y a quelque risque d'avarie, de coulage, ou quand il est nécessaire de recourir à un meilleur conditionnement pour des marchandises destinées au transit ou à la réexportation.

b. de transformer la nature des marchandises d'une manière quelconque, à l'exception des articles en or ou en argent, qui peuvent être réduits en lingots ou en morceaux, quand les importateurs en expriment le désir.

c. d'importer:

1° des marchandises étrangères avec marques de fabrique ou de commerce en contravention avec les lois et les traités en vigueur;

2° des caisses, des paquets réunis et liés, ayant la même marque, pour ne former qu'un seul colis contenant diverses marchandises, ou même contenant une seule marchandise, si ledit colis n'est pas accompagné de la déclaration comportant le numéro et le poids total des caisses ou des paquets réunis:

3° des animaux ou des produits d'animaux des pays où règne une épizootie;

4° des plantes provenant des régions infectées du phylloxera et d'épiphytie;

5° des livres de propriété littéraire portugaise, quand il s'agira d'éditions contrefaites à l'étranger:

6° des exemplaires frauduleux des œuvres littéraires et artistiques qui font l'objet des conventions littéraires;

8° Des médicaments dont la composition est tenue secrète ou dont la formule n'est pas dûment enregistrée.

Art. 11. — Les livres, les imprimés, les lithographies, les photographies les gravures et les écrits en toute langue sont expédiés dans les douanes, sans l'intervention de la censure, excepté pour les cas prévus dans le Code pénal.

Avaries.

Art. 12. — Est appelé avarie, en termes de douane, le dommage arrivé aux marchandises, à partir du moment où commencent les risques de mer pour le navire sur lequel elles sont embarquées, jusqu'au moment de leur débarquement, ou par suite de la chute des colis à l'eau, à l'occasion du déchargement.

Art. 13. — On accorde aux marchandises avariées un rabais sur les droits qu'elles auraient à payer, en proportion avec la différence entre la valeur de ces marchandises au moment de l'expédition et leur valeur lors-

qu'elles étaient en bon état; cependant, poı
que l'avarie dépasse de 5 % la valeur des
que l'on ait satisfait aux conditions stipulée

1° Si l'avarie a eu lieu en cours d
qu'il résulte, du registre d'entrée du navi
légal, que le capitaine a dressé procès-ver
d'eau, abordage, échoement, incendie ou acci

2° Si le dommage a eu lieu dans le
les allèges, cette circonstance doit être pr
le bureau préposé au service maritime, imr
ou dans le vingt-quatre heures.

Art. 14. — L'origine et l'importance
par deux experts, dont l'un, employé de la
directeur et l'autre désigné par le commerça

§ 1. — Le choix d'un expert, par l'
des courtiers inscrits ou, à leur défaut, s
tence reconnue.

§ 2. Les deux experts, en cas de dé
sième comme tiers arbitre.

§ 3. Si les deux premiers experts ne
le trosième sera désigné par le chef de la

§ 4. Si le chef de la douane juge
lésés par l'arbitrage, il interjettera appel de
technique. La même faculté est accordée au

Art. 15. — Les propriétaires des marc
avant ou après l'expertise, à séparer la par
la consommation et à réexporter ou abando

§ 1. En cas de réexportation, la do
portugais du port de destination, pour qu
informée par ses soins.

§ 2. Dans l'hypothèse d'abandon, s'il
ou médicinaux, ces produits doivent être im
dressé procès-verbal avec les témoignages
les cas analogues; s'il s'agit d'autres mar
généralement adoptées pour les ces d'aband

§ 3. Toutes les fois que le vérificateu
alimentaires ou médicinaux sont détériorés,
nitaire, et on procédera immédiatement, c
suivant les règles de la législation en vigue

Art. 16. Il n'est pas accordé de réd
texte d'avarie:

1° Aux céréales, légumes, viandes, m
autres substances alimentaires, ni aux mé
ployés en médecine;

2° Au bois brut, aux poutres, planc
bruts et autres objets dont la valeur ne sa
cident quelconque survenu pendant le voya

8° Aux marchandises détériorées par d'autres causes que celles énumérées à l'article 12.

Contestations.

Art. 17. — Les contestations qui s'élèveraient entre les commerçants ou leurs agents et les employés des douanes, ou entre les employés qui interviennent dans l'expédition concernant la classification des marchandises, les avaries, les tares, l'application du tarif, et, en général, sur tous les autres incidents relatifs à la vérification et à la taxe des marchandises ou à l'omission de marchandises dans les dénominations du tarif, seront tranchées suivant les règles ci-après établies:

1. Quand les contestations dont il s'agit s'élèveront entre les commerçants ou leurs agents et les employés de la douane, lesdits commerçants ou leurs agents devront, au plus tard dès le lendemain du jour où la contestation s'est élevée, présenter au chef de la seconde division de la douane ou à son remplaçant, leur requête motivée.

Si, au contraire, la contestation s'est élevée parmi les employés de la douane qui ont pris part à l'expédition, ces derniers devront, dans le même délai, présenter au même fonctionnaire leurs explications écrites et leurs avis motivés.

2. Les requêtes ou informations, les formules de l'expédition, ainsi que les échantillons des marchandises et tous les autres éléments de renseignements sont soumis au conseil des vérificateurs qui doit se réunir au moins une fois par semaine.

3. Le conseil des vérificateurs réuni au siège du bureau de douane se compose des vérificateurs, quelle que soit leur classe, et il est présidé par son directeur ou par le chef de la seconde division, qui n'a pas voix délibérative au conseil.

4. Si la contestation ou le conflit s'est élevé dans un bureau secondaire de douane, les documents et les éléments du procès doivent être adressés à la douane du ressort, avec l'avis du chef de ce bureau, pour être produits devant le conseil des vérificateurs, suivant les règles établies en pareille matière.

5. Procès-verbal doit être dressé de la décision du sonseil des vérificateurs, avec mention motivée du vote de chaque employé, et, quelle que soit la délibération du conseil, le résultat en est communiqué au commerçant ou à son agent; si celui-ci juge qu'il a été lésé dans ses intérêts, il peut en appeler dans le délai de trois jours; ces requêtes ; jointes à l'instance. du procès, doivent être écrites sur papier timbré.

6. Les demandes en appel seront soumises à l'appréciation des réviseurs réunis en conseil qui donneront leur avis pour l'instruction du procès.

7. Dans le cas où il y aurait divergence entre l'avis des vérificateurs et celui des réviseurs, ou bien encore lorsqu'une protestation se sera élevée de la part des commerçants, les directeurs respectifs pourront, quand, ils le jugeront convenable, ordonner qu'il soit procédé aux expéditions, mais à condition de réunir les avis conformes de la majorité du conseil des vérificateurs, et pourvu que la majorité des réviseurs soit du même avis.

8. Pour sortir ses effets, la procédure dont il s'agit, accompagnée des échantillons des marchandises, devra être adressée directement au rapporteur technique.

9. Si les commerçants ou leurs agents, ou bien la direction de la douane, décident d'interjeter appel par devant le tribunal du contentieux technique, un exemplaire du procès-verbal de la réunion des vérificateurs, accompagné de copies authentiques de la déclaration pour l'expédition, des avis des réviseurs, du chef de la seconde division et du directeur, ainsi que des échantillons de la marchandise et des réclamations de l'intéressé, en un mot, tous les éléments nécessaires pour instruire la demande d'appel, devront être adressées directement, et dans le délai de huit jours, au rapporteur technique auprès dudit tribunal.

10. S'il n'était pas possible d'envoyer des échantillons, on pourra y suppléer par des dessins ou par la description minutieuse de la nature, de la forme et de l'usage de l'objet qui a donné lieu à l'appel. Dans ce cas, les marchandises ne pourront pas être retirées des bureaux de douane, à moins que le rapporteur n'ait jugé que les dessins, descriptions, etc., fournis, sont suffisants pour éclairer les juges. S'il est nécessaire de procéder à l'analyse chimique des produits qui font l'objet de la contestation, les réclamations seront instruites avec ce procès-verbal à l'appui.

11. Si l'intéressé désire retirer de la douane les objets qui ont donné lieu à la contestation ou à la divergence d'opinions, avant qu'une résolution supérieure soit intervenue, il devra déposer le montant du maximum des droits, augmenté d'un tiers.

12. Si la contestation est résolue en faveur du commercant, on ne perçoit pas les dépens du procès ni les frais du transport des échantillons. En cas où il n'y aurait que divergence d'opinion entre les employés, l'envoi des échantillons est fait pour le compte du trésor public, et il n'y a pas de frais de procès à percevoir.

13. Omissions. — Quand une marchandise quelconque sera présentée à l'expédition en douane et que le commerçant ou le vérificateur estimeront qu'elle n'est pas comprise dans les dénominations du tarif, on procédera comme pour les contestations.

14. Les marchandises qui seront considérees comme omises dans le tarif pourront être retirées de la douane moyennant une caution suffisante, à moins que les négociants intéressés ne soient règlementairement dispensés de fournir une caution ou autre garantie.

15. De l'admission des réclamations. — La direction des douanes peut, de l'avis unanime des réviseurs, rejeter toute réclamation relative à des questions de fait, telles que: les requêtes sollicitant la comparaison des marchandises avec les types légaux ou avec des échantillons sur lesquels le tribunal du contentieux technique a déjà prononcé, les contestations sur le poids ou sur la tare, ect.

16. L'intéressé pourra toujours en appeler de ces décisions auprès du rapporteur technique, au moyen d'une requête examinée et transmise par les soins de la direction des douanes et accompagnée des échantillons des marchandises en litige.

17. Le rapporteur technique peut accueillir ou rejeter ces pourvois et, dans le premier cas, il ordonnera la reprise de la procédure. Sa décision sera soujours sujette à appel devant le tribunal du contentieux technique, pourvu que cet appel soit interjeté par le propriétaire des marchandises qui font l'objet de la contestation.

II.

Régime spécial.

Importations.

Dispositions générales.

Art. 18. — Sont assujettis au régime spécial à l'importation:

1⁰ Les marchandises importées des pays avec lesquels il y a des traités de commerce;

2⁰ Les marchandises provenant des provinces portugaises d'outre-mer;

3⁰ Les marchandises assujetties à l'impôt du real de agua et à des impôts locaux;

4⁰ Le sucre de production de l'île de Madère;

5⁰ Le tabac;

6⁰ La saccharine, qui ne peut être importée que pour l'usage de la pharmacie avec autorisation de l'administration et sur l'avis du tribunal contentieux technique;

7⁰ Le blé et les farines, conformément à la loi du 15 juillet 1889 et du décret du 29 août 1889;

8⁰ Le maïs en grain, importé dans l'île de Madère et provenant de ports étrangers;

9⁰ Le maïs, de production de l'archipel du Cap Vert, importé dans l'île de Madère;

10⁰ Le maïs en grain, à l'entrée sur le continent et provenant de l'île de Madère;

11⁰ Les médicaments composés.

§ 1. Les marchandises de production des provinces portugaises d'outre-mer, transportées directement sur des navires nationaux, et celles qui, originaire de Mozambique, de l'Inde portugaise et de Timor, sont transportées sous n'importe quel pavillon, payeront, dans les douanes du continent et des êles adjacentes, la moitié des droits du tarif, à l'exception du tabac.

§ 2. Pour les effets du présent article, sont considérés aussi comme de production propre des provinces d'outre-mer: le riz, les épices et les filaments, quand ils ont été nationalisés dans quelqu'une des douanes de l'Asie ou de l'Afrique orientale.

§ 3. Toutes les marchandises de provenance de Macao, sur navires portugais et avec certificat d'origine de ce port, arrivant dans les douanes du royaume et des îles adjacentes pour y être mises en consommation, bénéficient de la réduction de 50 % des droits du tarif.

§ 4. Le sucre de production de l'île de Madère, admis à la consom-

mation dans les douanes du continent et des Açores, paye le quart du droit fixé pour le sucre étranger de même qualité.

§ 5. Le maïs en grains, importé dans l'île de Madère, paye le tiers du droit établi dans le tarif, quand il provient des ports étrangers; s'il et de production de l'archipel du Cap Vert, il entre en franchise de droits.

§ 6. Le maïs en grains, provenant de l'ile de Madère et importé sur le continent, est assujetti à la taxe comme maïs étranger.

Marchandises assujetties à l'import intérieur.

Art. 19. — Tous les articles, compris dans le tableau I et importés de pays étrangers ou des provinces d'outre-mer pour la consommation dans le pays, payent en douane, en plus du droit d'importation, les droits établis par le tarif de la douane de consommation, s'ils sont destinés à la consommation de Lisbonne, et s'ils sont destinés à celle d'autres communes du continent, les taxes du real de agua ou tout autre impôt local établi ou qui sera établi dans la suite.

Art. 20. — Les marchandises, qui, dans le tarif général des douanes, sont assujetties à des taxes inférieures à celles établis dans le tarif de consommation pour les mêmes marchandises, ne payent que les droits du tarif de consommation, quand elles sont expédiées pour la commune de Lisbonne, sauf la disposition de l'article précédent.

Art. 21. — Les marchandises exemptes de droits dans les tarifs d'importation, mais qui sont taxées au tarif de consommation, sont assujetties, dans la commune de Lisbonne, au payement de ces derniers droits.

Fils mélangés.

Art. 22. — Pour l'application de la taxe, les fils mélangés, composés de fibres de nature différente, sont considérés comme s'ils n'étaient composés que de fibres assujetties aux droits les plus élevés.

Tissus mélangés et toiles combinées ou composées.

Art. 23. — Les tissus mélangés, c'est-à-dire composés de filaments divers, et les toiles combinées ou composées suivent le régime ci-dessous:

1° Les tissus mélangés qui ne contiennent pas de soie payent comme s'ils n'étaient formés que du filament dont la taxe est la plus élevée, à l'exception du filament qui, frappé du droit le plus élevé, n'entre dans le tissu que comme fil de tissage proprement dit,

2° Les tissus mélangés qui contiennent de la soie ou de la bourre de soie, des fils d'or ou d'argent, sont taxés suivant leur classification dans les numéros du tarif;

3° Les tissus de tricot, de maille et, en général, les tissus sans chaîne ni trame composés de filaments divers, sont considérés comme composés seulement du filament qui est frappé du droit le plus élevé;

4° Les toiles combinées ou composées, c'est-à-dire celles qui sont formées de tissus de genres différents et dans lesquelles le point dont elles sont composées ne peut, par lui-même, servir de base à leur classification, seront taxées comme si elles étaient uniquement composées du tissu qui prédomine en quantité.

Art. 24. — Les règles ci-dessus mentionnées, relatives aux fils et aux tissus, sont subordonnées aux règles établies dans le texte même du tarif.

Machines et appareils industriels.

Art. 25. — Pour que les machines et appareils industriels bénéficient de la classification spéciale dont il est fait mention au n° 372 du tarif, il faut qu'ils soient complets, et il est nécessaire qu'on présente à la douane la relation minutieuse de la quantité et de la qualité des pièces dont ils se composent et de l'emploi auquel ces machines sont destinées. De l'examen de cette relation dépendra leur classification.

§ 1. Peuvent également bénéficier de la classification spéciale à laquelle le présent article se rapporte les machines importées en plusieurs envois. Dans ce cas, il faut que l'importateur remette à la douane le dessin de la machine complète et la relation dans les conditions ci-dessus indiquées, en s'obligeant à effectuer l'importation de la totalité de la machine dans un délai de temps stipulé.

§ 2. Jusqu'à ce que la machine soit entièrement importée, l'importateur doit déposer successivement, avec augmentation d'un tiers, les droits correspondants aux objets importés à chaque envoi.

§ 3. Si, dans le délai stipulé au § 1er, la machine n'est pas introduite en totalité, les droits sur les parties importées sont perçus comme il est dit au § 2.

Appareils d'espèces différentes.

Art. 26. — Les appareils ou machines d'espèces différentes et ayant diverses classifications dans le tarif, quoique destinés à fonctionner ensemble, sont soumis aux droits correspondants à chacun d'eux, quand ils sont séparés de façon à pouvoir être utilisés isolément.

§ unique. Si les appareils ou machines dont il est question à l'article précédent ne sont pas séparés de façon à pouvoir, chacun à part, fonctionner isolément, ils seront classés conformément à l'usage auquel ils sont destinés.

Marchandises composées de matières diverses.

Art. 27. — Les articles ou produits, composés de matières ou de substances différemment taxées et qui ne peuvent pas facilement être séparées, doivent être considérés, pour l'application de la taxe, comme composés uniquement de la matière ou de la substance qui prédomine en quantité, si lesdits articles ou produits ne sont pas spécialement dénommés dans le tarif.

Cependant, en cas de doute relativement à la matière ou à la substance prépondérante, ils sont assujettis au droit établi pour la matière ou la substance la plus fortement taxée.

Bateaux.

Art. 28. — Les bateaux étrangers, pour être considérés comme nationaux, doivent, après avoir payé les droits stipulés dans le tarif, être enregistrés et immatriculés par les soins de l'autorité compétente de la marine.

Art. 29. — Pour qu'un navire soit considéré comme innavigable, il

faut que la dépense pour les réparations indispensables à la continuation de son voyage dépasse les trois quarts de la valeur que ce même navire avait lorsqu'il était en état de naviguer.

§ unique. L'importance de ces réparations est évaluée par des experts nommés par le directeur de la douane compétente, lesquels, à cet effet, procéderont à la visite du navire en présence du capitaine du port et du consul ou du vice-consul de la nation à laquelle le bâtiment appartient.

Quand, dans le lieu où la visite doit se passer ou dans le voisinage, il n'existe pas de ces agents, le directeur de la douane indiquera les personnes qui doivent les remplacer.

Exemption de droits.

Art. 30. — Sont exempts de payment des droits d'importation, en outre des marchandises mentionnées dans les tarifs:

Les objets importés pour l'usage des chefs de mission acrédités dans le pays, s'il y a réciprocité ou suivant les coutumes diplomatiques établies;

Les marchandises saisies et ensuite abandonnées;

Les épaves des navires naufragés;

Les échantillons de marchandises dont les droits ne depasseraient pas 300 reis, à l'exception du tabac manufacturé de tout espèce;

Les objets rejetés par la mer ou trouvés en mer;

Les bagages.

§ unique. Sont considérés comme bagages, pour l'exemption des droits, les vêtements et objets à l'usage personnel des passagers, de l'équipage des navires et des conducteurs de tous moyens de transport, ainsi que les outils, les instruments, les livres et les ustensiles propres à la profession des voyageurs.

Tous les objets dont il est fait mention dans ce paragraphe doivent être importés en quantité et qualité en rapport avec la classe, les fonctions et les autres considérations inhérentes aux voyageurs.

Marchandises délaissées.

Art. 31. — Les marchandises délaisées en douane au delà des délais légaux et vendues aux enchères sont exemptes de droits pour l'acheteur. Les droits afférents auxdites marchandises doivent être déduits du produit de la vente.

Importation temporaire.

Art. 32. — Est autorisée l'importation temporaire:

Des marchandises sauvées dans un naufrage;

Des marchandises étrangères qui sont destinées aux expositions portugaises;

Des marchandises qui servent d'échantillon;

Des fûts d'une capacité non inférieure à 600 litres, type bordelaises, destinés à l'exportation du vin;

Des charrettes, instruments de labour et bestiaux, généralement employés au charroi à la frontière;

Des voitures et autres véhicules avec leurs accessoires, destinés à l'usage des voyageurs qui viennent résider temporairement dans le pays;

Des joyaux et de la bijouterie, en or ou en argent, de grande valeur, introduits dans les mêmes circonstances;

Des objets appartenant à des artistes, à des troupes ou entreprises de spectacles;

Des provisions de bâtiments baleiniers, débarquées pour être bonifiées.

Réimportation.

Réimportation exempte de droits.

Art. 33. — Est autorisée la réimportation, sans payement de droits, des marchandises suivantes:

Ouvrages et publications littéraires, imprimés dans le pays;

Marchandises, quelles qu'elles soient, retournées pour une raison justifiée;

Objets revenant des expositions étrangères;

Bestiaux et autres moyens de transport à la frontière;

Futailles, caisses, sacs et autres contenants qui ont été employés à l'exportation des marchandises;

Vins et autres marchandises qui reviennent pour être bonifiées;

Marchandises qui, moyennant autorisation préalable, ont été exportées pour recevoir quelque perfectionnement ou quelque réparation.

Exportation.

Vin exporté de Porto.

Art. 34. — Le vin, exporté par la douane de Porto, paye, en plus des droits établis sur le tarif d'exportation, la taxe de 0,5 real le litre, conformément au paragraphe 7 de l'article 1er de la loi du 12 avril 1892.

Exemption de droits à l'exportation.

Art. 35. — Sont exemptes du payement des droits d'exportation, outre les marchandises spécifiées dans le tarif:

Les marchandises importées temporairement;

Les marchandises, nationales ou nationalisées, destinées à la réparation des bâtiments nationaux ou étrangers;

Les marchandises qui traversent le territoire portugais en transit, aux termes du traité qui se rapporte à la matière.

Restitution de droits.

Art. 36. — Seront restitués les droits d'entrée perçus sur les emballages réexportés quand, au moment de l'expédition pour la consommation, les intéressés en auront fait la demande et, dans ce dernier cas, après les formalités nécessaires à leur confrontation.

Drawback.

Art. 37. — La restitution des droits fera l'objet d'un règlement spécial conforme à la législation sur la matière, ainsi qu'il est stipulé à l'article 4 de la loi du 10 mai 1892.

Palais, le 17 juin 1892. *José Dias Ferreira.*

Table chronolog

Mai 25.	**États-Unis d'Amérique, Autr** et Traité de réciprocité en merciales.
Juin 17.	**Portugal.** Tarif des douanes.
Juin 18/30.	**France, Monténégro.** Conventi gation.
Juin 23.	**Autriche-Hongrie, Corée.** Tra gation.
Juin 27.	**Espagne, Norvège.** Conventio
Juin 27.	**Espagne Suède.** Convention de
Juillet 12.	**Espagne, Pays-Bas.** Déclaratio merciales des deux pays.
Juillet 12.	**Espagne, Pays-Bas.** Déclarati commerciales.
Juillet 13.	**Espagne, Suisse.** Convention d
Juillet 22.	**Grande-Bretagne, États-Unis d** délimitation.
Juillet 23.	**Guinée Française.** Décret relat à feu et des munitions dans l
Août 9. / Juillet 28.	**Autriche-Hongrie, Serbie.** Trai
Août 26.	**Grande-Bretagne, Équateur.** C tection des marques et dessins
Septembre 5.	**Égypte.** Décret du Khédive rel fabrication des spiritueux dans dépendant de l'Égypte situés latitude nord.
Décembre 8.	**Libéria, France.** Arrangement
Décembre 16.	**Grande-Bretagne, Libéria.** Tr
Décembre 27.	**Grande-Bretagne, Roumanie.** T de la Princesse Marie et du P
Décembre 30. / 1893 Janvier 11.	**Grèce.** Loi sur les douanes.
Décembre 30.	**Congo Français.** Décret relatif à feu et des munitions dans le

1893.

Janvier 2/14.	**Autriche-Hongrie, Russie.** Conv tion de voies ferrées.
Janvier 12. / Juillet 10.	**Grande-Bretagne, Afrique.** Co affaires de la Côte occidentale
Février 19. / Mars 3.	**États-Unis d'Amérique, Russi** tradition réciproque des crimin
Février 22. / Mai 12.	**Grande-Bretagne, Argentine.** C l'extradition de Jabez Spencer
Mars 9/21.	**Grande-Bretagne, Roumanie.**
Mars 20. / Avril 1.	**Grande-Bretagne, Roumanie.** repression des fausses indicatio duits étrangers.
Mars 21.	**France.** Règlement sur les priso
Avril 4. / 1858 Juin 18.	**États-Unis, Chine.** Actes et doc sion des ouvriers chinois dans l

1894.

Janvier 22/10.	**Belgique, Roumanie.** Conventi
Janvier 29. / Février 10.	**Allemagne, Russie.** Traité de
Février 8.	**Grande-Bretagne, États-Uni** supplémentaire du Traité de dé
Février 24.	**Grande-Bretagne, Allemagne.** C une Union douanière entre les situées sur la Côte d'ôr et des
Mars 1.	**Grande-Bretagne, Chine.** Con et Thibet.
Avril 27.	**Egypte.** Décret établissant des tabac.
Mai 5.	**Grande-Bretagne, Italie.** Prot tation des sphères d'influence
Mai 12.	**Grande-Bretagne, Belgique et** delimiter les spères d'influence
Juin 22.	**Grande-Bretagne, Belgique et** la suppression de l'article 3 de 1894 délimitant les spères d'inf
Juin 26.	**Monaco, Pays-Bas.** Convention
Juillet 16.	**Grande-Bretagne, Chine.** Traité gation.
Juillet 27.	**Grande-Bretagne, Grèce.** Décl tection des dessins et des marq
Août 10.	**Perse.** Loi sur la nationalité.
1884 Avril 28. / Août 14.	**France, Belgique etc.** Documen nant les affaires du Congo.
Octobre 1.	**Suède.** Loi sur la nationalité.
Octobre 1. / 1895 Janvier 23.	**Grande-Bretagne, Bulgarie, etc.** lois de nationalité et de natura
Octobre 10.	**France, Obock.** Décret du Pré Française appliquant à la Colo tions contenues dans les article général de Bruxelles.
1891 Fevrier. / Novembre 24.	**Grande-Bretagne.** Actes concer anglaise sur le Zambesi.
Décembre 19/20.	**Bulgarie.** Loi sur la nationalité.

1895.

Janvier 2.	**Argentine.** Loi douanière.
1894 Octobre 1. / Janvier 23.	**Grande-Bretagne, Bulgarie etc.** lois de nationalité et de natura
Février 9.	**Espagne.** Loi établissant une su importés dans la Péninsule ou

Table alphabétique.

Allemagne.

Argentine.

Autriche-Hongrie.

État Indépendant du Congo.

Congo Français.

Congo Portugais.

Corée.

Cote d'Or.

Danemark.

République Dominicaine.

Egypte.

Équateur.

Espagne.

Etats-Unis d'Amé

France.

Grande - Bretag

Libéria.

Luxembour

Mexique.

Monaco.

Monténégro.

Nicaragua.

Norvège.

(Établissements français da

(État-Libre d')Or

Portugal.

Pays-Bas.

Perse.

Table analytique des matières contenues dans le XXe volume.

A GOETTINGUE.
Imprimé chez GUILLAUME FREDERIC KAESTNER.